

ASSEMBLÉE ORDINAIRE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 19 juin 2014

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 12 juin 2014

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 19 juin 2014, à 17 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves SAINDON

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Direction du greffe, City Hall, Suite R-134)

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
VERSION 2**

Le jeudi 19 juin 2014

à 17 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 19 juin 2014 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 5 juin 2014.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 7.08 à 7.10, 20.17 à 20.29, 30.02 à 30.05, 41.05 et 41.06.

Une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception des articles 7.02 et 30.05 qui seront livrés ultérieurement.

Veillez de plus noter que le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via la base de données sécurisée ADI.



**Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération
du jeudi 19 juin 2014**

ORDRE DU JOUR

Version 2

01 – Période de questions du public

01.01 Service du greffe

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 Service du greffe

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 Service du greffe

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 Service du greffe

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération
tenue le 29 mai 2014

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal

04.02 Service du greffe

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 Service du greffe

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 Service du greffe - 1143430011

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2012

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 Service du greffe

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 Service du greffe

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur le transport et les travaux publics sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et des usagers ainsi que le transport par taxi dans l'agglomération de Montréal

07 – Dépôt

07.01 Service de l'environnement - 1144390002

Dépôt du bilan annuel 2013 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

07.02 Service du greffe

Dépôt du rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'année 2013

07.03 Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie - 1145359001

Dépôt du Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

07.04 Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie - 1145174001

Dépôt du Rapport de développement durable de Montréal

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

07.05 Service du greffe

Dépôt de la résolution 2014-05-739 du conseil municipal de la Ville de Beaconsfield -
Demande de modification législative pour une entente de transfert avec la Commission
des services électriques de Montréal (CSEM)

07.06 Service du greffe

Dépôt de la résolution 2014-232 du conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire -
Demande de modification législative pour une entente de transfert avec la Commission
des services électriques de Montréal

07.07 Service du greffe

Dépôt de la résolution 2014-05-738 du conseil municipal de la Ville de Beaconsfield -
Demande de protection des milieux humides dans le bois Angell

07.08 Service de l'environnement - 1141193001

Dépôt du bilan annuel 2013 du Réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA)

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

07.09 Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables -
1145205004

Dépôt de l'état des revenus et dépenses au 31 mars 2014 projetés à la fin de l'exercice
- Volet Agglomération et de l'état global des revenus et des dépenses réels au 31 mars
2014 comparé au 31 mars 2013

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

07.10 Direction générale , Cabinet du directeur général - 1140092001

Dépôt du suivi du rapport du vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre
2012 ainsi qu'un retour sur les exercices précédents

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

11 – Dépôt de pétitions

11.01 Service du greffe

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Service du greffe

Déclaration

20 – Affaires contractuelles

20.01 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1145323003

Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée un terrain vague situé sur la rue Mill, d'une superficie d'environ 3 065 mètres carrés, constitué du lot 4 657 460, à des fins de stationnement, pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1^{er} juillet 2014, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$, taxes incluses

Compétence Acte mixte
d'agglomération :

20.02 Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien - 1145928001

Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc. pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, pour la somme maximale de 644 548,93 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13421 (4 soum.)

Compétence Éléments de la sécurité publique que sont les services de
d'agglomération : police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de
premiers répondants

20.03 Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal , Direction -
1143511001

Accorder un contrat à 142975 Canada inc Ltée Mironor pour la location d'un retourneur d'andains avec opérateur pour la production de compost au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471 (1 soum.)

Compétence Annexe du décret - Parc du complexe environnemental
d'agglomération : Saint-Michel

20.04 Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal , Direction -
1143511002

Accorder un contrat à Émondage Allard inc. pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur afin de produire du compost au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13519 (3 soum.)

Compétence Annexe du décret - Parc du complexe environnemental
d'agglomération : Saint-Michel

20.05 Ville-Marie , Direction des travaux publics - 1146140004

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier, l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe, entre les rues Ontario et Sherbrooke - Dépense maximale de 1 823 136,20 \$, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-14-008 (4 soum.)

Compétence Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du
d'agglomération : domaine public, y compris les travaux d'infrastructures,
dans un secteur de l'agglomération désigné comme le
centre-ville

20.06 Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1146341001

Accorder un contrat à Construction Morival Ltée pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers dans les usines de production d'eau potable de Dorval et de Pointe-Claire - Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 (3 soum.)

Compétence Alimentation en eau et assainissement des eaux
d'agglomération :

20.07 Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1143184001

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine, en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 (4 soum.)

Compétence Alimentation en eau et assainissement des eaux
d'agglomération :

20.08 Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal - 1144240009

Accorder un contrat de services professionnels à Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal, pour une somme maximale de 124 321,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13503 (3 soum. - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

20.09 Service des finances , Direction Informations financières et contrôles internes
- 1143592005

Autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013 / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses

Compétence Acte mixte
d'agglomération :

20.10 Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal - 1141246003

Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13589 (5 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence Annexe du décret - Parc du complexe environnemental
d'agglomération : Saint-Michel

20.11 Service du développement économique - 1146334002

Approuver un projet d'addenda No 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux

Compétence Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon
d'agglomération : l'entente avec le MAMOT

20.12 Service de la diversité sociale et des sports - 1136641001

Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et Corporation SPORTSQUÉBEC inc. afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51^e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016

Compétence Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements
d'agglomération : sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.13 Service de la diversité sociale et des sports - 1146641002

Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ)

Compétence Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements
d'agglomération : sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.14 Service de l'approvisionnement - 1141541002

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à cette fin le document « Fiche technique d'inscription »

Compétence Acte mixte
d'agglomération :

20.15 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1144313001

Décréter l'imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars, aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec

Compétence Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du
d'agglomération : domaine public, y compris les travaux d'infrastructures,
dans un secteur de l'agglomération désigné comme le
centre-ville

20.16 Service des infrastructures voirie et transports - 1145897003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux ans avec Les consultants SM inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transport, pour une somme maximale de 1 789 719 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13216 (9 soum.) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle
d'agglomération : de l'agglomération

20.17 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1145891001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Accorder un contrat à Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent, situé au 3335 rue Sartelon - Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 5701 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.18 Service de l'approvisionnement - 1144338001

Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois avec Superior General Partner inc. pour la fourniture de gaz propane - Appel d'offres public 14-13295 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.19 Service des technologies de l'information - 1145035001

Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Cassidian communications corp. (CG12 0208) aux fins du développement du système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), majorant ainsi le montant total du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.20 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1141035006

Accorder un contrat à Groupe Axino inc. pour les travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5700 (6 soum.)

Compétence Éléments de la sécurité publique que sont les services de
d'agglomération : police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de
 premiers répondants

20.21 Service des infrastructures voirie et transports - 1145322002

Approuver l'entente de principe entre l'Agence métropolitaine du transport (AMT) et la Ville de Montréal sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB)

Compétence Transport collectif des personnes
d'agglomération :

20.22 Service des technologies de l'information - 1145035003

Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales / Autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est

Compétence Éléments de la sécurité publique que sont les services de
d'agglomération : police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de
 premiers répondants

20.23 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1141195002

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme de 8 278 200 \$, taxes incluses

Compétence Éléments de la sécurité publique que sont les services de
d'agglomération : police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de
 premiers répondants

20.24 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1145840001

Approuver le projet de première modification du bail par lequel la Ville loue de Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 mètres carrés, situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022 - Dépense totale de 99 273,73 \$, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.25 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1145323002

Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1^{er} juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, d'une superficie d'environ 7 173,5 mètres carrés, constitué du lot 4 657 454 du cadastre du Québec, à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 172 535,40 \$ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.26 Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1140634001

Accorder un soutien financier maximal de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.27 Service de la diversité sociale et des sports - 1143220001

Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$ pour l'année 2014 à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence Annexe du décret - Contributions municipales et gestion
d'agglomération : d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à
la pauvreté

20.28 Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements -
1141005005

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc. pour la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014

Compétence Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements
d'agglomération : sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et
internationale

20.29 Service des infrastructures voirie et transports - 1145921001

Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain à WSP Canada inc. et Daoust Lestage inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du
d'agglomération : domaine public, y compris les travaux d'infrastructures,
dans un secteur de l'agglomération désigné comme le
centre-ville

30 – Administration et finances

30.01 Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles - 1143741001

Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence d'agglomération : Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération

30.02 Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1142622002

Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et d'implantation de deux lignes souterraines à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

30.03 Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1142622001

Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de construction du poste Fleury à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

30.04 Service de l'évaluation foncière - 1146665001

Reporter au 1^{er} novembre 2014 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multi résidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5 M\$, déposées avant le 1^{er} mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014 / Reporter au 15 février 2015 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles inférieures à 5 M\$, déposées avant le 1^{er} mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014, sous réserve du consentement de la municipalité locale visée

Compétence Évaluation municipale
d'agglomération :

30.05 Société du Parc Jean-Drapeau - 1146101004

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix ans, soit du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2024

Compétence Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau
d'agglomération :

41 – Avis de motion

41.01 Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau des mesures corporatives et d'urgences - 1145075002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence Alimentation en eau et assainissement des eaux
d'agglomération :

41.02 Service de l'eau - 1140865003

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 \$ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées

Compétence Alimentation en eau et assainissement des eaux
d'agglomération :

41.03 Service de sécurité incendie de Montréal - 1140379001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que des pièces et accessoires pour leur entretien

Compétence Éléments de la sécurité publique que sont les services de
d'agglomération : police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

41.04 Service des grands parcs verdissement et du Mont-Royal - 1144240001

Avis de motion - Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse

Compétence Cas où la municipalité centrale a succédé à une
d'agglomération : municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

41.05 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1144386004

Avis de motion - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence Annexe du décret - Écoterritoires
d'agglomération :

41.06 Service des infrastructures voirie et transports - 1141477003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2014) (RCG 14-003) afin de permettre la libération de certaines données géomatiques

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1146659001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Compétence Éléments du développement économique qu'est toute aide
d'agglomération : destinée spécifiquement à une entreprise

42.02 Service de la gestion et de la planification immobilière - 1144501003

Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence Annexe du décret - Écoterritoires
d'agglomération :

42.03 Service des finances , Direction Planification stratégique - 1143843008

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005)

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

42.04 Service des finances , Direction Planification stratégique - 1143843009

Adoption - Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2014)

Compétence Actes inhérents ou accessoires à une compétence
d'agglomération : d'agglomération

50 – Ressources humaines

50.01 Service des ressources humaines , Direction santé mieux-être et développement organisationnel - 1144297002

Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

51 – Nomination / Désignation

51.01 Verdun , Direction du bureau d'arrondissement - 1142678007

Nominations au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.02 Service de police de Montréal - 1142402002

Recommander au ministre de la Sécurité publique de nommer Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif et présidente de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant sur le Conseil permanent sur les services policiers du Québec

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

51.03 Service du développement économique - 1141179002

Nomination au conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération
de la Ville de Montréal du 29 mai 2014
17 h**

**Séance tenue le jeudi 29 mai 2014
Salle du conseil de l'hôtel de ville**

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. George Bourelle, M. Eric Alan Caldwell, M. Harout Chitilian, M. Claude Cousineau, à titre de représentant du maire de la Ville de Pointe-Claire, M. Joseph Daoura, à titre de représentant de la Ville de Mont-Royal, M. Gilles Deguire, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, Mme Jane Foukal Guest, Mme Colette Gauthier, Mme Paola Hawa, M. Edward Janiszewski, M. John Judd, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est, M. Beny Masella, Mme Chantal Rouleau, Mme Janet Ryan, à titre de représentante du maire de la Ville de Baie-D'Urfé, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Harvey Shafter, à titre de représentant de la Ville de Hampstead, M. Peter F. Trent, Mme Monique Vallée et M. Domenico Zito, à titre de représentant du maire de la Ville de Kirkland

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

M. Anthony Housefather et M. Edgar Rouleau

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS :

M. Russell Copeman, M. Claude Dauphin et M. Lionel Perez

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Colette Fraser, Greffière adjointe
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président de l'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement dédié à M. Marcel Côté.

Le porte-parole de l'assemblée cède la parole au maire afin d'ajouter à l'ordre du jour une déclaration rendant hommage à Monsieur Marcel Côté dont il fait lecture avant de procéder à l'étude des points inscrits à l'ordre du jour.

CG14 0234

Ajout - Déclaration honorant la mémoire de M. Marcel Côté

Attendu que M. Marcel Côté est décédé subitement le 25 mai 2014, à l'âge de 71 ans;

Attendu que ce Montréalais d'exception a été candidat à la mairie de Montréal aux élections de novembre 2013, qu'il n'a pas hésité à répondre positivement à l'appel du maire élu, M. Denis Coderre, et, à titre de conseiller du président du comité exécutif, à collaborer sur des dossiers importants touchant la réforme administrative de la Ville, démontrant ainsi son attachement envers Montréal, sa générosité et son grand respect des principes démocratiques de notre société;

Attendu son implication personnelle au sein de la communauté, ayant notamment occupé la présidence du conseil d'administration de la Compagnie de danse Marie Chouinard, du YMCA de Montréal, de la Fondation des YMCA du Québec, du Cercle des mentors des YMCA du Québec, du conseil d'administration de la Fondation du Grand Montréal, en plus de siéger au conseil d'administration d'un grand nombre d'organismes tels Imagine Montréal, l'Institut de recherche en politique publique, l'Orchestre symphonique de Montréal, les Amis de la montagne et Montréal en lumières;

Attendu qu'il a reçu le prix Arts-Affaires en 2012 remis par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et le Conseil des arts de Montréal;

Attendu qu'il est le fondateur de la Société Secor (1975), une firme de conseil en stratégie et marketing, qu'il a dirigée pendant 30 ans; qu'il a écrit plusieurs ouvrages sur le développement régional et technologique et qu'il a coprésidé en 2010 un groupe de travail sur les enjeux de la gouvernance et de la fiscalité de Montréal, lequel a publié le rapport Côté-Séguin intitulé « *Une métropole à la hauteur de nos aspirations* », un rapport qui figure dans l'histoire politique et économique de la métropole;

Attendu que, de 1986 à 1988, il a occupé le poste de conseiller économique auprès du premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et qu'en 1989 et 1990, il a détenu le poste de directeur Planification stratégique et communication auprès du très honorable M. Brian Mulroney;

Attendu sa formation universitaire en sciences physiques, en sciences économiques et qu'il a reçu le titre de Fellow du Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard en 1986;

Attendu que nous avons tous perdu un collègue, un ami, un visionnaire, un amoureux de la ville et, avant toute chose, un Grand Montréalais toujours prêt à s'investir pour la métropole;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Peter F. Trent
Tous les membres du conseil

Et résolu :

que le conseil d'agglomération offre ses sincères condoléances à sa conjointe, à sa famille, à ses nombreux amis ainsi qu'à ses proches et reconnaisse la contribution remarquable et le dévouement de M. Marcel Côté au rayonnement et à l'essor de la métropole, tant au niveau économique que culturel et auprès de la relève.

Adopté à l'unanimité.

15.01

1 - Période de questions du public

Le président de l'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Albert Harvey	M. Denis Coderre (M. Alan DeSousa)	Bilan des espaces naturels préservés et état de situation de ceux qui pourraient faire l'objet d'acquisition
M. Jordan Ohana	M. Denis Coderre	Diminution du budget attribué à la protection des espaces verts sur l'Île de Montréal
Mme Linda Besner	M. Denis Coderre (M. Alan DeSousa)	Terrain zoné institutionnel à Senneville – menaces pour forcer le changement vers un zonage résidentiel par la CMM ou le conseil d'agglomération
Mme Samantha Jacobson	M. Denis Coderre	Diminution du budget pour l'acquisition et la préservation d'espaces verts

Dépôt de documents

M. Bruce Walker	Mme Chantal Rouleau M. Denis Coderre	Participation de l'agglomération à la table de concertation régionale du haut Saint-Laurent et du Grand Montréal – Absence au conseil d'agglomération du responsable au comité exécutif des dossiers relatifs à l'environnement Dépôt de documents
Mme Nina Blussé	M. Denis Coderre (M. Alan DeSousa)	Appui du maire de l'arrondissement de Verdun au projet de la trame verte et bleue de Montréal / Respect et protection des milieux naturels
M. Jared Boretsky	M. Denis Coderre (M. Russel Copeman)	Projets futurs pour la protection des espaces verts dans l'Ouest de l'Île / Réduction des budgets pour l'acquisition d'espaces verts

À l'expiration du délai imparti par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'agglomération (RCG 06-027)*, le président de l'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 42.

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président de l'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, le président de l'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 43.

CG14 0235

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Harout Chitilian

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 29 mai 2014, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance en y ajoutant l'article 15.01.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG14 0236

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 1^{er} mai 2014

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 1^{er} mai 2014.

Adopté à l'unanimité.

03.02

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président de l'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du 31 mars au 4 mai 2014.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 31 mars au 4 mai 2014.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 31 mars au 4 mai 2014.

CG14 0237

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons?

Le porte-parole de l'assemblée dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics portant sur la traversée de la rue: Comment accroître la sécurité et le confort des piétons ?, et le conseil en prend acte.

04.04 1143430001

CG14 0238

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération

Le porte-parole de l'assemblée dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Ville de Montréal et de l'agglomération et le conseil en prend acte.

04.05 1143430007

CG14 0239

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal

Le porte-parole de l'assemblée dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration ayant pour objet l'étude du budget 2014, des budgets 2014 de certaines sociétés paramunicipales et organismes de la Ville de Montréal ainsi que du Programme triennal d'immobilisations 2014-2016 et du budget 2014 de la Société de transport de Montréal et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.06 1143430009

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucun document n'est déposé.

6 - Dépôt de rapports des commissions du conseil

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt de rapports des commissions du conseil »

CG14 0240

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur le Plan d'action canopée 2012-2021 et l'agrile du frêne

Madame Paula Hawa dépose le rapport et les recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur le Plan d'action canopée 2012-2021 et l'agrile du frêne, et le conseil en prend acte.

06.01

7 - Dépôt

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt »

- 7.01 Dépôt de la résolution 2014-04-699 du conseil municipal de la Ville de Beaconsfield - Reconnaissance des écosystèmes forestiers exceptionnels dans le Bois Angell
- 7.02 Dépôt de la résolution 14-04-06 du conseil municipal de la Ville de Mont-Royal - Dépôt de la programmation des activités du CLD, de son budget et des attentes signifiées au CLD Les Trois Monts

CG14 0241

Dépôt des états financiers de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013

Le porte-parole de l'assemblée dépose les états financiers de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013, et le conseil en prend acte.

07.03

CG14 0242

Dépôt des états financiers de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013

Le porte-parole de l'assemblée dépose les états financiers de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013, et le conseil en prend acte.

07.04

11 - Dépôt de pétitions

Le président de l'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Aucun document n'est déposé.

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG14 0243

Approuver le projet d'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal afin de modifier la zone des travaux limitant l'empiètement dans le parc-nature de La Pointe-aux-Prairies, secteur du Bois-de-l'Héritage, dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0746;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

d'approuver l'amendement à l'entente entre la Ville et l'Agence métropolitaine de transport (CG13 0406) portant sur l'aménagement de la gare de train de Pointe-aux-Trembles à Montréal dans le cadre de la mise en service du projet du Train de l'Est.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1145135001

CG14 0244

Accorder un contrat à LaSalle Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de vingt-trois véhicules Ford Police Interceptor Berline 2014 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 688 706,11 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13539 (4 soum.)

Monsieur le maire Denis Coderre déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 mai 2014 par sa résolution CE14 0706;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'accorder à LaSalle Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de vingt-trois véhicules de marque Ford, modèle Police Interceptor Berline, année 2014, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 688 706,11 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13539 et au tableau de prix reçus joint au rapport du Directeur;
- 2- d'autoriser le paiement d'un montant de 59 648,20 \$ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg.
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1144472002

CG14 0245

Accorder un contrat à Les systèmes d'information Héra évolution inc. pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13385 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 mai 2014 par sa résolution CE14 0707;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'accorder au seul soumissionnaire, Les Systèmes d'information Héra évolution inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture d'un service de techniciens, spécialistes de la base de données Integrated Data Management System (IDMS) de la Compagnie CA du Canada, pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 36 mois à compter de la date d'octroi du contrat ou d'un maximum de 700 heures par année, pour une somme maximale de 289 737 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13385 ;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1140206002

CG14 0246

Accorder un contrat à 9045-6823 Québec inc. (les Paysagistes Damiano) pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire sur la rue Saint-Gabriel, de la rue Saint-Paul à la rue Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 1 614 635,45 \$, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-13-015 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 mai 2014 par sa résolution CE14 0737;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 1 614 635,45 \$, taxes incluses, pour la reconstruction d'un égout unitaire et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Saint-Gabriel, entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
- 2- d'accorder à 9045-6823 Québec inc. (les paysagistes Damiano), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 530 635,45 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-13-015 ;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Jane Foukal Guest
Mme Janet Ryan

20.04 1146140002

CG14 0247

Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc. pour la construction et la reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et la réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, à des fins de sécurisation du réseau cyclable - Dépense totale de 2 762 213,66 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 258205 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0738;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 2 762 213,66 \$, taxes incluses, pour la construction et la reconstruction de saillies, de trottoirs, de mails centraux et la réfection de la chaussée dans divers endroits de la Ville de Montréal, à des fins de développement des pistes cyclables, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
- 2- d'accorder à Les Constructions et Pavage Jeskar inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 615 687,66 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 258205 ;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1144822029

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG14 0248

Accorder un contrat de services professionnels à Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, incluant la conservation et la restauration de la tour à boyaux - Dépense totale de 307 303,47 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13505 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0744;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 307 303,47 \$, taxes incluses, pour la surveillance des travaux et le suivi de chantier de la reconstruction de la caserne de pompiers n° 75, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

- 2- d'approuver un projet de convention par lequel les soumissionnaires Archipel architecture inc., WSP Canada inc. et SDK et associés, firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 236 387,28 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13505 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
- 3- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1141035005

CG14 0249

Accorder un contrat de services professionnels à Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre de travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier - Phase 1, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 240 000 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12995 (1 seul soum. conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 mai 2014 par sa résolution CE14 0712;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

- 1- d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire Ethnoscop inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en archéologie dans le cadre des travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Saint-Paul, entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier - Phase 1, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 240 000 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12995 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1134804002

CG14 0250

Accorder un contrat de services professionnels à Rubin et Rothman associés et Dessau inc. pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 073 074,78 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13442 - (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0742;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 1 073 074,78 \$, taxes incluses, pour la rénovation de la caserne de pompiers n° 26, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

- 2- d'approuver un projet de convention par lequel Rubin et Rothman associés et Dessau inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 952 806,16 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13442 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
- 3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1143456001

CG14 0251

Accorder un contrat de services professionnels à ArchiDATA inc., fournisseur unique, pour la modélisation de l'information du bâtiment et la gestion immobilière - Dépense totale de 801 027,27 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0740;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 801 027,27 \$, taxes incluses, pour la modélisation de l'information du bâtiment et gestion immobilière, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
- 2- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel ArchiDATA inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 748 623,62 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1140115001

CG14 0252

Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 \$ à Sport et Loisir de l'île de Montréal pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015) / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0753;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

- 1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 \$ à Sport et Loisir de l'île de Montréal, pour l'année 2014, pour le Programme montréalais de soutien à l'accompagnement en loisir (Accessibilité universelle), conformément à l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives locales dans le cadre des alliances pour la solidarité (2013 - 2015);

- 2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1141643002

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG14 0253

Autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions dans le cadre de la fourniture de services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 7 mai 2014 par sa résolution CE14 0705;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

d'autoriser la cession de l'entente intervenue entre la Ville et Northrop Grumman Systems Corporation (CG09 0285) en faveur de Northrop Grumman Systems International Trading, inc. (cessionnaire) pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions, dans le cadre des services pour l'entretien des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur du Service de police de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1140206003

CG14 0254

Accorder un contrat de gré à gré à Finlogik inc. pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel SGD (Système pour la gestion de la dette et des placements), pour la période du 5 mai 2014 au 31 décembre 2019, au montant de 1 586 350,30 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention de services à cette fin (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0741;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat de gré à gré par lequel Finlogik inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour le renouvellement du programme de support et de maintenance et des conditions de licence de logiciel SGD (Système pour la gestion de la dette et des placements), pour une somme maximale de 1 586 350,30 \$, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de contrat ;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1141629003

CG14 0255

Autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 \$, taxes incluses, pour l'ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay / Approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Planex Consultants inc. (CG11 0437) majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 \$ à 682 478,95 \$, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0743;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense additionnelle de 70 134,75 \$, taxes incluses, pour l'ajustement des services professionnels liés à la tenue de rencontres publiques et à la préparation des documents d'exécution concernant la mise en valeur et la conservation du Bois-de-Saraguay;
- 2- d'approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Planex Consultants inc. (CG11 0437), majorant ainsi le montant total du contrat de 612 344,20 \$ à 682 478,95 \$, taxes incluses;
- 3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1141246001

CG14 0256

Accorder un contrat de gré à gré à Odotech pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, d'une durée de 5 ans, au montant total de 143 718,75 \$, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0777;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gré à gré d'une durée de 5 ans à Odotech inc. pour les services de mise à jour, de mise en oeuvre et de maintenance du système Odoview à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, soit pour une somme maximale de 143 718,75 \$, taxes incluses, conformément à sa proposition 140411 - 01SL d'avril 2014;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1143334009

CG14 0257

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Accorder un contrat à Maskimo Construction inc. pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (Réalisation du train de l'est) - Dépense totale de 3 492 051,40 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 233505 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0783;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Anie Samson

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'autoriser une dépense de 3 492 051,40 \$, taxes incluses, pour la construction de trottoirs, de bordures, de mails centraux, de chaussée, d'une piste cyclable et d'un système d'éclairage, là où requis, dans le boulevard Maurice-Duplessis, de l'avenue Olivier-Lejeune au boulevard Saint-Jean-Baptiste (Réalisation du train de l'est), dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
- 3- d'accorder à Maskimo Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 183 151,40 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 233505 ;
- 4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1134822057

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.19 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG14 0258

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc. pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 065 908,57 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 226203 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0781;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'autoriser une dépense de 4 065 908,57 \$, taxes incluses, pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
- 3- d'accorder à Les entreprises de construction Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 637 908,57 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 226203 ;
- 4- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1144822023

CG14 0259

Approuver une entente avec la Ville de Longueuil concernant le paiement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2014 / Mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal, de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, pour gérer l'entente intermunicipale - Dépense totale de 425 628,28 \$, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0798;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 425 628,28 \$ pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour la saison 2014, soit une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil, et une navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, incluant les frais de quaiage, les frais de gestion des quais et du contrat ;

- 2- d'approuver une entente intermunicipale couvrant l'année 2014 entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil concernant la gestion d'un contrat d'exploitation de ces deux navettes fluviales reliant les rives des deux villes ainsi que le parc Jean-Drapeau;
- 3- d'autoriser le maire et la greffière adjointe à signer cette entente pour et au nom de la Ville ;
- 4- de mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal afin qu'il puisse représenter la Ville de Montréal auprès de la Ville de Longueuil qui gère le contrat ;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1141246005

CG14 0260

Approuver un projet d'acte de servitude aux termes duquel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches du Canada, créent en faveur de la Ville de Montréal, à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième Sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0790;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

d'approuver le projet d'acte de servitude par lequel l'Université de Montréal, la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches du Canada, créent en faveur de la Ville de Montréal à titre gratuit, une servitude de construction et de passage public permettant de poursuivre le projet du chemin de ceinture (tronçons 4A - 4B) et de relier l'intersection des chemins Queen-Mary et Decelles au parc du « Troisième sommet » par un sentier piétonnier, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1141246009

CG14 0261

Abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013 et accorder un soutien financier spécial non récurrent de 223 699,14 \$ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de Ville de Montréal-Ouest à partir du Fonds pour la conservation et la mise en valeur des biens patrimoniaux municipaux, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel - Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0797;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

- 1 - d'abroger la résolution CG13 0294 du 29 août 2013;

- 2 - d'accorder un soutien financier spécial, non récurrent de 223 699,14 \$ à la Ville de Montréal-Ouest pour le remplacement des portes et fenêtres de l'hôtel de ville de Montréal-Ouest prévu à l'été 2014, conformément à l'Entente intervenue entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal concernant le développement culturel;
- 3 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Ville de Montréal-Ouest, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1140668001

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 et 30.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG14 0262

Autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les postes des quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires / Mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2015 par sa résolution CE14 0757;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'autoriser une demande auprès du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire (MAMOT) en vue de l'émission de lettres patentes supplémentaires visant à modifier le mode de votation pour combler les postes des quatre membres du conseil d'administration représentant l'industrie du taxi et autres objets précisés au projet de lettres patentes supplémentaires;
- 2- de mandater le greffier pour transmettre au gouvernement tous les documents requis pour donner suite à la requête du conseil d'agglomération.

Par ailleurs, il est souhaité qu'il n'y ait pas de bureaux de vote aménagés dans les locaux du Bureau du taxi de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1142344001

CG14 0263

Autoriser une dépense de 1 061 249,26 \$, taxes et frais incidents inclus, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 mai 2014 par sa résolution CE14 0762;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

- 1- d'autoriser une dépense de 1 061 249,26 \$, taxes et frais incidents inclus, pour l'acquisition de 2 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG12 0079);
- 2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1143838004

CG14 0264

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1146659001

CG14 0265

Avis de motion - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1144501003

CG14 0266

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1143843008

CG14 0267

Avis de motion - Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2014)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Alan DeSousa de la présentation à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2014) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1143843009

CG14 0268

Désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville dans le district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 21 mai 2014 par sa résolution CE14 0803;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

de désigner madame Mary Deros, conseillère de la Ville - district de Parc-Extension et monsieur Louis Bénard, commissaire au développement économique à titre de représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire Centre-Nord (CDÉC Centre-Nord).

Adopté à l'unanimité.

51.01 1144055001

Le porte-parole de l'assemblée souligne l'anniversaire de naissance du président de l'assemblée M. Gilles Deguire.

À 18 h 10, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président de l'assemblée déclare l'assemblée levée.

Gilles Deguire
Président de l'assemblée

Yves Saindon
Greffier de la Ville

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Denis Coderre
Maire

04.01

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 JUIN 2014**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU
5 AU 18 MAI 2014**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014**

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
IBM CANADA LTÉE	DÉPENSE MIXTE D'ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE AGGLO 53.1% ET VILLE 46.9%	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION	1142414002	ACCORDER UN CONTRAT À IBM CANADA LTÉE, POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE REPRISE APRÈS DÉSASTRE DE L'ORDINATEUR CENTRAL, POUR UNE PÉRIODE DE 4 ANS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 450 002,95 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (14-13449) - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE14 0621	2014-05-05	450 002 \$
MACOGEPI INC.	ENTENTE CADRE RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DE LA VOIRIE ET DES TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1141861001	CONCLURE DEUX ENTENTES-CADRES DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC MACOGEPI INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 290,87 \$, TAXES INCLUSES) ET AVEC LEGICO-CHP INC. (POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 236 095,41 \$, TAXES INCLUSES), ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION, POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS D'ESTIMATEURS EN CONSTRUCTION AFIN DE SOUMETTRE DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS (INFRASTRUCTURES URBAINES) À UNE ÉVALUATION DES COÛTS (2 SOUMISSIONNAIRES) POUR UNE PÉRIODE MAXIMALE DE 24 MOIS OU POUR UN TOTAL D'HONORAIRES N'EXCÉDANT PAS LE MONTANT DU CONTRAT SELON LA PREMIÈRE DES DEUX ÉVENTUALITÉS - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 13-13323 / APPROUVER DEUX PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE14 0635	2014-05-06	236 291 \$
PARFAIT ÉLECTRIQUE INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1144087001	ACCORDER UN CONTRAT À PARFAIT ÉLECTRIQUE INC. POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA GÉNÉRATRICE DES SERVICES AUXILIAIRES DE LA STATION DE POMPAGE MC TAVISH. DÉPENSE TOTALE DE 230 026,33 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 10123 - 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE14 0711	2014-05-08	195 026 \$
PASCALE LEBLANC, PSYCHOLOGUE	100 % AGGLO	SERVICE DE POLICE	DIRECTION DES OPÉRATIONS - DÉVELOPPEMENT DES PROCESSUS D'INNOVATION ET DES PRATIQUES APPRENANTES	1142647002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À MME PASCALE LEBLANC, PSYCHOLOGUE - CONSULTANTE EN GESTION DE LA DIVERSITÉ, POUR CONCEVOIR ET DIFFUSER UNE FORMATION À 14 POSTES DE QUARTIER POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 94 969,35 \$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION NO 14-13485 - TROIS (3) SOUMISSIONNAIRES / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE14 0713	2014-05-16	94 969 \$
PLASTIPRO CANADA LTÉE	ENTENTE CADRE - RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	.1145331001	CONCLURE AVEC PLASTIPRO CANADA LTÉE, UNE ENTENTE-CADRE COLLECTIVE D'UNE DURÉE DE 12 MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE 12 MOIS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE BALISES CONIQUES (CÔNES DE SIGNALISATION), SUITE À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC # 14-13225 (2 SOUM.). (MONTANT ESTIMÉ DE L'ENTENTE : 124 805,36 \$).	CE14 0731	2014-05-15	124 805 \$
TURF CARE LTÉE	ENTENTE CADRE RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION DE L'APPROVISIONNEMENT	1143447001	CONCLURE AVEC LES FIRMES LANGE PATENAUDA ÉQUIPEMENT LTÉE (KUBOTA MONTRÉAL) ET LES PRODUITS TURF CARE LTÉE, DEUX (2) ENTENTES-CADRES D'UNE DURÉE DE QUATRE (4) ANS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE TONDEUSES AUTOMOTRICES DIVERSES, DE MARQUE KUBOTA ET TORO AVEC ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 14-13357 - (3 SOUMISSIONNAIRES) (MONTANT TOTAL ESTIMÉ DES ENTENTES: 932 939,91 \$ ET 118 208,87 \$, TAXES INCLUSES.)	CE14 0532	2014-05-05	118 209 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 6

TOTAL : 1 219 302 \$

04.02

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 JUIN 2014**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU
5 AU 18 MAI 2014**

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	SUBVENTION			
								CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER OU DU TERRAIN	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
ACTION-RÉINSERTION	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	15 000 \$	0 \$	0 \$	15 000 \$
AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD-OUEST	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	30 000 \$	0 \$	0 \$	30 000 \$
C.A.C.T.U.S. MONTRÉAL	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	25 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1130302003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 10 000 \$ À CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LA PROLONGATION DES TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE ET ÉQUITABLE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE - MESS 2013 - 2015) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET FIN	CE14 0690	2014-05-07	10 000 \$	0 \$	0 \$	10 000 \$
DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE - MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	25 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$
LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE - MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	40 000 \$	0 \$	0 \$	40 000 \$

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	REPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	SUBVENTION			
								CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER OU DU TERRAIN	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
L'ASSOCIATION DES POPOTES ROULANTES DU MONTREAL METROPOLITAIN	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	25 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$
MISSION BON ACCUEIL	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	25 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$
PLEIN MILIEU	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DESIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	24 050 \$	0 \$	0 \$	24 050 \$
REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	22 000 \$	0 \$	0 \$	22 000 \$
RESTO PLATEAU	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1140302001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 565 000 \$, À 10 ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LES MONTANTS INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013 - 2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0565	2014-05-06	20 000 \$	0 \$	0 \$	20 000 \$
RUE ACTION PRÉVENTION JEUNESSE	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DESIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	25 000 \$	0 \$	0 \$	25 000 \$

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	SUBVENTION			
								CONTRIBUTION MONÉTAIRE	ÉCART VERSUS VALEUR MARCHANDE DU LOYER OU DU TERRAIN	SOUTIEN TECHNIQUE	VALEUR TOTALE
SENTIER URBAIN	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	12 000 \$	0 \$	0 \$	12 000 \$
SPECTRE DE RUE INC.	100 % AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DE LA DIVERSITÉ SOCIALE	1143381001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT TOTALISANT LA SOMME DE 245 000 \$ AUX ORGANISMES CI-APRÈS DÉSIGNÉS, POUR L'ANNÉE 2014, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (2013-2015) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE14 0564	2014-05-06	35 000 \$	0 \$	0 \$	35 000 \$
VÉLO QUÉBEC ÉVÈNEMENTS	100 % AGGLO	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION ASSOCIÉE CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÈNEMENTS	1141005002	TOUR DE L'ILE - 1ER JUIN 2014	CE14 0720	2014-05-07	0 \$	0 \$	650 000 \$	650 000 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 15

TOTAL : 333 050 \$ 0 \$ 650 000 \$ 983 050 \$

04-03

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 JUIN 2014**

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICES CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
5 AU 18 MAI 2014

LISTE SIMON ET DÉCISIONS DÉLÉGUÉES

VILLE DE MONTRÉAL / DÉPENSES MIXTES

VILLE DE MONTRÉAL / DÉPENSES MIXTES
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

* Les bons de commandes relatifs aux dépenses d'administration générale ne sont pas inclus dans ce rapport, car ils font l'objet d'une facturation annuelle à l'agglomération.

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT	PORTION À LA CHARGE DE L'AGGLOMÉRATION
CANADIEN NATIONAL	961027	PELLERIN, JEAN	POUR PAYER FACTURE POUR ENTRETIEN DES PASSAGES À NIVEAU DU MOIS D'AVRIL 2014 (SYLVIE BLAIS)	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	6 877 \$	13,00%
CERIU	958870	TOUAHRIA, LILA	FRAIS DE FORMATION POUR CERTIFICATION CERIU-NASSCO-PACP DE CODRIN BUDIS LE 23-24-25 AVRIL 2014.	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	2 074 \$	23,00%
COGECO DIFFUSION INC.	959863	COTE, RICHARD P.	PUBLICITÉ RADIO POUR LE CHANTIER EDOUARD MONTPETIT	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	5 201 \$	75,00%
COMMISSION CANADIENNE DE SURETE NUCLEAIRE-SECTION DU TRAITEMENT DES PERMIS	961672	ROY, SYLVAIN	FRAIS ANNUELS POUR LE PERMIS D'UTILISATION DES NUCLÉODENSIMÈTRES. JAUGES PORTATIVES PÉRIODE D'APPLICATION DES DROITS DE 2014-06-01 À 2015-05-31 FACTURE: 43799-090770 COMPTE: 01239-001 PERMIS: 01239-8-16.0	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	2 473 \$	23,00%
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	957921	LEVESQUE, LUC	POUR PAYER FACTURE 11064334 POUR LE MOIS D'AVRIL 2014 POUR FRAIS D'ENTRETIEN DE FEUX CLIGNOTANTS ET DE BARRIÈRES	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 420 \$	13,00%
COMPUGEN INC.	953813	DESNOYERS, ERIC-CHRISTOPHER	ACHATS D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	10 533 \$	51,90%
ESRI CANADA LIMITED	960986	PELLERIN, JEAN	DEVIS DE RENOUELEMENT DU PLAN D'ENTRETIEN ARCGIS ONLINE (GAETAN BARRIÈRE)	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	2 904 \$	13,00%
GUY LAMBERT ET ASSOCIES INC.	959442	MORISSETTE, CHANTAL	MANDAT D'ACCOMPAGNEMENT - LAC À L'ÉPAULE - SERVICE DE L'EAU 2014	SERVICE DE L'EAU	HYG. DU MILIEU - SOUTIEN TECH. ET FONCT. - À RÉPARTIR	7 135 \$	75,00%

VILLE DE MONTRÉAL / DÉPENSES MIXTES
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

* Les bons de commandes relatifs aux dépenses d'administration générale ne sont pas inclus dans ce rapport, car ils font l'objet d'une facturation annuelle à l'agglomération.

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT	PORTION À LA CHARGE DE L'AGGLOMÉRATION
JOCELYNE HEBERT, REDACTRICE	959394	TESSIER, MONIQUE	CONTRAT DE RÉDACTION ET RÉÉCRITURE ET RÉVISION DU SCHEMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE	5 186 \$	80,00%
MULTIFORME METAL INC.***	961288	ROY, SYLVAIN	FABRICATION D'UN CONTENEUR À REBUTS EN ACIER AVEC COUVERCLE EN GRILLAGE MÉTALLIQUE. SELON LA SOUMISSION NO. B-730 DU 15 AVRIL DERNIER.	INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER	2 484 \$	23,00%

TOTAL : 47 287 \$

**FACTURES ET BONS DE COMMANDE
DE PLUS DE 2 000 \$**

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
7112751 CANADA INC.	958385	DESAUTELS, ANNE	FOURNITURE DE 45 KAYAKS SIMPLES ET 20 KAYAKS DOUBLES, 85 VFI, 85 PAGAIES POUR L'ÉVÈNEMENT RELAIS RIVIÈRE DU SAMEDI 31 MAI 2014	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	3 085 \$
9107-5879 QUEBEC INC.	DEU11261	VERREAULT, MICHEL	LOCATION - VÉHICULES + MATÉRIEL ROULANT	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 625 \$
ACCES COMMUNICATIONS	959559	LAMOTHE, BERNARD	LOCATION ANNUELLE D'UN SYSTÈME DE RADIOCOMMUNICATION ENCRYPTÉ	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 969 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	947938	BOULET, SUZANNE	RÉPARATIONS ÉQUIPEMENTS POUR 2014	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	RÉSEAUX D'ÉGOUT	2 333 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP5263	LACHANCE, YVON JUNIOR	PAPIER POUR AJUSTEMENT DU BABBITT U-10 - EN RÉFÉRENCE AU DEP4875	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 553 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP5286	LEBLANC, DANIEL	MULTIMÈTRE POUR M. BOUTIN, VALISE, TROUSSE, CLÉ POUR MÉCANIQUE - LAVEUSE, PULVÉRISATION POUR FRIGORIST	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 108 \$
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP5012	MARSAN, ANDRE	ÉQUIPEMENT SANITAIRE - LAVEUSE À PLANCHER ET BROSSES	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	10 947 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ACSIQ, ASS. DES CHEFS DE SERVICE D'INCENDIE DU QUEBEC	959430	BARTOLO, JEAN	CONGRÈS DE L'ACSIQ À MONTRÉAL - MAI 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	2 762 \$
ACTION R-VAC INC.	DEP5246	HOOPER, CHANTAL	COMBINÉ VIDE PUISARD ET DISPOSITION DÉCANTÉ	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 616 \$
ACTION R-VAC INC.	DEP5250	HOOPER, CHANTAL	COMBINÉ VIDE PUISARD ET DISPOSITION DÉCANTÉ JOB # C-14029	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	4 010 \$
AECOM CONSULTANTS INC	959656	CARETTE, CLAUDE	PARTICIPER AUX RENCONTRES AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS À TITRE DE CONSULTANT SPÉCIALISTE EN PLANIFICATION DES TRANSPORTS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR	21 779 \$
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP5279	HOOPER, CHANTAL	ÉQUIPEMENT POUR CAMION DÉSINFECTON - LIVRAISON URGENTE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	4 234 \$
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP5280	HOOPER, CHANTAL	ÉQUIPEMENT POUR CAMION DÉSINFECTION - LIVRAISON RÉGULIÈRE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	4 439 \$
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP5217	MARSAN, ANDRE	URGENT - DÉBIMÈTRE COMBINÉ TRANSITION DE TEMPS OU DOPPLER POUR DES CONDUITES DE 1 À 100 POUCES DIA	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	9 386 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP5202	MARTEL, SIMON	KIT DE RÉACTIF J.A.W. POUR CL-17	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 460 \$
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP5206	MARTEL, SIMON	INSTALLATION DES NOUVEAUX CHLORATEURS	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 489 \$
AGAT LABORATOIRES LTD	960876	FONTAINE, RICHARD	- ANALYSES CHIMIQUES DES EAUX USÉES ET DES BOUES	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	10 371 \$
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	958086	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	CONTRAT DE SERVICE GCMS (2E ANNÉE) - LAORATOIRE CRÉMAZIE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	7 013 \$
ALAIN LACAS	961229	BARTOLO, JEAN	INTÉGRATION DES RECRUES DU 32E CONTINGENT DU SIM POUR LA PÉRIODE DU 22 AVRIL 2014 AU 16 MAI 2014.	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	6 858 \$
ALBERT RILLART	961248	BARTOLO, JEAN	INTÉGRATION DES RECRUES DU 32E CONTINGENT DU SIM POUR LA PÉRIODE DU 22 AVRIL 2014 AU 16 MAI 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	7 853 \$
AMIS DE LA MONTAGNE (LES)	947980	GROULX, DANIEL	FOURNIR DES SERVICE PROFESSIONNELS AFIN DE DÉVELOPPER, FOURNIR ET INSTALLER DES OUTILS D'INTERPRÉTATION SPÉCIFIQUES AUX TRAVAUX DE CHANTIER DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR OUEST DE LA CLAIRIÈRE DU MONT-ROYAL - LES AMIS DE LA MONTAGNE	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	14 925 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ANA KARINA DIB BALI	959767	GRAVEL, PIERRE	2014 - OCTROYER UN CONTRAT GRÉ À GRÉ À ANA KARINA BALI POUR RÉALISER UN STAGE D'ÉTUDE EN GESTION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	13 001 \$
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	802112-5	HOULE, CLAUDE	SPVM,BOTTES DE COMBAT D'HIVER FROID EXTREME	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	115 999 \$
AREO-FEU LTEE	959976	BEAULIEU, JOHANNE	SPVM EQUIPEMENT INCENDIES CRIMINELLES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 538 \$
AREO-FEU LTEE	958576	LIMOGES, SIMON	DRM-ÉLECTRICITÉ/ LENTILLE POUR LAMPE RESPONDER/ DRM- HYDRAULIQUE/ ADAPTATEUR 65 MM NPT FEMELLE À STORZ 65 MM/ ADAPTATEUR 38 MM FEMELLE NPSH À 38 MM STORZ NON PEINTS	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	2 696 \$
ARIZONA INSTRUMENT	DEU10971	FONTAINE, RICHARD	ANALYSEUR H2S POUR L'USOC	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	12 968 \$
ATELIERS MULTI-PUB INC.	961644	HOULE, CLAUDE	SPVM - AUTOCOLLANT/BANDE,CASQUE CYCLISTE,BANDE REFLECHISSANTE,	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 333 \$
AV-TECH INC.	960984	VINCENT, ERIK	SPVM PDQ 24 / NETTOYAGE CONDUITS DE VENTILATION	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 371 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	954825	LACHANCE, ROGER	RÉTENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'ÉTUDE SUR LES TECHNOLOGIES DE TRAITEMENT APPLICABLES AU LIXIVIAT DU CESM ET ÉVALUATIONS DE TROIS SITES	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	19 388 \$
BALANCES INDUSTRIELLES MONTREAL (B.I.M.) INC.	959054	MOISE, CARL	CONTRAT GRÉ À GRÉ AVEC BIM POUR LA MISE À JOUR DU LOGICIEL ET DU PROGRAMME DES 7 BORNES DANS LES ÉCOCENTRES.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATÉRIAUX SECS - TRAITEMENT	3 111 \$
BELANGER SAUVE AVOCATS	956998	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 852 \$
BELL CANADA	960579	CARRIERE, SYLVAIN	COMPTE #4 501 7018 - FRAIS MENSUELS RÉCURRENTS POUR LA TÉLÉPHONIE DU CENTRE DES COMMUNICATIONS ET CENTRE DE RELÈVE POUR 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	4 293 \$
BELL CANADA	875345	NOLIN, LISE	TRAVAUX - BRISER ET RECONSTRUIRE 10 MÈTRES DE CONDUITS - RUE UNIVERSITÉ ET DES PINS - PROJET A-354	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	5 505 \$
BELL MOBILITE INC	960485	BOISVERT, CHRISTIAN	PIÈCES POUR LE 10-04 SOUMISSION #2014-05-08-001	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 769 \$
BENTEK	DEP4234	MARCOUX, CHRISTIAN	DÉPENSES INCIDENTES AU CONTRAT 2008-31- BENTEK	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	3 303 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BETON CONCEPT A.M. INC.	DEU11242	FONTAINE, RICHARD	MISE À NIVEAU DU PLANCHER DE BÉTON U.T.O. #4 P14-017-AE	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	16 075 \$
BRIGITTE LAVOIE	958466	BEAUREGARD, GENEVIEVE	PSYCHOLOGUE DU PAPP - PROJET «MON ÉQUIPE ME TIENT À COEUR» 2 ET 28 AVRIL 2014	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 074 \$
BUFFET RIVIERA INC.	961665	BOILEAU, SYLVIE	FACTURE #4122 - JOURNÉE DE FORMATION ET RÉFLEXION EN SANTÉ MENTALE 14 MAI 2014 - ENQUÊTES EST	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 153 \$
CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	DEP5191	LEBLANC, DANIEL	RÉPARATION VOITURETTE ÉLECTRIQUE VA-2009	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	3 165 \$
CANON CANADA INC.	DEU10957	VERREAULT, MICHEL	CONTRAT DE SERVICE - COPIEUR OCÉ	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	6 982 \$
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	007714	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388248	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 292 \$
CEGEP DE SAINT-LAURENT	DEP4117	MARCOUX, ALAIN	FORMATION CEGEP SAINT-LAURENT	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	29 091 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CEGEP MONTMORENCY	959744	GIRARD, SYLVIE	PAIEMENT FACTURE NO 88993 POUR FRAIS GÉNÉRAUX DE FORMATION, FRAIS SUPPLÉMENTAIRES POUR UN GROUPE DE MOINS DE 16 ÉTUDIANTS (9 ÉTUD.), FRAIS DE DÉPLACEMENT DES ENSEIGNANTS, FRAIS POUR 7 VOL. ET CARTABLES SUPP. COURS 311-8T4-MO GR265 H2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	3 109 \$
CENTRE D'AUTO LAVIGNE INC.	960494	GIRARD, SYLVIE	CONSOMMATION ESSENCE - MARS - AVRIL 2014 - CASERNE # 51 - STE-ANNE-DE-BELLEVUE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES ÉQUIPEMENTS - SÉC. INCENDIE	2 712 \$
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	3131	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388274	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 338 \$
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	958541	LIMOGES, SIMON	DRM-ÉLECTRICITÉ/ BATTERIE POUR RADIO XTS 5000 (10) POUR LE C.F.	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	3 993 \$
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEP4953	MARSAN, ANDRE	SYSTÈME RADIOCOMMUNICATION POUR L'USINE DE DORVAL (SYSTEME MAN DOWN)	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 906 \$
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEP4744	MARSAN, ANDRE	RADIO PORTATIF POINTE-CLAIRE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	9 205 \$
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEP4953	MARSAN, ANDRE	SYSTÈME RADIOCOMMUNICATION POUR L'USINE DE DORVAL (SYSTEME MAN DOWN)	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	6 138 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE TRANSITION LE SEXTANT INC	957602	GIRARD, SYLVIE	CASERNE 26 - DÉCONTAMINATION, BOUCHAGE DE TROUS, NETTOYAGE ET RÉPARATION DU PLAFOND DE CUISINE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	11 771 \$
CENTRE MECANIQUE L & F INC.	22249	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388261	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 004 \$
CENTRE MECANIQUE L & F INC.	22268	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388263	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 172 \$
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	960947	GODIN, ERIC	MIRES HOLOGRAPHIQUES POUR ARME 40MM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 318 \$
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	959356	GODIN, ERIC	IRRITANT CHIMIQUE RECHARGEABLE + CHARGEUR	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 029 \$
CFC DOLMEN INC.	959507	BEAUREGARD, GENEVIEVE	FACTURE - CFC DOLMEN INC - PSYCHOMÉTRIQUE - PROCESSUS ENQUÊTEUR - AGRESSIONS SEXUELLES - FACTURE NO 54665 - 54668 -	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	3 111 \$
CHAUSSURES BELMONT INC	960652	FONTAINE, RICHARD	BOTTES ET SOULIERS DE TRAVAIL	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	15 557 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CHEM ACTION INC.	DEP5201	LEBLANC, DANIEL	MÉLANGER KOMAX POUR REMPLACEMENT DE LA PLOMBERIE DU PANNEAU DE SOUDE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 684 \$
CHEMIN DE FER SAINT-LAURENT & HUDSON	957881	DESJARDINS, SYLVIE	LOYER DU 2014-05-01 AU 2014-05-31, KMMK229010101, COMPTE 1001637, PISTE POLYVALENTE (CYCLISME, MARCHE, SKI DE FONDS) À OUTREMONT SPUR PRÈS DE LA VOIE FERRÉE (RAPPORT NO 6)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 581 \$
CHEMIN DE FER SAINT-LAURENT & HUDSON	961060	DESJARDINS, SYLVIE	LOYER DU 2014-06-01 AU 2014-06-30, KMMK229010101, COMPTE 1001637, PISTE POLYVALENTE (CYCLISME, MARCHE, SKI DE FONDS) À OUTREMONT SPUR PRÈS DE LA VOIE FERRÉE (RAPPORT NO 7)	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	4 581 \$
CHEMISE EMPIRE LTEE	707895-71	HOULE, CLAUDE	SPVM,CHEMISES D'UNIFORME POUR POLICIER, OFFICIER ET CIVIL	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 153 \$
CHEMLINE PLASTICS LTD	DEP5146	LAJOIE, ROGER	ACHAT DE RACCORD CHEMFLARE POUR LE RÉAPPRO DU MAGASIN ATWATER	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	3 495 \$
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC	931965	RICHARD, GILBERT	BCO 2014 - CHIMIE - PRODUITS CHIMIQUES ET CONSOMMABLES	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 148 \$
CISION QUEBEC INC.	959205	LAFRENIERE, IAN	FACTURES 53307 - SURVEILLANCE MÉDIATIQUE MARS 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 167 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMMUNICATIONS RADIO INMO INC.	960273	BOISVERT, CHRISTIAN	SPVM - PROJET BOSCOVILLE / FITTINGS ET COUVRES-FILS SOUSSION #2014-02-07-001	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 940 \$
COMMUNICATIONS RADIO INMO INC.	961377	HOULE, CLAUDE	SPVM -ÉCOUTEUR ACOUSTIQUE TRANSPARENT	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	6 845 \$
COMPUGEN INC.	957528	CARRIERE, SYLVAIN	PORTABLES C/D	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	4 196 \$
COMPUGEN INC.	DEP5285	TURCOTTE, CAROLINE	ACHAT LICENCES VISIO-MS PROJET 2013 - RÉF. 076-05292 POUR POOL DE LICENCES	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 069 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	961599	LEVEILLE, MARIE-LYNE	BÂTIR ENVIRONNEMENT TEST POUR MIGRATION WINDOWS 7/ AFF. JURIDIQUES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	5 906 \$
CONSTRUCTION URBEX INC.	956944	BEAULIEU, JACQUES	ACCORDER UN CONTRAT POUR LA FABRICATION ET L'INSTALLATION DE MOBILIER AU PARC DES CAGEUX - CONSTRUCTION URBEX INC.	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	12 964 \$
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	950231	HERISCHI, BABAK	VALIDATION D'ÉTUDES DE COÛTS PRÉSENTÉES PAR LES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA STATION DE POMPAGE AU RÉSERVOIR ROSEMONT.	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	12 964 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CONTROLES DAVIS QUEBEC LTEE/DAVIS CONTROLS LTD (LES)	DEP5319	LEBLANC, DANIEL	PIÈCES DE RECHANGE POUR SECTEUR COAGULANT	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 220 \$
CONTROLES LAURENTIDE LTEE (LES)	DEU10909	VERREAULT, MICHEL	MAGASIN - MANCHON RED VALVE	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	6 657 \$
COOPERATIVE DES POLICIERS ET POLICIERES DE LA CUM (CLUB COOP C.U.M.)	957298	LAFRENIERE, IAN	FACTURE # 36819. ACHAT DE 500 AUTOS DE POLICE DODGE.	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 159 \$
CPU DESIGN INC.	958075	BOISVERT, CHRISTIAN	VIS D'ACIER ET COVER POUR SIM CARD	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	6 223 \$
CPU DESIGN INC.	959230	CARRIERE, SYLVAIN	IMPRIMANTES - CASERNES	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	2 681 \$
CPU DESIGN INC.	DEP5313	HERISCHI, BABAK	ACHAT D'UN PARE-FEU POUR L'AVANCEMENT DE L'INTÉGRATION DES USINES POINTE-CLAIRE ET DORVAL	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	14 658 \$
CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.	961269	TAILLEFER, PATRICK	CRÉATION DE MASCOTTE POUR LA SECTION DE L'ÉDUCATION DU PUBLIC (# SOUMISSION 14-399)	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	PRÉVENTION - SÉC. INCENDIE	5 445 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CREMAZIE AUTO REPAIR (1974) INC.	1923	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388250	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 960 \$
CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	961765	DESJARDINS, DANIEL	SERVICE DE TRAITEUR. 26IÈME RÉUNION DE LA TABLE DE CONCERTATION DU MONT ROYAL	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 168 \$
DALIMAR INSTRUMENTS INC	DEU11283	VERREAULT, MICHEL	SYSTÈME DE SURVEILLANCE DU BRUIT	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	7 516 \$
DANY TREMBLAY SOUDURE ENR.	DEP5273	HOOPER, CHANTAL	BC POUR SERVICE D'OXYCOUPAGE EN ESPACE CLOS	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	3 683 \$
DANY TREMBLAY SOUDURE ENR.	959024	MOISE, CARL	INSTALLATION SUPPLÉMENTAIRE POUR 1 QUAI PETITE PATRIE,1 QUAI EADIE, DÉCHARGEMENT DE LA MARCHANDISE, REDISTRIBUTION DES RESTANTS AU CESM, MEULAGE EN EXTRA POUR INSÉRER LES PIÈCES.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATÉRIAUX SECS - TRAITEMENT	3 174 \$
DELOITTE S.E.N.C.R.L.	DEP4758	MATHIEU, JEAN-FRANCOIS	AUDIT 2013 - FCIS - MANDATS SPÉCIAUX	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	10 890 \$
DENIS GAGNON	961243	BARTOLO, JEAN	INTÉGRATION DES RECRUES DU 32E CONTINGENT DU SIM POUR LA PÉRIODE DU 22 AVRIL 2014 AU 16 MAI 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	3 631 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DIAMOND CANAPOWER	DEU11276	VERREAULT, MICHEL	ELEMENTS DE RAMONAGE	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 919 \$
DISTRIBUTION CRANE CO	DEP1873	LEBLANC, DANIEL	(UNITE) AIR VENT APCO, 200A, -5- PSI, ENTRÉE 1PO (REÇU EN DOUBLE)	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 194 \$
DISTRIBUTION CRANE CO	DEU11200	VERREAULT, MICHEL	MAGASIN - PLOMBERIE VICTAULIC & CLAPET CRANE	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 157 \$
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEP5274	LEBLANC, DANIEL	ACHAT DE MATÉRIAUX POUR CONFECTION DU NOUVEAU PANNEAU D'INSTRUMENTATION - PCC	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 296 \$
DIVEX MARINE INC	DEP4885	HOOPER, CHANTAL	URGENT -PLONGEURS POUR CHANGEMENT VANNE	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 562 \$
DIVEX MARINE INC	DEP5188	MARSAN, ANDRE	PLONGEUR EN URGENCE POUR INSTALLATION DES BOUÉES ET INSPECTION DES PRISES D'EAUX USINE DORVAL	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	9 355 \$
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP5207	VENDETTI, PERRY	(UNITE) HUBBELLVM4LC LED 130W 120-277V HSG CONCAVE SINK	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 112 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL (B.R.C.D.T.)	DEP4256	GOUPIL, SYLVIE	CONTRAT COLLABORATION IMPLANTATION LOGICIEL DE CALCUL A DB	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	24 000 \$
EDITH LUC & ASSOCIES	958627	BEAUREGARD, GENEVIEVE	FORMATION AU LEADERSHIP PARTAGÉ DES ASPIRANTS COMMANDANTS - FACTURE 2014-01	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	6 676 \$
EFS E-FORENSIC SERVICES	961024	PASQUINI, BRUNO	ENCASE V7 COMPUTER FORENSICS II COURSE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	6 485 \$
EFS E-FORENSIC SERVICES	958067	REEVES, CHANTAL	ENCASE V7 COMPUTER FORENSICS PHASE I DU 10 AU 13 JUIN 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	6 485 \$
ELECTRA EXCAVATION INC.	960418	GUERIN, CAROLE	CASERNE 5 - TRAVAUX DE RÉPARATION DE L'ENTRÉE D'EAU ET ASPHALTAGE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	6 223 \$
ELECTRONIQUE SECURITE THOMAS LTEE	960881	GODIN, ERIC	VALISE DE TRANSPORT D'ARMES 40MM POUR PDQ ET GI (SOUMISSION 030414-1PT ET 3PT)	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 842 \$
ELECTRONIQUE SECURITE THOMAS LTEE	960393	GODIN, ERIC	ARMES 40 MM, PROJET PONCTUEL, SOUMISSION # 280414 - 1PT	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	18 145 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ELECTRONIQUE SECURITE THOMAS LTEE	961093	GODIN, ERIC	CIBLES+CARTOUCHES D'ENTRAINEMENT POUR TASER X26	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	42 607 \$
ELECTRONIQUE SECURITE THOMAS LTEE	961096	GODIN, ERIC	ARMES TASER X26+CARTOUCHES+PILES+CÂBLES	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	43 326 \$
ELECTRONIQUE SECURITE THOMAS LTEE	958488	LIMOGES, SIMON	DRM-INVENTAIRE/ CAISSE FUSÉES ROUTIÈRES 30 MINUTES # 9340 E	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	6 741 \$
EMD MILLIPORE CORPORATION	959051	LAROCHE, LAURENT	ACHAT LABO DES BAILLETS - MATÉRIEL DE LABORATOIRE POUR MICRO ET PIÈCES DE RECHANGE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 999 \$
ENCADREMENT IMAGINART INC.	961470	CHOMETON THIBAUT, FRANCINE	ENCADREMENTS DE RETRAITE SPVM DU 13-05-2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 287 \$
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEU10932	VERREAULT, MICHEL	ENTRETIEN DE SÉCHEUR D'AIR	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 050 \$
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	959981	BEAULIEU, JOHANNE	EQUIPEMENTS INCENDIES CRIMINELLES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 619 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	961642	LIMOGES, SIMON	DRM-APRIA/ CALIBRATION DE MACHINE FIT TEST (SÉRIE: 9319040-9811008-0920). SOUMISSION: SOUM019746	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	3 982 \$
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	958051	LIMOGES, SIMON	DRM-ÉLECTRICITÉ/ SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE DE SCÈME PELICAN MODÈLE 9440/ CHARGEUR POUR VÉHICULE 12/24 V MODÈLE 9446	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	6 503 \$
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	958474	LIMOGES, SIMON	DRM-CUIR/ ZICO STRAP VARIABLE 8"-11"/ ZICO COURROIE UMVS- 116-ABLON/ DRM-HYDRAULIQUE/ COLLECTEUR NORTHLINE 2 ENTRÉES 65 MM STORZ À CLAPET SUR CHAQUE ENTRÉE À 1 SORTIE 100 MM STORZ À BARRURE # SSV425/ BÉQUILLES POUR DÉCARÉRATION.	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	6 549 \$
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC	958036	MIREAULT, SYLVAIN	HYDRAULIQUE ERIC DESAUTELS VENTILATEURS	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	12 445 \$
ESTRIMONT SUITES ET SPA	959887	LEVEILLE, MARIE-LYNE	FRAIS D'ANNULATION-COLLOQUE DES PROCUREURS - LE 24 ET 25 AVRIL 2014 - ME RENÉ BOUCHER - POUR. PÉNALES	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	8 280 \$
EVOQUA TECHNOLOGIES DES EAUX LTEE	DEP5210	PERIARD, MICHEL	(UNITE) U7671 - CHLORINE LINE VALVE 1"<!-- RICH TEXT -->	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 864 \$
EXPEDITIONS CANOTS RABASKAS	957905	DESAUTELS, ANNE	LOCATION DE CANOS ET RABASKAS POUR L'ACTIVITÉ RELAIS RIVIÈRE DU 31 MAI 2014	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 282 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FACTA GLOBAL INC.	960941	GODIN, ERIC	MUNITIONS DE SERVICE POUR ARME 40MM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	16 897 \$
FIG COMMUNICATION GRAPHIQUE	958102	BISSONNETTE, JEAN-MARC	PANNEAUX LE MONTRÉAL DU FUTUR - CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE DE 32 PANNEAUX PRÉSENTANT LES PROJETS EN ARCHITECTURE ET URBANISME DES ARRONDISSEMENTS DE MONTRÉAL // SIGNATURE M. JEAN-MARC BISSONNETTE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.	3 049 \$
FILTRUM INC	DEP5310	HERISCHI, BABAK	DÉPLACEMENT DE MÉDIA FILTRANT À DES BAILLETS	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	30 387 \$
FISHER SCIENTIFIQUE	932350	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	BCO 2014 - MICRO - ALIMENT - PRODUITS CHIMIQUES ET CONSOMMABLE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	INSPECTION DES ALIMENTS	6 000 \$
FLORENCE BOSSE	957672	GRAVEL, PIERRE	2014-SERVICE TECHNIQUE POUR ASSURER LE SUIVI DES OPÉRATIONS DES CAMPS ZÉRO DÉCHET. UN CONTRAT DE SERVICE TECHNIQUE D'UNE DURÉE DE 420 HEURES A ÉTÉ CONFIE À FLORENCE BOSSÉ SUITE À DES ENTREVUES.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	7 140 \$
FRANCOIS GRAVEL	958134	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE FRANCOIS GRAVEL - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 413 \$
FRANCOIS CIMON MARECHAL-FERRANT FARRIER	961232	ALLARD, DANIEL	ENTRETIEN DES FERS DES CHEVAUX - FACTURE 096112 - 5 MAI 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 002 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
G & L THIVIERGE INC	960278	GUERIN, CAROLE	CASERNE 64 - TRAVAUX DE MAÇONNERIE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	5 217 \$
G. DAVIAULT LTEE	957516	CARETTE, CLAUDE	PROJET 1439710-006 - INSTALLATION D'UNE CLÔTURE MÉTALLIQUE POUR LA SÉCURISATION DE L'INTERSECTION CÔTE-ST-LUC / DÉCARIE DÉCOULANT DES TRAVAUX DU COMPLEXE TURCOT.	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES DE VOIRIE	3 785 \$
GETINGE CANADA LIMITEE	947202	LAROCHE, LAURENT	ACHAT LABO DES BAILLETS - RÉPARATION DE L'AUTOCLAVE DES MILIEUX DE CULTURE - LA TEMPÉRATURE MONTE À 124°C ET LA PORTE N'OUVRE PAS	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 512 \$
GILBERT LAPALME	961239	BARTOLO, JEAN	INTÉGRATION DES RECRUES DU 32E CONTINGENT DU SIM POUR LA PÉRIODE DU 22 AVRIL 2014 AU 16 MAI 2014.	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	7 784 \$
GROUPE ASSURANCE ELCO INC.	961100	LAVERDIERE, GISELE	RENOUVELLEMENT ASSURANCE MARITIME 2014-2015 POUR LES BATEAUX DU SPVM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 800 \$
GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN INC.	960301	MASSE, FRANCOIS	QG - CARACTÉRISATION DES PEINTURES ET ÉVALUATION DE CONTAMINATION	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES INSTALLATIONS - SÉC. INCENDIE	4 543 \$
GROUPE KATRIO	959489	DAGHER, FADY	IMPRESSION DE TAPIS À SOURIS POUR PROMOUVOIR L'ÉTHIQUE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 016 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GROUPE PARADOXE	959245	BERGERON, JOCELYN	FACT.GP/021F-1 TOURNAGE PROJET RÉGIONAL - CAPSULES VIDÉO PARENTS SUR L'INTIMIDATION	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	6 014 \$
GROUPE TECHNA INC	961177	BOISVERT, CHRISTIAN	BATTERIE RW-420	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 371 \$
GROUPE TRIUM INC.	960806	CHOMETON THIBAUT, FRANCINE	GRAVURE DU LOGO SPVM SUR PLAQUES METALLIQUES	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 002 \$
GROUPE TRIUM INC.	832807-5	HOULE, CLAUDE	SPVM, SHORTS ET PANTALONS TRANSFORMABLES POUR CYCLISTES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 690 \$
GROUPE TRIUM INC.	885230-6	JOLY, LINDA	SPVM-BLOUSONS ET PANTALONS IGNIFUGES POUR LE GI (24 MOIS)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 297 \$
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	DEU11256	VERREAULT, MICHEL	LAMPES + CONNECTEURS	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	3 938 \$
GUY SAULNIER	958153	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE GUY SAULNIER - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 111 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HELP / SYSTEMS LLC	960746	COTE, BERNARD	RENOUVELLEMENT ET SUPPORT DU LOGICIEL IBM SHOWCASE DU 1ER JUILLET 2014 AU 30 JUIN 2015	SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	ÉVALUATION	2 307 \$
HYDE'S DISTRIBUTION LTD	958279	REEVES, CHANTAL	PRODUITS POUR LA PHOTOGRAPHIE (B. PILON)	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 493 \$
HYDRO-QUEBEC	DEP5239	GOUPIL, SYLVIE	BCO 2014 2975 REMEMBRANCE ÉLECTRICITÉ POUR 2014 COMPTE 299 064 925 827	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	103 711 \$
HYDRO-QUEBEC	DEP4153	GOUPIL, SYLVIE	BCO 2014 - FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ 2014 POUR LE 243 CH. DU BORD-DU-LAC - COMPTE 299 070 897 770	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	155 566 \$
IDEXX LABORATORIES CANADA CORPORATION	957889	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	ACHAT LABO DES BAILLETS - MATÉRIEL DE LABORATOIRE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	12 850 \$
IDEXX LABORATORIES CANADA CORPORATION	944994	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	ACHAT LABO DES BAILLETS - MATÉRIEL DE LABORATOIRE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	12 872 \$
INTERSECTION	958038	PASQUINI, BRUNO	FRAIS D'INSCRIPTION DE 13 POLICIERS	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 359 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JEAN MARCHAND	957035	PAQUETTE, CAROLE	AUTORISER UNE DÉPENSES ADDITIONNELLE DE 2 270,76 \$ POUR LA RÉALISATION DE DÉTAILS DE CONSTRUCTION. APPROUVER UN PROJET D'ADDENDA NO 1 MODIFIANT LA CONVENTION DE 22 521,30 \$ À 24 792,06 - JEAN MARCHAND	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	2 048 \$
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU11183	VERREAULT, MICHEL	PIECES USINÉES	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 333 \$
JOHN MEUNIER INC.	DEP5350	HOOPER, CHANTAL	PIECE POUR TITRATOR (HACH)	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 625 \$
JOHN MEUNIER INC.	DEP5349	LACHANCE, YVON JUNIOR	MATÉRIEL POUR ENTRETIEN TURBIDIMÈTRE ET CL-17	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 374 \$
JOHN MEUNIER INC.	DEP5172	VENDETTI, PERRY	ACHAT D'INSTRUMENTS DE LABORATOIRE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 667 \$
JOHN MEUNIER INC.	DEP5251	VENDETTI, PERRY	ACHAT DANS LE CADRE DU PROJET 20140103	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 468 \$
JORDAN MCPHERSON	957698	DUPERE, PIERRE	FACTURE NO 77 DU 5 MAI 2014- INTÉGRATEUR FLASH POUR CAMPUS	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 033 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JORDAN MCPHERSON	961681	DUPERE, PIERRE	FACTURE NO 74 DU 16 MAI 2014- INTÉGRATEUR FLASH POUR CAMPUS	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 033 \$
JULIE ST-ONGE	943045	PAQUETTE, CAROLE	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À JULIE ST-ONGE POUR LA RÉALISATION D'UNE RECHERCHE DOCUMENTAIRE PORTANT SUR L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU SECTEUR DE LA FUTURE PASSERELLE, FLANC EST DU MONT-ROYAL - CONTRAT 14-1393 - J. ST-ONGE	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	16 199 \$
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP5185	MARSAN, ANDRE	PAX-XL 1900 EN DATE DU 9 AVRIL 2014	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	17 924 \$
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP5178	PERIARD, MICHEL	BCO 2014 - COAGULANT PAX-XL 1900	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	12 216 \$
KING GEORGE ELECTRONIQUE	958655	LESSARD, MICHEL	EQUIPEMENT DE SURVEILLANCE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 235 \$
LA FERME POUSSE-MENU	959009	MOISE, CARL	OCTROYER UN CONTRAT POUR LE NETTOYAGE DU SITE DE L'ÉCOCENTRE LASALLE SUITE AUX DÉGÂTS DES DÉNEIGEURS.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATÉRIAUX SECS - TRAITEMENT	3 111 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	960754	DUFORT, GILLES	IMPRESSION DES PANNEAUX D'INFORMATION SUR L'ARCHÉOLOGIE ET L'HABILLAGE DE CHANTIER POUR LA PLACE DU CANADA. CONTRAT 14-6701. EN INCIDENCES AU CONTRAT 6548	SERVOCE DE LA CULTURE	ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX	19 458 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LASALLE DODGE CHRYSLER JEEP (DIVISION DE SANDHU MOTORS)	960570	TURGEON, FRANCOISE	DEVIS 16414E11 - ACQUISITION DE 5 VÉHICULES DE MARQUE DODGE, MODÈLE JOURNEY 2014.	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT	5 246 \$
LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC	DEP5162	HERISCHI, BABAK	RÉALISATION TRAVAUX D'INJECTION ET DE COLMATAGE DE FISSURE AU RÉSERVOIR 3 À PIERREFONDS	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	3 630 \$
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEP5363	LAMARRE, JEAN	OCTROI DE CONTRAT À PROVAN. POUR LA FOURNITURE D'UN RÉGULATEUR SINGER DE DIAMÈTRE 1 PO AVEC ACCESSOI	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	5 362 \$
LES CUIRS MARIO INC.	960432	HOULE, CLAUDE	SPVM - CEINTURES ET ÉTUI CHARGEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 395 \$
LES CUIRS MARIO INC.	960432	HOULE, CLAUDE	SPVM - CEINTURES ET ÉTUI CHARGEUR	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 219 \$
LES CUIRS MARIO INC.	787300-11	HOULE, CLAUDE	VETR,A,SPVM,CEINTURE DOUBLE 11 DEGRES,MI-FLEXIBLE,INTERIEURE ET EXTERIEURE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	9 611 \$
LES DISTRIBUTEURS R. NICHOLLS DISTRIBUTORS INC.	961335	GODIN, ERIC	FUSIL À GAZ 40MM UN COUP - SOUMISSION 3186930	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 375 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES DISTRIBUTEURS R. NICHOLLS DISTRIBUTORS INC.	960899	GODIN, ERIC	MUNITIONS DE PRATIQUE POUR ARME 40MM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 587 \$
LES DISTRIBUTEURS R. NICHOLLS DISTRIBUTORS INC.	960123	GODIN, ERIC	ÉQUIPEMENT POUR ARME 40MM ET TASER X26- PROJETS PONCTUELS (SOUMISSION 003180986)	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 401 \$
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC	DEU11147	VERREAULT, MICHEL	MOTEUR US MOTORS	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	3 734 \$
LES ENTREPRISES P. CORMIER	831941-9	JOLY, LINDA	VETR,Z,SPVM VESTE SECURITE HAUTE VISIBILITE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 048 \$
LES INDUSTRIES HALRAI INC.	959567	LONGPRE, ERIC	3S. AMENAGEMENT D'UNE REMORQUE RNDC POUR LES BESOINS DU SPVM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	13 836 \$
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	961790	DESAUTELS, ANNE	FACTURATION DE MAIN-D'OEUVRE ET DE DÉPLACEMENT - INSTALLATION DU CONTRÔLE ET MISE EN MARCHÉ - D3PIERRES - 29 AVRIL 2014	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	2 023 \$
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	959566	DESAUTELS, ANNE	CONTRAT 13-6662 - TOILES DE REMPLACEMENT SERRE FERME D3PIERRES	SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET MONT ROYAL	PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS	8 670 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES INDUSTRIES IVERCO INC.	957847	GUERIN, CAROLE	CSE-2 - ROTONDE - INSTALLATION ET DÉPLACEMENT D'UN ABRIS TEMPO AVEC MONTAGE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	2 551 \$
LES INDUSTRIES IVERCO INC.	958034	GUERIN, CAROLE	CASERNE 67 - TRANSPORT ET INSTALLATION DE 2 ABRIS TEMPO INDUSTRIELS	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES INSTALLATIONS - SÉC. INCENDIE	8 753 \$
LES MESSAGERIES MARATHON LTEE.	923603	CHARRON, HELENE	SPVM, GESTION DES IMMEUBLES, BON DE COMMANDE ANNUEL POUR LE SERVICE DE COURRIERS SPÉCIAUX - CO NORD	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	20 742 \$
LES MESSAGERIES MARATHON LTEE.	923604	GUERIN, MARIO	SPVM, GESTION DES IMMEUBLES, BON DE COMMANDE ANNUEL POUR LE SERVICE DE COURRIERS SPÉCIAUX POUR LE CO SUD	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 186 \$
LES MESSAGERIES MARATHON LTEE.	957601	VINCENT, ERIK	SPVM, GESTION DES IMMEUBLES, BON DE COMMANDE OUVERT POUR LE SERVICE DE MESSAGERIE - ROUTES RÉGULIÈRE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	28 002 \$
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	957960	GUERIN, CAROLE	CASERNE 67 - FOURNIR ET LIVRER 14 BLOCS DE BÉTON POUR L'INSTALLATION DE 2 ABRIS TEMPO TEMPORAIRES	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES INSTALLATIONS - SÉC. INCENDIE	3 319 \$
LES PLASTIQUES CY-BO INC	DEP5311	LEBLANC, DANIEL	PIÈCE DE RECHANGE POUR VANNE / ACTUATEUR HYPOCHLORITE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	3 374 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	DEU11134	FONTAINE, RICHARD	CONSTRUCTION ABRI ANTI-POUSSIERE BATIMENT DES BOUES	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	11 892 \$
LES PROMOTIONS SYLVIE CLAVEAU	958710	BEAUREGARD, GENEVIEVE	ÉPINGLETTES DE RECONNAISSANCE ET BARRETTES (POLICIERS ET CIVILS)	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	3 097 \$
LINDE CANADA LIMITEE	923967	VERREault, MICHEL	LOCATION DE BOUTEILLES DE GAZ INDUSTRIELS (JANVIER ET FÉVRIER 2014	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 074 \$
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP5215	LEBLANC, DANIEL	DÉMARREUR POUR VENT. 69029 ET 69030 OZONATION	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 082 \$
M.D. CHARLTON CO.LTD.	898126-4	JOLY, LINDA	VETR,Z,FOURNITURE DE BOTTES D'ETE - UNITE D'INTERVENTION SPVM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	2 481 \$
MANUFACTURIER BONNEAU (1990) INC.	DEP3865	LACHANCE, YVON JUNIOR	RÉPARATIONS MONORAIL ET PONT-ROULANT BONNEAU	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	3 303 \$
MARIE CARDINAL-PICARD	957697	DUPERE, PIERRE	FACTURE NO 22 DU 5 MAI 2014- INTÉGRATEUR FLASH POUR CAMPUS	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 366 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MARIE CARDINAL-PICARD	961684	DUPERE, PIERRE	FACTURE NO 23 DU 16 MAI 2014- INTÉGRATEUR FLASH POUR CAMPUS	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 510 \$
MARIE-CLAUDE LABBE	961730	SHOIRY, NANCY	CONSULTANTE EN MÉDIATION INTERCULTURELLE ET GESTION DE LA DIVERSITÉ FACTURE # 2014-01 // SIGNATURE M. JEAN-MARC BISSONNETTE	SERVICE DE LA MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE	INDUSTRIES ET COMMERCE - PROM. ET DÉV.ÉCON.	2 190 \$
MARIO & TONY (9042-0845 QUEBEC INC)	DEP5406	MARTEL, SIMON	CONTRAT - ENTRETIEN DE LA PELOUSE 2014 - USINE DE DORVAL	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	8 678 \$
MARIO & TONY (9042-0845 QUEBEC INC)	DEP5407	REBSEIJ, VINCENT	CONTRAT - ENTRETIEN DE LA PELOUSE 2014 - USINE DE POINTE-CLAIRE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 445 \$
MARTECH SIGNALISATION INC.	960486	HOULE, CLAUDE	SPVM - PALETTE ARRET POUR BRIGADIER	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 136 \$
MARTIAL BESSETTE INC.	960437	JOLY, LINDA	SPVM - CRAVATTE ET PASSE MONTAGNE NOMEX	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	5 951 \$
MARTIN & LEVESQUE INC.	957497	HOULE, CLAUDE	BLOUSONS DE PLUIE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	4 584 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ME NORMAND BIBEAU	961142	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - ENQUÊTE - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 084 \$
MECANIQUE CNC (2002) INC.	DEU11115	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION - COMPRESSEUR AERZEN RÉINSTALLÉ	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 734 \$
MEGS INC.	946658	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	COMMANDE DE CYLINDRES DE GAZ POUR L'ANNÉE 2014 - CHIMIE - PATRICK GEMME	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	3 267 \$
MEGS INC.	961740	RICHARD, GILBERT	GAZ POUR LES ANALYSES PAR FTIR, PROJET ODEURS-OZONATION-INCINÉRATEURS - CARLOS TIRADO - CHIMIE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 563 \$
MERCEDES-BENZ CANADA INC.	960057	TREMBLAY, MICHEL	1 SPRINTER 3500 POUR LE MRA (22714B11)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	AUTRES - TRANSPORT	29 025 \$
METAUX PROFUSION INC.	946708	GRAVEL, PIERRE	BARRE POUR FABRICATION DES GARDES-CORPS DANS 4 ÉCOCENTRES (P.-PATRIE, ACADIE, RDP ET LASALLE)	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATÉRIAUX SECS - TRAITEMENT	4 029 \$
METAUX PROFUSION INC.	DEP5255	LEBLANC, DANIEL	ACHAT DE GRILLAGE POUR LA RÉPARATION DES GRILLES MANUELLE EAU BRUTE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 352 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MICHEL MORIN	960072	BARTOLO, JEAN	ORGANISATION DU CONGRÈS DE L'ACSIQ QUI SE TIENDRA À MONTRÉAL DU 16 AU 20 MAI 2014.	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	5 104 \$
MICHEL PHANEUF DESIGNER INC.	957938	GRAVEL, PIERRE	OCTOYER UN CONTRAT À PHANEUF DESING GRAPHIQUE POUR LA FOURNITURE DES SERVICES POUR UN PROJET CLÉ EN MAIN DE CONCEPTION D'UN VISUEL DE KIOSQUE POUR LA FOIRE DE L'ENVIRONNEMENT.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	5 497 \$
MINISTÈRE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'EQUIPEMENT ROULANT (CGER)	959754	LAMOTHE, BERNARD	FACTURE A000156646 DATÉE DU 2014-04-30, LOCATION DES VÉHICULES DU PROJET ACCES POUR AVRIL 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	19 007 \$
MORNEAU SHEPELL LTD.	959323	BEAUREGARD, GENEVIEVE	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS - FACTURE 44935	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	4 332 \$
MP REPRODUCTIONS INC.	961254	ANDRE, DIANE	OCTOYER UN CONTRAT À MP REPRODUCTION POUR L'IMPRESSION DE DOCUMENT - CAMPS ZÉRO DÉCHET 2014	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	3 217 \$
NEDCO	DEP5131	TURCOT, DANIEL	PIÈCES U-5	SERVICE DE L'EAU	RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE	2 270 \$
NEDCO	DEP5384	VENDETTI, PERRY	BOUTONS POUSSOIRS SCHNEIDER	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 000 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NORBEC COMMUNICATION	959083	LESSARD, MICHEL	EQUIPEMENT DE SURVEILLANCE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 055 \$
ODOTECH INC.	959004	GRAVEL, PIERRE	2014-OCTOYER UN CONTRAT À ODOTECH INC POUR LA LOCATION D'UN NEZ ÉLECTRONIQUE POUR ÉQUIPER UN CAMION DE COLLECTE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	11 406 \$
OLIVE MEDIA	960042	ANDRE, DIANE	2014 - OCTOYER UN CONTRAT À OLIVE MÉDIA POUR LA CAMPAGNE RÉSIDUS VERTS- PRINTEMPS 2014. LES MÉDIAS VISÉS : LA PRESSE SUR LE WEB, LA PAGE D'ACCUEIL DU SITE ET LA SECTION MAISON DE LA PRESSE.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	5 383 \$
OMR ALLIAGES INC	940229	VERREAULT, MICHEL	BAGUETTES À SOUDER MAGASIN	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	5 186 \$
OXOID INC.	960515	BERNIER-BRIERE, ANNE-MARIE	ACHAT PRODUITS CHIMIQUES - MICROBIOLOGIE - ANNIE LAVIOLETTE - SOUMISSION: 20076304	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	INSPECTION DES ALIMENTS	10 196 \$
P.E. BOISVERT AUTO LTEE	959290	MIREAULT, SYLVAIN	DRM UNITÉ 120 VIDANGE D'HUILE, CHANGÉ FILTRE, ENTRETIENS DES FREINS, INSPECTION PEP , SAAQ, LAVALGE INT. ET EXT. ET TAPIS, TRANSPORT ALLER-RETOUR, REPARER LE PARE-CHOC FACT.: 447665	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES ÉQUIPEMENTS - SEC. INCENDIE	2 735 \$
P.E.S. CANADA INC.	943367	LONGPRE, ERIC	SOUSSION M01211 - CONSOLE POUR AMENAGEMENT DE VEHICULES NEUFS - FORD INTERCEPTOR DU SPVM	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	13 954 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
P.J. MACHINAGE	DEU11184	VERREAULT, MICHEL	PIÈCES USINÉES	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	6 502 \$
PATLON AIRCRAFT & INDUSTRIES LTD	932953	CHAUSSE, ALAIN	RÉPARATION, ACHAT PILES ET BUMTEST POUR DÉTECTEUR CAM 2 - ÉQUIPE GIMD	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SEC. INCENDIE	2 665 \$
PAULETTE HOUDE	960318	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SERVICES JUDICIAIRES-STÉNOGRAPHE-PAULETTE HOUDE-2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 452 \$
PAULETTE HOUDE	958313	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SERVICES JUDICIAIRES-STÉNOGRAPHE-PAULETTE HOUDE-2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	4 220 \$
PELMOREX MEDIA	960098	ANDRE, DIANE	OCTOYER UN CONTRAT À PELMORES MÉDIA INC POUR CAMPAGNE RÉSIDUS VERTS - PRINTEMPS 2014. LE MÉDIA VISÉ : MÉTÉOMÉDIA MOBILE.	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - TRAITEMENT	3 111 \$
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	957705	LESSARD, MICHEL	RENFOUEMENT PETITE CAISSE 2014-05-05	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 121 \$
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	961657	LESSARD, MICHEL	RENFOUEMENT PETITE CAISSE - 2014-05-14	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	7 771 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PHI-YEN LIM	960904	BEAUREGARD, GENEVIEVE	HONORAIRES PROFESSIONNELS - PHI-YEN LIM - SECTION RECRUTEMENT ET SÉLECTION - SEMAINE DU 28 AVRIL AU 2 MAI - SEMAINE DU 5 MAI AU 9 MAI 2014	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	2 474 \$
PIERRE G. GEOFFROY	958128	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE PIERRE G. GEOFFROY - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 105 \$
PIERRE G. GEOFFROY	958129	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE PIERRE G. GEOFFROY - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 107 \$
POMPACTION INC.	DEU11227	VERREAULT, MICHEL	POMPE SUBMERSIBLE ABS	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	3 105 \$
POMPES ASSELIN INC	DEU11089	VERREAULT, MICHEL	POMPE VERTICALE SUBMERSIBLE POUR DESINFECTION	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 029 \$
PONTIAC TAXI	925302	LAVERDIERE, GISELE	TRANSPORT PAR TAXI DES CHAUFFEURS DU SPVM - PARC AUTOMOBILE 2013	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 111 \$
PRESSE PAPIERS	959225	LAFRENIERE, IAN	FACTURE 3852 - IMPRESSION DES Pochettes de presse avec LOGO	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 008 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS DE SERVICES PUBLICS INNOVA INC.	DEP5413	LACHANCE, YVON JUNIOR	INSTALLATION DE BARRICADES ET SOCLE COMPTEURS ANGRIGON/M-DUPLESSIS,BROUGHTON,MCTAVISH	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	11 890 \$
PRODUITS SANY INC.	DEP3871	HERISCHI, BABAK	LOCATION URGENTE D'APPAREIL DE NETTOYAGE DE PLANCHER (RÉCUREUSES AUTOPORTÉES)	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	15 038 \$
PRO-VERT SUD-OUEST	945782	MOISE, CARL	2014 OCTROYER UN CONTRAT À PRO-VERT SUD-OUEST POUR LE TRANSPORT D'HALLOCARBURE PROVENANT DES ÉCOCENTRES ET DE COURS DE VOIRIE	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATIÈRES RECYCLABLES - AUTRES	3 111 \$
QUINCAILLERIE J. CARRIER INC	DEP5260	LEBLANC, DANIEL	CHARIOT POUR GERVAIS ET POUR RICHARD	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	2 380 \$
R.NANTEL ET ASSOCIES INC.	957225	MARCOUX, ALAIN	SYSTÈMES DE CHAUFFAGE DE L'EAU DES CHAUDIÈRES VOLCANO	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	51 337 \$
RAYMOND GRAVEL	961781	MASSE, FRANCOIS	SERVICE D'ANIMATION SPIRITUELLE AUX POMPIERS POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	13 248 \$
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	958557	MOISE, CARL	2014-OCTROYER UN CONTRAT POUR L'ÉLIMINATION DU ROC-BÉTON DE L'ÉCOCENTRE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES LES SAMEDIS ET DIMANCHES PENDANT 26 SEMAINES DE MAI À OCTOBRE 2014	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	MATÉRIAUX SECS - TRAITEMENT	7 986 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	948983	DUPERE, PIERRE	FACTURE 497 DU 16-04-2014- CONTRAT DE LOCATION NO 1-1229 DU 17 MARS 2014+ CRÉDIT FACTURE #24205 PAYÉE EN DOUBLE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 109 \$
RENEE DUPRAS	958315	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SERVICES JUDICIAIRES-STÉNOGRAPHE-RENÉE DUPRAS-2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 110 \$
RENEE DUPRAS	960312	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SERVICES JUDICIAIRES-STÉNOGRAPHE-RENÉE DUPRAS-2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 348 \$
RESTO PLATEAU	960803	CHARRON, HELENE	REPAS DE DÉTENUIS - FACTURE DU MOIS DE AVRIL 2014.	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 342 \$
RESTO PLATEAU	957822	DUVAL, BENOIT	FACTURE RESTO PLATEAU AVRIL 2014 - 515679	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 337 \$
RESTO PLATEAU	959874	MARIN, SERGE-DANY	FRAIS DE REPAS DE DÉTENUIS POUR LE MOIS D'AVRIL - SOUTIEN SUD	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 885 \$
RESTO PLATEAU	959308	NANTEL, CHRISTIAN	FACTURE - 30 AVRIL 2014 (SOUTIEN OPÉRATIONNEL OUEST)	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 344 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROBERT BEAUSEJOUR	961197	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE ROBERT BEAUSEJOUR - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 082 \$
ROBERT BEAUSEJOUR	961204	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE ROBERT BEAUSEJOUR - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 088 \$
ROBERT D. AQUA SPORT & VTT ENR.	2697	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388089	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	2 745 \$
ROGER RIOS INC.	961072	GUERIN, CAROLE	CASERNE 29 - PEINDRE 2 BUREAUX ET LE CORRIDOR (SYLVAIN L'HOSTIE)	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	2 281 \$
SANTINEL INC.	DEP4111	MATHIEU, JEAN-FRANCOIS	FORMATIONS SANTINEL	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	13 259 \$
SCP SCIENCE.	958163	LAROCHE, LAURENT	ACHAT DE PRODUITS CHIMIQUES POUR LE LABO CRÉMAZIE - KATHY BOLOGA - CHIMIE - SOUMISSION:Q000047900	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	5 215 \$
SERGE GAGNON	961256	BARTOLO, JEAN	INTÉGRATION DES RECRUES DU 32E CONTINGENT DU SIM POUR LA PÉRIODE DU 22 AVRIL 2014 AU 16 MAI 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	3 883 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE D'ENTRETIEN L.C. INC.	957557	MASSE, FRANCOIS	DIVERS BÂTIMENTS - LAVAGE DES GARAGES DANS 19 CASERNES	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	40 767 \$
SLOBODAN DELEV	958112	LEVEILLE, MARIE-LYNE	MAGISTRATURE - REMBOURSEMENT DE SÉANCES - JUGE SLOBODAN DELEV - ANNÉE 2014	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	2 337 \$
SOCIETE A. W. CHESTERTON LTEE	DEP5368	MARSAN, ANDRE	URGENT- SEAL MÉCANIQUE POUR RÉPARATION DE POMPE HAUTE PRESSION À L'USINE DE LACHINE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	8 985 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	959251	BLANCHARD, PIERRE	PAIEMENT-FACTURES MANIFESTES-2014-POSTE CANADA	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	16 801 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	961333	BLANCHARD, PIERRE	PAIEMENT-FACTURES MANIFESTES-2014-POSTE CANADA	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	COUR MUNICIPALE ET MAGISTRATURE	20 539 \$
SOCIETE EN COMMANDITE SERVITECH ENERGIE	DEU11154	VERREAULT, MICHEL	INSPECTION DE CHAUDIÈRE VOLCANO	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 244 \$
SOCIETE EN COMMANDITE SERVITECH ENERGIE	DEU11268	VERREAULT, MICHEL	REFAIRE BÉTON RÉFRACTAIRE	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	4 852 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU11172	FONTAINE, RICHARD	REPARATION POMPE FLYGT AU LET, CELLULE 2 ETAPE 4	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	10 440 \$
SOFTCHOICE LP	960509	CARRIERE, SYLVAIN	LOGICIELS MS OFFICE	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	DIR., ADM. ET SOUTIEN - SÉC. INCENDIE	3 714 \$
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	958601	BEAUREGARD, GENEVIEVE	DÉVELOPPEMENT CADRES POLICIERS - FACTURES INV055919 ETSPVM100020140430	SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES	GESTION DU PERSONNEL	14 441 \$
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	957981	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - CITATION- SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	9 386 \$
STERIS CANADA INC	959175	RICHARD, GILBERT	BCO 2014 - MICROBIOLOGIE - ANNIE LAVIOLETTE -	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	RÉSEAUX D'ÉGOUT	5 186 \$
SUPER SEER CORPORATION	956184	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	SPVM - CASQUE DE MOTARD SUPER SEER	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 513 \$
SYLVAIN LAMOTHE ELECTRIQUE INC.	958729	RENAUD, MARTIN	FACTURES MULTIPLES FÉVRIER 2014 - DÉMANTÈLEMENT SERRE HYDROPONIQUE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 687 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SYLVAIN LAMOTHE ELECTRIQUE INC.	958702	RENAUD, MARTIN	FACTURES MULTIPLES MARS 2014 - DÉMANTÈLEMENT SERRE HYDROPONIQUE	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	4 473 \$
SYSTEMES DATAMARK INC.	760370-6	HOULE, CLAUDE	MBPI,A,CONSTAT D'INFRACTIONS SUR PAPIER THERMIQUE, SPVM	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	MATÉRIEL DE BUREAU, PAPETERIE ET IMPRIMERIE	134 596 \$
TAXI- CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	926893	LONGPRE, ERIC	TRANSPORT PAR TAXI DES CHAUFFEURS DU SPVM - PARC AUTOMOBILE 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 186 \$
TECHNOLOGIES TASSIMCO (SERVICES STI INC)	638931-28	SEYDI, AMINATA	TPAE A,CONTRÔLEURS ÉLECTRONIQUES 8 ET 16 RELAIS DE CHARGE- 36 MOIS	SERVICE DES INFRASTRUCTURES, VOIRIE ET TRANSPORTS	SIGNALISATION LUMINEUSE	242 817 \$
TELUS	958654	BOURGET, JOCELYNE	PROJET # 68008 - FOURNITURE, INSTALLATION, & TEST DE LA FIBRE OPTIQUE (GRÉ À GRÉ)	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	AUTRES - SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 654 \$
TELUS	958542	GUERIN, CAROLE	CASERNE 63 - INSTALLATION DU LIEN WAN	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES INSTALLATIONS - SEC. INCENDIE	3 941 \$
TENAQUIP LIMITED	960463	HOULE, CLAUDE	SPVM - CARTOUCHE CP3N POUR MASQUE	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 325 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
THE SHOOTING EDGE	960063	GODIN, ERIC	MIRES POUR ARMES HK 416 - PLAN DE REMPLACEMENT (SOUSSION : CAQ0002044)	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	10 552 \$
TILLY INDUSTRIES INC.	958298	MARCOUX, ALAIN	TURBOCOMPRESSEUR REBÂTI	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	56 787 \$
TRAVEX EQUIPEMENT SECURITE INC.	947842	FONTAINE, RICHARD	PRODUITS DE SÉCURITÉ	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	10 371 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	957988	CARDINAL, ALAIN	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - CITATION - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	39 418 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961149	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - CONCILIATION - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 063 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961422	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - COMITÉ - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 252 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961274	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - COMITÉ - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	5 344 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961266	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - COMITÉ - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	6 796 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961257	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - COMITÉ - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	14 458 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	961219	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - COMITÉ - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	15 353 \$
TRUDEL,NADEAU,AVOCATS	958000	WEROTTE, DOMINIC	FRAIS D'AVOCATS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - CITATION - SPVM 2014	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	18 256 \$
U. CAYOUCETTE INC.	961680	CHAUSSE, ALAIN	COMMANDE DE BOIS POUR FORMATION INITIALE - ÉQUIPE GST	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	INTERVENTIONS - SÉC. INCENDIE	4 171 \$
VANNES ET RACCORDS LAURENTIAN LTEE	DEU11180	VERREAULT, MICHEL	PLOMBERIE SWAGELOK	SERVICE DE L'EAU	TRAITEMENT DES EAUX USÉES	2 384 \$
VILLE DE DOLLARD-DES- ORMEAUX	959777	GIRARD, SYLVIE	CONSOMMATION ESSENCE DDO - AVRIL 2014	SERVICE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL	GESTION DES ÉQUIPEMENTS - SÉC. INCENDIE	3 649 \$

VILLE DE MONTRÉAL-AGGLOMÉRATION
 FACTURES ET BONS DE COMMANDES POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2000\$ OCROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
 POUR LA PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VILLE DE POINTE-CLAIRE	DEP5306	MARSAN, ANDRE	FACTURATION DES EX-EMPLOYÉS - BAIL - PHOTOCOPIES - SURVEILLANCE	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	12 821 \$
VR ST-CYR	24163	DÉTAILS PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES	ENTRETIEN ET RÉPARATION SPVM NOFACTMAXIMO:388088	SERVICE DE POLICE	ACTIVITÉS POLICIÈRES	3 563 \$
WATERISAC	DEP5419	HERISCHI, BABAK	PAIEMENT DE FACTURE MEMBERSHIP MARIE-CLAUDE BESNER ET ANDRÉ CAZA	SERVICE DE L'EAU	APPROV. ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE	5 651 \$
WILLIAM SCULLY LIMITEE	960451	JOLY, LINDA	SPVM - ÉPAULETTES, INSIGNES	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	VÊTEMENT ET ÉQUIPEMENT DE TRAVAIL	3 361 \$

TOTAL : 2 712 901 \$

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES

CONTRATS CADRES OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES PAR DÉCISION DÉLÉGUÉE - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 5 AU 18 MAI 2014

NOM DU FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	MONTANT
AUCUNE ENTENTE CADRE OCTROYÉE PAR LES FONCTIONNAIRES DURANT CETTE PÉRIODE						



Dossier # : 1143430011

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_ du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2012

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2012.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-23 12:08

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1143430011

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_ du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur le rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal - Exercice 2012

CONTENU

CONTEXTE

La Commission sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, le 12 juin 2013, sur le Rapport annuel 2012 du vérificateur général de la Ville de Montréal. Le rapport de la commission, produit suite à cette étude publique, a été déposé à la séance du conseil municipal du 23 septembre 2013 et à celle du conseil d'agglomération du 26 septembre 2013. Le 9 octobre 2013, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1610 - 9 octobre 2013 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration suite à l'étude publique du Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice 2012

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal*, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957

Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-23

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections et Soutien aux commissions

Tél : 514 872-6957

Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514-872-3007

Approuvé le : 2014-05-23

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION PORTANT SUR L'ÉTUDE DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL – EXERCICE 2012

Mise en contexte

La Commission permanente sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, le 12 juin 2013, sur le Rapport annuel 2012 du vérificateur général de la Ville de Montréal. À cette occasion, M. Jacques Bergeron, vérificateur général, a présenté les grandes lignes de son rapport et répondu aux questions des citoyens et des membres de la Commission.

La Commission a consacré deux séances de travail afin de préparer l'assemblée publique, analyser le rapport et formuler ses recommandations qui ont été adoptées en assemblée publique le 9 septembre 2013. Ces recommandations ont été déposées au conseil municipal le 23 septembre 2013 et au conseil d'agglomération le 26 septembre 2013. Le comité exécutif en a été saisi le 9 octobre 2013. Diverses circonstances, dont la tenue des élections municipales, ont empêché le comité exécutif d'y répondre jusqu'à ce jour.

Suivi des vérifications du Vérificateur général

R-1

Que l'administration poursuive ses efforts pour atteindre et maintenir un taux élevé de réponse aux recommandations du Vérificateur général en assurant un suivi plus rigoureux auprès des unités d'affaires pour contrer toute forme de relâchement de leur part.

Réponse à R-1

Le comité exécutif assure aux membres de la commission qu'il est dans son intention de maintenir un taux élevé de réponses aux recommandations du vérificateur général.

Situation du Bureau du Vérificateur général

R-2

Que le Bureau du Vérificateur général poursuive ses démarches, si nécessaire avec le soutien du Service du capital humain et des communications, dans le but d'embaucher des comptables professionnels agréés (CPA) ou d'autres catégories de professionnels pour combler ses postes vacants.

Réponse à R-2

Le comité exécutif considère important que le Bureau du vérificateur général puisse compter sur du personnel dont les qualifications correspondent à ses besoins et lui assure la collaboration du Service des ressources humaines dans ses démarches à cette fin.

Ligne éthique

R-3

Que soit confié à la prochaine administration le soin de décider de la responsabilité de la ligne éthique et, si elle le juge nécessaire, qu'un mandat soit donné à la prochaine commission permanente sur les finances d'étudier de manière approfondie cette question.

Réponse à R-3

Le comité exécutif rappelle aux membres de la commission que depuis que cette recommandation a été formulée, le conseil municipal a procédé à une restructuration des services de la Ville et a créé le Bureau de l'Inspecteur général; c'est à ce dernier que l'administration entend confier la ligne éthique.

Service de premiers répondants

R-4

Que l'administration révise les mécanismes actuels de financement et de contrôle des coûts du service de premiers répondants et fasse les représentations nécessaires, le cas échéant, auprès du gouvernement du Québec.

Réponse à R-4

Le comité exécutif informe les membres de la commission que le Service de sécurité incendie de Montréal a procédé à l'analyse de coûts de l'activité de premiers répondants (PR). Cette analyse sera présentée au comité de gestion de l'entente afin de faire part au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du financement qu'exige l'activité PR à Montréal. Une demande sera faite au MSSS pour le financement manquant, tout en exposant les économies dont il bénéficie grâce à l'activité PR pour atteindre le même niveau de service. Le SIM souhaite tenir la réunion du comité de gestion de l'entente au plus tard en juin 2014. Des démarches préparatoires à cette rencontre sont déjà en cours.

En ce qui concerne le volet contrôle des coûts, trois activités sont en marche :

1. Respect de l'entente pour les besoins matériels : un suivi serré des commandes a été fait par la division PR au cours de l'année 2013. Ceci a permis de corriger certains écarts de facturation permettant une économie de 33 000 \$ pour 2013. La vigie se poursuit afin d'avoir une saine gestion.
2. Coût de la formation PR : des discussions sont en cours avec Urgences-Santé (US) afin de déterminer une nouvelle formule de tarification qui pourrait favoriser des économies, et, le cas échéant, la mettre en place d'ici la fin de l'année 2014.
3. Modulation des appels : l'analyse conjointe (SIM/US) de la modulation d'appels est terminée. Les standards ont été établis afin d'être en mesure d'acheminer les pompiers PR seulement lorsque leurs services sont requis. Aussi, l'implantation des priorités 0 et 1 (attribution des appels, selon le code Clawson) permettant la modulation d'appels est incorporée dans le système de la répartition assistée par ordinateur (RAO) d'Urgences-Santé (US). Par la suite, le tout devra être entériné lors de la réunion du comité de gestion de l'entente PR mentionnée précédemment et sera présenté au MSSS.

Schéma de couverture de risques en sécurité incendie

R-5

Que l'administration mette en place les mesures appropriées pour assurer la livraison des projets liés au schéma de couverture de risques en sécurité incendie d'ici le 31 décembre 2013.

R-6

Que l'administration prenne les mesures appropriées pour que les mécanismes d'inspection soient revus pour les installations risquées identifiées par le Vérificateur général.

R-7

Que l'administration soumette, pour approbation, au ministère de la Sécurité publique toutes les modifications apportées au schéma de couverture de risques initial.

Réponse à R-5, 6 et 7

En ce qui concerne la livraison des projets liés au schéma de couverture de risques en sécurité incendie, le comité exécutif informe les membres de la commission que le SIM a reporté la mise en application du système intégré des activités de prévention (SGIAP) au 31 décembre 2014. Le MSP a été mis au courant du report, selon les procédures requises. Par ailleurs, une architecture d'affaires a été mise en place par le SIM pour établir les processus et les besoins dans ce projet, pour faire évoluer l'application par les développeurs (STI); un plan projet a été mis en place en septembre 2012 avec une estimation de 4 327 000 \$.

Au niveau des mécanismes d'inspection pour les installations risquées en lien avec les avertisseurs de fumée, le SIM a mis en place un plan d'action pour comptabiliser les inspections des agents de prévention. Pendant le schéma 2009-2013, le SIM a atteint la cible de 250 000 vérifications d'avertisseurs de fumée (total réel : 346 674) et la cible de 22 500 inspections des endroits à haut risque (total réel: 28 792).

Par ailleurs, dans le cadre des bonnes politiques de suivi et de reddition de comptes, un bilan de réalisation du schéma est effectué à chaque année, identifiant les livrables complétés et les points non réalisés à reporter. Le bilan est déposé par l'intermédiaire d'un sommaire décisionnel pour approbation et conduit à l'obtention d'une résolution. Cette résolution ainsi que le bilan sont alors envoyés au ministère de la Sécurité publique. Si des livrables ont été modifiés ou si les dates de livraison sont affectées, le bilan en fait mention. De plus, dans le cas de changement de dates de livraison, une lettre est jointe aux documents envoyés au ministère de la Sécurité publique aux fins d'explications.

Travaux de construction réalisés en sous-traitance

R-8

Que l'administration

- se dote de règles prévoyant l'uniformité des clauses dans les cahiers de charges portant sur la réception d'une liste des sous-entrepreneurs et des exigences requises;
- mette en place des mécanismes de contrôle permettant l'obtention des informations exigées au regard des sous-entrepreneurs;
- s'assure de la conformité des sous-entrepreneurs aux dispositions légales les concernant;
- documente adéquatement le suivi effectué.

Réponse à R-8

Le comité exécutif informe les membres de la commission qu'il est de la volonté ferme de l'administration d'harmoniser et d'uniformiser les devis techniques de la Ville. Des travaux en ce sens ont déjà été entrepris et un chantier sera mis sur pied en 2014 sous la responsabilité du nouveau Service de la performance organisationnelle (SPO), qui le traitera comme dossier prioritaire et nommera sous peu un chargé de projet responsable de mener à bien ce travail de grande ampleur.

Un des aspects de cette uniformisation consiste à établir les exigences faites aux entrepreneurs et les mécanismes à mettre en place afin d'assurer qu'ils s'y conforment. La recommandation de la commission sera transmise au SPO pour que les responsables du dossier la prennent en considération dans leurs travaux.

Octroi et gestion des contrats à la Société du parc Jean-Drapeau

R-9

Que l'administration veille à la mise en place de toutes les recommandations du Vérificateur général portant sur la Société du parc Jean-Drapeau.

Réponse à R-9

Les recommandations du vérificateur général auxquelles la recommandation fait référence traitent du protocole entre la SPJD et la Ville et la mise aux normes des installations et infrastructures actuelles du Parc Jean-Drapeau.

À ce sujet, le comité exécutif informe les membres de la commission que la Ville reverra en 2014 le protocole qui la lie avec la SPJD afin d'améliorer le fonctionnement des mécanismes de collaboration actuels. Un sommaire décisionnel devrait être déposé aux instances à ce sujet à la fin de 2014. Ce nouveau protocole portera une attention particulière aux travaux d'entretien des infrastructures et au partage des responsabilités Ville - SPJD en cette matière. À cette fin, la SPJD doit fournir à la Ville au cours de l'année 2014 un diagnostic sur l'état des installations et les travaux requis pour leur mise aux normes.

Réalisation des travaux d'infrastructures des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout

R-10

Que l'administration mette en oeuvre les sept recommandations prévues dans le Rapport annuel du Vérificateur général à ce chapitre :

- compléter les données d'inventaire;
- compléter l'évaluation de l'état du réseau des conduites d'égout et compléter le recensement des fuites dans les conduites d'eau;
- élaborer une stratégie globale d'intervention intégrant les travaux d'entretien, de réparation et de réfection majeure;
- mettre en oeuvre un programme structuré d'entretien préventif;
- définir des objectifs clairs et mesurables sous forme de niveaux de service, déterminer les investissements à long terme nécessaires pour atteindre ces niveaux de service et s'assurer d'obtenir l'approbation des instances;
- évaluer périodiquement le déficit cumulé d'entretien;

- documenter le report de projets et le choix de réaliser des projets qui ne sont pas prévus au plan d'investissements.

Réponse à R-10

Le comité exécutif informe les membres de la commission que le Service de l'eau a mis en place les procédures et mécanismes de gestion visant à se conformer aux recommandations du vérificateur général. C'est ainsi que les données d'inventaire et l'évaluation de l'état des réseaux se fait sur une base continue. Une stratégie globale d'intervention et un programme structuré d'entretien préventif sont actuellement en cours d'élaboration et les travaux respectent l'échéancier transmis, soit respectivement décembre 2014 et décembre 2015. L'élaboration des niveaux de services devrait être complétée en novembre 2014. Le déficit cumulé d'entretien est évalué sur une base continue à chaque mise à jour du plan d'intervention, la prochaine mise à jour étant prévue pour 2016. Finalement, les mécanismes nécessaires à la documentation du report des projets ont été mis en place.

Réalisation des travaux d'infrastructure du réseau de voirie artérielle

R-11

Que l'administration mette en oeuvre dès le prochain programme triennal d'immobilisations (PTI) les recommandations du Vérificateur général portant sur le plan de réalisation des travaux d'infrastructure du réseau de voirie artérielle.

Réponse à R-11

Le comité exécutif informe les membres de la commission que le Service des infrastructures, voirie et transport a mis rapidement en oeuvre des actions visant à se conformer à 6 des 11 recommandations que lui adressait le vérificateur général et que les gestes posés ont été mis à profit dans l'élaboration du PTI 2014-2016. C'est ainsi que des directives visant une meilleure documentation des projets et une meilleure argumentation quant à leur priorisation ont été implantées et que le Service s'est doté d'un plan de réalisation intégrant les interventions à faire, avec échéancier défini. Des actions ont été prises pour obtenir les données d'inventaire manquantes et ainsi améliorer la planification des projets, et des outils de gestions ont été modifiés pour inclure l'étape de planification (avant-projet). Le Service publie un bilan trimestriel faisant état de sa performance à respecter sa programmation initiale.

Le Service travaille actuellement à mettre en oeuvre les 5 autres recommandations, mise en oeuvre qui requièrent la collaboration de l'ensemble des arrondissements, notamment en ce qui concerne le volet « stratégie globale d'intervention ».

Suivi du Programme triennal d'immobilisations (PTI)

R-12

Que l'adoption du PTI soit devancée en juin de chaque année et que les unités d'affaires puissent avoir les ressources humaines, matérielles et financières pour la réalisation des projets prévus.

R-13

Que l'administration mette en place une panoplie de mesures de suivi du PTI, notamment :

- la préparation d'états financiers du PTI à tous les quatre mois, transmis aux conseils municipal et d'agglomération, suivant l'évolution des investissements budgétés et des projets réalisés et analysant les écarts;
- une planification du PTI sur une période de dix ans favorisant la planification des travaux à long terme;
- l'arrimage des diverses unités d'affaires pour éviter le travail en silo, coordonner les interventions et assurer le respect des priorités d'intervention;
- l'élaboration de solutions pour faire face au problème de l'entretien préventif de la voirie publique et la gestion du fonds de l'eau;
- l'élaboration d'indicateurs de gestion pour le PTI avec indications et explications sur les objectifs atteints et non atteints;
- le calcul de l'impact du coût de fonctionnement des investissements prévus au PTI sur le budget général annuel;
- la détermination des effets des investissements sur le niveau d'endettement de la Ville.

R-14

Que l'administration municipale s'assure de profiter pleinement des programmes de subventions des gouvernements supérieurs afin de réduire le niveau d'endettement des contribuables.

Réponse à R-12, 13 et 14

Le comité exécutif est convaincu, tout comme les membres de la commission, de l'importance majeure pour la Ville de bien planifier ses investissements et d'assurer la réalisation des projets dans les délais et dans les coûts prévus. Il rappelle que dans les années passées, plusieurs exercices d'évaluation de l'état des actifs comme outil d'aide à l'identification des projets et de priorisation ont été faits, que divers mécanismes de gestion des projets ont été mis sur pied et que des outils de suivi du PTI existent et sont en utilisation.

Considérant les faibles taux de réalisation du PTI constatés dans les dernières années, le comité exécutif croit cependant qu'un réalignement des modes de gestion des investissements municipaux s'impose. Dans les prochaines années, il entend améliorer de beaucoup la planification à long terme de ses investissements, réinvestir massivement dans la réfection des infrastructures, augmenter le pourcentage des investissements payés au comptant et diminuer le recours au PTI pour financer des postes afin de mieux contrôler la dette, et mettre en place les mécanismes garantissant la réalisation des projets. C'est dans cette perspective que l'administration a récemment rendu public le Programme montréalais d'immobilisations (PMI) 2015-2024, qui orientera l'élaboration du PTI 2015-2017.

Le comité exécutif est d'avis qu'une meilleure planification à long terme et un meilleur suivi des projets maximisera la capacité de l'organisation à réaliser les investissements, à mieux gérer sa dette et à bénéficier au maximum des programmes de subvention des gouvernements supérieurs. Dans ce contexte, la date d'adoption du PTI ne constitue pas un enjeu, puisqu'il ne s'agit que d'une étape s'inscrivant dans un processus plus large de planification.

Amélioration des processus de gestion

R-15

Que la direction générale confie au Contrôleur général la préparation et la mise à jour d'une nouvelle grille de gestion de risques pour les secteurs les plus névralgiques et les activités davantage exposées à la malversation afin de permettre une surveillance accrue et un renforcement des contrôles internes dans le but de prévenir et éviter les pertes financières.

R-16

Que le comité exécutif approuve des niveaux de services pour les infrastructures et les bâtiments et que soient déterminés les niveaux d'investissement à long terme en fonction des niveaux de services attendus et que l'administration se dote d'un mode de financement réaliste pour permettre la réalisation des interventions jugées nécessaires.

R-17

Que la planification des projets d'infrastructures soit effectuée sur une période pluriannuelle afin d'en faciliter la réalisation et d'établir les priorités à long terme.

R-18

Que l'administration prenne les mesures nécessaires pour que les secteurs prioritaires ou stratégiques devant faire l'objet d'une reddition de comptes périodique soient communiqués clairement aux unités d'affaires, afin que l'administration municipale obtienne une information complète pour une prise de décisions éclairée et pour s'acquitter ainsi de ses responsabilités de gouvernance.

Réponse à R-15, 16, 17 et 18

Le comité exécutif a déjà indiqué plus haut qu'il entend revoir en profondeur le mode de gestion des investissements, en misant notamment sur une planification à long terme. Il rappelle également qu'il a procédé en début d'année à une réorganisation majeure des services de la Ville, qui a amené, entre autres choses:

- Un renforcement de la Direction générale, se traduisant par une meilleure cohérence des actions entre les différents secteurs d'activité, la continuité de la réalisation des grands projets prioritaires, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'affaires plus articulés et l'attribution de mandats mieux ciblés aux services
- La création d'un Bureau de l'Inspecteur général, qui renforcera la capacité de la Ville à contrer les systèmes frauduleux
- La création d'un Service de la performance organisationnelle, qui aura à examiner les principaux processus et les principales activités de la gestion municipale à la Ville de Montréal et à proposer des réformes visant l'efficacité et l'efficience de l'organisation, la simplification de ses processus et activités, la mesure des résultats, l'étalonnage avec les meilleures organisations comparables et une plus grande imputabilité au sein de l'administration de la Ville.

Cette réorganisation est entrée en vigueur le premier mai 2014 et se mettra progressivement en place.

Budget du Bureau du Vérificateur général

R-19

Que soit maintenue la récurrence du montant supplémentaire de 610 000 \$ accordé au Vérificateur général dans le budget 2013 et que soit ajoutée au budget du Vérificateur une somme de quelque 40 000 \$ nécessaire à la vérification de trois nouveaux états financiers dans le périmètre comptable de la Ville, soit ceux du Bureau du taxi de Montréal, de la Fondation des Jeux mondiaux des policiers et pompiers et de la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal.

Que les trois nouvelles sociétés tiennent compte dans leurs budgets des sommes à encourir pour leurs états financiers.

Réponse à R-19

Le comité exécutif informe les membres de la commission que les crédits de 610 000 \$ ont été maintenus au budget du Bureau du vérificateur général pour l'année 2014, avec un ajustement à la baisse de 20 000 \$, conformément aux besoins exprimés par le vérificateur général (ajustements pour l'OMHM et le Technoparc). Par ailleurs, des crédits supplémentaires de 40 000 \$ ont également été accordés en 2014 afin de vérifier les états financiers du Bureau du taxi de Montréal, de la Fondation des Jeux mondiaux des policiers et pompiers et de la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration pour la qualité du rapport produit sur le rapport du vérificateur général – exercice 2012 et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Commission sur le transport
et
les travaux publics

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Examen public

Les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi
ainsi que le service du transport par taxi
dans l'agglomération de Montréal

Rapport déposé au conseil municipal
le 16 juin 2014
et au conseil d'agglomération
le 19 juin 2014

Montréal 

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

LA COMMISSION :

PRÉSIDENTE

*M. Michel Bissonnet
Maire d'arrondissement
Arrondissement de Saint-Léonard*

VICE-PRÉSIDENTES

*M. Beny Masella
Maire de la Ville de Montréal-Ouest*

*M. Alex Norris
Conseiller de la Ville
Arrondissement Le Plateau–Mont-
Royal*

MEMBRES

*M. Maurice Cohen
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement de Saint-Laurent*

*Mme Suzanne Décarie
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-
Prairies – Pointe-aux-Trembles*

*Mme Mary Deros
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Villeray – Saint-
Michel – Parc-Extension*

*M. Pierre L'Heureux
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement de Verdun*

*Mme Monica Ricourt
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Montréal-Nord*

*M. Craig Sauvé
Conseiller de la Ville
Arrondissement Le Sud-Ouest*

*M. Steve Shanahan
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Ville-Marie*

*M. Morris Trudeau
Maire de la Ville de Pointe-Claire*

Montréal, le 19 juin 2014

Monsieur Gilles Deguire
Président du conseil d'agglomération
Hôtel de Ville de Montréal

Monsieur le Président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les transports et les travaux publics, le rapport et les recommandations de la Commission à la suite de l'examen public portant sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et des usagers ainsi que le transport par taxi dans l'agglomération de Montréal.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président,

Original signé

Michel Bissonnet
Président

La secrétaire recherchiste,

Original signé

Diane Côté
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
1. LE PROCESSUS D'ÉTUDE	5
2. L'INDUSTRIE DU TAXI DE MONTRÉAL : SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI ET DES USAGERS.....	6
2.1 L'HISTORIQUE ET LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE PAR LE BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL	6
2.2 LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI ET L'EXPÉRIENCE AMÉRICAINE	7
2.3 LA SÉCURITÉ DES USAGERS : LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ET LE TRANSPORT ILLÉGAL	9
2.4 LE RAYONNEMENT DE L'INDUSTRIE DU TAXI	10
2.5 LE FINANCEMENT DES MESURES PROPOSÉES	11
3. LES DONNÉES POLICIÈRES ET UN SONDAGE SUR LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI	11
4. LES COMMENTAIRES DES CITOYENS ET L'ANALYSE DE LA COMMISSION.....	13
4.1. LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI	13
4.2 LA SÉCURITÉ DES USAGERS.....	15
4.3 LE RAYONNEMENT DE L'INDUSTRIE DU TAXI	17
4.4 LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT.....	18
CONCLUSION	20
LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION	21
ANNEXE I.....	24
<i>LISTE DES PERSONNES RESSOURCES ET DES INTERVENANTS</i>	24
ANNEXE II.....	27
<i>RÉSOLUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL (CM14 0029) ET DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION (CG14 0028)</i>	27

INTRODUCTION

Conformément au programme d'activités des commissions permanentes pour l'année 2014¹, la Commission sur le transport et les travaux publics a procédé à un examen public ayant pour objet les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et des usagers de ce mode de transport ainsi que le service du transport par taxi dans l'agglomération de Montréal.

La mort tragique de M. Ziad Bouzid, assassiné au mois de novembre 2013, a remis en lumière les problèmes de sécurité auxquels sont confrontés les chauffeurs de taxi et les usagers ainsi que la nécessité de rechercher et de mettre en œuvre des mesures particulières pour freiner les difficultés rencontrées.

En concertation avec le Bureau du taxi de Montréal (BTM), la Commission a été mandatée par résolution du conseil municipal (CM14 0029) et du conseil d'agglomération (CG14 0028) de mener une consultation publique sur le sujet. Le BTM a dressé un portrait sommaire de l'industrie du taxi et a présenté des moyens pour améliorer la sécurité des chauffeurs, des usagers ainsi que le service de taxi en général. Aussi, le Service de police de la Ville de Montréal a collaboré à cette étude en produisant notamment, les données policières sur les vols qualifiés, le sentiment de sécurité, les besoins et les moyens de protection en soutien aux dispositions proposées par le BTM.

La Commission remercie chaleureusement tous les intervenants qui ont contribué à l'étude publique pour la qualité de leurs commentaires et leurs propositions.

Au nom de tous les membres, le président témoigne sa reconnaissance au responsable du dossier du transport au comité exécutif, M. Aref Salem également président du conseil d'administration du Bureau de taxi de Montréal, de même qu'à Mme Érika Duchesne, membre au conseil d'administration du Bureau de taxi de Montréal, à l'équipe du Bureau du taxi de Montréal, et plus particulièrement messieurs Benoit Jugand et Richard Boyer, mesdames Kim Thibault et Lucie Desjardins, pour leur coopération et leur expertise tout au long de l'étude de ce dossier de même qu'au personnel du Service de police de la Ville de Montréal, messieurs Claude Bussières, Maurizio D'Élia et André Lapointe. Les représentants du ministère des Transports du Québec, de la Commission des transports du Québec et de plusieurs services municipaux ont assisté aux présentations et leur apport a été apprécié lorsque ceux-ci ont formulé des réponses détaillées lors des interventions du public et des commissaires. Il les en remercie.

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document de même que tous les documents déposés en lien avec cette étude publique peuvent être consultés sur la page internet des commissions à l'adresse : ville.montreal.qc.ca/commissions, ainsi qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation du Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville.

¹ Résolutions CM14 0299 et CG14 0158.

1. LE PROCESSUS D'ÉTUDE

Dans le cadre des travaux préparatoires à la tenue de cet examen public, un avis a été diffusé dans deux grands quotidiens montréalais, l'un anglophone et l'autre francophone, le 31 mars 2014, soit 14 jours précédant la tenue de l'assemblée publique. L'avis précisait les dates des séances des assemblées publiques de la Commission ainsi que les modalités de participation du public. Un communiqué de presse a été transmis aux médias nationaux. De plus, l'ensemble des maires d'arrondissement, des conseillers de la Ville et d'arrondissement, des directeurs d'arrondissement, des secrétaires d'arrondissement, des directeurs de services municipaux ainsi que les maires et les directeurs généraux des villes liées ont également été invités à participer aux assemblées. Aussi, une invitation a été expédiée par courrier électronique à plusieurs individus et organismes reliés à l'industrie du taxi ou susceptibles d'être intéressés par le sujet. Enfin, l'annonce de cet examen public a aussi été diffusée sur les médias sociaux, Facebook et Twitter à quelques reprises.

Les assemblées ont également été annoncées au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement et sur le site internet des commissions permanentes de la Ville de Montréal. Aussi, la direction du Bureau du taxi de Montréal a communiqué les informations auprès de plusieurs de ses collaborateurs et aux membres de l'industrie (numéro du printemps 2014 du Taxi Le Journal).

Les séances publiques ont eu lieu le 15 avril, les 7, 12 et 21 mai 2014 à la salle du conseil de l'hôtel de ville. Le représentant du dossier du transport au comité exécutif, M. Aref Salem, a pris la parole lors des séances. Précisons que lors de la première séance publique, une dizaine d'employés de la Ville de Montréal, deux représentants du gouvernement du Québec (du ministère du Transport du Québec, M. Christian Bisson et de la Commission des transports du Québec, Mme Johanne Saint-Laurent), deux conseillères municipales et trois attachés politiques ont assisté aux deux présentations. Une cinquantaine de citoyens étaient présents dans la salle à chacune des soirées. Plusieurs d'entre elles ont pris la parole pour se prononcer sur la sécurité des chauffeurs de taxi, la sécurité des usagers, l'amélioration du transport par taxi dans l'agglomération de Montréal et le financement des mesures proposées dans cette consultation. Au terme de l'examen public, 28 mémoires ont été présentés et déposés à la Commission.

Deux séances de travail afin de préparer les quatre assemblées publiques, analyser les interventions et formuler les recommandations ont été consacrées par la Commission. Tout au long du processus, cette dernière a pu compter sur l'expertise et le soutien du personnel du Bureau du taxi de Montréal.

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), le présent document, les documents d'information et les mémoires présentés dans le cadre de cet examen public peuvent être consultés sur la page Internet des commissions à l'adresse ville.montreal.qc.ca/commissions de même qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation au Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville.

Les personnes ressources du Bureau du taxi de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal, des services des Infrastructures, voirie et transport et de l'Environnement de la Ville de Montréal, du ministère des Transports du Québec et de la Commission des transports du Québec ont pu apporter les précisions nécessaires au moment opportun.

2. L'INDUSTRIE DU TAXI DE MONTRÉAL : SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI ET DES USAGERS

2.1 L'HISTORIQUE ET LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE PAR LE BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Créé en 1987, le principal rôle du Bureau du taxi et du remorquage, sous la direction du Service de police de la Ville de Montréal, fut d'appliquer la réglementation du transport par taxi. Au fil des années, il a instauré des programmes et des règles visant à augmenter la sécurité des usagers et des chauffeurs.

Un bref historique permet de visualiser le chemin parcouru depuis sa création :

1987	Création du Bureau du taxi et du remorquage ;
1993	Mise en place de la formation de base obligatoire des nouveaux chauffeurs ;
1994	Programme d'inspection obligatoire des véhicules de taxi ;
2004	Introduction de l'âge minimum/maximum des véhicules pour la mise en service et le retrait des véhicules ;
2006	Projet pilote : Implantation des taxis accessibles ;
2009	Gestion du concours Dorval : tirage des permis desservant l'aéroport, assurant une plus grande équité pour les propriétaires de taxi ;
2010	Adoption d'un nouveau règlement prévoyant le déploiement d'une nouvelle image distinctive pour les taxis incluant la publicité.

À l'automne 2010 et au printemps 2011, le Bureau du taxi et du remorquage a présenté publiquement, devant deux commissions², la situation du taxi à Montréal, son apport dans l'offre de transport collectif et les efforts de concertation déployés pour soutenir et consolider ce service dans le futur. Des recommandations ont été déposées au comité exécutif auxquelles ce dernier a répondu positivement à plusieurs d'entre elles dont la création d'une société paramunicipale.

La **mission** de la nouvelle société paramunicipale qui a débuté officiellement ses activités de 1^{er} janvier 2014 consiste à :

1. Développer l'industrie du transport par taxi ;
2. Offrir des services à l'industrie du taxi ;
3. Encadrer et améliorer le service offert par l'industrie ;
4. Améliorer la sécurité des chauffeurs et des usagers ;
5. Accroître les compétences des chauffeurs ;
6. Exercer, à la demande de la Ville, toutes compétences que la Ville lui délègue.

Afin de réaliser son nouveau **mandat**, le Bureau du taxi de Montréal (BTM) doit :

- Voir à l'application de la Loi et des règlements applicables :
 - *Loi concernant les services de transport par taxi* (RLRQ, chapitre S-6.01)
 - *Règlement sur le transport par taxi* (RCG 10-009) de la Ville de Montréal

² Ville de Montréal. Commissions permanentes du conseil municipal sur le transport, la gestion des infrastructures et l'environnement et du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures. **Examen public sur l'industrie du taxi à Montréal; rapport et recommandations.** Rapport déposé au conseil municipal du 11 avril 2011 et conseil d'agglomération du 14 avril 2011.

- Offrir des services de guichet unique permettant aux intervenants de l'industrie d'effectuer le renouvellement de leurs permis et les transferts des véhicules (dans le cadre d'une entente avec la Société de l'assurance automobile du Québec) ;
- Assurer la concertation auprès des différents acteurs de l'industrie.

Outre le support à l'industrie, le BTM régit les examens menant à l'octroi des permis, reçoit et traite les plaintes du public et de l'industrie.

Au cours des derniers mois, le BTM a donc œuvré à l'organisation de la société paramunicipale du taxi de Montréal, effectué une analyse des besoins des chauffeurs et des usagers pour ainsi améliorer le sentiment de sécurité de ces derniers. De sorte que, le 15 avril dernier, lors de la première séance de la Commission, la direction du BTM a présenté les résultats de l'analyse et diverses pistes d'intervention pour poursuivre le travail amorcé³. En collaboration avec divers partenaires, l'équipe a mis en place plusieurs mesures et a participé à quelques études et projets pilotes relatifs à cette difficulté. Un état des bonnes pratiques de diverses villes du monde est opéré assidûment et le BTM poursuit des discussions avec divers professionnels du milieu en ayant toujours en tête l'amélioration et le rayonnement de l'industrie du taxi.

Composée de propriétaires de taxi, de chauffeurs et d'intermédiaires en services (centrales de répartition d'appels), l'industrie du taxi est divisée en trois territoires d'agglomérations de taxi totalisant 4 431 taxis sur l'île de Montréal :

- 196 permis de taxi restreints – véhicules adaptés pour la clientèle à mobilité réduite ;
- 4 085 propriétaires de permis de taxi (le propriétaire peut conduire lui-même le véhicule ou le louer à différents chauffeurs) ;
- 11 625 emplois de chauffeurs, dont 113 femmes.

Selon le plan de transport de 2008, plus de 37 millions de courses par année sont réalisées sur le territoire de l'île de Montréal.

Quant à l'industrie de la limousine, les propriétaires et chauffeurs, détenteurs de permis sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal, opèrent 131 limousines berlines de services corporatifs, 91 voitures de grand luxe (Limousines Stretch). On décompte 113 propriétaires de permis de limousines.

À propos de la qualité des véhicules, la flotte est mesurée en fonction de l'âge des véhicules taxis et du nombre de véhicules par année de production. Au début de la création du BTM, l'âge moyen variait entre 5 et 10 ans. En 2002, il fut de 7 ans et de 4,79 ans en 2013.

2.2 LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI ET L'EXPÉRIENCE AMÉRICAINE

Cet objet constituant le principal point à examiner lors de l'examen public, un résumé des principales réalisations du BTM a été exposé concernant la sécurité des chauffeurs de taxi.

³ Bureau du taxi de Montréal. **Industrie du taxi de Montréal : sécurité des chauffeurs et des usagers**. Montréal. Présentation devant la Commission sur le transport et les travaux publics, le 15 avril 2014.

En 1997, un plan de sécurité optimal pour l'industrie du taxi, comprenant 41 recommandations, a été déposé. Ce plan a particulièrement mis en lumière les facteurs de risques inhérents à la fonction de chauffeur de taxi : 1) L'échange d'argent et la possession de valeurs; 2) Le travail individuel ou en petit groupe; 3) Le travail la nuit ou tôt le matin; 4) Le travail dans des quartiers à risque.

À la suite de la mise sur pied d'un Comité sur la sécurité des chauffeurs regroupant différents organismes du domaine du transport, en 2009, des pistes de solutions ont été retenues pour réviser l'industrie du taxi, telles que :

- Rendre obligatoire un signal lumineux 911 sur les lanternons ;
- Mettre à contribution les nouvelles technologies par l'implantation d'un système de caméra de sécurité, d'un système de repérage par satellite, d'un bouton d'urgence relié directement au 911, et par l'élimination du paiement en monnaie ;
- Réactiver les programmes de prévention ;
- Offrir de la formation pour les chauffeurs en matière de sécurité.

En 2010, de nouveaux lanternons ont été prescrits par règlement en intégrant un dispositif d'alerte 911. La même année, le BTM a participé à l'étude américaine du *National Institute for Occupational Safety and Health* (NIOSH) évaluant les caméras de sécurité versus les cloisons (vitre protectrice permettant de séparer les occupants de la banquette arrière de ceux de la banquette avant). Aussi, il est fait état d'une autre étude menée par le NIOSH en 2012 dans 26 grandes villes américaines ayant connu des homicides de chauffeurs de taxi qui avait pour objectif d'évaluer l'efficacité des caméras et des cloisons de sécurité dans les taxis. À la lumière des résultats de celle-ci menée par la Dr. Cammie Chaumont Menéndez, la sécurité des chauffeurs est nettement améliorée grâce à l'installation de caméras versus l'installation de cloisons. Les données des principales grandes villes canadiennes, qui ont été fournies en vertu des règles en matière d'accès à l'information, ont aussi été considérées dans les résultats. Cette étude s'est poursuivie en 2013, cette fois-ci sur les spécifications requises pour les caméras. Finalement, un projet pilote sur des véhicules munis de caméra (MV-1) a été mis à l'essai, un véhicule à caractère universellement accessible.

L'expérience américaine démontre que l'installation de caméras semble avoir joué un rôle concluant dans le nombre d'homicides des chauffeurs de taxi. Toutefois, il n'a pu être démontré que la cloison joue un rôle dans la réduction de ce type d'homicide, mais grâce à elle on constate un renforcement du sentiment de sécurité en général. Toutes les grandes villes veulent en arriver à l'installation de caméras dans les voitures de taxi, du moins pour être capable de traduire en justice les agresseurs.

En revanche, spécifiquement à Montréal, certains constats sont dégagés par le BTM en matière de sécurité des chauffeurs de taxi :

- Le *Règlement sur le transport par taxi* (RCG 10-009) permet déjà l'installation de cloison (art. 50) et de caméras de sécurité (art. 33) ;
- Dans la dernière année, environ 100 caméras ont été installées par les mandataires de taximètre sans norme spécifique de qualité et de contrôle; cependant, le BTM ne détient aucune garantie sur la gestion des images ;
- L'installation de caméras de sécurité dans les véhicules taxis est comparable à ce que l'on retrouve dans les magasins, dépanneurs ou stations-service ;

- L'installation de cloison, qui est légale au Québec, pose certains problèmes aux propriétaires de taxi :
 - Les véhicules sont de plus en plus petits et laissent peu de place pour les clients à l'arrière après l'installation des cloisons ;
 - Les véhicules sont souvent utilisés à titre personnel par les 4 085 propriétaires ;
 - Les nouveaux véhicules contiennent des coussins gonflables dans les parois latérales compliquant l'ancrage de la cloison ;
 - Une centaine de cloisons furent installées au total et la dernière date de 15 ans.

Il a été dénombré 20 actes d'agression de vol qualifié commis envers les chauffeurs en 2013 et entre 50 et 60 les années précédentes. Les vols qualifiés et les vols par refus de payer représentent les éléments les plus insécurisants pour les chauffeurs. La portion de travail la plus dangereuse se situe la nuit.

Dans le but d'optimiser **la sécurité des chauffeurs de taxi**, les mesures subséquentes ont été élaborées par le BTM :

1. Obliger, par voie réglementaire, l'installation de caméra de sécurité à bord des véhicules dont l'accès aux données devrait être protégé par une boîte noire ;
2. Encadrer l'installation, l'utilisation et l'accès aux données des caméras par voie réglementaire ;
3. Obliger, par voie réglementaire, la mise en place d'un système de paiement électronique permettant de diminuer l'argent comptant à bord des véhicules ;
4. Obliger les chauffeurs à accepter aussi les paiements électroniques ;
5. Évaluer, et le cas échéant, mettre en place un système de perception permettant le paiement à l'avance le soir et la nuit afin de contrer les vols qualifiés ;
6. Mettre en œuvre une formation spécifique destinée aux chauffeurs en matière de sécurité
 - a) Incluse à la formation de base pour les nouveaux chauffeurs ;
 - b) Offerte via le programme de formation continue pour les détenteurs de permis ;
7. Rendre obligatoire la répartition électronique des courses via un système de géorépartition afin de connaître la localisation exacte du véhicule lorsqu'un chauffeur est en danger ;
8. Relier le bouton d'urgence 911, déjà obligatoire pour l'ensemble des taxis, à leur centrale d'appels.

2.3 LA SÉCURITÉ DES USAGERS : LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ET LE TRANSPORT ILLÉGAL

Afin que les usagers conservent un sentiment de sécurité, la vérification des antécédents judiciaires de la totalité des chauffeurs de taxi permet de filtrer les chauffeurs déclarés coupables d'un acte criminel au cours des cinq dernières années. Ainsi, pour obtenir, maintenir ou renouveler un permis de chauffeur de taxi, une personne doit fournir un certificat de vérification, tel que prescrit dans la *Loi concernant les services de transport par taxi* (RLRQ, chapitre S-6.01), depuis 2001, et ce, pour l'ensemble du Québec. Il se renouvelle 5 800 permis annuellement. Le BTM fait des propositions pour que cette disposition s'applique.

Un second sujet semble altérer le sentiment de sécurité des usagers. Il s'agit du « transport illégal ». Lorsqu'une personne est rémunérée pour faire du transport sans être inscrite auprès du BTM, d'organismes partenaires ou bénévoles autorisés, elle contrevient à l'article 117 de la *Loi* citée ci-haut. Une des revendications du BTM est de pouvoir enquêter et d'encadrer le transport illégal.

Les propositions suivantes ont été déposées par le BTM concernant **la sécurité des usagers**.

1. Établir un protocole d'entente avec un corps policier afin d'obtenir un tarif et un délai raisonnables pour la vérification des antécédents judiciaires de tous les chauffeurs de taxi ;
2. Mettre en œuvre des formations spécifiques destinées aux chauffeurs en matière de sécurité ;
3. Augmenter les efforts afin de contrer le transport illégal sur le territoire de l'île de Montréal (augmentation du nombre d'inspecteurs, obtention du pouvoir de saisie des véhicules, augmentation du coût des amendes) ;
4. Élaborer des campagnes de sensibilisation pour informer la population sur le fléau qu'est le transport illégal. Par ces campagnes de sécurité, les usagers seraient en mesure de bien identifier les taxis légaux et professionnels.

2.4 LE RAYONNEMENT DE L'INDUSTRIE DU TAXI

Sur le thème précis **du rayonnement de l'industrie**, le BTM propose de :

1. Promouvoir l'image des chauffeurs à titre de professionnels du transport de personnes par le biais de campagnes de publicité et d'information ;
2. Inclure le BTM dans les projets de transport de la Ville de Montréal particulièrement en matière de transport collectif;
3. Soutenir les démarches d'électrification d'une partie de la flotte de taxis et de limousines entreprises par l'industrie :
 - Projet conjoint du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi et de l'Association des limousines du Québec en lien avec la Politique de la mobilité durable du ministère des Transports du Québec ;
 - Permet de rajeunir la flotte et d'améliorer l'image de marque de l'industrie ;
4. Mettre en place des postes d'attente modernisés et facilement identifiables par la clientèle en retenant et en mettant de l'avant le projet Folium, coup de cœur de l'industrie et du public lors du concours d'idées organisé par Design Montréal :
 - Les postes d'attente pourraient être munis de bornes électriques ;
 - Ces postes d'attente contribueraient à améliorer l'image de marque de la Ville lors des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal.

Puisqu'ils sont la porte d'entrée et le mode de transport prisés par la clientèle touristique, les chauffeurs de taxi font inévitablement partie intégrante de l'image de la Ville de Montréal. Promouvoir leur image à titre de professionnels du transport de personnes reste à parfaire, selon le BTM. De plus, la mise en place de mesures visant le rayonnement de l'industrie est fermement souhaitée par le BTM afin de créer une image forte de la Ville lors des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal.

2.5 LE FINANCEMENT DES MESURES PROPOSÉES

Les différentes mesures proposées par le BTM ont un coût qui repose sur les acteurs de l'industrie. Le BTM a énoncé des solutions afin d'alléger le fardeau financier de **l'implantation des mesures proposées et leur financement** :

1. Autoriser la publicité et la promotion culturelle et touristique à partir d'un écran interactif à l'intérieur des véhicules ;
2. Profiter du pouvoir d'achat regroupé de l'industrie par des appels d'offres gérés par le BTM :
 - Réduction des coûts inhérents à l'achat d'une caméra de sécurité ou autres modules ;
 - Achat par appel d'offres visant la réduction du nombre d'intervenants touchant une marge de profit sur le produit et réalisation d'économies importantes ;
3. Mettre en œuvre le fonds de développement pour financer les projets proposés par le biais de diverses sources de financement, dont des redevances sur la publicité diffusée sur les écrans à l'intérieur des véhicules taxis:
 - Le fonds souscrirait à l'allègement du fardeau financier de l'industrie, par exemple, l'achat de caméras de sécurité, des modules électroniques de paiement et des écrans de publicité ;
4. Finalement, par sa lutte au transport illégal, le BTM permettrait à l'industrie de reprendre les revenus subtilisés par les contrevenants.

Par l'élaboration de toutes ces propositions, nous sommes à même de constater que pour accroître la sécurité des chauffeurs et des usagers et le développement de l'industrie du taxi, un bon nombre de mesures devront être déployées simultanément.

3. LES DONNÉES POLICIÈRES ET UN SONDAGE SUR LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI

La contribution des intervenants du Service de police de la Ville de Montréal a mis en lumière les résultats d'une étude relative à la sécurité des chauffeurs de taxi à Montréal. Une analyse⁴ de données policières, associée aux résultats d'un sondage de victimisation, a été étayée à l'attention des membres de la Commission. De plus, afin d'émettre un avis sur les propositions déposées par le BTM, les intervenants ont exposé les règles s'appliquant à la vidéosurveillance et à l'application de la vérification des antécédents judiciaires des chauffeurs.

L'analyse des données, sur l'évolution des vols qualifiés contre des chauffeurs de taxi déclarés au SPVM de 2000 à 2013 (un bassin de plus de 11 000 chauffeurs de taxi), fait relater que la criminalité sous toutes ces formes est en diminution de 50 % depuis 1990 à Montréal. D'autres statistiques sur la distribution des vols qualifiés dans le temps et l'espace, entre 2006 et 2008, démontrent une concentration plus forte des crimes (75 %) entre 21 h et 4 h atteignant un sommet entre 2 heures et 5 heures du matin. 40 % des vols s'effectuent dans une perspective de 3 heures.

⁴ Service de police de la Ville de Montréal. **Sécurité des chauffeurs de taxi**. Montréal. Présentation devant la Commission sur le transport et les travaux publics, le 15 avril 2014.

Également, 133 rapports étudiés entre 2006 et 2008 permettent de dresser une typologie des vols qualifiés subis par les chauffeurs de taxi : les vols qualifiés prémédités représentent 60 % des méfaits tandis que les vols déclarés suite à un refus de payer s'élèvent à 25 % et ceux qualifiés d'opportunistes à 15 %. Puis, les données d'un sondage effectué auprès de 140 chauffeurs de taxi montréalais, relatives à leur sentiment de sécurité et à leur perception des risques, font ressortir les facteurs associés à une perception élevée du risque d'être volé ou agressé : l'horaire de travail, l'habitude de protection (éviter le secteur/client, paiement à l'avance), la clientèle prise davantage sur la route plutôt que sur appel et la victimisation antérieure tel que les vols par refus de payer.

En conclusion à cette étude, les représentants du SPVM soulignent que le nombre de vols qualifiés armés et le nombre de vols simples a considérablement diminué ces deux dernières années corrélativement au pourcentage de chauffeurs victimes de vols, passant à 8,5 %, comparativement à près de 25 % pendant la durée des carrières des chauffeurs. Néanmoins, ils soulèvent que les chauffeurs acceptent une perte monétaire plus élevée que pour une course moyenne, que ceux-ci signalent aux policiers exceptionnellement les vols, car cette démarche constitue pour eux une perte de temps et de revenus, et qu'une utilisation accrue du système électronique diminue de manière significative le nombre de vols.

Selon les **relevés des besoins et des moyens de protection** sondés auprès des chauffeurs de taxi par le SPVM, une meilleure formation, le paiement à l'avance et des dispositifs de sécurité aideraient à réduire les vols et les agressions par les passagers. Le bouton panique GPS demeure un complément à l'assistance policière suivant une proportion de 29 % des répondants, tandis que la paroi de sécurité semble le moyen de prévention privilégié à 44 %, mais ne semble pas adapté à Montréal. Quant à la caméra de surveillance, un quart des répondants estimaient qu'il s'agissait d'un bon moyen de protection. On énonce un manque de connaissance de l'impact des mesures traditionnelles de prévention sur la sécurité des chauffeurs de taxi. Malgré le fait que les risques relatifs de victimisation sont faibles, l'insécurité est très élevée.

Au sujet de la **gestion des images**, le traitement de la preuve vidéo et l'installation obligatoire de caméras dans les taxis, l'assistant-directeur, M. Claude Bussières, a précisé le rôle du SPVM qui consiste à recueillir la plainte et les éléments de preuve à la suite du délit. Il a expliqué l'implication inévitable des propriétaires d'images dans la gestion et l'extraction des images vidéo. À cet égard, des règles sont émises par la Commission d'accès à l'information. Également, la vidéosurveillance est conçue comme une mesure exceptionnelle dans les 10 principes directeurs de gouvernance du SPVM. Les critères justifiant le recours à la technologie de la vidéosurveillance, à son avis, ne semblent pas rencontrés dans la proposition du BTM.

En ce qui concerne la **vérification des antécédents judiciaires** des chauffeurs à un prix raisonnable, notamment au moyen d'un protocole d'entente avec un corps de police, M. Bussières émet certaines conditions pour l'application d'un tel protocole :

- L'application de la loi provinciale permettant la vérification des antécédents concernant les services de transport par taxi adopté depuis 2002 ne sera pas mise en application au SPVM tant qu'il n'y aura pas un protocole d'entente provincial avec le ministère de la Sécurité publique du Québec, la Société d'assurance automobile du Québec, le ministère des Transports du Québec et le comité de filtrage provincial sur l'application et l'étendu des empêchements.
- Dès la mise en vigueur de ce protocole, il y aura protocole entre le SPVM et le BTM.

- Le SPVM va devoir ajuster ses effectifs pour traiter un volume de 6 000 vérifications annuellement.
- Concernant la tarification, elle est déjà prévue au règlement RCG 14-003.
- L'analyse du lien entre l'antécédent et l'emploi est la responsabilité de l'employeur, le corps policier n'a aucun pouvoir de recommandation.
- La Ville doit prévoir un processus d'appel d'une décision du BTM.

L'apport du SPVM à cette consultation publique a été grandement apprécié.

4. LES COMMENTAIRES DES CITOYENS ET L'ANALYSE DE LA COMMISSION

Dans le cadre de l'étude du dossier sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi, des usagers et le service du transport par taxi dans l'agglomération de Montréal, la Commission a pu prendre connaissance des interventions des organismes et des citoyens aux séances tenues le 15 avril et les 7, 12 et 21 mai au cours desquelles une quarantaine de citoyens ont pris la parole pour s'exprimer sur leurs préoccupations liées à la sécurité physique et financière des chauffeurs de taxi, à la sécurité des usagers de ce mode de transport de même qu'au rayonnement et au développement de l'industrie du taxi. 28 mémoires ont été déposés lors de cet examen public. À cet effet, la liste des intervenants ainsi que la liste des personnes et organismes ayant déposé des mémoires figurent à l'annexe I de ce rapport.

Dans ce qui suit, le rapport traitera des interventions des citoyens et des organismes abordant des aspects examinés dans cette consultation publique.

4.1. LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI

4.1.1 Les caméras de sécurité

Dans le but d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi, la majorité des intervenants entendus disent être en accord avec l'installation de caméras de sécurité pour autant que les coûts n'incombent pas à l'industrie (un intervenant a inclus un tableau à son mémoire illustrant les coûts des caméras installées dans la flotte de taxis de six villes canadiennes). Des achats groupés pour l'ensemble de l'industrie pourraient contribuer à réduire les coûts. Cependant, il a été mentionné par certains chauffeurs qu'une caméra aurait peu d'effets chez certains agresseurs et qu'un séparateur amovible, dont l'installation est moins dispendieuse, offrirait une bonne protection.

Des organismes de même que des entreprises privées ou de l'industrie du taxi ont spécifié que des normes et des standards doivent être normalisés pour effectuer le choix, l'installation et la vérification périodique des caméras. Aussi, la qualité des images captées et l'accessibilité aux données doivent être judicieusement encadrées. Pour ce faire, il est suggéré que les forces policières participent à l'élaboration des spécifications et à l'évaluation des fournisseurs et que la population soit sensibilisée aux avantages et à l'efficacité des caméras de sécurité.

La protection de la vie privée a été soulevée à deux reprises concernant la confidentialité des données. Celles-ci devraient être utilisées uniquement dans le cas d'actes criminels,

disent certains. En revanche, un organisme mentionne que le traitement de telles données devrait être le même que celui de la Société de transport de Montréal dont les données sont considérées publiques.

4.1.2 Les autres dispositifs suggérés et les applications mobiles

Des intervenants sont venus présenter divers moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs comme des solutions vidéos mobiles, une montre ou une tablette reliée par réseau cellulaire avec solution d'intervention d'urgence, des terminaux véhiculaires, des applications mobiles ou encore un bouclier sonore répulsif.

Des applications mobiles sur téléphone cellulaire (réservation et paiement de la course) se développent dans plusieurs grandes villes, y compris Montréal. Deux entreprises, Hailo et Uber, offrent maintenant la répartition de courses à Montréal depuis novembre 2013. Elles permettent de commander un taxi à partir d'un téléphone intelligent et de régler la course à l'aide d'une carte de crédit. Une commission de 15 % sur le coût des courses est prélevée pour les chauffeurs qui utilisent ces applications mobiles pour recevoir des appels. Tout comme pour le service de Stationnement Montréal, un regroupement suggère que soit mis sur pied un système de paiement par application mobile dans les taxis. Un sondage pourrait être effectué auprès des chauffeurs pour connaître leur opinion sur ce sujet. En définitive, les applications mobiles sont efficaces pour l'identification des parties en relations d'affaires.

La Commission préfère accorder, aux responsables du BTM, le soin d'analyser toutes ces propositions pour les bénéfices de l'industrie du taxi.

4.1.3 La géorépartition, la géolocalisation et le bouton d'urgence 911

Des chauffeurs ont indiqué que les intermédiaires en services exigeaient des cotisations trop élevées et que c'était la raison pour laquelle plusieurs artisans devenaient indépendants plutôt qu'être reliés à un système de géorépartition. Le principal regroupement de propriétaires et de chauffeurs de taxi de Montréal propose même la création d'une centrale unique pour recevoir les appels de toutes les clientèles et de tous les usagers réguliers.

La localisation électronique des véhicules (GPS) en temps réel à leur centrale d'appel est appuyée par la majorité des intervenants. Il est même proposé qu'un tel système soit installé dans tous les véhicules, dans un délai raisonnable, par les propriétaires de taxis et surveillé régulièrement par les autorités responsables.

Le bouton panique ou le bouton d'urgence 911, obligatoire dans tous les véhicules, devrait être relié directement au système de géolocalisation, proposent divers intervenants. De plus, la désactivation du dispositif d'alerte sur les lanternons doit être interdite et son utilisation appropriée bien expliquée aux chauffeurs.

4.1.4 Le système de paiement électronique et le paiement à l'avance

La moitié des intervenants se sont prononcés en faveur d'obliger le paiement électronique dans tous les taxis et les limousines faisant l'objet d'un permis à Montréal. L'autre moitié semblait en désaccord notamment, à cause des pertes de revenus reliés aux frais

applicables pour l'utilisation du terminal de point de vente et de l'impossibilité de faire face à l'absorption de ces coûts de même qu'aux avancées technologiques. Les chauffeurs ne sont pas contre le progrès, mais demandent que soit trouvée une façon d'amortir les frais.

Afin de contrer les vols qualifiés, le fait d'exiger le paiement à l'avance ou le paiement partiel entre deux heures et cinq heures du matin pour toute course en provenance de secteurs ciblés par les autorités ainsi que pour toute demande de course hélée entre ces heures, est proposé par certains. Accepter davantage les coupons de taxis semble aussi une solution pragmatique.

4.1.5 La formation des chauffeurs de taxi et le développement d'une norme professionnelle

11 600 chauffeurs détiennent un permis de travail, renouvelable aux deux ans en vertu de la *Loi concernant les services de transport par taxi et le Règlement sur le transport par taxi* de la Ville de Montréal. Chaque chauffeur reçoit 150 heures de formation. Pour obtenir son permis de travail, la note minimale exigée à l'examen est de 75 %.

La formation des chauffeurs de taxi est un point prédominant à leur sécurité et à celle des usagers ainsi que pour faire face à la compétition vécue par l'industrie. Que ce soit la formation de base pour les nouveaux chauffeurs ou encore la formation sur mesure et continue, une mise à jour spécifique sur la sécurité est reconnue par plus de la moitié des intervenants dans le but d'aider le chauffeur à faire son travail de manière plus sécuritaire, à améliorer la qualité du service selon les besoins spécifiques des usagers et même, à travailler moins d'heures.

Certains organismes exhortent de prévoir des cours sur la courtoisie, la conduite préventive et sécuritaire, l'efficacité énergétique et les connaissances des langues française et anglaise.

Il est aussi suggéré :

- qu'une partie de cette formation soit disponible en ligne ;
- que les coûts d'examen soient tributaires du résultat obtenu et défrayés en partie par la Ville de Montréal.

Par ailleurs, certains chauffeurs ont invoqué ne pas pouvoir absorber davantage les frais relatifs à des cours supplémentaires.

Un organisme propose l'imposition d'un code d'éthique universel pour les chauffeurs de taxi avec obligation d'y adhérer ou encore l'établissement d'une norme professionnelle pour ceux-ci. Cette prescription rehausserait l'image de l'industrie et des chauffeurs auprès de la population et des usagers tout en reconnaissant ce mode de transport comme l'un des plus sécuritaires, selon cet organisme.

4.2 LA SÉCURITÉ DES USAGERS

4.2.1 La vérification des antécédents judiciaires et les sanctions

Les vérifications des antécédents judiciaires s'effectuent présentement de façon contractuelle via une entente tripartite : la Société de transport de Montréal (STM) le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Bureau de taxi de Montréal (BTM). L'entente

ne vise que les chauffeurs effectuant du transport adapté pour la STM. Il est proposé de rendre obligatoire cette vérification pour tous les chauffeurs de taxi. Pour ce faire, selon le SPVM, une entente plus globale doit être négociée et divers intervenants prient les parties d'arriver rapidement à une entente.

Le coût de la vérification de ces antécédents judiciaires est contesté par plusieurs chauffeurs ou par leurs représentants, s'élevant à 25 \$ en région et à 67 \$ à Montréal. Ils proposent que le certificat soit émis sans frais pour les chauffeurs, entièrement défrayé par la Ville, par exemple.

Un organisme propose de mettre en place un encadrement législatif pour que les vérifications soient opérées similairement à celles des employés de la Société de transport de Montréal, que le renouvellement soit effectué à une fréquence plus longue que la durée du permis et que les résultats demeurent strictement confidentiels.

De leur côté, deux organismes proposent que des pressions soient effectuées auprès du ministère de la Justice pour que des peines plus sévères s'appliquent aux gens qui agressent. On demande que le dépôt d'accusation de meurtre au premier degré soit automatique dans le cas d'un chauffeur en fonction.

4.2.2 Le transport illégal et la surcharge tarifaire

Afin de limiter et de contrer le transport illégal, une démarche concertée avec les services existants doit s'opérer. En appui aux propositions du BTM, les intervenants demandent une augmentation du nombre d'inspecteurs, le pouvoir de saisir des véhicules et l'imposition d'amendes plus lourdes aux transports illégaux. Il s'agit donc que le BTM poursuive les efforts entrepris. Il est aussi suggéré, pour combattre le transport illégal, d'accroître le transport collectif. De plus, les pratiques de surcharge tarifaire doivent être dénoncées.

4.2.3 Le nombre de taxis adaptés, leur disponibilité et leurs équipements

Les organismes représentant des citoyens handicapés et à limitations fonctionnelles se plaignent du peu de disponibilité de taxis universellement accessibles. De plus, ils réclament que les appels de service soient répondus en dedans de 30 à 45 minutes. À cette fin, ils requièrent d'augmenter leur nombre de 50 % sur 10 ans, d'offrir un service flexible et abordable aux aînés et à l'accompagnement-transport pour motif médical de même que de permettre la présence de véhicules taxis accessibles et adaptés aux postes d'attente.

Des modifications réglementaires sont nécessaires pour répondre à ces nouveaux défis et les organismes sollicitent le BTM, en collaboration avec les partenaires, de préciser les améliorations et les normes requises aux véhicules universellement accessibles, par exemple, une rallonge de ceinture de sécurité d'un minimum de 61 centimètres, le tout de manière cohérente et complémentaire avec les politiques et plans en vigueur.

4.3 LE RAYONNEMENT DE L'INDUSTRIE DU TAXI

4.3.1 Des campagnes de publicité et d'information

Poursuivre les efforts de communication et de sensibilisation dans le but de mieux informer la population, les propriétaires et chauffeurs sur les services offerts par l'industrie du taxi et sur les nouvelles mesures qui seront mises en place est indispensable, ont mentionné les organismes. Développer une campagne d'information plus spécifiquement sur les risques du transport illégal est évoqué de même qu'une utilisation accrue de médias substitués.

Un organisme conseille également de mesurer la satisfaction de la clientèle plus fréquemment.

D'autres avis ont été suggérés tels que : 1) uniformiser la flotte au moyen d'une image unique ; 2) intégrer davantage les nouvelles technologies dans les taxis et rendre ces derniers moins polluants ; 3) faire rayonner l'industrie par une réingénierie de son organisation; 4) trouver des solutions afin d'offrir des tarifs préférentiels aux aînés.

4.3.2 Les projets de transport

En matière de transport à Montréal, un regroupement suggère que le BTM fasse partie intégrante des projets et des lieux de débats. Également, une collaboration accrue du BTM est demandée avec les organismes qui représentent les chauffeurs de taxi.

4.3.3 L'électrification de la flotte de taxis et des limousines et les postes d'attente

Pour contribuer au rayonnement de l'industrie, il est proposé de soutenir les démarches d'électrification de la flotte de véhicules taxis et de limousines, notamment par la conclusion d'entente avec Hydro-Québec pour obtenir des tarifs d'électricité avantageux. En conséquence, la modernisation des postes d'attente qui intégrerait des bornes électriques est tacite. La possibilité d'ajouter de la publicité dans les postes d'attente est relevée. On souligne le besoin d'éviter la surcharge de publicité, de conserver une certaine discrétion et l'uniformité du design.

Par ailleurs, il arrive parfois que beaucoup de voitures de taxi soient stationnées aux postes d'attente ; à certains endroits, on relève que le nombre d'espaces est insuffisant actuellement, contraignant les policiers à intervenir auprès des chauffeurs fautifs en regard de la réglementation en vigueur.

En conclusion à cette thématique, certaines personnes ont soumis des idées plus globales, mais néanmoins intéressantes à débattre dans le futur :

- De poursuivre la discussion sur l'avenir de l'industrie du taxi dans un cadre à part ;
- De permettre aux clients d'évaluer le chauffeur et le véhicule ;
- De créer un comité technique composé du Bureau du Taxi et du SPVM visant à faire un inventaire exhaustif des diverses technologies existantes en matière de sécurité en Amérique du Nord et de transmettre le résultat des recherches aux représentants de l'industrie du taxi pour évaluer le choix et le coût d'une solution impliquant un échancier d'implantation.

4.4 LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT

4.4.1 Le module électronique de vente

Une majorité d'intervenants s'étant exprimés à ce propos se sont dits en accord avec le paiement électronique car cette nouvelle façon de faire augmenterait la sécurité des chauffeurs et des usagers en diminuant les risques de vols d'argent comptant dans les véhicules. Par ailleurs, ceux qui sont en désaccord, se plaignent des pertes de revenus reliés aux frais applicables à cette technologie. Tout comme pour les caméras, des achats groupés pour l'ensemble de l'industrie pourraient contribuer à réduire les coûts.

4.4.2 Les écrans interactifs et la publicité

Certains intervenants ont signalé leur d'accord pour permettre la publicité à l'intérieur des véhicules taxis à partir d'écrans interactifs pour en retirer des revenus. Pour la plupart d'entre eux, la condition première à cet acquiescement repose sur les retombées économiques qui doivent retourner aux artisans pour le remboursement de l'achat et de l'installation de cet équipement. Un encadrement de cette publicité à l'intérieur des véhicules fait partie des spécifications requises.

En revanche, pour une grande majorité de chauffeurs, le véhicule taxi est leur propriété privée. En conséquence, ceux-là se révèlent être complètement en désaccord avec l'obligation d'installer la publicité dans les véhicules. Aussi, le retour sur cette publicité semblant incertain, ni la Commission ni le BTM ne doivent prendre des décisions au nom des chauffeurs, disent-ils.

Compte tenu de l'opportunité de revenus pour l'industrie retirée grâce à la publicité, un organisme propose que le BTM gère ceux-ci. Un regroupement de chauffeurs, par contre, propose plutôt que :

- les revenus soient divisés entre le BTM, les propriétaires et les chauffeurs pour la première année en laissant le choix aux propriétaires d'installer ou non le séparateur ou la caméra pour la sécurité ;
- les retombées serviraient à mettre sur pied une centrale de répartition unique et gratuite pour tout Montréal ;
- les revenus aideraient à créer un fonds de développement par une contribution de 20 cents par appel effectué par le chauffeur ;
- à partir de la deuxième année, les retombées économiques de la publicité seraient divisées entre chauffeurs et propriétaires pour : avoir plus de voitures adaptées, pour transformer la flotte de taxis en voitures hybrides et électriques, pour payer la journée de formation continue, pour couvrir la perte de revenus de la journée et pour créer des avantages sociaux aux chauffeurs.

4.4.3 La gestion du fonds de développement

Plusieurs propositions ont été soumises concernant la gestion du fonds de développement dédié à la sécurité des chauffeurs de taxi et pour financer les mesures qui pourraient être retenues :

- Mettre en œuvre un fonds de développement géré par un conseil d'administration ou un gestionnaire indépendant au conseil d'administration du Bureau du taxi de Montréal pour assurer la transparence de celui-ci ;
- Mettre en place le fonds de développement pour créer des marges de manœuvre pour diminuer les coûts d'opération et développer l'industrie (postes d'attente, changement de véhicules : électrification et adapté, etc.) ;
- Financer l'installation de caméras et de dispositifs de paiement électronique dans les véhicules de taxis et de limousines, de systèmes de géolocalisation et de boutons d'alerte reliés à ces systèmes de géolocalisation ;
- Transférer une partie du coût des caméras à l'industrie privée ;
- Augmenter les tarifs comme moyen de financer le fonds de développement ;
- Octroyer un financement de démarrage à ce fonds de développement que ce soit par la Ville de Montréal ou par les deux autres paliers de gouvernement.

Lors de ses discussions, la Commission a tenu compte des préoccupations des intervenants concernant ces quatre aspects principaux soulevés pendant les séances publiques : la sécurité des chauffeurs de taxi, la sécurité des usagers, le rayonnement de l'industrie et le financement des mesures appropriées.

CONCLUSION

Selon les données disponibles et transmises devant la Commission, malgré le fait que des indicateurs démontrent que la criminalité sous toutes les formes s'est abaissée de 50 % depuis 1990, que le taux de victimisation (vols qualifiés et homicides) est deux fois et demie moins élevé depuis les 13 dernières années et que l'industrie du taxi se porte mieux depuis trois ans, l'insécurité chez les chauffeurs de taxi demeure élevée à Montréal.

De leur côté, les chauffeurs ont témoigné de leur faible revenu, s'élevant à moins que le salaire minimum compte tenu du nombre d'heures de travail en poste. Plusieurs seraient en situation financière difficile. Il ne faut pas omettre que 25 % d'entre eux sont des travailleurs indépendants.

Le respect de la clientèle par une prise en compte de l'ensemble des besoins des usagers, de personnes âgées et handicapées demeure une bonification à apporter dans l'offre de service de l'industrie du taxi et dans ses moyens de communication ainsi que dans la formation des chauffeurs.

Le rayonnement et le développement de l'industrie ne pourront s'accomplir sans le déploiement de nouvelles technologies et sans mise de fonds préalable.

Tout bien considéré, c'est grâce à un ensemble de mesures proposées et adoptées en amont par le Bureau du taxi de Montréal, en collaboration étroite avec l'industrie, que la confiance et la sécurité progresseront.

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

Au terme de ses travaux et après analyse des propositions et commentaires du public, la Commission sur le transport et les travaux publics a formulé les 17 recommandations qui suivent :

LA SÉCURITÉ DES CHAUFFEURS DE TAXI

Considérant que les caméras de surveillance sont des outils de prévention ou de répression des délits contre la personne ou la propriété ;

Considérant que les caméras de surveillance sécurisent les lieux et ont des effets dissuasifs sur le comportement des chauffeurs de taxi et des usagers, en particulier à la non-perpétuation d'actes impulsifs, violents ou criminels ;

R-1 Obliger, par voie réglementaire, l'installation de caméras de sécurité à bord des véhicules dont l'accès aux données devrait être protégé par une boîte noire ou toute autre technologie pertinente ;

R-2 Encadrer, par voie réglementaire, l'installation, l'utilisation et l'accès aux données des caméras afin de restreindre l'accès aux données aux seules fins d'enquête relevant exclusivement des forces policières ou des agents de la paix dûment mandatés ;

R-3 Rendre obligatoire la localisation électronique des courses via un système de géolocalisation en temps réel afin de connaître la localisation exacte du véhicule lorsqu'un chauffeur ou un passager est en danger et faire relier le bouton d'urgence 911, déjà obligatoire pour l'ensemble des taxis, à leur centrale d'appels ou à une entité à définir pour les chauffeurs indépendants ;

R-4 Inclure, dans la formation de base des nouveaux chauffeurs et dans la formation continue des détenteurs de permis, une formation spécifique en matière de sécurité ;

Considérant les avantages de diminuer l'argent comptant à bord des véhicules ;

R-5 Sensibiliser l'industrie à la mise en place d'un système de paiement électronique et négocier un tarif réduit pour les frais reliés à ce système de paiement, selon la technologie utilisée, dans les taxis de Montréal ;

LA SÉCURITÉ DES USAGERS

R-6 Accélérer les démarches afin qu'un protocole d'entente provincial soit conclu avec le ministère de la Sécurité publique du Québec, la Société d'assurance automobile du Québec, le ministère des Transports du Québec et le comité de filtrage provincial afin d'obtenir, dans le cadre de l'application de la *Loi concernant les services de transport par taxi* (RLRQ, chapitre S-6.01), un tarif et un délai raisonnables pour la vérification des antécédents judiciaires de tous les chauffeurs de taxi ;

R-7 Inclure dans les formations prévues à la recommandation R-4, des consignes spécifiques permettant l'amélioration de la sécurité des usagers en général ainsi que des personnes âgées et à mobilité réduite en particulier en sensibilisant les chauffeurs aux réalités que vivent ces personnes ;

R-8 Appliquer, bien en vue sur les véhicules, un message au sujet du danger posé par l'ouverture des portières automobiles (protection des cyclistes et autres usagers de la route) ;

Considérant l'importance de contrer les pratiques déloyales telles que la surcharge tarifaire et le transport illégal par taxi sur le territoire de l'île de Montréal :

R-9 Accentuer la lutte au transport illégal, en collaboration avec les représentants du ministère des Transports du Québec, et augmenter les ressources consacrées à cette fin ;

R-10 Effectuer les représentations nécessaires auprès du Gouvernement du Québec pour :

- augmenter le coût des amendes en matière de transport illégal ;
- obtenir des pouvoirs additionnels concernant la saisie des véhicules;

LE RAYONNEMENT DE L'INDUSTRIE

Considérant les attentes de plus en plus élevées des clients pour l'obtention d'un service rapide, efficace et respectueux;

Considérant l'importance d'augmenter l'offre de service en transport collectif ;

Considérant la nécessaire participation de la Ville à la réduction des gaz à effet de serre ;

Considérant que la flotte de véhicules est à renouveler périodiquement et s'appuyant sur les démarches gouvernementales en matière d'environnement et de développement durable relatives à l'analyse de l'offre de voitures écoénergétiques ou hybrides ;

R-11 Consulter le Bureau du taxi de Montréal, à titre de partenaire, dans les projets de transport de la Ville de Montréal, particulièrement en matière de transport collectif ;

R-12 Soutenir les démarches d'électrification d'une partie de la flotte de taxis et de limousines entreprises par l'industrie pour augmenter le nombre de véhicules à caractère écologique dans la flotte montréalaise d'ici 2020 et accélérer la mise en place de bornes électriques (projet conjoint du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi et de l'Association des limousines du Québec en lien avec la Politique de la mobilité durable du ministère des Transports du Québec), le tout permettant de rajeunir la flotte et d'améliorer l'image de marque de l'industrie ;

Considérant l'ouverture du marché que représente le transport adapté comme élément de développement de l'industrie ;

Considérant l'amélioration demandée à l'offre de service en transport adapté (application de la Politique d'accessibilité universelle adoptée au mois de juin 2011) et en accompagnement-transport pour motif médical par des intervenants ;

R-13 Mandater le Bureau du taxi de Montréal et le Service des infrastructures, voirie et transport pour établir une cible, d'ici la fin 2014, afin d'augmenter de manière significative le nombre de véhicules à caractère universel dans la flotte montréalaise pour répondre aux besoins grandissants des personnes âgées ou ayant des limitations physiques ;

LE FINANCEMENT DES MESURES PROPOSÉES

Considérant les impacts financiers que représente l'application de la plupart des mesures proposées par le Bureau du taxi de Montréal ;

Considérant que la Commission est très sensible au fait de trouver différentes solutions pour améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et des usagers ainsi que la situation financière des chauffeurs ;

Considérant que ni le Bureau du taxi de Montréal ni les organismes ou citoyens ayant soumis des mémoires ou fait des présentations orales devant la Commission n'ont présenté aucun chiffre, analyse ou étude permettant de conclure que la présence de publicité à l'intérieur des taxis permettrait de manière significative de réduire les coûts associés à l'installation ou à l'entretien des caméras de sécurité dans les taxis ;

Considérant, outre l'autorisation de la publicité et de la promotion culturelle et touristique, qu'aucune autre source alternative de financement de ces caméras n'a été proposée par le Bureau du taxi de Montréal ;

R-14 Analyser et documenter toutes sources potentielles de financement telles que, à titre d'exemple, la publicité, les effets d'une réduction possible des coûts d'assurances et les bénéfices relatifs à la réduction des vols, le tout afin de trouver les meilleures solutions pour l'industrie du taxi ;

R-15 Procéder à la mise en place de ces mesures, en partenariat avec l'industrie du taxi, dans le cas où les études effectuées sur les différentes sources de revenus seraient concluantes, tout en s'assurant que les revenus soient dédiés au fonds de développement ;

R-16 Bénéficier du pouvoir d'achat regroupé de l'industrie en procédant, par le biais d'appels d'offres, à l'achat, entre autres, des caméras de sécurité et des modules électroniques de paiement ;

R-17 Créer un fonds dédié au financement et au développement de l'industrie afin, notamment, de faciliter la réalisation des présentes recommandations.

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité des membres lors de l'assemblée publique du 21 mai 2014.

ANNEXE I

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES ET DES INTERVENANTS

Responsable politique :

M. Aref Salem, membre du comité exécutif, responsable du dossier du transport, conseiller de la Ville à l'arrondissement de Saint-Laurent

Liste des personnes ressources :

M. Benoît Jugand, directeur général, Bureau du taxi de Montréal (BTM)
M. Richard Boyer, contractuel, BTM
Mme Lucie Desjardins, directrice des affaires corporatives et juridiques, BTM
Mme Kim Thibault, conseillère en planification, BTM
Mme Stéphanie Espach, responsable du soutien aux élus, dossier du transport chez M. Aref Salem
M. Claude Bussièrès, assistant-directeur, Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
M. André Lapointe, agent de police, SPVM
Mme Nathalie Letendre, agent conseillère, SPVM
M. Maurizio D'Élia, conseiller en planification, SPVM
M. Christian Bisson, représentant du ministère des Transports du Québec
Mme Johanne Saint-Laurent, représentante de la Commission des transports du Québec
M. Claude Carette, directeur, Service des infrastructures, voirie et transport
M. Jean Bertrand, chef de division, Service des infrastructures, voirie et transport
Mme Isabelle Morin, chef d'équipe, Service des infrastructures, voirie et transport
M. Yvan Rheault, ingénieur, Service de l'environnement
M. Jean Lachapelle, conseiller en planification budgétaire, Service des finances

Liste des intervenants :

Séance publique – 15 avril 2014

1. M. Jacques-Claude Hermande
2. M. Max-Louis Rosalbert, président, Regroupement des propriétaires de taxis de Montréal (RPTM)
3. M. Vincent Dussault, citoyen
4. M. Dory Saliba, président de Taxi-Hochelaga Beaubien et du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi (CPDIT)
5. M. Hassan Kattoua, administrateur au Regroupement des propriétaires et chauffeurs de taxis de Montréal (RPTCM)
6. M. Danny Attalah

Liste des intervenants qui ont présenté leur mémoire :

Séance publique – 7 mai 2014

1. Mme Linda Gauthier, présidente, Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)
2. Mme Maëlle Plouganou, chargée de projet, Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
3. M. Jean-Nicolas Guillemette, directeur général, Uber Technologies
4. André H. Martel, directeur général, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi (CPDIT)
5. M. Hassan Kattoua, administrateur au Regroupement des propriétaires de taxis de Montréal (RPTM)
6. M. Rami Yahia, compagnie Québateur Inc.
7. Mme Andrée-Anne Perron, conseillère à l'intervention collective régionale, Office des personnes handicapées du Québec
8. M. Denis Bernier, directeur général, Caisse Desjardins, Cité du Nord de Montréal
9. M. Eric Brunelle, trésorier, Association des limousines du Québec

Séance publique – 12 mai 2014

10. M. Éric Gagnon, directeur de l'ingénierie, VerifEye Technologies
11. Mme Annie Hotta, directrice générale, Regroupement des Usagers du Transport Adapté et accessible de l'île de Montréal (RUTA)
12. M. Félix Mezei Guérin, étudiant
13. M. Pierre Grinon, Iloc Technologies
14. M. Mario Sabourin, directeur général, comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier au Québec (Camo-route)
15. M. Jean-Noël Wesner, président, Association haïtienne des travailleurs du taxi
16. M. Denis Laramée, directeur du développement, Mobile Knowledge
17. Mme Paule Marceau, directrice adjointe, Regroupement des travailleurs autonomes métallo (RTAM)
18. M. Max-Louis Rosalbert, président, Regroupement des propriétaires de taxis de Montréal (RPTM) et M. Edgar EL-KALAANI, trésorier, Regroupement des propriétaires et chauffeurs de taxi de Montréal (RPCTM)

Liste des intervenants qui se sont inscrits pour émettre des commentaires :

M. Gérard Pierre, candidat aspirant à l'investiture pour le Parti libéral du Canada

19. M. Laval Bilodeau, propriétaire d'un permis de taxi

Mémoires reçus sans présentation orale :

M. Jeff Desruisseaux, directeur général, HAILO Montréal

20. Mme Karine Veilleux, coordonnatrice, recherche et développement de produit, Tourisme Montréal

21. M. Samuel Forcier Poirier, étudiant

22. Mme Annie Gauthier, Centre de formation du transport routier de Saint-Jérôme

23. M. Patrick Foley, chargé de projet –Taxi Partage, Jour de la terre

24. M. Michel Hébert, CPA, CMA, MBA, Fin Taxi

25. M. Michel Hébert , CPA, CMA, MBA, École du taxi

26. M. Matthew W. Daus, International Association of Transportation Regulators (IATR)

27. Regroupement des intermédiaires de taxis de Montréal (RITM)

28. Serrurier A. Brisson inc.

ANNEXE II

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL (CM14 0029) ET DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION (CG14 0028)



Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 27 janvier 2014
Séance tenue le 27 janvier 2014

Résolution: CM14 0029

Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics pour tenir une consultation sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et, de façon plus générale, le service de transport par taxi dans l'agglomération de Montréal, et ce, en concertation avec le Bureau du taxi de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 30 janvier 2014 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de mandater la Commission sur les transports et les travaux publics pour tenir une consultation sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et, de façon plus générale, le service de transport par taxi dans l'agglomération de Montréal, et ce, en concertation avec le Bureau du taxi de Montréal et de prévoir le dépôt du rapport de consultation au conseil d'agglomération au plus tard le 19 juin 2014.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : M. Alex Norris

80.01 1143570001 (30.01)

/lc

Denis CODERRE

Colette FRASER

Maire

Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER

Greffière adjointe

Signée électroniquement le 3 février 2014

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 30 janvier 2014
Séance tenue le 30 janvier 2014

Résolution: CG14 0028

Mandater la Commission sur les transports et les travaux publics pour tenir une consultation sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et, de façon plus générale, le service de transport par taxi dans l'agglomération de Montréal, et ce en concertation avec le Bureau du taxi de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 janvier 2014 par sa résolution CE14 0040;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Aref Salem

Et résolu :

de mandater la Commission sur les transports et les travaux publics pour tenir une consultation sur les moyens d'améliorer la sécurité des chauffeurs de taxi et, de façon plus générale, le service de transport par taxi dans l'agglomération de Montréal, et ce en concertation avec le Bureau du taxi de Montréal et de prévoir le dépôt du rapport de consultation au conseil d'agglomération au plus tard le 19 juin 2014.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1143570001
/lc

Denis CODERRE

Maire

Colette FRASER

Greffière adjointe

(certifié conforme)

Colette FRASER
Greffière adjointe

Signée électroniquement le 3 février 2014



Dossier # : 1144390002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA).

Il est recommandé de déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA).

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-14 08:08

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1144390002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA).

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) publie un rapport dressant le bilan des activités réalisées dans son domaine. Cette tâche s'inscrit dans le mandat de surveillance environnementale du réseau et la publication vise à informer la population sur l'état de la qualité de l'air dans l'agglomération montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0202 - 20 juin 2013 - Dépôt du bilan annuel 2012 du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA)

DESCRIPTION

Ce rapport est produit annuellement par le Service de l'environnement et sert à faire connaître le travail effectué dans le cadre du programme de surveillance de la qualité de l'air. Nous réalisons la caractérisation du milieu, identifions les problématiques et corrigeons à la source ce qui peut l'être dans le but d'améliorer la qualité de l'air.

JUSTIFICATION

Les objectifs visés par la publication de ce rapport est de rendre public l'état de la qualité de l'air dans l'agglomération montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités du réseau, RSQA , s'inscrivent dans les principes de développement durable favorisant une protection accrue de l'environnement et plus particulièrement en permettant la réalisation des objectifs suivants:

- Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera présenté lors d'une séance de travail de la commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane BOULET
Chimiste

Tél : 514 280-4365
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR

Annick LE FLOCH
Chef de division

Tél : 514 280-4368
Télécop. : 514 280-6667

Le : 2014-05-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514-872-7540
Approuvé le : 2014-05-13

Bilan environnemental 2013

QUALITÉ DE L'AIR À MONTRÉAL

Service de l'environnement

Faits saillants

- 53 jours de mauvaise qualité de l'air, dont 15 jours de smog.
- Les particules fines responsables de la totalité de ces jours de mauvaise qualité de l'air.
- Feux de forêt au Labrador : Montréal sous le smog du 1^{er} au 3 juillet.
- La majorité des jours de smog enregistrée en hiver depuis 2008.
- Les concentrations de particules fines se maintiennent sous le critère des standards pancanadiens.
- Amélioration du réseau avec deux stations d'échantillonnage complètement reconstruites.
- Le système d'acquisition de données *Envista Air Resources Manager* de la compagnie DR DAS s'est avéré un outil des plus efficaces.
- La pollution de l'air extérieur déclarée cancérigène par l'Organisation mondiale de la Santé.



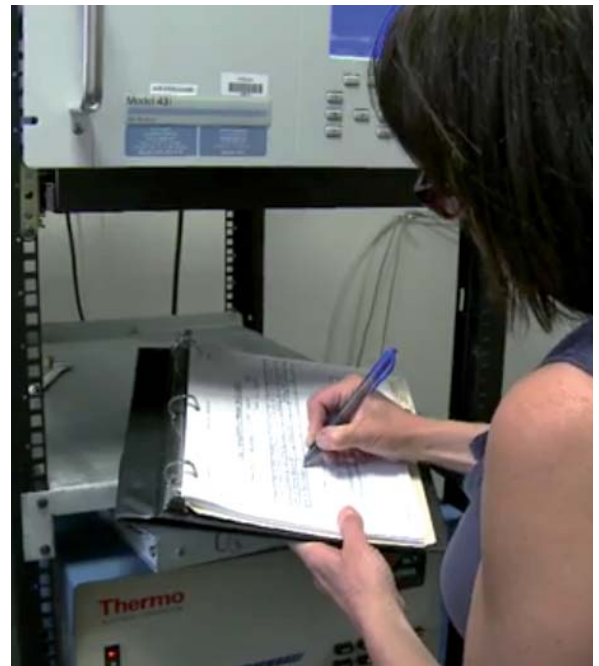
En bref

Fidèle à son mandat, le Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) a mesuré les concentrations de polluants dans l'air ambiant afin de dresser un état de la situation sur le territoire de l'agglomération montréalaise en 2013. Au total, 53 jours de mauvaise qualité ont été enregistrés parmi lesquels 15 jours de smog ont été identifiés. Tout comme l'année précédente, ce sont les particules fines qui sont responsables de la totalité de ces jours de mauvaise qualité de l'air.

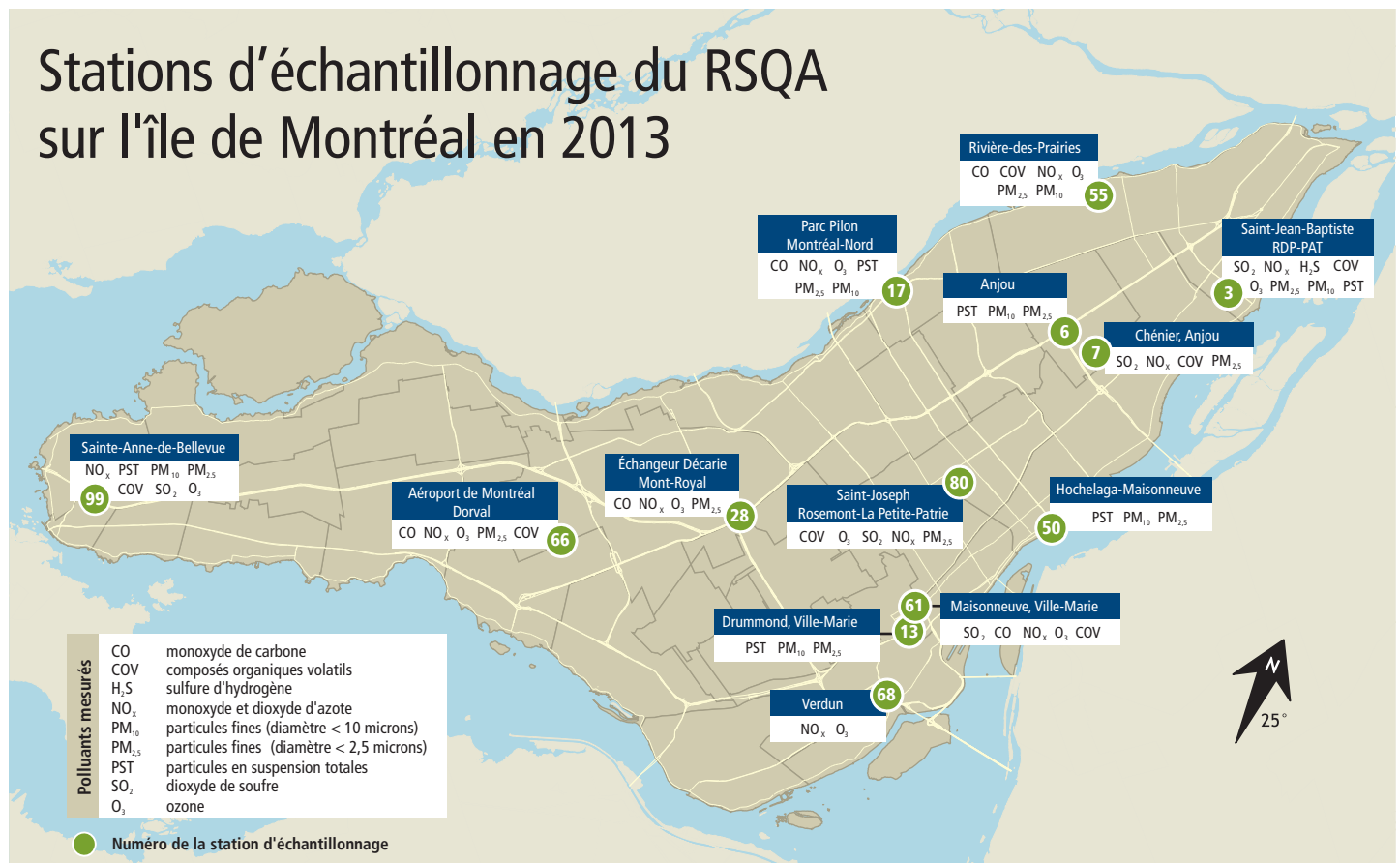
Encore cette année, certains analyseurs, arrivés au terme de leur vie utile, ont été remplacés. De plus, deux stations d'échantillonnage ont été complètement reconstruites assurant ainsi la pérennité des données accumulées aux fins de statistiques. Une équipe technique constituée de sept personnes s'assure de la justesse des mesures prises par les appareils ainsi que de la validation des nombreux résultats recueillis.

Implanté en décembre 2012, le système d'acquisition de données *Envista Air Resources Manager* de la compagnie DR DAS s'est avéré être un outil des plus efficaces. Ce dernier a permis d'optimiser les interventions dans les stations ainsi que de faciliter les opérations de validation des données.

Il est possible de consulter l'état de la qualité de l'air sur le territoire montréalais, en consultant le site rsqa.qc.ca qui diffuse les résultats d'heure en heure.



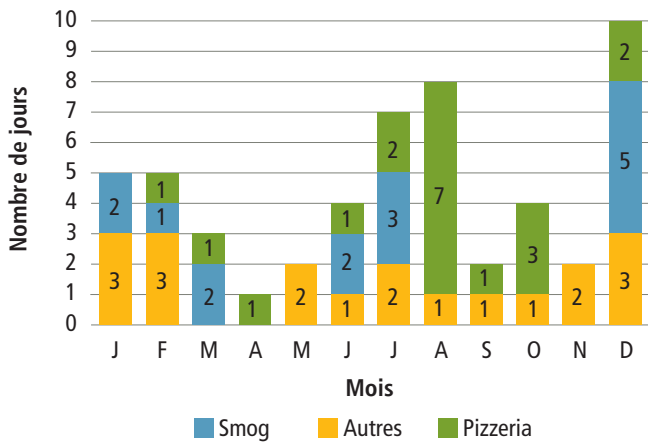
Entretien et suivi des équipements effectués en station



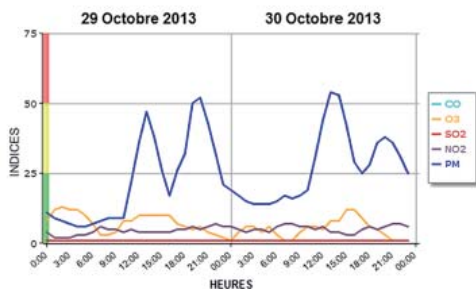
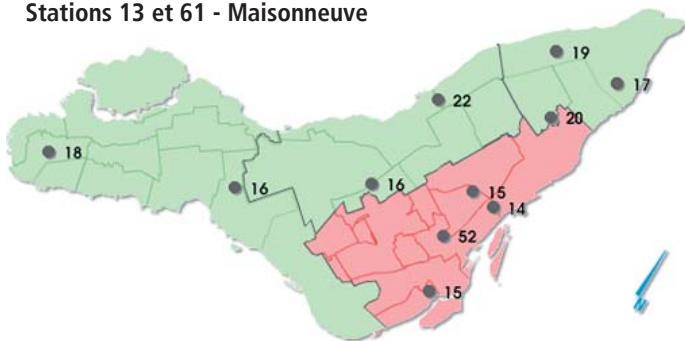
Portrait de la qualité de l'air

En 2013, 53 jours de mauvaise qualité de l'air ont été enregistrés. La distribution du nombre de ces jours est illustrée dans le graphique ci-dessous. Mis à part deux jours de smog dus à la canicule (23 et 24 juin) et trois jours de smog dus au panache des feux de forêt au Labrador (1^{er} au 3 juillet), les résultats démontrent que 10 jours de smog ont eu lieu en hiver, soit dans les mois de janvier, de février, de mars et de décembre. Une journée de smog est caractérisée par des concentrations de particules fines supérieures à 35 µg/m³ durant plus de trois heures sur plus de 75 % du territoire de l'agglomération montréalaise.

Jours de mauvaise qualité de l'air à Montréal en 2013 dus aux particules fines (PM_{2,5})



Journées de mauvaise qualité de l'air Stations 13 et 61 - Maisonneuve



Cause
Présence d'un panache de fumée d'un four à bois cuisant de la pizza



Le 17 octobre 2013, la pollution de l'air extérieur a été déclarée cancérigène par l'Organisation mondiale de la Santé. Ceci constitue pour l'administration municipale une motivation supplémentaire à continuer à mettre en place des moyens de contrôler les sources d'émissions de polluants.

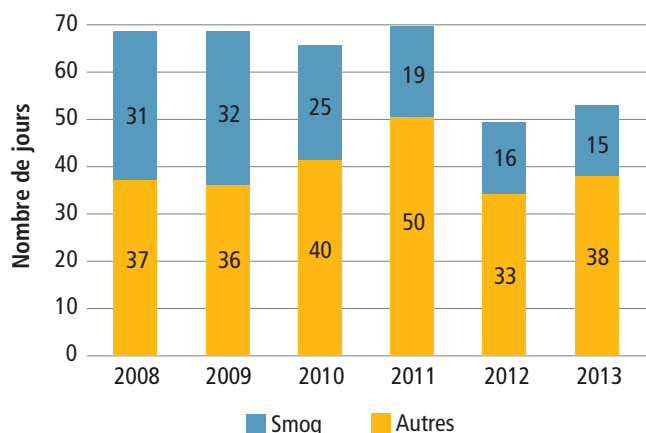
Les autres événements responsables des jours de mauvaise qualité de l'air sont :

- la présence d'un four à bois cuisant de la pizza (19 jours, station 13);
- les feux d'artifice Loto-Québec, 31 juillet et 1^{er} août (2 jours, station 50);
- un feu de forêt à L'Assomption, 5 mai (1 jour, station 55);
- un bâtiment en feu dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, 1^{er} septembre (1 jour, station 50);
- d'autres activités humaines ayant une portée locale (15 jours, toutes les stations).

Dans le palmarès des résultats enregistrés en 2013, la station 13 est celle qui se démarque avec le plus grand nombre de jours où la qualité de l'air est mauvaise. Ceci est principalement dû à la présence d'un panache de fumée provenant du four à bois de la pizzeria voisine aux heures des repas. En dehors de ces périodes de pointe, la qualité de l'air est très similaire à celle qui est mesurée aux autres stations.

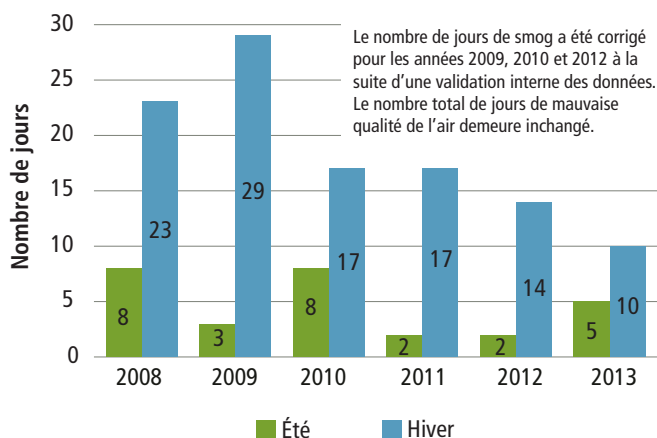
L'analyse des résultats obtenus depuis 2008 démontre que le nombre de jours de mauvaise qualité de l'air est à la baisse. Il faut toutefois être prudent, car ces résultats sont influencés par la météorologie. En effet, les vents et les précipitations favorisent la dispersion des polluants et contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air.

Jours de mauvaise qualité de l'air depuis 2008



Pour ce qui est du nombre de jours de smog selon les saisons, ceux-ci sont plus fréquents en hiver qu'en été. De plus, un été sans canicule sera susceptible de compter moins d'épisodes de smog qu'un été chaud et humide, puisque l'ozone et les particules fines, responsables du smog estival, sont causés par l'action des rayons solaires sur les composés organiques volatils et les oxydes d'azote.

Nombre de jours de smog depuis 2008 selon les saisons



Chauffage résidentiel au bois et combustibles solides

En août 2013, le conseil municipal s'est dit favorable à l'adoption d'une modification de l'article 12 du Règlement 11-018 sur la construction et la transformation de bâtiments afin de rendre inopérant, par un dispositif permanent, tout appareil ou foyer permettant l'utilisation d'un combustible solide. Malgré cette interdiction, seuls les appareils à granules certifiés EPA ou CAN/CSA-B415.1 seraient autorisés. Cet article prendrait effet le 31 décembre 2020 et ne serait en vigueur que pour la Ville de Montréal. Les autres villes de l'agglomération pourraient, si elles le désiraient, adopter le même règlement ou un règlement différent.

Cette décision fut la suite logique des commentaires exprimés par une majorité de citoyens, lors de la consultation publique tenue en mars 2009, selon laquelle l'administration montréalaise n'allait pas assez loin en ne légiférant pas sur les appareils (poêles et foyers) déjà installés. Cependant, malgré l'adoption de la motion du mois d'août 2013 en faveur de cette modification, le règlement n'a pas encore été adopté puisqu'il doit faire l'objet d'une consultation publique. L'objectif de la consultation est, bien entendu, d'entendre les citoyens afin de clarifier les enjeux et, s'il y a lieu, de bonifier le projet de règlement.

L'assemblée de consultation publique concernant ce règlement se tiendra à l'automne 2014, mais aucune date n'a encore été déterminée. Tous les citoyens sont invités à y assister afin d'exprimer leurs préoccupations et d'y déposer un mémoire. Pour en savoir plus, veuillez visiter la section Transport et environnement du site des Commissions permanentes à ville.montreal.qc.ca/commissions.

Programme Feu Vert

Le programme de remplacement Feu Vert, mis sur pied dans la foulée de l'adoption par la Ville de Montréal de son premier règlement en 2009, a offert un incitatif financier intéressant pour les citoyens qui désiraient enlever ou remplacer leur appareil à combustible solide par un appareil moins polluant. Le programme s'est terminé en décembre 2013. Des démarches ont été entamées auprès du gouvernement du Québec afin de reconduire le programme sur une période qui serait adaptée au futur règlement.

Amélioration du réseau

Fermeture et délocalisation de la station 29 à Montréal-Nord

La station 29, localisée dans le parc Pilon de l'arrondissement de Montréal-Nord depuis 1975, nécessitait de considérables travaux de mise à niveau. De plus, le réaménagement du carrefour formé par les boulevards Henri-Bourassa et Pie IX ne permettait pas le déplacement de la station à l'intérieur du parc. Vu qu'il était primordial de continuer de mesurer la qualité de l'air dans ce secteur de la ville, la nouvelle station a été aménagée à la caserne de pompiers, située au 4240 de la rue Charlevoix. La station occupe un espace de 16 mètres carrés sur la mezzanine du garage et possède un accès direct au toit. La station du parc Pilon a cessé définitivement ses opérations le 9 avril tandis que la station de la caserne 17 a commencé les siennes le 14 avril. Les données mesurées à cette station sont fournies au ministère des Transports du Québec (MTQ) dans le cadre du projet de prolongement de l'autoroute 25, comme convenu entre la Ville de Montréal et le MTQ en 2010.



La station du parc Pilon a fermé le 9 avril. Délocalisée à la caserne 17, la nouvelle station est entrée en opération le 14 avril.

Nouvelle structure pour la station 66 de l'aéroport

Située à l'aéroport Montréal-Trudeau, la station 66 avait besoin d'une cure de rajeunissement. Après avoir obtenu les autorisations requises, un nouveau bâtiment a été érigé sur le même site. Cette nouvelle construction satisfait tous les critères requis dans le domaine et facilite grandement le travail du personnel technique qui doit monter sur le toit de la station lors des périodes d'entretien. L'aménagement intérieur de la station,

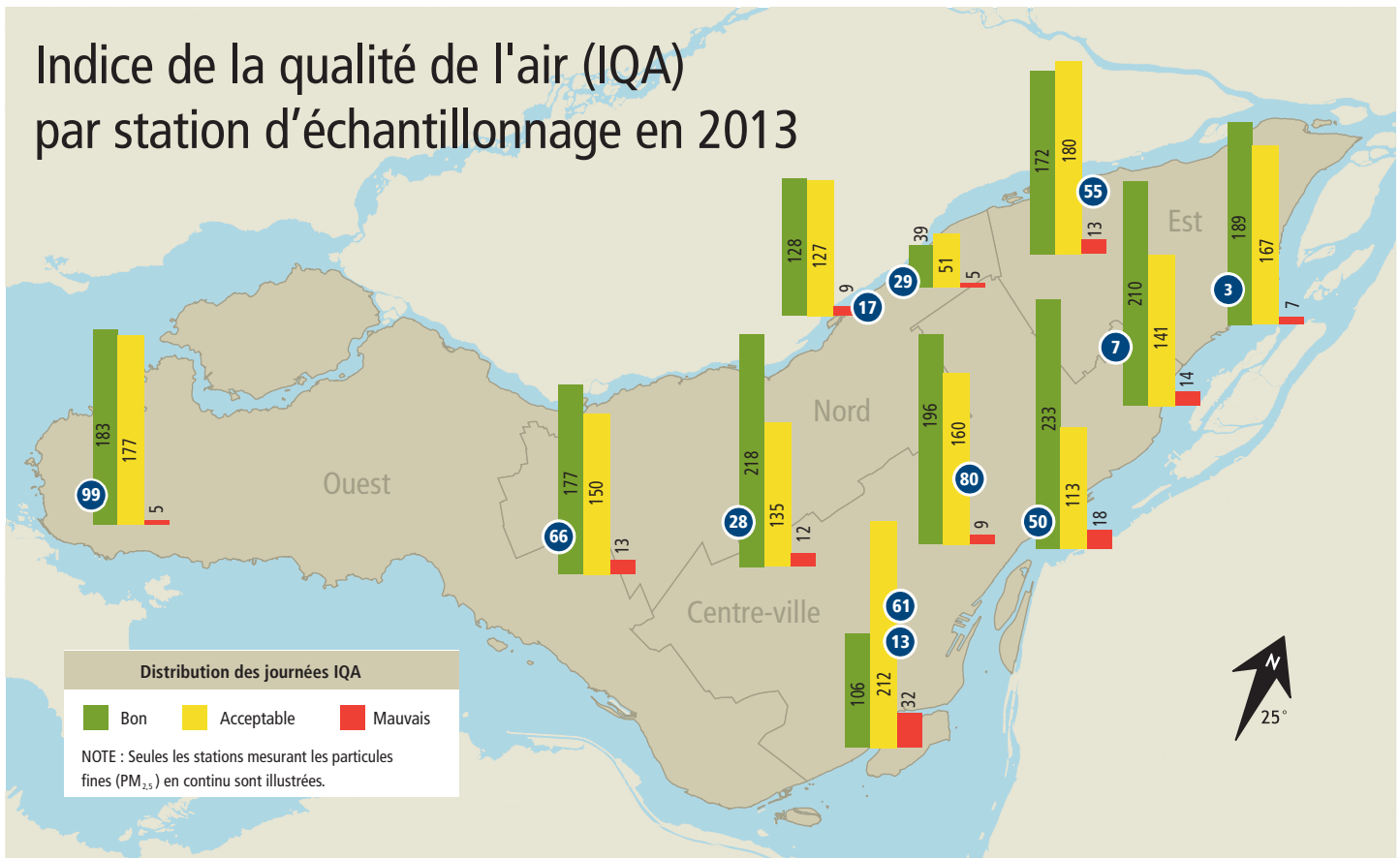
plus spacieuse, a permis l'installation d'un nouvel appareil afin de réaliser une étude comparant deux méthodes de mesure des particules fines ($PM_{2,5}$) dans le but d'établir la corrélation existant entre elles.



Vues de l'extérieur et de l'intérieur de la station 66, localisée sur les terrains de l'aéroport Montréal-Trudeau.

Sommaire annuel de la qualité de l'air

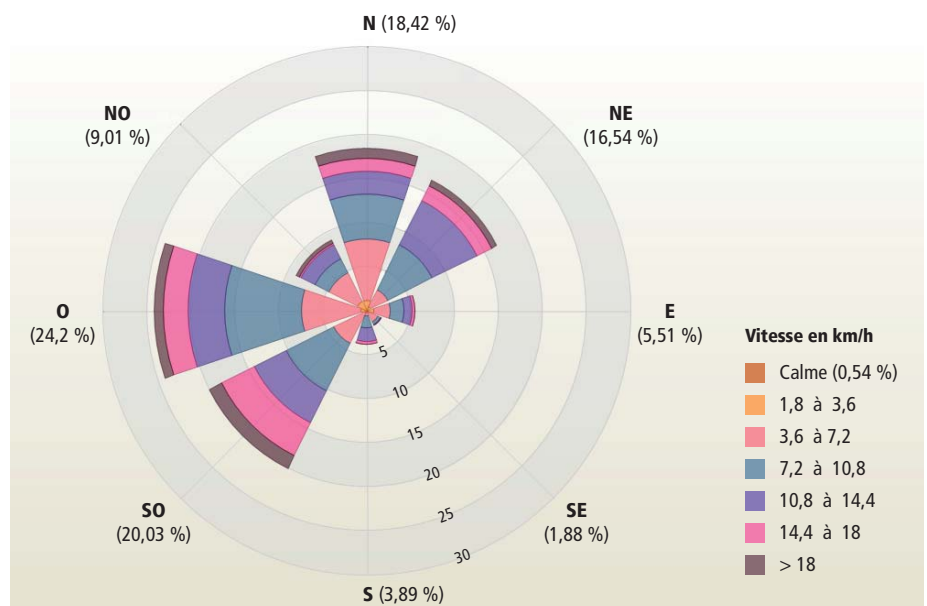
Indice de la qualité de l'air (IQA) par station d'échantillonnage en 2013



Ajout d'une sonde météorologique

Les données météorologiques, telles que la direction et la vitesse des vents, sont essentielles à la validation et à l'interprétation des données de qualité de l'air. Actuellement, les données utilisées par le RSQA sont mesurées à l'aéroport Montréal-Trudeau par Environnement Canada. Afin d'effectuer certaines comparaisons ou d'évaluer certaines situations plus locales, une sonde météo a été installée à la station 7, située près de l'aréna Chénier dans l'arrondissement d'Anjou. Voici un exemple des données qui peuvent être obtenues directement à partir des nouvelles installations. Ces informations seront très utiles aux futurs bilans de la qualité de l'air pour ce secteur de l'île de Montréal.

Sommaire des vents du 1^{er} au 31 décembre 2013 en pourcentage





Standards pancanadiens

Préoccupé par les concentrations élevées de particules fines (PM_{2,5}) et d'ozone dans l'air ambiant ainsi que leurs effets négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement, le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) a adopté des standards pancanadiens en juin 2000.

Les tableaux ci-contre comparent les résultats obtenus aux différentes stations d'échantillonnage par rapport aux critères des standards pancanadiens. La comparaison est effectuée sans suivre la totalité des directives du guide d'application fédéral, puisqu'elles requièrent un exercice plus complexe qui dépasse le cadre de ce rapport.

L'analyse des résultats des trois dernières années selon la méthode de calcul des standards pancanadiens démontre une diminution de la concentration des PM_{2,5} sur tout le territoire montréalais et aucun dépassement n'a été observé en ce qui concerne les concentrations d'ozone.

Particules fines (PM_{2,5}), critère : 30 µg/m³

Station	Variation annuelle / 98 ^e percentile			Moyenne triennale
	2011	2012	2013	
3	27	24	24	25
7	25	25	27	26
13	29	31	28	29
28	26	28	24	26
29	25	29	Fermée	27
50	23	30	27	27
55	26	28	24	26
66	26	29	26	27
80	26	27	26	26
99	21	22	22	22
Moyenne annuelle	25	27	25	26

Ozone (O₃), critère : 127 µg/m³

Station	4 ^e maximum quotidien / 8 h mobiles			Moyenne triennale
	2011	2012	2013	
03	118	116	110	115
28	92	104	95	97
29	110	126	Fermée	118
55	112	123	112	116
61	94	112	97	101
66	113	125	109	115
68	99	118	113	110
80	108	120	108	112
99	106	127	110	114
Moyenne annuelle	106	119	107	111

VILLE DE MONTRÉAL

PRODUCTION

Service de l'environnement
Division de la planification et
du suivi environnemental
Réseau de surveillance
de la qualité de l'air (RSQA)

RENSEIGNEMENTS

Diane Boulet, chimiste
dianeboulet@ville.montreal.qc.ca

PHOTOGRAPHIE

Ville de Montréal

MONTAGE GRAPHIQUE

Rachel Mallet

2^e trimestre 2014

ISSN 1925-6558 (imprimé)

ISSN 1925-6566 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et
Archives nationales du Québec, 2014

Dépôt légal – Bibliothèque et
Archives Canada, 2014





Ce document vous sera livré
ultérieurement



Dossier # : 1145359001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Division du développement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015

Dépôt du Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-04-28 14:59

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice principale
Qualité de vie , Direction

IDENTIFICATION **Dossier # :1145359001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Division du développement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (Plan) a été adopté le 25 novembre 2010. Il comprend 37 actions que la Ville de Montréal et une série de partenaires entendent mener, pour assurer le développement durable de la métropole. Les actions relèvent des cinq orientations prioritaires suivantes :

- Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Assurer la qualité de vie des milieux de vie résidentielle.
- Pratiquer une gestion responsable des ressources.
- Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans les entreprises, les institutions et les commerces.
- Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0413 - 25 novembre 2010 - Adopter le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 -2015 et le Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010 - 2015.

CG12 0176 - 21 juin 2012 - Dépôt du Bilan 2010-2011 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

DESCRIPTION

La particularité du Plan repose sur la capacité de se mobiliser collectivement dans la mise en oeuvre d'actions communes visant à assurer le développement durable à Montréal. Le Plan s'appuie sur les services corporatifs concernés de la Ville de Montréal, les administrations locales, ainsi que sur des partenaires engagés à réaliser certaines des actions du Plan. À la fin de 2013, on comptait 215 organismes partenaires, issus de tous les secteurs d'activités, formellement engagés à mettre en oeuvre des actions du Plan. Le Bilan 2012-2013 présente le suivi des 9 objectifs et des 37 actions du Plan, ainsi que l'avancement du Plan corporatif de Montréal en développement durable. Il porte aussi sur les plans locaux de développement durable des arrondissements et des villes liées.

Le contenu du bilan s'appuie sur les réponses à un questionnaire envoyé aux services corporatifs municipaux à la fin de 2013, ainsi que sur celles à un second questionnaire envoyé à l'ensemble des partenaires du Plan au début de 2014. Au total, 124 organismes partenaires ont répondu à ce questionnaire. Les services corporatifs de la Ville de Montréal ont pour leur part tous rendu compte des engagements relatifs aux actions du Plan qui les concernaient.

En plus du Bilan 2012-2013 dans sa version intégrale, un document sommaire qui en résume les informations en six pages a été produit.

Voici les principaux éléments à retenir :

Suivi des objectifs

1. Réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990

· Entre 1990 et 2009, les émissions totales de GES de la collectivité montréalaise ont diminué de 6 %.

2. Atteindre le standard pancanadien en matière de concentration de particules fines dans l'air ambiant (30 µg/m³) d'ici 2020

· Les moyennes annuelles de concentration de particules fines pour les années 2011 et 2012 sont en dessous du standard pancanadien de 30 µg/m.

3. Réduire de 25 % le solde migratoire entre Montréal et la banlieue d'ici 2012, en s'adressant principalement aux montréalais de 25 à 44 ans qui quittent la ville chaque année

· Les derniers résultats de cet objectif, arrivé à échéance, indiquent que le solde migratoire vers la banlieue a diminué de 15 % en passant de -24 188 habitants (2006-2007) à -20 675 habitants (2010-2011).

4. Réduire de 15 % la production d'eau potable d'ici 2015 par rapport à l'an 2000

· Entre 2000 et 2012, la production d'eau potable pour l'agglomération de Montréal a diminué de 10 %.

5. Améliorer la qualité des eaux de ruissellement qui se déversent dans les cours d'eau

· Objectif non chiffré.

6. Récupérer 80 % des matières recyclables et organiques, des RDD, des résidus de CRD et des encombrants d'ici 2019, comme le stipule le plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

· En 2012, le taux de récupération global pour l'agglomération de Montréal est de 40 %.

7. Faire de Montréal un leader nord-américain de l'industrie de l'environnement et des technologies propres d'ici 2020

· Objectif non chiffré.

8. Augmenter de 30 % le nombre de certifications environnementales ou d'adhésions à des programmes environnementaux volontaires à Montréal d'ici 2020 par rapport à 2010

· Les certifications « témoins » identifiées dans le Plan 2010-2015 ont connu une hausse globale de 48 %. La plus forte augmentation, soit 100 %, est attribuable au secteur des bâtiments (certifications LEED et BOMA BEST).

9. Améliorer les infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 par rapport à 2007

· L'indice de canopée de 20,3 % a été calculé selon des photographies aériennes prises en 2007. Cette donnée sera de nouveau mesurée en 2017.

Les informations relatives aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 sont détaillées dans le Rapport de développement durable de Montréal (dossier #1145174001).

Suivi des actions en regard des engagements municipaux :

Orientation 1 : Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre

11 actions comprenant 31 engagements - État d'avancement : 59 %

Orientation 2 : Assurer la qualité des milieux de vie résidentiels

5 actions comprenant 26 engagements - État d'avancement : 85 %

Orientation 3 : Pratiquer une gestion responsable des ressources

8 actions comprenant 30 engagements - État d'avancement : 56 %

Orientation 4 : Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans les industries, commerces et institutions

6 actions comprenant 12 engagements - État d'avancement : 34 %

Orientation 5 : Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts

4 actions comprenant 9 engagements - État d'avancement : 69 %

Volet social

3 actions comprenant 9 engagements - État d'avancement : 97 %

Suivi des plans locaux en développement durable

- Sur les 19 arrondissements de la Ville de Montréal, 17 ont adopté un plan local de développement durable et 2 termineront sous peu les démarches en ce sens.

- Sur les 14 villes liées de l'agglomération de Montréal, 8 ont adopté un plan local de développement durable et une a entamé des démarches en ce sens. En 2013, 5 villes liées n'ont pas fourni d'information sur l'avancement de leurs démarches de préparation d'un plan local de développement durable.

JUSTIFICATION

Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 prévoit que la division du développement durable rapporte, aux deux ans, la progression vers l'atteinte des objectifs du Plan et l'avancement des actions qui y sont prévues. Le bilan 2012-2013 fait donc état des résultats des troisième et quatrième années de mise en oeuvre du Plan.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget d'un peu plus de 1 million \$ est prévu annuellement afin de soutenir les activités du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015. Ce budget comprend les sommes nécessaires à la coordination de la mise en oeuvre du Plan, ainsi que pour le fonctionnement du programme *Quartiers 21*.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'objet de la décision est en lien direct avec le Plan corporatif de Montréal en développement durable et le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, ainsi que les objectifs et actions contenues dans ces Plans. En effet, le Bilan 2012-2013 fait état des progrès de la mise en oeuvre de ces deux plans.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Bilan 2012-2013 rend compte des réalisations de la Ville et de ses partenaires et permet d'assurer le suivi requis afin que les actions soient réalisées dans les délais prévus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt pour information au Conseil municipal et au Conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yann VERGRIETE
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514-868-4296
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Danielle LUSSIER
Chef de division - Équipe de coordination -
Développement durable

Tél : 514 872-4526
Télécop. : 514 872-8146

Dossier # : 1145359001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Division du développement durable
Objet :	Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015

- Sommaire du Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (6 pages)



[DD bilan sommaire 12 13 16mai.pdf](#)

- Bilan 2012-2013 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (version intégrale)



[DD BilanCompl p1-92 final.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yann VERGRIETE
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514-868-4296

Télécop. :

économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société



SOMMAIRE

Bilan 2012 | 2013

Le plan de
développement
durable de la
collectivité
montréalaise
2010 | 2015

ENSEMBLE POUR UNE MÉTROPOLE DURABLE





SUIVI DE LA RÉALISATION DES ENGAGEMENTS MUNICIPAUX

La Ville de Montréal s'est engagée à mettre en œuvre 117 engagements répartis entre les 37 actions du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* (le Plan). Pour chaque orientation du Plan, les progrès accomplis se présentent comme suit : les barres de progression illustrent le degré d'avancement moyen des engagements municipaux les graphiques permettent de juger d'un seul coup d'œil du statut de ces engagements.

ORIENTATION 1

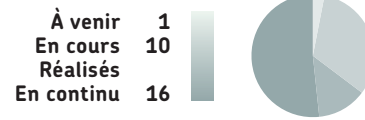
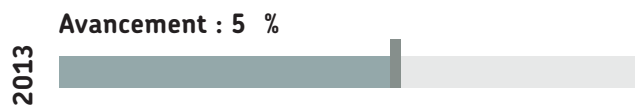
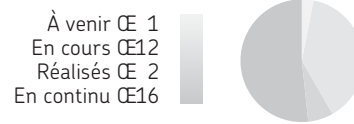
AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

ACTIONS

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1 Laborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2 Réduire la dépendance à l'automobile 3 Réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et des nouveaux bâtiments 4 Augmenter la performance environnementale du parc de véhicules conventionnels 5 Encourager l'électrification des transports 6 Participer à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques | <ol style="list-style-type: none"> 7 Réduire l'utilisation du chauffage au bois en milieu urbain 8 Expérimenter des solutions de remplacement aux abrasifs minéraux 9 Affiner les connaissances sur les sources de particules fines et les quantités émises pour chacune 10 Invoquer les orientations du comité du Conseil canadien des ministres de l'environnement relativement à la qualité de l'air 11 Réduire l'utilisation du mazout dans le chauffage des bâtiments |
|---|---|

11 actions comprenant 31 engagements

Statut des engagements municipaux



ORIENTATION 2

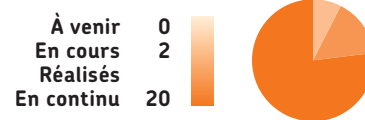
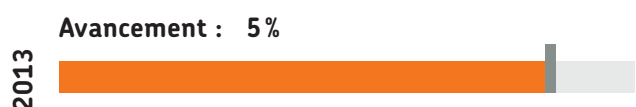
ASSURER LA QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE RÉSIDENTIELS

ACTIONS

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 12 Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique 13 Aménager des quartiers durables 14 Apaiser la circulation | <ol style="list-style-type: none"> 15 Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur 16 Valoriser Montréal comme milieu de vie familial |
|--|--|

5 actions comprenant 26 engagements

Statut des engagements municipaux





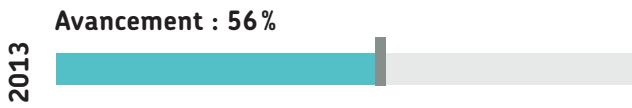
ORIENTATION 3

PRATIQUER UNE GESTION RESPONSABLE DES RESSOURCES

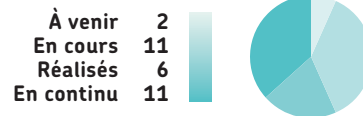
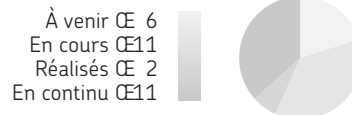
ACTIONS

- 17 Réduire les fuites d'eau et les usages illicites
- 18 Répertoire la consommation d'eau par secteur d'activité
- 19 Améliorer l'efficacité d'usage de l'eau potable
- 20 Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie à la source
- 21 Prévenir et corriger les raccordements inversés contaminant le réseau d'égout pluvial
- 22 Implanter des mesures de réduction à la source
- 23 Implanter des mesures de récupération et de valorisation
- 24 Organiser des événements écoresponsables

actions comprenant 30 engagements



Statut des engagements municipaux



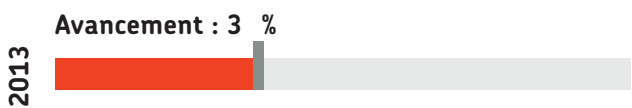
ORIENTATION

ADOPTER DE BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES INDUSTRIES, LES COMMERCE ET LES INSTITUTIONS

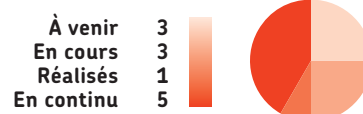
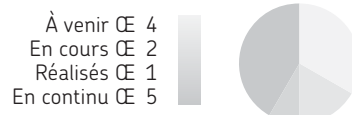
ACTIONS

- 25 Appuyer le développement du secteur des technologies propres
- 26 Stimuler la demande de technologies, de produits et de services verts
- 27 Aider les entreprises montréalaises à adopter de meilleures pratiques de développement durable
- 28 Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permette d'obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable
- 29 Réviser les programmes municipaux de soutien de manière à stimuler la certification
- 30 Participer à des activités de formation sur la certification et les programmes environnementaux

6 actions comprenant 12 engagements



Statut des engagements municipaux





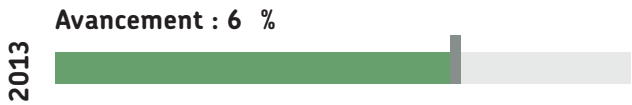
ORIENTATION 5

AMÉLIORER LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ, DES MILIEUX NATURELS ET DES ESPACES VERTS

ACTIONS

- 31 tablir un cadre de collaboration pour protéger et mettre en valeur des territoires riches en biodiversité
- 32 œurer profit des infrastructures vertes et de leurs services écologiques en milieu urbain
- 33 Diffuser l'information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et de l'inciter à agir pour sa préservation
- 34 Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais

actions comprenant engagements



Statut des engagements municipaux

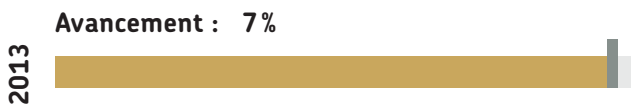


VOLET SOCIAL

ACTIONS

- 35 tre solidaire
- 36 tre équitable
- 37 Assurer la relève

3 actions comprenant engagements



Statut des engagements municipaux





SUIVI DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

- 1 RÉDUIRE DE 30 % LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE -GES DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE D'ICI 2020 PAR RAPPORT À 1990**
Entre 1990 et 2009, les émissions totales de GES de la collectivité montréalaise ont diminué de 6 %.
- 2 ATTEINDRE LE STANDARD PANCANADIEN EN MATIÈRE DE CONCENTRATION DE PARTICULES FINES DANS L'AIR AMBIANT -30 µg/m³ D'ICI 2020**
Les moyennes annuelles de concentration de particules fines pour les années 2011 et 2012 sont en dessous du standard pancanadien de 30 µg/m³.
- 3 RÉDUIRE DE 25 % LE SOLDE MIGRATOIRE ENTRE MONTRÉAL ET LA BANLIEUE D'ICI 2012, EN S'ADRESSANT PRINCIPALEMENT AU MONTRÉLAIS DE 25 À 49 ANS QUI QUITTENT LA VILLE CHAQUE ANNÉE**
Les derniers résultats de cet objectif, arrivé à échéance, indiquent que le solde migratoire vers la banlieue a diminué de 15 %, passant de -24 188 habitants (2006-2007) à -20 675 habitants (2010-2011).
- 4 RÉDUIRE DE 15 % LA PRODUCTION D'EAU POTABLE D'ICI 2015 PAR RAPPORT À L'AN 2000**
Entre 2000 et 2012, la production d'eau potable pour l'agglomération de Montréal a diminué de 10 %.
- 5 AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX DE RUISSELLEMENT QUI SE DÉVERSENT DANS LES COURS D'EAU**
Objectif non chiffré.
- 6 RÉCUPÉRER 40 % DES MATIÈRES RÉCYCLABLES ET ORGANIQUES, DES RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX -RDD, DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION -CRD ET DES ENCOMBRANTS D'ICI 2012, COMME LE STIPULE LE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL**
En 2012, le taux de récupération global pour l'agglomération de Montréal a été de 40 %.
- 7 FAIRE DE MONTRÉAL UN LEADER NORD AMÉRICAIN DE L'INDUSTRIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TECHNOLOGIES PROPRES D'ICI 2020**
Objectif non chiffré.
- 8 AUGMENTER DE 30 % LE NOMBRE DE CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES OU D'ADHÉSIONS À DES PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX VOLONTAIRES À MONTRÉAL D'ICI 2020 PAR RAPPORT À 2010**
Les certifications « témoins » identifiées dans le Plan 2010-2015 ont connu une hausse globale de 48 %. La plus forte augmentation (100 %) est attribuable au secteur des bâtiments (certifications LEED et MAEST).
Objectif non chiffré.
- 9 AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES VERTES À MONTRÉAL EN FAISANT PASSER LA CANOPÉE DE 20 À 25 % D'ICI 2025 PAR RAPPORT À 2007**
L'indice de canopée de 20,3 % a été calculé selon des photographies aériennes prises en 2007. Cette donnée sera de nouveau mesurée en 2017.



Plus de détails sur ces objectifs sont également disponibles sur le site Internet du Rapport de développement durable de Montréal.

ville.montreal.qc.ca/rapportdd

L'APPROCHE DE MONTRÉAL

Depuis la signature, en 2003, de la *Déclaration de principe de la collectivité montréalaise en matière de développement durable*, la Ville de Montréal travaille en partenariat avec de nombreuses organisations qui ont relevé le défi du développement durable. À la fin de 2013, le Plan comptait 215 partenaires.

Le Plan comprend 37 actions principales qui se déclinent en de nombreux engagements. La Ville et ses partenaires rendent compte de leurs progrès tous les deux ans, en produisant un bilan.

PARTICIPATION DES PARTENAIRES DU PLAN À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

En adhérant au Plan, les organisations partenaires se sont engagées à réaliser des actions concrètes. Pour le présent bilan, seule l'information relative aux gaz à effet de serre (GES) a été recueillie.

Les partenaires ont réalisé des initiatives concrètes pour réduire les émissions de GES, et 16 % de ceux-ci se sont dotés d'un plan de réduction.

LE RÉSEAU DES PARTENAIRES

Espace privilégié de communication et d'échanges, le Réseau des partenaires du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* a pour mission de mobiliser les partenaires et de favoriser le rayonnement du Plan. Il est animé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal, la Conférence régionale des élus de Montréal et la Division du développement durable de la Ville de Montréal.

Au cours de la période 2012-2013, le Réseau des partenaires a organisé 13 événements, dont le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable.

PLANS DES ADMINISTRATIONS LOCALES EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin d'appliquer de manière cohérente dans l'agglomération montréalaise les actions du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*, les arrondissements de Montréal et les villes liées ont été invités à préparer des plans locaux de développement durable.

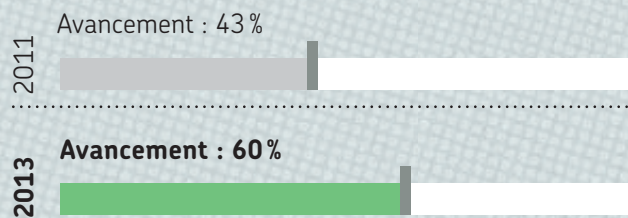
Sur les 19 arrondissements, 17 ont adopté un plan local, soit 5 de plus qu'en 2011, et 2 termineront sous peu les démarches en ce sens.

Sur les 14 villes liées, 8 ont adopté un plan local, soit 4 de plus qu'en 2011, et une a entamé des démarches en ce sens.

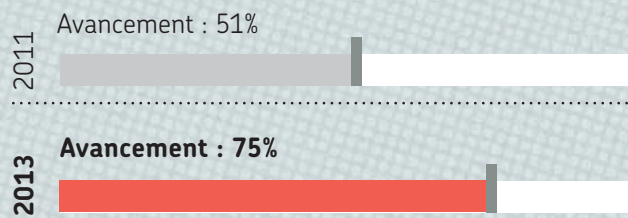
PLAN CORPORATIF DE MONTRÉAL EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'administration municipale s'est dotée d'un plan interne pour inscrire le développement durable au cœur de son fonctionnement. Le *Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010-2015* complète donc le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*. Il propose des mesures à mettre en œuvre pour y parvenir.

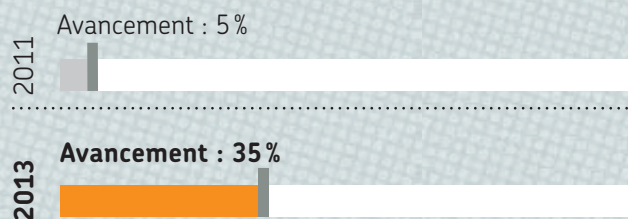
1 Intégrer le développement durable dans les plans, politiques, programmes et grands projets menés par l'administration municipale montréalaise.



2 Intégrer le développement durable dans les pratiques de gestion, par des initiatives écoresponsables.



3 Intégrer le développement durable dans la mesure des performances environnementales, sociales et économiques de l'administration municipale montréalaise.



économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société
économie
environnement
société



BILAN 2012 | 2013

Le plan de
développement
durable de la
collectivité
montréalaise
2010 | 2015

ENSEMBLE POUR UNE MÉTROPOLE DURABLE

Montréal 



MOT DES ÉLUS



Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 porte la marque de notre ambition à faire de Montréal une métropole de l'avenir où il fait bon vivre, un milieu responsable pour les générations en devenir et une ville inspirante. Certes, nos objectifs sont ambitieux, mais nous y travaillons ensemble sans relâche.

C'est avec fierté que nous présentons le bilan de nos actions à ce jour. Ce bilan met en lumière les principales réalisations des deux dernières années et permet de mesurer la tâche qu'il reste à accomplir au cours du prochain cycle de deux ans.



Pour mettre en œuvre ses idéaux en développement durable, Montréal bénéficie de la collaboration de nombreux partenaires de la collectivité et nous tenons à les remercier pour l'information qu'ils nous fournissent. La vitalité dont ils font preuve nous encourage dans la poursuite de notre objectif de faire de Montréal une métropole durable.

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Denis Coderre".

Denis Coderre
Maire de Montréal

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Réal Ménard".

Réal Ménard
Responsable du développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts au comité exécutif de la Ville de Montréal




TABLE DES MATIÈRES

Mot des élus	3
Sommaire	6
Introduction	12
Mise en contexte: l'approche de Montréal.....	13
Collecte de données et méthodologie.....	13
Suivi des actions municipales	14
1 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	15
Action 1 Élaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise.....	16
Action 2 Réduire la dépendance à l'automobile.....	17
Action 3 Réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et des nouveaux bâtiments.....	19
Action 4 Augmenter la performance environnementale du parc de véhicules conventionnels.....	20
Action 5 Encourager l'électrification des transports.....	21
Action 6 Participer à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques.....	21
Action 7 Réduire l'utilisation du chauffage au bois en milieu urbain.....	22
Action 8 Expérimenter des solutions de remplacement aux abrasifs minéraux.....	23
Action 9 Affiner les connaissances sur les sources de particules fines et les quantités émises pour chacune.....	23
Action 10 Influencer les orientations du comité du Conseil canadien des ministres de l'environnement relativement à la qualité de l'air.....	24
Action 11 Réduire l'utilisation du mazout dans le chauffage des bâtiments.....	24
2 ASSURER LA QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE RÉSIDENTIELS	25
Action 12 Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique.....	26
Action 13 Aménager des quartiers durables.....	28
Action 14 Apaiser la circulation.....	30
Action 15 Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur.....	30
Action 16 Valoriser Montréal comme milieu de vie familial.....	31
3 PRATIQUER UNE GESTION RESPONSABLE DES RESSOURCES	33
Action 17 Réduire les fuites d'eau et les usages illicites.....	34
Action 18 Répertorier la consommation d'eau par secteur d'activité.....	35
Action 19 Améliorer l'efficacité d'usage de l'eau potable.....	35
Action 20 Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie à la source.....	36
Action 21 Prévenir et corriger les raccordements inversés contaminant le réseau d'égout pluvial.....	38
Action 22 Implanter des mesures de réduction à la source.....	39
Action 23 Implanter des mesures de récupération et de valorisation.....	40
Action 24 Tenir des événements écoresponsables.....	41
4 ADOPTER DE BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES ENTREPRISES, LES INSTITUTIONS ET LES COMMERCES	42
Action 25 Appuyer le développement du secteur des technologies propres.....	43
Action 26 Stimuler la demande de technologies, de produits et de services verts.....	44
Action 27 Aider les entreprises montréalaises à adopter de meilleures pratiques de développement durable.....	45
Action 28 Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permette d'obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable.....	46
Action 29 Réviser les programmes municipaux de soutien de manière à stimuler la certification.....	47
Action 30 Participer à des activités de formation sur la certification et les programmes environnementaux.....	47

5	AMÉLIORER LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ, DES MILIEUX NATURELS ET DES ESPACES VERTS	48
	Action 31 Établir un cadre de collaboration pour protéger et mettre en valeur des territoires riches en biodiversité	49
	Action 32 Tirer profit des infrastructures vertes et de leurs services écologiques en milieu urbain	50
	Action 33 Diffuser l'information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et de l'inciter à agir pour sa préservation	51
	Action 34 Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais	51
	VOLET SOCIAL	52
	Action 35 Être solidaire	53
	Action 36 Être équitable	54
	Action 37 Assurer la relève	55
	Suivi des réalisations des arrondissements de Montréal	56
	Suivi de l'adoption des plans locaux de développement durable des Villes liées de Montréal	62
	Suivi des réalisations du <i>Plan corporatif de Montréal en développement durable</i>	64
	Participation des partenaires du Plan à la réduction des émissions de gaz à effet de serre	70
	Action 1 Élaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise	72
	Action 2 Réduire la dépendance à l'automobile	72
	Action 3 Réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et des nouveaux bâtiments	72
	Action 4 Augmenter la performance environnementale du parc de véhicules conventionnels	73
	Action 5 Encourager l'électrification des transports	73
	Action 6 Participer à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques	73
	Qui sont nos partenaires?	74
	Appréciation de l'engagement envers le Plan	75
	Le Réseau des partenaires du Plan	76
	Le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal	78
	Lauréats et finalistes de l'édition 2013 du Gala de reconnaissance en environnement et développement durable (projets réalisés en 2012)	79
	Finalistes de l'édition 2014 du Gala de reconnaissance en environnement et développement durable (projets réalisés en 2013)	82
	Annexe 1	
	Liste des partenaires du <i>Plan de développement durable de la collectivité montréalaise</i> <i>2010-2015</i> en date du 31 décembre 2013	86
	Annexe 2	
	Progrès accomplis par l'administration municipale en matière d'agriculture urbaine	89



SOMMAIRE



SUIVI DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

Le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* contient neuf objectifs, dont sept chiffrés. Les progrès vers l'atteinte de ces objectifs sont résumés ci-après. Des détails supplémentaires sont présentés sur le site Internet consacré au *apport de développement durable de Montréal* ville.montreal.qc.ca/rapportdd.

1 RÉ-DUIRE DE 30 % LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE - 'ICI 2020 PAR RAPPORT À 1990

Entre 1990 et 2009, les émissions totales de GES de la collectivité montréalaise ont diminué de 60 %.

2 ATTEINDRE LE STANDARD PANCANADIEN EN MATIÈRE DE CONCENTRATION DE PARTICULES FINES - ANS L'AIR AMBIANT (30 µg/m³) - 'ICI 2020

Les moyennes annuelles de concentration de particules fines pour les années 2011 et 2012 sont en dessous du standard pancanadien de 30 µg/m³.

3 RÉ-DUIRE DE 20 % LE SOLDE MIGRATOIRE ENTRE MONTRÉAL ET LA BANLIEUE - 'ICI 2012, EN S'APPUYANT PRINCIPALEMENT SUR LES MONTRÉLAIS DE 20-30 ANS QUI QUITTENT LA VILLE CHAQUE ANNÉE

Les derniers résultats de cet objectif, arrivés à échéance, indiquent que le solde migratoire vers la banlieue a diminué de 15 %, passant de -24 188 habitants (2006-2007) à -20 675 habitants (2010-2011).

RÉ-DUIRE DE 10 % LA PRODUCTION D'EAU POTABLE - 'ICI 2015 PAR RAPPORT À L'AN 2000

Entre 2000 et 2012, la production d'eau potable pour l'agglomération de Montréal a diminué de 10 %.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX DE RUISSELLEMENT QUI SE DÉVERSENT DANS LES COURS D'EAU

Objectif non chiffré.

RÉCUPÉRER 80 % DES MATIÈRES RÉCUPÉRABLES ET ORGANIQUES, DES RÉSIDUS DOMESTIQUES - ANGRÉUS (R-), DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION (CR-) ET DES ENCOMBRANTS - 'ICI 2015, COMME LE STIPULE LE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

En 2012, le taux de récupération global pour l'agglomération de Montréal a été de 40 %.

FAIRE DE MONTRÉAL UN LEADER NORD-AMÉRICAIN DE L'INDUSTRIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TECHNOLOGIES PROPRES - 'ICI 2020

Objectif non chiffré.

AUGMENTER DE 30 % LE NOMBRE DE CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES OU D'ADHÉSIONS À DES PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX VOLONTAIRES À MONTRÉAL - 'ICI 2020 PAR RAPPORT À 2010

Les certifications « témoins » identifiées dans le Plan 2010-2015 ont connu une hausse globale de 48 %. La plus forte augmentation (100 %) est attribuable au secteur des bâtiments (certifications LEED et BOMA BEST).

AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES VERTES À MONTRÉAL EN FAISANT PASSER LA CANOPÉE DE 20,3 % À 2020 - 'ICI 2020 PAR RAPPORT À 2007

L'indice de canopée de 20,3 % a été calculé selon des photographies aériennes prises en 2007. Cette donnée sera de nouveau mesurée en 2017.



SUIVI - E LA RÉALISATION - ES ENGAGEMENTS MUNICIPAUX

La Ville de Montréal s'est engagée à mettre en œuvre 117 engagements répartis entre les 37 actions du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* (le Plan). Pour chaque orientation du Plan, les progrès accomplis se présentent comme suit: les barres de progression illustrent le degré d'avancement moyen des engagements municipaux; les graphiques permettent de juger d'un seul coup d'œil du statut de ces engagements.

ORIENTATION 1

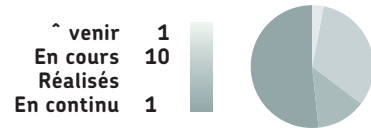
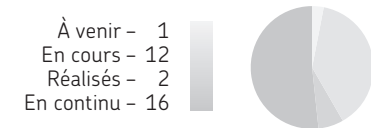
AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

ACTIONS

- | | | | |
|---|--|----|---|
| 1 | Élaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise | 7 | Réduire l'utilisation du chauffage au bois en milieu urbain |
| 2 | Réduire la dépendance à l'automobile | 8 | Expérimenter des solutions de remplacement aux abrasifs minéraux |
| 3 | Réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et des nouveaux bâtiments | 9 | Affiner les connaissances sur les sources de particules fines et les quantités émises pour chacune |
| 4 | Augmenter la performance environnementale du parc de véhicules conventionnels | 10 | Influencer les orientations du comité du Conseil canadien des ministres de l'environnement relativement à la qualité de l'air |
| 5 | Encourager l'électrification des transports | 11 | Réduire l'utilisation du mazout dans le chauffage des bâtiments |
| 6 | Participer à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques | | |

11 actions comprenant 31 engagements

Statut des engagements municipaux



ORIENTATION 2

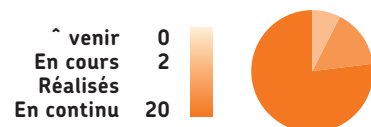
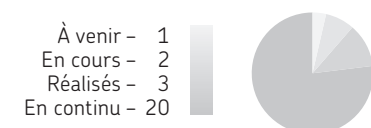
ASSURER LA QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE RÉSIDUELS

ACTIONS

- | | | | | | |
|----|---|---|---|---|-----|
| 12 | S | | | 1 | C |
| 13 | A | - | - | 1 | V M |
| 1 | A | | | | |

2 actions comprenant 2 engagements

Statut des engagements municipaux

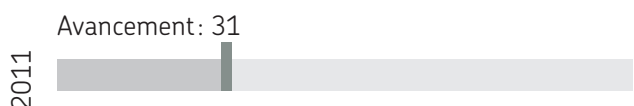


PRATIQUER UNE GESTION RESPONSABLE DES RESSOURCES

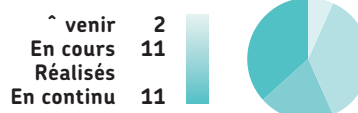
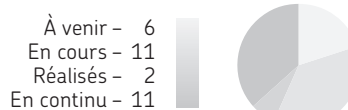
ACTIONS

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> 17 Réduire les fuites d'eau et les usages illicites 18 Répertoire la consommation d'eau par secteur d'activité 19 Améliorer l'efficacité d'usage de l'eau potable 20 Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie à la source | <ul style="list-style-type: none"> 21 Prévenir et corriger les raccordements inversés contaminant le réseau d'égout pluvial 22 Implanter des mesures de réduction à la source 23 Implanter des mesures de récupération et de valorisation 24 Tenir des événements écoresponsables |
|--|---|

actions comprenant 30 engagements



Statut des engagements municipaux

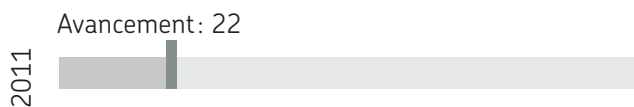


ADOPTER DE BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES INDUSTRIES, LES COMMERCE ET LES INSTITUTIONS

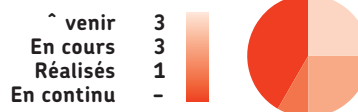
ACTIONS

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> 25 Appuyer le développement du secteur des technologies propres 26 Stimuler la demande de technologies, de produits et de services verts 27 Aider les entreprises montréalaises à adopter de meilleures pratiques de développement durable | <ul style="list-style-type: none"> 28 Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permette d'obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable 29 Réviser les programmes municipaux de soutien de manière à stimuler la certification 30 Participer à des activités de formation sur la certification et les programmes environnementaux |
|--|--|

actions comprenant 12 engagements



Statut des engagements municipaux

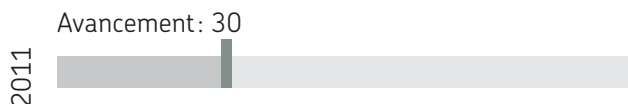


AMÉLIORER LA PROTECTION - E LA BIO- IVERSITÉ, - ES MILIEU NATURELS ET - ES ESPACES VERTS

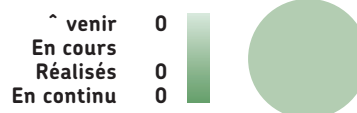
ACTIONS

- 31 Établir un cadre de collaboration pour protéger et mettre en valeur des territoires riches en biodiversité
- 32 Tirer profit des infrastructures vertes et de leurs services écologiques en milieu urbain
- 33 Diffuser l'information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et de l'inciter à agir pour sa préservation
- 34 Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais

actions comprenant engagements



Statut des engagements municipaux

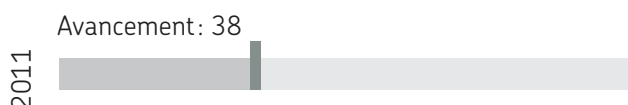


VOLET SOCIAL

ACTIONS

- 35 Être solidaire
- 36 Être équitable
- 37 Assurer la relève

3 actions comprenant engagements



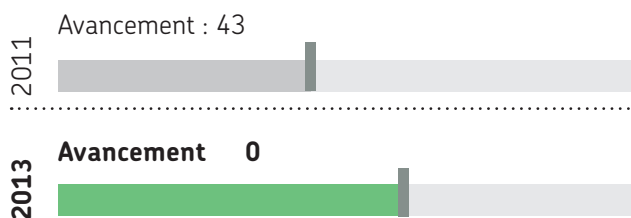
Statut des engagements municipaux



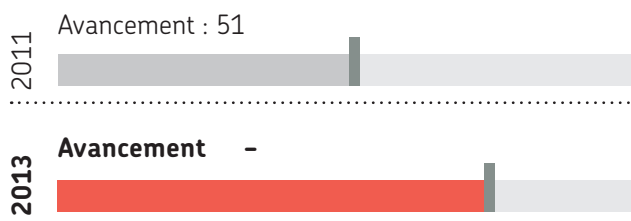
PLAN CORPORATI DE MONTRÉAL EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les barres d'avancement ci-dessous illustrent la progression vers l'atteinte des résultats prévus dans la feuille de route du *Plan corporatif de Montréal en développement durable*.

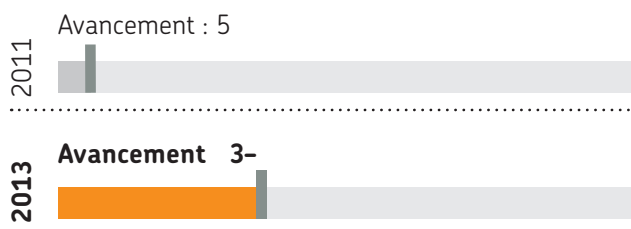
1 Intégrer le développement durable dans les plans, politiques, programmes et grands projets menés par l'administration municipale montréalaise.



2 Intégrer le développement durable dans les pratiques de gestion, par des initiatives écoresponsables.



3 Intégrer le développement durable dans la mesure des performances environnementales, sociales et économiques de l'administration municipale montréalaise.



PLANS DES ADMINISTRATIONS LOCALES EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2013, sur les 19 arrondissements de la Ville de Montréal, 17 ont adopté un plan local de développement durable, soit 5 de plus qu'en 2011, et 2 termineront sous peu les démarches en ce sens.

En 2013, sur les 14 villes liées de l'agglomération de Montréal, 8 ont adopté un plan local de développement durable, soit 4 de plus qu'en 2011, et une a entamé des démarches en ce sens.

PARTICIPATION DES PARTENAIRES À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Les organisations partenaires du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* rendent compte de la réalisation des actions qu'elles se sont engagées à mettre en œuvre.

Dans le cadre du présent bilan, seule l'information relative aux gaz à effet de serre a été relevée. Au total, 58 des partenaires ont répondu à un questionnaire portant sur les actions 1 à 6 du Plan, qui découlent de l'objectif « Réduire de 30 les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990 ». Plusieurs partenaires ont réalisé des initiatives concrètes en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.



INTRODUCTION



LE PRÉSENT DOCUMENT
PRÉSENTE LE BILAN
POUR LES ANNÉES
2012 ET 2013
DE LA MISE EN ŒUVRE
DU *PLAN DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE DE LA COLLECTIVITÉ
MONTRÉLAISE 2010-2015*
(LE PLAN).

MISE EN CONTEXTE L'APPROCHE DE MONTRÉAL

Depuis la signature en 2003 de la *déclaration de principe de la collectivité montréalaise en matière de développement durable*, la Ville de Montréal travaille en partenariat avec de nombreuses organisations qui ont relevé le défi du développement durable. En adhérant à cette démarche, ces dernières se sont engagées à réaliser des actions concrètes et à rendre compte de leur degré d'avancement.

Le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* comprend 37 actions qui se déclinent en de nombreux engagements spécifiques. Les unités municipales responsables des engagements pris par la Ville rendent compte tous les six mois des progrès accomplis. Les partenaires du Plan remplissent quant à eux un questionnaire annuel. L'ensemble de ces données est comptabilisé et conduit à la production d'un bilan publié tous les deux ans.

Le document présente :

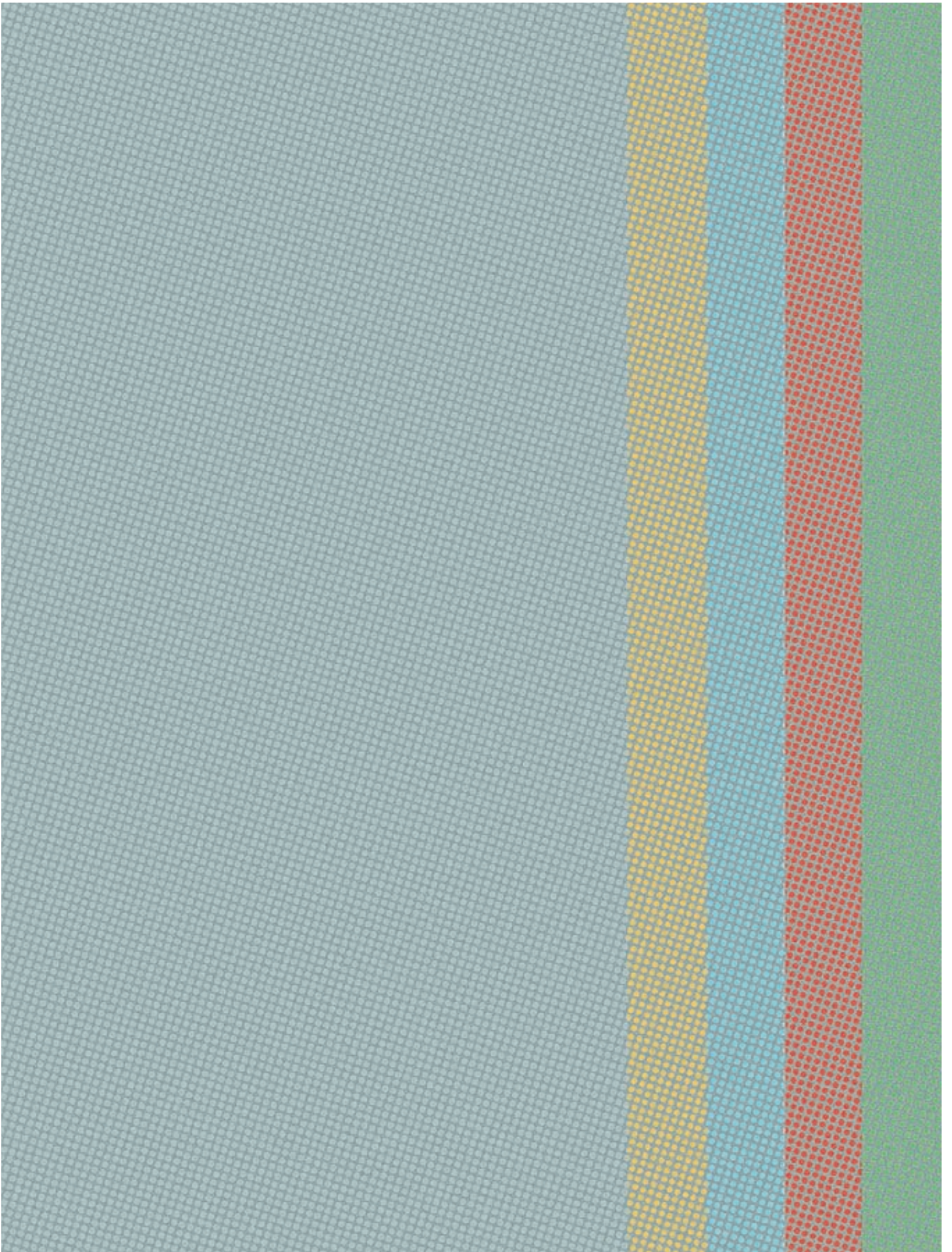
- la progression vers l'atteinte des objectifs chiffrés du Plan ainsi que le degré de réalisation des actions entreprises par la Ville;
- l'avancement des démarches d'adoption des plans locaux de développement durable des administrations locales, ainsi que les résultats atteints à la suite de leur adoption;
- les progrès accomplis dans le cadre du Plan corporatif de Montréal en développement durable;
- les actions prises par les partenaires du Plan pour réduire les gaz à effet de serre;
- les progrès accomplis par la Ville de Montréal dans le domaine de l'agriculture urbaine.

COLLECTE DE DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Les services corporatifs de la Ville de Montréal ont pris 117 engagements concrets répartis entre les 37 actions du Plan. L'information décrivant le chemin parcouru pour chacune de ces actions a été fournie par les unités responsables de leur application.

Dans la plupart des cas, le degré d'avancement constaté est indiqué par une barre de progression. Toutefois, les efforts associés à certains engagements sont déployés de manière régulière, sans début ni fin précise; la mention « en continu » remplace alors la barre de progression. Les engagements qui impliquent une action continue ne sont pas pris en compte dans le calcul du degré d'avancement. Un court texte décrit les réalisations de la Ville en lien avec ses engagements et présente, quand ils sont disponibles, les chiffres les plus significatifs.

Les arrondissements et les villes liées ont été invités à élaborer un plan local de développement durable. Les données relatives à ces plans ont été obtenues grâce à un questionnaire envoyé à chaque administration locale. Afin de permettre une meilleure compréhension de la contribution des administrations locales à la réalisation du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*, les engagements particuliers de ces administrations ont été assimilés à ceux du Plan qui leur sont les plus semblables. Cette information est présentée sous forme de tableau où l'on peut lire le degré de réalisation des engagements de chaque administration locale. Lorsque plusieurs engagements d'une administration locale correspondaient au même libellé du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*, une moyenne de la progression de ceux-ci était calculée et intégrée au tableau synthèse. Toutefois, les engagements dont la réalisation est faite en continu n'ont pas été comptabilisés dans ces moyennes.





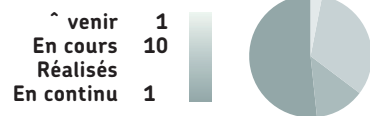
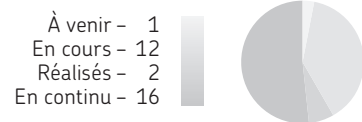
ORIENTATION 1

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

VUE D'ENSEMBLE DES ACTIONS LIÉES À L'ORIENTATION

11 actions comprenant 31 engagements

Statut des engagements municipaux



ACTION 1

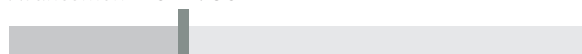
ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE UN PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ENGAGEMENTS

Élaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise comprenant un inventaire des émissions de GES et des mesures quantifiables de réduction des émissions de GES de 30 % d'ici 2020 par rapport à 1990.

Avancement 2011 : 30



Avancement 2013 : 100



RÉALISATIONS

- L'inventaire a été publié.
- Le *Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2013-2020* a été adopté en septembre 2013.

ACTION 2

RÉ-UIRE LA - ÉPEN-ANCE ^ L'AUTOMOBILE

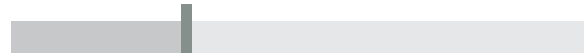
UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - IRECTION - ES TRANSPORTS,
- IRECTION - E L'URBANISME ET - U - ÉVELOPPEMENT ÉCONOMI UE

ENGAGEMENTS

Mettre en œuvre les projets structurants prévus au *Plan de transport*, tels que :

- Implanter le réseau de tramway, les services rapides d'autobus en site propre et les mesures préférentielles pour autobus sur plusieurs artères.

Avancement 2011: 30



Avancement 2013 0



- Doubler le réseau cyclable en sept ans.

Avancement 2011: 50



Avancement 2013 0



- Soutenir le plan d'amélioration des services.

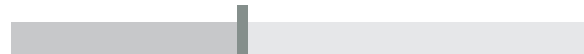
En continu

Poursuivre les démarches entamées en vue d'obtenir un financement dédié adéquat en transport, en particulier pour les projets de transports actifs et collectifs du *Plan de transport* et du prochain *Plan stratégique 2010-2020* de la Société de transport de Montréal (STM).

En continu

Ajouter de nouveaux services de taxis collectifs pour desservir les parcs industriels ou d'autres secteurs de faible densité.

Avancement 2011: 40



Avancement 2013 100



RÉALISATIONS

- Le réseau routier comptait 149,8 km de voies réservées en 2013.
- Les études de faisabilité technique et socio-économique pour l'implantation d'un tramway ont été réalisées. Le rapport du groupe de réflexion de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a été déposé.
- Les études d'avant-projet pour le projet de service rapide par bus (SRB) ont été complétées. Le réaménagement de l'échangeur Henri-Bourassa/Pie-IX visant à accommoder le futur SRB Pie-IX est en cours.

- À la fin de 2013, le réseau cyclable comptait 648 km, contre 560 km en 2011 et 416 km en 2007.

- En 2012, 123 M ont été alloués au programme d'amélioration des services.

- L'effort financier de Montréal alloué aux projets du *Plan de transport* entre 2008 et 2012 représente 34,4 % des 1 200 M requis pour achever d'ici 2018 les 21 chantiers du *Plan de transport*.

- En 2013, la STM offrait des services de taxis collectifs dans 10 secteurs de faible densité.

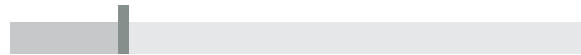
ENGAGEMENTS

Poursuivre l'implantation de mesures incitatives de transport durable dans les déplacements domicile-travail et dans les déplacements d'affaires des employés de la Ville (programme *llégo*, par exemple).

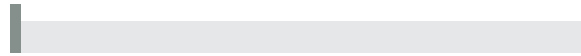
En continu 

Favoriser un libre-accès au transport collectif pour les étudiants universitaires en incluant l'abonnement au transport collectif dans les frais de scolarité durant les huit mois de l'année scolaire.

Avancement 2011: 20



Avancement 2013 0

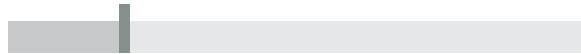


Augmenter le nombre de vélos en libre-service BIXI en fonction de la croissance de son utilisation.

En continu 

Élaborer un nouveau plan de développement urbain misant, entre autres, sur la densification, la revitalisation des quartiers centraux et le développement en fonction des transports collectifs et actifs.

Avancement 2011: 20



Avancement 2013 0



S'assurer que les grands projets de développement et les secteurs faisant l'objet d'une planification détaillée soient novateurs et répondent aux exigences de l'administration municipale en matière de densification, de mixité des fonctions, de réduction de l'offre en stationnement, d'aménagement du domaine public qui favorise l'utilisation du transport collectif et les modes actifs, d'espaces réservés pour les vélos, les vélos en libre-service et l'autopartage, etc.

En continu 

RÉALISATIONS

- Le programme *llégo* est suivi par certaines directions de la Ville de Montréal, qui offrent le tirage de cartes Opus mensuelles.
- Certaines unités mettent une clé Bixi à la disposition de leurs employés pour les déplacements d'affaires.
- L'Université de Montréal a mené un projet pilote en 2011-2012. Ce projet a été suspendu en 2012-2013 en raison du conflit étudiant de 2012. Depuis, des discussions sont en cours avec la STM pour définir de nouvelles modalités.
- L'École de technologie supérieure poursuit également une réflexion à ce sujet.
- En 2013, 5170 vélos étaient disponibles, répartis entre 461 stations.
- L'Office de consultation publique de Montréal a tenu des audiences sur le *Projet de Plan de développement de Montréal en 2013*. Le rapport et ses recommandations seront présentés aux élus municipaux en 2014.
- La planification des grands secteurs stratégiques et la mise en œuvre des projets urbains se poursuivent; elles prévoient des mesures de réduction de la dépendance à l'automobile. Mentionnons notamment les sites du Campus Outremont et de ses abords, de Griffintown, de Namur-De-la-Savane, des abords du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), des abords de l'autoroute Ville-Marie, ainsi que des zones de Pierrefonds-Ouest, du Havre, de l'Assomption, de Lachine-Est et du pôle Anjou.

ACTION 3

RÉ-UIRE LES ÉMISSIONS - E GA ^ E ET -E SERRE -ES B TEMENTS E ISTANTS ET -ES NOUVEAU B TEMENTS

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - IRECTION - E L'URBANISME ET -U -ÉVELOPPEMENT ÉCONOMI UE, - IRECTION - E L' ABITATION, - IRECTION - ES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILI' RES, - IRECTION - ES SPORTS ET - E L'ACTIVITÉ P SI UE

ENGAGEMENTS

S'assurer que les grands projets de développement soient novateurs et répondent aux exigences de l'administration municipale en matière d'efficacité énergétique (utilisation de l'énergie passive et de matériaux de fabrication locale ou certifiés, isolation et performance énergétique supérieurs, etc.) et de mise en valeur et de protection de milieux naturels et d'éléments paysagers.

En continu 

Renforcer les exigences des programmes de subvention à la rénovation et à la construction résidentielle (logements sociaux et privés) relativement à l'efficacité énergétique.

En continu 

Accroître le maillage entre les programmes municipaux d'aide à l'habitation et l'aide financière des gouvernements et des fournisseurs d'énergie, par des ententes formelles.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100

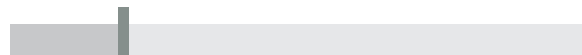


Mettre en œuvre les mesures sur l'énergie de la politique de développement durable dans les édifices municipaux, notamment en exigeant les critères LEED-OR lors de la construction d'un bâtiment neuf de plus de 500 m² et selon les critères LEED Argent lors de rénovations majeures.

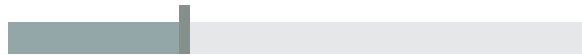
En continu 

Éliminer graduellement les systèmes de réfrigération au HCFC dans les arénas.

Avancement 2011: 20



Avancement 2013 30



RÉALISATIONS

- La planification des grands secteurs stratégiques et la mise en œuvre des projets urbains se poursuivent; elles prévoient des mesures de réduction des émissions de GES des bâtiments. Mentionnons notamment les sites du Campus Outremont et de ses abords, de Griffintown, de Namur-De-la-Savane, des abords du CUSM, de ceux de l'autoroute Ville-Marie, ainsi que des zones de Pierrefonds-Ouest, du Havre, de l'Assomption, de Lachine-Est et du pôle Anjou.
- Deux programmes sont mis en œuvre: le programme *énoation la carte*, pour lequel des forfaits favorisant le verdissement des cours et la pose de toitures réfléchissantes ont été ajoutés en 2010, et le programme *énoation majeure*, qui favorise notamment l'utilisation de fenêtres écoénergétiques, de toilettes à petit réservoir et d'autres éco-mesures.
- Une entente, valide du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} janvier 2016, a été signée avec Hydro-Québec, concernant des ristournes qu'offre cette dernière pour des mesures d'efficacité énergétique implantées lors de travaux de rénovation (programmes *énoation majeure* et *énoation la carte*).
- En 2013, sept bâtiments municipaux avaient reçu la certification LEED et huit autres, la certification BOMA Best.
- D'après l'inventaire des projets municipaux, l'obtention d'une certification est prévue pour plus de 53 projets: LEED Platine (1 projet), LEED Or (24), LEED-EB Or (4), LEED Argent (15) et LEED de base (9).
- À ce jour, 8 patinoires couvertes (arénas) sur 29 ont été mises aux normes. L'année visée pour la réalisation complète est 2020.

ACTION

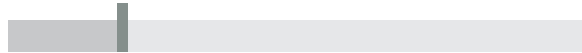
AUGMENTER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE - U PARC - E VÉHICULES CONVENTIONNELS

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION - U MATÉRIEL ROULANT ET - ES ATELIERS MUNICIPAUX

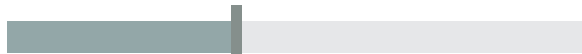
ENGAGEMENTS

Remplacer 300 automobiles sous-compactes de la Ville qui auront atteint leur durée de vie utile de 10 ans d'ici 2015 par des véhicules écoénergétiques ou utilisant des carburants de remplacement dont le bénéfice environnemental est reconnu.

Avancement 2011: 20

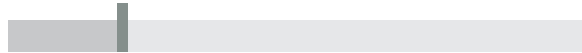


Avancement 2013: 0



Substituer la moitié des fourgonnettes de grand format à moteur à essence 8 cylindres par des fourgonnettes de grand format de type européen à moteur diesel 6 cylindres, soit l'équivalent de quelque 65 véhicules d'ici 2015

Avancement 2011: 20



Avancement 2013: 0



Intégrer la technologie de pointe aux véhicules existants dont l'efficacité est reconnue.

En continu

Former les chauffeurs à la conduite écologique au moyen notamment d'un simulateur de conduite.

En continu

RÉALISATIONS

■ Depuis 2010, 121 automobiles de type sous-compacte ont été remplacées par des véhicules écoénergétiques.

■ Depuis 2010, 57 fourgonnettes à moteur 8 cylindres ont été remplacées.

■ Depuis 2010, 93 camionnettes à cabine d'équipe ont été équipées d'un coupe-moteur automatique.

■ Depuis 2010, 88 personnes ont reçu une formation sur la conduite écologique des véhicules, notamment au moyen d'un simulateur de conduite.

ACTION 5

ENCOURAGER L'ÉLECTRIFICATION - ES TRANSPORTS

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - DIRECTION - DU MATÉRIEL ROULANT ET - DES ATELIERS MUNICIPAUX
- DIRECTION - DES TRANSPORTS

ENGAGEMENTS

Acquérir des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

En continu 

Installer des bornes de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les stationnements publics ou sur la voirie publique.

En continu 

RÉALISATIONS

- Depuis 2010, 19 véhicules électriques ont été acquis.
- En 2013, la Ville de Montréal adhère au Circuit électrique et confirme l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques qui seront installées sur le territoire montréalais.

ACTION 6

PARTICIPER À DES CAMPAGNES - DE SENSIBILISATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - DIRECTION - DES COMMUNICATIONS

ENGAGEMENTS

Faire la promotion de campagnes de sensibilisation de type *é- limat* auprès des employés et atteindre une participation d'au moins 1 000 employés.

En continu 

Participer à d'autres campagnes publiques de sensibilisation sur les changements climatiques.

En continu 

RÉALISATIONS

- En 2012, 149 employés se sont inscrits à la campagne *é- limat*.
- Entre le 1^{er} mai et le 8 juin 2012, un message traitant de thématiques diverses a été envoyé chaque semaine aux employés pour les soutenir dans leur démarche.
- Les employés ont été invités de différentes façons à consulter un site intranet sur les économies d'énergie.

ACTION

RÉ-UIRE L'UTILISATION - U C AU AGE AU BOIS EN MILIEU URBAIN

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - E L'ENVIRONNEMENT

ENGAGEMENTS

Mener des campagnes d'information sur les effets sur la santé du chauffage au bois auprès des citoyens montréalais.

En continu 

Favoriser la mise en place de programmes de remplacement.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100



RÉALISATIONS

- En 2013, une motion visant à modifier le *règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (Règlement 11 018) a été adoptée afin de mettre hors service, d'ici le 31 décembre 2020, les appareils utilisant des combustibles solides.
 - Une campagne télévisuelle et radiophonique informant de la pollution causée par les appareils de chauffage au bois et faisant la promotion du programme *eu vert* a été coordonnée par Équiterre.
 - Des messages et un lien vers le programme *eu vert* ont été placés sur le site Internet de la Ville de Montréal.
 - Des articles ont été publiés dans les journaux, incluant les journaux de quartier, dans le cadre du programme *eu vert*.
 - Une lettre d'information a été envoyée à 47 000 citoyens possédant un appareil de chauffage au bois.
 - Une campagne de sensibilisation sur les feux à ciel ouvert a été réalisée, durant laquelle 2800 dépliants d'information ont été produits et distribués dans 22 bureaux d'Accès Montréal et dans 9 villes liées.
-
- Le programme *eu vert* a pris fin le 31 décembre 2013. Des démarches ont été entreprises auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) afin de prolonger ce programme.
 - À la fin de 2013, 2060 remplacements ont été réalisés.
 - La promotion du programme *eu vert* s'est faite en collaboration avec l'organisme Équiterre, notamment lors de conférences présentant le bilan de la qualité de l'air à Montréal.

ACTION 8

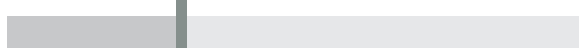
E PÉRIMENTER - ES SOLUTIONS - E REMPLACEMENT AU ABRASIS MINÉRAU

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - ES SERVICES REGROUPÉS AU ARRON- ISSEMENTS

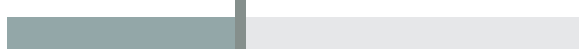
ENGAGEMENTS

Réaliser un projet pilote d'utilisation d'un substitut écologique aux fondants et abrasifs minéraux, afin d'en évaluer l'efficacité.

Avancement 2011: 30



Avancement 2013 0



RÉALISATIONS

- Les arrondissements semblent utiliser moins de pierre concassée ou de sable et davantage de sel, car celui-ci, soluble dans l'eau, laisserait moins de particules fines résiduelles. Toutefois, on ne dispose pas de données quantitatives sur l'utilisation de ces matières.

ACTION

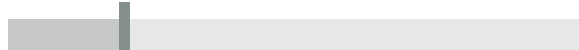
A INER LES CONNAISSANCES SUR LES SOURCES - E PARTICULES INES ET LES UANTITÉS ÉMISES POUR C ACUNE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - E L'ENVIRONNEMENT

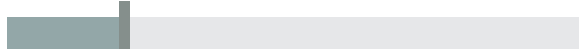
ENGAGEMENTS

Cartographier les sources prédominantes par secteur géographique afin d'orienter les interventions.

Avancement 2011: 20

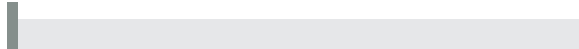


Avancement 2013 20

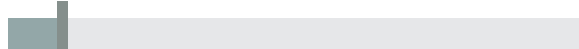


Établir un programme d'échantillonnage industriel à la source priorisant certains types d'industries.

Avancement 2011: 0



Avancement 2013 10



RÉALISATIONS

- Les appareils de chauffage au bois ont été cartographiés.
- La Ville de Montréal a participé à un programme de caractérisation des particules PM2,5 avec Santé Canada.
- Les résultats des prélèvements effectués en 2012 et 2013 sont attendus. Ce programme d'échantillonnage se poursuivra quelques années, mais d'autres sources fiables de données sont recherchées.
- La caractérisation des émissions de particules pour les installations de cuisson au bois ou au charbon de bois (fours à pizza, fours à bagel et grillades) a été réalisée.

ACTION 10

INFLUENCER LES ORIENTATIONS - DU COMITÉ - DU CONSEIL CANADIEN - DES MINISTRES - DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVEMENT À LA QUALITÉ DE L'AIR

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIRECTION - DE L'ENVIRONNEMENT

ENGAGEMENTS

Participer aux rencontres du comité du CCME et faire valoir les enjeux et préoccupations de la Ville de Montréal

En continu 

RÉALISATIONS

- 23 rencontres téléphoniques ont eu lieu sur divers thèmes au cours des deux dernières années.
- La Ville de Montréal a participé à des travaux portant sur les priorités du suivi de la qualité de l'air ambiant, les normes canadiennes d'émission pour les raffineries de pétrole et pour la combustion de bois ainsi que sur l'élaboration de documents (dont un code de pratiques sur les feux à ciel ouvert).

ACTION 11

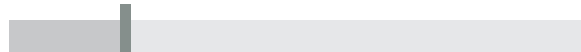
REVISER L'UTILISATION - DU MATÉRIEL - DANS LE CAS DU VÉHICULE - DES BÂTIMENTS

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIRECTION - DES IMMEUBLES

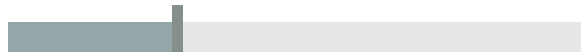
ENGAGEMENTS

Éliminer graduellement le mazout léger pour le chauffage des bâtiments municipaux.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 : 30



RÉALISATIONS

- Sur 48 installations, 3 ont été fermées, 10 ont été converties et 3 sont en cours de conversion. Deux appels d'offres ont été lancés pour la conversion, d'ici 2015, des 32 installations restantes.



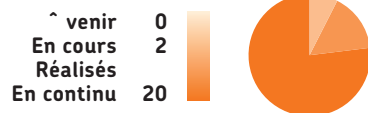
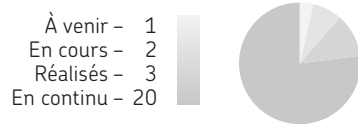
ORIENTATION 2

ASSURER LA QUALITÉ - ES MILIEU - E VIE RÉSI- ENTIELS

VUE - 'ENSEMBLE - ES ACTIONS LIÉES ^ L'ORIENTATION

- actions comprenant 2 engagements

Statut des engagements municipaux



ACTION 12

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL ADAPTÉ AUX BESOINS DES FAMILLES QUI SOIT ABORDABLE, SAIN ET ÉCOLOGIQUE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION DE L'HABITATION

ENGAGEMENTS

Inciter les constructeurs privés, publics et communautaires à développer des produits résidentiels répondant aux attentes des familles (cible de 2220 logements de trois chambres à coucher ou plus pour la période 2010-2013).

En continu 

Aider les familles à accéder à la propriété, par des mesures bonifiées pour les ménages avec enfants (cible de 3 500 interventions pour la période 2010-2013).

En continu 

Maintenir une offre résidentielle équilibrée, garante de la mixité sociale des quartiers, visant l'équité territoriale et la réponse aux besoins.

En continu 

RÉALISATIONS

- Un *Plan de délimitation des familles* a été conçu en 2013. Sa mise en œuvre a commencé par la création du programme *habitations urbaines pour familles*, visant à stimuler la construction de logements adaptés.
- Depuis 2010, 1583 logements comprenant 3 chambres (ou l'équivalent, en fonction des normes de superficie) ont été construits. De plus, plusieurs centaines de logements de 2 chambres convenant à de petites familles ont été construits.
- Le programme d'accession à la propriété a davantage ciblé les familles; certains volets de ce programme sont désormais réservés aux familles.
- Depuis 2010, l'aide à l'accession à la propriété a soutenu 2297 familles (1689 pour l'acquisition d'unités neuves et 608 pour l'acquisition d'unités existantes). Les familles ont représenté plus de 40 % des bénéficiaires du programme *accession* en 2012 et 2013.
- Le *Plan de délimitation des familles*, lancé en 2013 et dont la mise en œuvre s'étendra de 2014 à 2017, comprend plusieurs mesures pour soutenir l'acquisition de propriétés par les familles. Les prix d'achat autorisés pour l'acquisition de logements dans des bâtiments neufs ont notamment été augmentés en 2013.
- La préoccupation concernant l'équilibre résidentiel et la mixité sociale a été intégrée aux sections relatives à l'habitation dans le *Projet de Plan de développement de Montréal*.

ENGAGEMENTS

Poursuivre les interventions concertées, avec les partenaires et les arrondissements, pour la revitalisation et le maintien en bon état du parc résidentiel.

En continu 

Aider les ménages familiaux qui achètent et rénovent des immeubles existants.

En continu 

Renforcer les exigences des programmes de subvention à la rénovation et à la construction résidentielles (logements sociaux et privés) relativement à l'efficacité énergétique, la réduction de consommation d'eau, l'aménagement extérieur, la récupération des matériaux, etc.

En continu 

Soutenir des projets pilotes novateurs.

En continu 

RÉALISATIONS

- Depuis 2010, 794 logements, dont 189 logements familiaux de deux à trois chambres à coucher, ont bénéficié du programme *énoovation majeure*. De plus, 3702 logements ont bénéficié du programme *énoovation la carte*. Enfin, 8117 logements ont été inspectés aux fins de contrôle de la salubrité.
 - Le programme *Stabilisation des ondations* a été bonifié et relancé en 2013.
 - Une campagne d'information auprès des propriétaires admissibles aux programmes *énoovation majeure* et *énoovation la carte* a été réalisée en 2013.
-
- Depuis 2010, 63 familles ont profité du volet « bâtiment existant » du programme *ccession*, soit 12 des bénéficiaires.
 - Les mesures visant à faciliter l'accès aux subventions à la rénovation pour les familles bénéficiaires du programme *ccession* ont été révisées et des mesures de verdissement des cours et d'aménagement des sous-sols ont été mises en œuvre.
-
- Des forfaits pour la pose d'une toiture réfléchissante, de fenêtres écoénergétiques ou de toilettes à petit réservoir ont été accordés, et d'autres éco-mesures, appliquées (concernant le verdissement des cours, par exemple).
-
- Le fait qu'un projet ait un aspect novateur dépend des promoteurs (sociaux ou privés) qui l'ont déposé. Certains projets s'approchent de la certification LEED *or eig bor oods*, notamment par la présence de familles dans des milieux urbains relativement denses.

ACTION 13

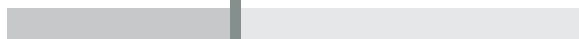
AMÉNAGER - ES QUARTIERS - URABLES

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - DIVISION - U - DÉVELOPPEMENT - URABLE, - DIRECTION - E
L'URBANISME ET - U - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, - DIRECTION - E L' HABITATION, - DIRECTION - E LA
- UNIVERSITÉ SOCIALE, - DIRECTION - ES TRANSPORTS, - DIRECTION - E LA CULTURE ET - U PATRIMOINE

ENGAGEMENTS

Financer 20 projets de quartiers durables d'ici 2015 par le biais du programme *quartiers 21*, en portant une attention particulière aux quartiers défavorisés.

Avancement 2011: 40



Avancement 2013: 0



Mettre en œuvre les principes inscrits dans la *arte des milieux de vie montréalais* du plan d'urbanisme dans le cadre des grands projets de développement et la planification des secteurs faisant l'objet d'une planification détaillée.

En continu

Favoriser le maillage des projets de logements sociaux et communautaires avec des interventions qui contribuent à l'amélioration globale des quartiers (verdissage, réaménagements extérieurs, apports de services et de locaux communautaires, etc.).

En continu

Poursuivre la mise en œuvre du *Plan d'action sur l'accessibilité universelle*.

En continu

Mettre en œuvre dans les quartiers des mesures et des aménagements visant la réduction de la circulation afin de favoriser un transfert modal vers les modes de déplacement actifs et collectifs.

En continu

RÉALISATIONS

- Depuis 2010, 16 projets *quartiers 21* ont reçu du financement provenant de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et de la Ville de Montréal.
- La planification des grands secteurs stratégiques se poursuit et les projets urbains sont progressivement mis en œuvre, notamment pour les sites du Campus Outremont et de ses abords, de Griffintown, de Namur-De la Savane, des abords du CUSM, des abords de l'autoroute Ville-Marie, de Pierrefonds-Ouest, du Havre, de l'Assomption, du pôle Anjou et de Lachine-Est.
- Un projet pilote d'habitation servant d'ancrage à des interventions en milieu communautaire se poursuit dans l'arrondissement Montréal-Nord.
- Une initiative d'animation de milieu est en cours avec l'organisme Parole d'excluEs, associé à un projet de 79 logements (achetés et rénovés par un organisme à but non lucratif d'habitation dans le cadre du programme *accèsLogis*).
- Un plan d'action a été adopté pour la période de 2012 à 2014.
- Un bilan des réalisations de 2012 et une mise à jour du plan d'action 2012-2014 sur l'accessibilité universelle ont été publiés.
- Huit « quartiers verts » sont reconnus à ce jour dans cinq arrondissements.
- Un premier fascicule du *guide d'aménagement durable des rues de Montréal* a été publié.
- La piétonisation saisonnière se poursuit dans les rues Saint-Paul et Sainte-Catherine Est, ainsi que pour les abords du marché Jean-Talon. De nouveaux espaces sont aussi prévus pour les piétons aux abords de la Place des Festivals et des musées.

ENGAGEMENTS

Promouvoir le développement durable auprès des 28 tables locales de concertation financées par l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

En continu 

Bonifier la vie culturelle de proximité en multipliant les interventions et les projets, notamment dans les bibliothèques, les lieux de diffusion municipale du réseau Accès culture et en art public.

En continu 

S'assurer que 25 % de la programmation du Réseau Accès culture soit destinée au jeune public et au milieu scolaire.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100



Assurer le déploiement territorial de l'offre de diffusion municipale pour les spectacles et les expositions, et améliorer la qualité et l'adéquation des lieux de diffusion.

En continu 

RÉALISATIONS

■ En 2013, la Coalition montréalaise des Tables de quartier a adopté l'approche territoriale intégrée comme mode d'intervention. Celle-ci suppose une vision intégrée des changements au sein des quartiers, par la prise en compte de toutes les facettes du développement durable.

- Le document *oup d' il 2012*, qui présente les réalisations du *Plan d'action 2007-2017 - Montréal métropole culturelle*, a été publié.
- Le *Plan d'action 2007-2017 - Montréal métropole culturelle* a été mis à jour.
- Le *Plan des bibliothèques 2013-2017* a été adopté.
- Le *Plan d'action de la pratique artistique amateur Montréal 2013-2017* a été dévoilé.
- Le *Plan de mise en œuvre des quartiers culturels* a été lancé.
- Une nouvelle bibliothèque, certifiée LEED Argent a été inaugurée dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie (bibliothèque Marc-Favreau).
- La Ville de Montréal a soutenu 75 festivals et événements ainsi que 125 autres événements gratuits et accessibles aux familles.

■ Les données pour l'année 2013 ne sont pas encore disponibles. Toutefois, en 2012, 28 % de la programmation des 24 diffuseurs était consacrée à la famille et au public scolaire. Cela représentait près de 600 activités auxquelles avaient participé près de 109 000 spectateurs. De plus, 8 % de la programmation présentait des événements mettant en valeur la diversité culturelle.

Le *Plan d'action 2010-2011* du réseau Accès culture est mis en œuvre.

- Une salle d'exposition respectant les normes muséales, dans l'arrondissement Saint-Laurent, ainsi qu'un centre d'exposition et une salle adaptée à la danse, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ont été ajoutées au réseau Accès culture.
- Une trousse d'accompagnement pour la planification d'un lieu culturel de proximité dans le réseau Accès culture a été élaborée.
- Plusieurs projets de lieux culturels de proximité sont en préparation dans les arrondissements. Deux projets sont en chantier, à savoir la maison de la culture de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et le centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce. Un centre de diffusion culturelle pour le cirque est aussi en création dans l'arrondissement Verdun.

ACTION 1

APAISER LA CIRCULATION

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIRECTION - DES TRANSPORTS

ENGAGEMENTS

Poursuivre la mise en place de mesures d'apaisement de la circulation dans les quartiers.

En continu 

Intégrer des mesures d'apaisement de la circulation, des aménagements favorisant les déplacements actifs, ainsi que des mesures de verdissement lors d'interventions sur le réseau routier.

En continu 

RÉALISATIONS

- Tous les arrondissements implantent progressivement des mesures d'apaisement de la circulation dans les endroits critiques.
- Depuis 2007, début du programme de sécurisation, 174 carrefours ont été réaménagés, soit environ 35 % de l'objectif.
- Une démarche de planification intégrée a été entreprise par la Direction des transports de la Ville de Montréal et les arrondissements, afin d'intégrer des mesures de sécurisation et d'apaisement de la circulation aux travaux d'infrastructures projetés.

ACTION 15

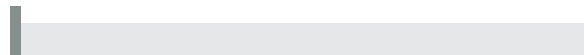
CONTRIBUER AU VERDISSEMENT ET À LA RÉDUCTION DES ÎLOTS DE CHALEUR

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - DIRECTION - DES GRANDES PARCS ET DU VERDISSEMENT, DIRECTION - DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET URBAIN, DIRECTION - DE LA DIVERSITÉ SOCIALE

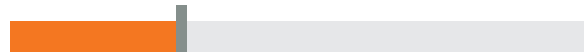
ENGAGEMENTS

Adopter et mettre en œuvre une stratégie de biodiversité et de verdissement pour Montréal.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 : 30



Adapter les outils réglementaires et critères d'aménagement de manière à maximiser le verdissement et la lutte aux îlots de chaleur principalement pour les nouveaux projets d'aménagement et de développement qui seraient applicables, par exemple, aux aires de stationnement, aux toits et terrasses, aux nouveaux lotissements, aux domaines public et privé.

En continu 

RÉALISATIONS

- Les travaux d'élaboration de la stratégie de biodiversité et de verdissement ont commencé. Cinq étapes sont prévues. Les deux premières ont été réalisées (signature de l'engagement de biodiversité en 2011; élaboration d'un rapport sur la biodiversité et ses modalités de gestion en 2013).
- Un groupe de travail a été mis en place dans le but d'introduire de nouvelles normes de construction et d'urbanisme permettant notamment de diminuer l'empreinte écologique des constructions, de réduire les îlots de chaleur et d'assurer une meilleure gestion de l'eau.
- Un guide technique a été publié en 2013 pour aider à concevoir des toits végétalisés.
- Une carte des îlots de chaleur et des secteurs vulnérables a été dressée, et les critères de leur intégration dans le futur schéma d'aménagement ont été définis.
- Les arrondissements et les villes liées poursuivent la bonification de leurs outils réglementaires et appliquent de plus en plus de normes à cet effet.

ENGAGEMENTS

Mettre en valeur les milieux naturels existants en les intégrant au sein des projets urbains et aménager de nouveaux espaces verts en nombre suffisant.

En continu 

En lien avec la *Stratégie de biodiversité et de verdissement*, et en collaboration avec les différentes instances, développer des approches novatrices et des programmes en matière d'agriculture urbaine.

En continu 

RÉALISATIONS

- Un volet « biodiversité et écologie urbaine » a été intégré au cadre de référence des Promenades urbaines.
 - Un travail de concertation a été effectué pour établir le plan de conservation de la Coulée Grou.
 - Un plan concept de l'écoterritoire de la Coulée verte du ruisseau Bertrand est en cours de réalisation.
 - Le règlement créant le parc-nature des Sources (arrondissement Saint-Laurent) a été adopté.
-
- Un comité de travail permanent de la collectivité montréalaise en agriculture urbaine a été créé.
 - Un document présentant l'état de l'agriculture urbaine montréalaise a été publié.
 - Le travail se poursuit pour le développement de l'agriculture à l'Île-Bizard, en accord avec le concept de paysage humanisé.
 - Un groupe de travail interinstitutionnel élabore le *Plan de développement de la zone agricole* (PDZA).
 - La Ville de Montréal participe au projet *ultiver l'espoir* du Regroupement des magasins-partage.

ACTION 1^

VALORISER MONTRÉAL COMME MILIEU - E VIE AMILIAL

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - IRECTION - E L' ABITATION, - IRECTION - E LA - IVERSITÉ SOCIALE, - IRECTION - E LA CULTURE ET - U PATRIMOINE

ENGAGEMENTS

Poursuivre le plan de marketing *habiter Montréal*, en collaboration avec plusieurs grands partenaires.

En continu 

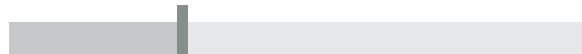
RÉALISATIONS

- La Ville de Montréal mène des activités de promotion auprès des employés, en collaboration avec une dizaine d'établissements de santé et avec l'Office municipal d'habitation de Montréal.
- L'opération « Découverte de quartiers » s'est déroulée avec succès dans 9 arrondissements; elle a réuni 700 participants en 2013.
- Le site Internet Habitermontreal.com, créé en 2012, reçoit des dizaines de milliers de visites; la page Facebook associée compte près de 3000 abonnés; le fil Twitter, plus de 5000.

ENGAGEMENTS

Planter au moins 75 haltes familles dans les immeubles municipaux d'ici 2015.

Avancement 2011: 30



Avancement 2013 100



Promouvoir la programmation culturelle jeune public du réseau Accès culture en renouvelant le portail Web de manière à y inclure la programmation des arrondissements d'ici 2011.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100



Améliorer la promotion des activités familiales: doter le site Internet www.accesculture.com d'une section famille (pour 2011) pour faire la promotion des sorties.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100



RÉALISATIONS

- Les modifications apportées en 2012 aux modalités du programme de certification *ualité amille* ont permis une plus grande adhésion des arrondissements.
 - Dans les 19 arrondissements, 232 bâtiments ont ainsi été certifiés. De plus, 14 bâtiments déjà certifiés ont reçu de l'équipement adapté supplémentaire.
 - La certification *ualité amille* a bénéficié d'une campagne promotionnelle; des outils de signalisation intérieurs et extérieurs ont été conçus; une carte Internet présentant les bâtiments certifiés dans les quartiers a été mise en ligne.
-
- En 2013, une campagne de communication sur la programmation « jeune public » a été lancée.
 - Le dévoilement de la programmation estivale gratuite dans les parcs s'est fait dans le cadre d'un événement spécial, à savoir la première présentation du spectacle « Hansel et Gretel » par le théâtre La Roulotte. Plus de 800 personnes (des familles, principalement) y ont assisté.
 - Le blogue Accès culture a servi de support au lancement de la saison 2013-2014 d'Accès culture et à la mise en valeur de la programmation « jeunesse ».
-
- Un blogue Accès culture a été créé qui secondera le site Internet; il met notamment l'accent sur les sorties en famille.
 - Le partenariat avec le site Internet spécialisé www.lamarellemag.com se poursuit.

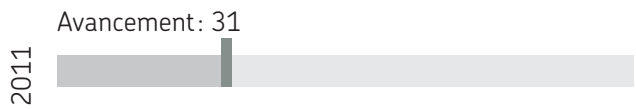


ORIENTATION 3

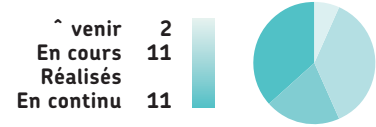
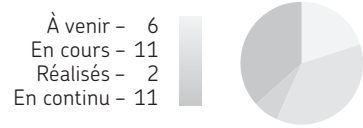
PRATIQUER UNE GESTION RESPONSABLE - DES RESSOURCES

VUE D'ENSEMBLE - DES ACTIONS LIÉES À L'ORIENTATION

actions comprenant 30 engagements



Statut des engagements municipaux



ACTION 1

RÉ-UIRE LES UITES - 'EAU ET LES USAGES ILLICITES

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - E L'EAU

ENGAGEMENTS

Dépister et réparer systématiquement les fuites sur l'ensemble du territoire.

En continu 

Renouveler 1 du réseau d'aqueduc par année.

En continu 

Contrôler les usages illicites de l'eau.

En continu 

RÉALISATIONS

Conduites principales :

- En 2012 et 2013, le dépistage de fuites a été réalisé sur 35 km de conduites du réseau primaire. En 2013, 20 fuites ont été réparées sur 9 tronçons de ce réseau.

Conduites secondaires :

- En 2012, le dépistage a été mené pour 84 du réseau secondaire du territoire; 758 réparations ont été effectuées. En 2013, le dépistage a concerné 73 du territoire; 900 réparations ont été effectuées.
- En 2013, une équipe a été mise en place pour effectuer le dépistage systématique des fuites sur le réseau secondaire.

- En 2012, 39,2 km ont été renouvelés, soit 1,1 du réseau.
- En 2013, 27,4 km ont été renouvelés, soit 0,8 du réseau.
- Le niveau de réalisation 2013 a été grandement affecté par la mise en place de la loi 1 sur l'intégrité en matière de contrats publics par le gouvernement du Québec et l'obligation d'octroyer les contrats à des fournisseurs ayant obtenu une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- Une nouvelle réglementation sur l'usage de l'eau a été adoptée. D'importants efforts sont déployés pour en informer les usagers.
- Entre 2010 et 2013, plus de 2000 inspections ont été menées et un peu plus de 200 avis ont été émis.
- Grâce aux correctifs apportés à la suite des inspections, ce sont désormais plus de 200 000 m³ d'eau qui sont économisés chaque année.

ACTION 18

RÉPERTORIER LA CONSOMMATION - 'EAU PAR SECTEUR - 'ACTIVITÉ

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - E L'EAU

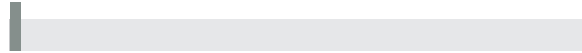
ENGAGEMENTS

Colliger et analyser les consommations rapportées par les partenaires, complétées par les données de compteurs compilées par l'administration municipale.

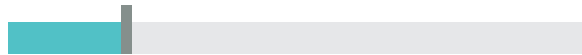
En continu 

Établir, à partir de ces données, des cibles de consommation efficace par secteur d'activité.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 : 20



RÉALISATIONS

- En 2012, un programme d'installation de compteurs d'eau dans les industries, commerces et institutions (ICI) existants a été amorcé et plus de 2045 compteurs d'eau ont été installés. Toutefois, pas assez de données comparatives ont été recueillies pour pouvoir analyser la consommation d'eau dans les ICI.
- Des recherches ont été menées afin de connaître les cibles de consommation d'eau fixées dans d'autres villes, pour différents secteurs d'activité. Les cibles applicables à Montréal seront établies lorsque suffisamment de données auront été obtenues et analysées à partir des compteurs d'eau installés.

ACTION 1

AMÉLIORER L'ÉCONOMIE DE L'EAU POTABLE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - E L'EAU, DIRECTION - U - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENGAGEMENTS

Négocier et élaborer, avec les secteurs de la distribution, de la construction et de la gestion immobilière, des ententes volontaires privilégiant la vente et l'installation d'appareils à faible consommation d'eau.

Avancement 2011 : 80



Avancement 2013 : 100



Inciter les promoteurs immobiliers (résidentiel, commercial, institutionnel), notamment dans le cadre d'un accord de développement, à mettre en place des systèmes et des appareils économisant l'eau potable.

En continu 

RÉALISATIONS

- Deux règlements sur l'usage de l'eau (13-023 et RCG 13-011) ont été adoptés en 2013 par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. De nouvelles dispositions visent certains équipements (climatiseurs à eau et systèmes d'arrosage, p. ex.).
- L'adoption de la réglementation provinciale obligeant l'installation d'équipements à faible débit a été reportée au printemps 2014.
- La Ville de Montréal a collaboré en 2012 avec Hydro-Québec et le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) à un projet de distribution d'équipements économiseurs d'eau (aérateurs de robinet et pommeaux de douche).
- Un accord de développement concernant le site des anciens ateliers du CN va dans ce sens : en plus de privilégier l'utilisation de systèmes et d'appareils économisant l'eau potable, le promoteur s'est engagé à favoriser le captage, la rétention et l'infiltration à la source et à utiliser une partie de ces eaux pour l'irrigation des espaces verts.

ENGAGEMENTS

Mettre en place une « patrouille bleue » afin de sensibiliser les citoyens.

Avancement 2011 : 100



Avancement 2013 : 100



Soutenir le programme d'économie d'eau potable de Réseau-Environnement.

En continu 

RÉALISATIONS

- Entre 2012 et 2013, plus de 22 000 personnes ont été sensibilisées par la Patrouille bleue. Elle a notamment tenu un kiosque sur l'économie d'eau potable durant la foire Écosphère en 2012 et en 2013.

- La Ville de Montréal a participé à la campagne 2012 de Réseau-environnement sur l'économie d'eau potable : des kiosques d'information ont été tenus lors de différents événements et des jeunes ont été sensibilisés dans le cadre des camps de jour.
- Un soutien financier de 17 246 \$ en 2012 et de 11 500 \$ en 2013 a été accordé au programme d'économie d'eau potable (PEEP) de Réseau Environnement.

ACTION 20

AVORISER LE CAPTAGE, LA RÉTENTION ET L'INFILTRATION - DES EAUX PLUVIALES À LA SOURCE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - DIRECTION DE L'URBANISME ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SERVICE DE L'EAU, DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ENGAGEMENTS

Intégrer des infrastructures vertes de captage, de rétention et d'infiltration (les milieux humides, entre autres) dans ses propres projets d'aménagement, y compris sur rue.

En continu 

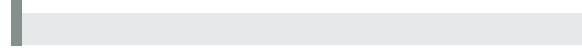
RÉALISATIONS

- La mise en œuvre des projets d'aménagement qui introduisent des mesures de captage des eaux et de verdissement s'est poursuivie, notamment au Quartier de la Gare, au Carrefour Henri-Bourassa-Pie-IX, aux abords du CUSM (boul. Décarie), au Quartier chinois, au square Cabot et à Griffintown.
- Un guide sur les critères d'implantation d'infrastructures vertes est en cours d'élaboration.
- Une quarantaine d'infrastructures vertes a été recensée dans les arrondissements, appartenant au domaine public ou privé.
- Des travaux d'aménagement d'un îlot vert ont été réalisés dans le cadre du projet Quartier 21 Peter-Mc-Gill.

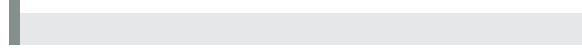
ENGAGEMENTS

Évaluer la pertinence d'investir dans des équipements de traitement des eaux de pluie lorsque les conditions le justifient.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 0



Sensibiliser les citoyens à la gestion écologique des eaux de pluie (débranchement de gouttières, utilisation de barils de récupération des eaux de pluie, etc.).

En continu

Étudier la faisabilité du débranchement des drains centraux des bâtiments à toit plat.

Avancement 2011 : 100



Avancement 2013 100

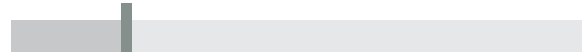


Adapter les outils réglementaires et les critères d'aménagement et intégrer au prochain plan de développement urbain des mesures rendant obligatoires, selon le milieu, l'aménagement d'espaces libres autour des bâtiments par lesquels l'eau de pluie pourrait être interceptée et infiltrée par le couvert végétal.

En continu

Établir un plan directeur complet du réseau d'égouts permettant d'identifier les infrastructures de captage à mettre à niveau.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 0



RÉALISATIONS

- Un diagnostic de la qualité de l'eau par temps sec est en cours présentement. Un diagnostic par temps pluvieux sera réalisé au cours des prochaines années afin que soient proposées des mesures correctives si nécessaire.

- L'application du Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (Règlement 07-031) se poursuit auprès des résidents dans 16 arrondissements. Depuis 2010, plus de 2000 inspections ont été réalisées dans ce cadre.
- Par l'intermédiaire des éco-quartiers, 1000 barils de récupération d'eau de pluie ont été vendus aux Montréalais en 2012, et 492 autres en 2013.

- La possibilité de réaliser un projet de détournement des drains pluviaux d'un bâtiment municipal vers une surface perméable est en cours d'évaluation.
- Un projet de détournement des eaux pluviales des toits plats d'une patinoire couverte (aréna) est à l'étude dans un arrondissement.
- Un comité de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) évalue des conceptions de plomberie permettant de dévier les eaux pluviales des toits plats vers l'extérieur des bâtiments plutôt que vers le réseau d'égout.

- La gestion des eaux pluviales est un enjeu abordé dans le *Projet de Plan de développement de Montréal*. Cette question est aussi analysée dans le cadre de la préparation du prochain *Scéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal*.
- Un groupe de travail sur l'introduction de nouvelles règles visant à réduire l'empreinte écologique des constructions, à diminuer les îlots de chaleur et à assurer une meilleure gestion de l'eau a été mis en place.

- Les études hydrauliques se poursuivent et devraient s'achever à la fin de l'année 2017. À ce jour, plus de 60 des bassins unitaires ont été couverts.

ACTION 21

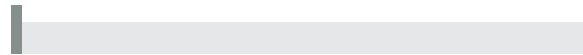
PRÉVENIR ET CORRIGER LES RACCORDEMENTS INVERSÉS CONTAMINANT LE RÉSEAU - 'ÉGOUT PLUVIAL

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - E L'EAU, - IRECTION - E L'ENVIRONNEMENT

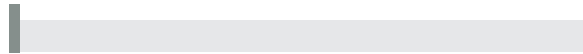
ENGAGEMENTS

Effectuer un suivi régulier de la qualité des eaux des exutoires du réseau d'égout pluvial.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 0



Inspecter 2 500 bâtiments afin d'y dépister les raccordements inversés.

Avancement 2011 : 90

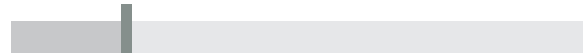


Avancement 2013 100



Corriger 125 situations de raccordements inversés d'ici 2015.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 100



Poursuivre le dépistage dans les 120 réseaux qui n'ont pas encore été étudiés.

Avancement 2011 : 50

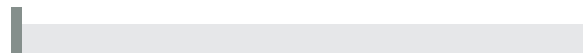


Avancement 2013 0

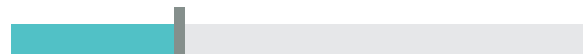


Préparer un plan de prévention des raccordements inversés aux réseaux publics d'ici 2015.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 30



RÉALISATIONS

■ Cet engagement débutera lorsque l'inventaire complet des réseaux pluviaux sera terminé (voir action 20).

■ À ce jour, 12 329 bâtiments ont fait l'objet de dépistages dans l'agglomération de Montréal.

■ Depuis 2010, 598 raccordements inversés ont été confirmés, dont 249 ont été corrigés.

■ Des 178 réseaux pluviaux problématiques encore non étudiés, 144 l'ont été pour la première fois.

■ Des discussions ont été amorcées avec les villes liées au sujet des différentes options de certificat de conformité considérées pour le branchement des bâtiments.

ACTION 22

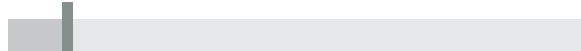
IMPLANTER - ES MESURES - E RÉ- UCTION ^ LA SOURCE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - E L'ENVIRONNEMENT

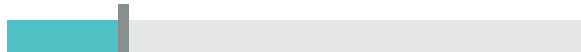
ENGAGEMENTS

Bannir les bouteilles d'eau à usage unique des édifices municipaux, utiliser des verres réutilisables et des pichets d'eau plutôt que de l'eau embouteillée, et s'assurer que des fontaines d'eau potable sont en place aux endroits adéquats.

Avancement 2011: 10

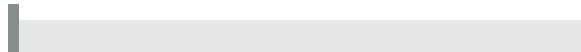


Avancement 2013 20

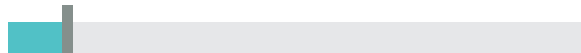


Remplacer le plastique n° 6 dans les comptoirs alimentaires qui sont régis par la Ville.

Avancement 2011: 0



Avancement 2013 10



RÉALISATIONS

- Des travaux sont en cours pour préparer une directive municipale visant le bannissement progressif de la vente et de l'achat de bouteilles d'eau à usage unique dans les bâtiments municipaux, incluant les concessions alimentaires et les machines distributrices.
- Des travaux sont en cours pour préparer une procédure du Service de concertation avec les arrondissements, ainsi que les ressources matérielles connexes, en vue de la mise aux normes des fontaines d'eau potable et de la modification des baux des concessions alimentaires.
- Le remplacement de cette matière est amorcé dans la cafétéria de l'immeuble de l'administration municipale situé au 801, rue Brennan.

ACTION 23

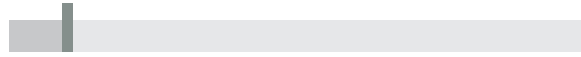
IMPLANTER - ES MESURES - E RÉCUPÉRATION ET - E VALORISATION

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - E L'ENVIRONNEMENT

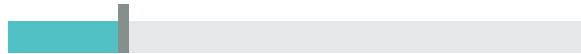
ENGAGEMENTS

Offrir la collecte des matières organiques aux citoyens (huit logements et moins).

Avancement 2011 : 10

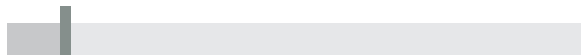


Avancement 2013 : 20

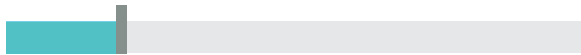


Construire deux centres de digestion anaérobie, deux centres de compostage et un centre pilote de prétraitement.

Avancement 2011 : 10



Avancement 2013 : 20



Détourner les résidus CRD de l'élimination et les acheminer vers des centres de traitement.

En continu 

Offrir une seule collecte de déchets par semaine.

Avancement 2011 : 50

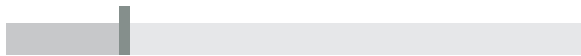


Avancement 2013 : 0

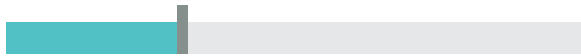


Accroître le réseau des écocentres.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 : 30



RÉALISATIONS

- En attendant la construction d'installations de traitement des matières organiques dans l'île de Montréal, neuf administrations locales ont débuté la récupération des résidus alimentaires et sept autres, celle des résidus mélangés (résidus verts et alimentaires collectés ensemble). La collecte des résidus verts est, elle, déjà bien implantée sur le territoire de l'agglomération montréalaise.
- En 2012, ce sont 38 785 tonnes de matières organiques (résidus verts, alimentaires et mélangés) qui ont été récupérées. Le taux de récupération a été de 11 % en 2012 (les données ne sont pas encore disponibles pour 2013).
- Des documents d'appels d'offres sont en production pour deux des sites prévus; le troisième site a dû être abandonné. Un autre terrain devra être choisi.
- On estime que 40 % des matières envoyées au centre de traitement sont détournées de l'enfouissement. Ce sont respectivement 36 000 tonnes et 34 250 tonnes de CRD qui l'ont été en 2012 et 2013.
- Seules 9 des 33 administrations locales (arrondissements et villes liées) assurent encore deux collectes d'ordures ménagères par semaine, sur l'ensemble de leur territoire.
- Le *Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2011* (PDGMR) prévoit l'établissement de huit écocentres supplémentaires. Celui de LaSalle a ouvert ses portes en 2011. Un appel d'offres a été lancé en 2013 pour la construction d'un écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

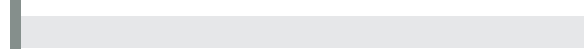
ACTION 2

TENIR - ES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIVISION - U - DÉVELOPPEMENT - DURABLE, - DIRECTION - DE LA CULTURE ET - U PATRIMOINE

ENGAGEMENTS

Obtenir la certification en gestion responsable d'événements (norme BNQ 9700-253/2010) d'ici 2011 pour la Direction de l'environnement.
Avancement 2011: 0



Avancement 2013 100

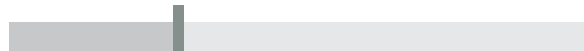


Sensibiliser les promoteurs tenant des événements sur le domaine public à la gestion responsable d'événements.

En continu

Adopter des critères de développement durable pour les festivals et événements montréalais en se conformant à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

Avancement 2011: 30



Avancement 2013 100



RÉALISATIONS

- Le certificat de conformité du Bureau de normalisation du Québec en gestion responsable d'événements a été obtenu par la Ville de Montréal le 15 mai 2013.
- En 2013, neuf événements visant une classification ont été tenus pour des activités du Service de la qualité de vie. De plus, 29 personnes ont été formées à l'utilisation de la norme.
- Des articles et des conditions relatives au développement durable ont été ajoutés aux programmes de soutien, aux protocoles et aux formulaires pour les festivals et les événements sous la responsabilité de la Direction associée Cinéma, Festivals et Événements.
- Des négociations sont en cours pour le renouvellement des ententes de partenariat relatives aux festivals pour les années 2014 à 2017, afin notamment d'améliorer les pratiques en développement durable.
- Des rencontres de sensibilisation ont eu lieu avec 25 promoteurs d'événements.
- Un projet pilote a inscrit le Théâtre de verdure comme diffuseur écoresponsable du réseau Accès culture en 2013.
- Les critères d'évaluation des demandes d'aide financière pour les festivals et événements tiennent compte du développement durable.
- Des critères de développement durable ont été inscrits aux cahiers des charges de 30 promoteurs pour l'organisation d'événements ou de festivals.



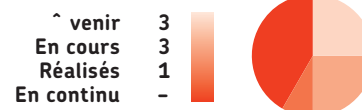
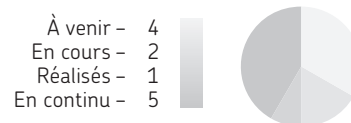
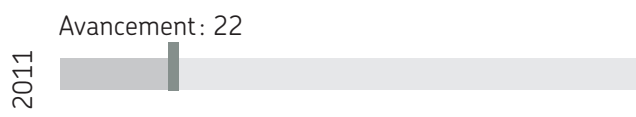
ORIENTATION

**A- OPTER - E BONNES PRATIQUES - E - ÉVELOPPEMENT
- URABLE - ANS LES ENTREPRISES, LES INSTITUTIONS
ET LES COMMERCE**

VUE - 'ENSEMBLE - ES ACTIONS LIÉES ^ L'ORIENTATION

actions comprenant 12 engagements

Statut des engagements municipaux



ACTION 25

APPUI À L'ÉVELOPPEMENT - U SECTEUR - ES TECHNOLOGIES PROPRES

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIRECTION - DE L'URBANISME ET - U - ÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

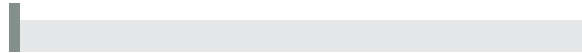
ENGAGEMENTS

Soutenir le rayonnement d'Écotech Québec et la mise en œuvre de son plan d'action, notamment la création d'une vitrine des technologies propres.

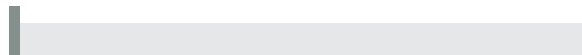
En continu 

Inclure les entreprises en technologies propres dans les secteurs prioritaires d'investissement des organismes de développement économique local de Montréal.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 : 0



Proposer, de concert avec les gouvernements, des outils réglementaires et fiscaux visant à accélérer le développement d'une industrie locale montréalaise, concurrentielle sur les marchés mondiaux.

En continu 

Contribuer à la mise en place d'un marché du carbone et assurer le maintien de la Bourse du carbone à Montréal, en collaboration notamment avec Réseau Environnement et Écotech Québec, le Conseil patronal de l'environnement et le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

En continu 

RÉALISATIONS

- La Ville de Montréal est membre d'Écotech Québec depuis janvier 2013.

(non débuté)

- En juin 2011, le chantier « Cadre réglementaire et fiscal » d'Écotech Québec a déposé auprès des deux ordres de gouvernement supérieurs une proposition concernant de nouvelles dispositions législatives visant l'introduction d'un crédit d'impôt qui favoriserait la commercialisation de nouvelles technologies. Cette proposition a été réitérée en 2013.

- En décembre 2011, le gouvernement du Québec a adopté le règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.

ACTION 2^

STIMULER LA - EMAN- E - E TEC NOLOGIES, - E PRO- UITS ET - E SERVICES VERTS

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - IRECTION - E L'APPROVISIONNEMENT , - IRECTION - E L'URBANISME ET - U - ÉVELOPPEMENT ÉCONOMI UE

ENGAGEMENTS

Adopter une politique d'approvisionnement responsable qui tienne compte de l'impact environnemental et social des acquisitions de biens et services de l'administration municipale et ce, tout au long de leur cycle de vie.

Avancement 2011: 100

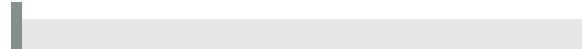


Avancement 2013 100

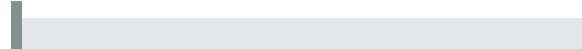


Proposer l'adoption d'une réglementation pour favoriser l'intégration harmonieuse en milieu urbain d'appareils de production d'énergies vertes (éoliennes, panneaux solaires et autres).

Avancement 2011: 0



Avancement 2013 0



RÉALISATIONS

- La politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal a été adoptée le 27 octobre 2011. Plusieurs des points abordés concernent le développement durable.
- Aucune réglementation n'a été préparée en ce sens, mais certains projets immobiliers proposent des aménagements de ce genre (sous la responsabilité de chaque arrondissement).

ACTION 2

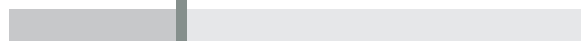
AMÉLIORER LES ENTREPRISES MONTRÉALAISES À ADAPTER À DE MEILLEURES PRATIQUES
- EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION DE L'URBANISME ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

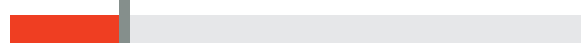
ENGAGEMENTS

Implanter sur le territoire montréalais un concept d'écoparc industriel pour encourager les entreprises à amorcer, individuellement et collectivement, un virage vert dans les parcs et les espaces industriels.

Avancement 2011 : 30

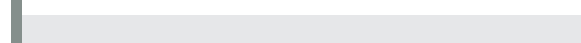


Avancement 2013 : 20

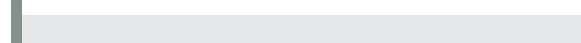


Intégrer un volet vert et des incitatifs à la certification environnementale dans les programmes d'aide existants, si possible, et futurs destinés aux entreprises montréalaises.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 : 0



RÉALISATIONS

- Le projet pilote d'écoparc devrait avoir lieu au parc industriel d'Anjou, mais ce dossier demeure à l'étape de la recherche de financement.
- L'écoparc Eco-campus Hubert Reeves a cédé environ 143 000 m² pour que soit créé sur son terrain un nouveau parc-nature.

- Le programme *Partenariat Industrie* prévoit une subvention additionnelle pour les bâtiments admissibles auxquels a été attribuée une certification LEED. Cet aspect pourrait être intégré à la révision imminente des programmes *Partenariat Industrie*, *Partenariat de l'Est* et *Partenariat Innovation*.

ACTION 28

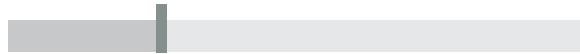
A- OPTER UN SYSTÈME DE GESTION, UNE RÉGLEMENTATION OU UNE POLITIQUE QUI PERMETTE D'OBTENIR DES CERTIFICATIONS INTÉGRANT DES NOTIONS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES : DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DIRECTION DE L'URBANISME ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

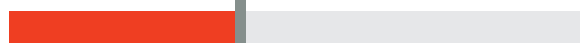
ENGAGEMENTS

Mettre en place un système de gestion environnementale dans au moins quatre unités d'affaires.

Avancement 2011 : 25



Avancement 2013 : 0



Promouvoir la construction et la rénovation de bâtiments plus verts selon des normes reconnues (LEED, BOMA-BEST et autres) sur le territoire, et préparer à moyen terme une réglementation visant une certification obligatoire.

En continu

RÉALISATIONS

- La Direction de l'environnement a mis sur pied un système de gestion environnemental (SGE) en 2006. En 2012, 89 des projets prévus au SGE étaient implantés ou en cours de réalisation. La planification d'une 3e boucle de gestion environnementale, basée sur la certification EMAS *co Management and audit Scheme*, est en cours.
 - L'arrondissement de Saint-Laurent poursuit l'implantation d'un SGE.
 - La Direction des immeubles de la Ville de Montréal implantera un SGE sous peu.
 - Le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement de la Ville de Montréal étudie la possibilité d'implanter un SGE lié à la certification ISO 14 001.
-
- En 2012, un groupe de travail a été formé pour examiner la possibilité de « verdir » le règlement de construction. Le *guide technique pour préparer une solution de recouvrement en vue de la construction de toits végétalisés* a découlé des travaux de ce groupe de travail.

ACTION 2

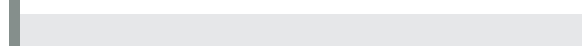
RÉVISER LES PROGRAMMES MUNICIPAUX DE SOUTIEN FINANCIER À L'INDUSTRIE ET À L'ÉCONOMIQUE

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ENGAGEMENTS

Réviser les programmes municipaux de soutien financier de la Ville et y intégrer des incitatifs à la certification environnementale.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 : 0



RÉALISATIONS

- Le programme *P* *M*-industrie comprend une mesure incitative à la certification LEED. En 2013, 12 projets ont obtenu la certification.
- Il est envisagé d'introduire l'obligation d'obtenir une certification LEED, BOMA-BEST ou autre dans une prochaine modification réglementaire.

ACTION 30

PARTICIPER À DES ACTIVITÉS DE FORMATION SUR LA CERTIFICATION ET LES PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIVISION DE L'ÉVELOPPEMENT DURABLE

ENGAGEMENTS

Participer à l'organisation de rencontres du Réseau du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise sur le thème de la certification et des programmes environnementaux.

En continu 

RÉALISATIONS

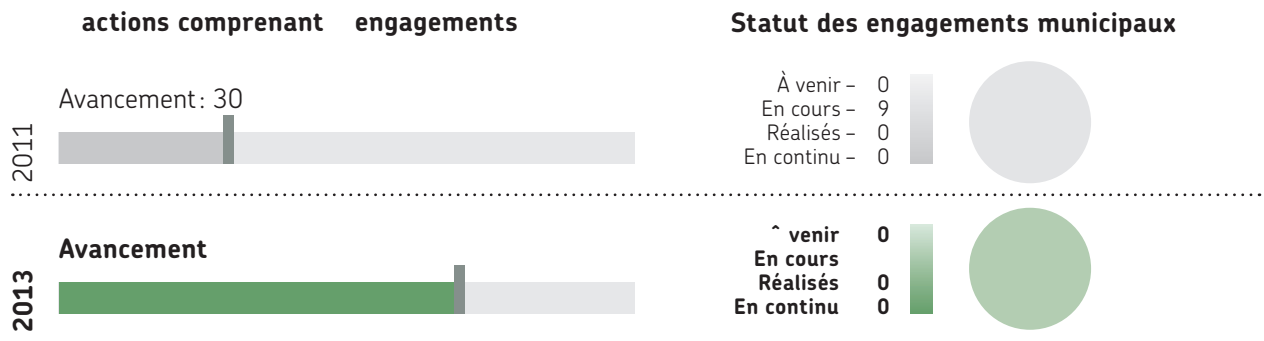
- Une rencontre du réseau d'échange a eu lieu en décembre 2013 sur le thème des certifications des bâtiments écologiques (LEED, BOMABest, etc.).



ORIENTATION -

AMÉLIORER LA PROTECTION - E LA BIO-IVERSITÉ, - ES MILIEU NATURELS ET - ES ESPACES VERTS

VUE - 'ENSEMBLE - ES ACTIONS LIÉES ^ L'ORIENTATION



ACTION 31

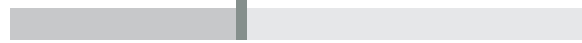
ÉTABLIR UN CADRE DE COLLABORATION POUR PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LES TERRITOIRES RURAUX EN BIODIVERSITÉ

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES : DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT

ENGAGEMENTS

Élaborer un cadre de collaboration avec les intervenants œuvrant dans la mise en valeur de la biodiversité à Montréal d'ici 2013.

Avancement 2011 : 40



Avancement 2013 : 0



Atteindre l'objectif de 6 % de protection du territoire terrestre montréalais.

Avancement 2011 : 90

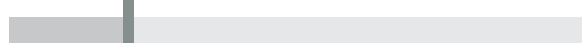


Avancement 2013 : 0



Confirmer la protection des sites visés par l'objectif de 6 % de protection du territoire montréalais par leur inscription au *répertoire des milieux naturels protégés de l'agglomération de Montréal* d'ici 2015.

Avancement 2011 : 20

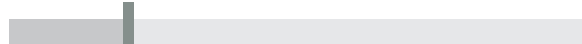


Avancement 2013 : 0

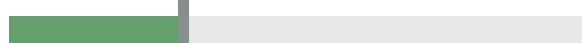


Création d'un paysage humanisé, tel que défini par la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, sur des terres agricoles.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 : 30



RÉALISATIONS

- Un rapport sur la biodiversité à Montréal a été produit, avec l'aide d'un comité composé de partenaires internes et externes à la Ville de Montréal.
- Un compendium a été publié à la suite du Rendez-vous Biodiversité urbaine tenu en mai 2013 et qui a réuni plus de 150 participants. Les conférenciers et participants provenaient d'une vingtaine de villes, dont dix non canadiennes, représentant sept pays différents.
- À la fin de 2013, 5,76 % du territoire terrestre montréalais était protégé, soit 2886 ha.
- Les plans de gestion écologique de cinq grands parcs ont été parachevés en vue de leur inscription au répertoire en question.
- Une table de concertation et un comité de travail poursuivent leurs travaux pour la création d'un paysage humanisé sur l'Île-Bizard.

ACTION 32

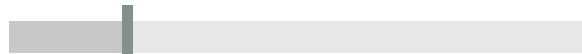
TIRER PRO FIT - ES IN RASTRUCTURES VERTES ET - E LEURS SERVICES ÉCOLOGIQUES EN MILIEU URBAIN
 UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE - DIRECTION - DES GRANDS PARCS ET - DU VERDISSEMENT

ENGAGEMENTS

Adopter et mettre en œuvre avec les partenaires une Stratégie de biodiversité et de verdissement :

- Développer les modalités de gestion consacrés aux différents habitats (bois, rives, friches, milieux humides).
- Assurer la protection des milieux humide d'intérêt.

Avancement 2011 : 20

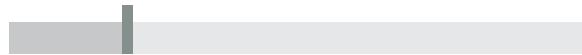


Avancement 2013 : 0



Élaborer une nouvelle programmation visant la création de promenades vertes qui traversent les secteurs plus densément peuplés de l'agglomération de Montréal.

Avancement 2011 : 20

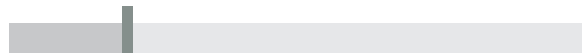


Avancement 2013 : 0



Évaluer les besoins d'investissements à plus long terme dans le domaine de la protection et de la mise en valeur des milieux naturels.

Avancement 2011 : 20



Avancement 2013 : 0



RÉALISATIONS

- Des travaux de cartographie des milieux humides et des sites d'intérêt écologique, ainsi que des zones se prêtant à l'augmentation de la canopée, sont réalisés pour être pris en compte dans le prochain schéma d'aménagement.
- La définition des modalités de gestion des différents habitats est en suspens.
- Un rapport sur la biodiversité à Montréal a été produit qui servira de base à l'élaboration de l'éventuelle stratégie de biodiversité.

- Une charte de programme a été produite pour les promenades urbaines.
- L'élaboration d'un cadre de référence et du programme de financement requis progresse.

- Un inventaire qualitatif et quantitatif permettant d'évaluer les coûts de remplacement est en voie d'achèvement.
- Un exercice étendu d'analyse et de consultation a été entrepris afin de dresser le plan global des parcs et des espaces verts.

ACTION 33

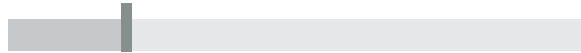
- I NFORMER LE PUBLIC SUR L'ÉTAT DE LA BIODIVERSITÉ AINSI QU'EN FAIRE SENSIBILISER LE PUBLIC ET
- L'ENCOURAGER À AGIR POUR SA PRÉSERVATION

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES : DIRECTION DES GRANDS PARCS ET DU VERDISSEMENT

ENGAGEMENTS

Mettre en œuvre une plateforme commune d'information relative à la biodiversité d'ici 2012, en collaboration avec les partenaires spécialisés dans ce domaine.

Avancement 2011: 20



Avancement 2013: 80



RÉALISATIONS

- Les informations révisées et bonifiées sur les milieux naturels, la biodiversité, les arbres urbains et les différentes actions de la Ville dans ces domaines ont été intégrées au nouveau site Internet de la Direction des grands parcs et du verdissement.
- Une importante campagne de sensibilisation a été menée à propos de l'agrile du frêne.

ACTION 3

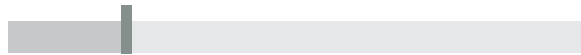
RENFORCER LA GESTION ÉCOLOGIQUE DES ESPACES VERTS SUR LE TERRITOIRE MONTRÉALAIS

UNITÉ MUNICIPALE RESPONSABLE : DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ENGAGEMENTS

Établir le portrait des actions en gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais en vue de l'élaboration d'un programme d'ici 2015.

Avancement 2011: 20



Avancement 2013: 80



RÉALISATIONS

- Un rapport synthèse a été produit sur les actions réalisées en lutte intégrée entre 1993 et 2013 dans l'agglomération montréalaise.
- Des partenariats ont été établis avec le milieu universitaire québécois dans le domaine de la lutte intégrée.
- Un réseau d'échanges en lutte intégrée a été établi avec des gestionnaires municipaux en Amérique du Nord et en Europe.

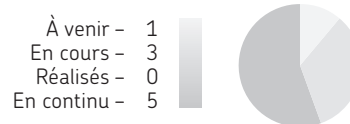


VOLET SOCIAL

VUE - 'ENSEMBLE - ES ACTIONS LIÉES ^ L'ORIENTATION

3 actions comprenant engagements

Statut des engagements municipaux



ACTION 35

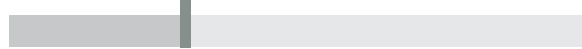
«TRES SOLI-AIRE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - ES A AIRES INSTITUTIONNELLES, - IRECTION - E
L'URBANISME ET - U - ÉVELOPPEMENT ÉCONOMI UE

ENGAGEMENTS

Développer, en collaboration avec les différentes instances visées, des projets en environnement et de développement durable, notamment à Port-au-Prince (Ha ti) d'ici 2015.

Avancement 2011: 30



Avancement 2013 100



Encourager la réalisation et la participation d'employés à des missions de solidarité internationale court terme (partage d'expertise).

En continu 

Promouvoir l'économie sociale selon le Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable.

En continu 

RÉALISATIONS

- Dans le cadre du *Programme de coopération municipale*, 39 missions ont été effectuées au cours des deux dernières années.
- Entre 2012 et 2013, sept missions de solidarité internationale d'une durée d'un mois ont été réalisées par des employés de la Ville de Montréal. Ces missions se sont déroulées au Burkina Faso, au Malawi, au Vietnam et au Pérou dans les domaines du développement urbain, de l'inspection des bâtiments, de l'assainissement des eaux et de l'environnement, ainsi que de l'archivage et du classement.
- La Ville de Montréal a adhéré à la *déclaration d'engagement l'ac at public auprès des entreprises collectives*, une initiative du MAMROT.
- Un soutien financier de 921 000 \$ a été offert à la Maison de l'économie sociale.
- La Ville de Montréal participe à la mise en place d'une plateforme de commerce électronique pour les entreprises d'économie sociale. Elle participe aussi à la stratégie concertée de marketing de l'économie sociale de la région de Montréal.
- 45 entreprises d'économie sociale sont inscrites à ce jour à titre de fournisseur de la Ville de Montréal.

ACTION 3^

«TRE É UITABLE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES - IRECTION - E LA - IVERSITÉ SOCIALE, SERVICE - U CAPITAL UMAIN ET - ES COMMUNICATIONS

ENGAGEMENT

Poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

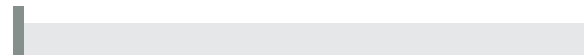
En continu 

Collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

En continu 

Réviser le plan d'action triennal en accès à l'égalité en emploi.

Avancement 2011 : 0



Avancement 2013 100



RÉALISATIONS

- Une démarche concertée de lutte contre la pauvreté est en cours. Les réalisations de 2012 comprennent notamment la consolidation des tables de quartier, la création de quatre nouvelles zones de revitalisation urbaine intégrée et des mesures pour contrer l'itinérance.
- Des ententes avec le MAMROT et le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont été conclues. Plus de 380 projets ont été réalisés en 2012, et 350 en 2013.
- Une nouvelle politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre favorise l'accès à l'égalité en emploi. Depuis 2011, le déploiement de nouveaux modes de postulation en ligne a permis d'atteindre un taux de candidatures de 46 de la part des minorités ethniques et visibles. En 2013, la Ville de Montréal a embauché plus de 830 personnes issues de ces minorités, ce qui correspond à une augmentation de plus de 33 .
- Le Service du capital humain a poursuivi son programme de parrainage professionnel qui offre annuellement un travail rémunéré à une quarantaine de stagiaires.
- Un plan d'action pour les années 2013 à 2015 a été adopté par le Comité exécutif de la Ville de Montréal. Il s'articule autour de quatre engagements portant sur la dotation, l'intégration, le développement des compétences et les communications.

ACTION 3

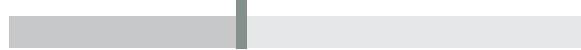
ASSURER LA RELÈVE

UNITÉS MUNICIPALES RESPONSABLES SERVICE - U CAPITAL UMAIN ET - ES COMMUNICATIONS, - IRECTION - E LA - IVERSITÉ SOCIALE, - IRECTION - E LA CULTURE ET - U PATRIMOINE

ENGAGEMENT

Poursuivre le *Plan de gestion prévisionnel de la main-d'œuvre*.

Avancement 2011: 40



Avancement 2013: 0



Encourager l'engagement des jeunes Montréalais, issus notamment des communautés culturelles, par des activités et des emplois en environnement (embauche de 160 jeunes annuellement)

En continu

Augmenter la part de la relève dans la programmation culturelle (réseau Accès culture) afin de la faire passer de 12 à 20 d'ici 2014.

Avancement 2011: 80



Avancement 2013: 0



RÉALISATIONS

- Un plan corporatif de gestion de la main-d'œuvre et des mesures de soutien ont été définis.
 - Un bilan pour les années 2012 et 2013 faisant état des actions mises en place par les arrondissements et services a été déposé à la Direction générale.
 - Le suivi des plans d'action montre que les arrondissements et les services corporatifs ont globalement mis en place plusieurs des actions prévues.
-
- Entre 2012 et 2013, 275 jeunes de 16 à 18 ans ont été embauchés dans le cadre d'activités liées à la Direction de la diversité sociale: 50 dans le cadre des projets *acines au sommet*, 100 dans le cadre des activités de l'Association québécoise pour la protection et l'éducation relative à l'environnement, 80 dans le cadre du programme *alorisation jeunesse* et 45 dans le cadre du projet *Pousses urbaines*.
-
- Les données de 2013 ne sont pas encore disponibles, mais celles de 2012 indiquent que 23 de la programmation *ccès culture* est dédiée à la relève, soit près de 400 activités. Ces résultats témoignent de la volonté des 24 diffuseurs de promouvoir les artistes de la relève.



SUIVI DES RÉALISATIONS DES ARRONDISSEMENTS DE MONTRÉAL



LES PLANS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin d'appliquer de manière cohérente dans l'agglomération montréalaise les actions du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* (le Plan), les arrondissements ont été invités à préparer des plans locaux de développement durable, en utilisant le canevas présenté à l'annexe 5 du Plan. Les plans locaux adoptés sont publiés sur le site www.ville.montreal.qc.ca/developpementdurable.

Les tableaux suivants énumèrent les actions auxquelles les arrondissements se sont engagés dans leurs plans locaux et indiquent leur degré d'avancement. Pour mieux comprendre la contribution des arrondissements aux objectifs du Plan, les libellés de leurs actions ont été assimilés à ceux du Plan qui leur correspondent le mieux. Pour ce faire, plusieurs actions similaires correspondant à une même action du Plan ont parfois été fusionnées. Dans ces cas, des moyennes ont été calculées pour établir le degré d'avancement. Toutefois, les actions dont la réalisation se fait en continu n'ont pas été considérées dans les moyennes. Aussi relèvera-t-on des écarts entre l'information présentée dans certains plans locaux d'arrondissement et les données des tableaux suivants.

ORIENTATION 1

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR
ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



Ahuntsic Cartierville	Anjou	Centre des Neiges Notre-Dame-de-Grâce	Lachine	LaSalle	Le Plateau Mont-Royal	Le Sud-Ouest	L'Île-Bizard Sainte-Genève	Mercier Ouellet-Maisonnette	Montréal Nord	Outremont	Pierrefonds-Roxboro	Rivières des Prairies Pointe-aux-Trembles	Rosemont La Petite Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Verdun	Ville-Marie	Villiers-Saint-Michel Parc-Extension
-----------------------	-------	--	---------	---------	-----------------------	--------------	-------------------------------	--------------------------------	---------------	-----------	---------------------	--	------------------------------	---------------	---------------	--------	-------------	---

1 RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE - ICI 2020 PAR RAPPORT À 2010

1	Élaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise			- données non fournies	Plan en élaboration (0)	- données non fournies		Plan adopté en septembre 2013	- données non fournies	Plan en élaboration (0)								
2	Réduire la dépendance à l'automobile																	
3	Réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments existants et des nouveaux bâtiments																	
4	Augmenter la performance environnementale du parc de véhicules conventionnels																	
5	Encourager l'électrification des transports																	
6	Participer à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques																	

2 ATTEINDRE LE STANDARD PANCANADIEN EN MATIÈRE DE CONCENTRATION DE PARTICULES FINES DANS L'AIR AMBIANT (30 µg/m³) - ICI 2020

7	Réduire l'utilisation du chauffage au bois en milieu urbain																	
8	Expérimenter des solutions de remplacement aux abrasifs minéraux																	
9	Affiner les connaissances sur les sources de particules fines et les quantités émises pour chacune																	
10	Influencer les orientations du comité du Conseil canadien des ministres de l'environnement relativement à la qualité de l'air																	
11	Réduire l'utilisation du mazout dans le chauffage des bâtiments																	

 Pas d'engagement
 En continu

ORIENTATION 2

ASSURER LA QUALITÉ - RES MILIEU - RES VIE RÉSIDENTIELS

Ahuntsic Cartierville
Anjou
Cote des Neiges Notre-Dame-de-Grâce
Lachine
LaSalle
Le Plateau Mont Royal
Le Sud-Ouest
L'Île-Bizard Sainte-Genève Mercier Jocelyne-Maisonneuve
Montréal Nord
Outremont
Pierrefonds Roxboro
Rivières des Prairies Pointe-aux-Trembles
Rosemont La Petite Patrie
Saint-Laurent
Saint-Léonard
Verdun
Ville-Marie
Villiers-Saint-Michel Parc-Extension

3 RÉVISER LE SOL-MIGRATOIRE ENTRE MONTRÉAL ET LA BANLIEURE - ICI 2012, EN S'APPUYANT PRINCIPALEMENT AU MONTRÉALAIS - 2- 3 ANS QUI SUIVENT LA VILLE C'EST-À-DIRE ANNÉE

12	Soutenir un développement résidentiel adapté aux besoins des familles qui soit abordable, sain et écologique			- données non fournies		Plan en élaboration (0)	- données non fournies												
13	Aménager des quartiers durables																		
14	Apaiser la circulation																		
15	Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur																		
16	Valoriser Montréal comme milieu de vie familial																		
	Pas d'engagement																		
	En continu																		

ORIENTATION 3

PRATIQUER UNE GESTION RESPONSABLE
DES RESSOURCES

Ahuntsic Cartierville	Anjou	Côte des Neiges Notre-Dame-de-Grâce	Lachine	LaSalle	Le Plateau Mont-Royal	Le Sud-Ouest	L'Île-Bizard Sainte-Genève	Mercier Jocelyne-Maisonneuve	Montréal Nord	Outremont	Pierrefonds-Roxboro	Rivières des Prairies Pointe-aux-Trembles	Rosemont La Petite Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Verdun	Ville-Marie	Villiers-Saint-Michel Parc-Extension
-----------------------	-------	--	---------	---------	-----------------------	--------------	-------------------------------	---------------------------------	---------------	-----------	---------------------	--	------------------------------	---------------	---------------	--------	-------------	---

RÉDUIRE LE DÉPENSEMENT DE L'EAU POTABLE EN 2015 PAR RAPPORT À L'AN 2000



17 Réduire les fuites d'eau et les usages illicites																			
18 Répertoire la consommation d'eau par secteur d'activité																			
19 Améliorer l'efficacité d'usage de l'eau potable																			

AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX DE RUISSEMENT QUI SE DÉVERSENT DANS LES COURS D'EAU

20 Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie à la source																			
21 Prévenir et corriger les raccords inversés contaminant le réseau d'égout pluvial																			

RÉCUPÉRER LES MATIÈRES RECYCLABLES ET ORGANIQUES, LES RÉSIDUS DOMESTIQUES ANCIENS (R-), LES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION (CR-) ET LES ENCOMBRANTS EN 2015, COMME LE STIPULE LE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

22 Implanter des mesures de réduction à la source																			
23 Implanter des mesures de récupération et de valorisation																			
24 Tenir des événements écoresponsables																			

 Pas d'engagement
 En continu

ORIENTATION

Ahuntsic Cartierville	Anjou	Centre-ville	Lachine	LaSalle	Le Plateau Mont-Royal	Le Sud-Ouest	L'Île-Bizard Sainte-Geneviève	Mercedes-Boissieu Maisonnette	Montréal-Nord	Outremont	Pierrefonds-Roxboro	Rivières des Prairies Pointe aux Trembles	Rosemont La Petite Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Verdun	Ville-Marie	Villiers-Saint-Michel Parc-Extension
-----------------------	-------	--------------	---------	---------	-----------------------	--------------	----------------------------------	----------------------------------	---------------	-----------	---------------------	--	------------------------------	---------------	---------------	--------	-------------	---

**A- OPTER - E BONNES PRATIQUES - E - ÉVELOPPEMENT - DURABLE
- DANS LES INDUSTRIES, LES COMMERCES ET LES INSTITUTIONS**

**1. FAIRE DE MONTRÉAL UN LEADER NORD-AMÉRICAIN EN L'INDUSTRIE ET L'ENVIRONNEMENT
DES TECHNOLOGIES PROPRES - 'ICI 2020**

25 Appuyer le développement du secteur des technologies propres																			
26 Stimuler la demande de technologie, de produits et de services verts																			
27 Aider les entreprises montréalaises à adopter de meilleures pratiques de développement durable																			

**2. AUGMENTER DE 30 LE NOMBRE DE CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES OU D'ACCÉSSIONS
^ - DES PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX VOLONTAIRES ^ MONTRÉAL - 'ICI 2020 PAR RAPPORT ^ 2010**

28 Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permette d'obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable																			
29 Réviser les programmes municipaux de soutien de manière à stimuler la certification																			
30 Participer à des activités de formation sur la certification et les programmes environnementaux																			

Pas d'engagement
 En continu


ORIENTATION -

AMÉLIORER LA PROTECTION - E LA BIO-IVERSITÉ,
- ES MILIEU NATURELS ET - ES ESPACES VERTS

AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES VERTES À MONTRÉAL EN FAISANT PASSER LA CANOPIÉE
- EN 2022 - EN 2021 PAR RAPPORT À 200

	Ahuntsic Cartierville	Anjou	Centre des Neiges Notre-Dame-de-Grâce	Lachine	LaSalle	Le Plateau Mont Royal	Le Sud-Ouest	L'Île-Bizard Sainte-Genève	Mercier Jolicoeur-Maisonneuve	Montréal Nord	Outremont	Pierrefonds Roxboro	Riverdale Pointe-aux-Trembles	Rosemont La Petite Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Verdun	Ville-Marie	
31 Établir un cadre de collaboration pour protéger et mettre en valeur des territoires riches en biodiversité																			
32 Tirer profit des infrastructures vertes et de leurs services écologiques en milieu urbain																			
33 Diffuser l'information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et de l'inciter à agir pour sa préservation																			
34 Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais																			

Pas d'engagement

 En continu

VOLET SOCIAL

	Ahuntsic Cartierville	Anjou	Centre des Neiges Notre-Dame-de-Grâce	Lachine	LaSalle	Le Plateau Mont Royal	Le Sud-Ouest	L'Île-Bizard Sainte-Genève	Mercier Jolicoeur-Maisonneuve	Montréal Nord	Outremont	Pierrefonds Roxboro	Riverdale Pointe-aux-Trembles	Rosemont La Petite Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Verdun	Ville-Marie	
35 Être solidaire																			
36 Être équitable																			
37 Assurer la relève																			

Pas d'engagement

 En continu




SUIVI DE
L'ADOPTION
DES PLANS LOCAUX
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE
DES ÎLES LIÉES
DE MONTRÉAL



À l'initiative de la Commission de l'agglomération montréalaise, les actions de planification (le plan), les villes liées ont été invitées à préparer des plans locaux de développement durable, en utilisant le canevas présenté l'année dernière.

Le tableau ci-dessous présente la liste des villes liées de l'agglomération de Montréal et l'état de l'avancement du processus de leur plan local. Les plans locaux adoptés sont publiés sur le site www.ville.montreal.qc.ca/developpementdurable.

VILLES LIÉES	AVANCEMENT
Baie-D'Urfé	Plan adopté
Beaconsfield	Plan adopté
Côte-Saint-Luc	Donnée non disponible
Dollard-Des Ormeaux	Donnée non disponible
Dorval	Un plan d'urbanisme durable a été adopté
Hampstead	Plan en élaboration Avancement : 50 
Kirkland	Plan adopté
Montréal-Est	Plan adopté
Montréal-Ouest	Donnée non disponible
Mont-Royal	Plan adopté
Pointe-Claire	Donnée non disponible
Sainte-Anne-de-Bellevue	Plan adopté
Senneville	Donnée non disponible
Westmount	Plan adopté



SUIVI DES
RÉALISATIONS DU
PLAN CORPORATIF
DE MONTRÉAL
EN DÉVELOPPEMENT
DURABLE



EN PLUS - U P P P M M , L'A- MINISTRATION
MUNICIPALE S'EST ÉGALEMENT - OTÉE - 'UN PLAN INTERNE LE P P M
PP M - . CE - ERNIER VISE ^ METTRE LE - ÉVELOPPEMENT - URABLE AU C UR
- U ONCTIONNEMENT - E L'ORGANISATION.

IL CONTIENT NOTAMMENT UNE EUILLE - E ROUTE. - ES INITIATIVES SONT PRÉVUES POUR INTÉGRER LE
- ÉVELOPPEMENT - URABLE

- 1 - ANS LES PLANS, POLITI UES, PROGRAMMES ET GRAN- S PRO ETS MENÉS PAR L'A- MINISTRATION
MUNICIPALE MONTRÉLAISE ³
- 2 - ANS LES PRATI UES - E GESTION, PAR - ES INITIATIVES ÉCORESPONSABLES ³
- 3 - ANS LA MESURE - ES PER ORMANCES ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET ÉCONOMI UES - E
L'A- MINISTRATION MUNICIPALE MONTRÉLAISE.

CETTE SECTION MET EN ÉVI- ENCE L'ÉTAT - 'AVANCEMENT - E CES INITIATIVES.

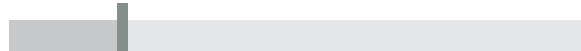
1 PLANS POLITI UES PROGRAMMES ET GRANDS PRO ETS

RÉSULTATS ATTEN- US

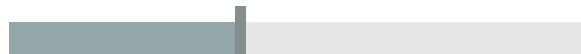
RÉALISATIONS

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉLABORATION
OU À LA RÉVISION D'UN PLAN OU D'UNE POLITIQUE

Révision du *Plan d'urbanisme*, de la *Stratégie
de développement économique*, de la *Charte
montréalaise des droits et responsabilités*, etc.
Avancement 2011: 20



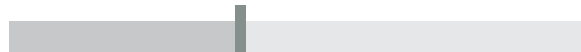
Avancement 2013 0



- L'approche de développement durable s'intègre progressivement aux outils de planification adoptés.

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉLABORATION
OU À LA RÉVISION D'UN PROGRAMME

Révision des programmes liés aux thèmes
des quartiers durables et de l'économie verte en
fonction de l'audit.
Avancement 2011: 40



Avancement 2013 -0



- L'audit sur le thème des quartiers durables a été effectué. Cinq programmes municipaux liés à ce thème ont été analysés.

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA GESTION D'UN GRAND PROJET

Outils d'évaluation en développement durable
pour les grands projets.

Avancement 2011: 70



Avancement 2013 0



- Une grille d'accompagnement en développement durable des grands projets d'aménagement a été élaborée. Une phase d'essai a eu lieu en 2012 et 2013 et des bonifications à cet outil sont en cours.

2 INITIATIVES ÉCORESPONSABLES

RÉSULTATS ATTEN- US

RÉALISATIONS

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Formation aux élus et aux hauts dirigeants.

Avancement 2011: 50

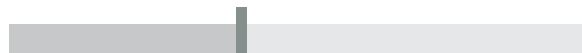


Avancement 2013 -0



Stratégies de communications internes et
campagnes de sensibilisation sur le site Intranet.

Avancement 2011: 40



Avancement 2013 0



- Le 31 janvier 2012, 15 élus ont participé à une formation sur le développement durable.
- La formation destinée aux hauts dirigeants a été reportée, comme mentionné dans le dossier décisionnel associé à la résolution CE13 0335.
- La Ville a organisé des campagnes internes sur le thème du développement durable (*é- limat*, campagne interne sur l'économie d'énergie, etc.).
- Une section « WikiVille » consacrée au développement durable a été créée.

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA PRISE DE DÉCISION

Section sur le développement durable dans les
dossiers décisionnels des instances.

Avancement 2011: 100



Avancement 2013 100



- Une rubrique consacrée au développement durable a été ajoutée aux sommaires décisionnels, sur lesquels reposent les décisions du comité exécutif, du conseil municipal, du conseil d'agglomération et des conseils d'arrondissement de la Ville de Montréal.

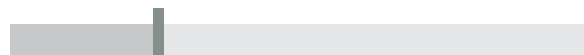
RÉSULTATS ATTEN- US

RÉALISATIONS

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA GESTION DES ACTIVITÉS

Quatre directions du Service du développement et des opérations adoptant un système de gestion environnementale.

Avancement 2011 : 25

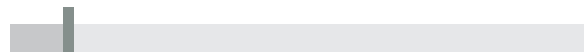


Avancement 2013 -0



Guide de bonnes pratiques en développement durable.

Avancement 2011 : 10



Avancement 2013 100



Déplacements carboneutres et fonds en développement durable.

Avancement 2011 : 80



Avancement 2013 0



■ La Direction de l'environnement a mis sur pied un SGE en 2006. En 2012, 89 des projets prévus au SGE étaient implantés ou en cours de réalisation

■ L'arrondissement de Saint-Laurent poursuit l'implantation d'un SGE.

■ La Direction des immeubles de la Ville de Montréal implantera sous peu un SGE.

■ Le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement de la Ville de Montréal étudie la possibilité d'implanter un SGE lié à la certification ISO 14 001.

■ Une section « WikiVille » consacrée au développement durable a été créée dans laquelle les employés peuvent inscrire des exemples de bonnes pratiques liées à divers thèmes.

■ Un mécanisme financier interne visant à favoriser l'achat de véhicules verts au sein du parc automobile municipal est en vigueur.

■ Par le biais de ce mécanisme, en 2013, le *onds vé icules verts* a reçu un montant de 27 095,48 en paiement de compensations carbone et a octroyé cinq subventions totalisant un montant de 23 994,61 pour l'achat de véhicules hybrides et électriques.

■ La création d'un fonds en développement durable a été reportée, comme mentionné dans le dossier décisionnel associé à la résolution CE13 0335.

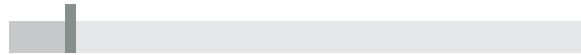
3 PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

RÉSULTATS ATTENDUS

RÉALISATIONS

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA PRODUCTION D'UN RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Rapport de développement durable.
Avancement 2011: 10



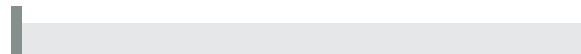
Avancement 2013 0



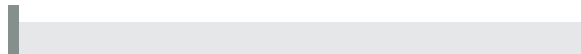
- Un premier rapport de développement durable pour Montréal est en préparation.

INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PERSONNEL CADRE

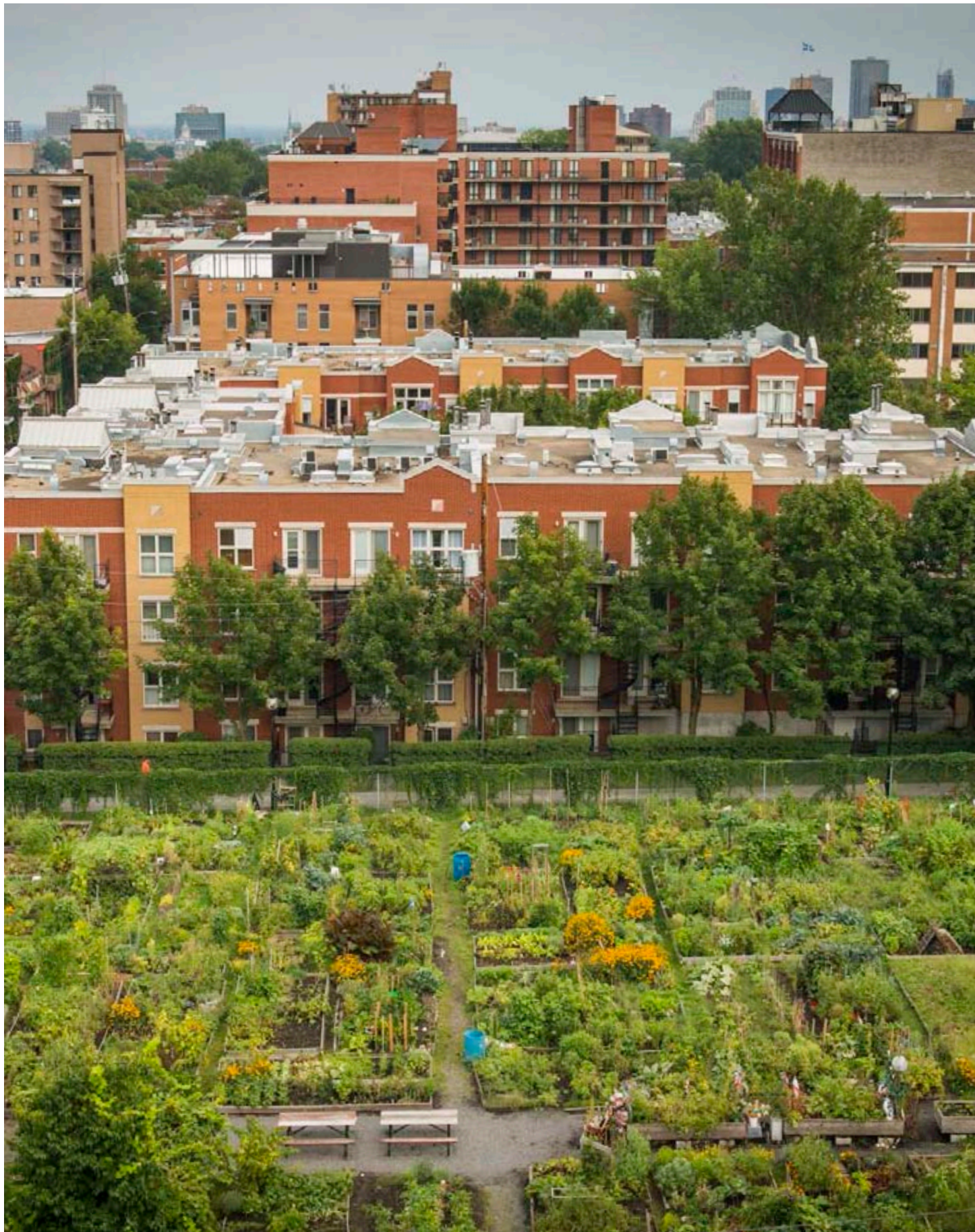
Objectif de développement durable dans le
rapport de gestion de la performance des
directeurs des services corporatifs.
Avancement 2011: 0



Avancement 2013 0



- L'intégration du développement durable à l'évaluation de la performance du personnel cadre a été reportée, comme mentionné dans le dossier décisionnel associé à la résolution CE13 0335.





PARTICIPATION
DES PARTENAIRES
DU PLAN
LA RÉDUCTION
DES MISSIONS
DE GARDE ET
DE SERRE

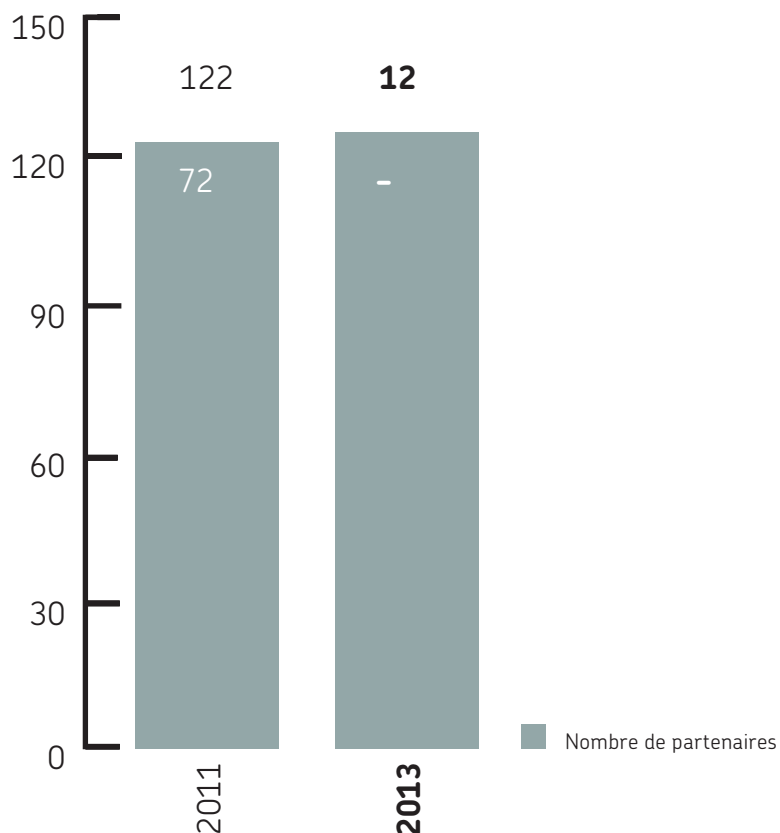


LES ORGANISATIONS PARTENAIRES DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE 2010-2015 RENDENT COMPTE DES ACTIONS QU'ELLES SE SONT ENGAGÉES À METTRE EN ŒUVRE.

DANS LE CADRE DU PRÉSENT BILAN SEULE L'INFORMATION RELATIVE AUX GAZ À EFFET DE SERRE A ÉTÉ RECUEILLIE. LE CHOIX DE METTRE EN ŒUVRE LES DONNÉES SUR CET TÈME A ÉTÉ CŒLÉBRÉ EN 2013 DE L'INVENTAIRE 200 DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE ET DU PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE 2010-2020.

EN JANVIER 2013, LES 215 ORGANISATIONS PARTENAIRES ONT TENTÉ DE REMPLIR UN QUESTIONNAIRE PORTANT SUR LES ACTIONS QU'ELLES ONT EN COURS DE METTRE EN ŒUVRE EN 2013. CES ACTIONS DOIVENT COUVRIR DE L'ORDRE DE 30 LES MISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE D'ICI 2020 PAR RAPPORT À 2005. AU TOTAL, 12 ORGANISATIONS PARTENAIRES DU PLAN (SOIT 5,6% DU TOTAL) ONT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE. LES RÉSULTATS SONT PRÉSENTÉS CI-DESSOUS. Note que les résultats peuvent varier d'un bilan à l'autre en fonction des organisations partenaires qui répondent au questionnaire (la liste des répondants est fournie en annexe).

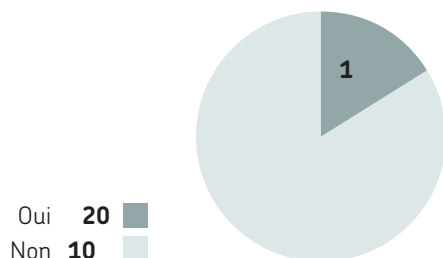
ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES PARTENAIRES À LA COLLECTE DE DONNÉES POUR LA PRODUCTION DES BILANS DU PLAN



ACTION 1

ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE UN PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE

VOTRE ORGANISATION A-T-ELLE UN PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ?



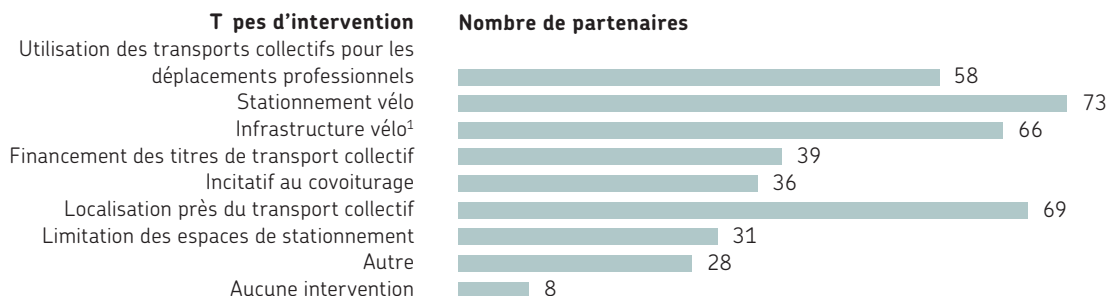
QUELLE EST VOTRE CIBLE EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES GES ?

Objectif de réduction moyen	25
Année de référence moyenne	200
Échéance moyenne	201 ¹

ACTION 2

RÉDUIRE LA DÉPENDANCE À L'AUTOMOBILE

COMMENT VOTRE ORGANISATION A-T-ELLE FACILITÉ LE TRANSPORT DES EMPLOYÉS ?

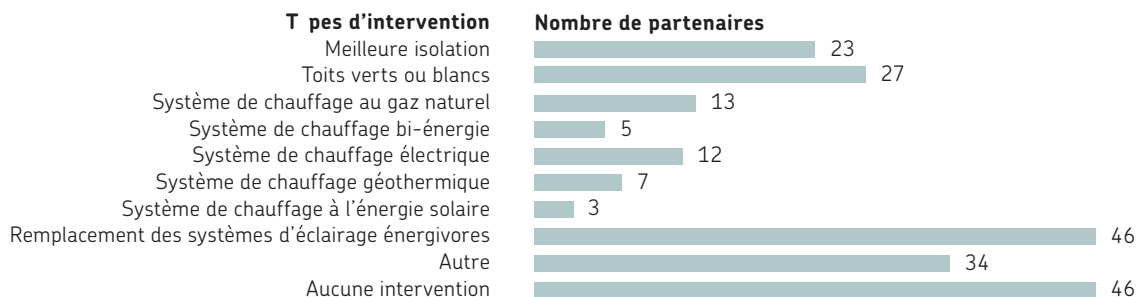


¹ Exemples d'infrastructures favorisant l'usage du vélo: abri, local sécurisé, casiers, douches, etc.

ACTION 3

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DES BÂTIMENTS EXISTANTS ET DES NOUVEAUX BÂTIMENTS

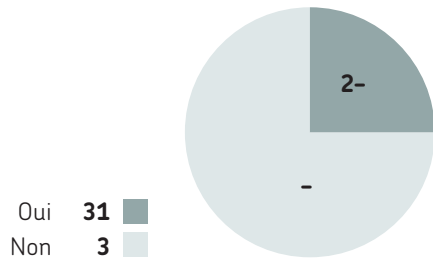
COMMENT VOTRE ORGANISATION A-T-ELLE FACILITÉ LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ?



ACTION 4 ET ACTION 5

AUGMENTER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE - DU PARC - DES VÉHICULES CONVENTIONNELS ET ENCOURAGER L'ÉLECTRIFICATION - DES TRANSPORTS

VOTRE ORGANISATION A-T-ELLE
UN PARC - DES VÉHICULES ?



QUELLE EST LA COMPOSITION - DE VOTRE PARC
- DES VÉHICULES ?

Type de véhicule ou d'équipement	Nombre total	Nombre d'organisations possédant ce type
Hybrides non rechargeables	130	8
Hybrides rechargeables	16	4
100 % électriques	11	4
Bornes de recharge	14	7
Conventionnels	17 919	31

ACTION 6

PARTICIPER À - DES CAMPAGNES - DE SENSIBILISATION AU CHANGEMENTS CLIMATIQUES

QUELLES SONT LES CAMPAGNES - DE SENSIBILISATION AU CHANGEMENTS CLIMATIQUES AUXQUELLES
VOTRE ORGANISATION A PARTICIPÉ - CE DERNIER ?

Titre de la campagne	Nombre de partenaires
« Je- climat »	32
« Équité climatique canadienne »	7
« Ne laissez pas la terre »	49
« En ville sans voiture »	60
« Je- sans auto »	25
Autre	28
Aucune campagne	30

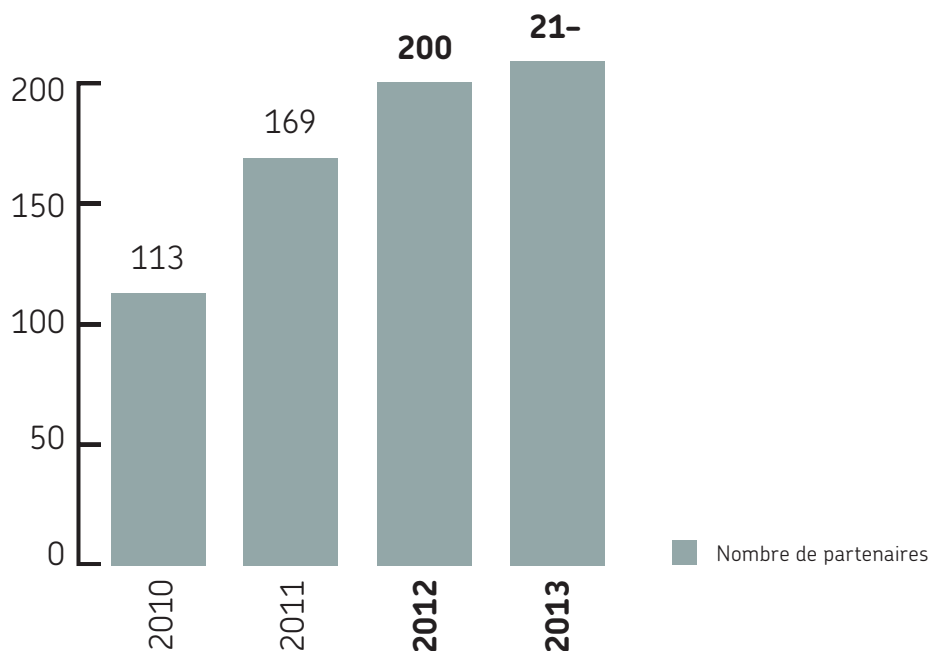
Le taux moyen de participation des employés à « Je- climat » a été de 56 %.

UI SONT NOS PARTENAIRES

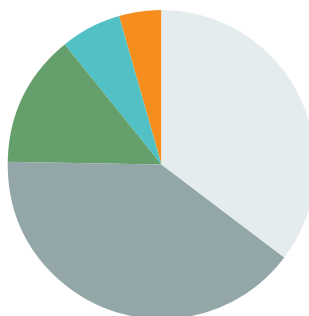
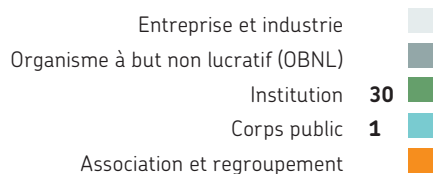
À la fin de 2013, 215 organisations partenaires étaient associées au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise*. Ces partenaires œuvrent dans tous les secteurs d'activité. Les organisations sont de types très divers et leurs tailles varient également beaucoup.

Les graphiques ci-dessous donnent une idée de cette diversité et dressent le portrait des partenaires engagés à mettre en œuvre des actions du Plan.

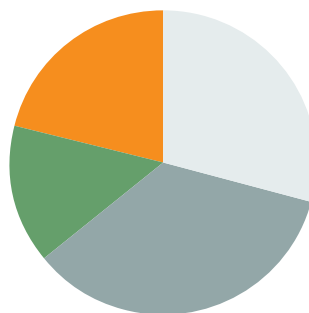
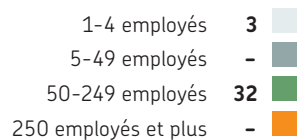
ÉVOLUTION - U NOMBRE - E PARTENAIRES ENGAGÉS ENVERS LE PLAN



RÉPARTITION - ES PARTENAIRES PAR CATÉGORIE



RÉPARTITION - ES PARTENAIRES PAR TAILLE - 'ORGANISATION

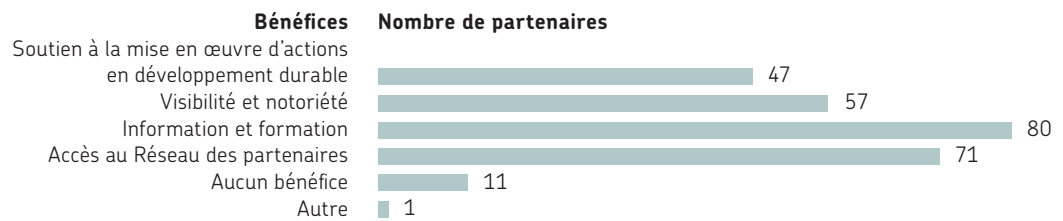


APPRÉCIATION DE L'ENGAGEMENT ENVERS LE PLAN

Plus de la moitié des partenaires déclarent que leur engagement envers le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* a contribué à modifier leurs pratiques en matière de développement durable.

Parmi les principaux avantages que les organisations tirent du partenariat, mentionnons l'accès au Réseau des partenaires, le soutien à la mise en œuvre des actions ainsi que la visibilité et la notoriété associées au partenariat. Les partenaires disent être mieux informés des bonnes pratiques et de l'innovation en développement durable, ainsi que des initiatives entreprises. En outre, certains partenaires indiquent qu'ils tiennent compte du Plan lors de la sélection des projets qu'ils implantent au sein de leur organisation.

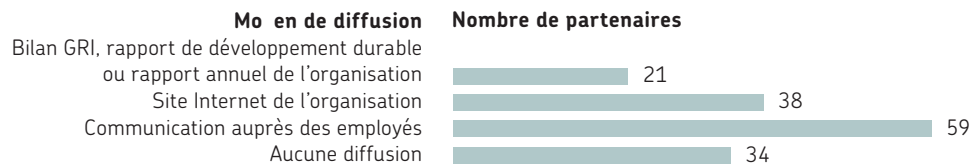
BÉNÉFICES ASSOCIÉS À LA PARTICIPATION DES PARTENAIRES AU PLAN



Parmi les avantages offerts, les partenaires considèrent les activités organisées par le Réseau des partenaires comme l'élément le plus utile pour la réalisation de leurs engagements pris dans le cadre du Plan.

Environ la moitié des partenaires qui ont répondu au questionnaire font connaître leurs engagements à leurs employés. Plus de 30 d'entre eux les publient sur leur site Internet et 17 en font mention dans leur rapport de développement durable ou leur rapport annuel.

Moyens de diffusion des engagements envers le Plan



LE RÉSEAU DES PARTENAIRES DU PLAN

Espace privilégié de communication et d'échanges, le Réseau des partenaires du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* a pour mission de mobiliser les partenaires engagés dans l'atteinte des objectifs du Plan et de favoriser le rayonnement de celui-ci à l'échelle de la collectivité montréalaise. Il est animé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal, la Conférence régionale des élus de Montréal et la Division du développement durable de la Ville de Montréal.

Au cours des deux dernières années, le Réseau des partenaires a poursuivi ses activités de mobilisation, notamment par l'organisation de rencontres thématiques et du Gala de reconnaissance en environnement et développement durable.

RENCONTRES THÉMATIQUES ET AUTRES ÉVÉNEMENTS

En 2012 et 2013, 11 rencontres thématiques et autres événements ont été organisés. Ils ont permis aux partenaires de mieux s'informer des thématiques en lien avec les actions du Plan, et aussi d'échanger de l'information avec des experts et entre partenaires.

- ÉVÉNEMENTS CAUSERIE

- MEILLEURES PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT DURABLE DE STATIONNEMENT
(27 janvier 2012)
Actions 2 15 et 20: (Réduire la dépendance à l'automobile; Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur; Favoriser le captage, la rétention et l'infiltration des eaux de pluie à la source)
- CULTURE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
(12 novembre 2012)
- TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AU SERVICE DE LA MOBILITÉ DURABLE
(14 mars 2013)
Actions 2: (Réduire la dépendance à l'automobile)
- AGRICULTURE URBAINE À MONTRÉAL:
LE PROCHAIN VIRAGE (17 avril 2013)
Actions 15: (Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur)
- L'EMPLOYÉ AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (6 juin 2013)
Actions 3 : (Assurer la relève)
- MEILLEURE GESTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
(8 novembre 2013)
Actions 22 et 23: (Implanter des mesures de réduction à la source; Implanter des mesures de récupération et de valorisation)
- BÉNÉFICES ÉCOLOGIQUES: CERTIFICATIONS ET SOLUTIONS POUR TOUS (5 décembre 2013)
Actions 30: (Participer à des activités de formation sur la certification et les programmes environnementaux)

AUTRES ÉVÉNEMENTS

- RENDEZ-VOUS DU LEADERSHIP ET ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (27 mars 2012)
En lien avec l'objectif de faire de Montréal un leader nord-américain de l'industrie de l'environnement et des technologies propres d'ici 2020, et en lien avec le volet social (Actions 37)
- RENCONTRE DU COMITÉ DES PARTENAIRES
Consultation des organisations partenaires du Plan sur la cohérence et sur l'arrimage du *Projet de Plan de développement de Montréal* avec les principes de développement durable (7 juin 2012)
- RENCONTRE DU COMITÉ DES PARTENAIRES
Suivi du *Projet de Plan de développement de Montréal* et échange sur le prochain *Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise* (21 février 2013)

RÉSEAUTAGE ÉCLAIR

Le Réseau des partenaires a également organisé une rencontre de réseautage éclair de type « green dating » (15 janvier 2013). Cet événement consistait en une série de rencontres rapides permettant de maximiser le réseautage d'affaires et d'échanger avec chacun des autres participants issus tant des milieux des affaires, des institutions, des organismes publics que de la société civile.

COMMUNICATIONS

Dans les pages du site Internet de la Ville de Montréal portant sur le développement durable, la section « Actualités » donne de l'information sur la réalisation des actions du Plan par les services corporatifs, les arrondissements, les villes liées et les partenaires.

Le bulletin *omino*, qui a été publié 18 fois au cours de la période 2012-2013, reprend certaines de ces actualités. Il est envoyé à 1 200 personnes (partenaires et citoyens). Le dernier envoi de ce bulletin a eu lieu au cours de l'été 2013.



LE GALA DE RECONNAISSANCE EN ENVIRONNEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MONTRÉAL



DES PROJETS DIGNES DE MENTION

Chaque année, le Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal est l'occasion de souligner et de promouvoir les initiatives novatrices de plusieurs partenaires du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise*. Ce gala est organisé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal, en collaboration avec la Ville de Montréal et la Conférence régionale des élus de Montréal. Il rassemble annuellement près de 500 acteurs montréalais du milieu municipal, corporatif, institutionnel ou communautaire.

Les éditions 2013 et 2014 du gala ont permis de faire connaître des projets novateurs et inspirants réalisés durant l'année 2012 et 2013 par une vingtaine de partenaires du Plan. Les finalistes et les gagnants ont été déterminés par un comité de sélection indépendant. De plus, un coup de cœur a été décerné en 2012 par Culture Montréal. Pour visionner de brèves capsules vidéo sur les projets lauréats, consultez le site www.cremtl.qc.ca/gala.

LAURÉATS ET FINALISTES DE L'ÉDITION 2013
DU GALA DE RECONNAISSANCE EN ENVIRONNEMENT
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
2012

CATÉGORIE CORPS PUBLICS

LAURÉAT

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

QUARTIER 21 PETER MCGILL MON ÎLOT VERT EN VILLE

Le projet *Mon îlot vert en ville* du Quartier 21 Peter-McGill a permis la mise en œuvre de mesures de développement durable et la réduction des îlots de chaleur dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Marc, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve Ouest. Cette collaboration entre l'arrondissement Ville-Marie, l'éco-quartier Peter-McGill et les résidents, commerçants et institutions du quadrilatère avait plusieurs objectifs: verdier le sol et les murs; promouvoir l'agriculture urbaine; favoriser les transports actifs à l'aide de nouveaux aménagements; utiliser l'eau de ruissellement pour favoriser le verdissement et réduire sa déviation vers le système d'égout; gérer les matières résiduelles de manière responsable.

POINTS SAILLANTS

- Augmentation de 26 % de la canopée (elle atteint désormais près de 6 500 m²);
- Augmentation des surfaces perméables (elles couvrent maintenant 310 m², soit 40 % de la surface de la ruelle);
- Recyclage de 177 m³ de matières résiduelles par an;
- Ajout de 130 places de stationnement pour vélos dans le quadrilatère.

VILLE DE MONTRÉAL SERVICE DE LA MISE EN ŒUVRE DU TERRITOIRE
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME PPU
SECTEUR GR1-INTO N

Le PPU vise à faire de ce secteur industriel ancien un milieu de vie construit avec les valeurs du 21^e siècle où les actions et les aménagements dans le domaine public agissent comme leviers de transformation urbaine et favorisent les pratiques collectives et durables.

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVILLE
PISTE CYCLABLE GOURMANDE

Afin de relier les secteurs nord et sud de la ville, séparés par l'autoroute 40, une piste cyclable d'une longueur de 3,1 km a été construite et aménagée à l'aide de plus de 100 variétés d'arbres et d'arbustes fruitiers, auxquelles il faut ajouter douze nichoirs.

CATÉGORIE ENTREPRISES ET INSTITUTIONS

LAUR AT

LES ERMES LU A DES –ERMES SUR LES TOITS MONTRÉAL

Situés dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et d'une superficie de 3000 m², la première serre des Fermes Lufa trône sur un toit urbain auquel elle confère une vocation agricole nouvelle. Une quarantaine de variétés de légumes et de fines herbes y sont cultivées en polyculture dans des espaces chauds ou frais. Les efforts déployés visent à obtenir la consommation la plus économe possible. Les résultats sont probants puisque la serre consomme 50 % moins d'énergie qu'une serre conventionnelle. Les Fermes Lufa récoltent également l'eau de pluie qui tombe sur la serre, pour irriguer ses plantes notamment. L'organisme applique aussi une politique de « zéro entreposage » : ses produits passent directement de la ferme au consommateur. En éliminant les intermédiaires et en produisant de façon responsable des légumes frais, l'organisme contribue à résoudre les enjeux de distribution, d'approvisionnement et de sécurité alimentaire. Les Fermes Lufa misent de plus sur une politique de « zéro perte » : seuls les produits nécessaires aux paniers du jour sont récoltés et les surplus sont distribués aux banques alimentaires du secteur. L'objectif de l'organisme est de faire de Montréal un leader nord-américain de l'industrie de l'environnement et des technologies propres d'ici 2020. La construction de cinq serres dans les cinq prochaines années, dont une sera érigée à Laval en 2013, y contribue concrètement.

AIMS SAILLANTS

- Une serre de 878 m² a été inaugurée en 2011 et cinq autres sont prévues;
- En 2012, 70,5 tonnes d'une quarantaine de variétés de légumes et de fines herbes ont été récoltées;
- Les soixante points de chute assurent chaque semaine la livraison de 1000 paniers aux abonnés;
- Les Fermes Lufa collaborent avec une quarantaine d'agriculteurs locaux.

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD

OBTENTION DU NIVEAU 3 DE PERFORMANCE DU PROGRAMME ICI ON RECYCLE

Selon les résultats du programme de recyclage des déchets électroniques, le CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord génère annuellement 17 tonnes de matières résiduelles, mais en recycle 71 %. Ce taux lui a permis d'accéder à la catégorie bronze (cible 70 %), soit le 3^e niveau de performance du programme.

LECTROBAC

–ACILITER LA RÉCUPÉRATION DE DÉCHETS ÉLECTRONIQUES AUPRÈS DES CITOYENS

Lancé en réaction au faible taux de récupération des déchets électroniques, le programme Électrobac propose une solution écologique et durable de récupération du matériel désuet. L'organisme prévoit la récupération de 40 tonnes de petits déchets électroniques d'ici la fin de 2013.

CATÉGORIE ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF (ASSOCIATIONS ET REGROUPEMENTS)

LAUR AT

ENvironnement JEUnesse

Cégep Vert du Québec - Une certification en gestion durable

Après un an de préparatifs et cinq ans d'existence, le programme *Cégep Vert du Québec* est passé du statut de certification environnementale à celui de certification en gestion durable et éducation relative au développement durable. L'objectif premier du projet est d'amener les établissements d'éducation à adopter le réflexe de la durabilité lors de tout processus de réflexion, de gestion ou de développement de projet. Pour y parvenir, un tableau de bord avec 140 indicateurs, le « TBDD », a été créé par Environnement JEUnesse. Le TBDD couvre l'ensemble des activités d'un cégep, y compris la gestion et l'éducation, dans les trois sphères du développement durable. En 2012, des formations ont été données dans des établissements de Montréal, mais aussi ailleurs au Québec. Ces établissements se sont vu proposer de joindre un TBDD rempli à leur rapport d'activités annuel, pour obtenir des recommandations quant à leur consommation d'énergie, leurs émissions de GES ou leur gestion des matières résiduelles. Le TBDD permet aussi de prendre en compte les projets aux retombées difficilement quantifiables, par exemple ceux de sensibilisation et d'éducation, dont l'impact est néanmoins important à moyen et à long terme grâce aux changements de comportement qu'ils suscitent.

POINTS SAILLANTS

- Un tableau de bord avec 140 indicateurs couvrant l'ensemble des activités d'un cégep dans les trois sphères du développement durable a été créé;
- Près de 300 heures de formation et plus de 550 activités de sensibilisation ont été données dans les Cégeps Verts de la région de Montréal;
- Près de 200 comités d'action et de concertation en environnement ont été créés dans les Cégeps Verts de la région de Montréal;
- Seize Cégeps Verts de la région de Montréal ont élaboré et adopté une politique environnementale.

GRUPE DE RECHERCHE ET D'APPLICATION EN MACRO ÉCOLOGIE

Bâtiment durable du Regroupement de Lac Beauport

Ce bâtiment comporte un système géothermique couplé à un plancher radiant, une enveloppe thermique améliorée, des murs végétalisés, une toiture blanche et un toit vert ainsi qu'un jardin collectif, en plus de pratiquer la gestion responsable des eaux pluviales.

SENTIER URBAIN

Circuit Ardins

Des zones urbaines laissées à l'abandon ont été transformées en oasis de fraîcheur, aménagées en jardins thématiques et mises à la disposition de la communauté. Ces jardins permettent d'augmenter la biodiversité et le couvert végétal au cœur de la ville.

–INALISTES DE L'ÉDITION 2013 DU GALA DE RECONNAISSANCE EN ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 2013

CATÉGORIE CORPS PUBLICS

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

REVITALISATION COMMERCIALE ET VERDISSEMENT DES PLACES LE PASCAL ET DEL SOL

Le projet Quartier 21, Places le Pascal et Del sol a contribué à la revitalisation globale du secteur nord-est de Montréal-Nord. Fondées sur les principes de développement durable, les actions mises en œuvre ont permis la réduction des îlots de chaleur. La mobilisation citoyenne à chaque étape du projet a permis aux résidents du secteur de se réapproprier leur quartier. Ce projet s'est déroulé au cœur d'un territoire médiatisé à cause du phénomène des gangs de rue, particulièrement depuis une émeute survenue en 2008. Il a permis de créer des espaces conviviaux, invitants et sécuritaires et de mettre en valeur les commerces pour augmenter leur vitalité économique. La sécurité des piétons et la fluidité de la circulation se sont également accrues.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES

LE *PLAN BLEU VERT* UNE ÉTAPE DÉTERMINANTE POUR LA PLAGE DE L'EST

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles a élaboré le *Plan bleu vert* pour préserver et valoriser les 24 km de berges qui le ceinturent. Cet outil de planification prévoit 27 actions concrètes proposant la valorisation des ouvertures sur la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent, tous les 500 mètres de rive. Le plan, qui propose la création de zones publiques d'accès aux berges et aux plans d'eau, ainsi que la préservation des milieux naturels et significatifs, tient compte des besoins exprimés par la population. Lancé en mai 2013, il constitue notamment une étape déterminante pour l'aménagement d'une plage dans l'est de Montréal.

ESPACE POUR LA VIE

MON JARDIN ESPACE POUR LA VIE

Le programme *Mon jardin espace pour la vie* est une initiative de verdissement développée en collaboration avec le regroupement des Éco-quartiers et les spécialistes du Jardin botanique, du Biodôme et de l'Insectarium. L'objectif du programme est d'inviter les citoyens, par des conseils et une certification gratuite, à agir concrètement pour la biodiversité en végétalisant leur cour, leur terrasse ou leur balcon. Le programme propose trois jardins thématiques :

- un jardin pour la biodiversité qui encourage la plantation d'espèces indigènes du Québec;
- un jardin pour les oiseaux, qui y trouveront nourriture et abri en toutes saisons;
- une oasis pour les monarques (sous la forme d'un aménagement qui attire ces fabuleux papillons migrants).

CATÉGORIE ENTREPRISES ET INSTITUTIONS

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

IMPLANTATION DE LA COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES À L'AÉROPORT MONTRÉAL TRUDEAU ET DON DE NOURRITURE

Dans le souci de réduire l'empreinte environnementale des activités aéroportuaires et en lien avec l'un de ses objectifs stratégiques, Aéroports de Montréal (ADM) a implanté la collecte des matières organiques à l'ensemble des restaurants de l'aérogare Montréal-Trudeau en septembre 2013. Un nouveau compacteur à matières organiques a été installé et des bacs ont été distribués aux restaurants. Un programme de sensibilisation a aussi été déployé auprès des employés de l'aérogare : séances d'information, visites dans les restaurants et outils de communication (affiches, capsule vidéo). Un programme de don de nourriture a également été instauré en partenariat avec HMS Host et Moisson Montréal. Pour ses efforts, ADM a d'ailleurs obtenu la reconnaissance (niveau 2) de RECYC-QUÉBEC.

FAIRMONT LE REINE ELIZABETH

AGRICULTURE ENTRE CIEL ET TERRE AU FAIRMONT LE REINE ELIZABETH

Sensible à l'impact de l'alimentation sur la qualité de vie et sur l'environnement, Fairmont Le Reine Elizabeth s'est engagé concrètement à promouvoir l'agriculture urbaine à ses quelque 900 000 clients annuels. L'hôtel a installé un potager et un rucher sur son toit principal, au 22^e étage. Cultivant plus de 70 variétés de légumes, fruits, fines herbes et fleurs comestibles à l'aide de méthodes biologiques, les chefs sont fiers de cuisiner des plats à partir d'ingrédients si locaux. Les six ruches sensibilisent la clientèle à la situation critique des populations d'abeilles et aident à polliniser les fleurs du centre-ville. Afin d'arrimer cet espace vert au milieu communautaire, un volet éducatif a été ajouté en partenariat avec des établissements d'enseignement universitaires.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

PARTENARIAT ENTRE STM ET LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE VILLE MARIE POUR LE SERVICE EN ITINÉRANCE

En décembre 2012, la Société de développement social de Ville-Marie, la STM et d'autres partenaires se sont unis pour offrir un soutien novateur aux personnes en situation d'itinérance à la station Place-des-Arts. Grâce à ce projet, un pôle de services a été mis en place à la Mission St-Michael. Une intervenante sociale collabore avec les intervenants de la STM et vient à la rencontre des personnes en situation d'itinérance dans le métro. Elle leur offre du soutien, les amène à la Mission St-Michael pour des services de première ligne ou les oriente vers les ressources appropriées de soins sociaux, médicaux et psychologiques. En un an, 430 interventions ont été réalisées dans le métro, dont 140 ont mené à une consultation médicale ou sociale à la Mission St-Michael.

CATÉGORIE ORGANISMES ^ BUT NON LUCRATI (ASSOCIATIONS ET REGROUPEMENTS)

UITERRE

ÉPLUC' E TA VILLE

pluc e ta ville est une campagne d'éducation à l'alimentation écoresponsable (saine, locale et écologique). Le projet s'articule autour d'une plate-forme Internet (epluchetaville.org) qui décrit des initiatives porteuses (jardins sur les toits, projet en milieu scolaire, épicerie engagée, cuisine collective, panier bio, restaurant, chercheur, etc.), raconte l'histoire d'acteurs de changement et présente des outils concrets (mode d'emploi pour exiger local à l'épicerie, répertoires pratiques de recettes et points de vente, etc.). La campagne se poursuit sur le terrain par une série de *appenings* alimentaires programmés dans différents lieux publics, incluant des démonstrations et dégustations culinaires, des activités ludiques et de l'animation interactive. Le rayonnement est assuré par des concours, des kiosques promotionnels, un bulletin d'information et une stratégie pour les médias sociaux..

MAISON DU D ÉLOPPLEMENT DURABLE

PROGRAMMATION 2013 DE LA MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Maison du développement durable, pôle de rencontres, d'échanges, d'innovation et de réflexions sur le développement durable, a proposé une programmation 2013 originale composée de 155 activités gratuites visant à sensibiliser le public, les experts et les élus aux enjeux liés au développement durable. Le choix des activités et la multiplicité des mesures écoresponsables mises en place pour les organiser démontrent le souci de la Maison d'offrir une programmation écoresponsable unique en son genre.

MU

L'ART PUBLIC UN AGENT DE C' ANGEMENT

MU a terminé en 2013 un ambitieux cycle quadriennal d'art public et de médiation culturelle amorcé en 2009 aux Habitations Jeanne-Mance, le plus grand complexe d'habitations à loyer modique (HLM) québécois, regroupant 1700 résidents issus de 70 pays dans un parc immobilier de 7,7 hectares. Ce cycle a permis la réalisation d'une série de murales et de projets impliquant les résidents. En dépit du caractère névralgique de l'emplacement (au cœur du plus grand espace vert du centre-ville et entre deux pôles du Quartier des spectacles), les résidents avaient déserté ce milieu de vie. Il était donc primordial pour MU d'y intégrer des œuvres d'art afin de transformer le tissu social par l'engagement des résidents envers des projets porteurs de changements.



ANNEXE 1

LISTE DES PARTENAIRES DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE 2010-2015 en date du 31 décembre 2013

Le crochet (✓) indique les partenaires ayant répondu au questionnaire du Bilan 2012-2013.

- 5N Plus
- ✓ Accès Fleuve / ZIP Ville-Marie
- Action RE-buts
- ✓ Aedifica
- ✓ Aéroports de Montréal
- ✓ Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
- ✓ Agence métropolitaine de transport
- ✓ Alcoa Canada
- Alouettes de Montréal
- ✓ Andrée Marsot Design
- Aqua Climax inc
- ✓ Association de la construction du Québec
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
- ✓ Association québécoise de vérification environnementale
- Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement
- ✓ Atelier TAUTEM
- ✓ Banque Nationale du Canada
- ✓ Bell Canada
- Biomimétisme Québec
- ✓ BLANK
- ✓ Bleu Innovation
- BQAM
- ✓ Brasserie Labatt du Canada
- Caisse d'économie solidaire Desjardins
- Carrefour jeunesse-emploi Montréal
- Centre-Ville
- CDEC Ahuntsic-Cartierville
- CDEC Centre-Nord
- ✓ CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal
- CDEC Rosemont-Petite-Patrie
- Cégep de Saint-Laurent
- ✓ Cégep du Vieux Montréal
- Cégep Marie-Victorin
- Cent pour Cent Condo et Immo
- ✓ Centraide du Grand Montréal
- ✓ Centre d'aide à la réussite et au développement
- ✓ Centre d'écologie urbaine de Montréal
- Centre international de solidarité ouvrière
- ✓ Centre international Unisfera
- ✓ Centre universitaire de santé McGill
- ✓ Chambre de commerce de l'Est de Montréal
- Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- ✓ CIBL 101,5 Radio-Montréal
- ✓ Cirque du Soleil
- ✓ Cofely services inc - GDF Suez
- Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable (CRAPAUD)
- ✓ Collège Ahuntsic
- ✓ Collège Rosemont
- ✓ Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent
- ✓ Comité écologique du Grand Montréal
- ✓ Comité ZIP Jacques-Cartier
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
- ✓ Commission scolaire de Montréal
- Communauto
- Compost Montréal
- Conférence régionale des élus de Montréal
- Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
- Conseil des entreprises de services environnementaux
- Conseil des partenaires (Parc-Extension)
- Conseil fédéral du Québec
- ✓ Conseil jeunesse de Montréal
- ✓ Conseil patronal de l'environnement
- ✓ Conseil régional de l'environnement de Montréal
- Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
- Consortium Évolution
- Construction D.J.L. (Région de Montréal)
- ✓ Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Saint-Léonard
- ✓ CRITERIA Conseil
- ✓ CSSS Cœur-de-l'Île
- ✓ CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord
- ✓ CSSS de la Montagne
- ✓ CSSS de la Pointe-de-l'Île
- CSSS Jeanne-Mance
- CSSS Lucille-Teasdale
- ✓ Culture Montréal
- ✓ C-Vert (Fondation de la Famille Claudine et Stephen Bronfman)
- ✓ CyberCap
- ✓ Cyclo Nord-Sud
- ✓ Deloitte
- Dessau
- ✓ Développement économique Saint-Laurent
- ✓ Dunsky Expertise en Énergie
- ✓ Éco de la Pointe-aux-Prairies

- ✓ École de technologie supérieure
École Polytechnique de Montréal
École Saint-Georges de Montréal
Éco-quartier du Centre YMCA Pointe-Saint-Charles
- ✓ Éco-quartier NDG
- ✓ Éco-quartier Peter-McGill
- ✓ Éco-quartier Pierrefonds-Roxboro
Éco-quartier Sainte-Marie
- ✓ Éco-quartier Saint-Jacques de l'ASCCS
Écotech Québec
- ✓ Électrobac
- ✓ EnRacine / Taking Root
- ✓ ENvironnement JEUnesse
Équiterre
Ethiquette
- ✓ Fairmont Le Reine Elizabeth
FÉCHIMM (Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain)
Fédération canadienne de la faune
FEM International
- ✓ Fondation CSN
Fondation David Suzuki
Fondation dominicaine-canadienne
- ✓ Fondation québécoise en environnement
Forum jeunesse de l'île de Montréal
- ✓ FPIInnovations
- ✓ Gaz Métro
Geo-Industriel
GESTION LI-AN
- ✓ Groupe AGECO
Groupe de recherche appliquée en macroécologie
- ✓ Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier
- ✓ Groupe IBI/DAA Inc.
- ✓ Groupe Pages Jaunes
- ✓ Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement (GUEPE)
- ✓ Hôpital Sacré-Cœur de Montréal
Hôtel Maritime Plaza
- ✓ Hydro-Québec
Inerjys Ventures
- ✓ Insertech Angus
- ✓ Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- ✓ Institut du Nouveau Monde
- InTerreArt
- Jeune Chambre de commerce de Montréal
JPdL International
- ✓ KPMG
- ✓ La boîte à faire
La Vitrine culturelle de Montréal
Lange Bleu
Le Centre Eaton de Montréal
- ✓ Le Centre Sheraton Montréal
Le Projet de la Réalité Climatique Canada
- ✓ Le Sentier Urbain
- ✓ Les amis de la montagne
- ✓ Les Fermes Lufa
- ✓ Les Valoristes, coopérative de solidarité
- ✓ Loto-Québec
- ✓ Maison du développement durable
Marché solidaire Frontenac
Martin Roy et Associés inc.
- ✓ Miel Montréal
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides
Mouvement Créatif
- ✓ MTS Allstream
- ✓ MU
Musée des beaux-arts de Montréal
National Ecocredit
Novae
- ✓ Office municipal d'habitation de Montréal
- ✓ Optim
Ozone
- ✓ PARI Saint-Michel (Éco-quartier Saint-Michel/François-Perrault)
Péristyle Nomade
Philips Lumec
- ✓ Place Montréal Trust
Plania
- ✓ Pointe-à-Callière, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
PricewaterhouseCoopers
- ✓ Projet Saint-Laurent /Jour de la Terre Québec
- ✓ Recyc-Ordi
- ✓ RECYC-QUÉBEC
- ✓ Régis Côté et associés
- ✓ Regroupement des éco-quartiers

- Réseau Bureautique
- ✓ Réseau des femmes en environnement
SDC du Village
- ✓ Sierra-Club Québec
Société de développement Angus
- ✓ Société de développement de l'Avenue du
Mont-Royal
- ✓ Société de développement environnemental de
Rosemont (SODER)
Société de transport de Montréal
Société de vélo en libre-service
Société des arts technologiques
- ✓ Société du Palais des congrès de Montréal
Société du Parc Jean-Drapeau
- ✓ Société en commandite Stationnement de
Montréal
- ✓ Société environnementale de Côte-des-Neiges
(SOCENV)
Société de la Place des Arts de Montréal
- ✓ SODEC RDP • PAT • ME
Solutions de reconnaissance Rideau inc.
Solutions Well Green
SOVERDI
- ✓ Stantec Experts-Conseils Ltée
- ✓ Studio MMA, Atelier d'architecture
- ✓ Suncor Énergie
- ✓ Synergie Santé Environnement
- ✓ Système de stationnement pour vélos Urban
Takt-etik
- ✓ Technoparc Montréal
Tennis Canada
Thèm concept
- ✓ TOHU, Cité des arts du cirque
- ✓ Tourisme Montréal
- ✓ TRAME-VERTE (Tremblay et Tremblay, SENC.)
- ✓ Trigonix
- ✓ Troc-tes-Trucs
- ✓ Ubisoft
- ✓ Uniterre Conférences
- ✓ Université de Montréal
Université du Québec à Montréal
- ✓ Université McGill
v2com.ca
- ✓ Vanier College
Vélo Urbain Consultants
- ✓ Vélo-Québec
Vert Toit Mtl
- ✓ VertCité
- ✓ Ville en vert | Éco-quartier Ahuntsic-Cartierville
Vivre en Ville
Voyagez Futé
- ✓ Vrac Environnement / Éco-quartier Parc-
Extension
- ✓ Webtv.coop
- ✓ Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur / Éco-quartiers
Tétreaultville et Maisonneuve-Longue-Pointe
Zoo Ecomuseum

PROGRÈS ACCOMPLIS PAR L'ADMINISTRATION MUNICIPALE EN MATIÈRE D'AGRICULTURE URBAINE

Le 15 novembre 2011, une pétition comptant près de 30 000 signatures a été déposée à la Direction du greffe de la Ville de Montréal, réclamant la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal. Les dispositions sur le droit d'initiative étant respectées (annexe B du Règlement 05-056 sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative), le comité exécutif de la Ville de Montréal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir une telle consultation. Le rapport de l'Office a été rendu public le 17 octobre 2012 et déposé au conseil municipal le 17 décembre 2012.

En mars 2013, le Comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté la résolution CE13 0335 qui :

- mandate la Division du développement durable du Service de la qualité de vie pour être l'interlocuteur, à la Ville de Montréal, de l'agriculture urbaine et pour coordonner la mise en œuvre de différentes recommandations

émanant du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal sur l'agriculture urbaine avec les directions mandatées et des intervenants extérieurs ;

- mandate spécifiquement les Directions des grands parcs du verdissement, de la diversité sociale, d'Espace pour la vie, de l'urbanisme et du développement économique, des communications, des services regroupés aux arrondissements et du budget pour participer à la mise en œuvre des recommandations selon leurs compétences respectives.

Six priorités ont été identifiées par la Ville de Montréal pour engager des actions dès 2013. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous. Le dossier décisionnel associé à la résolution CE13 0335 prévoit que le suivi des réalisations en agriculture urbaine sera intégré aux bilans du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*, d'où la raison d'être de la présente annexe.

SUIVI DES PRIORITÉS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE EN MATIÈRE D'AGRICULTURE URBAINE POUR 2013

PRIORITÉ 2013 EN AGRICULTURE URBAINE

Coordination et concertation

ACTIONS RÉALISÉES

- La division du développement durable a été désignée responsable du suivi et de la coordination du dossier de l'agriculture urbaine pour l'administration montréalaise.
- Deux instances formelles de coordination ont été mises en place :
 - Le Comité de travail permanent de la collectivité montréalaise en agriculture urbaine, qui a tenu deux rencontres de travail ainsi qu'un « 5 à 7 » de réseautage. Celui-ci fait le lien avec les acteurs du milieu et prend en compte les travaux du *Plan de développement du Système alimentaire montréalais*.
 - Un comité de coordination municipal sur l'agriculture urbaine, qui réunit les cadres responsables d'actions en agriculture urbaines dans l'administration montréalaise. Ce comité a tenu trois réunions de travail.

PRIORITÉ 2013 EN AGRICULTURE URBAINE

Information et communication

- Une section Internet dédiée à l'agriculture urbaine a été créée sur le site Internet de la Ville de Montréal (<http://ville.montreal.qc.ca/agriculture>).
- Un sondage a été réalisé auprès de la population montréalaise sur la pratique de l'agriculture urbaine.
- Une banque d'images a été créée sur l'agriculture urbaine, libre de droits et disponible sur Flickr (<http://www.flickr.com/photos/115085225@N05>).
- Le *Projet de Plan de développement de Montréal* contient un principe concernant l'agriculture urbaine.
- *La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017* contient des pistes d'action liées à l'agriculture urbaine.

Planification et réglementation

- Le *Projet de Plan de développement de Montréal* contient un principe concernant l'agriculture urbaine.
- *La Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017* contient des pistes d'action liées à l'agriculture urbaine.

Mise en valeur de la zone agricole permanente

- Le *Plan de développement de la zone agricole* (PDZA) est en préparation et son adoption est prévue en 2014. Une rencontre de son comité avisé a eu lieu en 2013.
- Des démarches sont en cours pour la création à l'Île-Bizard d'une aire protégée ayant le statut de paysage humanisé, en arrimage avec le PDZA.
- Afin de permettre une mise en culture de terres au Parc-agricole du Bois-de-la-Roche, des travaux de drainage ont commencé en 2013 et se poursuivront en 2014.

Biodiversité, verdissement, trame verte et bleue

- Le *Plan d'action canopée* est en vigueur depuis 2012 et une réflexion concernant l'intégration des arbres fruitiers dans ce plan est en cours.
- L'agriculture urbaine pourrait être intégrée au concept de trame verte dans le schéma d'aménagement en préparation, en concordance avec le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD).

Arrimage avec la démarche de la Conférence régionale des élus (CRÉ)

- La Ville de Montréal participe à l'élaboration du *Plan de développement du système alimentaire montréalais*, dont le dépôt est prévu en 2014.

L'ÉQUIPE TECHNIQUE

COORDINATION

Danielle Lussier, chef de division
François Miller, chef d'équipe
Division du développement durable

RÉDACTION

Yann Vergriete, conseiller en planification
Division du développement durable

COLLECTE DE DONNÉES

Monique Côté, conseillère en planification
Jacques Grou, conseiller en planification
Catherine Philibert, conseillère en planification
Mélina Planchenault, conseillère en planification
Yann Vergriete, conseiller en planification
Division du développement durable

GRAPHISME

Ville de Montréal
Fig. communication graphique

COMMUNICATION

Mylène Mimoun, chargée de communication
Division des communications corporatives

ISBN 978-2-922388-61-9 (version imprimée)

ISBN 978-2-922388-62-6 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives
nationales du Québec, 2014

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2014

Imprimé au Canada

économie
environnement
société

économie
environnement
société

économie
environnement
société

économie
environnement
société

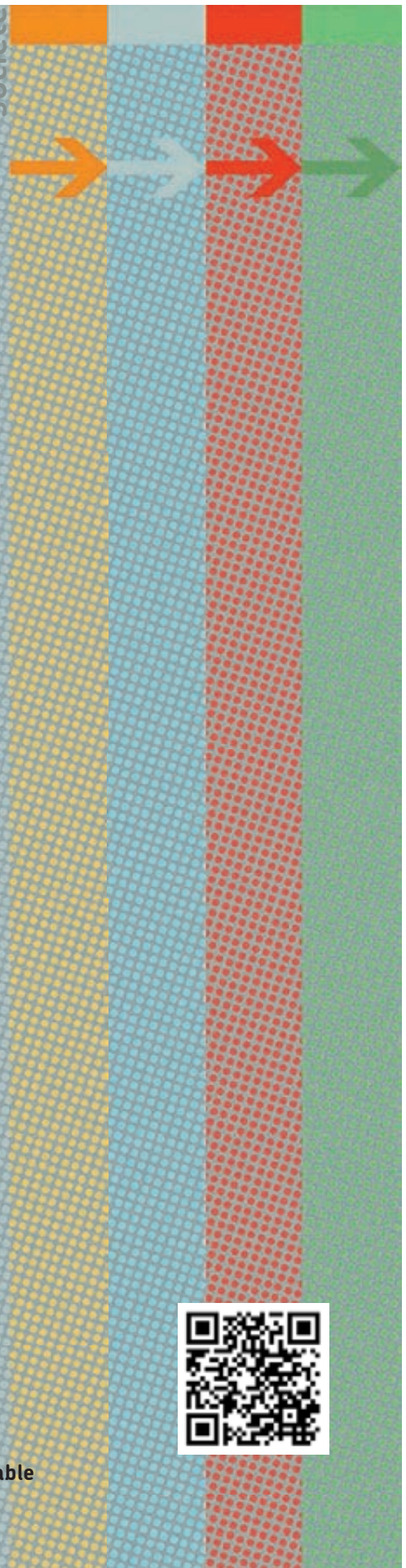
économie
environnement
société

économie
environnement
société

économie
environnement
société

économie
environnement
société

économie
environnement
société



ville.montreal.qc.ca/developpementdurable



Dossier # : 1145174001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Division du développement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Rapport de développement durable de Montréal

Dépôt du Rapport de développement durable de Montréal.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-04-29 17:06

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice principale
Qualité de vie , Direction

IDENTIFICATION **Dossier # :1145174001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Division du développement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Rapport de développement durable de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2010, la Ville de Montréal a adopté le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 et le Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010-2015. Un des engagements du plan corporatif est de mesurer les performances économiques, sociales et environnementales et d'en rendre compte en publiant un rapport de développement durable. Ce rapport permet aux parties prenantes de suivre les indicateurs liés non seulement aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015, mais également aux objectifs des principaux plans et politiques sectoriels de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE10 1584 (12 octobre 2010) - Adopter le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 et le Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010-2015

DESCRIPTION

Le Rapport de développement durable de Montréal (RDDM) vise à informer les citoyens et les parties prenantes de la progression de Montréal en matière de développement durable. Il donne des indications sur les tendances et les enjeux du développement durable à Montréal.

Le RDDM présente 49 indicateurs, regroupés sous 13 thématiques: Collectivité, Culture, Eau, Emploi et investissement, Énergie, Gaz à effet de serre, Habitation, Information financière, Matières résiduelles, Mobilité, Qualité de l'air, Revenu, Verdissement. Les thèmes et indicateurs du RDDM sont issus d'un examen de cadres de référence reconnus en matière de reddition de compte et d'une revue de la littérature. Leur définition a également tenu compte des échanges avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de

l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Table d'accompagnement conseil des organismes municipaux (TACOM), composée de différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par le développement durable municipal.

Pour être retenus, les indicateurs devaient répondre à quatre des cinq critères suivants : pertinence, disponibilité, simplicité, comparabilité et validité. Ils devaient également permettre de rendre compte de l'état d'avancement des objectifs inscrits aux plans et politiques de la Ville de Montréal, dont ceux du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

Les informations relatives aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 sont également présentées dans le Bilan 2012-2013 du Plan (dossier #1145359001).

Les indicateurs sont présentés en fonction de trois échelles distinctes (appelées "périmètre").

- 41 sont des indicateurs de l'agglomération de Montréal. Ils donnent des informations relatives au territoire de l'agglomération et à ses parties prenantes.
- 3 sont des indicateurs de la Ville de Montréal. Ils donnent des informations relatives au territoire de la Ville de Montréal et à ses parties prenantes.
- 5 sont des indicateurs corporatifs. Ils apportent des précisions quant aux activités et pratiques de gestion propres à l'organisation municipale.

Pour chacune des 13 thématiques, les faits saillants du Rapport de développement durable sont les suivants:

Collectivité

- Taux de diplomation postsecondaire : De 57 % en 2006 à 60,3 % en 2011.
- Crimes contre la personne : Baisse de 17,8 % en 2012 par rapport à 2008.

Culture

- Prêts de documents effectués par les bibliothèques par habitant : De 5,5 prêts par habitant en 2008 à 6,8 en 2012.
- Superficie des bibliothèques : 45,3 m² par 1 000 habitants alors que l'objectif visé est de 49,8 m² par 1 000 habitants en 2017.

Eau

- Quantité d'eau potable produite par habitant : Réduction de 17 % entre 2001 et 2012.
- Réseau d'aqueduc : Taux de pertes (fuites et usages non identifiés) estimé à 33 %.
- Qualité des effluents de la station d'épuration : Taux de conformité de 100 % aux normes de qualité de rejet du MAMROT.

Emploi et investissement

- Variation du nombre d'emplois : Croissance nette de 68 300 emplois pour la période de 2004 à 2013.
- Taux d'emploi : 58,8 % en 2013.
- Dépenses en immobilisations : 15,9 milliards de dollars investis en 2013.

Énergie

- Bâtiments municipaux ayant obtenu une certification environnementale : Quinze bâtiments ont obtenu une certification en 2013, dont huit certifications BOMA BEST et sept certifications LEED, soit deux fois plus qu'en 2011.

Gaz à effet de serre

- Émissions de GES corporative : Réduction de 28 % en 2010 par rapport à 2002. Atteinte de l'objectif de -20 % deux ans avant l'échéance.
- Émissions de GES de la collectivité montréalaise : Diminution de 6 % entre 1990 et 2009.
- Émissions de GES par habitant : Baisse de 11 % entre 1990 et 2009.

Habitation

- Ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement : 33,4 % en 2011 comparativement à 30,9 % en 2001.
- Nombre de logements sociaux et communautaires : Représente 6,7 % du parc immobilier résidentiel en 2012.

Information financière

- Richesse foncière uniformisée par habitant : Augmentation de 56,5 % en 2013 par rapport à 2006.

Matières résiduelles

- Quantité de matières résiduelles éliminées : Baisse de 21,4 % entre 2006 et 2012.
- Taux de détournement des matières résiduelles : De 22 % en 2006 à 37 % en 2012.

Mobilité

- Offre de service en transport collectif : Augmentation de 29,8 % entre 2006 et 2012.
- Achalandage du transport collectif : Croissance de 13,6 % entre 2006 et 2012.
- Voies cyclables : 648 km en 2013.

Qualité de l'air

- Concentration de particules fines dans l'air ambiant : Sous le standard pancanadien de $30\mu\text{g}/\text{m}^3$ en 2012 comme en 2011.

Revenu

- Revenu disponible des ménages par habitant : Hausse de 6,2 % en 2012 par rapport à 2008.

Verdissement

- Pourcentage d'aires protégées : 5,76 % des terres de l'agglomération sont des aires protégées alors que l'objectif est de 6 %.
- Pourcentage d'espaces verts : 21,3 % du territoire de l'agglomération.
- Indice de canopée : 20,3 % en 2007 et l'objectif à atteindre est de 25 % en 2025.

JUSTIFICATION

En publiant un rapport de développement durable, la Ville de Montréal répond à l'engagement pris lors de l'adoption, en 2010, du Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010-2015.

Ce rapport permet de suivre les indicateurs liés non seulement aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015, mais également à certains objectifs concernant d'autres plans et politiques sectoriels de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le RDDM facilite un suivi intégré de l'état d'avancement des objectifs inscrits aux plans et politiques de la Ville de Montréal, dont ceux du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

En lien avec les préoccupations du développement durable, le RDDM sera publié uniquement en version internet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Rapport de développement durable de Montréal (RDDM) vise à informer les citoyens et les parties prenantes de la progression de Montréal en matière de développement durable. Le RDDM facilite également un suivi intégré de l'état d'avancement des objectifs inscrits aux plans et politiques de la Ville de Montréal, dont ceux du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comme les données proviennent de sources diverses, qu'elles relèvent de différentes instances municipales et gouvernementales en plus d'être publiées à des fréquences variables, les indicateurs qui en résultent seront mis à jour de manière périodique, lorsque les données seront disponibles.

Il est prévu de revisiter le contenu du RDDM tous les 6 mois pour le mettre à jour.

Le RDDM pourrait bénéficier de bonification éventuelle selon les besoins, les informations disponibles et les objectifs prioritaires par la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques GROU
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-7383
Télécop. : 514 872 - 8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-11

Danielle LUSSIER
Chef de division, développement durable.

Tél : 514-872-4526
Télécop. : 514 872-8146

Rapport de développement durable de Montréal

À PROPOS

Le *Rapport de développement durable de Montréal* (RDDM) vise à informer les citoyens et les parties prenantes de la progression de Montréal en matière de développement durable, et ce, dans un souci de transparence et d'exemplarité. Il donne, à l'intention du grand public comme des décideurs, des indications sur les tendances et enjeux du développement durable de même que sur les actions à poser.

Le RDDM présente 49 indicateurs regroupés sous 13 thèmes. Les thèmes et indicateurs du RDDM sont issus d'un examen de cadres de référence reconnus en matière de reddition de compte et d'une revue de la littérature, dont les travaux de Otis (2013) et de Fayole et Tanguay (2011). Leur définition a également tenu compte des échanges avec le *ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (MAMROT) et la *Table d'accompagnement conseil des organismes municipaux* (TACOM) composée de différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par le développement durable municipal, dans lequel Montréal veut s'inscrire comme chef de file.

Pour être retenus, les indicateurs devaient répondre à quatre des cinq critères suivants : pertinence, disponibilité, simplicité, comparabilité et validité. Ils devaient également permettre de rendre compte de l'état d'avancement des objectifs inscrits aux plans et politiques de la Ville de Montréal, dont ceux du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*.

En raison de son contenu abrégé, le RDDM ne permet pas de dresser un portrait exhaustif de la situation. Les internautes doivent faire preuve de prudence dans l'interprétation des données et sont invités à consulter les sources en hyperlien pour obtenir plus d'informations.

En publiant un rapport de développement durable, la Ville de Montréal répond à l'engagement pris lors de l'adoption, en 2010, du *Plan corporatif de Montréal en développement durable 2010-2015*.

Pour en savoir plus sur...

[La démarche montréalaise en développement durable](#)

PROFIL ET PÉRIMÈTRE

Le périmètre du Rapport de développement durable de Montréal (RDDM) couvre l'agglomération de Montréal, la Ville de Montréal et l'organisation municipale montréalaise. Pour mieux hiérarchiser les informations, le RDDM présente donc trois types d'indicateurs :

Indicateurs de l'agglomération de Montréal

Les indicateurs de l'agglomération de Montréal donnent des informations relatives au territoire de l'agglomération et à ses parties prenantes. L'agglomération de Montréal est composée de seize municipalités liées, dont la Ville de Montréal et ses 19 arrondissements, sur un territoire de 499 kilomètres carrés. L'agglomération abrite plus de 1,9 million d'habitants, soit 49 % de la population totale de la région métropolitaine de recensement et 24 % de la population du Québec.

Indicateurs de la Ville de Montréal

Les indicateurs de la Ville de Montréal donnent des informations relatives au territoire de la Ville de Montréal et à ses parties prenantes. La Ville de Montréal compte 19 arrondissements qui accueillent 1,7 million d'habitants de toute origine. Montréal est la métropole, le pôle économique et culturel du Québec. Il s'agit de la deuxième plus grande ville du Canada et de la plus importante ville francophone d'Amérique.

Indicateurs corporatifs

Les indicateurs corporatifs apportent des précisions quant aux activités et pratiques de gestion propres à l'organisation municipale. L'organisation municipale montréalaise rassemble les instances politiques, les organismes associés, les services municipaux et les arrondissements qui œuvrent au sein de l'appareil municipal.

Pour en savoir plus sur...

[La structure de l'organisation municipale](#)
[Les instances décisionnelles de la Ville de Montréal](#)

FAITS SAILLANTS DU RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MONTRÉAL

Collectivité

- Taux de diplomation postsecondaire : De 57 % en 2006 à 60,3 % en 2011.
- Crimes contre la personne : Baisse de 17,8 % en 2012 par rapport à 2008.

Culture

- Prêts de documents effectués par les bibliothèques par habitant : De 5,5 prêts par habitant en 2008 à 6,8 en 2012.
- Superficie des bibliothèques : 45,3 m² par 1 000 habitants alors que l'objectif visé est de 49,8 m² par 1 000 habitants en 2017.

Eau

- Quantité d'eau potable produite par habitant : Réduction de 17 % entre 2001 et 2012.
- Réseau d'aqueduc : Taux de pertes (fuites et usages non identifiés) estimé à 33 %.
- Qualité des effluents de la station d'épuration : Taux de conformité de 100 % aux normes de qualité de rejet du MAMROT.

Emploi et investissement

- Variation du nombre d'emplois : Croissance nette de 68 300 emplois pour la période de 2004 à 2013.
- Taux d'emploi : 58,8 % en 2013.
- Dépenses en immobilisations : 15,9 milliards de dollars investis en 2013.

Énergie

- Bâtiments municipaux ayant obtenu une certification environnementale : Quinze bâtiments ont obtenu une certification en 2013, dont huit certifications BOMA BEST et sept certifications LEED, soit deux fois plus qu'en 2011.

Gaz à effet de serre

- Émissions de GES corporative : Réduction de 28 % en 2010 par rapport à 2002. Atteinte de l'objectif de -20 % deux ans avant l'échéance.
- Émissions de GES de la collectivité montréalaise : Diminution de 6 % entre 1990 et 2009.
- Émissions de GES par habitant : Baisse de 11 % entre 1990 et 2009.

Habitation

- Ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement : 33,4 % en 2011 comparativement à 30,9 % en 2001.
- Nombre de logements sociaux et communautaires : Représente 6,7 % du parc immobilier résidentiel en 2012.

Information financière

- Richesse foncière uniformisée par habitant : Augmentation de 56,5 % en 2013 par rapport à 2006.

Matières résiduelles

- Quantité de matières résiduelles éliminées : Baisse de 21,4 % entre 2006 et 2012.
- Taux de détournement des matières résiduelles : De 22 % en 2006 à 37 % en 2012.

Mobilité

- Offre de service en transport collectif: Augmentation de 29,8 % entre 2006 et 2012.
- Achalandage du transport collectif: Croissance de 13,6 % entre 2006 et 2012.
- Voies cyclables : 648 km en 2013.

Qualité de l'air

- Concentration de particules fines dans l'air ambiant : Sous le standard pancanadien de $30\mu\text{g}/\text{m}^3$ en 2012 comme en 2011.

Revenu

- Revenu disponible des ménages par habitant : Hausse de 6,2 % en 2012 par rapport à 2008.

Verdissement

- Pourcentage d'aires protégées : 5,76 % des terres de l'agglomération sont des aires protégées alors que l'objectif est de 6 %.
- Pourcentage d'espaces verts : 21,3 % du territoire de l'agglomération.
- Indice de canopée : 20,3 % en 2007 alors que l'objectif à atteindre est de 25 % en 2025.

SUIVI DES OBJECTIFS

État d'avancement des objectifs inscrits au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*

1. RÉDUIRE DE 30 % LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉLAISE D'ICI 2020 PAR RAPPORT À 1990
 - Entre 1990 et 2009, les émissions totales de GES de la collectivité montréalaise ont diminué de 6 %.
2. ATTEINDRE LE STANDARD PANCANADIEN EN MATIÈRE DE CONCENTRATION DE PARTICULES FINES DANS L'AIR AMBIANT (30 µg/m³) D'ICI 2020
 - Les moyennes annuelles de concentration de particules fines pour les années 2011 et 2012 sont en dessous du standard pancanadien de 30µg/m³.
3. RÉDUIRE DE 25 % LE SOLDE MIGRATOIRE ENTRE MONTRÉAL ET LA BANLIEUE D'ICI 2012, EN S'ADRESSANT PRINCIPALEMENT AUX MONTRÉLAIS DE 25 À 44 ANS QUI QUITTENT LA VILLE CHAQUE ANNÉE
 - Les derniers résultats de cet objectif, arrivé à échéance, indiquent que le solde migratoire vers la banlieue a diminué de 15 %, passant de -24 188 habitants (2006-2007) à - 20 675 habitants (2010-2011).
4. RÉDUIRE DE 15 % LA PRODUCTION D'EAU POTABLE D'ICI 2015 PAR RAPPORT À L'AN 2000
 - Entre 2000 et 2012, la production d'eau potable pour l'agglomération de Montréal a diminué de 10 %.
5. AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX DE RUISSELLEMENT QUI SE DÉVERSENT DANS LES COURS D'EAU
 - Objectif non chiffré
6. RÉCUPÉRER 80 % DES MATIÈRES RECYCLABLES ET ORGANIQUES, DES RDD, DES RÉSIDUS DE CRD ET DES ENCOMBRANTS D'ICI 2019, COMME LE STIPULE LE PLAN DIRECTEUR DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
 - En 2012, le taux de récupération global pour l'agglomération de Montréal a été de 40 %.
7. FAIRE DE MONTRÉAL UN LEADER NORD-AMÉRICAIN DE L'INDUSTRIE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TECHNOLOGIES PROPRES D'ICI 2020
 - Objectif non chiffré

8. AUGMENTER DE 30 % LE NOMBRE DE CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES OU D'ADHÉSIONS À DES PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX VOLONTAIRES À MONTRÉAL D'ICI 2020 PAR RAPPORT À 2010

- Les certifications « témoins » identifiées dans le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 ont toutes connu une hausse. La plus forte augmentation (100 %), est attribuable au secteur des bâtiments (certifications LEED et BOMA BEST).

9. AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES VERTES À MONTRÉAL EN FAISANT PASSER LA CANOPÉE DE 20 À 25 % D'ICI 2025 PAR RAPPORT À 2007

- L'indice de canopée de 20,3 % a été calculé selon des photographies aériennes prises en 2007. Cette donnée sera de nouveau mesurée en 2017.

Thème

Collectivité

Indicateur 1

Répartition de la population selon le plus haut niveau de diplomation

Description

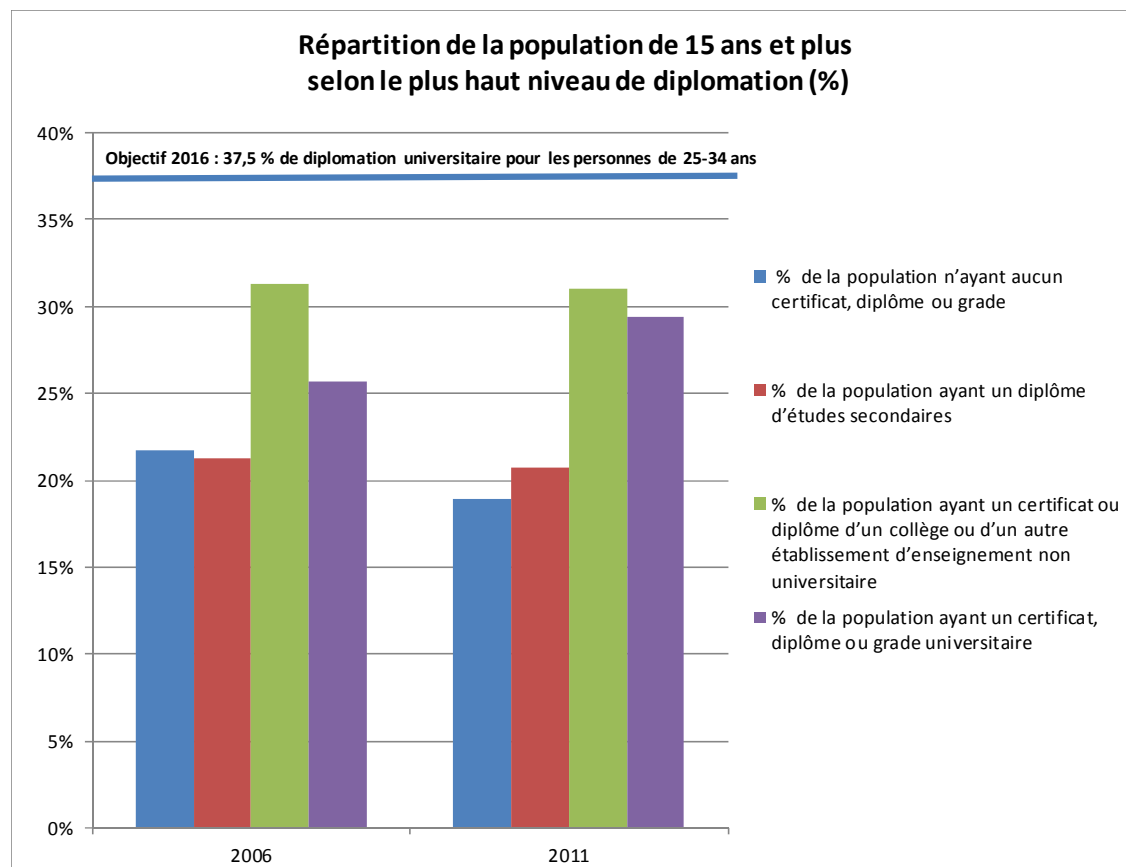
La répartition de la population selon le plus haut niveau de diplomation a été faite en tenant compte des individus de 15 ans et plus, en fonction du niveau de scolarité. On représente les données cumulatives sous forme de pourcentage, selon la classification suivante :

- % de la population n’ayant aucun certificat, diplôme ou grade.
- % de la population ayant un diplôme d’études secondaires.
- % de la population ayant un certificat ou diplôme d’un collège ou d’un autre établissement d’enseignement non universitaire.
- % de la population ayant un certificat, diplôme ou grade universitaire.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l’indicateur



Constats

Il est à noter que le changement méthodologique résultant de la participation volontaire à l'Enquête nationale auprès des ménages en 2011 complique la comparaison entre 2006 et 2011. L'analyse de cette comparaison doit donc être effectuée avec prudence.

- Pour les périodes de recensement de 2006 et de 2011, on constate que le niveau de scolarité s'est amélioré pour l'ensemble des membres de la population de 15 ans et plus. Plus précisément, le nombre d'individus ayant un diplôme postsecondaire a augmenté, passant d'un taux de 57 % à 60,3 %.
- Pour la population qui détient un titre universitaire, on constate une hausse de 3,7 points de pourcentage dans le nombre relatif d'individus par rapport au niveau de 2006, représentant 29,4 % de la population totale de 15 ans et plus.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Atteindre un taux de diplomation universitaire de 37,5 % chez les 25 à 34 ans en 2016 (*Stratégie de développement économique 2011-2017*).

Sources des données

[Niveau de scolarité de la population de 15 ans et plus, agglomération de Montréal, 2011](#)
[Population totale de 15 ans et plus selon le plus haut certificat, diplôme ou grade, 2006](#)
[Stratégie de développement économique 2011-2017](#)

Indicateur 2

Nombre d'infractions selon le type de crime

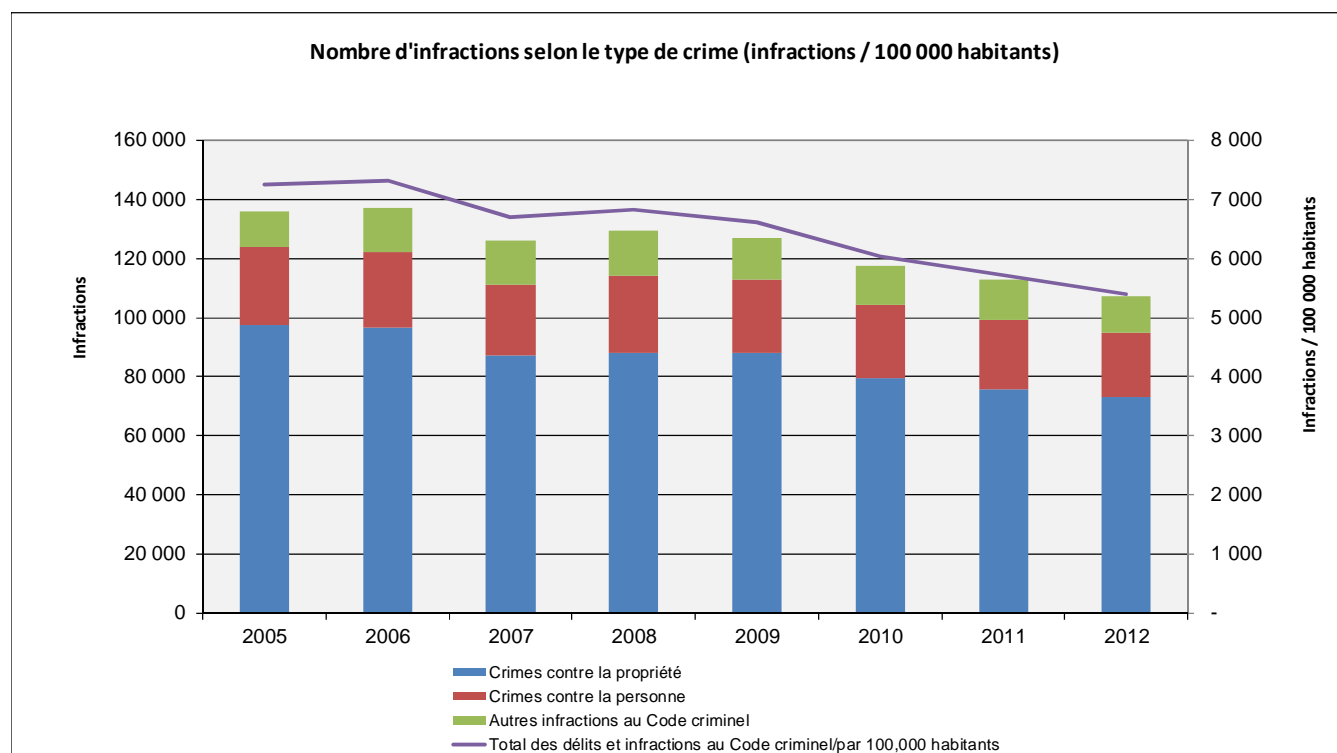
Description

Le nombre d'infractions au Code criminel est cumulé selon le type de crime (crimes contre la propriété, crimes contre la personne, autres infractions au Code criminel) et réparti par tranche de 100 000 habitants.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

- Au total, 107 113 délits et infractions au Code criminel ont été rapportés en 2012, ce qui représente une diminution de 5,0 % par rapport à 2011 et de 17,1 % par rapport à 2008.

- En 2012, 21 602 crimes contre la personne ont été rapportés sur le territoire, soit 1 931 de moins qu'en 2011, ce qui représente une baisse de 8,2 %. Les crimes contre la personne ont diminué pour une quatrième année consécutive, pour une baisse totale de 17,8 % par rapport à 2008.
- Le nombre de crimes contre la propriété rapporté en 2012 (73 064 crimes) a diminué de 3,4 % par rapport à 2011 (75 659 crimes). Les crimes contre la propriété ont diminué de 17,0 % depuis 2008.

Source des données

[SPVM, Rapport annuel 2012](#) et années antérieures

Indicateur 3

Taux de participation aux élections municipales

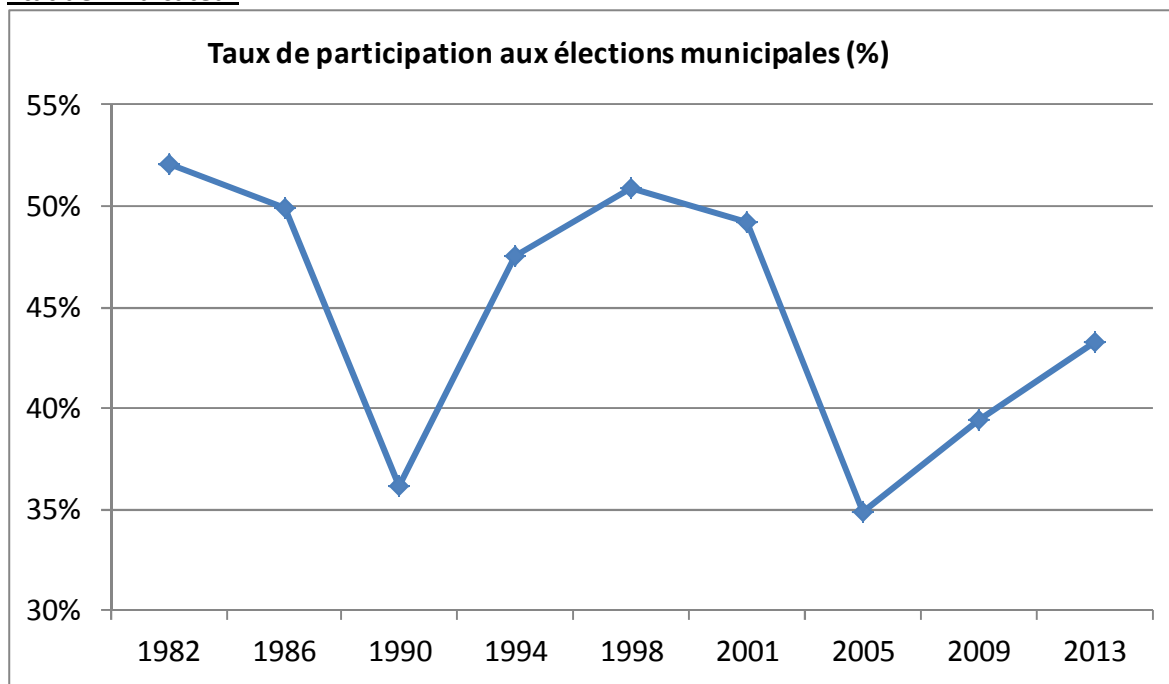
Description

Le taux de participation aux élections municipales représente le pourcentage de personnes ayant exprimé leur droit de vote lors des élections municipales par rapport au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	X
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le taux de participation aux élections municipales de la Ville de Montréal est à la hausse depuis les élections de 2005; il est passé de 34,9 % à un taux de 43,3 % pour les élections de 2013.

Source des données

[Bureau des élections de la Ville de Montréal](#)

Indicateur 4
Pyramide des âges

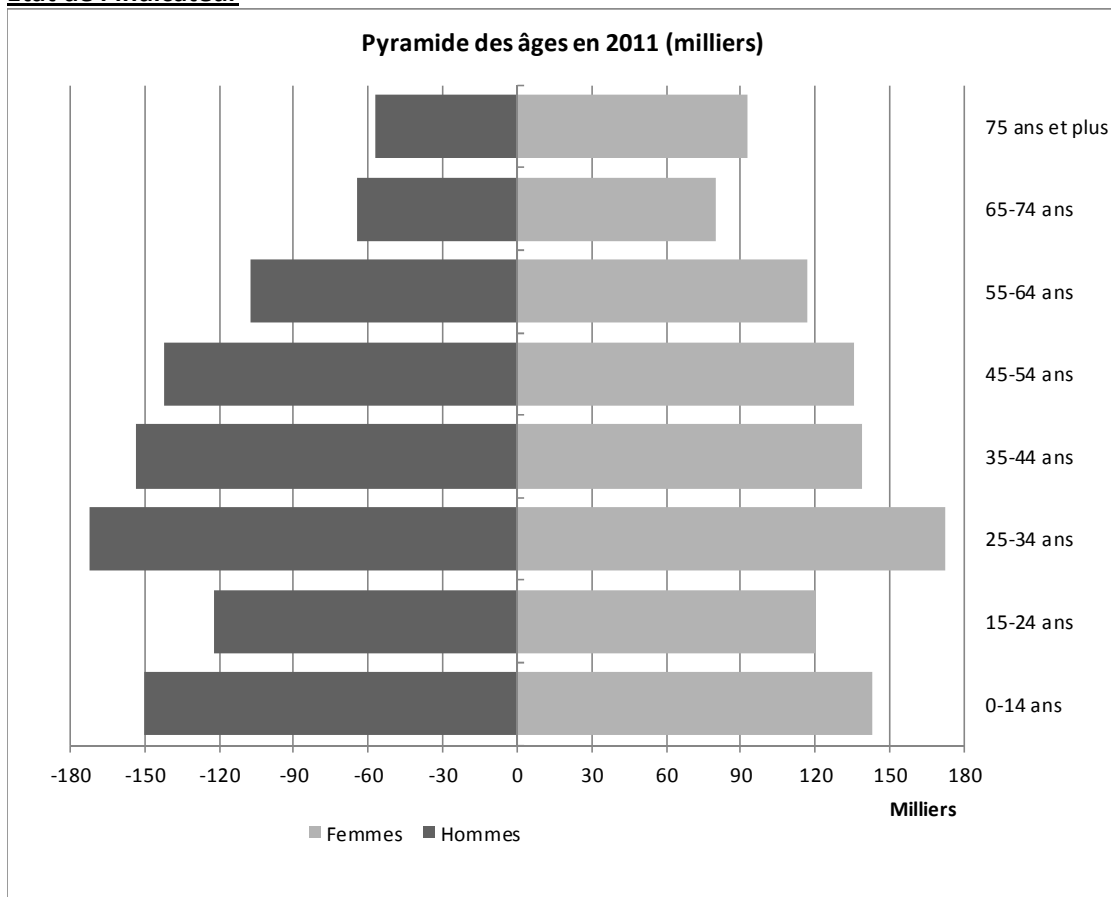
Description

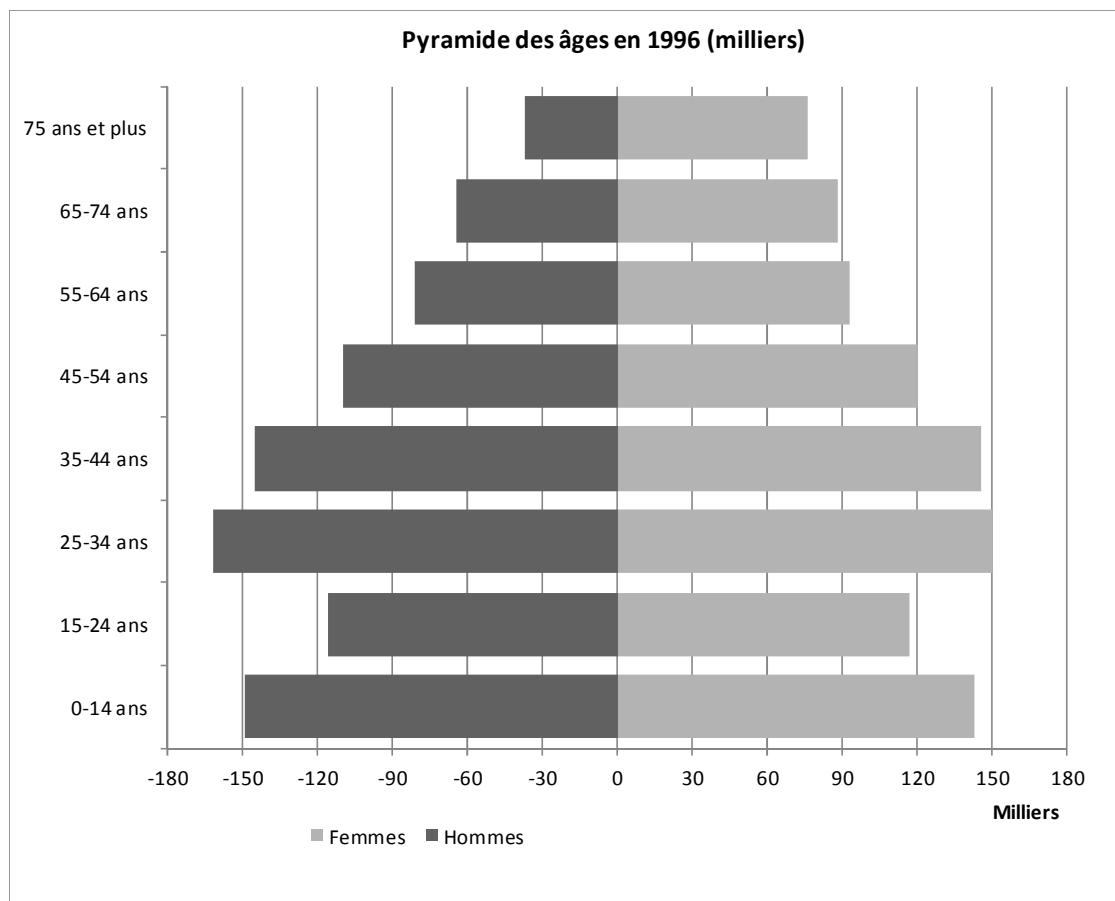
La pyramide des âges se veut une représentation graphique verticale des effectifs de la population. Des barres, sous forme d’histogramme, représentent les effectifs masculins sur la gauche et les effectifs féminins sur la droite. L’analyse de la pyramide permet de constater la situation démographique d’une entité territoriale et de discerner la trace d’événements qui ont marqué la démographie de cette entité.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l’indicateur





Constats

En général, si on compare la répartition de la population selon les groupes d'âge de 1996 à celle de 2011, on constate que la population est vieillissante.

- La croissance de la population est présente pour toutes les strates d'âge pour les hommes, notamment pour les groupes de 45 à 54 ans et 55 à 64 ans.
- La croissance de la population chez les femmes est également évidente, sauf pour la strate d'âge 65 à 74 ans, mais dans une moindre mesure que pour les hommes.
- Dans l'ensemble, la population des hommes a crû de 105 000 individus entre 1996 et 2011 alors que pour les femmes, on constate une croissance de 67 000 individus.

Sources des données

[Population selon le groupe d'âge et le sexe, Montréal et ensemble du Québec, 1996, 2001, 2006 et 2008-2012](#), Institut de la statistique du Québec

[Profil sociodémographique Agglomération de Montréal, Édition janvier 2013](#)

Indicateur 5

Densité de la population

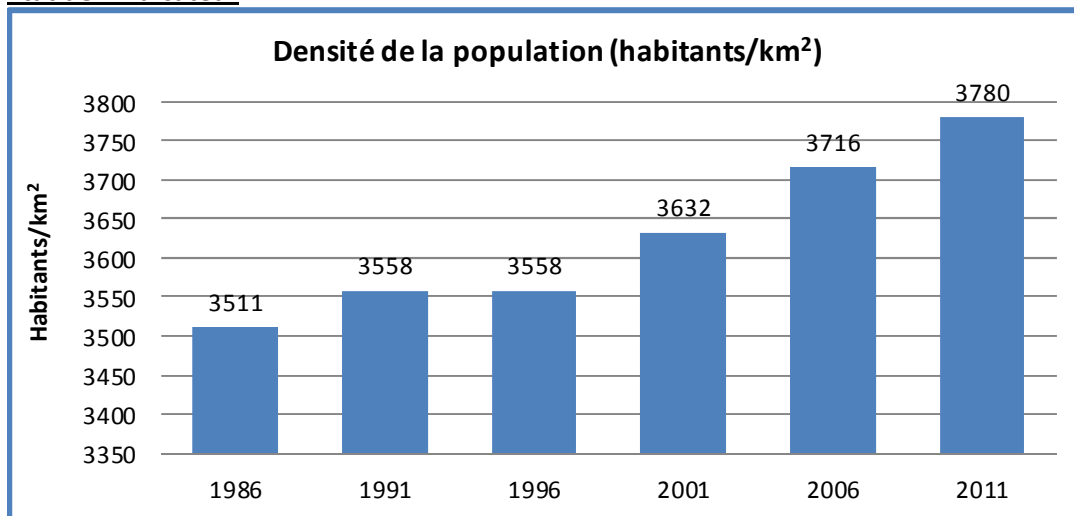
Description

La densité de la population correspond au nombre d'habitants au kilomètre carré (habitants/km²).

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Les 1 886 481 habitants de l'agglomération sont répartis sur un territoire d'une superficie totale de 499,1 km² pour une densité de 3 780 personnes au km². La densification de la population est soutenue entre autres par l'apport de l'immigration et un accroissement naturel positif qui se maintient année après année. La hausse du nombre de naissances observée au cours des cinq dernières années a contribué à l'obtention d'excellents résultats en matière d'accroissement naturel, comparables à ceux obtenus au début des années 1990.

Source des données

[Profil sociodémographique de l'agglomération de Montréal](#)

Indicateur 6
Nombre de ménages

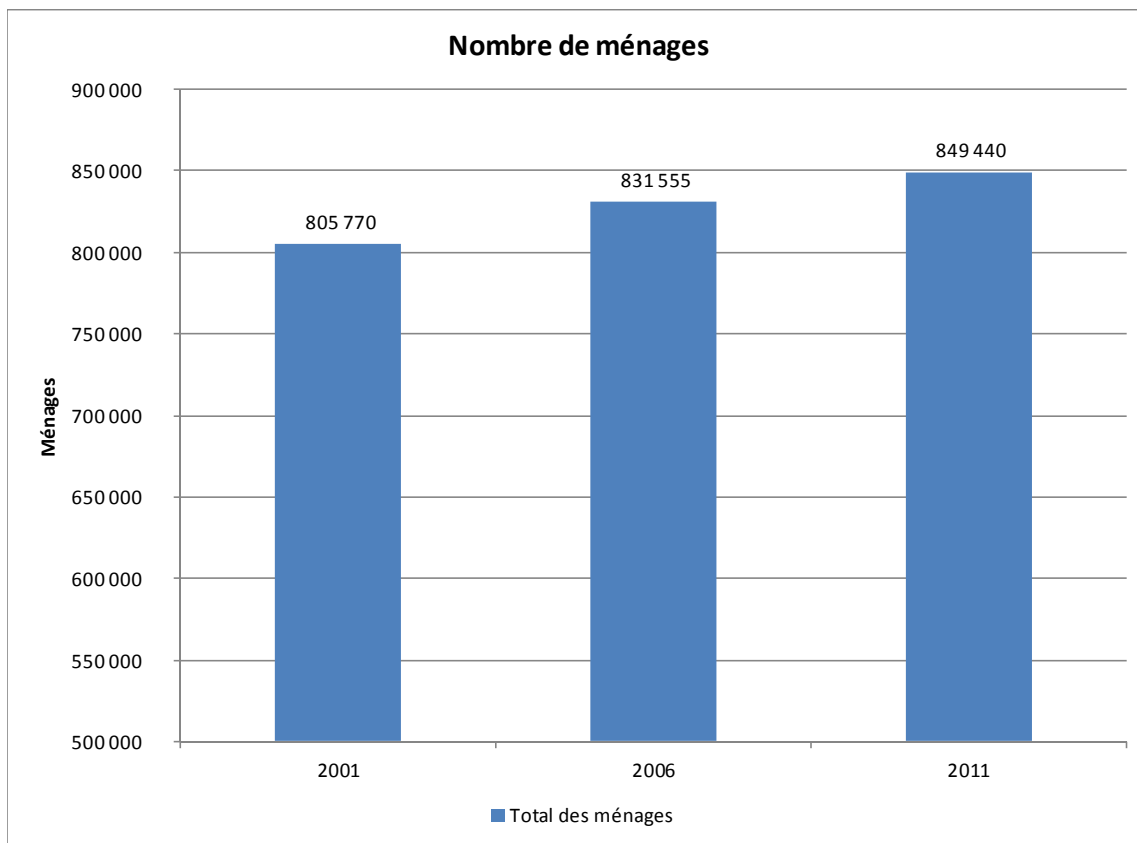
Description

Le nombre de ménages comprend les logements occupés par une personne ou un groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) et qui n'a pas de lieu habituel de résidence ailleurs au Canada.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Plusieurs facteurs démographiques et économiques (natalité, flux migratoires, marché de l'emploi, etc.) expliquent la croissance du nombre de ménages. En termes de développement durable, la croissance du

nombre de ménages dans l'agglomération contribue à la consolidation et à la densification des zones déjà urbanisées du centre de la grande région montréalaise.

Source des données

[Enquête nationale auprès des ménages 2011](#), Statistique Canada

Indicateur 7

Population totale annuelle

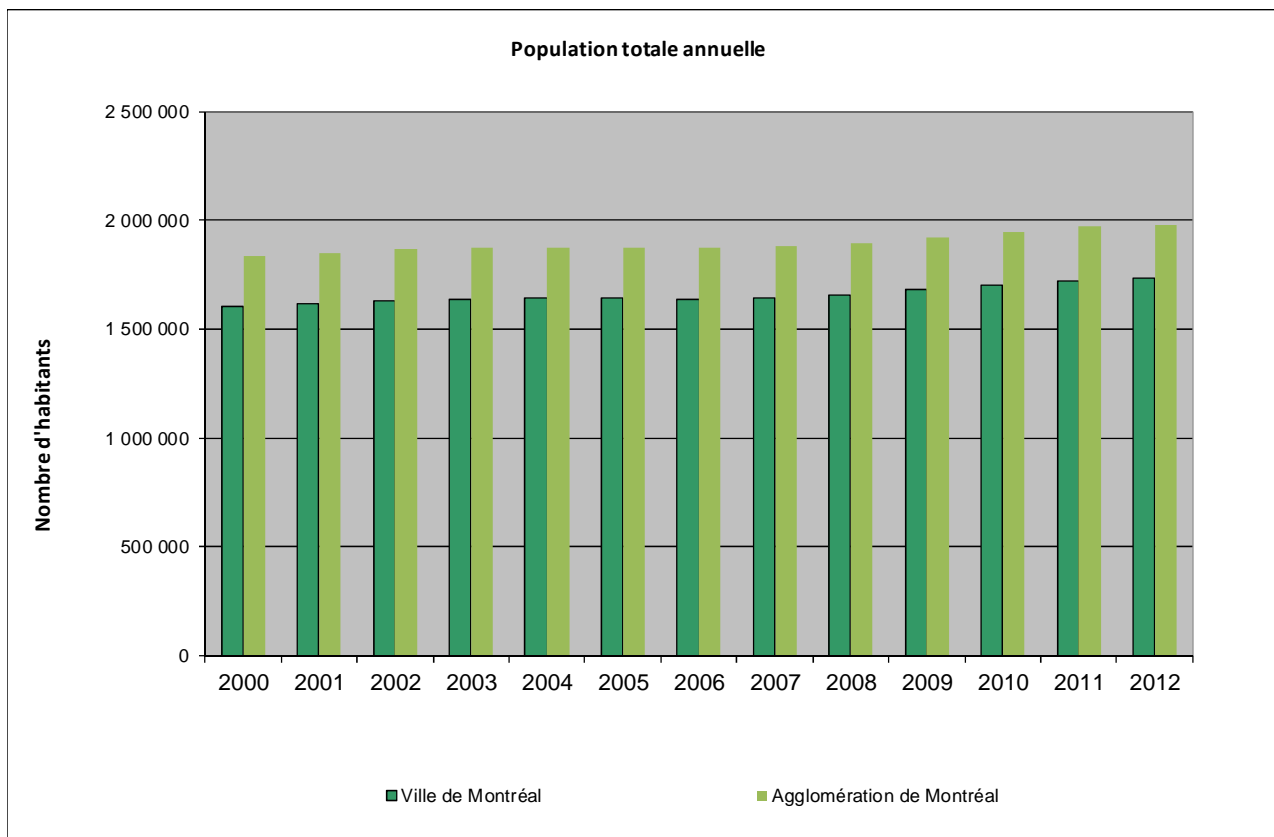
Description

La population totale annuelle représente l'ensemble des habitants vivant sur le territoire de la Ville de Montréal ou sur celui de l'agglomération de Montréal à une année donnée.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	x
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

L'agglomération de Montréal comptait 1 981 672 habitants en 2012, soit 148 813 personnes de plus qu'en 2000. Le taux de croissance de la population observé au cours de la période de 2000 à 2012 s'est établi à 8,1 %.

La Ville de Montréal a, pour sa part, connu une hausse de population de 131 986 habitants (8,2 %), pour la période de 2000 à 2012, pour atteindre 1 735 450 personnes.

Source des données

[Population selon le groupe d'âge et le sexe](#), Institut de la statistique du Québec

Thème

Culture

Indicateur 8

Dépenses culturelles en services rendus par habitant

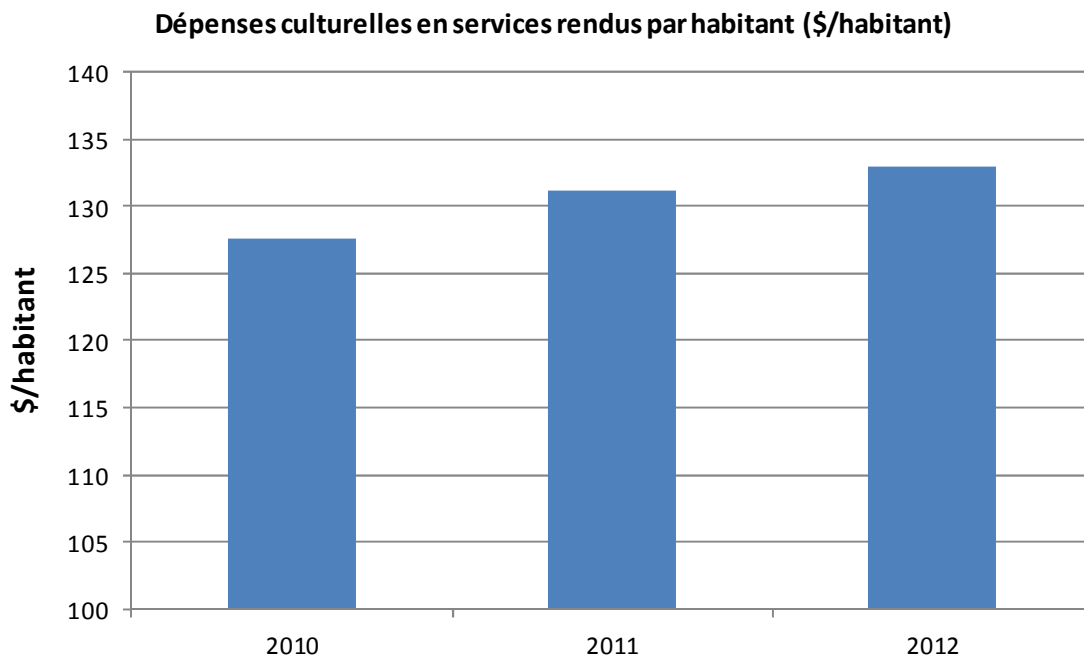
Description

L'indicateur donne le ratio entre les dépenses culturelles en services rendus et le nombre d'habitants. Les dépenses en services rendus sont présentées par domaine ou regroupement de domaines, soit les bibliothèques, les arts et lettres, les festivals et événements culturels, les événements à composante culturelle, les musées municipaux, les loisirs culturels et scientifiques, le patrimoine, l'art public et le design, la conservation d'archives historiques et les dépenses non réparties.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	
Administration municipale	X

État de l'indicateur



Constats

La Ville de Montréal a adopté une ambitieuse *Politique de développement culturel (2005)* et un *Plan d'action 2007-2017* pour faire de Montréal une véritable métropole culturelle internationale d'ici à 2017. En raison de cette vision, la Ville de Montréal ainsi que ses partenaires réalisent de nombreux projets, que ce soit pour la consolidation des bibliothèques et du pôle *Espace pour la vie (Planétarium Rio Tinto Alcan)*, de nouveaux lieux culturels et nouvelles œuvres d'art, la conservation et la restauration du patrimoine, la réalisation d'activités d'intégration et de médiation, l'augmentation du budget du *Conseil des arts* et aussi le soutien aux festivals et aux événements culturels ou encore la concrétisation du *Quartier des spectacles* et des *Quartiers culturels*. La mise en œuvre de ce Plan d'action explique la hausse des dépenses de l'Administration municipale.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Maintenir la part des dépenses en culture (*Montréal, métropole culturelle : Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015*).

Sources des données

Enquête annuelle sur les dépenses des municipalités au titre de la culture

Montréal, métropole culturelle : Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015

Indicateur 9

Superficie des bibliothèques par 1 000 habitants

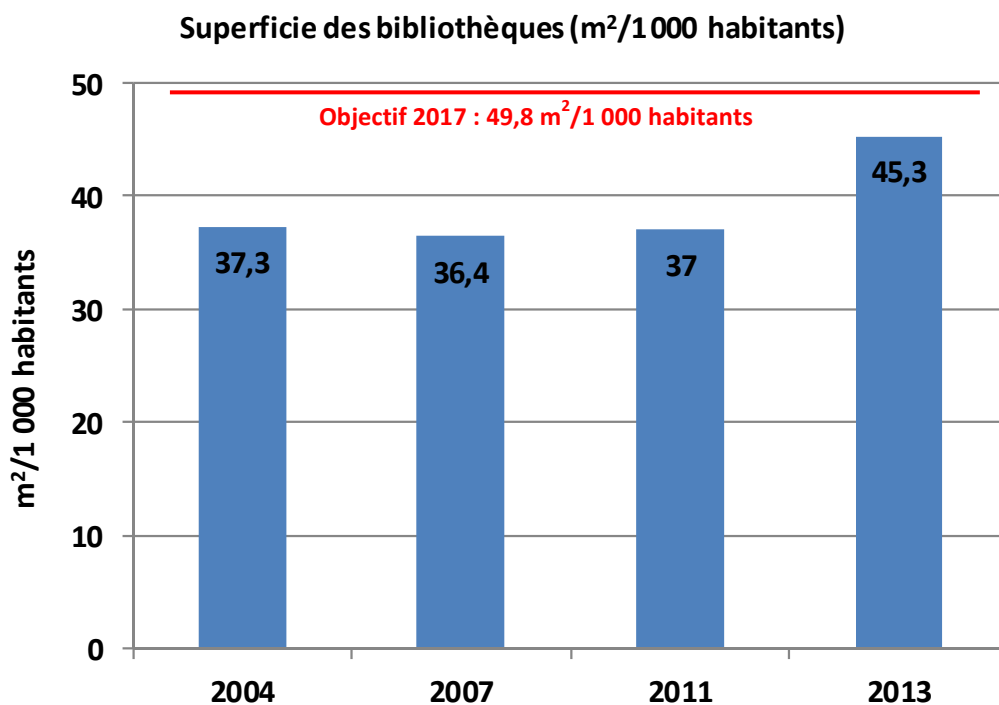
Description

L'indicateur illustre l'offre de service en matière de bibliothèques municipales pour chaque tranche de 1 000 habitants.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	x
Ville de Montréal	x
Administration municipale	

État de l'indicateur pour la Ville de Montréal



Constats

En 2005, le *Diagnostic des bibliothèques publiques de l'île de Montréal* a clairement démontré le manque d'espace des bibliothèques : 17 arrondissements (alors territoires de l'île) regroupant plus de 80 % de la population étaient au-dessous de la moyenne canadienne de 57 m² / 1 000 habitants, et sept d'entre eux se situaient bien en deçà de la moitié de cette moyenne. Au total, il y a un manque de 30 300 m². La norme canadienne est de 57,5 m² / 1 000 habitants et en 2011, Montréal était à 37 m² / 1 000 habitants.

Le diagnostic a mené à l'élaboration de cinq axes d'intervention stratégique pour le réseau des bibliothèques et l'identification de sept grandes actions, dont une vise la rénovation, l'agrandissement et la construction de bibliothèques. C'est ainsi que de nombreux projets de construction, d'agrandissement et de rénovation sont présentement en cours.

En 2013, deux nouvelles bibliothèques de quartier ont été inaugurées, soit la bibliothèque Du Boisé dans l'arrondissement Saint-Laurent et la bibliothèque Marc-Favreau dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie.

La Ville de Montréal a deux objectifs liés à cet indicateur :

- Reconnaître les bibliothèques comme l'infrastructure de base d'une ville de culture et de savoir (*Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle*).
- Atteindre une superficie de 49,8 m² par 1 000 habitants (*Plan d'action quinquennal 2013-2017*) d'ici 2017.

Sources des données

Diagnostic des bibliothèques municipales de l'île de Montréal

Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle

Plan d'action quinquennal 2013-2017

Bilan de mi-parcours 2007-2013

Programme RAC

Indicateur 10

Prêts de documents effectués par les bibliothèques municipales par habitant

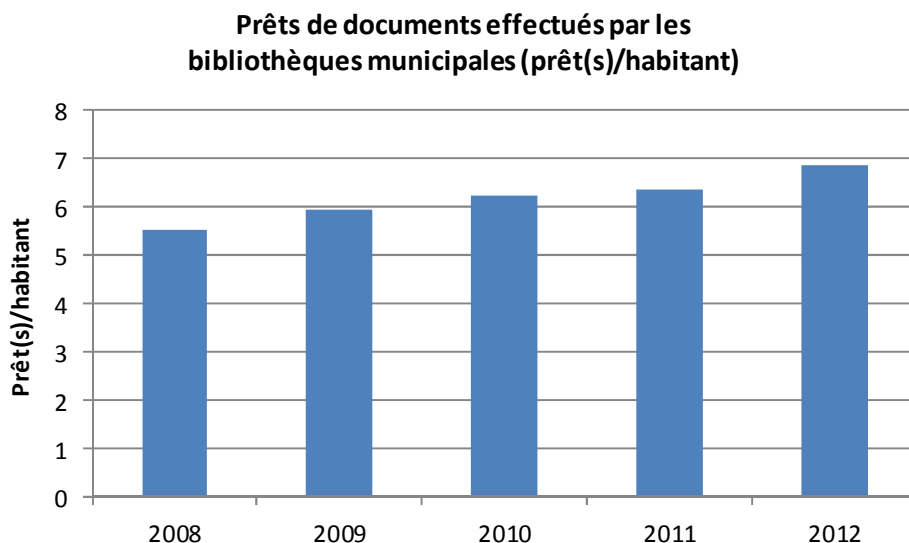
Description

L'indicateur renseigne sur le nombre de documents prêtés par les bibliothèques de la Ville de Montréal par habitant sur une base annuelle.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	X
Administration municipale	

État de l'indicateur pour la Ville de Montréal



Constats

Année après année, les bibliothèques de Montréal enregistrent de plus en plus de prêts de documents. Le nombre total de prêts a augmenté de 166 226 et s'élève à 11 464 590, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2012. Après une croissance de plus de 32 % entre 2007 et 2012, l'activité de prêt a ralenti en 2013. Il est toutefois trop tôt pour affirmer que ces résultats annoncent une tendance à la baisse. En effet, en 2011, la hausse des prêts avait été de 1,9 % et l'année suivante, soit en 2012, de 7,8 %. Entre 2007 et 2012, les bibliothèques de Montréal ont procédé à l'intégration progressive des catalogues et au déploiement du service de prêt et retour universel. D'autre part, la gratuité de l'abonnement à l'échelle du réseau et l'augmentation des heures d'ouverture ont permis d'accroître de façon significative l'accessibilité et le prêt au cours de cette même période.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Reconnaître les bibliothèques comme l'infrastructure de base d'une ville de culture et de savoir (*Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle*).

Sources des données

Portrait général des bibliothèques de Montréal (2012)

Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle

Indicateur 11

Contributions accordées annuellement pour la restauration des immeubles reconnus en vertu de la *Loi sur les biens culturels*

Description

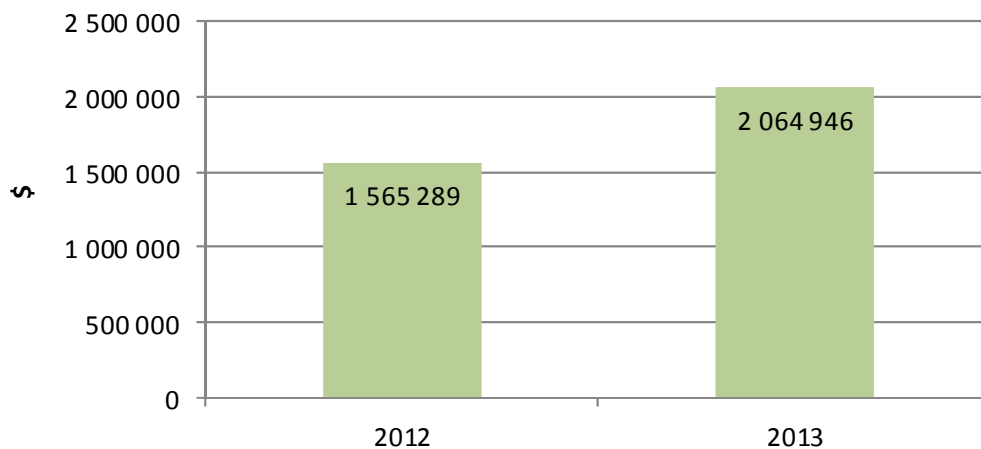
L'indicateur présente le montant alloué pour la restauration et la mise en valeur de bâtiments situés soit dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, soit dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal ou encore d'un bâtiment classé ou reconnu comme bien culturel, cité monument historique ou situé dans un site du patrimoine ou dans un site historique, en vertu de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., chapitre B-4) ou pour un ancien cinéma ou un ancien théâtre ayant un caractère patrimonial exceptionnel sur le plan architectural. Ce programme est destiné aux propriétaires de bâtiments à valeur patrimoniale, en vertu de la *Loi sur les biens culturels*, de l'agglomération de Montréal.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	x
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

Contributions accordées annuellement pour la restauration des immeubles reconnus en vertu de la *Loi sur les biens culturels* (\$)



Constats

Montréal était l'une des premières grandes villes, au plan international, à se doter d'une *Politique du patrimoine* en 2005. Il est prévu que la mise en œuvre de cette politique s'étale sur 10 ans. De plus, en vue de renforcer ses actions, la Ville de Montréal a adopté, en 2013, un *Plan de protection et de mise en valeur*

du Vieux-Montréal : perspective 2017. Le Vieux-Montréal constituant le cœur historique de la ville, le Plan est un outil qui permettra de placer le «site patrimonial» du Vieux-Montréal au cœur des célébrations du 375^e en 2017. Notons, en 2014, la célébration du 50^e anniversaire de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal. Depuis 2005, Montréal compte aussi un autre arrondissement historique, soit l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, pour lequel un Plan de protection et de mise en valeur a été adopté en 2009.

La protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine sont des engagements phares de *Montréal métropole culturelle*. Une large gamme d'actions permettent à la Ville de Montréal de respecter ses engagements, dont une aide financière destinée aux propriétaires d'immeubles reconnus en vertu de la Loi sur les biens culturels. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCC). Cette entente a été entérinée en 1979 et reconduite à plus de 14 reprises entre la Ville de Montréal et le MCC.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Préserver et mettre en valeur les territoires, sites, monuments et bâtiments d'intérêt patrimonial (*Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle*).

Sources des données

Programme d'aide à la restauration

Plan d'action 2007-2017 : Montréal, métropole culturelle

Liste des contributions financières versées par la Direction de la culture et du patrimoine

Thème

Eau

Indicateur 12

Production d'eau potable par habitant desservi

Description

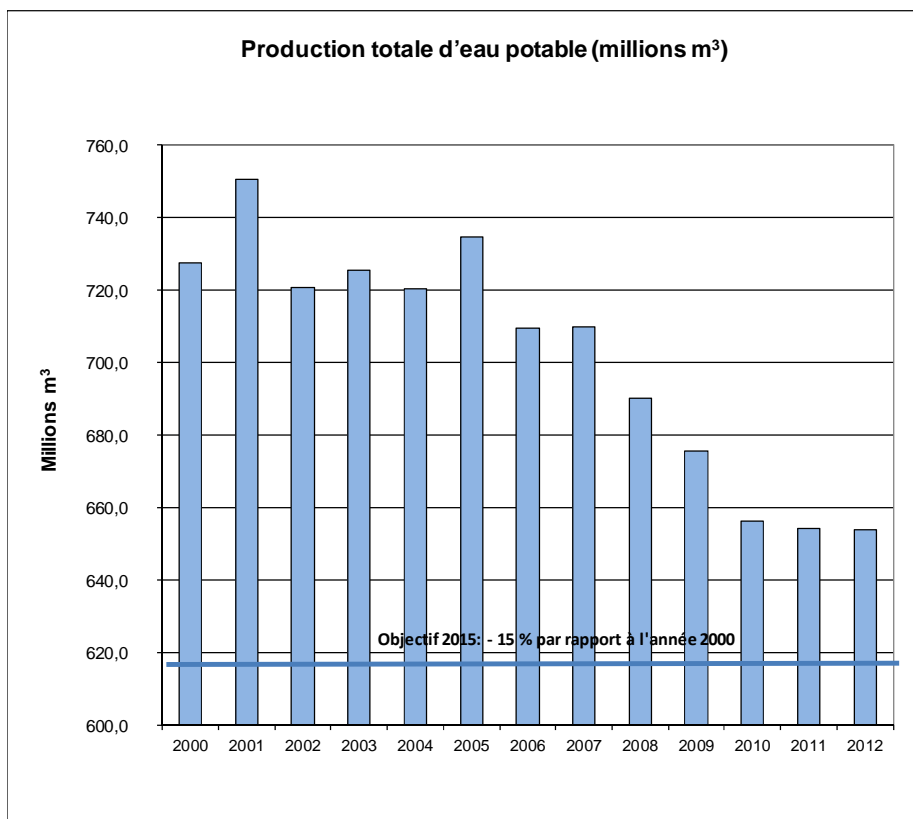
La production d'eau potable par habitant desservi représente la quantité totale d'eau produite annuellement sur le territoire de l'agglomération, mesurée en mètre cube (m³) et convertie en litres par jour. On divise ensuite la quantité produite par le nombre d'habitants desservis par le réseau d'aqueduc durant cette année.

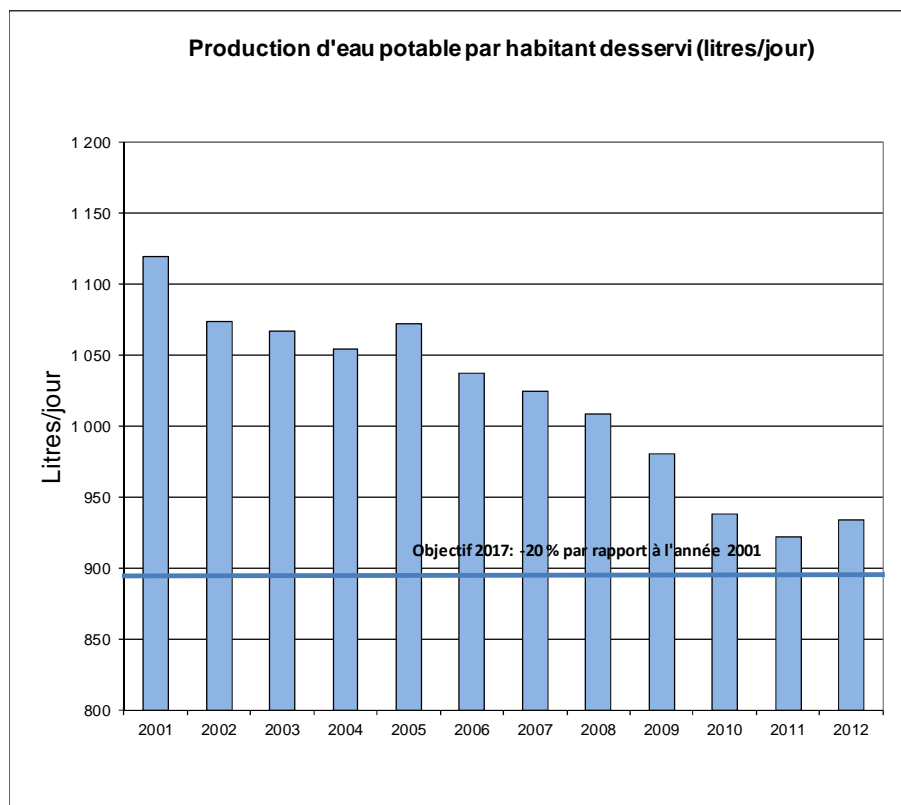
La quantité d'eau totale produite par personne inclut les usages dans le secteur résidentiel, dans les industries, commerces et institutions (ICI), les pertes dans le réseau, ainsi que les usages non identifiés ou illicites.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur





Constats

En 2012, les usines de production d'eau potable de l'agglomération ont produit un total de 653,9 millions de m³, soit une légère baisse par rapport à 2011. Il est à noter que la production totale a diminué de 10 % depuis 2000. La quantité d'eau produite par habitant est estimée à 934 litres par jour à l'échelle de l'agglomération pour 2012. Comparativement à 2001, on constate une réduction par habitant de près de 17 %.

Les travaux entrepris au cours des dernières années sur les infrastructures du réseau de production et de distribution d'eau potable, qu'il s'agisse de la réparation des fuites ou du remplacement et de la réfection des conduites, ont grandement contribué aux gains obtenus. Le contrôle des usages illicites, les campagnes de sensibilisation, ainsi que l'installation croissante d'appareils à faible débit ont également contribué à divers degrés à ces résultats encourageants.

La Ville de Montréal a deux objectifs liés à cet indicateur :

- Réduire de 15 % la production d'eau potable d'ici 2015 par rapport à l'an 2000 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).
- Réduire de 20 % la distribution d'eau per capita d'ici 2017 par rapport à 2001 (*Vers une gestion durable des eaux municipales*).

Sources des données

[Bilan de l'usage de l'eau potable 2012](#)

[Vers une gestion durable des eaux municipales](#)

Indicateur 13

Pourcentage des pertes par rapport à l'eau produite

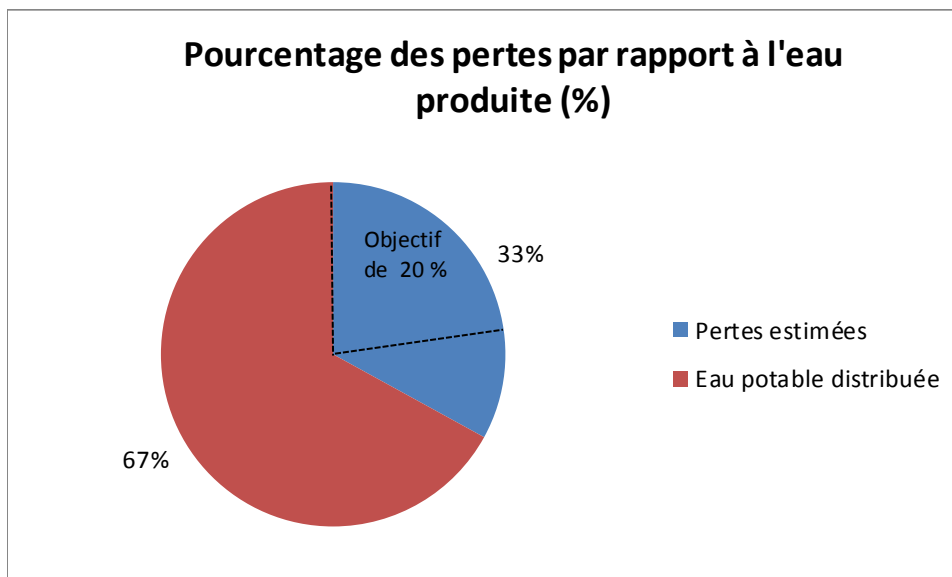
Description

Le pourcentage des pertes par rapport à l'eau produite représente la quantité d'eau associée à des pertes qui découlent principalement des fuites au sein du réseau d'aqueduc. On estime la perte en calculant la différence entre la quantité totale d'eau qui a été produite et distribuée aux utilisateurs, et la quantité totale d'eau produite.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Il est estimé que les pertes du réseau d'aqueduc représentent 33 % du volume total d'eau distribué par les six usines de l'agglomération de Montréal. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'ancienne estimation de 40 % datant du début des années 2000.

Les travaux de réfection et de rénovation du réseau d'aqueduc, réalisés jusqu'à maintenant, expliquent en grande partie la diminution des pertes estimées à 33 %. Cependant, avec seulement 20 % de l'eau distribuée qui est mesurée par des compteurs, cette estimation des fuites demeure encore très approximative. Le dépistage systématique des fuites, la réparation des bris et les travaux de

renouvellement des conduites d'eau potable contribueront graduellement à la réduction de ce taux de pertes.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Réduire ultimement le taux de pertes à 20 % sur le réseau d'aqueduc (*Stratégie québécoise d'économie d'eau potable*).

Source des données

[Bilan de l'usage de l'eau potable 2012](#)

Indicateur 14

Qualité des effluents de la station d'épuration

Description

La qualité des effluents de la station d'épuration dépend des différentes unités de traitement de la station d'épuration Jean-R. Marcotte, qui traite les eaux usées de l'agglomération de Montréal. Les eaux traitées font l'objet d'un suivi régulier avec pour objectif de détecter, notamment, la quantité de matières en suspension (MES) et de phosphore total (P_T). C'est dans le but de contrôler la qualité des eaux usées qui sont rejetées dans le fleuve que le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) a émis des normes de qualité.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

Pour l'année 2012, l'effluent de la station d'épuration Jean-R. Marcotte (Station) contenait en concentration moyenne annuelle 18 mg/L de matières en suspension (MES) et 0,42 mg/L de phosphore total (P_T). Les exigences de rejet du MAMROT que la Ville doit respecter pour les MES sont de ≤ 20 mg/L alors que les exigences pour le P_T sont de $\leq 0,50$ mg/L.

Constats

Pour l'année 2012, le MAMROT a attribué les notes suivantes à la station :

- Respect des exigences de rejet : 100 %. Cette note a été obtenue tous les ans depuis la mise en vigueur de la norme.
- Conformité des rapports remis au MAMROT : 100 %.

La Ville de Montréal a des objectifs liés à cet indicateur :

- Respecter chaque année les exigences de rejet du MAMROT pour les paramètres de contrôle suivants : Matières en suspension (MES) et phosphore total (P_T).
- Développer la gestion des eaux pluviales en amont des réseaux afin de diminuer les volumes d'eaux usées, minimiser les surverses lors de fortes pluies et améliorer la qualité des eaux de ruissellement qui se déversent dans les cours d'eau.

Source des données

[Vers une gestion durable des eaux municipales](#)

Thème

Emploi et investissement

Indicateur 15

Variation du nombre d'emplois

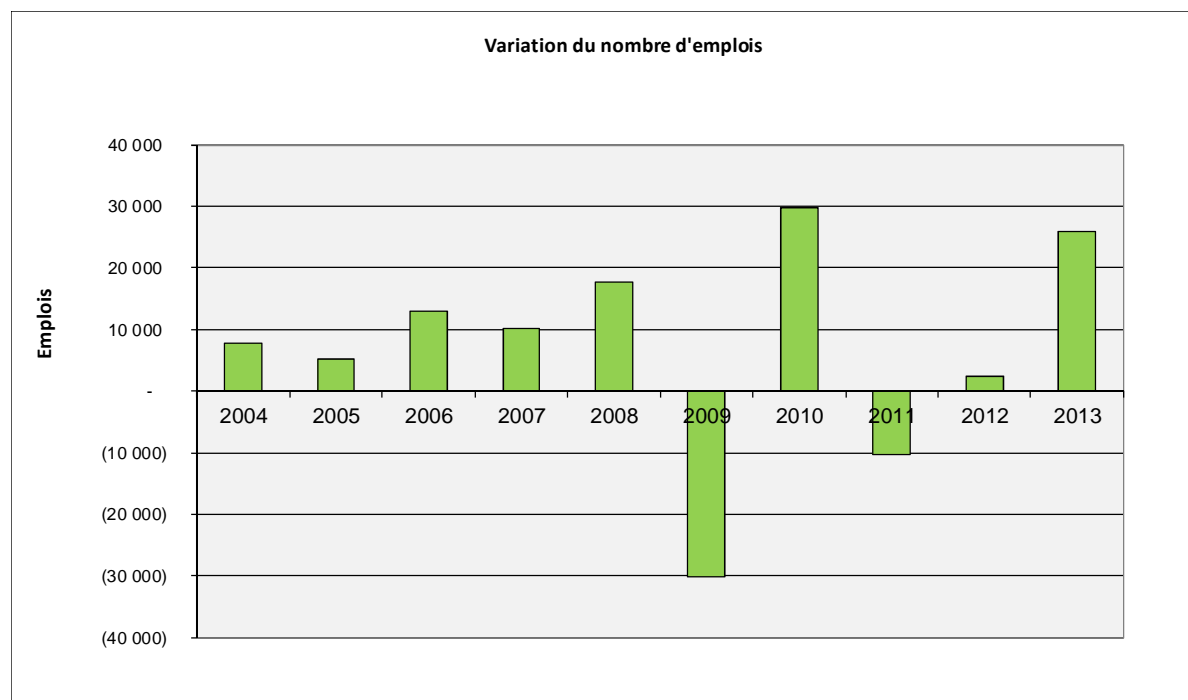
Description

La variation du nombre d'emplois souligne l'écart mesuré du niveau d'emploi observé par rapport au niveau d'emploi de la période précédente.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le marché de l'emploi de l'agglomération de Montréal a connu des hausses continues d'emplois de 2004 à 2008. L'année 2009 s'est quant à elle soldée par une perte nette de 30 000 emplois, causée en partie par la récession. Toutefois, ces emplois ont été retrouvés dès 2010. Il y a eu peu de variation significative en 2011 et 2012. Au total, l'agglomération de Montréal a connu une croissance nette de 63 800 emplois sur son territoire pour la période de 2004 à 2013.

Source des données

[Emploi à temps plein et à temps partiel par grand secteur d'activité, Montréal et ensemble du Québec](#) ,
Institut de la statistique du Québec

Indicateur 16
Taux d'emploi

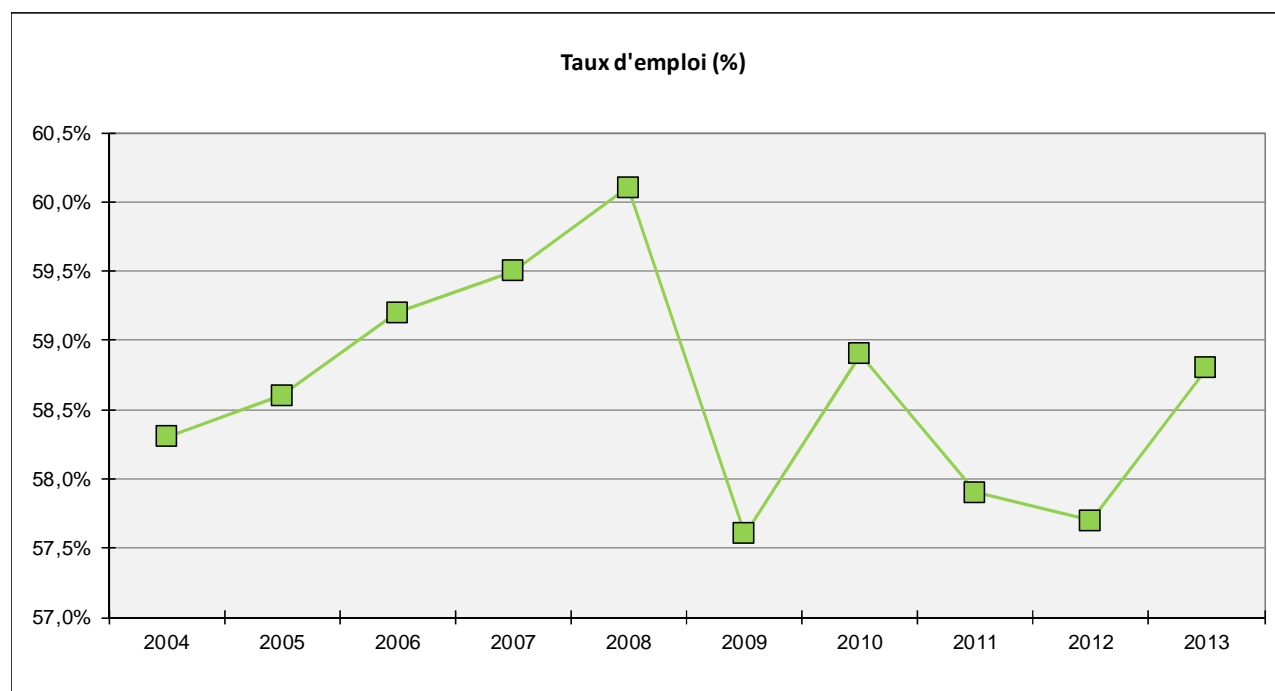
Description

Le taux d'emploi représente la proportion de personnes de plus de 15 ans qui disposent d'un emploi.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

- Le marché du travail est en bonne voie d'amélioration en 2013. C'est ce qu'indique le taux d'emploi qui, après avoir affiché un pourcentage moyen de 57,7 % en 2012, a gagné un point de pourcentage pour s'établir à 58,8 %.
- Sur la période de dix ans allant de 2004 à 2013, on peut constater que le taux d'emploi a connu des soubresauts et s'est amélioré dans l'ensemble, passant de 58,3 % à 58,8 %.
- Il est à noter que la récession a eu un impact sur le marché de l'emploi en 2009.

Source des données

[Caractéristiques du marché du travail, population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec](#), Institut de la statistique du Québec

Indicateur 17
Population active

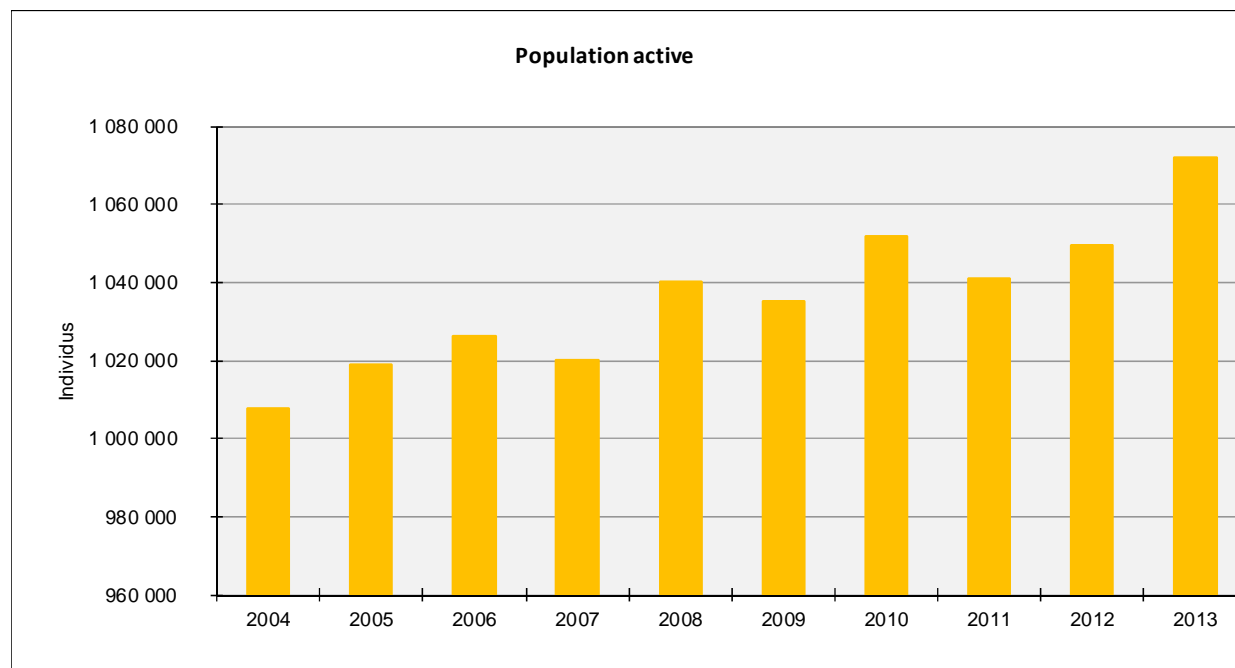
Description

La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi (population active occupée) ou qu'elles soient au chômage (population active inoccupée), à l'exclusion de celles ne cherchant pas d'emploi comme les personnes au foyer, étudiants, personnes en incapacité de travailler, rentiers.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

- Au total, 1 071 800 Montréalais faisaient partie de la population active en 2013, soit quelque 22 400 personnes de plus qu'en 2012, ce qui représente une croissance annuelle de 2,1 %.
- Si on examine la population active de l'agglomération de Montréal pour la période 2004-2013, on constate une légère courbe de croissance.

Source des données

[Caractéristiques du marché du travail, population de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec](#), Institut de la statistique du Québec

Indicateur 18

Dépenses en immobilisations

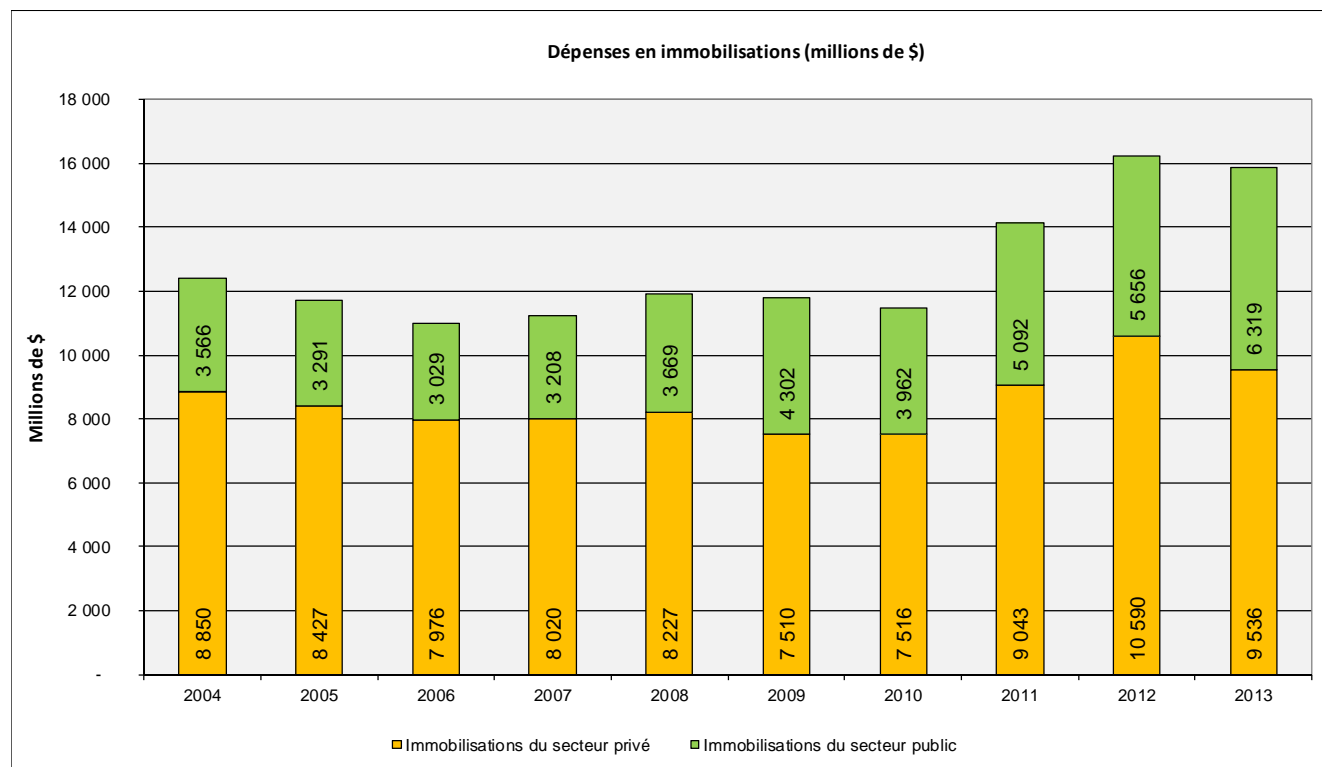
Description

Les dépenses en immobilisations du secteur public et du secteur privé sont constituées du coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Elles sont exprimés en millions de dollars (\$) dans le graphique.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Les dépenses en immobilisations dans l'agglomération de Montréal s'élèvent à plus de 15,9 milliards de dollars en 2013, ce qui représente une augmentation de 38,1 % par rapport aux dépenses réelles de 2010.

De cette somme, environ 9,5 milliards de dollars (60 %) provient du secteur privé. À titre de comparaison, les sommes investies par le secteur privé représentaient près de 71 % des immobilisations totales en 2004. Le secteur public investit de façon plus importante depuis cinq ans, notamment pour l'amélioration des infrastructures. En 2013, près de 6,3 milliards de dollars ont été dépensés par le secteur public pour des immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal, soit la plus importante somme depuis le début des années 2000. Il s'agit là d'une hausse de près de 59 % par rapport à 2010 et d'un investissement de 1,8 fois plus élevé qu'en 2004.

Les investissements en immobilisations du secteur privé ont augmenté de 27 % entre 2010 et 2013, sur le territoire de l'agglomération de Montréal, passant de 7,5 milliards de dollars à près de 9,5 milliards de dollars.

Sources des données

[Dépenses en immobilisations et en réparations par secteur et sous-secteur du SCIAN](#), Institut de la statistique du Québec

[Flash économique - Agglomération de Montréal](#)

Thème

Énergie

Indicateur 19

Énergie consommée par les bâtiments municipaux

Description

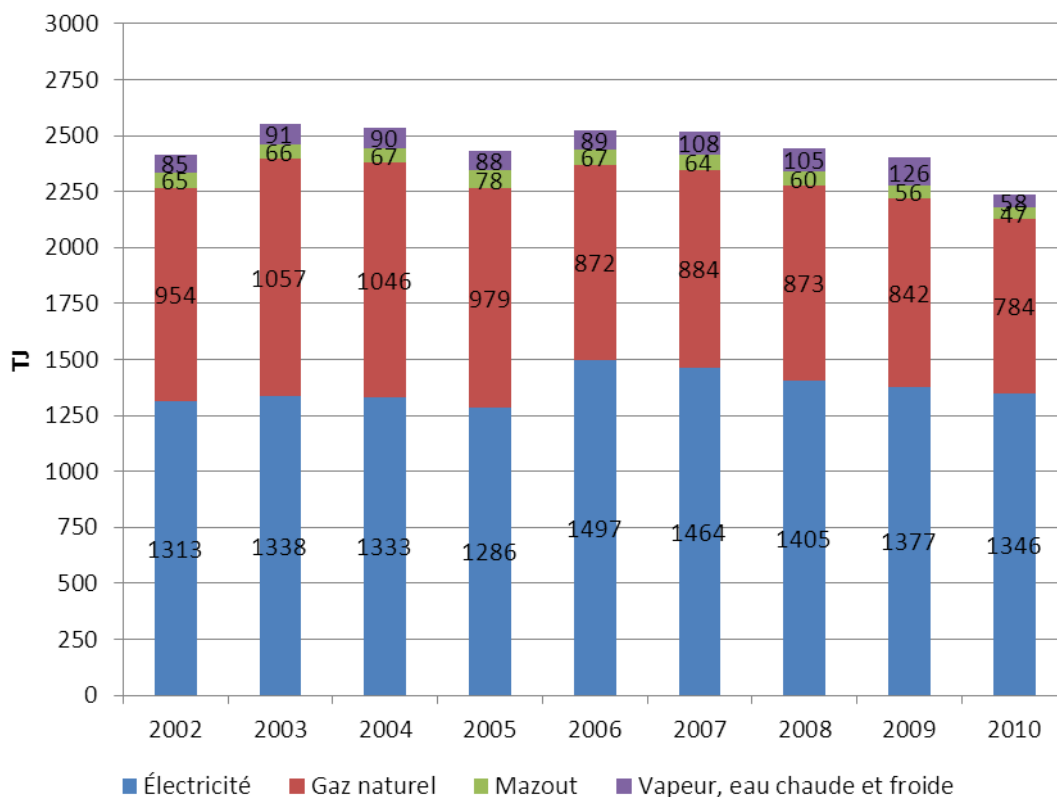
L'indicateur fait état de la quantité d'énergie consommée par les bâtiments municipaux de l'agglomération (à l'exception des usines de production d'eau potable et de traitement des eaux usées) pour chacune des sources d'énergie utilisées (électricité, gaz naturel, mazout, vapeur, eau chaude et froide), et ce, sur une base annuelle.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	
Administration municipale	X

État de l'indicateur

Énergie consommée par les bâtiments municipaux pour chaque source d'énergie (TJ)



Constats

La Ville de Montréal et les villes reconstituées possèdent plus de 1 600 bâtiments corporatifs, équivalant à une superficie d'environ 2 000 000 m². De 2002 à 2010, l'électricité était la principale source d'énergie utilisée dans les bâtiments municipaux. Sa consommation était relativement stable pour la période 2002-2005, alors qu'une hausse importante a été observée en 2006, suivie d'une baisse graduelle jusqu'en 2010, pour une hausse globale de 2,5 %. Une partie de la hausse observée en 2006 peut être expliquée par le fait que les données de 2005, tirées de l'inventaire des émissions de GES corporative précédent, étaient probablement incomplètes.

De façon générale, de 50 à 60 % de la consommation d'énergie des bâtiments corporatifs servent au chauffage. Cette proportion varie selon l'usage que l'on fait du bâtiment. La climatisation et l'éclairage se partagent la majeure partie du reste de la consommation d'énergie. Quant à l'eau chaude, elle constitue généralement une part négligeable de l'énergie consommée, quoique cette part puisse atteindre près de 10 % pour des usages particuliers, comme les centres sportifs.

Sources des données

[Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2013-2020](#)
[Inventaire 2010 des émissions de GES corporatives](#)

Indicateur 20

Bâtiments municipaux ayant obtenu une certification environnementale

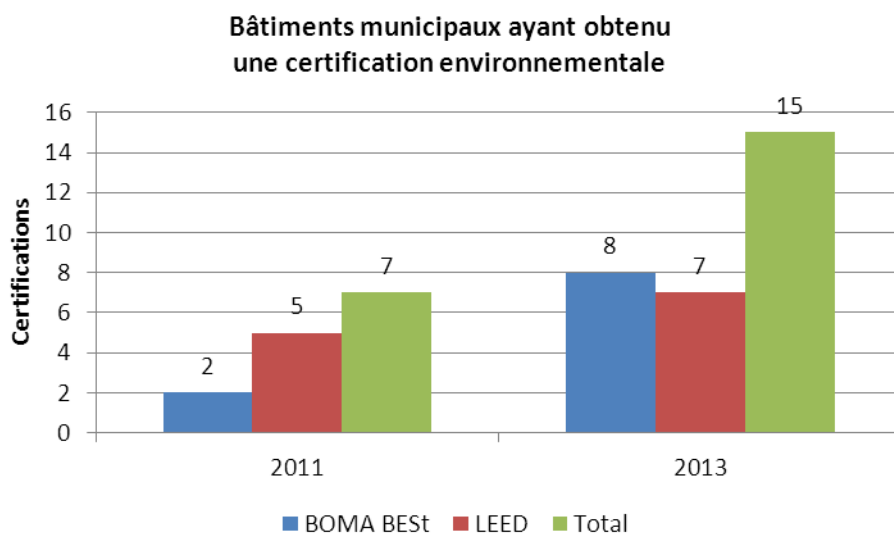
Description

Cet indicateur informe sur l'évolution du nombre de bâtiments municipaux ayant obtenu une certification BOMA BEST ou LEED. Il témoigne de l'effort consenti par la Ville de Montréal pour rendre ses bâtiments municipaux plus performants et durables.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	
Administration municipale	X

État de l'indicateur



Constats

La certification des bâtiments municipaux est en nette progression depuis 2011. Il y a actuellement sept bâtiments municipaux relevant de la Ville de Montréal qui ont obtenu la certification LEED et huit, la certification BOMA BEST.

Il est à noter que, grâce à la *Politique de développement durable pour les édifices municipaux*, la Ville de Montréal a remporté en 2009 une mention dans la catégorie « Pratiques novatrices – Bâtiments institutionnels » du concours *Trophées Innovation et développement durable* de Contech.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Tout nouveau bâtiment municipal de plus de 500 m² doit obtenir la certification LEED-OR et toute rénovation majeure doit être réalisée selon les critères LEED-ARGENT. De plus, tous les projets doivent respecter les exigences en matière d'élimination des déchets de construction, de gestion efficace de l'eau et d'énergie renouvelable (*Politique de développement durable pour les édifices municipaux de la Ville de Montréal*).

Sources des données

[Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal](#)

[Bilan 2010-2011 : Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015](#)

[Bilan 2012-2013 : Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 \(en cours de préparation\)](#)

Indicateur 21

Certifications environnementales ou adhésions à des programmes environnementaux volontaires

Description

Cet indicateur fait état de l'évolution d'un certain nombre de certifications témoins pour lesquelles les données sont pertinentes et disponibles.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

CERTIFICATIONS «TÉMOINS»					
Certifications	Type de reconnaissance	2010	2011	2013	Cible (+30% par rapport à 2010)
POUR LES BÂTIMENTS					
BOMA BEST	Certification vérifiée par un tiers	93	142	163	
LEED	Certification par un tiers	22	36	72	
POUR LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES					
Établissements verts Brundtland	Programme volontaire	205	208	231	
POUR LES INDUSTRIES, COMMERCE, INSTITUTIONS ET AUTRES ORGANISATIONS					
ICI ON RECYCLE	Programme volontaire avec évaluation	266	307	231	
ISO 14001	Certification par un tiers	49	56	240	
TOTAUX					
		635	749	937	826

Constats

Depuis 2010, les certifications témoins attribuées aux bâtiments, aux établissements scolaires de même qu'aux industries, commerces et institutions (ICI) ne cessent d'augmenter sur le territoire de l'agglomération. Ainsi, l'objectif qui est d'augmenter de 30 % le nombre de certifications environnementales ou d'adhésions à des programmes environnementaux volontaires d'ici 2020 par rapport à 2010, a été dépassé.

La plus forte augmentation (100 %) est attribuable au secteur des bâtiments verts qui semble en plein essor. La Ville de Montréal incite les promoteurs à obtenir une certification environnementale et procède, lorsque possible, à l'inclusion de dispositions à cet effet dans les projets de règlements particuliers. L'ensemble des résultats témoigne des efforts faits à différents niveaux pour intégrer les principes du développement durable.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Augmenter de 30 % le nombre de certifications environnementales ou d'adhésions à des programmes environnementaux volontaires à Montréal d'ici 2020 par rapport à 2010 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).

Sources des données

[Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015](#)

[Bilan 2010-2011 : Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015](#)

[Bilan 2012-2013 : Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 \(en cours de préparation\)](#)

Indicateur 22

Consommation d'électricité par abonné résidentiel

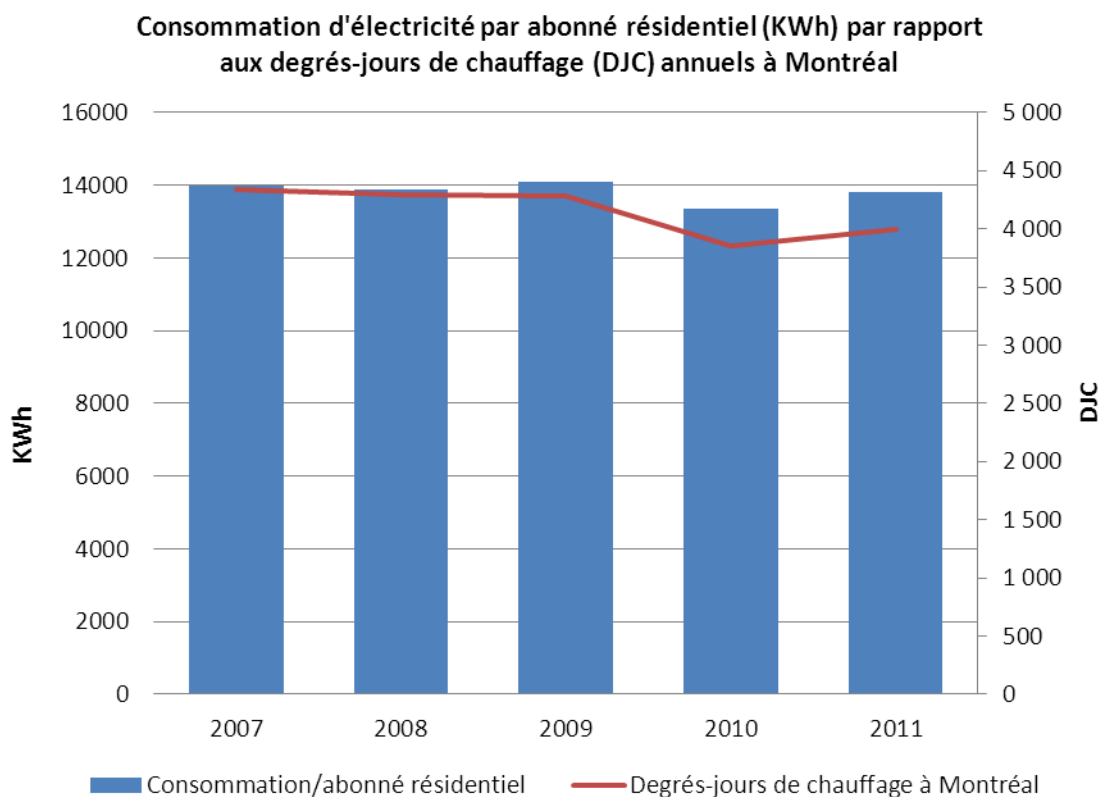
Description

L'indicateur renseigne sur la quantité d'énergie électrique consommée par le secteur résidentiel sur une base annuelle. Les données sont divisées par le nombre d'abonnés résidentiels. Le calcul permet donc d'éliminer de l'équation la consommation effective des institutions, commerces et industries.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

La consommation d'électricité par abonné résidentiel varie relativement peu d'une année à l'autre entre 2007 et 2011. Étant donné qu'une importante proportion de l'électricité consommée dans les foyers montréalais est associée au chauffage, la faible variation observée est vraisemblablement liée aux besoins

en chauffage annuels, lesquels sont mesurés par des degrés-jours de chauffage (DJC) annuels. On compte un DJC pour chaque degré dont la température moyenne quotidienne est inférieure à 18 °C. Par exemple, une journée ayant une température moyenne de 15,5 °C aura 2,5 DJC et une journée dont la température moyenne est de -10,0 °C aura 28 DJC.

D'autres facteurs que les DJC, tels que des conversions de systèmes de chauffage en d'autres sources d'énergie (mazout, gaz naturel) ou des améliorations dans l'efficacité énergétique globale des résidences, peuvent également être à l'origine des fluctuations observées.

Sources des données

Nombre d'abonnements à l'électricité, agglomération de Montréal, 2007-2011, [Montréal en statistiques](#)
[Profil régional des activités d'Hydro-Québec 2011, Hydro-Québec](#)

Thème

Gaz à effet de serre

Indicateur 23

Émissions de GES corporatives

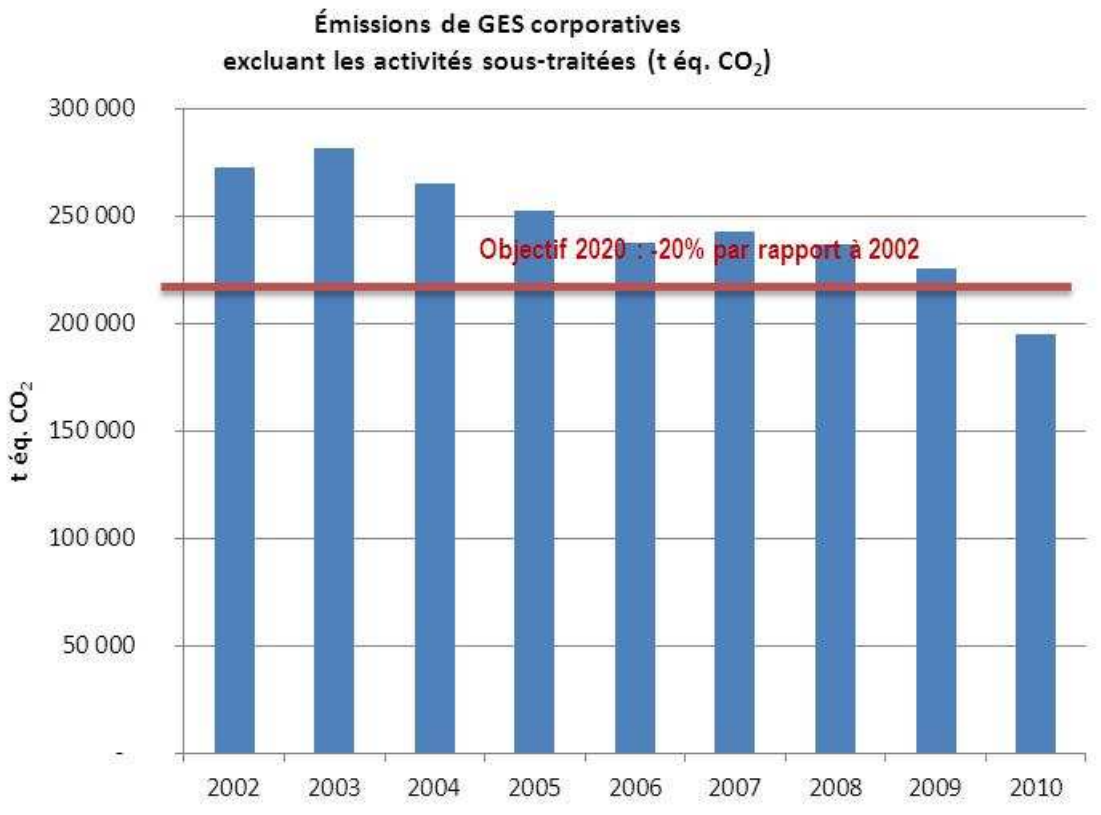
Description

L'indicateur renseigne sur l'évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) corporatives de l'agglomération de Montréal. Le calcul inclut les émissions issues de la consommation d'énergie des bâtiments, de la consommation de carburant du matériel roulant (interne), du traitement des eaux usées, de la production de l'eau potable, des fuites de réfrigérants (HFC des bâtiments et véhicules), des émissions de biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) de même que de l'éclairage des rues et des feux de circulation. Par ailleurs, l'indicateur ne tient pas compte des émissions provenant des activités en sous-traitance.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	
Administration municipale	X

État de l'indicateur



Constats

Les émissions de GES corporatives de l'agglomération de Montréal se chiffraient à 195 kt éq. CO₂ en 2010, ce qui représente une réduction de 28 % des émissions par rapport à 2002. À l'exception des réfrigérants pour lesquels une légère hausse (6,4 %) est observée, les émissions de GES de toutes les activités ont globalement connu une diminution entre 2002 et 2010.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Réduire les émissions de GES corporatives de 20 % entre 2002 et 2012 (*Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2013-2020*).

Sources des données

[Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2013-2020](#)

[Inventaire 2010 des émissions de GES corporatives](#)

Indicateur 24

Émissions de GES corporatives par secteur d'activité

Description

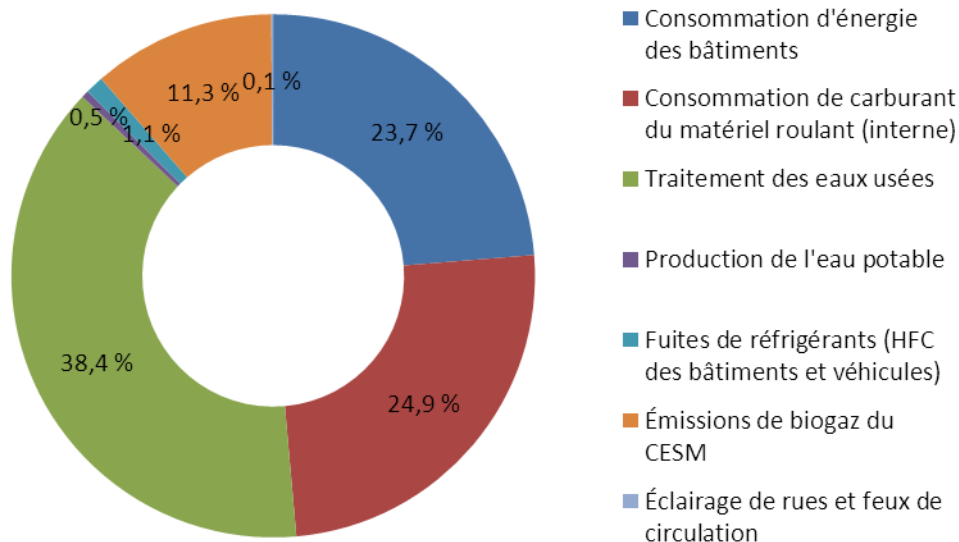
L'indicateur illustre le pourcentage des émissions de gaz à effet de serre (GES) corporatives qui est imputable à chacune des activités municipales : la consommation d'énergie des bâtiments, la consommation de carburant du matériel roulant (interne), le traitement des eaux usées, la production de l'eau potable, les fuites de réfrigérants (HFC des bâtiments et véhicules), les émissions de biogaz du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), l'éclairage de rues et les feux de circulation.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	
Administration municipale	X

État de l'indicateur

Émissions de GES corporatives par secteur d'activité en 2010 (%)



Constats

L'inventaire des émissions de GES corporatives de l'agglomération de Montréal publié en 2013 a révélé que les activités municipales de l'agglomération ont généré 195 kt éq. CO₂ en 2010. Le traitement des eaux usées représentait alors 38,4 % des émissions totales, et la consommation des véhicules gérés par l'agglomération en représentait 24,9 %.

Les deux autres activités dont les émissions étaient considérables sont la consommation d'énergie dans les bâtiments (23,7 %) ainsi que l'opération du site d'enfouissement du CESM (11,3 %), duquel une importante quantité de biogaz était encore émise, malgré l'arrêt de l'enfouissement des ordures ménagères en 2000.

Sources des données

[Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2013-2020](#)

[Inventaire 2010 des émissions de GES corporatives](#)

Indicateur 25

Émissions de GES de la collectivité montréalaise

Description

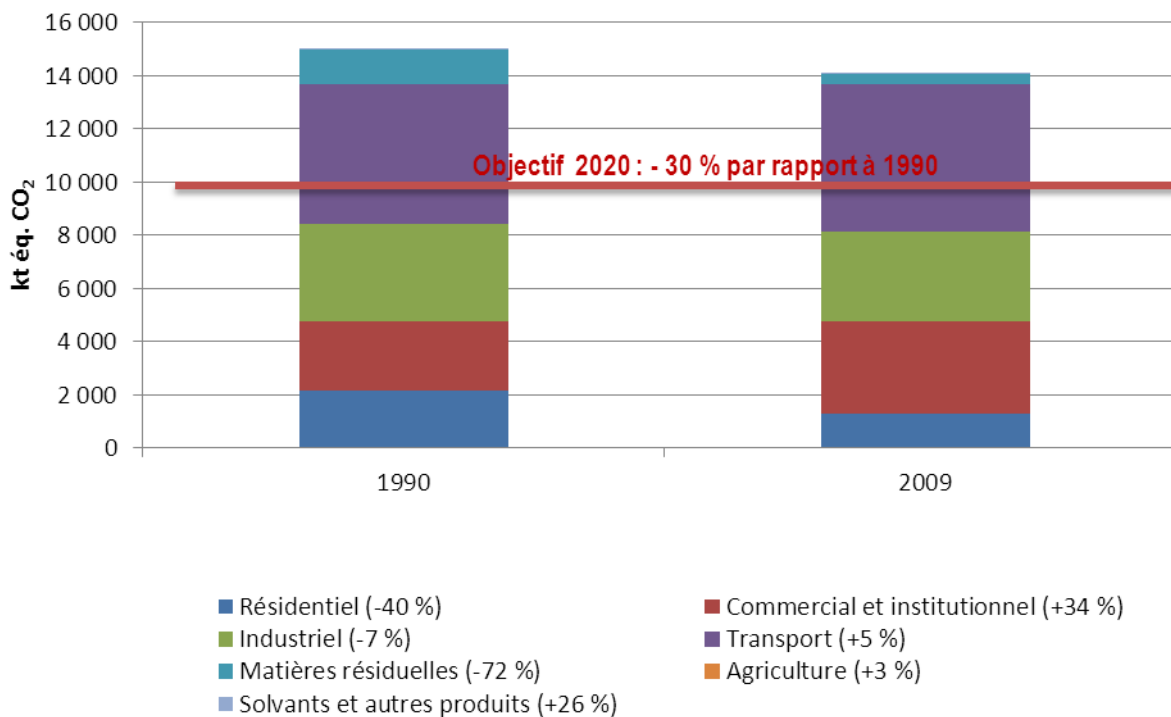
L'indicateur renseigne sur la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par la collectivité montréalaise pour les années 1990 et 2009. L'indicateur fait état des émissions attribuables aux différents secteurs d'activité (résidentiel, commercial et institutionnel, industriel, transport, matières résiduelles, agriculture, autres) ce qui permet d'observer certaines tendances.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

Émissions de GES de la collectivité montréalaise en 1990 et 2009 (kt éq. CO₂)



Constats

En 1990, les émissions de GES de la collectivité montréalaise s'élevaient à 15 013 kt éq. CO₂ alors qu'en 2009, elles étaient de 14 090 kt éq. CO₂, ce qui représente une diminution de 923 kt éq. CO₂. Pendant cette période, les deux secteurs d'activité ayant connu les plus importantes diminutions d'émissions de GES sont le secteur des matières résiduelles (- 72 %) et le secteur résidentiel (- 40 %). À l'opposé, le seul secteur pour lequel une hausse significative a été observée, tant en valeur absolue qu'en pourcentage, est le secteur commercial et institutionnel (+ 34 %).

Globalement, les émissions de GES de la collectivité ont diminué de 6 % durant cette même période. Il faut tenir compte du fait que cette réduction a eu lieu malgré une hausse de presque 6 % de la population de l'agglomération.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Réduire de 30 % les émissions de GES de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).

Sources des données

[Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2013-2020](#)

[Inventaire 2009 des émissions de GES de la collectivité montréalaise](#)

Indicateur 26

Émissions de GES par habitant

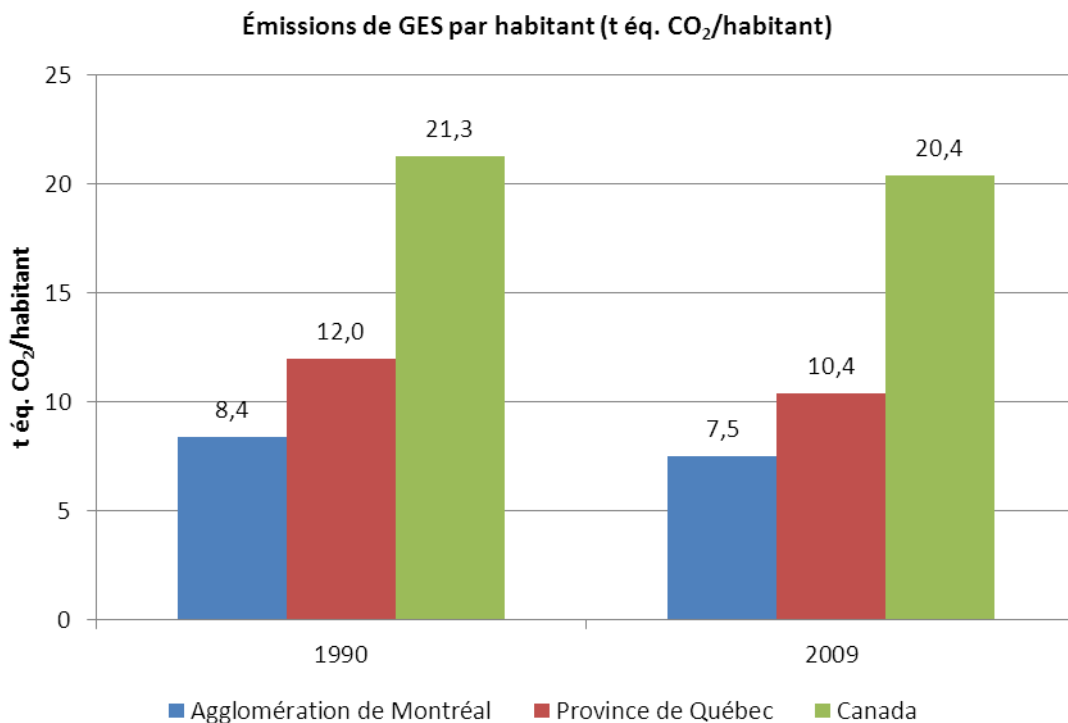
Description

L'indicateur illustre le ratio entre la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise sur le territoire de l'agglomération et le nombre d'habitants pour les années de référence 1990 et 2009. Les données provinciales et fédérales sont soumises aux fins de comparaison.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Une baisse de 11 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise par habitant, soit 0,9 t éq. CO₂ par habitant, est observée entre 1990 et 2009. Cette baisse est attribuable en partie à l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments engendrée essentiellement par le nombre important de conversions de systèmes de chauffage au mazout en des systèmes électriques ou alimentés au gaz naturel.

À l'échelle de la province, où le taux de GES émis par habitant est plus élevé, une diminution similaire (13 %) est observée pour la même période.

Sources des données

[Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2013-2020](#)

[Inventaire 2009 des émissions de GES de la collectivité montréalaise](#)

Thème

Habitation

Indicateur 27

Taux d'inoccupation moyen des logements locatifs

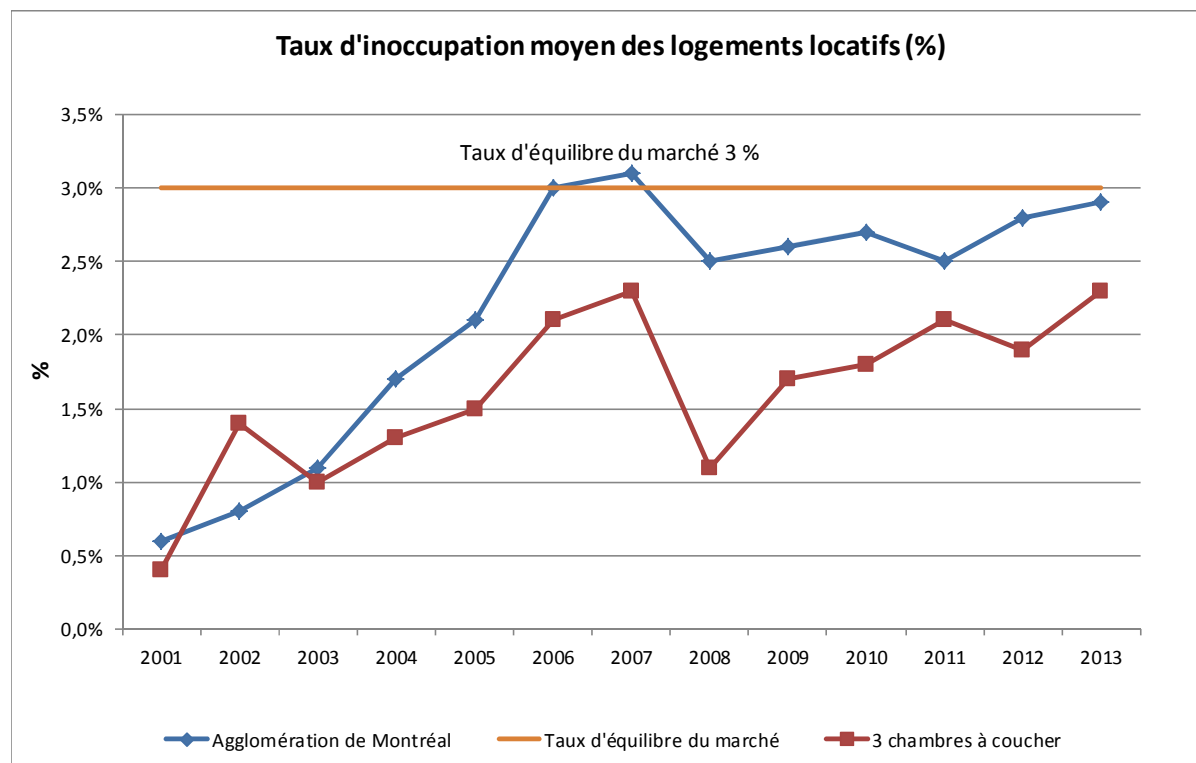
Description

Le taux d'inoccupation représente le pourcentage du nombre de logements locatifs vacants sur le total de logements dans les immeubles d'initiative privée offrant trois logements locatifs et plus. Un logement est considéré vacant s'il n'est pas occupé au moment de l'enquête sur le marché locatif et qu'il pourrait l'être immédiatement.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le taux d'inoccupation donne une indication de la situation du marché locatif. Selon les analystes du marché, un taux d'inoccupation de 3 % traduit une situation d'équilibre où l'offre et la demande de logements locatifs se rejoignent. Le taux d'inoccupation global et celui des logements de trois chambres à

coucher et plus ont été retenus comme indicateurs témoignant de la situation globale du marché et de celle des grands logements pouvant convenir aux familles.

Source des données

[SCHL, Enquête sur les logements locatifs](#)

Indicateur 28

Ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au logement

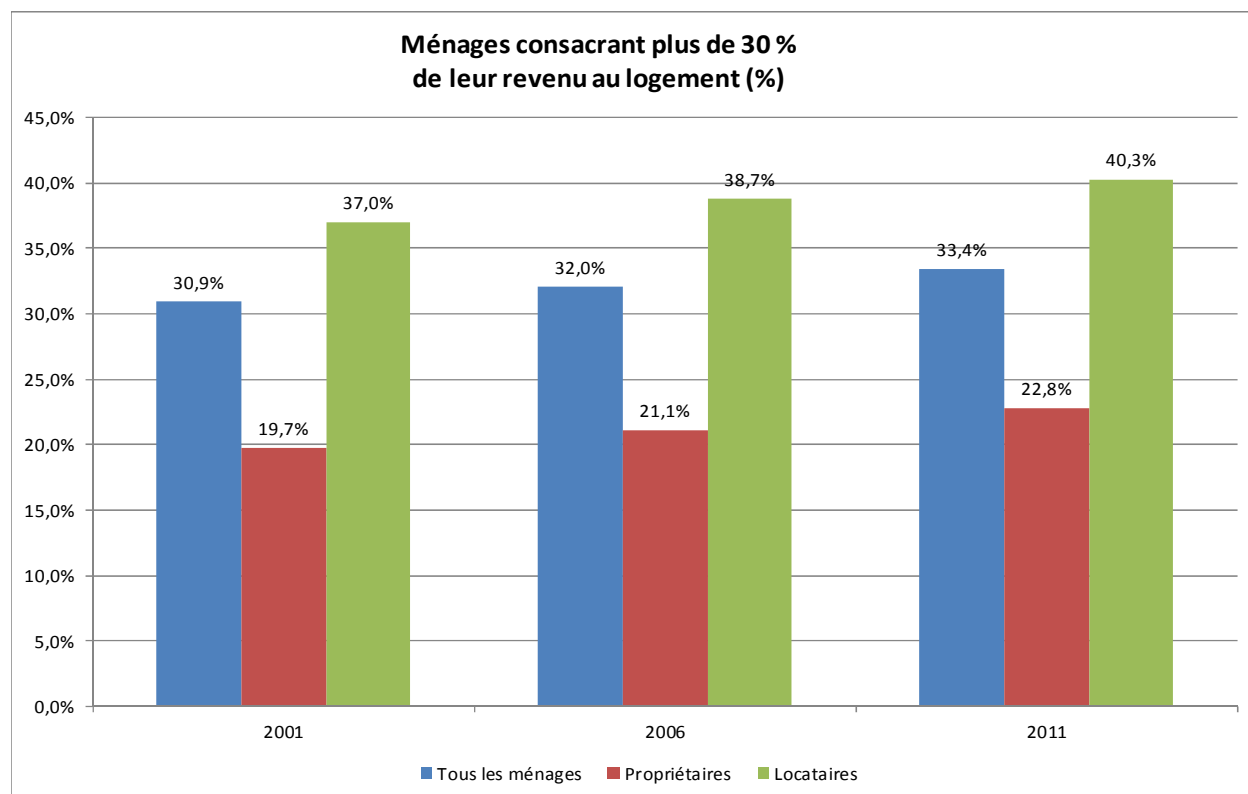
Description

Le pourcentage du revenu consacré au logement représente la proportion du revenu annuel avant impôt qu'un ménage consacre au logement. Pour les locataires, les frais de logement englobent le loyer et les paiements effectués pour l'électricité, le combustible, l'eau et les autres services municipaux. Pour les propriétaires, ils englobent les versements hypothécaires (capital et intérêts), l'impôt foncier et, s'il y a lieu, les charges de copropriété, ainsi que les paiements effectués pour l'électricité, le combustible, l'eau et les autres services municipaux.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le logement constitue pour les ménages un poste budgétaire important. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), un logement est jugé abordable si le ménage qui l'occupe y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt. Entre 2001 et 2011, le pourcentage des ménages consacrant 30 % et plus au logement est en constante augmentation, principalement chez les ménages locataires pour qui le taux d'effort est passé de 37 % à 40,3 %. Par conséquent, ces ménages disposent de moins d'argent pour les autres postes budgétaires tels que l'alimentation, l'habillement, les études, etc.

Sources des données

[Profil des ménages et des logements dans l'agglomération de Montréal](#)
[Enquête nationale auprès des ménages 2011](#), Statistique Canada

Indicateur 29

Nombre de logements sociaux et communautaires

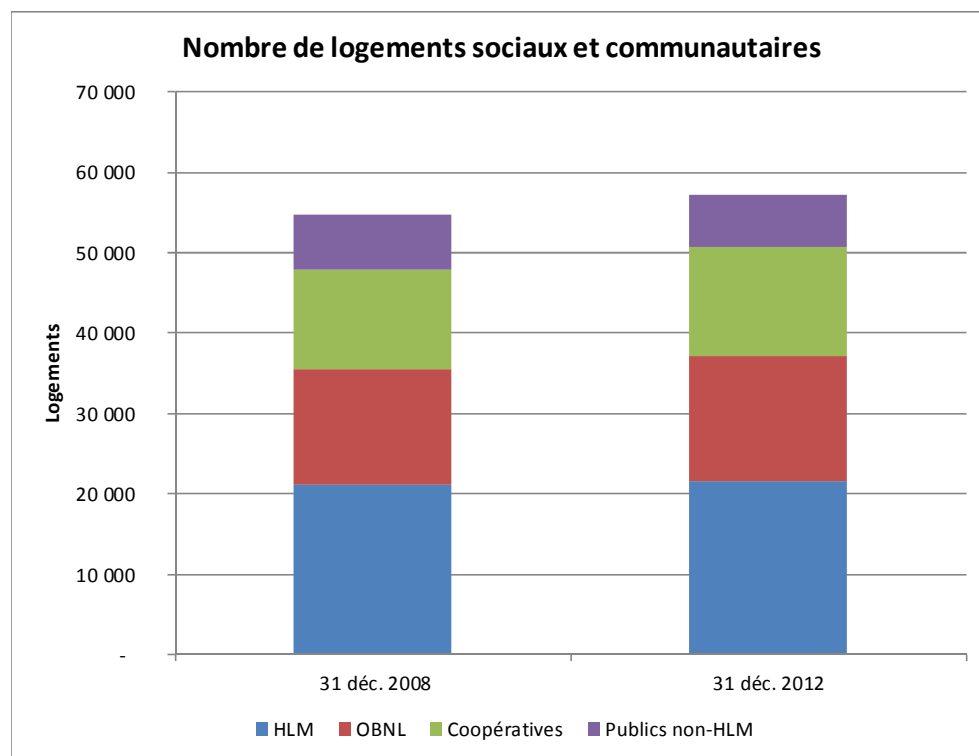
Description

Le nombre de logements sociaux et communautaires inclut les habitations à loyer modique (HLM), les organismes à but non lucratif d'habitation (OBNL), les coopératives d'habitation, ainsi que les logements abordables de propriété publique (paramunicipale) n'étant pas des HLM. Cette dernière catégorie comprend notamment les parcs du programme d'acquisition de logements locatifs (PALL) et du programme municipal d'acquisition de maisons de chambres (PAMAC) de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), et les logements abordables développés depuis 2002 par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). L'indicateur ne tient pas compte des unités des programmes de suppléments au loyer de l'OMHM.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le maintien d'une offre de logements abordables est une composante de l'équilibre social, démographique et économique d'une ville durable. Les logements sociaux et communautaires sont une composante importante de cette offre pour les ménages à revenu faible et modeste. Alors que le segment HLM demeure stable (son développement a cessé d'être financé depuis 1994 à l'échelle canadienne), les autres formes de logements sociaux et communautaires se développent dans le cadre de programmes gouvernementaux québécois. Au total, la part des logements sociaux et communautaires dans l'ensemble du parc résidentiel de l'agglomération est passée, entre 2008 et 2012, de 6,6 % à 6,7 %.

Sources des données

[Profil des ménages et des logements dans l'agglomération de Montréal](#)

[Répartition 2013 des logements sociaux et communautaires sur l'île de Montréal](#)

Thème

Information financière

Indicateur 30

Endettement total net à long terme consolidé par habitant

Description

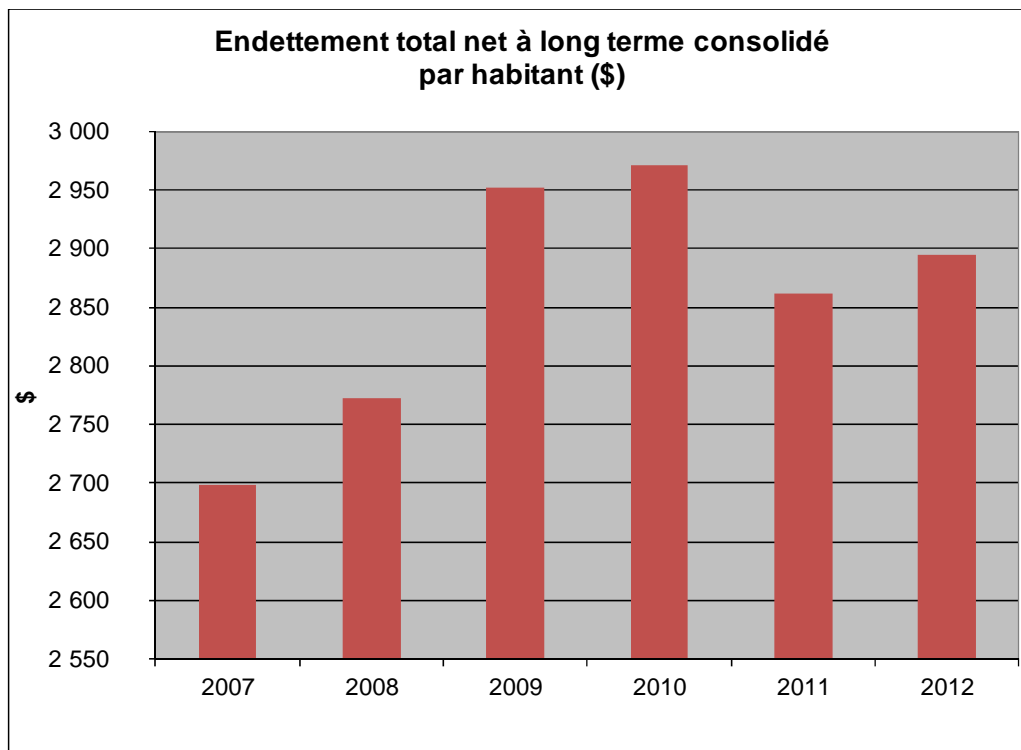
L'endettement total net à long terme consolidé englobe le montant de l'endettement total net à long terme consolidé dont la Ville est responsable pour les compétences de nature locale ainsi que la quote-part de l'endettement total net à long terme consolidé pour les compétences d'agglomération.

L'endettement total net à long terme consolidé est ensuite réparti en fonction du nombre d'habitants de la Ville.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	
Ville de Montréal	X
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

La Ville n'a pas de limite légale pour ses emprunts. Elle doit se fixer un plafond d'endettement et gérer sa dette en conséquence :

- la première limite que la Ville se donne consiste à limiter le niveau de sa dette directe et indirecte nette à 100 % de ses revenus annuels;
- la deuxième limite est que le coût annuel net de la dette à la charge des contribuables ne doit pas dépasser 16 % de ses dépenses de fonctionnement.

Sources des données

[Profil financier annuel de la Ville de Montréal](#)

Service des finances de la Ville de Montréal

Indicateur 31

Richesse foncière uniformisée par habitant

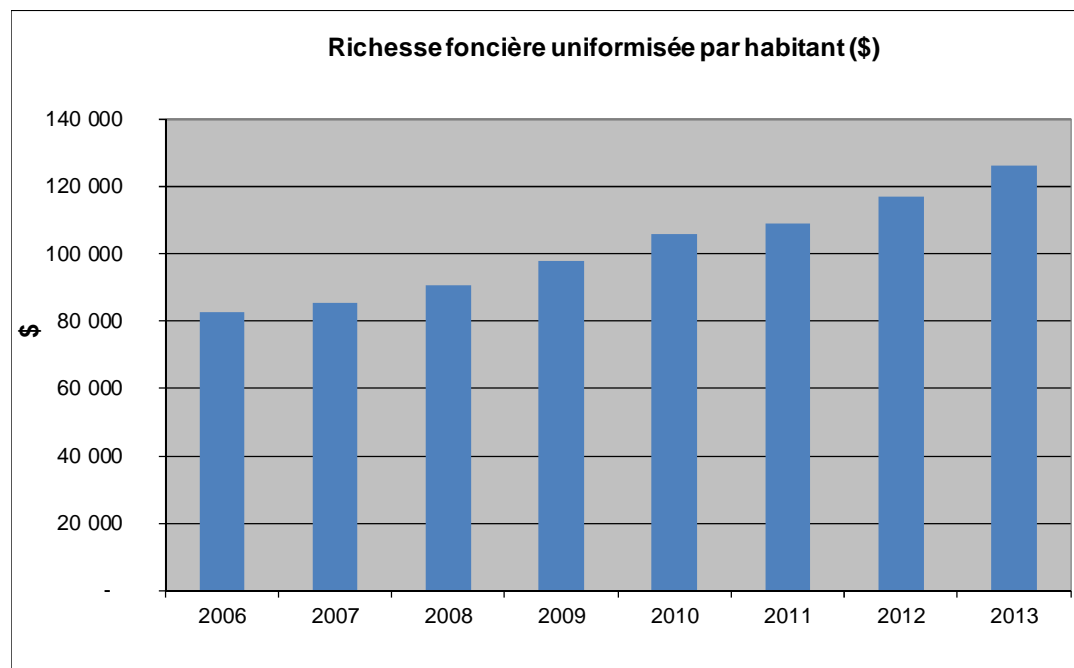
Description

La richesse foncière uniformisée par habitant est un indice qui est composé de l'évaluation uniformisée de tous les immeubles imposables de l'agglomération et de l'évaluation uniformisée totale ou partielle de certains immeubles non imposables, répartie selon le nombre d'habitants. Cet indicateur est fourni par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

L'indice de richesse foncière uniformisée par habitant pour l'agglomération de Montréal est environ 1,5 fois plus élevé en 2013 qu'en 2006. Bien que la population de l'agglomération n'ait augmenté que de 2,5 %, l'évaluation de la richesse foncière uniformisée s'est appréciée de près de 56,5 %.

Source des données

[Profil financier annuel de la Ville de Montréal](#)

Thème

Matières résiduelles

Indicateur 32

Taux de détournement des matières résiduelles

Description

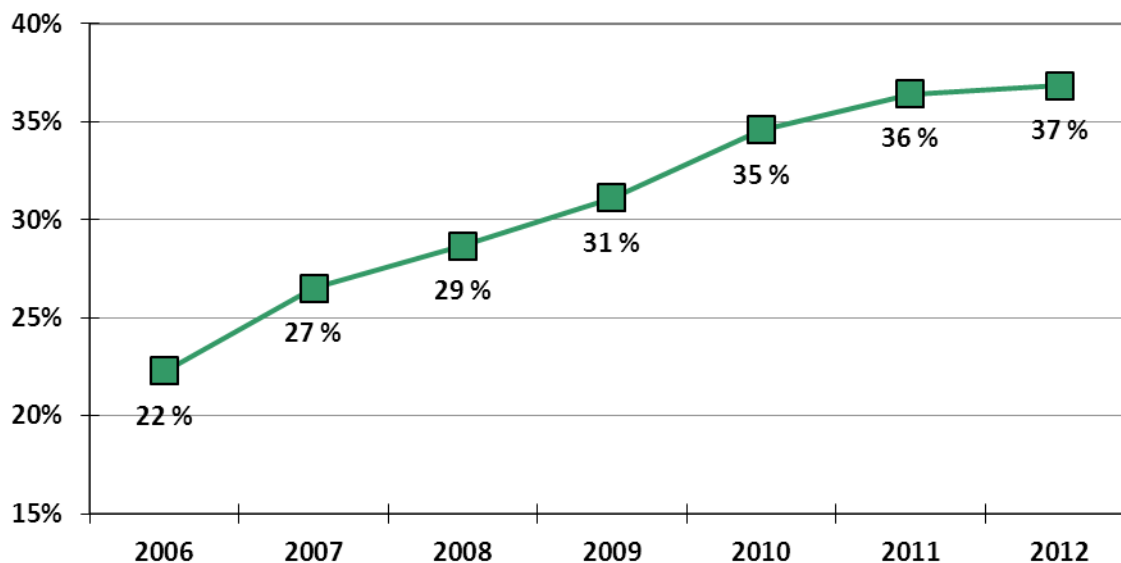
Le taux de détournement des matières résiduelles est le pourcentage des matières récupérées par rapport au total des matières générées sur une base annuelle. Les matières récupérées comprennent les matières recyclables, les matières organiques, les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) résidentiels et encombrants, les résidus domestiques dangereux (RDD), les textiles et les technologies de l’information et des communications (TIC). Les matières éliminées comprennent les ordures ménagères et les résidus de CRD résidentiels et encombrants. Les matières générées totales sont constituées des matières récupérées et des matières éliminées.

Périmètre

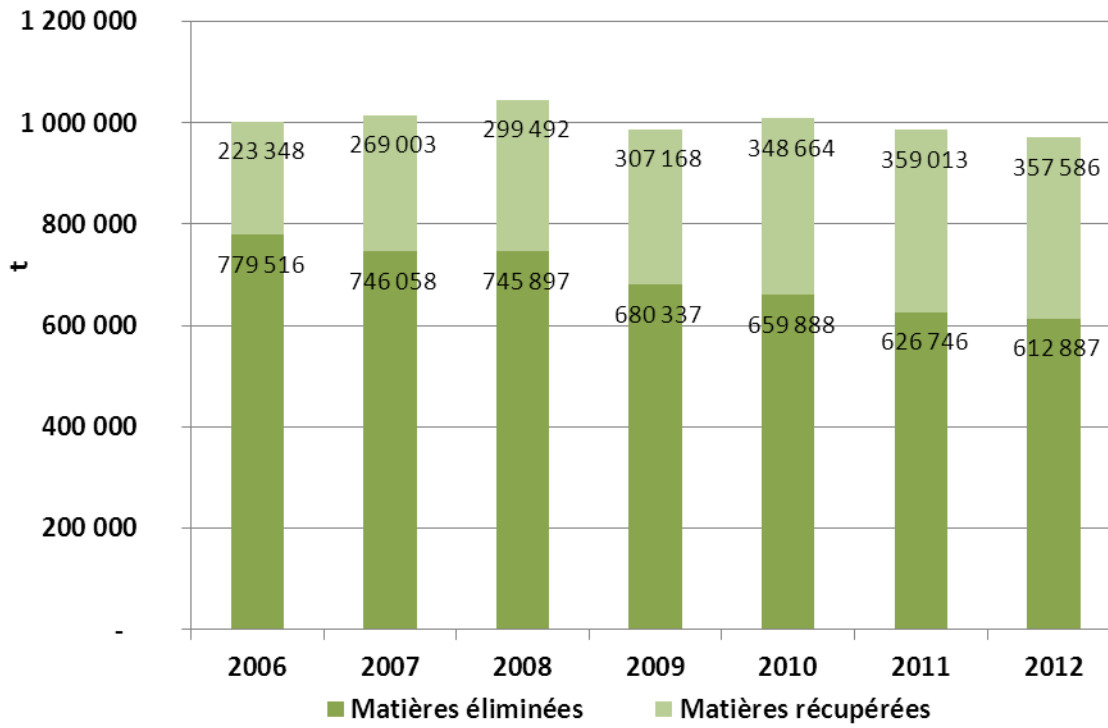
	à cocher
Agglomération de Montréal	x
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l’indicateur

Taux de détournement des matières résiduelles (%)



Répartition des matières résiduelles récupérées et éliminées (tonnes)



Constats

Le taux global de détournement des matières résiduelles était de 37 % en 2012 sur le territoire de l’agglomération de Montréal, soit 357 586 tonnes sur un total de 970 473 tonnes. Ce taux est en constante progression depuis son niveau de 22 % en 2006. La quantité de matières résiduelles éliminées a, par conséquent, connu une baisse de 21,4 % entre 2006 et 2012.

Sources des données

- [Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l’agglomération de Montréal 2010-2014](#)
- [Portrait 2010 des matières résiduelles de l’agglomération de Montréal](#)
- [Portrait 2012 des matières résiduelles de l’agglomération de Montréal](#)

Indicateur 33

Taux de récupération des matières

Description

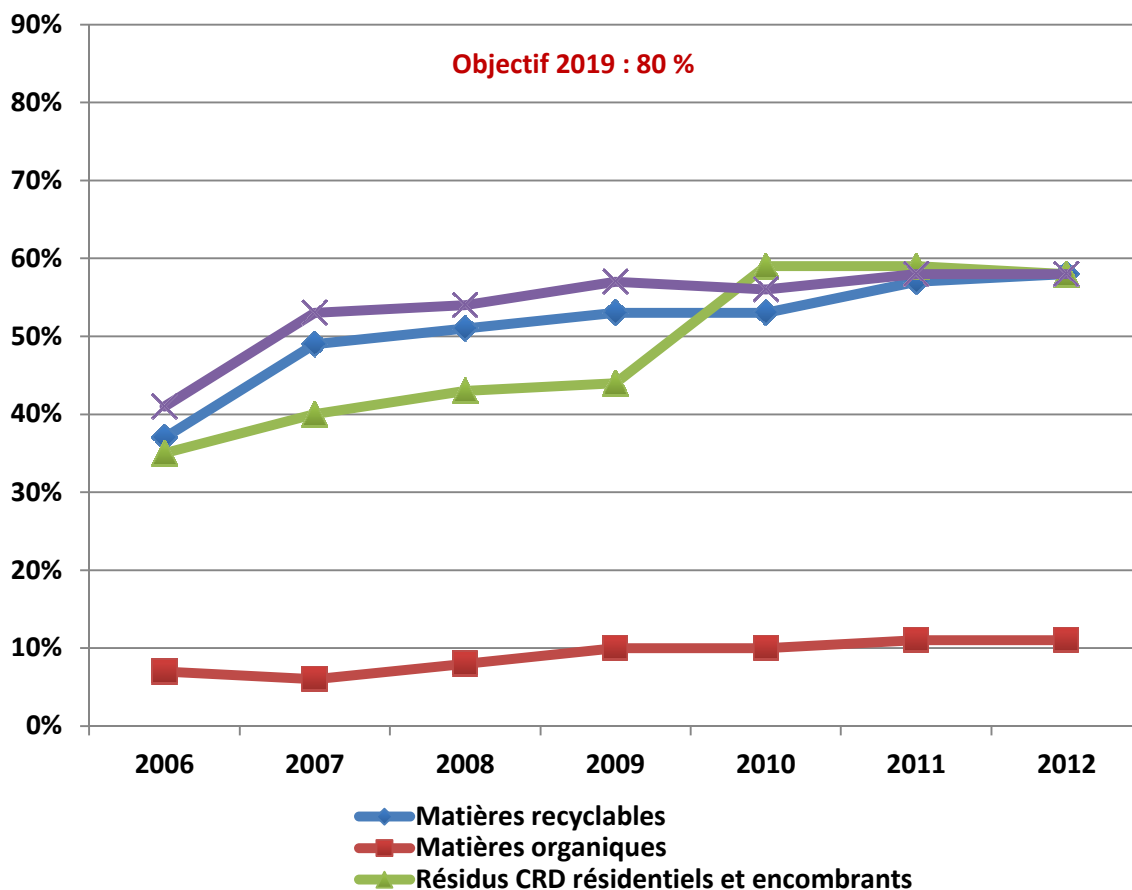
L'évolution du taux de récupération des matières recyclables, des matières organiques, des résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) résidentiels et encombrants et des résidus domestiques dangereux (RDD) représente, pour chacune de ces matières, la progression de la quantité de matières récupérées par rapport à la quantité de matières générées.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	x
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

Taux de récupération des matières (%)



Constats

Les taux de récupération de toutes les matières sont en progression depuis 2006. Les taux ayant le plus progressé sont ceux des résidus de CRD résidentiels et encombrants (de 35 % en 2006 à 58 % en 2012) et ceux des matières recyclables (de 37 % en 2006 à 58 % en 2012).

La Ville a un objectif lié à cet indicateur :

- Récupérer 80 % des matières recyclables et organiques, des RDD, des résidus de CRD et des encombrants d'ici 2019 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).

Sources des données

Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014

Portrait 2010 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Portrait 2012 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal

Indicateur 34

Quantité de matières résiduelles générées par habitant

Description

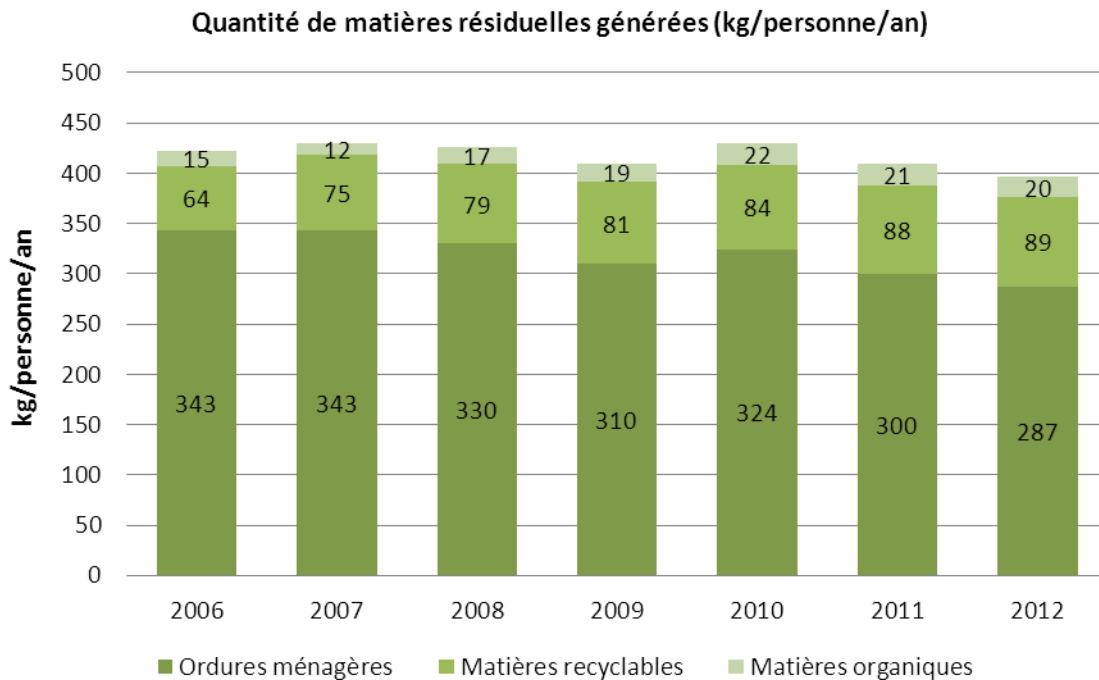
La quantité de matières résiduelles générées par habitant est le ratio entre la quantité de matières résiduelles collectées de porte en porte et le nombre d’habitants sur une base annuelle. Les matières résiduelles collectées sont les matières recyclables, les matières organiques et les ordures ménagères. Les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) et encombrants, les résidus domestiques dangereux (RDD), les textiles et les technologies de l’information et des communications (TIC) ne font pas l’objet d’une collecte de porte en porte et ne font donc pas partie du calcul.

Il est à noter que les matières recyclables et organiques collectées sont récupérées alors que les ordures ménagères sont dirigées vers les sites d’enfouissement.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	x
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l’indicateur



Constats

La quantité de matières collectées de porte en porte par habitant, que ces dernières soient destinées à la récupération ou à l'élimination, est en diminution pour la période 2006-2012. Elle est passée de 535 kg/personne/an en 2006 à 490 kg/personne/an en 2012, culminant en 2008 avec 551 kg/personne/an.

Sources des données

[Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014](#)

[Portrait 2010 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal](#)

[Portrait 2012 des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal](#)

Thème

Mobilité

Indicateur 35

Offre de service en transport collectif

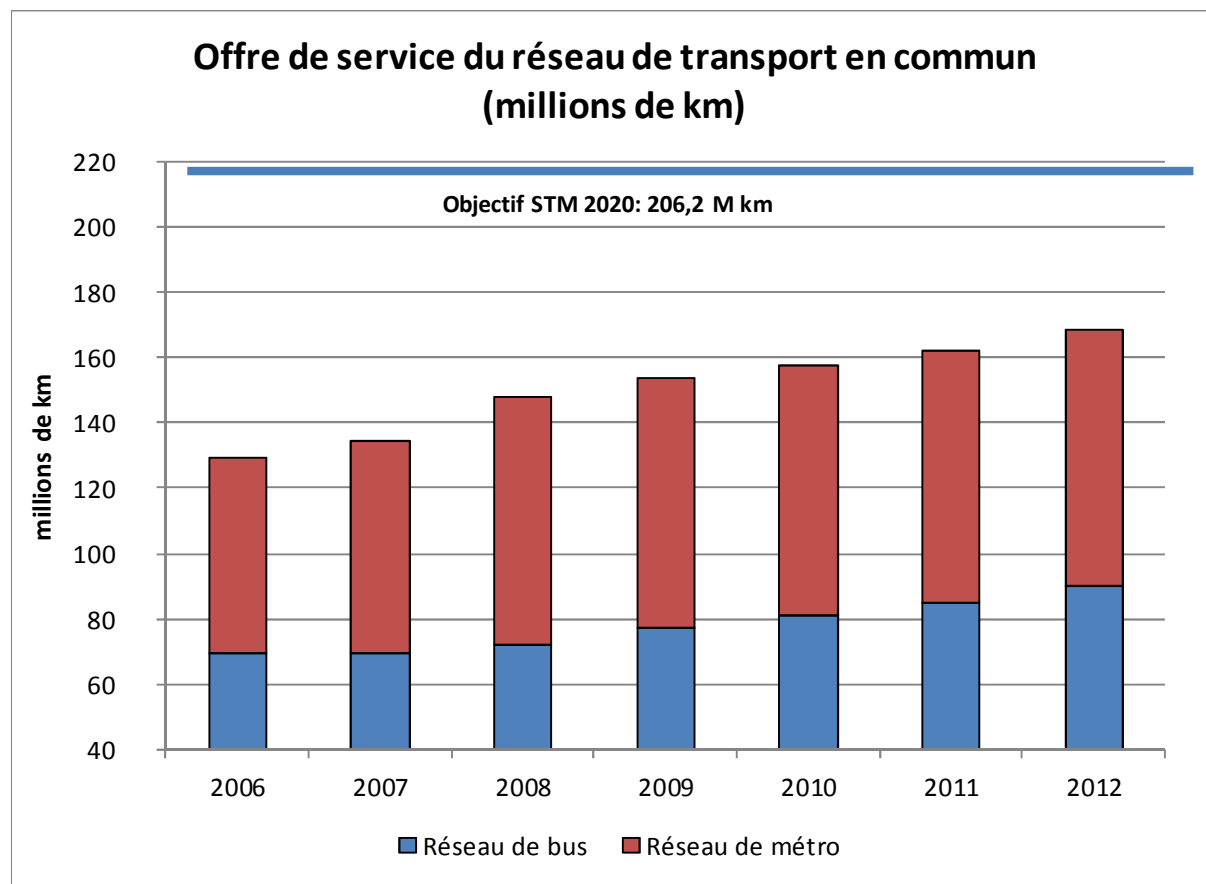
Description

L'offre de service en transport collectif sert à démontrer l'évolution de l'offre de service en matière de transport collectif en millions de kilomètres (km), tant pour le réseau de métro que pour le réseau de bus. L'offre est calculée selon le nombre de kilomètres parcourus par le réseau de métro et par le réseau de bus (en millions de km), sur une base annuelle.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

En 2012, la Société de transport de Montréal (STM) a augmenté son offre de service de 4 % par rapport à 2011 pour la faire passer de 162 à 168,2 millions de kilomètres (km).

Par rapport à 2006, l'offre de service a augmenté de 29,8 %. Pour le réseau de bus, l'augmentation a été de 29,1 %, soit 20,3 millions de km de plus pour atteindre 90,1 millions de km. Pour le réseau de métro, c'est une augmentation de 30,6 % pour atteindre 78,2 millions de km, soit un ajout de 18,3 millions de km.

La Ville de Montréal reconnaît les objectifs de la STM pour cet indicateur :

- Augmenter le réseau de métro pour atteindre 97,2 millions de km en 2020 (*Plan stratégique 2020*, STM).
- Augmenter le réseau d'autobus pour atteindre 95,4 millions de km en 2015 et 109 millions de km en 2020 (*Plan stratégique 2020*, STM).

Sources des données

[Rapport de développement durable 2012](#), STM

[Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport](#)

[Plan stratégique 2020](#), STM

[Plan de développement durable 2020](#), STM

Indicateur 36

Achalandage du transport collectif

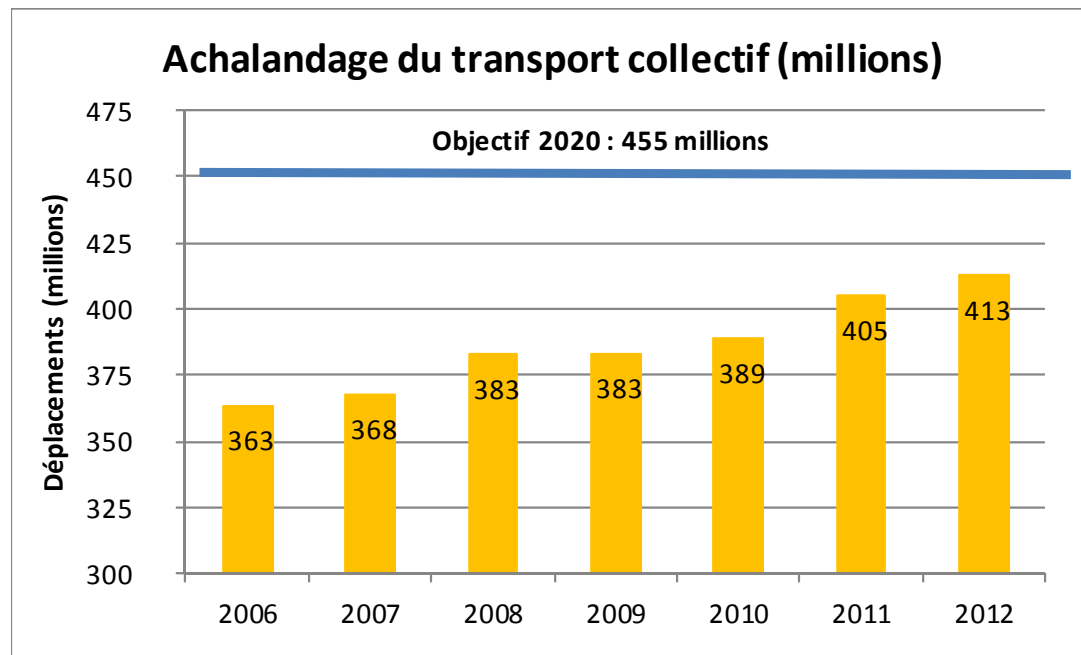
Description

L'achalandage du transport collectif de la Société de transport de Montréal (STM) illustre l'évolution de l'achalandage total dans les transports collectifs gérés par la STM, représenté en millions de déplacements par année.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

En 2012, l'achalandage a atteint 412,6 millions de déplacements, un record dans l'histoire du transport collectif à Montréal. Cet excellent résultat permet à la STM d'afficher une croissance de 13,6 % par rapport au début du *Programme d'amélioration des services de transport en commun (PASTECC)*, en 2006, et de 1,9 % par rapport à 2011.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Atteindre un achalandage annuel de 455 millions de déplacements pour 2020

(*Plan de transport 2008*, Ville de Montréal).

Lors de l'adoption du plan stratégique 2020 en 2011, la STM estimait qu'en tenant compte des seuls projets de maintien et d'optimisation du réseau, la STM atteindrait 420 millions de déplacements par année à l'horizon 2020, une cible qui s'inscrit dans la continuité de ses résultats depuis 2006. En y ajoutant les projets de développement comme le tramway et les prolongements de métro, cette cible atteindrait 455 millions de déplacements par année en 2020, correspondant à l'objectif du *Plan de transport 2008 – Réinventer Montréal*. La STM entend faire davantage : elle a fixé l'objectif de son Plan stratégique à 540 millions de déplacements par année, soit une hausse de 40 % par rapport à 2010 (*Plan stratégique 2020*, STM).

Sources des données

[Rapport de développement durable 2012](#), STM

[Plan stratégique 2020](#), STM

[Plan de développement durable 2020](#), STM

[Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport](#)

Indicateur 37

Achalandage dans le transport adapté

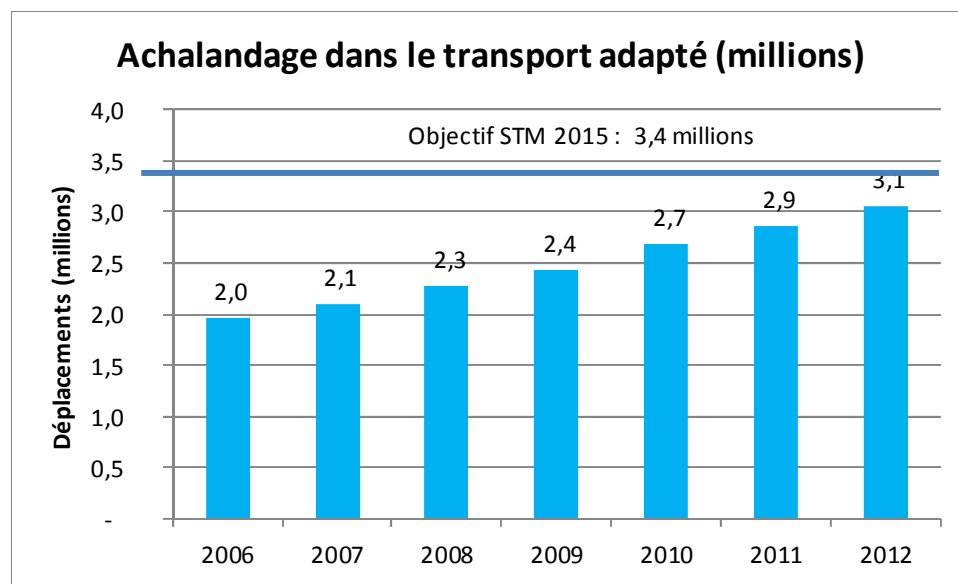
Description

L'achalandage dans le transport adapté représente l'évolution de l'achalandage annuel dans le transport adapté de la Société de transport de Montréal (STM), exprimé en milliers de déplacements.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

En 2012, la STM a franchi le cap des 3 millions de déplacements effectués en transport adapté, une hausse de 6,9 % par rapport à 2011. Près de 24 000 clients se déplacent annuellement à l'aide de minibus de la STM et de 14 fournisseurs de taxis réguliers.

La Ville de Montréal reconnaît l'objectif de la STM lié à cet indicateur :

- Atteindre un niveau d'achalandage (nombre de déplacements) de 3,4 millions en 2015 et de 4,3 millions en 2020 (*Plan stratégique 2020*, STM).

Sources des données

[Rapport de développement durable 2012](#), STM

[Plan stratégique 2020, STM](#)

[Plan de développement durable 2020, STM](#)

[Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport](#)

Indicateur 38

Mesures préférentielles pour bus

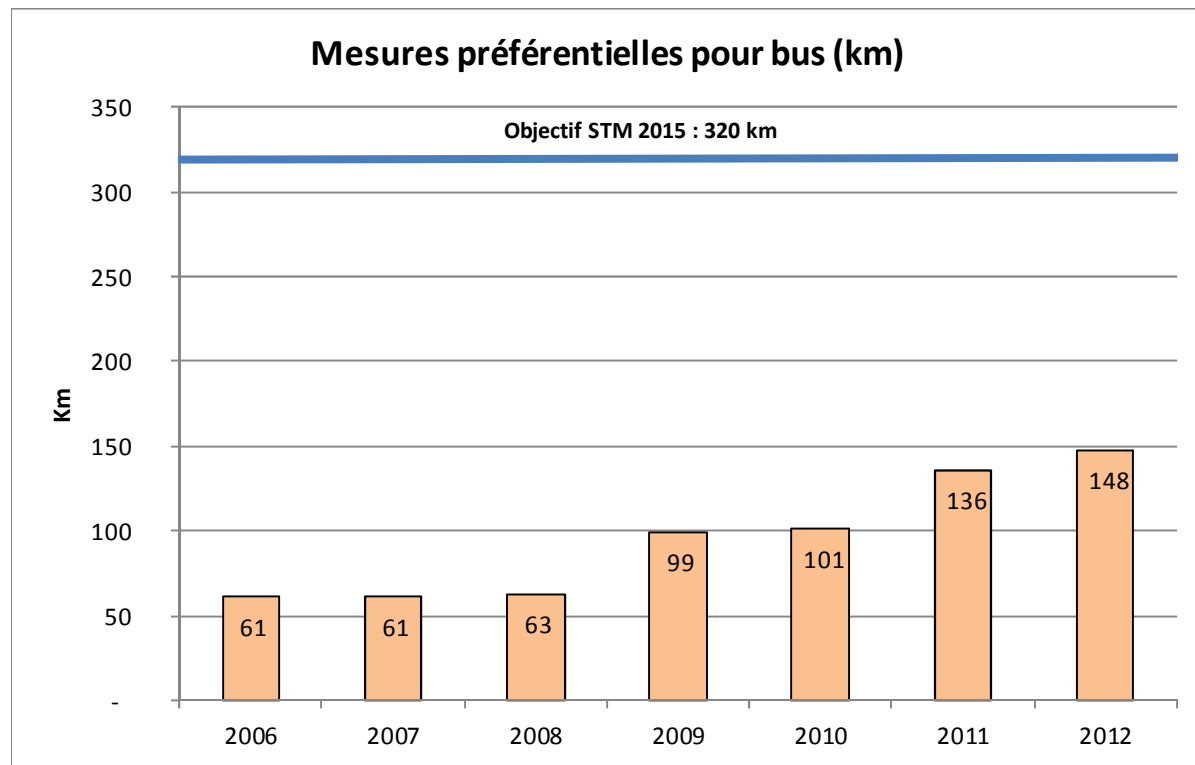
Description

Les mesures préférentielles pour bus informent quant à l'augmentation du nombre de kilomètres (km) de voies de mesures préférentielles qui ont été aménagées sur le territoire. Les mesures préférentielles pour bus incluent les voies réservées et les feux de circulation prioritaires.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le réseau de mesures préférentielles pour bus compte maintenant plus de 148 km sur l'Île de Montréal. Depuis 2006, ce réseau a plus que doublé car il était alors de 61 km.

La Ville de Montréal reconnaît l'objectif de la Société de transport de Montréal (STM) lié à cet indicateur :

- Augmenter l'étendue des voies de mesures préférentielles pour bus à 320 km en 2015 et à 370 km en 2020 (*Plan stratégique 2020*, STM).

Le *Plan de transport 2008* de la Ville avait comme objectif initial d'implanter des mesures prioritaires pour bus sur 240 km d'artères.

Sources des données

[Rapport de développement durable 2012](#), STM

[Plan stratégique 2020](#), STM

[Plan de développement durable 2020](#), STM

[Plan de transport 2008](#)

[Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport](#)

Indicateur 39
Voies cyclables

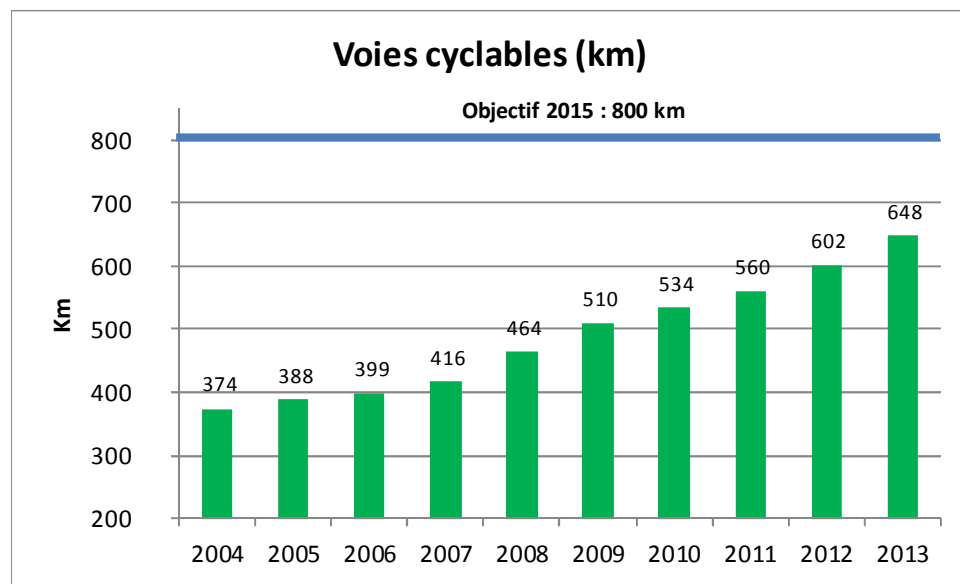
Description

Cet indicateur renseigne quant au nombre de kilomètres (km) de voies cyclables aménagées sur le territoire. Les voies cyclables incluent les pistes cyclables, les bandes cyclables, les chaussées désignées et les sentiers polyvalents.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Depuis 2006, près de 250 km de voies cyclables ont été ajoutés pour atteindre 648 km en 2013. Cette réalisation est en lien avec le *Plan de transport* de 2008 qui est à l'origine de travaux importants en termes d'aménagements cyclables.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Offrir un réseau de voies cyclables de 800 km d'ici 2015 (*Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport*).

Sources des données

[Bilan quinquennal 2008-2012 – Mise en œuvre du Plan de transport](#)

Bilan 2012-2013, Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015

Indicateur 40

Part modale du transport collectif

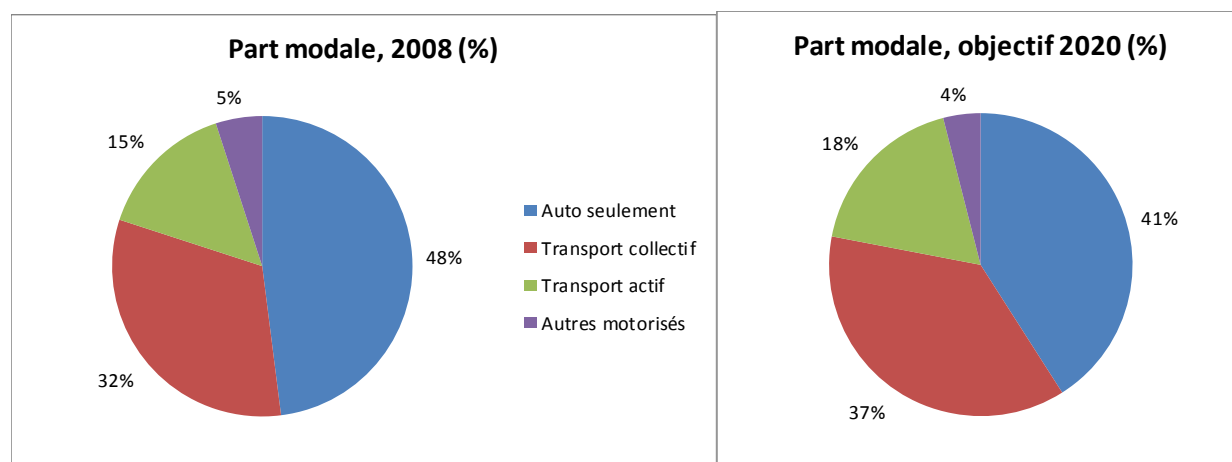
Description

La part modale du transport collectif donne une indication globale de l'importance du transport collectif par rapport aux autres modes de transport urbain offerts. La mesure est généralement obtenue à partir d'un sondage mené dans le cadre d'une étude sur le transport urbain. L'enquête *Origine-Destination* que l'Agence métropolitaine de transport (AMT) réalise régulièrement sert à évaluer l'importance des différents modes de transport urbain. Par transport urbain, on entend les déplacements en véhicule automobile, en transport collectif, en transport actif et par d'autres véhicules motorisés.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Selon l'enquête *Origine-Destination* de l'AMT qui a été réalisée en 2008, on constate que la part modale du transport collectif était de 32 %. Les déplacements en automobile seulement comptaient pour 48 %, le transport actif pour 15 % et les autres déplacements en véhicules motorisés pour 5 %.

La Ville de Montréal a des objectifs liés à cet indicateur :

- Effectuer un transfert modal de 5 % du véhicule personnel vers le transport en commun d'ici 2020 (*Plan stratégique 2020, STM*).
- Effectuer un transfert modal de 3 % du véhicule personnel vers le transport actif d'ici 2020 (*Plan stratégique 2020, STM*).

Sources des données

Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020

[Plan stratégique 2020](#), STM

Thème

Qualité de l'air

Indicateur 41

Jours de mauvaise qualité de l'air

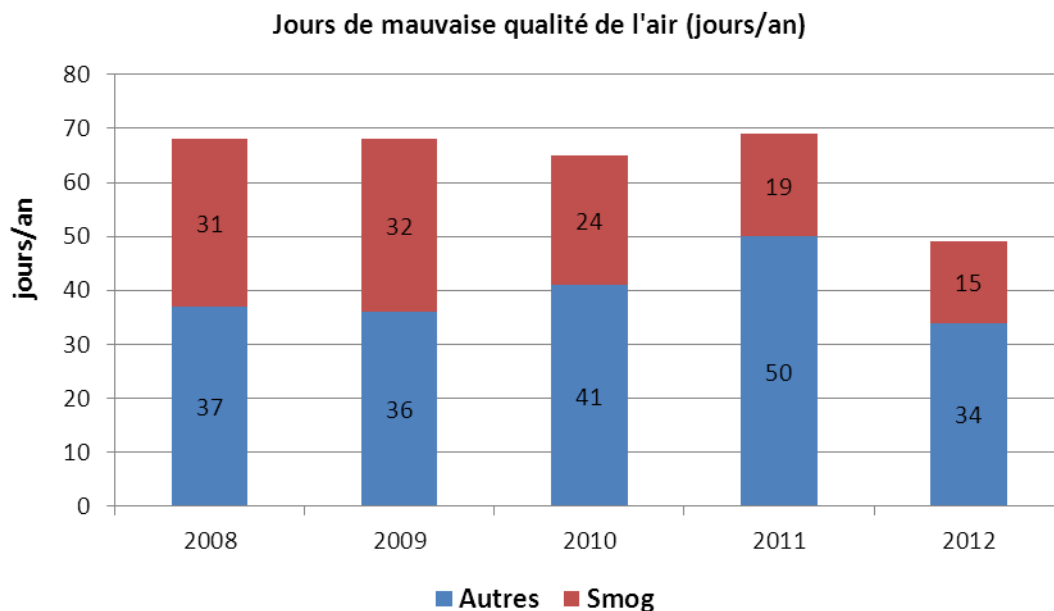
Description

L'indicateur fait état du nombre de jours de mauvaise qualité de l'air en faisant ressortir, pour chacune des cinq dernières années, le nombre de jours de smog.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

La qualité de l'air s'améliore à Montréal : le dioxyde de soufre, le sulfure d'hydrogène et le benzène sont à leur plus bas niveau depuis 12 ans. Par ailleurs, 49 jours de mauvaise qualité de l'air ont été enregistrés en 2012, ce qui est attribuable à la présence de particules fines (PM_{2,5}). De ce nombre, seulement 15 sont des jours de smog. Il s'agit du plus petit nombre de jours de mauvaise qualité de l'air depuis 2008. En effet, la moyenne annuelle depuis 2008, année où a été effectué le changement de technologie de mesure des particules fines, se situait autour de 67 jours par an.

Depuis 2008, l'été 2012 est le seul qui n'a pas connu de jours de smog, et ce, malgré un été chaud avec quelques épisodes de canicule entre juin et septembre. La présence de vents soufflant légèrement, mais constamment, durant ces périodes a probablement été l'élément qui a fait la différence.

Source des données

[Qualité de l'air à Montréal : bilan environnemental 2012](#)

Indicateur 42

Concentration de particules fines dans l'air ambiant

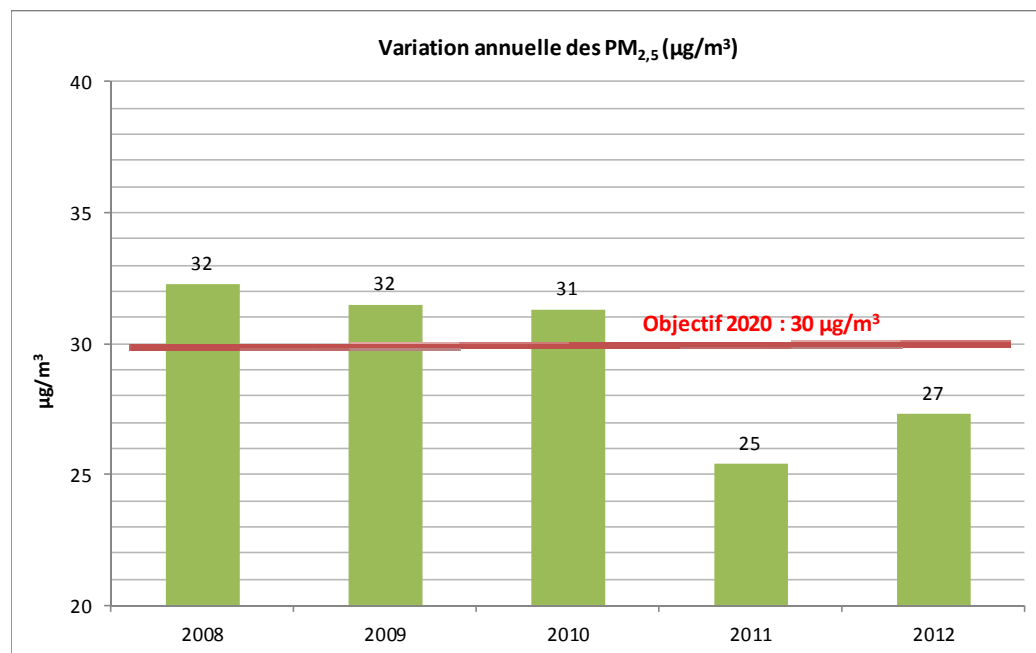
Description

L'indice renseigne sur la variation annuelle de la concentration de particules fines dans l'air ambiant. Au Québec, les principales sources de particules fines sont le chauffage au bois, le transport et les industries. Il est à noter que les particules fines mesurées à Montréal peuvent aussi bien provenir de sources locales que de sources éloignées, puisque les polluants peuvent être transportés par les vents sur de longues distances.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

De 2008 à 2010, les moyennes annuelles dépassent le critère de 30 µg/m³ avec très peu de variations d'une année à l'autre. Par ailleurs, les résultats des années 2011 et 2012 s'améliorent et se situent en dessous du critère visé de 30 µg/m³. Trois hypothèses peuvent expliquer l'atteinte du standard pancanadien :

- En 2010, l'Agence américaine de protection de l'environnement (US EPA) a adopté, à l'échelle nationale, de nouveaux standards pour le SO₂ dans l'air ambiant (NAAQS). L'abaissement des concentrations acceptables de SO₂ dans l'air ambiant contribue directement à la diminution des concentrations de sulfates qui sont formés dans l'air et transportés sous forme de particules fines jusque dans la région montréalaise par les vents.
- Les données fournies par la Société de transport de Montréal (STM) démontrent que le nombre de déplacements effectués en bus et en métro depuis 2010 est à la hausse. De plus, dans son bilan de mi-année 2012, la Société de vélo en libre-service Bixi fait état d'une augmentation de 10 % des déplacements en Bixi comparativement à l'année 2011. La hausse du nombre d'utilisateurs des transports collectifs et actifs peut avoir eu un effet positif sur la réduction des émissions de PM_{2,5}.
- Enfin, l'adoption par la Ville de Montréal de la réglementation visant à interdire l'installation d'un appareil de chauffage au bois, les campagnes de sensibilisation sur la pollution causée par ce type de chauffage et la mise en place d'un programme de remplacement de ces appareils par des équipements utilisant des combustibles plus propres (feuert.org) pourraient avoir eu un impact positif se traduisant par une réduction des quantités de particules fines émises dans l'air ambiant.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Atteindre le standard pancanadien (30 µg/m³) en matière de concentration de particules fines dans l'air ambiant d'ici 2020 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).

Source des données

[Qualité de l'air à Montréal : bilan environnemental 2012](#)

Thème

Revenu

Indicateur 43

Taux de faible revenu des familles

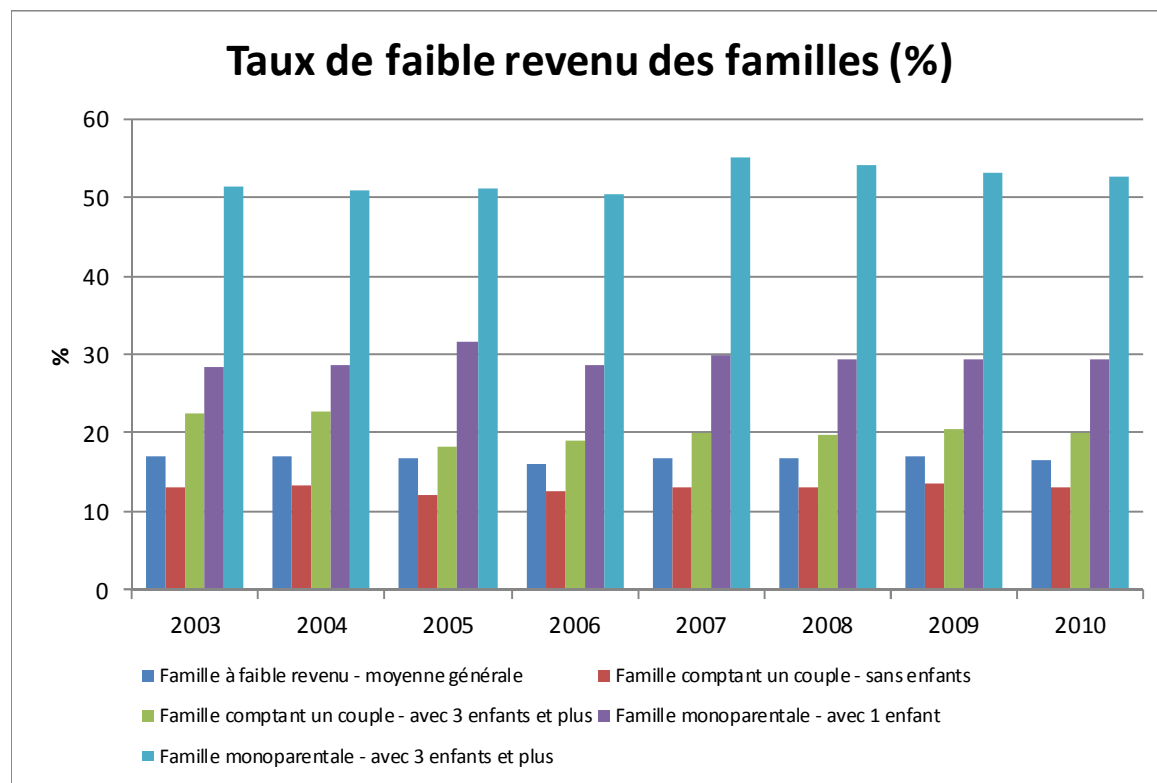
Description

Le taux de faible revenu des familles est le pourcentage de familles dont le revenu après impôt est inférieur à un certain seuil. Ce seuil, appelé mesure du faible revenu (MFR), correspond à la moitié de la médiane du revenu des familles au Québec. Le revenu est ajusté au préalable en fonction d'une échelle d'équivalence pour tenir compte de la taille et du type de famille, et ainsi refléter les économies d'échelle dans la consommation familiale.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Le taux de faible revenu est relativement stable à 17 % pour l'ensemble des familles à Montréal. Il est intéressant de souligner que ce taux varie de façon significative lorsqu'on tient compte de la composition

de la famille. Pour une famille comportant un couple, le taux de faible revenu est de l'ordre de 13 %. Pour une famille monoparentale, le taux est beaucoup plus élevé et se situe autour de 33 %. Un autre élément à considérer est le nombre d'enfants, ce qui a un impact direct sur le taux de faible revenu. Plus il y a d'enfants, plus le taux est élevé.

Source des données

[Taux de faible revenu, selon le type de famille, par région administrative et ensemble du Québec](#), Institut de la statistique du Québec

Indicateur 44

Salaire hebdomadaire médian des employés

Description

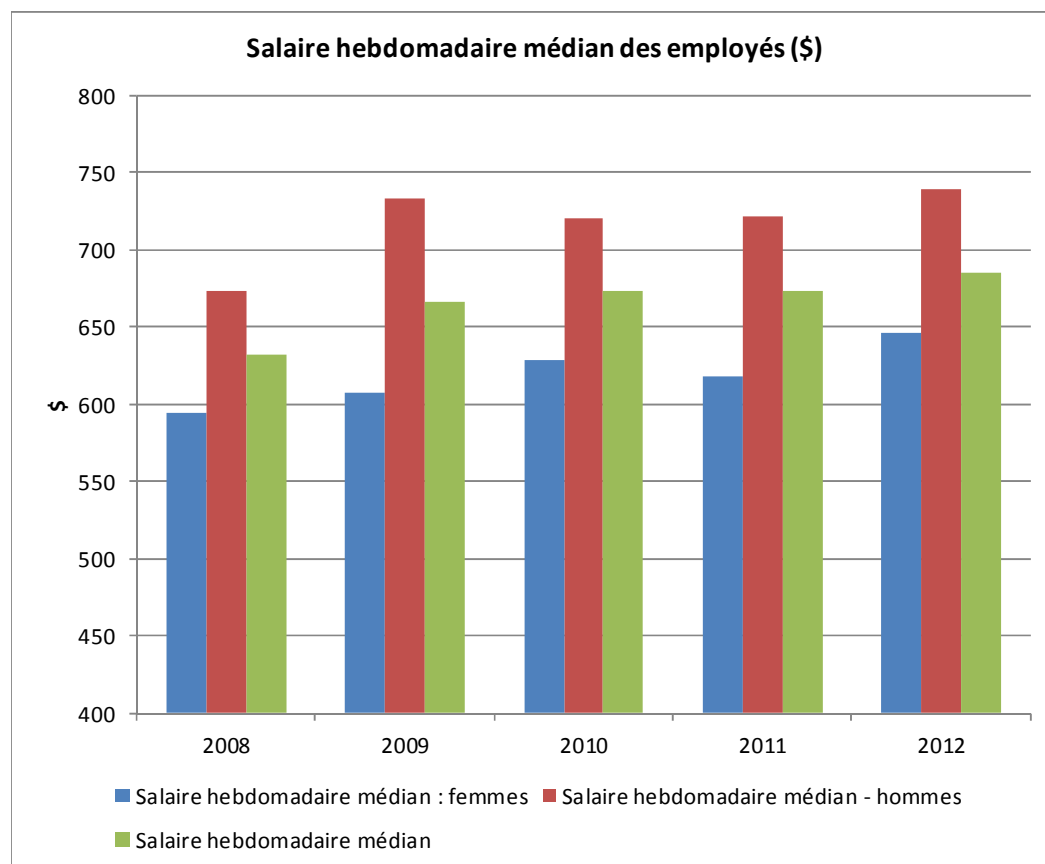
Le salaire hebdomadaire médian des employés est la valeur centrale qui sépare en deux parties égales les employés ayant un revenu d'emploi : la première partie regroupe les employés ayant un revenu inférieur à la médiane, et la seconde, les employés ayant un revenu supérieur à la médiane.

Les données sur le salaire médian excluent les travailleurs autonomes et portent sur l'emploi principal, soit celui auquel est consacré le plus grand nombre d'heures de travail dans le cas où il y a plus d'un emploi occupé.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Pour la période de 2008 à 2012, le salaire hebdomadaire médian s'est amélioré de 8,3 %, ce qui se traduit par une hausse hebdomadaire de 52,60 \$.

Si on examine le salaire hebdomadaire médian selon le sexe, on remarque une légère différence. Le salaire hebdomadaire médian des hommes était plus élevé de 14,4 % que celui des femmes pour 2012 et s'était amélioré de 66,40 \$ ou 9,9 % depuis 2008. Le salaire hebdomadaire médian des femmes s'était amélioré de 51,30 \$ ou 8,6 %.

Source des données

[Rémunération hebdomadaire et horaire des employés selon le sexe, Montréal et ensemble du Québec, 2008-2012](#), Institut de la statistique du Québec

Indicateur 45

Revenu disponible des ménages par habitant

Description

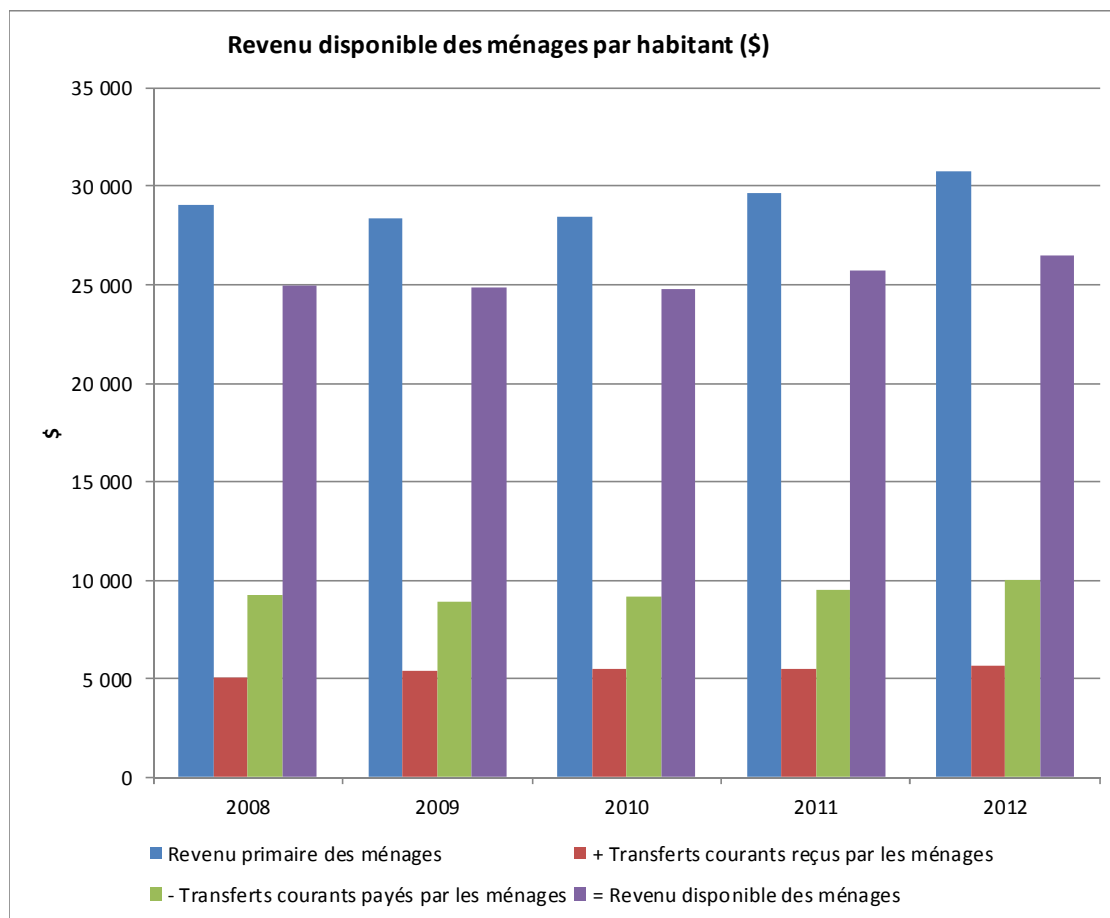
Le revenu disponible des ménages se compose de ce qui suit :

- La rémunération des salariés, le revenu net des entreprises individuelles, le revenu des loyers des ménages et le revenu net de la propriété.
- À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ainsi que des administrations publiques comme les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale.
- On soustrait les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques, tels que les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.
- Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Pour la période 2008-2012, les composantes du revenu disponible des ménages ont fluctué de la façon suivante :

- Le revenu primaire des ménages a augmenté de 1 748 \$, soit une hausse de 6 %;
- Les transferts courants payés par les ménages ont connu une hausse de 590 \$ ou 11,6 %;
- Les transferts courants reçus par les ménages ont quant à eux augmenté de 793 \$, soit une hausse de 8,6 %.
- Il en résulte que le revenu disponible par ménage s'est amélioré de 1 546 \$, soit une hausse de 6,2 %.

Source des données

[Revenu disponible des ménages et ses composantes par habitant, Montréal et ensemble du Québec, 2008-2012](#), Institut de la statistique du Québec

Thème

Verdissement

Indicateur 46

Pourcentage du territoire en aires protégées

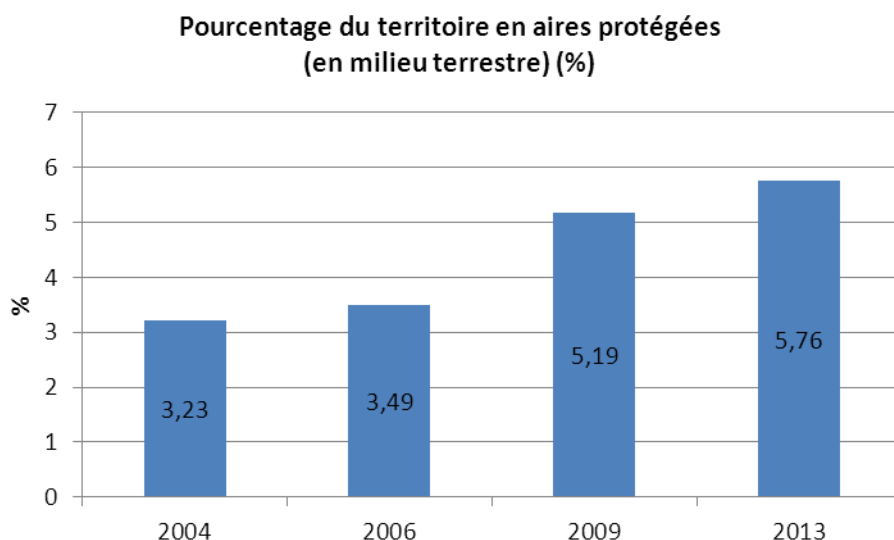
Description

La superficie occupée par les aires protégées est ici mise en relation avec la superficie totale de l'agglomération. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) : «Une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services éco systémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés.»

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

Dans le cadre de la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* adoptée par la Ville de Montréal en 2004, les interventions se sont concentrées autour de l'atteinte de l'objectif de protection de 6 % à l'intérieur des terres de l'agglomération, là où la conciliation entre le développement et la conservation représente un enjeu majeur. À l'heure actuelle, 5,76 % des terres de l'agglomération sont constitués d'aires protégées.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Protéger 6 % en milieu terrestre, incluant les milieux humides, plans et cours d'eau intérieurs (*Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*).

Sources des données

[Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels](#)

[Bilan 2009-2013 : Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels](#)

[Indicateurs de l'état de l'environnement : Bilan 2007-2009](#)

Indicateur 47

Pourcentage du territoire en milieux naturels

Description

La superficie occupée par des milieux naturels est ici mise en relation avec la superficie totale de l'agglomération. Les milieux naturels sont diversifiés et composés d'une mosaïque d'espaces : champs, friches, bois, milieux hydriques (cours d'eau, lacs et leurs rives), milieux humides (marais, marécages et étangs) situés à l'intérieur comme à l'extérieur des parcs existants. Les friches industrielles ainsi que les terres en culture ne sont pas considérées comme des milieux naturels, mais plutôt comme des milieux présentant un intérêt sur le plan de la biodiversité. De plus, on ne considère ici que les milieux naturels qui sont situés à l'intérieur des terres de l'agglomération en excluant les grands plans d'eau de l'archipel.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

En 2013, les milieux naturels situés à l'intérieur des terres constituent **9,7 %** de la superficie l'agglomération.

Constats

Les bois représentent la plus grande partie des milieux naturels intérieurs (4,6 %). Les friches couvrent 3,6 % des milieux naturels et les milieux humides, représentant 1,5 % des milieux naturels, se font plus rares.

Les milieux naturels se situent en majorité aux extrémités de l'agglomération (incluant l'Île-Bizard à l'ouest), à quelques exceptions près dont le mont Royal, poumon vert situé au cœur de la ville. De plus, Montréal compte environ 70 cours d'eau intérieurs.

Source des données

[Rapport sur la biodiversité 2013](#)

Indicateur 48

Pourcentage du territoire en espaces verts

Description

La superficie occupée par des espaces verts est ici mise en relation avec la superficie totale de l'agglomération. Sont ici considérés les milieux naturels, l'ensemble des parcs (grands parcs et parcs locaux), les cimetières, les golfs, les jardins communautaires, le jardin botanique, l'arboretum Morgan, le parc urbain du canal de Lachine, les rives du canal de l'aqueduc, le Vieux-Port, les terres cultivées, les friches, les terre-pleins gazonnés et les emprises d'Hydro-Québec.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur

En 2013, les espaces verts occupent **21,3 %** du territoire de l'agglomération.

Constats

L'agglomération compte 25 grands parcs (dont le parc du Mont-Royal et 12 parcs-nature) et 1 410 parcs locaux (gérés par les arrondissements et les villes liées). Les grands parcs et parcs locaux couvrent à eux seuls 9,5 % du territoire.

Source des données

[Rapport sur la biodiversité 2013](#)

Indicateur 49

Indice de canopée

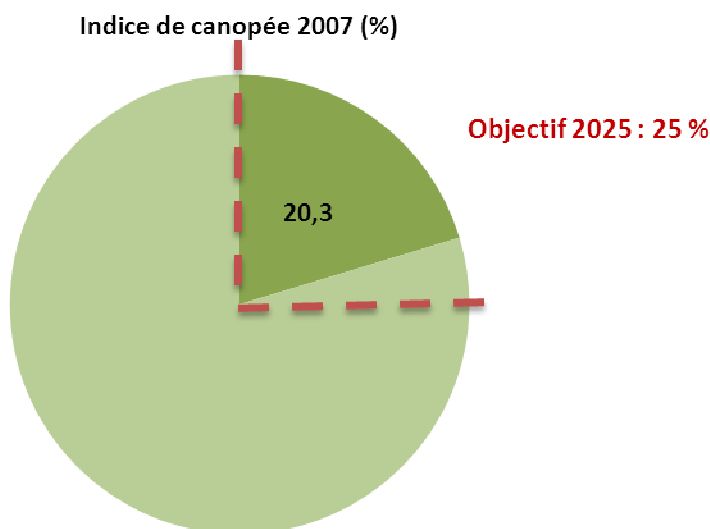
Description

La canopée est l'étendue du couvert végétal formé par les arbres sur un territoire. Pour la comptabiliser sous forme d'indice, on calcule la superficie occupée par la projection au sol de la couronne des arbres par rapport à la superficie totale du territoire à l'étude. L'indice de canopée a été dévoilé en 2011, mais l'année de référence est 2007, soit celle où ont été prises les photographies aériennes qui ont servi à déterminer l'indice.

Périmètre

	à cocher
Agglomération de Montréal	X
Ville de Montréal	
Administration municipale	

État de l'indicateur



Constats

L'indice de canopée du territoire de l'agglomération se chiffrait à 20,3 % en 2007 alors que celui de la Ville de Montréal était de 19,1 %. Pour le territoire de la Ville de Montréal, il a été déterminé pour chaque type d'occupation du sol, soit : 45 % dans les espaces verts, 21 % dans les secteurs résidentiels et 3 % dans les zones industrielles.

À l'échelle de la Ville de Montréal, il est évalué que le domaine public n'occupe que le tiers du territoire mais qu'il soutient plus de 50 % de la canopée actuelle. Un déséquilibre existe entre la canopée présente sur le domaine public et celle présente sur le domaine privé. Afin de se prémunir contre les effets néfastes des îlots de chaleur et mieux gérer les eaux pluviales, des efforts additionnels de plantation doivent être déployés dans les quartiers résidentiels où l'indice de canopée est inférieur à 25 %, de même que dans les zones industrielles et commerciales qui affichent un indice inférieur à 15 %.

Depuis l'été 2011, Montréal doit composer avec la présence de l'agrile du frêne sur son territoire. L'insecte s'attaque à toutes les espèces de frêne et peut anéantir un arbre en quelques années. À Montréal, 20 % des arbres publics présents sur rues ou en parcs sont des frênes. La *Division des stratégies, programmes et politiques* de la *Direction des Grands parcs et du verdissement* estime que l'indice de canopée pourrait reculer de 2 à 3 % si tous les frênes étaient décimés.

La Ville de Montréal a un objectif lié à cet indicateur :

- Améliorer les infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 par rapport à 2007 (*Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*).

Sources des données

[Bilan 2009-2013 : Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels](#)

[Plan d'action canopée 2012-2021](#)

[Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015](#)



BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 26 mai 2014 à 20 h

EXTRACT from the minutes of the City of Beaconsfield's regular Municipal Council meeting, held at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Quebec, on Monday, May 26, 2014, at 8:00 p.m.

RÉSOLUTION NO 2014-05-739

Demande de modification législative pour une entente de transfert avec la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) - #2014-05-03848

ATTENDU QUE la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) a compétence seulement sur le territoire de la Ville de Montréal et aux endroits où elle a construit des conduits durant les années 2002 à 2006;

ATTENDU QUE la Ville de Beaconsfield désire bénéficier de l'expertise unique de la CSEM en tant qu'intégrateur technique des interventions sur les réseaux câblés;

ATTENDU QU'une modification législative est requise pour permettre le transfert à la CSEM, par les municipalités reconstituées qui le désirent, leur compétence pour exploiter des conduits souterrains existants, construire et exploiter des conduits projetés, construire des conduits pour raccorder des bâtiments aux conduits transférés;

ATTENDU QUE ce transfert de compétence est au gré de la Ville de Beaconsfield et ne porterait que sur les conduits identifiés par la Ville de Beaconsfield;

RESOLUTION NO. 2014-05-739

Request for a legislative amendment for a transfer agreement with the "Commission des services électriques de Montréal" (CSEM) - #2014-05-03848

WHEREAS the "Commission des services électriques de Montréal" (CSEM) has jurisdiction over the territory of City of Montréal and over the locations where it constructed lines during the years 2002 to 2006;

WHEREAS City of Beaconsfield wishes to avail itself of the CSEM's unique expertise as a technical integrator for work on wired networks;

WHEREAS a legislative amendment is required in order to allow the reconstituted municipalities that so desire to transfer to the CSEM their jurisdiction for operating existing underground lines, constructing and operating planned lines and constructing lines to connect buildings to the transferred lines;

WHEREAS this transfer of jurisdiction is at the request of City of Beaconsfield and shall apply only to the lines specified by City of Beaconsfield;



BEACONSFIELD

ATTENDU QUE la Ville de Beaconsfield garde la compétence pour construire et exploiter des conduits souterrains;

ATTENDU QUE si la Ville de Beaconsfield décide de transférer certains conduits, ceci se fait sans rétrocession;

ATTENDU QUE la CSEM exploitera les conduits transférés (existants et projetés) conformément à ses compétences prévues dans la Charte de la Ville de Montréal;

ATTENDU QU'aucune représentation de la Ville de Beaconsfield ne sera prévue au conseil d'administration de la CSEM, suite à un transfert de conduits;

Il est proposé par le conseiller W. Staddon, appuyé par le conseiller D. Pelletier et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

DE demander au Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMOT) d'apporter des modifications législatives permettant d'élargir la juridiction de la CSEM et d'intervenir sur le territoire de la Ville de Beaconsfield, si cette dernière le désire par une entente entre la Ville et la CSEM.

WHEREAS City of Beaconsfield retains jurisdiction for constructing and operating underground lines;

WHEREAS should City of Beaconsfield decide to transfer certain lines, it shall be done without reconveyance;

WHEREAS the CSEM shall operate the transferred lines (existing and planned) in accordance with its jurisdictions as set out in the "Charte de la Ville de Montréal";

WHEREAS no representation of City of Beaconsfield on the Board of Directors of the CSEM shall be planned following a transfer of lines;

It is moved by Councillor W. Staddon, seconded by Councillor D. Pelletier and UNANIMOUSLY RESOLVED :

TO request the "Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire" (MAMOT) to enact legislative amendments allowing the jurisdiction of the CSEM to be expanded and the CSEM to work on the territory of City of Beaconsfield, should the City so desire, through an agreement between the City and the CSEM.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Nathalie Libersan-Lahiel
Greffière / City Clerk



VILLE DE POINTE-CLAIRE

Extrait du procès-verbal de la **séance ordinaire** du conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire tenue le 6 mai 2014.


PRÉSENTS : Mesdames les conseillères K. Thorstad-Cullen et C. Homan, ainsi que messieurs les conseillers J. Beaumont, P. Bissonnette, C. Cousineau, J.-P. Grenier, A. Iermieri et D. Smith, formant quorum sous la présidence de monsieur le maire Morris Trudeau.

2014-232 **APPROBATION – DEMANDE DE MODIFICATION LÉGISLATIVE POUR UNE ENTENTE DE TRANSFERT AVEC LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL**

RÉSOLU : Il est proposé par monsieur le conseiller Beaumont, Appuyé par monsieur le conseiller Cousineau, et unanimement DE demander au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) d'adopter la législation appropriée afin de permettre que la compétence de la CSEM soit élargie pour qu'elle puisse entreprendre des travaux sur le territoire de la Ville de Pointe-Claire, si tel était le désir de cette dernière, une fois qu'un accord serait conclu entre la Ville et la CSEM.

DE transmettre copies de la présente résolution au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), à monsieur Geoffrey Kelly, député de Jacques-Cartier à l'Assemblée nationale du Québec, à la Ville de Montréal et toutes les municipalités reconstituées de l'Île de Montréal.

COPIE VIDIMÉE


Mathieu Legault
Assistant-greffier


COPIE CONFORME
GREFFIER



BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 26 mai 2014 à 20 h

EXTRACT from the minutes of the City of Beaconsfield's regular Municipal Council meeting, held at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Quebec, on Monday, May 26, 2014, at 8:00 p.m.

RÉSOLUTION NO 2014-05-738

RESOLUTION NO. 2014-05-738

Demande de protection des milieux humides dans le bois Angell - #2014-05-03833

Request for the protection of wetlands in Angell Woods - #2014-05-03833

ATTENDU QU'en 2006, le ministre de l'Environnement désirait adopter une loi pour protéger les milieux humides;

WHEREAS in 2006, the Minister of Environment wished to adopt a law to protect wetlands;

ATTENDU QU'au lieu d'adopter une loi, le gouvernement a préféré adopter une politique permettant de remblayer un milieu humide (marais, marécage, tourbière) en payant une compensation financière;

WHEREAS instead of adopting a law, the government preferred to adopt a policy allowing to backfill a wetland (marsh, swamp, bog) by paying a financial compensation;

ATTENDU QUE la Cour a statué en 2012 qu'une politique n'a pas de force légale;

WHEREAS the Court ruled in 2012 that a policy has no legal force;

ATTENDU QUE la Loi 71 a été adoptée à la hâte et statue que le gouvernement a le droit d'exiger d'être compensé pour le remblayage de milieux humides afin de conserver ses droits de compensations;

WHEREAS Bill 71 was adopted in a hurry and stipulated that the government has the right to demand to be compensated for the filling of wetlands to retain its set-off rights;

ATTENDU QUE la Loi 71 prévoit qu'une nouvelle mesure doit la remplacer avant avril 2015;

WHEREAS Bill 71 provides that a new rule must be put in place prior to April 2015;

ATTENDU QUE le paiement d'une compensation financière au cas par cas se traduit par une permission de remblayer les milieux humides;

WHEREAS the payment of a financial compensation on a case by case decision leads to a permission to backfill wetlands;



BEACONSFIELD

ATTENDU QUE malgré ces lois et politiques, la majorité des milieux humides d'origine ont disparu de la vallée du Saint-Laurent;

WHEREAS despite these laws and policies, the majority of the original wetlands have disappeared from the St. Lawrence valley;

ATTENDU QUE les milieux humides jouent un rôle essentiel de purification de l'eau et permettent d'éviter ou de limiter les inondations et de protéger des espèces menacées;

WHEREAS wetlands play a vital role in purifying water and help to prevent or reduce flooding and to protect endangered species;

ATTENDU QUE le bois Angell possède un important milieu humide d'une superficie de plus de 17,6 hectares;

WHEREAS Angell Woods has a significant wetland with an area of more than 17.6 hectares;

ATTENDU QUE le bois Angell compte parmi les plus grandes forêts privées et milieux humides intacts sur l'île de Montréal;

WHEREAS Angell Woods is among the biggest undisturbed private forests and wetlands on Montreal Island;

ATTENDU QUE la Communauté métropolitaine de Montréal a déclaré le secteur du bois Angell comme étant un bois d'intérêt dans son Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD);

WHEREAS the Montreal Metropolitan Community declared the Angell Woods area to be of interest in its Metropolitan Land Use and Development Plan (MLUDP);

ATTENDU QUE suite à l'adoption de son PMAD en décembre 2011, la Communauté métropolitaine de Montréal a exprimé une vision voulant protéger et mettre en valeur l'environnement tel que le bois Angell;

WHEREAS following the adoption of its MLUDP in December 2011, the Montreal Metropolitan Community set out a strategy to protect and promote environments such as Angell Woods;

ATTENDU QUE l'objectif de protection d'une aire boisée et de ses milieux humides est une occasion unique de protéger un environnement qui soit riche et de qualité dans le respect de notre patrimoine naturel;

WHEREAS the protection of a wooded area and its wetlands constitutes a unique opportunity to protect a rich and quality environment while respecting our natural heritage;

ATTENDU QUE la présence des milieux humides dans le bois Angell est une occasion d'assurer l'intégration de cet espace naturel au Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme qui ferait partie d'un ensemble de riches milieux naturels de grand intérêt écologique;

WHEREAS the presence of wetlands in Angell Woods provides an opportunity to ensure the integration of this natural environment into the Anse-à-l'Orme Nature Park network which would be part of a combination of rich natural habitats that are of great ecological interest;



BEACONSFIELD

Il est proposé par le conseiller W. Staddon, appuyé par la conseillère K. Messier et
RÉSOLU :

It is moved by Councillor W. Staddon, seconded by Councillor K. Messier and
RESOLVED:

DE demander au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques d'adopter une loi afin d'empêcher toute destruction d'un milieu humide; et

TO ask the Minister of Sustainable Development, Environment and the Fight Against Climate Change to adopt a law preventing any destruction of a wetland;

QUE la Ville de Beaconsfield transmette copies de la présente résolution au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, à toutes les municipalités de l'Île de Montréal, à Denis Coderre, maire de la Ville de Montréal, à Réal Ménard, responsable du Développement durable, de l'Environnement et des grands parcs et des espaces verts au comité exécutif de Montréal et à Geoffrey Kelley, député de la circonscription Jacques Cartier.

THAT the City of Beaconsfield shall forward copies of this resolution to the Minister of Sustainable Development, Environment and the Fight Against Climate Change, to the Minister of Municipal Affairs and Land Occupancy, to all municipalities on the Island of Montreal, to Denis Coderre, Mayor of the City of Montreal, to Réal Ménard, responsible for Sustainable Development, Environment, Parks and Green Spaces at Montreal's Executive Committee, and to Geoffrey Kelley, MNA of Jacques Cartier riding.

VOTES EN FAVEUR :

Les conseillers D. Pelletier, K. Messier, W. Staddon, R. Moss et P. Alexopoulos

VOTES IN FAVOUR:

Councillors D. Pelletier, K. Messier, W. Staddon, R. Moss and P. Alexopoulos

VOTE CONTRE :

Le conseiller P. Demers

VOTE OPPOSED:

Councillor P. Demers

LA MOTION EST ADOPTÉE.

THE MOTION IS CARRIED.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk



BEACONSFIELD

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Essentiels pour l'environnement

La Ville de Beaconsfield demande à Québec de légiférer pour protéger les milieux humides

Beaconsfield, le 27 mai 2014 – Le Conseil municipal de Beaconsfield demande au gouvernement du Québec d'adopter une loi spécialement dédiée à la protection des milieux humides qui jouent un rôle crucial dans la préservation de l'environnement et le développement durable.

« Les milieux humides sont reconnus pour leur rôle essentiel dans la purification de l'eau, leur capacité d'absorption lors d'inondations et comme habitat naturel pour plusieurs espèces menacées. À Beaconsfield, nous avons la chance de bénéficier sur notre territoire de milieux humides parmi les plus importants sur l'île de Montréal. Il est de notre devoir d'en assurer la pérennité. C'est une question autant de développement durable que de legs pour les générations actuelles et futures », a expliqué le maire Georges Bourelle, en présentant la résolution au Conseil municipal.

Le Conseil rappelle qu'il y a près de dix ans que le gouvernement, à travers le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), s'était engagé à adopter une loi pour protéger les milieux humides.

Depuis, les règles adoptées par Québec permettent notamment la destruction de milieux humides si elle est compensée par une remise en argent.

« Avec les changements climatiques, d'aucuns conviennent qu'il faut agir pour protéger notre planète. Le moindre geste compte. À Beaconsfield, nous croyons que chaque action posée, chaque effort consenti, chaque prise de conscience en faveur de la protection des milieux humides en font partie, et ce sur l'ensemble du territoire québécois », a précisé M. Bourelle.

Une loi provinciale pour protéger les milieux humides garantirait un apport en eau de qualité dans le lac des Deux-Montagnes, notamment parce qu'il est alimenté par la rivière à l'Orme qui trouve son origine en partie dans le bois Angell. L'eau de la rivière y est entre autres épurée par les milieux humides du bois Angell.

Une telle législation aura aussi un impact sur les démarches de protection du bois Angell. Cette forêt est l'une des plus grandes forêts privées de l'île de Montréal et comporte un important milieu humide d'une superficie de 17,6 hectares.

L'administration du maire Bourelle s'est formellement engagée à agir pour protéger l'intégralité du bois Angell. La Ville de Montréal en a aussi fait une priorité au cours des dernières semaines.

-30-

Information: Bureau du Maire
514 428-4410



BEACONSFIELD

NEWS RELEASE

FOR IMMEDIATE RELEASE

Essential to the environment

City of Beaconsfield calls on province to legislate wetlands protection

Beaconsfield, May 27, 2014 – Beaconsfield’s Council is calling on the Quebec government to adopt legislation specifically aimed at protecting the province’s wetlands, which play a crucial role in the preservation of the environment and sustainable development.

“Wetlands are well known for their critical role in water purification, their capacity to absorb flood water, and the natural habitat they provide for several threatened species. In Beaconsfield, we are fortunate to have some of the most important wetland areas on Montréal Island. It is our duty to ensure that they continue to exist in the future. This is not just an issue of sustainable development, but also of creating a legacy for current and future generations,” explained Mayor Georges Bourelle when he presented the resolution to the City Council.

The City Council notes that it has now been almost 10 years since the government, through its ministry of Sustainable Development, Environment and the Fight Against Climate Change (MDDELCC), committed to adopting legislation for the protection of wetlands.

Since then, the policies enacted by Quebec have failed to protect the wetlands, and, indeed, even allow wetland destruction in exchange for financial compensation.

“Everyone agrees that climate change presents a threat, and that we need to act to protect our planet. Even the smallest effort counts. In Beaconsfield, we believe that every action carried out, every effort made and every step taken to increase awareness of the importance of protecting our wetlands is crucial, and this is true throughout all of Quebec” said Mr. Bourelle.

Provincial legislation to protect wetlands would ensure higher water quality in the Lake of Two Mountains, mainly because the lake is fed by the Rivière à l’Orme, which flows in part from Angell Woods. The Angell Woods wetlands are an essential element in the process of purifying the river water.

This legislation would also impact the initiatives being taken to preserve Angell Woods, one of the largest private forests on Montréal Island. Wetlands comprise roughly 17.6 hectares of the Woods.

Mayor Bourelle’s administration has officially committed to protecting Angell Woods in its entirety. In the past few weeks, the City of Montréal has also made it a priority.

-30-

Information: Office of the Mayor
514 428-4410



(2)

Dossier # : 1141193001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA).

Il est recommandé de déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA).

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 08:13

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1141193001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2013 du Réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA).

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA) publie un rapport dressant le bilan des activités réalisées dans son domaine.
 Cette tâche s'inscrit dans le mandat de suivi environnemental du réseau et la publication vise à informer la population sur l'état de la qualité de l'eau autour de l'agglomération montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0202 - 20 juin 2013 - Dépôt du bilan annuel 2012 du Réseau de suivi de la qualité de l'eau (RSMA).

DESCRIPTION

Ce rapport est produit annuellement par le Service de l'environnement et sert à faire connaître le travail effectué dans le cadre du programme de suivi de la qualité de l'eau. Nous réalisons la caractérisation du milieu, identifions les problématiques afin de les corriger dans le but d'améliorer la qualité de l'eau.

JUSTIFICATION

Les objectifs visés par la publication de ce rapport est de rendre public l'état de la qualité de l'eau autour de l'agglomération montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités du réseau, RSMA , s'inscrivent dans les principes de développement durable favorisant une protection accrue de l'environnement et plus particulièrement en permettant la réalisation des objectifs suivants:

- Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts
- Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera présenté lors d'une séance de travail de la commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy DESCHAMPS
Conseiller(ere) en aménagement- c/e

Tél : 514-280-4228
Télécop. : 514 280-4230

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Annick LE FLOCH
Chef de division planification et suivi
environnemental

Tél : 514-280-4368
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514-872-7540
Approuvé le : 2014-05-21

Bilan environnemental 2013

PORTRAIT DE LA QUALITÉ DES PLANS D'EAU À MONTRÉAL

Service de l'environnement

Faits saillants

Le Réseau de suivi du milieu aquatique (RSMA) a poursuivi en 2013 l'échantillonnage des plans d'eau et des réseaux d'égouts pluviaux du territoire de l'agglomération de Montréal. Les informations ainsi recueillies permettent de cerner les secteurs problématiques où il faudrait accentuer les actions d'assainissement déjà amorcées.

QUALO : maintien de la qualité, malgré les caprices de la météo

Le nombre de stations propices aux usages de contact direct avec l'eau a légèrement baissé, passant de 63 à 60. En effet, la qualité de l'eau s'est détériorée à 12 stations par rapport à l'année dernière, tandis qu'elle s'est améliorée à 9 autres. Avec une moyenne de 63 %, le bilan de l'année 2013 correspond à celui des 10 dernières années.

RUISSO : tendance à l'amélioration

La qualité de l'eau des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs s'est améliorée. Le nombre de stations dont la qualité est « satisfaisante, bonne ou excellente » est passé de 21 à 26. Bien qu'il soit possible que certaines de ces améliorations soient attribuables aux travaux de correction des raccordements inversés, il est encore trop tôt pour le confirmer.

PLUVIO : progression de l'étude des réseaux et des collecteurs pluviaux

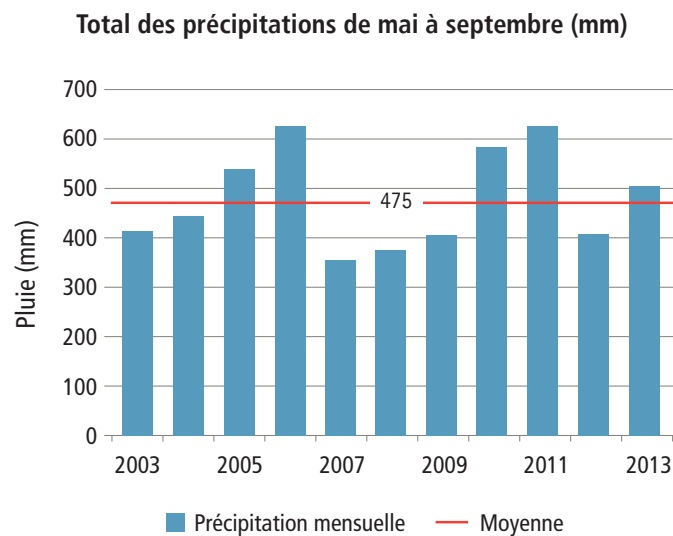
Le RSMA a complété l'étude de huit émissaires pluviaux à Dorval, de deux collecteurs pluviaux à Côte-Saint-Luc et à Montréal-Ouest et de 13 autres dans le ruisseau Bouchard, tous contaminés. L'étude de 146 des 180 réseaux contaminés du territoire a également été effectuée une première fois. À ce jour, 640 adresses municipales mal raccordées ont été confirmées et pas moins de 300 ont été corrigées. À compter de 2014, le RSMA compilera, en collaboration avec le Service de l'eau, les travaux de dépistage et de correction des raccordements inversés en vue d'amorcer une deuxième phase de vérification pour démontrer leur absence dans les réseaux corrigés.



Précipitations plus élevées que la moyenne

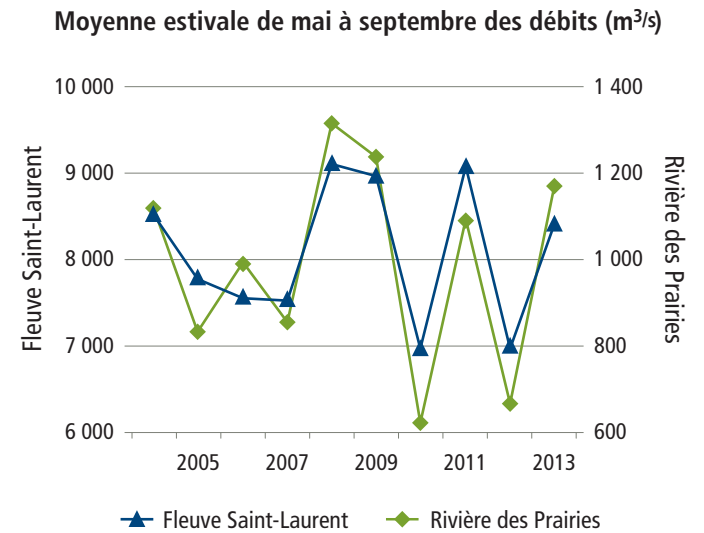
L'hiver dernier, la région de Montréal a reçu 250 cm de neige, soit environ 20 % de plus que la normale. Au printemps, les températures exceptionnellement chaudes ont accéléré la fonte des neiges. Quant à la saison estivale, les températures et les précipitations moyennes se sont avérées relativement près de la normale malgré des conditions assez différentes selon les mois.

Avec 510 mm au total, les précipitations pour la saison estivale 2013 ont été 10 % plus élevées que la moyenne des 15 dernières années, mais égales à celle des cinq dernières années. Ainsi, le mois de juin a reçu 141 mm contre 74 mm de pluie en 2012. Le mois de juillet a été un peu plus chaud, mais aussi pluvieux que la normale malgré des épisodes de pluie plus fréquents (31 % des jours ont connu plus de 2 mm de pluie contre 20 % en 2012). Quant au mois d'août, il a été plus sec que la moyenne des cinq dernières années (68 mm versus 112 mm).



En général, les conditions météorologiques de l'été 2013 sont restées dans les normales saisonnières. Toutefois, quelques orages avec de très fortes pluies et de grands vents ont sévi, notamment le 19 juillet et le 13 août. Lors de l'épisode du 13 août, il est tombé 70 mm de pluie en 4 à 6 heures. Ce phénomène est assez rare (une fois tous les 20 ans environ) selon les statistiques de pluie calculées à partir des données des stations météorologiques pour le sud du Québec.

C'est au mois d'août que les niveaux d'eau ont été les plus bas, malgré qu'ils ne soient pas descendus aussi bas que l'année précédente. Le RSMA a remarqué une tendance en « dents-de-scie » dans la variation des niveaux d'eau depuis 2003. À ce titre, la saison 2013 représente une pointe. Il sera intéressant de constater ce que nous réserve l'année 2014.



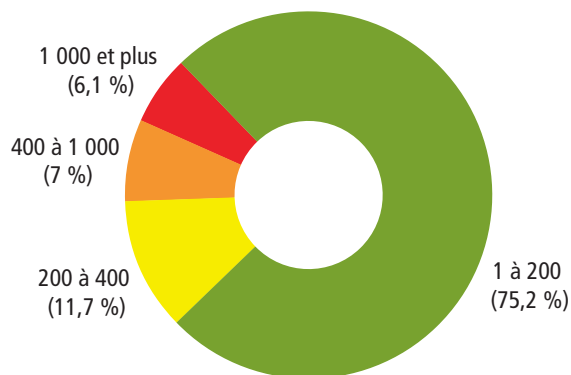
QUALO : une situation stable

Le programme QUALO permet de déterminer si la qualité de l'eau en rive est propice aux usages de contact direct avec l'eau, comme la baignade. Le nombre de stations et la couverture géographique sont restés les mêmes qu'en 2012. Les 96 stations sont réparties comme suit en fonction des usages en bordure des divers plans d'eau : la rivière des Prairies (34), le lac Saint-Louis (25), le bassin de La Prairie (14), le fleuve Saint-Laurent (15) et l'île Bizard (8). L'échantillonnage, qui s'est déroulé sur une période de 20 semaines, a été effectué sur quatre jours (79 journées) au lieu de trois jours (60 journées en 2012).

60 des 96 stations ont reçu le sceau de l'indicateur QUALO, soit une baisse de 3 % par rapport à 2012. Avec une moyenne de 63 %, le bilan de l'année 2013 correspond à celui des 10 dernières années. Par ailleurs, 75 % des 1 917 échantillons prélevés et analysés ont été inférieurs au critère de 200 COLI (78 % en 2012) alors que 6 % ont dépassé le critère de 1000 COLI (7 % en 2012).

Par rapport à 2012, c'est le nombre de stations qualifiées de « polluées » qui a le plus augmenté, passant de 2 à 7. Plus de la moitié des stations problématiques se sont révélées sensibles aux

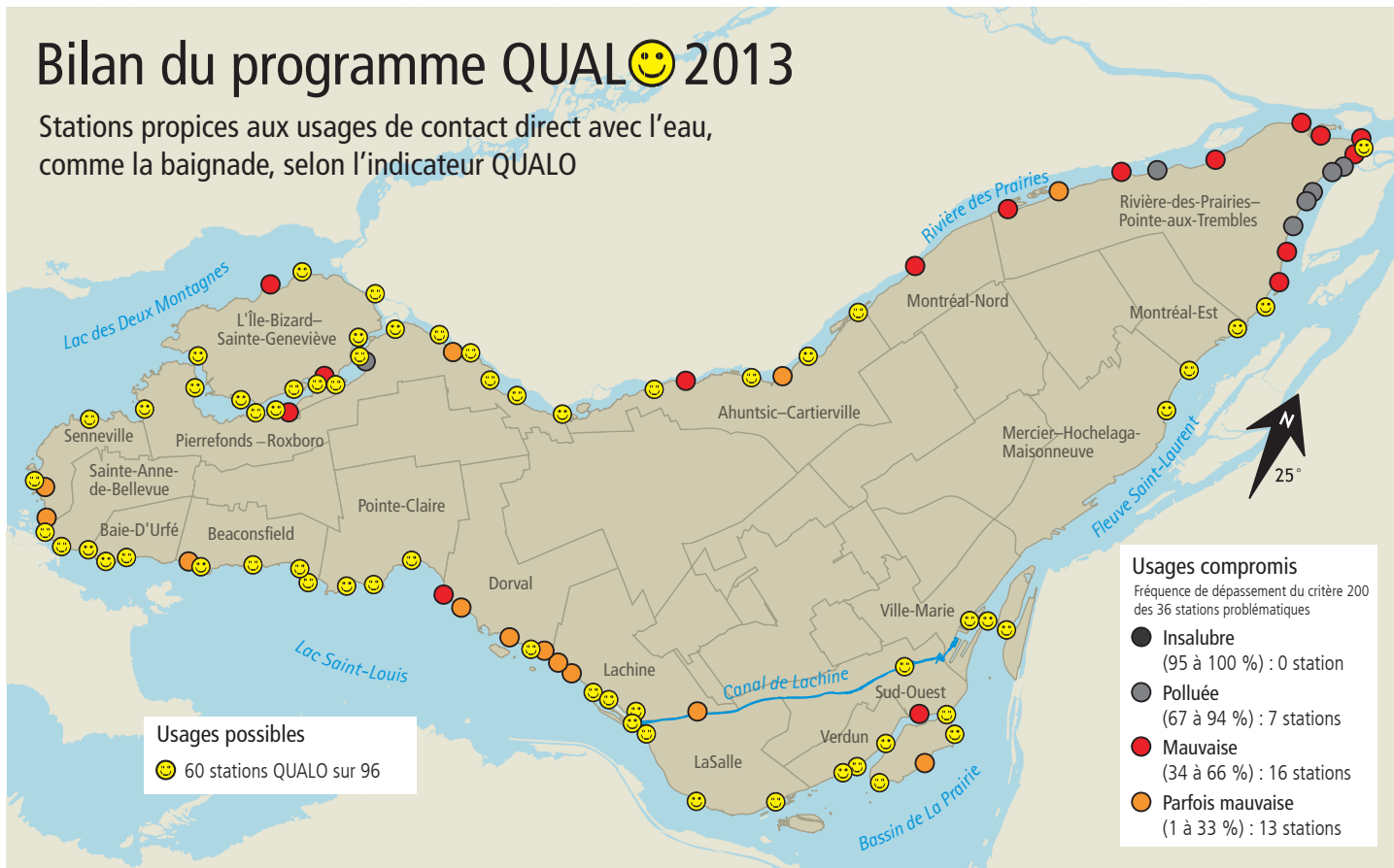
Distribution des résultats de COLI (coliformes fécaux par 100 mL) en 2013



précipitations. Comme 64 % des tournées ont été effectuées alors qu'il y avait eu de la pluie le jour même ou lors des deux journées précédentes (comparativement à 56 % en 2012), on pouvait s'attendre à une détérioration de la qualité de l'eau. On a également observé une augmentation du pourcentage des tournées avec des précipitations de plus de 8 mm dans les 60 heures précédant les échantillonnages (soit 43 % en 2013 contre 35 % en 2012).

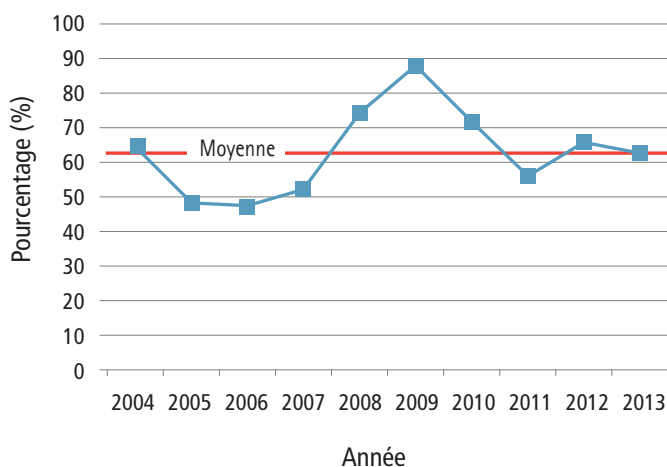
Bilan du programme QUALO 😊 2013

Stations propices aux usages de contact direct avec l'eau, comme la baignade, selon l'indicateur QUALO



Si l'année 2013 marque un certain recul de la qualité de l'eau des cours d'eau, l'amélioration observée depuis les dix dernières années se maintient. En effet, près de 40 % des stations respectent les standards QUALO depuis au moins cinq années consécutives et 18 stations le sont depuis 10 ans. Bien que ces résultats soient encourageants, il reste encore du travail à effectuer pour atteindre la pleine récupération des usages de contact direct avec l'eau autour de l'île de Montréal, notamment en ce qui a trait aux mauvais raccordements des réseaux d'égouts sanitaires aux réseaux pluviaux entraînant des rejets d'eaux usées dans l'environnement.

Évolution du pourcentage global de stations QUALO lors des 10 dernières années



Initiative locale de construction d'inukshuks au parc Stinson à LaSalle (13 août 2013)

Merci Claude!

Après 31 ans de loyaux services à défendre et à protéger l'environnement montréalais, M. Claude Juteau a pris sa retraite. Le RSMA lui doit une fière chandelle pour sa contribution exemplaire à l'étude des cours d'eau. On se souviendra de lui comme un collègue humain, dévoué et plein d'imagination ainsi que son flair à toute épreuve et de son fameux 20-80.

Bilan par plan d'eau

Rivière des Prairies : 56 % QUALO

Des 19 stations QUALO en 2013, cinq sont nouvellement QUALO et quatre ont été déclassées, positionnant ainsi ce plan d'eau légèrement au-dessus de la moyenne de la dernière décennie (46 % pour ce secteur). Ces dernières, situées dans la portion ouest de la rivière, sont influencées par les précipitations. Une seule se trouve dans la portion est, soit le parc Moulin-du-Rapide. La proximité d'un site fréquenté par de nombreux goélands argentés pourrait bien être la cause de ce déclassement. De manière générale, les stations en amont du pont Lachapelle (Cartierville) présentent de meilleurs résultats que celles se trouvant en aval. Les parcs Cheval-Blanc (Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles) et de la Rive-Boisée (Pierrefonds-Roxboro) ont encore une fois obtenu les pires résultats (critère de 200 COLI dépassé respectivement 15 et 17 fois sur 20). Une bonne partie de la contamination mesurée dans ces secteurs provient de la mauvaise qualité des eaux véhiculées par les réseaux pluviaux situés à proximité.

Île Bizard : 75 % QUALO

La qualité de l'eau à la station dans le parc Terrasse-Martin est considérée « mauvaise » avec 35 % de fréquence de dépassement du critère de 200 COLI. Celle localisée au parc Denis-Benjamin-Viger perd son statut QUALO alors qu'elle l'était depuis 2008. Sa sensibilité aux précipitations aura eu raison de sa qualité. Les six autres stations autour de l'île Bizard ont reçu l'approbation QUALO. Il n'y a eu que trois dépassements du critère de 1000 COLI pour ce plan d'eau.

Lac Saint-Louis : 68 % QUALO

De façon générale, la qualité de l'eau en rive du lac Saint-Louis est relativement bonne bien qu'elle se détériore lors d'épisodes de pluie. Il s'agit du secteur qui s'est le plus amélioré en 2013 avec une augmentation de 8 % du nombre de stations QUALO (17 sur 25). Les stations de la rue Ducharme (Dorval) et des parcs Angell (Beaconsfield) et Bertold (Baie-D'Urfé) viennent grossir les rangs des stations QUALO. Par contre, celle du parc Lakeview (Beaconsfield) a perdu son approbation après six années consécutives de bons résultats, en raison de trois dépassements de la valeur de 400 COLI (moyenne géométrique 118 COLI). La station du parc Baie-de-Valois (Dorval) affiche les moins bons résultats avec un dépassement du critère de 1000 COLI à cinq reprises durant la saison.

Bassin de La Prairie : 79 % QUALO

Cette année, 11 stations sur 14 ont obtenu l'approbation QUALO, soit une de moins qu'en 2012. La station au pont Champlain, située à proximité d'un ouvrage de surverse, est demeurée mauvaise. À cette dernière s'ajoutent deux autres stations; la première est située à 2 km en aval de l'entrée du canal de Lachine, alors que la seconde se trouve dans le parc West-Vancouver (île des Sœurs à Verdun). Ces deux stations avaient connu respectivement six et cinq ans de bonne qualité. Dans l'ensemble, la qualité de l'eau du secteur bassin de La Prairie est plutôt bonne. À l'exclusion des trois stations non QUALO, seulement deux dépassements du critère de 1000 COLI ont été mesurés à deux stations.

Fluve Saint-Laurent : 47 % QUALO

C'est dans ce secteur que la qualité de l'eau s'est le plus détériorée. Sur les 11 stations QUALO de l'année dernière, il n'y en a plus que sept, plaçant l'année 2013 en deçà de la moyenne des 10 dernières années. Les nouvelles stations déclassées sont situées dans le secteur Pointe-aux-Trembles, soit à la marina Pointe-aux-Trembles et aux parcs Marcel-Léger, Pierre-Payet et du Bout-de-l'Île. La météo semble avoir eu une influence sur la qualité de l'eau prélevée dans ce secteur en raison de la présence de nombreux émissaires pluviaux contaminés et d'ouvrages de surverse. Plusieurs aménagements sont prévus à proximité du parc du Bout-de-l'Île (94^e Avenue). Le RSMA y a d'ailleurs mesuré pas moins de 12 dépassements du critère de 200 COLI et un dépassement du critère de 1000 COLI sur les 20 résultats obtenus. Avec 12 dépassements supérieurs à 1000 COLI, c'est à la station du parc Pierre-Payet que la qualité de l'eau est la plus mauvaise suivie, comme chaque année, par celle du parc Clémentine-de-la-Rousselière avec six dépassements.

Indicateur QUALO

Cet indicateur désigne le maintien d'une qualité bactériologique permettant les usages de contacts directs avec l'eau, à une station donnée, au cours de la saison, bien que quelques dépassements du critère de 200 coliformes fécaux par 100 mL (COLI) soient tolérés. Pour obtenir le statut QUALO, le site d'échantillonnage doit satisfaire deux conditions : la moyenne géométrique des résultats de la saison ne doit pas excéder 200 COLI et au plus deux échantillons (soit 10 % pour les 20 semaines de prélèvement) peuvent excéder 400 COLI.

Pour plus d'information sur l'emplacement des stations et l'indicateur QUALO, le lecteur se référera à la section Qualité de l'eau en rive du site rsma.qc.ca.

Restez Ozaguet



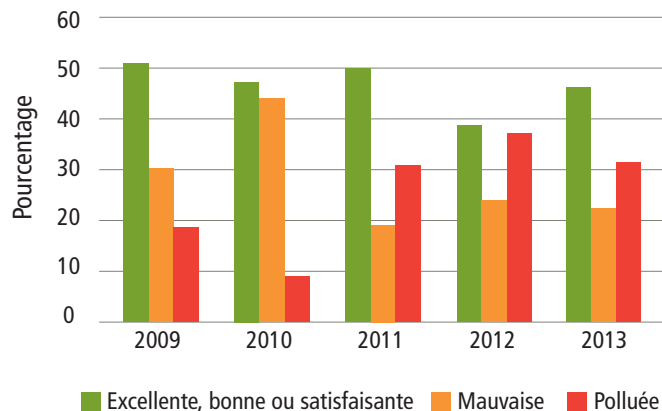
Bien que les échantillonneurs parcourent l'île de Montréal pendant 20 semaines durant la saison estivale, votre contribution est toujours appréciée. N'hésitez donc pas à partager avec eux vos observations et à poser vos questions. Ce faisant, vous nous aiderez à cibler certaines problématiques locales en plus d'orienter certaines actions ou initiatives.

RUISSO : une meilleure qualité de l'eau

En 2013, 54 stations ont été échantillonnées de mars à octobre. Cette année, le nombre de plans d'eau ayant une qualité « excellente, bonne ou satisfaisante » a augmenté de 35 % à 43 % (sur la base des 46 stations échantillonnées depuis cinq ans). Les stations qualifiées de « polluées » sont stables à 35 % et le nombre de stations qualifiées de « mauvaises » a diminué de 28 % à 22 %. Au-delà de ces grandes tendances, les résultats de l'indice RUISSO (IR) calculé à chaque station révèlent que la qualité de l'eau s'est améliorée à 16 des 53 stations par rapport à l'an dernier. Elle est demeurée stable à 31 stations et s'est détériorée à seulement 6 stations. Rappelons que le lac aux Castors n'a pas été échantillonné en 2012 en raison de travaux de restauration.

Tel que le préconise le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, les ruisseaux gagnent à être mis en valeur, restaurés et protégés, car ils constituent d'irremplaçables milieux de vie nécessaires à la biodiversité en milieu urbain. Avec ses 54 stations, le programme RUISSO permet d'acquérir des données essentielles sur la qualité de l'eau des principaux ruisseaux et plans d'eau intérieurs présents sur le territoire montréalais.

Évolution de la qualité de l'eau des ruisseaux et plans d'eau intérieurs



Note : Le pourcentage obtenu pour chaque année est basé sur le nombre de stations actives durant l'année en cours.

Pour plus d'information sur le programme RUISSO, le lecteur se référera à la section Qualité des ruisseaux du site rsma.qc.ca.

Bilan du programme RUISSO 2013

Qualité des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs selon l'indice RUISSO



Appréciation de la qualité des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs

L'appréciation globale de la qualité des ruisseaux et des plans d'eau intérieurs montre que c'est le lac aux Castors qui obtient l'indice RUISSO (IR) le plus élevé en 2013. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport aux mesures effectuées en 2011 alors qu'un indice inférieur à 50 avait été obtenu. Le canal de Lachine et les étangs urbains, localisés dans des parcs, suivent avec de très bons IR (situés entre 64 et 71). Ceux-ci, alimentés par les eaux du fleuve ou par le réseau d'aqueduc, sont généralement de bonne qualité, sauf en période de pluie. Leur échantillonnage permet de mieux cerner la nature des problèmes de pollution.

Les ruisseaux et les plans d'eau intérieurs avec un IR inférieur à 40, soit une qualité « mauvaise » ou « polluée », sont généralement affectés par des problèmes de pollution, comme les raccordements inversés dans les collecteurs qui les alimentent, et, dans bien des cas, par une déficience en alimentation en eau malgré des précipitations abondantes. Pour plusieurs d'entre eux, il s'agit de problèmes chroniques et leurs IR sont plus ou moins stables au fil des ans.

Afin de résoudre le problème de croissance d'algues de l'étang du parc La Fontaine, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal a réalisé d'importants travaux et mis à l'essai diverses approches en 2013. Des aérateurs ont ainsi été installés, un écran solaire organique a été utilisé et, selon les prélèvements effectués en juillet par le RSMA, un algicide à base de cuivre a été utilisé.

Bien qu'une légère amélioration de l'IR ait été observée pour la rivière à l'Orme, les résultats à la station située en aval des secteurs résidentiels de Kirkland (médiane COLI = 4500) démontrent que les améliorations attendues suite aux nombreux travaux correctifs réalisés tardent à se manifester. Il est possible toutefois que les raccordements inversés qui n'ont pas encore été corrigés en soient responsables. Le RSMA restera particulièrement attentif à la qualité des eaux des collecteurs alimentant la rivière dans les prochaines années.

Il semble que la qualité globale des eaux du ruisseau Bouchard se soit légèrement améliorée depuis l'an dernier, l'IR étant passé de 23 à 28. Toutefois, il arrive que des valeurs relativement élevées en azote ammoniacal (près de 600 µg/l) soient encore mesurées aux différentes stations du ruisseau lors des premières tournées effectuées en période de fonte des neiges.

Quant à la coulée Grou, aux marais du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et au marécage du parc-nature du Bois-de-Saraguay, ils souffrent toujours d'un problème chronique d'alimentation insuffisante en eau.

On retrouve en fin de liste les ruisseaux Meadowbrook, Château-Pierrefonds et Denis qui sont encore affectés par des raccordements inversés. Le ruisseau Château-Pierrefonds subit, en plus des problèmes de mauvais raccordements, l'influence néfaste des eaux de fonte provenant du site de dépôt à neige de Pierrefonds-Roxboro, situé à proximité, et celle des nombreux travaux en cours dans son voisinage. Dans le cas du ruisseau Denis, une intervention, menée par le Service de l'environnement, a permis de corriger un mauvais branchement à l'origine de la présence de colorant dans le ruisseau. Il se classe toutefois au dernier rang, et ce, en raison des fréquents dépassements de COLI.

Rainette crucifère (*Pseudacris crucifer*)



La rainette crucifère est l'un des amphibiens les plus communs du Québec. La marque en forme de « X » sur son dos constitue le meilleur critère d'identification. Elle est difficile à observer en raison de sa petite taille (3,7 cm environ). Celle-ci fréquente les forêts, les friches, les étangs, les marais à quenouilles, les marécages et les tourbières. Les rainettes adultes passent l'essentiel de leur temps au sol et dans les arbres. Les ventouses au bout de leurs pattes leur permettent d'adhérer aux tiges et aux feuilles des plantes. Sa présence est un bon indicateur de la qualité des milieux naturels. Pour assurer sa protection, on doit préserver une variété d'habitats terrestres et aquatiques.

Appréciation de l'indice RUISSO*

Cours d'eau et plans d'eau intérieurs	Indice 2013	Indice 2012	Évolution de l'IR**
Lac aux Castors	86	-	Travaux 2012
Canal de Lachine	71	73	Stable
Étang du parc Angrignon	69	70	Stable
Étang du parc Lacoursière	67	62	Amélioration
Étang du parc La Fontaine	65	61	Stable
Bassin de La Brunante	64	56	Amélioration
Marais du Faubourg	64	-	-
Ruisseau Pinel	62	54	Amélioration
Marécage de l'île Bizard (parc-nature du Cap-Saint-Jacques)	61	48	Amélioration
Étang du parc Dr-Bernard-Paquet	56	59	Stable
Marécage du parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard	56	52	Stable
Rivière à l'Orme	51	44	Amélioration
Bassin de rétention du parc Philippe-Laheurte	48	51	Stable
Ruisseau O'Connell	40	49	Détérioration
Lac des Battures	37	38	Stable
Lac du parc Centenaire	36	37	Stable
Ruisseau Bertrand	33	22	Amélioration
Ruisseau Boucharde	28	23	Amélioration
Ruisseau Saint-James	28	27	Stable
Marécage du parc-nature du Bois-de-Saraguay	28	15	Amélioration
Marais du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies	24	16	Amélioration
Ruisseau De Montigny	22	22	Stable
Ruisseau Terra-Cotta	20	20	Stable
Ruisseau Meadowbrook	20	17	Stable
Coulée Grou	19	18	Stable
Ruisseau Château-Pierrefonds	17	16	Stable
Ruisseau Denis	12	22	Détérioration

* L'indice RUISSO (IR) permet d'apprécier la qualité physico-chimique et bactériologique d'un cours d'eau en fonction de 25 paramètres quantifiés (principaux métaux, phosphore, azote ammoniacal, oxygène dissous, matières en suspension et coliformes fécaux). Le seuil de l'indice à partir duquel la qualité de l'eau est considérée mauvaise (IR-4) ou polluée (IR-5) pour un paramètre est de « 40 ».

** L'évolution a été caractérisée comme stable lorsque la lecture de l'IR d'une année à l'autre révélait un écart de moins de 5 points.



Déversement de teinture dans le ruisseau Denis en raison d'un raccordement inversé (28 août 2013)

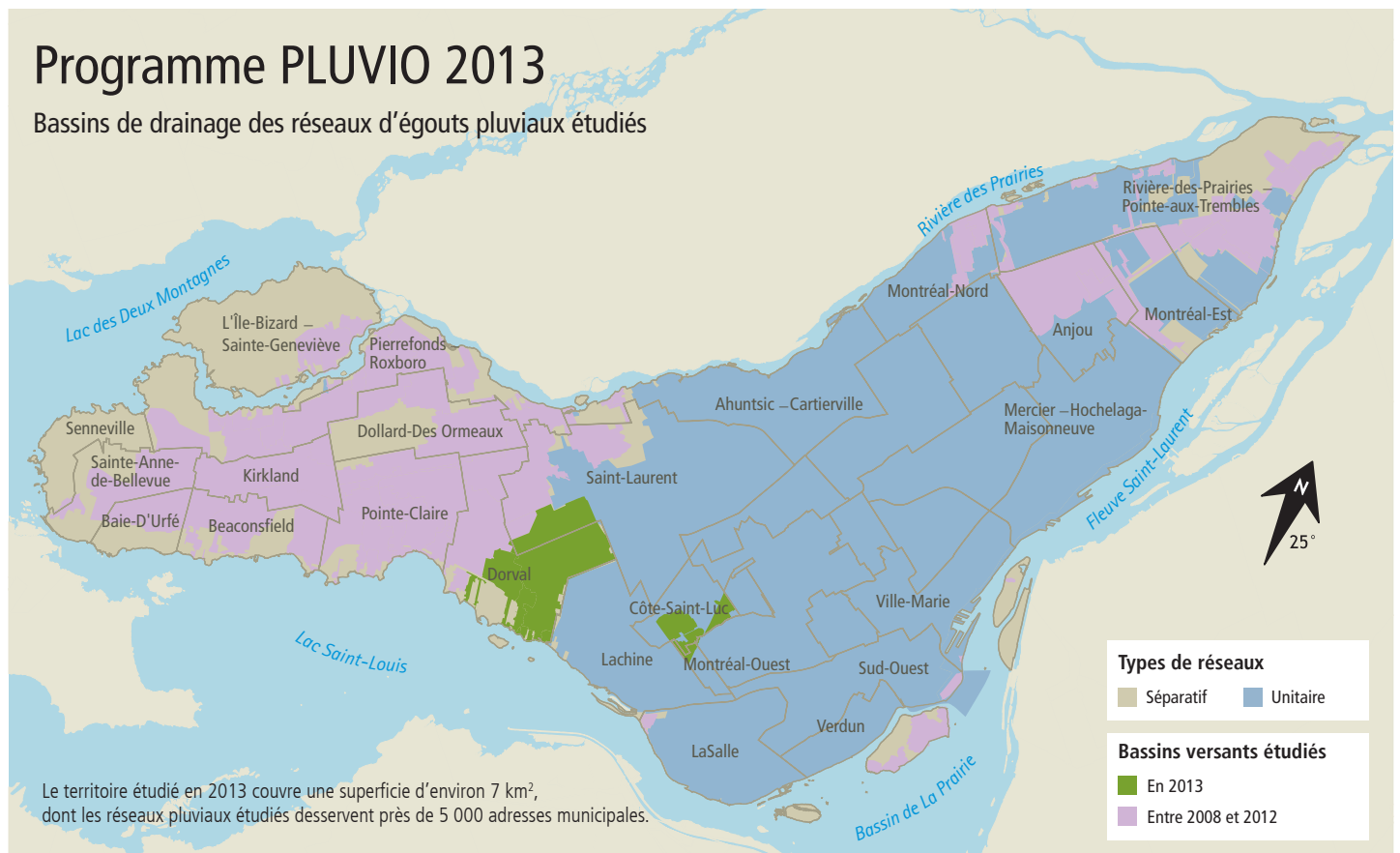
PLUVIO : vers un premier diagnostic

La majorité (2/3) du territoire de l'agglomération de Montréal est desservi par un réseau d'égouts, lequel combine les eaux de pluie et les eaux sanitaires pour les acheminer vers la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte. Quant au reste du territoire (principalement aux deux extrémités de l'île de Montréal, ainsi que sur l'île des Sœurs et l'île Bizard), il est desservi par un double réseau. Le réseau pluvial évacue les eaux de pluie directement vers les plans d'eau limitrophes, lesquels ceinturent l'archipel de Montréal, ou encore vers les plans d'eau intérieurs (ruisseaux ou bassins). L'autre réseau, le réseau sanitaire, capte et dirige les eaux usées en provenance des résidences, des commerces ou des industries vers la station d'épuration. C'est précisément dans ces secteurs séparatifs qu'il est possible de retrouver la présence de raccordements inversés (Ri).

Depuis plusieurs années, le RSMA a identifié les réseaux d'égouts pluviaux comme une importante source de contamination des plans d'eau, laquelle proviendrait non seulement de la pollution diffuse, mais aussi des raccordements inversés du réseau sanitaire vers le réseau pluvial. Le programme PLUVIO a ainsi été mis en place afin d'identifier et de localiser les problèmes pour qu'ils soient corrigés.



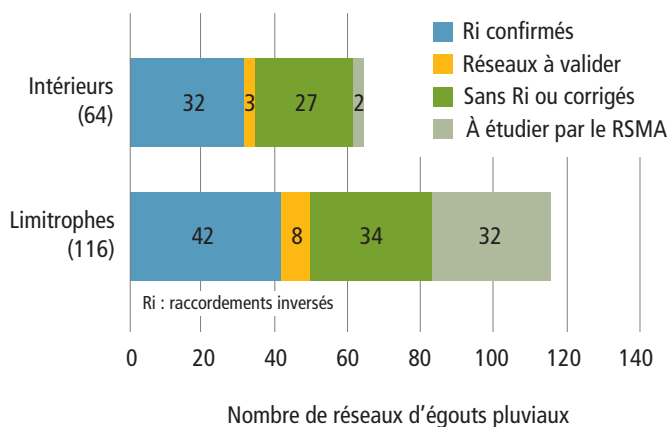
Jusqu'à maintenant, le territoire étudié dans le cadre du programme couvre une superficie d'environ 100 km², dont les réseaux pluviaux desservent quelque 63 000 adresses municipales.



Selon les études réalisées par le RSMA, il y aurait quelque 560 réseaux d'égouts pluviaux sur le territoire de l'agglomération, à l'exclusion de la zone portuaire. De ces 560 réseaux, près de 180, soit le tiers, sont contaminés par des coliformes fécaux à leur exutoire. 450 secteurs problématiques ont ensuite été identifiés par le RSMA à l'intérieur de ces réseaux contaminés. Depuis le début des années 2000, les arrondissements et les villes reconstituées ont vérifié près de 13 000 adresses municipales.

Le graphique ci-dessous montre l'avancement des études menées à ce jour par le RSMA dans les 180 réseaux pluviaux contaminés. Des 64 réseaux se déversant dans les plans d'eau intérieurs, 32 sont problématiques (présence probable de Ri), 3 sont à valider, 27 réseaux se sont avérés sans Ri ou ont été corrigés (contamination provenant d'autres sources) et seulement 2 réseaux restent à étudier. Quant aux 116 réseaux se déversant dans les plans d'eau limitrophes, 42 sont problématiques, 8 sont à valider, 34 se sont avérés sans Ri ou ont été corrigés et 32 restent à étudier. 11 réseaux seront donc à valider par une deuxième étude afin de vérifier l'absence de Ri dans ces réseaux en voie de correction.

Avancement des études sur les 180 réseaux d'égouts pluviaux contaminés se jetant dans les plans d'eau



Raccordement inversé

Il s'agit d'un branchement ou d'une défectuosité à un équipement qui permet à des eaux usées sanitaires de se déverser ailleurs que dans un réseau d'égout domestique ou unitaire, soit dans un réseau d'égout pluvial, sur le sol, dans un fossé ou dans un cours d'eau, exception faite des fosses septiques. Le programme PLUVIO identifie des secteurs problématiques, c'est-à-dire les tronçons du réseau d'égout pluvial, comportant des immeubles susceptibles d'être affectés par des raccordements inversés.

N.B. L'expression raccordement inversé est utilisée afin de le distinguer du raccordement croisé (ou *cross-connexion*). Cette expression, employée dans le domaine des réseaux d'eau potable, désigne une connexion permanente ou temporaire entre l'approvisionnement en eau potable et de l'eau non potable, telle qu'une connexion avec des gicleurs d'incendie ou des conduites d'eau de refroidissement.

Le programme PLUVIO 2013 a permis d'étudier les deux réseaux pluviaux situés sur le territoire de la ville de Côte-Saint-Luc, dont un est partiellement situé sur le territoire de la ville de Montréal-Ouest, et de compléter celle des huit derniers réseaux pluviaux contaminés présents sur le territoire de la ville de Dorval. L'étude des deux premiers réseaux permettrait de mieux connaître les sources de contamination de l'eau du ruisseau du golf Meadowbrook et de les corriger. De plus, les 36 exutoires des réseaux pluviaux alimentant le ruisseau Boucard ont été échantillonnés et des recherches plus détaillées ont porté sur les 13 qui se sont avérés contaminés. Au total, le RSMA a donc étudié en détail 23 réseaux en 2013.

Bien que l'interprétation des résultats obtenus lors de ces études soit encore en cours au moment de produire ce bilan, les résultats PLUVIO obtenus en 2013 révèlent que des Ri seraient présents dans quelque 40 secteurs comptant plus de 360 adresses civiques réparties dans six réseaux pluviaux. Un dépistage plus poussé permettra d'identifier quels bâtiments sont effectivement mal raccordés. Par ailleurs, 17 réseaux se sont avérés exempts de Ri. En effet, la contamination bactérienne d'origine animale s'est, encore une fois, révélée un facteur déterminant de la contamination des réseaux pluviaux observée par temps sec.



Station en rive du parc du Cours-du-Fleuve, en aval du pont Champlain, île des Soeurs à Verdun

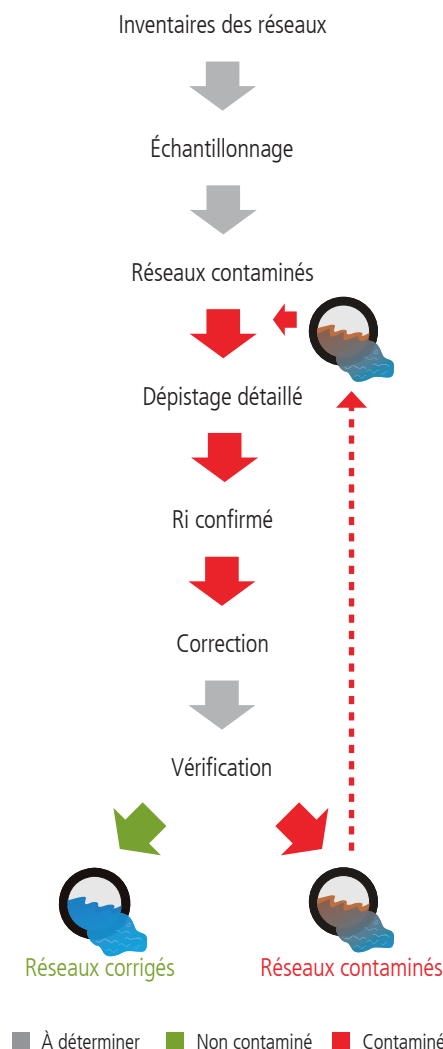
De l'identification des problèmes aux correctifs...

Lors d'une première phase d'inspection et d'échantillonnage, le RSMA a circonscrit des secteurs problématiques ayant des rues susceptibles d'être affectées par des raccordements inversés (Ri). Les arrondissements et les villes reconstituées, en collaboration avec le Service de l'eau et le RSMA, ont par la suite identifié les adresses civiques comportant effectivement des Ri à corriger. Ce dépistage est passablement avancé avec 640 Ri identifiés, dont près de 300 ont été corrigés dans les arrondissements et les villes reconstituées suivants : Ahuntsic-Cartierville, Beaconsfield, Kirkland, L'Île-Bizard–Sainte-Genève, Montréal-Nord, Pierrefonds-Roxboro, Pointe-Claire, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Sainte-Anne-de-Bellevue, Verdun et Ville-Marie.

Cependant, la présence de Ri en amont d'un réseau d'égout pluvial peut masquer la présence d'adresses civiques mal connectées en aval de l'égout contaminé. Une fois ces Ri corrigés en amont, le réseau doit être échantillonné à nouveau afin de vérifier qu'il n'y a plus de mauvais raccordements en aval de ceux déjà découverts. Par conséquent, le dépistage et la correction des Ri est un processus itératif se déroulant d'amont en aval.

En 2014, le RSMA entreprendra une deuxième phase de vérification dans 14 réseaux pluviaux dans lesquels des corrections substantielles ont été réalisées. Au terme de cette année, certains réseaux seront considérés complètement corrigés et de nouveaux secteurs problématiques seront cernés.

La démarche du programme PLUVIO



VILLE DE MONTRÉAL

PRODUCTION

Service de l'environnement
Division de la planification et
du suivi environnemental
Réseau de suivi du milieu
aquatique (RSMA)

RENSEIGNEMENTS

Guy Deschamps, biologiste
guydeschamps@ville.montreal.qc.ca

PHOTOGRAPHIE

Ville de Montréal

MONTAGE GRAPHIQUE

Rachel Mallet

2^e trimestre 2014

ISSN 1925-6574 (imprimé)

ISSN 1925-6582 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et

Archives nationales du Québec, 2014

Dépôt légal – Bibliothèque et

Archives Canada, 2014





Dossier # : 1145205004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables , Division Opérations budgétaires et comptables - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	État des revenus et dépenses au 31 mars 2014 projetés à la fin de l'exercice - Volet Agglomération et l'état des revenus et des dépenses réels global Ville, au 31 mars 2014 comparé avec le 31 mars 2013.

Il est recommandé de :

1. Prendre connaissance de l'état des revenus et dépenses de la Ville - Volet agglomération au 31 mars 2014, projetés à la fin de l'exercice.
2. Prendre connaissance de l'état des revenus et dépenses réels de la Ville au 31 mars 2014 comparé avec le 31 mars 2013.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-23 17:10

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION **Dossier # :1145205004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables , Division Opérations budgétaires et comptables - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	État des revenus et dépenses au 31 mars 2014 projetés à la fin de l'exercice - Volet Agglomération et l'état des revenus et des dépenses réels global Ville, au 31 mars 2014 comparé avec le 31 mars 2013.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des dispositions législatives s'appliquant à la Ville de Montréal, le trésorier doit, au cours de chaque semestre, remettre au conseil municipal et au conseil d'agglomération deux états comparatifs, le premier compare les revenus et dépenses réels de l'exercice financier courant avec ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période précédente à celui-ci et le second, compare les revenus et dépenses de la municipalité dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose le trésorier, et ceux qui ont été prévus au budget de cet exercice.

La projection des revenus et des dépenses pour les douze mois de l'année en cours a été établie au 31 mars 2014 par les gestionnaires des différentes unités d'affaires de la Ville sur la base des résultats des trois premiers mois de l'exercice 2014, ainsi que sur l'analyse des dépenses corporatives au 30 avril 2014. Les données sont établies de façon distincte pour les deux volets, soit municipal et agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dépôt de l'état comparatif des revenus et dépenses réels au 31 mars 2014 - Global Ville et de l'état des revenus et de dépenses projetés au 31 décembre 2014.

JUSTIFICATION

Le trésorier doit sur une base semestrielle, déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération deux états comparatifs, l'un présentant les revenus et les dépenses réels de l'exercice financier courant et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante à celui-ci et le second, l'état des revenus et dépenses,

projetés au 31 décembre 2014. Afin de se conformer à la loi, le Services des finances produira des états comparatifs des revenus et des dépenses ainsi qu'un état de revenus et de dépenses projetés au 31 décembre 2014 pour les périodes se terminant les 31 mars, 30 juin et 30 septembre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'état comparatif des revenus et dépenses réels au 31 mars 2014 - Global Ville

Dans un objectif de permettre une information financière plus régulière, l'administration municipale a opté en 2013 pour une production trimestrielle de ses résultats financiers, soit le 31 mars, le 30 juin et le 30 septembre.

L'état comparatif des revenus réels dressés au 31 mars 2014, présenté en pièce jointe, montre une augmentation totale des revenus de 183,0 M\$, soit une variation de 5 % par rapport à la même période de 2013. Cette augmentation de 183,0 M\$ résulte principalement d'une variation de 109,1 M\$ au niveau des revenus de taxes ainsi que 57,6 M\$ au niveau des paiements de transfert. Des explications plus détaillées concernant ces variations sont incluses dans les fichiers respectifs ci-joints.

L'état comparatif des dépenses réelles dressé à la même date, présenté en pièce jointe, montre une diminution totale des dépenses de 136,8 M\$ par rapport à la même période de 2013. Cette diminution de 136,8 M\$ résulte principalement d'une variation de 100,2 M\$ au niveau de la masse salariale et des cotisations de l'employeur et d'une diminution de 22,0 M\$ au niveau des dépenses d'enlèvement de la neige. Des explications plus détaillées concernant ces variations sont incluses dans les fichiers respectifs ci-joints.

Évolution budgétaire au 31 mars 2014

Au 31 mars 2014, l'état des revenus et dépenses présente un surplus de 27,8 M\$ composé d'un surplus de 17,4 M\$ pour le volet municipal et d'un surplus de 10,4 M\$ pour le volet agglomération.

Les principaux éléments de variations sont les suivants :

- Les projections des revenus liées aux contraventions en circulation et stationnement sont en hausse de 4,0 M\$ par rapport aux hypothèses budgétaires 2014 ;
- La fermeture de la Société de vélo en libre-service permet de compenser pour 5 M\$ la perte du prêt consenti par la Ville à la Société ;
- La non réalisation d'un revenu de 8,9 M\$ prévu au budget 2014 afin de compenser la perte de la subvention pour le Fonds de recrutement des policiers ;
- Une économie anticipée de 15,0 M\$ liée aux dépenses contingentes ;
- Une révision à la baisse de 27,5 M\$ des dépenses corporatives, liées notamment à la rémunération et à une surévaluation des comptes à payer de l'année précédente ;
- Un montant de 15,0 M\$, de compétence d'agglomération, avait été prévu lors de la confection du budget pour assurer l'équilibre budgétaire de 2014. Après les résultats de l'exercice de 2013, les surplus cumulés permettaient l'affectation d'une somme de 10,0 M\$. Il en résulte ainsi un manque à gagner de 5,0 M\$ pour 2014 ;

Mentionnons également qu'un manque à gagner net de 1,3 M\$ est prévu par les arrondissements. Cependant, ces derniers disposent de réserves suffisantes leur permettant de résorber ce déficit.

Le détail des variations par compétence est présenté dans les pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au cours de prochain trimestre, le Service des finances assurera un suivi serré des dépenses afin de maintenir l'équilibre budgétaire de 2014.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Non applicable

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-5851

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-23

Hanh TRAN
Directrice - opérations budgétaires et comptables

Tél : 514-872-5861
Télécop. : 868-4447

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier adjoint

Tél : 514-872-6630
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1145205004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables , Division Opérations budgétaires et comptables - Corporatif
Objet :	État des revenus et dépenses au 31 mars 2014 projetés à la fin de l'exercice - Volet Agglomération et l'état des revenus et des dépenses réels global Ville, au 31 mars 2014 comparé avec le 31 mars 2013.

Évolution budgétaire au 31 mars 2014:



[ÉVOLUTION BUDGÉTAIRE AU 31 MARS 2014 .pdf](#)

Résultats périodiques au 31 mars 2014 comparé avec ceux du 31 mars 2013:



[Résultats périodiques REVENUS - SOMMAIRE par objet.pdf](#)



[Résultats périodiques DÉPENSES - SOMMAIRE par objet.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-5851

**État des revenus et des dépenses au 31 mars 2014
mis à jour au 30 avril pour les postes majeurs
(en millions \$)
Surplus (déficit)**

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global
REVENUS			
Services corporatifs			
Contraventions en circulation et stationnement	(0,1)	4,1	4,0
Taxes/Paiements tenant lieu de taxes	(2,0)	-	(2,0)
Taxe pour l'immatriculation des véhicules	-	0,2	0,2
Droits de mutation	-	-	-
Impact revenus/dépenses	-	0,6	0,6
Fermeture de la Société de vélo en libre-service	5,0	-	5,0
Matériel roulant et des ateliers municipaux	(6,5)	-	(6,5)
Subvention - Fonds de recrutement des policiers	-	(8,9)	(8,9)
Subvention - Droit criminel	-	(3,0)	(3,0)
Service de l'eau	3,5	-	3,5
Services corporatifs - Autres	1,0	(0,4)	0,6
Arrondissements	4,8	-	4,8
Sous-total - Revenus	5,7	(7,4)	(1,7)
DÉPENSES			
Services corporatifs			
Matériel roulant et des ateliers municipaux	(0,9)	-	(0,9)
Service de l'eau	0,3	2,7	3,0
Services corporatifs - autres	(1,9)	1,6	(0,3)
Arrondissements	(6,0)	-	(6,0)
Autres postes budgétaires			
Chantier d'optimisation - "Approvisionnement"	-	-	-
Chantier d'optimisation - "Régime de retraite"	(9,9)	(10,1)	(20,0)
Charges de retraite	8,4	10,6	19,0
Dépenses de contributions STM	n/d	n/d	n/d
Dépenses financières	1,3	3,0	4,3
Économies anticipées - dépenses contingentes	8,6	6,4	15,0
Révision des dépenses corporatives	15,6	11,9	27,5
Impact revenus/dépenses	-	(0,6)	(0,6)
Sous-total - Dépenses	15,5	25,5	41,0
Résultats avant affectation au fonds de l'eau	21,2	18,0	39,2
Fonds de l'eau	3,8	2,7	6,5
Résultats après affectation au fonds de l'eau	17,4	15,4	32,8
AFFECTATIONS			
Équilibre budgétaire 2014	-	(5,0)	(5,0)
Surplus (Déficit)	17,4	10,4	27,8

État des revenus et des dépenses au 31 mars 2014 mis à jour au 30 avril pour les postes majeurs
(en millions \$)

Explications des principaux écarts

	Budget original			Budget modifié			Prévisions au 31 mars 2014			Surplus/(Déficit)			
	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global ⁽¹⁾	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global ⁽¹⁾	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global ⁽¹⁾	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Global ⁽¹⁾	
REVENUS													
Services corporatifs													
Contraventions en circulation et stationnement	96,0	71,4	167,3	96,0	71,4	167,3	95,9	75,4	171,4	(0,1)	4,1	4,0	Amendes et frais distribués par les policiers et les ADS et autres revenus liés aux constats (frais des
Taxes/Paiements tenant lieu de taxes	251,3	-	251,3	251,3	-	251,3	249,3	-	249,3	(2,0)	-	(2,0)	4,0 - Nouveaux bâtiments et la hausse des permis de construction supérieures aux hypothèses utilisées lors de la confection du budget 2014;
													(6,0) - Contestation imprévue Société du Vieux-Port de Montréal.
Taxe pour l'immatriculation des véhicules	-	33,7	33,7	-	33,7	33,7	-	33,8	33,8	-	0,2	0,2	
Droits de mutation	125,7	-	125,7	125,7	-	125,7	125,7	-	125,7	-	-	-	
Impact revenus/dépenses	33,0	1,9	34,9	33,0	1,9	34,9	33,0	2,5	35,5	-	0,6	0,6	Prêts d'employés : Bureau du taxi.
Fermeture de la Société de vélo en libre-service	-	-	-	-	-	-	5,0	-	5,0	5,0	-	5,0	
Matériel roulant et des ateliers municipaux ⁽²⁾	46,6	-	46,6	46,6	-	46,6	40,2	-	40,2	(6,5)	-	(6,5)	Déficit structurel lié au modèle d'affaires.
Subvention - Fonds de recrutement des policiers	-	8,9	8,9	-	8,9	8,9	-	-	-	-	(8,9)	(8,9)	Décision gouvernementale - Non-reconduction du programme de subvention.
Subvention - Droit criminel	-	3,0	3,0	-	3,0	3,0	-	-	-	-	(3,0)	(3,0)	Entente non signée. Un écart favorable équivalent est reflété aux réserves corporatives.
Service de l'eau	0,2	0,4	0,6	0,2	0,4	0,6	3,7	0,4	4,1	3,5	-	3,5	Subvention non prévue pour l'auscultation TECQ.
Services corporatifs - Autres	3 492,1	2 407,6	5 899,7	3 501,0	2 388,8	5 889,8	3 502,0	2 388,4	5 890,4	1,0	(0,4)	0,6	4,9 - AJEF (Amendes et frais se rapportant aux règlements municipaux);
													(1,4) - SITE (Baisse de prix matières recyclables, changement de la méthode de calcul des redevances loi 130, etc.);
													(1,8) - SPVM (Retour progressif des policiers - Missions internationales, Commission Charbonneau);
													(0,7) - CSE - (Baisse des redevances).
Arrondissements	85,4	-	85,4	85,4	-	85,4	90,2	-	90,2	4,8	-	4,8	Permis de construction et occupation du domaine public (2,2 Ville-Marie; 1,6 CDN-NDG; 0,7 Sud-Ouest).
Élimination des transactions interunités	-	-	(1 860,3)	-	-	(1 860,3)	-	-	(1 860,3)	-	-	-	
Sous-total - Revenus	4 130,4	2 527,0	4 797,0	4 139,3	2 533,0	4 812,0	4 145,0	2 525,6	4 810,3	5,7	(7,4)	(1,7)	
DÉPENSES													
Services corporatifs													
Matériel roulant et des ateliers municipaux ⁽²⁾	45,2	-	45,2	45,2	-	45,2	46,1	-	46,1	(0,9)	-	(0,9)	Rémunération (impact 5 %).
Service de l'eau	68,0	190,6	258,6	68,0	190,6	258,6	67,7	187,9	255,6	0,3	2,7	3,0	1,4 - EAU Rémunération (postes vacants, impact 5%, employés en disponibilité, écarts salariaux)
													(1,7) - Entretien du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout- entente avec les arrondissements;
													2,1 - Contrat d'auscultation retardé pour cause de litige juridique;
													1,0 - Coût de la dette (dépenses réelles et taux d'intérêt réel sont inférieurs aux hypothèses budgétaires);
Services corporatifs - autres	635,0	1 303,4	1 938,4	647,1	1 315,4	1 962,5	649,0	1 313,8	1 962,8	(1,9)	1,6	(0,3)	(2,6) - SCARM (Rémunération (4,5) M\$, autres familles 0,9 M\$);
													3,2 - FIN (Rémunération 2,7 M\$, principalement postes vacants, et autres familles de dépenses 0,5 M\$);
													1,7 - SPVM (Rémunération (principalement départs à la retraite);
													(1,8) - SQV Rémunération (impact 5%, postes vacants, employés en disponibilités, abolition postes, etc.);
													(1,0) - STI (Rémunération (1,6) M\$ (postes vacants, impact 5%, employés en disponibilité, écarts salariaux) et autres familles de dépenses 0,6 M\$.
Arrondissements	992,7	2,8	995,5	1 008,1	2,8	1 011,0	1 014,2	2,8	1 017,0	(6,0)	-	(6,0)	(5,2) - Rémunération (Sud-Ouest (3,5) - principalement la structure des cols bleus);
													(0,6) - Activité de déneigement.
Autres postes budgétaires													
Chantier d'optimisation - "Approvisionnement"	(2,0)	(1,0)	(3,0)	(2,0)	(1,0)	(3,0)	(2,0)	(1,0)	(3,0)	-	-	-	Principalement taux d'intérêt inférieurs aux hypothèses utilisées.
Chantier d'optimisation - "Régime de retraite"	(12,4)	(12,7)	(25,0)	(12,4)	(12,7)	(25,0)	(2,5)	(2,5)	(5,0)	(9,9)	(10,1)	(20,0)	Objectif - économies de 25 M \$. Réalisé à ce jour 5 M\$.
Charges de retraite	159,4	199,3	358,6	159,4	199,3	358,6	150,9	188,7	339,6	8,4	10,6	19,0	Meilleur rendement 15 M\$ et provision pour imprévu 4 M\$.
Dépenses de contributions STM	47,9	487,3	535,2	47,9	487,3	535,2	47,9	487,3	535,2	n/d	n/d	n/d	
Dépenses financières	410,9	246,9	657,8	410,9	246,9	657,8	409,6	243,9	653,5	1,3	3,0	4,3	Principalement taux d'intérêt inférieurs aux hypothèses utilisées.
Économies anticipées - dépenses contingentes	27,8	28,8	56,6	25,7	24,1	49,8	17,1	17,7	34,8	8,6	6,4	15,0	
Révision des dépenses corporatives	(68,8)	201,9	133,0	(68,8)	191,5	122,7	(84,4)	179,6	95,2	15,6	11,9	27,5	6,6 - Équité salariale - provision non utilisée suite à un règlement plus favorable;
													8,9 - Réserves corporatives 2014;
													7,0 - Réserves corporatives - rémunération;
													3,0 - Réserve - compensation en droit criminel; un écart défavorable équivalent est reflété aux revenus des AJEF;
													6,0 - Surevaluation des comptes à payer de l'année précédente;
													(4,0) - Mauvaises créances sur la perception des revenus liés aux constats.
													Prêts d'employés: Bureau du taxi.
Impact revenus/dépenses	33,0	1,9	35,0	33,0	1,9	35,0	33,0	2,5	35,6	-	(0,6)	(0,6)	
Quotes-parts - Ville de Montréal	1 769,6	-	1 769,6	1 769,6	-	1 769,6	1 769,6	-	1 769,6	-	-	-	
Élimination des transactions inter-entités	-	-	(1 860,3)	-	-	(1 860,3)	-	-	(1 860,3)	-	-	-	Écritures de consolidation.
Sous-total - Dépenses	4 106,3	2 649,3	4 895,4	4 131,8	2 657,2	4 928,7	4 116,3	2 631,8	4 887,8	15,5	25,5	41,0	
Résultats avant affectation au fonds de l'eau	24,0	(122,4)	(98,4)	7,5	(124,2)	(116,7)	28,7	(106,2)	(77,5)	21,2	18,0	39,2	
Fonds de l'eau	-	-	-	-	-	-	3,8	2,7	6,5	3,8	2,7	6,5	Retour à la réserve de l'eau des surplus du Service de l'eau.
Résultats après affectation au fonds de l'eau	24,0	(122,4)	(98,4)	7,5	(124,2)	(116,7)	24,9	(108,8)	(84,0)	17,4	15,4	32,8	
AFFECTATIONS													
Équilibre budgétaire 2014	-	15,0	15,0	-	15,0	15,0	-	10,0	10,0	-	(5,0)	(5,0)	Un montant de 15,0 M\$ a été prévu dans le budget 2014. Un montant de 10,0 M\$ a déjà été affecté en provenance des surplus cumulés (CE14 0507).
Autres affectations	(24,0)	107,4	83,4	(7,6)	109,3	101,7	(7,6)	109,3	101,7	-	-	-	
Surplus (Déficit)	-	-	-	(0,1)	0,1	0,0	17,3	10,5	27,8	17,4	10,4	27,8	

1: Le total global représente la somme des deux compétences moins l'élimination des transactions interunités composées essentiellement de la quote-part que la Ville de Montréal verse à l'agglomération.

2: Net des transactions internes.

Note : Les données ayant été arrondies, leur somme peut différer légèrement des totaux.

Analyse de la rémunération en fonction de l'évolution budgétaire

Évolution budgétaire au 31 mars 2014

Services municipaux *	Cible Désindexation 5%	Impact 5%	Abolition postes	Postes vacants temp	Employés hors structure, collisions et dispo	Temps supplémentaire	Divers (écarts salariaux, capitalisation, indemnités)	Total + surplus () déficit	Résultats évolution budgétaire au 31 mars 2014
Direction générale	748,3	(748,5)	321,5	513,7	(490,2)	-	145,4	(258,1)	-
Affaires institutionnelles	176,1	(176,2)	102,7	216,5	(120,5)	274,1	(155,5)	141,1	141,0
Affaires juridiques et de l'évaluation foncière	2 673,9	(2 673,9)	-	2 696,4	(1 401,1)	-	877,1	(501,5)	-
Capital humain et communications	1 910,9	(1 910,9)	-	2 648,2	(2 594,0)	-	1 856,7	-	-
Concertation des arrondissements et ressources matérielles	5 138,4	(5 138,4)	-	2 157,1	(1 639,7)	(167,1)	320,4	(4 467,7)	(3 512,4)
Contrôleur	153,1	(153,1)	73,2	-	(45,0)	-	146,9	22,0	22,0
Finances	2 608,0	(2 608,0)	467,0	3 623,0	-	-	1 228,0	2 710,0	3 210,0
Infrastructures, transport et environnement	1 875,2	(1 875,2)	1 373,1	1 486,3	(387,2)	(70,6)	(494,7)	31,7	31,7
Mise en valeur du territoire	878,7	(878,6)	-	1 453,5	(325,8)	-	(704,1)	(455,0)	(82,4)
Qualité de vie	3 848,1	(3 848,1)	122,2	2 290,8	(846,9)	-	486,4	(1 795,6)	(1 795,6)
Technologie de l'information	2 266,9	(2 266,9)	956,7	1 136,7	(1 806,5)	(406,8)	810,3	(1 576,5)	(1 025,0)
SOUS TOTAL SERVICES CENTRAUX AVEC CIBLE	22 277,6	(22 277,8)	3 416,4	18 222,2	(9 656,9)	(370,4)	4 516,9	(6 149,6)	(3 010,7)
Commission de la fonction publique de Montréal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commission des services électriques	-	-	-	88,0	-	-	-	88,0	88,0
Eau	-	-	-	5 588,7	(922,4)	(42,0)	(3 253,0)	1 371,3	2 993,0
Inspecteur général	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Performance organisationnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police	-	-	-	4 645,0	-	(2 600,0)	(300,0)	1 745,0	1 745,0
Secrétariat de liaison	-	-	-	261,5	-	-	-	261,5	391,5
Sécurité Incendie de Montréal	-	-	-	1 725,0	-	-	-	1 725,0	(375,0)
Vérificateur général	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL SERVICES CENTRAUX SANS CIBLE	-	-	-	12 308,2	(922,4)	(2 642,0)	(3 553,0)	5 190,8	4 842,5
TOTAL SERVICES CENTRAUX	22 277,6	(22 277,8)	3 416,4	30 530,4	(10 579,3)	(3 012,4)	963,9	(958,8)	1 831,8

*Les services Commission fonction publique, Commission Services électriques, Eau, Inspecteur général, Performance organisationnelle, Police, Secrétariat de liaison, Incendie et Vérificateur ne sont pas touchés par la cible de désindexation

	MARS - 14	MARS - 13	\$	%	F / D *	
Taxes	3 017 837	2 908 702	109 135	3,8%	F	L'augmentation nette de 109,1 M\$ des revenus de taxes est causée principalement par les éléments suivants: AUGMENTATION • Croissance de l'assiette fiscale de 2,3G\$ permettant des revenus supplémentaires de 35M\$ • Indexation du budget permettant des revenus supplémentaires de 59M\$ • Contrairement à 2013, un cours de 15M\$ au niveau des revenus de taxes fut inscrit en 2014.
Paiements tenant lieu de taxes	190 649	190 349	300	0,2%	F	
Quotes-parts	393 561	392 398	1 163	0,3%	F	L'augmentation nette de 1,2M\$ au niveau des Quotes-parts s'explique par: AUGMENTATION • 8,8 M\$ au niveau de la Quote-part générale afin de couvrir la hausse des charges de la Ville en 2014. • 9,4M\$ au niveau de la Quote-part liée au transfert des revenus de la Quote-part réserve financière de l'eau et par une réduction des revenus provenant du fond de l'eau. DIMINUTION • 17,3M\$ suite à l'abondant de la Quote-part réserve financière en 2014
Services rendus (net des transactions à éliminer)	45 425	43 098	2 327	5,4%	F	L'augmentation nette de 2,3 M\$ résulte principalement des éléments suivants: AUGMENTATION • 1,8M\$ au niveau des revenus de libérations syndicales
Autres revenus	102 909	90 460	12 449	13,8%	F	
Imposition de droits	35 714	13 739	21 975	159,9%	F	Augmentation de 22,0M\$ des droits sur mutations immobilières du au fait qu'en 2013 aucune démarcation n'avait été faite au niveau de ce revenu, contrairement à 2014
Amendes et pénalités	44 236	38 852	5 384	13,9%	F	L'augmentation de 5,4M\$ résulte principalement des éléments suivants: • 2,4M\$ dû à l'augmentation du nombre de constats émis par les policiers; • 340K\$ dû à l'augmentation du nombre d'amendes au Code criminel et des frais s'y rattachant • 644K\$ dû à l'augmentation du nombre d'amendes au niveau des Lois provinciales et des frais s'y rattachant • 965K\$ dû à l'augmentation du nombre d'amendes au niveau des Règlements municipaux et des frais s'y rattachant.
Intérêts	21 799	19 972	1 827	9,1%	F	L'augmentation nette de 1,8M\$ au niveau des revenus d'intérêts résulte principalement des éléments suivants: AUGMENTATION • 4,7M\$ au niveau des arriérés de taxes du au fait qu'en 2013 aucune démarcation n'avait été effectuée au niveau de ce revenu, contrairement à 2014 DIMINUTION • 1,5M\$ au niveau des revenus d'intérêts en provenance des excédents de caisse et des autres revenus qui furent inférieurs en 2014 • 2.1M\$ des revenus d'intérêts en provenance des excédents de caisse concernant l'encaissement des taxes de la première échéance du 01 mars 2014, cela suite au report de 31 jours dans l'envoi des comptes de taxes de 2014
Cession d'actifs à long terme	745	3 937	(3 192)	-81,1%	D	La diminution de 3,2M\$ résulte d'une baisse au niveau des ventes en 2014 par rapport à 2013
Contributions des org.municipaux	-3 062	4 696	(7 758)	-165,2%	D	L'écart net de 7,8M\$ résulte principalement des éléments suivants: DIMINUTION • 3,6M\$ dans le revenu provenant des subvention pour le logement social • 4,1M\$ dans le revenu provenant des subventions pour l'assainissement de l'atmosphère
Cession de propriétés destinées à la revente	3 477	9 264	(5 787)	-62,5%	D	La diminution de 5,8M\$ résulte d'une baisse en 2014 dans le nombre et le montant unitaire de vente des propriétés destinées à la revente
Transferts	74 277	16 668	57 609	345,6%	F	L'augmentation nette de 57,6M\$ résulte principalement des éléments suivants: AUGMENTATION • 8,6M\$ au niveau de certains transferts gouvernementaux • 6,2M\$ pour le soutien financier au rôle de la métropole dont les versements ont repris en 2014, contrairement à 2013 • 11,5M\$ au niveau des autres transferts de droits - Droits sur les divertissements • 30,9M\$ au niveau des autres transferts - Ententes de partage - activités de fonctionnement, et dont les principaux éléments sont: • 12,2M\$ pour l'entente MTL 2025 • 1,7M\$ au niveau du Service de Police pour les projets ACCEF (Actions concertées contre les crimes économiques et financiers) et ACCES (Actions concertées pour contrer les économies souterraines). • 15,5M\$ pour les versements aux CLD
Total des revenus	3 824 658	3 641 675	182 983	5,0%	F	

F = Favorable

D = Défavorable

Ville de Montréal
RÉSULTAT PÉRIODIQUE PAR OBJET
 Comparaison mars 2014 et 2013
 (non consolidé)
 DÉPENSES

	Réel		Écart			
	MARS - 14	MARS - 13	\$	%	F / D *	
Rémunération globale	512 348	612 512	-100 164	-16,4%	F	La diminution des dépenses de 100,2 M\$ ou 16,4 % est composée principalement des éléments suivants : AUGMENTATION - 10,0 M\$ du salaire régulier-structure permanente avec l'augmentation de 2 % pour toutes les accréditations. - 0,4 M\$ du temps compensé des pompiers. - 15,0 M\$ des cotisations d'équilibre lié au déficit actuariel. - 3,0 M\$ à titre de charges de l'employeur incluant une paie supplémentaire de gages en 2014 de 1,5 M\$ - 0,5 M\$ en assurance-collective - 7,0 M\$ pour les autres structures de salaire incluant une paie supplémentaire de gages comptabilisée en 2014 de 5,0 M\$ et l'augmentation de 2% pour toutes accréditations. DIMINUTION - 1,4 M\$ de la comptabilisation des cours sur les activités de capitalisation de la main d'oeuvre - 133,0 M\$ cotisation d'équilibre spéciale suite au rapport d'évaluation actuarielle de fusion des fonctionnaires pour 2013. - 1,6 M\$ du temps supplémentaire incluant une paie supplémentaire des gages en 2014 de 0,7 M\$
Biens et services	140 346	173 939	-33 593	-19,3%	F	
Transport et communications	7 390	7 370	20	0,3%	D	
Services professionnels, techniques et autres	53 913	75 939	-22 026	-29,0%	F	La diminution des dépenses de 22,0 M\$ ou 29 % est composée principalement des éléments suivants : DIMINUTION - 1,2 M\$ Honoraires professionnel, scientifiques et de génie pour réseau d'égout - 13,1 M\$ services tech. enlèvement de la neige pour le déblaiement et chargement de la neige - 2,0 M\$ services tech. enlèvement de la neige pour exploitation des sites de disposition de la neige - 1,4 M\$ Serv. Tech. équipements et matériels roulant pour le déblaiement et chargement de la neige - 1,2 M\$ Autres Serv. Tech. pour le déblaiement et chargement de la neige La diminution des dépenses de 4,1 M\$ ou 11,3 % est composée principalement des éléments suivants : DIMINUTION -1,3 M\$ Location immeubles et de terrains -1,6 M\$ Location véhicule, outillage, machinerie et équipement dont 1,1 M\$ pour le déblaiement et chargement de la neige à St-Laurent -1,0 M\$ Entretien et réparation des infrastructures municipales
Location, entretien et réparation	32 236	36 338	(4 102)	-11,3%	F	La diminution des dépenses de 4,1 M\$ ou 11,3 % est composée principalement des éléments suivants : DIMINUTION -1,3 M\$ en électricité -1,5 M\$ en sels et autres abrasifs dont 1,3 M\$ en épandage d'abrasifs -0,5 M\$ en agrégats et matériaux de constructions -0,6 M\$ en produits chimiques et autres matières -0,5 M\$ en vêtements, chaussures et accessoires -0,8 M\$ en autres biens non durables
Biens non durables	45 439	50 936	(5 497)	-10,8%	F	La diminution des dépenses de 5,5 M\$ ou 10,8 % est composée principalement des éléments suivants : DIMINUTION -1,9 M\$ en coût d'acquisition des propriétés destinées à la revente
Biens durables	1 368	3 356	(1 988)	-59,2%	F	
Frais de financement	87 342	91 655	-4 313	-4,7%	F	L'écart s'explique principalement par les dates de démarcation différentes entre les résultats du premier trimestre 2013 et celui de 2014 (intérêts et intérêts courus).
Contributions à des organismes	187 080	181 418	5 662	3,1%	D	L'augmentation des dépenses de 5,7 M\$ ou 3,1 % est composé principalement des éléments suivants : DIMINUTION -3,9 M\$ Contribution versée à Mosaïcultures en 2013 -0,9 M\$ STM -1,0 M\$ Contribution à la Bibliothèque des archives nationales du Québec (BANQ) AUGMENTATION -6,5 M\$ Industries et commerces - Promotion et développement économique dont 6,6 M\$ du programme subvention 175 M\$ -3,0 M\$ pour Agence métropolitaine des transports (AMT) dont un cours non effectué en 2013 pour 1,6 M\$ et un montant à recevoir de 1,5M\$ -1,7 M\$ contribution au Bureau du taxi
Autres objets de dépenses	22 815	27 202	-4 387	-16,1%	F	La diminution des dépenses de 4,4 M\$ ou 16,1 % est composée principalement des éléments suivants : AUGMENTATION -1,0 M\$ créances douteuses taxes -3,2 M\$ créances douteuses contraventions DIMINUTION -1,1 M\$ Règlement de cours -3,6 M\$ Programme accès logis -1,0 M\$ Programme PRQ -0,8 M\$ Programme de la culture -1,0 M\$ SHDM
Total des dépenses	949 931	1 086 726	-136 795	-12,6%	F	

F = Favorable



Dossier # : 1140092001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le suivi du rapport du vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi qu'un retour sur les exercices précédents.

Je recommande de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le suivi des recommandations du rapport du vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi qu'un retour sur les exercices précédents.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-06-09 08:37

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION **Dossier # :1140092001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le suivi du rapport du vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi qu'un retour sur les exercices précédents.

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire décisionnel présente la reddition de comptes sur la mise en oeuvre des recommandations du vérificateur général. Il porte sur les points suivants :

1. Le suivi des recommandations formulées en 2012;
2. Le suivi des recommandations formulées en 2011;
3. Un sommaire global des années 2007 à 2012;
4. Un retour sur des recommandations ayant le statut « Non réglé ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0150, 30 mai 2013, Dépôt du suivi du rapport du vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ainsi qu'un retour sur les exercices précédents.

DESCRIPTION

1- Suivi des recommandations formulées en 2012
Sommaire de 2012

D'après son rapport de 2012, déposé le 30 mai 2013, le vérificateur général a émis 232 recommandations aux arrondissements, services ou organismes en 2012. Au 28 mai 2014, le tableau 1A montre que 215 recommandations sont réglées ou en cours d'implantation, ce qui représente 93 % des recommandations émises.

De ce nombre on dénote 100 dossiers réglés dans la première année suivant l'émission des recommandations par le vérificateur général, représentant un taux de 43 % et les 115 dossiers actuellement en cours représentant 50 %.

Tableau 1A : Sommaire des résultats de 2012 :

Année 2012	Nombre	%	% réglé et en cours
Recommandations émises initialement	232	100%	
Recommandations réglées	100	43%	93%
Recommandations NON TERMINÉES avec statut:			
- En cours	115	50%	
- Reporté			
- À entreprendre	17	7%	

L'annexe A jointe à ce sommaire présente une définition des différents statuts.

Faits saillants de 2012

Le tableau 1B montre les résultats atteints selon les différents dossiers de vérification :

% Réglé	% Réglé ou en cours	Thème des recommandations 2012	Total	Réglé	En cours	A entreprendre
86%	100%	Processus d'octroi et de gestion des contrats - SPJD	22	19	3	
45%	100%	Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseau de voirie artérielle	11	5	6	
14%	93%	Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout	14	2	11	1
40%	100%	Service premier répondants Schéma couverture de risques en sécurité incendie	25	10	15	
59%	91%	Aliénation d'actifs	32	19	10	3
60%	100%	Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés	15	9	6	
79%	96%	Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles	24	19	4	1
2%	84%	Travaux de construction réalisés en sous-traitance	43	1	35	7
29%	86%	Délai de réalisation des travaux d'infrastructures	7	2	4	1
100%	100%	Délai de réalisation des travaux d'infrastructures	3	3		
50%	100%	Protection des renseignements personnels	10	5	5	
0%	100%	Système intégré de gestion ds ressources humaines et de la paie	5		5	
27%	73%	Sous-projet « Gestion du temps »	15	4	7	4
33%	100%	Mandat TI Confidentiel SPVM	6	2	4	
43%	93%	TOTAL	232	100	115	17
		En pourcentage	100%	43%	50%	7%

Tableau 1C : 2012 - Recommandations par unité responsable selon le statut d'implantation :

% Régulé	% Régulé ou en cours	Unité Imputable	Total	Régulé	En cours	À entreprendre
0%	82%	Direction générale	11		9	2
11%	78%	Concertation des arrondissements et ressources matérielles	9	1	6	2
50%	88%	Technologies de l'information	8	4	3	1
29%	86%	Capital humain et Communications	7	2	4	1
19%	88%	Finances	16	3	11	2
10%	100%	Eau	21	2	19	
33%	100%	Infrastructures, Transport et Environnement	15	5	10	
100%	100%	Mise en valeur du territoire	1	1		
0%	100%	Police de Montréal	2		2	
40%	100%	Sécurité incendie de Montréal	25	10	15	
86%	100%	Société du parc Jean-Drapeau	22	19	3	
53%	100%	Ahuntsic - Cartierville	15	8	7	
67%	100%	Anjou	3	2	1	
100%	100%	L'Île-Bizard - Ste-Geneviève	1	1		
100%	100%	Lachine	7	7		
0%	100%	LaSalle	2		2	
38%	100%	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	8	3	5	
100%	100%	Montréal-Nord	2	2		
0%	67%	Outremont	3		2	1
38%	94%	Pierrefonds - Roxboro	16	6	9	1
100%	100%	Rivières-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	8	8		
75%	75%	Saint-Laurent	4	3		1
100%	100%	Saint-Léonard	3	3		
75%	100%	Sud-Ouest	4	3	1	
14%	57%	Verdun	14	2	6	6
100%	100%	Ville-Marie	5	5		
43%	93%	TOTAL	232	100	115	17

2 - Suivi des recommandations formulées en 2011

En 2011, le vérificateur général a émis 223 recommandations aux arrondissements et services.

Au 28 mai 2014, le tableau 2A montre que 97 % des recommandations émises ont le statut « Régulé ou En cours ».

Tableau 2A; Sommaire des résultats de 2011 :

Année 2011	Nombre	%	% réglé et en cours
Recommandations émises initialement	223	100%	
Recommandations réglées	132	59%	
Recommandations NON TERMINÉES avec statut:			97%
- En cours	84	38%	
- Reporté	6	3%	
- Non réglé	1	0%	

Tableau 2B: 2011 Recommandations par dossier selon le statut d'implantation :

% Réglé	% Réglé ou en cours	Thème des recommandations 2011	Total	Réglé	En cours	Reporté	Non réglé
35%	95%	Estimation des coûts	20	7	12	1	
100%	100%	Respect de la conformité aux lois et règlements	39	39			
33%	100%	Gestion des matières dangereuses	12	4	8		
0%	100%	Gestion des matières résiduelles	2		2		
43%	100%	Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements	46	20	26		
67%	100%	Plans de main-d'oeuvre	6	4	2		
75%	100%	Société du Havre de Montréal (Projet Bonaventure)	8	6	2		
69%	100%	Renouvellement des ententes d'achats	16	11	5		
9%	100%	Gestion des délais de paiement	11	1	10		
0%	0%	Principe d'auto-assurance à la Ville de Montréal	1				1
65%	92%	Gestion de la sécurité physique	62	40	17	5	
59%	97%	TOTAL	223	132	84	6	1
		En pourcentage	100%	59%	38%	3%	0%

3. Sommaire global de 2007 à 2012

Le tableau suivant détaille les résultats de 2007 à 2012. Ce bilan sur six ans montre que 1 169 recommandations ont été émises. On constate que des correctifs ont été apportés ou sont en voie de l'être dans 1 099 cas soit dans près de 94 % des recommandations émises.

Tableau 3A: Sommaire de 2007 à 2012 :

% Réglé	% Réglé ou en cours	Année	Total	Réglé	En cours	Reporté	Non réglé	À entreprendre
91%	91%	2007	182	166			16	
96%	96%	2008	71	68			3	
88%	91%	2009	286	253	8		25	
90%	99%	2010	175	158	15	2		
59%	97%	2011	223	132	84	6	1	
43%	93%	2012	232	100	115			17
75%	94%	TOTAL	1169	877	222	8	45	17
				75%	19%	1%	4%	1%

Les documents complémentaires joints en annexe donnent plus de détails sur les recommandations. Les unités concernées seront invitées à accorder une attention particulière aux recommandations « Non réglées » des années 2007 à 2012.

4- Recommandations « Non réglées » des années précédentes

Ces recommandations sont fermées et ne font plus partie du cycle régulier de vérification. Elles n'ont pas été implantées totalement dans un délai raisonnable.

Notons que le nombre de dossiers non réglés de 45 représente moins de 4 % des 1169 recommandations émises entre 2007 et 2012.

Même si dans la plupart des cas des plans d'action actualisés ont été soumis ou des correctifs apportés par les unités, les statuts de ces dossiers ne changent pas.

Il appartient au vérificateur général de décider d'inclure ou pas ces cas lors de vérification future puisque le contexte peut avoir évolué passablement.

Documents complémentaires joints

Annexe A : Définition des statuts assignés

Annexe B : Statuts de recommandations émises en 2012. Certaines recommandations touchant la sécurité de la Ville ne sont pas listées.

Annexe C : Liste des recommandations de 2007 à 2012 dont l'implantation n'est pas terminée. Certaines recommandations touchant la sécurité de la Ville ne sont pas listées.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lan-Huong DOAN
Conseillère - analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0821
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Yves GRIMARD
C/d enquêtes et analyses

Tél : 514-872-2961
Télécop. :

Le : 2014-06-04

Définition des statuts

Statut	Définition
Régulé	<p>Des actions satisfaisantes ont été prises en vue de répondre à la recommandation.</p> <p>Ce statut regroupe aussi les recommandations «Annulé» par le vérificateur général lorsque le contexte fait en sorte que la recommandation n'est plus appropriée.</p>
En cours	<p>Des actions ont été entreprises en vue de répondre à la recommandation. Toutefois, d'autres actions sont à venir en vue de répondre de façon satisfaisante à la recommandation.</p>
Reporté	<p>Aucune action n'a été entreprise en vue de répondre à la recommandation. Toutefois, des actions ultérieures seront prises dans des délais raisonnables.</p>
Non réglé	<p>Ce statut est généralement accordé à la troisième année du suivi lorsqu'aucune action significative n'a été prise pour répondre à la recommandation.</p> <p>Ce statut est aussi appliqué à la troisième année du suivi lorsque des gestes correctifs ont été posés mais qu'ils sont jugés incomplets pour corriger totalement la situation</p>
À entreprendre	<p>Ce statut est assigné par défaut lorsque la recommandation est émise. Il s'agit des recommandations à entreprendre. Ce statut ne change pas tant que l'unité responsable n'a pas pris d'action. Auparavant, ce statut était identifié par «Nouvelle recommandation».</p>

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Rapport Comité Vérification - 12 septembre 2012

Finances

<u>FI-12-01</u>	<u>Rapport Comité Vérification - 12 septembre 2012</u>	<u>Âge rapport: 20</u>	<u>mois</u>	<u>Date émission : 12-sept.-12</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable		Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Droits de mutation immobilière</u>	Daniel FINLEY			Réglé
3.2	<u>Revenus de transfert</u>	Claude PEPIN		2013-12-31	En cours
3.3	<u>Descriptions de système concernant les revenus et les débiteurs</u>	Claude PEPIN			Réglé
3.4	<u>Comptes de dépenses des élus</u>	Pierre SAUVÉ			Réglé
3.5	<u>Liste des réclamations contre la Ville (causes pendantes) préparée par le Contentieux dans le cadre de l'audit des états financiers</u>	Claude PEPIN,Raoul CYR			Réglé
3.6	<u>Rejets à l'émission STOP+</u>	Daniel FINLEY		2014-12-31	En cours
3.7	<u>Stocks</u>	Claude PEPIN			Réglé
3.8 A	<u>Commission des services électriques - Séparation des périodes – Charges à payer et coûts des immobilisations à payer</u>	Claude PEPIN			Réglé
3.8 B	<u>Ententes de partenariat - Séparation des périodes – Charges à payer et coûts des immobilisations à payer</u>	Claude PEPIN		2013-12-31	En cours
3.9	<u>Paiements multiples de factures de fournisseurs</u>	Pierre SAUVÉ		2014-12-31	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Lettre de contrôle interne 2012

Finances

<u>FI-12-02</u>	<u>Lettre de contrôle interne 2012</u>		<u>Âge rapport: 22</u>	<u>mois</u>	<u>Date émission : 18-juil.-12</u>		
No.	Titre recommandation	Responsable				Échéance	Statut Confirmé
1.A	<u>Gestion comptable des opérations relatives à la dette à long terme</u>	Carole VEILLEUX					Réglé
1.B	<u>Gestion comptable des opérations relatives à la dette à long terme</u>	Carole VEILLEUX					Réglé
1.C	<u>Gestion comptable des opérations relatives à la dette à long terme</u>	Carole VEILLEUX					Réglé
1.D	<u>Gestion comptable des opérations relatives à la dette à long terme</u>	Carole VEILLEUX					Réglé
2.	<u>Arrondissement Verdun - Préparation et émission de la paie</u>	Raoul CYR					Réglé
3.	<u>Arrondissement Verdun - Autorisation d'embauche et rédaction du dossier décisionnel</u>	Raoul CYR					Réglé
4.	<u>Arrondissement Pierrefonds-Roxboro - Modification des paramètres de paie relatifs aux déductions à la source («DAS»)</u>	Raoul CYR					Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Processus d'octroi et de gestion des contrats - SPJD

Société du parc Jean-Drapeau

OR12-006-02 Processus d'octroi et de gestion des contrats - SPJD

Âge rapport: 18 mois Date émission : 26-nov.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1A	<u>Planification des projets - Projet de rénovation et d'agrandissement de l'édifice du Hélène-de-Champlain</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-06-30	En cours
3.1.1B	<u>Planification des projets - Projet de rénovation et d'agrandissement de l'édifice du Hélène-de-Champlain</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.1.2.1A	<u>Planification des projets - Ensemble des projets de notre échantillon - Estimation des coûts</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.1.2.1B	<u>Planification ds projets - Ensemble des projets de notre échantillon - Estimation des coûts</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.1.2.2	<u>Planification des projets - Ensemble des projets de notre échantillon - Obtention des permis requis</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.1.2.3	<u>Planification des projets - Ensemble des projets de notre échantillon - Études préparatoires</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.2.2A	<u>Conception et approbation des documents d'appel d'offres - Approbations préalables au lancement des documents d'appel d'offres</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.2.2B	<u>Conception et approbation des documents d'appel d'offres - Approbations préalables au lancement des documents d'appel d'offres</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.3.1	<u>Conformité du processus d'adjudication de contrats - Crédits budgétaires additionnels consentis</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.3.2	<u>conformité du processus d'adjudication de contrats - Publication des renseignements sur les contrats dans le système électronique d'appel d'offres</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.3A	<u>Conformité du processus d'adjudication de contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.3B	<u>Conformité du processus d'adjudication de contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.4.1A	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-12-31	En cours
3.4.1B	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.4.1C	<u>Approbation de l'adjudication de contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.4.1D	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.4.1E	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé
3.4.2A	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Suffisance des informations présentées aux fins d'une prise de décision (sommaire décisionnel)</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.4.2B	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Suffisance des informations présentées aux fins d'une prise de décision (sommaire décisionnel)</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.4.3	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Documentation des procès-verbaux</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-07-31	En cours
3.5.2	<u>Partage des rôles et des responsabilités et suivi des travaux sous-jacents aux contrats octroyés - Suivi des travaux sous-jacents aux contrats octroyés</u>	Gilles - Ext BALLARD		Réglé
3.6	<u>Reddition de comptes</u>	Daniel - Ext BLIER		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout

Direction générale

OR12-006-09B Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout Âge rapport: 16 mois Date émission : 15-janv.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Données physiques d'inventaire (SITE)</u> Application de la Directive « Préparation et transmission des plans tels que construits / Plans TQC »	Chantal AYLWIN	2013-09-30	À entreprendre
3.1.B-2	<u>Données d'inventaire (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-05-31	En cours
3.2.B-3	<u>Stratégie globale d'intervention (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours
3.3B	<u>Niveau de service (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-03-31	En cours
3.4	<u>Niveau de service (EAU)</u>	Dominique DEVEAU	2014-10-31	En cours

Eau

OR12-006-09B Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout Âge rapport: 16 mois Date émission : 15-janv.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2A	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Normand HACHEY		Réglé
3.2B	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Normand HACHEY	2014-05-27	En cours
3.2C	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Dominique DEVEAU		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2D	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Dominique DEVEAU	2014-05-31	En cours
3.3	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Abdelwahid BEKKOUCHE	2014-12-31	En cours
3.5A	<u>Planification des priorités</u>	Kathy DAVID	2014-12-31	En cours
3.5B	<u>Planification des priorités</u>	Kathy DAVID	2014-05-27	En cours
3.6.1.A	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Programmation des projets d'investissement en 2010 et en 2011</u>	Dominique DEVEAU	2014-12-31	En cours
3.6.1.B	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Programmation des projets d'investissement et 2010 et en 2011</u>	Stéphane BROSSAULT	2014-12-31	En cours
3.6.2.A	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Dépenses d'entretien</u>	Stéphane BROSSAULT	2014-12-31	En cours
3.6.2.B	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Dépenses d'entretien</u>	Mathieu-Pierre LABERGE	2014-12-31	En cours
3.7	<u>Reddition de comptes</u>	Claude BÉDARD	2014-05-30	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Infrastructures

OR12-006-09 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseau de voirie artérielle Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-1	<u>Données d'inventaire</u>	Benoit CHAMPAGNE		Réglé
3.2.B-1	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours
3.2.B-2	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.4.B-1	<u>Détermination des priorités</u>	Benoit CHAMPAGNE		Réglé
3.4.B-2	<u>Détermination des priorités</u>	Benoit CHAMPAGNE		Réglé
3.4.B-3	<u>Détermination des priorités</u>	Benoit CHAMPAGNE		Réglé
3.5.B-1	<u>Allocation et utilisation des ressources</u>	Benoit CHAMPAGNE		Réglé
3.5.B-2	<u>Allocation et utilisation des ressources</u>	Benoit CHAMPAGNE	2015-05-29	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Service premier répondants Schéma couverture de risques en sécurité incendie

Sécurité incendie de Montréal

OR12-006-18 Service premier répondants Schéma couverture de risques en sécurité incendie Âge rapport: 17 mois Date émission : 17-déc.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2	<u>Service de premiers répondants / obligations prévues aux protocoles d'entente (pg. 16 du rapport du vérificateur</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.3	<u>Service de premiers répondants / Coûts</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.4. A	<u>Service de premiers répondants / Reddition de comptes (page 24 du rapport de vérification)</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.4. B	<u>Service de premiers répondants / Reddition de comptes (page 24 du rapport de vérification)</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-10-01	En cours
3.2.1.2 A	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (page 41 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD		Réglé
3.2.1.2 B	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (page 41 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD		Réglé
3.2.1.2 C	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (pages 41 et 42 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD	2014-06-30	En cours
3.2.1.2 E	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (page 42 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.1.2.D	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (page 42 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD		Réglé
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 30 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 30 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 31 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.112	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 2 – Réglementation municipale (pages 31 et 32 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé
3.2.113	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 3 – Avertisseurs de fumée (page 33 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé
3.2.113	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 3 – Avertisseurs de fumée (page 33 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé
3.2.114	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 4 – Inspection périodique des risques les plus élevés (pages 34 et 35 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.115	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 5 – Activités de sensibilisation du public (pages 35 et 36 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé
3.2.116	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 6 – Commissariat aux incendies (page 37 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.116	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 6 – Commissariat aux incendies (page 37 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.13 A	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l’approvisionnement en eau (pages 43 et 44 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.13 B	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l’approvisionnement en eau (pages 43 et 44 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST		Réglé
3.2.13 C	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l’approvisionnement en eau (pages 43 et 44 du rapport de vérification) suite</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.2	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Gestion de la réalisation des projets (page 46 du rapport de vérification)</u>	Richard LIEBMANN	2014-12-31	En cours
3.2.3	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Coûts de la mise en œuvre (pages 48 et 49 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD	2014-11-30	En cours
3.2.4	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Reddition de comptes (page 50 du rapport de vérification)</u>	Richard LIEBMANN	2014-12-31	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Aliénation d'actifs

Concertation des arrondissements - Matériel roulant et ateliers

OR12-006-31C <u>Aliénation d'actifs</u>		Âge rapport: 14 mois		Date émission : 11-mars-13	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.2.1	<u>Aliénation des véhicules et du matériel roulant / Rôle et responsabilités de la Direction du matériel roulant et des ateliers municipaux</u>	Claude SAVAGE	2013-07-31	À entreprendre	
3.2.1.1	<u>Aliénation des véhicules et du matériel roulant / Rôle et responsabilités de la Direction du matériel roulant et des ateliers / Encadrement administratif</u>	Claude SAVAGE	2013-05-31	À entreprendre	

Technologies de l'information

OR12-006-31 <u>Aliénation d'actifs</u>		Âge rapport: 14 mois		Date émission : 11-mars-13	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.1.1	<u>Rôle et responsabilités du Service des technologies de l'information</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	
3.1.2.1	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	

Police de Montréal

OR12-006-31B <u>Aliénation d'actifs</u>		Âge rapport: 14 mois		Date émission : 11-mars-13	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.1.2.1A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Benoît ROBITAILLE	2014-06-30	En cours	
3.1.2.1B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Anjou

<u>OR12-006-31F</u> <u>Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14</u> <u>mois</u> <u>Date émission : 11-mars-13</u>		
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Louise GOUDREULT	2014-12-31	En cours
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Louise GOUDREULT		Réglé
3.1.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Louise GOUDREULT		Réglé

L'Île-Bizard / Ste-Geneviève

<u>OR12-006-31</u> <u>Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14</u> <u>mois</u> <u>Date émission : 11-mars-13</u>		
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Benoît PAULIN		Réglé

Lachine

<u>OR12-006-31</u> <u>Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14</u> <u>mois</u> <u>Date émission : 11-mars-13</u>		
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude S TREMBLAY		Réglé
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude S TREMBLAY		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1.3C Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue Claude S TREMBLAY Réglé

LaSalle

OR12-006-31I Aliénation d'actifs Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Georges ROBITAILLE	2014-12-31	En cours
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Georges ROBITAILLE	2014-12-31	En cours

Montréal-Nord

OR12-006-31 Aliénation d'actifs Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Steve CAOUETTE		Réglé
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Steve CAOUETTE		Réglé

Outremont

OR12-006-31 Aliénation d'actifs Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Suzanne JEFFREY,Maxime DI LALLO	2014-06-30	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1.3B	<u>Sliénation des équipements informatiques/Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Maxime DI LALLO	2013-03-31	À entreprendre
3.1.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Suzanne JEFFREY,Maxime DI LALLO	2014-06-30	En cours

Pierrefonds - Roxboro

<u>OR12-006-31J Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Victor Aldo MENDEZ,Nadine PITRE		Réglé

Saint-Laurent

<u>OR12-006-31E Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Arrondissement de Saint-Laurent</u>	Jean-Pierre MORIN		Réglé
3.1.2.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Arrondissement de Saint-Laurent</u>	Jean-Pierre MORIN		Réglé
3.1.2.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Arrondissement de Saint-Laurent</u>	Jean-Pierre MORIN		Réglé

Saint-Léonard

<u>OR12-006-31L Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques/Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Jacques LALONDE	Réglé
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques/Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Jacques LALONDE	Réglé
3.1.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques/Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Jacques LALONDE	Réglé

Verdun

<u>OR12-006-31</u> <u>Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14</u> <u>mois</u> <u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude P VÉZINA	Réglé
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude P VÉZINA	2014-12-31 En cours
3.1.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude P VÉZINA	Réglé

Ville-Marie

<u>OR12-006-31</u> <u>Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14</u> <u>mois</u> <u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance Statut Confirmé
3.1.2.2	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Arrondissement de Ville-Marie</u>	Céline SIROIS	Réglé
3.2.2.1	<u>Aliénation des véhicules et du matériel roulant / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Arrondissement de Ville-Marie</u>	Gilles DENIS	Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés

Lachine

OR12-006-32 Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.4B	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Jean LACROIX		Réglé
3.1.4B-1	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Jean LACROIX		Réglé
3.2.4B	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean LACROIX		Réglé
3.2.4B-1	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean LACROIX		Réglé

Mercier/Hochelaga/Maisonneuve

OR12-006-32B Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.2.B-1	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean POISSON		Réglé
3.2.2.B-2	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean POISSON		Réglé

Sud-Ouest

OR12-006-32 Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
-----	----------------------	-------------	----------	-----------------

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1.1.B-1	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Jean-François MORIN		Réglé
3.1.1.B-2	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Jean-François MORIN		Réglé
3.2.1.B-1	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean-François MORIN		Réglé
3.2.1.B-2	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean-François MORIN	2014-05-28	En cours

Verdun

OR12-006-32C Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3B	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.1.3B-1	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B-1	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B-2	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles

Ahuntsic/Cartierville

OR12-006-33C Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles

Âge rapport: 14 mois Date émission : 08-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1.1.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires/Traitement des demandes de permis et réglementation en vigueur</u>	Richard BLAIS		Réglé
3.1.1.2.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires/Suivi des dispositions réglementaires</u>	Denis BENOIT		Réglé
3.1.1.3.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires/Inspection des installations</u>	Denis BENOIT		Réglé
3.2B	<u>Mécanismes de repérage des installations non conformes</u>	Denis BENOIT	2014-09-30	En cours
3.3.1.b-1	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Richard BLAIS		Réglé
3.3.1.B-2	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Richard BLAIS		Réglé
3.3.1B	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Richard BLAIS		Réglé
3.4.1B	<u>Mécanismes de sensibilisation des citoyens</u>	Richard BLAIS		Réglé
3.5B	<u>Reddition de comptes</u>	Richard BLAIS		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Pierrefonds - Roxboro

OR12-006-33 Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles Âge rapport: 14 mois Date émission : 08-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2.1.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires - Traitement des demandes de permis et réglementation en vigueur</u>	Fabienne LABOULY	2013-08-31	À entreprendre
3.1.2.2.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires - Suivi des dispositions réglementaires</u>	Guy BERNARD	2014-11-15	En cours
3.1.2.3.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires - Inspection des installations</u>	Guy BERNARD		Réglé
3.2.B	<u>Mécanismes de repérage des installations non conformes</u>	Guy BERNARD	2014-11-01	En cours
3.3.2.B	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Guy BERNARD	2014-06-15	En cours
3.3.2.B-1	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Guy BERNARD		Réglé
3.3.2.B-2	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Guy BERNARD		Réglé
3.4.2.B	<u>Mécanismes de sensibilisation des citoyens</u>	Bassam CHAARANI		Réglé
3.5.B	<u>Reddition de comptes</u>	Guy BERNARD		Réglé

Rivières-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles

OR12-006-33B Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles Âge rapport: 14 mois Date émission : 08-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
-----	----------------------	-------------	----------	-----------------

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1.3.2.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires/Suivi des dispositions réglementaires</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé
3.1.3.3.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires/Inspection des installations</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé
3.2B	<u>Mécanismes de repérage des installations non conformes</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé
3.3.3B	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé
3.4.3B	<u>Mécanismes de sensibilisation des citoyens</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé
3.5B	<u>Reddition de comptes</u>	Daniel DESHAIES,Christian HUBERT	Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Direction générale

OR12-006-35 Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres (SCARM)</u>	Jacques A. ULYSSE,Sonia THOMPSON	2014-01-31	À entreprendre

Concertation des arrondissements - Stratégies et transactions immobilières

OR12-006-35C Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
---------	--	----------------	------------	----------

Eau

OR12-006-35 Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-2	<u>Clauses prévues dans le cahier des charges et documents d'appel d'offres</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.2 B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.2.B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.4 B	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Travaux Publics

OR12-006-35B Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Marc HÉBERT,Chantal AYLWIN	2014-06-27	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours
3.2.2 B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.2.B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en cours de contrat</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-05-27	En cours
3.2.4	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-05-27	En cours

Ahuntsic/Cartierville

OR12-006-35 Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
---------	--	-----------------	------------	----------

Mercier/Hochelaga/Maisonneuve

OR12-006-35E Travaux de construction réalisés en sous-traitance **Âge rapport: 14 mois** **Date émission : 26-mars-13**

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE		Réglé
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-08-29	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Pierrefonds - Roxboro

OR12-006-35F Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.2.B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.2.B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et documents transmis</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en cours de contrat</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.4	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours

Verdun

OR12-006-35 Travaux de construction réalisés en sous-traitance Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Jean L ROY	2013-05-31	À entreprendre
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Jean L ROY	2013-05-31	À entreprendre
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Délai de réalisation des travaux d'infrastructures

Eau

OR13-006-30 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.4.1B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de l'eau potable (page 19 du rapport de vérification)</u>	Robert MILLETTE	2014-05-31	En cours
3.2.4.1B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de l'eau potable (page 19 du rapport de vérification)</u>	Robert MILLETTE	2014-05-31	En cours
3.2.4.2 B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (page 21 du rapport de vérification)</u>	Mathieu-Pierre LABERGE	2014-09-30	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Infrastructures

OR13-006-30 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.5.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (page 24 du rapport de vérification)</u>	Martin BOULIANNE	2014-12-15	En cours

Rivières-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles

OR13-006-30 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.3.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (page 16 du rapport de vérification)</u>	Bernard DONATO		Réglé
3.2.3.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (page 16 du rapport de vérification)</u>	Bernard DONATO		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Saint-Laurent

<u>OR13-006-30</u>		<u>Délai de réalisation des travaux d'infrastructures</u>		<u>Âge rapport:</u> 14	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 25-mars-13
No.	Titre recommandation	Responsable		Échéance	Statut	Confirmé
3.2.2B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus/Arrondissement de Saint-Laurent (page 14 du rapport de vérification)</u>	Dang NGUYEN		2013-06-30	À entreprendre	

Ville-Marie

<u>OR13-006-30</u>		<u>Délai de réalisation des travaux d'infrastructures</u>		<u>Âge rapport:</u> 14	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 25-mars-13
No.	Titre recommandation	Responsable		Échéance	Statut	Confirmé
3.2.1.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Arrondissement de Ville-Marie (page 12 du rapport de vérification)</u>	Andrés BOTERO,Sophie LÉPINE			Réglé	
3.2.1.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Arrondissement de Ville-Marie (page 12 du rapport de vérification)</u>	Andrés BOTERO,Sophie LÉPINE			Réglé	
3.2.1.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Arrondissement de Ville-Marie (page 12 du rapport de vérification)</u>	Andrés BOTERO,Sophie LÉPINE			Réglé	

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

Protection des renseignements personnels

Concertation des arrondissements - Administration SCRAM

TII1-006-08 A Protection des renseignements personnels Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.3	<u>Lacune dans le processus de révision des utilisateurs et de leurs droits d'accès</u>	André Jr. GAGNON		Réglé

Capital humain et Communications

TII1-006-08 B Protection des renseignements personnels Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Renseignements personnels présents dans des environnements de systèmes d'information autres que ceux de production</u>	Djamila KHELLAF,Pierre DION	2014-12-31	En cours
3.2A	<u>Paramètres de sécurité des mots de passe non configurés (LUDI K)</u>	Martin LEFEBVRE,Sylvain S HÉBERT	2014-04-30	En cours
3.2B	<u>Paramètres de sécurité des mots de passe non configurés</u>	Djamila KHELLAF	2014-12-31	En cours
3.3A	<u>Lacune dans le processus de révision des utilisateurs et de leurs droits d'accès (LUDI K)</u>	Martin LEFEBVRE,Sylvain S HÉBERT		Réglé
3.3B	<u>Lacune dans le processus de révision des utilisateurs et de leurs droits d'accès</u>	Djamila KHELLAF,Pierre DION	2014-06-30	En cours
3.4	<u>Procédures de gestion des accès absentes ou incomplètes</u>	Djamila KHELLAF,Pierre DION		Réglé

Finances

TII1-006-08 D Protection des renseignements personnels Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
-----	----------------------	-------------	----------	-----------------

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.1	<u>Renseignements personnels présents dans des environnements de systèmes d'information autres que ceux de production</u>	Isabel DION	2014-12-31	En cours
3.5	<u>Lacunes dans la sécurisation physique des locaux hébergeant les dossiers de paie</u>	Isabel DION		Réglé

Mise en valeur du territoire - Habitation

TI11-006-08 C Protection des renseignements personnels Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.4	<u>Procédures de gestion des accès absentes ou incomplètes</u>	Marianne CLOUTIER		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

PROJET « SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PAIE »

Direction générale

TI11-006-09 PROJET « SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PAIE » Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.B.1	<u>3.B Recommandation : relancer, dans une perspective d'ensemble, le projet SIG RH-Paie eu égard à la stratégie adoptée en 2004 (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-12-31	En cours
3.B.2	<u>3.B Recommandation: actualiser la prévision des coûts pour compléter le projet SIG RH-Paie (STI)</u>	Michel ARCHAMBAULT,Malika ABOUBEKR	2013-02-20	En cours
3.B.3	<u>3.B Recommandation: soumettre une recommandation au comité exécutif édictant le plan d'action proposé pour relancer le projet SIG RH-Paie (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-06-19	En cours
3.B.4	<u>3.B Recommandation: réévaluer l'orientation d'un développement à l'interne de la production de la paie (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-02-20	En cours
3.B.5	<u>3.B Recommandation : cadre de gestion et reddition de compte sur le projet au CE (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-02-20	En cours

Technologies de l'information

TI11-006-09 A SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS » Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B	<u>Gouvernance du sous-projet « gestion du temps »</u>	Aude CLOTTEAU		Réglé
3.2.5.B1	<u>Phases de développement / Acquisition des licences</u>	Alain TONTHAT	2013-05-30	À entreprendre
3.2.5.B2	<u>Phases de développement / Gestion des demandes de changement</u>	Aude CLOTTEAU		Réglé

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.2.5.B3	<u>Phases de développement / Gestion des demandes de changement (page 12 du rapport de vérification)</u>	Aude CLOTTEAU		Réglé
3.2.6.B.	<u>Phases de développement / Tests (page 14 du rapport de vérification)</u>	Aude CLOTTEAU		Réglé
3.3.1.B.	<u>Sécurité / Gestion des environnements (page 15 du rapport de vérification)</u>	Florent FAFARD	2013-07-25	En cours

Capital humain et Communications

<u>TI11-006-09 C SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS »</u>			<u>Âge rapport: 15 mois</u>	<u>Date émission : 20-févr.-13</u>
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.4.B	<u>Phases de développement / Paramétrage et conversion des données</u>	Sophie GRÉGOIRE	2014-12-31	À entreprendre

Finances

<u>TI11-006-09 B SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS »</u>			<u>Âge rapport: 15 mois</u>	<u>Date émission : 20-févr.-13</u>
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B	<u>Gouvernance du sous-projet « gestion du temps » (page 6 du rapport de vérification)</u>	Jocelyn DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-02-20	À entreprendre
3.2.2.B.	<u>Phases de développement / Analyses préliminaires et fonctionnelles (page 9 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-03-31	En cours
3.3.1.B	<u>Sécurité / Gestion des environnements (page 16 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-12-31	À entreprendre
3.3.2.B	<u>Sécurité / Gestion des accès (page 17 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-06-30	En cours
3.3.3.B.	<u>Sécurité / Livrables de certification (page 18 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-04-30	En cours
3.4.B.	<u>Performance (pages 19-20 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-12-31	En cours
3.5.B	<u>Évolution de la plateforme Kronos (page 21 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-06-30	En cours

Statut des recommandations du vérificateur général émises en

2012

3.6.B Plan de continuité (page 22 du rapport de vérification) Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF 2013-06-30 En cours

2009

Installations et infrastructures - Société du parc Jean-Drapeau

Direction générale

OR-09-17 Installations et infrastructures - Société du parc Jean-Drapeau

Âge rapport: 51

mois Date émission: 16-févr.-10

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1B	<u>Priorités de l'administration municipale - Développement du parc Jean-Drapeau (SQV)</u>	Sylvain DANSEREAU	2014-12-31	En cours
Nouveau protocole entre le Ville et la société du parc Jean-Drapeau.				
3.2A	<u>Mise aux normes et à niveau des installations et des infrastructures (SQV)</u>	Sylvain DANSEREAU	2014-12-31	En cours
Clarification dans le protocole d'entente de la définition des travaux et du partage des rôles avec Ville-Marie				
3.2B	<u>Mise aux normes et à niveau des installations et des infrastructures (SQV)</u>	Sylvain DANSEREAU	2014-12-31	En cours
Diagnostic état des infrastructures				
3.2C	<u>Mise aux normes et à niveau des installations et des infrastructures (SQV)</u>	Sylvain DANSEREAU	2014-12-31	En cours
Diagnostic - Nature des travaux - Estimation des coûts				

2009

Projet d'impartition des services de télécommunications

Direction générale

TI-09-01D Projet d'impartition des services de télécommunications Âge rapport: 48 mois Date émission : 13-mai-10

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.4.2A	<u>Gouvernance du projet</u>	Luc THIBAUT, Marc SICOTTE	2014-07-31	En cours
Voir 3.4.3C				
3.4.3C	<u>Analyses et modèle financier du projet</u>	Luc THIBAUT, Marc SICOTTE	2014-07-31	En cours
Sommaire décisionnel pour actualiser le projet				

Technologies de l'information

TI-09-01A Projet d'impartition des services de télécommunications Âge rapport: 48 mois Date émission : 13-mai-10

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.4.3C	<u>Analyses et modèle financier du projet</u>	Luc THIBAUT, Marc SICOTTE	2014-10-31	En cours
Soumettre le modèle financier du projet aux instances décisionnelles				
3.5.2B	<u>Pérennité et évolution du réseau</u>	Luc THIBAUT, Marc SICOTTE	2015-02-28	En cours
Les critères et modalités de transfert des actifs au terme des contrats ont été reportés volontairement en 2016.				

2010**Projet Faubourg St-Laurent - Vente du terrain de la phase III****Concertation des arrondissements - Stratégies et transactions immobilières**OR11-006 Projet Faubourg St-Laurent - Vente du terrain de la phase III

Âge rapport: 39 mois Date émission : 21-févr.-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2D	<u>Faubourg Saint-Laurent – Établissement du prix de vente du terrain</u>	Sylvie DESJARDINS	2014-05-28	En cours

Joindre, aux sommaires décisionnels visant l'approbation de la vente de propriétés immobilières, une analyse financière du projet de développement afin d'informer les instances sur le délai de récupération des investissements réalisés par la Ville.

2010

Entente d'achat collective pour la fourniture et le service de distribution d'articles de bureau

Concertation des arrondissements - Approvisionnement

OR11-006 Entente d'achat collective pour la fourniture et le service de distribution d'articles de bureau Âge rapport: 39 mois Date émission : 24-févr.-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.3.1A	<u>Élaboration des documents de soumission - Informations utilisées pour la constitution du bordereau de soumission des produits à forte consommation et analyse de la répartition du volume d'achat</u>	Serge OUELLETTE	2014-11-30	En cours
S'assurer de fournir les informations sur l'historique de consommation				
3.3.1B-1	<u>Élaboration des documents de soumission - Informations utilisées pour la constitution du bordereau de soumission des produits à forte consommation et analyse de la répartition du volume d'achat</u>	Serge OUELLETTE	2014-11-30	En cours

Établir une façon de faire qui indique qu'un achat fait en dehors de l'entente-cadre doit être autorisée par un gestionnaire avant de procéder à la commande

2010

Gestion des subventions

Direction générale

OR11-006 Gestion des subventions

Âge rapport: 39 mois Date émission : 25-févr.-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1A	<u>Observations générales (FINANCE)</u> Encadrement pour la gestion des programmes de subventions que la Ville reçoit des autres paliers de gouvernement.	Sylvain GOUIN	2014-08-29	En cours
3.1B	<u>Observations générales (FINANCE))</u> Rôle des unités assumant une responsabilité de leader et de gestion des programmes de subventions	Sylvain GOUIN	2014-08-29	En cours
3.3	<u>Programmes de subventions reliés aux infrastructures sportives et récréatives (FINANCE).</u>	Sylvain GOUIN	2014-08-29	En cours

Voir : Rôle des unités assumant une responsabilité de leader et de gestion des programmes de subventions

Qualité de vie - Sports et activité physique

OR11-006 Gestion des subventions

Âge rapport: 39 mois Date émission : 25-févr.-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.3A	<u>Programmes de subventions reliés aux infrastructures sportives et récréatives.</u> Analyse des délais entourant les demandes de subventions,	Sylvain DANSEREAU	2014-08-29	En cours
3.3B	<u>Programmes de subventions reliés aux infrastructures sportives et récréatives.</u> Proposer à la Direction générale un guide portant sur la gestion des subventions - statut des demandes auprès des ministères concernés .	Sylvain DANSEREAU	2014-08-29	En cours
3.3C	<u>Programmes de subventions reliés aux infrastructures sportives et récréatives.</u> Guide portant sur la gestion des subventions.	Sylvain DANSEREAU	2014-08-29	En cours
3.3D	<u>Programmes de subventions reliés aux infrastructures sportives et récréatives.</u> Guide portant sur la gestion des subventions.	Sylvain DANSEREAU	2014-08-29	En cours

2010

Plan de réalisation des travaux d'infrastructures division des ponts et tunnels

Direction générale

OR11-006 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures division des ponts et tunnels Âge rapport: 38 mois Date émission : 17-mars-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.6.B	<u>Programmation et allocation des ressources - Niveau de service (SITE)</u>	Chantal AYLWIN	2012-12-22	En cours

Actualisation du plan d'investissements touchant les ponts et tunnels.

Infrastructures, Transport et Environnement - Infrastructures

OR11-006 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures division des ponts et tunnels Âge rapport: 38 mois Date émission : 17-mars-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Partage des compétences</u>	Marc SARRAZIN,Chantal AYLWIN	2015-01-30	En cours
Poursuivre ses démarches pour que le conseil municipal se déclare compétent relativement à la gestion des structures qui se situent sur le réseau local en lieu et place des arrondissements				
3.4	<u>Détermination des besoins - Stratégie globale d'intervention</u>	Marc SARRAZIN,Chantal AYLWIN	2014-12-20	En cours
Identification et priorisation des besoins qui intègrent les travaux d'entretien (préventif et courant), de réparations et de réfection majeure				
3.4	<u>Détermination des besoins - Stratégie globale d'intervention (mandat)</u>	Chantal AYLWIN	2012-12-22	Reporté
S'assurer que les arrondissements se conforment aux exigences du règlement 08-055 du conseil municipal afin de produire l'information requise à l'égard de l'entretien des structures				
3.5	<u>Planification des priorités</u>	Marc SARRAZIN,Chantal AYLWIN	2014-12-31	Reporté
3.6A	<u>Programmation et allocation des ressources - Reports de projets</u>	Chantal AYLWIN	2012-05-11	En cours
3.6B	<u>Programmation et allocation des ressources - Niveau de service</u>	Chantal AYLWIN	2012-12-22	En cours

2011**Rapport Comité Vérification - 13 juin 2011****Finances**FI-11-01 Rapport Comité Vérification - 13 juin 2011

Âge rapport: 35 mois Date émission : 13-juin-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
1.11	<u>Amendes et pénalités – Gescour</u>	Daniel FINLEY	2014-12-31	En cours

2011

Estimation des coûts

Infrastructures, Transport et Environnement - Infrastructures

OR11-006 Estimation des coûts

Âge rapport: 26

mois Date émission : 01-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1A	<u>Détermination des quantités</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.1.1B	<u>Détermination des quantités</u>	Marc RICARD	2014-08-29	Reporté
3.1.1C	<u>Détermination des quantités</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.1.2 A	<u>Détermination des prix unitaires</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.1.2B	<u>Détermination des prix unitaires</u>	Yvan PÉLOQUIN	2013-05-27	En cours
3.1.3A	<u>Détermination de la provision pour dépenses contingentes</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.1.3B	<u>Détermination de la provision pour dépenses contingentes</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
Critères de risque identifiés et calculs effectués pour évaluer l'importance de la provision				
3.1.4A	<u>Approbation des estimations des coûts et confidentialité des données</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.1.4B	<u>Approbation des estimations des coûts et confidentialité des données</u>	Marc RICARD	2014-05-31	En cours
3.1.4C	<u>Approbation des estimations des coûts et confidentialité des données</u>	Yvan PÉLOQUIN	2014-05-27	En cours
3.5A	<u>Positionnement de la Direction des travaux publics à l'égard d'une méthodologie d'estimations des coûts</u>	Marc RICARD	2014-08-30	En cours
3.5C	<u>Positionnement de la Direction des travaux publics à l'égard d'une méthodologie d'estimations des coûts</u>	Marc RICARD	2014-07-26	En cours
3.5E	<u>Positionnement de la Direction des travaux publics à l'égard d'une méthodologie d'estimations des coûts</u>	Marc RICARD, Alain CASAVANT	2014-10-31	En cours

2011

Gestion des matières dangereuses

Direction générale

<u>OR11-006 Gestion des matières dangereuses</u>		<u>Âge rapport:</u> 34	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 21-juil.-11
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2	<u>Comités mixtes municipalités-industries (SIM)</u>	Louise BRADETTE, Isabelle G GAUTHIER	2013-12-31	En cours
3.2.1	<u>Plans de mesures d'urgence dans les édifices municipaux (SCARM -Immeuble)</u>	Robert HAMEL	2014-12-31	En cours

Eau

<u>OR11-006 Gestion des matières résiduelles</u>		<u>Âge rapport:</u> 34	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 21-juil.-11
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.1A	<u>Service de l'eau</u>	Babak HERISCHI	2014-10-06	En cours
3.2.1B	<u>Service de l'eau</u>	Babak HERISCHI	2014-10-06	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Environnement

<u>OR11-006 Gestion des matières dangereuses</u>		<u>Âge rapport:</u> 34	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 21-juil.-11
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.1B	<u>Écocentres</u>	Carl MOISE	2014-05-29	En cours
3.2.1D	<u>Écocentres</u>	Carl MOISE	2014-05-29	En cours

Sécurité incendie de Montréal

<u>OR11-006 Gestion des matières dangereuses</u>		<u>Âge rapport:</u> 34	<u>mois</u>	<u>Date émission :</u> 21-juil.-11
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Plans d'intervention municipalités-industries</u>	Louise BRADETTE, Michel DENIS, Valérie PROVOST, Michel LEGAULT, Isabelle G GAUTHIER	2014-12-31	En cours
3.1.4	<u>Inspections effectuées par la municipalité</u>	Valérie PROVOST, Carole VIAU-MARCHAND	2014-12-31	En cours

2011

3.1.5	<u>Systèmes d'alerte à la population</u>	Louise BRADETTE, Michel DENIS, Valérie PROVOST, Isabelle G GAUTHIER	2013-03-27	En cours
3.1.6	<u>Aménagement du territoire</u>	Louise BRADETTE, Isabelle G GAUTHIER	2014-12-31	En cours

2011

Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements**Direction générale**

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.3	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes (MVT)</u>	Danielle CÉCILE,Sophie DESROCHES,Christian CHAMPAGNE	2014-12-31	En cours

Capital humain et Communications

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.2A	<u>Suivi des dossiers pris en charge par les arrondissements</u>	Yves TARDIVEL	2014-10-01	En cours

Mise en valeur du territoire - Habitation

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Christian CHAMPAGNE,Marianne CLOUTIER	2014-12-31	En cours
3.3B	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Christian CHAMPAGNE,Marianne CLOUTIER	2014-06-30	En cours

Montréal-Nord

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1A	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Pierre G GOYER	2014-06-01	En cours
3.1B	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Pierre G GOYER	2014-09-01	En cours

Recommandations du vérificateur général: IMPLANTATION NON TERMINÉE

Au 29 mai 2014

2011

3.1C	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-01	En cours
3.1D	<u>3.1 Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-06-30	En cours
3.2A	<u>Suivi des activités</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-30	En cours
3.2B	<u>Suivi des activités</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-01	En cours
3.2D	<u>Suivi des activités</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-03-30	En cours
3.2E	<u>Suivi des activités</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-30	En cours
3.3A	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-30	En cours
3.3B	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Hugues CHANTAL,Pierre G GOYER	2014-09-30	En cours

Sud-Ouest

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1A	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Jean-François MORIN,Pascale TREMBLAY	2014-06-01	En cours
3.2B	<u>Suivi des activités</u>	Jean-François MORIN,Pascale TREMBLAY	2014-06-01	En cours
3.2C	<u>Suivi des activités</u>	Jean-François MORIN,Pascale TREMBLAY	2014-06-01	En cours
3.3	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Jean-François MORIN,Pascale TREMBLAY	2014-06-01	En cours

Ville-Marie

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1B	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Marthe BOUCHER,Annick BARITEAU	2014-09-01	En cours

2011

3.1C	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Marthe BOUCHER,Annick BARITEAU	2014-09-01	En cours
3.2C	<u>Suivi des activités</u>	Annick BARITEAU,Michael TREMBLAY	2014-06-15	En cours
3.3A	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Annick BARITEAU,Michael TREMBLAY	2014-09-01	En cours
3.3B	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Marthe BOUCHER,Annick BARITEAU	2014-07-01	En cours

Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension

OR11-006 Application du règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements Âge rapport: 28 mois Date émission : 26-janv.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1B	<u>Identification des logements locatifs problématiques sur le territoire montréalais et stratégie d'intervention</u>	Clément CHARETTE	2014-12-20	En cours
3.2E	<u>Suivi des activités</u>	Clément CHARETTE	2014-12-20	En cours
3.3	<u>Objectifs, indicateurs de performance et mécanismes de reddition de comptes</u>	Clément CHARETTE	2014-12-20	En cours

2011

Plans de main-d'oeuvre

Capital humain et CommunicationsOR11-006 Plans de main-d'oeuvre

Âge rapport: 29 mois Date émission : 08-déc.-11

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2	<u>Bilan des plans de main-d'oeuvre</u>	Suzanne DESJARDINS, Monique DESCHAMPS	2014-12-31	En cours
3.3	<u>Structures de gestion de la GPMO et reddition de comptes</u>	Suzanne DESJARDINS, Monique DESCHAMPS	2014-12-31	En cours

2011**Société du Havre de Montréal (Projet Bonaventure)****Direction générale**

OR11-006 Société du Havre de Montréal (Projet Bonaventure)

Âge rapport: 26 mois Date émission : 19-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.3 A	<u>Reddition de comptes (DG)</u>	Pierre Sainte-Marie	2014-12-31	En cours
3.3 B	<u>Reddition de comptes (DG)</u>	Pierre Sainte-Marie	2014-12-31	En cours

2011

Renouvellement des ententes d'achats

Concertation des arrondissements - ApprovisionnementOR11-006 Renouvellement des ententes d'achats

Âge rapport: 26

mois Date émission : 22-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1	<u>Adjudication des contrats pour le renouvellement des ententes d'achats – Choix du mode d'adjudication des contrats</u>	Serge OUELLETTE	2013-06-30	En cours
3.1.2C	<u>Adjudication des contrats pour le renouvellement des ententes d'achats – Constitution des documents d'appels d'offres</u>	Serge OUELLETTE	2013-11-30	En cours
3.1.5	<u>Adjudication des contrats pour le renouvellement des ententes d'achats – Publication des avis d'appels d'offres et respect du délai pour la réception des soumissions</u>	Serge OUELLETTE, Jacques A. ULYSSE	2013-06-30	En cours
3.1.7A	<u>Adjudication des contrats pour le renouvellement des ententes d'achats – Formation des comités de sélection et évaluation individuelle des soumissions</u>	Serge OUELLETTE	2013-06-30	En cours
3.3A	<u>Mise à jour des outils de recherche et de consultation des ententes d'achats</u>	Serge OUELLETTE	2013-06-30	En cours

2011

Gestion des délais de paiement

Direction généraleOR11-006 Gestion des délais de paiement

Âge rapport: 26 mois Date émission : 26-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.5A	<u>Perspectives d'amélioration des délais de paiement (SCARM)</u>	Jacques A. ULYSSE,Serge OUELLETTE	2013-10-31	En cours
Statuer sur le mode de calcul à retenir pour établir les délais de paiement				
3.5B	<u>Perspectives d'amélioration des délais de paiement (SCARM)</u>	Raoul CYR,Serge OUELLETTE,France BOURGOIN	2013-12-31	En cours

Pertinence d'inclure, dans les documents normalisés d'appels d'offres (services professionnels et exécution des travaux), des clauses sur les escomptes en fonction des délais de paiement.

Concertation des arrondissements - ApprovisionnementOR11-006 Gestion des délais de paiement

Âge rapport: 26 mois Date émission : 26-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.5	<u>Perspectives d'amélioration des délais de paiement</u>	Serge OUELLETTE	2013-06-30	En cours

FinancesOR11-006 Gestion des délais de paiement

Âge rapport: 26 mois Date émission : 26-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Délais de paiement des factures comportant des escomptes</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours
3.2A	<u>Délais de paiement des factures comportant la condition de paiement « immédiat »</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours
3.2B	<u>Délais de paiement des factures comportant la condition de paiement « immédiat »</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours
3.3A	<u>Objectifs et rapports de gestion</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours
3.4A	<u>Distribution des chèques à la suite de leur émission</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours
3.4B	<u>Distribution des chèques à la suite de leur émission</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours

2011

3.5 Perspectives d'amélioration des délais de paiement

Pierre SAUVÉ, Serge OUELLETTE

2014-12-31

En cours

2011

Gestion de la sécurité physique

Concertation des arrondissements - ImmeublesTI11-006- Gestion de la sécurité physique

Âge rapport: 26

mois Date émission : 16-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1	<u>Absence de cloisonnement des accès physiques (Hôtel de Ville)</u>	Annie LONGPRÉ	2014-12-31	En cours
3.1.3	<u>Hôtel de ville – Lieux non surveillés par des caméras de vidéosurveillance</u>	Annie LONGPRÉ	2014-12-31	Reporté
3.1.4	<u>Hôtel de ville – Absence de lecteur de cartes d'accès pour certains locaux</u>	Annie LONGPRÉ	2014-12-31	Reporté
3.1.5	<u>Hôtel de ville – Certaines portes d'accès et fenêtres ne sont pas munies d'alarmes anti-intrusion</u>	Annie LONGPRÉ	2014-12-31	Reporté
3.2.1	<u>Centre opérationnel de la Sécurité – Absence d'un gardien de sécurité</u>	André CAZELAIS, Claudia PACE	2014-06-30	Reporté

EauTI11-006- Gestion de la sécurité physique

Âge rapport: 26

mois Date émission : 09-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1	<u>Câble de détection de tentatives d'intrusion périmétrique non fonctionnel (Atwater)</u>	Éric BOUTET, Roger L LAJOIE	2014-06-20	En cours
3.1.2	<u>Caméras de vidéosurveillance défectueuses (Atwater)</u>	Éric BOUTET, Roger L LAJOIE	2014-12-18	En cours
3.1.4	<u>Salles électriques non verrouillées (Atwater)</u>	Éric BOUTET	2014-07-18	En cours
3.1.8	<u>Absence de processus de révision des détenteurs de clés (Atwater)</u>	Babak HERISCHI, Michel PÉRIARD	2014-06-24	En cours
3.2.1	<u>Câble de détection de tentatives d'intrusion périmétrique non fonctionnel (Des Bailleurs)</u>	Danielle LAVIGNE	2015-09-25	En cours
3.2.4	<u>Salles de contrôle non verrouillées (Des Bailleurs)</u>	Éric BOUTET	2014-12-31	En cours
3.2.5	<u>Salle informatique non munie de lecteur de cartes d'accès (Des Bailleurs)</u>	Daniel L LEBLANC, Babak HERISCHI	2015-10-01	En cours
3.2.8	<u>Rondes des gardiens de sécurité sans système de poinçons (Des Bailleurs)</u>	Éric BOUTET, Roger L LAJOIE	2014-06-21	En cours

2011

Police de MontréalTI11-006- Gestion de la sécurité physique

Âge rapport: 26

mois

Date émission : 09-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3	<u>Constatactions et recommandations communes à l'ensemble des édifices vérifiés – Lacunes dans la gestion des accès aux locaux (système CCURE)</u>	Michel NANTEL	2014-07-11	En cours
3.3.1	<u>Centre opérationnel Nord – Salle informatique non munie de lecteur de cartes d'accès</u>	Érik VINCENT	2014-04-30	En cours
3.4.1	<u>Approvisionnement et services (5000, rue D'Iberville) – Présence dans l'édifice de 47 locataires autres que le SPVM</u>	Érik VINCENT	2017-12-15	En cours
3.4.5	<u>Approvisionnement et services (5000, rue D'Iberville) – Lieux non surveillés par des caméras de vidéosurveillance</u>	Érik VINCENT	2014-12-12	En cours
3.5.1	<u>Service des enquêtes spécialisées – Place Versailles – Locaux situés en plein centre commercial</u>	Érik VINCENT	2017-09-30	En cours
3.5.3	<u>Service des enquêtes spécialisées – Place Versailles – Porte du garage non sécuritaire</u>	Érik VINCENT	2014-07-11	Reporté
3.5.4	<u>Service des enquêtes spécialisées – Place Versailles – Absence de caméras de vidéosurveillance sur le périmètre externe de l'édifice et à l'intérieur du garage des véhicules</u>	Érik VINCENT	2017-09-30	En cours

Sécurité incendie de MontréalTI11-006- Gestion de la sécurité physique

Âge rapport: 26

mois

Date émission : 12-mars-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.1	<u>Quartier général – Protection physique inadéquate du périmètre externe</u>	Carole GUÉRIN, Erlend LAMBERT, Sylvie GIRARD	2016-01-31	En cours
3.2.2	<u>Quartier général – Verrière datant de la construction de l'édifice située directement au-dessus du personnel de la Division du centre de communications et de la planification opérationnelle</u>	Carole GUÉRIN, Michel LEGAULT, Erlend LAMBERT, Sylvie GIRARD	2014-10-31	En cours

2012

Rapport Comité Vérification - 12 septembre 2012

FinancesFI-12-01 Rapport Comité Vérification - 12 septembre 2012

Âge rapport: 20 mois Date émission : 12-sept.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2	<u>Revenus de transfert</u>	Claude PEPIN	2013-12-31	En cours
3.6	<u>Rejets à l'émission STOP+</u>	Daniel FINLEY	2014-12-31	En cours
3.8 B	<u>Ententes de partenariat - Séparation des périodes – Charges à payer et coûts des immobilisations à payer</u>	Claude PEPIN	2013-12-31	En cours
3.9	<u>Paiements multiples de factures de fournisseurs</u>	Pierre SAUVÉ	2014-12-31	En cours

2012

Processus d'octroi et de gestion des contrats - SPJD

Société du parc Jean-DrapeauOR12-006 Processus d'octroi et de gestion des contrats - SPJD

Âge rapport: 18 mois Date émission : 26-nov.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.1A	<u>Planification des projets - Projet de rénovation et d'agrandissement de l'édifice du Hélène-de-Champlain</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-06-30	En cours
3.4.1A	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Règles de délégation de pouvoirs pour l'approbation des contrats</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-12-31	En cours
3.4.3	<u>Approbation de l'adjudication des contrats et autres informations liées à la prise de décision - Documentation des procès-verbaux</u>	Daniel - Ext BLIER	2014-07-31	En cours

2012

Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout

Direction générale

OR12-006 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout Âge rapport: 16 mois Date émission : 15-janv.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Données physiques d'inventaire (SITE)</u>	Chantal AYLWIN	2013-09-30	À entreprendre
Application de la Directive « Préparation et transmission des plans tels que construits / Plans TQC »				
3.1.B-2	<u>Données d'inventaire (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-05-31	En cours
3.2.B-3	<u>Stratégie globale d'intervention (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours
3.3B	<u>Niveau de service (SITE)</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-03-31	En cours
3.4	<u>Niveau de service (EAU)</u>	Dominique DEVEAU	2014-10-31	En cours

Eau

OR12-006 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout Âge rapport: 16 mois Date émission : 15-janv.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2B	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Normand HACHEY	2014-05-27	En cours
3.2D	<u>Données concernant l'état des infrastructures</u>	Dominique DEVEAU	2014-05-31	En cours
3.3	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Abdelwahid BEKKOUCHE	2014-12-31	En cours
3.5A	<u>Planification des priorités</u>	Kathy DAVID	2014-12-31	En cours
3.5B	<u>Planification des priorités</u>	Kathy DAVID	2014-05-27	En cours

2012

3.6.1.A	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Programmation des projets d'investissement en 2010 et en 2011</u>	Dominique DEVEAU	2014-12-31	En cours
3.6.1.B	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Programmation des projets d'investissement et 2010 et en 2011</u>	Stéphane BROSSAULT	2014-12-31	En cours
3.6.2.A	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Dépenses d'entretien</u>	Stéphane BROSSAULT	2014-12-31	En cours
3.6.2.B	<u>Programmation des projets d'investissement et dépenses d'entretien/Dépenses d'entretien</u>	Mathieu-Pierre LABERGE	2014-12-31	En cours
3.7	<u>Reddition de comptes</u>	Claude BÉDARD	2014-05-30	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Infrastructures

OR12-006 Plan de réalisation des travaux d'infrastructures Réseau de voirie artérielle Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.B-1	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours
3.2.B-2	<u>Stratégie globale d'intervention</u>	Benoit CHAMPAGNE	2014-09-30	En cours
3.5.B-2	<u>Allocation et utilisation des ressources</u>	Benoit CHAMPAGNE	2015-05-29	En cours

2012

Service premier répondants Schéma couverture de risques en sécurité incendie

Sécurité incendie de Montréal

OR12-006 Service premier répondants Schéma couverture de risques en sécurité incendie Âge rapport: 17 mois Date émission : 17-déc.-12

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2	<u>Service de premiers répondants / obligations prévues aux protocoles d'entente (pg. 16 du rapport du vérificateur</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.3	<u>Service de premiers répondants / Coûts</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.4. A	<u>Service de premiers répondants / Reddition de comptes (page 24 du rapport de vérification)</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-06-03	En cours
3.1.4. B	<u>Service de premiers répondants / Reddition de comptes (page 24 du rapport de vérification)</u>	Pierre L LÉVESQUE,Andrée BELLEFEUILLE	2014-10-01	En cours
3.2.1.2 C	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'intervention – force de frappe (pages 41 et 42 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD	2014-06-30	En cours
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 30 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER,Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 30 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER,Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.111	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 1 – Évaluation et analyse des incidents (page 31 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER,Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.116	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 6 – Commissariat aux incendies (page 37 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER,Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours

2012

3.2.116	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de la prévention / Programme 6 – Commissariat aux incendies (page 37 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.13 A	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'approvisionnement en eau (pages 43 et 44 du rapport de vérification)</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.13 C	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / État des réalisations / Volet de l'approvisionnement en eau (pages 43 et 44 du rapport de vérification) suite</u>	Patrick TAILLEFER, Valérie PROVOST	2014-12-31	En cours
3.2.2	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Gestion de la réalisation des projets (page 46 du rapport de vérification)</u>	Richard LIEBMANN	2014-12-31	En cours
3.2.3	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Coûts de la mise en œuvre (pages 48 et 49 du rapport de vérification)</u>	Sylvie GIRARD	2014-11-30	En cours
3.2.4	<u>Schéma de couverture de risques en sécurité incendie 2009-2013 / Reddition de comptes (page 50 du rapport de vérification)</u>	Richard LIEBMANN	2014-12-31	En cours

2012

Aliénation d'actifs**Concertation des arrondissements - Matériel roulant et ateliers**

<u>OR12-006 Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.2.1	<u>Aliénation des véhicules et du matériel roulant / Rôle et responsabilités de la Direction du matériel roulant et des ateliers municipaux</u>	Claude SAVAGE	2013-07-31	À entreprendre	
3.2.1.1	<u>Aliénation des véhicules et du matériel roulant / Rôle et responsabilités de la Direction du matériel roulant et des ateliers / Encadrement administratif</u>	Claude SAVAGE	2013-05-31	À entreprendre	

Technologies de l'information

<u>OR12-006 Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.1.1	<u>Rôle et responsabilités du Service des technologies de l'information</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	
3.1.2.1	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	

Police de Montréal

<u>OR12-006 Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	
3.1.2.1A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Benoît ROBITAILLE	2014-06-30	En cours	
3.1.2.1B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des unités d'affaires vérifiées / Service de police de la Ville de Montréal</u>	Marcel LAVOIE	2014-06-30	En cours	

Anjou

<u>OR12-006 Aliénation d'actifs</u>		<u>Âge rapport: 14 mois</u>		<u>Date émission : 11-mars-13</u>	
No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé	

2012

3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Louise GOUDREAULT	2014-12-31	En cours
--------	---	-------------------	------------	----------

LaSalleOR12-006 Aliénation d'actifs

Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Georges ROBITAILLE	2014-12-31	En cours
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Georges ROBITAILLE	2014-12-31	En cours

OutremontOR12-006 Aliénation d'actifs

Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3A	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Suzanne JEFFREY,Maxime DI LALLO	2014-06-30	En cours
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques/Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Maxime DI LALLO	2013-03-31	À entreprendre
3.1.3C	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Suzanne JEFFREY,Maxime DI LALLO	2014-06-30	En cours

VerdunOR12-006 Aliénation d'actifs

Âge rapport: 14 mois Date émission : 11-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3B	<u>Aliénation des équipements informatiques / Rôle et responsabilités des arrondissements issus d'ex-villes de banlieue</u>	Claude P VÉZINA	2014-12-31	En cours

2012

Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols contaminés**Sud-Ouest**OR12-006 Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols

Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.1.B-2	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Jean-François MORIN	2014-05-28	En cours

VerdunOR12-006 Délivrance des permis de construction et de lotissement - Sols

Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.3B	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.1.3B-1	<u>Étude des demandes de permis et respect des dispositions législatives applicables</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B-1	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours
3.2.3B-2	<u>Détermination et perception des revenus liés à la délivrance d'un permis</u>	Stéphanie AUGY	2014-05-31	En cours

2012

Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles

Ahuntsic/CartiervilleOR12-006 Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles

Âge rapport: 14 mois Date émission : 08-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2B	<u>Mécanismes de repérage des installations non conformes</u>	Denis BENOIT	2014-09-30	En cours

Pierrefonds - RoxboroOR12-006 Réglementation sur la sécurité des piscines résidentielles

Âge rapport: 14 mois Date émission : 08-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.2.1.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires - Traitement des demandes de permis et réglementation en vigueur</u>	Fabienne LABOULY	2013-08-31	À entreprendre
3.1.2.2.B	<u>Conformité du processus de délivrance des permis et suivi du respect des dispositions réglementaires - Suivi des dispositions réglementaires</u>	Guy BERNARD	2014-11-15	En cours
3.2.B	<u>Mécanismes de repérage des installations non conformes</u>	Guy BERNARD	2014-11-01	En cours
3.3.2.B	<u>Suivi des avis de non-conformité émis</u>	Guy BERNARD	2014-06-15	En cours

2012

Travaux de construction réalisés en sous-traitance**Direction générale**OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres (SCARM)</u>	Jacques A. ULYSSE,Sonia THOMPSON	2014-01-31	À entreprendre

Concertation des arrondissements - Stratégies et transactions immobilièresOR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Carlos MANZONI	2014-05-27	En cours

2012

Eau**OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance**

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-2	<u>Clauses prévues dans le cahier des charges et documents d'appel d'offres</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.2 B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.2.B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours
3.2.4 B	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Robert MILLETTE	2014-06-06	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - Travaux Publics**OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance**

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Marc HÉBERT,Chantal AYLWIN	2014-06-27	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours
3.2.2 B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours
3.2.2.B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-06-20	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en cours de contrat</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-05-27	En cours
3.2.4	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Martin BOULIANNE,Chantal AYLWIN	2014-05-27	En cours

2012

Ahuntsic/Cartierville

OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Jocelyn JOBIDON	2014-05-27	En cours

Mercier/Hochelaga/Maisonneuve

OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours

2012

3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-08-29	En cours
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Denys CYR,Chantal LARIVIÈRE	2014-05-27	En cours

Pierrefonds - Roxboro

OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14

mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B-1	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.1 B	<u>Réception de la liste des sous-entrepreneurs</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.2.B-1	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.2.B-2	<u>Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et documents transmis</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.3 B	<u>Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en cours de contrat</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours
3.2.4	<u>Mesures prises pour faire appliquer les clauses</u>	Sylvain MARCOUX	2014-06-30	En cours

2012

Verdun

OR12-006 Travaux de construction réalisés en sous-traitance

Âge rapport: 14 mois Date émission : 26-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B. - 2	<u>Clauses prévues dans les cahiers des charges et dans les documents d'appel d'offres</u>	Jean L ROY	2013-05-31	À entreprendre
3.2.1.B.	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Réception de la liste des sous-entrepreneurs.</u>	Jean L ROY	2013-05-31	À entreprendre
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre
3.2.2.B.-	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Contenu de la liste des sous-entrepreneurs et des documents transmis.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre
3.2.3.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Suivi exercé sur les ajouts et les modifications concernant les sous-entrepreneurs en co</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre
3.2.4.B	<u>Suivi exercé sur l'application des clauses relatives aux informations sur les sous-entrepreneurs et vérifications réalisées sur la conformité des sous-entrepreneurs / Mesures prises pour faire appliquer les clauses.</u>	Jean L ROY	2013-06-28	À entreprendre

2012

Délai de réalisation des travaux d'infrastructures**Eau**OR13-006 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures

Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.4.1B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de l'eau potable (page 19 du rapport de vérification)</u>	Robert MILLETTE	2014-05-31	En cours
3.2.4.1B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de l'eau potable (page 19 du rapport de vérification)</u>	Robert MILLETTE	2014-05-31	En cours
3.2.4.2 B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service de l'eau / Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (page 21 du rapport de vérification)</u>	Mathieu-Pierre LABERGE	2014-09-30	En cours

Infrastructures, Transport et Environnement - InfrastructuresOR13-006 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures

Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.5.B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus / Service des infrastructures, du transport et de l'environnement (page 24 du rapport de vérification)</u>	Martin BOULIANNE	2014-12-15	En cours

Saint-LaurentOR13-006 Délai de réalisation des travaux d'infrastructures

Âge rapport: 14 mois Date émission : 25-mars-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.2B	<u>Projets non réalisés dans les délais initiaux prévus/Arrondissement de Saint-Laurent (page 14 du rapport de vérification)</u>	Dang NGUYEN	2013-06-30	À entreprendre

2012

Protection des renseignements personnels

Capital humain et Communications

TI11-006- Protection des renseignements personnels

Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Renseignements personnels présents dans des environnements de systèmes d'information autres que ceux de production</u>	Djamila KHELLAF,Pierre DION	2014-12-31	En cours
3.2A	<u>Paramètres de sécurité des mots de passe non configurés (LUDIK)</u>	Martin LEFEBVRE,Sylvain S HÉBERT	2014-04-30	En cours
3.2B	<u>Paramètres de sécurité des mots de passe non configurés</u>	Djamila KHELLAF	2014-12-31	En cours
3.3B	<u>Lacune dans le processus de révision des utilisateurs et de leurs droits d'accès</u>	Djamila KHELLAF,Pierre DION	2014-06-30	En cours

Finances

TI11-006- Protection des renseignements personnels

Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1	<u>Renseignements personnels présents dans des environnements de systèmes d'information autres que ceux de production</u>	Isabel DION	2014-12-31	En cours

2012

PROJET « SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PAIE »

Direction générale

TI11-006- PROJET « SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PAIE » Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.B.1	<u>3.B Recommandation : relancer, dans une perspective d'ensemble, le projet SIG RH-Paie eu égard à la stratégie adoptée en 2004 (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-12-31	En cours
3.B.2	<u>3.B Recommandation: actualiser la prévision des coûts pour compléter le projet SIG RH-Paie (STI)</u>	Michel ARCHAMBAULT,Malika ABOUBEKR	2013-02-20	En cours
3.B.3	<u>3.B Recommandation: soumettre une recommandation au comité exécutif édictant le plan d'action proposé pour relancer le projet SIG RH-Paie (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-06-19	En cours
3.B.4	<u>3.B Recommandation: réévaluer l'orientation d'un développement à l'interne de la production de la paie (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-02-20	En cours
3.B.5	<u>3.B Recommandation : cadre de gestion et reddition de compte sur le projet au CE (STI)</u>	Malika ABOUBEKR,Jocelyne BOURGET,Benoit JEAN	2013-02-20	En cours

Technologies de l'information

TI11-006- SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS » Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.5.B1	<u>Phases de développement / Acquisition des licences</u>	Alain TONTHAT	2013-05-30	À entreprendre
3.3.1.B.	<u>Sécurité / Gestion des environnements (page 15 du rapport de vérification)</u>	Florent FAFARD	2013-07-25	En cours

Capital humain et Communications

TI11-006- SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS » Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.2.4.B	<u>Phases de développement / Paramétrage et conversion des données</u>	Sophie GRÉGOIRE	2014-12-31	À entreprendre

2012

Finances**TI11-006- SOUS-PROJET « GESTION DU TEMPS »**

Âge rapport: 15 mois Date émission : 20-févr.-13

No.	Titre recommandation	Responsable	Échéance	Statut Confirmé
3.1.B	<u>Gouvernance du sous-projet « gestion du temps » (page 6 du rapport de vérification)</u>	Jocelyn DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-02-20	À entreprendre
3.2.2.B.	<u>Phases de développement / Analyses préliminaires et fonctionnelles (page 9 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-03-31	En cours
3.3.1.B	<u>Sécurité / Gestion des environnements (page 16 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-12-31	À entreprendre
3.3.2.B	<u>Sécurité / Gestion des accès (page 17 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-06-30	En cours
3.3.3.B.	<u>Sécurité / Livrables de certification (page 18 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-04-30	En cours
3.4.B.	<u>Performance (pages 19-20 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-12-31	En cours
3.5.B	<u>Évolution de la plateforme Kronos (page 21 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-06-30	En cours
3.6.B	<u>Plan de continuité (page 22 du rapport de vérification)</u>	Isabel DION,Sophie GRÉGOIRE,Djamila KHELLAF	2013-06-30	En cours



Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

Il est recommandé :

1. d'approuver la convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC limitée, pour une période additionnelle de deux ans, à compter du 1^{er} juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill, connu comme étant le lot 4 657 460 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 3 065 m², à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation de bail;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-23 13:09

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION **Dossier # :1145323003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville loue un terrain vague de la Société Immobilière du Canada CLC limitée, (SIC), d'une superficie approximative de 3 065 m² situé sur la rue Mill. Le bail original a été négocié de gré à gré. La convention de bail viendra à échéance le 30 juin 2014.

Ce terrain vague, d'une capacité approximative de 99 places de stationnement répond aux besoins opérationnels de tous les services qui sont actuellement logés à l'édifice Louis-Charland, sis au 801 rue Brennan. Cet édifice regroupe tous les services suivants :

- Service de la gestion et de la planification immobilière;
- Service des Technologies de l'information;
- Service des ressources humaines;
- Service des Infrastructures, de la voirie et des transports
- Service de l'environnement;
- Service des Finances;
- Service de la culture;
- Service de la diversité sociale et des sports
- Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

Les besoins opérationnels incluent les places requises pour les véhicules Ville en plus de celles pour les employés bénéficiant d'allocations automobiles.

Il est possible que ce terrain soit éventuellement soustrait de la gestion de la Société Immobilière du Canada CLC limitée par lettre patente par le gouvernement du Canada. Dans l'attente d'une réorientation définitive, la SIC est favorable à ce que la Ville exerce son option de renouvellement prévue à la convention de bail, et ce, jusqu'au 30 juin 2016.

Étant donné que les espaces de stationnement sont toujours requis par les occupants de l'Édifce Louis-Charland, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a reçu le mandat d'exercer l'option de renouvellement prévue à la convention de bail. Annuellement, en collaboration avec l'ensemble des occupants, les besoins opérationnels sont revus et validés par chacun des services. L'attribution des espaces intérieurs de l'édifice Louis-Charland a été également optimisée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0294 - 23 août 2012 - Approuver un projet de convention de bail par lequel la Ville loue de la Société Immobilière du Canada CLC limitée, pour une période de 22 mois, à compter du 1^{er} septembre 2012, un terrain vague à des fins de stationnement, constitué du lot 4 657 460 du cadastre du Québec, situé au 800 rue Mill, d'une superficie de 3 065 m² - Dépense totale de 227 904,95 \$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le projet consiste à approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de la Société Immobilière du Canada CLC limitée, pour une période additionnelle de deux ans, débutant le 1^{er} juillet 2014, un terrain vague, connu comme étant le lot 4 657 460 du cadastre du Québec, sis sur la rue Mill, à des fins de stationnement d'une capacité approximative de 99 places, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$, incluant la TPS et la TVQ.

La convention de prolongation du bail est pourvue d'une option de résiliation suivant un préavis écrit de 180 jours au locataire, advenant la situation où le gouvernement du Canada demande à la SIC de mettre fin au bail avant la fin du terme.

Le terrain vague est détenu par la Société Immobilière du Canada CLC limitée, selon une convention de vente sous seing privée, non publiée, datée du 23 septembre 2010, entre le locateur et Sa Majesté la Reine du chef du Canada, tel qu'il appert à l'article 10.1 de la Convention de Bail.

JUSTIFICATION

Deux possibilités s'offraient à la Ville afin de pouvoir répondre aux besoins d'espaces de stationnement à proximité de l'édifice Louis-Charland soient :

- 1) location d'emplacement dans les parcs de stationnement à proximité, pour un taux mensuel oscillant entre 110 \$ et 300 \$ par véhicule;
- 2) prolonger la location du terrain vague pour une période additionnelle de deux ans, pour un taux très avantageux pour la Ville.

Après analyse, il s'est avéré plus avantageux pour la Ville de prolonger le terme de la location. Les interventions des différents services de l'édifice Louis-Charland justifient cette location.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût annuel d'un bail:

	Loyer antérieur 1 ^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014	1 ^{er} juillet au 31 décembre 2014	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015	1 ^{er} janvier au 30 juin 2016	Total
Loyer de base	16 660,64 \$	8 413,62 \$	16 827,24 \$	8 413,62 \$	33 654,48 \$

Frais d'exploitation	00,00 \$	5 000,00 \$	10 000,00 \$	5 000,00 \$	20 000,00\$
Taxes foncières	7 212,51 \$	3 606,26 \$	7 573,14 \$	3 786,57 \$	14 965,96 \$
Total avant taxes	23 873,15 \$	17 019,88 \$	34 400,38 \$	17 200,00 \$	68 620,44 \$
TPS (5%)	1 193,66 \$	850,99 \$	1 720,02 \$	860,01 \$	3 431,02 \$
TVQ (9,975%)	2 381,35 \$	1 697,73 \$	3 431,44 \$	1 715,72 \$	6 844,89 \$
Total incluant taxes	27 448,15 \$	19 568,60 \$	39 551,84 \$	19 775,92 \$	78 896,35 \$
Ristourne de TPS	(1 193,66 \$)	(850,99 \$)	(1 720,02 \$)	(860,01 \$)	(3 431,02 \$)
Ristourne de TVQ (62,8%)	(747,74 \$)	(1 066,17 \$)	(2 154,94 \$)	(1 077,47 \$)	(4 298,58 \$)
Coût total net	25 506,75 \$	17 651,44 \$	35 676,88 \$	17 838,44 \$	71 166,75 \$

La dépense du loyer de base sera fixe durant tout le terme de la location. Les différentes unités occupantes assumeront les coûts de loyer, (loyer de base et taxes foncières), pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2014. Pour les années subséquentes, les coûts des loyers nets de taxes seront répartis aux unités d'affaires occupantes selon la quote-part qui sera définie dans le processus de facturation immobilière, tel que décrit à l'intervention des Finances, Direction Opérations budgétaires et comptables. Les frais d'exploitation seront assumés en 2014 par le SGPI. Pour les années subséquentes les bases budgétaires des revenus de stationnement et des dépenses de travaux d'entretien à contrat seront ajustées fin de refléter les dépenses encourus. Les taxes foncières seront ajustées selon les modalités prévues au projet de convention de bail.

La dépense sera répartie comme suit :

La dépense totale qui sera payable à la SIC sera de 48 620,44 \$ plus taxes.

La dépense totale qui sera assumée par le SGPI sera de 20 000 \$ plus taxes.

Cela représente une dépense totale de 68 620,44 \$ plus taxes.

Étant donné qu'il y a un nombre très restreint de terrains vacants dans ce secteur, il est difficile de définir une valeur locative représentative du marché. Le loyer actuel, excluant les frais d'exploitation, est similaire au loyer payé pour un autre terrain loué par la Ville sur la rue Mill. À la fin du terme, le locataire devra fournir une étude environnementale attestant que le site n'a pas été contaminé à la suite des activités inhérentes au locataire. Cette somme devra ultérieurement faire l'objet d'un contrat séparé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus de la Ville de donner suite à cette recommandation, la Ville devra utiliser des espaces de stationnement alternatifs beaucoup plus onéreux ou mettre fin aux allocations automobiles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE août 2014
CM août 2014
CG août 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des technologies de l'information , Direction (Sylvie CLOUTIER)

Avis favorable avec commentaires :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (Nadia SEMAAN)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'environnement , Direction (Louise LECLERC)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la culture , Direction (Jean-Robert CHOQUET)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Andrée BOZEC)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction (Julie CASTONGUAY)

Avis favorable avec commentaires :
Service des ressources humaines , Direction des relations de travail et du soutien-conseil à la gestion (Jocelyne MALLETTE)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (André POULIOT)

Avis favorable avec commentaires :
Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction (Christiane THIBAULT)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Michèle LAFOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. : 514-872-3597

Nicole Rodier
Chef de section - Locations
Tél.: 514-872-8726

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-12

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514-872-5493
Télécop. : 514-872-8726

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. Ulysse
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification
immobilière

Tél : 514-872-5844
Approuvé le : 2014-05-22

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint

Tél : 514-868-4433
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de l'approvisionnement est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1er juillet 2014. La location du terrain permet de répondre aux besoins opérationnel des services occupants l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement, et ce, à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BOZEC
Chef de division - ressources matérielles et
informationnelles
Tél : 514 872-4123

ENDOSSÉ PAR

Serge OUELLETTE
Directeur

Le : 2014-05-14

Tél : 514 872-7014

Division : Service de l'approvisionnement -
DGA - Services institutionnels

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de l'environnement est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1er juillet 2014. La location du terrain permet de répondre aux besoins opérationnel des occupants de l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement et ce à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise LECLERC
Chef de section soutien opérationnel Service de l'environnement
Tél : 514-872-3304

ENDOSSÉ PAR

Roger LACHANCE
Directeur de service

Le : 2014-05-13

Tél : 514-872-7540

Division : Service de l'environnement

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de la culture est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1er juillet 2014. La location du terrain permet de répondre aux besoins opérationnel des services occupant l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement et ce, à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-13

Jean-Robert CHOQUET
Directeur
Tél : 514 872-4600
Division : Service de la culture

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de la diversité sociale et des sports est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill. Cette location permet de répondre aux besoins opérationnel des services occupant l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement et ce, à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michèle LAFOND
Chef de division
Tél : (514) 280-4471

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Johanne DEROME
Directrice
Tél : (514) 868-5066
Division : Service de la diversité sociale et des sports

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction des immeubles est favorable à la prolongation du bail pour des fins de stationnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie CASTONGUAY
Conseillère en planification
Tél : 514 872-4481

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Johanne ROUILLARD
Chef de division
Tél : 514 872-9097
Division : Soutien et exploitation des immeubles.

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les imputations à utiliser et les ajustements à apporter aux années suivantes.

Loyer

La dépense est imputée aux unités d'affaires occupantes selon la quote-part définie dans le processus de facturation immobilière annuel.

Ainsi quelques-unes de ces unités, telles que le Service des technologies de l'information ou le Service de la diversité sociale et des sports, verront une partie de cette dépense imputée à l'agglomération selon le pourcentage défini à leur budget.

Pour les années 2015 à 2017, les unités d'affaires occupantes devront s'assurer de prioriser ces dépenses dans le cadre des processus budgétaires annuels.

Entretien

Les frais d'exploitation nets de taxes de 5185.54\$ seront assumés en 2014 par le S.G.P.I. à l'imputation budgétaire suivante :

2114.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.000000.000000.000000
AF-Immeubles-Budget régulier- Travaux entretien à contrat-Sout. Mat.et tech.- Gestion des immeubles- À répartir-entretien rép-immeubles et terrains

suite à une augmentation du budget pour le même montant, générée par une augmentation équivalente du budget de revenus de stationnement de 5 185.54\$ à l'imputation suivante :

2114.0010000.105600.01819.44305.000000.0000.000000.000000.000000.000000
AF-Immeubles-Budget régulier- Stationnements centre admin.Local.Autres -Administration

générale.Stationnement

Cette augmentation du budget de revenus est basée sur le montant réel de 2013 qui a dépassé de près de 25 000\$ le budget prévu.

Lors de la confection des budgets 2015 à 2016, les bases budgétaires des revenus de stationnement et des dépenses de travaux d'entretien à contrat seront ajustées afin de refléter les montants annuels suivants :

2015 - 10 371,07 \$

2016 - 5185.54 \$

La dépense sera imputée aux unités d'affaires occupantes selon la quote-part définie dans le processus de facturation immobilière annuel.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller analyse et contrôle de gestion
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Sylvain LESSARD
Chef de division
Tél : 514-872-1985
Division : Opérations budgétaires et comptables

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal est en accord avec le dossier.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christiane THIBAUT
Secrétaire de direction
Tél : 872-1457

ENDOSSÉ PAR

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 872-1457
Division :

Le : 2014-05-16

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des Infrastructures, voirie et transport est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill pour une période additionnelle de deux ans à compter du 1er juillet 2014. La location du terrain permet de répondre aux besoins opérationnel du SITE et des autres services occupants l'édifice Louis-Charland en terme d'espace de stationnement et ce à un coût avantageux.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nadia SEMAAN
Adjointe au directeur principal
Tél : 514-872-1611

ENDOSSÉ PAR

Marc BLANCHET
Directeur général adjoint, Développement
Tél : 514-872-9466
Division :

Le : 2014-05-13

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le service des ressources humaines est favorable à la prolongation du bail d'un terrain vague situé sur la rue Mill, pour une période additionnelle de deux ans et ce à un coût avantageux. Cette location permet de répondre aux besoins des services occupant l'édifice Louis Charland en termes d'espaces de stationnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne MALLETTTE
Chef de division soutien conseil à la gestion

Tél : 514-872-2716

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Danny BOUDREAUULT
Directeur des relations de travail et du soutien conseil à la gestion

Tél : 514-872-4655

Division : Service des ressources humaines

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des technologies de l'information est favorable à la prolongation du bail par lequel la Ville loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, à compter du 1er juillet 2014, un terrain vague situé sur la rue Mill pour des fins de stationnement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie CLOUTIER
Adjoint au directeur principal
Tél : 514-872-4034

ENDOSSÉ PAR

Jocelyne BOURGET
Directeur de service
Tél : 514-872-7723
Division :

Le : 2014-05-13

Dossier # : 1145323003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société Immobilière du Canada CLC Limitée, pour une période additionnelle de deux ans, un terrain vague situé sur la rue Mill, lot 4 657 460, à compter du 1er juillet 2014, d'une superficie d'environ 3 065 m ² , à des fins de stationnement, moyennant une dépense totale de 78 896,35 \$ taxes incluses. Bâtiment no 8191



Cidreq Société immobilière du Canada CLC.pdf



Projet de prolongation de convention de bail stationnement Mill 2.doc



Résumé de transaction immobilière - juin 2014.doc



Plan localisation mill 1 - 1145323003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. : 514-872-3597

Nicole Rodier
Chef de section - Locations
Tél.: 514-872-8726

Registraire
des entreprises

Québec 

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2014-03-31 15:13:00

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1145186145
Nom	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE
Version du nom dans une autre langue	CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED

Adresse du domicile

Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada
---------	--

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Fasken Martineau DuMoulin LLP / c/o Corporate Services
Adresse	800 Place Victoria Stock Exchange Tower Suite 3700, P.O. Box 242 Montréal (Québec) H4Z1E9 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-10-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-10-27
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
-----------------	----------------------------------

Date de la constitution	1995-08-29 Constitution
Régime constitutif	CANADA : Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) c. C-44
Régime courant	CANADA : Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2013-09-19
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2013-09-19 2013
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2014	2014-10-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2013	2013-10-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

La personne morale a fait l'objet de fusion(s).

Type	Loi applicable	Date	Nom et domicile de la personne morale	Composante	Résultante
Fusion simplifiée	CANADA : Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985) c. C-44	1997-12-01	CN TOWER LIMITED 200 KING STREET WEST SUITE 1500 TORONTO ON M5H3T4		1145186145

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7612
Activité	Agences immobilières
Précisions (facultatives)	REAL ESTATE MANAGEMENT

2^e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7511
Activité	Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements
Précisions (facultatives)	DEVELOPMENT REAL ESTATE MANAGEMENT

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	
De 6 à 10	

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir**Actionnaires**

Premier actionnaire	
Le premier actionnaire est majoritaire.	
Nom	CANADA LANDS COMPANY LIMITED
Adresse	1 UNIVERSITY AVENUE, SUITE 1200 TORONTO (ONTARIO) M5J2P1

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	MACINTOSH, WAYNE
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	FOGLER, FLOYD S.D.
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	MCPHEE, ALANA G.
Date du début de la charge	

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	PELLETIER, LOUISE N.
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	EVANS, W. MICHAEL
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	HAMES, CLINT
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom	WALSH, GRANT B.
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Howald
Prénom	Robert
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Nom de famille	Barker
Prénom	Gregory
Fonctions actuelles	Secrétaire
	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Adresse

Nom de famille	DIRKS
Prénom	JURGEN
Fonctions actuelles	Principal dirigeant
Adresse	1200-1 Avenue University Toronto Ontario M5J2P1 Canada

Fondé de pouvoir

Nom	Fasken Martineau DuMoulin LLP / c/o Richard Clare
Adresse	800 Place Victoria, Stock Exchange Tower, Suite 3700, P.O. Box 242, Montréal Québec H4Z1E9 Canada

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.
--

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0004 - SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE (Établissement principal)	800 boul. René-Lévesque O Montréal (Québec) H3B1X9 Canada	Agences immobilières (7612) Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements (7511)
0005 - SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE (Établissement principal)	333 rue de la Commune O Montréal (Québec) H2Y2E2 Canada	Agences immobilières (7612) Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements (7511)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.
--

Index des documents**Documents conservés**

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-09-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-09-25
Déclaration de mise à jour courante	2011-07-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-04-06
Modification correction / Acte de régularisation	2011-01-19
Modification correction / Acte de régularisation	2011-01-19
État et déclaration de renseignements 2010	2010-10-07

Déclaration modificative	2010-07-23
État et déclaration de renseignements 2009	2009-10-16
Déclaration modificative	2009-06-22
Déclaration modificative	2009-02-18
Déclaration annuelle 2008	2009-01-16
Déclaration modificative	2009-01-15
Déclaration annuelle 2007	2008-04-11
Avis de défaut	2008-02-25
Déclaration modificative	2007-11-20
Déclaration modificative	2007-03-22
Déclaration modificative	2007-02-13
Déclaration modificative	2007-01-30
Déclaration annuelle 2006	2006-10-30
Déclaration annuelle 2005	2005-11-18
Déclaration annuelle 2004	2004-11-12
Déclaration annuelle 2003	2003-11-22
Déclaration annuelle 2002	2002-11-27
Déclaration annuelle 2001	2001-10-25
Déclaration annuelle 2000	2000-11-16
Modification correction / Acte de régularisation	2000-02-22
Déclaration annuelle 1999	1999-10-29
Déclaration annuelle 1998	1998-11-24
Déclaration modificative	1998-08-19
Déclaration annuelle 1997	1998-02-05
Déclaration annuelle 1996	1997-01-21
Déclaration d'immatriculation	1995-10-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	1998-11-24
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE	CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED	1998-11-24		En vigueur
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE CANADIENNE CLC LIMITÉE	CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED	1995-08-29	1998-11-24	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE		2008-04-11		En

DU CANADA CLC LIMITÉE	vigueur
-----------------------	---------



© Gouvernement du Québec

CONVENTION DE PROLONGATION DE BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE, ayant une place d'affaires au 333, rue de la Commune Ouest, à Montréal, Québec, H2Y 2E2, représentée par Daniel Dorey, Vice-président principal, Immobilier et Jurgen Dirks, Chef des services financiers et Vice-président, administration, dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent dûment autorisés aux fins des présentes tels qu'ils le déclarent.

(Ci-après appelée le « **Bailleur** »)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

(Ci-après appelée le « **Locataire** »)

ATTENDU QUE le Bailleur est propriétaire d'un immeuble connu comme le lot 4 657 460 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« **Immeuble** ») suite à une convention relative à une vente à terme non-publiée intervenue le 23 septembre 2010 entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à titre de vendeur, et le Bailleur, à titre d'acheteur.

ATTENDU QU' aux termes d'une Convention de Bail signée en 2012, laquelle a été publiée par avis au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 1^{er} octobre 2012, sous le numéro 19 457 605 (ci-après appelé la « Convention de Bail »), SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE, a loué au Locataire un immeuble connu comme le lot 4 657 460 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après appelé l'« Édifice »), ayant une superficie locative d'environ trois mille soixante cinq mètre carrés (3 065 m²), pour un terme de vingt-deux (22) mois, commençant le 1^{er} septembre deux mille douze (2012) et se terminant le trente (30) juin deux mille quatorze (2014).

ATTENDU QUE le Locataire a exercé l'option de renouvellement prévu à l'article 3 de la Convention de Bail.

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications à la convention de Bail, lesquelles s'appliqueront à la période de renouvellement.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la Convention de prolongation de Bail.

2 DURÉE

Les parties conviennent de prolonger la durée de la Convention de Bail pour une période additionnelle de deux (2) ans, débutant le 1^{er} juillet 2014 et se terminant le 30 juin 2016.

Par ailleurs, les parties conviennent d'annuler, à toutes fins de droit, à l'article 3 de la Convention de Bail intitulée « Renouvellement ».

Initiales	
Bailleur	Locataire

3 Loyer

L'article 4.1 de la Convention de Bail intitulée « LOYER » est annulé et remplacé comme suit :

La Convention de prolongation de Bail est consentie en considération d'un loyer annuel de seize mille huit cent vingt-sept dollars et vingt-quatre cents (16 827,24 \$), auxquels s'ajoutent les taxes de ventes (TPS et TVQ ou toute autre taxes les remplaçant), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille quatre cent deux dollars et vingt-sept cents (1 402,27 \$) chacun, auxquels s'ajoutent les taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée de la Convention de Bail le loyer sera ajusté seront les modalités de la Convention de Bail.

Le numéro de TPS du Bailleur est 872973367RT0001

Le numéro de TVQ du Bailleur est 1022307289TQ0001

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sans demande préalable du Bailleur, à l'ordre de Société immobilière du Canada CLC limitée et délivré au 333, rue de la Commune Ouest, Montréal (Québec) H2Y 2E2.

4 Ratification

Sous réserve des dispositions et modification contenues dans la présente convention de bail, tous les autres engagements, conditions et stipulation spécifiquement convenus dans cette modification, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

POUR LE BAILLEUR :

Signée par le Bailleur à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2014

Par _____
Daniel Dorey, Vice-président principal, immobilier, Québec

Par _____
Jurgen Dirks, Chef des services financiers et Vice-président, administration

POUR LA LOCATAIRE :

Signée par la Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2014

Par _____
Colette Fraser

Cette convention de prolongation de bail a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le _____ (CG _____).

Initiales	
Bailleur	Locataire

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1145323003

- **Description de la transaction :** Approuver le projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue, de la Société immobilière du Canada limitée.
- **Durée ;** Pour une période de 2 ans, à compter du 1^{er} juillet 2014
- **Type de transaction :** Location - à des fins de stationnement sur un terrain vague
- **Endroit :** sis sur la rue Mill, lot 4 657 460 du cadastre du Québec
- **Superficie des lieux loués :** 3 065 m²

Locateur : Société immobilière du Canada limitée

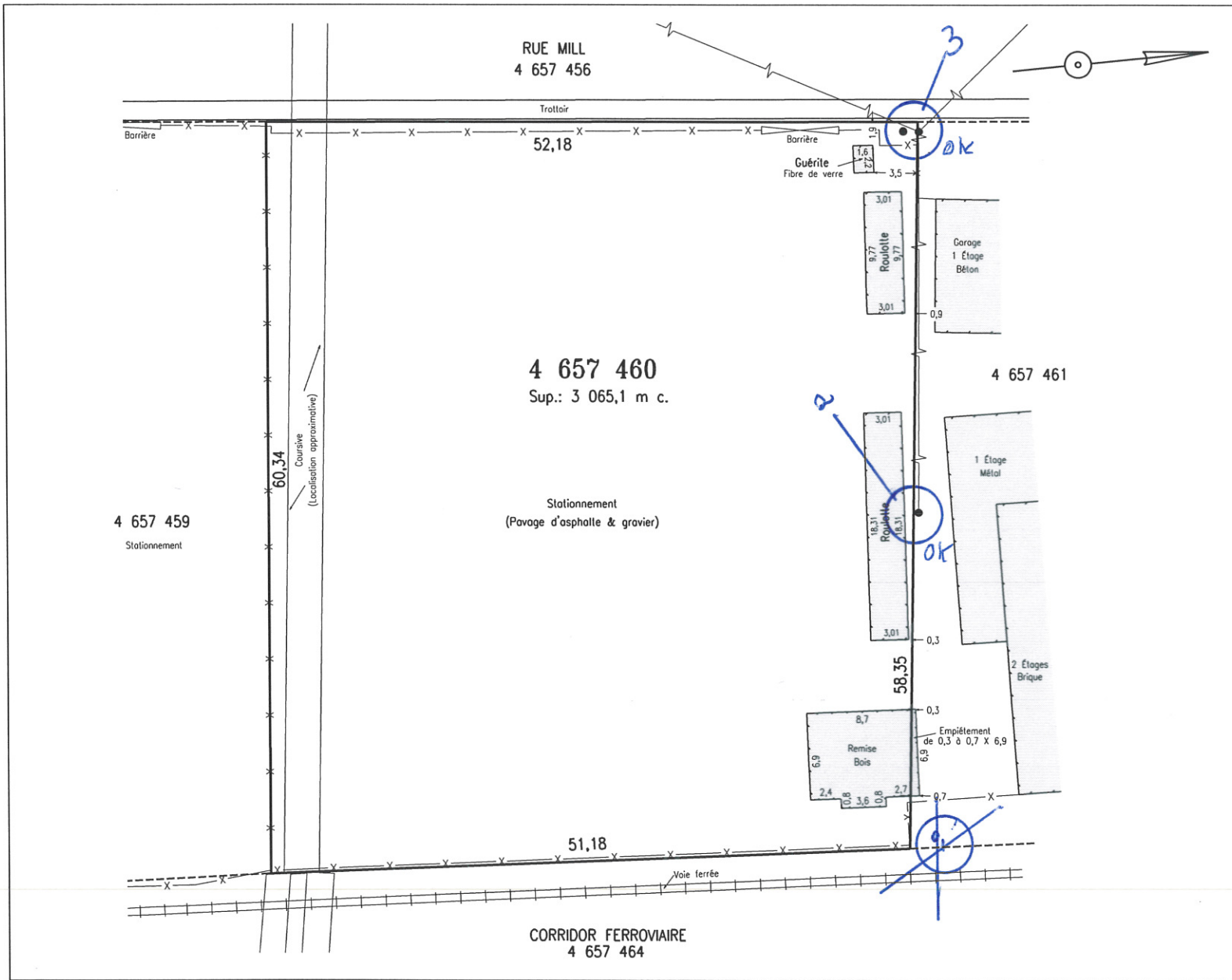
Locataire : Ville de Montréal.

Recettes ou dépenses: 78 896,35 \$ (5,49 \$/m²)

Valeur locative : oscille entre 5,49 \$/m² et 5,70 \$/m²

Raison de la location Location d'un terrain vague à des fins de stationnement pour afin de répondre aux besoins opérationnels des occupants de l'édifice Louis-Charland.

Préparé par :	INITIALES	DATE
		(JJ-MM-AA)
Martine D'Astous	Téléphone : 2-2493	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____



LÉGENDE

- POTEAU
- ⊗ REPERE D'ARPENTAGE
- ⊙ VALVE D'EAU
- ⊙ PUISARD
- REGARD
- ⊙ ARBRE
- ◇ BORNE-FONTAINE
- ⊙ LAMPADAIRE
- H AIE
- X — CLÔTURE
- LIGNE ÉLECTRIQUE
- LIMITE DE TALUS
- BORD BOISÉ
- FOSSE
- LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- LIGNE DE LOT

NOTES:
 CETTE PROPRIÉTÉ EST ASSUJETIE À UNE SERVITUDE DE TOLÉRANCE À L'ÉGARD DES VOIES FERRÉES (BRUIT, VIBRATIONS, ETC.) - PUBL.: 17 116 699
 UN BAIL EN FAVEUR DE 9097-0138 QUÉBEC INC. AFFECTE CETTE PROPRIÉTÉ (BAUX B2161-1 ET B2161-2 DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL) - ÉCHÉANCE 31 AOÛT 2011
 LES COURSES PROVIENNENT D'UN FICHER INFORMATIQUE FOURNI PAR L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTRÉAL ET N'ONT FAIT L'OBJET D'AUCUNE VÉRIFICATION SUR LE TERRAIN.
 LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS À PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

CE PLAN ET LE RAPPORT QUI L'ACCOMPAGNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT DOCUMENT. IL NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR D'AUTRES FINS QUE CELLES MENTIONNÉES AU RAPPORT CI-JOINT.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S)	4 657 460
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	VILLE-MARIE
ÉCHELLE	1=300 SI
RECHERCHES	11 MARS 2011
TERRAIN	1er JUIN 2010
DESSIN	1004-43

COPIE CONFORME LE
 SIGNÉ À MONTRÉAL LE 23 MARS 2011

Martin Gascon a.-g.
 MINUTE : 4498 DOSSIER : 1004-43



Gascon a.-g. inc.
 ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
 4244, RUE DE SALABERRY
 MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
 Tél: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
 Courriel: info@gasconog.com



Dossier # : 1145928001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Gestion des immeubles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc., pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 644 548.93 \$ taxes incluses – Appel d'offres public 14-13421 – 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1- d'accorder à Globex Courrier Express International Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 3 ans avec deux années de prolongation de 1 an chacune, le contrat pour la fourniture de service de messagerie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 644 548.93\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13421 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur ;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 644 548.93\$.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-21 18:46

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1145928001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Gestion des immeubles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc., pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 644 548.93 \$ taxes incluses – Appel d'offres public 14-13421 – 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Conclure un contrat de service suite à l'appel d'offres public 14-13421 pour la fourniture d'un service de messagerie exclusif pour le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) d'une durée de trois (3) ans avec 2 options de prolongation d'une année chacune. Le service de messagerie doit d'abord assurer la cueillette des sacs de courrier interne dans les unités, les transporter au centre de tri du SPVM et les redistribuer. Le courrier doit être livré à l'interne dans un délai de 24 heures, d'une unité à une autre. Le SPVM compte environ 150 unités, incluant les postes de quartier répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. Le fournisseur doit également nous offrir des transports de courrier sur demande dans un délai prédéterminé.

La Direction de l'approvisionnement a procédé au lancement de l'appel d'offres publique pour l'acquisition d'un service de messagerie pour le SPVM, le tout selon les termes, clauses et conditions de l'appel d'offres 14-13421.

L'appel d'offres a été lancé le 10 février 2014 pour une période de 3 semaines - la fermeture de l'appel d'offres et l'ouverture des soumissions ont eu lieu le 3 mars 2014. Il y a donc eu un délai de 20 jours pour la préparation et le dépôt des documents par les soumissionnaires.

Le délai de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier à compter de la date de l'ouverture des soumissions.

Durant la période de sollicitation, cinq (5) addendas ont été distribués à tous les détenteurs du cahier de soumission.

Addenda 1 émis le 18 février 2014 - réponses aux questions concernant les articles 1 et 3.
Addenda 2 émis le 21 février 2014 - réduire le montant de garantie d'exécution de 50% à 30% ; information sur l'article 10.

Addenda 3 émis le 25 février 2014 - complément d'information à l'article 1.

Addenda 4 émis le 26 février 2014 - réponses aux questions concernant l'article 1, 2, et 10.

Addenda 5 émis le 28 février 2014 - réponse à la question article 1.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0108 - du 25 avril 2013 - Autoriser une dépense de 240 667,70 \$, taxes incluses, pour la deuxième année de prolongation du contrat avec Les Messageries Marathon MTL (2947-4470 Québec Inc.), pour la fourniture d'un service de messagerie au SPVM, soit du 17 août 2013 au 16 août 2014, majorant ainsi le montant total du contrat de 481 335,40 \$ à 722 003,10 \$.

CE12 0409 - 17 août 2012 - Autoriser une dépense de 240 667.70\$, taxes incluses, pour la prolongation de la première année d'option du contrat à Les Messagerie Marathon MTL (2947-4470 Québec Inc.) pour la fourniture d'un service de messagerie, du 17 août 2012 au 16 août 2013, majorant ainsi le montant total du contrat de 240 667.70\$ à 481 335.40\$.

CE11 1268 - 17 août 2011 - Accorder à Messagerie Marathon MTL (2947-4470 Québec Inc.) plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 12 mois et de deux options d'une année, le contrat pour la fourniture d'un service de messagerie, soit au prix total approximatif de 240 667.70\$.

CE09 1490 - 19 août 2009 - Octroi d'un contrat à Messagerie Marathon MTL pour la fourniture d'un service de messagerie pour le SPVM, pour la période de 36 mois, au prix total approximatif de 406 817.30\$, taxes incluses - Appel d'offres public 09-11024.

DESCRIPTION

Assurer à l'ensemble des unités du SPVM un service d'envoi et de réception de courrier, dans un délai de 24 heures. Permettre également la livraison de dossiers à la cour dans un délai adéquat quant à la comparution de prévenus devant comparaître le lendemain matin.

JUSTIFICATION

Les services de messagerie mentionnés dans le présent document sont essentiels afin de pouvoir répondre aux besoins opérationnels du SPVM.

Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un de services autres que professionnels, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi, car non visé par cette loi. De ce fait, la compagnie Globex Courrier Express International inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat. La compagnie Globex Courrier Express International inc. n'est pas inscrite au registre de l'Autorité des marchés financiers.

L'estimation a été faite en prenant en considération les prix soumis au dernier contrat du mois d'août 2009. Considérant l'indice des prix à la consommation, une majoration de 8.5% a été utilisée pour calculer cette estimation.

Il y a eu 11 preneurs de cahier de charges et 4 soumissions dont 3 conformes administrativement. Le contrat est octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

Soumissions conformes	Prix de base	Autre (taxes)	Total taxes incluses
Globex Courrier Express International Inc.	560 599.20 \$	83 949.70 \$	644 548.93 \$
Med Express Inc.	639 258.00 \$	95 728.89 \$	734 986.89 \$
Les Messageries Marathon MTL	667 317.00 \$	99 930.72 \$	767 247.72 \$
Dernière estimation réalisée	621 965.13 \$	96 241.33 \$	718 206.46 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>((total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions))</i>			715 594.50 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			10 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			122 698.80 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>			20 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			(73 657.50) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			-10 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			90 438.00 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			10 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder à Globex Courrier Express International inc. pour la fourniture, pour le SPVM, pour la fourniture de service de messagerie exclusif SPVM, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 644 548.93 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13421 - (4 soumissionnaires).

Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention du Service des ressources financières du Service de police de la Ville de Montréal.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission d'un contrat de service suite à l'adoption de la résolution par le conseil d'agglomération.

Calendrier d'inscription projeté : comité exécutif

- 4 juin 2014

Calendrier d'inscription projeté : comité municipal

- 16 juin 2014

Calendrier d'inscription projeté : comité d'agglomération

- 19 juin 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'approvisionnement , Direction (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Avis favorable avec commentaires :

Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien (Réginald CINEAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve-Eric PICARD
Adjoint au chef de section, gestion des
immeubles SPVM

Tél : 514-280-3195
Télécop. : 514-280-3193

ENDOSSÉ PAR

Dominic HARVEY
Inspecteur chef

Tél :
Télécop. :

Le : 2014-05-13

514-280-2150

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Didier DERAMOND
Directeur adjoint - Police
Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2014-05-21

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Marc PARENT
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1145928001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal, Direction des opérations - Activités de soutien, Direction, Division des ressources matérielles-Gestion des immeubles
Objet :	Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc., pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 644 548.93 \$ taxes incluses – Appel d’offres public 14-13421 – 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Il est recommandé d'accorder un contrat à Globex Courrier Express International Inc., pour la fourniture de service de messagerie, pour une période de 3 ans avec deux années de prolongation d'un an chacune pour une somme maximale de 647 344.92 \$, taxes incluses. Les coûts de ce contrat sont prévus au budget de fonctionnement du SPVM et tiennent compte de la ristourne pour la TPS de 100 % et de la ristourne pour la TVQ de 62,8 %.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

Depuis le 1er avril 2011, la Ville doit publier la liste de tous les contrats comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ conformément à l'article 477.5 de la Loi des cités et villes. Puisque le contrat découlant de cet appel d'offres répond aux critères de l'article 477.5, il sera rendu public par l'entremise du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO).

Le présent contrat représente une baisse d'environ 11% par rapport au contrat qu'il remplace.

- **Adjudication des contrats**

En vertu de la loi sur les cités et villes portant sur l'adjudication des contrats, tout contrat, de plus de 500 000 \$ (taxes incluses), ne peut être adjugé qu'à la suite d'un appel d'offres public et devra être approuvé par le conseil d'agglomération.

Le présent dossier respecte ces deux conditions, par conséquent il est conforme à la loi sur les cités et villes.

• **Imputation comptable (Taxes nettes)**

	2014 (4,5 mois)	2015	2016	2017 (7,5 mois)	TOTAL
1001.0010000.107152. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Gestion des immeubles, Activités policières, Poste, messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif	34 394,73 \$	91 719,29 \$	91 719,29 \$	57 324,56 \$	275 157,88 \$
1001.0010000.107012. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Service des enquêtes spécialisées, Activités policières, Poste, messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif	1 811,84 \$	4 831,58 \$	4 831,58 \$	3 019,74 \$	14 494,73 \$
1001.0010000.107034. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Service à la communauté - région ouest, Activités policières, Poste, messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif	9 175,11 \$	24 466,96 \$	24 466,96 \$	15 291,85 \$	73 400,87 \$
1001.0010000.107053. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Service à la communauté - région sud, Activités policières, Poste,	9 059,19 \$	24 157,84 \$	24 157,84 \$	15 098,65 \$	72 473,53 \$

messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif					
1001.0010000.107067. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Service à la communauté - région nord, Activités policières, Poste, messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif	9 175,10 \$	24 466,94 \$	24 466,94 \$	15 291,83 \$	73 400,81 \$
1001.0010000.107086. 02101.53401.014004. 0000.000000.061700. 00000.00000 AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Service à la communauté - région est, Activités policières, Poste, messagerie et fret, Frais de messagerie, Exclusif	9 059,19 \$	24 157,84 \$	24 157,84 \$	15 098,65 \$	72 473,53 \$
TOTAL	72 675,17 \$	193 800,45 \$	193 800,45 \$	121 125,28 \$	581 401,35 \$

Montant Total					
	2014 (4,5 mois)	2015	2016	2017 (7,5 mois)	TOTAL
Montant avant taxes	70 074,90 \$	186 866,40 \$	186 866,40 \$	116 791,50 \$	560 599,20 \$
Montant taxes incluses	80 568,62 \$	214 849,64 \$	214 849,64 \$	134 281,03 \$	644 548,93 \$
Montant Taxes nettes	72 675,17 \$	193 800,45 \$	193 800,45 \$	121 125,28 \$	581 401,35 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Réginald CINEAS
Conseiller en gestion des ressources
financières
Tél : (514) 280-8531

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Manon LANDRY
Chef du Service des ressources financières du
SPVM
Tél : (514) 280-2518
Division :

Dossier # : 1145928001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Gestion des immeubles
Objet :	Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc., pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 644 548.93 \$ taxes incluses – Appel d’offres public 14-13421 – 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no: 14-13421
Titre : SPVM – SERVICE DE MESSAGERIE

Date de lancement : 10 février 2014

Date d'ouverture : 3 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (11) :

2848-4848 Québec Inc. / Messageries Quick
Canbec(1980) Inc.
Courrier Rapide
Globex Courrier Express Intl Inc.
Intelcom Courrier Canada Inc.
Les Messageries du Grand Montréal Inc.
Med Express Inc.
Messagerie Malla Inc.
Messagerie Marathon Ltée.
Planète Courrier Inc.
Prodoc Courrier

Soumissionnaires (4) :

Globex Courrier Express Intl Inc.
Med Express Inc.
Messagerie Marathon Ltée.
Messagerie West Island Express Inc.

Analyse des soumissions

On a reçu cinq soumissions pour cet appel d'offres. L'entreprise Messagerie Malla Inc. a déposé une soumission et un formulaire de désistement. La représentante de cette entreprise nous a confirmé qu'il s'agit d'un désistement et non d'une soumission. Pour cette raison, on a indiqué qu'on a reçu quatre soumissions pour l'appel d'offres 14-13421, SPVM - Service de messagerie.

Lors des vérifications administratives des soumissions reçues, nous constatons que la firme Messagerie West Island Express Inc. n'a pas acheté les documents sur le site officiel SÉAO et aussi qu'elle n'a pas déposé la garantie de soumission demandée pour cet appel d'offres. L'offre de cette firme a été déclaré non conforme.

Les trois autres entreprises ont déposé des soumissions jugées conformes administrativement et techniquement.

Le montant total de la firme Globex Courrier Express Inc. a été corrigé à la baisse parce que le montant indiqué pour la taxe de vente du Québec (TVQ) était erroné.

Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, le contrat sera octroyé en entier au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme **Globex Courrier Express Inc.**

Tableau de prix:



[14-13421-Tableau prix.pdf](#)

Montant de l'offre :

560 599.20 \$ + TPS (5%) 28 029.96 \$ + TVQ (9,975%) 55 919.77 \$ = 644 548.93 \$

Adjudicataire recommandé :

Octroyer le contrat à la firme **Globex Courrier Express Inc.** pour le projet cité ci-haut, pour une période de trois (3) ans, avec deux options de prolongation de douze (12) mois chacune, au montant total de **644 548.93 \$**, le tout conformément à l'appel d'offres public 14-13421.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-6717


ENDOSSÉ PAR

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-1027

Le : 2014-05-15

Division : Service de l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Roxana Racasan Oancea 
2	Titre de l'appel d'offres	SPVM - SERVICE DE MESSAGERIE
3	Description (si nécessaire en complètement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	14-13421
5	Préposée au secrétariat	Hafida Mouhandiz (7 mars 2014)
6	Type de sollicitation	Public
7	Date d'ouverture	
8	Service requérant	SPVM
9	Requérant	Steve-Éric Picard

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ \$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	MED EXPRESS INC.		Net 30 jours	Fournie	chèque de 14 699,74 \$		Conforme	10866
2	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.		Net 30 jours	Fournie	chèque de 12 946,90 \$		Conforme	10867
3	LES MESSAGERIES MARATHON MTL			Fournie	chèque de 15 345,00 \$		Conforme	10868

Agent d'approvisionnement				14-13421		Titre de l'appel d'offres:		SPVM - SERVICE DE MESSAGERIE	
Roxana Racasan Oancea				MED EXPRESS INC.		GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.		LES MESSAGERIES MARATHON MTL	
No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Du lundi au vendredi inclusivement, excluant les jours fériés, une livraison et une cueillette du courrier aux endroits spécifiés à l' Annexe «A» . Le courrier ainsi recueilli doit être livré au Centre du courrier au 5000, rue Iberville , Montréal à ou vers 07h00.		69936	3,00 \$	209 808,00 \$	2,50 \$	174 840,00 \$	4,50 \$	314 712,00 \$
2	Du lundi au vendredi inclusivement, excluant les jours fériés, une cueillette du courrier au 5000, rue Iberville , Montréal, et une livraison avant 08h00 dans quelques (20) sections du Quartier Général situé au 1441, rue St Urbain , à Montréal. (voir Annexe B)		14880	3,00 \$	44 640,00 \$	1,50 \$	22 320,00 \$	1,50 \$	22 320,00 \$
3	Les lundis, mercredis et vendredis, excluant les jours fériés, une livraison du courrier à la G.R.C. au 4225, boul. René Lévesque Ouest et le retour au 5000, rue Iberville, Montréal, le même jour.		438	3,00 \$	1 314,00 \$	18,00 \$	7 884,00 \$	8,00 \$	3 504,00 \$
4	Les lundis, mercredis et vendredis, excluant les jours fériés, une cueillette du courrier au Service des incendies de Montréal, 200, rue Bellechasse, à 9h15, et une livraison au 7275, rue Sherbrooke Est à 10h00 le même jour.		438	3,00 \$	1 314,00 \$	41,00 \$	17 958,00 \$	0,00 \$	
5	Les mardis et jeudis, excluant les jours fériés, une cueillette du courrier au 2120, rue Sherbrooke Est et une livraison au 5000, rue Iberville, Montréal, à 10h00 le même jour.		294	3,00 \$	882,00 \$	12,00 \$	3 528,00 \$	6,00 \$	1 764,00 \$
6	Les mardis, jeudis et vendredis, excluant les jours fériés, une cueillette du courrier au 454, Place Jacques Cartier, 5ième étage et une livraison au 5000, rue Iberville, Montréal, à 10h00 le même jour.		438	3,00 \$	1 314,00 \$	12,00 \$	5 256,00 \$	8,00 \$	3 504,00 \$
7	Pour les articles 1à 6, Coût par sac ou colis additionnels		20832	3,00 \$	62 496,00 \$	0,10 \$	2 083,20 \$	1,50 \$	31 248,00 \$

Agent d'approvisionnement		14-13421		Titre de l'appel d'offres:		SPVM - SERVICE DE MESSAGERIE			
Roxana Racasan Oancea		MED EXPRESS INC.		GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.		LES MESSAGERIES MARATHON MTL			
No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
Cueillette et livraison d'un courrier ou d'un colis ne dépassant pas 2 kilos, dans un délai maximum de 4 heures du lundi au dimanche, à toute heure du jour et de la nuit.									
8	a) Territoire Centre ville à Centre ville (Amherst à l'est, Atwater à l'ouest, Avenue des Pins au nord, fleuve au sud)		1005	8,00 \$	8 040,00 \$	9,00 \$	9 045,00 \$	3,00 \$	3 015,00 \$
	b) Territoire Centre à Centre [(Iberville à l'est, St-Denis à l'ouest, Henri-Bourrassa au nord, fleuve au sud (excluant la partie a)].		1005	8,00 \$	8 040,00 \$	9,00 \$	9 045,00 \$	3,00 \$	3 015,00 \$
	c) Territoire de l'Île de Montréal (excluant les parties a et b)		2505	12,00 \$	30 060,00 \$	16,00 \$	40 080,00 \$	5,00 \$	12 525,00 \$
Cueillette et livraison d'un colis ne dépassant pas 2 kilos, dans un délai de 24 heures du lundi au vendredi entre 6h00 et 18h00.									
9	a) Territoire Centre ville à Centre ville (Amherst à l'est, Atwater à l'ouest, Avenue des Pins au nord, fleuve au sud)		135	3,00 \$	405,00 \$	9,00 \$	1 215,00 \$	3,00 \$	405,00 \$
	b) Territoire Centre à Centre (Iberville à l'est, St-Denis à l'ouest, Henri-Bourrassa au nord, fleuve au sud (excluant la partie a)).		135	3,00 \$	405,00 \$	9,00 \$	1 215,00 \$	3,00 \$	405,00 \$
	c) Territoire de l'Île de Montréal (excluant les parties a et b)		180	3,00 \$	540,00 \$	16,00 \$	2 880,00 \$	5,00 \$	900,00 \$
10	Cueillette et livraison d'un courrier ou d'un colis, dans un délai maximum d'une heure. Principalement de nos 4 – « Service à la communauté » vers le centre-ville ou du centre-ville vers nos 4 – « Service à la communauté ». (Voir annexe A)		27000	10,00 \$	270 000,00 \$	9,75 \$	263 250,00 \$	10,00 \$	270 000,00 \$
				Total	639 258,00 \$	Total	560 599,20 \$	Total	667 317,00 \$
				TPS	31 962,90 \$	TPS	28 029,96 \$	TPS	33 365,85 \$
				TVQ	63 765,99 \$	TVQ	55 919,77 \$	TVQ	66 564,87 \$
				TOTAL	734 986,89 \$	TOTAL	644 548,93 \$	TOTAL	767 247,72 \$

Soumissionnaire le moins cher au total

GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL	560 599,20 \$	+ TPS	28 029,96 \$	+ TVQ	55 919,77 \$	644 548,93 \$
--	---------------	-------	--------------	-------	--------------	----------------------

Dossier # : 1145928001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien , Direction , Division des ressources matérielles-Gestion des immeubles
Objet :	Accorder un contrat à Globex Courrier Express International inc., pour la fourniture de service de messagerie exclusif au Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois pour une somme maximale de 644 548.93 \$ taxes incluses – Appel d’offres public 14-13421 – 4 soumissionnaires



[Globex - corrections.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve-Eric PICARD
Adjoint au chef de section, gestion des immeubles SPVM

Tél : 514-280-3195
Télécop. : 514-280-3193

Service de la concertation des
arrondissements
et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal 

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Page sommaire

APPEL D'OFFRES PUBLIC
BIENS ET SERVICES GÉNÉRAUX
N° 14-13421

Emission :	Fermeture :	À :
10 février 2014	3 mars 2014	14 h

SPVM – SERVICE DE MESSAGERIE

Cette soumission devra être reçue à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), avant 14 h le 3 mars 2014. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de ville.

Une garantie de soumission égale à 2 % du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, doit accompagner cette soumission.

Description et sommaire de soumission	Montant
<p>Fourniture d'un service de messagerie pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de trente-six (36) mois, conformément aux documents du présent appel d'offres.</p> <p style="text-align: right;"> Montant total avant taxes : 560 599,20 \$ Taxe sur les produits et services 5 % : 28 029,96 \$ Taxe de vente du Québec 9,975 % : 58 715,76 \$ Montant total : 647 344,92 \$ </p>	<p style="font-size: 2em; text-align: right;">560 599,20 \$ 28 029,96 \$ 58 715,76 \$ 647 344,92 \$ 644 548,93 \$</p> <p style="text-align: right;">RR 55 219,77</p>

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143170216

Si non inscrit au REQ, cocher ici :

Nous, soussignés GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2267, RUE GUÉNETTE, ST-LAURENT, QC, H4R 2E9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :

CHARLES FORTIN

VICE-PRÉSIDENT VENTES ET OPÉRATIONS

Téléphone : 514-739-7977 p. 223

Télécopieur : 514-739-6377

Courriel : C.FORTIN@GLOBEXCOURRIER.COM

Signature :



Jour 24

Mois 02

Année 2014

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

**Dossier # : 1143511001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

Il est recommandé :

1- Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la fourniture pour la location de 1 retourneur d'andains avec 1 opérateur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881.75\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 313 881.75\$.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-28 07:53

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année, le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) reçoit des feuilles ramassées sur le territoire de l'agglomération de Montréal depuis l'automne 1995. Le Certificat d'autorisation actuel, émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), permet le compostage de 16 000 tonnes de feuilles par année. Pour la période 2014 à 2017, le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal de la Direction générale adjointe - Qualité de vie, débutera la préparation des sols et la végétalisation nécessaire pour l'aménagement du futur parc du Complexe environnemental de Saint-Michel dont une portion sera ouverte au public en 2017. La totalité du compost disponible sera utilisée pour l'aménagement du parc. Le compostage est un procédé qui transforme la matière organique en une matière semblable au terreau. Ce processus se fait en présence d'oxygène. Il est nécessaire de brasser (retourner) les andains de feuilles afin d'introduire de l'air. En l'absence d'air, le processus de compostage s'arrête et il survient une fermentation anaérobie pouvant engendrer des odeurs. Il est important de retourner régulièrement les andains au début du processus de compostage afin d'éviter la génération d'odeur.

Le montant du présent contrat octroyé, pour les périodes du 15 octobre 2014 au 30 juin 2016, plus une année d'option du 15 octobre 2016 au 30 juin 2017, permet une plus grande flexibilité sur les besoins et décisions concernant le retournement du compost.

Le contrat actuel, dont l'appel d'offres porte le no 11-11719, se termine le 30 juin 2014.

Aucuns honoraires professionnels ne sont prévus dans le cadre de ce projet.

Ce choix proactif lors de la demande de soumission nous permet de connaître les

paramètres des coûts et de l'échéancier à l'avance.

L'appel d'offres a été publié le 24 février 2014 et l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 12 mars 2014. La durée de publication était de 16 jours..

La période de validité de la soumission est de 120 jours, soit jusqu'au 10 juillet 2014. Aucun addenda n'a été requis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1043 (31 juillet 2013) Accorder une dépense additionnelle de 96 579 \$, taxes incluses, afin d'exercer, conformément à l'art. 3 du cahier des clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 11-11719, l'option de prolongement du contrat pour une période de 12 mois (approx. 120 heures), du 15 octobre 2013 au 30 juin 2014, dans le cadre du contrat accordé à Mironor 142975 Canada Ltée (CE11 1650), majorant ainsi le montant total du contrat de 177 723 \$ à 274 302\$.

CE11 1650 (19 octobre 2011) Accorder à 142975 Canada Ltée (Mironor), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 240 heures, réparties du 15 octobre 2011 au 30 juin 2013, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 177 723 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #11-11719; avec la troisième année en option.

CE10 1694 (27 octobre 2010) Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée "Mironor" pour la fourniture de la location d'un retourneur d'andains avec opérateur pour une période de 120 heures réparties sur neuf mois au prix total approximatif de 94 011,75 \$ taxes incluses, appel d'offres sur invitation # 10-11400 (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le contrat comprend la location d'un retourneur d'andains avec opérateur pour le retournement des feuilles, pour une durée totale de 390 heures répartie comme suit : 260 heures étalées sur les deux périodes suivantes : du 15 octobre 2014 au 30 juin 2015, du 15 octobre 2015 au 30 juin 2016, et 130 heures du 15 octobre 2016 au 30 juin 2017. Les dates des périodes sont estimées, car les activités sont tributaires des conditions météorologiques. Un retournement plus fréquent favorise une meilleure aération de la matière, un compostage plus efficace et un contrôle des odeurs. L'équipement a la capacité de retourner l'ensemble des andains de feuilles en une journée.

JUSTIFICATION

Il est impossible d'effectuer du compostage de feuilles au CESM sans un équipement pour effectuer le brassage efficace des andains afin d'y introduire de l'air. La Ville de Montréal ne possède pas ce type d'équipement et les besoins n'en justifient pas l'acquisition. Le contrat est octroyé sur une période qui se termine le 30 juin 2017, et ce, dans le but de s'arrimer avec l'ouverture au public en 2017.

Sur quatre preneurs du cahier des charges, dont la liste complète se retrouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement, un seul a déposé une soumission, et trois se sont désistés. En ce qui concerne les motifs de désistement, un premier répondant a indiqué ne pas avoir l'équipement requis, un deuxième répondant a indiqué que l'équipement demandé était trop spécialisé, et le troisième répondant n'a pas répondu.

Soumissions conformes	Coût de base (taxes incluses)	Autres (contingences)	Total (taxes incluses)
142975 Canada inc Ltée Mironor	313 881,75 \$	0 \$	313 881,75 \$
Dernière estimation réalisée	290 311,88 \$	0 \$	290 311,88 \$

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (<i>l'adjudicataire - estimation</i>)	23 569,87 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (<i>(l'adjudicataire - estimation) / estimation</i>) x 100	8,2 %

La Ville s'est prévalu de l'article 573.3.3. de la loi sur les cités et villes, qui permet de conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission lorsqu'une seule soumission conforme est reçue. Ainsi, suite à la négociation, le soumissionnaire consent à accorder une réduction du taux horaire pour l'article 2 du bordereau de soumission, réduisant le taux horaire de 725,00 \$ à 700,00 \$ pour les 130 heures de la période du 15 octobre 2016 au 30 juin 2017. Ainsi le prix total original soumis était de 317 618,44 \$, et le prix total après négociation de 313 881,75 \$ taxes incluses, soit une réduction de 3 736,69 \$. En pièce jointe vous trouverez la lettre de Mironor confirmant le prix négocié, ainsi qu'un tableau (no 1) démontrant les prix avant et après négociation.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Ce type d'activité qui n'est pas de la construction ne nécessite pas de licence RBQ.

L'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat. Par ailleurs, elle ne détient aucune autorisation de l'AMF dans aucun autre contrat public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat s'élève à 313 881,75 \$ taxes incluses, et à 283 130,21 \$ net de ristournes fédérales et provinciales, et il inclut une année d'option au montant de 104 627,25 \$ taxes incluses (94 376,74 \$ net de ristournes fédérales et provinciales). Il n'y a pas de contingences ni d'incidences à ce projet. Le contrat débute le 15 octobre 2014, et se termine le 30 juin 2017; il inclut une année d'option du 16 octobre 2016 au 30 juin 2017, et sera réparti sur quatre années financières, de 2014 à 2017. Voir en pièce jointe le tableau no 2 de la répartition des montants par année financière".

La répartition des montants par année est tributaire des conditions météorologiques et les activités de compostage sont liées à la réception des feuilles selon des périodes spécifiques :

Le budget net requis sera réparti sur les exercices 2014 à 2017. Pour 2014, le budget est prévu au PTI 2014-2016 du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal de la Direction générale adjointe - Qualité de vie. Alors que pour 2015, 2016 et 2017, les budgets nécessaires seront priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire des années subséquentes.

Information complémentaire :

Le futur parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) nécessitera une grande quantité de compost comme amendement des sols, favorisant la croissance et le développement des végétaux. Si ce compost n'est pas disponible, la Ville devra l'acheter du privé, augmentant substantiellement les coûts d'aménagement.

Information budgétaire : ce projet fait partie du Projet 32125-Aménagement du pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel, sous-projet 13-32125-002, projet SIMON no 148684.

Information comptable : la répartition par année financière, les comptes de provenance et d'imputation sont inscrits à l'intervention de la Direction des opérations budgétaires et

comptables du Service des finances.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'il s'agit des activités liées à la conception du parc du Complexe environnemental Saint-Michel, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les feuilles acheminées au CESM pour compostage sont revalorisées et ainsi détournées de l'enfouissement. Le compost produit répond aux besoins d'amendement du sol de plantation pour le parc. Cette action permet la valorisation de 12 000 à 16 000 tonnes de feuilles chaque année et contribue à la réalisation du parc du CESM, en favorisant la protection de la biodiversité, le taux de croissance et l'amélioration des végétaux qui seront plantés sur le site. Ainsi, cette action s'inscrit dans le cadre de l'objectif municipal d'augmenter la canopée sur l'ensemble du territoire montréalais de 20 % à 25 % d'ici 2025 par rapport à 2007.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le futur parc du CESM nécessitera une grande quantité de compost comme amendement des sols, favorisant la croissance et le développement des végétaux qui y seront plantés, possiblement dès 2014. Si ce compost n'est pas disponible, la Ville devra l'acheter du privé, augmentant substantiellement les coûts d'aménagement. Or, pour ce faire, l'appareil doit être disponible dès l'automne soit dès l'acheminement des feuilles au CESM puisque c'est au début du processus de compostage qu'un retournement régulier est requis.

Le contrat se termine le 30 juin 2017, soit l'année prévue de l'ouverture au public d'une portion du CESM en 2017. Cela permettra de faire le compostage de feuilles dans le cadre normal de nos opérations et permettra l'arrimage avec l'ouverture au public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Opération de retourneur d'andains : 260 heures étalées comme suit:

2014: du 15 octobre 2014 au 20 décembre 2014

2015: du 15 mars 2015 au 30 juin 2015, et du 15 octobre 2015 au 20 décembre 2015

2016: du 15 mars 2016 au 30 juin 2016

Opération de retourneur d'andains, période d'option, 130 heures étalées comme suit:

2016: du 15 octobre 2016 au 20 décembre 2016

2017: du 15 mars 2017 au 30 juin 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs



VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement
(Hélène CALCI)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction du matériel roulant et
des ateliers municipaux (Lucie MC CUTCHEON)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette
NTAKARUTIMANA)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'environnement , Direction (Luc BORNAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LONGPRÉ
agent technique principal

Tél : 872-4872
Télécop. : 872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-20

Mario MASSON
Chef de section - planification et contrôle des
projets- Division Bureau de projets
d'aménagement - grands parcs

Tél : 514-872-8689
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice

Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESH, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles - Direction de l'approvisionnement
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public n° 14-13471

Titre : LOCATION DE RETOURNEUR D'ANDAINS AVEC OPÉRATEUR.

Date de publication : 24 février 2014

Date d'ouverture : 12 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (4) :

- 142975 CANADA LTÉE-MIRONOR
- DÉNEIGEMENTS GÉRALD PESANT--9108-4566
- QUÉBEC INC
- LES ENTREPRISES MYRROY INC
- VERMEER CANADA

Soumissionnaire (1):

- 142975 CANADA LTÉE-MIRONOR

Raisons de non-dépôt de soumissions :

DÉNEIGEMENTS GÉRALD PESANT--9108-4566 QUÉBEC INC (pas l'équipement requis)
LES ENTREPRISES MYRROY INC (non répondu)
VERMEER CANADA (équipement trop spécialisé)

Analyse des soumissions :

Le processus d'appel d'offres public et le présent dossier sont conformes aux encadrements administratifs suivants :

- Politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
- La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
- L'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats»

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors de la vérification de la seule soumission reçue, la firme **142975 CANADA LTÉE-MIRONOR** ne se trouve pas sur le registre des entreprises non admissibles du (RENA), ni sur celle du directeur général des élections (DGEQ), et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle. Ce contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Ces vérifications ont été effectuées le 14 mars 2014.

Il s'agit d'un produit spécialisé. À notre connaissance, il existe peu de soumissionnaires potentiels pour ce type d'équipement. Seule la firme 142975 CANADA LTÉE-MIRONOR a déposé une offre.

Suite à l'analyse et à l'étude de conformité administrative de la soumission reçue, nous constatons que la soumission de la firme **142975 CANADA LTÉE-MIRONOR** est conforme et répond aux exigences du devis technique inclus dans le cahier des charges de l'appel d'offres 13-13471.

La Ville s'est prévalu de l'article 573.3.3. de la loi sur les cités et villes, qui permet de conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission lorsqu'une seule soumission conforme est reçue. Ainsi, suite à la négociation, le soumissionnaire consent à accorder une réduction du taux horaire pour l'article 2 réduisant le taux horaire de 725.00 à 700.00 pour l'année 2016.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi de ce contrat, au prix négocié, conformément à la clause 5 des clauses administratives particulières : « Le contrat sera octroyé en entier, sur la base des prix unitaires soumis au plus bas soumissionnaire conforme. »

Tableau de prix :



[13471-tcp.pdf](#)

Montant total de l'offre :

Offre originale :

276 250,00 \$ + 13 812,50 \$ TPS (5 %) + 27 555,94 \$ TVQ (9.5%) = 317 618,44 \$ CAD

Offre négociée :

273 000,00 \$ + 13 650,00 \$ TPS (5 %) + 27 231,75 \$ TVQ (9.5%) = 313 881,75 \$ CAD

Adjudicataire recommandé :

Nous recommandons d'accorder à **142975 CANADA LTÉE-MIRONOR**, la commande au montant de **313 881.75 \$ incluant les taxes**, pour la location d'un retourneur d'andains avec opérateur conformément à l'appel d'offres public n° 14-13471.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hélène CALCI
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-1040

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-14

Denis LECLERC
Chef de section, app. strat. et biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division de l'acquisition de biens et services/collectifs

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Hélène Calci
2	Titre de l'appel d'offres	Location de retourneur d'andains avec opérateur
3	Description (si nécessaire en complètement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	14-13471
5	Préposée au secrétariat	Marie-Ève Pharand (le 18 mars 2014)
6	Type de sollicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 12 mars 2014
8	Service requérant	Service des Infrastructures, du Transport et de l'Environnement
9	Requérant	Luc Bornais

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ \$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	142975 CANADA LTÉE - MIRONOR		30 jours	Non requises	N/A	N/A	Conforme	10935

Agent d'approvisionnement			Numéro de l'appel d'offres:		14-13471		Titre de l'appel d'offres:		Location de retourneur d'andains avec opérateur	
Hélène Calci					142975 CANADA LTÉE - MIRONOR					
G	No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	1 2014-2015	Location d'un retourneur d'andains avec opérateur incluant l'outillage, les accessoires, la main-d'œuvre, la dépréciation, l'inflation, l'intérêt sur l'investissement, assurances, remisage, entretien et réparation, lubrification, carburant, administration, salaire des opérateurs ainsi que les avantages sociaux et autres frais connexes au salaire, coût de transport et profits ainsi que tout autre coût inhérent à la réalisation du mandat Marque et modèle proposé : Marque : ALLU Modèle : AS 38H Année : 1996	1	260	700,00 \$	182 000,00 \$				

Agent d'approvisionnement			Numéro de l'appel d'offres:		14-13471		Titre de l'appel d'offres:		Location de retourneur d'andains avec opérateur	
Hélène Calci					142975 CANADA LTÉE - MIRONOR					
G	No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	2 Option 2016	Location d'un retourneur d'andains avec opérateur incluant l'outillage, les accessoires, la main-d'œuvre, la dépréciation, l'inflation, l'intérêt sur l'investissement, assurances, remisage, entretien et réparation, lubrification, carburant, administration Marque et modèle proposé : Marque : ALLU Modèle : AS 38H Année : 1996	1	130	700,00 \$	91 000,00 \$				
					Total	273 000,00 \$	Total		Total	
					TPS	13 650,00 \$	TPS		TPS	
					TVQ	27 231,75 \$	TVQ		TVQ	
					TOTAL	313 881,75 \$	TOTAL		TOTAL	
Soumissionnaire le moins cher au total										
142975 CANADA LTÉE - MIRONOR					273 000,00 \$	+ TPS	13 650,00 \$	+ TVQ	27 231,75 \$	=

Agent d'approvisionnement		No de l'appel d'offres		14-13471		Titre de l'appel d'offres		Location de retourneur d'andains avec opérateur	
Hélène Calci				142975 CANADA LTÉE - MIRONOR					
No	Articles	Terme	Qu	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Location d'un retourneur d'andains avec op	1	260	700,00 \$	182 000,00 \$				
2	Location d'un retourneur d'andains avec op	1	130	700,00 \$	91 000,00 \$				
3									
4									
5									
				Total	273 000,00 \$	Total		Total	
				TPS	13 650,00 \$	TPS		TPS	
				TVQ	27 231,75 \$	TVQ		TVQ	
				TOTAL	313 881,75 \$	TOTAL		TOTAL	
Total des fournisseurs		273 000,00 \$		+ TPS	13 650,00 \$	+ TVQ	27 231,75 \$	=	313 881,75 \$

■ ■ Direction de
■ ■ l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	14-13471	Titre de l'appel d'offres	Location de retourneur d'andains avec opérateur			Nom de l'agent d'approvisionnement	Hélène Calci
Date d'ouverture	Le 12 mars 2014	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Service des Infrastructures, du	Requérant	Luc Bornais

	Adjudicataire recommandé		
	142975 CANADA LTÉE - MIRONOR	0	0
Total avant taxes	273 000,00 \$		
TPS	13 650,00 \$		
TVQ	27 231,75 \$		
TOTAL	313 881,75 \$		

Commentaires	
--------------	--

Dossier # : 1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

ANALYSE TECHNIQUE DE SOUMISSION

Devis technique: 67714A11

Taux horaire pour la location d'un retourneur d'andains avec opérateur.

Marque: ALLU
Modèle : AS 38H
Année : 1996

Article 1 : 260 heures d'utilisation sur une période de 24 mois (2014-2015). Taux horaire de 700 \$ de l'heure.

Article 2: 130 heures d'utilisation sur 12 mois (2016). Taux horaire de 700 \$ de l'heure.

Coût de déplacement de l'appareil : 1 000.00 \$

Conformité

La Direction du matériel roulant et des ateliers (DMRA) du Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles (SCARM) s'est assurée de la conformité du produit offert par 142975 Canada Ltée – Mironor, et à ses exigences détaillées au devis technique de l'appel d'offres public 14-13471 (1 soum.).

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie MC CUTCHEON
Conseiller en gestion des ressources
financières C/E
Tél : 514-872-0470

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-14

Alain GAUVREAU
Chef de division

Tél : 514-872-8614
Division : Planification et soutien aux
opérations

Dossier # : 1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'activité de retournage d'andains est essentielle au maintien du compostage au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour les trois prochaines années. Cette activité va permettre au Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal d'avoir accès à une très grande quantité de matières organiques de qualité pour l'aménagement d'un grand parc urbain. L'équipe du CESM va gérer l'activité pour le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal car celle-ci a l'expertise et les ressources pour mener à terme cette activité. Le compostage au CESM se fait selon les modalités que l'on retrouve dans le certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Luc BORNAIS
chef de section
Tél : 514-872-1500

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Éric BLAIN
chef de division
Tél : 514-872-3935
Division : Soutien technique et infrastructures, gestion des matières résiduelles

Dossier # : 1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESH, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la fourniture pour la location de 1 retourneur d'andains avec 1 opérateur, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881.75\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.
- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 313 881.75\$.

Le coût maximal de ce contrat est de 313 881,75 \$, toutes taxes incluses, ou 283 130,21 \$, net de ristournes, et il inclut une année d'option au montant de 104 627,25 \$ taxes incluses (94 376,74 \$ net de ristournes fédérales et provinciales). Il n'y a pas de contingences ni d'incidences à ce projet.

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le contrat débute le 15 octobre 2014 et se termine le 30 juin 2017, il inclut une année d'option du 16 octobre 2016 au 30 juin 2017, et sera réparti sur 4 années financières, de 2014 à 2017. Voir en pièce jointe le tableau no 2 de la répartition des montants par année financière.

Le budget net requis sera réparti sur les exercices 2014 à 2017. Pour 2014, le budget est prévu au PTI 2014-2016 du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal. Alors que pour 2015, 2016 et 2017, les budgets nécessaires seront priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire des années subséquentes.

Imputation - Agglomération (100 %)

Projet: 32125 - Aménagement du pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel
 Sous-projet: 13 - 32125- 002 - Location -Retourneur d'andains avec opérateur-
 Compostage et végétalisation
 Projet SImon: 148684
 Requérant: 2101 - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

2014	2015	2016	2017	Total
47	95	94	47	283

Cet investissement est de compétence de l'agglomération puisqu'il s'agit des activités liées à la conception du parc du Complexe environnemental Saint-Michel. Conséquemment, son financement sera assuré au règlement d'emprunt RCG 11-031 "Travaux d'aménagement dans les parcs CG11 0475".

Information comptable

Provenance - agglomération (100 %)

	Crédits	Dépenses
5001.5011031.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 11-031 Travaux d'aménagement dans les parcs CG11 0475	283 130,21 \$	313 881,75 \$

Un engagement de gestion no **CC43511001** au montant de 283 130,21 \$ est inscrit au compte de provenance.

Imputation - agglomération (100 %)

	Crédits	Dépenses
5001.5011031.802503.07165.54590.000000. 0000.148684.000000.15010.00000 projet : « Location -Retourneur d'andains avec opérateur-Compostage et végétalisation Projet SImon: 148684»	283 130,21 \$	313 881,75 \$

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Préposée au budget - PS-Brennan 2

Tél : 868-5979

Co-signataire:

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste
Finances PS-Brennan 2
514-868-4439

Céline D'Aoust
Conseillère en analyse et contrôle de gestion
Dir. des Grands parcs et du verdissement
872-4938

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-27

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières C/E

Tél : 872-0985

Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables - Point de Service-
Brennan 2

Dossier # : 1143511001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire 142975 Canada inc Ltée Mironor, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 36 mois incluant une année d'option (approximativement 390 heures) le contrat pour la location d'un retourneur d'andains avec un opérateur pour la production de compost au CESM, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 313 881,75 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13471.

[14-13471 PV.pdf](#)

- Lettre de Mironor confirmant la négociation du prix de l'article 2 au bordereau de soumission.

[AO 14-13471 revision prix suite negociation.pdf](#)

- Tableau 1: démonstration des prix unitaires avant la négociation et après la négociation.

[Tableau 1.pdf](#)

- Tableau 2: répartition du contrat par année financière 2014 à 2017

[Tableau 2.pdf](#)**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Pierre LONGPRÉ
agent technique principal

Tél : 872-4872**Télécop. :** 872-7685

Helène Calci

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 12 mars 2014 à 14 h**

Sont présents :
Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Direction du greffe
M. Richard Sarrazin, agent de bureau principal – Direction du greffe
Mme Myriam Katompa, agente de bureau – Direction du greffe

APPEL D'OFFRES 14-13471

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Location de retourneur d'andains avec opérateur » est ouverte par l'agent de bureau principal de la Direction du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

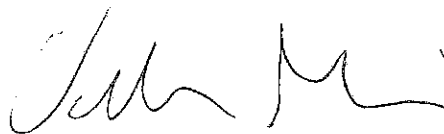
<u>Soumissionnaire</u>	<u>Prix</u>
142975 CANADA LTÉE (MIRONOR) C.P. 303 Lachute (Québec) J8H 3X5	317 618,44 \$

L'appel d'offres du Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles a été publié le 24 février 2014 dans le quotidien La Presse ainsi que dans le système électronique SÉAO.

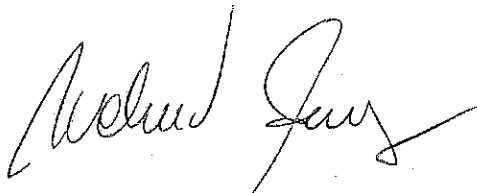
Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur de la Direction de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/bd

D.G. 1
Vér. 1
S.C.A.R.M.D.A. 4



Valérie Morin
Technicienne juridique – Direction du greffe



Richard Sarrazin
Agent de bureau principal – Direction du greffe

Lachute, 20 mars 2014

Hélène Calci
Agent d'approvisionnement II
Direction de l'approvisionnement
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles
Ville de Montréal.
9515, Saint-Hubert
Montréal Qc H2M 1Z4

Objet : Location d'un retourneur d'andains avec opérateur #14-13471

SERVICES

- Centre de compostage
- Service mobile de déshydratation des biosolides
- Service mobile de retournement d'andains
- Vidange de fosses septiques

Bonjour Mme Calci,

Tel que confirmé par téléphone, nous acceptons de revoir le tarif horaire à 700\$ de l'heure pour chacune des trois années du contrat.

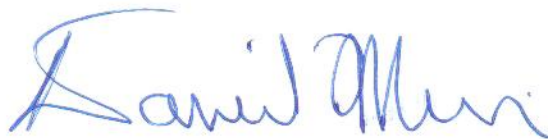
En 2013, le tarif était de 675\$ de l'heure, ce tarif correspond à la valeur de l'équipement et du service offerts.

Donc le prix en 2014-2015 et 2016 sera de 3.7% supérieur à celui de 2013, pour tenir compte de l'augmentation des coûts sur le marché.

(Salaires, carburant, entretiens, etc) et considérant qu'il n'y a pas de nombre d'heures garanti.

SVP noter également que le prix est demeuré le même pendant 5 ans dans le passé.

Mes salutations les meilleures



Daniel Miron,
Président de Mironor

C.P. 303
Lachute (Québec)
J8H 3X5

Téléphone
(450) 562-5516
Télécopieur
(450) 562-5358

Courriel
info@mironor.com

Site internet
www.mironor.com

no article bordereau de soumission	période	nbr heures	PRIX ORIGINAL SOU MIS PAR		PRIX SOUMIS	
			prix unitaire (taux horaire) <i>AVANT</i> NÉGOCIATION	MIRONOR <i>AVANT</i> NÉGOCIATION	prix unitaire (taux horaire) <i>APRÈS</i> NÉGOCIATION	PAR MIRONOR <i>APRÈS</i> NÉGOCIATION
			voir l'intervention de la Direction de l'approvisionnement		voir lettre ci-jointe	
article 1	2014: du 15 octobre au 20 décembre 2014 ; 2015: du 15 mars 2015 au 30 juin 2015 ; 2015: du 15 octobre 2015 au 20 décembre 2015 ; 2016: du 15 mars 2016 au 30 juin 2016.	260	700 \$	182 000,00 \$	700 \$	182 000 \$
article 2 : option	2016: du 15 octobre 2016 au 20 décembre 2016 ; 2017: du 15 mars 2017 au 30 juin 2017.	130	725 \$	94 250,00 \$	700 \$	91 000 \$
			sous-total	276 250,00 \$		273 000,00 \$
			TPS 5%	13 812,50 \$		13 650,00 \$
			TVQ 9.975%	27 555,94 \$		27 231,75 \$
			GRAND TOTAL	317 618,44 \$		313 881,75 \$

no article du bordereau	année	2014	2015	2016	2017	TOTAL
article 1		du 15 oct au 20 déc 2014	du 15 mars 2015 au 30 juin 2015 , du 15 oct 2015 au 20 déc 2015	du 15 mars 2016 au 30 juin 2016 du 15 oct 2016 au 20 déc 2016	du 15 mars 2017 au 30 juin 2017	
article 2						
article 1	nbre heures	65	130	65		260
article 2	nbre heures			65	65	130
	total nbre heures	65	130	130	65	390
	taux horaire	700,00 \$	700,00 \$	700,00 \$	700,00 \$	700,00 \$
sous-total		45 500,00 \$	91 000,00 \$	91 000,00 \$	45 500,00 \$	273 000,00 \$
TPS 5%		2 275,00 \$	4 550,00 \$	4 550,00 \$	2 275,00 \$	13 650,00 \$
TVQ 9.975%		4 538,63 \$	9 077,25 \$	9 077,25 \$	4 538,63 \$	27 231,75 \$
GRAND TOTAL taxes incluses		52 313,63 \$	104 627,25 \$	104 627,25 \$	52 313,63 \$	313 881,75 \$
Net de ristournes		47 188,37 \$	94 376,74 \$	94 376,74 \$	47 188,37 \$	283 130,21 \$
Net de ristournes (en milliers de dollars)		47 \$	95 \$	94 \$	47 \$	283 \$



Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESH, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Émondage Allard inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de 1 tamiseur et de 1 tracteur chargeur avec opérateur, aux prix de sa soumission pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 218,958.39\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **(14-13519)** ;
2. d'imputer cette dépense,, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 218,958.39\$.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-21 19:31

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESM, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Chaque année le Complexe environnemental de Saint-Michel reçoit des feuilles ramassées sur le territoire de l'agglomération de Montréal depuis l'automne 1995. Le Certificat d'autorisation actuel émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) permet le compostage de 16 000 tonnes de résidus verts par année. Le compost produit jusqu'à maintenant a servi principalement à recouvrir les zones où des déchets ont été enfouis. En effet, ces zones sont recouvertes de 450 mm de roc/béton, d'un géotextile, de 100 mm de sable, de deux couches successives de sol de catégorie A-B et de 150 mm de compost. Le compost produit dans le présent contrat servira entièrement pour la préparation des travaux d'aménagement du parc du Complexe environnementale de Saint-Michel. Le compostage de matière organique est un procédé qui transforme celle-ci en une matière semblable au terreau.

Un appel d'offres public a été publié dans la Presse et sur le site internet de la Ville ainsi que dans le SÉAO (système électronique d'appel d'offres) pendant 16 jours, du 3 mars 2014 ouvertures le 19 mars 2014, ce qui représente un délais raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. La soumission est valide pendant les 90 jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. deux addenda ont été émis le 17 mars 2014 et le 18 mars 2014 et concernaient des questions et réponses techniques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 130162 - 30 mai 2013 - Accorder un contrat à Matériaux Paysagers Savaria Ltée pour la location d'un tamiseur à compost et d'un tracteur chargeur de 4 vg cubes avec opérateur, pour une période de 5 mois, afin de permettre la production de compost pour la réalisation du recouvrement des déchets au CESM, pour une somme maximale de 118 602,46 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12665 (2 soum. - 1 seul conforme)

DESCRIPTION

Location avec opérateur d'un tamiseur à compost et d'un tracteur chargeur de 4 verges cubes pour un période de 24 mois basé sur une utilisation pour 2014 et 2015 estimée à 460 hres étalées sur 2 sessions entre le 1^{er} mai 2014 au 30 septembre 2014 et du 1^{er} mai 2015 au 30 septembre 2015, plus une année d'option pour 2016 de 230 hres du 1^{er} mai 2016 au 30 septembre 2016 . Il est estimé que nous allons tamiser approximativement 12 000 tonnes métriques de matière par année. L'octroi de ce contrat de location permettra de tamiser le compost produit par le recyclage des feuilles mortes collectées sur le territoire de l'agglomération. Le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal de la direction générale adjointe - Qualité de vie a demandé au Service de l'environnement, Division planification et opération - gestion des matières résiduelles de préparer le dossier pour une demande à la Direction du matériel roulant, pour la préparation d'un devis d'appel d'offres. Cette dernière a également mandaté le Service de l'approvisionnement afin de procéder à l'appel d'offres public. Le processus d'appel d'offres est décrit dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

JUSTIFICATION

Le tamisage du compost est nécessaire pour enlever les contaminants afin d'obtenir la qualité requise avant la distribution aux citoyens ou son utilisation comme constituant pour l'aménagement du parc du CESM. Le compost est mis en place avant l'ensemencement afin de réaliser un amendement de sol. Il est impératif que ce dernier soit préparé adéquatement et soit d'une qualité répondant aux normes. Puisqu'il s'agit d'une activité ponctuelle qui nécessite de l'équipement spécialisé que nous ne possédons pas, nous avons fait un appel d'offres pour la location et opérations de cette machinerie permettant de répondre aux sessions de 2014-2015-2016 pour un total de 690 hres. Notre estimation est de 25 % plus élevée que le prix soumis de 218 958.39\$. L'intérêt du marché pour cet appel d'offres a favorisé la Ville.

L'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat et ne détient aucune attestation dans le cadre d'un autre contrat public.

Il ne s'agit pas d'un contrat de construction.

Preneurs du cahier des charges (12) :

Déneigement Gérald Pesant / 9108-4566 Québec Inc
Émondage Allard Inc.
Matériaux Paysagers Savaria Ltée.
Groupe Entretien Letram Inc.
GSI Environnement Inc.
J Y Voghel Inc.
Les Excavations Serge Brochu Inc.
Ramcor Construction Inc.
Transport Camille Dionne 1991 Inc.
Vermeer Canada
Embellissements Rolivert
Entreprises BLC inc.- Transport BLC Inc

Soumissionnaires (3) :

Déneigement Gérald Pesant / 9108-4566 Québec Inc
Émondage Allard Inc.
Matériaux Paysagers Savaria Ltée.

Non dépôt de soumission (9) :

Groupe Entretien Letram Inc. – Sans réponse à notre demande de raison du non dépôt par

courriel

GSI Environnement Inc. – Nous ne sommes pas en mesure de rencontrer les spécifications demandées dans le devis.

J Y Voghel Inc. – Sans réponse à notre demande de raison du non dépôt par courriel

Les Excavations Serge Brochu Inc. – L'équipement n'est plus disponible

Ramcor Construction Inc. – Ne possède pas l'équipement requise

Transport Camille Dionne 1991 Inc. – Le devis technique ne peut être rencontré

Vermeer Canada - Le devis technique ne peut être rencontré, délai un peu trop court

Embellissements Rolivert – Le devis technique ne peut être rencontré

Entreprises BLC inc.- Transport BLC Inc. – Le devis technique ne peut être rencontré

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingence	Total
1. Émondage Allard Inc.	218 958,39 \$	0,00 \$	218 958,39 \$
2. Matériaux Paysagers Savaria Inc.	236 147,15 \$		236 147,15 \$
3. 9108-4566 Québec inc.	376 830,56 \$		376 830,56 \$
Dernière estimation ville	286 287,75 \$		286 287,75 \$
Coût moyen des soumissions reçues (\$) (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissionnaires)			277 312,03 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse) x 100			27 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (la plus haute - la plus basse)			157 872,17 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse) / la plus basse) x 100			72 %
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels(\$) (la plus basse conforme - l'estimation des professionnels)			-67 329,36 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels (%) ((la plus basse conforme - l'estimation des professionnels) / estimation) x 100			-24 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)			17 188,76 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			8 %

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville

Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) de l'adjudicataire recommandé, Émondage Allard inc., est le suivant : 1168085349. »;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est prévue et sera imputée au PTI 2014-2016 du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal et priorisée dans les budgets subséquents. La somme totale requise pour le présent contrat est approximativement de 218 958,39 \$ toutes taxes incluses. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'il s'agit des activités concernant le CESM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation des matières résiduelles organiques est une excellente façon de détourner des quantités appréciables de matières des sites d'enfouissement. Cette activité permet de valoriser localement environ 12 000 tonnes de matière annuellement qui serait acheminée vers un site d'enfouissement à un coût substantiellement supérieur. Puisque le compost servira à amender le sol des végétaux qui seront plantés au CESM, cette action s'inscrit dans le cadre de l'objectif municipal d'augmenter la canopée sur l'ensemble du territoire montréalais de 20 % à 25 % d'ici 2025 par rapport à 2007.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si nous ne sommes pas en mesure de faire le tamisage du compost pour la préparation du parc, nous devons faire l'achat de sol propre ou de compost. L'utilisation du compost est destinée à l'amendement du sol pour la plantation des arbres. L'aménagement du parc pour les célébrations du 375e serait compromis. Ceci peut également engendrer l'annulation d'activités de distribution du compost aux citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication permettra d'informer les citoyens sur les opérations de tamisage et de la préparation de la matière pour le futur parc

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2014-2015 : 460 hres
option 2016 : 230 hres

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. » :

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Avis favorable avec commentaires :
Service du matériel roulant et des ateliers , Direction (Lucie MC CUTCHEON)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'environnement , Direction (Luc BORNAIS)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Eliane CLAVETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LONGPRÉ
agent technique principal

Tél : 872-4872
Télécop. : 872-7685

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-20

Mario MASSON
Chef de section - planification et contrôle des
projets- Division Bureau de projets
d'aménagement - grands parcs

Tél : 514-872-8689
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice

Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESH, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'activité de tamisage est importante pour assurer la qualité du compost produit et utilisé au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour les trois prochaines années. Cette activité va permettre au Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal d'avoir accès à une très grande quantité de matières organiques de qualité pour l'aménagement d'un grand parc urbain. L'équipe du CESH va gérer l'activité pour le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal car celle-ci a l'expertise et les ressources pour mener à terme cette activité. Le compostage au CESH se fait selon les modalités que l'on retrouve dans le certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Luc BORNAIS
chef de section
Tél : 514-872-1500

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Éric BLAIN
chef de division
Tél : 514-872-3935
Division : Soutien technique et infrastructures, gestion des matières résiduelles

Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESH, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

- d'accorder à Émondage Allard inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de 1 tamiseur et de 1 tracteur chargeur avec opérateur, aux prix de sa soumission pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 218,958.39\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **(14-13519)** ;
- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 218 958, 39\$.

Le coût maximal de ce projet est de 218 958, 39 \$ toutes taxes incluses, ou 197 506, 66 \$ net de taxes. IL n'y a pas de dépenses contingentes ni de dépenses incidentes.

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-bas.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le budget net requis à la réalisation du projet sera réparti sur les exercices 2014, 2015 et 2016. Pour 2014, le budget est prévu au PTI 2014-2016 de la Division Bureau de projets d'aménagement - grands parcs - Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal. Pour 2015 et 2016, les budget seront priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire du PTI.

Cet investissement est de compétence d'agglomération. Conséquemment, son financement sera assuré au règlement d'emprunt RCG11-031 « Travaux dans les parcs-agglomération ».

Imputation - agglomération (100%):

Location - (autres services techniques)

Projet : 32125 - Aménagement du pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel
Sous-projet : 13 32125 002 - Location -Divers équipements (Compostage- végétalisation - tamisage et al.)

Projet Simon : 148684

2014	2015	2016	2017	Total
66	66	66	-	198

Total

66	66	66	-	198
----	----	----	---	-----

Information comptable

Provenance - aggro (100%)

5001.5011031.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000	Crédits	Dépenses
Règlement d'emprunt no RCG11 -031 : " Travaux dans les parcs - agglomération	197 506,66 \$	218 958,39 \$

Un engagement de gestion no **CC43511002** au montant de **197 506.66 \$** est inscrit au compte de provenance.

Imputation - aggro (100%)

5001.5011031.802503.07165.54590.000000. 0000.148684.000000.15010.00000	Crédits	Dépenses
Projet : "Location -Divers équipements (Compostage - végétalisation - tamisage et al.)	197 506,66 \$	218 958,39 \$

Le virement de crédits sera fait au compte d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Agent comptable analyste - PS -Brennan 2

Tél : 868-5979

Co-signataires:

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste
PS-Brennan 2 868-4439

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières - C/E
Tél : 872-0985

Sincheng Phou
Conseillère en planification
Service Des Grands Parcs
872-7174

Division : Opérations budgétaires et
comptables - PS-Brennan2

Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESH, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

FONDS VÉHICULES VERTS

Les appareils de classe 673 ne sont pas visés par le Fonds véhicules verts.

ANALYSE TECHNIQUE DE SOUMISSION

Devis technique: 67314A11

Taux horaire pour la location d'un tamiseur à compost et d'un tracteur chargeur de 4vg3 avec opérateur.

Article 1

Période de location : 1^{er} mai au 30 septembre 2014 au taux horaire de 276 \$ de l'heure.

Article 2

Période de location : 1^{er} mai au 30 septembre 2015 au taux horaire de 276 \$ de l'heure.

Description du tamiseur

- Marque : Vermeer
- Modèle : Wildcat TR521
- Année : 2010

Description du tracteur

- Marque : Liebherr
- Modèle : L538
- Année : 2004

Conformité

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) de la Direction générale adjointe –

Services institutionnels s'est assuré de la conformité du produit offert par Émondage Allard inc., et à ses exigences détaillées au devis technique de l'appel d'offres public 14-13519 (3 soum.).

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie MC CUTCHEON
Agente de recherche
Tél : 514-868-3620

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Alain SAVARD
Ingénieur - Chef d'équipe
Tél : 514-872-8614
Division : Planification et soutien aux opérations

Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESM, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Direction générale adjointe – Services institutionnels - Service de l'approvisionnement
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public no: 14-13519

Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois

Date de lancement : 3 mars 2014

Addenda #1 : 17 mars 2014 : Questions et réponses

Addenda #2 : 18 mars 2014 : Question et réponse

Date d'ouverture : 19 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (12) :

Déneigement Gérald Pesant / 9108-4566 Québec Inc

Émondage Allard Inc.

Matériaux Paysagers Savaria Ltée.

Groupe Entretien Letram Inc.

GSI Environnement Inc.

J Y Voghel Inc.

Les Excavations Serge Brochu Inc.

Ramcor Construction Inc.

Transport Camille Dionne 1991 Inc.

Vermeer Canada

Embellissements Rolivert

Entreprises BLC inc.- Transport BLC Inc

Soumissionnaires (3) :

Déneigement Gérald Pesant / 9108-4566 Québec Inc
Émondage Allard Inc.
Matériaux Paysagers Savaria Ltée.

Non dépôt de soumission (9) :

Groupe Entretien Letram Inc. – Sans réponse à notre demande de raison du non dépôt par courriel

GSI Environnement Inc. – Nous ne sommes pas en mesure de rencontrer les spécifications demandées dans le devis.

J Y Voghel Inc. – Sans réponse à notre demande de raison du non dépôt par courriel

Les Excavations Serge Brochu Inc. – L'équipement n'est plus disponible

Ramcor Construction Inc. – Ne possède pas l'équipement requise

Transport Camille Dionne 1991 Inc. – Le devis technique ne peut être rencontré

Vermeer Canada - Le devis technique ne peut être rencontré, délai un peu trop court

Embellissements Rolivert – Le devis technique ne peut être rencontré

Entreprises BLC inc.- Transport BLC Inc. – Le devis technique ne peut être rencontré

Soumissionnaires conformes (3) :

Déneigement Gérald Pesant / 9108-4566 Québec Inc
Émondage Allard Inc.
Matériaux Paysagers Savaria Ltée.

Analyse des soumissions :

Le processus d'appel d'offres public est conforme aux encadrements administratifs suivants :

- Politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
- La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
- L'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats»
- Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP)

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Tel que spécifié ci-haut douze (12) firmes se sont procurées le cahier des charges. Cependant, seulement trois (3) firmes ont déposé une offre. Elles sont conformes administrativement et répondent aux exigences du devis technique inclus dans le cahier des charges.

Après l'analyse de conformité administrative des trois (3) soumissions reçues pour le Complexe environnemental de Saint-Michel il s'avère que la proposition du plus bas soumissionnaire est celle d'Émondage Allard Inc.

Tableau de prix :



[13519-tcp.pdf](#)

Montant de l'offre:

Émondage Allard Inc.

190 440,00\$ + TPS (5 %) 9 522,00\$ + TVQ (9,975 %) 18 996,39\$ = 218 958,39\$

Adjudicataire recommandé :

D'accorder à Émondage Allard Inc. le contrat au montant approximatif de 218 958, 39 \$ incluant les taxes, pour la location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4vg3 avec opérateur pour 24 mois, conformément à l'appel d'offres public n° 14-13519.

Note : L'établissement de l'imputation budgétaire et des calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION


Eliane CLAVETTE
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette 
2	Titre de l'appel d'offres	Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois
3	Description (si nécessaire en complètement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	14-13519
5	Préposée au secrétariat	Michelle Lee (Le 27 mars 2014)
6	Type de sollicitation	Publique
7	Date d'ouverture	19-03-2014
8	Service requérant	Service des infrastructures, du Transport et de l'Environnement
9	Requérant	Pierre Longpré

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ \$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Émondage Allard Inc.		Net 30 jours	Fournie	Caution de soumission	7 jours	Conforme	11005
2	Matériaux Paysagers Savaria Ltée		Net 30 jours	Fournie	Caution de soumission	2 jours	Conforme	11006
3	9108-4566 Québec Inc. (Les Entreprises Pesant)		Net 30 jours	Fournie	Chèque de 12 561,02 \$	7 jours	Conforme	11007

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		14-13519		Titre de l'appel d'offres:		Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois		
Éliane Clavette				Émondage Allard Inc.		Matériaux Paysagers Savaria Ltée		9108-4566 Québec Inc. (Les Entreprises Pesant)		
No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	
Article A										
1	Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur de 4 vg3 avec opérateur, non exclusive par la Ville, pour une période approximative de 24 mois répartie sur 2 sessions, basées sur une utilisation totale estimée d'environ 460 heures incluant les frais de transport, selon les caractéristiques du Devis 67314A11.	1	460	276,00 \$	126 960,00 \$	299,00 \$	137 540,00 \$	475,00 \$	218 500,00 \$	
Article B (option de renouvellement)										
2	Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur de 4 vg3 avec opérateur, non exclusive par la Ville, pour une période approximative de 12 mois répartie sur 2 sessions, basées sur une utilisation totale estimée d'environ 230 heures incluant les frais de transport, selon les caractéristiques du Devis 67314A11.	1	230	276,00 \$	63 480,00 \$	295,00 \$	67 850,00 \$	475,00 \$	109 250,00 \$	
				Total	190 440,00 \$	Total	205 390,00 \$	Total	327 750,00 \$	
				TPS	9 522,00 \$	TPS	10 269,50 \$	TPS	16 387,50 \$	
				TVQ	18 996,39 \$	TVQ	20 487,65 \$	TVQ	32 693,06 \$	
				TOTAL	<u>218 958,39 \$</u>	TOTAL	<u>236 147,15 \$</u>	TOTAL	<u>376 830,56 \$</u>	
Soumissionnaire le moins cher au total										
Émondage Allard Inc.				190 440,00 \$	+ TPS	9 522,00 \$	+ TVQ	18 996,39 \$	=	218 958,39 \$

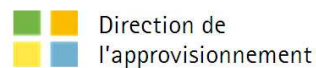


Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	14-13519	Titre de l'appel d'offres	Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois			Nom de l'agent d'approvisionnement	Éliane Clavette
Date d'ouverture	2014-03-19	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Service des infrastructures, du Transport et de l'Environnement	Requérant	Pierre Longpré

	Adjudicataire recommandé		
	Émondage Allard Inc.	Matériaux Paysagers Savaria Ltée	9108-4566 Québec Inc. (Les Entreprises Pesant)
Total avant taxes	190 440,00 \$	205 390,00 \$	327 750,00 \$
TPS	9 522,00 \$	10 269,50 \$	16 387,50 \$
TVQ	18 996,39 \$	20 487,65 \$	32 693,06 \$
TOTAL	218 958,39 \$	236 147,15 \$	376 830,56 \$

Commentaires	
--------------	--

Dossier # : 1143511002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à Émondage Allard Inc., pour la location d'un tamiseur et d'un tracteur chargeur avec opérateur pour une période de 24 mois afin de produire du compost au CESM, pour une somme maximale de 218 958,39 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-13519) 3 soumissionnaires



[endossement analyse conformité.pdf](#)[Procès Verbal SP14 0142.pdf](#)



[correction prix 9108-4566 QUÉBEC INC. 1160346178.pdf](#)

Avis de conformité de la soumission MRA

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LONGPRÉ
agent technique principal

Tél : 872-4872

Télécop. : 872-7685

Tr : Analyse de soumission A/O 14-13519 - Location d'un (1)
tamiseur à
compost et d'un tracteur chargeur 4vg³ avec opérateur - devis 67314A11
Alain SAVARD
A :
dleclerc, lucie.mccutcheon, Patrice GUINDON, rveillette, Jean-Marc
LAVIGNE
2014-05-21 12:19
Cc :
Alain GAUVREAU, Jean-François LEMOINE, Éric BLAIN, Luc BORNAIS,
Pierre
LONGPRÉ, Eliane CLAVETTE
Afficher détails

J'endosse cette analyse technique du devis 67314A11 (appel d'offres No.
14-13519).

Cette analyse fait suite à deux visites chez le dépositaire de l'appareil
proposé de même qu'à une consultation des gestionnaires de l'activité
compostage du C.E.S.M.

Alain Savard ing.
Ingénieur - Chef d'équipe - Planification et soutien aux opérations
Direction générale adjointe - Services institutionnels
Service du matériel roulant et des ateliers
Notre expertise à votre service

(: 514 872-1096
Ê : 514 872-9704
* : asavard@ville.montreal.qc.ca

2269, rue Viau
Montréal (Québec) H1V 3H8

Pour plus de renseignements sur nos produits et services, composez le
514-872-8773
ou écrivez-nous au dmra@ville.montreal.qc.ca
----- Transféré par Alain SAVARD/MONTREAL le 2014-05-21 12:12 -----

De : Jean-François LEMOINE/MONTREAL
A : Alain SAVARD/MONTREAL@MONTREAL
Date : 2014-05-21 12:06
Objet : Analyse de soumission A/O 14-13519 - Location d'un (1) tamiseur à
compost et d'un tracteur chargeur 4vg³ avec opérateur - devis 67314A11

.
ANALYSE DE SOUMISSION

Appel d'offres Public: 13-1265 - Location d'un (1) tamiseur à compost et
d'un (1) tracteur chargeur 4vg³ avec opérateur

Devis: 67314A11 - Location d'un tamiseur à compost et de tracteur chargeur
4vg³ avec opérateur
Utilisateurs : Complexe Environnemental St-Michel
Quantité: 1
Soumissionnaire: Émondage Allard Inc.
Date: 18 mars 2014
Marque et modèle de tamiseur proposé: Vermeer, Wildcat TR521 (2010)
Marque et modèle de tracteur chargeur proposé: Liebherr L538 (2004)

Particularité de la soumission: aucune
Montant total (taxes incluses): 218 958,39 \$
Analyse de soumission - non conformités relevées:

2.1.1.5: Grille carrée en quinconce de type plaque perforée de 1''
réponse au devis: 1'' po VARIABLE
clarifications apportées par le soumissionnaire: la grille n'est pas du type plaque perforée en quinconce, il s'agit plutôt d'un grillage en tiges avec mailles de 1po., une vis-à-vis l'autre.
non-conformité: mineure. Les responsables de l'activité de compostage du CESH considèrent que l'absence de mailles en quinconce n'affectera aucunement la qualité et la performance de l'activité de tamisage tel qu'exigées au devis.

2.1.1.6: Trommel rotatif avec inclinaison de 0° avec vis servant à déplacer le matériel vers la sortie de rejet.
réponse au devis: ok
clarifications apportées par le soumissionnaire: l'inclinaison de 0° peut être obtenue avec les pattes hydrauliques mais il n'y a pas de vis dans le tamis, la machine doit donc être légèrement inclinée (3° à 5°) pour être utilisée.
non-conformité: mineure. Les responsables de l'activité de compostage du CESH considèrent que l'inclinaison du trommel en remplacement de la vis sans fin pour le cheminement du compost n'affectera aucunement la qualité et la performance de l'activité de tamisage tel qu'exigées au devis..

2.1.1.9.: Convoyeur latéral d'un minimum de 5 mètres pour sortie du matériel fin.
réponse au devis: 6.1m
clarifications apportées par le soumissionnaire: il y a eu confusion lors de la soumission. il n'y a pas de convoyeur latéral sur cette machine.
non-conformité: mineure. Les responsables de l'activité de compostage du CESH considèrent que le remplacement du convoyeur latéral fixe par un convoyeur pivotant pouvant être positionné latéralement n'affectera aucunement la qualité et la performance de l'activité de tamisage tel qu'exigées au devis.

2.1.1.10. Convoyeur auxiliaire pour matériel fin de 16 mètres de longueur,
entraîné par la sortie hydraulique auxiliaire du tamiseur.
réponse au devis: 19,8 m

clarifications apportées par le soumissionnaire: cet appareil ne nécessite pas de convoyeur auxiliaire ni de convoyeur latéral puisqu'il est déjà doté d'un convoyeur (intégré à la machine) de longue portée (19,8m) pivotant sur 180°.

non-conformité: mineure. Les responsables de l'activité de compostage du CESH considèrent que le convoyeur de longue portée intégré à la machine au lieu d'un convoyeur auxiliaire séparé de la machine n'affectera aucunement la qualité et la performance de l'activité de tamisage tel qu'exigées au devis.

2.1.1.11. Brosse pour nettoyage de la grille en une seule section de manière à nettoyer la surface complète de la grille.


réponse au devis: ok

clarifications apportées par le soumissionnaire: brosses en plusieurs sections sur toute la longueur de la grille.

non-conformité: mineure. Les responsables de l'activité de compostage du CESH considèrent que les brosses en sections au lieu d'une brosse unique n'affectera aucunement la qualité et la performance de l'activité de tamisage tel qu'exigées au devis.

Conformité technique: Oui

Jean-François Lemoine, ing.
Ingénieur
Direction du matériel roulant et des ateliers
Gestion du parc de véhicules
tél.: (514) 872-1300 courriel: jlemoine@ville.montreal.qc.ca



Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mercredi 19 mars 2014 à 14 h**

Sont présents :
Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Direction du greffe
M. Richard Sarrazin, agent de bureau principal – Direction du greffe
M. Gilles Grenier, agent de bureau – Direction du greffe

APPEL D'OFFRES 14-13519

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois » sont ouvertes par l'agent de bureau principal de la Direction du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent des prix :

Soumissionnaires

Prix

ÉMONDAGE ALLARD INC.
600, route Marie-Victorin
Sorel-Tracy (Québec) J3R 1K7

218 958,39 \$
(Cautionnement de 5 %
du montant de la soumission)

MATÉRIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTÉE
950, chemin de Lorraine
Boucherville (Québec) J4B 5E4

236 147,16 \$
(Cautionnement de 5 %
du montant de la soumission)

9108-4566 QUÉBEC INC.
(LES ENTREPRISES PESANT)
3793, chemin Leroux
Mirabel (Québec) J7N 2Z6

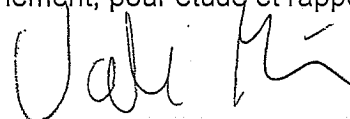
251 220,38 \$
(Mandat bancaire de 12 561,02 \$)

L'appel d'offres du Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles a été publié le 3 mars 2014 dans le quotidien La Presse ainsi que dans le système électronique SÉAO.

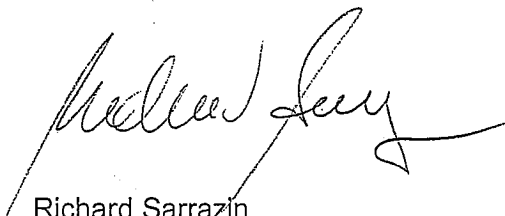
Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur de la Direction de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/bd


D.G. 1
Vér. 1
S.C.A.R.M.D.A. 4



Valérie Morin
Technicienne juridique – Direction du greffe



Richard Sarrazin
Agent de bureau principal – Direction du greffe

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	<h1>Montréal</h1>  SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	APPEL D'OFFRES PUBLIC BIENS ET SERVICES GÉNÉRAUX N° 14-13519
---	---	--

Émission	Fermeture	A
3 mars 2014	19 mars 2014	14 h

Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur 4VG3 avec opérateur pour 24 mois

Cette soumission devra être reçue à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), avant 14 h le 19 mars 2014. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux de la Direction du greffe à l'hôtel de Ville.

Une garantie de soumission égale à 5 % du montant total de la soumission, toutes taxes comprises, doit accompagner cette soumission.

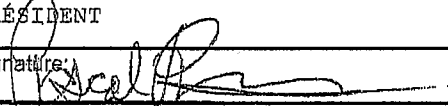
Description et sommaire de soumission	Montant
Location d'un (1) tamiseur à compost et d'un (1) tracteur chargeur de 4 vg3 avec opérateur, selon le bordereau de soumission, les instructions au soumissionnaire, les clauses administratives générales et particulières, les renseignements complémentaires, le devis technique 67314A11, ci-joint.	<div style="text-align: right;"> <p>Montant total avant taxes : 218 500.00 \$</p> <p>Taxe sur les produits et services 5 % : 10 925.00 \$</p> <p>Taxe de vente du Québec 9,975 % : 21 795.38 \$</p> <p>Montant total : 251 220.38 \$</p> </div> <div style="position: absolute; right: 0; top: 50%; transform: translateY(-50%); font-size: 2em; font-weight: bold;"> PS 327 750 116 387,50 32 693,06 376 830,56 </div>

Identification du soumissionnaire

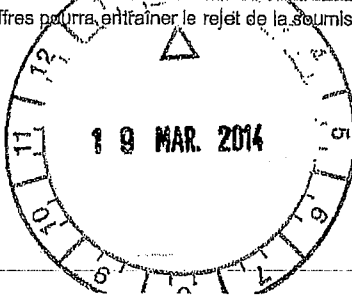
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160346178 Si non inscrit au REQ, cocher ici :

Nous, soussignés, 9108-4566 Québec Inc / Les Entreprises Pesant
 Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.
3793, Chemin Leroux, Mirabel (Québec) J7N 2Z6
 Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du document d'appels d'offres et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble des documents de l'appel d'offres, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : MONSIEUR PASCAL PESANT, PRÉSIDENT	Téléphone : 450-258-2032						
	Télécopieur : 450-258-2461						
	Courriel : pesant@bell.net						
Signature : 	<table border="1"> <tr> <td>Jour</td> <td>Mois</td> <td>Année</td> </tr> <tr> <td>18</td> <td>03</td> <td>2014</td> </tr> </table>	Jour	Mois	Année	18	03	2014
Jour	Mois	Année					
18	03	2014					

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.





Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

Que soit autorisée une dépense de 89 295,91 \$ taxes incluses pour la reconstruction des trottoirs, là ou requis et une dépense de 557 786,38 \$ taxes incluses pour l'aménagement de l'escalier ainsi que l'aménagement du paysage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville- Marie, dans le cadre d'un projet de reconstruction de conduites d'égout et d'eau potable.

Que cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ET QUE soit recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'autoriser une dépense maximale de 1 176 053,91\$, taxes incluses, représentant 64,51 % du coût du contrat, pour la reconstruction d'un égout unitaire (combiné) et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie , comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Les Excavation Loiselle Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 752 136,20 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-14-008.
3. d'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2014-05-23 13:18

Signataire :

Alain DUFORT

Directeur général adjoint de Ville-Marie
Ville-Marie , Bureau du directeur d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 7 mai 2014

Résolution: CA14 240238

Recommander au conseil d'agglomération d'accorder un contrat de 1 752 136,20 \$ à Excavation Loiselle inc. pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, d'escalier, d'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 647 082,29 \$ (appel d'offres public VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Steve Shanahan

appuyé par Richard Bergeron

Que soit autorisée une dépense de 89 295,91 \$ taxes incluses pour la reconstruction des trottoirs, là ou requis et une dépense de 557 786,38 \$ taxes incluses pour l'aménagement de l'escalier ainsi que l'aménagement du paysage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville- Marie, dans le cadre d'un projet de reconstruction de conduites d'égout et d'eau potable.

Que cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ET QUE soit recommandé au conseil d'agglomération:

D'autoriser une dépense maximale de 1 176 053,91 \$, taxes incluses, représentant 64,51 % du coût du contrat, pour la reconstruction d'un égout unitaire (combiné) et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie , comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

D'accorder à Les Excavation Loiselle Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 752 136,20 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-14-008;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 CTA1146140004

Domenico ZAMBITO

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 27 mai 2014

IDENTIFICATION

Dossier # :1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

À la fin de de l'année 2010, la Ville a procédé à l'enlèvement de l'escalier existant en bois, reliant la rue Sherbrooke à la rue St-Christophe, rendu dangereux pour les utilisateurs. Il a été remplacé par un escalier métallique temporaire en 2011, étant donné que ce passage est très utilisé par les citoyens du quartier.

La préparation des plans et devis et la responsabilité de la surveillance des travaux pour la reconstruction des infrastructures (aqueduc et égout) dans la rue Saint-Christophe, ainsi que la structure de l'escalier a été confié à BPR-Infrastructures Inc. dans le cadre de l'entente cadre numéro 11-11565-4, tandis que la préparation des plans et devis pour l'aménagement de paysage relève de l'arrondissement de Ville-Marie. Dans le cadre de ce projet, il a été identifié que les conduites secondaires d'égout et d'aqueduc passant en dessous de l'escalier à aménager sont dans un état très vétuste.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égout secondaires sur le territoire de l'Arrondissement de Ville-Marie. À l'issue de différentes analyses et inspections, le remplacement des conduites secondaires d'aqueduc et d'égout dans la rue Saint-Christophe entre la rue Ontario et la rue Sherbrooke a été ciblé comme prioritaire.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Les travaux de réaménagement du parc Simonne-Monet-Chartrand, qui incluent un nouvel escalier et les aménagements de paysage adjacents, s'inscrivent dans l'esprit de rénovation

et d'amélioration générale d'un parc de quartier dont les aménagements datent de plusieurs années.

Il a été décidé par l'administration et la Division des études techniques de procéder au lancement d'un appel d'offres public le 13 mars 2014 pour une durée de 28 jours calendrier, l'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 avril 2014. La validité de soumission est de 120 jours à partir de la date de l'ouverture des soumissions.

Un addenda a été émis le 31 mars 2014 afin d'aviser les preneurs du cahiers des charges des modifications faites au documents d'appel d'offres.

Les modifications apportées sont:

- la date de dépôt des soumissions prévue initialement pour le 3 avril 2014 au 10 avril 2014;
- modification au plans d'architecture de paysage;
- ajout des dessins RAC031, RAC406 et RAC507(200) pour l'électricité.

Il est à noter que ce parc se situe sur la rue Saint-Christophe, entre la rue Sherbrooke et la rue Ontario.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240157- 3 avril 2012 - Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 71 912,62 \$ à BPR Infrastructure inc. pour le projet de réaménagement de l'escalier et du parc Simonne-Monet Chartrand et autoriser une dépense maximale de 140 897,62 \$ (appel d'offres sur invitation VMI-12-009 - 2 soumissionnaires)

CA13 240020 -12 février 2013 - Autoriser une dépense d'honoraires professionnels de 37 183,13 \$ à BPR - Infrastructures inc. pour la préparation des plans, devis et d'assistance technique durant la phase de réalisation pour les travaux de remplacement des conduites secondaires d'aqueduc et d'égout dans la rue Saint-Christophe, entre la rue Ontario et la rue Sherbrooke, conformément à l'entente-cadre 11-11565-4 (CG11 0210)

CA11 240469 du 12 septembre 2011 (1114371002) : Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif, la planification budgétaire 2012 du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2012-2014 de l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Le projet se compose de trois volets:

Le premier volet correspond à la reconstruction des conduites secondaires d'aqueduc et d'égout,

Le volet deux consiste en l'aménagement d'un nouvel escalier en acier corten ainsi que la construction de nouveaux murs de soutènement.

Le volet 3 touche l'architecture de paysage, et fait partie de l'ensemble des travaux exécutés au parc Simonne-Monet-Chartrand. Les travaux visent à aménager le site du nouvel escalier : des bacs de plantation en béton préfabriqués seront installés et des végétaux doivent y être plantés. L'entrepreneur doit prévoir la pose de surfaces de pavés de béton préfabriqués, de bollards et de bordures de béton. Une clôture de bois avec une porte doit être construite afin de délimiter le terrain de la Ville, le long des terrains voisins, sur le côté est du site. Une glissade en béton préfabriquée sera aussi installée le long d'une section de l'escalier.

JUSTIFICATION

En 2012, la DGSRE a procédé à l'inspection des infrastructures souterraines existantes sous l'escalier. La conduite d'eau potable en fonte grise, posée en 1912, présentait des bris; la conduite d'égout en brique, posée en 1886, présentant des fractures, des déformations, des trous, d'importantes incrustations calcaires et un rétrécissement de diamètre sur environ 15 mètres sous l'escalier existant, et nécessitait donc une intervention rapide.

Le tableau suivant résume la liste des soumissionnaires et les prix soumis, les écarts entre les soumissions reçues, l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi (taxes incluses).

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Excavation Loiselle Inc.	1 592 851,09 \$	159 285,11 \$	1 752 136,20 \$ (*)
Groupe Hexagone	1 678 852,30 \$	167 885,23 \$	1 846 737,53 \$
Entreprise Michaudville Inc.	1 955 454,32 \$	195 545,43 \$	2 150 999,75 \$
Antagon International	1 981 860,13 \$	198 186,01 \$	2 180 046,14 \$
Dernière estimation réalisée	1 568 322,81 \$	156 832,28 \$	1 725 155,09 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 982 479,91 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100			13 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)			427 909,94 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			24 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			26 981,11 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			2 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)			94 601,33 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			5 %

* Le montant du plus bas soumissionnaire a été corrigé, portant le total de soumission à 1 752 136, 20 \$ au lieu de 1 592 851, 21 \$. En effet, une erreur de transcription s'est glissée entre le total de la soumission et le total indiqué sur la page résumé du bordereau. Par ailleurs, le montant de soumission de 1 752 136, 34 \$ a aussi été corrigé pour porter le total de la soumission à 1 752 136, 20 \$. En effet, le total, les contingences et les taxes ont été arrondies au dixième près dans la soumission.

L'estimation faite par les services professionnels (BPR) et par la division des études techniques a été établie selon les prix des matériaux, des taux d'équipements et de la main-d'oeuvre réelle du marché actuel.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que Excavation Loiselle inc. recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites le 22 avril 2014.

Les validations requises à l'effet que Excavation Loiselle inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ont été faites le 22

avril 2014.

De plus, les validations requises à l'effet qu'aucun administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 22 avril 2014.

Enfin, Excavation Loisselle figure au registre des entreprises autorisées à conclure des contrats publics de l'Autorité des marchés financiers, une copie du certificat est jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 1 752 136,20 \$ (taxes incluses) incluant un montant de 159 285,11 \$ (taxes incluses) pour les travaux contingents. Aussi, les sols contaminés sont payés à même le bordereau des prix ou directement au site d'enfouissement.

La dépense maximale est donc de 1 823 136,20 \$ (taxes incluses). Le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes, entre autres en matière de marquage, utilités publiques et signalisation, ainsi que les frais du laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux, est de 71 000,00 \$ (taxes incluses). Cette dépense est assumée à 64,51 % par la DGSRE et à 35,49 % par l'arrondissement de Ville-Marie pour des montants respectifs de 1 176 053,91 \$ pour la DGSRE et de 647 082,29 \$ pour l'arrondissement de Ville-Marie, et représente un coût net de 1 644 520,39 \$ lorsque diminuée des ristournes.

La dépense de 1 176 053,91 \$ taxes incluses soit un coût net de 1 060 833,87 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 848 667,10 \$ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui laissera un impact de 212 166,77 \$ à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Les volets 2 (aménagement de l'escalier) et 3 (aménagement du paysage) du contrat, qui totalisent une dépense de 647 082,29 \$ (taxes incluses), seront financés par un montant de 557 786,38 \$ au budget PTI parcs de l'arrondissement de Ville-Marie et d'un montant de 89 295,91 \$ au budget PRR aggro.

- aménagement de l'escalier et aménagement du paysage (excluant les trottoirs) :
537 786,38 (taxes incluses)\$

- Trottoirs :
89 295,91\$ (taxes incluses)

Les incidences pour les volets 2 et 3, d'une valeur estimée à 20 000 \$, seront financées par le PTI parcs de l'arrondissement de Ville-Marie.

La répartition des coûts pour les incidences est présentée en pièce jointe au dossier; pour les informations financières voir les interventions au dossier.

Dépenses assumées par l'agglomération - DGSRE

La dépense de 1 176 053,91 \$ taxes incluses soit un coût net de 1 060 833,87 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 848 667,10 \$ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui laissera un impact de 212 166,77 \$ à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement des conduites d'eau et d'égouts secondaires vise à diminuer le nombre de fuites d'eau potable et à assurer l'étanchéité des réseaux.

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont:

- a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues ou le ciel nocturne.
- b. Le contrôle des sédiments et leur évacuation hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
- c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
- d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
- e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
- f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé ou récupéré.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un avenir relativement rapproché implique une détérioration accrue des conduites existantes et pourrait se traduire par une augmentation des coûts d'opération et d'entretien du réseau. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

Le remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout de la rue Saint Christophe permettra l'avancement de l'aménagement de l'escalier Simonne-Monet Chartrand. Quant à l'escalier, étant un espace de choix pour le passage des piétons entre le plateau Mont-Royal et l'arrondissement de Ville-Marie, son réaménagement s'avère nécessaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Infrastructures, escalier et aménagement : été - automne 2014
Plantation: printemps 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Stéphane BROSSAULT)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Guy CHARBONNEAU)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (José PIERRE)

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Lucie M PICARD)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Denis BÉLANGER)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (France LABRECQUE)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Alain DUFRESNE)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Certificat du trésorier :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Natacha SAINT-JEAN)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Philippe LEMIRE)

Avis favorable :
Eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
Ingenieure

Tél : 514 868 4347
Télécop. : 514 868 3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-17

Andrés BOTERO
C/d etudes techniques <<arr.>60000>>

Tél : 514 868 5895
Télécop. : 514 868-3293

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

Les coûts pour les travaux sont assumés à 64,51 % par le budget de la DGSRE. Cette dépense sera assumée par l'agglomération et est admissible au programme de subvention de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). Elle est prévue au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2014-2016 et priorisée au PTI 2014 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke

La conduite d'égout de la rue Saint-Christophe, Ontario et Sherbrooke est en briques et a été installée en 1886. Elle a une cote de condition structurale CIS 5 avec des fractures, trous, des briques manquantes, et déformations.

La conduite d'aqueduc secondaire est en fonte grise et a été installée en 1912. Cette conduite a atteint sa durée de vie utile et possède des joints et des entrées de services en plomb et est localisée dans la même tranchée que la conduite d'égout.

L'âge et l'état structural de la conduite d'égout ainsi que l'age et la localisation de la conduite d'aqueduc justifient leur remplacement

Égout

Conduite existante en brique : 600 mm x 900 mm de diamètre; 205 m de longueur

Conduite proposée en Béton armé : 300 mm de diamètre; 15 m de longueur

Conduite proposée en Béton armé : 375 mm de diamètre; 220 m de longueur

Aqueduc

Conduite existante en fonte grise : 200 mm de diamètre; 220 m de longueur

Conduite proposée en fonte ductile : 200 mm de diamètre; 220 m de longueur

Ces travaux seront réalisés en 2014. L'arrondissement Ville-Marie, agissant en tant qu'exécutant du projet, devra tenir la DGSRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. L'arrondissement Ville-Marie devra également transmettre les décomptes progressifs au fur et à mesure de l'exécution des travaux. À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

Code des travaux: aqREEMPL, egREEMPL

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphane BROSSAULT
Chef de division

Tél : (514) 872-4791

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Dominique DEVEAU
Directrice - gestion stratégique des réseaux
d'eau

Tél : (514) 872-4023

Division :

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 1 176 053,91 \$ taxes incluses soit un coût net de 1 060 833,87 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.
 Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 848 667,10 \$ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui laissera un impact de 212 166,77 \$ à la charge des contribuables.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	1 061
Subvention	849
Emprunt net	212

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués

Information budgétaire

Imputation aggro :

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie (centre ville) - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout

Sous-projet : 1251201611 St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst EG

Sous-projet SIMON : 141985

Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
------	------	------	------	-------

758	0	0	0	758
-----	---	---	---	-----

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie (centre ville) - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout

Sous-projet : 1251201640 St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst AQ

Sous-projet SIMON : 141988

Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
273	0	0	0	273

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie (centre ville) - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout

Sous-projet : 1251201661 St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv. Prof EG

Sous-projet SIMON : 141989

Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
21	0	0	0	21

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie (centre ville) - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout

Sous-projet : 1251201660 St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv. Prof AQ

Sous-projet SIMON : 141990

Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2014	2015	2016	Ult.	Total
9	0	0	0	9

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits

Information comptable

Provenance

5030.5009030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst EG

5030.5009030.802705.04161.57201.000000.0000.141985.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	141985	1251201611	757 572,33 \$	827 854,31 \$	839 854,31 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst AQ

5030.5009030.802705.04121.57201.000000.0000.141988.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	141988	1251201640	273 494,61 \$	297 199,60 \$	303 199,60 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv Prof EG

5030.5009030.802705.04161.54301.000000.0000.141989.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrôle qualitatif	Dépenses
55120	141989	1251201661	20 746,65 \$	23 000,00 \$	23 000,00 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke St-Christophe,- Serv Prof AQ
5030.5009030.802705.04121.54301.000000.0000.141990.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrôle qualitatif	Dépenses
55120	141990	1251201660	9 020,28 \$	10 000,00 \$	10 000,00 \$

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	1 060 833,87 \$	1 125 053,91 \$	1 176 053,91 \$

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie M PICARD
Conseillère en gestion des ressources
financières
Tél : 514-868-4966

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources
financières
Tél : 514-280-6736
Division : Service de l'eau

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de l'arrondissement:

- D'autoriser une dépense de 1 823 136,20 \$, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant.

Informations comptables :

Provenance

5030.5009030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Un engagement de gestion **no CC46140004** au montant de **1 060 833,87 \$** a été pris au compte de provenance :

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** aux comptes suivants :

Imputation

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst EG
 5030.5009030.802705.04161.57201.000000.0000.141985.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	141985	1251201611	757 572,33 \$	827 854,31 \$	839 854,31 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst AQ

5030.5009030.802705.04121.57201.000000.0000.141988.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	141988	1251201640	273 494,61 \$	297 199,60 \$	303 199,60 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv Prof EG

5030.5009030.802705.04161.54301.000000.0000.141989.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrôle qualitatif	Dépenses
55120	141989	1251201661	20 746,65 \$	23 000,00 \$	23 000,00 \$

St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke St-Christophe,- Serv Prof AQ

5030.5009030.802705.04121.54301.000000.0000.141990.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrôle qualitatif	Dépenses
55120	141990	1251201660	9 020,28 \$	10 000,00 \$	10 000,00 \$

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	1 060 833,87 \$	1 125 053,91 \$	1 176 053,91 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et
comptables
PS CORPORATIF
Tél : 872-4146

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances

Tél : 872-5832
Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables
P.S. Corporatif

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Conforme au plan directeur des parcs et de leurs équipements sportifs et récréatifs, objectif 1.2, action 1.2.4.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis BÉLANGER
Agent de recherche, DSLDS

Tél : 514-872-9658

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-22

Josée POIRIER
Chef de division, en remplacement de la Directrice CSLDS,

Tél : 872-7667

Division : des sports, des loisirs et du développement social

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'Attestation de Revenu Québec de Excevation Loiselle inc. a été inclus dans les pièces jointes.

La liste des preneurs de soumissions d'appel d'offres est dans les pièces jointes du dossier décisionnel.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises à l'effet que Excevation Loiselle inc. recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites le 22 avril 2014.

Les validations requises à l'effet que Excevation Loiselle inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ont été faites le 22 avril 2014.

Les validations requises à l'effet qu'aucun administrateur, dirigeant ou actionnaire ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 22 avril 2014.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

France LABRECQUE
Secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-1597

ENDOSSÉ PAR

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 872-3125
Division :

Le : 2014-04-22

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La direction des travaux publics de l'arrondissement de ville Marie recommande:

1. d'accorder à Les Excavation Loiselle Inc.un contrat de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier, l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke;
2. d'autoriser une dépense de 1 823 136,20 \$ taxes incluses, incluant un montant d'incidences de 71 000 \$ taxes incluses.

La dépense de 89 295.91 \$ (taxes incluses), soit un coût net de ristourne de 80 547.43 \$, prévue pour la reconstruction de trottoirs sera financée par le PTI 2014-2016 de l'arrondissement

de Ville-Marie.

Information budgétaire

Projet : 55737 Arr. Ville-Marie - programme de réfection routière

Sous-projet : 1455737 050 Reconstruction de trottoirs, rus St-Christophe entre Ontario et Sherbrooke - Excavation Loiselle inc.

Projet SIMON : 152770

2014	2015	2016	Total
------	------	------	-------

89	0	0	89
----	---	---	----

Information comptable

Provenance des crédits :
Agglomération PTI 80 547.43 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	Ss- objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
5001	5006056	802600	01909	57201	000000	0000	115470	00000	98001	00000

Imputation :
Agglomération PTI

Emprunt autorisé par le règlement RCG06-056

Projet Sous-projet Dépenses Crédits
55737 14-55737-050 Trottoirs St-Christophe 89 295.91 \$ 80 547,43 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	Ss- objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
5001	5006056	801550	03107	57201	000000	0000	152770	00000	17030	00000

Le virement budgétaire suivant est requis pour donner suite au présent dossier.

De 1455737 010 -81.0

À 1455737 050 81.0

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Philippe LEMIRE
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe
Tél : 514-872-9857
Division : Direction des services
administratifs et du greffe

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

La direction des travaux publics de l'arrondissement de ville Marie recommande:

1. d'autoriser une dépense de 1 823 136,20 \$, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Les Excavation Loiselle Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 752 136,20 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-14-008

Le volet 2 (aménagement de l'escalier) du contrat, qui totalise une dépense de 537 786.38 \$ (taxes incluses), les incidences pour les volets 2 et 3, d'une valeur estimée à 20 000 \$, seront financés par le PTI parcs de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le budget pour donner suite à ce dossier provient du surplus PTI 2013-2014 et est conditionnel à l'acceptation du report du budget PTI 2013 au PTI 2014-2016 par le conseil d'agglomération.

Information budgétaire**Provenance**Compte budgétaire: **Surplus PTI 2013 (Agglo)**

Montant : 503,0

Sous projet : 14558320010

Projet Simon : 152062

Imputation

Projet : 34220

Sous-projet : 1434220-114 Réaménagement de l'escalier Simone Monet Chartrand-
Travaux
Projet SIMON : 152786
Montant : 485,0

Imputation

Projet : 34220
Sous-projet : 1234220-030 Réaménagement de l'escalier Simone Monet Chartrand-
Incidences
Projet SIMON : 139990
Montant : 18,0

Information comptable

Provenance

5001-5008046-802600-01909-57201-000000-0000-115470-000000-98001-00000

Imputation

Réaménagement de l'escalier Simone Monet Chartrand
5001-5008046-801550-07165-57201-000000-0000-152786-000000-15010-00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
34220		1434220-114	485 098.52 \$	537 786.38	537 786.38\$

Réaménagement de l'escalier Simone Monet Chartrand- Incidences
5001-5008046-801550-07165-54301-000000-0000-139990-000000-15010-00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
34220		1234220 030	18 040,57\$		20 000\$

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	503 139,09	537 786.38	557 786.38\$

L'avis de conformité sera émis par le service des finances.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTA1146140004

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseillère en ressources financières

Tél : 514-868-3544

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement, adjointe Ville
Marie

Tél : 514-8729857

Division :

Dossier # : 1146140004

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des études techniques

Objet : Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc de 1 752 136,20 \$ taxes incluses pour les travaux de reconstruction d'aqueduc et d'égout, l'escalier , l'aménagement paysager et l'éclairage dans la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke et autoriser une dépense maximale de 1 823 136,20 \$ taxes incluses incluant un montant des incidences de 71 000 \$ taxes incluses (Appel d'offres VMP-14-008 - 4 soumissionnaires)



VMP-14-008 Analyse de soumission.pdf



VMP-14-008 Soumission Excavation Loiselle Inc.pdf



VMP-14-008- Reconstruction conduites secondaires - PV signé.pdf



Liste des commandes-2014-04-11.pdfincidents égout+aqueduc-VMP-14-008.xls



Certification AMF Excavation Loiselle Inc-.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yasmina ABDELHAK
Ingenieure

Tél : 514 868 4347
Télécop. : 514 868 3293

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loiselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
CLAUSES ADMINISTRATIVES												
PROTECTION DES ÉLÉMENTS EXISTANTS ET DES BIENS	1	GLOBAL	6 000,00 \$	6 000,00 \$	3 292,46 \$	3 292,46 \$	1 478,00 \$	1 478,00 \$	13 135,89 \$	13 135,89 \$	1 817,51 \$	1 817,51 \$
DÉVELOPPEMENT DURABLE	1	GLOBAL	1 000,00 \$	1 000,00 \$	6 584,92 \$	6 584,92 \$	1 478,00 \$	1 478,00 \$	9 822,50 \$	9 822,50 \$	1 820,51 \$	1 820,51 \$
Volet 1 : Reconstruction des conduites secondaires d'aqueduc et d'égout, de chaussée et de trottoirs												
TRAVAUX D'ÉGOUT												
FOURNITURE ET POSE DE TUYAUX EN BÉTON ARME ETANCHES Y COMPRIS L'EXCAVATION ET LE REMPLISSAGE EN PIERRE PREMELANGÉE 2-8, 6.07 (3.01, 3.08) 375 MM DIAM. CLASSE IV	220	M	1 000,00 \$	220 000,00 \$	1 228,78 \$	270 331,60 \$	1 343,00 \$	295 460,00 \$	1 622,40 \$	356 928,00 \$	1 521,56 \$	334 743,20 \$
REGARD D'ÉGOUT PREFABRIQUE CIRCULAIRE ETANCHE Y COMPRIS LE COUVERCLE ET LE CADRE DE REGARD AJUSTABLE 2-8, 6.16, 6.21 (3.08) CR. M.V. 216-B	5	UNITE	11 000,00 \$	55 000,00 \$	7 122,51 \$	35 612,55 \$	6 643,00 \$	33 215,00 \$	3 374,50 \$	16 872,50 \$	10 723,46 \$	53 617,30 \$
PUISARD DE RUE AVEC TÊTE AJUSTABLE 2-8, 6.08 (3.08, 5.04) CR. M.V. 221,221-H	8	UNITE	7 500,00 \$	60 000,00 \$	5 152,66 \$	41 221,28 \$	5 244,00 \$	41 952,00 \$	4 381,60 \$	35 052,80 \$	3 845,97 \$	30 767,76 \$
FOURNITURE ET POSE DE DRAIN EN BÉTON ARMÉ OU EN PVC Y COMPRIS LE RACCORDEMENT DE DRAIN EXISTANT À L'ÉGOUT 2-8, 6.05 (3.08, 5.03) 225 MM DIAM. ET MOINS	20	UNITE	1 000,00 \$	20 000,00 \$	2 217,01 \$	44 340,20 \$	3 540,00 \$	70 800,00 \$	2 945,90 \$	58 918,00 \$	2 307,92 \$	46 158,40 \$
REMBLAI SANS RETRAIT 2-5, 8.54	100	M CU.	150,00 \$	15 000,00 \$	205,21 \$	20 521,00 \$	77,00 \$	7 700,00 \$	196,50 \$	19 650,00 \$	142,73 \$	14 273,00 \$
EXCAVATION D'EXPLORATION EN TRANCHEE 2-8, 6.02 (2.03)	100	M CU.	50,00 \$	5 000,00 \$	123,23 \$	12 323,00 \$	76,00 \$	7 600,00 \$	118,60 \$	11 860,00 \$	28,40 \$	2 840,00 \$
CONTROLE ET ESSAI SUR LES CONDUITS D'ÉGOUT 2-8, 6.41	1	GLOBAL	2 000,00 \$	2 000,00 \$	5 274,51 \$	5 274,51 \$	6 068,00 \$	6 068,00 \$	5 893,50 \$	5 893,50 \$	4 984,56 \$	4 984,56 \$
REVÊTEMENT EN PAVÉS DE BÉTON (Boulevard TLI de Transpavé, voir Presc. Tech. Part.) 2-6, 12.06												
Type Granitech	60	M CA	275,00 \$	16 500,00 \$	164,38 \$	9 862,80 \$	130,00 \$	7 800,00 \$	137,50 \$	8 250,00 \$	186,91 \$	11 214,60 \$
Type Meulé	180	M CA	350,00 \$	63 000,00 \$	187,70 \$	33 786,00 \$	161,00 \$	28 980,00 \$	176,80 \$	31 824,00 \$	213,61 \$	38 449,80 \$
Marches: système de mur FS2 de traspavé avec Facia cité (meulé) et marche cité couleur(voir volet 3 APA)	13	M	500,00 \$	6 500,00 \$	225,00 \$	2 925,00 \$	225,00 \$	2 925,00 \$	373,30 \$	4 852,90 \$	474,27 \$	6 165,51 \$
- DÉMOLITION DU MUR DE SOUTÈNEMENT DU HAUT ET DES SONOTUBES	1	GLOBAL	6 000,00 \$	6 000,00 \$	3 090,74 \$	3 090,74 \$	29 497,00 \$	29 497,00 \$	19 644,90 \$	19 644,90 \$	4 368,17 \$	4 368,17 \$
- COFFRAGE, BÉTON, ARMATURE - MUR SOUTÈNEMENT DU HAUT	20	M.CA.	700,00 \$	14 000,00 \$	772,34 \$	15 446,80 \$	652,00 \$	13 040,00 \$	1 309,70 \$	26 194,00 \$	710,30 \$	14 206,00 \$
ÉLIMINATION DES SOLS CONTAMINÉS - CATÉGORIE BC	600	TONNE	50,00 \$	30 000,00 \$	45,22 \$	27 132,00 \$	27,00 \$	16 200,00 \$	32,70 \$	19 620,00 \$	56,99 \$	34 194,00 \$
TRAVAUX D'AQUEDUC												

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loiselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
TYTON DANS LA TRANCHEE DE L'EGOUT Y COMPRIS L'EXCAVATION ET LE REMPLISSAGE EN PIERRE PREMELANGEE 2-9, 3.02, 3.09 (6.04) 200 MM DIAM. CLASSE 350	220	M	850,00 \$	187 000,00 \$	424,77 \$	93 449,40 \$	89,00 \$	19 580,00 \$	1 129,60 \$	248 512,00 \$	1 434,78 \$	315 651,60 \$
CHAMBRE DE VANNE RECTANGULAIRE (1500X1800MM) PREFABRIQUEE Y COMPRIS LE COUVERCLE ET LE CADRE AJUSTABLE 2-9, 6.11 (2.11, 3.09, 5.03)	1	UNITE	15 000,00 \$	15 000,00 \$	19 997,54 \$	19 997,54 \$	11 350,00 \$	11 350,00 \$	12 775,80 \$	12 775,80 \$	13 623,02 \$	13 623,02 \$
200 MM DIAM BORNE-FONTAINE 2-9, 6.16 (3.00) CR. M.V. 266	1	UNITE	8 000,00 \$	8 000,00 \$	8 482,33 \$	8 482,33 \$	11 595,00 \$	11 595,00 \$	8 408,90 \$	8 408,90 \$	8 300,60 \$	8 300,60 \$
SERVICE D'EAU A REMPLACER DANS LA TRANCHEE DU DRAIN 2-9, 6.25, 6.26 CR. M.V. 264 50 MM DIAM. OU MOINS	20	UNITE	750,00 \$	15 000,00 \$	2 956,82 \$	59 136,40 \$	798,00 \$	15 960,00 \$	2 437,30 \$	48 746,00 \$	4 345,19 \$	86 903,80 \$
CONTROLE ET ESSAI SUR LES CONDUITES D'EAU 2-9, 6.36	1	GLOBAL	3 000,00 \$	3 000,00 \$	3 200,27 \$	3 200,27 \$	1 447,00 \$	1 447,00 \$	1 964,50 \$	1 964,50 \$	1 188,19 \$	1 188,19 \$
FOURNITURE ET POSE DE CONDUITE D'EAU TEMPORAIRE 2-9, 6.37	1	GLOBAL	30 000,00 \$	30 000,00 \$	24 289,79 \$	24 289,79 \$	39 900,00 \$	39 900,00 \$	15 715,90 \$	15 715,90 \$	69 227,98 \$	69 227,98 \$
RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSEE												
PRÉPARATION DU LIT 2-5, 8.01 (2.01)	700	M CA	25,00 \$	17 500,00 \$	31,79 \$	22 253,00 \$	25,00 \$	17 500,00 \$	22,40 \$	15 680,00 \$	1,52 \$	1 064,00 \$
FOURNITURE ET POSE D'ABAT POUSSIÈRE LIQUIDE 1-4, 15	1000	LITRE	1,00 \$	1 000,00 \$	0,40 \$	400,00 \$	0,40 \$	400,00 \$	1,30 \$	1 300,00 \$	0,94 \$	940,00 \$
COUSSIN DE PIERRE - TYPE MR1-VM OU MR2-VM - MATÉRIAUX 500 MM ÉPAIS	700	M CA	20,00 \$	14 000,00 \$	27,73 \$	19 411,00 \$	19,00 \$	13 300,00 \$	25,70 \$	17 990,00 \$	21,62 \$	15 134,00 \$
FONDATION SUPÉRIEURE - COUSSIN DE PIERRE- MG-20 200 MM ÉPAIS	700	M CA	20,00 \$	14 000,00 \$	16,36 \$	11 452,00 \$	10,00 \$	7 000,00 \$	13,60 \$	9 520,00 \$	8,48 \$	5 936,00 \$
REVÊTEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE BASE - 2-5, 8.14 (6.04) 50 MM ÉPAIS	700	M CA	25,00 \$	17 500,00 \$	23,34 \$	16 338,00 \$	16,00 \$	11 200,00 \$	26,20 \$	18 340,00 \$	21,12 \$	14 784,00 \$
PRÉPARATION DES SURFACES DE CONTACT (ÉMULSION DE 2-5, 8.17 (6.03)	700	M CA	0,50 \$	350,00 \$	0,50 \$	350,00 \$	9,00 \$	6 300,00 \$	1,00 \$	700,00 \$	2,37 \$	1 659,00 \$
REVÊTEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE SURFACE - 2-5, 8.14 (6.04) 40 MM ÉPAIS	700	M CA	25,00 \$	17 500,00 \$	14,86 \$	10 402,00 \$	12,00 \$	8 400,00 \$	26,50 \$	18 550,00 \$	18,00 \$	12 600,00 \$
REVÊTEMENT BITUMINEUX - COUCHE TEMPORAIRE - ESG-14, 2B, 2, PG64-28 INCLUANT L'ENLÈVEMENT ET LA DISPOSITION (PROVISION POUR TRAVAUX EN PÉRIODE HIVERNALE)												

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loiselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
2-5, 8.14 (6.04) 80 MM ÉPAIS	700	M.CA	30,00 \$	21 000,00 \$	36,75 \$	25 725,00 \$	15,00 \$	10 500,00 \$	26,20 \$	18 340,00 \$	36,17 \$	25 319,00 \$
MAINTIEN DE LA CIRCULATION ET DE LA SECURITE ROUTIERE	1	GLOBAL	15 000,00 \$	15 000,00 \$	5 000,00 \$	5 000,00 \$	33 000,00 \$	33 000,00 \$	32 741,50 \$	32 741,50 \$	36 639,27 \$	36 639,27 \$
RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS MONOLITHE												
PRÉPARATION DU LIT 2-6, 12.01 (3.01 À 3.08)	500	M CA	46,00 \$	23 000,00 \$	20,87 \$	10 435,00 \$	52,00 \$	26 000,00 \$	32,70 \$	16 350,00 \$	1,52 \$	760,00 \$
FONDATION EN PIERRE 2-6, 12.02 (5.01 À 5.03)	500	M CA	46,00 \$	23 000,00 \$	16,54 \$	8 270,00 \$	52,00 \$	26 000,00 \$	15,10 \$	7 550,00 \$	28,89 \$	14 445,00 \$
REVÊTEMENT EN BÉTON 2-6, 12.04 (6.01 À 6.07)	500	M CA	46,00 \$	23 000,00 \$	102,00 \$	51 000,00 \$	52,00 \$	26 000,00 \$	124,40 \$	62 200,00 \$	99,04 \$	49 520,00 \$
ACIER D'ARMATURE - TRELLIS MÉTALLIQUE - CROQUIS M.V. 2-6, 12.03 (9) CR. M.V. 248	50	M CA	21,00 \$	1 050,00 \$	18,00 \$	900,00 \$	19,00 \$	950,00 \$	13,10 \$	655,00 \$	46,12 \$	2 306,00 \$
ESCALIER PRINCIPAL												
- EXCAVATION	1	GLOBAL	20 000,00 \$	20 000,00 \$	27 635,56 \$	27 635,56 \$	24 462,00 \$	24 462,00 \$	14 249,10 \$	14 249,10 \$	23 462,04 \$	23 462,04 \$
- FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE L'ESCALIER, INCLUANT LES POUTRES DU PALIER	1	GLOBAL	95 000,00 \$	95 000,00 \$	100 722,83 \$	100 722,83 \$	239 069,00 \$	239 069,00 \$	98 224,50 \$	98 224,50 \$	97 093,95 \$	97 093,95 \$
- COFFRAGE, BÉTON, ARMATURE - MUR SOUTÈNEMENT DU BAS	15	M.CA.	750,00 \$	11 250,00 \$	745,77 \$	11 186,55 \$	673,00 \$	10 095,00 \$	1 047,70 \$	15 715,50 \$	1 052,19 \$	15 782,85 \$
- FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE SONOTUBES ET EMPATTEMENTS, INCLUANT ARMATURE	5	UNITÉS	1 000,00 \$	5 000,00 \$	792,50 \$	3 962,50 \$	150,00 \$	750,00 \$	2 619,30 \$	13 096,50 \$	520,38 \$	2 601,90 \$
- COFFRAGE, BÉTON, ARMATURE - MUR DE SOUTÈNEMENT EST	15	M.CA.	650,00 \$	9 750,00 \$	955,45 \$	14 331,75 \$	641,00 \$	9 615,00 \$	1 309,70 \$	19 645,50 \$	788,37 \$	11 825,55 \$
- COFFRAGE, BÉTON, ARMATURE - MUR DE SOUTÈNEMENT POUR BAC À FLEURS	5	M.CA.	650,00 \$	3 250,00 \$	731,81 \$	3 659,05 \$	700,00 \$	3 500,00 \$	1 309,70 \$	6 548,50 \$	632,43 \$	3 162,15 \$
- COFFRAGE, BÉTON, ARMATURE - MUR DE SOUTÈNEMENT POUR PANNEAU DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ	35	M.CA.	650,00 \$	22 750,00 \$	664,84 \$	23 269,40 \$	514,00 \$	17 990,00 \$	1 309,70 \$	45 839,50 \$	701,67 \$	24 558,45 \$
Parc Simonne-Monet-Chartrand												
2-115												
Démolition, enlèvement et récupération (enlèvement et transport hors site)												
Arbres à enlever avec le système racinaire	2	unité	200,00 \$	400,00 \$	1 045,87 \$	2 091,74 \$	369,00 \$	738,00 \$	982,20 \$	1 964,40 \$	606,84 \$	1 213,68 \$
Clôture de bois et bases à enlever	1	global	2 000,00 \$	2 000,00 \$	1 268,16 \$	1 268,16 \$	2 481,00 \$	2 481,00 \$	2 619,30 \$	2 619,30 \$	1 529,23 \$	1 529,23 \$
Marche de béton à scier et enlever	1	global	250,00 \$	250,00 \$	907,60 \$	907,60 \$	1 732,00 \$	1 732,00 \$	3 274,20 \$	3 274,20 \$	558,29 \$	558,29 \$
<i>Total du 1-575</i>												
2-220												
Terrassement, excavation et remblayage												
Terrassement et mise en forme générale	45	m ²	6,00 \$	270,00 \$	31,69 \$	1 426,05 \$	24,00 \$	1 080,00 \$	13,10 \$	589,50 \$	26,97 \$	1 213,65 \$
Excavation	45	m ³	35,00 \$	1 575,00 \$	61,69 \$	2 776,05 \$	62,00 \$	2 790,00 \$	40,90 \$	1 840,50 \$	71,27 \$	3 207,15 \$

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loiselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
Apport de remblai <i>Total du 2-220</i>	5	tm	25,00 \$	125,00 \$	329,25 \$	1 646,25 \$	22,00 \$	110,00 \$	39,30 \$	196,50 \$	110,19 \$	550,95 \$
2-446 Clôture de bois												
Clôture de bois (incluant porte et quincaillerie)	1	global	40 000,00 \$	40 000,00 \$	12 620,97 \$	12 620,97 \$	26 596,00 \$	26 596,00 \$	26 193,20 \$	26 193,20 \$	6 663,07 \$	6 663,07 \$
Poteau de bois traité 4 x 4 à fournir et installer pour soutenir la pergola de la résidence voisine lorsque la clôture de bois sera enlevée. (fournir étrier pour visser dans bordure de bois existante) <i>Total du 2-446</i>	1	unité	75,00 \$	75,00 \$	625,08 \$	625,08 \$	244,00 \$	244,00 \$	261,90 \$	261,90 \$	910,26 \$	910,26 \$
2-477 Équipement de parc												
Fourniture et installation d'équipements manufacturés												
Bollards permanents série MTB500 de couleur noire de la compagnie Maglin (ou équivalent approuvé)	5	unité	750,00 \$	3 750,00 \$	854,19 \$	4 270,95 \$	782,00 \$	3 910,00 \$	1 309,70 \$	6 548,50 \$	754,91 \$	3 774,55 \$
Transport et installation d'équipements normalisés												
Potence pour enseigne de parcs	2	unité	500,00 \$	1 000,00 \$	1 115,64 \$	2 231,28 \$	831,00 \$	1 662,00 \$	654,80 \$	1 309,60 \$	430,86 \$	861,72 \$
Enseigne d'identification et précaution pour la glissoire installée sur clôture	1	unité	100,00 \$	100,00 \$		0,00 \$		0,00 \$	261,90 \$	261,90 \$		0,00 \$
Enseigne de précaution pour l'escalier installée sur clôture et potence	1	unité	100,00 \$	100,00 \$	623,23 \$	623,23 \$	831,00 \$	831,00 \$	261,90 \$	261,90 \$	788,88 \$	788,88 \$
Corbeilles à papier fixée sur pavés de béton préfabriqués	1	unité	150,00 \$	150,00 \$	300,82 \$	300,82 \$	831,00 \$	831,00 \$	261,90 \$	261,90 \$	922,39 \$	922,39 \$
Installation de banc parc Lafontaine avec dossier fixé sur pavés de béton préfabriqués <i>Total du 2-477</i>	2	unité	150,00 \$	300,00 \$	277,38 \$	554,76 \$	831,00 \$	1 662,00 \$	327,40 \$	654,80 \$	461,20 \$	922,40 \$
2-484 Apport de terre de culture												
Lits de plantations (volume installé) <i>Total du 2-484</i>	73	m ³	45,00 \$	3 285,00 \$	51,62 \$	3 768,26 \$	52,00 \$	3 796,00 \$	49,80 \$	3 635,40 \$	33,26 \$	2 427,98 \$
2-490 Fourniture de végétaux												
QUERCUS ROBUR 'FASTIGIATA' - 60 mm de dia. (P.B.)	2	unité	350,00 \$	700,00 \$	200,00 \$	400,00 \$	198,00 \$	396,00 \$	255,40 \$	510,80 \$	473,34 \$	946,68 \$
AMELANCHIER CANADENSIS - Tige, 250 cm (Pot)	1	unité	160,00 \$	160,00 \$	64,00 \$	64,00 \$	88,00 \$	88,00 \$	83,80 \$	83,80 \$	206,32 \$	206,32 \$
DIERVILLA LONICERA (CANSENSIS) - 3 GAL (Pot)	57	unité	16,00 \$	912,00 \$	10,00 \$	570,00 \$	13,00 \$	741,00 \$	9,80 \$	558,60 \$	21,85 \$	1 245,45 \$
ILEX VERTICATA 'BERRY NICE' - 3 GAL (Pot)	2	unité	42,00 \$	84,00 \$	16,00 \$	32,00 \$	23,00 \$	46,00 \$	28,80 \$	57,60 \$	58,26 \$	116,52 \$
STEPHANANDRA INCISA 'CRISPA' - 3 GAL (Pot)	43	unité	23,00 \$	989,00 \$	10,00 \$	430,00 \$	13,00 \$	559,00 \$	11,10 \$	477,30 \$	21,85 \$	939,55 \$
MICROBIATA DECUSSATA - 3 GAL (Pot)	27	unité	33,00 \$	891,00 \$	16,00 \$	432,00 \$	26,00 \$	702,00 \$	21,00 \$	567,00 \$	47,34 \$	1 278,18 \$
MATTEUCIA STUTHIOPTERIS - 1 GAL (Pot)	52	unité	15,00 \$	780,00 \$	5,00 \$	260,00 \$	11,00 \$	572,00 \$	5,90 \$	306,80 \$	21,85 \$	1 136,20 \$
CAREX GLAUCA - 1 L (Pot)	30	unité	10,00 \$	300,00 \$	6,00 \$	180,00 \$	8,00 \$	240,00 \$	4,30 \$	129,00 \$	10,93 \$	327,90 \$
CHASMANTHIUM LATIFOLIUM - 1 L (Pot)	22	unité	10,00 \$	220,00 \$	4,00 \$	88,00 \$	8,00 \$	176,00 \$	4,60 \$	101,20 \$	17,00 \$	374,00 \$
HAKONECHLOA MACRA 'NAOMI' - 1 L (Pot)	79	unité	10,00 \$	790,00 \$	7,00 \$	553,00 \$	8,00 \$	632,00 \$	7,70 \$	608,30 \$	17,00 \$	1 343,00 \$
PHALARIS ARUNDINACEA - 1 L (Pot)	16	unité	10,00 \$	160,00 \$	4,00 \$	64,00 \$	5,00 \$	80,00 \$	4,60 \$	73,60 \$	15,78 \$	252,48 \$
SESLERIA AUTOMNALIS - 1 L (Pot)	96	unité	10,00 \$	960,00 \$	4,00 \$	384,00 \$	5,00 \$	480,00 \$	4,30 \$	412,80 \$	14,57 \$	1 398,72 \$
PARTHENOCISSUS QUINQUEFOLIA ENGELMANNII - 1 GAL (Pot)	6	unité	15,00 \$	90,00 \$	4,00 \$	24,00 \$	11,00 \$	66,00 \$	5,20 \$	31,20 \$	18,21 \$	109,26 \$
CONVALLARIA MAJALIS - 1 L (Pot)	39	unité	6,00 \$	234,00 \$	4,00 \$	156,00 \$	5,00 \$	195,00 \$	4,60 \$	179,40 \$	10,93 \$	426,27 \$
HOSTA TOKUDAMA 'LOVE PAT' - 2 GAL (Pot) <i>Total du 2-490</i>	59	unité	16,50 \$	973,50 \$	6,00 \$	354,00 \$	17,00 \$	1 003,00 \$	12,10 \$	713,90 \$	23,67 \$	1 396,53 \$

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loiselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
2-491												
Plantation de végétaux												
QUERCUS ROBUR 'FASTIGIATA' - 60 mm de dia. (P.B.)	2	unité	200,00 \$	400,00 \$	195,00 \$	390,00 \$	198,00 \$	396,00 \$	306,50 \$	613,00 \$	388,38 \$	776,76 \$
AMELANCHIER CANADENSIS - Tige, 250 cm (Pot)	1	unité	150,00 \$	150,00 \$	111,00 \$	111,00 \$	88,00 \$	88,00 \$	100,60 \$	100,60 \$	218,46 \$	218,46 \$
DIERVILLA LONICERA (CANDENSIS) - 3 GAL (Pot)	57	unité	20,00 \$	1 140,00 \$	15,50 \$	883,50 \$	13,00 \$	741,00 \$	11,80 \$	672,60 \$	24,28 \$	1 383,96 \$
ILEX VERTICATA 'BERRY NICE' - 3 GAL (Pot)	2	unité	20,00 \$	40,00 \$	29,00 \$	58,00 \$	23,00 \$	46,00 \$	34,60 \$	69,20 \$	60,69 \$	121,38 \$
STEPHANANDRA INCISA 'CRISPA' - 3 GAL (Pot)	43	unité	20,00 \$	860,00 \$	15,50 \$	666,50 \$	13,00 \$	559,00 \$	13,40 \$	576,20 \$	24,28 \$	1 044,04 \$
MICROBIATA DECUSSATA - 3 GAL (Pot)	27	unité	20,00 \$	540,00 \$	35,00 \$	945,00 \$	26,00 \$	702,00 \$	25,20 \$	680,40 \$	52,19 \$	1 409,13 \$
MATTEUCIA STUTHIOPTERIS - 1 GAL (Pot)	52	unité	10,00 \$	520,00 \$	16,75 \$	871,00 \$	11,00 \$	572,00 \$	7,10 \$	369,20 \$	24,28 \$	1 262,56 \$
CAREX GLAUCA - 1 L (Pot)	30	unité	5,00 \$	150,00 \$	9,00 \$	270,00 \$	8,00 \$	240,00 \$	5,10 \$	153,00 \$	33,99 \$	1 019,70 \$
CHASMANTHIUM LATIFOLIUM - 1 L (Pot)	22	unité	5,00 \$	110,00 \$	11,00 \$	242,00 \$	8,00 \$	176,00 \$	5,50 \$	121,00 \$	33,99 \$	747,78 \$
HAKONECHLOA MACRA 'NAOMI' - 1 L (Pot)	79	unité	5,00 \$	395,00 \$	8,00 \$	632,00 \$	8,00 \$	632,00 \$	9,20 \$	726,80 \$	33,99 \$	2 685,21 \$
PHALARIS ARUNDINACEA - 1 L (Pot)	16	unité	5,00 \$	80,00 \$	5,75 \$	92,00 \$	5,00 \$	80,00 \$	5,50 \$	88,00 \$	33,99 \$	543,84 \$
SESLERIA AUTOMNALIS - 1 L (Pot)	96	unité	5,00 \$	480,00 \$	5,75 \$	552,00 \$	5,00 \$	480,00 \$	5,10 \$	489,60 \$	33,99 \$	3 263,04 \$
PARTHENOCISSUS QUINQUEFOLIA ENGELMANNII - 1 GAL (Pot)	6	unité	10,00 \$	60,00 \$	18,50 \$	111,00 \$	11,00 \$	66,00 \$	6,30 \$	37,80 \$	42,48 \$	254,88 \$
CONVALLARIA MAJALIS - 1 L (Pot)	39	unité	5,00 \$	195,00 \$	5,75 \$	224,25 \$	5,00 \$	195,00 \$	5,50 \$	214,50 \$	33,99 \$	1 325,61 \$
HOSTA TOKUDAMA 'LOVE PAT' - 2 GAL (Pot)	59	unité	5,00 \$	295,00 \$	27,00 \$	1 593,00 \$	17,00 \$	1 003,00 \$	14,50 \$	855,50 \$	48,55 \$	2 864,45 \$
Paillis de cèdre	159	m ²	15,00 \$	2 385,00 \$	9,97 \$	1 585,23 \$	10,00 \$	1 590,00 \$	3,30 \$	524,70 \$	17,00 \$	2 703,00 \$
Entretien et garantie pendant un (1) an	1	global	1 000,00 \$	1 000,00 \$	6 092,56 \$	6 092,56 \$	6 200,00 \$	6 200,00 \$	4 256,40 \$	4 256,40 \$	6 060,41 \$	6 060,41 \$
<i>Total du 2-491</i>												
2-535												
Revêtement pour aire de jeux												
Surface de protection synthétique, caoutchouc coulé (2 couches)	5	m ²	175,00 \$	875,00 \$	526,79 \$	2 633,95 \$	600,00 \$	3 000,00 \$	261,90 \$	1 309,50 \$	436,93 \$	2 184,65 \$
Infrastructure en pierre concassée MG-20 (345mm)	2	m ³	100,00 \$	200,00 \$	131,23 \$	262,46 \$	49,00 \$	98,00 \$	74,00 \$	148,00 \$	183,17 \$	366,34 \$
Géotextile no. 7609 Texel	5	m ²	3,00 \$	15,00 \$	16,49 \$	82,45 \$	2,00 \$	10,00 \$	4,70 \$	23,50 \$	12,14 \$	60,70 \$
<i>Total du 2-535</i>												
3-310												
Bétonnage pour aménagements extérieurs												
(Incluant l'armature et la fondation de pierre concassée MG-20)												
Base de béton pour bollards	5	unité	550,00 \$	2 750,00 \$	684,83 \$	3 424,15 \$	250,00 \$	1 250,00 \$	1 964,50 \$	9 822,50 \$	512,73 \$	2 563,65 \$
Bordures de béton 150 mm de largeur	53	m.lin.	150,00 \$	7 950,00 \$	179,11 \$	9 492,83 \$	126,00 \$	6 678,00 \$	137,50 \$	7 287,50 \$	94,97 \$	5 033,41 \$
Base de béton pour potence	2	unité	1 500,00 \$	3 000,00 \$	684,83 \$	1 369,66 \$	369,00 \$	738,00 \$	3 274,20 \$	6 548,40 \$	444,76 \$	889,52 \$
<i>Total du 3-310</i>												
3-450												
Éléments préfabriqués en béton												
(Excluant la fondation de pierre concassée MG-20, Voir Volet 2)												
Murets de béton ductal blancs (incluant livraison et installation)	29	m.lin.	2 593,00 \$	75 197,00 \$	2 229,31 \$	64 649,99 \$	1 990,00 \$	57 710,00 \$	1 987,10 \$	57 625,90 \$	1 852,46 \$	53 721,34 \$
Glissoire de béton ductal blanche (incluant encoches anti planches à roulettes, livraison et installation)	1	unité	36 575,00 \$	36 575,00 \$	98 985,46 \$	98 985,46 \$	120 927,00 \$	120 927,00 \$	92 985,90 \$	92 985,90 \$	86 178,96 \$	86 178,96 \$
Couche de protection anti-graffitis sur tous les éléments de béton préfabriqués	1	global	2 000,00 \$	2 000,00 \$	2 633,96 \$	2 633,96 \$	2 955,00 \$	2 955,00 \$	2 619,30 \$	2 619,30 \$	2 427,05 \$	2 427,05 \$
Entretien sur couche de protection Sikafloor 2002 (pour la glissoire de béton ductal blanche)	4	unité	2 500,00 \$	10 000,00 \$	3 950,95 \$	15 803,80 \$	3 000,00 \$	12 000,00 \$	3 929,00 \$	15 716,00 \$	3 641,03 \$	14 564,12 \$
<i>Total du 3-450</i>												
AUTRES TRAVAUX conformément à l'article 1.2.1.4 des clauses administratives normalisées									1 309,70 \$	1 309,70 \$		

Description	Quantité Probable	Unité	Estimation		Excavation Loisselle inc.		Groupe Hexagone		Entreprises Michaudville inc.		Antagon international	
			Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE												
ALIMENTATION ÉLECTRIQUE	1	GLOBAL	3 000,00 \$	3 000,00 \$	910,00 \$	910,00 \$	412,00 \$	412,00 \$	1 191,70 \$	1 191,70 \$	337,53 \$	337,53 \$
FOURNITURE, ASSEMBLAGE ET INSTALLATION DE LAMPADAIRE	3	UNITÉ	2 500,00 \$	7 500,00 \$	3 411,60 \$	10 234,80 \$	4 125,00 \$	12 375,00 \$	4 468,00 \$	13 404,00 \$	5 006,65 \$	15 019,95 \$
ENLÈVEMENT ET RÉINSTALLATION DE LAMPADAIRE	7	UNITÉ	700,00 \$	4 900,00 \$	345,10 \$	2 415,70 \$	997,00 \$	6 979,00 \$	452,00 \$	3 164,00 \$	1 209,59 \$	8 467,13 \$
FOURNITURE ET INSTALLATION DE CONDUCTEURS #6 RWU90 XLE (-40C)	540	M	4,00 \$	2 160,00 \$	3,20 \$	1 728,00 \$	5,00 \$	2 700,00 \$	4,20 \$	2 268,00 \$	6,47 \$	3 493,80 \$
FOURNITURE ET INSTALLATION DE CONDUCTEUR #8 RWU90 XLE (-40C) VERT	270	M	3,00 \$	810,00 \$	3,20 \$	864,00 \$	5,00 \$	1 350,00 \$	4,20 \$	1 134,00 \$	6,47 \$	1 746,90 \$
ÉCLAIRAGE TEMPORAIRE	1	FORFAIT	2 000,00 \$	2 000,00 \$	7 682,40 \$	7 682,40 \$	5 866,00 \$	5 866,00 \$	10 061,30 \$	10 061,30 \$	7 119,43 \$	7 119,43 \$
ESSAI ET MISE EN SERVICE	1	FORFAIT	1 800,00 \$	1 800,00 \$	790,00 \$	790,00 \$	880,00 \$	880,00 \$	1 034,60 \$	1 034,60 \$	722,74 \$	722,74 \$
				1 364 055,50 \$		1 385 389,08 \$		1 460 189,00 \$		1 700 764,79 \$		1 723 731,36 \$
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)		GLOBAL		136 405,55 \$		138 538,91 \$		146 018,90 \$		170 076,48 \$		172 373,14 \$
Total projet avant taxes				1 500 461,05 \$		1 523 927,99 \$		1 606 207,90 \$		1 870 841,27 \$		1 896 104,50 \$
TPS(5%)				75 023,05 \$		76 196,40 \$		80 310,40 \$		93 542,06 \$		94 805,22 \$
TVQ (9,975%)				149 670,99 \$		152 011,82 \$		160 219,24 \$		186 616,42 \$		189 136,42 \$
Total projet - Taxes incluses				1 725 155,09 \$		1 752 136,20 \$		1 846 737,53 \$		2 150 999,75 \$		2 180 046,14 \$

Travaux de reconstruction des conduites secondaires d'aqueduc et d'égout, aménagement de l'escalier, aménagement de paysage et éclairage de la rue Saint-Christophe entre la rue Ontario et la rue Sherbrooke


VMP-14-008


Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 10 avril 2014, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17^e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

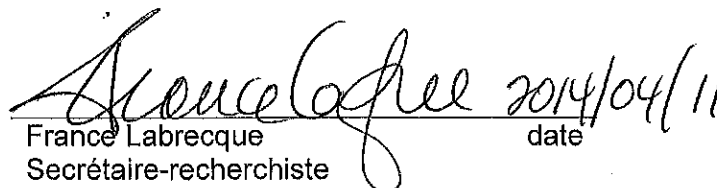
Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 13 mars 2014 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame France Labrecque, secrétaire-recherchiste, et en présence de madame Nathalie Deret, agente de recherche et monsieur Vincent Lemay, architecte paysagiste.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Excavation Loïselle inc.	1 592 851,21 \$
Groupe Hexagone, s.e.c.	1 846 737,54 \$
Les Entreprises Michaudville inc.	2 151 000,00 \$
Antagon International (9002-1205 Québec inc.)	2 180 026,04 \$


 Vincent Lemay
 Architecte paysagiste
 2014/04/11
 date


 Nathalie Deret
 Agente de recherche
 2014/04/11
 date


 France Labrecque
 Secrétaire-recherchiste
 2014/04/11
 date



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : VMP-14-008

Numéro de référence : 739128

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Travaux de reconstruction des conduites sec. d'aqueduc et d'égout, amén. de l'escalier, amén. de paysage et éclairage - rue Saint-Christophe

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Alain Provost Téléphone : 405 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	Commande : (760490) 2014-03-18 10 h 55 Transmission : 2014-03-18 16 h 28	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 37 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Antagon international 1401 boul Pitfield Montréal, QC, H4S 1G3	Monsieur Lucio Minicucci Téléphone : 514 334-8030 Télécopieur : 514 334-8181	Commande : (758509) 2014-03-14 8 h 39 Transmission : 2014-03-14 9 h 55	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 17 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com	Madame Geneviève Beaujoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	Commande : (762096) 2014-03-20 9 h Transmission : 2014-03-20 9 h	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	Commande : (762570) 2014-03-20 14 h 30 Transmission : 2014-03-20 14 h 30	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	Commande : (758643) 2014-03-14 10 h Transmission : 2014-03-14 10 h	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 39 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Civisol Inc. 3304 Avenue Francis-Hughes, #200 Laval, QC, H7L5A7	Madame Johanne Forget Téléphone : 450 933-3050 Télécopieur : 450	Commande : (772672) 2014-04-07 13 h 34 Transmission : 2014-04-07 21 h 09	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-04-07 13 h 34 - Téléchargement Mode privilégié (devis) :

		933-3886		Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Construction DJL Inc. (Montréal) 6200 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E 1B3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur : 514 769-2784	Commande : (761917) 2014-03-19 17 h 08 Transmission : 2014-03-19 17 h 08	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Construction G-nesis inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Marguerite Fluet Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	Commande : (759426) 2014-03-17 9 h 56 Transmission : 2014-03-17 9 h 56	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Construction Morival 181 boul Newman Montréal, QC, H8R 3E6	Monsieur Alvaro Pedicelli Téléphone : 514 595-6656 Télécopieur : 514 595-6657	Commande : (759237) 2014-03-17 8 h 34 Transmission : 2014-03-17 8 h 58	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 17 h 11 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	Commande : (761413) 2014-03-19 10 h 52 Transmission : 2014-03-19 18 h 38	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 36 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Construction S. Forget inc 3304 avenue Francis Hughes, suite 200 Laval, QC, H7L5A7	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 933-3050 Télécopieur : 450 933-3886	Commande : (759419) 2014-03-17 9 h 53 Transmission : 2014-03-17 11 h 24	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-04-01 10 h 53 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Excavation Loïselles inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	Commande : (762602) 2014-03-20 14 h 54 Transmission : 2014-03-20 14 h 54	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Girard & Girard Inc 2451, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 http://www.enixum.com	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	Commande : (758263) 2014-03-13 15 h 08 Transmission : 2014-03-13 18 h 49	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	Groupe Hexagone, s.e.c..	Madame Line Proulx	Commande : (758846)	2306466 - VMP-14-008-Addenda

<input type="checkbox"/>	4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5	Téléphone : 450 781-3510 Télécopieur : 450 781-3567	2014-03-14 12 h 37 Transmission : 2014-03-14 16 h 30	1 2014-03-31 16 h 37 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	Commande : (759213) 2014-03-17 8 h 15 Transmission : 2014-03-17 8 h 45	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 37 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	Commande : (760433) 2014-03-18 10 h 21 Transmission : 2014-03-18 14 h 55	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 39 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	Commande : (758876) 2014-03-14 13 h 26 Transmission : 2014-03-14 16 h 39	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courriel électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	Commande : (759831) 2014-03-17 14 h 03 Transmission : 2014-03-17 20 h 23	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courriel électronique Mode privilégié (plan) : Courriel électronique
<input type="checkbox"/>	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	Commande : (758713) 2014-03-14 10 h 39 Transmission : 2014-03-14 11 h 48	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 04 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-2601	Commande : (759950) 2014-03-17 15 h 25 Transmission : 2014-03-17 21 h 54	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 02 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courriel électronique
<input type="checkbox"/>	Neolect/Le Saux Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	Commande : (758603) 2014-03-14 9 h 39 Transmission : 2014-03-14 10 h 38	2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 17 h 11 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Pierre Brossard 1981 Ltée 9595 Rue Ignace Brossard, QC, J4Y 2P3	Monsieur Marc Desautels Téléphone : 450 659-9641 Télécopieur : 450 659-4068	Commande : (758276) 2014-03-13 15 h 16 Transmission : 2014-03-13 18 h 13 2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	Commande : (765466) 2014-03-25 16 h 51 Transmission : 2014-03-26 9 h 49 2306466 - VMP-14-008-Addenda 1 2014-03-31 16 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2014 Tous droits réservés

SOMMAIRE DES SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUSSION: VMP-14-008	DATE:
#GDD:	1146140004	GROUPE:	2014/04/14
RESPONSABLE	Yasmina Abdelhak, ing.		
INTITULÉ:	Travaux de reconstruction des conduites secondaires d'acqueduc et d'égout, aménagement de l'escalier, aménagement de paysage et éclairage de la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke de l'arrondissement de Ville-Marie		

PROJET INVESTI: 55120 Desc et client-payeur: DGSRE Unité Centre

			Taxes incluses		
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences
1251201611	141985	757,572.33 \$	827,854.31 \$	12,000.00 \$	75,259.48 \$
1251201640	141988	273,494.61 \$	297,199.60 \$	6,000.00 \$	27,018.15 \$
1251201661	141989	20,746.65 \$		23,000.00 \$	0.00 \$
1251201660	141990	9,020.28 \$		10,000.00 \$	0.00 \$
		503,139.08	537,786.38 \$	20,000.00 \$	48,889.67 \$
1455737 050		80,547.43	89,295.91		8,117.81 \$
SOUS-TOTAL		1,644,520.39 \$	1,752,136.20 \$	71,000.00 \$	159,285.11 \$


PROJET INVESTI: Desc et client-payeur: Arrondissement Ville-Marie

		503,139.08 \$	627,082.29 \$	20,000.00 \$	57,007.48 \$
SOUS-TOTAL		503,139.08 \$	627,082.29 \$	20,000.00 \$	57,007.48 \$

TOTAL		2,147,659.47 \$	2,379,218.49 \$	91,000.00 \$	216,292.59 \$
--------------	--	------------------------	------------------------	---------------------	----------------------

		2,147,659.47 \$	2,379,218.49 \$	91,000.00 \$	216,292.59 \$
TOTAL DES DEPENSES :		2,470,218.49 \$			

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET: 1251201611		SOUSSION: VMP-14-008	DATE:
N	Ville-Marie	MON: 141985	GROUPE: 2014-14-04
IN Montréal  ppe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst EG			
ENTREPRENEUR ▶		Excavation Loiselle inc.	

TAXES incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET 827,854.31 \$

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE 75,259.48 \$

DÉPENSES INCIDENTES :

Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts	3,500.00 \$	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers	0.00 \$	
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation	3,000.00 \$	
Trottoirs	0.00 \$	
Chloration	0.00 \$	
Gestion des sols contaminés	5,500.00 \$	
Archéologie	0.00 \$	
TOTAL À REPORTER	12,000.00 \$	12,000.00 \$
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		839,854.31 \$
Imputation (crédits)		757,572.33 \$
Montant de dépôt		
TAXES:	TPS	TVQ
à payer avant ristourne (100%)	36,523.34	72,864.07
ristourne	82,281.98	0.00

PLAN NUMÉRO: C001	CALCULÉ PAR ▶ Yasmina Abdelhak, ing.
-------------------	--------------------------------------

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET: 1251201640	SOUSSION: VMP-13-015	DATE:
NUMÉRO DE PROJET SIMON: 141988	GROUPE:	2014-14-04
INTITULÉ: St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Reconst AQ		



Excavation Loiseau inc.

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET 297,199.60 \$

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE 27,018.15 \$

DÉPENSES INCIDENTES :

Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts	1,500.00 \$	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers	0.00 \$	
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Horticulture et arboriculture	0.00 \$	
Chloration	2,000.00 \$	
Gestion des sols contaminés	2,500.00 \$	
TOTAL À REPORTER	6,000.00 \$	6,000.00 \$
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		303,199.60 \$
Imputation (crédits)		273,494.61 \$
Montant de dépôt		
TAXES:		
à payer avant ristourne (100%)	TPS 13,185.46	TVQ 26,304.99
ristourne	29,704.99	0.00

PLAN NUMÉRO: C001 et S1-S8	CALCULÉ PAR > Yasmina Abdelhak, ing.
----------------------------	--------------------------------------

NUMÉRO DE SOUS-PROJET: 1251201661	SOUSSION: VMP-13-015	DATE:
NUMÉRO DE PROJET SIMON: 141989	GROUPE:	2014-14-04
INTITULÉ: St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv. Prof EG		

ENTREPRENEUR > Excavation Loiselle inc.

MO	Ville-Marie Montréal	PROVISION APPLICABLE AU PROJET	0.00 \$
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE		0.00 \$	

DÉPENSES INCIDENTES :

Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts	0.00 \$	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers	0.00 \$	
Laboratoire, contrôle qualitatif	23,000.00 \$	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Horticulture et arboriculture	0.00 \$	
Chloration	0.00 \$	
Gestion des sols contaminés	0.00 \$	
TOTAL À REPORTER	23,000.00 \$	23,000.00 \$
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		23,000.00 \$
Imputation (crédits)		20,746.65 \$
Montant de dépôt		
TAXES:		
à payer avant ristourne (100%)	TPS 1,000.22	TVQ 1,995.43
ristourne	2,253.35	0.00

PLAN NUMÉRO: C001 et S1-S8	CALCULÉ PAR > Yasmina Abdelhak, ing.
----------------------------	--------------------------------------

NUMÉRO DE SOUS-PROJET: 1251201660	SOUSSION: VMP-13-015	DATE:
NUMÉRO DE PROJET SIMON: 141990	GRUPE:	2014-14-04
INTITULÉ: St-Christophe, de Ontario à Sherbrooke - Serv. Prof AQ		

ENTREPRENEUR > Excavation Loiselle inc.

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET 0.00 \$

INCIDENTS DE TRAVAIL CONTINGENTS DE 0.00 \$



Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts 0.00 \$

Reproduction de plans, matériel informatique, divers 0.00 \$

Laboratoire, contrôle qualitatif 10,000.00 \$

Division de la voirie - Marquage et signalisation

Horticulture et arboriculture 0.00 \$

Chloration 0.00 \$

Gestion des sols contaminés 0.00 \$

TOTAL À REPORTER 10,000.00 \$ 10,000.00 \$

Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL 10,000.00 \$

Imputation (crédits) 9,020.28 \$

Montant de dépôt

TAXES: TPS TVQ
à payer avant ristourne (100%) 434.88 867.58

ristourne 979.72 0.00

PLAN NUMÉRO: C001 et S1-S8 CALCULÉ PAR > Yasmina Abdelhak, ing.


NUMÉRO DE PROJET SIMON:	GROUPE:	2014/04/14
INTITULÉ: Travaux de reconstruction des conduites secondaires d'acqueduc et d'égout, aménagement de l'escalier, aménagement de paysage et éclairage de la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke de l'arrondissement de Ville-Marie		

ENTREPRENEUR > Excavation Loisel inc.

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET 537,786.38 \$

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE 53,778.64 \$

DÉPENSES INCIDENTES :

 tés publiques, des impacts	0.00 \$	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers	0.00 \$	
Laboratoire, contrôle qualitatif	20,000.00 \$	
Division de la voirie - Marquage et signalisation	0.00 \$	
Horticulture et arboriculture	0.00 \$	
Chloration	0.00 \$	
Gestion des sols contaminés	0.00 \$	
Archéologie	0.00 \$	
TOTAL À REPORTER	20,000.00 \$	20,000.00 \$
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		557,786.38 \$
Imputation (crédits)		503,139.08 \$
Montant de dépôt		
TAXES:	TPS	TVQ
à payer avant ristourne (100%)	24,256.85	48,392.43
ristourne	54,647.30	0.00

PLAN NUMÉRO: 1001-1006 et S1-S8	CALCULÉ PAR > Yasmina Abdelhak, ing.
--	--

INCIDENCES ET RISTOURNE

NUMÉRO DE SOUS-PROJET: 1455737 050	Page 6 de 7	SOUMISSION: VMP-14-008	DATE:
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		GROUPE:	2014/04/14 42/46
INTITULÉ: Travaux de reconstruction des conduites secondaires d'acqueduc et d'égout, aménagement de l'escalier,			


**aménagement de paysage et éclairage de la rue Saint-Christophe entre Ontario et Sherbrooke de
l'arrondissement de Ville-Marie**

ENTREPRENEUR > Excavation Loiselle inc.

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET 89,295.91

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE 57,007.48 \$

DÉPENSES INCIDENTES :

Provisions pour autres utilités publiques, communication et gestion des impacts	0.00 \$	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers	0.00 \$	
 Division de la voirie - marquage et signalisation	0.00 \$	
Horticulture et arboriculture	0.00 \$	
Chloration	0.00 \$	
Gestion des sols contaminés	0.00 \$	
Archéologie	0.00 \$	
TOTAL À REPORTER	0.00 \$	0.00 \$
 Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL		 89,295.91 \$
Imputation (crédits)		80,547.43 \$
Montant de dépôt		
 TAXES:		
à payer avant ristourne (100%)	3,883.28	7,747.13
ristourne	8,748.47	0.00

PLAN NUMÉRO: 1001-1006 et S1-S8	CALCULÉ PAR > Yasmina Abdelhak, ing.
--	--

	Contrat (dépense)	Incidences
Égout+archéologie	355,937.50 \$	27,000.00 \$
Aqueduc	264,696.70 \$	18,000.00 \$
Surface	910,001.26 \$	39,000.00 \$
	1,530,635.45 \$	84,000.00 \$

DGSRE	665,634.20 \$	41.23%
Direction de la Culture	949,001.26 \$	58.77%
Total contrat et incidences	1,614,635.45 \$	100.00%

Québec, le 16 décembre 2013

Excavation Loiselle inc.
À l'attention de : Monsieur Sébastien Claveau
280, boul Pie XII
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6P7

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Excavation Loiselle inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0249 n° d'identification de l'Autorité : 2700004312**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Excavation Loiselle inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec :
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
réf. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

...2

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Directeur des contrats publics et
des entreprises de services monétaires,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Letellier', with a long horizontal flourish extending to the right.

Louis Letellier



Dossier # : 1146341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Morival Ltee. pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 636 919,82 \$, taxes incluses pour les travaux de réfection des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Construction Morival Ltee inc. le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 604 319,82 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10126 ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-20 12:37

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1146341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Morival Ltee. pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du processus de défusion, en décembre 2005, le gouvernement du Québec adoptait un décret (1229-2005) dans lequel il fixait plusieurs modalités importantes de fonctionnement pour l'Agglomération de Montréal. Or, bien que la compétence relative à l'alimentation en eau constitue une compétence d'agglomération selon l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), ce décret conférait exceptionnellement l'exploitation des usines de traitement d'eau Dorval et Pointe-Claire à ces deux villes. Notons que la propriété des installations et toutes les responsabilités liées aux immobilisations ont, par ailleurs, été laissées à l'agglomération.

Les usines de filtration des villes de Dorval et Pointe-Claire ainsi que les postes de suppression, Michel-Jasmin à Dorval et Transcanadienne à Pointe-Claire sont équipés de génératrices d'urgences. Les équipements pétroliers qui alimentent ces génératrices sont réglementés par la Régie du bâtiment du Québec. Les systèmes d'alimentation en diesel des génératrices des quatre sites citées précédemment n'étant pas conformes , il est alors nécessaire de les mettre à niveau.

Ce projet fait partie du programme de travaux de l'année 2014 et s'inscrit au plan triennal d'immobilisations (PTI) 2014-2016 de la Direction de l'eau potable.

La sollicitation du marché s'est réalisée par un appel d'offres publics n° 10126. L'appel d'offres a été publié dans le journal La Presse le 9 avril 2014 et sur le site de la SÉAO du 8 avril au 5 mai 2014.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 5 mai 2014.

Durant la période de sollicitation, deux addenda ont été produits :

Addenda	Date d'émission	Description
1	2014-04-22	Modification des instructions aux soumissionnaires du cahier des charges.
2	2014-04-29	Modification des clauses techniques spéciales du site de l'usine de filtration de Pointe-Claire.

Les soumissions présentées demeurent valides durant 120 jours à compter de l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 2 septembre 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'octroi d'un contrat pour les travaux de travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire.
Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

a) Les travaux de mise à niveau des installations pétrolières à l'usine de filtration de Dorval visent le remplacement de diverses composantes du système d'alimentation en diesel de la génératrice, tels que le réservoir d'appoint, les pompes d'alimentation, les robinets coupe-feu, les tuyauteries;

b) Les travaux de mise à niveau des installations pétrolières à l'usine de filtration de Pointe-Claire visent de remplacer diverses composantes du système d'alimentation en diesel des génératrices DG1, DG2, DG3, tels que l'installation de nouveaux réservoirs journaliers, le remplacement des pompes, l'installation de sondes, l'installation de soupapes d'aspiration sur les lignes d'alimentation;

c) Les travaux de mise à niveau des installations pétrolières au poste de surpression Michel-Jasmin à Dorval visent le remplacement de diverses composantes du système d'alimentation en diesel de la génératrice, tels que le réservoir d'appoint, les pompes d'alimentation, les robinets coupe-feu, la tuyauterie;

d) Les travaux de mise à niveau des installations pétrolières au poste de surpression Transcanadienne à Pointe-Claire sont divers travaux sur le système d'alimentation en diesel des génératrices tels qu'allonger l'évent d'urgence du réservoir principal jusqu'à l'extérieur du bâtiment, remplacer les sondes de niveau et d'alarme par une sonde commune pour faire le même travail, déménager le tuyau d'alimentation des génératrices sur le dessus du réservoir, installer une nouvelle sonde de plancher et raccorder au 'Veeder Root', identifier la tuyauterie et le réservoir.

Le montant prévu relatif aux travaux supplémentaires représentant 18 % de la valeur du contrat est relié principalement à la difficulté d'évaluer de la quantité des sols contaminés à disposer de façon précise.

Le montant des dépenses incidentes prévu dans le cadre de ce contrat représentant 5 % de la valeur du contrat est relié à des frais de laboratoire.

JUSTIFICATION

À la suite des avis de non-conformité de la Régie du Bâtiment du Québec concernant les équipements pétroliers des usines de filtration de Dorval et de Pointe-Claire, ainsi que des

postes de suppression Michel-Jasmin et Transcanadienne, il est nécessaire de faire des travaux correctifs de mise à niveau sur ces quatre sites (voir description ci-dessus). À la suite de l'appel d'offres publiques 10126, neuf (9) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, dont la liste est en pièces jointes. Seulement trois (3) entreprises ont déposé une soumission. Les entreprises qui n'ont pas déposé une soumission n'ont pas retourné le formulaire de suivi joint à l'enveloppe de soumission énumérant les raisons et les motifs qui les ont poussés à ne pas soumettre une soumission à la Ville.

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les trois (3) soumissionnaires sont jugés conformes.

Entreprises soumissionnaires conformes	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Construction Morival Ltée.	512 135,44 \$	92 184,38 \$	604 319,82 \$
Service et construction mobile Ltée	548 923,26 \$	98 806,18 \$	647 729,43 \$
Construction Petro Hitech, div. ERCD industries inc.	567 418,87 \$	102 135,40 \$	669 554,27 \$
Dernière estimation réalisée par la Ville	544 940,11 \$	99 449,93 \$	644 390,04 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)</i>			640 534,51 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse)/la plus basse) x 100</i>			6 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			65 234,45 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme)/la plus basse) x 100</i>			10,8 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			(40 070,22 \$)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation)/estimation) x 100</i>			(6,2 %)

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 6,2 % par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. Cet écart est attribuable principalement aux facteurs suivants :

- Le soumissionnaire a obtenu des prix concurrentiels pour la fourniture des équipements demandés;
- Le soumissionnaire a obtenu des taux horaires compétitifs des sous-traitants spécialisés établis dans la région de Montréal.

La compagnie Construction Morival Ltée. a présenté la plus basse offre conforme et nous recommandons de lui accorder le contrat.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP)*. L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat. L'entreprise ne détient pas une telle autorisation obtenue dans le cadre d'un autre contrat public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer à Construction Morival Itée. est de 604 319,82 \$ taxes incluses pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Ce coût comprenant un montant de 512 135,44 \$ taxes incluses pour les travaux et un montant de 92 184,38 \$ taxes incluses pour les contingences. La dépense totale de 636 919,82 \$ taxes incluses comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 32 600,00 \$ taxes incluses pour les incidences, telles que des dépenses reliées à des frais de laboratoire.

La dépense de 636 919,82 \$ taxes incluses soit un coût net de 574 519,68 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Cette dépense est financée par la réserve de l'eau de l'agglomération.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	575
Réserve de l'eau de l'agglomération	575
Emprunt net	0

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Des réservoirs et tuyauteries doubles parois sont prévus au projet, ce qui permettra une protection accrue de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat et la réalisation des travaux permettront de rendre conformes à la réglementation les équipements pétroliers des 4 sites. De plus, ceci permet d'assurer la sécurité et la flexibilité de la production et de la distribution d'eau potable provenant des usines de filtration de Dorval et Pointe-Claire lors de panne d'alimentation électrique d'Hydro-Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, comme convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : juin 2014
Fin des travaux: janvier 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'eau , Direction de l'eau potable (André PERRON)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis HARVEY
ingénieur

Tél : 514-872-6320
Télécop. : 5148728353

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-16

Christian MARCOUX
Chef de section Ingénierie d'usine

Tél : 514-872-3483
Télécop. : 514 872-8353

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-Josée GIRARD
C/d Ingénierie
pour Babak Herishi, directeur
Tél : 514-872-4631
Approuvé le : 2014-05-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514-280-4260
Approuvé le : 2014-05-16

Dossier # : 1146341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Construction Morival Ltee. pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 636 919,68 \$ taxes incluses soit un coût net de 574 519,68 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.
 Cette dépense est financée par la réserve de l'eau de l'agglomération.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	575
Réserve de l'eau de l'agglomération	575
Emprunt net	0

Information budgétaire

Imputations agglo :

Projet : 58026 Mise à niveau des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs
 Sous projet : 1358026029 – Dorval / Pointe-Claire Réfection équipements produits pétroliers - Travaux
 Sous projet SIMON : 146504
 Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
350	0	0	0	350

Projet : 58026 Mise à niveau des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs
 Sous projet : 1458026064 – Dorval - Réfection équipements produits pétroliers - Labo
 Sous projet SIMON : 153020

Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
16	0	0	0	16

Projet : 58027 Programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage
Sous-projet : 1458027011 – Postes surpression DO / PC Réfection équip. produits pétroliers - Travaux
Sous-projet SIMON : 153018
Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
195	0	0	0	195

Projet : 58027 Programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage
Sous-projet : 1458027012 – Poste surpression Dorval - Réfection équipements produits pétroliers – Labo
Sous-projet SIMON : 153019
Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
14	0	0	0	14

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable

Provenance

5030.5009028.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputations

Dorval / Pointe-Claire usines - Travaux

5030.5009028.802706.04101.57201.000000.0000.146504.000000.14010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
58026	146504	1358026029	350 092,21 \$	388 116,67 \$	388 116,67 \$

Dorval usine - Labo

5030.5009028.802706.04101.54301.000000.0000.153020.000000.14010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Incidences	Dépenses
58026	153020	1458026064	15 965,90 \$	17 700,00 \$	17 700,00 \$

Dorval / Pointe-Claire postes surpression - Travaux

5030.5009028.802706.04101.57201.000000.0000.153018.000000.13055.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
58027	153018	1458027011	195 021,35 \$	216 203,15 \$	216 203,15 \$

Dorval poste surpression - Labo

5030.5009028.802706.04101.54301.000000.0000.153019.000000.13055.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Incidences	Dépenses
--------	-------	-------------	---------	------------	----------

58027	153019	1458027012	13 440,22 \$	14 900,00 \$	14 900,00 \$
-------	--------	------------	--------------	--------------	--------------

Affectation de la réserve de l'eau

L'affectation de la réserve de l'eau de l'agglomération sera effectuée annuellement en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André PERRON
Conseiller en gestion, ressources financières

Tél : 514-872-4543

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion, ressources financières
c/é

Tél : 514-872-6538

Division : Direction de l'eau

Dossier # : 1146341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Construction Morival Ltee. pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

1. d'autoriser une dépense de 636 919,82\$, taxes incluses pour les travaux de réfection des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Construction Morival Ltee inc. le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 604 319,82\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10126 ;

Information comptable

Un engagement de gestion **no CC46341001** au montant de 574 519.68 \$ a été pris au compte suivant :

5030.5009028.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** aux comptes suivants :

5030.5009028.802706.04101.57201.000000.0000.146504.000000.14010.00000 350 092,21 \$
 5030.5009028.802706.04101.54301.000000.0000.153020.000000.14010.00000 15 965,90 \$
 5030.5009028.802706.04101.57201.000000.0000.153018.000000.13055.00000 195 021,35 \$
 5030.5009028.802706.04101.54301.000000.0000.153019.000000.13055.00000 13 440,22 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis RAYMOND
Agent comptable
Tél : 514-872-8533

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-8440
Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables

Dossier # : 1146341001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Construction Morival Ltee. pour les travaux de mise à niveau des équipements pétroliers de Dorval et Pointe-Claire. Dépense totale de 636 919,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10126 - 3 soumissionnaires.



Procès verbal d'ouverture de soumission: [PV_10126.pdf](#)



Liste des preneurs des cahiers de charge: [preneurs cahier de charge.pdf](#)

Délégation de pouvoir du directeur de l'eau potable:



[Délégation de pouvoirs - Babak Herishi.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis HARVEY
ingénieur

Tél : 514-872-6320
Télécop. : 5148728353

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **lundi 5 mai 2014 à 14 h**

Sont présents :
Mme Valérie Morin, technicienne juridique – Service du greffe
M. Richard Sarrazin, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Eric Durette, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 10126

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Dorval et Pointe-Claire - Réfections des équipements pétroliers » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent des prix :

Soumissionnaires

Prix

CONSTRUCTION MORIVAL LIMITÉE
181, boulevard Newman
LaSalle (Québec) H8R 3E6

604 319,82 \$
(Cautionnement de 10 %
du montant de la soumission)

SERVICE & CONSTRUCTION MOBILE LIMITÉE
1820, place Martenot
Laval (Québec) H7L 5B5

647 729,43 \$
(Cautionnement de 10 %
du montant de la soumission)

CONSTRUCTION PÉTRO HITECH,
DIVISION DE E.R.C.D. INDUSTRIES INC.
11450, rue Dorchester
Montréal-Est (Québec) H1B 2A8

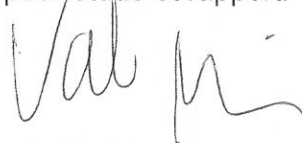
669 554,27 \$
(Cautionnement de 10 %
du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'eau a été publié le 9 avril 2014 dans le quotidien La Presse ainsi que le 7 avril 2014 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur de la Direction de l'eau potable, pour étude et rapport.

/ed

C.G. 1
Vér. 1
D.E.P. 4



Valérie Morin
Technicienne juridique – Service du greffe



Richard Sarrazin
Agent de bureau principal – Service du greffe



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10126

Numéro de référence : 749448

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Dorval et Pointe-Claire - Réfections des équipements pétroliers

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> Biogénie, division d'EnGlobe Corp. 4495, boul. Wilfrid-Hamel bureau 200 Québec, QC, G1P 2J7 http://www.biogenie-env.com	Monsieur Sergio Di Lalla Téléphone : 450 961-3535 Télécopieur : 450 961-0220	Commande : (775425) 2014-04-10 16 h 30 Transmission : 2014-04-10 16 h 35	2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 11 h - Courriel 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Civosol Inc. 3304 Avenue Francis-Hughes, #200 Laval, QC, H7L5A7	Monsieur Mohamed Menguellet Téléphone : 450 933-8670 Télécopieur : 450 933-3886	Commande : (781461) 2014-04-23 10 h 55 Transmission : 2014-04-23 17 h 22	2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 14 h 08 - Télécopie 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 16 h 01 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Construction Morival 181 boul Newman Montréal, QC, H8R 3E6	Monsieur Alvaro Pedicelli Téléphone : 514 595-6656 Télécopieur : 514 595-6657	Commande : (774167) 2014-04-09 11 h 22 Transmission : 2014-04-09 11 h 27	2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 11 h 01 - Télécopie 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Construction Petro Hitech 11,450, Dorchester Montréal-Est, QC, H1B 2A8	Madame Mélissa-Catherine Legault Téléphone : 514 648-1850 Télécopieur : 514 648-4829	Commande : (775791) 2014-04-11 10 h 52 Transmission : 2014-04-11 10 h 52	2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 11 h - Courriel 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> D.O. ALBERT inc 3319 st-paul Repentigny, QC, J5Z4C7	Monsieur Denis Albert Téléphone : 450 654-9111 Télécopieur : 450 654-7857	Commande : (784895) 2014-04-29 15 h 34 Transmission : 2014-04-29 18 h 41	2316002 - Addenda # 1 2014-04-29 15 h 34 - Téléchargement 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 15 h 34 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

			électronique
<input type="checkbox"/>	Gestion Mobile Ltée. 1820 place Martenot Laval, QC, H7L 5B5 http://www.groupemobile.com	Monsieur Roberge Castonguay Téléphone : 514 383- 5752 Télécopieur : 450 629- 5242	Commande : (773056) 2014-04-08 8 h 25 Transmission : 2014-04-08 8 h 28 2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 11 h 01 - Télécopie 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	GMR Inc. 435 2e Avenue Saint-Romuald Lévis, QC, G6W 5M6	Monsieur Yvon Beaudoin Téléphone : 418 839- 7164 Télécopieur : 418 839- 1496	Commande : (774410) 2014-04-09 14 h 52 Transmission : 2014-04-09 15 h 24 2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 11 h 32 - Télécopie 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Les Industries Desjardins 79, Principale Saint-André, QC, G0L 2H0	Monsieur Christian Caron Téléphone : 418 493- 2114 Télécopieur : 418 493- 2432	Commande : (783130) 2014-04-25 13 h 11 Transmission : 2014-04-25 13 h 11 2316002 - Addenda # 1 2014-04-25 13 h 11 - Téléchargement 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Léveillée-Tanguay inc 1495, rue Janelle Drummondville, QC, J2C 5S5 http://www.leveillee-tanguay.ca	Madame Diane Provencher Téléphone : 819 477- 9141 Télécopieur : 819 478- 7473	Commande : (781652) 2014-04-23 13 h 34 Transmission : 2014-04-23 13 h 47 2316002 - Addenda # 1 2014-04-23 13 h 34 - Messagerie 2318388 - Addenda # 2 2014-04-29 13 h 20 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2014 Tous droits réservés



Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 7 775 209,04 \$, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Roxboro Excavation Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 335 102,87 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10138;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 15:26

Signataire : Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION **Dossier # :1143184001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Saint-Patrick est un carrefour important pour la distribution de l'eau potable du réseau des usines Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs. En effet, plusieurs conduites d'eau principales passent par cet endroit pour ensuite traverser le canal Lachine et alimenter une grande partie du réseau de la zone 1 (McTavish). Elles sont en acier, en fonte ou en béton armé et elles ont été installées entre 1914 et 1958.

En amont du parc, il y a une conduite de 900 mm (1914) et deux conduites de 1200 mm (1923 et 1958) qui sont raccordées à l'ouest dans l'intersection des rues Atwater et Centre. Ces conduites traversent le canal Lachine en empruntant une conduite de 1200 mm et deux conduites de 900 mm du côté ouest du parc (1914, 1923 et 1942) et deux conduites de 1200 mm du côté est du parc (1958). Les conduites de la traverse ouest sont hors services depuis 1996 à cause de fuites importantes dans le parc Saint-Patrick.

Depuis 1992, et probablement avant, il y a eu plusieurs fuites réparées sur les conduites situées du côté ouest du parc qui sont en fonte et en acier. Seulement depuis les cinq dernières années, neuf nouvelles fuites sont apparues sur ces conduites dont deux fuites sont survenues, depuis 2012, sur les conduites du côté nord du canal Lachine entre les rues du Séminaire et du Square-Gallery.

L'appel d'offres public a été publié dans le quotidien La Presse ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO), le 20 janvier 2014. L'ouverture des soumissions pour la réalisation des travaux a eu lieu à l'hôtel de Ville de Montréal le 26 février, à 14 heures. Vingt-et-une (21) entreprises (voir pièce jointe) ont acheté les documents d'appel d'offres via SEAO et quatre (4) ont présenté des soumissions. Parmi les dix-sept (17) qui n'ont pas déposé d'offre, six (6) étaient des sous-traitants ou fournisseurs, quatre (4) trouvaient le projet trop complexe, deux (2) ont manqué de temps, un (1) n'avait pas son autorisation de l'AMF, un (1) avait un calendrier trop chargé et enfin trois (3) dont nous n'avons pas eu de réponse. Les raisons expliquant pourquoi certains preneurs de documents n'ont pas soumissionné sont détaillées en pièces jointes.

Cinq addendas ont été émis :

- Addenda no 1 (23 janvier 2014) : Modifications de l'article 4.06.2 «Soutènement des terres» et ajout d'une étiquette pour l'enveloppe de retour de la soumission;
- Addenda no 2 (11 février 2014) : Modifications apportées aux plans no A-346-1/13, 14 et 17 et date reportée pour l'ouverture de soumission du 17 février au 19 février 2014;
- Addenda no 3 (17 février 2014) : Modification apportée au plan no A-346-1/06;
- Addenda no 4 (18 février 2014) : Date reportée pour l'ouverture de soumission du 19 février au 26 février 2014;
- Addenda no 5 (21 février 2014) : Modifications de l'article 4.06.2 «Soutènement des terres».

À l'addenda no 2, un report de la date d'ouverture de soumission a été accordé afin d'augmenter le nombre de soumissionnaire potentiel étant donné que les travaux du présent projet ne sont pas usuels (complexité). À l'addenda no 4, le report de la date d'ouverture de soumission du 19 février au 26 février 2014 s'explique par le fait que l'addenda no 3 clarifiait, de façon importante, la méthode de travail à préconiser pour exécuter une partie des travaux.

Les soumissions sont valides pour cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture.

Le 11 mars 2013, l'appel d'offres 10046 a été publié pour ce même projet et l'ouverture a eu lieu le 22 avril 2013. Le plus bas soumissionnaire conforme n'avait toujours pas obtenu, au mois de décembre dernier, son autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Étant donné que la Loi sur les contrats des organismes publics a été modifiée par le décret 1049-2013 du 23 octobre dernier, stipulant que les entreprises doivent détenir une attestation de l'AMF au moment de déposer une soumission, la DEP a pris comme décision de ne pas donner suite à cet appel d'offres dans le but d'exécuter les travaux dans un délai plus rapide. D'autant plus que ceux-ci sont requis afin de fournir l'eau pour maintenir à niveau le réservoir McTavish ainsi que la pression d'eau dans le réseau, au sud de la rue Sherbrooke et à l'est de la rue Berri, advenant la fermeture de la conduite de 2100 mm de diamètre passant dans l'axe de l'autoroute Ville-Marie (voir détail à la rubrique «Impact majeur»).

Il est à noter que les travaux du présent contrat ne peuvent débuter sans l'obtention, au préalable, de l'autorisation de travaux émise par Parcs Canada, étant donné que la majeure partie des travaux du présent contrat sont situés sur leur propriété. Une demande, en ce sens, a été faite à Parcs Canada le 19 décembre 2011. La Direction de l'eau potable a obtenue cette entente en date du 21 mai 2014 et une copie de cette dernière est en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE11 0634 - 4 mai 2011 - Approuver une entente de dégagement de responsabilité pour la reconstruction des conduites d'eau de 900 mm et 1200 mm dans la rue et le parc Saint-Patrick (Phase 1) et autoriser monsieur Michel Mérette, directeur de la Direction de l'eau potable au Service de l'eau, à signer cette entente au nom de la Ville.

CG11 0106 - 14 avril 2011 - Accorder à Louisbourg SBC, s.e.c., Division Construction Louisbourg, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 2 046 372,12 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 9986

DESCRIPTION

Suivant le contexte énoncé, des travaux de reconstruction de conduites sont requis du côté nord et sud ainsi que sous le canal Lachine.

À l'été 2011, les travaux suivants ont été réalisés uniquement du côté sud du canal, soit

principalement dans la rue et le parc Saint-Patrick. Voici les travaux déjà réalisés à la **phase 1** du projet :

- reconstruction des conduites de 900 mm (160 m.lin.) et 1200 mm (125 m.lin.) de diamètre dans la rue et le parc Saint-Patrick;
- réfection de cinq (5) chambres de vanne dans le parc Saint-Patrick;
- remplacement des vannes existantes dans les chambres;
- abandon de certaines conduites existantes;
- construction d'une nouvelle chambre de vanne de 900 mm de diamètre dans la rue Saint-Patrick;
- construction de trois (3) chambres de débitmètre dans les rues Saint-Patrick et St-Columban.

	Coût	Date de début	Date de fin
Étapes terminées : · Reconstruction des conduites d'eau de 900 mm et 1200 mm dans la rue et le parc Saint-Patrick (Phase 1)	1 880 000 \$	Juin 2011	Décembre 2011

Dans le présent projet, les travaux se poursuivront du côté sud (parc Saint-Patrick) ainsi que du côté nord et sous le canal Lachine. Voici les travaux proposés pour la **phase 2** du projet le parc Saint-Patrick.

- reconstruction d'une conduite de 900 mm de diamètre (150 m.lin.) sous le canal Lachine;
- reconstruction des conduites de 900 mm (125 m.lin.) et 1200 mm (73 m.lin.) de diamètre du côté nord du canal;
- construction de trois (3) nouvelles chambres (côté nord et sud);
- réfection de trois (3) chambres de vannes existantes du côté nord du canal;
- démolition de quatre (4) chambres de vannes existantes (côté nord et sud);
- abandon de trois (3) chambres de vannes existantes (côté nord et sud);
- abandon de certaines conduites existantes;
- remise en état des lieux.

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Étapes faisant l'objet du présent dossier : Reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (Phase 2)	août 2014	Juillet 2015

Des contingences sont prévues au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc). Les travaux contingents pour ce projet représentent 10 % du montant des travaux. Le pourcentage de 10 % est une pratique courante dans le monde de la construction et a été établi selon les expériences passées.

Des frais incidents de 440 106,17 \$, taxes incluses, ont été réservés, représentant 6 % de la valeur du contrat, dont 3 % pour défrayer les coûts pour le contrôle qualitatif (expertises et contrôle des matériaux) et 3 % associés aux travaux spécialisés. Les travaux spécialisés associés aux frais incidents sont:

- la protection et déplacement d'utilités publiques;
- la protection d'un massif d'Hydro-Québec;
- le détour de la piste cyclable (Agence Parcs Canada);
- les activités de communications;
- la gestion d'impacts;
- le marquage et signalisation;
- les interventions archéologiques;
- autres frais connexes.

Dans le cas du présent projet, les travaux spécialisés incluent, entre autre, les frais requis pour l'obtention de l'autorisation des travaux par l'Agence Parcs Canada. En effet, une autorisation de travaux est requise étant donné que la majeure partie des travaux se trouve sur la propriété de l'Agence Parcs Canada. Ces derniers pourraient exiger, entre autres, des travaux au niveau de l'aménagement et de la signalisation requise pour le détour de la piste cyclable existante située sur la propriété de l'Agence Parcs Canada.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de trois cent cinq (305) jours de calendrier suivant la date de l'ordre de débiter les travaux. Tout retard non justifié entraînera l'application de l'article 5.1.10.1 du Cahier des clauses administratives générales, soit une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des travaux contingents.

Un appel d'offre public no 10046 a été lancé précédemment, puis annulé pour ce projet. Le tableau suivant résume les résultats de cet appel d'offres (liste des soumissions reçues incluant le montant de chacune des soumissions) et indique quels soumissionnaires avaient leur attestation de l'AMF au moment de l'expiration de chacune des soumissions:

Nom du soumissionnaire	Total (Taxes incluses)	Numéro d'appel d'offres	Obtention de l'autorisation de l'AMF*
Louisbourg SBC, s.e.c.	6 976 172,51 \$	10046	NON
Les Entreprises Michaudville inc.	13 950 000,00 \$	10046	OUI

*: Lors du délai de validité de soumission

L'ouverture des soumission de l'appel d'offre no 10046 a eu lieu le 22 avril 2013. Le délai de validité des soumissions était de 180 jours et donc valide jusqu'au 19 octobre 2013. Une prolongation de la validité de la soumission a été demandée, puis accordée, pour une durée additionnelle de 120 jours. Le 12 décembre 2013, le plus bas soumissionnaire n'avait toujours pas reçu son autorisation de contracter de l'AMF. Ainsi, pour cette raison et pour se conformer aux nouvelles dispositions de la loi no 1, décret du 23 octobre 2013, l'appel d'offre 10046 a été annulé. La nécessité de réaliser ces travaux sans délai additionnel est le principal motif pour relancer un nouvel appel d'offres.

JUSTIFICATION

Les travaux du présent projet sont requis afin de rétablir la fiabilité et la stabilité du réseau des conduites principales du secteur et permettre une performance hydraulique supérieure, entre autres, en changeant la configuration des conduites situées dans la rue et le parc Saint-Patrick (**phase 1**) et en ajoutant une nouvelle conduite à l'intérieur d'une conduite existante, hors d'usage, sous le canal Lachine afin de rétablir un lien nord-sud (**phase 2**). L'analyse de conformité des quatre (4) soumissions a révélé qu'aucune d'entre elles ne comportait une non conformité majeure qui pouvait entraîner son rejet.

Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires. L'ensemble des travaux est mis en chantier par la Direction de l'eau potable.

Firmes soumissionnaires	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses) 10 %	Total (Taxes incluses)
Roxboro Excavations Inc.	6 668 275,34 \$	666 827,53 \$	7 335 102,87 \$
Groupe Hexagone, s.e.c.	7 155 205,83 \$	715 520,58 \$	7 870 726,42 \$
Construction S. Forget Inc.	11 676 733,38 \$	1 167 673,34 \$	12 844 406,72 \$
Les Entreprises Michaudville inc.	12 681 818,18 \$	1 268 181,82 \$	13 950 000,00 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	5 804 955,34 \$	580 495,53 \$	6 385 450,88 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)</i>			10 500 059,00 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			43 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			6 614 897,13 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>			90 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			949 651,99 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			15 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			535 623,55 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			7 %

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme est de 7 335 102,87 \$ (taxes incluses), soit un écart défavorable de 15 % par rapport à l'estimation réalisé à l'interne. Cet écart est principalement dû aux hausses des coûts des travaux suivants :

1- Fourniture des conduites principales (9,5 % - 529 000 \$) : Une hausse des prix unitaires de fourniture des conduites est constatée par rapport au prix de fourniture pour la réalisation de la phase 1 du projet en 2011 et des listes de prix budgétaire reçues du fournisseur.

2- Excavation et remblayage du puits sud (4,4 % - 678 000 \$) : L'estimation de cet ouvrage particulier et non usuel est spécifique à la méthode préconisée par chaque entrepreneur. Par exemple, pour cet item, le deuxième soumissionnaire a présenté un prix de près de 30% inférieur à l'estimation faite par la Direction de l'eau potable (DEP).

Au moment de la rédaction du présent dossier, le plus bas soumissionnaire dispose d'une licence de la Régie du bâtiment du Québec sans aucune restriction. Les validations requises

à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1). L'adjudicataire recommandé, l'entreprise Roxboro Excavation Inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur depuis le 31 octobre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièces jointes au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 7 335 102,87 \$ (taxes incluses) comprenant un montant de 6 668 275,34 \$ (taxes incluses) pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine et un montant de 666 827,53 \$ (taxes incluses) pour les contingences. La dépense totale de 7 775 209,04 \$ (taxes incluses) comprend le coût total du projet ainsi qu'un montant de 440 106,17 \$ (taxes incluses) pour les incidences reliées au déplacement d'utilités publiques, aux activités de communication, au marquage et signalisation, au contrôle qualitatif, à la gestion des impacts et autres frais connexes.

La dépense de 7 775 209,04 \$, taxes incluses, soit un coût net de 7 013 458,34 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 3 740 511,11 \$ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ), volet Grandes Villes. L'emprunt net de 1 402 691,67 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	7 013
Subvention: part Ville de Montréal	3 740
Réserve de l'eau locale: part Ville de Montréal	1 870
Emprunt net	1 403

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu de l'état de détérioration des conduites, ce projet vise à réduire les fuites d'eau et ainsi réduire la production d'eau potable.

De plus, le présent projet contribuera à :

- Pratiquer une gestion responsable des ressources;
- Améliorer la flexibilité du réseau d'eau potable de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les conduites situées de part et d'autre du canal Lachine sont nécessaires pour pallier à une fermeture éventuelle de la conduite de 2100 mm de diamètre passant dans l'axe de l'autoroute Ville-Marie, entre l'avenue Atwater et la rue Alphonse-D.-Roy.

La fermeture de la conduite de 2100 mm, entre Atwater et Cathédrale, entraîne aussi la fermeture de la conduite de 1500 mm de la rue de la Cathédrale qui sert à remplir le réservoir McTavish. Dans ce cas, les conduites du parc Saint-Patrick doivent pouvoir fournir l'eau pour maintenir à niveau le réservoir McTavish. De plus, la fermeture de la conduite de 2100 mm, entre Atwater et Alphonse-D.-Roy, provoquerait d'importantes baisses de pression dans le réseau au sud de la rue Sherbrooke et à l'est de la rue Berri si les conduites du Parc Saint-Patrick n'étaient pas fonctionnelles. La conduite de 2100 mm en béton-acier précontraint, a été installée en 1972 et est jugée à risque quant à la possibilité de bris. En résumé, ce projet permettra de rétablir la fiabilité et la stabilité du réseau des conduites principales du secteur et d'assurer une performance hydraulique supérieure.

Au niveau de la circulation automobile, la totalité des travaux du présent projet étant situé hors rue, les impacts sont très minimes. Les entrées et sorties de la machinerie de chantier seront réalisés de façon tel qu'elles auront un impact minimal sur la circulation locale. Le personnel de l'arrondissement du Sud-ouest a été consulté lors de la préparation de ce projet.

De plus, advenant le cas où le contrat n'est pas octroyé, la Ville s'expose à ce que la période de validité des soumissions, soit de 120 jours, soit dépassée. À cet effet, au delà du 26 juin 2014, les soumissions ne sont plus valides. Ainsi, il faudra reprendre l'appel d'offres, ce qui aura pour effet de retarder la réalisation de ces importants travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi de contrat : juin 2014
- Début des travaux : août 2014
- Délai contractuel : 305 jours de calendriers
- Fin des travaux : juillet 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Eau , Direction de l'eau potable (Leilatou DANKASSOUA)

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Avis favorable avec commentaires :
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des stratégies et transactions immobilières (Sylvie DESJARDINS)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics (Richard CÔTÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis AUGER
Ingénieur

Tél : 514 872-0792
Télécop. : 514 872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-21

Jean-François DUBUC
C/s conduites principales - projets majeurs

Tél : 514-872-4647
Télécop. : 514-872-2898

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2014-05-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
en remplacement de Chantal Morissette
Directrice principale

Tél : 514 872-2601
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de la gestion et de la planification immobilière a comme mandat de négocier l'entente de location du terrain de Parcs Canada où se trouvent les infrastructures concernées par ce projet de reconstruction. Un sommaire décisionnel pour approbation du bail sera soumis aux instances à la séance du conseil d'agglomération d'août 2014. Parcs Canada autorise la Ville à débiter les travaux, et à cet effet, une entente de dégagement de responsabilité, qui décrit les modalités d'accès et les conditions de chantier à respecter, a été convenue entre les responsables du chantier de la Direction de l'eau potable et Parcs Canada, et est valide jusqu'à la première éventualité suivante: la signature du bail ou le 3 septembre 2014.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493

préparé par : Robert Laliberté
Conseiller immobilier

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-27

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. Ulysse
Directeur par interim
Service de la gestion et de la planification immobilière
Tél : 514 872-5844

Division :

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 7 775 209,04 \$, taxes incluses, soit un coût net de 7 013 458,34 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 3 740 511,11 \$ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ), volet Grandes Villes. L'emprunt net de 1 402 691,67 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	7 013
Subventions: part Ville de Montréal	3 740
Réserve de l'eau locale: part Ville de Montréal	1 870
Emprunt net	1 403

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués.

Information budgétaire :

Imputation aggro :

Projet : 56088 - Programme de réhabilitation des conduites d'eau
 Sous-projet : 1156088037 Parc St-Patrick - Réfection des conduites - Phase 2 - GV
 Projet SIMON : 135119
 Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
1 363	5 452	0	0	6 815

Projet : 56088 - Programme de réhabilitation des conduites d'eau
 Sous-projet : 1356088037 Parc St-Patrick- Phase 2 Labo. contrôle qualitatif - GV
 Projet SIMON : 148742
 Requérant : Direction de l'eau potable

2014	2015	2016	Ult.	Total
40	158	0	0	198

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable:

Provenance :

5030.5010022.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation :

5030.5010022.802706.04121.57201.000000.0000.135119.000000.13010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Incidences	Dépenses
56088	135119	1156088037	6 814 964,24 \$	7 335 102,87 \$	220 053,09 \$	7 555 155,96 \$

5030.5010022.802706.04121.54301.000000.0000.148742.000000.13010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Incidences	Dépenses
56088	148742	1356088037	198 494,10 \$	220 053,08 \$	220 053,08 \$

Affectation de la réserve de l'eau

L'affectation de la réserve de l'eau locale sera effectuée annuellement en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
 Conseillère en gestion des ressources
 financières
Tél : 2-2648

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-22

Louise B LAMARCHE
 Conseillère en gestion des ressources
 financières - C/E
Tél : 2-6538
Division : Division Administration- Service de l'eau

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- D'autoriser une dépense de 7 775 209,04 \$, taxes incluses, pour l'exécution des travaux de reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

Information comptable

Un engagement de gestion **no CC43184001** au montant de **7 013 458.34 \$** a été pris au compte suivant :

5030.5010022.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** aux comptes suivants :

5030.5010022.802706.04121.57201.000000.0000.135119.000000.13010.00000 6 814 964.24 \$

5030.5010022.802706.04121.54301.000000.0000.148742.000000.13010.00000 198 494.10 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-25

Denis RAYMOND
Agent comptable

Tél : 872-8533

Lise D FORTIER
Conseillère en gestion - Finances
Direction des opérations budgétaires et
comptables
P.S. Corporatif
Tél : 872-5832
Division :

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

S'assurer que les entrées et sorties de chantier sur la rue St-Patrick n'affectent pas la circulation locale.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Richard CÔTÉ
Directeur des travaux publics, p.i
Tél : (514) 872-3673

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-25

Erick SANTANA
Directeur d'arrondissement
Tél : (514) 872-8315
Division :

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Notre intervention se limite à confirmer que le conseil d'agglomération a la compétence nécessaire pour approuver le contrat de reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) puisqu'il s'agit d'une matière qui concerne l'alimentation en eau en vertu de l'article 19 (5) Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et qu'il s'agit d'un contrat de 500 000\$ et plus.

Les informations contenues au sommaire décisionnel ainsi que les pièces qui y sont jointes démontrent qu'à l'ouverture des soumissions Roxboro Excavation Inc. détenait effectivement une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers et qu'elle peut se voir adjudger le contrat en tant que plus bas soumissionnaire conforme.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel

Dossier # : 1143184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Diagnostic et conception réseau primaire
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick (phase 2) - Contrat A-346-1 - Dépense totale de 7 775 209,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10138 - 4 soumissions.

Liste des preneurs du cahier des charges:



[140305-A-346-1-10138-Liste preneurs cahier charges.xls](#)

Preneurs de documents qui n'ont pas soumissionnés:



[140305-Preneurs-Non soumissionnés.doc](#)



Autorisation AMF-Roxboro: [140305-AMF-Roxboro.pdf](#)



Calcul de crédits: [1143184001 1156088037 135119.xls](#)

Entente de dégagement de responsabilité de Parcs Canada :



[GDD 1143184001 - Entente signée avec Parcs Canada.PDF](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis AUGER
Ingénieur

Tél : 514 872-0792
Télécop. : 514 872-2898

Projet: Reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick

Contrat: **A-346-1**

Soumission: **10138**

Ouverture: 26 février 2014

Liste des preneurs des documents d'appel d'offres (SEAO)	
---	--

1-	Construction S. Forget inc.
2-	Groupe Hexagone, s.e.c.
3-	Groupe Mécano inc.
4-	Hanson
5-	L'écuyer & Fils Ltée
6-	Les entreprises Claude Chagnon Inc.
7-	Les Forages Souterrains Nella Inc.
8-	Munro Ltd.
9-	Pavage Chenail
10 à 21	Douze (12) preneurs de documents non-visible*
	* Les preneurs de documents l'ont fait à titre «confidentiel» sur le système SEAO

Preneurs de documents qui n'ont pas soumissionnés

Preneurs de documents	Justification
Construction S. Forget inc.	A soumissionné
Groupe Hexagone, s.e.c.	A soumissionné
Groupe Mécano inc.	Sous-traitant
Hanson	Fournisseur conduites
L'écuyer & Fils Ltée	Fournisseur conduites et chambres
Les entreprises Claude Chagnon Inc.	Manque de temps
Les Forages Souterrains Nella Inc.	Pas d'autorisation de l'AMF
Munro Ltd.	Fournisseur conduites
Pavage Chenail	Projet trop complexe
Douze (12) preneurs de documents non-visibles*	N/A

* Les preneurs de documents l'ont fait à titre confidentiel

Québec, le 31 octobre 2013.

Roxboro Excavation inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Théorêt
1620, rue Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R8

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Roxboro Excavation inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0214 n° d'identification de l'Autorité : 2700005963**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65.1 (la « LCOP »). Roxboro Excavation inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 30 octobre 2016 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec :
Place de la Cité, tour Cominor
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal :
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0237
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

DOSSIER DÉCISIONNEL: 1143184001

CALCUL DES CRÉDITS

Sous-projet :

Années	2014 \$	2015 \$	2016 \$	Total \$
Montant du contrat				
PTI	1,467,020.57	5,868,082.30		7,335,102.87
Total contrat	1,467,020.57	5,868,082.30	-	7,335,102.87
Dépenses incidentes				
PTI				-
Surveillance de chantier				
Autres dépenses incidentes	88,021.23	352,084.94		440,106.17
Total dépenses incidentes	88,021.23	352,084.94	-	440,106.17
Dépenses à autoriser				
PTI	1,555,041.80	6,220,167.24	-	7,775,209.04
Total dépenses à autoriser	1,555,041.80	6,220,167.24	-	7,775,209.04
Calcul de l'investissement net				
PTI	1,402,691.66	5,610,766.68	-	7,013,458.34
Total du calcul de l'investissement net	1,402,691.66	5,610,766.68	-	7,013,458.34
Calcul de la dépense nette financée par le programme GV				
PTI	748,102.22	2,992,408.89	-	3,740,511.11
Total dépense nette - GV	748,102.22	2,992,408.89	-	3,740,511.11
Répartition de la dépense financée par le programme GV				
PTI				
SubC	374,051.11	1,496,204.45	-	1,870,255.56
SubD	374,051.11	1,496,204.45	-	1,870,255.56
Total dépense nette - GV	748,102.22	2,992,408.89	-	3,740,511.11
Calcul de la dépense nette financée par la réserve de l'eau				
PTI	374,051.11	1,496,204.45	-	1,870,255.56
Total dépense nette - Réserve de l'eau	374,051.11	1,496,204.45	-	1,870,255.56
Calcul de la dépense nette financé par emprunt				
PTI	280,538.33	1,122,153.34	-	1,402,691.67
Total dépense nette - emprunt	280,538.33	1,122,153.34	-	1,402,691.67

INVESTI

Projet : 56088

Programme de réhabilitation des conduites d'eau

SIMON:

BRUT	1,403	5,611	-	7,013
SUBC	374	1,496	-	1,870
SUBD	374	1,496	-	1,870
BF	374	1,496	-	1,870
EMPRUNT	281	1,122	-	1,403

DOSSIER DÉCISIONNEL: 1143184001
 CALCUL DES CRÉDITS
 Sous-projet : 1156088037

Années	2014 \$	2015 \$	2016 \$	Total \$
Montant du contrat				
PTI	1,467,020.57	5,868,082.30		7,335,102.87
Total contrat	1,467,020.57	5,868,082.30	-	7,335,102.87
Dépenses incidentes				
PTI				
Autres dépenses incidentes	44,010.62	176,042.47		220,053.09
Contrôle qualitatif				-
Total dépenses incidentes	44,010.62	176,042.47	-	220,053.09
Dépenses à autoriser				
PTI				
	1,511,031.19	6,044,124.77	-	7,555,155.96
Total dépenses à autoriser	1,511,031.19	6,044,124.77	-	7,555,155.96
Calcul de l'investissement net				
PTI				
	1,362,992.84	5,451,971.39	-	6,814,964.24
Total du calcul de l'investissement net	1,362,992.84	5,451,971.39	-	6,814,964.24
Calcul de la dépense nette financée par le programme GV				
PTI				
	726,929.51	2,907,718.07	-	3,634,647.59
Total dépense nette - GV	726,929.51	2,907,718.07	-	3,634,647.59
Répartition de la dépense financée par le programme GV				
PTI				
SubC	363,464.76	1,453,859.04	-	1,817,323.79
SubD	363,464.76	1,453,859.04	-	1,817,323.79
Total dépense nette - GV	726,929.51	2,907,718.07	-	3,634,647.59
Calcul de la dépense nette financée par la réserve de l'eau				
PTI				
	363,464.76	1,453,859.04	-	1,817,323.79
Total dépense nette - Réserve de l'eau	363,464.76	1,453,859.04	-	1,817,323.79
Calcul de la dépense nette financé par emprunt				
PTI				
	272,598.57	1,090,394.28	-	1,362,992.85
Total dépense nette - emprunt	272,598.57	1,090,394.28	-	1,362,992.85

INVESTI

Projet : 56088

Programme de réhabilitation des conduites d'eau

SIMON: 135119

Parc St-Patrick - Réfection des conduites - Phase 2 -

GV

BRUT	1,363	5,452	-	6,815
SUBC	363	1,454	-	1,817
SUBD	364	1,454	-	1,818
BF	363	1,454	-	1,817
EMPRUNT	273	1,090	-	1,363

DOSSIER DÉCISIONNEL: 1143184001
 CALCUL DES CRÉDITS
 Sous-projet : 1356088037

Années	2014 \$	2015 \$	2016 \$	Total \$
Montant du contrat				
PTI				-
Total contrat	-	-	-	-
Dépenses incidentes				
PTI				-
Autres dépenses incidentes				
Contrôle qualitatif	44,010.62	176,042.46		220,053.08
Total dépenses incidentes	44,010.62	176,042.46	-	220,053.08
Dépenses à autoriser				
PTI				
	44,010.62	176,042.46	-	220,053.08
Total dépenses à autoriser	44,010.62	176,042.46	-	220,053.08
Calcul de l'investissement net				
PTI				
	39,698.82	158,795.28	-	198,494.10
Total du calcul de l'investissement net	39,698.82	158,795.28	-	198,494.10
Calcul de la dépense nette financée par le programme GV				
PTI				
	21,172.70	84,690.81	-	105,863.52
Total dépense nette - GV	21,172.70	84,690.81	-	105,863.52
Répartition de la dépense financée par le programme GV				
PTI				
SubC	10,586.35	42,345.41	-	52,931.76
SubD	10,586.35	42,345.41	-	52,931.76
Total dépense nette - GV	21,172.70	84,690.81	-	105,863.52
Calcul de la dépense nette financée par la réserve de l'eau				
PTI				
	10,586.35	42,345.41	-	52,931.76
Total dépense nette - Réserve de l'eau	10,586.35	42,345.41	-	52,931.76
Calcul de la dépense nette financé par emprunt				
PTI				
	7,939.76	31,759.06	-	39,698.82
Total dépense nette - emprunt	7,939.76	31,759.06	-	39,698.82

INVESTI

Projet : 56088

Programme de réhabilitation des conduites d'eau

SIMON: 148742

Parc St-Patrick- Phase 2 Labo. contrôle qualitatif -
 GV

BRUT	40	158	-	198
SUBC	11	42	-	53
SUBD	11	42	-	53
BF	10	42	-	52
EMPRUNT	8	32	-	40

ENTENTE DE DÉGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ
CLAC-08-003

Dossier
114 31 84001

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA POUR LES BESOINS DE L'AGENCE PARCS CANADA (ci-après appelée PARCS CANADA) acquiesce à la demande de LA VILLE DE MONTRÉAL (ci-après appelé le «TITULAIRE») d'utiliser et de circuler sur les terrains du lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine à Montréal, illustrés sur le plan joint à titre d'annexe « A », (ci-après appelé LES LIEUX), aux fins de débiter les travaux visant à modifier ou aménager des tuyaux d'aqueduc, des chambres de vannes et des regards sur, sous et à travers la propriété du Lieu Historique national du canal de Lachine, le tout aux conditions suivantes:

1. Le TITULAIRE s'engage à prendre fait et cause et à sa charge et à tenir PARCS CANADA indemne et à couvert de toute réclamation ou demande en justice, émanant d'un tiers, dirigée soit contre PARCS CANADA, soit contre ses employés ou mandataires pour tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement des opérations du TITULAIRE dans l'usage des LIEUX à l'exception des réclamations ou poursuites résultant de la faute intentionnelle ou de la faute lourde de PARCS CANADA, ses employés et mandataires dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur emploi. Plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, découlant de toute violation ou tout défaut d'exécution du TITULAIRE aux termes de la présente entente ou de tout accident ou incident dommageable pouvant survenir au cours de la présente entente sur les LIEUX et au besoin, assumera, à ses frais, la contestation en justice de telle réclamation ou poursuite et le cas échéant, indemnifiera PARCS CANADA, ses employés ou mandataires de toute condamnation en capital, intérêts et dépens prononcée contre l'un ou l'autre, tout comme s'il s'agissait d'une condamnation contre le TITULAIRE lui-même.
2. Le TITULAIRE s'engage à dédommager PARCS CANADA, ses employés ou mandataires de tout dommage, perte, blessure ou dépenses qui pourraient leur être occasionnés par suite des opérations du TITULAIRE dans l'usage des LIEUX et plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, par suite de toute violation ou tout défaut d'exécution du TITULAIRE aux termes de la présente entente et par suite de tout accident ou incident dommageable pouvant survenir au cours de la présente entente.
3. Le TITULAIRE ne doit pas, de quelque façon que ce soit, nuire aux travaux qui sont actuellement effectués par PARCS CANADA sur la propriété du lieu historique national du Canada du Canal-de-Lachine. Chaque fois qu'il le juge opportun, PARCS CANADA peut reporter, interrompre ou annuler les activités du TITULAIRE ou l'occupation de sa propriété par ce dernier, sans s'exposer pour autant à une pénalité ni engager sa responsabilité.
4. Le TITULAIRE doit se conformer aux lois et règlements des gouvernements fédéral, provincial et municipal pouvant s'appliquer à l'égard des travaux et, notamment, aux dispositions de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* ainsi que des règlements et directives établies sous l'empire de cette loi.

Le TITULAIRE devra fournir à PARCS CANADA tout rapport et/ou étude de caractérisation des sols excavés sur la propriété de Parcs Canada.

Les sols excavés seront disposés selon les lois et règlements applicables. Tout remblai contrôlé et terre végétale importé sur la propriété de Parcs Canada doit répondre aux plus récentes normes de la Ville de Montréal.

Le TITULAIRE devra conserver tout document et /ou manifeste de transport attestant la disposition des sols dans des sites autorisés.

Le TITULAIRE devra éviter de bouger ou de retirer les sédiments qui se trouvent sur le lit du canal de Lachine.

5. Le TITULAIRE doit de plus, si applicable, se conformer à toutes les exigences particulières établies par PARCS CANADA, à la signature des présentes et pendant la durée des travaux, en ce qui a trait à la protection des ressources culturelles notamment par la surveillance archéologique des travaux d'excavation et assumer tous les frais reliés à cette surveillance.
6. LE TITULAIRE doit s'assurer que seulement le minimum de véhicules requis pour les travaux se rend sur LES LIEUX. Les véhicules accéderont aux LIEUX via la rue du Séminaire ou Square Gallery dans le cas des travaux au nord du canal. Lors des travaux se déroulant sur la partie sud du canal, les véhicules circuleront à partir du square St-Patrick ou à partir de l'accès par la rue St-Colomban.
- 7- LE TITULAIRE reconnaît que ses travaux entraveront la circulation sur la piste utilisée par les visiteurs du PARCS CANADA et qu'il devra assurer le maintien d'un lien cyclable permettant à la clientèle de circuler de façon sécuritaire sur le territoire du Canal de Lachine.

LE TITULAIRE devra s'assurer que les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la clientèle seront en place dès l'ouverture du lien cyclable permettant à la clientèle de circuler de façon sécuritaire sur le territoire du Canal de Lachine.

Tout changement entraînant une modification du tracé ou des conditions d'opération de la piste devra être transmis par écrit pour approbation par LE TITULAIRE à PARCS CANADA au plus tard 48 heures avant la dite modification. PARCS CANADA pourra refuser toute telle modification avec justification.

LE TITULAIRE devra soumettre pour approbation préalable à PARCS CANADA un plan de communication avant le début de l'occupation des Lieux.

Le plan de communication devra être sous forme écrite et d'une longueur d'au plus 5 pages. Celui-ci expliquera la nature des travaux ainsi les objectifs de communication, les publics cibles, les stratégies et tactiques ainsi que les messages clés ainsi que l'échéancier des travaux acceptés par LE TITULAIRE.

Une fois celui-ci approuvé, LE TITULAIRE sera responsable de mettre en œuvre le plan de communication et d'en assurer le suivi auprès des intéressés. Dans l'éventualité où LE TITULAIRE désire procéder à une modification du tracé ou des conditions d'opérations du lien cyclable conformément aux dispositions de l'alinéa 6.3.3, il devra s'assurer de proposer les ajustements qu'il compte apporter au plan de communication.

- 8- Aucun véhicule ne pourra circuler sur les terrains du canal de Lachine, ailleurs que dans les zones identifiées à l'annexe « A » des présentes.
- 9- LE TITULAIRE reconnaît qu'un Bail entre PARCS CANADA et lui portant sur les travaux faisant l'objet de la présente entente doit être signée avant la fin de la période de l'entente et que les conditions de remise en état des lieux font partie du Bail.
- 10- Le TITULAIRE reconnaît que les travaux nécessiteront l'abattage de plusieurs arbres et que les dispositions pour le remplacement ou le versement d'une compensation monétaire de ceux-ci feront partie intégrante du bail à intervenir.
- 11- Tout avis devant être donné en vertu des présentes sera considéré légalement donné, s'il est donné personnellement au destinataire et envoyé par courrier recommandé ou transmis par voie électronique (auquel cas tout avis ainsi transmis sera confirmé par écrit, envoyé par courrier recommandé ou signifié personnellement).

Tout avis expédié par la poste sera considéré comme prenant effet le troisième (3^e) jour ouvrable après la date de sa mise à la poste. Tout avis adressé par voie électronique sera présumé avoir été donné et reçu le jour suivant le jour de sa transmission. Si le jour suivant le jour de sa transmission est un jour non-ouvrable, l'avis sera présumé avoir été donné et reçu le jour ouvrable suivant.
- 12- PARCS CANADA n'est pas responsable de détours, travaux ou fermetures de rues de la Ville ou de d'autres promoteurs pouvant empêcher l'accès aux LIEUX. Il est la responsabilité du TITULAIRE de se tenir informé de l'accessibilité des points d'accès.

La présente entente sera valide pour à compter de la date de signature et se terminera en fonction de la première éventualité suivante :

La signature d'un bail en bonne et due forme entre le TITULAIRE et PARCS CANADA ou le 3 septembre 2014.

Nous acceptons les conditions mentionnées ci-haut:

Signé à Montréal, le 21 mai 2014


Signataire autorisé pour LE TITULAIRE

Directeur, de l'eau potable.
Titre

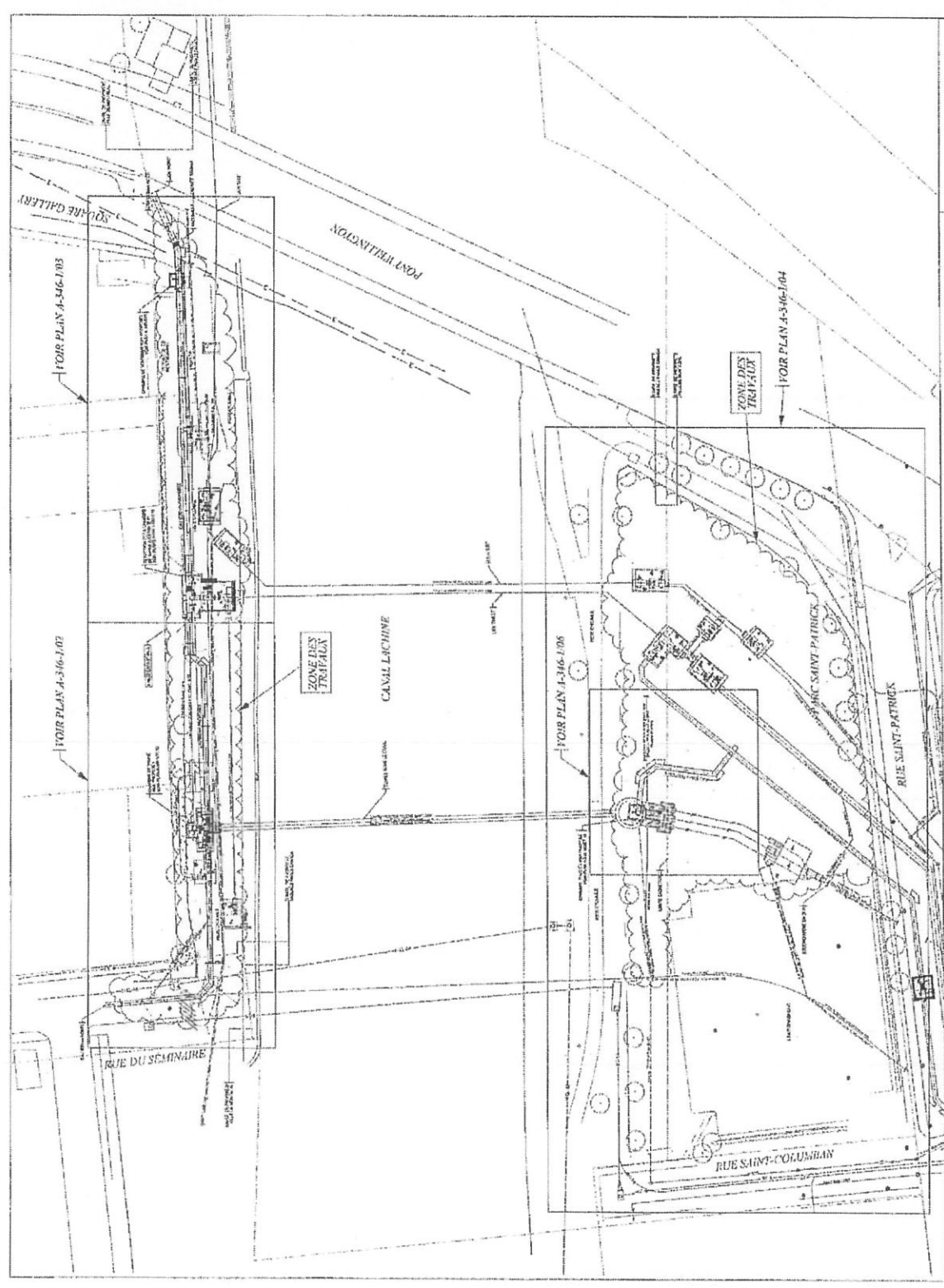
Signé à Montréal, le 22 mai 2014


Signataire autorisé pour SA MAJESTÉ
(AGENCE PARCS CANADA)

Directeur, Voies navigables au Québec
Titre

Personne référence:

01	01	01	01	01	01	01	01	01	01	01
RECONSTRUCTION DES CONDUITES D'EAU PHRIENNES AUX AGRONDS SOUS LE CANAL LACHINE EN FACE DU PARC SAINT-PATRICK										
Montreal Services de l'eau Direction de l'eau potable Section projets de réhabilitation										
PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX (NORD ET SUD)										
Date de l'étude: 1988-11-15 Date de la consultation: 1989-01-15 Date de la décision: 1989-02-15 Date de la mise en œuvre: 1989-03-15										
PROJET: RECONSTRUCTION DES CONDUITES D'EAU PHRIENNES AUX AGRONDS SOUS LE CANAL LACHINE EN FACE DU PARC SAINT-PATRICK LOCALISATION: 1300 RUE SAINT-PATRICK PLAN: A-346-1/04										
ÉLÉMENTS DE LA CONSULTATION: 1. ÉTUDE DE FAISON 2. CONSULTATION 3. DÉCISION 4. MISE EN ŒUVRE ÉLÉMENTS DE LA DÉCISION: 1. ÉTUDE DE FAISON 2. CONSULTATION 3. DÉCISION 4. MISE EN ŒUVRE										



PROJET	RECONSTRUCTION DES CONDUITES D'EAU PHRIENNES AUX AGRONDS SOUS LE CANAL LACHINE EN FACE DU PARC SAINT-PATRICK
LOCALISATION	1300 RUE SAINT-PATRICK
PLAN	A-346-1/04
ÉLÉMENTS DE LA CONSULTATION	1. ÉTUDE DE FAISON 2. CONSULTATION 3. DÉCISION 4. MISE EN ŒUVRE
ÉLÉMENTS DE LA DÉCISION	1. ÉTUDE DE FAISON 2. CONSULTATION 3. DÉCISION 4. MISE EN ŒUVRE



Dossier # : 1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel la firme soumissionnaire Zins Beauchesne et associés, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation d'une étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal, pour une somme maximale de 124 321,32 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13503 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-20 18:31

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'ouverture à l'automne 2014 des deux gares du Train de l'Est sur le territoire de l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles (RDP-PAT), jumelée au récent agrandissement du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies qu'a engendré l'application de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, dégage de nouvelles perspectives en termes de fréquentation de ce parc. Cette nouvelle offre en transport collectif créera des opportunités qu'il y a lieu de saisir en assurant une adéquation des services offerts. L'étude prospective qui sera réalisée permettra d'analyser diverses options afin d'implanter, dans l'est de Montréal, un concept novateur récréotouristiques basé sur un équilibre entre la conservation de la nature et la pratique de diverses activités de plein air. En prenant appui sur la mise en opération du Train de l'Est, cette étude permettra d'évaluer le potentiel de développement économique et touristique d'un vaste territoire désigné comme étant la « Trame verte et bleue de la Pointe est de l'Île de Montréal » (voir la carte de localisation en pièce jointe) en y favorisant la mise en valeur des espaces verts et des berges. Cette étude sera financée par les fonds du Secrétariat à la région métropolitaine et elle s'inscrit dans la suite du mandat d'élaboration d'un plan stratégique de développement du réseau des parcs-nature mené par le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR).

Considérant le caractère spécialisé de cette tâche, le SGPVMR souhaite être accompagné par une firme externe qui possède l'expertise requise pour mener de manière efficace un tel mandat. Pour ce faire, le SGPVMR (autrefois Direction des grands parcs et du verdissement) a lancé un appel d'offres public pour services professionnels, avec le Service de l'approvisionnement (autrefois Direction de l'approvisionnement), entre le 7 et le 23 avril 2014, soit un délai de 17 jours de calendrier. L'avis d'appel d'offres a été diffusé sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO). L'addenda no 1 a été distribué le 10 avril 2014 pour fournir des précisions quant à l'enregistrement des groupes de discussion et à la production d'un plan image illustrant le pôle récréotouristique qui sera proposé par le

consultant. Les offres de services déposées sont valides pour une période de 180 jours de calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions, soit à partir du 23 avril 2014. Les offres reçues ont été évaluées le 1^{er} mai 2014 par le comité de sélection nommé à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1593 - 9 octobre 2013 - Approuver un projet de convention par lequel Groupe IBI/DAA inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour élaborer un plan stratégique de développement pour le réseau des parcs-nature, pour une somme maximale de 127 883,47 \$ (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-13037 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE13 0429 - 10 avril 2013 - Autoriser un budget supplémentaire de revenus et de dépenses de 2 500 000 \$ entièrement financé par le Protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la Stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 en vue de réaliser des études en lien avec des projets inscrits à la programmation de l'entente.

CE11 0099 - 26 janvier 2011 - Adopter le plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau De Montigny

CA07 3002 0022 - 06 février 2007 - Adopter le plan concept dans le cadre de la mise en valeur de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et de la mise en oeuvre de la Politique de protection des milieux naturels.

CM04 0861 - 13 décembre 2004 - Adopter la version finale de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels et donner le mandat au Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie de coordonner son application et de déposer au conseil municipal un rapport annuel faisant état de la mise en oeuvre de cette politique.

DESCRIPTION

Le SGPVMR requiert des services professionnels spécialisés en vue d'évaluer les opportunités de développer et de mettre en place, dans le secteur du parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et au sein d'une vaste zone qui englobe les composantes de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal, un pôle récréotouristique d'envergure régionale qui agira comme moteur économique et qui contribuera à rehausser la qualité du milieu de vie des citoyens. La mise en place de ce pôle récréotouristique doit s'appuyer sur une mise en valeur des milieux naturels, sur la pratique de diverses activités de plein air en zone urbaine et périurbaine ainsi que sur les différents atouts prodigués par la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal.

Le mandat vise à définir et à supporter deux concepts de pôle récréotouristique :

- Un premier concept doit desservir une clientèle locale et régionale;
- Un deuxième concept doit desservir une clientèle touristique.

L'évaluation des deux concepts doit déboucher, au terme de l'étude, sur une proposition globale et intégrée d'un pôle récréotouristique viable que la Ville de Montréal et ses partenaires pourront déployer.

De manière plus précise, le mandat attribué à la firme comprend les quatre volets suivants :

- Volet I – État de situation de l'offre récréotouristique dans la zone d'étude
Le Contractant doit dresser un survol de la situation actuelle quant à l'offre des produits récréotouristiques dans la zone d'étude. Il doit aussi présenter les

dernières tendances dans ce secteur d'activité. Cet état de la situation sera pris en considération pour la réalisation du volet II.

Volet II – Élaboration de deux concepts d'un pôle récréotouristique

Le Contractant doit déposer deux concepts novateurs proposant une expérience client récréotouristique dans une vision globale de développement économique du territoire de la Pointe est de l'île de Montréal. En outre, les concepts devront avoir pour effet de générer de l'achalandage et d'augmenter la notoriété du parc -nature de la Pointe-aux-Prairies en vue d'optimiser son développement. Les concepts prendront la forme d'un circuit d'activités et de visites qui permettront de relier entre eux divers éléments de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal.

Volet III – Étude de marché afin de valider les deux concepts proposés auprès des clientèles cibles

L'étude de marché doit collecter de l'information sur les deux concepts proposés afin de valider :

- l'attractivité des concepts auprès des clientèles visées;
- la pertinence des thématiques choisies;
- l'intérêt suscité par les activités proposées;
- l'élasticité du prix pour ce type d'offre selon les clientèles visées;
- les modes de communication à privilégier pour rejoindre les clientèles cibles;
- le type de promotion pour générer de l'engouement;
- la pertinence d'utiliser les gares du Train de l'Est comme points d'arrivée ou de retour pour participer aux activités proposées à l'intérieur des concepts;
- la viabilité des concepts.

Volet IV – Synthèse et recommandations quant au déploiement d'un pôle récréotouristique

Le Contractant doit préparer un rapport final qui présente les deux concepts développés ainsi que les résultats de l'étude de marché menée auprès des clientèles cibles. Le rapport final débouchera sur une proposition globale d'un pôle récréotouristique qui s'appuiera sur une combinaison et un agencement des éléments les plus judicieux qui se dégagent de l'évaluation des deux concepts initiaux. Le rapport final inclura des recommandations concernant le positionnement stratégique à privilégier pour ce pôle récréotouristique et il identifiera les conditions de succès qui seront nécessaires à la réalisation de ce positionnement.

JUSTIFICATION

Le développement récréotouristique s'inscrit dans une vision globale de développement économique du pôle géographique de la Pointe est de l'île de Montréal. Ce projet permet également d'intégrer les programmes municipaux qui sont envisagés pour l'aménagement des espaces verts et la mise en valeur des berges et des voies navigables dans ce secteur de l'agglomération. En outre, les investissements de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) au parc national des Îles-de-Boucherville seront également considérés afin d'utiliser les effets de leviers possibles. La concordance de ce projet avec les orientations du plan métropolitain d'aménagement ainsi qu'avec celles du schéma d'aménagement et du Plan de transport renforce sa pertinence. Aussi, mentionnons que ce projet s'arrime bien avec d'autres projets structurants mis de l'avant par l'arrondissement RDP-PAT, notamment celui de l'aménagement de la plage de l'Est sur le site de l'ancienne marina Beaudoin; un élément clé du Plan de mise en valeur des berges de cet arrondissement qui fut adopté en mai 2013. Le projet s'arrime aussi avec le dossier du « Parcours Gouin » qui vise la mise en valeur des berges de la rivière des Prairies sur toute la

longueur de l'île de Montréal en s'appuyant sur le développement du transport actif, le patrimoine ainsi que les espaces verts et bleus. Par ailleurs, il est question depuis plusieurs années de dynamiser l'économie de l'est de Montréal. Dans sa Stratégie de développement économique 2011-2017, la Ville s'est fixée comme objectif principal de hisser Montréal parmi les métropoles qui affichent le meilleur niveau de vie et la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord d'ici 2025. La mise en valeur des espaces verts et bleus par des aménagements de qualité, par l'implantation d'équipements attrayants et par le développement de leur accessibilité pourra contribuer au développement économique du territoire dans l'est de l'agglomération.

Treize firmes ont pris connaissance du document d'appel d'offres. Trois firmes ont déposé une offre de services professionnels, soit un taux de 23% des preneurs du cahier de charge. Une seule de ces trois offres s'est avérée être conforme aux critères de sélection préétablis.

Soumission conforme	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Imprévus (5%)	Total
Zins Beauchesne et associés	78,4	10,84	118 401,26 \$	5 920,06\$	124 321,32 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne			122 954,27 \$	6 147,71\$	129 101,98 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (<i>l'adjudicataire - estimation</i>)					- 4 780,66 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (<i>(l'adjudicataire - estimation) / estimation</i>) x 100)					- 3,7 %

L'écart entre notre estimation et le montant de la proposition (- 3,7 %) est très faible. Il peut en bonne partie s'expliquer par la bonne connaissance du secteur à l'étude par le Contractant. En effet, la firme Zins Beauchesne et associés a déjà mené plusieurs études en récréotourisme dans la région de Montréal, ce qui facilitera pour elle l'analyse de l'état de situation. De plus, le Groupe Rousseau Lefebvre, qui est sous-contractant pour Zins Beauchesne et associés dans ce mandat, a participé dans le passé à l'élaboration du Plan concept de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est, ce qui lui permet de bien saisir les enjeux de mise en valeur du territoire à l'étude.

Des sommes imprévues ont été évaluées et pourront servir à couvrir certaines dépenses supplémentaires dans le cadre de la réalisation du mandat (services professionnels spécialisés, réunions de travail additionnelles, production de documents spécifiques, etc.). Ces imprévus ont été estimés à 5 % correspondant à un montant de 5 920,06 \$. L'évaluation du risque à 5 % est basée sur l'expérience du SGPVMR dans le domaine.

La soumission a été analysée par le comité de sélection le 1^{er} mai 2014 à 15 h dans la salle 7104 située au 801, rue Brennan. L'évaluation et la pondération ont permis de déterminer qu'une seule des soumissions déposées était conforme.

La firme retenue possède l'essentiel des expertises multidisciplinaires au sein de son équipe pour répondre au mandat. Toutefois, Zins Beauchesne et associés aura recours à deux sous-traitants pour mener à bien le mandat, soit la firme Bureau des intervieweurs professionnels (B.I.P. 1988 inc.) pour l'administration du sondage en ligne et le recrutement des participants pour les groupes de discussion, ainsi que le Groupe Rousseau Lefebvre pour l'élaboration des concepts de pôle récréotouristique et leur illustration sur un plan image.

Mentionnons que la firme Zins, Beauchesne et associés n'a pas obtenu d'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat. De plus, cette entreprise ne détient pas de telle autorisation dans d'autres contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat de services professionnels est de 124 321,32 \$ et la dépense avant taxes est de 108 129 \$. Les crédits budgétaires nets de ristournes de taxes s'élèvent à 112 141,34\$.

Les crédits budgétaires nets pour financer cette dépenses proviennent du budget de fonctionnement à partir de l'imputation suivante :

	2014
1001.0014000.105620.06501.54301.000000.0000.001563.050161 AF - Général - Ville de Montréal/Crédits associés à des revenus dédiés/Protocole d'entente 175 M\$ - agglomération - Industries et commerces - Promotion. et développement .économique./Honoraires professionnels. scientifiques et de génie - projet: Train de l'est	112 141,34 \$

Les fonds permettant de réaliser l'étude sont issus d'un protocole d'entente convenu avec le Secrétariat à la région métropolitaine pour soutenir la Stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

L'information comptable est détaillée dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en valeur des écoterritoires et le développement d'un pôle récréotouristique dans l'est de Montréal s'inscrit dans la perspective du développement durable en conciliant les préoccupations économiques, environnementales et sociales. Le déploiement de la trame verte et bleue permettra de protéger les milieux naturels d'intérêt tout en donnant accès aux citoyens, aux visiteurs et aux touristes pour la pratique de diverses activités de plein air.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Globalement, cette étude prospective permettra d'identifier et de formuler des projets d'intervention que le SGPVMR pourra mettre de l'avant pour le développement et l'aménagement de ses parcs-nature de l'est de Montréal, en concertation et en partenariat avec l'arrondissement RDP-PAT et avec d'autres intervenants publics, privés et communautaires du secteur. Advenant que le contrat ne soit pas octroyé, il faudra reprendre le processus d'appel d'offres et d'attribution d'un contrat de services professionnels, ce qui impliquera plusieurs mois de retard et la possibilité que les fonds du Secrétariat à la région métropolitaine qui servent à financer l'étude ne soient plus disponibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'étude démarrera à la fin du mois de juin 2014 et se terminera à la fin du mois de novembre 2014. Les conclusions de l'étude doivent permettre, dans une phase ultérieure de planification qui s'amorcera en 2015, de formuler à l'intérieur de la zone d'étude des projets d'intervention cohérents qui répondront aux visées du pôle récréotouristique envisagé.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux pratiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pierre L'ALLIER)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Planification stratégique (Pierre CADIEUX)

Avis favorable avec commentaires :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Martin COUTU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LEGENDRE
conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8658

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-09

Véronique ANGERS
c/s développement et partenariats - grands parcs

Tél : 514-872-6746

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice

Tél : 514-868-3883

Approuvé le : 2014-05-15

Dossier # : 1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le résultat de l'étude devrait également permettre de développer des outils et concepts évolutifs en tenant compte plus largement des projets de développement de l'arrondissement. Aussi, il est souhaité que le projet s'appuie davantage sur l'expertise de l'arrondissement, mais profite également du dynamisme des organismes du milieu en matière de vision du développement du territoire et des services à la population.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Martin COUTU
Directeur d'arrondissement-adjoint -
Responsable des grands projets
Tél : 514 868-4363

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Martin COUTU
Directeur d'arrondissement-adjoint -
Responsable des grands projets
Tél : 514 868-4363
Division :

Dossier # : 1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beuchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Services des finances porte sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- Approuver un projet de convention à la firme Zins Beuchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal, pour un montant n'excédant pas 124 321,32 \$, taxes incluses.

Budget de fonctionnement

Imputer la dépense comme suit :

	2014
1001.0014000.105620.06501.54301.000000.0000.001563.050161 AF - Général - Ville de Montréal/Crédits associés à des revenus dédiés/Protocole d'entente 175 M\$ - agglomération - Industries et commerces - Promotion. et développement .économique./Honoraires professionnels. scientifiques et de génie - projet: Train de l'est	112 141,34 \$

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Financement de l'étude

Cette étude est relié au projet "Stratégie de développement économique 2011-2017"

inscrit à la programmation du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la Stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 (CG12 0369).
L'étude répond aux exigences du protocole d'entente et sera financée entièrement par des fonds provenant de cette entente.

Le Service de la Qualité de vie a produit jusqu'à présent les documents requis par le Service des finances pour assurer la reddition de comptes conformément aux dispositions du protocole d'entente de 175 M\$. Ces documents décrivent notamment la nature de l'étude et les livrables attendus.

Il est à noter que :

- Le protocole de 175 M\$ entre la Ville et le gouvernement du Québec prend fin le 31 décembre 2017. Aucune somme ne pourra être dépensée par la Ville ou versée à des organismes passé cette échéance.
- Dans l'éventualité où des communications ou des visibilitées seraient produites en lien avec la réalisation de cette étude, celles-ci devront faire état du financement en provenance de l'entente et se conformer aux dispositions prévus au protocole de visibilitées de l'entente.

Le montant maximum admissible net des ristournes de taxes pour l'année 2014 sera de 112 141,34 \$.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre CADIEUX
Conseiller en gestion des ressources
financières
Tél : 514 872-0044

Co-signataire : Ghyslain Wilson
Conseiller en gestion des ressources
financières
514 872-5586

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Sylvain GOUIN
Conseiller en gestion des ressources
financières C/E
Tél : 514 872-0226

Division :

Dossier # : 1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 14-13503

Titre : SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE PROSPECTIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PÔLE RÉCRÉOTOURISTIQUE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DE LA POINTE EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL.

Date de lancement : 7 avril 2014

Date d'ouverture : 23 avril 2014

Preneurs du cahier des charges treize (13) :

Aecom consultants inc.	Les consultants S.M. inc.
BC2 groupe conseil inc.	Raymond Chabot Grant Thornton & cie
Del Degan, Massé et associés	Roche ltée. Groupe conseil
Groupe IBI/DAA inc.	SC services de gestion KPMG
Guillaume Lévesque architecte	SOM inc.
Léger Marketing	Zins Beauchesne et associés
L'enclume	

Soumissionnaires trois (3) :

Groupe IBI/DAA inc.
Les consultants S.M. inc.
Zins Beauchesne et associés

À noter : 3 firmes se sont désistées à soumissionner. Une (1) mentionnant son carnet de commandes complet et deux (2) services non offerts.

Analyse des soumissions :

Les trois (3) propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection : 1^{er} mai 2014, 13h45 au 801 Brennan

Résultats d'évaluation des soumissions :

14-13503 Tableau.doc



[tableau 14-13503.pdf](#)

Résultat de l'évaluation :

Des trois (3) offres évaluées, seule celle de la firme **Zins Beauchesne et associés** a obtenu le pointage intérimaire nécessaire en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme **Zins Beauchesne et associés** pour le projet mentionné en titre, et ce, selon le prix soumis dans leur offre de service le tout conformément à l'appel d'offres 14-13503.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-12

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514-872-2608
Division : Approvisionnement stratégique en biens

14-13503 - Étude prospective du pôle récréotouristique de la Pointe est de l'île de Montréal

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe de travail</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		Comité	
FIRME	5%	15%	25%	25%	10%	20%	100%	\$		Rang	Date	
Groupe IBI DAA	3,50	10,75	14,50	14,25	6,75	11,25	61,0			Non conforme	Heure	jeudi 01-05-2014
Les consultants S.M. inc.	3,25	10,00	17,50	18,13	5,25	13,75	67,9			Non conforme	Lieu	801 Brennan, salle7104
Zins Beuchesne et associés	3,38	12,00	17,63	18,88	9,00	17,50	78,4	118 401,26 \$	10,84	1		
0							-		-			
0							-		-			
Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier											

Multiplicateur d'ajustement
10000

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **ZINS BEAUCHESNE ET ASSOCIÉS LIMITÉE**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 555, boulevard René-Lévesque Ouest, 9^e étage, Montréal, Québec, H2Z 1B1, agissant et représentée par Michel Zins, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 11 décembre 2000;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^o d'inscription T.P.S. : 105792071RT0001
N^o d'inscription T.V.Q. : 1002467689TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Directrice** » : la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal ou son représentant dûment autorisé;
- 1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 7 avril 2014 relatifs à la réalisation d'une étude prospective pour le développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal;
- 1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 17 avril 2014;
- 1.4 « **Annexe 3** » : le sommaire détaillé des coûts.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3 jointes aux présentes, à réaliser une étude prospective pour le développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

- 3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

- 5.1 assurer au Contractant la collaboration de la Directrice;
- 5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;
- 5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Directrice sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

- 6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec la Directrice et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;
- 6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;
- 6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;
- 6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;
- 6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;
- 6.6 remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;
- 6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;
- 6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;
- 6.9 transmettre à la Directrice, selon les modalités et la fréquence que lui indique la Directrice, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;
- 6.10 transmettre à la Directrice, selon les modalités que lui indique la Directrice, les comptes-rendus des rencontres de coordination et de travail.

ARTICLE 7 **PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE**

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

- 7.1 coordonner l'exécution de la convention;
- 7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1, 2 et 3;
- 7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1, 2 et 3;

- 7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8 **HONORAIRES**

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent vingt quatre mille trois cent vingt et un dollars et trente deux cents (124 321,32\$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, ainsi que les imprévus s'il y a lieu.

Cette somme est payable suivant la répartition des coûts figurant en Annexe 3.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9 **LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10 **DROITS D'AUTEUR**

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

- 10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;
- 10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'utilisateur autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;
- 10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

- 11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.
- 11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.
- 11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ^e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Le ^e jour de 2014

ZINS BEAUCHESNE ET ASSOCIÉS LIMITÉE

Par : _____
Michel Zins, président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Dossier # : 1144240009

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Zins Beauchesne et associés pour l'étude prospective du développement du pôle récréotouristique de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal pour une somme maximale de 124 321,32 \$ (taxes incluses) - Appel d'offres public 14-13503 - (3 soumissionnaires - 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Zone d'étude de la trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal :

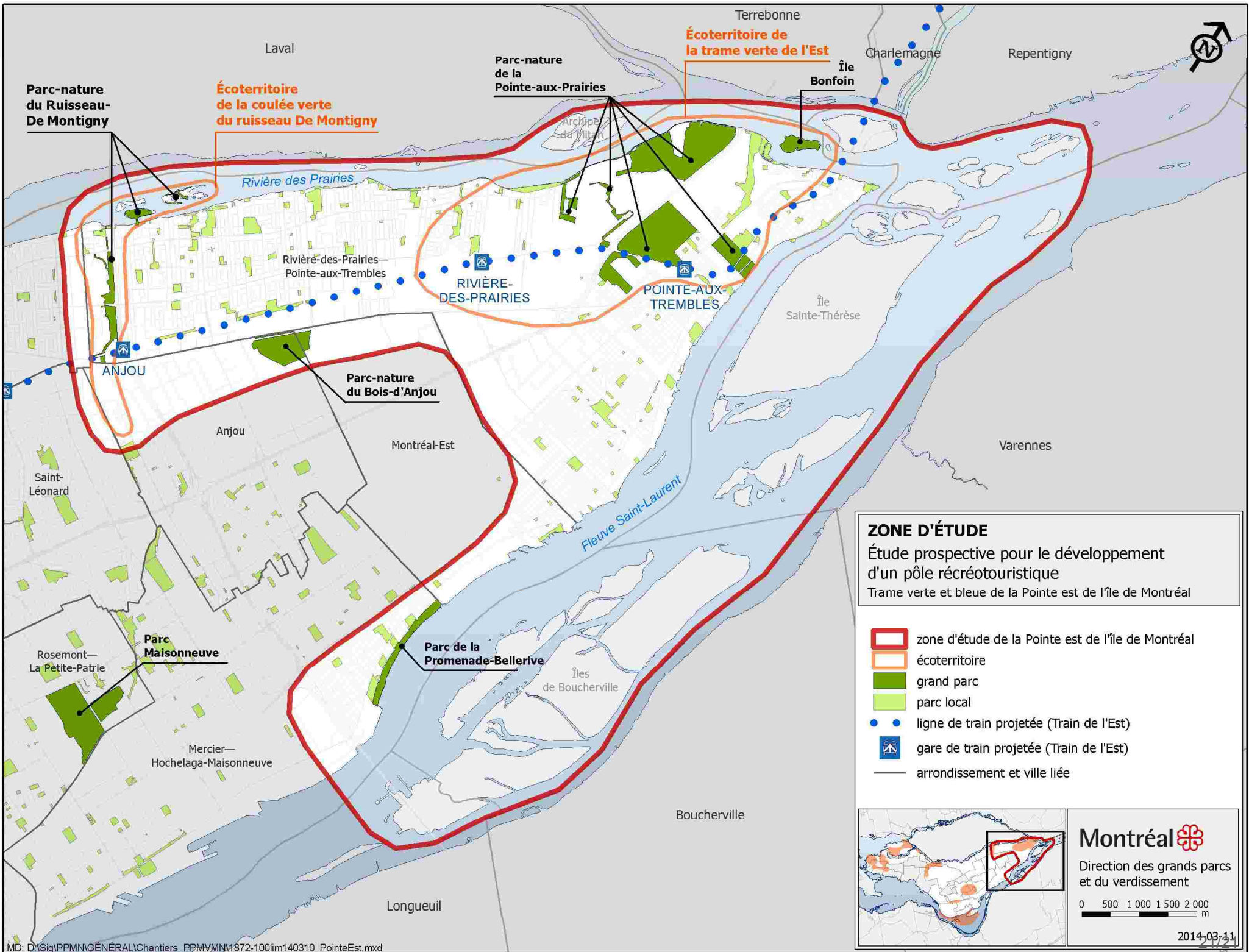


[Trame Pointe est île Montréal ZoneÉtude.JPG](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LEGENDRE
conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8658
Télécop. :



Parc-nature du Ruisseau-De Montigny

Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau De Montigny

Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Écoterritoire de la trame verte de l'Est

Île Bonfoin

Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

POINTE-AUX-TREMBLES

Parc-nature du Bois-d'Anjou

Parc de la Promenade-Bellerive

Parc Maisonneuve

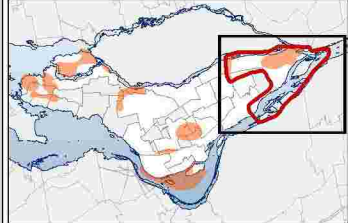
Rosemont—La Petite-Patrie

Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

ZONE D'ÉTUDE

Étude prospective pour le développement d'un pôle récréotouristique
Trame verte et bleue de la Pointe est de l'île de Montréal

- zone d'étude de la Pointe est de l'île de Montréal
- écoterritoire
- grand parc
- parc local
- ligne de train projetée (Train de l'Est)
- gare de train projetée (Train de l'Est)
- arrondissement et ville liée



Montréal
Direction des grands parcs et du verdissement

0 500 1 000 1 500 2 000 m

2014-03-11

**Dossier # : 1143592005**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Informations financières et contrôles internes , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$ taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires d'audit effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2013 prévus au contrat de vérification externe octroyé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. en vertu de la résolution CG12 0047;
2. d'approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-09 15:04

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1143592005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Informations financières et contrôles internes , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$ taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Loi sur les cités et ville (L.C.V.) prévoit qu'un vérificateur externe agisse à titre d'auditeur indépendant qui émettra à la suite de son audit une opinion sur les états financiers de la Ville. En février 2012, le contrat de vérification externe des états financiers de la Ville de Montréal pour les années 2011,2012 et 2013 a été octroyé à la firme Samson Bélair/Deloitte& Touche s.e.c.r.l. (CG12 0047). Ce contrat initialement émis au montant de 1 379 708,05 \$ consistait a fournir les services d'audit représentant un partage annuel des dossiers d'audit entre la firme externe et le Bureau du vérificateur de la ville, avec comme objectif d'effectuer une rotation des dossiers d'audit en plus de permettre un pourcentage de réalisation des travaux d'audit de 50 % sur la période de 3 ans.

En 2011, cette répartition 50-50 fut respectée. Pour les année 2012 et 2013 cette répartition n'a pu être respectée en raison du manque de ressources du Bureau du vérificateur général de la ville et des délais impartis pour compléter la certification des états financiers de ces années. Ainsi, en 2012 l'addenda no. 1 (CG12 0470) fut accordé au montant de 156 303,91 \$, taxes incluses afin de compléter l'audit des états financiers de 2011 et en 2013 l'addenda no. 3 (CG13 0469) fut accordé au montant de 138 739,18 \$, taxes incluses afin de compléter l'audit des états financiers 2013. De plus, ce contrat a été modifié à deux (2) autres reprises (CG13 0308 et CG14 0019) afin de compléter des travaux supplémentaires d'audit suite aux allégations faites à la commission Charbonneau ainsi que pour répondre à une demande de travaux spécifiques de la part du comité d'audit de la Ville.

Présentement un dossier d'appel d'offres public pour le prochain contrat pour l'audit des états financiers de la Ville pour les années 2014, 2015 et 2016 a été autorisé par les instances décisionnelles (CE14 0730), mais les travaux requis dans le présent dossier se rapportent bel et bien au contrat actuel, tel que précisé par l'avis juridique joint au dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0019 - 30 janvier 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 4 484,03 \$ et ratifier une dépense de 22 420,13 \$, taxes incluses, pour des travaux effectués par la firme Deloitte s.e.n.c.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2011. / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 734 763,58 \$ à 1 761 667,74 \$, taxes incluses.

CG13 0469 - 19 décembre 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 138 739,18 \$ taxes incluses, pour des travaux complémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2013 / Approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 596 024,31 \$ à 1 734 763,49 \$, taxes incluses.

CG13 0308 - 29 août 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 60 012,35 \$, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires requis lors de la confection des états financiers de l'exercice 2012 / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et Deloitte s.e.n.c.r.l. (CG12 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 536 011,96 \$ à 1 596 024,31 \$, taxes incluses.

CG12 0470 - 20 décembre 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 156 304 \$, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires afin de compléter la certification des états financiers de l'année 2012 / Approuver le projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte s.e.n.c.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 379 708 \$ à 1 536 012 \$, taxes incluses.

CG12 0047 - 23 février 2012 - Résilier le contrat de services professionnels accordé à Samson Bélaïr/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. pour la vérification externe des états financiers 2010, 2011 et 2012 de la STM, ses filiales et des mandats spéciaux de même que la vérification des états financiers 2010, 2011 et 2012 de la Ville faisant suite à l'appel d'offres public # 10-11320 et lui accorder un nouveau contrat de services professionnels pour la vérification externe des états financiers 2011, 2012 et 2013 de la Ville pour une somme maximale de 1 379 708,05 \$, taxes incluses - Appel d'offres public # 11-11919 / Approuver un projet de convention à cette fin - 2 soumissionnaires, 1 conforme.

DESCRIPTION

En 2013, une nouvelle norme comptable canadienne s'appliquant à tous les organismes du secteur public (chapitre SP 3410 - Paiements de transfert du manuel de comptabilité de CPA Canada) est entrée en vigueur. Suite à l'application de cette nouvelle norme comptable, et compte tenu de la position de la Ville de continuer à inclure les comptes à recevoir du gouvernement du Québec à titre d'actifs financiers dans son rapport annuel de 2013, la firme Deloitte a émis une réserve à son rapport d'audit concernant le rapport financier de la Ville. Afin de quantifier sa réserve, la firme Deloitte a dû procéder à des travaux d'audit supplémentaires, ce qui a engendré ce coût additionnel de 13 032,42 \$, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Conformément à la Loi sur les cités et villes (art. 108.2.1) le vérificateur externe fait rapport de sa vérification au conseil. Dans le rapport traitant des états financiers, il déclare entre autres si ces derniers représentent fidèlement la situation financière de la municipalité au 31 décembre et le résultat de ses opérations pour l'exercice.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des travaux supplémentaires se montent à 13 032,42 \$ taxes incluses et seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement du Service des finances.
Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans

l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise pour ce dossier tel que vu et approuvé par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Manon BÉLISLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Informations financières et
contrôles internes

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-02

Raoul CYR
Directeur - Informations financières et
contrôles internes

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier
adjoint

Tél : 514-872-6630

Approuvé le : 2014-05-06

Dossier # : 1143592005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Informations financières et contrôles internes , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$ taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service :

- d'autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$ taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013;
- d'approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses :

Suite à une nouvelle norme comptable canadienne de 2013 s'appliquant à tous les organismes du secteur public, la firme Deloitte a dû procéder à des travaux d'audit supplémentaires des états financiers de l'exercice 2013. Les coûts des travaux supplémentaires de 2014 s'élèvent à 13 032,42\$ taxes incluses ou 11 755,61\$ net des ristournes et seront assumés à 100% par le budget de fonctionnement du Service des finances.

Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérée dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération

Information budgétaire et comptable

	2014
2101.0010000.102000.01301.54304.000000.0000.000000.000000.000000.00000	11 755,61 \$
Honoraires professionnels administration et informatique	

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Manon BÉLISLE
Préposée budgétaire

Tél : 514-872-2598

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Michelle DE GRAND-MAISON
Conseillère en gestion des ressources
financières - chef d'équipe

Tél : 514-872-7512

Division :

Dossier # : 1143592005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Informations financières et contrôles internes , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 13 032,42 \$ taxes incluses, pour des travaux supplémentaires effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice 2013. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG12 0047, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 761 667,74 \$ à 1 774 700,16 \$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que la Ville peut valablement autoriser la dépense additionnelle de 13 032,42\$ relative au contrat mentionné en objet du présent sommaire décisionnel, et ce, même si cette dépense s'ajoute à quatre autres modifications déjà effectuées et majorant le contrat de 28,6%.

En effet, en raison de l'article 108 de la *Loi sur les cités et villes* , un tel contrat n'était pas assujetti à l'obligation d'être octroyé suite à un appel d'offres public. La Ville pourrait donc, malgré le caractère non accessoire d'une modification au contrat, approuver une telle modification et la dépense afférente comme s'il s'agissait d'un nouveau contrat.

Ainsi, le présent addenda est approuvé quant à sa validité et à sa forme:



[Addenda No 5 visé 06.05.14.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-07

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel



Addenda N° 5
Modifiant la convention de services professionnels
(CG12 0047 du 23 février 2012)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.** également connue sous le nom de **SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE s.e.n.c.r.l.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1, Place Ville-Marie, bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4T9, agissant et représentée par monsieur Martin Granger, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

N° d'inscription T.P.S. : R-122679988

N° d'inscription T.V.Q. : 1009581789

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 23 février 2012 en vertu de la résolution CG12 0047 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE les parties ont convenu de modifier à quatre (4) reprises cette Convention initiale par la conclusion de quatre (4) addendas, ces addendas ayant été respectivement approuvés par le conseil d'agglomération de la Ville le 20 décembre 2012 en vertu de la résolution CG12 0470, le 29 août 2013 en vertu de la résolution CG13 0308, le 19 décembre 2013 en vertu de la résolution CG13 0469 et le 30 janvier 2014 en vertu de la résolution CG14 0019 (ci-après les « Addendas antérieurs »);

ATTENDU QUE les Addendas antérieurs modifiaient notamment, à la hausse, le montant total d'honoraires prévu à l'article 8 de la Convention initiale;

ATTENDU QUE, à la suite de l'application d'une nouvelle norme comptable canadienne à tous les organismes du secteur public et en raison de la position de la Ville de continuer à inclure les comptes à recevoir du gouvernement du Québec à titre d'actifs financiers dans son rapport annuel de 2013, le Contractant a émis une réserve dans son rapport d'audit concernant le rapport financier de la Ville;

ATTENDU QU'afin de quantifier cette réserve, le Contractant a dû procéder à des travaux d'audit supplémentaires;

ATTENDU QUE les parties conviennent donc d'augmenter le montant total d'honoraires prévu à l'article 8 de la Convention initiale modifiée par les Addendas antérieurs pour couvrir ces services professionnels supplémentaires;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

La Convention initiale modifiée par les Addendas antérieurs est modifiée par le remplacement du premier alinéa de l'article 8 par l'alinéa suivant :

« En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million sept cent soixante-quatorze mille sept cents dollars et seize cents (1 774 700,16 \$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. »



ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ^e jour de 2014

Le ^e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe

Par : _____
Martin Granger, associé

Cette convention a été approuvée par la résolution : _____



Dossier # : 1141246003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec SNC-Lavalin Inc. pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses / Appel d'offres public no 14-13589 - 5 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels pour des études géotechniques, environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux pour le parc du CESM;
2. d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 14-13589 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
3. d'imputer cette dépense à même le budget du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal- DGA - Qualité de vie et ce au rythme des besoins à combler . Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-23 18:38

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1141246003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec SNC-Lavalin Inc. pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses / Appel d'offres public no 14-13589 - 5 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Situé au cœur du quartier résidentiel de Saint-Michel, le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) est un immense site de 192 hectares dont la vocation a changée au cours du 20e siècle. Carrière de calcaire entre 1925 et 1984, puis site d'enfouissement de matières putrescibles de 1968 à 2000 et site d'enfouissement de matériaux secs de 2000 à 2009, il est en voie de devenir un parc métropolitain d'ici aux environs de 2020. Le parc du CESM fait partie intégrante du réseau des grands parcs de la Ville de Montréal.

Le site a été acquis par la Ville de Montréal en 1984 en réponse aux pressions de la population environnante qui se plaignait des mauvaises odeurs, de la prolifération incontrôlée des oiseaux et du bruit des camions généré par l'industrie en place. Les risques liés à la gestion des biogaz et du lixiviat soulevaient aussi des craintes. Suite à un processus de concertation sur l'avenir du site, la Ville a approuvé en 1997, le Plan directeur d'aménagement du CESM pour guider sa transformation en un vaste complexe de technologie environnementale et d'éducation situé à l'intérieur d'un espace vert. Les objectifs retenus pour cette transformation sont la revalorisation des sols perturbés, la gestion saine des matières et la création d'aménagements propices au développement d'activités ludiques et récréatives en lien avec l'environnement, le sport et la culture.

L'aménagement du parc du CESM est prévu en deux étapes importantes. La première étape s'est échelonnée de 1994 à 2014 et a permis d'aménager la couronne en parc linéaire

accessible à tous, de finaliser l'enfouissement et le recouvrement des déchets sur une profondeur pouvant atteindre 70 mètres par endroits, d'installer un réseau de conduites pour contrôler le biogaz et le lixiviat et d'ensemencer la zone d'enfouissement pour la sécuriser. Toutes ces activités ont été réalisées conformément aux exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). La deuxième étape, prévue d'ici à plus ou moins 2020, consiste à finaliser l'aménagement du parc linéaire et de réaliser l'aménagement du centre du site. Cette étape fait aussi l'objet d'autorisations du MDDEFP. Lors de la première étape de développement, des institutions et entreprises se sont installées rapidement sur le pourtour du site, des zones commerciales ont été créées, le centre de tri a été rénové et les bâtiments administratifs du CESM ont été construits. En 1996, le bâtiment de la TOHU a été inauguré pour offrir une salle de spectacles dédiée aux arts du cirque, mais aussi afin de devenir le pavillon d'accueil du Complexe. D'autres réalisations sont en cours, toujours dans le respect des objectifs du parc du CESM.

La Ville de Montréal a identifié le CESM comme faisant partie des legs porteurs qu'elle désire mettre de l'avant pour son 375^e anniversaire et souhaite donner accès à une portion du centre du parc à l'occasion des festivités prévues pour 2017.

Lors de l'aménagement du parc du CESM, plusieurs projets seront réalisés concurremment et évolueront à des rythmes différents à l'intérieur d'un échéancier très court pour permettre des livrables dès 2017. Ces projets peuvent parfois requérir, préalablement à l'exécution en chantier, des études et des expertises géotechniques et environnementales pour évaluer les conditions souterraines des sols. Lors de l'exécution en chantier, un contrôle qualitatif des matériaux devra être effectué pour s'assurer de la conformité des matériaux utilisés. Le processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur des courts délais imposés pour la réalisation de ces projets.

Pour pallier cette problématique, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services d'une firme sélectionnée sur la base de son pointage technique et de son enveloppe de prix. Cette firme aura, selon les besoins et sur demande du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR), à réaliser différents mandats d'études et d'expertises géotechniques et environnementales, le contrôle qualitatif des matériaux et des expertises relatives aux travaux de génie civil. L'ensemble des mandats ne pourra excéder l'enveloppe maximale autorisée. La firme pourra ainsi se mobiliser aussi rapidement que nécessaire pour effectuer les travaux requis dans le cadre de l'aménagement du parc du CESM.

En raison des particularités du site et aussi pour s'assurer de l'uniformité des documents pour l'ensemble du projet, l'usage des ententes-cadres existantes n'était pas possible. Une entente-cadre avec un consultant unique est requise.

L'appel d'offres public, publié dans le journal de La Presse et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 31 mars 2014 pour se terminer le 16 avril 2014. La publication a été de 17 jours. Un total de quatre addendas ont été émis soit : le 1er avril 2014 (no 1), le 10 avril 2014 (no 2), le 11 avril 2014 (no 3) et le 15 avril 2014 (no 4) afin d'apporter les précisions aux documents d'appel d'offres et de répondre aux questions des soumissionnaires. Le délai de validité de la soumission est de 180 jours à compter de la date d'ouverture des soumissions, le 16 avril 2014. Les soumissions ont été analysées par un comité de sélection formé de cinq personnes excluant le secrétaire du comité, répondant à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et elles ont évalué les soumissions en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 10 0594 - 28 avril 2010 - Mandater la Direction des grands parcs et du verdissement en vue de poursuivre l'aménagement du parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), tel qu'il est décrit au plan d'action joint au présent dossier; de procéder, en collaboration avec la Direction de l'environnement, à la réalisation de certains travaux d'aménagement du futur parc en réaffectant le personnel qualifié en place et habilité à effectuer des tâches; de mettre en place une table de concertation des partenaires du CESM et d'évaluer les modes de gestion et d'entretien du parc du CESM, incluant l'amorce de pourparlers avec les partenaires et la TOHU, en vue de faire une proposition au comité exécutif.

DESCRIPTION

Approuver la convention et conclure une entente-cadre de services professionnels afin de réaliser des études et expertises géotechniques et environnementales, le contrôle qualitatif des matériaux et des expertises relatives aux travaux de génie civil pour les différents projets d'aménagement qui seront réalisés au parc du CESM par le SGPVMR. Le processus d'appel d'offres public 14-13589 s'est déroulé du 31 mars 2014 au 16 avril 2014. Un total de quatorze firmes ont pris un cahier des charges et cinq firmes ont déposé une soumission, soit 35% et 65% n'ont pas déposé de soumission.

La liste du SÉAO indique quatorze preneurs de cahiers des charges, soit :

1. AEOCOM Consultants Inc.
2. AMEC Environnement et Infrastructure
3. Groupe ABC
4. Groupe Qualitax inc.
5. Inspec-Sol inc.
6. Les consultants S.M. inc.
7. Les forages GLB inc.
8. Les Services EXP
9. LVM.
10. Roche Ltée groupe conseil
11. SNC - Lavalin inc.
12. Solmatech inc .
13. Terrapex Environnementl Itée
14. WSP Canada inc.

Le SGPVMR désire octroyer une entente-cadre pour un montant total maximal de 1 018 710,12 \$. Suite au lancement de l'appel d'offres public no 14-13589, il est recommandé de retenir les services de la firme SNC-Lavalin inc. Il s'agit d'une entente-cadre à taux horaire par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Les ententes seront valides jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire maximale, telle que détaillée ci-haut ou à la fin des travaux d'aménagement du parc du CESM, selon lequel survient en premier.

La convention de services professionnels a été rédigée à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et est jointe au présent dossier.

JUSTIFICATION

La planification des aménagements doit débuter dès maintenant pour être en mesure de livrer une portion du parc pour les fêtes du 375e de Montréal en 2017. La fin des

aménagements est prévue aux environs de 2020.

Afin d'être en mesure de mener à bien, et dans les délais qui lui sont demandés, les projets qui découlent de l'aménagement du parc du CESM, le SGPVMR doit pouvoir faire appel à une firme selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels qui seront en vigueur jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire prévue ou la fin des travaux d'aménagement.

Il est donc requis de conclure le plus tôt possible cette entente-cadre afin d'assurer la réalisation des études géotechniques et environnementales, le contrôle qualitatif des matériaux et des expertises relatives aux travaux de génie civil dès le début de l'été 2014.

Des 14 preneurs de cahier des charges, cinq ont déposé une soumission, soit 35% et 65% n'ont pas déposé de soumission. Toutes les soumissions ont été jugées conformes et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation.

La soumission des firmes Les Services Exp inc, Les consultants S.M. inc et Roche Itée groupe conseil, n'a pas été retenue puisque ces firmes n'ont pas obtenu le pointage intérimaire minimum de 70%, tel que spécifié au document Instructions au soumissionnaire inclus dans l'appel d'offres.

Seulement 2 preneurs de cahier des charges ont déposé un avis de désistement indiquant que les délais de soumission était insuffisant.

Le contrat est octroyé à la firme qui a obtenu le plus haut pointage final.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 30 avril 2014 à 13 h au 801, rue Brennan, salle 5105.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
SNC-Lavalin inc.	77,7	1,25	1 018 710,12 \$	n/a	1 018 710,12 \$
Inspec-Sol Inc.	74,9	1,17	1 068 485,67 \$	n/a	1 068 485,67 \$
Dernière estimation réalisée (interne)			1 002 667,91 \$	n/a	1 002 667,91 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					16 042,21 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					1,6%
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)					49 775,55 \$
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100					4,9%

La gestion de l'entente-cadre va également requérir la participation des ressources internes de la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. La participation de la DEST est estimée à un montant maximal de 355 000,00 \$ représentant approximativement 35% de la valeur du contrat à octroyer. Le SGPVMR s'engage à prioriser le budget de la main-d'oeuvre interne au PTI 2014-2016 et pour les années subséquentes. Les écritures de journal et les virements de crédits seront effectués trimestriellement suite à la facturation de la DEST et selon la procédure de comptabilisation de la main d'oeuvre capitalisable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du projet est évalué à 1 018 710, 12 \$ toutes taxes incluses ou 918 905, 32 \$ net de taxes.

Le budget du présent dossier est prévu au PTI 2014-2016 du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal - DGA - Qualité de vie comme suit :

Information budgétaire : ce sous-projet fait partie du programme 32125 - Aménagement du pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel, sous-projet no 13 32125 020, SIMON no 147289

Information comptable/vote de crédits : les crédits seront versés au rythme des besoins à combler via une demande de service.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne des services professionnels au complexe environnemental Saint-Michel qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision est d'assurer, par le biais des divers études et contrôles, que les conditions du milieu souterrain sont connues afin de limiter les risques de coûts imprévus attribuables aux conditions de sols ou à la contamination de ceux-ci, d'assurer la sécurité des travaux, la durabilité des ouvrages et aussi le respect des échéanciers imposés par les divers projets d'aménagement du parc du CESM.

Advenant le cas où l'octroi de l'entente-cadre est reportée à une date ultérieure au conseil d'agglomération de juin 2014, cela aurait comme conséquence le report de certains projets devant débiter en 2014.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de l'entente cadre : Juin 2014

Attribution des mandats : au besoin, lorsque requis

Fin de l'entente cadre : à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire ou à la fin des travaux d'aménagement du parc du CESM

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier, aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pierre L'ALLIER)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Odette NTAKARUTIMANA)

Avis favorable :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (Éric CHARTIER)

Avis favorable :
Service de l'environnement , Direction (Éric BLAIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie LAFOREST
Architecte paysagiste

Tél : 514-868-1158
Télécop. : 514-872-1416

ENDOSSÉ PAR

Daniel GROULX
Chef de division

Tél : 514-872-6762
Télécop. : 514 872-1416

Le : 2014-05-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice

Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1141246003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec SNC-Lavalin Inc. pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses / Appel d'offres public no 14-13589 - 5 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

- de conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels pour des études géotechniques, environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux pour le parc du CESM;
- d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 14-13589 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
- d'imputer cette dépense à même le budget du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal- DGA - Qualité de vie et ce au rythme des besoins à combler . Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Le coût maximal de ce projet est de 1 018 710, 12\$ toutes taxes incluses, ou 918 905, 32 \$ net de taxes.

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal.

Le budget net requis à la réalisation du projet sera réparti sur les exercices 2014, 2015 et 2016. Pour 2014, le budget est prévu au PTI 2014-2016 du Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal - DGA - Qualité de vie . Les budgets nécessaires seront priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire du PTI du Service pour les années subséquentes.

Cet investissement est de compétence d'agglomération. Conséquemment, son financement sera assuré au règlement d'emprunt RCG 11-031« Travaux dans les parcs-agglomération».

Information budgétaire (en milliers de dollars)

L'octroi de l'entente-cadre est prévu en juin 2014. Toutefois, l'entente sera échue soit à l'épuisement de l'enveloppe ou à la fin des travaux d'aménagement du parc du CESM. Les budgets nécessaires seront donc priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire.

La gestion de l'entente-cadre va également requérir la participation des ressources internes de la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports. La participation de la DEST est estimée à un montant maximal de 355 000,00 \$ représentant approximativement 35% de la valeur du contrat à octroyer. Le SGPVMR s'engage à prioriser le budget de la main-d'oeuvre interne au PTI 2014-2016 et pour les années subséquentes. Les écritures de journal et les virements de crédits seront effectués trimestriellement suite à la facturation de la DEST et selon la procédure de comptabilisation de la main d'oeuvre capitalisable.

Imputation - agglo (100%):

Honoraires professionnelles

Projet : 32125 - Aménagement du pourtour du Complexe environnemental de Saint-Michel
Sous-projet : 13 32125 020 - SITE - Entente cadre - Soutien en laboratoire - Honoraires professionnels
Projet Simon : 147289

2014	2015	2016	2017 et Ult	Total
100	150	150	519	919

Total

100	150	150	519	919
-----	-----	-----	-----	-----

Information comptable

Les crédits seront versés au rythme des besoins à combler via une demande de service.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Odette NTAKARUTIMANA
Préposée au budget - PS- Brennan 2

Tél : (514) 872-2889

Co-signataires:

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-22

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières c/e

Tél : (514) 872- 6205

Brigitte Laliberté
Agente comptable analyste - Finances
PS-Brennan 2
514-868-4439

Sincheng Phou
Conseillère en planification
Service des Grands Parcs
2-7174

Division : Opérations.budg.et Comptables -
PS- Brennan 2

Dossier # : 1141246003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec SNC-Lavalin Inc. pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une somme maximale de 1 018 710,12 \$, taxes incluses / Appel d'offres public no 14-13589 - 5 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 14-13589

Titre : SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES ET LE CONTRÔLE QUALITATIFS DES MATÉRIAUX.

Date de lancement : 31 mars 2014

Date d'ouverture : 16 avril 2014

Preneurs du cahier des charges quatorze (14) :

Aecom consultants inc.	Les services EXP inc.
Amec environnement & infrastructure	LVM
Groupe ABS	Roche Ltée Groupe-conseil
Groupe Qualitas inc.	SNC-Lavalin inc.
Inspec-Sol inc.	Solmatech inc.
Les consultants S.M. inc.	Terrapex environnement ltée.
Les forages GLB inc.	WSP Canada inc.

Soumissionnaires cinq (5) :

Les services EXP inc.
SNC-Lavalin inc.
Les consultants S.M. inc.
Roche Ltée Groupe-conseil
Inspec-Sol inc.

À noter : 2 firmes se sont désistées pour des motifs de délai de soumission insuffisants.

Analyse des soumissions :

Les cinq (5) propositions reçues ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection.

Rencontre du comité de sélection : 30 avril 2014, 13h30 au 801 Brennan

Résultats d'évaluation des soumissions :

14-13589 Tableau.doc



[tableau 14-13589.pdf](#)

Résultat de l'évaluation :

Des cinq (5) offres évaluées, seule celle des firmes SNC-Lavalin inc. et Inspec-sol inc. ont obtenu le pointage intérimaire nécessaire et celle de la firme SNC-Lavalin inc. a obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme **SNC-Lavalin inc.** pour le projet mentionné en titre, et ce, selon le prix soumis dans leur offre de service pour une somme de **1 018 710,12 \$** (incluant les taxes) le tout conformément à l'appel d'offres 14-13589.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 872-5359

ENDOSSÉ PAR

Pierre GATINEAU
Chef de division
Tél : 872-0349
Division :

Le : 2014-05-20

14-13589 - Services professionnels pour une entente cadre pour la réalisation d'études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>
FIRME	5%	15%	20%	10%	25%	25%	100%	\$		Rang	Date
Les services EXP inc.	2,80	9,00	15,00	6,80	18,90	13,40	65,9			Non conforme	Heure 13h00
SNC-Lavalin inc.	4,40	10,90	15,20	7,60	19,70	19,90	77,7	1 018 710,12 \$	1,25	1	Lieu 801 Brennan, salle 5105
Les consultants S.M. inc.	3,40	7,80	12,60	6,00	15,20	10,20	55,2			Non conforme	
Roche ltée groupe conseil	3,70	9,60	11,40	4,60	12,60	13,00	54,9			Non conforme	
Inspec-Sol inc.	3,90	11,40	13,40	7,60	19,00	19,60	74,9	1 068 485,67 \$	1,17	2	
Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier										
											Multiplicateur d'ajustement 10000



Convention SNC Lavallin et Annexe3.pdf

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **SNC-Lavalin Inc**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par Martin Duquette, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 13429 8132 RT0001

N° d'inscription T.V.Q. : 101485 1123 TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « **INGÉNIEUR** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des grands parcs, du verdissement et du mont-Royal ou son représentant dûment autorisé;
- 1.2 « **Coordonnateur** » : L'Ingénieur, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'ingénieur qui assume la coordination des plans, du cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;
- 1.3 « **Ingénieur** » : un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie conseil;
- 1.4 « **Projet** » : Services professionnels pour la réalisation des études et expertises géotechniques et environnementales et le contrôle qualitatif des matériaux;
- 1.5 « **Annexe 1** » : le devis descriptif pour services professionnels, en date du 16 avril 2014, relatif au Projet;

- 1.6 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 16 avril 2014;
- 1.7 « **Annexe 3** » : la répartition des coûts de services.

ARTICLE 2

OBJET

- 2.1 La Ville retient les services de l'Ingénieur qui s'engage à réaliser le Projet conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3. L'annexe 3 est jointe aux présentes, tandis que les annexes 1 et 2 en font partie intégrante sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement.
- 2.2 SNC-Lavalin Inc. s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant au Coordonnateur un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.
- 2.3 Sous réserve de la responsabilité solidaire stipulée aux articles 2118 à 2121 du *Code civil du Québec*, le fait de mentionner collectivement les Ingénieurs, dans le cas où plusieurs firmes sont impliquées, ne doit pas être interprété comme obligeant l'une des firmes d'ingénieurs à fournir les services d'ingénieurs de l'autre firme.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

- 3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque l'Ingénieur a complètement exécuté les services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

- 5.1 assurer à l'Ingénieur la collaboration du Directeur;
- 5.2 remettre au Coordonnateur les documents, relevés, plans, tel que prévu à l'Annexe 1, l'Ingénieur devant s'assurer de leur exactitude et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

- 5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par l'Ingénieur.

ARTICLE 6 **OBLIGATIONS DU CONTRACTANT**

Le Coordonnateur s'engage à :

- 6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;
- 6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique;

L'Ingénieur s'engage à :

- 6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;
- 6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;
- 6.5 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui leur sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;
- 6.6 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;
- 6.7 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui leur sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit du Directeur;
- 6.8 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;
- 6.9 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;
- 6.10 fournir, à leurs frais, sur support informatique (disques compacts) les plans, le cahier des charges et les rapports selon les spécifications de l'Annexe 1;
- 6.11 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des présentes;
- 6.12 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;

- 6.13 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;
- 6.14 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains, l'Ingénieur étant responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;
- 6.15 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;
- 6.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;
- 6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;
- 6.18 assumer leurs frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;
- 6.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;
- 6.20 dans le cas où la Ville les a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation de l'ouvrage découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;
- 6.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;
- 6.22 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;
- 6.23 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

ARTICLE 7 **PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR**

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

- 7.1 coordonner l'exécution de la convention;
- 7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée quant à l'application de la convention et des Annexes;
- 7.3 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes;
- 7.4 exiger de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier;

- 7.5 exiger de l'Ingénieur qu'il reprenne, en tout ou en partie, à ses frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8 **HONORAIRES**

- 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Ingénieur, la Ville s'engage à verser un montant maximal de UN MILLION DIX HUIT MILLE SEPT CENT DIX DOLLARS ET DOUZE CENTS (1 018 710,12 \$) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.
- 8.2 Cette somme est payable suivant la répartition des coûts figurant en Annexe 3.
- 8.3 Aucun paiement d'honoraires versé à l'Ingénieur ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par ceux-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.
- 8.4 Aucuns honoraires ne seront versés à l'Ingénieur pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9 **SERVICES SUPPLÉMENTAIRES**

- 9.1 Si la Ville requiert de l'Ingénieur des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 2 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.
- 9.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses de l'Ingénieur et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), et ne peut excéder les sommes visées à la rubrique « Imprévus » de l'Annexe 3.
- 9.3 L'Ingénieur ne doit entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.
- 9.4 La Ville ne versera à l'Ingénieur aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 10 **MODALITÉS DE PAIEMENT**

- 10.1 L'Ingénieur est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de ses comptes et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.
- 10.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de SNC-Lavalin Inc. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le

paiement de la Ville à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Ingénieur. L'Ingénieur renonce par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

- 10.3 L'Ingénieur doit soumettre ses comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que leurs services auront été rendus.
- 10.4 Les comptes doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que le numéro d'inscription de l'Ingénieur attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.
- 10.5 Tout compte présenté par le Coordonnateur au nom de l'Ingénieur doit être accompagné de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, il sera retourné au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 11 **ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX**

- 11.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, l'Ingénieur sera payé pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.
- 11.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne touche qu'un des signataires, les prescriptions du présent article ne concerne que ce dernier et n'implique en rien les autres signataires.
- 11.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.
- 11.4 L'Ingénieur doit cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.
- 11.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit à l'Ingénieur à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.
- 11.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, l'Ingénieur doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 12 **LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 13 **ASSURANCES**

- 13.1 L'Ingénieur doit démontrer individuellement qu'il est assuré, en matière de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Pour l'Ingénieur, les polices d'assurance concernant chaque firme doivent comporter une protection d'au moins :

13.1.1 cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.2 cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, l'Ingénieur doit remettre à la Ville une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, l'Ingénieur devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

13.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

13.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

13.4 La Ville doit être désignée comme coassurée de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 14 **DROITS D'AUTEUR**

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, l'Ingénieur :

14.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

14.2 garanti la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

14.3 s'engage à obtenir de tous leurs sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15 **RÉSILIATION**

15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

- 15.2 L'Ingénieur doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.
- 15.3 L'Ingénieur n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

16.1 VÉRIFICATION

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux de l'Ingénieur et ce dernier doit prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

16.2 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

16.3 AYANTS DROIT

La présente convention lie les ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

16.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Si une modification aux termes de cette présente convention ne concerne les travaux réalisés que par un seul signataire, la Ville conviendra par écrit de la modification avec ce dernier sans que les autres signataires soient impliqués.

16.5 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.6 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL

Division du bureau de projet d'aménagement – grands parcs

APPEL D'OFFRES PUBLIC - N° 14 – 13589

Contrat DGPV # 14-1380

ANNEXE 3 – CONVENTION

SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION
DES ÉTUDES ET EXPERTISES GÉOTECHNIQUES ET
ENVIRONNEMENTALES ET LE CONTRÔLE QUALITATIF
DES MATÉRIAUX

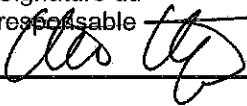
Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	 Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS N° 14-13589
---	--	---

**Services professionnels pour la réalisation d'études géotechniques et environnementales
et le contrôle qualitatif des matériaux**

Description	
Montant de la proposition	<u>886 027,50 \$</u>
SOUS-TOTAL	<u>886 027,50 \$</u>
Taxe sur les produits et services (5 %) :	<u>44 301,38 \$</u>
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	<u>88 381,24 \$</u>
TOTAL :	<u>1 018 710,12 \$</u>

Informations complémentaires

Veillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission	Identification du soumissionnaire Nom de la compagnie SNC-Lavalin inc.			
	Adresse 455, boulevard René-Lévesque Ouest			
	Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
	Montréal	H2Z 1Z3	514 393-8000	514 331-7632
	Nom de la personne responsable (en majuscules) MARTIN DUQUETTE, PH.D.			
Signature du responsable	Date	Mois	Année	
	Jour 16	04	2014	

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

COPIE CERTIFIÉE

SOMMAIRE DES BORDEREAUX DÉTAILLÉS DE PRIX

	Montant
Sous-total « Bordereau détaillé 1 »	57 535,00 \$
Sous-total « Bordereau détaillé 2 »	443 782,50 \$
Sous-total « Bordereau détaillé 3 »	384 710,00 \$
TOTAL (Montant à reporter à la ligne « Montant de la proposition » du Formulaire 3 - Bordereau de soumission).	886 027,50 \$



Les montants indiqués excluent les taxes

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE 2

BORDEREAU DÉTAILLÉ 1 – GÉNÉRAL

Article n°	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
Personnel					
1.1	Coordonateur Contractant	160	heure	105,00	16 800,00
1.2	Dessinateur	490	heure	41,50	20 335,00
1.3	Personnel de secrétariat	510	heure	40,00	20 400,00
Sous-total « Bordereau détaillé 1 » (Montant à reporter en chiffres, à la page 1 du présent cahier)					57 535,00 \$

Les montants indiqués excluent les taxes

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE 2

BORDEREAU DÉTAILLÉ 2 – ÉTUDES ET EXPERTISES GÉOTECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article n°	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
Personnel					
2.1	Ingénieur senior, Professionnel senior et Expert (LQE)	255	heure	100,00	25 500,00
2.2	Chargé de projet	1390	heure	68,00	94 520,00
2.3	Technicien intermédiaire sols	385	heure	41,50	15 977,50
2.4	Équipe d'arpentage	130	heure	125,00	16 250,00
Essais et autres dépenses					
2.5	Mobilisation-démobilisation de la foreuse	30	unité	521,00	15 630,00
2.6	Forage dans le sol	625	m. lin.	154,00	96 250,00
2.7	Forage dans le roc	370	m. lin.	190,00	70 300,00
2.8	Échantillon à la cuillère fendue	880	unité	0,50	440,00
2.9	Échantillon au tube à paroi mince	30	unité	131,00	3 930,00
2.10	Essai scissométrique	35	unité	74,00	2 590,00
2.11	Carottage de la chaussée	95	unité	246,00	23 370,00
2.12	Tranchée de reconnaissance (<4m de profondeur)	30	unité	186,00	5 580,00
2.13	Piézomètre	35	m. lin.	49,00	1 715,00
2.14	Tube perforé	115	m. lin.	16,00	1 840,00
2.15	Puits d'observation	140	m. lin.	127,00	17 780,00
2.16	Granulométrie par tamisage	95	unité	68,00	6 460,00
2.17	Teneur en eau	160	unité	15,00	2 400,00
2.18	Limites de consistance	60	unité	52,00	3 120,00
2.19	Résistance en compression	60	unité	68,00	4 080,00
2.20	Analyse chimique sols – HP C10-C50, délai 5 jours	265	unité	29,00	7 685,00
2.21	Analyse chimique sols – HAP, délai 5 jours	265	unité	44,00	11 660,00

(Suite à la page suivante)

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE 2

(Suite à la page précédente)

BORDEREAU DÉTAILLÉ 2 – ÉTUDES ET EXPERTISES GÉOTECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article n°	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
2.22	Analyse chimique sols – 14 métaux, délai 5 jours	265	unité	27,00	7 155,00
2.23	Analyse chimique eau – Règlement 2008-47, CMM, délai 5 jours	25	unité	142,00	3 550,00

Article n°	Description	Facteur multiplicatif	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
2.24	Autres items aux taux ACLE (1,00) ou moins	0,6	10 000 \$	6 000,00

m. lin. = mètre linéaire
 Les montants indiqués excluent les taxes

<p>Sous-total « Bordereau détaillé 2 » (Montant à reporter en chiffres, à la page 1 du présent cahier)</p>	<p>443 782,50 \$</p>
--	-----------------------------

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE 2

BORDEREAU DÉTAILLÉ 3 – CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX ET EXPERTISES RELATIVES AUX TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL

Article n°	Description	Quantité	Unité ¹	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
Personnel					
3.1	Ingénieur senior, Professionnel senior	85	heure	100,00	8 500,00
3.2	Ingénieur intermédiaire, Professionnel intermédiaire	680	heure	68,00	46 240,00
3.3	Ingénieur junior, Professionnel junior	200	heure	65,00	13 000,00
3.4	Inspecteur, acier, serrage, soudure, galvanisation ou peinture	130	heure	80,00	10 400,00
3.5	Inspecteur imperméabilisation	100	heure	80,00	8 000,00
3.6	Technicien senior	840	heure	42,00	35 280,00
3.7	Technicien intermédiaire	3500	heure	41,50	145 250,00
3.8	Technicien junior	1400	heure	41,00	57 400,00
3.9	Auxiliaire technique	460	heure	34,00	15 640,00

Article n°	Description	Facteur multiplicatif	Prix unitaire (\$)	Prix (\$)
3.10	Essais et dépenses du répertoire ACLE, aux taux ACLE (1,00) ou moins.	0,6	75 000 \$	45 000,00

Les montants indiqués excluent les taxes

1 : Le taux horaire ne peut excéder le taux ACLE 2014. Lorsqu'applicable, le taux supplémentaire sera établi à 125% des taux réguliers.

Sous-total « Bordereau détaillé 3 » (Montant à reporter en chiffres, à la page 1 du présent cahier)	384 710,00 \$
--	----------------------

À RETOURNER OBLIGATOIREMENT DANS L'ENVELOPPE 2



Dossier # : 1146334002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon l'entente avec le MAMOT
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda No 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux.

Il est recommandé d'approuver le projet d'addenda n° 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le Projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-12 12:05

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1146334002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Programmation ainsi que toute modification à celle-ci selon l'entente avec le MAMOT
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda No 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux.

CONTENU

CONTEXTE

La Fondation OSMO a présenté une demande de modification à l'entente intervenue avec la Ville de Montréal relativement au projet de rénovation et de restauration de la Maison Notman et de l'hôpital St. Margaret (« Projet Notman »).

Le présent sommaire vise à faire entériner un 2^e addenda à l'entente modifiée par le 1^{er} addenda en ce qui concerne les dates de remise de documents et de fin des travaux de rénovation et de restauration des bâtiments.

Le protocole d'entente initial entre la Ville et la Fondation OSMO, établissant les modalités de versement d'une contribution financière de 461 788 \$ en appui au Projet Notman, a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération le 23 août 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0034 - 28 février 2013 - Approuver le projet d'addenda n° 1 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le Projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux ainsi que d'une mise à jour de l'Annexe 1 « Utilisation des fonds ».

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M\$.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 - Approuver le projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 175 M\$, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025*.

CG12 0253 - 23 août 2012 - Accorder un soutien financier de 461 788 \$ à la Fondation OSMO pour la rénovation et la restauration des bâtiments de la Maison Notman et de l'ancien hôpital St. Margaret, à même l'enveloppe de 140 M\$ de l'Entente avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet.

CG11 0021 - 27 janvier 2011 - Approuver la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 140 M\$ avec le gouvernement du Québec pour les projets inclus dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* par l'ajout du projet de restauration et de rénovation de la Maison Notman et de l'hôpital St. Margaret (Projet Notman).

DESCRIPTION

Ce 2^e addenda à l'entente vise à reporter les dates de remise de documents et de fin des travaux de rénovation et de restauration des bâtiments.

La date de fin des travaux à l'article 5.5 est modifiée pour le 15 novembre 2014 (initialement le 1^{er} décembre 2012 et le 15 novembre 2013 à la suite du 1^{er} addenda), et la date de remise d'un rapport de dépenses et d'un compte rendu financier à l'article 5.13 est modifiée pour le 15 décembre 2014 (initialement le 15 mars 2013 et le 15 décembre 2013 à la suite du 1^{er} addenda).

JUSTIFICATION

La première demande de modification présentée par la Fondation OSMO (1^{er} addenda) expliquait que des changements aux dates prévues dans l'entente étaient requis à la suite de l'annonce d'une aide financière par le MAMROT, dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), selon lequel la Fondation OSMO devait procéder par un processus d'appel d'offres public selon des règles édictées par le gouvernement. Compte tenu des délais nécessaires à l'application de ce processus, la date prévue pour l'achèvement des travaux a dû être repoussée, entraînant un report de la date de remise d'un rapport de dépenses et d'un compte rendu financier.

La deuxième demande de modification présentée par la Fondation OSMO (2^e addenda) est nécessaire à la suite de retard dans la réalisation des travaux qui auraient dû être terminés à l'automne 2013. L'exécution de travaux d'enlèvement de moisissure est la cause du retard.

Il est également pertinent de mentionner que la Direction de la culture et du patrimoine du Service de la qualité de vie n'a pas jugé nécessaire d'intervenir au présent sommaire décisionnel alors qu'elle l'avait fait pour les deux sommaires précédents (CG13 0034 et CG12 0253) concernant le projet Notman. En effet, les deux interventions précédentes de la Direction de la culture et du patrimoine confirmait l'éligibilité du projet Notman à d'éventuelles subventions de la Ville destinées à la restauration de bâtiments. Or, le 10 septembre 2012, le ministère de la Culture et des Communications a informé la Direction de la culture et du patrimoine que le projet Notman ne pourrait pas être admissible aux sommes de restauration prévues au protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M\$ puisque le ministère finançait le projet avec une autre enveloppe et que la Ville contribuait déjà par le biais son programme dédié au développement économique. Par conséquent, comme le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M\$ ne permet pas de contribuer financièrement à un projet qui a déjà bénéficié d'une subvention dans le cadre d'un autre programme, l'intervention de Direction de la culture et du patrimoine n'était plus pertinente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires au versement de la contribution financière de 461 788 \$ à la Fondation OSMO étaient prévus au budget de fonctionnement d'agglomération 2013 du Service de la mise en valeur du territoire et ont été reportés au budget pour l'année 2014.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modifications apportées au protocole d'entente par ce 2^e addenda sont nécessaires afin de permettre la réalisation du Projet Notman et le versement de la contribution financière de la Ville de Montréal. Un report de la décision visée par les présentes ou un refus d'approuver l'addenda mettraient en péril le montage financier du projet et sa réalisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Finances , Direction Planification stratégique (Pierre CADIEUX)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre DION
Commissaire au développement économique

Tél : 514-872-5480
Télécop. : 514-872-5480

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-03-31

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division

Tél : 514-872-9696
Télécop. : 000-0000

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Nancy SHOIRY
Directrice par intérim - Service du
développement économique

Tél : 514-872-5216

Approuvé le : 2014-05-12

Dossier # : 1146334002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Approuver un projet d'addenda No 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le comité exécutif a mandaté le Service des finances pour gérer la mise en oeuvre du protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M\$ à la Ville afin de soutenir la réalisation de projets identifiés à la stratégie "Imaginer-Réaliser Montréal 2025" (CE12 1131).

Afin d'obtenir l'aide financière prévue au protocole, le Service des finances a déposé une programmation identifiant les projets qui bénéficieront de l'aide. À ce titre, le projet Stratégie de développement économique a été inscrit à cette programmation et a fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'agglomération le 27 septembre 2012 (CG012 0369).

La restauration et la rénovation de la Maison Notman et de l'hôpital Ste-Margaret (sous-projet Notman) fait partie du projet Stratégie de développement économique et sont évaluées à 461 788 \$.

Un premier versement a été octroyé à l'organisme le 9 mai 2013 pour une somme de 230 894 \$ et le solde du budget de 461 788 \$ a été reporté à l'année 2014.

Le présent dossier concerne la modification d'un premier addenda à l'entente entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO autorisée par le Conseil d'agglomération du 28 février 2013 (CG13 0034)

Ainsi, il est demandé d'approuver un projet d'addenda permettant de reporter les dates de présentation de documents, de fin de travaux de rénovation et restauration des bâtiments, de la remise d'un rapport de dépenses et compte rendu financier. Une somme de 230 894 \$ sera versée à l'organisme, soit le deuxième versement prévu en vertu de l'article 4.2 de l'entente originale, à condition que celui-ci fournisse une lettre d'un professionnel reconnu par le Directeur attestant que les travaux du Projet ont été entièrement exécutés selon les règles de l'art.

La date de remise d'un rapport attestant que les travaux du sous-projet Notman ont été entièrement exécutés sera reportée au 15 décembre 2014.

La convention entre la Ville de Montréal et Fondation OSMO fait état des obligations du promoteur quant au respect des dispositions de visibilité contenu dans le protocole de 175 M\$ entre la Ville et le gouvernement du Québec.

Budget de fonctionnement

Imputer la dépense comme suit :

	2014
1001.0014000.105610.06501.61900.016491.0000.000000.058166.00000.00000 AF - général agglomération / budget régulier / Direction DEU / Industries et commerces / Promotion et développement économique / Contributions à d'autres organismes - Maison Notman	230 894 \$

Les crédits ont été réservés par l'engagement de gestion MT46334002

Le présent dossier est conforme au budget selon la définition apparaissant au courrier numéro 22.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre CADIEUX
Conseiller en gestion des ressources
financières
Tél : 514-872-0044

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-29

Sylvain GOUIN
Directeur - Planification et stratégies
financières
Tél : (514) 872- 3219
Division : Service des finances

Dossier # : 1146334002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Approuver un projet d'addenda No 2 modifiant l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et la Fondation OSMO pour le projet Notman (CG12 0253) à l'égard des dates de remise de documents et de fin des travaux.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent addenda no 2 est approuvé quant à sa validité et à sa forme:



[ADDENDA No2 - Convention Fondation OSMO Ville_VF.doc](#)

Le conseil d'agglomération est compétent dans le cadre du présent dossier en vertu de l'article 37 du *Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)* et de l'Annexe I de ce Décret puisqu'il s'agit d'une contribution municipale pour la mise en valeur de biens reconnus par la *Loi sur les biens culturels*.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-24

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ADDENDA N°2
(À l'entente approuvée par la résolution CG12 0253 du 23 août 2012)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION OSMO**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 1035, avenue Laurier Ouest, Outremont, H2V 2L1, agissant et représentée par monsieur Alan MacIntosh, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 24 février 2012 ;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention qui a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération de la Ville le 23 août 2012 (résolution CG12 0253) (ci-après « Convention initiale »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu d'un premier addenda qui a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'agglomération de la Ville le 28 février 2013 (résolution CG13 0034) (ci-après « Addenda No 1 »);

ATTENDU QUE l'Organisme a présenté une seconde demande de modification de la Convention initiale à la Ville afin de retarder la date de fin du projet ainsi que la date de remise du rapport des dépenses relatif à la rénovation et à la restauration des bâtiments visés par la Convention initiale et du compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui;

ATTENDU QUE pour donner suite à la demande présentée par l'Organisme, il est nécessaire de modifier certains articles de la Convention initiale, laquelle a été modifiée par l'Addenda No 1;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 L'article 5.5 de la Convention initiale, modifiée par l'Addenda No 1, est remplacé par le suivant :

« terminer les travaux de rénovation et de restauration des Bâtiments au plus tard le 15 novembre 2014 et fournir à la Ville, à l'échéance de ce délai, les pièces justificatives attestant de l'exécution complète des travaux en conformité avec la réglementation en vigueur »;

2.2 L'article 5.13 de la Convention initiale, modifiée par l'Addenda No 1, est remplacé par le suivant :

« remettre à la Ville un rapport des dépenses relatif à la rénovation et la restauration des Bâtiments, en conformité de l'Annexe 1.1, et un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, au plus tard le 15 décembre 2014. Sur une base annuelle, le compte rendu financier confirme, notamment, le nom des partenaires financiers au Projet et leur contribution financière respective, le montant des sommes résiduelles, le cas échéant, et le détail des dépenses du Projet »;

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

ARTICLE 4
PRISE D'EFFET

La présente entente prend effet à compter de la date de signature par les Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, Greffière adjointe

Le^e jour de 2014

FONDATION OSMO

Par : _____
Alan MacIntosh, président

Cet addenda a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le^e jour du mois de 2014 (CG14).



Dossier # : 1136641001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

Le Service de la diversité sociale et des sports recommande :

1. d'approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-23 17:01

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION **Dossier # :1136641001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de célébrer le 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal (1976), SPORTSQUÉBEC a proposé à la Ville de Montréal, au printemps 2012, d'accueillir la 51^e Finale des Jeux du Québec prévue à l'été 2016. SPORTSQUÉBEC est le détenteur des droits des Jeux du Québec et en coordonne l'organisation. Les Jeux du Québec sont un programme sportif multidisciplinaire qui a touché, depuis sa création en 1970, plus de trois millions de personnes à travers le Québec. Ils sont également une étape importante dans le cheminement d'un athlète vers les plus hauts sommets, ainsi qu'un excellent moyen de faire bouger les jeunes Québécois et de faire la promotion de l'activité physique et des saines habitudes de vie. L'événement constitue un objectif sportif accessible pour les jeunes Québécois et très mobilisateur pour la communauté.

Une Finale des Jeux du Québec d'été c'est:

- Une compétition provinciale qui a lieu tous les deux ans et qui regroupe les meilleurs athlètes de toutes les régions du Québec;
- Durée totale de dix jours - soit deux blocs de cinq jours;
- Une vingtaine de disciplines sportives, dont environ trois sont destinées aux athlètes handicapés;
- 3 700 athlètes âgés pour la plupart de 12 à 17 ans;
- 1 675 entraîneurs, officiels et membres des missions;
- 4 000 bénévoles;
- Budget global de 10 M\$.

Les Jeux du Québec ont contribué au développement d'athlètes tels que Joannie Rochette, Alexandre Despatie et Sylvie Bernier, avant que ceux-ci fassent leur marque sur la scène internationale. Montréal a déjà accueilli cinq fois les Jeux du Québec ; île de Montréal (Hiver 1972), LaSalle (Hiver 1977), Saint-Léonard (Hiver 1983), Montréal (Été 1997) et Lachine (Été 2001). Les jeunes montréalais ont eu l'opportunité de voyager à travers la province pour participer à cet événement et maintenant c'est au tour de Montréal de recevoir.

Suivant la réalisation d'une étude de faisabilité et d'un plan d'affaires sur le potentiel, l'intérêt, le coût et les possibilités de Montréal à réaliser les Jeux du Québec d'été de 2016, le Conseil d'agglomération a approuvé la candidature de Montréal pour l'accueil de cette Finale provinciale ainsi qu'une contribution financière à l'événement par l'entremise de la stratégie Imaginer-Réaliser 2025. Tel que convenu dans la procédure des Jeux du Québec, la Direction des sports et de l'activité physique de l'époque, en collaboration avec un comité de pilotage formé de plusieurs partenaires bénévoles, ont travaillé sur l'élaboration du Cahier de planification de cette 51^e Finale. Ce cahier a été déposé à SPORTSQUÉBEC le 13 décembre 2013. (voir le cahier de planification ainsi que la lettre et le rapport de SPORTSQUÉBEC à la suite de son dépôt en pièces jointes)

Rôles des organismes impliqués

	SPORTSQUÉBEC	VILLE DE MONTRÉAL	COFJQ
Rôle	<ul style="list-style-type: none"> · Détenteur des droits du programme des Jeux du Québec. · S'assure de la bonne réalisation des Jeux · Soutien financier partiel à l'événement 	<ul style="list-style-type: none"> · Milieu organisateur · Signataire du protocole d'entente avec SPORTSQUÉBEC · Fournis les installations aux normes, nécessaires à la réalisation des Jeux 	<ul style="list-style-type: none"> · OBNL responsable de mettre en place le comité organisateur local et d'assurer la réalisation de l'événement (CA et personnel)
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> · A octroyer les Jeux à Montréal sans appel de candidature pour commémorer les Jeux olympiques de 1976 · Renforcer la vocation sportive du Parc Olympique 	<ul style="list-style-type: none"> · Outiller le COFJQ (support au démarrage, partenariat, etc.) · Assumer toutes les responsabilités civiles et financières · Maintenir la bonne réputation de Montréal comme milieu hôte 	<ul style="list-style-type: none"> · Recrutement de 4000 bénévoles · Mobilisation citoyenne · Réaliser les Jeux avec un budget de 10 M\$ dont 3 M\$ provenant du secteur privé

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0814 (1146641001) - 21 mai 2014 - Approuver le contrat de travail de monsieur Jacques Fortin à titre de directeur général du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ), à compter du 26 mai et jusqu'au 31 décembre 2014 et assurer le salaire et les avantages sociaux de ce nouveau poste temporaire à même une réduction équivalente de la contribution à être versée à l'organisme par le protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

CG13 0017 – 31 janvier 2013 - Approuver la candidature de Montréal pour l'accueil de la Finale provinciale des Jeux du Québec de l'été 2016 / Approuver le budget prévisionnel et le soutien de la Ville pour garantir le déficit de l'événement, le cas échéant.

CE12 1805 - 31 octobre 2012 - Approuver un projet de convention par lequel la firme LBB Consultants inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la préparation d'un plan d'affaires portant sur les enjeux entourant l'accueil de la 51^e Finale des Jeux du Québec en 2016.

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars.

CG12 1565 - 19 septembre 2012 - Confirmer à SPORTSQUÉBEC l'intérêt de la Ville de Montréal d'accueillir la Finale des Jeux du Québec d'été 2016 et de poursuivre l'étude de faisabilité; transmettre à SportsQuébec en janvier 2013 la décision de la Ville de déposer ou non sa candidature pour recevoir la Finale des Jeux du Québec d'été 2016.

DESCRIPTION

SPORTSQUÉBEC exige de chaque municipalité hôte de l'événement, la signature d'un protocole d'entente. L'entente entre le milieu organisateur (Ville de Montréal) et SPORTSQUÉBEC, précise tous les droits et les obligations des organisateurs de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016. Ce contrat d'adhésion exigé par SPORTSQUÉBEC est le même pour chaque Finale provinciale, mis à part quelques ajustements répondants à différents besoins régionaux.

Le milieu organisateur, par l'intermédiaire du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ), s'engage à respecter les exigences de SPORTSQUÉBEC permettant une bonne réalisation des Jeux du Québec par le respect et l'application des normes d'opération, du guide d'organisation, de l'échéancier général ainsi que des codes de candidature - été 2016 - Tomes 1 et 2 des Jeux du Québec. Ces exigences couvrent en partie, les sphères d'activités suivantes:

- Direction générale, structure opérationnelle, ressources humaines et centrale administrative
- Programmation sportive, gestion des sites, des équipements et leur mise aux normes
- Services aux participants : accueil, alimentation, hébergement, transport, santé, sécurité, programmation complémentaire
- Communications et protocole : activités complémentaires, promotions, cérémonies, médias sociaux, communication et relations médias
- Développement des affaires : marketing et legs, commandites

Le milieu organisateur s'engage à procéder à la dissolution de son COFJQ selon les exigences de la Loi sur les compagnies (RLRQ., c. C-38), dans un délai d'un (1) an suivant la fin de la Finale complétant ainsi son mandat.

JUSTIFICATION

La signature de ce protocole d'entente entre SPORTSQUÉBEC et la Ville de Montréal, confirme que la Ville a répondu aux exigences de SPORTSQUÉBEC et qu'elle a été retenue pour organiser la Finale des Jeux du Québec, été 2016. Le protocole d'entente à intervenir vient ainsi confirmer les engagements de chacun des partenaires dans l'organisation des Jeux du Québec et guider les actions du milieu organisateur et du COFJQ. Il précise les modalités liées à l'organisation de cet événement. Le protocole permettra ensuite à la Ville de conclure une convention avec le comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 précisant les engagements et les obligations des deux parties et l'implication financière de la Ville dans le projet. Ce protocole est soumis à la même séance du conseil (#1146641002).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La signature du présent protocole n'implique aucune transaction financière. Toutefois, la convention à intervenir à la même séance du conseil d'agglomération (#1146641002) entre la Ville et le COFJQ impliquera un certain nombre d'engagements financiers déjà prévus à l'entente du 175 M\$ du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole du Secrétariat à la région métropolitaine et résolu au conseil d'agglomération du 23 janvier 2013 (CG13 0017).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015*, l'organisme sera sensibilisé à faire de cet événement un événement écoresponsable. Des discussions ont d'ores et déjà été amorcées avec la Division du développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'accueil des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 permettra à la métropole de profiter de nombreux avantages économiques, médiatiques, touristiques, sociaux et sportifs.

Retombées économiques

- Impact économique évalué à 49 M\$;
- Création d'emplois;
- Importante promotion de Montréal sur le plan provincial;
- Développement de l'expertise locale en matière d'organisation d'événements sportifs multisports.

Retombées médiatiques, sociales et touristiques

- Promotion de la Ville, visibilité médiatique liée à l'événement lui-même ainsi qu'aux célébrations du 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal;
- Participation de 3700 athlètes, de plus de 1600 accompagnateurs ainsi que de milliers de parents venus des 19 régions du Québec impliquant des retombées touristiques;
- Mise en valeur de nos sites touristiques, de notre diversité ethnoculturelle, de notre réalité intergénérationnelle et de notre richesse culturelle;
- Accroissement du sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et athlètes à la Ville et au territoire de l'agglomération de Montréal.

Retombées sportives

- Mise en valeur de nos infrastructures sportives et du patrimoine historique des Jeux olympiques;
- Programme de legs du Comité organisateur;
- Création d'un événement sportif rassembleur et accessible, permettant d'accroître la concertation entre les différents acteurs et la mobilisation citoyenne;
- Affirmation de la vocation sportive du Parc olympique.

La signature du protocole entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC est obligatoire, sans la signature de ce protocole d'entente de la ville hôte, Montréal ne tiendrait pas son engagement. De plus, la tenue de l'événement permettra de créer un engouement pour la pratique du sport et pour favoriser les saines habitudes de vie chez nos jeunes, ce qui rejoint un des objectifs de la consultation publique *Montréal physiquement active*.

Un retard de la décision pourrait avoir un impact sérieux sur la réalisation de l'événement compromettant entre autres la recherche de commandite prévu au budget.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2014

Juin :

- Signature du protocole d'entente Ville - SPORTSQUÉBEC
- Signature de la convention à intervenir entre la Ville et le COFJQ; première contribution financière permettant à l'organisme de se mettre en place
- Confirmation de la présidence
- Embauche de la Direction générale
- Mise en place du conseil d'administration de l'organisme (Conseil d'administration de fondation 11 juin 2014)

Été-Automne :

- Confirmation de la structure organisationnelle et du plan d'embauche, recrutement des directeurs adjoints et installation dans les bureaux des Jeux
- 1^{er} au 9 août : Observation aux Jeux du Québec - Longueuil, été 2014
- Automne : Mise en place du système comptable et mise à jour de l'échéancier général

2015

- Planification budgétaire détaillée et recherche de financement.
- Validation des rôles et mandats de chaque service
- Dépôt des projets d'immobilisation et matériel spécialisé à acquérir
- Élaboration de la stratégie de communication et du plan de mobilisation
- Élaboration des ententes d'occupations des différents sites
- Mise en place de la structure de gestion par site et recrutement de bénévoles
- 27 février au 7 mars : Jeux du Québec - Drummondville, hiver 2015

2016

- Élaboration des différents guides, politiques et mesures d'urgence
- Finaliser les ententes avec les différents partenaires
- Cérémonie d'ouverture de la 51^e Finale des Jeux du Québec de Montréal, le 17 juillet 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'évaluation foncière , Direction (Olivier TACHÉ)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Habib NOUARI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale PHILIE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0947
Télécop. : 514-872-9255

ENDOSSÉ PAR

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514-872-9255

Le : 2014-04-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice

Tél : 514-868-5066
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1136641001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Objet :	Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51 ^e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la direction générale adjointe, Qualité de vie :

1. d'approuver le projet de protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et **Sports Québec** dans le cadre de l'accueil de la 51^e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

L'année 2016 sera marquée par le 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal (1976), et **Sports Québec** a proposé à la Ville de Montréal, au printemps 2012, d'accueillir la 51^e Finale des Jeux du Québec prévue à l'été 2016.

La signature de ce protocole d'entente entre **SPORTS QUÉBEC** et la Ville de Montréal, confirme que la Ville a répondu aux exigences de **SPORTS QUÉBEC** et qu'elle a été retenue pour organiser la Finale des Jeux du Québec, été 2016. Le protocole d'entente à intervenir vient ainsi confirmer les engagements de chacun des partenaires dans l'organisation des Jeux du Québec et guider les actions du milieu organisateur et du COFJQ. Il précise les modalités liées à l'organisation de cet événement. Le protocole permettra ensuite à la Ville de conclure une convention avec le comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 précisant les engagements et les obligations des deux parties et l'implication financière de la Ville dans le projet. Ce protocole est soumis à la même séance du conseil (#1146641002).

Suite à l'analyse du protocole d'entente, les points suivants méritent d'être soulignés :

- article 1.9 SPORTSQUÉBEC s'engage à négocier, de concert avec le MILIEU ORGANISATEUR (la Ville de Montréal), par l'entremise du COFJQ (Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Montréal – été 2016) l'octroi d'une subvention par le Gouvernement du Québec. Le montant total octroyé est de 835 000 \$ (208 750 \$ pour 2014-2015, 542 750 \$ pour 2015-2016 et 83 500 \$ pour 2016-2017). Le 2 octobre 2013, le MELS a confirmé à SPORTSQUÉBEC les modalités du soutien financier de 835 000 \$ qui sera accordé au Comité organisateur.

- Article 2.1 Le MILIEU ORGANISATEUR (la Ville de Montréal) agit aux présentes et accepte, seul, la responsabilité de toutes les implications civiles et financières de la tenue de la Finale résultant des engagements assumés directement par le MILIEU ORGANISATEUR ou son mandataire dûment autorisé, le tout conformément aux dispositions du présent protocole. A la séance du 31 janvier 2013, le conseil d'agglomération (CG13 0017) avait résolu de garantir le déficit de l'événement le cas échéant. Il avait aussi approuvé le budget prévisionnel et le soutien de la Ville en argent et en biens et services.

- Article 3.6 A défaut de se conformer au but fixé par le présent protocole, soit la réalisation de la Finale, le MILIEU ORGANISATEUR (la Ville de Montréal) s'engage à payer à SPORTSQUÉBEC, la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de 100 000 \$

- Article 3.7 Advenant le cas où SPORTSQUEBEC lui retirerait la réalisation de la Finale, SPORTSQUÉBEC s'engage à payer au MILIEU ORGANISATEUR (la Ville de Montréal) la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de 100 000 \$.

L'accueil des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 permettra à la métropole de profiter de nombreux avantages économiques, médiatiques, touristiques, sociaux et sportifs, mais impliquera un certain nombre d'engagements financiers. Le risque se situe aussi au niveau des revenus provenant des commandites, des activités de financement et de la vente de produits dérivés. Ces revenus ont été évalués sur une base comparable avec les éditions antérieures, mais ne peuvent être garantis. Les revenus des partenaires, installations et revenus autonomes sont estimés à 5,045 M\$, soit près de 50 % des revenus totaux estimés à 10,257 M\$. Des revenus moindres que prévus pourraient contribuer à un déficit de l'événement, lequel est garanti par la ville.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Habib NOUARI
Agent en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-1444

Co-signataire :

Francine Leboeuf
Conseillère en gestion des ressources
financières - c/e
872-0985

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-23

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier
adjoint
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Dossier # : 1136641001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Objet :	Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention jointe. Le Conseil d'agglomération est compétent pour autoriser la signature de cette convention en vertu de l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).



[Protocole d'entente SportsQuébec-Montréal 2016 09-05-21.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-28323
Division : Droit contractuel

PROTOCOLE D'ENTENTE À INTERVENIR

ENTRE, D'UNE PART:

CORPORATION SPORTSQUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 4545, avenue Pierre-De Coubertin, Montréal, H1V 3R2, province de Québec, représentée aux fins des présentes par Monsieur Denis Servais, son président et Alain Deschamps, son directeur général, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite corporation et dont une copie certifiée est annexée aux présentes,

Ci-après désignée : « **SPORTSQUÉBEC** »

ET, D'AUTRE PART:

La **Ville de Montréal**, personne morale de droit public, ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1C6, province de Québec, représentée aux fins des présentes par madame Colette Fraser, greffière-adjointe, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'agglomération de ladite personne morale et dont une copie certifiée est annexée aux présentes,

Ci-après désignée : « **MILIEU ORGANISATEUR** »

LESQUELLES PARTIES DÉSIGNÉES CI-DESSUS DÉCLARENT CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** est reconnu par le gouvernement du Québec comme gestionnaire du programme des Jeux du Québec;
- ATTENDU QUE** le contenu du présent protocole respecte la mission et les orientations du programme des Jeux du Québec;
- ATTENDU QUE** le **MILIEU ORGANISATEUR** a obtenu l'appui et la collaboration des principaux partenaires du **MILIEU ORGANISATEUR**;
- ATTENDU QUE** le **MILIEU ORGANISATEUR** a répondu aux exigences de **SPORTSQUÉBEC** et a été retenu pour organiser la Finale des Jeux du Québec, été 2016;
- ATTENDU QUE :** le **MILIEU ORGANISATEUR** formera un « Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec » dûment incorporé au Québec et signera une convention avec celui-ci, dont le mandat sera l'organisation de la Finale des Jeux du Québec et avec la dénomination **Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Montréal – été 2016** (ci-après : « **COFJQ** »)
- ATTENDU QUE** la Finale des Jeux du Québec – été 2016 (ci-après désignée la « **Finale** ») aura lieu du 16 au 24 juillet 2016 inclusivement avec une cérémonie d'ouverture le 17 juillet 2016 pour souligner le 40^{ème} anniversaire des Jeux Olympiques de Montréal. La Finale aura lieu sur deux blocs de compétitions; toute modification de ces dates devra être faite avec l'accord des deux (2) parties au plus tard un (1) an avant la date prévue d'ouverture de la Finale.
- ATTENDU QUE** le concept et l'appellation « Jeux du Québec » ainsi que sa signature sont la propriété exclusive de **SPORTSQUÉBEC**. **SPORTSQUÉBEC** est le propriétaire de la marque;
- ATTENDU QUE** le soutien financier habituellement consenti par le Gouvernement du Québec est essentiel à la réalisation de la Finale des Jeux du Québec et est une condition afin que les parties signataires de cette entente puissent assumer leurs obligations respectives;
- ATTENDU QUE** tous les formulaires, règlements, les normes d'opération, politiques, codes de candidature, guides, règles administratives ou documents pertinents pour le **MILIEU ORGANISATEUR** lui ayant été communiqués par **SPORTSQUÉBEC**, font partie intégrante du présent protocole et sont évolutifs;
- ATTENDU QUE** toutes les « **Normes d'opération des Jeux du Québec** » (ci-après : « Normes d'opération ») font partie du présent protocole, sont évolutives et sont en tout temps disponibles sur le site suivant : http://www.jeuxduquebec.com/Normes_doperation-fr-29.php;

- ATTENDU QUE** le « **Guide d'organisation d'une Finale des Jeux du Québec** » (ci-après : « Guide d'organisation ») de **SPORTSQUÉBEC**, dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, fait partie du présent protocole et est évolutif;
- ATTENDU QUE** « **L'échéancier général d'une Finale des Jeux du Québec** » (ci-après : « L'échéancier général des Jeux du Québec ») de **SPORTSQUÉBEC**, dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, fait partie du présent protocole et est évolutif;
- ATTENDU QUE** les « **Codes de candidature- Été 2016 – Tomes 1 et 2** » (ci-après : « Codes de candidature ») font partie intégrante du présent protocole et sont joints comme Annexe A; advenant des modifications aux textes entre les « Codes de candidature » et le présent protocole, le présent protocole aura préséance;
- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** reconnaît la **FÉDÉRATION** sportive provinciale comme organisme de régie de sa ou ses disciplines sportives présentes à la Finale (ci-après : « **FÉDÉRATION** »).
- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** reconnaît le **PARTENAIRE RÉGIONAL** soit les Unités régionales de loisir et de sport (URLS) à titre de mandataire régional du programme des Jeux du Québec et responsable de l'encadrement des délégations régionales présentes à la Finale (ci-après : « **PARTENAIRE RÉGIONAL** »).
- ATTENDU QUE** la présence de l'une ou des disciplines à la Finale des Jeux du Québec est déterminée par le processus de sélection du choix des sports 2016 et le conseil d'administration de **SPORTSQUÉBEC** a adopté par résolution que l'une ou des disciplines sous la gouverne de la **FÉDÉRATION** soit inscrite à une Finale des Jeux du Québec. La programmation sportive de la Finale des Jeux du Québec, incluant les volets compétition et démonstration, doit être sanctionnée par les fédérations sportives québécoises membres et acceptée par **SPORTSQUÉBEC** (ci-après : « fédérations sportives ») avant la deuxième visite technique prévu au calendrier;
- ATTENDU QUE** la présence d'un athlète et d'un entraîneur/accompagnateur dans une délégation régionale dans une discipline à la Finale des Jeux du Québec est déterminée par les politiques et normes d'opération mise en place par **SPORTSQUÉBEC**;
- ATTENDU QU'** il y a lieu de préciser les droits et obligations de chacune des parties au présent protocole afin d'établir et de maintenir des liens harmonieux de coordination et de collaboration favorisant l'atteinte des objectifs du programme des Jeux du Québec disponible en tout temps sur le site suivant : http://www.jeuxduquebec.com/A_propos-fr-5.php;

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT:

Le préambule et les annexes, s'il y a lieu, font partie intégrante du présent protocole d'entente.

1. LES OBLIGATIONS DE SPORTSQUÉBEC

- 1.1. SPORTSQUÉBEC** conseille et aide les partenaires du milieu et plus particulièrement le **COFJQ** du **MILIEU ORGANISATEUR**, pour la préparation et la tenue de la Finale des Jeux du Québec.
- 1.2. SPORTSQUÉBEC** négocie et gère un protocole d'entente avec les partenaires régionaux du programme des Jeux du Québec et assure les liens en ce qui a trait à l'encadrement des participants à la Finale.
- 1.3. SPORTSQUÉBEC** négocie et gère un protocole d'entente avec les fédérations sportives concernées afin qu'elles mettent à la disposition du **MILIEU ORGANISATEUR** les services nécessaires à l'organisation et la réalisation de la Finale.
- 1.4. SPORTSQUÉBEC** s'engage à transporter de leur région respective au **MILIEU ORGANISATEUR**, conditionnellement à l'octroi d'une subvention du Gouvernement du Québec prévue à cette fin, les officiels majeurs des fédérations sportives, les athlètes et accompagnateurs/entraîneurs et en assurer le retour selon les modalités connues dans les « **Normes d'opération** ».
- 1.5. SPORTSQUÉBEC** s'engage à faire fabriquer les éléments de « support aux participants » tels que définis à l'article 2.9.38 du présent protocole. Les appels d'offres seront gérés par **SPORTSQUÉBEC** et les fournisseurs locaux identifiés par le **MILIEU ORGANISATEUR** seront invités à soumissionner.

- 1.6. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à produire sans frais au **MILIEU ORGANISATEUR** les médailles nécessaires au couronnement des épreuves au programme de la Finale; les fournisseurs locaux identifiés par le **MILIEU ORGANISATEUR** seront invités à soumissionner.
- 1.7. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à coordonner, de concert avec le **MILIEU ORGANISATEUR**, la visibilité des commanditaires soit les partenaires des Jeux (ci-après: Partenaires des Jeux), selon leur statut, dans la campagne média régionale et provinciale de la Finale.
- 1.8. **SPORTSQUÉBEC** négocie et gère avec les réseaux provinciaux des médias, toute plateforme confondue, en vue de la promotion et de la diffusion de la Finale des Jeux du Québec, incluant la période de la tenue de la Finale. Tous les droits de diffusion de la Finale appartiennent exclusivement à **SPORTSQUÉBEC**.

SPORTSQUÉBEC négocie et paie directement aux diffuseurs, toutes plateformes confondues, les sommes requises pour la diffusion de la Finale. **SPORTSQUÉBEC** assume les frais de diffusion conditionnellement à l'octroi d'une subvention du Gouvernement du Québec prévue à cette fin.

SPORTSQUÉBEC facturera le **COFJQ** à la fin de la Finale, pour les frais de gestion, les frais de démarchage, les taxes et les coûts excédentaires de la diffusion de la Finale, si applicables et ce, sans jamais excéder un total de cent mille dollars (100 000 \$) tout compris.

- 1.9. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à négocier, de concert avec le **MILIEU ORGANISATEUR** par l'entremise du **COFJQ**, l'octroi d'une subvention par le Gouvernement du Québec. Le montant de l'assistance financière devra être utilisé exclusivement aux fins indiquées dans les subventions annoncées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (ci-après : « **MELS** »). Le soutien financier octroyé par le **MELS** au **COFJQ** est conditionnel à l'adoption annuelle des crédits par le Conseil du Trésor du Gouvernement du Québec et au dépôt des livrables exigés par le **MELS**. Les contributions gouvernementales seront versées au **COFJQ** de la façon suivante :

Fonctionnement *	
2014 - 2015 :	208 750 \$
2015 - 2016 :	542 750 \$
2016 - 2017 :	83 500 \$ **
Total :	835 000 \$

* L'aide financière dédiée au fonctionnement peut également servir, au besoin, à l'achat d'équipement spécialisé pour la tenue des compétitions sportives. Une partie de ce financement peut être utilisée pour soutenir des projets d'immobilisation et ce, jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Dans ce dernier cas, le **COFJQ** doit assumer au moins 60 % du coût total des travaux.

** À la suite de l'acceptation par **SPORTSQUÉBEC** des états financiers vérifiés et du rapport complet de l'organisation de la Finale des Jeux du Québec préparé par le **COFJQ**, tel que prévu à l'article 2.9.38, **SPORTSQUÉBEC** recommandera au Gouvernement du Québec de verser le dernier versement de dix pour cent (10%) du montant total prévu pour les opérations au **COFJQ**.

- 1.10. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à diriger la gestion des livrables des Partenaires des Jeux en conformité avec le document « **Politique et directives de commandites** », dont une copie mise à jour a été remise au milieu, et ce en collaboration avec le **MILIEU ORGANISATEUR**.
- 1.11. **SPORTSQUÉBEC** exécute les ententes déjà signées avec les Partenaires des Jeux selon les conditions de l'article 1.17. La liste de ceux-ci étant disponible à l'annexe A.
- 1.12. **SPORTSQUÉBEC** oriente la rédaction des documents et outils de présentation aux Partenaires des Jeux, conjointement avec le **MILIEU ORGANISATEUR** selon une structure de commandite à développer avec **SPORTSQUÉBEC**.
- 1.13. **SPORTSQUÉBEC** prépare les protocoles d'entente des Partenaires des Jeux. **SPORTSQUÉBEC** fournit également tous les protocoles d'entente type pour toutes les Partenaires des Jeux. Le **MILIEU ORGANISATEUR** doit utiliser les protocoles officiels de **SPORTSQUÉBEC** et devra faire approuver chaque protocole d'entente avant la signature par **SPORTSQUÉBEC** selon la procédure définie dans le document « **Politique et directives de commandites** ». Tous les protocoles devront être signés par **SPORTSQUÉBEC**, le **MILIEU ORGANISATEUR**, et le Partenaires des Jeux, incluant les contrats avec des fournisseurs ou partenaires auxquels toutes formes de visibilité sont accordées.
- 1.14. **SPORTSQUÉBEC** assure la livraison des services aux Partenaires des Jeux en assurant la relation avec les clients, la supervision et le suivi des ententes, la coordination entre les intervenants, l'exécution des obligations et la rédaction des rapports et évaluations, conjointement avec le **MILIEU ORGANISATEUR**.

- 1.15. **SPORTSQUÉBEC** assure la gestion des Partenaires des Jeux incluant le respect des ententes, l'évaluation et le bilan auprès de ces commanditaires.
- 1.16. **SPORTSQUÉBEC** assure la facturation et la perception des montants auprès des Partenaires des Jeux et leur remise au **COFJQ**, moins les frais décrits à l'article 1.17.
- 1.17. **SPORTSQUÉBEC** retient selon l'article 1.17 un pourcentage des commandites des Partenaires des Jeux selon la répartition suivante :

1.17.1 0 % sur la tranche de 0 \$ à 449 999 \$

1.17.2 10 % sur la tranche de 450 000 \$ à 1 849 999 \$

1.17.3 5% sur la tranche de 1 850 000 \$ à 2 299 999\$

1.17.4 3 % sur la tranche de 2 300 000 \$ et plus

1.17.5 90 % sur la portion du partenariat signé par le **COFJQ** pour les éditions subséquentes (2017-2018 et autres) jusqu'à l'échéance de la Finale.

1.17.6 100 % des montants en vertu des partenariats signés par le **COFJQ** pour les éditions subséquentes après la Finale.

SPORTSQUÉBEC gardera en garantie, jusqu'à l'acceptation du rapport final du **COFJQ** par **SPORTSQUÉBEC**, dix pour cent (10 %) des montants afin de s'assurer du respect des livrables convenus pour les Partenaires des Jeux. Advenant le cas où une clause des protocoles des Partenaires des Jeux ait été non respectée par le **COFJQ**, des pénalités financières au **COFJQ** pourront s'appliquer; le cas échéant, le montant de la pénalité sera négocié avec le commanditaire et appliqué par la suite par **SPORTSQUÉBEC** au **COFJQ**.

Dans le cas d'une commandite en biens ou en services, les frais sont calculés sur la base de la valeur des biens et/ou des services au tarif du marché. Les clauses 1.17.1, 1.17.2, 1.17.3, 1.17.4, 1.17.5 ou 1.17.6 s'appliquent, selon le cas, dans le calcul des frais retenus par **SPORTSQUÉBEC**.

- 1.18. Suite à un dépôt d'un calendrier de toutes les productions publiques du **COFJQ** c'est à dire tout document, toute publicité et toute production visuelle diffusées publiquement à la famille des Jeux du Québec ou sur la Finale (ci-après : « productions publiques »), **SPORTSQUÉBEC** s'engage à répondre à toute demande d'approbation prévue au présent protocole dans un délai mentionné dans le tableau ci-dessous suivant la date de réception des documents soumis par le **MILIEU ORGANISATEUR** ou par son **COFJQ**, sauf dans le cas où une résolution du conseil d'administration de **SPORTSQUÉBEC** est nécessaire :

Moment de la demande du COFJQ avant la Finale des Jeux du Québec en 2016	Délais d'approbation par SPORTSQUÉBEC
Entre la signature du protocole et 10 jours avant la Finale ou après la Finale	3 jours ouvrables du lundi au vendredi
10 jours avant la Finale et durant la Finale	Vingt-quatre (24) heures en tout temps

- 1.19. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à fournir les services suivants et autres services logistiques essentiels à l'organisation de la Finale, moyennant l'acquiescement des frais de service spécifiés à l'article 2.2 par le **MILIEU ORGANISATEUR** :

- Utilisation de l'emblème et du nom des Jeux du Québec;
- Opération, configuration, formation et mise à jour de l'application des Jeux du Québec soit les systèmes de compilation des résultats, inscriptions, rapports, statistiques, d'accréditation, etc.;
- Documents pertinents à la réalisation d'une Finale;
- Soutien-conseil du personnel de **SPORTSQUÉBEC**.

2. LES OBLIGATIONS DU MILIEU ORGANISATEUR

- 2.1. Le **MILIEU ORGANISATEUR** agit aux présentes et accepte, seul, la responsabilité de toutes les implications civiles et financières de la tenue de la Finale résultant des engagements assumés directement par le **MILIEU ORGANISATEUR** ou son mandataire dûment autorisé, le tout conformément aux dispositions du présent protocole.

- 2.2. Le **MILIEU ORGANISATEUR** par l'entremise du **COFJQ** s'engage à verser à **SPORTSQUÉBEC** un montant de soixante mille dollars (60 000 \$), soit 25% (15 000 \$) à la réception de la subvention du Gouvernement du Québec 2014-2015, et 75% (45 000 \$) sur facturation après la Finale, pour les services énumérés à l'article 1.19. Aucun versement ne sera versé avant la réception de la subvention du Gouvernement du Québec 2014-2015.
- 2.3. Le **MILIEU ORGANISATEUR** formera un « Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec » dûment incorporé au Québec, dont le mandat sera l'organisation de la Finale et avec la dénomination **Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Montréal – été 2016 (COFJQ)**.
- 2.4. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à fournir une preuve que le **COFJQ** détient une police d'assurance de responsabilité civile générale du montant désigné dans le tableau ci-dessous. De plus, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à requérir du **COFJQ** que la Corporation **SPORTSQUÉBEC** Inc. soit désignée à titre d'assurée additionnelle de la police d'assurance responsabilité civile du **COFJQ**, pour la période couvrant toutes les activités du **COFJQ** ainsi que durant la tenue de la Finale des Jeux du Québec sur le territoire où se dérouleront les activités.

Moment de la demande du COFJQ avant la Finale des Jeux du Québec en 2016	Montant de la preuve d'assurance responsabilité civile incluant
Entre la signature du protocole et 1 an avant la Finale	Deux millions de dollars (2 000 000 \$)
Entre 1 an avant la Finale et jusqu'à la dissolution du COFJQ	Cinq millions de dollars (5 000 000 \$)

- 2.5. Le **MILIEU ORGANISATEUR** et le **COFJQ** ne peuvent pas prendre des décisions qui iraient à l'encontre des politiques, normes, procédures et de l'esprit du programme des Jeux du Québec tels que communiqués au **MILIEU ORGANISATEUR**.
- 2.6. Le **MILIEU ORGANISATEUR**, après consultation du **COFJQ**, déléguera, sur demande de **SPORTSQUÉBEC**, un représentant à titre de membre observateur lors de l'assemblée annuelle de **SPORTSQUÉBEC**.
- 2.7. En collaboration avec ses partenaires, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à mettre à la disposition du **COFJQ** les installations et équipements nécessaires à la tenue de la Finale.
- Toutes les installations et équipements doivent être conformes aux fiches techniques des disciplines, dont une copie mise à jour sera remise au **COFJQ** et ce, trois semaines avant le début de la Finale.
- Lorsque requis, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à négocier auprès des autorités concernées les demandes d'assistance financière et l'utilisation des installations et des équipements.
- Dans le cas où il y a construction ou modification majeure d'une installation, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à fournir à **SPORTSQUÉBEC** un échéancier du projet.
- 2.8. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à remettre à **SPORTSQUÉBEC** la liste identifiant les installations et les équipements à être fournis.
- 2.9. Le **MILIEU ORGANISATEUR**, après approbation par **SPORTSQUÉBEC**, doit signer, sujet à l'approbation par les autorités municipales compétentes, un protocole d'entente avec le **COFJQ** par lequel ce dernier s'engage à ce qui suit et devra fournir une copie de l'entente à **SPORTSQUÉBEC** :
- 2.9.1. à respecter intégralement le contenu des « Normes d'opération » ainsi que « L'Échéancier général des Jeux du Québec » ainsi que tous les formulaires, politiques, règlements, codes de candidature, guides, règles administratives ou autres documents pertinents de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que leurs modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur le **COFJQ** devront être négociées avec le **COFJQ**;
- 2.9.2. à respecter le « Guide d'organisation » de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que ses modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur le **COFJQ** devront être négociées avec le **COFJQ**;
- 2.9.3. à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** l'organigramme complet de son organisation selon « L'échéancier général des Jeux du Québec »;

- 2.9.4. à fournir à **SPORTSQUÉBEC** les copies des résolutions des différentes corporations impliquées dans la Finale, relativement aux sites de compétition, d'accueil, d'hébergement ou autres, au fur et à mesure de leur obtention, ou au plus tard selon « L'échéancier général des Jeux du Québec ». Les ententes pour les secteurs suivants doivent être signées un (1) an avant la Finale : alimentation, transport, hébergement, santé, programmations sportives (installations) et vérification des antécédents judiciaires des bénévoles;
- 2.9.5. à collaborer aux rencontres de planification technique requises pour la tenue de la Finale. Les détails concernant les services d'un site sont sujets à discussion entre le **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC**, le propriétaire de l'installation et la fédération sportive concernée. Les détails seront consignés dans un devis technique;
- 2.9.6. à s'assurer que la signature du devis technique par sport doit être complétée selon « **L'échéancier général des Jeux du Québec** ». Advenant une mésentente entre le **MILIEU ORGANISATEUR**, les fédérations sportives et le **COFJQ** sur le choix d'un ou de plusieurs sites, le **MILIEU ORGANISATEUR** et le **COFJQ** reconnaît à **SPORTSQUÉBEC** le droit de prendre unilatéralement la décision finale;
- 2.9.7. à se conformer à la réglementation des fédérations sportives reconnues par **SPORTSQUÉBEC**. Ces réglementations lui seront transmises selon « **L'échéancier général des Jeux du Québec** ». La nomination des responsables disciplinaires locaux de chaque sport devra être convenue entre le **COFJQ** et la fédération sportive. Le responsable disciplinaire ne pourra occuper aucune autre fonction durant la tenue de la Finale. Dans le cas d'un litige sur cette nomination, **SPORTSQUÉBEC** se réserve le droit d'imposer un choix final;
- 2.9.8. à loger et nourrir les participants, officiels, accompagnateurs/entraîneurs, chefs de délégation et missionnaires accrédités et acceptés par **SPORTSQUÉBEC**, selon les « Normes d'opération ». Cette obligation s'étend advenant un prolongement de séjour attribuable à des éléments incontrôlables ou tout cas fortuit ou de force majeure.
- 2.9.9. à respecter les données de **SPORTSQUÉBEC** qui se retrouvent dans les « Codes de candidature » et les « Normes d'opération » concernant l'hébergement mises à la disposition des athlètes, l'hygiène, l'encadrement, la sécurité et l'aménagement des sites d'hébergement;
- 2.9.10. à respecter les « Normes d'opération » en matière de politique alimentaire, principalement en ce qui a trait aux installations, aux équipements et à la qualité des menus présentés dans le cadre de la Finale, lesquels menus devront être soumis selon « L'échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.11. à respecter le « Guide médical du Conseil de la médecine du Québec » et les « Normes d'opération », concernant les services médicaux à être mis à la disposition des athlètes, principalement en ce qui a trait aux examens précompétition, à la compilation de statistiques et au contrôle médical ainsi qu'à fournir le personnel médical nécessaire;
- 2.9.12. à inviter un représentant de **SPORTSQUÉBEC** à siéger, à titre d'observateur avec droit de parole, aux réunions du conseil d'administration et du comité exécutif du **COFJQ**. Les représentants de **SPORTSQUÉBEC** seront invités aux réunions de régie, ainsi qu'à toutes les activités prévues avant, pendant et après la Finale des Jeux du Québec;
- 2.9.13. à ne réclamer aucun frais à **SPORTSQUÉBEC** pour sa participation à ces activités, à l'exclusion des activités qui contribuent au financement de la Finale;
- 2.9.14. à participer avec **SPORTSQUÉBEC** à l'organisation d'une rencontre d'information pour les futurs milieux candidats intéressés par l'organisation d'une Finale des Jeux du Québec. Cette rencontre sera coordonnée par **SPORTSQUÉBEC** et tenue au moment jugé le plus opportun;
- 2.9.15. sauf dans le cas où **SPORTSQUÉBEC** exprime son consentement à un projet de publicité, de promotion ou d'information hors des limites permises, le **COFJQ** doit, à l'exception des réseaux sociaux, limiter à sa région administrative, toutes promotion, publicité et information sur la Finale des Jeux du Québec et ce, jusqu'à la fin de la cérémonie de clôture de la Finale;
- 2.9.16. à convenir avec le **MILIEU ORGANISATEUR** de l'affectation de tout surplus financier qui pourrait résulter de l'organisation de la Finale, selon « L'échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.17. à fournir à **SPORTSQUÉBEC** tous ses procès-verbaux et comptes rendus de toutes les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif du **COFJQ**. Le **COFJQ** avisera **SPORTSQUÉBEC** de la tenue de ses assemblées régulières cinq (5) jours à l'avance et de ses assemblées spéciales, quarante-huit (48) heures à l'avance;
- 2.9.18. à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** son budget d'opération de façon trimestrielle de même qu'à respecter les procédures comptables généralement reconnues dans l'élaboration du budget d'opération, le contrôle des dépenses et dans la présentation des bilans financiers;

- 2.9.19. à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** tout projet de modification à son budget d'opération ou à sa procédure;
- 2.9.20. à soumettre pour information à **SPORTSQUÉBEC** tout projet de demande d'aide aux Gouvernements du Québec et du Canada, que ce soit sous forme d'octrois, de commandites, de prêts ou autres avant le dépôt de la demande. Toutes les exigences liées à la visibilité et aux retombées devront être approuvées par **SPORTSQUÉBEC**;
- 2.9.21. à assumer, conjointement avec **SPORTSQUÉBEC** et en lien avec le programme des Jeux, la responsabilité de l'idéation et du démarchage des partenaires (incluant le développement de la structure de commandite et de l'approche, l'identification des attributs et des bénéficiaires de la propriété, le développement de projet de commandites, l'adaptation selon les cibles, la sollicitation, la présentation de projet et la négociation);
- 2.9.22. à assumer la responsabilité du démarchage, à gérer les ressources affectées et assister **SPORTSQUÉBEC** dans la gestion des commandites des Partenaires des Jeux en conformité avec le document « Politique et directives de commandites »;
- 2.9.23. à signer et respecter toutes les clauses prévues au document « **Politique et directives de commandites** » ainsi que toutes les clauses d'exclusivité des commanditaires;
- 2.9.24. à utiliser exclusivement le nom de domaine déterminé par **SPORTSQUÉBEC** pour l'hébergement du site Internet de la Finale. Il faudra aussi créer, gérer et utiliser les adresses de courrier électronique des régions pré-identifiées lors de la Finale et pour le personnel du **COFJQ** ayant le format suivant : 1^{ère} lettre du prénom nomdefamille@2016.jeuxduquebec.com;
- 2.9.25. à déposer un calendrier de toutes les productions publiques du **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC** s'engage à répondre à toutes les demandes d'approbation prévues au présent protocole selon la clause 1.18;
- 2.9.26. à respecter les données contenues dans les « **Normes d'opération** » traitant de l'ensemble des politiques de **SPORTSQUÉBEC** telles que les politiques relatives au nom et à l'emblème des Jeux du Québec, aux commandites et aux médias sociaux;
- 2.9.27. à respecter les données et les exigences des « Codes de candidature » et « Normes d'opération » en ce qui a trait aux programmes d'activités culturelles et touristiques, aux activités sportives de niveau démonstration et à la programmation complémentaire; ces programmes devront être connus selon « l'Échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.28. à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** son programme d'activités spéciales et/ou sociales incluant une Place des Jeux selon « l'Échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.29. à respecter les données du « Guide d'organisation » en matière d'éthique, d'invitations et d'activités protocolaires, selon les exigences de **SPORTSQUÉBEC**;
- 2.9.30. à respecter formellement les engagements contractés entre **SPORTSQUÉBEC** et le Gouvernement du Québec en matière de visibilité dont une copie mise à jour aura été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, lesquels font partie du présent protocole;
- 2.9.31. à respecter la liste d'invitations provinciale fournie par **SPORTSQUÉBEC** en vue des cérémonies officielles et à remettre à **SPORTSQUÉBEC** un nombre de laissez-passer n'excédant pas trois cents (300) pour assister à chaque cérémonie officielle. De plus, **SPORTSQUÉBEC** sera invitée aux activités prévues au programme de la Finale;
- 2.9.32. à utiliser obligatoirement le thème musical officiel des Jeux du Québec lors d'activités protocolaires qui le prévoient;
- 2.9.33. à soumettre pour approbation par **SPORTSQUÉBEC**, le texte et la musique de la chanson d'ambiance sur la Finale dans le cas où le **MILIEU ORGANISATEUR** souhaiterait en développer une;
- 2.9.34. à soumettre à l'approbation de **SPORTSQUÉBEC** toute demande de participation à la Finale de quelque nature que ce soit provenant d'organismes québécois, canadiens et étrangers de loisirs, sports ou autres;
- 2.9.35. à présenter à **SPORTSQUÉBEC** des rapports détaillés sur l'état et l'avancement de l'organisation de la Finale, lors d'un maximum de quatre (4) rencontres, connues sous le nom de « rencontre de coordination », qui seront tenues aux dates et endroits déterminés par les parties et à organiser de concert avec **SPORTSQUÉBEC** un minimum de deux (2) lacs-à-l'épaule d'une journée chacun ainsi qu'en assumer les frais;
- 2.9.36. à ce qu'aucuns frais d'admission ne soient requis pour l'accès aux activités sportives, culturelles ou sociales prévues dans le cadre du programme des Jeux du Québec, exception faite des cérémonies d'ouverture et de clôture et des activités de financement de la Finale;

- 2.9.37. à libérer les sites de tout affichage de commanditaires n'ayant pas signé d'entente de visibilité pour la Finale. La visibilité des Partenaires des Jeux du Québec devra être équitable selon le statut de chaque commanditaire. Pendant l'événement, le **COFJQ** et **SPORTSQUÉBEC** ne doivent pas être limités et contraints par des contrats d'affichage ne permettant pas de retirer les affiches en place et de les remplacer par celles des Partenaires de la Finale. De même, des ententes de concession dans les lieux retenus doivent comporter des dispositions spéciales de sorte que, au moment de la Finale, les fournisseurs du **COFJQ** en matière de breuvages, de nourriture et de marchandises soient privilégiés et que les ententes d'exclusivité soient respectées. Les frais pour le masquage des sites sont assumés par le **COFJQ**;
- 2.9.38. à participer à une rencontre de présentation de rapport final et à faire parvenir à **SPORTSQUÉBEC**, quatre (4) mois après la Finale, un rapport complet, en cinq (5) copies sur clé USB et une (1) copie imprimée, rédigé selon les exigences décrites dans le « Guide d'organisation », et portant sur :
- l'ensemble des statistiques et rapports des services et des comités;
 - l'administration de la Finale;
 - les implications financières et comptables;
 - les coûts et les dépenses relatives à la promotion et au matériel publicitaire;
 - les coûts et les dépenses relatives aux équipements spécialisés;
 - les articles promotionnels et les activités d'autofinancement;
 - les modifications suggérées au « Guide d'organisation » ou autres documents jugés essentiels à l'organisation.
- 2.9.39. à assumer les dépenses « support aux participants »; plus spécifiquement, les sacs des athlètes, les bannières d'excellence, le matériel périssable d'accréditation et les costumes des délégations incluant jusqu'à un maximum de 10 %, la différence entre la prévision de participation et la participation réelle de la région à la Finale;
- 2.9.40. à remettre à **SPORTSQUÉBEC** un article de chaque objet conçu pour la Finale en vue de les conserver pour le futur Musée ou une exposition sur les Jeux du Québec.
- 2.9.41. à respecter les obligations découlant des partenariats établis par **SPORTSQUÉBEC** avec différents organismes en vue de la Finale; le **COFJQ** sera avisé par **SPORTSQUÉBEC** de ces ententes et des obligations en découlant, étant entendu que de telles obligations sont en lien direct avec la programmation de la Finale. Toute entente ayant un impact financier sur le **COFJQ** devra être négociée avec le **COFJQ**;
- 2.9.42. Le **COFJQ** s'engage à utiliser **SPORTSQUÉBEC**, avec sa filiale **GPS SPORTS EN LIGNE INC.** à titre d'unique fournisseur de tous les produits dérivés des Jeux du Québec (vêtements, objets promotionnels, etc.), ainsi que de la Finale, tant pour la marque de commerce des Jeux du Québec que pour celle du **COFJQ**;

En collaboration avec le **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC** produira et vendra tous les produits de la Finale au **COFJQ**. Le profit net des ventes de la Boutique des Jeux sera partagé avec le **COFJQ**, tel que spécifié dans le document « **Politique et directives des produits dérivés et de la Boutique des Jeux 2016** », dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**;

Tous les produits dérivés seront offerts exclusivement dans la section Jeux du Québec de la boutique en ligne de **SPORTSQUÉBEC** et devront être vendus avant et pendant la Finale sur les sites convenus entre **SPORTSQUÉBEC** et le **COFJQ**. La division des profits nets se fera lors de la fermeture des livres, au maximum 60 jours après la Finale;

Suite à l'analyse des soumissions, les fournisseurs provenant du **MILIEU ORGANISATEUR** seront favorisés si les prix provenant des soumissions sont égaux ou jusqu'à un maximum de 10 %;

- 2.10. De plus, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à autoriser **SPORTSQUÉBEC** à utiliser la chanson, la mascotte et l'emblème de la Finale, le cas échéant;
- 2.11. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à procéder à la dissolution de son **COFJQ** selon les exigences de la Loi sur les compagnies (RLRQ., c. C-38), dans un délai d'un (1) an suivant la fin de la Finale et en informera **SPORTSQUÉBEC**;

3. GÉNÉRALITÉS

3.1. Le présent protocole est signé en deux (2) exemplaires. Une copie sera remise à chaque partie.

3.2. Les droits et obligations créés aux termes du présent protocole ne peuvent être cédés ni autrement transférés sans l'autorisation écrite de **SPORTSQUÉBEC** à défaut de quoi, telle cession ou tel transfert est réputé invalide.

3.3. Le présent protocole ne peut être modifié ou amendé que par un avis portant la signature des parties aux présentes et stipulant expressément les modifications ou amendements.

3.4. Toutes modifications au présent protocole devront faire l'objet d'une entente entre les deux parties.

3.5. Le protocole d'entente est conditionnel à l'obtention d'un engagement du Gouvernement du Québec concernant les articles 1.4, 1.5, 1.9.

3.6. À défaut de se conformer au but fixé par le présent protocole, soit la réalisation de la Finale, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à payer à **SPORTSQUÉBEC**, la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars (100 000 \$).

3.7. Advenant le cas où **SPORTSQUÉBEC** lui retirerait la réalisation de la Finale, **SPORTSQUÉBEC** s'engage à payer au **MILIEU ORGANISATEUR** la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars (100 000 \$).

3.8. Les clauses 3.6, 3.7 et 4.1 ne s'appliquent pas dans les éventualités suivantes:

3.8.1 désastre majeur provenant d'éléments naturels tels que : inondation, tremblement de terre, conflagration, terrorisme, ou tout autre cas fortuit ou de force majeure;

3.8.2 dans le cas où les autorités gouvernementales se désisteraient de leurs engagements contractés envers **SPORTSQUÉBEC**, en ce qui a trait à la subvention touchant les immobilisations, le matériel spécialisé et le fonctionnement de la Finale des Jeux du Québec, tel que stipulé à l'article 1.9 du protocole.

3.9. Les parties conviennent que ce protocole d'entente est régi et interprété en vertu des lois applicables dans la province de Québec et que tout litige judiciaire en découlant sera entendu dans le district judiciaire de Montréal.

4. RÉSILIATION

4.1. En cas de défaut ou de manquement au présent protocole d'entente par le **MILIEU ORGANISATEUR** auquel il n'aurait pas remédié après un délai de trente (30) jours suivant un avis écrit à cet effet, **SPORTSQUÉBEC** peut mettre fin au présent protocole d'entente sans autre avis ni délai et imposer une sanction quant à la participation au Programme des Jeux du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

À _____

CE _____ JOUR DU MOIS DE _____ 2014

CORPORATION SPORTSQUÉBEC INC. :

Denis Servais,
Président

Alain Deschamps,
Directeur général

MILIEU ORGANISATEUR - Ville de MONTRÉAL

Colette Fraser,
Greffière-adjointe

Annexe A
Liste des Partenaires déjà signé par *SPORTSQUEBEC* pour la Finale

Caisse Populaire Desjardins	216k\$
BMR	75k\$
Sports Experts	115k\$
Hydro Québec	150k\$

Dossier # : 1136641001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Objet :	Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et SPORTSQUÉBEC afin de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51e Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016.

Cahier de planification - Jeux du Québec - Montréal, été 2016



[Cahier de planification - Montréal 2016.pdf](#)

Rapport et lettre de SportsQuébec à la suite de la présentation du Cahier de planification.



[Lettre de CTN - Montréal 2016.pdf](#)



[06 - Rapport rencontre - cahier de planification - Montréal 2016.pdf](#)

Confirmation du financement MELS par SPORTSQUÉBEC



[lettre_financement_Finales_2016.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale PHILIE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0947

Télécop. : 514-872-9255

Article 20.12

Approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et Corporation SPORTSQUÉBEC inc. afin de préciser tous les droits et obligations des organisateurs dans le cadre de l'accueil de la 51^e Finale des Jeux du Québec – Montréal, été 2016

Veillez noter que l'intégralité du document intitulé « Montréal, c'est à ton tour / Cahier de planification - Jeux du Québec, Montréal, été 2016 » indiqué dans l'intervention pièces jointes est disponible sur demande étant donné la taille du fichier. Prière de vous adresser à cette fin à Mme Chantale Philie, conseillère en planification au numéro suivant : 514 872-0947

MONTRÉAL, C'EST À TON TOUR



CAHIER DE PLANIFICATION
JEUX DU QUÉBEC • MONTRÉAL, ÉTÉ 2016

EN 1976, C'ÉTAIT NADIA.
EN 2016, C'EST VALÉRIE.

EN 1976, C'ÉTAIT LE STADE.
EN 2016, C'EST ENCORE LE STADE !

EN 1976, C'ÉTAIT 92 NATIONS.
EN 2016, C'EST 19 RÉGIONS.

EN 1976, C'ÉTAIT PENTATHLON.
EN 2016, C'EST LE BMX.

Montréal 


COMPLEXE SPORTIF
CLAUDE-ROBILLARD



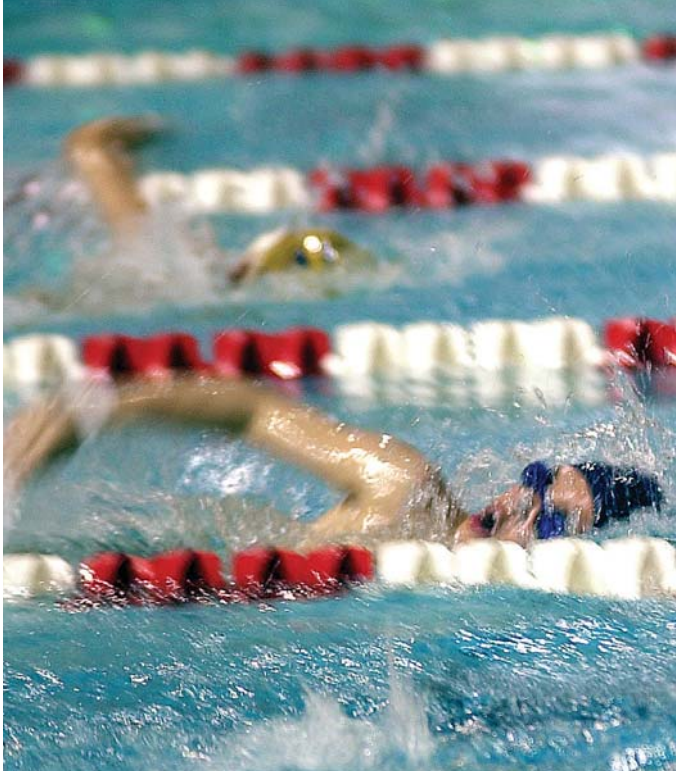

Parc Jean-Drapeau


Commission
scolaire
de Montréal

 **COLLÈGE
DE MAISONNEUVE**



Comité olympique canadien



La Finale des Jeux du Québec est un événement d'envergure bien que sa portée soit de niveau provincial. En fait, de l'avis de plusieurs, il s'agit probablement de l'événement multisport récurrent le plus important au Canada.

Avec ses 3 700 athlètes répartis dans une vingtaine de disciplines et encadrés par plus de 1 600 entraîneurs, officiels et membres de missions, avec ses compétitions organisées pendant dix jours sur une trentaine de sites, avec l'hébergement et les activités complémentaires qu'elle offre, le tout orchestré par un comité organisateur s'appuyant sur plus de 4 000 bénévoles, une Finale des Jeux du Québec se compare aux Jeux olympiques d'hiver.

Montréal – métropole du Québec, métropole sportive, métropole événementielle

En 2008, la Loi 22, « Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal » a reconnu légalement Montréal comme métropole du Québec et un des principaux acteurs en matière de développement économique. Dans le même sens, les données de l'Institut de la Statistique du Québec confirment l'importance de la métropole pour la prospérité du Québec en entier : elle compte pour plus de 35 % de l'activité économique de l'ensemble du Québec (Extrait argumentaire livre vert).

« Montréal est aussi au Québec le centre névralgique de l'appui au sport de haut niveau, d'accueil d'événements majeurs en sport, loisir et activité physique, le siège social de presque toutes les fédérations de sport et de loisir ainsi qu'un formidable laboratoire pour le développement d'initiatives et de projets » (Extrait argumentaire livre vert).

Des plus petits aux plus gros, pour le grand public ou pour une niche d'érudits, à l'intérieur ou à l'extérieur, pour le plaisir ou pour les affaires, quelle que soit la saison, Montréal a l'habitude des événements. Elle a fait sa marque comme terre d'accueil événementielle, tant par ses festivals culturels reconnus que par ses événements sportifs. Montréal a beaucoup à offrir dans le contexte d'une Finale provinciale des Jeux du Québec. Il faut donc profiter de cet avantage tout en gérant les défis qui peuvent également se présenter.

Une logique concordante

La tenue à Montréal de la Finale des Jeux du Québec – Été 2016 s'inscrit dans le continuum d'une série d'actions posées au cours des dernières années.

Ce projet concorde avec la vision du plan « Imaginer • Réaliser Montréal » et s'inscrit dans les visées de la Déclaration sur le sport régional de la Ville de Montréal et la concertation qui s'en est suivie avec les trois commissions sportives et les arrondissements. C'est également un exemple éloquent de la façon dont s'articulera la position soutenue par la Ville de Montréal, lors de la consultation sur l'avenir du Parc olympique. Ainsi, dans son mémoire, elle a énoncé la volonté de mettre en valeur et faire ressortir de façon évidente l'héritage des Jeux olympiques sur le site, par exemple en organisant des festivités pour le 40^e anniversaire de la tenue des Jeux en 2016.

Ce dernier élément s'arrime aux intentions de **SPORTSQUÉBEC** qui a indiqué, lors de la même consultation, vouloir contribuer à la revalorisation de la vocation sportive du Parc olympique.

À cela s'ajoutent l'attrait et la pertinence, tant pour la Ville de Montréal que pour **SPORTSQUÉBEC**, d'un tel événement dans le contexte des célébrations du 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal. C'est donc dans cet esprit que **SPORTSQUÉBEC** a interpellé la Ville de Montréal afin de lui proposer d'organiser la 51^e Finale des Jeux du Québec, une Finale qui fera bouger Montréal et tout le Québec dans des installations sportives de haut niveau, au rythme de ses valeurs olympiques.

Bien au-delà des cinq jours de compétitions

Au-delà des cinq jours de compétitions proposés dans ce nouveau concept exclusif à Montréal qui sera expliqué en détails dans les prochains chapitres, l'organisation d'une Finale provinciale des Jeux du Québec est une occasion extraordinaire qui permet à une communauté de se réunir et de se concerter afin de concevoir et de réaliser un projet structurant dont les effets se feront sentir bien après la cérémonie de clôture.

À cela s'ajoute une visibilité dans toutes les régions du Québec. La Finale des Jeux du Québec permettra de présenter une facette de Montréal que la population du Québec ne connaît pas. Pour plusieurs, ce sera tout simplement l'occasion de découvrir ou de redécouvrir une ville dont on entend beaucoup parler, mais que l'on n'a pas encore eu la chance de visiter.

Plusieurs défis de taille...

Un grand marché à s'approprier

Le financement d'un événement d'une telle envergure demeure un défi de tous les instants. La contribution du secteur privé est essentielle à la réussite d'une Finale des Jeux du Québec.

Le nombre de commanditaires potentiels est énorme à Montréal et influencera l'ensemble de la programmation des Jeux du Québec, mais la concurrence pour les intéresser l'est tout autant. Il est

cependant indéniable qu'une Finale des Jeux du Québec à Montréal appuyée par l'ensemble de la programmation des Jeux du Québec et donc, de ses finales régionales, représente un atout particulier et distinctif qui saura certainement intéresser des entreprises dans la mesure où on leur présente le bon projet... !

Un renouveau politique

Tout juste sortie des élections municipales, la mobilisation des élus et leur appropriation du dossier devra se faire rapidement afin de permettre au projet d'aller de l'avant. Montréal est en renouveau et nous ne pouvons que bénéficier de ce mouvement pour positionner le sport comme élément positif pour la population, ayant un impact sur la santé commune des citoyens.

La mobilisation – Un défi de tous les instants

Le succès d'une Finale des Jeux du Québec est étroitement lié à la mobilisation du milieu et à sa capacité à susciter son appropriation par la communauté.

Comme l'équipe de permanents se consacrant à l'organisation d'une Finale est relativement réduite, l'apport des organismes partenaires et des bénévoles est indispensable dès le début de l'aventure. Il faut non seulement les identifier, les recruter et les intégrer, mais il faut aussi maintenir leur niveau de motivation et d'engagement sur une longue période. Pour ce faire, Montréal présentera un concept unique, qui saura rallier des milliers de personnes à l'expérience des Jeux de 2016. Un modèle de gestion par site sera instauré afin de permettre aux intervenants sportifs de se concentrer sur les aspects techniques de leur sport. Ce modèle de gestion permettra également d'impliquer différents spécialistes (santé, transport, etc.) qui ne sont pas naturellement associés à un sport, et ce pour leur expertise, leur leadership et leur motivation.

Le contexte atypique de l'île de Montréal regroupe plusieurs intervenants : 19 arrondissements et 15 villes liées, regroupés sous une Unité régionale de loisir et de sports (Sport et Loisir de l'île de Montréal) et répartis en trois commissions sportives. Tout en constituant un défi de plus, ce contexte ouvre toutefois la porte à une belle collaboration citoyenne.

Une vague de changement ...

Depuis plus de quarante ans maintenant, le programme des Jeux du Québec fait partie de l'univers sportif québécois et demeure un levier exceptionnel de développement de la pratique sportive.

La Déclaration sur le sport régional met en évidence qu'en sport compétitif, il est nécessaire de travailler en réseau, pour le bénéfice de nos jeunes : les arrondissements, tout comme les organismes du milieu, ont avantage à collaborer les uns avec les autres pour unir leurs forces et optimiser les ressources. Les Jeux s'inscrivent positivement dans la mise en œuvre des cinq conditions essentielles au développement optimal des jeunes sportif; inscrites dans la Déclaration sur le sport régional de la Ville de Montréal :

- ▶ L'appui des parents, de la communauté et des décideurs
- ▶ L'accès à des plateaux sportifs de qualité
- ▶ L'accès à des structures d'accueil bien organisées
- ▶ L'accès à un bassin de participants adéquat et à des entraîneurs certifiés
- ▶ L'accès à un réseau de compétitions bien organisé

Le milieu sportif, la situation politique et économique de même que les mentalités ont beaucoup évolué depuis le tout début des Jeux du Québec et de nombreux défis se posent aujourd'hui. **SPORTSQUÉBEC** a donc amorcé une planification stratégique des Jeux du Québec afin de remettre le système et le milieu en question, d'actualiser la structure et de s'aligner aux goûts du jour, mais surtout aux besoins et à la réalité sportive d'aujourd'hui. C'est donc dans cet état d'esprit que le comité de pilotage de Montréal 2016 s'est mis au travail et a préparé son dossier.



Comité olympique canadien

Une Finale unique, au rythme des Jeux olympiques !

Avant-propos	3
Table des matières	5
Introduction	7
Chapitre 1/LES RÉOLUTIONS D'ENGAGEMENTS	13
Les faits saillants	13
1.1 Les lettres et engagements des partenaires	15
1.2 Le comité de pilotage: un partenariat de tous les milieux	25
1.2.1 Le rôle du comité de pilotage	25
1.2.2 La composition du comité de pilotage	25
1.2.3 L'organigramme du comité de pilotage	26
1.2.4 La structure de pilotage	26
Chapitre 2/UNE FINALE UNIQUE AU RYTHME DES JO	29
Les faits saillants	29
2.1 La présentation du concept	31
2.2 Les différents impacts	32
2.2.1 Les dates	32
2.2.2 Les finales régionales	32
2.2.3 La programmation des sports et des sites	32
2.2.4 Le transport provincial	32
2.2.5 Les missionnaires	32
2.2.6 Les visiteurs	33
2.2.7 L'impact médiatique	33
2.2.8 La mobilisation	33
33 2.2.9 La gestion des ressources	33
Chapitre 3/LES OBJECTIFS DU MILIEU	35
Les faits saillants	35
3.1 Les initiateurs et les objectifs de la démarche	37
3.1.1 Les initiateurs de la démarche	37
3.1.2 Les étapes de la démarche	37
3.1.3 La mission et la vision	38
3.1.4 Les objectifs	38
3.2 Un héritage sur différents paliers, une stratégie intégrée de développement du milieu	39
3.2.1 Le développement sportif	39
3.2.2 Le développement éducatif	40
3.2.3 Le développement social et environnemental	40
3.2.4 Le développement économique	41
Chapitre 4/LA SENSIBILISATION, LES APPUIS ET LES ENGAGEMENTS DU MILIEU	43
Les faits saillants	43
4.1 L'adhésion des principaux partenaires	45
4.2 Les appuis et les engagements des organismes publics et parapublics	45
4.2.1 Le milieu municipal	45
4.2.2 Le milieu scolaire	46
4.2.3 Le milieu politique	46
4.2.4 Le milieu du transport	46
4.2.5 Le milieu de la santé	46
4.3 Les appuis et les engagements des principaux syndicats	47
4.4 Les appuis et les engagements du milieu industriel et commercial	48
4.5 Les appuis et les engagements des milieux sportifs	49
4.6 Les appuis et les engagements des autres milieux associatifs	50

4.7 Le plan de mobilisation du milieu à la suite de l'obtention de la Finale.	50
4.7.1 Le contexte	50
4.7.2 Les objectifs généraux de mobilisation.	51
4.7.2.1 Les objectifs d'information et d'éducation.	51
4.7.2.2 Les objectifs de sensibilisation.	51
4.7.2.3 Les objectifs de comportement	51
4.7.3 La clientèle cible	52
4.7.4 Notre slogan et nos lignes de campagne.	52
4.7.5 Nos axes de communication et leurs déclinaisons	52
4.7.6 Un logo empreint de l'énergie des Jeux	53
4.7.7 Le plan d'action.	54
4.7.8 Les moyens de mobilisation.	55
Chapitre 5/LES ANTÉCÉDENTS ET LES PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ORGANISATION	57
Les faits saillants.	57
5.1 Les manifestations sportives antérieures : le reflet d'une population énergique	59
5.2 Une implication antérieure au programme des Jeux du Québec	60
5.2.1 De nouvelles perspectives sportives fort intéressantes	60
5.3 Les événements majeurs projetés	61
5.3.1 Les événements culturels et sociaux	61
5.3.2 Les événements sportifs	62
Chapitre 6/LE PLAN DE FINANCEMENT ET L'ADMINISTRATION	65
Les faits saillants.	65
6.1 Le cadre financier.	67
6.1.1 La vision marketing.	67
6.2 Les sources de revenus.	70
6.3 Les prévisions budgétaires	72
6.3.1 Au fonctionnement	72
6.3.2 En immobilisation	72
6.4 La description de la structure d'exploitation projetée.	74
6.4.1 La gestion par site	74
6.4.2 L'organigramme de base – Équipe de site.	76
6.4.3 La division des équipes de site.	77
6.4.4 L'organigramme du Comité organisateur	78
6.4.5 La présentation de la structure de gouvernance.	79
6.4.6 La présentation de la structure de direction	79
6.4.7 La présentation des services	81
6.4.8 Le plan d'embauche.	85
6.5 Les bénévoles – la ressource première des Jeux	86
6.5.1 Un héritage important pour la Ville de Montréal	86
6.5.2 Le recrutement, la formation et la valorisation	86
Chapitre 7/LA CAPACITÉ D'ACCUEIL	89
Les faits saillants.	89
7.1 L'hébergement.	92
7.1.1 L'hébergement des délégations.	92
7.1.2 L'hébergement des officiels et des missionnaires administratifs	94
7.1.3 Les engagements en matière de confort et de sécurité	95
7.1.4 L'horaire et le fonctionnement	
7.2 L'alimentation.	141
7.2.1 Les sites d'alimentation	142
7.2.2 L'horaire et le fonctionnement	143

7.2.3 L'identification des cafétérias supplémentaires	143
7.2.4 La politique alimentaire.	143
7.2.5 L'utilisation des surplus alimentaires.	143
7.2.6 Les engagements en matière de qualité, de propreté, de rapidité et de flexibilité	144
7.2.7 Les concessionnaires.	144
7.3 Le transport local	158
7.3.1 La STM : le transporteur officiel des Montréalais et des visiteurs	158
7.3.2 Vibrer au rythme des grands événements	159
7.3.3 La STM et les Jeux du Québec	159
7.3.4 L'utilisation du métro.	159
7.3.5 Les circuits utilisés	161
7.3.6 Les horaires et le fonctionnement	164
7.3.7 Le transport adapté	164
7.3.8 Le transport de courtoisie, un transport actif et alternatif.	164
7.3.9 La responsabilisation	164
7.3.10 Les engagements en matière de sécurité, d'efficacité et de courtoisie	164
7.4 Les visiteurs	165
7.4.1 L'accueil des visiteurs.	165
7.4.2 L'hébergement et la restauration des visiteurs.	165
7.4.3 Le soutien aux visiteurs	166
7.4.4 Les engagements en matière de diversité et d'accessibilité	166
7.5 La Centrale administrative	167
7.5.1 L'aménagement du Collège en Centrale administrative	167
7.5.2 L'horaire et le fonctionnement	169
7.5.3 Les services aux partenaires et les collaborateurs	170
7.5.4 Les services aux bénévoles.	170
7.5.5 Les engagements : une Centrale administrative fonctionnelle et conviviale	170
7.6 Le centre d'accréditation	171
7.7 Les cérémonies d'ouverture et de clôture	171
7.8 La santé et la sécurité	172
7.8.1 La santé.	172
7.8.2 La sécurité.	172
Chapitre 8/LA PROGRAMMATION.	173
Les faits saillants.	173
8.1 La programmation sportive, volet compétition.	175
8.1.1 La répartition des sports	177
8.2 La structure sportive et les intervenants	178
8.2.1 Les répondants de discipline	180
8.2.2 L'impact des Jeux sur la structure régionale	184
8.3 La programmation sportive, volet complémentaire	185
8.3.1 Les sports de démonstration	185
8.3.2 Le volet initiation.	185
8.3.3 Le volet récréation	186
8.4 La programmation, volets culturel, social et touristique	187
8.4.1 Les répercussions	187
8.4.2 Les principes directeurs	187
8.4.3 Le Village des Jeux et la Place des Jeux : un concept unifié.	187
8.4.4 La programmation, volet culturel.	190
8.4.5 La programmation, volet social	190
8.4.5.1 La programmation sociale destinée aux adultes	190

8.4.6 La programmation, volet touristique	191
8.4.6.1 La programmation touristique destinée aux adultes.	192
8.5 La tournée de la flamme	192
8.6 L'écoresponsabilité	193
8.6.1 La sélection des fournisseurs	193
8.6.2 La gestion du matériel, des sources d'énergie et de l'eau.	193
8.6.3 La gestion des matières résiduelles	193
8.6.4 La sélection de l'alimentation	193
8.6.5 La sélection des moyens de transport	193
Chapitre 9/LES INSTALLATIONS ET LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	195
Les faits saillants.	195
9.1 Les plateaux sportifs	197
9.2 L'amélioration des installations	285
9.2.1 Les investissements dans le domaine sportif	285
9.3 Le matériel spécialisé	290
9.4 L'impact et l'animation des infrastructures.	292
9.5 Les facteurs de proximité des lieux.	293
Chapitre 10/LA PRÉSENTATION AU COMITÉ DE SÉLECTION	297
Les faits saillants.	297
10.1 La présentation de la délégation	299
10.2 L'arrimage avec les objectifs du programme des Jeux du Québec.	306
Chapitre 11/LES ANNEXES.	309
11.1 Les lettres d'appui et les résolutions des principaux partenaires	311
11.2 La qualité de l'eau	322

La forme masculine est utilisée dans le texte à titre épïcène.

Soucieux de protéger l'environnement, le comité de pilotage a fait imprimer ce document sur du papier recyclé.



Montréal a toujours su se démarquer dans tous les domaines, en particulier dans le domaine sportif! Le sport à Montréal, c'est quoi? Des équipes de sports professionnels mythiques, des champions qui nous font honneur dans toutes les disciplines, chaque année, des événements sportifs nationaux et internationaux de grande envergure... des équipements sportifs de premier ordre!

Tout cela produit beaucoup d'adrénaline et génère beaucoup de fierté chez les Montréalais et l'ensemble des Québécois. Et, c'est garanti, notre métropole n'a pas fini de se faire remarquer et ses citoyens d'occuper les plus hautes marches des podiums. Justement, les jeunes Montréalais auront l'occasion de se distinguer en 2016, dans le cadre de la *51e Finale des Jeux du Québec* que nous allons avoir le plaisir d'accueillir pour célébrer le *40e anniversaire des mythiques Jeux olympiques de Montréal!* Deux grands moments de notre histoire sportive collective se trouveront ainsi liés. Ce sera comme si ceux qui portent nos espoirs pour l'avenir célébraient leurs aînés, ceux qui leur ont ouvert la voie.

SPORTSQUÉBEC nous offre là une belle occasion de célébrer à la fois nos athlètes les plus fameux et ceux et celles qui les rejoindront, bientôt peut-être, aux premières places de leur discipline. Nous leur en sommes très reconnaissants comme nous le sommes aux nombreux bénévoles qui, à un titre ou à un autre, s'investissent déjà sans compter afin d'assurer le succès des *Jeux du Québec de 2016*.

Montréal se réjouit d'accueillir tous ces jeunes Québécois qui croient en eux et veulent prouver leur valeur. Montréal sait réussir ses grands rendez-vous sportifs. Elle l'a maintes fois démontré. Les Montréalais savent se mobiliser pour accomplir de grandes choses. Les jeunes comptent sur nous. Le Québec aura les yeux tournés vers sa métropole. Faisons-lui honneur comme nous savons le faire.

Mon collègue M. Dimitrios Jim Beis, responsable de l'approvisionnement, des sports et loisirs ainsi que des communautés d'origines diverses au comité exécutif, et moi comptons sur tous ceux qui croient en notre jeunesse, qui veulent l'aider à réussir, qui croient en Montréal, leur métropole, et veulent l'appuyer dans ses grands projets. En mettant en commun leurs forces et leurs talents, ils seront en mesure d'assurer le succès de cette *51e Finale des Jeux du Québec*.

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Denis Coderre". The signature is fluid and stylized, written over a light grey background.

Denis Coderre
Maire de Montréal

Montréal 

Allons ensemble, le sport nous rassemble.

En 1974, j'ai participé aux Jeux du Québec à Valleyfield. Je faisais partie de mon équipe de handball, mais surtout, je représentais ma région : Richelieu-Yamaska, avec des athlètes de dizaines d'autres disciplines sportives. En prime, j'en suis revenue avec une médaille d'or, une extraordinaire source de motivation pour la jeune athlète que j'étais.

Deux ans plus tard, je suis sélectionnée pour les Jeux olympiques de Montréal. Je réalise alors le chemin parcouru. Les exigences de l'entraînement m'amènent à quitter mon patelin natal pour emménager à Montréal. Je découvre une ville merveilleuse : le métro, la diversité ethnique de mon école, l'effervescence de la préparation des Jeux, la construction de nouvelles installations sportives. Tout ça en plus des voyages pour rencontrer nos futures adversaires en compétition.

Le 17 juillet, c'est le jour « J », je m'appête à défiler au milieu de centaines d'athlètes. Cette fois, ma délégation, c'est mon pays ! Lors des cérémonies d'ouverture, je ressens l'appui des 65 000 personnes qui se lèvent pour saluer notre entrée dans le Stade olympique.

Ma carrière au sein de l'équipe nationale de handball m'a appris la discipline, la rigueur et le dépassement de soi qu'exige la compétition de haut niveau. J'ai aussi appris à composer avec les blessures. Le physiothérapeute qui accompagne l'équipe devient mon inspiration. Un jour, moi aussi j'aiderai les athlètes à atteindre leurs objectifs malgré les écueils qui entravent leur parcours.

Depuis 1987, je travaille comme physiothérapeute au complexe sportif Claude-Robillard, là même où se sont déroulées les compétitions de handball des Jeux de 1976. De plus, je suis restée attachée à l'équipe nationale de handball que j'accompagne en tant que physiothérapeute lors de compétitions à travers le monde.

Entre-temps, j'ai aussi fondé une famille et en juillet 2003, à Thetford Mines, mon fils et ma fille participent aux Jeux du Québec en athlétisme. En juillet 2012, la plus jeune de mes filles participe aux Jeux du Québec de Shawinigan, cette fois en volleyball. Grâce à leur persévérance et à leur ténacité, ils ont représenté leur ville avec fierté.

En juillet 2016, 40 ans après les Jeux olympiques, Montréal accueillera les Jeux du Québec. Quelle chance pour les jeunes de partout au Québec de fréquenter les installations sportives léguées par les Jeux olympiques ! C'est avec honneur que j'ai accepté d'être l'ambassadrice de cet événement. Je me joins à tous les Montréalais pour appuyer cette nouvelle génération de jeunes actifs et passionnés. Leur participation aux Jeux du Québec les fera entrer dans la grande famille de l'élite sportive québécoise. Et qui sait ce que leur réservera l'avenir ?

Longue vie aux Jeux du Québec !

Montréal, c'est à ton tour



Louise Beaumont

Olympienne 1976, handball

Chers athlètes et amateurs,

À titre d'ambassadeur de la 51^e Finale des Jeux du Québec à Montréal en 2016, il me fait plaisir de vous convier à cet événement d'envergure présentant plus de 20 sports et qui aura lieu du 17 au 22 juillet 2016.

Dans un premier temps, je souhaite profiter de cette occasion et je vous invite personnellement à venir encourager et appuyer près de 3 700 jeunes de la relève! Ayant moi-même participé aux Jeux du Québec, je peux témoigner de l'importance du soutien du public québécois dans le développement, l'évolution et la réalisation des jeunes athlètes.

Depuis mon enfance, le sport a toujours occupé une place privilégiée dans ma vie. Très petit, je maniais le ballon de soccer avec passion et encore aujourd'hui, le soccer m'accompagne dans mon quotidien. Lorsque j'ai quitté mon pays natal, le Portugal, âgé de seulement 11 ans pour venir habiter au Québec, je connaissais très peu la culture québécoise. Bien que mon français était très élémentaire, l'accessibilité au sport local et l'ouverture des Montréalais aux diverses cultures, m'ont permis de m'intégrer facilement et ont contribué, à tout simplement, me faire sentir comme chez moi! Avec du recul, je crois qu'il est juste d'affirmer que par sa richesse culturelle, Montréal est une ville des plus hospitalières en Amérique du Nord!

Les Jeux du Québec ont été, pour moi, un véritable tremplin vers le niveau professionnel. Très rapidement, les opportunités se sont multipliées. Suite à ma participation, j'ai été invité au Championnat canadien de soccer de 1999, à titre de membre de l'équipe du Québec. Puis, toujours en 1999, j'ai signé avec l'Impact de Montréal, mon premier contrat de joueur de soccer professionnel. C'est ainsi qu'ont débuté les premières années de mes 10 ans de carrière. Au cours de cette période, j'ai eu l'opportunité de me joindre à l'équipe canadienne, de jouer dans la MLS, en plus d'avoir la chance de côtoyer des icônes du sport qui ont su me donner les meilleurs outils pour me permettre de constamment me dépasser!

Encore aujourd'hui, le sport fait partie intégrante de ma vie. Au-delà de la carrière, le sport est d'abord et avant tout une passion; une passion que je partage tous les jours. Que ce soit par le biais de l'École de soccer Antonio Ribeiro, de mon rôle d'entraîneur ou d'analyste sportif, j'utilise mon expertise et mon savoir-faire de manière à contribuer, à ma façon, à l'évolution, au succès et au rayonnement du sport local!

Finalement, lors des Jeux du Québec 2016 à Montréal, c'est à votre tour! Participez à cette occasion incroyable et venez vibrer au rythme du sport! Tous ensemble, découvrons de nouveaux horizons!

Au plaisir de vous y rencontrer,



Antonio Ribeiro

Président, École de soccer Antonio Ribeiro



Bonjour,

Je m'appelle Émerick Bayard-Fournier et j'ai 9 ans.

Je pratique l'athlétisme avec le club d'athlétisme *Impulsion* depuis deux ans et le baseball depuis quatre ans. Ces sports m'ont amené à faire plusieurs compétitions et j'adore ça. Je suis enthousiaste avant mes compétitions. En athlétisme, j'ai commencé avec les Jeux de Montréal et cette année, au mois de mars, je ferai mes premiers championnats provinciaux. Les Jeux du Québec à Montréal seront ma première compétition importante. Ce sera la plus grosse compétition de ma saison 2016. Le fait de participer à cette compétition me permettra de prendre beaucoup d'expérience et de vivre un événement unique. J'ai vraiment hâte de pouvoir vivre les Jeux du Québec pleinement, d'aller encourager des athlètes d'autres sports en compétition et de coucher dans une école avec les autres athlètes de ma région. J'espère y faire les épreuves du saut en longueur, du lancer du poids, du 200m et de la course à relais. Les Jeux du Québec à Montréal seront pour moi un tremplin vers mon grand rêve :

les Jeux olympiques !



Émerick Bayard-Fournier

Athlète en athlétisme

Résolution du conseil d'administration de **SPORTSQUÉBEC** – Dossier du cahier de planification / Finale des Jeux du Québec, été 2016

CONSIDÉRANT QUE le cahier de planification déposé par la Ville de Montréal en vue de tenir la Finale des Jeux du Québec à l'été 2016 a été analysé par le comité de jury le 13 février dernier;

CONSIDÉRANT QUE la Commission des Jeux du Québec a fait quelques recommandations dans un rapport suite à sa réunion le 25 février dernier

Il est unanimement résolu que les recommandations figurant dans le rapport de la rencontre de la Commission des Jeux du Québec du 25 février 2014 soient adoptées et que ledit rapport soit envoyé à la Ville de Montréal.

Le 6 mars 2014



Daniel Asselin, secrétaire



**Rapport de la rencontre du
6 mars 2014**

**Finale des Jeux du Québec
Dossier du cahier de planification
Finale des Jeux du Québec 2016**

Montréal

**Préparé par
Isabelle Ducharme**

Le 6 mars 2014

Madame Johanne Derome
Directrice des sports
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 4^e étage, pavillon Prince
Montréal (Québec), H3C 0G4

Objet : Rapport de la rencontre du cahier de planification – Finale des Jeux du Québec, été 2016

Madame,

Suite à la rencontre du 13 février 2014, vous trouverez, ci-joint, le rapport faisant état des recommandations du comité d'évaluation. Cette rencontre avait pour objectif d'évaluer le cahier de planification déposé par la Ville de Montréal en vue de tenir la Finale des Jeux du Québec, été 2016.

Cette rencontre a permis à tous d'échanger de façon harmonieuse et constructive sur ce projet d'envergure et rassembleur. Les pages suivantes présenteront quelques recommandations suite à l'analyse de votre dossier. À court terme, les nominations du président et de la direction générale deviennent un enjeu prioritaire afin de mettre en place la réalisation de ce projet dans le contexte de la structure organisationnelle montréalaise. De plus, vous aurez à formaliser de façon plus détaillée les ententes avec les partenaires d'installation en vue d'aider le Comité organisateur à mettre en place une structure opérationnelle efficace rapidement. La ville de Montréal en collaboration avec le Comité organisateur des Jeux du Québec – Montréal, été 2016 devra présenter à **SPORTSQUÉBEC** une programmation détaillée sur 2 blocs de compétition au niveau de la programmation sportive, des services aux participants (transport, alimentation, hébergement, programmation complémentaire, etc.), un horaire-cadre et un nouveau cadre budgétaire d'ici le 31 octobre 2014.

Je vous invite à communiquer avec moi pour toute autre question relative à la Finale des Jeux du Québec, été 2016. De plus, je tiens à vous remercier pour le travail de votre comité de présentation ainsi que pour la qualité du cahier de planification. Nous espérons que cette étape vous permettra de réaliser le plus grand événement du sport fédéré au Québec à la hauteur des attentes de votre milieu.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Isabelle Ducharme
Directrice des programmes

**Cahier de planification,
Finale des Jeux du Québec, été 2016
Ville de Montréal**

RECOMMANDATIONS

Points importants	Informations générales
Général	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La Ville de Montréal possède l'ensemble des installations et les éléments organisationnels nécessaires pour tenir une Finale d'été des Jeux du Québec.
Objectifs et legs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le concept des legs et objectifs à atteindre lors de la Finale des Jeux du Québec 2016 est bon. Cependant, il faudra mettre en place un mécanisme d'évaluation par des cibles mesurables à atteindre. De plus, il faudra attacher et concrétiser le financement nécessaire pour réaliser ces projets.
Sensibilisation et mobilisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ À ce point-ci par rapport à d'anciens Comités organisateurs, les appuis provenant du milieu sont très généraux. Généralement, c'est le comité de candidature qui va confirmer les appuis et les engagements formels. Plusieurs lettres d'appui ont été présentées dans le cahier de planification. Cependant, il y avait très peu d'engagements formels et concrets qui permettent à la direction générale du Comité organisateur de pouvoir fonctionner dès son entrée en fonction. Donc, avant la mise en place du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec, été 2016, il faudra que la Ville de Montréal s'implique davantage afin de concrétiser et accélérer ces ententes d'engagement avec plus de précision que les lettres qui sont dans le dossier de planification. C'est un enjeu majeur afin que l'échéancier de réalisation de cet événement soit respecté. Les ententes à officialiser rapidement touchent principalement les locaux d'hébergement, d'alimentation, des plateaux sportifs, de la santé, de la centrale administrative (par exemple : Collège Maisonneuve, Commissions scolaires - CSDM, Ahuntsic, Parc équestre de Blainville, GPAT Terrebonne, partenaires d'affaires, Chambres de commerces, etc.) ➤ Au niveau de la mobilisation à l'événement, il faudra bien doser l'aspect marketing qui est rattaché à la mise en valeur des Jeux Olympiques de 1976 et l'événement sportif qui est la Finale des Jeux du Québec, été 2016 à Montréal.
Antécédents	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La Ville de Montréal possède une vaste expérience au niveau de la réalisation d'événements sportifs d'envergure sur son territoire. C'est une force du milieu que le Comité organisateur devra mettre à profit.



Points importants	Informations générales
Plan de financement	<ul style="list-style-type: none">➤ L'éventuel budget d'opération du Comité organisateur est 10 millions. Il faudra analyser minutieusement les règles fiscales qui se rattachent à un budget de cette ampleur. Il faudra porter une attention particulière à la gestion des taxes gouvernementales.➤ Le Comité organisateur devra s'adjoindre un comptable qui fera un suivi et une vérification très rigoureuse des ressources financières afin de répondre à des règles fiscales dont d'autres Comités organisateurs n'ont pas à se préoccuper, et de s'assurer de la bonne présentation comptable en ce qui attrait à la gestion des biens et services.➤ Il est recommandé de rencontrer monsieur Marc Fortin, ancien président de la Finale des Jeux du Québec – Saguenay, hiver 2013 car il a fait une analyse détaillée du budget présenté dans le cahier de planification.➤ La recherche de commandites sera un enjeu important, l'arrimage entre SPORTSQUÉBEC et le Comité organisateur sera une clé importante de réussite au niveau de la recherche de financement.
Préoccupation - Structure organisationnelle	<ul style="list-style-type: none">➤ La structure organisationnelle présentée permettra de rencontrer les livrables d'un Comité organisateur. Il est important de mettre en place la structure opérationnelle dès la nomination du directeur général.➤ Afin de bien respecter les échéanciers de réalisation, il est important de nommer rapidement le président ainsi que la direction générale du comité organisateur. C'est l'enjeu le plus important à court terme.➤ La direction générale ainsi que le président devront assister et profiter de l'occasion pour bonifier leurs connaissances lors de la Finale des Jeux du Québec, Agglomération de Longueuil., été 2014.➤ Il sera important de faire le transfert des connaissances et d'établir des liens entre le comité de pilotage et le Comité organisateur le plus tôt possible.➤ Une révision de la composition du comité exécutif est à prévoir afin d'y ajouter des gens d'affaires impliqués directement au sein des entreprises ou possédant différentes expertises.➤ Le concept de la gestion des sites est fort intéressant et pourrait devenir un modèle de gestion pour les Finales des Jeux du Québec à long terme. Il faudra réfléchir à son application pour les sites non-sportifs (ex : centrale administrative, village des Jeux).➤ Il serait important de clarifier la place de la "Planification" au sein de la direction générale et à titre de service inclus dans la Régie.

Points importants	Informations générales
<p>Capacité d'accueil Programmation Installations équipements sportifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le transport intermodal est bien développé dans le cahier de planification. Cependant, il faudra tenir compte des perceptions des délégations régionales quant à l'utilisation du métro. Il y aura un défi de sensibilisation au point vue de la sécurité et de s'assurer que les moyens de transport mis de l'avant n'affecteront pas les performances sportives des athlètes. ➤ Comme dans toutes les Finales, le défi au niveau de la logistique est de taille. Il faudra s'assurer que les communications internes et externes permettant de bien gérer les ressources nécessaires soient efficaces. ➤ Il y a une attention particulière à porter au site de la centrale administrative. Il faut s'assurer de l'entente avec le Collège Maisonneuve. Il est à noter que le plan du Collège Maisonneuve était absent dans le cahier de planification. ➤ Il est à noter que SPORTSQUÉBEC possède une politique alimentaire que l'ensemble des concessionnaires alimentaires devront respecter. ➤ Un répondant disciplinaire ne peut être un représentant de fédérations sportives. Les ressources doivent provenir du milieu organisateur. Le Comité organisateur devra nommer de nouveaux répondants pour les disciplines suivantes : BMX, cyclisme sur route, canoë-kayak de vitesse, golf, sports équestres, vélo de montagne. ➤ Le concept du Village des Jeux sur l'Esplanade du Parc olympiques est très intéressant. Il serait bien d'y inviter les fédérations sportives à s'impliquer. ➤ Au niveau des infrastructures, il sera important d'assurer un suivi rigoureux du Programme triennal des immobilisations (PTI) afin de respecter les délais de construction en fonction de la tenue de la Finale des Jeux du Québec, été 2016.
<p>Programmation générale et cadre budgétaire en fonction de 2 blocs de compétition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La ville de Montréal en collaboration avec le Comité organisateur des Jeux du Québec – Montréal, été 2016 devra présenter à SPORTSQUÉBEC une programmation détaillée sur 2 blocs de compétition au niveau de la programmation sportive, des services aux participants (transport, alimentation, hébergement, programmation complémentaire, etc.), un horaire-cadre et un nouveau cadre budgétaire d'ici le 31 octobre 2014.



Montréal, le 18 octobre 2013

COFJQ Montréal 2016
Madame Chantale Philie
Direction des sports et de l'activité physique
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince
Montréal, Québec H3C 0G4

Objet : Soutien financier du MELS pour les comités organisateurs des Jeux du Québec

Madame Philie,

Le 2 octobre dernier, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a confirmé à **SPORTSQUÉBEC** les modalités du soutien financier qu'il apportera aux comités organisateurs pour les Finales des Jeux du Québec 2014, 2015 et 2016. Les modalités se définissent comme suit :

- Le budget disponible pour les Finales des Jeux du Québec sera versé aux comités organisateurs d'une Finale nationale selon les critères suivants et réparti sur deux ou trois années financières :
 - Édition d'été : 835 000 \$ + 1 \$ par personne pour les municipalités hôtes ayant moins de 50 000 de population.
 - Édition d'hiver : 735 000 \$ + 1 \$ par personne pour les municipalités hôtes ayant moins de 50 000 de population.

L'évaluation de la population sera faite à partir des données issues de l'Institut de la statistique du Québec.

- Bien qu'il s'agisse d'une aide financière pour soutenir les activités du comité organisateur, une partie du budget disponible pourrait être utilisée par ce dernier pour l'achat de matériel spécialisé. Le financement de ce matériel spécialisé pourra atteindre 100 % du coût d'achat.
- De plus, le comité organisateur pourrait également attribuer une partie du budget, maximum 300 000 \$, pour soutenir des projets d'immobilisation auprès du milieu hôte. Dans ce cas, le financement des immobilisations sera limité à 40 % du coût total des travaux. Le milieu hôte (municipalité, commission scolaire, cégep, université, MRC et comité organisateur) déterminera les interventions à réaliser en fonction des besoins et proposera une répartition du soutien financier qui devra être autorisée par le MELS.
- La supervision du comité organisateur sera sous la responsabilité de la Corporation **SPORTSQUÉBEC** et sera effectuée par un comité de suivi créé à cet effet.

sportsquebec.com

4545, av. Pierre-De Coubertin, Montréal QC H1V 0B2, Tél. : 514-252-3114 Téléc. : 514-254-9621

- L'aide financière pour le fonctionnement des comités organisateurs des finales se fera en trois versements :
 - Le premier versement de 25 % constituera une avance.
 - Le deuxième versement de 65 % sera effectué selon les modalités présentées par le MELS à la Corporation **SPORTSQUÉBEC** et au comité organisateur.
 - Le troisième versement, soit 10 % du montant total, sera transmis à la suite du dépôt, au MELS et à la Corporation **SPORTSQUÉBEC**, du rapport d'activités et du rapport financier adopté par résolution au conseil d'administration, vérifié par un comptable détenant un permis de comptabilité publique, et dont la copie est signée par un administrateur du comité organisateur.

Si vous avez des questions au niveau des modalités définies par le ministère, je vous invite à communiquer avec moi.

Veuillez accepter mes salutations les meilleures.

A handwritten signature in black ink that reads "Isabelle Ducharme". The signature is written in a cursive, flowing style.

Isabelle Ducharme
Directrice des programmes



Dossier # : 1146641002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ).

Le Service de la diversité sociale et des sports recommande:

1. d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ), établissant les obligations de chacun des parties ainsi que le soutien de la Ville de 3 157 147 \$ et 252 000 \$ en biens et services, tel que déjà approuvé par le conseil d'agglomération du 31 janvier 2013 (CG13 0017) ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-22 18:53

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1146641002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ).

CONTENU

CONTEXTE

Suite au dépôt d'un plan d'affaires aux instances décisionnelles à l'hiver 2012-2013, le Maire de Montréal ainsi que le président de SPORTSQUÉBEC annoncent en conférence de presse le 28 mars 2013 que la Ville de Montréal obtient les droits d'organisation de la 51e Finale des Jeux du Québec.

Le dépôt du Cahier de planification de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ) en décembre 2013 et sa présentation à SPORTSQUÉBEC le 13 février dernier en présence de M. Dimitrios (Jim) Beis, responsable de l'approvisionnement, des sports et loisirs et des communautés d'origines diverses au comité exécutif de la Ville de Montréal, ont fixé l'essence de l'événement qui se déroulera à Montréal. Fort de ses infrastructures sportives de haut niveau ainsi que de son expertise reconnue en organisation d'événement d'envergure, la Ville de Montréal et les partenaires du dossier ont su répondre aux exigences de planification d'un tel événement, démontrer leur intérêt et surtout, leur capacité à réaliser cette Finale. Ce projet a déjà rallié les intervenants des trois grands pôles sportifs, soit le Parc olympique, le Complexe sportif Claude-Robillard et le Parc Jean-Drapeau. La Commission scolaire de Montréal, Sports et loisirs de l'île de Montréal, le Collège Maisonneuve, la Société de transport de Montréal, les différentes chambres des commerces ainsi que des arrondissements sont également au nombre des organisations impliquées dans l'événement et qui collaboreront à son succès.

L'opportunité unique de lier l'événement aux célébrations du 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal vient appuyer la volonté de faire vivre à notre jeune relève un événement exceptionnel et confère à Montréal un statut particulier. Ce projet est rassembleur, il se veut mobilisateur pour la population montréalaise et permet à Montréal de renforcer ses liens avec les différentes régions.

Rôles des organismes impliqués

	SPORTSQUÉBEC	VILLE DE MONTRÉAL	COFJQ
Rôle	<ul style="list-style-type: none"> · Détenteur des droits du programme des Jeux du Québec. · S'assure de la bonne réalisation des Jeux · Soutien financier partiel à l'événement 	<ul style="list-style-type: none"> · Milieu organisateur · Signataire du protocole d'entente avec SPORTSQUÉBEC · Fournis les installations aux normes, nécessaires à la réalisation des Jeux 	<ul style="list-style-type: none"> · OBNL responsable de mettre en place le comité organisateur local et d'assurer la réalisation de l'événement (CA et personnel)
Enjeux	<ul style="list-style-type: none"> · A octroyer les Jeux à Montréal sans appel de candidature pour commémorer les Jeux olympiques de 1976 · Renforcer la vocation sportive du Parc Olympique 	<ul style="list-style-type: none"> · Outiller le COFJQ (support au démarrage, partenariat, etc.) · Assumer toutes les responsabilités civiles et financières · Maintenir la bonne réputation de Montréal comme milieu hôte 	<ul style="list-style-type: none"> · Recrutement de 4000 bénévoles · Mobilisation citoyenne · Réaliser les Jeux avec un budget de 10 M\$ dont 3 M\$ provenant du secteur privé

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0814 - 21 mai 2014 - Approuver le contrat de travail de monsieur Jacques Fortin à titre de directeur général du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ), à compter du 26 mai et jusqu'au 31 décembre 2014 et assurer le salaire et les avantages sociaux de ce nouveau poste temporaire à même une réduction équivalente de la contribution à être versée à l'organisme par le protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

CG13 0017 - 31 janvier 2013 - Approuver la candidature de Montréal pour l'accueil de la Finale provinciale des Jeux du Québec de l'été 2016 / Approuver le budget prévisionnel et le soutien de la Ville pour garantir le déficit de l'événement, le cas échéant.

CE12 1805 - 31 octobre 2012 - Approuver un projet de convention par lequel la firme LBB Consultants inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la préparation d'un plan d'affaires portant sur les enjeux entourant l'accueil de la 51^e Finale des Jeux du Québec en 2016.

CG12 0369 - 27 septembre 2012 - Approuver la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser 2025 à financer par le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 millions de dollars.

CG12 1565 - 19 septembre 2012 - Confirmer à SPORTSQUÉBEC l'intérêt de la Ville de Montréal d'accueillir la Finale des Jeux du Québec d'été 2016 et de poursuivre l'étude de faisabilité; transmettre à SportsQuébec en janvier 2013 la décision de la Ville de déposer ou non sa candidature pour recevoir la Finale des Jeux du Québec d'été 2016.

DESCRIPTION

SPORTSQUÉBEC exige de chaque municipalité hôte de la Finale des Jeux du Québec, la signature d'un protocole d'entente permettant de préciser tous les droits et les obligations des organisateurs. Le dossier à cet effet est également présenté aux instances décisionnelles (1136641001) et chemine donc en parallèle, donnant une vision d'ensemble du projet. Ce protocole d'entente avec SPORTSQUÉBEC devient le guide à suivre pour la Convention à intervenir entre la Ville et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du

Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ) permettant d'assurer le succès de l'événement, mais aussi d'en baliser les obligations de chacun et d'en définir les rôles et responsabilités. Le COFJQ est l'entité responsable de livrer un événement respectant l'ensemble des exigences convenues avec SPORTSQUÉBEC, en lien constant avec le Cahier de planification déposé par la Ville. La convention précise les obligations que l'organisme devra suivre au cours des années 2014, 2015 et 2016 :

- un certificat d'assurance conforme et certificat de renouvellement de la police d'assurance;
- une mise à jour du budget d'opération trimestriel incluant le soutien des instances gouvernementales et autres partenaires financiers;
- l'échéancier général des Jeux en conformité avec le modèle suggéré par SPORTSQUÉBEC;
- conformité aux guides d'organisation, normes d'opération, fiches techniques, guide médical et autres outils;
- à assumer les responsabilités d'idéation et de démarchage des commanditaires de l'événement.

L'organisme devra également préparer et déposer à la Ville ses états financiers vérifiés dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant sa fin d'année financière. L'organisme devra donner accès à la Ville à ses livres et mettre en place des systèmes de contrôle budgétaire. Il devra assurer une saine gestion des fonds publics et assurer une reddition de compte constante et transparente.

Soutien financier

Tel que convenu dans la résolution CG13 0017, le soutien financier pour la réalisation du projet global est de 3,8 M\$ en provenance du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer - Réaliser Montréal 2025 (Protocole de 175 M\$). Cette enveloppe est répartie de la façon suivante:

- Contribution à l'organisme 3 485,0 k\$
De ce montant, les sommes engagées dans l'embauche du Directeur général et le prolongement du professionnel totalisant 327 853 \$ ont été déduites de la contribution.
- Candidature et coordination 315,0 k\$
- Biens et services 252,0 k\$

Le soutien financier est ventilé sur trois (3) ans à l'Organisme et servira notamment à payer les dépenses suivantes :

- services aux athlètes tel que alimentation, le transport et l'hébergement
- salaires et avantages sociaux;
- services professionnels en organisations d'événements sportifs d'envergure;
- administration et bureautique;
- dépenses organisationnelles afin d'assurer le succès de l'événement : mobilisation, communication, promotion, formation, etc.;
- autres dépenses opérationnelles (frais de déplacements, télécommunications, etc.).

Soutien en biens et services

Le soutien en biens et services a été évalué lors d'études préalables (plan d'affaires) à 0,252 M\$ et approuvé lors du conseil d'agglomération de janvier 2013. Maintenant que le COFJQ est en place, la Ville travaillera avec le COFJQ afin de détailler le type de biens et services requis et en assurer la pertinence.

JUSTIFICATION

La Ville doit conclure une convention avec le COFJQ afin d'identifier les obligations respectives de chacun dans l'organisation de l'événement et de préciser les modalités du soutien financier et en biens et services pour les années à venir. Cette convention permettra ainsi à l'organisme d'avoir tous les outils en main pour bien planifier l'exécution de son mandat, sa raison d'être.

Dans la préparation de la 51^e Finale des Jeux du Québec, l'organisme a besoin de ce soutien financier afin de faire face à ses obligations vis-à-vis de la Ville, aux obligations de SPORTSQUÉBEC pour l'organisation de l'événement ainsi que pour son propre fonctionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Par la signature de ce protocole, la Ville accepte, seule, la responsabilité de toutes les implications civiles et financières de la tenue de la Finale des Jeux du Québec résultant des engagements assumés directement par celle-ci ou par son mandataire (comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 COFJQ). La convention à intervenir entre la Ville et le COFJQ implique un certain nombre d'engagements financiers, tel que présentés ici-bas et respectant la résolution prise lors du conseil d'agglomération du 31 janvier 2013 (CG13 0017).

Tableau des revenus prévisionnels de l'événement

Le budget d'exploitation préliminaire s'élève à près de 10,3 M\$ (en dollars 2012), incluant la valeur des biens et des services. Le coût relié au dépôt de la candidature est exclu. Il est à noter que le coût de ce projet une fois indexé pour tenir compte des dépenses et des revenus qui seront en majeure partie réalisés en 2015 et 2016 s'élève à environ 10,9 M\$.

Revenus	Montant (argent, biens et services)	Commentaires
Gouvernement du Québec - MELS	0,835 M\$	Subventions pour les Jeux (immobilisations, équipements et opérations)
Montréal	3,737 M\$	3,485 M\$ provenant du Protocole de 175 M\$. Contribution en biens et services de 0,252 M\$.
Programmes d'emploi	0,640 M\$	Provincial et fédéral
Partenaires, installations et revenus autonomes	5,045 M\$	Argent et biens et services
Total	10,257 M\$	
Dépenses	Montant	Commentaires
Administration et ressources humaines	3,370 M\$	Inclut salaires du comité organisateur et honoraires
Services aux participants	2,955 M\$	Inclut alimentation, hébergement, transport, cérémonies

Développement des affaires et communications	0,893 M\$	Inclut activités de financement, télédiffusion et démarchage
Services du comité organisateur	1,943 M\$	Loyer, télécommunications, protocole, relations publiques, etc.
Support aux participants	0,165 M\$	Uniformes, sacs
Sites sportifs et non sportifs	0,441 M\$	Coût de location et frais directs
Contingences	0,490 M\$	Correspond à 5 %
Total	10,257 M\$	

Le financement provenant du protocole de 175 M\$ est de 3,485 M\$ dont 3,157 M\$ iront à l'Organisme (montant ajusté suivant l'embauche du Directeur général de l'Organisme par la Ville jusqu'au 31 décembre 2014 ainsi qu'au prolongement du poste de conseiller jusqu'en 2016).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015*, l'organisme sera sensibilisé à faire de cet événement un événement écoresponsable. Des discussions ont d'ores et déjà été amorcées avec la Division du développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'accueil des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 permettra à la métropole de profiter de nombreux avantages économiques, médiatiques, touristiques, sociaux et sportifs.

Retombées économiques

- Impact économique évalué à 49 M\$;
- Création d'emplois;
- Importante promotion de Montréal sur le plan provincial;
- Développement de l'expertise locale en matière d'organisation d'événements sportifs multisports.

Retombées médiatiques, sociales et touristiques

- Promotion de la Ville, visibilité médiatique liée à l'événement lui-même ainsi qu'aux célébrations du 40^e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal;
- Participation de 3700 athlètes, de plus de 1600 accompagnateurs ainsi que de milliers de parents venus des 19 régions du Québec impliquant des retombées touristiques;
- Mise en valeur de nos sites touristiques, de notre diversité ethnoculturelle, de notre réalité intergénérationnelle et de notre richesse culturelle;
- Accroissement du sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et athlètes à la Ville et au territoire de l'agglomération de Montréal.

Retombées sportives

- Mise aux normes et mise en valeur de nos infrastructures sportives et du patrimoine historique des Jeux olympiques;
- Programme de legs du Comité organisateur;
- Création d'un événement sportif rassembleur et accessible, permettant d'accroître la concertation entre les différents acteurs et la mobilisation citoyenne;
- Affirmation de la vocation sportive du Parc olympique;
- Promotion des saines habitudes de vie auprès des jeunes.

La signature du protocole permettra à l'organisme de pourvoir à ses besoins afin de poursuivre la planification de l'événement. Si la signature est retardée, l'organisme n'aura pas les fonds nécessaire pour financer ses dépenses d'opérations pour la préparation de l'événement.

Si la Ville de Montréal ne conclut pas un protocole d'entente avec l'organisme, en plus de l'impact financier que cela engendrera pour l'organisme, cela aura pour effet de nuire à la confiance qui unit la Ville, l'organisme et SPORTSQUÉBEC. Dans le pire des cas, advenant une mauvaise planification Montréal pourrait perdre l'événement.

Un retard de la décision pourrait avoir un impact sérieux sur la réalisation de l'événement compromettant entre autres la recherche de commandite prévu au budget.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications. S'il devait y en avoir une, elle devrait respecter les dispositions prévues à cet effet dans le Protocole de 175 M\$.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2014

Juin :

- Signature du protocole d'entente Ville - SPORTSQUÉBEC
- Signature de la convention à intervenir entre la Ville et le COFJQ; première contribution financière permettant à l'organisme de se mettre en place
- Confirmation de la présidence
- Embauche de la Direction générale
- Mise en place du conseil d'administration de l'organisme (Conseil d'administration de fondation 11 juin 2014)

Été-Automne :

- Confirmation de la structure organisationnelle et du plan d'embauche, recrutement des directeurs adjoints et installation dans les bureaux des Jeux
- 1^{er} au 9 août : Observation aux Jeux du Québec - Longueuil, été 2014
- Automne : Mise en place du système comptable et mise à jour de l'échéancier général

2015

- Planification budgétaire détaillée et recherche de financement.
- Validation des rôles et mandats de chaque service
- Dépôt des projets d'immobilisation et matériel spécialisé à acquérir

- Élaboration de la stratégie de communication et du plan de mobilisation
- Élaboration des ententes d'occupations des différents sites
- Mise en place de la structure de gestion par site et recrutement de bénévoles
- 27 février au 7 mars : Jeux du Québec - Drummondville, hiver 2015

2016

- Élaboration des différents guides, politiques et mesures d'urgence
- Finaliser les ententes avec les différents partenaires
- Cérémonie d'ouverture de la 51^e Finale des Jeux du Québec de Montréal, le 17 juillet 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Planification stratégique (Roger VERREAULT)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale PHILIE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0947
Télécop. : 514-872-9255

ENDOSSÉ PAR

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514-872-9255

Le : 2014-05-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice

Tél : 514-868-5066
Approuvé le : 2014-05-22

Dossier # : 1146641002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive
Objet :	Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le comité exécutif a mandaté le Service des finances pour gérer la mise en oeuvre du protocole d'entente avec le gouvernement du Québec afin de permettre la réalisation de projets identifiés dans la stratégie "Imaginer-Réaliser Montréal 2025" (CE12 1131).

Afin d'obtenir l'aide financière prévue au protocole, une programmation identifiant les projets qui bénéficieront de l'aide a été transmise par la Ville de Montréal au gouvernement du Québec. À ce titre, le projet d'aide pour l'accueil de la Finale provinciale des jeux du Québec de l'été 2016 a été inscrit à la programmation et a fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'agglomération du 27 septembre 2012 (CG012 0369).

Par la suite, la décision CG13 0017 a autorisé à la Ville un budget sur 4 ans (2013-2016) de 4 052,0 \$ pour la tenue de cet événement, budget qui se déclinait comme suit :

- Contribution à l'organisme 3 485,0 \$
- Candidature et coordination 315,0 \$
- Biens et services 252,0 \$

Les deux premiers postes sont financés par l'entente de 175 M\$ pour un total de 3,8 M\$ alors que le solde de 252,0 \$ est assumé par la Ville et les arrondissements.

Le présent dossier vise à faire entériner une convention autorisant le versement d'une contribution à l'organisme d'une valeur totale maximale de 3 157 417 \$, soit un montant inférieur de 327 853 \$ au montant prévu originalement (3 485 000 \$).

Cette réduction de la contribution prévue résulte des ajustements suivants :

- L'organisme ne pouvant être pleinement opérationnel en 2014, la Ville de Montréal procède actuellement à l'embauche du directeur général de l'organisme afin d'amorcer les travaux pour la tenue des jeux aux dates prévues (105 743 \$) et finance cette dépense en réduisant la contribution prévue pour l'organisme (1146641001). La dépense pour le directeur général de l'organisme en 2015 sera

assumée par l'organisme à même les contributions qui lui seront versées.

- L'embauche d'un professionnel à la Ville de Montréal pour la préparation des Jeux du Québec, initialement prévue jusqu'en 2014, devra être prolongée jusqu'en 2016 pour assurer la tenue des Jeux (222 110 \$; 2144354012).

Imputation de la dépense :

Budget dépenses :	2104	2015	2016
1001.0014000.101373.07189.61900.016491. 0000.000000.050062.00000.00000 AF Gén. agglo / Crédits associés à revenus dédiés / Jeux du Québec 2016 / Autres - act. récréatives / Contrib. autres organismes / Autres organismes / Jeux du Québec	765 557 \$	1 631 445 \$	760 145 \$

Les crédits pour 2014 ont été réservés par l'engagement de gestion no CC46641002 au montant de 765 557 \$. Pour 2015 et 2016, des bons de commande seront émis à cet effet.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roger VERREAULT
Conseiller économique
Tél : 514 872-8018

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Sylvain GOUIN
Directeur de la planification stratégique
Tél : 514 872-0226
Division :

Dossier # : 1146641002

Unité administrative responsable : Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des orientations_événements et pratique sportive

Objet : Approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec - Montréal, été 2016 (COFJQ).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention jointe. Le Conseil d'agglomération est compétent pour autoriser l'octroi de ce contrat en vertu de l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).



[20140521 Convention Ville-COFJQ \(V4\) 2.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUÉBEC – MONTRÉAL, ÉTÉ 2016 (COFJQ)**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ., c. C-38), dont l'adresse principale est le 801 rue Brennan, Pavillon Prince, 4^e étage, Montréal, H3C 0G4, agissant et représentée par Marieke Tremblay, administratrice de l'Organisme dûment autorisée aux fins des présentes;

N° d'inscription TPS : S/O
N° d'inscription TVQ : S/O
N° d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'agglomération de Montréal a compétence en matière d'aide à l'élite sportive et que le conseil d'agglomération a résolu d'appuyer la candidature de Montréal pour l'octroi de la 51^e Finale des Jeux du Québec en 2016, d'approuver le budget prévisionnel, le soutien de la Ville et de garantir le déficit de l'événement, le cas échéant (résolution CG13 0017);

ATTENDU QUE *SPORTSQUÉBEC* a autorisé la tenue de la Finale des Jeux du Québec et a conclu une entente avec la Ville à cet effet (annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville désire que certaines des obligations qui lui sont imposées en vertu de l'Annexe 1 soient exécutées par l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a été créé selon les exigences de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ., c. C-38) afin de prendre en charge l'organisation de l'Événement;

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012, (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE l'Événement qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le «Cahier de planification» déposé par la Ville à **SPORTSQUÉBEC**, pour l'obtention de la Finale des Jeux du Québec – Montréal, été 2016, fait partie intégrante des présentes. Advenant des divergences entre le « Cahier de planification et le présent protocole, le présent protocole aura préséance;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 1.1 « **l'Événement** » : la Finale des Jeux du Québec – Montréal, été 2016;
- 1.2 « **Fédération** » : l'organisme de régie de sa ou ses disciplines sportives à la Finale;
- 1.3 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Protocole d'entente à intervenir» entre la Ville et SportsQuébec;
- 1.4 « **Annexe 2** » : la liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;
- 1.5 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;
- 1.6 « **Directrice** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal;
- 1.7 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes.

ARTICLE 2 **OBJET**

- 2.1 La présente convention porte sur les engagements de l'Organisme et de la Ville à réaliser l'Événement. Elle établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme pour la préparation de l'Événement qui se tiendra à l'été 2016.

ARTICLE 3 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

- 3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, la Ville s'engage à lui verser une somme de trois million cent cinquante-sept mille cent quarante-sept dollars (3 157 147 \$), incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).
- 3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

Pour l'année 2014:

- 3.2.1 une somme de sept cent soixante-cinq mille cinq cent cinquante-sept dollars (765 557 \$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention afin de pourvoir à des dépenses telles que l'embauche par l'Organisme du personnel nécessaire à son déploiement.

Pour l'année 2015:

- 3.2.2 une somme de un million de dollars (1 000 000 \$) si l'Organisme a fourni les états financiers vérifiés 2014, si l'Organisme a démontré, à la satisfaction de la Directrice, qu'il répond aux normes d'organisation et obligations de l'Événement et fourni l'ensemble des documents exigés;

- 3.2.3 une somme de six cent trente et un mille quatre cent quarante-cinq dollars (631 445 \$) remis au 1^{er} novembre 2015, si l'Organisme a démontré, à la satisfaction de la Directrice, qu'il répond aux normes d'organisation et obligations de l'Événement;

Pour l'année 2016:

- 3.2.4 une somme de six cent mille dollars (600 000\$) si l'Organisme a fourni les états financiers vérifiés 2015, si l'Organisme a démontré, à la satisfaction de la Directrice, qu'il répond aux normes d'organisation et obligations de l'Événement et fourni l'ensemble des documents exigés;
- 3.2.5 le solde de cent soixante mille cent quarante-cinq dollars (160 145 \$) dans les trente (30) jours de la présentation à la Directrice du bilan final de la réalisation du Projet.
- 3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.
- 3.4 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.
- 3.5 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des paiements effectués en retard.
- 3.6 L'Organisme s'engage à procéder à la dissolution de l'Organisme et à l'abandon de sa charte, suivant les exigences de la Loi sur les compagnies du Québec dans un délai d'un (1) an suivant la fin de la Finale des Jeux du Québec, soit au plus tard le 24 juillet 2017, et en fera rapport à **SPORTSQUÉBEC**.
- 3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

Soutien en biens et services

- 3.8 La Ville détermine avec l'Organisme les détails du soutien en biens et services pour un montant équivalent à deux cent cinquante-deux mille dollars (252 000 \$) pour la réalisation de l'Événement ;

Assistance

- 3.9 En collaboration avec ses partenaires, la Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Organisme les installations et équipements nécessaires à la tenue de l'Événement. Lorsque requis, la Ville collabore à négocier auprès de l'autorité concernée les demandes d'assistance financière et l'utilisation des installations et équipements.
- 3.10 La Ville doit fournir la collaboration et l'assistance nécessaire à l'organisation logistique et matérielle des activités de l'Événement dans la mesure de sa capacité, notamment :
- 3.10.1 En déléguant un représentant de la Ville comme observateur au conseil d'administration de l'Organisme;
 - 3.10.2 En s'engageant à planifier et à réaliser l'Événement conformément à l'esprit et aux règlements des Jeux du Québec;
 - 3.10.3 En se conformant aux normes et aux exigences des Fédérations sportives relativement aux installations nécessaires;
 - 3.10.4 En collaborant à la mobilisation citoyenne durant toute la période préparatoire à l'Événement;
 - 3.10.5 En suscitant l'adhésion des partenaires nécessaires à la tenue de l'Événement.

Communications

- 3.11 La Ville indique le nom de l'Organisme dans les publications préparées par elle après avoir obtenu l'accord du représentant dûment autorisé de l'Organisme à cet effet.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage :

- 4.1 à respecter intégralement le contenu des « **Normes d'opération** » ainsi que « **L'Échéancier général des Jeux du Québec** » ainsi que tous les formulaires, politiques, règlements, codes de candidature, guides, règles administratives ou autres documents pertinents de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que leurs modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur l'Organisme devront être négociées par la Ville avec l'Organisme;
- 4.2 à respecter le « **Guide d'organisation** » de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que ses modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur l'Organisme devront être négociées par la Ville avec l'Organisme;
- 4.3 à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice l'organigramme complet de son organisation selon « **L'échéancier général des Jeux du Québec** »;
- 4.4 à fournir à **SPORTSQUÉBEC** les copies des résolutions des différentes corporations impliquées dans la Finale, relativement aux sites de compétition, d'accueil, d'hébergement ou autres, au fur et à mesure de leur obtention, ou au plus tard selon « **L'échéancier général des Jeux du Québec** ». Les ententes pour les secteurs suivants doivent être signées un (1) an avant la Finale : alimentation, transport, hébergement, santé, programmations sportives (installations) et vérification des antécédents judiciaires des bénévoles;
- 4.5 à collaborer aux rencontres de planification technique requises pour la tenue de la Finale. Les détails concernant les services d'un site sont sujets à discussion entre l'Organisme, **SPORTSQUÉBEC**, le propriétaire de l'installation et la fédération sportive concernée. Les détails seront consignés dans un devis technique;
- 4.6 à s'assurer que la signature du devis technique par sport soit complétée selon « **L'échéancier général des Jeux du Québec** ». Advenant une mésentente entre la **Ville**, les fédérations sportives et l'Organisme sur le choix d'un ou de plusieurs sites, la Ville et l'Organisme reconnaît à **SPORTSQUÉBEC** le droit de prendre unilatéralement la décision finale;
- 4.7 à se conformer à la réglementation des fédérations sportives reconnues par **SPORTSQUÉBEC**. Ces réglementations lui seront transmises selon « **L'Échéancier général des Jeux du Québec** ». La nomination des responsables disciplinaires locaux de chaque sport devra être convenue entre l'Organisme et la fédération sportive. Le responsable disciplinaire ne pourra occuper aucune autre fonction durant la tenue de la Finale. Dans le cas d'un litige sur cette nomination, **SPORTSQUÉBEC** se réserve le droit d'imposer un choix final;
- 4.8 à loger et nourrir les participants, officiels, accompagnateurs/entraîneurs, chefs de délégation et missionnaires accrédités et acceptés par **SPORTSQUÉBEC**, selon les « **Normes d'opération** ». Cette obligation s'étend advenant un prolongement de séjour attribuable à des éléments incontrôlables ou à tout cas fortuit ou de force majeure.
- 4.9 à respecter les données de **SPORTSQUÉBEC** qui se retrouvent dans les « **Codes de candidature** » et les « **Normes d'opération** » concernant l'hébergement mises à la disposition des athlètes, l'hygiène, l'encadrement, la sécurité et l'aménagement des sites d'hébergement;
- 4.10 à respecter les « **Normes d'opération** » en matière de politique alimentaire, principalement en ce qui a trait aux installations, aux équipements et à la qualité des menus présentés dans le cadre de la Finale, lesquels menus devront être soumis selon « **L'Échéancier général des Jeux du Québec** »;
- 4.11 à respecter le « **Guide médical du Conseil de la médecine du Québec** » et les « **Normes d'opération** », concernant les services médicaux à être mis à la disposition des athlètes, principalement en ce qui a trait aux examens précompétition, à la compilation de statistiques et au contrôle médical ainsi qu'à fournir le personnel médical nécessaire;
- 4.12 à inviter un représentant de **SPORTSQUÉBEC** à siéger, à titre d'observateur avec droit de parole, aux réunions du conseil d'administration et du comité exécutif de l'Organisme. Les représentants de **SPORTSQUÉBEC** seront invités aux réunions de régie, ainsi qu'à toutes les activités prévues avant, pendant et après la Finale des Jeux du Québec;
- 4.13 à ne réclamer aucun frais à **SPORTSQUÉBEC** pour sa participation à ces activités, à l'exclusion des activités qui contribuent au financement de la Finale;

- 4.14 à participer avec **SPORTSQUÉBEC** à l'organisation d'une rencontre d'information pour les futurs milieux candidats intéressés par l'organisation d'une Finale des Jeux du Québec. Cette rencontre sera coordonnée par **SPORTSQUÉBEC** et tenue au moment jugé le plus opportun;
- 4.15 sauf dans le cas où **SPORTSQUÉBEC** exprime son consentement à un projet de publicité, de promotion ou d'information hors des limites permises, l'Organisme doit, à l'exception des réseaux sociaux, limiter à sa région administrative, toutes promotion, publicité et information sur la Finale des Jeux du Québec et ce, jusqu'à la fin de la cérémonie de clôture de la Finale;
- 4.16 à convenir avec la Ville de l'affectation de tout surplus financier qui pourrait résulter de l'organisation de la Finale, selon « **l'Échéancier général des Jeux du Québec** »;
- 4.17 à fournir à **SPORTSQUÉBEC** et à la Ville tous ses procès-verbaux et comptes rendus de toutes les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif de l'Organisme. L'Organisme avisera **SPORTSQUÉBEC** et le représentant de la Ville désigné conformément à l'article 3.10.1 des présentes, de la tenue de ses assemblées régulières cinq (5) jours à l'avance et de ses assemblées spéciales, quarante-huit (48) heures à l'avance;
- 4.18 à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice son budget d'opération de façon trimestrielle de même qu'à respecter les procédures comptables généralement reconnues dans l'élaboration du budget d'opération, le contrôle des dépenses et dans la présentation des bilans financiers;
- 4.19 à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice tout projet de modification à son budget d'opération ou à sa procédure;
- 4.20 à soumettre pour information à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice tout projet de demande d'aide aux Gouvernements du Québec et du Canada, que ce soit sous forme d'octrois, de commandites, de prêts ou autres avant le dépôt de la demande. Toutes les exigences liées à la visibilité et aux retombées devront être approuvées par **SPORTSQUÉBEC**;
- 4.21 à assumer, conjointement avec **SPORTSQUÉBEC** et en lien avec le programme des Jeux, la responsabilité de l'idéation et du démarchage des partenaires (incluant le développement de la structure de commandite et de l'approche, l'identification des attributs et des bénéficiaires de la propriété, le développement de projet de commandites, l'adaptation selon les cibles, la sollicitation, la présentation de projet et la négociation);
- 4.22 à assumer la responsabilité du démarchage, à gérer les ressources affectées et assister **SPORTSQUÉBEC** dans la gestion des commandites des Partenaires des Jeux en conformité avec le document « **Politique et directives de commandites** »;
- 4.23 à signer et respecter toutes les clauses prévues au document « **Politique et directives de commandites** » ainsi que toutes les clauses d'exclusivité des commanditaires;
- 4.24 à utiliser exclusivement le nom de domaine déterminé par **SPORTSQUÉBEC** pour l'hébergement du site Internet de la Finale. Il faudra aussi créer, gérer et utiliser les adresses de courrier électronique des régions pré-identifiées lors de la Finale et pour le personnel de l'Organisme ayant le format suivant : 1ère lettre du prénom nomdefamille@2016.jeuxduquebec.com;
- 4.25 à déposer un calendrier de toutes les productions publiques de l'Organisme, **SPORTSQUÉBEC** s'engage à répondre à toutes les demandes d'approbation prévues au présent protocole selon la clause 1.18 de l'annexe 1;
- 4.26 à respecter les données contenues dans les « **Normes d'opération** » traitant de l'ensemble des politiques de **SPORTSQUÉBEC** telles que les politiques relatives au nom et à l'emblème des Jeux du Québec, aux commandites et aux médias sociaux;
- 4.27 à respecter les données et les exigences des « **Codes de candidature** » et « **Normes d'opération** » en ce qui a trait aux programmes d'activités culturelles et touristiques, aux activités sportives de niveau démonstration et à la programmation complémentaire; ces programmes devront être connus selon « **l'Échéancier général des Jeux du Québec** »;
- 4.28 à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice son programme d'activités spéciales et/ou sociales incluant une Place des Jeux selon « **l'Échéancier général des Jeux du Québec** »;
- 4.29 à respecter les données du « **Guide d'organisation** » en matière d'éthique, d'invitations et d'activités protocolaires, selon les exigences de **SPORTSQUÉBEC**;

- 4.30 à respecter formellement les engagements contractés entre **SPORTSQUÉBEC** et le Gouvernement du Québec en matière de visibilité dont une copie mise à jour aura été remise par la Ville à l'Organisme, lesquels font partie de l'annexe 1;
- 4.31 à respecter la liste d'invitations provinciale fournie par **SPORTSQUÉBEC** en vue des cérémonies officielles et à remettre à **SPORTSQUÉBEC** un nombre de laissez-passer n'excédant pas trois cents (300) pour assister à chaque cérémonie officielle. De plus, **SPORTSQUÉBEC** sera invitée aux activités prévues au programme de la Finale;
- 4.32 à utiliser obligatoirement le thème musical officiel des Jeux du Québec lors d'activités protocolaires qui le prévoient;
- 4.33 à soumettre pour approbation par **SPORTSQUÉBEC**, le texte et la musique de la chanson d'ambiance sur la Finale dans le cas où l'Organisme ou la Ville souhaiterait en développer une;
- 4.34 à soumettre à l'approbation de **SPORTSQUÉBEC** toute demande de participation à la Finale de quelque nature que ce soit provenant d'organismes québécois, canadiens et étrangers de loisirs, sports ou autres;
- 4.35 à présenter à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice des rapports détaillés sur l'état et l'avancement de l'organisation de la Finale, lors d'un maximum de quatre (4) rencontres, connues sous le nom de « rencontre de coordination », qui seront tenues aux dates et endroits déterminés par les parties et à organiser de concert avec **SPORTSQUÉBEC** un minimum de deux (2) lacs-à-l'épaule d'une journée chacun ainsi qu'en assumer les frais;
- 4.36 à ce qu'aucuns frais d'admission ne soient requis pour l'accès aux activités sportives, culturelles ou sociales prévues dans le cadre du programme des Jeux du Québec, exception faite des cérémonies d'ouverture et de clôture et des activités de financement de la Finale;
- 4.37 à ce que les sites soient libérés de tout affichage de commanditaires n'ayant pas signé d'entente de visibilité pour la Finale;
- 4.38 Assumer les dépenses « support aux participants » identifiées à cette date, par exemple : les costumes de délégations, les sacs des athlètes, les bannières d'excellence et le matériel périssable d'accréditation.
- 4.39 à utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser l'Événement, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;
- 4.40 à transmettre à la Directrice une mise à jour de la planification, pour approbation, en décembre de chaque année;
- 4.41 à transmettre à la Directrice, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan faisant état des réalisations de l'Événement pour l'année écoulée et un bilan de la visibilité accordée à l'Événement;
- 4.42 à transmettre à la Directrice, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, ses prévisions budgétaires pour l'année suivante lorsque le projet se réalise sur plus d'une année; ces prévisions doivent faire état de toutes les subventions obtenues;
- 4.43 à remettre trimestriellement à la Directrice, au 21^{ème} jour du mois, un rapport financier incluant les résultats réels, les prévisions budgétaires, les écarts entre les prévisions et les résultats réels. Les pièces justificatives devant être disponibles pour consultation par la Ville en tout temps.
- 4.44 à informer la Directrice, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme;
- 4.45 à obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;
- 4.46 à informer la Directrice, dans les plus brefs délais, de toute modification substantielle à l'Événement;

- 4.47 à tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles à la Directrice et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à l'Événement. L'Organisme collabore avec la Directrice et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à l'Événement devront être conservés par l'Organisme jusqu'à sa dissolution auquel moment l'Organisme remettra tous ses documents à la Ville pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin de l'Événement;
- 4.48 à transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), ainsi qu'une copie à la Directrice, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du Projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'annexe 2;
- 4.49 à prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.50 à constituer, à la demande de la Directrice, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et de la Ville, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;
- 4.51 à convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;
- 4.52 à transmettre à la Directrice les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que cette dernière peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;
- 4.53 à faire parvenir à **SPORTSQUÉBEC** et à la Directrice, avant le 31 décembre 2016, un rapport complet, en cinq (5) copies, rédigé selon les exigences décrites dans le « Guide d'organisation d'une Finale des Jeux du Québec » et portant sur :
- L'ensemble des services et comités;
 - L'administration de la Finale des Jeux du Québec;
 - Les implications financières et comptables;
 - Les coûts et les dépenses relatives à la promotion et au matériel publicitaire;
 - Les coûts et les dépenses relatives aux équipements spécialisés;
 - Les articles promotionnels et les activités d'autofinancement;
 - Les modifications suggérées au « Guide d'Organisation d'une Finale des Jeux du Québec » ou autres documents jugés essentiels à l'organisation;
- 4.54 à transmettre à la Directrice tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique ou sous forme papier;
- 4.55 à conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 5

ASSISTANCE MUTUELLE

- 5.1 Dans la mesure de leurs moyens, les parties conviennent de se prêter mutuellement assistance.
- 5.2 L'assistance requise fera l'objet d'une demande appropriée adressée à la Directrice par l'Organisme, selon le cas. De préférence, ces demandes seront signifiées à temps pour être considérées lors de la préparation des budgets et devront faire l'objet d'une entente écrite.
- 5.3 L'Organisme reconnaît qu'il lui appartient de faire toutes les démarches nécessaires pour assurer le financement de la totalité de ses activités.

ARTICLE 6 **COMMUNICATION**

- 6.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par la Directrice et par le Ministre avant diffusion.
- 6.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :
- 7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours suivant un avis écrit de la Directrice précisant son défaut ;
 - 7.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;
 - 7.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.
- 7.2 Dans les cas mentionnés aux articles 7.1.1 et 7.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.
- 7.3 Dans les cas mentionnés à l'article 7.1.3, 7.1.4 et 7.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 7.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.
- 7.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 8 **DÉCLARATION ET GARANTIES**

- 8.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.
- 8.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 9 **DURÉE**

- 9.1 La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 7 (Défaut), lors de la dissolution de l'Organisme.

ARTICLE 10 **DÉONTOLOGIE**

- 10.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Directrice à cet égard.

ARTICLE 11 **ASSURANCES ET GARANTIES**

- 11.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance de responsabilité civile générale du montant désigné dans le tableau ci-dessous dans laquelle la Ville et la Corporation **SPORTSQUÉBEC** Inc. sont désignées coassurées, pour la période couvrant toutes ses activités ainsi que durant la tenue de la Finale des Jeux du Québec sur le territoire où se dérouleront les activités.

Moment de la demande de l'Organisme avant la Finale des Jeux du Québec en 2016	Montant de la preuve d'assurance responsabilité civile incluant
Entre la signature du protocole et 1 an avant la Finale des Jeux du Québec	Deux millions de dollars (2 000 000 \$)
Entre 1 an avant la Finale des Jeux du Québec et jusqu'à la dissolution de l'Organisme	Cinq millions de dollars (5 000 000 \$)

De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

- 11.2 L'Organisme doit remettre à la Directrice, dans les 90 jours suivant la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 11.1 et remettre, à chaque année, à la Directrice, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

12.1 Élection de domicile

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

12.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service de la diversité sociale et
des sports
À l'attention de la Directrice
M^{me} Johanne Derome
801, rue Brennan
Pavillon Prince, 4^e étage
Montréal (Qc) H3C 0G4

POUR L'ORGANISME :

Comité organisateur de la Finale des
Jeux du Québec – Montréal, été
2016 (COFJQ)
À l'attention du Directeur général
M. Jacques Fortin
801, rue Brennan
Pavillon Prince, 4^e étage
Montréal (Qc) H3C 0G4

12.3 Cession

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

12.4 Absence de mandat

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(Colette Fraser Greffière adjointe ou personne dûment autorisée en vertu d'une résolution)

Le^e jour de 20

COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUÉBEC – MONTRÉAL, ÉTÉ 2016 (COFJQ)

Par : _____
Marieke Tremblay
Administratrice

Cette convention a été approuvée par lede la Ville de Montréal, le^e jour du mois de (inscrire l'année) (Résolution).

ANNEXE 1

PROTOCOLE D'ENTENTE À INTERVENIR ENTRE LA VILLE ET SPORTSQUÉBEC

PROTOCOLE D'ENTENTE À INTERVENIR

ENTRE, D'UNE PART:

CORPORATION SPORTSQUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 4545, avenue Pierre-De Coubertin, Montréal, H1V 3R2, province de Québec, représentée aux fins des présentes par Monsieur Denis Servais, son président et Alain Deschamps, son directeur général, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration de ladite corporation et dont une copie certifiée est annexée aux présentes,

Ci-après désignée : « **SPORTSQUÉBEC** »

ET, D'AUTRE PART:

La **Ville de Montréal**, personne morale de droit public, ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1C6, province de Québec, représentée aux fins des présentes par madame Colette Fraser, greffière-adjointe, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'agglomération de ladite personne morale et dont une copie certifiée est annexée aux présentes,

Ci-après désignée : « **MILIEU ORGANISATEUR** »

LESQUELLES PARTIES DÉSIGNÉES CI-DESSUS DÉCLARENT CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** est reconnu par le gouvernement du Québec comme gestionnaire du programme des Jeux du Québec;
- ATTENDU QUE** le contenu du présent protocole respecte la mission et les orientations du programme des Jeux du Québec;
- ATTENDU QUE** le **MILIEU ORGANISATEUR** a obtenu l'appui et la collaboration des principaux partenaires du **MILIEU ORGANISATEUR**;
- ATTENDU QUE** le **MILIEU ORGANISATEUR** a répondu aux exigences de **SPORTSQUÉBEC** et a été retenu pour organiser la Finale des Jeux du Québec, été 2016;
- ATTENDU QUE** le **MILIEU ORGANISATEUR** formera un « Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec » dûment incorporé au Québec et signera une convention avec celui-ci, dont le mandat sera l'organisation de la Finale des Jeux du Québec et avec la dénomination **Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Montréal – été 2016** (ci-après : « **COFJQ** »)
- ATTENDU QUE** la Finale des Jeux du Québec – été 2016 (ci-après désignée la « **Finale** ») aura lieu du 16 au 24 juillet 2016 inclusivement avec une cérémonie d'ouverture le 17 juillet 2016 pour souligner le 40^{ème} anniversaire des Jeux Olympiques de Montréal. La Finale aura lieu sur deux blocs de compétitions; toute modification de ces dates devra être faite avec l'accord des deux (2) parties au plus tard un (1) an avant la date prévue d'ouverture de la Finale.
- ATTENDU QUE** le concept et l'appellation « Jeux du Québec » ainsi que sa signature sont la propriété exclusive de **SPORTSQUÉBEC**. **SPORTSQUÉBEC** est le propriétaire de la marque;

- ATTENDU QUE** le soutien financier habituellement consenti par le Gouvernement du Québec est essentiel à la réalisation de la Finale des Jeux du Québec et est une condition afin que les parties signataires de cette entente puissent assumer leurs obligations respectives;
- ATTENDU QUE** tous les formulaires, règlements, les normes d'opération, politiques, codes de candidature, guides, règles administratives ou documents pertinents pour le **MILIEU ORGANISATEUR** lui ayant été communiqués par **SPORTSQUÉBEC**, font partie intégrante du présent protocole et sont évolutifs;
- ATTENDU QUE** toutes les « **Normes d'opération des Jeux du Québec** » (ci-après : « Normes d'opération ») font partie du présent protocole, sont évolutives et sont en tout temps disponibles sur le site suivant : http://www.jeuxduquebec.com/Normes_doperation-fr-29.php;
- ATTENDU QUE** le « **Guide d'organisation d'une Finale des Jeux du Québec** » (ci-après : « Guide d'organisation ») de **SPORTSQUÉBEC**, dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, fait partie du présent protocole et est évolutif;
- ATTENDU QUE** « **L'échéancier général d'une Finale des Jeux du Québec** » (ci-après : « L'échéancier général des Jeux du Québec ») de **SPORTSQUÉBEC**, dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, fait partie du présent protocole et est évolutif;
- ATTENDU QUE** les « **Codes de candidature- Été 2016 – Tomes 1 et 2** » (ci-après : « Codes de candidature ») font partie intégrante du présent protocole et sont joints comme Annexe A; advenant des modifications aux textes entre les « Codes de candidature » et le présent protocole, le présent protocole aura préséance;
- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** reconnaît la **FÉDÉRATION** sportive provinciale comme organisme de régie de sa ou ses disciplines sportives présentes à la Finale (ci-après : « **FÉDÉRATION** »).
- ATTENDU QUE** **SPORTSQUÉBEC** reconnaît le **PARTENAIRE RÉGIONAL** soit les Unités régionales de loisir et de sport (URLS) à titre de mandataire régional du programme des Jeux du Québec et responsable de l'encadrement des délégations régionales présentes à la Finale (ci-après : « **PARTENAIRE RÉGIONAL** »).
- ATTENDU QUE** la présence de l'une ou des disciplines à la Finale des Jeux du Québec est déterminée par le processus de sélection du choix des sports 2016 et le conseil d'administration de **SPORTSQUÉBEC** a adopté par résolution que l'une ou des disciplines sous la gouverne de la **FÉDÉRATION** soit inscrite à une Finale des Jeux du Québec. La programmation sportive de la Finale des Jeux du Québec, incluant les volets compétition et démonstration, doit être sanctionnée par les fédérations sportives québécoises membres et acceptée par **SPORTSQUÉBEC** (ci-après : « fédérations sportives ») avant la deuxième visite technique prévu au calendrier;
- ATTENDU QUE** la présence d'un athlète et d'un entraîneur/accompagnateur dans une délégation régionale dans une discipline à la Finale des Jeux du Québec est déterminée par les politiques et normes d'opération mise en place par **SPORTSQUÉBEC**;
- ATTENDU QU'** il y a lieu de préciser les droits et obligations de chacune des parties au présent protocole afin d'établir et de maintenir des liens harmonieux de coordination et de collaboration favorisant l'atteinte des objectifs du programme des Jeux du Québec disponible en tout temps sur le site suivant : http://www.jeuxduquebec.com/A_propos-fr-5.php;

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT:

Le préambule et les annexes, s'il y a lieu, font partie intégrante du présent protocole d'entente.

1. LES OBLIGATIONS DE SPORTSQUÉBEC

- 1.1. **SPORTSQUÉBEC** conseille et aide les partenaires du milieu et plus particulièrement le **COFJQ** du **MILIEU ORGANISATEUR**, pour la préparation et la tenue de la Finale des Jeux du Québec.

- 1.2. **SPORTSQUÉBEC** négocie et gère un protocole d'entente avec les partenaires régionaux du programme des Jeux du Québec et assure les liens en ce qui a trait à l'encadrement des participants à la Finale.
- 1.3. **SPORTSQUÉBEC** négocie et gère un protocole d'entente avec les fédérations sportives concernées afin qu'elles mettent à la disposition du **MILIEU ORGANISATEUR** les services nécessaires à l'organisation et la réalisation de la Finale.
- 1.4. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à transporter de leur région respective au **MILIEU ORGANISATEUR**, conditionnellement à l'octroi d'une subvention du Gouvernement du Québec prévue à cette fin, les officiels majeurs des fédérations sportives, les athlètes et accompagnateurs/entraîneurs et en assurer le retour selon les modalités connues dans les « **Normes d'opération** ».
- 1.5. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à faire fabriquer les éléments de « support aux participants » tels que définis à l'article 2.9.38 du présent protocole. Les appels d'offres seront gérés par **SPORTSQUÉBEC** et les fournisseurs locaux identifiés par le **MILIEU ORGANISATEUR** seront invités à soumissionner.
- 1.6. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à produire sans frais au **MILIEU ORGANISATEUR** les médailles nécessaires au couronnement des épreuves au programme de la Finale; les fournisseurs locaux identifiés par le **MILIEU ORGANISATEUR** seront invités à soumissionner.
- 1.7. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à coordonner, de concert avec le **MILIEU ORGANISATEUR**, la visibilité des commanditaires soit les partenaires des Jeux (ci-après: Partenaires des Jeux), selon leur statut, dans la campagne média régionale et provinciale de la Finale.
- 1.8. **SPORTSQUÉBEC** négocie et gère avec les réseaux provinciaux des médias, toute plateforme confondue, en vue de la promotion et de la diffusion de la Finale des Jeux du Québec, incluant la période de la tenue de la Finale. Tous les droits de diffusion de la Finale appartiennent exclusivement à **SPORTSQUÉBEC**.

SPORTSQUÉBEC négocie et paie directement aux diffuseurs, toutes plateformes confondues, les sommes requises pour la diffusion de la Finale. **SPORTSQUÉBEC** assume les frais de diffusion conditionnellement à l'octroi d'une subvention du Gouvernement du Québec prévue à cette fin.

SPORTSQUÉBEC facturera le **COFJQ** à la fin de la Finale, pour les frais de gestion, les frais de démarchage, les taxes et les coûts excédentaires de la diffusion de la Finale, si applicables et ce, sans jamais excéder un total de cent mille dollars (100 000 \$) tout compris.

- 1.9. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à négocier, de concert avec le **MILIEU ORGANISATEUR** par l'entremise du **COFJQ**, l'octroi d'une subvention par le Gouvernement du Québec. Le montant de l'assistance financière devra être utilisé exclusivement aux fins indiquées dans les subventions annoncées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (ci-après : « **MELS** »). Le soutien financier octroyé par le **MELS** au **COFJQ** est conditionnel à l'adoption annuelle des crédits par le Conseil du Trésor du Gouvernement du Québec et au dépôt des livrables exigés par le **MELS**. Les contributions gouvernementales seront versées au **COFJQ** de la façon suivante :

Fonctionnement *	
2014 - 2015 :	208 750 \$
2015 - 2016 :	542 750 \$
2016 - 2017 :	83 500 \$ **
Total :	835 000 \$

* L'aide financière dédiée au fonctionnement peut également servir, au besoin, à l'achat d'équipement spécialisé pour la tenue des compétitions sportives. Une partie de ce financement peut être utilisée pour soutenir des projets d'immobilisation et ce, jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Dans ce dernier cas, le **COFJQ** doit assumer au moins 60 % du coût total des travaux.

** À la suite de l'acceptation par **SPORTSQUÉBEC** des états financiers vérifiés et du rapport complet de l'organisation de la Finale des Jeux du Québec préparé par le **COFJQ**, tel que prévu à l'article 2.9.38, **SPORTSQUÉBEC** recommandera au Gouvernement du Québec de verser le dernier versement de dix pour cent (10%) du montant total prévu pour les opérations au **COFJQ**.

- 1.10. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à diriger la gestion des livrables des Partenaires des Jeux en conformité avec le document « **Politique et directives de commandites** », dont une copie mise à jour a été remise au milieu, et ce en collaboration avec le **MILIEU ORGANISATEUR**.
- 1.11. **SPORTSQUÉBEC** exécute les ententes déjà signées avec les Partenaires des Jeux selon les conditions de l'article 1.17. La liste de ceux-ci étant disponible à l'annexe A.
- 1.12. **SPORTSQUÉBEC** oriente la rédaction des documents et outils de présentation aux Partenaires des Jeux, conjointement avec le **MILIEU ORGANISATEUR** selon une structure de commandite à développer avec **SPORTSQUÉBEC**.
- 1.13. **SPORTSQUÉBEC** prépare les protocoles d'entente des Partenaires des Jeux. **SPORTSQUÉBEC** fournit également tous les protocoles d'entente type pour toutes les Partenaires des Jeux. Le **MILIEU ORGANISATEUR** doit utiliser les protocoles officiels de **SPORTSQUÉBEC** et devra faire approuver chaque protocole d'entente avant la signature par **SPORTSQUÉBEC** selon la procédure définie dans le document « **Politique et directives de commandites** ». Tous les protocoles devront être signés par **SPORTSQUÉBEC**, le **MILIEU ORGANISATEUR**, et le Partenaires des Jeux, incluant les contrats avec des fournisseurs ou partenaires auxquels toutes formes de visibilités sont accordées.
- 1.14. **SPORTSQUÉBEC** assure la livraison des services aux Partenaires des Jeux en assurant la relation avec les clients, la supervision et le suivi des ententes, la coordination entre les intervenants, l'exécution des obligations et la rédaction des rapports et évaluations, conjointement avec le **MILIEU ORGANISATEUR**.
- 1.15. **SPORTSQUÉBEC** assure la gestion des Partenaires des Jeux incluant le respect des ententes, l'évaluation et le bilan auprès de ces commanditaires.
- 1.16. **SPORTSQUÉBEC** assure la facturation et la perception des montants auprès des Partenaires des Jeux et leur remise au **COFJQ**, moins les frais décrits à l'article 1.17.
- 1.17. **SPORTSQUÉBEC** retient selon l'article 1.17 un pourcentage des commandites des Partenaires des Jeux selon la répartition suivante :
 - 1.17.1 0 % sur la tranche de 0 \$ à 449 999 \$
 - 1.17.2 10 % sur la tranche de 450 000 \$ à 1 849 999 \$
 - 1.17.3 5% sur la tranche de 1 850 000 \$ à 2 299 999\$
 - 1.17.4 3 % sur la tranche de 2 300 000 \$ et plus
 - 1.17.5 90 % sur la portion du partenariat signé par le **COFJQ** pour les éditions subséquentes (2017-2018 et autres) jusqu'à l'échéance de la Finale.
 - 1.17.6 100 % des montants en vertu des partenariats signés par le **COFJQ** pour les éditions subséquentes après la Finale.

SPORTSQUÉBEC gardera en garantie, jusqu'à l'acceptation du rapport final du **COFJQ** par **SPORTSQUÉBEC**, dix pour cent (10 %) des montants afin de s'assurer du respect des livrables convenus pour les Partenaires des Jeux. Advenant le cas où une clause des protocoles des Partenaires des Jeux ait été non respectée par le **COFJQ**, des pénalités financières au **COFJQ** pourront s'appliquer; le cas échéant, le montant de la pénalité sera négocié avec le commanditaire et appliqué par la suite par **SPORTSQUÉBEC** au **COFJQ**.

Dans le cas d'une commandite en biens ou en services, les frais sont calculés sur la base de la valeur des biens et/ou des services au tarif du marché. Les clauses 1.17.1, 1.17.2, 1.17.3, 1.17.4, 1.17.5 ou 1.17.6 s'appliquent, selon le cas, dans le calcul des frais retenus par **SPORTSQUÉBEC**.

- 1.18. Suite à un dépôt d'un calendrier de toutes les productions publiques du **COFJQ** c'est à dire tout document, toute publicité et toute production visuelle diffusées publiquement à la famille des Jeux du Québec ou sur la Finale (ci-après : « productions publiques »), **SPORTSQUÉBEC** s'engage à répondre à toute demande d'approbation prévue au présent protocole dans un délai mentionné dans le tableau ci-dessous suivant la date de réception des documents soumis par le **MILIEU ORGANISATEUR** ou par son **COFJQ**, sauf dans le cas où une résolution du conseil d'administration de **SPORTSQUÉBEC** est nécessaire :

Moment de la demande du COFJQ avant la Finale des Jeux du Québec en 2016	Délais d'approbation par SPORTSQUÉBEC
Entre la signature du protocole et 10 jours avant la Finale ou après la Finale	3 jours ouvrables du lundi au vendredi
10 jours avant la Finale et durant la Finale	Vingt-quatre (24) heures en tout temps

- 1.19. **SPORTSQUÉBEC** s'engage à fournir les services suivants et autres services logistiques essentiels à l'organisation de la Finale, moyennant l'acquiescement des frais de service spécifiés à l'article 2.2 par le **MILIEU ORGANISATEUR** :
- Utilisation de l'emblème et du nom des Jeux du Québec;
 - Opération, configuration, formation et mise à jour de l'application des Jeux du Québec soit les systèmes de compilation des résultats, inscriptions, rapports, statistiques, d'accréditation, etc.;
 - Documents pertinents à la réalisation d'une Finale;
 - Soutien-conseil du personnel de **SPORTSQUÉBEC**.

2. LES OBLIGATIONS DU MILIEU ORGANISATEUR

- 2.1. Le **MILIEU ORGANISATEUR** agit aux présentes et accepte, seul, la responsabilité de toutes les implications civiles et financières de la tenue de la Finale résultant des engagements assumés directement par le **MILIEU ORGANISATEUR** ou son mandataire dûment autorisé, le tout conformément aux dispositions du présent protocole.
- 2.2. Le **MILIEU ORGANISATEUR** par l'entremise du **COFJQ** s'engage à verser à **SPORTSQUÉBEC** un montant de soixante mille dollars (60 000 \$), soit 25% (15 000 \$) à la réception de la subvention du Gouvernement du Québec 2014-2015, et 75% (45 000 \$) sur facturation après la Finale, pour les services énumérés à l'article 1.19. Aucun versement ne sera versé avant la réception de la subvention du Gouvernement du Québec 2014-2015.
- 2.3. Le **MILIEU ORGANISATEUR** formera un « Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec » dûment incorporé au Québec, dont le mandat sera l'organisation de la Finale et avec la dénomination **Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Montréal – été 2016 (COFJQ)**.

- 2.4. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à fournir une preuve que le **COFJQ** détient une police d'assurance de responsabilité civile générale du montant désigné dans le tableau ci-dessous. De plus, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à requérir du **COFJQ** que la Corporation **SPORTSQUÉBEC** Inc. soit désignée à titre d'assurée additionnelle de la police d'assurance responsabilité civile du **COFJQ**, pour la période couvrant toutes les activités du **COFJQ** ainsi que durant la tenue de la Finale des Jeux du Québec sur le territoire où se dérouleront les activités.

Moment de la demande du COFJQ avant la Finale des Jeux du Québec en 2016	Montant de la preuve d'assurance responsabilité civile incluant
Entre la signature du protocole et 1 an avant la Finale	Deux millions de dollars (2 000 000 \$)
Entre 1 an avant la Finale et jusqu'à la dissolution du COFJQ	Cinq millions de dollars (5 000 000 \$)

- 2.5. Le **MILIEU ORGANISATEUR** et le **COFJQ** ne peuvent pas prendre des décisions qui iraient à l'encontre des politiques, normes, procédures et de l'esprit du programme des Jeux du Québec tels que communiqués au **MILIEU ORGANISATEUR**.
- 2.6. Le **MILIEU ORGANISATEUR**, après consultation du **COFJQ**, déléguera, sur demande de **SPORTSQUÉBEC**, un représentant à titre de membre observateur lors de l'assemblée annuelle de **SPORTSQUÉBEC**.
- 2.7. En collaboration avec ses partenaires, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à mettre à la disposition du **COFJQ** les installations et équipements nécessaires à la tenue de la Finale.

Toutes les installations et équipements doivent être conformes aux fiches techniques des disciplines, dont une copie mise à jour sera remise au **COFJQ** et ce, trois semaines avant le début de la Finale.

Lorsque requis, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à négocier auprès des autorités concernées les demandes d'assistance financière et l'utilisation des installations et des équipements.

Dans le cas où il y a construction ou modification majeure d'une installation, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à fournir à **SPORTSQUÉBEC** un échéancier du projet.

- 2.8. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à remettre à **SPORTSQUÉBEC** la liste identifiant les installations et les équipements à être fournis.
- 2.9. Le **MILIEU ORGANISATEUR**, après approbation par **SPORTSQUÉBEC**, doit signer, sujet à l'approbation par les autorités municipales compétentes, un protocole d'entente avec le **COFJQ** par lequel ce dernier s'engage à ce qui suit et devra fournir une copie de l'entente à **SPORTSQUÉBEC** :
- 2.9.1. à respecter intégralement le contenu des « Normes d'opération » ainsi que « l'Échéancier général des Jeux du Québec » ainsi que tous les formulaires, politiques, règlements, codes de candidature, guides, règles administratives ou autres documents pertinents de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que leurs modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur le **COFJQ** devront être négociées avec le **COFJQ**;
 - 2.9.2. à respecter le « Guide d'organisation » de **SPORTSQUÉBEC** ainsi que ses modifications éventuelles. Toutes modifications ayant un impact financier sur le **COFJQ** devront être négociées avec le **COFJQ**;
 - 2.9.3. à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** l'organigramme complet de son organisation selon « L'échéancier général des Jeux du Québec »;
 - 2.9.4. à fournir à **SPORTSQUÉBEC** les copies des résolutions des différentes corporations impliquées dans la Finale, relativement aux sites de compétition,

d'accueil, d'hébergement ou autres, au fur et à mesure de leur obtention, ou au plus tard selon « L'échéancier général des Jeux du Québec ». Les ententes pour les secteurs suivants doivent être signées un (1) an avant la Finale : alimentation, transport, hébergement, santé, programmations sportives (installations) et vérification des antécédents judiciaires des bénévoles;

- 2.9.5. à collaborer aux rencontres de planification technique requises pour la tenue de la Finale. Les détails concernant les services d'un site sont sujets à discussion entre le **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC**, le propriétaire de l'installation et la fédération sportive concernée. Les détails seront consignés dans un devis technique;
- 2.9.6. à s'assurer que la signature du devis technique par sport doit être complétée selon « L'échéancier général des Jeux du Québec ». Advenant une mésentente entre le **MILIEU ORGANISATEUR**, les fédérations sportives et le **COFJQ** sur le choix d'un ou de plusieurs sites, le **MILIEU ORGANISATEUR** et le **COFJQ** reconnaît à **SPORTSQUÉBEC** le droit de prendre unilatéralement la décision finale;
- 2.9.7. à se conformer à la réglementation des fédérations sportives reconnues par **SPORTSQUÉBEC**. Ces réglementations lui seront transmises selon « L'échéancier général des Jeux du Québec ». La nomination des responsables disciplinaires locaux de chaque sport devra être convenue entre le **COFJQ** et la fédération sportive. Le responsable disciplinaire ne pourra occuper aucune autre fonction durant la tenue de la Finale. Dans le cas d'un litige sur cette nomination, **SPORTSQUÉBEC** se réserve le droit d'imposer un choix final;
- 2.9.8. à loger et nourrir les participants, officiels, accompagnateurs/entraîneurs, chefs de délégation et missionnaires accrédités et acceptés par **SPORTSQUÉBEC**, selon les « Normes d'opération ». Cette obligation s'étend advenant un prolongement de séjour attribuable à des éléments incontrôlables ou tout cas fortuit ou de force majeure.
- 2.9.9. à respecter les données de **SPORTSQUÉBEC** qui se retrouvent dans les « Codes de candidature » et les « Normes d'opération » concernant l'hébergement mises à la disposition des athlètes, l'hygiène, l'encadrement, la sécurité et l'aménagement des sites d'hébergement;
- 2.9.10. à respecter les « Normes d'opération » en matière de politique alimentaire, principalement en ce qui a trait aux installations, aux équipements et à la qualité des menus présentés dans le cadre de la Finale, lesquels menus devront être soumis selon « L'échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.11. à respecter le « Guide médical du Conseil de la médecine du Québec » et les « Normes d'opération », concernant les services médicaux à être mis à la disposition des athlètes, principalement en ce qui a trait aux examens précompétition, à la compilation de statistiques et au contrôle médical ainsi qu'à fournir le personnel médical nécessaire;
- 2.9.12. à inviter un représentant de **SPORTSQUÉBEC** à siéger, à titre d'observateur avec droit de parole, aux réunions du conseil d'administration et du comité exécutif du **COFJQ**. Les représentants de **SPORTSQUÉBEC** seront invités aux réunions de régie, ainsi qu'à toutes les activités prévues avant, pendant et après la Finale des Jeux du Québec;
- 2.9.13. à ne réclamer aucun frais à **SPORTSQUÉBEC** pour sa participation à ces activités, à l'exclusion des activités qui contribuent au financement de la Finale;
- 2.9.14. à participer avec **SPORTSQUÉBEC** à l'organisation d'une rencontre d'information pour les futurs milieux candidats intéressés par l'organisation

d'une Finale des Jeux du Québec. Cette rencontre sera coordonnée par **SPORTSQUÉBEC** et tenue au moment jugé le plus opportun;

- 2.9.15. sauf dans le cas où **SPORTSQUÉBEC** exprime son consentement à un projet de publicité, de promotion ou d'information hors des limites permises, le **COFJQ** doit, à l'exception des réseaux sociaux, limiter à sa région administrative, toutes promotion, publicité et information sur la Finale des Jeux du Québec et ce, jusqu'à la fin de la cérémonie de clôture de la Finale;
- 2.9.16. à convenir avec le **MILIEU ORGANISATEUR** de l'affectation de tout surplus financier qui pourrait résulter de l'organisation de la Finale, selon « l'Échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.17. à fournir à **SPORTSQUÉBEC** tous ses procès-verbaux et comptes rendus de toutes les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif du **COFJQ**. Le **COFJQ** avisera **SPORTSQUÉBEC** de la tenue de ses assemblées régulières cinq (5) jours à l'avance et de ses assemblées spéciales, quarante-huit (48) heures à l'avance;
- 2.9.18. à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** son budget d'opération de façon trimestrielle de même qu'à respecter les procédures comptables généralement reconnues dans l'élaboration du budget d'opération, le contrôle des dépenses et dans la présentation des bilans financiers;

- 2.9.19. à soumettre, à titre d'information, à **SPORTSQUÉBEC** tout projet de modification à son budget d'opération ou à sa procédure;
- 2.9.20. à soumettre pour information à **SPORTSQUÉBEC** tout projet de demande d'aide aux Gouvernements du Québec et du Canada, que ce soit sous forme d'octrois, de commandites, de prêts ou autres avant le dépôt de la demande. Toutes les exigences reliées à la visibilité et aux retombées devront être approuvées par **SPORTSQUÉBEC**;
- 2.9.21. à assumer, conjointement avec **SPORTSQUÉBEC** et en lien avec le programme des Jeux, la responsabilité de l'idéation et du démarchage des partenaires (incluant le développement de la structure de commandite et de l'approche, l'identification des attributs et des bénéficiaires de la propriété, le développement de projet de commandites, l'adaptation selon les cibles, la sollicitation, la présentation de projet et la négociation);
- 2.9.22. à assumer la responsabilité du démarchage, à gérer les ressources affectées et assister **SPORTSQUÉBEC** dans la gestion des commandites des Partenaires des Jeux en conformité avec le document « Politique et directives de commandites »;
- 2.9.23. à signer et respecter toutes les clauses prévues au document « **Politique et directives de commandites** » ainsi que toutes les clauses d'exclusivité des commanditaires;
- 2.9.24. à utiliser exclusivement le nom de domaine déterminé par **SPORTSQUÉBEC** pour l'hébergement du site Internet de la Finale. Il faudra aussi créer, gérer et utiliser les adresses de courrier électronique des régions pré-identifiées lors de la Finale et pour le personnel du **COFJQ** ayant le format suivant : 1^{ère} lettre du prénom nomdefamille@2016.jeuxduquebec.com;
- 2.9.25. à déposer un calendrier de toutes les productions publiques du **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC** s'engage à répondre à toutes les demandes d'approbation prévues au présent protocole selon la clause 1.18;
- 2.9.26. à respecter les données contenues dans les « **Normes d'opération** » traitant de l'ensemble des politiques de **SPORTSQUÉBEC** telles que les politiques relatives au nom et à l'emblème des Jeux du Québec, aux commandites et aux médias sociaux;
- 2.9.27. à respecter les données et les exigences des « Codes de candidature » et « Normes d'opération » en ce qui a trait aux programmes d'activités culturelles et touristiques, aux activités sportives de niveau démonstration et à la programmation complémentaire; ces programmes devront être connus selon « l'Échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.28. à soumettre à **SPORTSQUÉBEC** son programme d'activités spéciales et/ou sociales incluant une Place des Jeux selon « l'Échéancier général des Jeux du Québec »;
- 2.9.29. à respecter les données du « Guide d'organisation » en matière d'éthique, d'invitations et d'activités protocolaires, selon les exigences de **SPORTSQUÉBEC**;
- 2.9.30. à respecter formellement les engagements contractés entre **SPORTSQUÉBEC** et le Gouvernement du Québec en matière de visibilité dont une copie mise à jour aura été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**, lesquels font partie du présent protocole;
- 2.9.31. à respecter la liste d'invitations provinciale fournie par **SPORTSQUÉBEC** en vue des cérémonies officielles et à remettre à **SPORTSQUÉBEC** un nombre de

laissez-passer n'excédant pas trois cents (300) pour assister à chaque cérémonie officielle. De plus, **SPORTSQUÉBEC** sera invitée aux activités prévues au programme de la Finale;

- 2.9.32. à utiliser obligatoirement le thème musical officiel des Jeux du Québec lors d'activités protocolaires qui le prévoient;
- 2.9.33. à soumettre pour approbation par **SPORTSQUÉBEC**, le texte et la musique de la chanson d'ambiance sur la Finale dans le cas où le **MILIEU ORGANISATEUR** souhaiterait en développer une;
- 2.9.34. à soumettre à l'approbation de **SPORTSQUÉBEC** toute demande de participation à la Finale de quelque nature que ce soit provenant d'organismes québécois, canadiens et étrangers de loisirs, sports ou autres;
- 2.9.35. à présenter à **SPORTSQUÉBEC** des rapports détaillés sur l'état et l'avancement de l'organisation de la Finale, lors d'un maximum de quatre (4) rencontres, connues sous le nom de « rencontre de coordination », qui seront tenues aux dates et endroits déterminés par les parties et à organiser de concert avec **SPORTSQUÉBEC** un minimum de deux (2) lacs-à-l'épaule d'une journée chacun ainsi qu'en assumer les frais;
- 2.9.36. à ce qu'aucuns frais d'admission ne soient requis pour l'accès aux activités sportives, culturelles ou sociales prévues dans le cadre du programme des Jeux du Québec, exception faite des cérémonies d'ouverture et de clôture et des activités de financement de la Finale;

- 2.9.37. à libérer les sites de tout affichage de commanditaires n'ayant pas signé d'entente de visibilité pour la Finale. La visibilité des Partenaires des Jeux du Québec devra être équitable selon le statut de chaque commanditaire. Pendant l'événement, le **COFJQ** et **SPORTSQUÉBEC** ne doivent pas être limités et contraints par des contrats d'affichage ne permettant pas de retirer les affiches en place et de les remplacer par celles des Partenaires de la Finale. De même, des ententes de concession dans les lieux retenus doivent comporter des dispositions spéciales de sorte que, au moment de la Finale, les fournisseurs du **COFJQ** en matière de breuvages, de nourriture et de marchandises soient privilégiés et que les ententes d'exclusivité soient respectées. Les frais pour le masquage des sites sont assumés par le **COFJQ**;
- 2.9.38. à participer à une rencontre de présentation de rapport final et à faire parvenir à **SPORTSQUÉBEC**, quatre (4) mois après la Finale, un rapport complet, en cinq (5) copies sur clé USB et une (1) copie imprimée, rédigé selon les exigences décrites dans le « Guide d'organisation », et portant sur :
- l'ensemble des statistiques et rapports des services et des comités;
 - l'administration de la Finale;
 - les implications financières et comptables;
 - les coûts et les dépenses relatives à la promotion et au matériel publicitaire;
 - les coûts et les dépenses relatives aux équipements spécialisés;
 - les articles promotionnels et les activités d'autofinancement;
 - les modifications suggérées au « Guide d'organisation » ou autres documents jugés essentiels à l'organisation.
- 2.9.39. à assumer les dépenses « support aux participants »; plus spécifiquement, les sacs des athlètes, les bannières d'excellence, le matériel périssable d'accréditation et les costumes des délégations incluant jusqu'à un maximum de 10 %, la différence entre la prévision de participation et la participation réelle de la région à la Finale;
- 2.9.40. à remettre à **SPORTSQUÉBEC** un article de chaque objet conçu pour la Finale en vue de les conserver pour le futur Musée ou une exposition sur les Jeux du Québec.
- 2.9.41. à respecter les obligations découlant des partenariats établis par **SPORTSQUÉBEC** avec différents organismes en vue de la Finale; le **COFJQ** sera avisé par **SPORTSQUÉBEC** de ces ententes et des obligations en découlant, étant entendu que de telles obligations sont en lien direct avec la programmation de la Finale. Toute entente ayant un impact financier sur le **COFJQ** devra être négociée avec le **COFJQ**;
- 2.9.42. Le **COFJQ** s'engage à utiliser **SPORTSQUÉBEC**, avec sa filiale **GPS SPORTS EN LIGNE INC.** à titre d'unique fournisseur de tous les produits dérivés des Jeux du Québec (vêtements, objets promotionnels, etc.), ainsi que de la Finale, tant pour la marque de commerce des Jeux du Québec que pour celle du **COFJQ**;

En collaboration avec le **COFJQ**, **SPORTSQUÉBEC** produira et vendra tous les produits de la Finale au **COFJQ**. Le profit net des ventes de la Boutique des Jeux sera partagé avec le **COFJQ**, tel que spécifié dans le document « **Politique et directives des produits dérivés et de la Boutique des Jeux 2016** », dont une copie mise à jour a été remise au **MILIEU ORGANISATEUR**;

Tous les produits dérivés seront offerts exclusivement dans la section Jeux du Québec de la boutique en ligne de **SPORTSQUÉBEC** et devront être vendus avant et pendant la Finale sur les sites convenus entre **SPORTSQUÉBEC** et le

COFJQ. La division des profits nets se fera lors de la fermeture des livres, au maximum 60 jours après la Finale;

Suite à l'analyse des soumissions, les fournisseurs provenant du **MILIEU ORGANISATEUR** seront favorisés si les prix provenant des soumissions sont égaux ou jusqu'à un maximum de 10 %;

2.10. De plus, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à autoriser **SPORTSQUÉBEC** à utiliser la chanson, la mascotte et l'emblème de la Finale, le cas échéant;

2.11. Le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à procéder à la dissolution de son **COFJQ** selon les exigences de la Loi sur les compagnies (RLRQ., c. C-38), dans un délai d'un (1) an suivant la fin de la Finale et en informera **SPORTSQUÉBEC**;

3. GÉNÉRALITÉS

3.1. Le présent protocole est signé en deux (2) exemplaires. Une copie sera remise à chaque partie.

3.2. Les droits et obligations créés aux termes du présent protocole ne peuvent être cédés ni autrement transférés sans l'autorisation écrite de **SPORTSQUÉBEC** à défaut de quoi, telle cession ou tel transfert est réputé invalide.

3.3. Le présent protocole ne peut être modifié ou amendé que par un avis portant la signature des parties aux présentes et stipulant expressément les modifications ou amendements.

3.4. Toutes modifications au présent protocole devront faire l'objet d'une entente entre les deux parties.

3.5. Le protocole d'entente est conditionnel à l'obtention d'un engagement du Gouvernement du Québec concernant les articles 1.4, 1.5, 1.9.

3.6. À défaut de se conformer au but fixé par le présent protocole, soit la réalisation de la Finale, le **MILIEU ORGANISATEUR** s'engage à payer à **SPORTSQUÉBEC**, la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars (100 000 \$).

3.7. Advenant le cas où **SPORTSQUÉBEC** lui retirerait la réalisation de la Finale, **SPORTSQUÉBEC** s'engage à payer au **MILIEU ORGANISATEUR** la valeur des dommages et intérêts encourus jusqu'à concurrence de la somme de cent mille dollars (100 000 \$).

3.8. Les clauses 3.6, 3.7 et 4.1 ne s'appliquent pas dans les éventualités suivantes:

3.8.1 désastre majeur provenant d'éléments naturels tels que : inondation, tremblement de terre, conflagration, terrorisme, ou tout autre cas fortuit ou de force majeure;

3.8.2 dans le cas où les autorités gouvernementales se désisteraient de leurs engagements contractés envers **SPORTSQUÉBEC**, en ce qui a trait à la subvention touchant les immobilisations, le matériel spécialisé et le fonctionnement de la Finale des Jeux du Québec, tel que stipulé à l'article 1.9 du protocole.

3.9. Les parties conviennent que ce protocole d'entente est régi et interprété en vertu des lois applicables dans la province de Québec et que tout litige judiciaire en découlant sera entendu dans le district judiciaire de Montréal.

4. RÉSILIATION

4.1. En cas de défaut ou de manquement au présent protocole d'entente par le **MILIEU ORGANISATEUR** auquel il n'aurait pas remédié après un délai de trente (30) jours suivant un avis écrit à cet effet, **SPORTSQUÉBEC** peut mettre fin au présent protocole d'entente sans autre avis ni délai et imposer une sanction quant à la participation au Programme des Jeux du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ

À _____

CE _____ JOUR DU MOIS DE _____ 2014

CORPORATION SPORTSQUÉBEC INC. :

Denis Servais,
Président

Alain Deschamps,
Directeur général

MILIEU ORGANISATEUR - Ville de MONTRÉAL

Colette Fraser,
Greffière-adjointe

Annexe A
Liste des Partenaires déjà signé par *SPORTSQUEBEC* pour la Finale

Caisse Populaire Desjardins	216k\$
BMR	75k\$
Sports Experts	115k\$
Hydro Québec	150k\$

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DU COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUÉBEC – MONTRÉAL, ÉTÉ 2016 (COFJQ)

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.
- 1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.
- 1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

24. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

25. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire par écrit (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre).
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire (et le Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre).
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie (et du Secrétariat dans le cas d'une entente-cadre) dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

26. Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée à celle-ci et au MINISTRE dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

Afin de répondre aux exigences du protocole de visibilité, veuillez-vous adresser à :

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec
 Montréal, été 2016 (COFJQ)
 À l'attention du Directeur général
 M. Jacques Fortin
 801, rue Brennan
 Pavillon Prince, 4^e étage
 Montréal (Qc) H3C 0G4

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.

- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : <http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite>.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

Personne ressource :
 NATHALIE POTVIN
 Conseillère en communication
 Secrétariat à la région métropolitaine
 800, rue du Square-Victoria, bureau 2.00
 Montréal (Qc) H4Z 1B7

Tél. : 514 873-7355, poste 6158
 Téléc. : 514 864-4335
Nathalie.Potvin@mce.gouv.qc.ca



Dossier # : 1141541002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à cette fin le document «Fiche technique d'inscription »

1- d'autoriser la Ville de Montréal, en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ), à participer à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés, en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

2- d'approuver à cette fin un document intitulé << Fiche technique d'inscription >>.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-28 11:47

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1141541002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à cette fin le document «Fiche technique d'inscription »

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet une demande d'autorisation pour adhérer à un regroupement d'achat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour la conclusion d'une entente pour la fourniture sur demande de divers pneus. Ces pneus sont requis dans le cadre de l'entretien des véhicules du parc motorisé de la Ville. Tel que prescrit par la Loi sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics (règlement 5.2), tout organisme public appartenant à un regroupement doit signifier son engagement par résolution avant le lancement de l'appel d'offres.

Les contrats actuels pour la fourniture de divers pneus conclus par le CSPQ viendront à échéance le 31 juillet 2014 (durée de 23 mois) et des procédures de renouvellement sont présentement en cours. Par ailleurs, contrairement au regroupement de 2012, l'adhésion de la Ville va se faire par l'entremise de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) suite à un partenariat avec le CSPQ. L'UMQ s'est vu confier le mandat de recueillir l'adhésion de l'ensemble des municipalités intéressées.

Les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de produits en son nom, et les articles 29.9.2 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.2 du *Code municipal* permettent à l'UMQ de déléguer, par entente, une partie de l'exécution du processus contractuel au Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Afin d'être en mesure d'adhérer au regroupement, il a été convenu de transmettre la résolution du Comité exécutif à l'UMQ avant le 12 juin. Le dossier décisionnel devra être approuvé par les autres instances (CM, CG) et transmis avant la fermeture de l'appel d'offres du CSPQ prévu à la fin du mois de juin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0394 - 25 octobre 2012 - Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés pour une durée de 23 mois se terminant le 31 juillet 2014 (Montant estimé de l'entente 2,5 millions \$).

CG12 0221 - 21 juin 2012 - Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offre par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) / Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle ».

DESCRIPTION

Selon le responsable de l'appel d'offres du CSPQ, le marché de pneus est très évolutif et comme chaque année de nouveaux modèles arrivent, cela ne permet pas de conclure des contrats de plus de 2 ans avec les manufacturiers. La durée des prochaines ententes-cadres sera de 20 mois, elles débuteront le 1er août 2014 et se termineront le 31 mars 2016. Les gammes de pneus disponibles seront :

- A Pneus radiaux d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes
- B Pneus conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille
- C Pneus radiaux pour camions lourds et camions de service
- G Pneus hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)
- J Pneus du domaine agricole
- K Pneus pour service industriel léger et utilitaires
- N Pneus rechapés
- R Pneus remoulés

Pour le groupe des pneus rechapés (N), le volet prix des carcasses n'est pas inclus dans l'appel d'offres du CSPQ.

Certaines conditions préciseront que le client pourra transiger avec le distributeur autorisé de son choix. Il sera encore possible d'acheter un pneu avec les mêmes critères, même si son prix est jusqu'à 10% plus élevé.

JUSTIFICATION

Le regroupement inclura les ministères, des organismes publics provinciaux et de nombreuses municipalités. À partir de l'appel d'offres précédent (2012), il est possible d'estimer que le regroupement devrait dépasser les 16 millions \$ pour la période visée (20 mois).

La possibilité de lancer notre propre appel d'offres a été envisagé, mais nous considérons que n'aurions pas de meilleurs prix.

Le volume d'achat de la Ville devrait représenter moins que 15 % des achats du regroupement.

L'entente avec l'UMQ va permettre aux clients de bénéficier des avantages particuliers d'un contrat à commandes avec des fournisseurs multiples (pas possible dans par la LCV). Cela permettra à un client d'acquérir des pneus de différents manufacturiers (il y a plus de 10 000 prix dans le moteur de recherche de pneu sur le site Web du CSPQ) et d'utiliser les services du distributeur autorisé de son choix.

La fédération des municipalités du Québec (FMQ) à une entente de gré à gré avec Goodyear et les prix sont supérieur de 4% à l'entente en vigueur. Le participant doit s'engager à faire

ses achats exclusivement auprès des fournisseurs identifiés, selon la disponibilité des pneus et selon les termes du contrat.

L'appel d'offres du CSPQ ne permet pas à un fournisseur d'offrir un meilleur prix à un autre client du secteur public de moindre importance, sans offrir ce même prix au CSPQ (mêmes termes et conditions).

Adhérer à ce regroupement permettra aux services corporatifs et aux arrondissements de continuer de bénéficier des prix avantageux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation totale d'environ 2,4 million \$ incluant les taxes, pour la période de l'engagement (20 mois). Cette estimation a été réalisée au moyen des quantités prévisionnelles et des derniers prix payés par la Ville.

Les prix sont obtenus directement d'un manufacturier (compte national) associé à la gamme de pneus disponibles. Les ententes du CSPQ avec les manufacturiers seront basées sur les prix unitaires des pneus, calculés en fonction du taux d'escompte fixe accordé (sauf la classe B).

Le suivi de la validité des prix payés, selon les termes et conditions du contrat, pourra être vérifié par l'extraction périodique des données d'achats pour une comparaison par échantillonnage dans le moteur de recherche de pneu sur le site Web du CSPQ.

Le CSPQ perçoit un frais de gestion de 1% directement des fournisseurs lequel est inclus dans les prix soumis, à son tour, le CSPQ s'engage à transférer 0,4% à l'UMQ pour son implication.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus ou un retard prolongé de l'autorisation pourrait entraîner des coûts supplémentaires d'approvisionnement pour la Ville. Les services corporatifs et les arrondissements pourraient ne plus bénéficier des prix avantageux de la part des manufacturiers à partir du 1er août 2014, et il faudrait donc lancer un appel d'offres rapidement au risque d'avoir des prix plus élevés.

La non adhésion à l'entente alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise afin d'informer les différentes unités d'affaires de la Ville de la conclusion de l'entente et des modalités convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 16 MAI 2014 - date limite pour remettre l'estimation de la consommation
- 12 JUIN 2014 - date limite pour remettre une copie de la résolution du CE
- DÉBUT JUIN 2014 - date prévue du LANCEMENT de l'appel d'offres par le CSPQ
- JUIN 2014 - date limite pour remettre les résolutions du CM et du CG
- FIN JUIN 2014 - date d'OUVERTURE de l'appel d'offres par le CSPQ

- 1er AOÛT 2014 - octroi des contrats aux manufacturiers par le CSPQ et début de l'entente
- SEPT 2014 - GDD pour informer les instances des résultats

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Agent d'approvisionnement

Tél : 514 872-1858
Télécop. : 514-872-8140

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514-872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge OUELLETTE
Directeur par intérim

Tél : 514-868-4433
Approuvé le : 2014-05-27

Dossier # : 1141541002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Objet :	Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à cette fin le document «Fiche technique d'inscription »

Dossier d'achats regroupés pour les pneus du CSPQ



[DAR Dossier d'achat regroupés pour les pneus.pdf](#)



[Fiche technique d'inscription Ville de Montréal.pdf](#)

[pièce jointe "pneus-2014-2016 Modèle de résolution a adopter.pdf" supprimée par Eliane CLAVETTE/MONTREAL]

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eliane CLAVETTE
Agent d'approvisionnement

Tél : 514 872-1858
Télécop. : 514-872-8140

Dossier d'achats regroupés (DAR) pour les pneus

Faites vites, délai très court pour bénéficier de cette offre exclusive

L'Union des municipalités du Québec vous invite à adhérer à ce dossier d'achats regroupés (DAR) du CSPQ assurant votre approvisionnement en pneus neufs, rechapés et remoulés pour une période de vingt (20) mois, soit du 1er août 2014 au 31 mars 2016. L'adhésion à ce DAR est proposée à toutes les organisations municipales (municipalités, MRC, régies), qu'elles soient membres ou non de l'UMQ.

Cette offre de service résulte d'un partenariat entre l'UMQ et le Centre de services partagés du Québec (CSPQ). Ainsi, les municipalités ont accès à un pouvoir d'achat inégalé et peuvent bénéficier des avantages particuliers d'un « contrat à commandes avec fournisseurs multiples » accessible uniquement dans la Loi sur les contrats des organismes publics.

Les organisations municipales souhaitant joindre le prochain appel d'offres doivent s'y inscrire TRÈS RAPIDEMENT. Vous remarquerez que les documents d'adhésion, la période contractuelle et le délai d'inscription imposé sont différents que dans le cas des regroupements de l'UMQ, mais ils sont imposés par le CSPQ et leur législation. Veuillez donc lire attentivement la présente communication.

1) Changements

Il est important de noter que **certaines changements** sont apportés par rapport au précédent appel d'offres :

- La période contractuelle est de vingt (20) mois; soit du 1er août 2014 au 31 mars 2016;
- La fiche technique d'inscription est différente et DOIT nous être transmise **AVANT LE 16 MAI 2014** : [téléchargez la fiche technique](#)
- **Les catégories de pneus ont été modifiées** (voir point 4 ci-dessous);
- La résolution adoptée par votre conseil DOIT respecter le libellé du modèle proposé et nous être transmise **AVANT LE 12 JUIN 2014** : [téléchargez le modèle de résolution](#)

De plus, depuis le 1er avril 2012, toute municipalité qui souhaite profiter des prix accessibles et des nombreux avantages liés à ce DAR pour les pneus doit obligatoirement :

- s'y être inscrite, auprès de l'UMQ, avant la publication de l'appel d'offres (voir point 4 ci-dessous);
- être abonnée au *Portail d'approvisionnement du CSPQ* et honorer le frais d'abonnement annuel (voir point 5 ci-dessous);
- fournir une estimation de ses besoins (en \$ par catégorie de pneus) pour la période de 20 mois (voir point 4 ci-dessous);

2) Nombreux avantages

- accès à un pouvoir d'achats inégalé par la mise en commun des volumes municipaux et gouvernementaux;
- possibilité, pour les municipalités, de bénéficier des avantages d'un contrat à commandes avec fournisseurs multiples. Ce type de contrat n'est pas possible dans la loi sur les contrats municipaux;
- prix soumis par les manufacturiers, mais service offert par des détaillants locaux;
- une structure de prix unique offerte aux participants;
- accès 24 h / 7 j au portail d'approvisionnement du CSPQ; vous permettant de valider les prix des produits requis;
- gamme complète de pneus pour tous les usages, incluant même une catégorie (B) spécialisée pour les pneus de véhicules de patrouille et une catégorie (N) pour les pneus rechapés;
- élimination des coûts liés à la publication et à la gestion de votre propre appel d'offres.

3) Procédure de commande et prix

- les participants devront consulter régulièrement, ou au besoin, le *Portail d'approvisionnement du CSPQ* pour 7/13

connaître les prix en vigueur.

- les commandes devront être acheminées à un détaillant autorisé et identifié pour le fournisseur-adjudicataire;
- pour bénéficier des prix du contrat, les municipalités inscrites au DAR devront obligatoirement préciser le « numéro de contrat » lors de la commande de pneus;
- lors de l'appel d'offres, les soumissionnaires confirment un escompte applicable à leurs listes de prix. Cet escompte est fixe pour toute la durée du contrat. Si des modifications aux listes de prix sont proposées par le fournisseur, le CSPQ en effectue l'analyse et se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces modifications en cours de contrat;
- les prix soumis n'incluent pas la pose. Le participant est libre de choisir l'installateur de son choix;
- Lorsqu'un contrat à commandes est conclu avec plusieurs fournisseurs, les commandes sont attribuées au fournisseur qui a soumis le prix le plus bas, à moins que ce fournisseur ne puisse y donner suite, auquel cas les autres fournisseurs sont sollicités en fonction de leur rang respectif.

4) Engagement des participants

- les participants doivent fournir une estimation en \$ de leur consommation, par catégorie de pneus et pour chacune des années du contrat. Cette estimation doit être la plus réaliste possible et refléter le montant réel des achats prévus. Ces informations sont inscrites dans la fiche technique d'inscription transmise;
- cette estimation ne sert que de guide pour évaluer la valeur des engagements;
- pour ses achats des pneus offerts dans le présent DAR, le participant s'engage à faire ses achats exclusivement auprès des fournisseurs identifiés et selon les termes du contrat;
- Les catégories de pneus déterminées sont :

A	Pneus radiaux d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes
B	Pneus conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille
C	Pneus radiaux pour camions lourds et camions de service
G	Pneus hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)
J	Pneus du domaine agricole
K	Pneus pour service industriel léger et utilitaires
N	Pneus rechapés
R	Pneus remoulés

- En vertu des obligations relatives à l'article 5.2 des règlements de la Loi sur les contrats des organismes publics, **il est maintenant impossible de joindre le DAR durant l'exécution du contrat.** Les participants et leurs engagements se doivent d'être identifiés et précisés dans le document d'appel d'offres. Cependant, si vous êtes intéressés, mais présentement liés par contrat; il vous est possible de joindre le DAR maintenant (avant l'appel d'offres) tout en bénéficiant du service à une date ultérieure (adhésion différée).

5) Frais de gestion et d'abonnement au *Portail d'approvisionnement du CSPQ*

Le CSPQ impose, comme il le faisait au précédent appel d'offres, aux fournisseurs un frais de gestion de 1 % sur les achats réels faits par les participants au présent DAR – Pneus. Ce frais de gestion est inclus dans les prix soumis et versé directement au CSPQ par les fournisseurs. Cette modalité sera prévue dans les documents d'appel d'offres.

À son tour, le CSPQ s'engage à transférer à l'UMQ, une portion (0.40 %) des frais de gestion perçus sur le volume d'achats effectués par les participants ayant adhéré au DAR-Pneus par l'entremise de l'UMQ.

De plus, les municipalités qui n'ont pas d'abonnement au *Portail d'approvisionnement du CSPQ* devront déboursier des frais de 500 \$ par code d'accès par individu pour bénéficier de l'ensemble des achats regroupés offerts par le CSPQ, notamment celui des pneus. Ces frais couvrent la période du 1er avril au 31 mars et sont renouvelables annuellement.

6) Informations complémentaires

Pour en savoir plus sur le fonctionnement de l'actuel DAR qui prend fin le 31 juillet 2014, consultez le [GUIDE D'ACHATS 2012-2014](#).

Qu'est qu'un contrat à commandes avec fournisseurs multiples? [Consultez](#)

Les listes de prix officielles sont disponibles dans le « Configurateur » accessible sur le Portail d'approvisionnement du CSPQ. Cependant, pour vous donner un aperçu de ces prix, vous pouvez consulter le fichier Excel « [DAR-Pneus – Liste de prix 2013-2014](#) » accessible par [cet hyperlien](#).

PROCÉDURE D'ADHÉSION À CE DAR - PNEUS

Pour vous inscrire, deux documents doivent nous être transmis :

1^e — Fiche technique d'inscription à nous retourner avant le 16 mai 2014 :

Compléter la fiche technique d'inscription et nous l'acheminer par télécopieur ou courriel. Cette fiche est accessible en cliquant sur l'hyperlien ci-dessous.

http://www.umq.qc.ca/download.php?url=uploads/files/transmettre_document/pneus-2014-2016-fiche-technique.doc

Notes :

- *Cette fiche doit nous être transmise le plus rapidement possible pour nous permettre de compléter nos tableaux de données et publier l'appel d'offres. Votre adhésion sera confirmée par l'envoi de votre résolution;*
- *Veillez nous confirmer vos quantités estimées en \$ par catégories et pour la durée du contrat (20 mois);*
- *N'oubliez pas de signer votre fiche;*
- *Tous les champs ombragés doivent être complétés;*
- *Vous devez nous retourner les 4 pages de la fiche.*

2^e — Résolution à transmettre avant le 12 juin 2014 :

Nous transmettre une résolution adoptée par votre conseil municipal. Cette résolution confirmera votre adhésion à l'appel d'offres et votre engagement à respecter les conclusions du processus.

Un modèle de cette résolution est accessible en cliquant sur l'hyperlien ci-dessous.

http://www.umq.qc.ca/download.php?url=uploads/files/transmettre_document/pneus-2014-2016-modele-de-resolution-a-adopter_1.doc

Notes :

- *Il est important, pour se conformer à la réglementation relative à l'octroi des contrats des organismes publics, que votre résolution respecte le libellé proposé et approuvé par notre contentieux, dans le modèle ci-dessus.*
- *Le montant total de vos achats de pneus pour la durée du contrat (20 mois), estimé dans la fiche technique d'inscription, doit obligatoirement être inscrit dans la résolution.*

**L'équipe des services corporatifs de l'UMQ est à votre disposition afin de répondre à vos questions.
N'hésitez pas à communiquer avec nous.**

GILBERT OUELLET
Conseiller, services aux membres
Tél. : 514-282-7700 poste 246
gouellet@umq.qc.ca

LOUISE HOULE
Adjointe administrative principale
Tél. : 514-282-7700, poste 237
lhoule@umq.qc.ca



UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Dossier d'achats regroupés DAR - Pneus

Fiche technique d'inscription

PÉRIODE DU 1^{er} AOÛT 2014 AU 31 MARS 2016 (20 mois)

NOTE : Vous devez compléter tous les champs ombragés

COORDONNÉES DU PARTICIPANT

NOM DE LA MUNICIPALITÉ :	Ville de Montréal
RÉGION ADMINISTRATIVE DU QUÉBEC :	06
RESPONSABLE DU DOSSIER :	
Prénom et nom :	Éliane Clavette
Fonction :	Agente d'approvisionnement
N° de téléphone :	514-872-1858
N° de télécopieur :	514-872-8140
N° de cellulaire :	514-217-3536 (D. Leclerc, chef de section)
Courriel :	eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca
ADRESSE DE FACTURATION :	SVP veuillez indiquer l'adresse complète
Adresse :	9515 Rue Saint-Hubert
Ville :	Montréal
Code postal :	H2M 1Z4

COORDONNÉES DE LA PERSONNE QUI REMPLIT LA FICHE:

Prénom et nom :	Éliane Clavette
Téléphone :	514-872-1858
Courriel :	eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca

Numéro de client de la Direction générale des acquisitions (si connu) : 0010624790

Si nouveau client, veuillez vous inscrire à l'adresse suivante : <http://www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/>

À retourner avant le **16 mai 2014** à l'attention de Louise Houle
lhoule@umq.qc.ca ou Télécopieur : (514) 282-8893



UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Fiche technique d'inscription – DAR Pneus (suite)

1 – ENGAGEMENT

Le CSPQ souhaite procéder au lancement d'un appel d'offres en vue de la conclusion d'un contrat à commandes pour l'acquisition de pneus neufs, rechapés et remoulés. Afin de faire une évaluation adéquate et rigoureuse des besoins, le CSPQ et l'UMQ doivent obtenir l'engagement des ministères, organisations publiques et organisations municipales.

Pour toute la durée du contrat, la **Ville de Montréal** devra requérir les biens auprès du ou des fournisseur(s) retenu(s) par le CSPQ pour tout bien visé aux documents d'appel d'offres, et ce, selon les termes et conditions prévus à ces documents.

Par conséquent, la **Ville de Montréal** :

- s'engage, pour toute la durée du contrat à commandes, à requérir les biens auprès du ou des fournisseur(s) retenu(s) par le CSPQ pour tout bien visé aux documents d'appel d'offres, et ce, selon les termes et conditions prévues aux documents d'appel d'offres;
- s'engage, pour toute la durée du contrat à commandes, à respecter les termes et conditions prévus au contrat à venir;
- s'engage à ce que les biens acquis auprès du ou des fournisseur(s) dans le cadre du contrat à commandes ne servent qu'à l'usage de la **Ville de Montréal** ;
- s'engage, à la demande du CSPQ ou de l'UMQ, à procéder à des vérifications permettant de confirmer que les données reçues des fournisseurs dans les rapports de consommation sont exactes, et ce, pour l'ensemble de son organisation;
- atteste qu'il n'est pas engagé ou qu'il ne s'est pas engagé à requérir auprès de tout autre fournisseur ou de toute autre personne des biens visés par les documents d'appel d'offres du CSPQ, et ce, pour toute la durée du contrat à commandes.

Notre adhésion à ce DAR - Pneus sera confirmée par une résolution du conseil qui sera adoptée lors de la prochaine assemblée prévue : le 4 JUIN 2014 pour le Comité exécutif, le 16 JUIN 2014 pour le Conseil municipale et 19 JUIN 2014 pour le Conseil d'agglomération.

2 – ADHÉSION DIFFÉRÉE¹ (si applicable)

Notre organisation compte s'engager à une date ultérieure au 1^{er} août 2014, date du début du contrat.

La date prévue d'utilisation du service est le N/A .

 N/A

SIGNATAIRE DUMENT AUTORISÉ

 N/A

DATE DE SIGNATURE

¹ Permet à une organisation actuellement lié à des obligations de s'approvisionner à une date ultérieure à celle du présent contrat.

3 – ÉVALUATION DES BESOINS

Les participants doivent fournir une estimation en \$ de leur consommation, par groupe de pneus et pour la durée du contrat, soit 20 mois. Cette estimation doit être la plus réaliste possible et refléter le montant réel des achats prévus. Ces informations sont inscrites à la section **Consommation estimée**. Cette estimation sert de guide pour évaluer la valeur des engagements.

CONSOMMATION ESTIMÉE

(Indiquer les quantités ci-dessous en \$)

GROUPE (cochez vos choix) (voir définitions ci-dessous)	ACHATS ESTIMÉS EN \$ 1^{er} Août 2014 à 31 Mars 2016 (période de 20 mois)
A <input checked="" type="checkbox"/>	893 665 \$
B <input checked="" type="checkbox"/>	483 333 \$
C <input checked="" type="checkbox"/>	420 837\$
G <input checked="" type="checkbox"/>	156 095\$
J <input checked="" type="checkbox"/>	74 905\$
K <input type="checkbox"/>	0\$
N <input checked="" type="checkbox"/>	68 229\$
R <input type="checkbox"/>	0\$

Note : Si, pour l'un des groupes pour la période visée, vous ne prévoyez aucun achat, veuillez inscrire « 0 » dans le champ.

Les groupes de pneus sont ainsi définis :

- A Pneus radiaux d'autos de tourisme, camionnettes et fourgonnettes
- B Pneus conçus principalement pour être utilisés sur des véhicules de patrouille
- C Pneus radiaux pour camions lourds et camions de service
- G Pneus hors route généralement utilisés pour le génie civil (niveleuses, chargeurs sur roues ou autres)
- J Pneus du domaine agricole
- K Pneus pour service industriel léger et utilitaires
- N Pneus rechapés
- R Pneus remoulés



UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

4 – FRAIS DE GESTION ET D'ABONNEMENT AU PORTAIL D'APPROVISIONNEMENT DU CSPQ

Le CSPQ impose, comme il le faisait au précédent appel d'offres, aux fournisseurs un frais de gestion de 1 % sur les achats réels faits par les participants au présent DAR – Pneus. Ce frais de gestion est inclus dans les prix soumis et versé directement au CSPQ par les fournisseurs. Cette modalité sera prévue dans les documents d'appel d'offres.


A son tour, le CSPQ s'engage à transférer à l'UMQ, une portion (0.40 %) des frais de gestion perçus sur le volume d'achats effectués par les participants ayant adhéré au DAR-Pneus par l'entremise de l'UMQ.

De plus, les municipalités qui n'ont pas d'abonnement au Portail d'approvisionnement du CSPQ devront déboursier des frais de 500 \$ par code d'accès par individu pour bénéficier de l'ensemble des achats regroupés offerts par le CSPQ, notamment celui des pneus. Ces frais couvrent la période du 1^{er} avril au 31 mars et sont renouvelables annuellement.

5 – DÉCLARATION DE LA PERSONNE DÛMENT AUTORISÉE

Je, soussigné, personne dûment autorisée à agir au nom de la Ville de Montréal, atteste que l'évaluation des besoins prévue au présent engagement a été faite de façon adéquate et rigoureuse.

PIERRE GATINEAU
Nom du signataire


signature

16/05/14
date

À retourner avant le 16 mai 2014 à l'attention de Louise Houle
lhoule@umq.qc.ca ou Télécopieur : (514) 282-8893



Dossier # : 1144313001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ- de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

Il est recommandé :

1. de décréter l'imposition d'une réserve foncière, aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec;
2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes les procédures requises à cette fin;
3. de mandater le Service de la gestion et de la planification immobilière pour négocier l'acquisition de gré à gré, aux meilleurs coûts possibles, des deux sites retenus.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-22 16:39

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1144313001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, dans le cadre des legs du 375^e anniversaire, propose de créer un lieu public identitaire aux abords de la station de métro Champ-de-Mars, point d'entrée majeur du Vieux-Montréal, au pied de l'hôtel de ville et du CHUM.

La construction du CHUM et du CRCHUM représente une occasion unique de développement scientifique, économique et urbain en plein cœur du centre-ville. La réfection des infrastructures et l'aménagement du domaine public s'inscrivent dans la perspective d'une mise en valeur plus vaste du secteur. Les interventions prévues permettront de stimuler le développement immobilier sur les nombreux terrains sous-utilisés qui bordent actuellement l'autoroute Ville-Marie, dans l'optique de son recouvrement éventuel entre le Palais des congrès et le site de Radio-Canada.

Le projet de requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie nécessite le recouvrement d'une partie de l'autoroute Ville-Marie, à l'est du Palais des congrès, dont la première phase comprend les deux terrains faisant l'objet du présent sommaire. Le périmètre de la première phase de recouvrement se situe entre les rues Hôtel-de-Ville, Saint-Antoine, Sanguinet et Viger.

À cet effet, tous les intervenants impliqués de près ou de loin à ce projet doivent travailler de concert afin d'assurer la réalisation du projet dans les délais, prévoyant l'inauguration de la place en 2017.

La présente demande vise dans un premier temps à mandater le Service de la gestion et de la planification immobilière afin de négocier l'acquisition, aux meilleurs coûts possibles, de deux sites faisant l'objet du présent sommaire. La demande vise également à obtenir l'aval des autorités pour décréter l'imposition d'une réserve foncière sur les deux immeubles détenus par des propriétaires privés aux fins de l'aménagement d'un nouvel espace public pour le Legs 375e, soit un premier immeuble appartenant à Monsieur James Essaris, situé à l'angle nord-est des rues Saint-Antoine et Hôtel-de-Ville et un second immeuble

appartenant à Monsieur Dimitrios Essaris, voisin est du premier. L'acquisition de gré à gré est favorisée mais l'expropriation n'est pas exclue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non applicable

DESCRIPTION

Le premier immeuble désigné par le lot 1 180 965 du cadastre du Québec, tel qu'identifié à la description technique et au plan H-71 Saint-Louis, préparés par Vincent Villeneuve, arpenteur-géomètre, et datés du 15 mai 2014, appartient à James Essaris et compte 477,20 m². Il est situé à l'angle nord-est des rues Saint-Antoine et Hôtel-de-Ville, tel que décrit par l'item 1 dudit plan d'arpentage, disponible en pièce jointe. Cet immeuble est utilisé à des fins de stationnement.

Le second immeuble désigné par le lot 1 181 249 du cadastre du Québec, tel qu'identifié à la description technique et au plan H-72 Saint-Louis, préparés par Vincent Villeneuve, arpenteur-géomètre, et datés du 15 mai 2014, appartient à Dimitrios Essaris et compte 615,20 m². Il est situé à l'est du premier immeuble avec front sur la rue Saint-Antoine Est, tel que décrit par l'item 1 dudit plan d'arpentage, disponible en pièce jointe. Cet immeuble est utilisé à des fins de stationnement.

L'implantation d'un nouvel espace public devrait compter quelque 17 000 m² de terrain. Ce projet faisant parti des projets du Legs 375e est prioritaire pour l'Administration municipale ainsi que pour les élus et sera réalisé en partenariat avec le gouvernement du Québec. Il viendra renforcer l'implantation significative du nouveau CHUM au pied de l'Hôtel de ville de Montréal.

JUSTIFICATION

L'imposition d'une réserve est requise pour protéger les intérêts de la Ville (arrêt d'émission des permis, plus de signature de nouveau bail à long terme, blocage de la spéculation possible, etc) pour une période de 2 ans. Rappelons que la loi permet un renouvellement de la réserve pour une seconde et dernière période de 2 années.

Le mandat au Service de la gestion et de la planification immobilière permettra d'entamer les négociations aux fins d'une éventuelle acquisition de gré à gré des deux terrains.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de l'urbanisme devra faire approuver les crédits requis pour faire l'acquisition des deux sites et la construction d'un nouvel espace public. Des sommes sont à prévoir dans le cadre du Legs 375^e. Le Service des finances devra identifier la provenance des crédits requis au moment de l'acquisition. Aucune somme n'est requise pour les fins du dépôt de la réserve foncière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie s'inscrit dans les objectifs de développement durable de la Ville de Montréal en contribuant à la réduction des gaz à effets de serre et à l'augmentation de la canopée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de réserve laisse la possibilité au propriétaire de faire des améliorations susceptibles d'augmenter les coûts éventuels d'acquisition.

Advenant que la réserve ne soit pas suivie d'une acquisition, suite au désistement ou à

l'abandon de la réserve, cela pourrait avoir comme conséquence que la Ville fasse l'objet d'un recours en dommage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une conférence de presse pour l'annonce du projet est prévue avant la fin 2014. Les communications de ce projet seront assurées par la Direction de l'urbanisme et le Service des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes du processus d'acquisition :

Autorisation du présent dossier juin 2014

Signification de l'avis de réserve juillet 2014

Négociation de gré à gré juillet 2014 à avril 2015

Décret d'expropriation (si l'acquisition gré à gré est impossible) avant juin 2015

Date visée de la prise de possession des immeubles septembre 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (James BYRNS)

Avis favorable avec commentaires :

Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Sylvain VILLENEUVE)

Avis favorable avec commentaires :

Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme (Lucie CAREAU)

Avis favorable :

Ville-Marie , Direction des travaux publics (Andrés BOTERO)

Avis favorable :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandra LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal MUNGER

ENDOSSÉ PAR

Gaétan LEFEBVRE

Le : 2014-05-21

Conseillère en immobilier
514 872-3992

Chef de division

Isabelle LUSSIER
Chef de section

Tél : 514 872-7909
Télécop. : 514 872-5279

Tél : 514-872-3781
Télécop. : 514 872-5279

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Michel NADEAU
Directeur

Tél : 514-872-5844
Pour Jacques A. ULYSSE
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la
planification immobilière

Approuvé le : 2014-05-21

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint

Tél : 514-872-2573

Approuvé le : 2014-05-22

Dossier # : 1144313001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières
Objet :	Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars est un projet prioritaire de l'administration municipale. Pour réaliser le projet, le recouvrement de l'autoroute avec la collaboration du ministère des Transports est nécessaire; des négociations avec le gouvernement du Québec sont en cours à ce sujet. L'acquisition des terrains privés situés dans le quadrilatère entre les rues Hôtel-de-Ville, Saint-Antoine, Sanguinet et Viger sera également requise pour réaliser les aménagements futurs. En réalisant ce projet urbain entre les rues Hôtel-de-Ville et Sanguinet, la Ville de Montréal favorisera la bonification du centre-ville. Tout en s'appuyant sur la valeur symbolique du lieu situé à la rencontre du Vieux-Montréal et du centre-ville et sur la construction du CHUM (2,6 G\$), la requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie permettra de stimuler le développement urbain. À cet égard, plusieurs projets d'envergure tels que l'aménagement du square Viger, l'agrandissement du Palais des congrès, la mise en valeur de la Cité administrative et le développement du site de la gare-hôtel Viger sont déjà annoncés.

Le secteur de l'autoroute, à l'est du Palais des Congrès, est encore peu habité. La population d'itinérants est importante tout autant que le nombre d'institutions sociales dans le secteur. Les espaces publics nécessitent une attention particulière pour accentuer le sentiment de sécurité et le confort des occupants de ce futur milieu de vie. Des solutions originales seront développées pour atténuer les problématiques de cohabitation, favoriser la lutte à l'itinérance et valoriser l'usage par tous des espaces publics. Une approche participative encourageant l'adhésion des citoyens permettra de définir la vocation du nouvel espace public.

La création de cet espace public au pourtour de la station de métro Champ-de-Mars présente également l'occasion de mettre en valeur les vues depuis et à partir du Vieux-Montréal, mais aussi de rehausser la découverte de la verrière de Marcelle Ferron (1966). Plusieurs œuvres d'art québécoises (Riopelle, Ferron, Daudelin, Gnass, etc.) ponctuent le secteur de l'autoroute Ville-Marie. La mise en valeur d'un parcours inédit peut constituer une signature exceptionnelle pour cette porte d'entrée des touristes, au pied de l'hôtel de

ville. Il s'agit de créer une aire d'accueil attrayante et des liens conviviaux entre les quartiers adjacents à l'autoroute, le centre-ville, le Vieux-Montréal et le métro.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Lucie CAREAU
Chargée de projet, Division des projets
urbains, Direction de l'urbanisme, Service de
mise en valeur du territoire
Tél : 514-872-9251

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Claude LAURIN
Chef de division

Tél : 514-272-6102
Division : Projets urbains

Dossier # : 1144313001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières
Objet :	Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'acquisition des terrains est nécessaire à la création de la place publique. Une étude réalisée conjointement Ville - MTQ, a établie la faisabilité du recouvrement de l'autoroute Ville-Marie

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

James BYRNS
Chef de division - portefeuille 1
Tél : 514 868-4400

ENDOSSÉ PAR

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-9165

Le : 2014-05-21

Division : Direction des transports

Dossier # : 1144313001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières
Objet :	Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la création d'un nouvel espace public aux abords de la station de métro Champ-de-mars permettant ainsi le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie et ainsi favoriser la mise en valeur de ce secteur. En plus de stimuler le développement immobilier pour les terrains vacants qui bordent l'autoroute Ville-Marie, la création du nouvel espace public permettra de retisser les liens entre le secteur nord incluant le Quartier latin et le Vieux-Montréal.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain VILLENEUVE
chef de division urbanisme

Tél : 514 872-4410

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Marc LABELLE
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2698

Division :

Dossier # : 1144313001

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la stratégie et du développement durable en immobilier , Section stratégies immobilières

Objet : Décréter l'Imposition d'une réserve foncière aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars aux abords de l'autoroute Ville-Marie, sur les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec.

1) Plans A, B, C et photo



[31h12-005-0372-17planB.pdf](#)[31h12-005-0372-17planC.pdf](#)[31h12-005-0372-17planP.pdf](#)

2) Plans et descriptions techniques des deux terrains



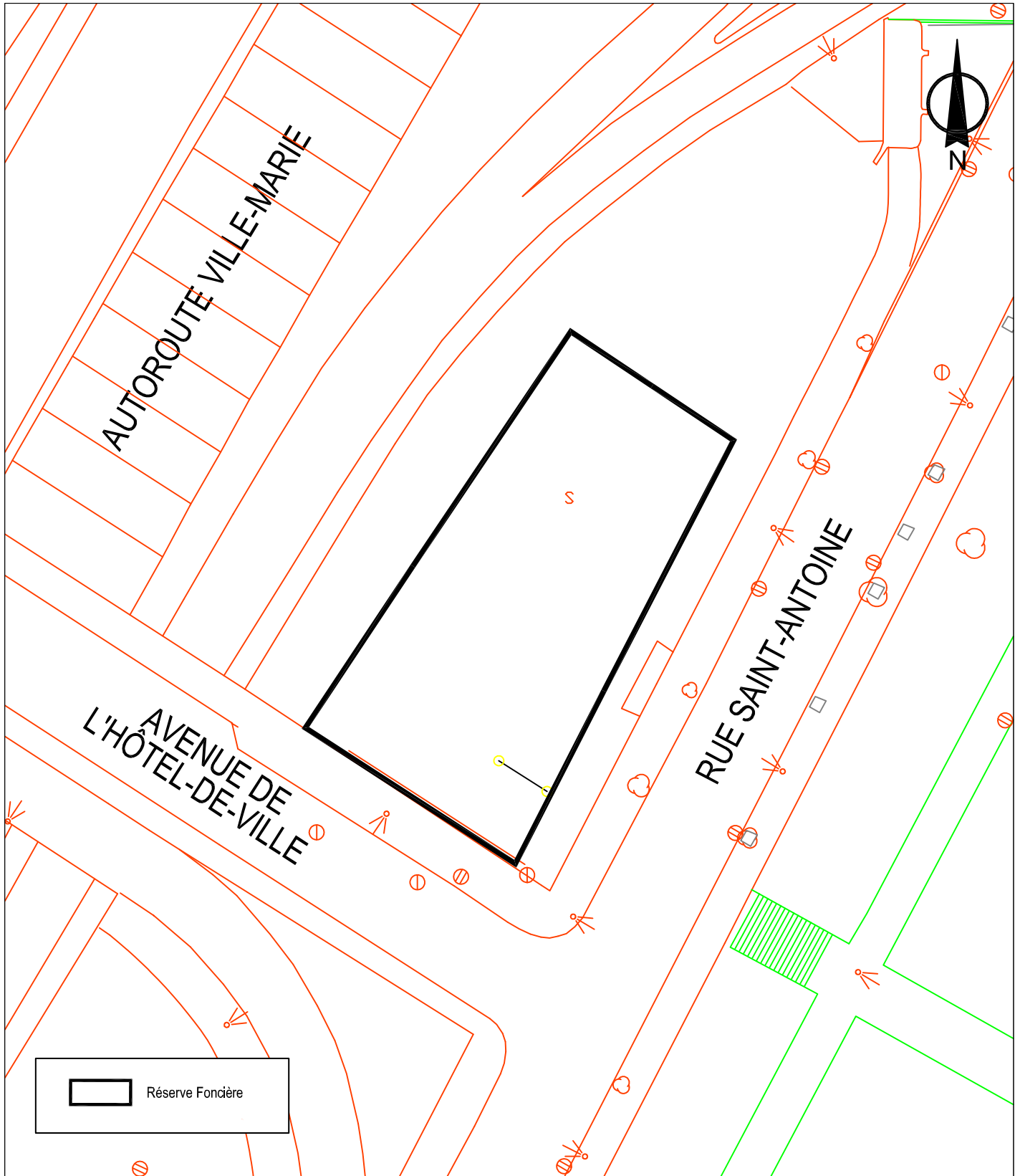
[21725D.pdf](#)[21726D.pdf](#)[21726.pdf](#)[21725.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal MUNGER
Conseillère en immobilier
514 872-3992

Isabelle LUSSIER
Chef de section

Tél : 514 872-7909
Télécop. : 514 872-5279

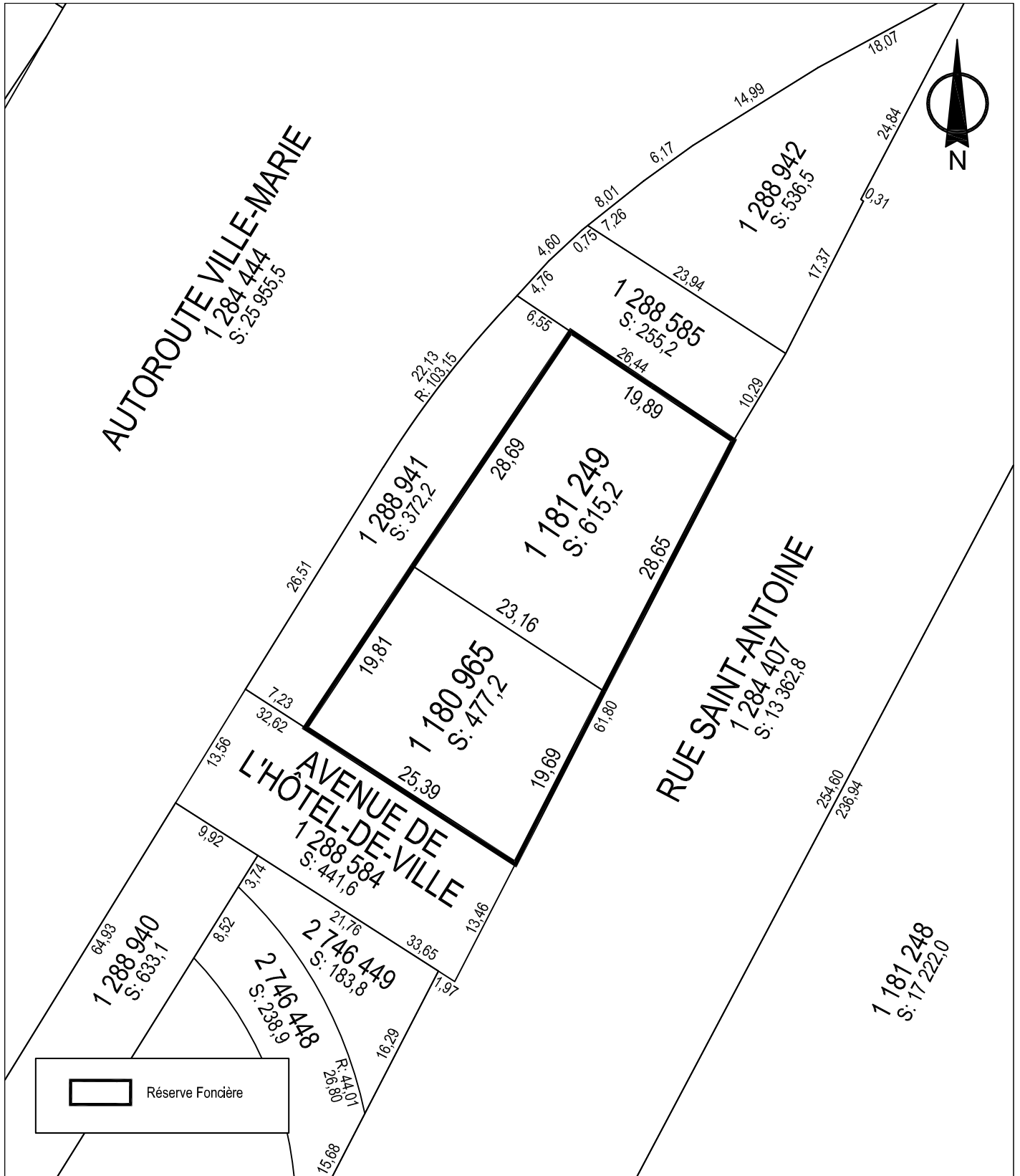


SECTION DES STRATÉGIES IMMOBILIÈRES



Plan B: plan de l'utilisation du sol
 Dossier: 31h12-005-0372-17
 Dessinateur: LJC
 Échelle: 1:550
 Date: 2014-05-21

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

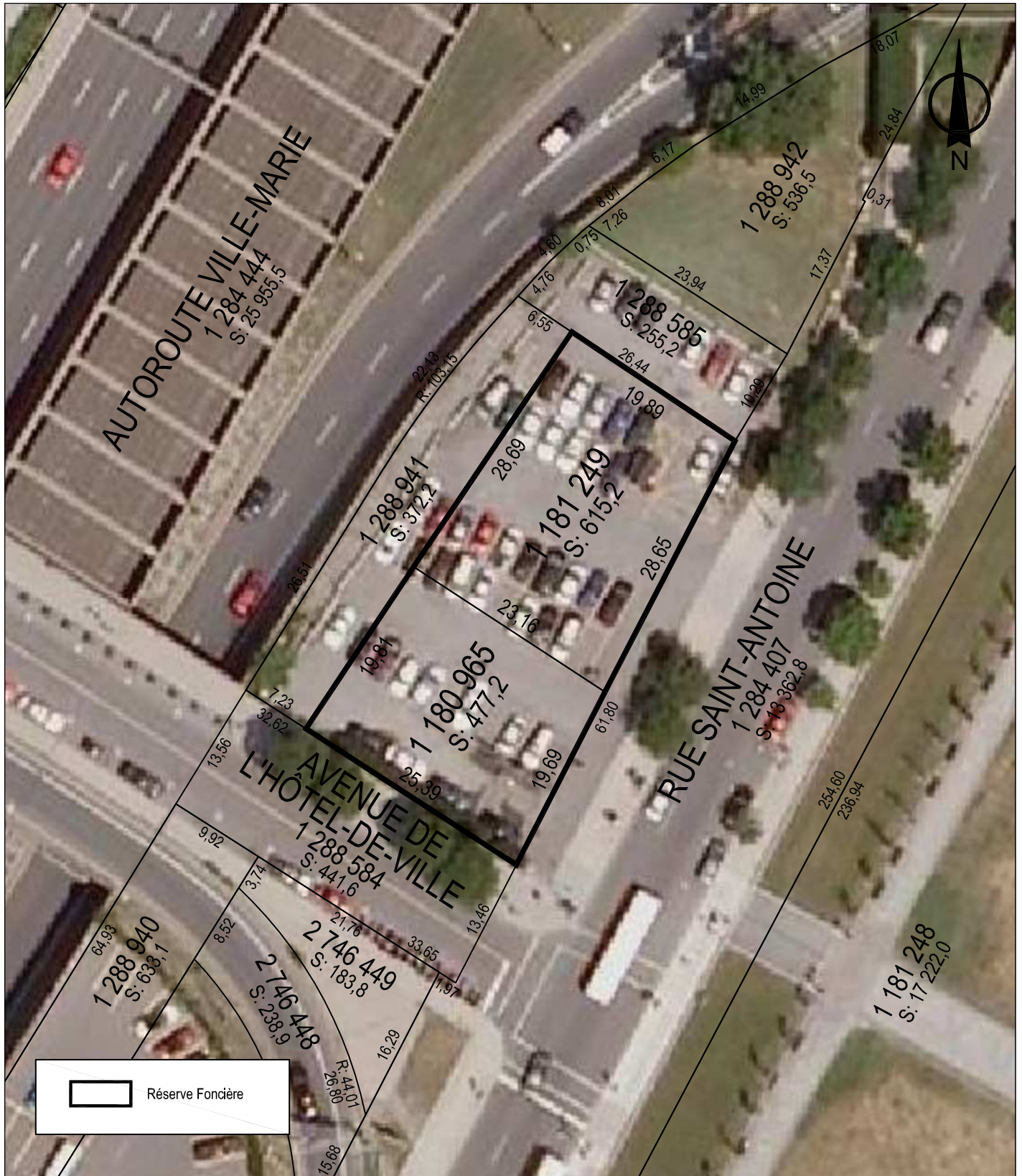


SECTION DES STRATÉGIES IMMOBILIÈRES



Plan C: plan de cadastre
 Dossier: 31h12-005-0372-17
 Dessinateur: LJC
 Échelle: 1:550
 Date: 2014-05-21

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

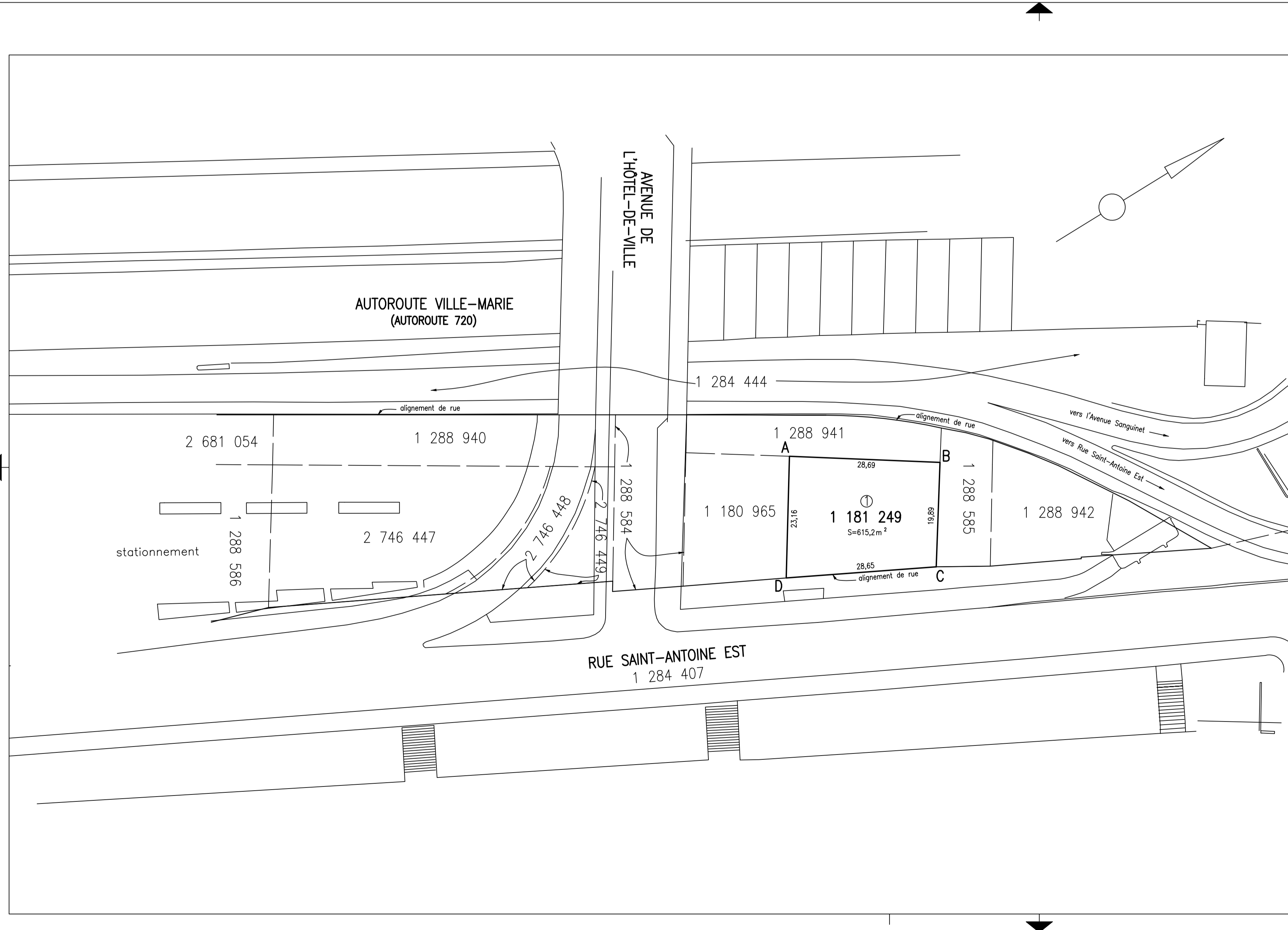


SECTION DES STRATÉGIES IMMOBILIÈRES

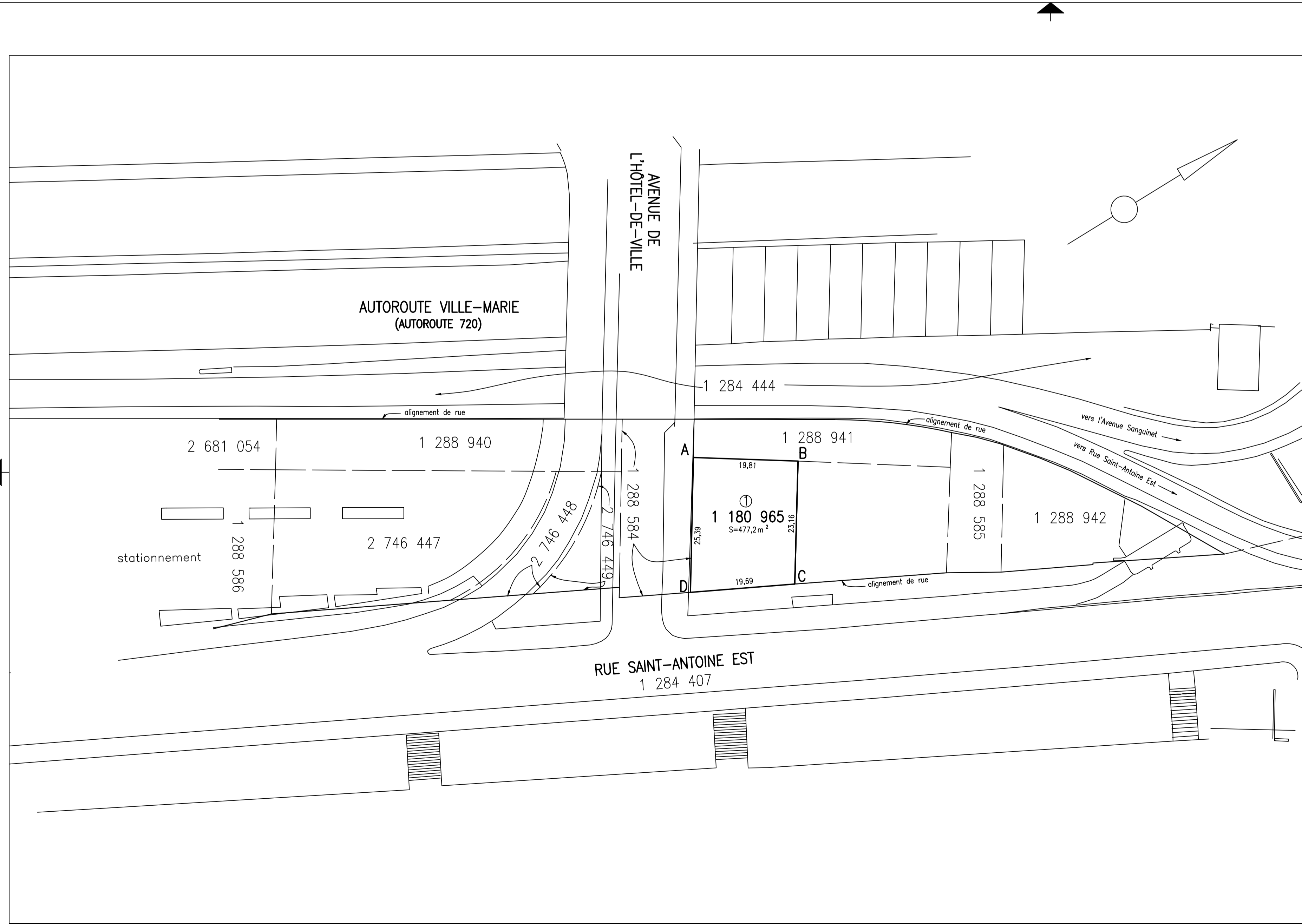


Plan P: photo aérienne
 Dossier: 31h12-005-0372-17
 Dessinateur: LJC
 Échelle: 1:550
 Date: 2014-05-21

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



code du microfilm	B3
DIVISION DE LA GÉOMATIQUE	
Echelle: 1: 500	
Les unités utilisées sont celles du système international(SI)	
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL	
CADASTRE: Québec	
LOT(S)	
Le lot 1 181 249	
EMPLACEMENT:	
Bien-fonds situé au nord-est de l'AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE et au nord-ouest de la RUE SAINT-ANTOINE EST	
FINS DU DOCUMENT:	
AVIS DE RÉSERVE FONCIÈRE	
NOTES:	
1- Le bien-fonds faisant l'objet de la réserve est indiqué par les lettres ABCDA (article 1).	
2- Les mesures et la superficie indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.	
3- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet de l'avis de réserve foncière.	
4- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir des données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (2007).	
5- La précision des données numériques de la cartographie varie de 30 à 40 centimètres.	
Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.	
Montréal, le	15 mai 2014
COPIE CONFORME À L'ORIGINAL	
Montréal, le _____	
Préparé par:	VINCENT VILLENEUVE
	Arpenteur-géomètre
Minute N° 119	Sciau
Références: Une description technique accompagne ce plan.	
Feuille(s) cartographique(s)	31h12-010-0236
Dessin:	N.S.
Arpenteur-géomètre chef d'équipe:	
DOSSIER N° 21725 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)	
Montréal	
Service des infrastructures, transport et environnement	
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:	
DOSSIER DE LA VILLE:	
ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:	
Ville-Marie	
PLAN N° H-72 SAINT-LOUIS	



code du microfilm B3	
DIVISION DE LA GÉOMATIQUE	
Echelle: 1: 500	
Les unités utilisées sont celles du système international(SI)	
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL	
CADASTRE: Québec	
LOT(S)	
Le lot 1 180 965	
EMPLACEMENT:	
Bien-fonds situé au nord-est de l'AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE et au nord-ouest de la RUE SAINT-ANTOINE EST	
FINS DU DOCUMENT:	
AVIS DE RÉSERVE FONCIÈRE	
NOTES:	
1- Le bien-fonds faisant l'objet de la réserve est indiqué par les lettres ABCDA (article 1).	
2- Les mesures et la superficie indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.	
3- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet de l'avis de réserve foncière.	
4- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir de données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (2007).	
5- La précision des données numériques de la cartographie varie de 30 à 40 centimètres.	
Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.	
Montréal, le 15 mai 2014	COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Préparé par: VINCENT VILLENEUVE Arpenteur-géomètre	Montréal, le _____ Arpenteur(e)-géomètre
Minute N° 120	Sciau
Références: Une description technique accompagne ce plan.	
Feuille(s) cartographique(s) 31h12-010-0236	Dessin: N.S.
Arpenteur-géomètre chef d'équipe:	
DOSSIER N° 21726 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)	
Montréal	
Service des infrastructures, transport et environnement	
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:	
DOSSIER DE LA VILLE: 120	
ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:	
Ville-Marie	
PLAN N° H-71 SAINT-LOUIS	

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION
FONCIÈRE : MONTRÉAL
CADASTRE : QUÉBEC
LOT : LE LOT 1 180 965
MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

Ce bien-fonds, devant faire l'objet d'un avis de réserve, situé au nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et au nord-ouest de la rue Saint-Antoine Est est indiqué par les lettres ABCDA sur le plan H-71 Saint-Louis préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 15 mai 2014.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-CINQ (1 180 965), dudit cadastre :

contenant en superficie quatre cent soixante-dix-sept mètres carrés et deux dixièmes (477,2 m²).

/2

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le quinzième jour du mois de mai de l'an deux mille quatorze sous le numéro 120 de mes minutes au dossier 21726 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.



VINCENT VILLENEUVE
Arpenteur-géomètre

/cc

Dossier : 21726

Copie conforme à l'original

Montréal, le _____

Arpenteur(e)-géomètre

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION
FONCIÈRE : MONTRÉAL
CADASTRE : QUÉBEC
LOT : LE LOT 1 181 249
MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

Ce bien-fonds, devant faire l'objet d'un avis de réserve, situé au nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et au nord-ouest de la rue Saint-Antoine Est est indiqué par les lettres ABCDA sur le plan H-72 Saint-Louis préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 15 mai 2014.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE DEUX CENT QUARANTE-NEUF (1 181 249), dudit cadastre :

contenant en superficie six cent quinze mètres carrés et deux dixièmes (615,2 m²).

/2

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le quinzième jour du mois de mai de l'an deux mille quatorze sous le numéro 119 de mes minutes au dossier 21725 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.



VINCENT VILLENEUVE
Arpenteur-géomètre

/cc

Dossier : 21725

Copie conforme à l'original

Montréal, le _____

Arpenteur(e)-géomètre

Commission permanente sur l'examen des contrats

**Rapport d'examen de la conformité du processus
d'appel d'offres**

Mandat SMCE145897003

Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 29 mai 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

*Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville*

Vice-présidentes

*Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc*

*Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve*

Membres

*M. André Allard
Ville de Kirkland*

*M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve*

*Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont*

*M. Jean-François Cloutier
Arrondissement de Lachine*

*M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle*

*Mme Marianne Giguère
Arrondissement du Plateau Mont-Royal*

*M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies –
Pointe-aux-Trembles*

*Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard*

Montréal, le 29 mai 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE145897003, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant la conclusion d'une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE145897003

Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

À sa séance du 30 avril 2014, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1145897003. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels supérieur à 1 M\$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 14 mai, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE145897003 qui lui avait été confié. Des responsables du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la commission.

Les responsables du dossier ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Pour permettre la réalisation des différents chantiers du Plan de transport et des nombreux grands projets de développement sur le territoire de l'agglomération, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) aura besoin de confier des mandats à des firmes d'experts en voirie, transport et circulation afin de faire exécuter des études en transport et en circulation, des avant-projets, des plans et devis d'aménagement de rue (géométrie, signalisation, feux de circulation, mobilier urbain, etc.) ainsi que des études connexes en support à leurs activités. L'entente-cadre est prévue et dimensionnée afin de répondre aux besoins en transport et en circulation du SIVT pour les deux prochaines années. En résumé, l'entente, visée dans ce mandat, a

été classée selon la procédure à deux enveloppes. Quinze firmes ont pris le cahier des charges et sept ont déposé une offre.

L'expertise recherchée via cette entente-cadre concerne principalement les études de concept, d'opportunité, de faisabilité, d'avant-projets et de plans et devis touchant le transport routier et le transport en commun. Ces services doivent être obtenus à l'extérieur pour permettre au SIVT de disposer de certaines expertises techniques de pointe non disponibles à la Ville et pour permettre de disposer de suffisamment de ressources techniques pour réaliser un lot d'activités non récurrentes à long terme dans les délais requis. L'entente-cadre qui était en vigueur jusqu'en novembre 2013 à la Direction des transports est épuisée. Il n'est donc plus possible de lancer de nouveaux mandats.

L'appel d'offres a été lancé le 13 novembre 2013 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 18 décembre. Il y a eu cinq addendas, dont un a eu pour effet de reporter la date d'ouverture des soumissions du 13 au 18 décembre.

Il y a eu quinze preneurs de cahier des charges et sept ont déposé des offres. L'appel d'offres requerrait plusieurs expertises pointues. Seules quelques firmes détiennent cette expertise. C'est donc pour cela que seulement sept firmes ont déposé des offres. Seule la firme CIMA+ a soumis deux offres. Ces offres étaient associées à deux équipes de travail distinctes. Il est possible pour une firme de déposer autant d'offres qu'elle le souhaite pour chacune des ententes en autant que les équipes de travail soient différentes. Le nombre de soumissions déposées s'est donc élevé à huit pour sept soumissionnaires.

L'expérience passée du marché démontre que les firmes d'ingénierie soumissionnent entre 5 à 10 % plus bas que les taux maximums. Les taux soumissionnés en 2013 pour ces ententes sont plus bas que les taux soumissionnés en 2012. Cette différence additionnelle est de l'ordre de 10 %. Cet ajustement du marché peut s'expliquer en partie par l'ampleur des enveloppes de l'entente.

L'écart de 28,37% favorable à la Ville entre le montant estimé et le plus bas montant soumissionné semble dû aux taux horaires du personnel intermédiaire et junior qui sont nettement en dessous des montants estimés.

Les membres de la commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Les membres ont longuement discuté de la nécessité pour les entreprises d'obtenir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour des contrats de services professionnels supérieurs à 10 M\$, cette accréditation n'étant pas requise pour obtenir des contrats inférieurs à 10 M\$. Comme les contrats de services professionnels octroyés par la Ville n'atteignent pratiquement jamais 10 M\$, il se pourrait que l'adjudicataire du présent contrat n'obtienne pas son accréditation de l'AMF, mais continue néanmoins d'obtenir des contrats de la Ville. Cette situation a été jugée préoccupante par les membres. Il y a lieu de s'inquiéter des conséquences d'une telle situation dans l'octroi des contrats de services professionnels, mais aussi dans la perception publique de la légitimité des entreprises, des contrats et des décisions prises.

Des commissaires ont fait valoir que les règles devraient être les mêmes à tous les niveaux. D'autres ont souligné que la Ville pourrait peut-être choisir d'appliquer des critères plus stricts que ceux prévus à la loi.

Les membres ont finalement convenu de la nécessité de suivre de près l'évolution de cette question et ont aussi rappelé que la Ville possède des outils, comme la Politique de gestion contractuelle, pour resserrer les règles d'octroi des contrats.

Par ailleurs, les membres ont posé de nombreuses questions pour bien connaître la nature des travaux qui seront menés par l'adjudicataire et sur la portée de ceux-ci. Ils ont aussi bien compris que les montants prévus dans des ententes-cadres de ce type peuvent être utilisés très rapidement, compte tenu des besoins du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

Au terme de leurs délibérations, les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats ont estimé avoir scrupuleusement exercé leur devoir de vigilance à l'égard du dossier présenté.

En conséquence, la commission émet le constat suivant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les fonctionnaires du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels supérieur à 1 M\$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE145879003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Dossier # : 1145897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Numéro du mandat
SMCE145897003

Date du mandat
2014-04-30

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels visé par le dossier décisionnel 1145897003 est supérieur à 1 M\$ et qu'il existe un écart de -28,37%. entre l'adjudicataire et la dernière estimation.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1145897003, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2014-05-01

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances et réglementation





Dossier # : 1145897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une entente-cadre d'une durée de deux (2) ans, pour la fourniture sur demande de services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Direction des Transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports;
2. d'approuver le projet de convention de services professionnels par lequel la firme ci-après désignée ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public No 13-13216 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur et selon les conditions stipulées au projet de convention;

Firmes	Montant maximal (taxes incluses)
Les Consultants SM Inc.	1 789 719\$

3. d'imputer ces dépenses à même les budgets de la Direction des transports, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2014-04-15 14:28

Signataire :

Claude CARETTE

Directeur des transports
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports

IDENTIFICATION

Dossier # :1145897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Plan de transport et historique

Le 19 juin 2008, le conseil d'agglomération approuvait le contenu du Plan de transport de Montréal (CG08 0362). Ce plan, établi sur dix ans, décrit les objectifs à mettre de l'avant afin d'améliorer la mobilité et la qualité de vie des citoyens. Depuis, trois ententes-cadres ont été conclues pour aider la Direction des transports à effectuer les études et à préparer les documents nécessaires à la réalisation des projets mentionnés dans le Plan de transport. La première entente (**CG08 0420**) d'une valeur brute de 6 000 000 \$ et d'une durée de trois ans couvrait les années 2008 à 2011. La deuxième entente (**CG10 0291**) d'une valeur brute de 4 000 000 \$ et d'une durée de trois ans couvrait les années 2010 à 2013. La dernière entente-cadre (**CG13 0127**) a été octroyée en 2013 pour un montant de 2 500 000\$. À ce jour, les montants de ces ententes-cadres sont épuisés. La Direction des transports ne dispose plus de la marge de manoeuvre nécessaire pour le développement de nouveaux projets prévus dans le Plan de transport.

Réalisations à ce jour

Les différents chantiers du Plan de transport ainsi que les échéances qu'il contient génèrent des efforts importants de la part de la Direction des transports. La première entente-cadre a permis, entre autres, de progresser dans la sécurisation de 50 carrefours par an, de réaliser l'avant-projet du boulevard Maurice-Duplessis, de faire progresser le dossier du 40 km/h et

de produire un guide pour l'élaboration de plans locaux de déplacements. La deuxième entente-cadre a quant à elle permis de progresser notamment dans les dossiers suivants:

1. L'implantation sur le terrain de la politique du 40 km/h;
2. Le déploiement du Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) de Montréal;
3. La mise à jour de systèmes de feux de circulation munis de dispositif sonore;
4. L'élaboration de guides et de normes;
5. La préparation d'un plan d'intervention pour l'éclairage de rue;
6. La révision de l'offre de stationnement sur le Mont-Royal;
7. La sécurisation du boulevard Côte-Vertu;
8. L'avant-projet pour l'aménagement de l'antenne ferroviaire "Longue-Pointe";
9. L'élaboration de plans sectoriels de gestion des déplacements (Quartier Latin, Quartier vert);
10. La validation de l'impact de la circulation pour le quartier de la gare.

Projets à venir

Afin de maintenir les efforts nécessaires à la réalisation du Plan de transports, de nouveaux contrats doivent être octroyés. Au cours des deux prochaines années, ils serviront entre autres à poursuivre la sécurisation d'intersections et l'étude de multiples projets de réaménagement dont les projets de prolongement du boulevard Assomption et du pôle Frontenac. Plus particulièrement les ententes-cadres serviront également à interagir rapidement avec nos partenaires en transport, tels que:

- Transport Canada pour le projet du pont Champlain et l'autoroute 15;
- Le MTQ pour faire progresser la reconstruction du complexe Turcot;
- La STM pour mettre en place des mesures prioritaires pour bus et IBUS;
- L'AMT pour implanter le SRB Pie-IX, le SLR et autres.

pour ne citer que ces quelques exemples des études préliminaires sur certains volets.

Par ailleurs, de nombreux projets de développement et de réaménagement urbain prévus par d'autres Directions sur le territoire de l'agglomération de Montréal et également cités dans le Plan de transport, vont également nécessiter la réalisation de plusieurs mandats.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels, portant le # 13-13216. L'appel d'offres a été lancé et publié dans le quotidien La Presse et sur SE@O (Système électronique d'appel d'offres) le 13 novembre 2013 pour une durée de publication de 30 jours. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 18 décembre 2013 et la période de validité des offres reçues est de 180 jours soit jusqu'au 11 juin 2014.

Cinq (5) addendas furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres :

Addenda #1 : Émis le 21 novembre 2013 : Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs de cahiers de charges;

Addenda #2 : Émis le 25 novembre 2013 : Report de date au 18 décembre 2013 à la demande des fournisseurs pour avoir plus de temps pour soumettre leurs dossiers;

Addenda #3 : Émis le 28 novembre 2013 : Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs

Addenda #4 : Émis le 29 novembre 2013 : Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs

Addenda #5 : Émis le 16 décembre 2013 : Remplacer les gabarits d'enveloppes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0127 - 25 avril 2013 (dossier 1125309007) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Dessau, Aecom et Cima +, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents et la réalisation d'études en circulation pour une somme maximale respective de 936 158,18\$, 601 465,15 \$ et 409 803,09 \$ (Appel d'offres public No 12-12112 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG10 0291 - 26 août 2010 (dossier 1104021002) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes GENIVAR, CIMA+, AECOM Tecslut Inc., SNC-Lavalin Inc. et Le Groupe S.M.International Inc., pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transport pour une somme maximale respective de 1 600 000\$, 1 300 000\$, 1 000 000\$, 700 000\$ et 400 000\$ / Appel d'offres public No 10-11321 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG08 0420 - 28 août 2008 (dossier 1080037002) - Approuver les conventions et retenir les services professionnels de Tecslut, Dessau/SM, Cima, Génivar et Groupe Séguin pour la préparation de plans et devis et surveillance pour la réalisation des programmes de réaménagement géométriques et de sécurité routière ainsi que pour le soutien technique à la Direction des transports. Somme maximale respective de 1 800 000\$, 1 500 000\$, 1 100 000\$, 900 000\$ et 700 000\$ (Appel d'offres No 08-10709 - 6 soumissionnaires).

CG08 0362 - 19 juin 2008 (dossier 1081053001) - Approuver le contenu du Plan de transport de Montréal en vue de son adoption par le conseil municipal et le conseil d'agglomération ainsi que deux rapports de réponse aux recommandations de la Commission permanente du conseil municipal sur la mise en valeur du territoire, l'aménagement urbain et le transport collectif et de la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, le transport et les infrastructures.

DESCRIPTION

Pour permettre la réalisation des différents chantiers du Plan de transport et des nombreux grands projets de développement sur le territoire de l'agglomération, la Direction des transports aura besoin de confier des mandats à des firmes d'experts en voirie, transport et circulation afin de faire exécuter des études en transport et en circulation, des avant-projets, des plans et devis d'aménagement de rue (géométrie, signalisation, feux de circulation, mobilier urbain, etc.) ainsi que des études connexes en support à leurs activités. L'entente-cadre est prévue et dimensionnée afin de répondre aux besoins en transport et en circulation de la Direction des transports pour les deux prochaines années. En résumé, l'entente, visée dans ce mandat, a été classée selon la procédure à deux enveloppes. Quinze (15) firmes ont pris le cahier des charges et sept (7) ont déposé une offre. L'entente serait conclue avec Les consultants SM Inc. Le détail des pointages est illustré dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement.

JUSTIFICATION

L'expertise recherchée via cette entente-cadre concerne principalement les études de concept, d'opportunité, de faisabilité, d'avant-projets et de plans et devis touchant le transport routier et le transport en commun. Ces services doivent être obtenus à l'extérieur

pour permettre à la Direction de transports de disposer de certaines expertises techniques de pointe non disponibles à la Ville et pour permettre de disposer de suffisamment de ressources techniques pour réaliser un lot d'activités non récurrentes à long terme dans les délais requis.

L'entente-cadre qui était en vigueur jusqu'en novembre 2013 à la Direction des transports est épuisée. Il n'est donc plus possible de lancer de nouveaux mandats.

À titre d'information, il y avait 15 preneurs de cahier des charges et 7 ont déposé des offres. L'appel d'offres requerrait plusieurs expertises pointues. Seules quelques firmes détiennent cette expertise. C'est donc pour cela que seulement 7 firmes ont déposé des offres. La plupart des firmes a déposé une offre. Seule la firme CIMA+ a soumis 2 offres. Ces offres étaient associées à deux équipes de travail distinctes. Il est possible pour une firme de déposer autant d'offres qu'elle le souhaite pour chacune des ententes en autant que les équipes de travail soient différentes. Le nombre de soumissions déposées s'élève donc à 8 pour 7 soumissionnaires.

Dans le tableau ci-dessous, les montants soumissionnés sont comparés aux montants estimés. Ces montants estimés ont été calculés en fonction de taux horaires maximums. Ces taux horaires maximums respectent le décret gouvernemental 1235-87. Les soumissionnaires doivent offrir des taux en deçà de ces taux maximum afin d'être conforme.

L'expérience passée du marché démontre que les firmes d'ingénieries soumissionnent entre 5 à 10 % plus bas que les taux maximums. Les taux soumissionnés en 2013 pour ces ententes sont plus bas que les taux soumissionnés en 2012. Cette différence additionnelle est de l'ordre de 10 %. Cet ajustement du marché peut s'expliquer en partie par l'ampleur des enveloppes de l'entente.

Entente # 1 - Les Consultants SM Inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Les consultants S.M. inc.	76,0	0,70	1 789 719,00 \$		1 789 719,00 \$
DESSAU inc.	76,3	0,63	1 997 103,68 \$		1 997 103,68 \$
AECOM Consultants inc.	80,8	0,63	2 059 588,57 \$		2 059 588,57 \$
CIMA+ - ÉQUIPE #1	80,8	0,63	2 090 417,96 \$		2 090 417,96 \$
CIMA+ - ÉQUIPE #2	80,0	0,62	2 090 417,96 \$		2 090 417,96 \$
ROCHE Ltée, groupe-conseil	76,0	0,58	2 172 025,65 \$		2 172 025,65 \$
Les services EXP inc.	77,3	0,54	2 334 930,13 \$		2 334 930,13 \$
Dernière estimation réalisée			2 498 482,06 \$		
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) (l'adjudicataire - estimation)					-708 763,06 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					-28,37%
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)					207 384,68 \$

Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (%) $((2^{\text{ème}} \text{ meilleure note finale} - \text{adjudicataire}) / \text{adjudicataire}) \times 100$	-11,59%
---	---------

L'écart de -28,37% entre le montant estimé et le plus bas montant soumissionné semble dû aux taux horaires du personnel intermédiaire et junior qui sont nettement en dessous des montants estimés, allant même jusqu'à -39,8 %.

En vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats, le dossier sera soumis à la commission pour étude puisqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels de plus de 1 M \$ et que l'écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation est de -28,37%.

Cette firme n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat. Cependant, la firme Les Consultants SM Inc. a déposé sa demande d'enregistrement au registre des entreprises ayant obtenu l'autorisation pour conclure des contrats publics. Son dossier est actuellement à l'étude par l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant des mandats divers. Les différents mandats seront effectués sur demande. La Direction des transports assurera la gestion des dits services. Chacun des mandats confiés à la firme Les Consultants SM Inc. devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. L'entente pourrait engager des dépenses d'agglomération.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût maximal de 1 789 719\$.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets de la Direction des transports, d'autres Directions du SITE ou autres unités municipales pour lesquels la Direction des transports offre ses services en appui. Il n'y a donc pas de budget ou de dépenses spécifiques liés à la conclusion de cette entente. Les crédits sont prévus au budget PTI 2014-2016 ou au budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gérer la mobilité des personnes et des marchandises de manière efficace et sécuritaire est un enjeu de taille pour une Ville de dimension aussi importante que Montréal. Dans un contexte de développement durable, les villes doivent prendre en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux inhérents au développement des réseaux de transport.

Les coûts socio-économiques de la congestion sont en progression constante ces dernières années. De plus, les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport représentent près de 40 % des émissions. L'optimisation des déplacements permet de minimiser les impacts environnementaux liés aux transports:

- La réduction des arrêts fréquents et par conséquent une réduction d'émission des gaz à effet de serre.
- L'amélioration de la régularité des services du transport en commun.
- La diminution des débordements dans le réseau local.

À l'aide du Plan de transport, la Direction des transports met en oeuvre des projets de développement et d'amélioration des réseaux de transport collectif, cyclables et routiers, regroupés au sein de 21 chantiers à réaliser en dix ans. La réalisation de ces projets

améliore la qualité de l'environnement de la métropole, la qualité de vie des citoyens qui l'habitent et favorise un développement économique durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'une entente de services professionnels avec des firmes expertes en voirie, transport et circulation pour le soutien technique permettra à la Direction des transports de soutenir efficacement la réalisation du Plan de transport et celle de nombreux grands projets de développement sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission d'examen sur les contrats: mai 2014.

- Autoriser l'entente au CG: 29 mai 2014
- Signature de l'entente: juin 2014
- Services professionnels dispensés de 2014 à 2016 inclusivement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction de l'approvisionnement (Tanya DUPUIS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Jovette MÉTIVIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yannick ROY
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-5976
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-03-03

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514-872-5181
Télécop. : 514 872-9458

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Services professionnels)

Appel d'offres public no: 13-13216

Catégorie : SPOP - Ingénieur civil – Structure routière – Ponts & tunnels

Titre : Soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du plan de transport.

Mandat : Le mandat consiste essentiellement en des activités d'ingénierie dans le domaine du transport, de la circulation et de l'aménagement.

Date de lancement : 13 novembre 2013

Date d'ouverture : 18 décembre 2013

Preneurs du cahier des charges (15) :

§ AECOM Consultants Inc.	§ Groupe CHB-IBI inc.	§ Induktion Groupe Conseil inc.
§ Beaudoin Hurens	§ Groupe Conseil BC2FP	§ Les consultants S.M. inc.
§ Cima+ S.E.N.C.	§ Groupe IBI / DAA inc.	§ Les Services EXP inc.
§ Dessau	§ Groupe MMM Ltée	§ Macogep inc.
§ Genivar inc.	§ Groupe SNC-Lavalin inc.	§ Roche Ltée, Groupe-Conseil

Soumissions (9) :

§ AECOM Consultants Inc.	§ Groupe SNC-Lavalin inc.
§ Cima+ S.E.N.C. – Équipe #1	§ Les consultants S.M. inc.
§ Cima+ S.E.N.C. – Équipe #2	§ Les Services EXP inc.
§ Dessau	§ Roche Ltée, Groupe-Conseil
§ Genivar inc.	

Mentionnons que certaines firmes se sont désistées pour différents motifs. Un suivi auprès de ces firmes n'ayant pas présentées de propositions nous indique que :

- § Une des firmes n'avait pas d'équipe pour soumissionner;
- § Deux (2) autres se sont joints à une autre firme comme sous-traitant

Note additionnelle:

Dans le cadre de ce dossier, la Ville a l'intention d'accorder deux (2) ententes-cadres de services professionnels. Chaque contrat est limité par un budget maximum de 4 000 000 \$. Les enveloppes budgétaires des contrats seront réparties de la façon suivante :

- § Contrat #1 : 2 500 000 \$
- § Contrat #2 : 1 500 000 \$

Des neuf (9) soumissions reçues, huit (8) firmes ont déposé une seule offre technique (donc la même équipe de travail) applicable pour les deux (2) contrats. Ainsi, leur offre était accompagnée de deux (2) enveloppes de prix et chacune incluant un bordereau de soumission distinct, correspondant aux quantités spécifiques à réaliser pour chaque mandat.

Seule la firme CIMA + S.E.N.C. a déposé deux (2) offres techniques (avec 2 équipes différentes), pour chacun des deux (2) contrats, soit une (2) équipes (différentes) pour le contrat #1 et (2) équipes (différentes) pour le contrat #2. Ainsi, leurs offres étaient accompagnées de quatre (4) enveloppes de prix (2 par contrat), chacune incluant avec un bordereau de soumission distinct, correspondant aux quantités spécifiques à réaliser pour chaque mandat. Ce qui explique le nombre de neuf (9) soumissions déposées par les soumissionnaires.

Quant aux offres techniques, elles étaient évaluées selon la grille d'évaluation décrite au document. Par conséquent, puisque l'offre technique était applicable pour les deux (2) contrats, les notes attribuées pour chacun des critères de sélection restaient identiques et donc applicables aux deux (2) contrats, à l'exception des critères correspondants à l'équipe (chargé de projet et l'équipe de relève) qui ont été noté selon les équipes proposées.

Enfin, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, une firme retenue (équipe) pour recommandation pour le premier contrat devenait non conforme pour le deuxième contrat à octroyer.

Analyse des soumissions :

Des neuf (9) propositions reçues :

Deux (2) firmes, celles de **GÉNIVAR INC.** et **SNC-LAVALIN INC.**, ont été déclarées non conformes et rejetées, et ce, en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion

contractuelle, puisqu'en date du 16 janvier 2013, elles étaient inscrites sur la « liste des personnes à déclarer non conformes ». (Référence : Avis juridique 14-000201).

Sept (7) ont été jugées recevables en termes de délai de livraison, conformité administrative ainsi que du respect des spécifications techniques et ont été analysées par le comité de sélection, en fonction de la grille standard d'évaluation approuvée par le comité exécutif le 5 septembre 2012.

Remarque :

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Rencontre du comité de sélection :

Le 5 février 2014 à 13 h 30, au 801, rue Brennan, à la salle CGMU au 6e étage.

Grille des résultats d'évaluations :

Contrat #1:



Comité 13-13216 Contrat 1.pdf

Résultat de l'évaluation :

Des sept (7) offres évaluées :

L'offre de la firme **LES CONSULTANTS S.M. INC.**, ayant obtenu le plus haut pointage final pour le **contrat #1**, en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres, est retenue pour recommandation par le comité de sélection.

Enfin, malgré quelques notes intérimaires plus hautes que celle obtenue par la firme retenue pour le contrat #1, ces dernières n'ont pas obtenu le plus haut pointage final suite au calcul lors de la deuxième étape du processus.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme **LES CONSULTANTS S.M. INC** pour le projet cité en titre pour le **contrat #1**, et ce, pour une enveloppe budgétaire maximale de **1 789 719,00 \$** incluant toutes les taxes applicables, pour une période pouvant atteindre deux (2) ans, conformément aux documents de l'appel d'offres 13-13216.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-15

Tanya DUPUIS
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514-872-6664

Richard DAGENAI
Chef de section - Approvisionnement - Section
des Services professionnels

Tél : 514-872-2608

Division : Acquisition de biens et services

13-13216 (2) - SOUTIEN TECHNIQUE AUX ACTIVITÉS DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRANSPORT - CONTRAT #1

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et des besoins</i>	<i>Méthodologie et capacité de production</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qual. Et expé du chargé de projet et la relève</i>	<i>Qual. Et exp. De l'équipe et la relève</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>	<i>Rang</i>	<i>Comité</i>	
FIRME	5%	10%	15%	20%	20%	30%	100%	\$			Date	mercredi 05-02-2014
AECOM Consultants inc.	4,25	8,00	12,00	18,25	15,75	22,50	80,8	2 059 588,57 \$	0,63	2	Heure	13 h 30
DESSAU inc.	4,75	7,50	11,75	14,50	16,00	21,75	76,3	1 997 103,68 \$	0,63	3	Lieu	À confirmer au 801, Brennan
Les services EXP inc.	4,75	8,50	11,75	14,75	13,75	23,75	77,3	2 334 930,13 \$	0,54	7		
ROCHE Ltée, groupe-conseil	4,25	7,50	12,25	13,50	16,50	22,00	76,0	2 172 025,65 \$	0,58	6		
Les consultants S.M. inc.	3,75	8,00	12,25	15,50	16,25	20,25	76,0	1 789 719,00 \$	0,70	1		
CIMA+ - ÉQUIPE #1	4,50	8,25	12,25	17,00	16,25	22,50	80,8	2 090 417,96 \$	0,63	4		
CIMA+ - ÉQUIPE #2	4,50	8,25	12,25	17,00	16,00	22,00	80,0	2 090 417,96 \$	0,62	5		
0							-		-			
0							-		-			
0							-		-			
Agent d'approvisionnement		Tanya Dupuis (YB)										

Multiplicateur d'ajustement
10000

Dossier # : 1145897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La convention de services professionnels est visée. L'instance compétente pour octroyer ce contrat est le conseil d'agglomération car les divers chantiers identifiés au sommaire et le Plan de transport sont de compétence d'agglomération en vertu de l'article 23 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, RLRQ,c.E-20.001.



[SM_vfc.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jovette MÉTIVIER
Avocate
Tél : 514-872-1176

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-14

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel



Ville de Montréal
Service des affaires corporatives
Direction de l'approvisionnement

Appel d'offres public n° 13-13216

Services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports, pour la mise en œuvre du Plan de transport

ANNEXE C
CONVENTION

Ne pas retourner ces documents

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6; agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET : **Les Consultants S.M. inc.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au **433, rue Chabanel Ouest, 12^e étage** agissant et représenté par **Daniel Lamarche**, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le **17 décembre 2013**.

N° d'inscription T.P.S. : 119914166-RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 10011247324-TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE LE "CONTRACTANT"

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Champ d'application :

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville afin de réaliser les divers projets du présent mandat.

1.2 Définitions :

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.2.1 "Annexe A" :

Le document d'appel d'offres # 13-13216 pour services professionnels incluant les addenda

1.2.2 "Annexe B" :

L'offre de services, en date du 18 décembre 2013, présentée par le Contractant;

1.2.3 "Avenant" :

Toute modification au marché;

1.2.4 "Chargé de projet" :

Le professionnel désigné par le Contractant pour diriger le projet et l'équipe de Projet, pour assurer l'intégration de tous les partenaires du Projet, en plus d'être l'interlocuteur principal auprès de la Ville.

1.2.5 "Chargé de projet - Ville" :

Le professionnel désigné par la Ville de Montréal pour diriger le Projet.

1.2.6 "Consultant" :

Une personne morale ou physique, membre d'une société ou d'une association professionnelle offrant des services spécialisés.

1.2.7 "Directeur" :

Le Directeur du Service des infrastructures, voirie et transports de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2.8 "Entrepreneur" :

Toute personne à qui la Ville octroie le Marché.

1.2.9 "Équipe" :

Le personnel affecté à la réalisation du ou des Projets.

1.2.10 "Ingénieur" :

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.2.11 "Mandat" :

Les services professionnels requis pour réaliser les Projets.

1.2.12 "Marché" :

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'Ouvrage.

1.2.13 "Ouvrage" :

Les Travaux réalisés par l'Entrepreneur conformément aux plans et devis et cahiers des charges préparés par les professionnels Contractants.

1.2.14 "Patron" :

Le professionnel désigné par le Contractant pour répondre aux attentes de la Ville au début du mandat et pour faire un suivi systématique tout au long du Mandat afin de s'assurer que les objectifs techniques et administratifs soient en tout point rencontrés;

1.2.15 "Personnel auxiliaire" :

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire et tout autre personnel désigné;

1.2.16 "Personnel de soutien" :

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.2.17 "Projet" :

Projet de la Division de l'exploitation du réseau artériel réalisé à l'intérieur du Mandat de services professionnels;

1.2.18 "Services" :

Les services professionnels relatifs au Projet requis du Contractant en vertu de la présente convention, plus amplement décrits à l'article « Étendue des services professionnels » du devis technique;

1.2.19 "Travaux" :

Les Travaux de construction exécutés par les Entrepreneurs dans le cadre du Projet;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les Services du Contractant qui s'engage, selon les conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les y annexer physiquement, à exécuter tous les services requis pour la réalisation du mandat.

ARTICLE 3
PRÉSEANCE

L'ordre de préséance des Annexes est le suivant :

- 3.1** d'abord, la présente convention;
- 3.2** ensuite, l'annexe A, le document d'appel d'offres public numéro 13-13216;
- 3.3** ensuite, l'annexe B, l'Offre de services du contractant datée du 18 décembre 2013.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin, sans excéder une période maximale de vingt quatre mois (24), lorsque le

Contractant a complètement exécuté ses Services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville au-delà de cette date.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

- 5.1 collaborer entièrement avec la Ville, le Directeur et le Chargé de projet-Ville, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Mandat;
- 5.2 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;
- 5.3 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;
- 5.4 respecter la confidentialité des données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution de ses Services; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;
- 5.5 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises par une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;
- 5.6 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite de la Ville;
- 5.7 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des divers mandats visés par la présente convention;
- 5.8 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;
- 5.9 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis, les rapports d'avancement et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences de la Ville;
- 5.10 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le chargé de projet Ville;
- 5.11 débiter ses Services après en avoir reçu l'ordre écrit du Chargé de projet-Ville;
- 5.12 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du Chargé de projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Mandat, la qualification des membres de ce personnel et le taux horaire majoré applicable à chacun d'eux;
- 5.13 agir avec compétence et diligence pour fournir tous les Services;
- 5.14 voir à ce que les lois, tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables aux divers Mandats ou Travaux, ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains affectés par

les Travaux soient respectés. Le contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

- 5.15 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la Loi sur la qualité de l'environnement et ses règlements;
- 5.16 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;
- 5.17 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités ou arrondissements impliqués dans le dossier;
- 5.18 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur le fonctionnement des installations de la Ville;
- 5.19 représenter graphiquement l'évolution réelle des dépenses et des travaux y compris de ses honoraires, en regard de l'évolution projetée et signaler sans tarder au Directeur tout risque de dépassement des enveloppes budgétaires;
- 5.20 remettre au Chargé de projet-Ville, à la fin des Travaux, un certificat signé et scellé attestant que les Travaux ont été exécutés conformément aux lois et règlements en vigueur;
- 5.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des Services visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;
- 5.22 fournir le personnel requis et identifié dans l'offre de services du Contractant (Annexe B) ou toute autre personne, comme prévu aux présentes;
- 5.23 ne pas remplacer le personnel assigné aux Services sans avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite du Chargé de projet - Ville. De plus, dans un tel cas, les frais de remplacement sont à la charge du Contractant;
- 5.24 produire un plan de travail détaillé pour la réalisation de chacun des livrables du Projet.

ARTICLE 6 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

- 6.1 La Ville s'engage à fournir, pourvu qu'ils soient en sa possession, les plans de tout ouvrage existant, ainsi que tous autres documents jugés pertinents.
- 6.2 Les renseignements fournis dans les documents énoncés au paragraphe ci-dessus le sont à titre d'information seulement. Ils doivent être validés par le Contractant qui doit, préalablement à la prestation de ses Services, faire les démarches et vérifications qui s'imposent en la matière et aviser le Directeur de toute inexactitude, dans les plus brefs délais. Le Contractant ne peut exercer aucun recours contre la Ville fondé sur le défaut de fournir des renseignements ou sur l'inexactitude des renseignements fournis par la Ville.
- 6.3 La Ville s'engage en outre à :
 - 6.3.1 assurer au Contractant la collaboration du Chargé de projet-Ville;

6.3.2 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Chargé de projet-Ville sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

6.4 Sous réserve de l'article 11.4 de la présente convention, la Ville s'engage, à assumer les frais relatifs à l'implantation et à l'exploitation des locaux et de l'ensemble des équipements et ameublements requis pour le personnel du Contractant travaillant aux bureaux de la Ville, sauf ceux qui sont déclarés par le Contractant être à son usage exclusif et ceux qui, parmi ceux proposés par le Contractant, ne peuvent, de l'avis du Directeur, que servir à l'usage exclusif du Contractant. Sous réserve de ces équipements et ameublements à usage exclusif dont les frais sont assumés par le Contractant, les frais assumés par la Ville couvrent notamment :

- la location, l'aménagement et l'entretien des locaux;
- l'acquisition ou la location des équipements et ameublements, y compris leur entretien ou renouvellement, le cas échéant;
- la fourniture du matériel périssable de bureau;
- l'infrastructure informatique, de télécommunication et de bureautique (serveurs, réseaux, ordinateurs, logiciels, imprimantes, traceurs, télécopieurs, photocopieurs, projecteurs et système téléphonique, équipement pour le balayage optique des plans);
- les liens Internet et les lignes téléphoniques.

ARTICLE 7 **SERVICES COUVERTS**

Les Services requis du Contractant sont plus amplement décrits au devis technique de l'Annexe A et seront particulièrement précisés par le Chargé de projet-Ville.

ARTICLE 8 **QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET** **ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET**

Le Chargé de projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), incluant le Patron, devront être effectivement assignés au Mandat. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Chargé de projet-Ville, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9 **PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR**

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

- 9.1** coordonner l'exécution de la convention;
- 9.2** décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'application de la convention et des Annexes A et B;
- 9.3** refuser les Services, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes A et B;
- 9.4** exiger du Contractant la rectification et la correction de ces Services, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 10 **HONORAIRES**

- 10.1** Les honoraires du Contractant, en contrepartie de tous les Services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale indiquée au bordereau du contractant pour chacune des catégories d'employés, incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).
- 10.2** Aucuns honoraires ne seront dus au Contractant pour les services applicables à des reprises de Travaux résultant d'erreurs ou d'omissions de sa part ou de son personnel.
- 10.3** La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 10.1.
- 10.4** Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des Services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite et, le cas échéant, de toute somme allouée pour chaque sous-projet ou travail déterminé.
- 10.5** À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires qui relèvent de sa compétence dont le coût sera acquitté à même la somme maximale ci-dessus prévue. La nature et le coût de tous ces services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Contractant et le Directeur avant d'être exécutés.
- 10.6** Les parties reconnaissent que la ventilation apparaissant au bordereau de prix de l'Annexe B n'est qu'une estimation et que l'enveloppe d'honoraires déterminée à l'article 10.1 pourra être utilisée, en totalité ou en partie, pour la rémunération des Services conformément aux dispositions de l'article 11.

ARTICLE 11 **CALCUL DES HONORAIRES**

La rémunération du Contractant pour la prestation des Services sera calculée selon l'une ou l'autre des méthodes ci-dessous ou sur une combinaison de ces méthodes et se conformera aux critères suivants :

11.1 Méthode horaire :

11.1.1 Le taux horaire maximum est celui indiqué à l'Annexe B, selon la classification à laquelle appartient le personnel concerné.

11.1.2 La méthode horaire comporte le paiement du temps d'utilisation des membres du personnel du Contractant appelés à travailler directement à la réalisation du Projet, à l'exclusion des services du personnel de secrétariat et du personnel administratif.

Seul le temps affecté à la dactylographie des devis définitifs et des rapports techniques directement reliés au Projet est rémunéré, et ce, sur la base du taux horaire majoré du personnel de soutien.

11.1.3 Les modalités d'application de la méthode horaire sont les suivantes :

11.1.3.1 Le personnel affecté au travail et sa qualification pour fins de rémunération doit avoir été accepté par écrit, par le Chargé de projet - Ville, avant le début de la prestation des Services.

11.1.3.2 Les taux horaires du Patron et du Chargé de projet sont des taux horaires fixes déjà majorés (cf. bordereau de prix).

Le nombre d'heures payables pour du temps de Patron ne doit pas, sans l'autorisation écrite du Directeur, excéder 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre au Projet. Aux fins de la rémunération, il n'est admis qu'un seul patron.

11.1.3.3 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire majoré applicable dans ce cas est celui correspondant à cette dernière classification.

11.1.3.4 Un professionnel, autre qu'un ingénieur ou un architecte, qui fait partie du personnel du Contractant et dont la participation au Projet est nécessaire pour que ce dernier puisse fournir ses Services, est rémunéré au même taux horaire qu'un ingénieur.

11.1.4 Le Contractant doit enregistrer quotidiennement le nombre d'heures, à la demi-heure près, consacré à chaque Projet et l'utilisation qui en a été faite par son personnel.

11.1.5 Les heures supplémentaires ne sont pas remboursables; la rémunération des heures supplémentaires excédant la semaine normale de travail est calculée au taux horaire établi pour les heures normales de travail en conformité avec les dispositions de la présente convention. Cependant, dans des cas exceptionnels et moyennant une autorisation préalable, le Directeur peut autoriser les heures supplémentaires.

11.2 Méthode forfaitaire

Cette méthode comporte le paiement d'un montant forfaitaire pour l'ensemble des Services visés, tel que déterminé au préalable par le Contractant et le Directeur.

11.3 Dépenses admissibles :

Seules les dépenses suivantes préalablement autorisées par écrit, par le Directeur, sont admissibles aux fins du Projet et remboursées par la Ville, dans la mesure fixée par le Directeur et selon les conditions ci-après décrites :

11.3.1 l'impression des plans et devis selon les taux convenus avec le Directeur;

11.3.2 les frais de voyage dûment autorisés, conformément aux directives de la Ville;

11.3.3 les services de soutien technique que le Contractant se procure à l'extérieur de son étude, après autorisation, y compris la main-d'oeuvre non technique, les taux devant être conformes à ceux approuvés par le Directeur;

11.3.4 l'engagement d'experts consultants dûment autorisés, sur présentation de pièces justificatives;

11.3.5 les frais d'utilisation d'automobile sans excéder 0,36\$ par kilomètre pour les déplacements autorisés par le Directeur.

11.4 Dépenses non remboursables

Pour plus ample précision et sans limiter la généralité de ce qui précède, ne sont pas remboursables les dépenses suivantes:

11.4.1 les frais de représentation;

11.4.2 les frais de repas;

11.4.3 les dépenses de services de messagerie et de communication (téléphone, cellulaire, affranchissement, etc.), sauf celles qui sont autorisées par le Directeur;

11.4.4 les dépenses relatives à ce qui est réservé ou destiné à l'usage exclusif du Contractant, conformément aux dispositions de l'article 6.4;

11.4.5 les dépenses relatives aux appareils de mesure et d'enregistrement et à l'équipement semblable, sauf celles qui sont autorisées par le Directeur;

11.4.6 les dépenses relatives à l'équipement de sécurité et de protection du personnel à l'extérieur des locaux du Bureau de projet;

11.4.7 toutes les autres dépenses que le Contractant doit encourir pour rendre les Services qu'il s'est engagé à fournir conformément à la présente convention et à ses Annexes.

ARTICLE 12
PAIEMENT DES HONORAIRES

12.1 Lorsque les Services sont fournis sur la base de la méthode horaire avec plafond, le Contractant est payé sur présentation mensuelle de son relevé d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement des Services.

12.2 Lorsque les Services sont fournis sur la base de la méthode forfaitaire, le Contractant est payé à raison de la méthode convenue lors de l'établissement du forfait.

12.3 Le relevé d'honoraires devra être détaillé et rendre compte, le cas échéant, des heures attribuées à l'exécution de la convention et fournir les pièces justificatives des dépenses admissibles réellement encourues en relation avec le Projet. Il devra également préciser le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui a été attribué au Contractant par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

12.4 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à ce titre et le numéro d'inscription approprié.

12.5 Ni un rapport sur l'état des Travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les Services soient en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

12.6 Le relevé sera présenté selon les directives émises par le Directeur avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du

Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction du Directeur.

- 12.7** Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le Patron, le Chargé de projet et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des Services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.
- 12.8** Le Directeur pourra vérifier ces pièces et registres, à un moment convenant aux 2 parties, durant les heures d'affaires. Le Contractant devra faciliter cette consultation.
- 12.9** La Ville s'engage à vérifier avec diligence le relevé d'honoraires du Contractant et à le payer dans les 30 jours de son approbation.

ARTICLE 13 **ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ**

- 13.1** Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

- 13.1.1** cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) par événement (limite totale et cumulative) dans le cas de la responsabilité civile; et

- 13.1.2** cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$) par réclamation (limite totale et cumulative) dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Cette police ne devra pas prévoir une franchise supérieure à 15 % de la couverture ci-dessus exigée. En cas de réclamation, les dispositions de l'article 22 s'appliquent aussi à la franchise.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation de police d'assurance émise à ces fins et à la demande du Directeur, une copie certifiée de cette police. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de cette police d'assurance sous forme d'un certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler cette police, la Ville pourra le faire aux frais du Contractant.

- 13.2** La police d'assurance doit être maintenue en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des Services pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance de responsabilité professionnelle.
- 13.3** La police d'assurance ci-avant mentionnée devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins 30 jours à la Ville.
- 13.4** La Ville devra aussi être désignée comme assurée additionnelle sur la police de responsabilité civile du Contractant.
- 13.5** Avant le début des Travaux, la Ville et le Contractant établiront le programme d'assurance requis pour le ou les chantiers du Projet, lequel programme pourra prévoir que le Contractant sera

ajouté comme assuré additionnel sur la police d'assurance qui pourra être exigée des Entrepreneurs.

ARTICLE 14 **ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION**

- 14.1** Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les Services rendus jusqu'à la date de l'avis de suspension ou de résiliation en fonction de l'avancement des Services, sur présentation de pièces justificatives.
- 14.2** Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant les Services, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension du Projet.
- 14.3** Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.
- 14.4** Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville, sans coûts additionnels pour la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.
- 14.5** La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 14.1 à 14.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 15 **SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT**

- 15.1** Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.
- 15.2** Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.
- 15.3** En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 16 **DROITS D'AUTEUR**

En contrepartie des honoraires qui lui sont versés, le Contractant :

- 16.1** cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études, plans et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

- 16.2** garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'utilisateur autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études, plans et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;
- 16.3** tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 17 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

VILLE DE MONTRÉAL

Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

a/s du Greffier de la Ville

CONTRACTANT

Les Consultants S.M. inc.
433, rue Chabanel Ouest, 12^e étage
Montréal, (Québec) H2N 2J8

a/s de Monsieur Daniel Lamarche, B. Sc. Urb., responsable du dossier

ARTICLE 18 **CLAUSES GÉNÉRALES**

- 18.1** Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contractuels contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 10 (Honoraires) ou dépassant le montant des honoraires déterminé en regard de chaque sous-Projet.
- 18.2** La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.
- 18.3** Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.
- 18.4** Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.
- 18.5** La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.
- 18.6** La présente convention ne confère aucune exclusivité au Contractant, la Ville se réservant, en tout temps et pour quelque motif que ce soit, le droit de confier des mandats à d'autres firmes.

ARTICLE 19
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- 19.1** Le représentant de la Ville voit à l'administration des présentes et a la responsabilité et l'autorité nécessaires pour :
- 19.1.1** prendre toutes les décisions relatives à la réalisation du Mandat tel que prévu aux présentes et obtenir à temps toutes les autorisations nécessaires de la Ville;
 - 19.1.2** procurer à temps au Contractant tous les renseignements et toutes les données nécessaires pour que le Contractant puisse rendre les Services conformément aux dispositions des présentes;
 - 19.1.3** s'assurer que toutes les tâches dont la Ville a la responsabilité soient exécutées à temps et efficacement;
 - 19.1.4** approuver toutes demandes du Contractant qui nécessitent une autorisation de la Ville;
 - 19.1.5** accepter chacun des biens livrables conformément aux présentes;
 - 19.1.6** approuver la facturation du Contractant;
 - 19.1.7** assurer au personnel du Contractant l'accès à la propriété de la Ville tel que requis;
 - 19.1.8** désigner, s'il y a lieu, les employés de la Ville à qui sont adressées toutes les communications relatives à l'exécution des tâches quotidiennes et assurer leur collaboration;
 - 19.1.9** recevoir les avis officiels adressés à la Ville que le Contractant peut soumettre en vertu des présentes.
- 19.2** Le représentant du Contractant a la responsabilité et l'autorité nécessaires pour :
- 19.2.1** s'assurer que tous les biens soient livrés et toutes les tâches exécutées à temps et efficacement;
 - 19.2.2** désigner les personnes que le Contractant a choisies pour l'exécution des diverses tâches prévues par les présentes;
 - 19.2.3** recevoir les avis officiels que la Ville peut soumettre et adresser au Contractant en vertu des présentes.

- 19.3** Les représentants autorisés des parties sont :

VILLE

Directeur
Direction des infrastructures, voirie et transports,
801, rue Brennan 6ième étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : (514) 872-6855
Télécopieur : (514) 872-XXXXX
Courriel : @ville.montreal.qc.ca

Daniel Lamarche, B. Sc. Urb., responsable du dossier
Les Consultants S.M. inc.
433, rue Chabanel Ouest, 12^e étage
Montréal, (Québec) H2N 2J8

Si l'une ou l'autre des parties désire changer son représentant, son adresse ou toute autre information le concernant, elle doit le faire par un avis écrit émis conformément aux présentes.

- 19.4** L'un ou l'autre des représentants des parties peut déléguer toute ou partie de son autorité, moyennant entente préalable avec l'autre représentant, qui ne peut pas refuser telle délégation, sans motif raisonnable.

ARTICLE 20 **GARANTIE ET RESPONSABILITÉ**

- 20.1** Le Contractant s'engage à rendre les Services requis, selon les règles de l'art, de façon à ce que les Services rendus permettent à la Ville d'atteindre les résultats souhaités.
- 20.2** Le Contractant garantit la réalisation de tous les livrables dans chacun des Projets, selon les spécifications de la convention.
- 20.3** Le Contractant est responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de la négligence du Contractant de respecter ou de faire respecter tous et chacun des engagements et obligations qu'il assume aux termes des présentes, notamment en regard de ceux mentionnés aux articles suivants : 5.14, 5.15, 5.16, 5.19, 7, 9.4 et 20.

ARTICLE 21 **PROCÉDURES SPÉCIALES**

- 21.1** Pour garantir le respect des échéanciers précisés dans le plan de travail détaillé et sous réserve de tout autre délai stipulé aux présentes, chaque partie a 5 jours ouvrables (ou exceptionnellement tout autre délai convenu par écrit) pour répondre à toute demande écrite de l'autre partie.
- 21.2** Toute telle demande écrite est présumée acceptée si l'autre partie n'y répond pas dans le délai prévu et que la demande invoque expressément la procédure spéciale en précisant la date où la demande sera présumée acceptée.
- 21.3** Par la suite, si la demande est refusée, les représentants autorisés des parties doivent régler le différend immédiatement.

ARTICLE 22 **COMPENSATION**

Si le Contractant doit des sommes d'argent à la Ville pour quelque cause que ce soit, notamment s'il est responsable de frais encourus par la Ville résultant des Services fournis par le Contractant qui ne seraient pas conformes aux exigences de la présente convention, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due au Contractant, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie ou lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une

provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement en capital, intérêts et frais.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le ième jour de

Contractant

Par : _____

Cette convention a été approuvée par la résolutionde la Ville de Montréal le ième jour de 201_.

Dossier # : 1145897003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719\$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.



[AO13-13216_Suivi AMF_Consultants SM.pdf](#)



[AO13-13216_Accusé Réception AMF_Consultants SM.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yannick ROY
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-5976
Télécop. : 514 872-9458



SMⁱ

LES CONSULTANTS
S.M. INC.

Montréal, le 16 avril 2014

**Madame Tanya Dupuis
Agente d'Approvisionnement II
Ville de Montréal
Service de la concertation des arrondissements
et des ressources matérielles
Direction de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4**

**Objet : Appel d'offres no. 13-13216
Soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du
Plan de transport
No de projet SMi : F1314033-990**

Madame,

Monsieur Daniel Lamarche, Vice-président Transport et Circulation de Groupe S.M. International Inc. m'a avisé du fait que votre Service avait confirmé, le 17 février dernier, que notre firme était recommandée comme adjudicataire par le comité de sélection pour le contrat no. 1 dans le cadre du projet mentionné en rubrique. Il m'a également avisé que vous souhaitez vous prévaloir de la condition prévue à l'article 23.6 contenu dans le document d'appel d'offre (section 1 : Instructions au soumissionnaire) en ce qui concerne l'obtention d'une autorisation de contracter de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La présente est pour vous aviser que nous avons déposé une telle demande auprès de l'AMF et que cette dernière est présentement en cours de traitement. Vous trouverez à cet effet copie de l'accusé de réception de cette demande.

Je demeure à votre disposition pour toute information que vous jugerez opportun en lien avec la présente.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

**Me André Y. Komlosy
Vice-président Affaires corporatives et juridiques
Chef de la Conformité**

p.j. : accusé de réception de l'AMF



2007

Certifié ISO 9001 : 2008

433, rue Chabanel Ouest, 12^e étage, Montréal (Québec) H2N 2J8 CANADA
Tél. : 514.982.6001 Téléc. : 514.982.6106

groupesm.com

1

Le 20 décembre 2013

LES CONSULTANTS S.M. INC.
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL QC J4G 2J4

Objet : Accusé de réception - Demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000156349
N° de demande : 1330180430
N° de confirmation de paiement : 000140990347

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Commission permanente sur l'examen des contrats

**Rapport d'examen de la conformité du processus
d'appel d'offres**

Mandat SMCE145891001

Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre situé au 3335, rue Sartelon, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 6 254 325,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5701 (7 soumissionnaires)

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 19 juin 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve

Membres

M. André Allard
Ville de Kirkland

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Jean-François Cloutier
Arrondissement de Lachine

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

Mme Marianne Giguère
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies –
Pointe-aux-Trembles

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 19 juin 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE145891001, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre situé au 3335, rue Sartelon, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 6 254 325,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5701 (7 soumissionnaires)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE145891001

Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre situé au 3335, rue Sartelon, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 6 254 325,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5701 (7 soumissionnaires)

À sa séance du 28 mai 2014, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1145891001. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M\$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 4 juin, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE145891001 qui lui avait été confié. Des responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la commission. Il a d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Charex inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un ensemble de travaux visant la construction d'un nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent, notamment :

- les travaux de terrassement et de génie civil;
- la construction des différents pavillons et entrepôts;
- les travaux de l'architecture de paysage.

Des pénalités de retard pourront être imposées par la Ville si le délai stipulé à la soumission, pour l'exécution des travaux, n'est pas respecté. Par contre, aucun boni n'est prévu dans le cadre de ce présent contrat.

Le bâtiment vise une certification LEED de niveau or selon la politique de développement durable de la Ville de Montréal et respecte la politique d'accessibilité universelle. La surveillance et le suivi du chantier seront assurés par une équipe de professionnels à l'interne.

Un appel d'offres public a été publié dans La Presse, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le SÉAO (Système électronique d'appel d'offres) pendant quarante-trois jours du 16 décembre 2013 au 29 janvier 2014. La soumission est valide pendant les cent vingt jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Trois addenda ont été émis le 16, 21 et 23 janvier 2014 et concernaient des questions techniques. La date d'ouverture des soumissions a été reportée du 22 au 29 janvier 2014 ce qui a prolongé la période de l'appel d'offres pour amener les précisions nécessaires et répondre à toutes les questions posées.

Cet écocentre offrira un service de disposition volontaire des matières résiduelles aux citoyens de l'agglomération. Cela s'inscrit dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de la Ville de Montréal.

Suite au lancement de l'appel d'offres, dix-neuf entrepreneurs et sous-traitants se sont procuré les documents d'appel d'offres, sept entrepreneurs ont soumissionné et sont tous conformes.

L'écart entre l'estimation des professionnels et le prix du plus bas soumissionnaire conforme est de 21,53 % favorable à la Ville. L'article relatif aux travaux de génie civil est inférieur de 50 % en regard de l'estimation, ce qui représente la totalité de l'écart. Le prix obtenu à cet article est, de l'avis des professionnels, nettement inférieur au marché et même si le soumissionnaire a déséquilibré son prix vers d'autres articles, l'écart est difficile à expliquer.

Pour le SGPI, il faudra donc apporter une attention particulière à ces travaux en vue d'assurer une qualité de réalisation de ceux-ci en lien avec les plans et devis de l'appel d'offres. La présence d'une surveillance en résidence devrait permettre d'atteindre cet objectif.

Les membres de la commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Ils ont fait remarquer que l'estimation faite par une firme externe était très élevée par rapport à la majorité des soumissions reçues. Ils ont bien compris que le SGPI n'avait pas d'estimateur à son emploi et faisait donc appel à des ressources externes.

Les membres ont aussi compris que la construction de chaque écocentre constituait un cas particulier répondant à divers paramètres et que les comparaisons de coûts d'un dossier à l'autre étaient peu éclairantes. Les membres ont convenu avec le Service que l'élaboration de plans très précis et détaillés offrait les meilleures garanties de contrôle des coûts.

Par ailleurs, les membres ont demandé que certains renseignements pertinents soient intégrés au dossier décisionnel du présent contrat :

- préciser si l'estimation faite par les professionnels est interne ou externe;
- indiquer dans les décisions antérieures l'autorisation d'aller en appel d'offres pour la rétention d'une firme pour la surveillance des travaux;
- préciser dans la section «Description» la question liée au retrait de CIMA+ dans le dossier de la surveillance des travaux;
- insérer en pièces jointes la lettre du conseil d'administration de la firme adjudicataire.

Au terme de leurs délibérations, les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats ont estimé avoir scrupuleusement exercé leur devoir de vigilance à l'égard du dossier présenté.

En conséquence, la commission émet le constat suivant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M\$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE145891001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Dossier # : 1145891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

Numéro du mandat
SMCE145891001

Date du mandat
2014-05-28

Objet du mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le montant du contrat de travaux est supérieur à 2 M\$ et qu'il présente un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1145891001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2014-05-29

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1145891001



Dossier # : 1145891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Écocentre
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 254 325,29 \$, taxes incluses, pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Charex Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 584 219,01 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5701;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-22 16:02

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1145891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Écocentre
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du plan directeur de gestion des matières résiduelles de la Ville de Montréal, et ce, afin d'atteindre l'objectif de récupérer 80 % des matières recyclables et organiques, des résidus domestiques et dangereux, des résidus de construction, rénovation et démolition ainsi que des encombrants d'ici 2019, la Direction de l'environnement souhaite construire un huitième écocentre. Pour cette fin, le 18 décembre 2008, la Ville a acquis un terrain situé au 3535 rue Sartelon dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Les écocentres constituent un élément important pour atteindre les objectifs de récupération fixés par le Ministère du développement durable, environnement et lutte contre les changements climatiques. En effet, la politique québécoise de Gestion des matières résiduelles a un plan d'action 2011-2015 basé sur trois enjeux majeurs; soit, mettre un terme au gaspillage des ressources, contribuer à l'atteinte des objectifs du plan d'action sur les changements climatiques et de ceux de la stratégie énergétique du Québec, et responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des matières résiduelles. Pour atteindre le grand objectif qui est d'éliminer une seule matière résiduelle au Québec soit le résidu ultime.

Un appel d'offres public a été publié dans la Presse, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le SÉAO (Système électronique d'appel d'offres) pendant 43 jours du 16 décembre 2013 au 29 janvier 2014, ce qui représente un délai raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. La soumission est valide pendant les cent vingt jours (120) calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Trois addenda ont été émis le 16, 21 et 23 janvier 2014 et concernaient des questions techniques. La date d'ouverture

des soumissions a été reportée du 22 au 29 janvier 2014 ce qui a prolongé la période de l'appel d'offres pour amener les précisions nécessaires et répondre à toutes les questions posées.

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
01	2014-01-16	Prolongation date d'ouverture	Aucun
02	2014-01-21	Précisions plans et devis	Aucun
03	2014-01-23	Précisions plans et devis	Aucun

La construction du nouvel écocentre Saint-Laurent s'inscrit dans ce plan de développement. Cet écocentre desservira l'ensemble de son territoire et offrira un service de disposition volontaire de matières résiduelles aux citoyens de l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1122 – 7 août 2013 - Résilier le contrat de services professionnels avec la firme Cima + s.e.n.c, pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux dans le cadre de la construction de l'écocentre Saint-Laurent (CE09 1052); autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la rétention des services professionnels en architecture, architecture du paysage, en ingénierie (mécanique, électricité, structure, et génie civil), et d'accompagnement pour l'obtention de l'accréditation LEED, requis pour la surveillance des travaux et du suivi de chantier dans le cadre de la construction du nouvel écocentre Saint-Laurent (# 2601).

CE13 1121 – 7 août 2013 - Autoriser le lancement d'appel d'offres public pour des travaux de construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement Saint-Laurent (2601), sur le site du 3535, rue Sarleton.

CG09 0346 - 27 Août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

CE09 1052 - 10 Juin 2009 - Approuver la convention avec la firme Cima+ pour des services professionnels pour la préparation des plans et devis et la surveillance complète des travaux de l'écocentre Saint-Laurent.

CG09 0645 - 18 Décembre 2008 - Approuver un projet d'acte par lequel Sun Life Canada, compagnie d'assurance-vie, vend, à la Ville de Montréal, un terrain situé au 3535 rue Sartelon aux fins d'implantation d'un écocentre.

CA08 0561 - 05 Août 2008 - Adopter le règlement RCA08-08-001-4 modifiant le règlement numéro RCA08-0-0001 sur le zonage.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Charex inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un ensemble de travaux visant la construction d'un nouvel écocentre dans l'arrondissement Saint-Laurent (2601), notamment :

- Les travaux de terrassement et de génie civil.
- La construction des différents pavillons et entrepôts.
- Les travaux de l'architecture de paysage.

Des pénalités de retard pourront être imposées par la Ville si le délai stipulé à la soumission, pour l'exécution des travaux, n'est pas respecté. Par contre, aucun bonus n'est prévu dans le cadre de ce présent contrat.

Le bâtiment vise une certification LEED de niveau or selon la politique de développement durable de la Ville de Montréal et respecte la politique d'accessibilité universelle.

Après l'examen des documents d'appel d'offres préparés par Cima+, le Service de la planification et de la gestion immobilière, en consultation avec le Service de l'environnement, demande à la firme d'y apporter des modifications et précisions afin d'avoir des documents à jour. Cima+ demande alors des honoraires supplémentaires qui représentaient une majoration de 85 % de son contrat initial pour poursuivre son mandat. Face au refus, la firme demande une résiliation de contrat et ne veut pas effectuer la surveillance du chantier

La surveillance et le suivi du chantier se feront par une équipe de professionnels à l'interne.

JUSTIFICATION

Suite à un appel d'offres qui a été tenu entre le 16 décembre 2013 et le 29 janvier 2014, 19 entrepreneurs et sous-traitants se sont procuré les documents d'appel d'offres, sept (7) entrepreneurs ont soumissionné et sont tous conformes. Pour plus de renseignements, veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe ainsi que le tableau ci-dessous :

Les preneurs des documents d'appel d'offres sont :

1. A.J Théoret Entrepreneur Électricien inc.
2. Armatures Bois-Francs Inc.
3. Celeb Construction Ltée
4. Charex Inc.
5. Coffrage Alliance Ltée
6. Construction Genfor Ltée
7. Construction S. Forget Inc.
8. Construction Socam Ltée
9. Dawcoelectric Inc.
10. Environnement Routier NRJ Inc.
11. Frare et Gallant Ltée
12. G. Giuliani inc.
13. Le Groupe Vespo
14. L'écuyer & Fils Ltée
15. Les Constructions et pavage Jeskar Inc.
16. Les Entreprises Canbec Construction Inc.
17. Les Entreprises Ventec Inc.
18. Quadrax et associés E.G.
19. Roxboro Excavation Inc.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Administration et profits	Total
Charex inc	4 748 485,55 \$	237 424,28 \$	598 309,18 \$	5 584 219,01 \$
Frare et Gallant Ltée.	4 881 692,37 \$	244 084,62 \$	615 093,24 \$	5 740 870,22 \$
Roxboro Excavation Inc.	5 119 605,87 \$	255 980,29 \$	641 069,34 \$	6 020 789,50 \$
Coffrage Alliance Ltée	5 339 033,32 \$	266 951,67 \$	672 718,20 \$	6 278 703,19 \$
G. Giuliani Inc.	5 360 450,68 \$	268 022,53 \$	675 416,79 \$	6 303 890,00 \$
Le groupe Vespo	5 368 197,70 \$	268 409,88 \$	676 392,91 \$	6 313 000,49 \$
Construction Socam Ltée.	7 110 294,30 \$	355 514,71 \$	895 897,08 \$	8 361 706,09 \$
Estimation des professionnels (\$)	6 050 957,26 \$	302 547,86 \$	762 420,61 \$	7 115 925,73 \$

Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)	6 371 863,64 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse) x 100)	14,10 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute - la plus basse)	2 777 487,08 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) (((la plus haute - la plus basse) / la plus basse) x 100)	49,74 %
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels (\$) (la plus basse conforme - estimation des professionnels)	-1 531 706,73 \$
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels (%) (((la plus basse - estimation des professionnels) / estimation) x 100)	-21,53 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)	156 651,21 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	2,81 %

Note 1 : tous les prix incluent les taxes.

Note 2 : l'estimation est effectuée par la firme engagée dans le cadre de ce projet à savoir Cima+.

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 7 115 925,73 \$ (incluant les taxes et les contingences). Cette différence correspond à -1 531 706,73 \$ (-21,53 %) et elle est répartie sur plusieurs items de la soumission.

Le coût moyen des soumissions reçues est de 6 371 863,64 \$, ce qui représente un écart de 14,10 % avec la plus basse conforme. La différence entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 2 777 487,08 \$, soit à 49,74 %. Si nous éliminons la dernière soumission, laquelle est nettement démesurée, nous constatons un écart de 13 % entre le sixième soumissionnaire et le plus bas, cet écart est acceptable et se vérifie par des écarts du même ordre de grandeur lorsque nous comparons les prix des différents soumissionnaires, item par item.

Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, l'écart entre leur estimation et le plus bas soumissionnaire conforme est de 21,53 %. L'item relatif aux travaux de génie civil est inférieur de 50 % en regard de l'estimation, ce qui représente la totalité de l'écart. Le prix obtenu à cet item est, de l'avis des professionnels, nettement inférieur au marché et même si le soumissionnaire a déséquilibré son prix vers d'autres items, l'écart est difficile à expliquer.

Il faut donc préconiser une attention particulière à ces travaux en vue d'assurer une qualité de réalisation de ceux-ci en lien avec les plans et devis de l'appel d'offres. La présence d'une surveillance en résidence nous permettra d'atteindre cet objectif.

Malgré l'écart entre les estimations, la firme possède l'expérience nécessaire pour réaliser le projet, en effet, cette firme a déjà réalisé des projets pour la Ville tels que le réaménagement temporaire de la cour de voirie de la commune (contrat 13019) et la mise aux normes du réseau de rétention des eaux pluviales au centre de récupération des matières recyclables au CESH (contrat 13536).

La présentation à la commission permanente sur l'examen des contrats est nécessaire puisque l'écart de prix est de plus de 20% et le contrat dépasse 2M\$.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Charex inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat de la construction de l'écocentre Saint-Laurent (2601) à cette firme.

La compagnie Charex inc. ne figure ni au registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La compagnie Charex inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Par ailleurs, la compagnie détient tout de même une autorisation de l'AMF depuis le 13 octobre 2013 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 5 584 219,01 \$ incluant les contingences et les taxes.

De plus, un montant de 670 106,28 \$ (12 %) taxes incluses est prévu pour les incidences. Les travaux prévus aux incidences concernent principalement l'aménagement du site, les travaux temporaires d'accès et éventuellement des études de laboratoires supplémentaires. Le montant à autoriser totalise 6 254 325,29 \$, incluant contingences, incidences et taxes; et il est détaillé en pièce jointe.

La construction de l'écocentre à Saint-Laurent est prévue au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2014-2016 de la SGPI.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels ont conçu le projet en respectant les principes du développement durable, avec les matériaux les moins dommageables et les équipements les plus écoénergétiques. La gestion des déchets de construction sur le chantier va être exigée pendant la surveillance.

Le bâtiment devra obtenir la certification LEED de niveau or.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction de l'écocentre Saint-Laurent répond aux objectifs et aux recommandations du plan de gestion des matières résiduels 2010-2015.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14178 Mandat : 16910-2-001

Représentation au CPEC:	Juin 2014
Octroi du contrat au CG :	Juin 2014
Réalisation des travaux :	Juillet 2014 à juin 2015
Réception provisoire et mise en service:	Juillet à août 2015
Réalisation des travaux :	Septembre 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'environnement , Direction (Nadine ALLARD)

Avis favorable avec commentaires :
Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Éric PAQUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anis GASMI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-1718
Télécop. : 514 280 3597

Danielle LAVIGNE
Chef de section
Gestion immobilière -
Agglomération
Tél. 514 872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-05

Carlos MANZONI
Chef de division - Gestion immobilière

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. ULYSSE
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification immobilière

Tél : 514 872-5844
Approuvé le : 2014-05-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint
Services institutionnels

Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2014-05-20

Dossier # : 1145891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'arrondissement de Saint-Laurent attend avec impatience la mise en chantier de l'écocentre et surtout sa mise en opération, laquelle facilitera grandement l'atteinte des objectifs de l'Arrondissement en matière de récupération. Considérant le caractère fortement industrialisé de Saint-Laurent et des arrondissements et villes liées limitrophes, l'arrondissement de Saint-laurent tient à rappeler l'importance d'intégrer un volet industriel au présent projet d'écocentre afin de supporter les entreprises de petites taille en matière de recyclage et ainsi maximiser les retombés du projet.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Éric PAQUET
Directeur aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514-855-6000, 4086

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Éric PAQUET
Directeur aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514-855-6000, 4086
Division :

Dossier # : 1145891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le service de l'environnement , division du soutien technique et infrastructures a pris connaissance du présent dossier décisionnel et est favorable. Nous avons été également impliquer dans la conception de l'écocentre Saint-Laurent.

Budget de fonctionnement pour l'écocentre Saint-Laurent

- **Septembre 2015 à décembre 2015 (4 mois)**

L'ouverture de l'écocentre est prévue deux mois après la réception en juin 2015 soit en septembre 2015 selon l'échéancier de construction. Des sommes additionnelles de 283 000\$ seront requises pour l'opération de l'écocentre en 2015 pour une période de 4 mois.

- **Janvier 2016 à décembre 2019**

Le budget d'opération de l'écocentre Saint-Laurent sera pris à même sa base budgétaire, soit le budget d'opération prévu pour l'écocentre Eadie en 2016 . L'actuel écocentre Eadie sera fermé à la fin de décembre 2015 .Le MTQ exproprie le terrain occupé présentement par l'écocentre Eadie ainsi que la cour de voirie du Sud-Ouest, adjacente à l'écocentre. La cour de voirie du Sud Ouest sera relocalisée temporairement sur le futur terrain de l'écocentre Eadie (3552 St-Patrick) de janvier 2016 à décembre 2018 (au minimum). Un arrêt des opération de l'écocentre Eadie est prévu de janvier 2016 à décembre 2019.A partir de l'année de 2019, le terrain du 3552 St-Patrick sera disponible et les travaux de construction du futur écocentre Eadie pourront démarrer (sujet à l'approbation de l'administration).

- **À partir de l'année 2020**

Le futur écocentre Eadie ouvrira ses portes au début de l'année 2020 et son opération sera pris à même sa base budgétaire. Le service de l'environnement aura besoin d'un budget récurrent additionnel de 938 000\$ indexé annuellement de 2% pour continuer à opérer l'écocentre St-Laurent.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nadine ALLARD
Ingénieure
Tél : 514-872-0132

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-12

Éric BLAIN
Chef division
Tél : 514-872-3935
Division : Division soutien technique et
infrastructures GMR

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'imputation et le virement de crédits requis pour donner suite à la recommandation du service.
 Le coût maximal de ce contrat, incluant les contingences, est de 6 254 325.29 \$, toutes taxes incluses, ou 5 641 578.21 \$, net de ristournes de taxes.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Le budget net requis à la réalisation du projet sera réparti sur les exercices 2014 et 2015. Pour 2014, le budget est déjà prévu au PTI 2014-2016 du Service de la gestion et de la planification immobilière alors que pour l'exercice 2015, les budgets nécessaires seront priorisés dans le cadre du processus de confection budgétaire du PTI 2015-2017.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Imputation aggro :

Projet : 66196 Programme de développement -Implantation d'éco centre
 Sous-projet :1366190 016 Éco centre Ville St-Laurent(2601)-Construction d'un nouvel éco centre
 Sous-projet Simon : 142341
 Requérant : Service de la gestion et de la planification immobilière

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
1 410.0	4 231.0			5 641.0

Information comptable (en dollars)

Provenance

Provenance aggro (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5013998.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 13-019 Protection d'immeubles CG13 0421	5 641 578.21\$	6 254 325.29\$

Un engagement de gestion **no CC45891001** au montant de **5 641 578,21 \$** a été pris au compte de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

Imputation

Imputation aggro (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5013998.803403.04349.57201.000000. 0000.142341.000000.21020.00000 PTI-Direction stratégies et transactions immobilières . Matières recyclables - autres . Travaux de construction . Écocentre Ville St- Laurent(2601)-Construction d'un nouvel écocentre . Ateliers, garages, cours de voirie, abris d'abrasifs - Acquisition (D.V.25 ans)	5 641 578.21\$	6 254 325.29\$

Coûts d'opération de l'écocentre Saint-Laurent:

L'ouverture de l'écocentre Saint-Laurent est prévue en septembre 2015. Afin de pouvoir opérer l'écocentre de septembre à décembre 2015 (4 mois), la Direction de l'environnement demande que sa base budgétaire soit augmentée de 283 000\$. Si l'Administration donne suite au présent dossier, un ajustement non récurrent de la base budgétaire de l'Environnement de 283 000\$ devra être effectué lors de la confection du budget de fonctionnement 2015.

De 2016 à 2019, le budget d'opération de l'écocentre Saint-Laurent sera pris à même le budget prévu pour l'écocentre Eadie. En effet, l'écocentre Eadie fermera à la fin de décembre 2015, suite à l'expropriation par le MTQ du terrain occupé présentement par cet écocentre. Un arrêt des opérations de l'écocentre Eadie est prévu de janvier 2016 à décembre 2019.

A partir de l'année de 2020, il est prévu que le nouvel écocentre Eadie ouvrira ses portes au 3552 St-Patrick. La Direction de l'environnement aura alors besoin d'un budget récurrent additionnel de 938 000\$ (indexé annuellement de 2%) pour continuer d'opérer l'écocentre Saint-Laurent. Si l'Administration donne suite à la recommandation et que la Direction de l'environnement ne peut faire face au budget d'exploitation à même sa base

budgétaire de 2020 et celle des années subséquentes, les coûts d'opération de ce nouvel écocentre exerceront une pression supplémentaire sur l'équilibre budgétaire de la Ville.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 872-0946

Co-auteur:

Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et
comptables

PS Chausse-Gros-de-Léry

Tél.:514-872-4146

Raymond Valade
Conseiller budgétaire

Direction des opérations budgétaires et
comptables

PS Brennan 1

Tél: 514-872-1511

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier
adjoint

Tél : 872-6630

Division : Service des finances

Dossier # : 1145891001

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération

Objet : Accorder un contrat à la firme Charex inc. pour la construction du nouvel écocentre dans l'arrondissement de Saint-Laurent (2601) situé au 3335 rue Sartelon – Dépense totale de 6 254 325,29 \$ taxes incluses – Appel d’offres 5701 (7 soumissionnaires).



[Lettre d analyse Écocentre.pdf](#)



[Analyse de conformité.pdf](#)



[Tableau d analyse.pdf](#)



[Estimation des coûts.pdf](#)



[Autorisation AMF.pdf](#)



[Plan de localisation.pdf](#)



[Extrait du PV du conseil d administration.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anis GASMI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-1718
Télécop. : 514 280 3597

Danielle LAVIGNE
Chef de section
Gestion immobilière -
Agglomération
Tél. 514 872-7977

Le 7 février 2014

Monsieur Anis Gasmi, architecte
Service de la concertation des arrondissements et des Ressources matérielles
Direction des stratégies et transactions immobilières
Division gestion immobilière
Section administration immobilière – Agglomération
VILLE DE MONTRÉAL
303, rue Notre-Dame Est, 3^e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Construction de l'écocentre Saint-Laurent – Analyse des soumissions
N/Réf. : M01431B

Monsieur,

Nous avons reçu et analysé les documents de soumission des sept (7) firmes qui ont déposé, soit :

Soumissionnaires	Prix soumis	Prix corrigé
1. Charex inc.	5 584 219,01 \$	-
2. Frare et Gallant	5 740 870,22 \$	-
3. Roxboro Excavation inc.	5 989 938,87 \$	6 020 656,50 \$
4. Coffrage Alliance	6 278 703,19 \$	-
5. G. Guiliani	6 303 890,00 \$	-
6. 9052-1170 Québec inc.	6 313 000,49 \$	-
7. Socan	8 361 708,09 \$	-

Vous trouverez ci-joint les tableaux des soumissions ventilées et d'analyse de soumissions ainsi que le formulaire d'analyse de conformité.

Nous constatons un écart de presque 50 % entre la plus haute soumission et la plus basse conforme. Par contre, si nous éliminons la dernière soumission, laquelle est nettement démesurée, nous constatons un écart de 13 % entre le sixième soumissionnaire et le plus bas.

Nous considérons que cet écart de 13 % est acceptable et il se vérifie par des écarts du même ordre de grandeur lorsque nous comparons les prix des différents soumissionnaires, item par item.

Cependant, l'écart entre l'estimation du coût des travaux et le prix du plus bas soumissionnaire est d'un peu plus de 20 %. Nous constatons également que l'item relatif aux travaux de génie civil est inférieur de 50 % en regard de l'estimation, ce qui représente la totalité de l'écart de 20 %.

Nous pourrions considérer qu'il y ait eu une correction du marché de l'ordre de 25 % à 30 %. Cependant, nous sommes d'avis que le prix obtenu à cet item est nettement inférieur au marché et même si le soumissionnaire a déséquilibré son prix vers d'autres items du bordereau et que le domaine des travaux de génie civil est celui où les corrections de marché ont été les plus significatives, cet écart est difficile à expliquer.

Nous préconisons donc qu'une attention particulière soit accordée à ces travaux en vue de s'assurer de la qualité de réalisation de ceux-ci. Nous croyons que la présence d'un surveillant à temps plein, ayant une très bonne connaissance des travaux de génie civil, serait indispensable lors de la réalisation du projet.

Veuillez recevoir, Monsieur Gasmi, nos salutations distinguées.



Jacques Gagnon, ing.
Directeur principal de projet – Associé


p. j.

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14178	16910-2-001	2601
Titre		
Construction de l'éco-centre Saint-Laurent		

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Charex Inc.	5584219.01 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative			
<input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante			
<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire : aucun			
2	Frare et Gallant Ltée	5740870.22 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative			
<input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante			
<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire : aucun			
3	Roxboro excavation inc.	5989938.87 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input checked="" type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> affirmative			
<input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input checked="" type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> manquante			
<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire : Erreur de calcul pour administration et profit qui n'inclus pas les travaux contingents. Il faudrait additionné 26 716.80 \$ au montant d'administration et profit, ce qui a un impact de 30 717.64 \$ qui s'ajoute au prix total de sa soumission la portant à 6 020 656.50 \$ mais n'ayant pas d'impact sur son rang.			

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut																								
4	Coffrage Alliance Ltée	6278703.19 \$	CONFORME																								
<u>DEFAUT</u>																											
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> manquante</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> majeure</td> <td><input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> majeur</td> <td><input type="checkbox"/> mineur</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> </table>				<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante		<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante																										
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
Commentaire :																											
5	G. Giuliani Inc.	6303890.00 \$	CONFORME																								
<u>DEFAUT</u>																											
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> manquante</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> majeure</td> <td><input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> majeur</td> <td><input type="checkbox"/> mineur</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> </table>				<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante		<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante																										
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
Commentaire : Aucun																											
6	9052-1170 Québec Inc.	6313000.49 \$	CONFORME																								
<u>DEFAUT</u>																											
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input checked="" type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td style="width: 33%;"><input type="checkbox"/> manquante</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input checked="" type="checkbox"/> majeure</td> <td><input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> non conforme</td> <td><input type="checkbox"/> majeur</td> <td><input type="checkbox"/> mineur</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> affirmative</td> <td><input type="checkbox"/> manquante</td> <td><input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture</td> </tr> </table>				<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante		<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> non conforme	<input checked="" type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville	<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture	<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante																										
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input checked="" type="checkbox"/> majeure	<input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville																									
<input type="checkbox"/> non conforme	<input type="checkbox"/> majeur	<input type="checkbox"/> mineur																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
<input type="checkbox"/> affirmative	<input type="checkbox"/> manquante	<input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture																									
Commentaire : Erreur de calcul item 6.46, il manque 11000 \$ à cet item. Ainsi, avec profit et taxes, le prix final doit être augmenté de 14 226.37 \$ le portant à 6 327 226.86 \$, ce qui n'a pas d'impact sur le rang de sa soumission.																											
+ 1	autres soumissions, au-delà des 6 premières	8361706.09 \$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après																								
conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure : 1																											

Signature 
 Firme : CIMA+
 Fonction : Directeur principal de projet nom : Jacques Gagnon, ing.

Entête professionnels

Titre du Projet : Construction de l'écocentre Saint-Laurent

Soumission : 5701

Contrat : 14178

		Estimé professionnels	Ecart avec le plus bas soumissionnaire	%	Plus bas soumissionnaire Charex	Soumissionnaire Frare Gallant	Soumissionnaire Roxboro Excavation	Soumissionnaire Coffrage Alliance	Soumissionnaire Giuliani	Soumissionnaire 9052-1170 Québec Inc.	Soumissionnaire Socam
Prix soumissions ventilées											
Chapitre 1	Terrassement	357 316.95 \$	193 653.05 \$	54%	550 970.00 \$	133 331.00 \$	226 512.89 \$	438 798.12 \$	364 200.00 \$	631 841.40 \$	318 887.00 \$
Chapitre 2	Structure	735 644.11 \$	138 455.89 \$	19%	874 100.00 \$	539 769.00 \$	888 856.30 \$	849 876.41 \$	815 613.00 \$	604 757.30 \$	980 176.00 \$
Chapitre 3	Mécanique	249 888.00 \$	67 412.00 \$	27%	317 300.00 \$	374 597.00 \$	386 397.39 \$	320 171.44 \$	378 352.00 \$	271 213.00 \$	351 270.00 \$
Chapitre 4.1	Architecture: Bâtiment d'accueil	327 766.00 \$	-18 482.00 \$	-6%	309 284.00 \$	489 244.99 \$	579 269.73 \$	567 557.10 \$	483 980.00 \$	459 300.00 \$	506 600.00 \$
Chapitre 4.2	Architecture: Bâtiment d'accueil	324 915.00 \$	-147 997.00 \$	-46%	176 918.00 \$	426 182.02 \$	402 518.67 \$	411 483.43 \$	408 161.00 \$	341 200.00 \$	426 711.00 \$
Chapitre 5	Électricité	310 379.00 \$	59 621.00 \$	19%	370 000.00 \$	435 000.00 \$	433 864.05 \$	374 000.00 \$	377 366.00 \$	374 000.00 \$	374 000.00 \$
Chapitre 6	Civil	2 843 324.00 \$	-1 431 241.30 \$	-50%	1 412 082.70 \$	1 572 160.89 \$	1 355 791.25 \$	1 486 785.14 \$	1 702 721.00 \$	1 804 132.30 \$	3 078 747.00 \$
Chapitre 7	Architecture du paysage	93 613.00 \$	19 813.00 \$	21%	113 426.00 \$	116 256.00 \$	108 409.53 \$	94 975.51 \$	85 582.00 \$	146 570.00 \$	90 418.00 \$
Chapitre 8	Certification LEED	20 000.00 \$	-14 065.00 \$	-70%	5 935.00 \$	159 332.00 \$	71 179.38 \$	100 000.00 \$	46 300.00 \$	35 999.00 \$	57 400.00 \$
Sous-total :		5 262 846.06 \$	-1 132 830.36 \$	-22%	4 130 015.70 \$	4 245 872.90 \$	4 452 799.19 \$	4 643 647.15 \$	4 662 275.00 \$	4 669 013.00 \$	6 184 209.00 \$
Contingences	5%	263 142.30 \$	-56 641.52 \$	-22%	206 500.79 \$	212 293.65 \$	222 639.96 \$	232 182.36 \$	233 113.75 \$	233 450.65 \$	309 210.45 \$
Adm. et profit	12%	663 118.60 \$	-142 736.63 \$	-22%	520 381.98 \$	534 979.99 \$	561 052.70 \$	585 099.54 \$	587 446.65 \$	588 295.64 \$	779 210.33 \$
Sous-total - coût des travaux (sans taxes)		6 189 106.97 \$	-2 465 038.86 \$		4 856 898.46 \$	4 993 146.53 \$	5 236 491.85 \$	5 460 929.05 \$	5 482 835.40 \$	5 490 759.29 \$	7 272 629.78 \$
T.P.S.	5%	309 455.35 \$	-123 251.94 \$		242 844.92 \$	249 657.33 \$	261 824.59 \$	273 046.47 \$	274 141.77 \$	274 537.96 \$	363 631.49 \$
T.V.Q.	9.975%	617 363.42 \$	-245 887.63 \$		484 475.62 \$	498 066.37 \$	522 340.06 \$	544 727.67 \$	546 912.83 \$	547 703.24 \$	725 444.82 \$
Total taxes		926 818.77 \$	-369 139.57 \$		727 320.54 \$	747 723.69 \$	784 164.65 \$	817 774.14 \$	821 054.60 \$	822 241.20 \$	1 089 076.31 \$
TOTAL :		7 115 925.73 \$	-2 834 178.43 \$		5 584 219.01 \$	5 740 870.22 \$	6 020 656.50 \$	6 278 703.19 \$	6 303 890.00 \$	6 313 000.49 \$	8 361 706.09 \$

Erreur de calcul
corrigée

Estimation des coûts

Projet :	Construction de l'éco-centre Saint-Laurent (2601) au 3335 rue Sartelon			Mandat :	16910-2-001
Date :	2014-02-04			Contrat :	14178
Étape :	Octroi de contrat				
		Budget	TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Travaux :	%	\$			
	Travaux selon bordereau de soumission	4 130 015,70			
	Contingences	206 500,79	10 325,04	20 598,45	237 424,28
	Sous-Total :	4 336 516,49			
	Administration et profits	520 381,98			
	Total - Contrat :	4 856 898,46	242 844,92	484 475,62	5 584 219,01
Incidences : travaux	Dépenses générales	242 844,92			
	Laboratoire	145 706,95			
	travaux temporaires d'accès	194 275,94			194 275,94
	Total - Incidences :	582 827,82	29 141,39	58 137,07	670 106,28
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	5 439 726,28	271 986,31	542 612,70	6 254 325,29
Ristournes :	TPS	100,00%	271 986,31		271 986,31
	TVQ	62,8%		340 760,77	340 760,77
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)	5 439 726,28		201 851,92	5 641 578,20

Notes : L'estimation des travaux provient du bordereau de soumission rempli par le plus bas soumissionnaire,

Exclusions :

REÇU LE 12 NOV. 2013

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0226

Québec, le 31 octobre 2013

Charex inc.
À l'attention de : Monsieur Stéphane Charette
14 940, rue Louis-M.-Taillon
Mirabel (Québec) J7N 2K4

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Charex inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0226 n° d'identification de l'Autorité : 2700015391**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65.1 (la « LCOP »). Charex inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,








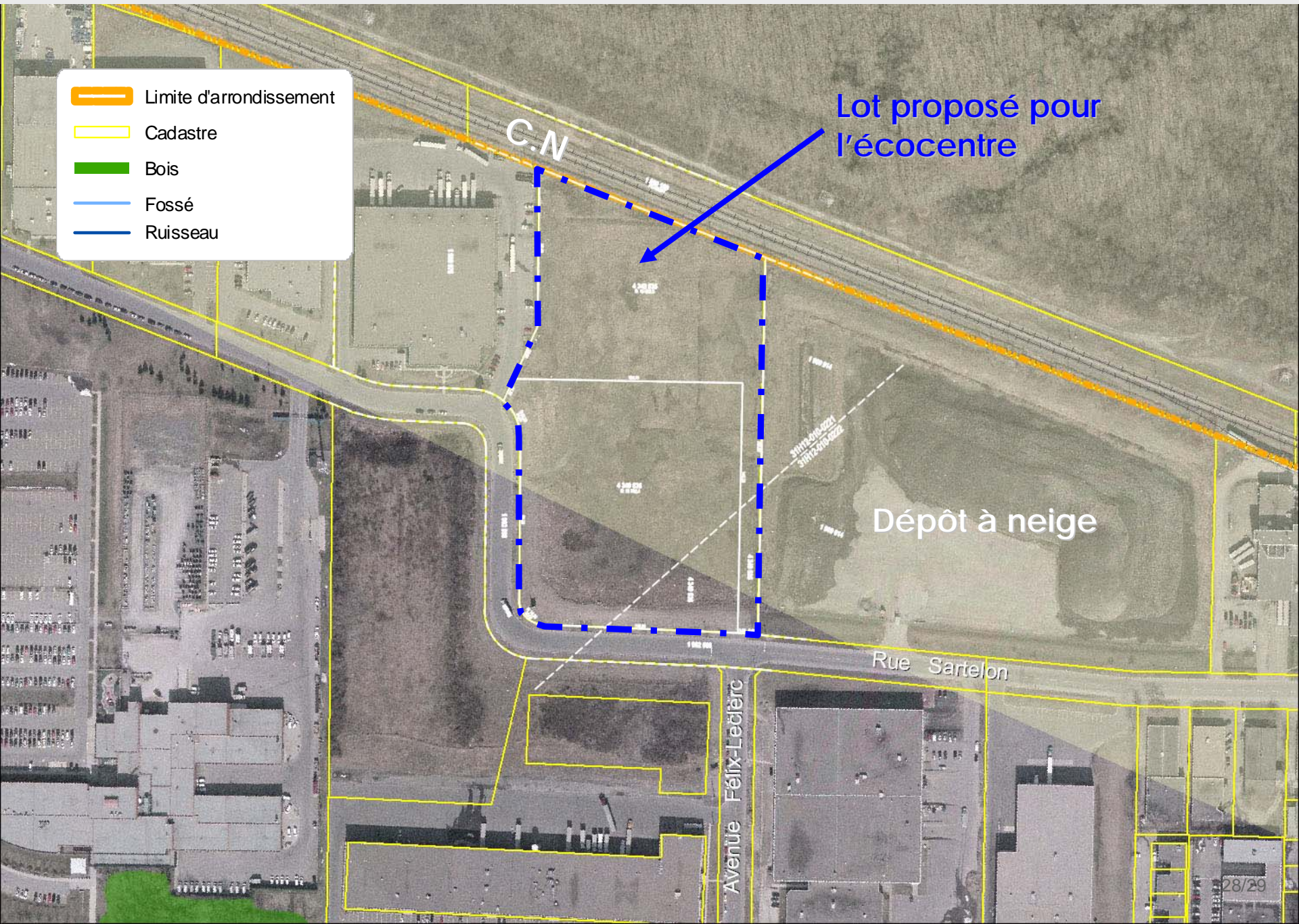
Eric Stevenson

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

PIIA : 3535, rue Sartelon / Lotissement proposé

-  Limite d'arrondissement
-  Cadastre
-  Bois
-  Fossé
-  Ruisseau



Lot proposé pour l'écocentre

Dépôt à neige

Rue Sartelon

Avenue Félix-Leclerc



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE ASSEMBLÉE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE CHAREX INC., TENUE AU
SIÈGE SOCIAL À MIRABEL LE 7 janvier 2014.

Le Président informe l'assemblée qu'il est dans l'intérêt de la compagnie que cette dernière dépose une soumission relativement pour le projet CHA-681 «Construction de l'écocentre Saint-Laurent.»

Sur proposition dûment faite et appuyée, il a été résolu à l'unanimité que Messieurs Stéphan Charette, Président ou Yvon Théorêt, Vice-président ou Nicolas Charette, Secrétaire ou Madame Caroline Sévigny, comptable soit et il (elle) est autorisé(e) à faire toutes soumissions, à signer tous contrats et/ou documents requis et signer toutes modifications ou extensions, tous changements ou autres documents qui pourraient être nécessaires.

Je, soussigné, secrétaire, certifie par les présentes, que l'extrait précité est une copie conforme d'une résolution adoptée à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie Charex Inc., et que la dite résolution est encore en pleine force et vigueur.

SIGNÉ LE :

Le 7 janvier 2014



PAR :

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Nicolas Charette", written over a horizontal line.

Nicolas Charette
Secrétaire

RL

**Dossier # : 1144338001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Superior General Partner inc. une entente -cadre d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture de gaz propane- Appel d'offres public 14-13295 - (1 soumission) (montant total estimé de l'entente: 310 054,46 \$, taxes incluses)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six mois, pour la fourniture gaz propane;
2. d'accorder à Superior General Partner inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13295 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-30 11:46

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION **Dossier # :1144338001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Superior General Partner inc. une entente -cadre d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture de gaz propane- Appel d'offres public 14-13295 - (1 soumission) (montant total estimé de l'entente: 310 054,46 \$, taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture de gaz propane. Le gaz propane est utilisé comme source d'énergie pour des besoins en chauffage et comme carburant pour des équipements tels que chariot élévateur et resurfaeuse. Les quantités exprimées au bordereau sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur la moyenne de consommation des deux dernières années et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle.

Il y a eu une publication dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) tel que prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) et dans le journal « La Presse ». Le délai de réception des soumissions a été de 27 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions qui étaient du 19 février 2014 au 17 mars 2014.

La période de validité des soumissions indiquée à la demande de soumissions publiques est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Durant la période de sollicitation, deux (2) addendas ont été produits :

- Addenda no 1, émis le 27 février 201. Ajout de la taxe sur le fonds vert du Québec au bordereau de soumission afin d'obtenir une ventilation des prix et de refléter la réalité de facturation suivant l'octroi du contrat.
- Addenda no 2, émis le 7 mars 2014. Report de la date d'ouverture des soumissions du 12 au 17 mars 2014.

Lors de l'appel d'offres précédent, les dates de publication et d'ouverture des soumissions

étaient du 10 au 26 novembre 2008, et la firme ayant obtenu le contrat était Supérieur Propane inc. pour une période de 60 mois pour un montant estimé de 509 929,74 \$.

Il est à noter que l'entreprise ayant déposé une soumission, Superior General Partner inc., est la résultante de la fusion de plusieurs entreprises du domaine, dont la firme Supérieur Propane inc. qui était l'adjudicataire du contrat précédant. Le nom "Supérieur Propane inc." étant la propriété de la firme "Superior General Partner inc." cette dernière a continué à l'utiliser durant l'exécution du précédent contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0035 - 26 février 2009 - Conclure une entente-cadre collective, d'une durée de soixante mois, avec Supérieur propane inc., pour la fourniture de gaz propane - Appel d'offres public 08-10898 (1 soumission) - (montant estimé de l'entente : 500 000 \$)
CE03 2049 - 1 octobre 2003 - Conclure une entente-cadre collective, d'une durée de soixante mois, avec Supérieur propane inc., pour la fourniture de gaz propane - Appel d'offres public 03-7865 (2 soumissions) - (montant estimé de l'entente : 500 000 \$)

DESCRIPTION

Le lancement de l'appel d'offres pour la conclusion d'une entente-cadre a été retardé afin de revoir la stratégie d'approvisionnement compte tenu du faible nombre de soumissionnaires lors des appels d'offres précédents, certains fournisseurs majeurs de cette industrie ayant fusionné leurs entreprises au cours des dernières années.

La stratégie élaborée avait pour but d'ouvrir le marché en augmentant la mise en concurrence des acteurs dans l'industrie tout en permettant l'émergence de nouveaux soumissionnaires. Voici les principales mesures prises afin de favoriser une meilleure mise en concurrence :

- La veille du marché et l'analyse des données obtenues démontraient que l'investissement pour un nouvel adjudicataire compte tenu de la valeur du contrat était très important. Le contrat comportant plus de 50 points de livraison, nécessitant ainsi la fourniture d'un grand nombre de cylindres de formats variés. Compte tenu du fait que l'adjudicataire du précédent contrat avait déjà fait cet investissement, il pouvait donc se trouver favorisé par rapport à ses concurrents. Un prix mensuel de location des cylindres a donc été introduit dans le cadre de cet appel d'offres afin de réduire l'impact de l'investissement initial;
- Le bordereau de soumissions a subi une refonte afin d'en faciliter sa compréhension;
- La valeur du cautionnement d'exécution a été réduite de 50 % à 25 % de sa valeur totale, compte tenu du risque modéré que comporte ce contrat et afin de favoriser la mise en concurrence des différents fournisseurs;
- Réduction de la durée du contrat de 60 à 36 mois. En raison, entre autres, de l'arrivée d'un nouveau fournisseur sur le marché québécois. Ce fournisseur étant bien implanté dans l'Ouest canadien, il était souhaitable de retourner en appel d'offres plus rapidement et ainsi permettre à la Ville de bénéficier de cette nouvelle mise en concurrence lors du renouvellement de l'entente présente;
- Le suivi de la fluctuation des prix en cours de contrat a aussi été amélioré, en misant sur un indice reconnu de l'industrie (prix à la rampe BP Sarnia) auquel le soumissionnaire ajoutait une marge de bénéfice.

Malgré les efforts de refonte de la stratégie et l'arrivée du nouveau joueur sur le marché, une seule soumission a été reçue. Les autres firmes ayant pris possession des documents d'appel d'offres nous ayant clairement indiqué ne pas avoir actuellement la capacité de répondre aux besoins de la Ville.

JUSTIFICATION

**Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles -
Direction de l'approvisionnement**
Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Appel d'offres public no 14-13295

Titre: FOURNITURE DE GAZ PROPANE

Date de lancement: 19 février 2014

Date d'ouverture: 17 mars 2014

Preneurs du cahier des charges (3) :

La Coop Fédérée

Les Pétroles Parkland
Superior General Partner inc.

Soumissionnaire (1) :

Superior General Partner inc.

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres incluait les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors des vérifications administratives de la soumission reçue, nous constatons que la firme Superior General Partner inc. ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA, ni sur celle du DGEQ, et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle. Ces vérifications ont été effectuées le 20 mars 2014.

Le prix de la soumission reçue a été corrigé. La différence entre le prix total inscrit sur la soumission et celui inscrit au tableau des prix est due à une erreur de calcul.

Tableau des prix reçus : Voir les pièces jointes au dossier

Montant estimé de l'entente :

Superior General Partner inc.

269 674,20 \$ + TPS (5 %) 13 483,56 \$ + TVQ (9,975 %) 26 899,70 \$ = **310 054,46 \$**

Adjudicataire recommandé :

Conclure avec la firme **Superior General Partner inc.** une entente-cadre collective d'une durée de trente-six mois, au montant approximatif de **310 054,46 \$, incluant les taxes**, pour la fourniture de gaz propane, le tout conformément à l'appel d'offres public no 14-13295.

Soumission conforme	Total taxes incluses
Superior General Partner inc.	310 054,46 \$
Dernière estimation réalisée	314 974,06 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>	- 4 919,60 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>	-1,56%

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes la Direction de l'approvisionnement a effectué une estimation totale de 314 974.06 \$ incluant les taxes, pour la période de l'entente (36 mois). Cette estimation a été réalisée au moyen des quantités prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission et des derniers prix payés par la Ville lors de la préparation de l'appel d'offres. L'écart global entre la soumission reçue et la dernière estimation réalisée est de - 1,56 %. Cependant, si l'on compare les prix obtenus en date du 6 mars (date de référence pour la soumission) à ceux du précédent contrat, on constate une augmentation des prix de 2.3%.

Le présent contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF et ne détient pas une telle autorisation obtenue dans le cadre d'un autre contrat public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

Le prix unitaire net du gaz propane soumis comprend le prix au litre à la rampe de chargement (Terminal rack price) de BP Sarnia en date du 6 mars 2014 auquel s'ajoute le montant de la marge différentielle que demande le soumissionnaire. Le prix de la taxe sur le fond vert du Québec est le montant au litre en vigueur en date de l'ouverture des soumissions et le prix de location des cylindres est un prix fixe pour la durée du contrat.

Une clause de fluctuation hebdomadaire des prix est prévue au contrat. L'ajustement des prix est prévu à tous les lundis en fonction de la variation du prix à la rampe servant de référence pour l'établissement du prix de la soumission. L'adjudicataire doit nous transmettre tous les documents justificatifs à cet effet.

Les autres variables du prix du propane (transport, livraison, marge bénéficiaire, etc.) sont inclus dans la marge différentielle qui est fixe pour la durée du contrat de même que les prix de location mensuels des cylindres. Le taux de la taxe sur le fond vert du Québec est sujet à variation par décret du gouvernement provincial.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Compte tenu de l'importance du gaz propane dans le cadre des activités de la Ville de Montréal, il est primordial d'assurer la sécurité d'approvisionnement de cette forme d'énergie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication « Info-achats » sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, ces ententes seront visibles via le moteur de recherche du site Intranet de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514-872-6777
Télécop. : 514 868-5984

ENDOSSÉ PAR

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 872-8140

Le : 2014-05-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge OUELLETTE
Directeur par intérim

Tél : 514-868-4433
Approuvé le : 2014-05-20

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de gaz propane
3	Description (si nécessaire en complètement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	14-13295
5	Préposée au secrétariat	Catherine Desmeules (25 mars 2014)
6	Type de sollicitation	Publique
7	Date d'ouverture	lundi 17-03-2014
8	Service requérant	Regroupement A+S+VL
9	Requérant	Matthieu Crôteau



#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ \$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Superior General Partner inc.	Chèque 6 784,01 \$	net 30 jours	Fournie			Conforme	10974
2								
3								

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		14-13295		Titre de l'appel d'offres:		Fourniture de gaz propane			
Matthieu Crêteau				Superior General Partner inc.							
No	Articles	Qtée prév.	Prix rampe charg.	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
Section A : Fourniture de gaz											
1	Gaz propane, livré en vrac	170000	0,4550 \$	0,2000	111 350,00 \$						
2	(BG3846-1207)	168000	0,4550 \$	0,3450	134 400,00 \$						
3	Gaz propane, en cylindre	338000	0,0074 \$		2 501,20 \$						
Section B Location mensuelle de cylindres											
		Qtée prév.	Durée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
3	Cylindre 33 lbs	174	36	2,50 \$	15 660,00 \$						
4	Cylindre 40 lbs	9	36	2,50 \$	810,00 \$						
5	Cylindre 43 lbs	3	36	2,50 \$	270,00 \$						
6	Cylindre 100 lbs – liquide	10	36	2,50 \$	900,00 \$						
7	Cylindre 100 lbs –vapeur	42	36	2,50 \$	3 780,00 \$						
				Total	269 671,20 \$	Total		Total		Total	
				TPS	13 483,56 \$	TPS		TPS		TPS	
				TVQ	26 899,70 \$	TVQ		TVQ		TVQ	
				TOTAL	310 054,46 \$	TOTAL		TOTAL		TOTAL	
Soumissionnaire le moins cher au total											
Superior General Partner inc.		269 671,20 \$		+ TPS	13 483,56 \$	+ TVQ	26 899,70 \$	=		310 054,46 \$	

■ ■ Direction de
■ ■ l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	14-13295	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de gaz propane			Nom de l'agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau
Date d'ouverture	2014-03-17	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Regroupement A+S+VL	Requérant	Matthieu Crôteau

Adjudicataire recommandé	
Superior General Partner inc.	0
Total avant taxes	269 671,20 \$
TPS	13 483,56 \$
TVQ	26 899,70 \$
TOTAL	310 054,46 \$

Commentaires	
--------------	--

GRILLE D'ANALYSE

Un seul soumissionnaire

Nombre de preneurs du cahier des charges :

3

appel d'offres: 14-13295

Fourniture de gaz propane

Motifs des désistements	OUI/NON	COMMENTAIRE
<u>Cahier des charges</u>		
Le devis est spécialisé	NON	
<u>Délai de soumission et d'octroi</u>		
Les délais de la soumission sont insuffisants	NON	
La période de soumission ne convient pas à la compagnie	NON	
Longs délais d'octroi de la part de la Ville	NON	
<u>Produit ou service</u>		
Produit ou service non offert	NON	
Spécifications demandées non rencontrées	NON	
<u>Délai de livraison</u>		
Délais de livraison hors d'atteinte	NON	
Les manufacturiers ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu	NON	
<u>Carnet de commandes</u>		
Le carnet des commandes de la firme est complet présentement	NON	
<u>Autres:</u>		
La capacité des fournisseurs ne permet pas de rencontrer les besoins de la Ville pour le moment	OUI	
Raisons de l'écart du prix estimé par rapport au prix soumis		
<u>Estimé</u>		
Est-il récent?		
<u>Autres</u>		



Dossier # : 1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses;
2. d'imputer les dépenses, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-28 09:15

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (dénommée ci-après «*SÉRAM*») vise à remplacer les différents systèmes de radiocommunication vocale (opérés par les différents services au sein de l'agglomération de Montréal) par un système unique et commun à tous. Il pourra donc pourvoir aux besoins de radiocommunication vocale des différents services de sécurité publique qui œuvrent sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à savoir le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et, accessoirement, les municipalités liées. Le SÉRAM est composé de trois (3) phases :

- **Phase # 1** : Elle consiste en l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un réseau de surface composé d'antennes, d'émetteurs et de récepteurs dispersés sur le territoire de l'agglomération de Montréal; de systèmes d'enregistrement (radio et téléphonique), de serveurs (gestion, chiffrement et de télésurveillance) et de consoles radio.
- **Phase # 2** : Elle consiste en l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateur (TDU) consistant en des radios mobiles; des radios portatives; des postes fixes; et des accessoires.
- **Phase # 3** : Réseau souterrain composé de points d'émission et de réception distribués sur l'ensemble du réseau du métro de Montréal.

Voici l'énumération pour chacune des phases mentionnées ci-dessus, les étapes autorisées par les instances de la Ville, les étapes à autoriser dans le présent dossier et les étapes à venir ultérieurement :

Étapes déjà autorisées :

Étapes terminées	Date de début	Date de fin
<p>Phase # 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accorder un contrat à CASSIDIAN communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73\$ taxes incluses. • Autoriser une dépense additionnelle de 86 029,07\$, taxes incluses, pour deux (2) demandes de changement dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. • Autoriser une dépense additionnelle de 290 402,65 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 633 310,80 \$ à 42 923 713,45 \$, taxes incluses. 	<p>Août 2012</p>	<p>Novembre 2028</p>
	<p>Août 2013</p>	<p>Mars 2014</p>
	<p>Février 2014</p>	<p>2030</p>
<p>Phase # 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 \$, taxes incluses. 	<p>Juin 2013</p>	<p>Avril 2024</p>
	<p>Juin 2013</p>	<p>Mai 2023</p>
<p>Phase # 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation de la convention entre la Société de Transport de Montréal (STM) et Ville de Montréal pour l'utilisation de la capacité d'expansion du réseau de la STM dans le cadre du Projet SÉRAM. 		

Étapes à autoriser dans le présent dossier :

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Phase # 1 : <ul style="list-style-type: none">• Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.	Juin 2014	2030

Bien que le projet *SÉRAM* se compose de trois (03) phases distinctes, le présent sommaire décisionnel est en lien avec la phase # 1 (Volet infrastructure) et concerne spécifiquement le contrat (CG12 0208) octroyé à Cassidian Communications corp. (ci-après «Cassidian»). En effet, par le présent sommaire décisionnel, le Service des technologies de l'information (STI) désire obtenir l'autorisation d'une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, augmentant ledit contrat en raison de la demande de changement (DDC) # 1.

La présentation de ce dossier décisionnel est requis du fait que lors des présentations antérieures aux instances décisionnelles, il a été décidé que toute modification aux contrats alloués doit nécessairement faire l'objet d'approbation. Aucune contingence n'a été allouée aux contrats octroyés dans le cadre du projet *SÉRAM*.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0131 - 27 mars 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 290 402,65 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 633 310,80 \$ à 42 923 713,45 \$, taxes incluses.

CG13 0313 - 29 août 2013 - Autoriser une dépense additionnelle de 86 029,07\$, taxes incluses, pour deux (2) demandes de changement dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208) majorant ainsi le montant total du contrat de 42 547 281,73\$ à 42 633 310,80\$, taxes incluses.

CG12 0208 - 21 juin 2012 - Accorder un contrat à CASSIDIAN communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (*SÉRAM*), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73\$, taxes incluses - Appel d'offres public (# 11-11630) - (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

La présente demande de changement énumérée dans le présent sommaire décisionnel a été soumise au Comité directeur du Projet *SÉRAM* qui recommande aux instances de la Ville son approbation.

DDC # 1 : Consoles radio additionnelles de la phase # 1

Une actualisation des besoins en matière de consoles radio a été faite auprès des arrondissements et des services centraux. Il ressort ce qui suit :

- Huit (08) consoles radio pour la section Unité d'Interventions Rapides et Prioritaires (ci-après «UIR») qui assure le soutien à douze (12) arrondissements et à terme aux sept (07) autres arrondissements.
- Une console radio sera réservée en cas d'urgence.

Au total, le nombre de consoles radio à acquérir sera de neuf (09).

Ci-joint le tableau des coûts :

Description	Montant (Avant taxes)	Montant (Toutes taxes)	Source de financement
Acquisition, installation et configuration	765 336,00 \$	879 945,06 \$	PTI 2014-2016
Maintenance sur 15 ans	816 020,00 \$	938 219,00 \$	Budget de fonctionnement (BF) du STI
Total de la DDC # 1 :	1 581 356,00 \$	1 818 164,06 \$	PTI 2014-2016 et BF

Les besoins en termes de quantité de consoles radio pour l'ensemble des arrondissements (19) et services centraux dans un contexte où l'UIR assurerait le soutien, l'expertise et les pilotages des applicatifs nécessaires au maintien de la qualité des services aux citoyens via le 311 demeurent de huit (08) consoles plus une réserve.

Les besoins en consoles additionnelles des arrondissements d'Outremont et de Saint-Laurent ainsi que de la Division sécurité du Service de la gestion et de la planification immobilière sont distincts de la présente DDC. Une solution leur sera proposée suite à une recherche d'un type de console à prix moindre qui répondra davantage à leur type d'activité en radio communication.

Trois types de formation sont nécessaires **aux formateurs** des arrondissements :

- Trunking 101 : l'objectif de cette formation est de présenter les fonctionnalités et caractéristiques des systèmes P25 (assignation dynamique de fréquences);
- Définition du «Fleetmapping» pour les nouveaux sous-systèmes de consoles : l'objectif de cette formation est de valider et définir les notions de groupe et alias qui devront être gérés sur les écrans des consoles;
- Utilisation de la console radio et ses opérations : l'objectif de cette formation est d'apprendre l'architecture de base des systèmes P25 et l'utilisation des consoles de répartition.

Ci-joint le tableau récapitulant les besoins chiffrés en **formation des formateurs** :

Description des formations	Durée	Coût / Groupes	Besoins (Groupes)	Montant (Avant taxes)	Montant (Toutes taxes)
Trunking 101	1/2 j	2 000,00 \$	5	10 000,00 \$	11 497,50 \$
Définition du Fleetmapping	1 j	2 500,00 \$	7	17 500,00 \$	20 120,63 \$

Utilisation console et ses opérations	1 j	3 500,00 \$	2	7 000,00 \$	8 048,25 \$
Totaux				34 500,00 \$	39 666,38 \$

NB : Les formateurs des arrondissements diffuseront les formations aux usagers concernés.

Le tableau récapitulant les coûts de la DDC # 1 est le suivant :

Description	Montant (Avant taxes)	Montant (Toutes taxes)	Source de financement
Acquisition, installation et configuration	765 336,00 \$	879 945,06 \$	PTI 2014-2016
Maintenance sur 15 ans	816 020,00 \$	938 219,00 \$	Budget de fonctionnement (BF) du STI
Total de la DDC # 1 :	1 581 356,00 \$	1 818 164,06 \$	PTI 2014-2016 et BF
Formation des formateurs :	34 500,00 \$	39 666,38 \$	PTI 2014-2016
Total général DDC # 1 (incluant formation) :	1 615 856,00 \$	1 857 830,44 \$	PTI 2014-2016 et BF
Totaux DDC # 1 (excluant Maintenance) :	799 836,00 \$	919 611,44 \$	PTI 2014-2016

JUSTIFICATION

DDC # 1 : Consoles radio additionnelles de la phase # 1

Les besoins énumérés en consoles radio des arrondissements et services centraux n'ont pas été pris en charge dans le cahier des charges techniques de l'appel d'offres 11-11630 de la phase 1. Par conséquent, la quantité recensée n'est pas un besoin additionnel mais plutôt un besoin réel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle au contrat est de **1 857 830,44 \$**, taxes incluses, sera assumée, d'une part, au PTI 2014-2016 pour un montant de **919 611,44 \$** (taxes incluses) et, d'autre part, au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information (STI) de 2015 à 2030 pour un montant de **938 219,00 \$** (taxes incluses).

• PTI 2014-2016 au projet SÉRAM :

1 - La dépense de **879 945,06 \$** (taxes incluses) relative à l'acquisition, installation et configuration des consoles (DDC # 1) sera déboursée, en **totalité durant l'année 2014**, comme suit :

- 50 % à la livraison et installation complète des consoles soit **439 972, 53 \$** (taxes incluses) : Octobre 2014;
- 35 % à la réception provisoire des consoles soit **307 980,77 \$** (taxes incluses) : Novembre 2014;
- 15 % à la réception définitive des consoles soit **131 991,76 \$** (taxes incluses) : Décembre 2014.

2 - La dépense de **39 666,38 \$** (taxes incluses) relative à la **formation des formateurs** sera dépensée en **décembre 2014**.

- **Budget de fonctionnement du STI :**

DDC # 1 : Consoles radio additionnelles de la phase # 1 (Volet non capitalisable : Budget de fonctionnement du STI)

Le contrat de maintenance de la DDC # 1, d'une durée de quinze (15) ans et d'un montant de **938 219,00 \$** (taxes incluses), débute à compter du 1er janvier 2016 et se termine au 31 décembre 2030. Il est à noter qu'une année de garantie (pièces et main d'oeuvre) débute à compter de la réception prévue en janvier 2015.

Maintenance DDC # 1	Année	Montant (Avant taxes)	Montant (Toutes taxes)
	Janvier à décembre 2016	64 141,12 \$	73 746,25 \$
	Janvier à décembre 2017	64 141,12 \$	73 746,25 \$
	Janvier à décembre 2018	64 141,12 \$	73 746,25 \$
	Janvier à décembre 2019	64 141,12 \$	73 746,25 \$
	Janvier à décembre 2020	64 141,12 \$	73 746,25 \$
	Janvier à décembre 2021	53 451,23 \$	61 455,55 \$
	Janvier à décembre 2022	53 451,23 \$	61 455,55 \$
	Janvier à décembre 2023	53 451,23 \$	61 455,55 \$
	Janvier à décembre 2024	53 451,23 \$	61 455,55 \$
	Janvier à décembre 2025	53 451,23 \$	61 455,55 \$
	Janvier à décembre 2026	45 611,66 \$	52 442,00 \$
	Janvier à décembre 2027	45 611,66 \$	52 442,00 \$
	Janvier à décembre 2028	45 611,66 \$	52 442,00 \$
	Janvier à décembre 2029	45 611,66 \$	52 442,00 \$
	Janvier à décembre 2030	45 611,66 \$	52 442,00 \$
	Total maintenance sur 15 ans	816 020,00 \$	938 219,00 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans l'objectif d'atteindre de bonnes pratiques de développement durable, le STI a mis en place des procédures facilitant la récupération, le recyclage et/ou la disposition d'équipement tombé en désuétude ou en fin de vie utile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas d'un refus, les impacts sont les suivants :

DDC # 1 : Consoles radio additionnelles de la phase # 1

Si cette modification n'est pas acceptée, il sera impossible aux unités concernées de pouvoir gérer, d'une part, l'ensemble des communications radio provenant de leurs utilisateurs et, d'autre part, avoir accès aux différentes fonctionnalités téléphonie et radiocommunication nécessaires aux activités de gestion et de répartition des appels des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication auprès des futurs utilisateurs accompagnera le déroulement du projet et se poursuivra tout au long des différentes étapes de réalisation, et ce, jusqu'à la mise en service et l'exploitation du nouveau système évolué de radiocommunication vocale (SÉRAM)

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ci-joint le calendrier sommaire de la DDC # 1 et de la formation des formateurs :

- Autorisation du présent sommaire par les instances de la Ville : 19 juin 2014
- Virement des crédits et ouverture du bon de commande : 26 juin 2014
- Commande des consoles radios par l'équipe SÉRAM : 27 juin 2014
- Livraison et installation complète des consoles par Cassidian, et autorisation du paiement (50%) : Octobre 2014
- Réception provisoire des consoles radio par la Ville et autorisation du paiement (35%) : Novembre 2014
- Réception définitive des consoles radio par la Ville et autorisation du paiement (15%) : Décembre 2014
- Formation des formateurs et autorisation des paiements : Novembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Gilles BOUCHARD)

Avis favorable avec commentaires :

Service de la concertation des arrondissements , Direction des services regroupés aux arrondissements (André HAMEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Contrôleur de projets

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-23

Daniel TÊTU
Directeur du projet SÉRAM

Tél : 514 280-8521
Télécop. : 514 872-3964

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jocelyne BOURGET
Directrice par intérim

Tél : 514-872-7723

Approuvé le : 2014-05-28

Dossier # : 1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'acquisition et l'installation des consoles de communications à la section de l'Unité d'Interventions Rapides et Prioritaires est un prérequis au déploiement de SÉRAM en arrondissement.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André HAMEL
Chef de division propreté, déneigement et concertation des arrondissements
Tél : 514-872-8900

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-23

Guyline BRISSON
Directrice, Direction des services regroupés aux arrondissements
Tél : 514-872-4757
Division :

Dossier # : 1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que la Ville peut valablement autoriser la dépense additionnelle de 1 857 830,44\$ relative au contrat mentionné en objet du présent sommaire décisionnel. En premier lieu, une telle dépense constitue, à notre avis, une modification accessoire conforme à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* puisque les demandes de changements de la Ville ne changent pas la nature du contrat initial et nous pouvons qualifier de tels changements comme étant accessoires puisque d'une valeur d'environ 4,37% par rapport au contrat initial. De plus, même si ces changements s'ajoutent aux modifications ayant déjà été approuvées par le conseil d'agglomération en vertu des résolutions CG13 0313 et CG14 0131, la totalité des modifications (5,25%) demeure accessoire en valeur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Dossier # : 1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les éléments suivants de la recommandation du Service des technologies de l'information (STI):

- d'autoriser une dépense additionnelle nette de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, au contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208 et CG13 0313) majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses, provenant du budget PTI du STI.
- d'autoriser, de cette dépense additionnelle, une dépense de 919 611,44 \$, taxes incluses, provenant du budget PTI du STI.
- d'autoriser, de cette dépense additionnelle, une dépense de 938 219,00 \$, taxes incluses, provenant du budget de fonctionnement du STI sur une période de 15 ans

Au budget de fonctionnement :

L'octroi de ce contrat pour la maintenance dû à l'acquisition de consoles radio additionnelles couvre la période de quinze ans, s'échelonnant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2030. L'acquisition de l'équipement étant prévue en janvier 2015, les coûts de la maintenance pour la première année étant inclus au coût d'acquisition, le contrat pour la maintenance des consoles radio sera requis à compter de 2016.

L'ensemble des crédits requis au budget de fonctionnement sera détenu annuellement par le STI pour la durée du contrat. Pour ce faire, tel qu'entendu, le STI se verra transférer par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et ce, à compter de l'exercice budgétaire où le système sera opérationnel, les crédits relatifs à la gestion et à l'entretien du nouveau système de radiocommunication (*cf. : avis favorable du SPVM au dossier 1125873001*). Le transfert sera examiné lors du processus budgétaire 2015.

Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

Imputation budget fonctionnement

Année	2016 à 2020	2021 à 2025	2026 à 2030	Total
2101.0010000.110046.01303. 55404.000000.0000.000000. 000000.000000.000000 - Section centre d'expertise en radiocommunication - Entretien et réparation - Ameublement, équipement. de bureau et informatique	73 746,25 \$/an	61 455,55 \$/an	52 442,00 \$/an	938 219,00\$
Total	72 746,25 \$/an	61 455,55 \$/an	52 442,00 \$/an	938 219,00\$

Ce contrat de service fait partie de l'ensemble des dépenses d'opérations du service, la portion agglomération de cette dépense mixte d'activité d'administration générale est incluse dans la charge d'administration imputée à l'agglomération (réf. Règlement sur les dépenses mixtes).

Au budget d'immobilisation PTI :

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Cette dépense est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ici-bas, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Le budget 2014 requis pour donner suite à ce dossier est prévu au PTI 2014-2016 du Service des technologies de l'information et sera imputé tel qu'il apparaît au prochain tableau.

Virement budgétaire:

Provenance agglo:

Projet : 68008 - SÉRAM
Sous-projet : 1168009000 - SÉRAM
Requérant : 42-04

2014	2015	2016	Ult.	Total
831				831

Imputation corpo:

Projet : 68008 - SÉRAM
Sous-projet : 1468008 202 – SÉRAM -- Acq. et inst. d'un syst. évolué de radiocom. -
Cassidian
Sous-projet Simon : 151737
Requérant : Service des technologies de l'information

2014	2015	2016	Ult.	Total

795				795
-----	--	--	--	-----

Projet : 68008 - SÉRAM

Sous-projet : 1468008 206 – SÉRAM – Formation - Cassidian Communications corp

Sous-projet Simon : 153173

Requérant : Service des technologies de l'information

2014	2015	2016	Ult.	Total
36				36

La dépense est de compétence locale étant donné que la demande concerne les Arrondissements et les Services centraux de la Ville de Montréal.

Information comptable (en dollars)

Provenances

Provenance corpo (89.3%):

	Crédits	Dépenses
6101.7712043.802600.01909.57201.000000. 0000.112522.000000.98001.00000	829 515,52 \$	919 611.44 \$

Emprunt autorisé par le règlement 12-043 (Acquisition d'équipements informatiques et services prof.en informatique)

Un engagement de gestion no **CC45035001** au montant de **829 515.52 \$** est inscrit au compte de provenance.

Imputation

Imputation corpo (100%)

	Crédits	Dépenses
6101.7712043.803402.02819.57401.000000. 0000.151737.000000.40020.00000	793 735.32 \$	879 945.06 \$

Imputation corpo (100%)

	Crédits	Dépenses
6101.7712043.803402.02819.54501.000000. 0000.153173.000000.40020.00000	35 780.20 \$	39 666.38 \$

Un virement de crédits sera fait aux comptes d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par le **conseil d'agglomération**.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD

ENDOSSÉ PAR

Francine LEBOEUF

Le : 2014-05-27

Conseiller en gestion des ressources
financières

Tél : 872-0962

Luminita Mihai

Agente en gestion des ressources financières

Opérations budgétaires et comptables - PS

Brennan 2

Tél: 514 872 5872

Brigitte Laliberté

Agente comptable analyste - Finances

PS-Brennan 2

514-868-4439

Conseillère en gestion des ressources
financières - C/E

Tél : 514 872-0985

Division : Opérations budgétaires et
comptables - PS Brennan 2

Dossier # : 1145035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 857 830,44 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Cassidian communications corp. (CG12 0208), majorant ainsi le montant du contrat de 42 923 713,45 \$ à 44 781 543,89 \$, taxes incluses.

Soumission de CASSIDIAN - Volet des Consoles :



[DDC001-rev 3-Offre Commerciale pour 19 consoles additionnelles.pdf](#)

Soumission de CASSIDIAN - Volet Formation :



[DDC-001 - Cours de Formation a la carte-rev2.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Contrôleur de projets

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

Réf. Offre CASSIDIAN COMMUNICATIONS : NA375

**En réponse à l'Appel d'Offre Public n° 11-11630 de la Ville de
Montréal**

DDC-001 révision #3

**ACQUISITION, INSTALLATION, GESTION ET
MAINTENANCE D'UN SYSTÈME DE CONSOLE RADIO AVEC
19 POSITIONS**

**Ajout au Système Évolué de Radiocommunication de
l'Agglomération de Montréal (SERAM)**

Offre commerciale

DATE : 4 février 2013



Cassidian Communications Corp. dont le siège social est situé au 200 Boulevard de la Technologie, Gatineau, Québec, J8Z 3H6 Canada (« Cassidian ») a le plaisir de vous remettre une offre engageante de prix pour l'extension du système SERAM conformément à la demande des administrateurs du Project SERAM et aux termes et conditions définis ci-après (« l'Offre »).

Offre d'équipements, services et maintenance

Le prix total de l'offre d'équipement, service et maintenance est de **CAD \$2,763,472.00** et inclut le périmètre suivant en termes d'équipement et de services:

- 19 positions console-radio et équipements auxiliaires (ci-après le « Nouveau Système »)
- Ingénierie de la solution proposée pour le Nouveau Système.
- Installation sur site et Recettes du Nouveau Système
- Maintenance sur une période de 15 ans du Nouveau Système

Dont le prix pour la partie acquisition, installation et gestion de l'infrastructure (ci-après le « Infrastructure ») est de \$1,391,567.00 et de \$1,371,905.00 pour la partie maintenance sur une période de 15 ans.

Veillez-vous référer à la description de l'offre technique de l'annexe 1 du présent document ainsi qu'une liste détaillée des équipements et services offerts en annexe 2 du présent document pour obtenir une description technique complète de cette extension.

Termes et conditions

Les termes et conditions associées au bordereau de prix soumis ci-après sont ceux définis dans la présente Offre et ceux applicables au contrat du projet SERAM (le « Contrat SERAM »). En cas de conflit, les termes et conditions prévus dans la présente Offre prévalent sur ceux du contrat du projet SERAM.

Cette offre commerciale est valide pour une période de 90 jours à compter de la date indiquée ci-dessus.

Aucune garantie additionnelle (de soumission et d'exécution) ne sera fournie, les garanties existantes pour le Contrat SERAM couvrant également la présente Offre.

Les prix indiqués sont soumis hors taxe. Les prix proposés sont valables pour la totalité des quantités indiquées. La décomposition des prix est fournie seulement à titre indicatif et n'implique pas le droit de commandes partielles.

1. Termes de paiement pour l'infrastructure

*** Se référer au Contrat SERAM pour les définitions et inclusions des jalons de paiements*

50 % de l'Infrastructure SÉRAM à la livraison et installation complète des

Équipements du Nouveau Système de 19 consoles radio

35 % de l'infrastructure SÉRAM à la réception provisoire du Nouveau Système de 19 consoles radio

15 % de l'infrastructure SÉRAM à la réception définitive du Nouveau Système de 19 consoles radio

A compter de la réception provisoire du Nouveau Système de 19 consoles radio, une année de garantie de service et main d'œuvre s'applique sur les équipements du Nouveau Système comme pour le système SERAM.

2. Termes de paiement pour les services de maintenance :

Le prix annuel des services de maintenance est divisé en 12 mensualités qui seront facturées chaque mois à l'avance pour le mois à venir.

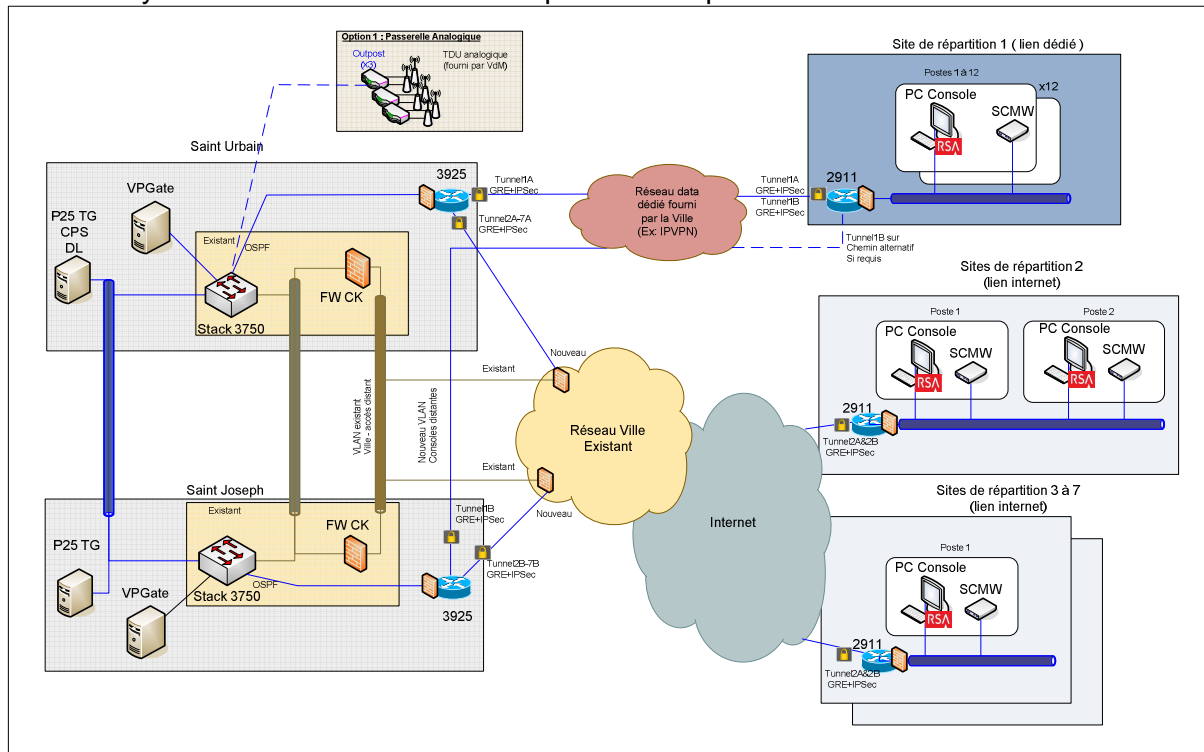
Cassidian s'engage sur un prix ferme de service de maintenance pour une période maximale de 15 ans après la réception provisoire du Nouveau Système du réseau SERAM payable selon les mêmes conditions que le contrat SERAM et détaillé dans l'annexe 2 de ce document.

ANNEXE 1

DESCRIPTION TECHNIQUE

1 Architecture générale :

Le schéma suivant représente la solution proposée par Cassidian pour répondre à l'ajout d'un nouveau système de console incluant 19 postes de répartition.



Description du système de console :

Le système de console sera un nouveau système de console indépendant des 2 systèmes déjà présents sur le SERAM. Une interface console supplémentaire sera fournie sur le réseau P25.

Le système de console sera constitué de :

- 2 passerelles P25 Trunking Gateways, en redondance l'une de l'autre, installées à St-Urbain et à St-Joseph.
- 2 contrôleurs de console VPGate, en redondance avec répartition de charge. Un contrôleur sera installé à St-Urbain, 1 sera installé à St-Joseph
- 1 application Diagnostic Logger, permettant la collecte des événements du système de console et en charge de l'interface vers le système de supervision SNMP du SERAM. Cette application permet aussi la mesure de performance du système de consoles

(statistiques). Cette application sera installée sur le serveur de la passerelle P25 Trunking Gateway à St-Urbain

- 1 application Customer Project Storage, qui sert à sauvegarder les configurations des consoles. Cette application sera aussi installée sur le serveur de la passerelle P25 Trunking Gateway à St-Urbain
- 19 postes de répartitions composés chacun de:
 - o 1 PC mini-tour
 - o 1 écran tactile 22 pouces
 - o 1 boîtier multimédia Scout Media Workstation, en charge de la gestion de l'audio sur le poste de répartition
 - o 2 haut-parleurs externes
 - o 1 boîtier d'interface casque (jackbox)
 - o 1 casque 4 fils avec 2 écouteurs, type Plantronics HW261N
 - o 1 pédale d'alternat
 - o 1 micro col de cygne
 - o 1 clavier et 1 souris

Chaque console sera livrée avec l'option interface vers la R.A.O.

Chaque console sera livrée avec l'option « enregistreur local » (IRR) permettant l'enregistrement et la réécoute en local uniquement des messages reçus par le répartiteur.

Le système de console permettra de supporter jusqu'à 160 points de terminaisons, dont 100 interfaces P25 (une interface P25 étant un groupe P25 ou une communication individuelle définie au niveau de l'interface entre le système de console et le réseau p25 du SERAM)

Les consoles seront installées dans 7 sites, nommés site 1 à site 7, selon la répartition suivante :

- Site 1 : 12 postes de répartition
- Site 2 : 2 postes de répartition
- Site 3 à 7 : 1 poste de répartition

Ce système de console ne supportera pas d'interface vers le système d'enregistrement centralisé du SERAM comme les autres systèmes de consoles (pas d'accès aux serveurs d'enregistrement radio, pas d'enregistrement centralisée des communications des consoles) Dans le cadre de cette demande de changement, il n'est pas fourni d'interface vers le système de téléphonie des centres de répartitions.

Il n'est pas prévu non plus d'interface vers une consolette de secours (pas de commutateur audio permettant de basculer le casque du répartiteur de la console vers la consolette) En option, Cassidian Communications propose une passerelle analogique permettant d'interfacer 6 terminaux radio analogiques. Cette passerelle sera composée de 3 boîtiers d'interface analogique (Outpost) chacun permettant la connexion de 2 terminaux analogiques. Ces 'outposts' seront installés dans des racks, dans la salle de commutation de St-Urbain. La fourniture des terminaux analogiques sera de la responsabilité de la Ville de même que leur installation à proximité des boîtiers d'interface (interface audio analogique entre le boîtier d'interface et le terminal)

Backbone IP :

Description de la solution

Sur chaque site distant, un routeur Cisco 2911 sera installé. Il sera équipé d'un commutateur interne permettant l'accès réseau aux postes de répartition (2 ports ethernet par poste de répartition, 1 pour le PC et un pour le boîtier multimédia)

Il sera de la responsabilité de la Ville de mettre à disposition le lien vers les nœuds principaux dans la salle technique où sera installé ce routeur.

Les interfaces fournies par Cassidian Communications seront des interfaces ethernet sur cuivre. En option, afin d'assurer la redondance d'accès au réseau de transmission fourni par la Ville sur les sites distants et de supprimer le point de défaillance unique constitué par la présence d'un seul routeur d'accès, Cassidian Communications propose d'installer 2 routeurs sur chaque site. Dans ce cas, la Ville devra fournir 2 interfaces sur chaque site, 1 vers chacun des routeurs. Sur les sites principaux, un routeur type Cisco 3945 sera installé. Ces routeurs serviront de passerelle entre le réseau du SERAM et le réseau de la Ville de Montréal pour les sites 2 à 7 dont la transmission se fait au travers de l'internet public ou les liens dédiés pour le site 1. Ces routeurs seront directement reliés au réseau du SERAM.

Dans chaque site, l'interface avec le réseau de la Ville se fera au travers d'un nouveau segment IP entre le routeur 3945 et le pare-feu du réseau de la Ville dédié à la communication vers les sites de répartitions distants. Les segments IP sur chaque site seront indépendants. La Ville devra fournir 1 nouvelle interface sur chacun de ses pare-feux. Il sera de la responsabilité de la Ville de s'assurer du routage des paquets IP des centres de répartitions vers le routeur d'accès 3945 du site et des autres paquets à destination du SERAM vers le pare-feux du SERAM. Les interfaces fournies par Cassidian Communications seront des interfaces ethernet sur cuivre. Les caractéristiques des liens et le niveau de service requis vers chaque centre de répartition (bande passante, délai, gigue, taux d'erreur) seront spécifiées en phase projet.

Sécurité

Afin d'assurer la sécurité des communications entre les sites centraux et les sites de répartitions distants, des tunnels GRE + IPSEC chiffrés site à site seront mis en place entre les routeurs des sites centraux et les sites distants.

Des règles de filtrage seront mises en place sur les interfaces des routeurs, en entrée et en sortie, de manière à ne laisser passer que les flux autorisés.

Les nouveaux routeurs seront reliés au serveur ACS (serveur AAA) de manière à assurer la sécurité de leur administration. L'accès aux routeurs (pour l'administration) sera ainsi soumis à authentification 2 facteurs.

Gestion de la redondance du réseau IP:

De par la solution retenue, la redondance d'accès au réseau SERAM et le routage par un site central ou l'autre sera pris en charge par le réseau IP, au travers du routage OSPF mis en place sur du réseau SERAM.

Authentification 2 facteurs des utilisateurs

Sur chacun des sites distants, l'ouverture des sessions Windows par un utilisateur sur les PC des consoles fournies sera soumise à authentification 2 facteurs par l'installation d'un agent poste RSA sur ces postes.

2 Disponibilité :

La disponibilité des liens entre les sites centraux et les sites de répartition distants sera de la responsabilité de la Ville. La supervision de ces liens sera de la responsabilité de la Ville.

L'internet public est un réseau de transmission dont la qualité n'est pas garantie. Son utilisation est par nature peu compatible des services temps réel critiques dont la disponibilité doit être garantie, comme sur le SERAM sur lequel une disponibilité de 99,99% pour les communications entre TDU et consoles. En conséquence, les consoles déportées par internet seront ainsi exclues du calcul de disponibilité du SERAM.

En cas d'anomalies détectées avec ces sites mettant en cause la connectivité entre le site distant et les sites centraux, il reviendra à la Ville de démontrer la qualité du réseau de transmission au moment de la panne avant traitement de l'anomalie par Cassidian.

3 Acceptance :

Les tests de réception système du Nouveau Système de console seront effectués après les tests de réception site.

Les services fournis étant identiques sur l'ensemble des 19 nouvelles consoles, les tests de réception système seront réalisés sur le site n°1 contenant les 12 consoles et reliés aux nœuds de contrôle et commutation au travers d'un lien dédié.

4 Maintenance:

La maintenance du Nouveau Système de console décrit ci-dessus s'inscrit dans le cadre de la maintenance globale du SERAM.

Ainsi Cassidian assurera pour une période de 15 ans à partir de la réception provisoire du Nouveau Système de consoles :

- La maintenance corrective à distance et sur site
- La maintenance préventive à distance et sur site
- La réparation des éléments défectueux
- La livraison et l'installation de correctifs logicielles

Un lot de rechange additionnel sera ajouté au stock global et sera géré par les équipes de maintenance de l'exploitation.

Toute activité de maintenance du lien sous la responsabilité de la ville est exclue de cette Offre.

5 Crédit applicable

La présente offre permet de modifier à la baisse le nombre de consoles ou d'agences.

Pour information : 19 consoles et 7 agences (sites) sont offertes par la présente offre.

Pour la portion infrastructure (EQUIPEMENTS & SERVICES), voici le crédit qui serait applicable par console retirée de cette offre : 47,821\$ et le crédit qui serait applicable par agence retirée de cette offre : 16,700\$.

Puis pour la portion maintenance le crédit applicable par console retirée de cette offre pour la **période totale** de 15 années serait de 50,535\$.

Description	Cout unitaire Console	Cout unitaire Agence
Équipements liste des appareils 100\$ et plus :		
Poste de répartition (Includes Media Workstation, single jack box, dual speakers, console and PM software, and serial cable.)	\$ 19,046.00	
Équipements auxiliaires :		
Desk microphone		
Single PTT footswitch		
Headset		
Under Desk Mounting Kit		
22" LCD touch screen for PC console - 16x9 format		
PC mini tower for PC Console Position, MS Windows 7 OS		
Licences :	\$ 14,100.00	
Software license for integrated, multi-channel IRR recorder for Scout Console Positions. One required per console.		
P25 Scout console seat license to control P25 DFSI or CSSI endpoints on VPGate (Requires SFW-VPG-P25-XX). One license per console position.		
Software license for CAD API interface for Scout Console Positions. One required per console.		
V2.06 UC5000i L020 - P25 CSSI : IP console interface license / 1 per CSSI interface (Console Subsystem)		\$ 9,000.00
Services :	\$ 9,975.00	\$ 7,700.00
GRAND TOTAL	\$ 47,821.00	\$ 16,700.00

Puis pour la portion maintenance le crédit applicable par console retirée de cette offre pour la **période totale** de 15 années serait de 50,535\$.

ANNEXE 1

LISTE ET COUTS DES EQUIPEMENTS ET FRAIS DE GESTION

DESCRIPTION et PRIX EQUIPEMENTS & SERVICES (exclus la maintenance)

Qty	Description	Cout unitaire	Cout Total
Équipements liste des appareils 100\$ et plus:			
19	Poste de répartition (Includes Media Workstation, single jack box, dual speakers, console and PM software, and serial cable.)	\$ 19,046.00	\$ 361,874.00
2	Serveur VP Gate	\$ 6,234.00	\$ 12,468.00
3	Radio Controller, VoIP, 2 Ports, 12VDC input (Outposts)	\$ 2,927.00	\$ 8,781.00
2	Routeurs Cisco 3945	\$ 13,539.00	\$ 27,078.00
7	Routeurs Cisco 2911 24 ports	\$ 3,206.00	\$ 22,442.00
Spares - liste des appareils 100\$ et plus:			
1	Routeurs Cisco 3945	\$ 13,539.00	\$ 13,539.00
2	Routeurs Cisco 2911 24 ports	\$ 3,206.00	\$ 6,412.00
1	Poste de répartition	\$ 19,046.00	\$ 19,046.00
1	Radio Controller, VoIP, 2 Ports, 12VDC input (Outposts)	\$ 2,927.00	\$ 2,927.00
Équipements:			\$ 9,500.00
1	CISCO2911-SEC/K9-48ports		
2	Serveur P25 trunking Gateway		
50	RSA Token		
2	Console KVM Switch - 8-Port		
Équipements auxiliaires:			\$ 83,500.00
19	Desk microphone		
19	Single PTT footswitch		
19	Headset		
19	Under Desk Mounting Kit		
19	22" LCD touch screen for PC console - 16x9 format		
19	PC mini tower for PC Console Position, MS Windows 7 OS		
2	Kit to mount ACC-CPU-VPG-WIN7 or -XP in 19" relay rack. 1U high.		
2	Industrial 1U Computer . Rack mount for Cabinets.		
6	EDACS Kit		

- 6 3U Rack mount shelf (holds 1-4 Outposts)
- 3 3U Rack mount shelf (holds 1-4 Outposts) plus 3U Rack mount power supply
- 3 120 VAC to 12 VDC Power Supply, 1 per Outpost
- 3 Outpost shelf rack mount
- 2 Cisco 3945 AC Power Supply
- 1 Rack 19" Cooper (câblé)

Spares:

- 1 PC mini tower for PC Console Position, MS Windows 7 OS
- 1 Media workstation
- 1 22" LCD touch screen for PC console - 16x9 format
- 2 Desk microphone
- 2 Single PTT footswitch
- 2 Headset
- 1 Serveur P25 trunking Gateway
- 1 Console KVM Switch - 8-Port

Licences:

\$ 460,500.00

- 1 Redundant VPGate Software License for a maximum of 160 endpoints; up to 100 may be "B" Licenses Version 1.x. Includes CPS software license.
- 1 Supplementary VPGate P25 endpoint license, requires SFW-VPG-XXXX. Supports up to 100 each redundant P25 DFSI or CSSI endpoints.
- 19 Software license for integrated, multi-channel IRR recorder for Scout Console Positions. One required per console.
- 19 P25 Scout console seat license to control P25 DFSI or CSSI endpoints on VPGate (Requires SFW-VPG-P25-XX). One license per console position.
- 19 Software license for CAD API interface for Scout Console Positions. One required per console.
- 1 License to enable the Reports and Dashboard tabs in the Scout Diagnostics Application for statistical analysis. Requires Scout V2.2 or higher. PC is not included.
- 7 V2.06 UC5000i L020 - P25 CSSI : IP console interface license / 1 per CSSI interface (Console Subsystem)
- 2 Windows Device CAL
- 2 Windows 7 64bits

Services:

\$ 363,500.00

Conception de la solution technique

- AVTEC:
- Définition du système de console
- Définition des écrans
- Reuves des écrans

Bell Mobilité:

Définition de l'architecture du réseau de transmission
Consolidation et analyse des spécifications techniques (incluant la sécurité)
Support a Bell Mobilité (transmission) et AVTEC (système)
Validation de l'architecture de la transmission
Revue, discussions et approbation de l'architecture avec le client
Revue de l'architecture du réseau de transmission
Diverses réunions (interne, AVTEC, Bell Mobilité) et le client
Description de la solution technique du système de console/incluant sécurité (livrable)
Description du réseau de transmission du système de console (livrable)
Liste des équipements du système de console (livrable)
Description de la configuration du système de console/incluant sécurité (livrable)
Plan de recette provisoire du système de console (livrable)
Présentation de la solution technique au client (livrable)
Calendrier du projet système de console (livrable)

Appro et Intégration en usine

Achats
Intégration du système de console chez AVTEC
Mise en service
Logistique
Frais de livraison

Opérations sur site

Visite de sites
Préparation de site
Suivi installation des équipements
Supervision des opérations
Intégration de l'ensemble des éléments
Définition des Tests de sites et exécution des tests
Mise à jour as built
Définition des Tests fonctionnels et exécution des tests
Plan et résultats des Recettes de site (livrable)
Plan et résultats de Recette fonctionnelle (livrable)
Rapport de visite de site (livrable)
Dossier d'ingénierie site (livrable)

Dont (coûts déplacements inclus et représentés en heures):

Heures du Gestionnaire de projet et acheteur (240 heures)
Heures du Chef de déploiement et de son équipe (560 heures)
Heures du Chef de la solution technique et de son équipe (280 heures)
Heures Équipe Bell Mobilité (360 heures)
Heures Équipe AVTEC (880 heures)

GRAND TOTAL**\$ 1,391,567.00**

ANNEXE 2

LISTE DES COÛTS DE MAINTENANCE SUR 15 ANS

Tableau des coûts pour la maintenance du Nouveau Système de console radio sur 15 ans:

ACQUISITION, INSTALLATION, GESTION ET MAINTENANCE D'UN SYSTÈME DE CONSOLE RADIO AVEC 19 POSITIONS			
EXTENSION AU RESEAU SERAM			
Description		Prix unitaire	Montant total
Gestion et Maintenance			
	An – 1	107,835 \$/ an	\$107,835
	An – 2	107,835 \$/ an	\$107,835
	An – 3	107,835 \$/ an	\$107,835
	An – 4	107,835 \$/ an	\$107,835
	An – 5	107,835 \$/ an	\$107,835
	An – 6	89,863 \$/ an	\$89,863
	An – 7	89,863 \$/ an	\$89,863
	An – 8	89,863 \$/ an	\$89,863
	An – 9	89,863 \$/ an	\$89,863
	An – 10	89,863 \$/ an	\$89,863
	An – 11	76683 \$/ an	\$76,683

	An – 12	76683 \$/ an	\$76,683
	An – 13	76683 \$/ an	\$76,683
	An – 14	76683 \$/ an	\$76,683
	An – 15	76683 \$/ an	\$76,683
MONTANT TOTAL MAINTENANCE SUR 15 ANS			\$1,371,905

Réf. Offre CASSIDIAN COMMUNICATIONS : NA375

En réponse à l'Appel d'Offre Public n° 11-11630

**ACQUISITION, INSTALLATION, GESTION ET
MAINTENANCE D'UN SYSTÈME DE CONSOLE RADIO AVEC
19 POSITIONS**

**Ajout au Système Évolué de Radiocommunication de
l'Agglomération de Montréal (SERAM)**

**REF : DDC-01 REV 2
FORMATIONS A LA CARTE
Révision 2
FORMATIONS ASSOCIÉES A LA DDC-001**



Cassidian Communications a eu le plaisir de vous remettre une offre commerciale pour l'extension du système SERAM conformément à la demande des administrateurs du Project SERAM par la Demande De Changement DDC-001 (révision 2).

Offre de formation à la carte

L'offre commerciale d'équipement, service et maintenance inclus le périmètre suivant en termes d'équipement et de services:

- 19 positions console-radio et équipements auxiliaires
- Ingénierie de la solution
- Installation sur site et Recettes
- Maintenance sur une période de 15 ans

Les couts des sessions de types 'workshop' afin de définir les écrans de chacune des agences (7 agences) sont inclus dans l'offre.

Par contre, d'après la demande du directeur de projet, les formations étaient exclues de la dite offre commerciale et une demande de soumission de formations à la carte doit être soumise par Cassidian.

Le document d'aujourd'hui vous présente donc une offre de formations à la carte pour 3 types de formations, et ce, comme suit :

- « Trunking 101 »
- Définition du « Fleetmapping » pour les nouveaux sous-systèmes de consoles
- Utilisation de la console et ses opérations

Formation sur le nouveau système de consoles

Exclusion

- La/les salle(s) de formation doit être fournie par La Ville – Ces dites salles doivent être près des locaux de répartitions sinon Cassidian formerons directement sur les sites ou les consoles seront installées.

Cours à la carte

« Trunking 101 »

Durée: 0,5 jour

Prix: 2,000\$/groupe

Groupe : Maximum et minimum d'étudiants par classe : 3 minimum et 10 maximum

Objectif de la formation

L'objectif de la formation « *trunking 101* » est d'obtenir un vue d'ensemble du système P25 Cassidian et de mieux comprendre ses fonctionnalités et possibilités.

En particulier la formation a pour but de présenter les systèmes P25 à partage de canaux et de présenter les différences techniques et opérationnelles avec les systèmes de communications sécurisés conventionnels (trunking vs conventionnel).

Définition du « Fleetmapping » pour les nouveaux sous-systèmes de consoles (par agence/site)

Durée: 1 jour

Prix: 2,500\$/groupe

Groupe : Maximum et minimum d'étudiants par classe : 3 minimum et 8 maximum – Le but sera de regrouper plusieurs agences dans la même semaine.

Objectif de la formation

L'objectif de la formation *Définition du « Fleetmapping » pour les nouveaux sous-systèmes de consoles* est de valider le nombre de groupe et les groupe à afficher sur l'écran de la console pour une agence (site) donnée ainsi que de valider les alias des groupes à afficher sur les consoles

Utilisation de la console et ses opérations (par agence/site)

Durée: 1 jour

Prix: 3,500\$/groupe

Groupe : Maximum et minimum d'étudiants par classe : 3 minimum et 6 maximum – Le but sera de regrouper plusieurs agences dans la même semaine.

Objectif de la formation

L'objectif de la formation *Utilisation de la console et ses opérations* est d'apprendre l'architecture de base des systèmes P25 Cassidian et à utiliser les consoles de répartitions de l'agence auquel appartiendra l'étudiant.

La formation est composée de :

- Présentation théorique pour comprendre le fonctionnement haut niveau du système P25
- Démonstrations pratiques des fonctionnalités du SERAM



Dossier # : 1141035006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extention (bâtiment 0295) – Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses – Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 927 071,25 \$, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Groupe Axino inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 845 250,00 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5700;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-22 17:11

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION **Dossier # :1141035006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (bâtiment 0295) – Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses – Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompiers n° 41 est située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (voir photo en pièce jointe).

En 2009, lors de la mise en oeuvre des travaux de réfection d'enveloppe, la phase 1, plusieurs imprévus sont survenus. Ceux-ci se sont reflétés en travaux additionnels non inclus au contrat initial attribuable à l'état avancé de dégradation de la maçonnerie, de la pierre en place et de la structure d'acier. La valeur des travaux additionnels a dépassé le montant initial prévu pour les contingences. En 2010, une dépense additionnelle a été demandée afin de stabiliser les travaux en cours sans toutefois terminer la totalité des travaux au contrat de l'entrepreneur.

Le contrat de travaux de la phase 1, réalisé par le Groupe Atwill-Morin a été octroyé le 18 juin 2009. La valeur du contrat et de l'augmentation de celui-ci se retrouve dans les tableaux ci-dessous. La portée des travaux initiaux était la toiture, la maçonnerie et le remplacement des portes de garage et des fenêtres. Suite à la découverte de l'état de corrosion de la structure d'acier existante, des travaux de consolidation sur quatre (4) colonnes ont dû être réalisés. De plus, des travaux de sécurisation de la façade de pierre ont été requis en urgence. Les travaux de réfection de maçonnerie sur l'élévation principale (rue Champagneur) ont été annulés pour permettre la réalisation des travaux de sécurisation.

Coût de projet initial de la phase 1 (réalisé en 2009 / 2010)

Montant initial du contrat:	810 533,93 \$
Contingences initial	81 053,39 \$
Incidence initiale	83 412,67 \$
Total	974 999,99 \$

Coût de projet avec augmentation de la phase 1 (réalisé en 2009 / 2010)

Montant initial du contrat:	810 533,93 \$
Contingences initial	81 053,39 \$
Contingences supplémentaire	32 230,44 \$
Transfert des incidences au contingences	40 000,00 \$
Incidence restante	43 412,67 \$
Total	1 007 230,43 \$

Les Architectes Labonté Marcil ont réalisé les plans et devis de la phase 1. Les plans de la construction originale de 1925 sont très simplistes et ne contiennent pas de détails de construction. Afin de produire les plans et devis pour les travaux de construction de la phase 1, les professionnels ont dû formuler des hypothèses à propos des conditions existantes et à partir de leur expérience passée. Les découvertes ci-dessus mentionnées font en sorte que les conditions du chantier ont été exceptionnelles. Les inspections visuelles faites par nos professionnels, lors de la phase des plans et devis, et par les soumissionnaires, lors de leurs visites, ne permettaient pas de déceler les problématiques vécues lors du chantier.

Le parc immobilier du SIM est constitué de 70 bâtiments dont un grand nombre sont des édifices patrimoniaux centenaires. La caserne 41 étant sécurisée, le SIM a pu s'occuper de projets urgents de cette envergure dans ses autres bâtiments. Ceci explique le temps écoulé entre les phases 1 et 2 de ce projet.

En 2012, la Ville a mandaté les firmes Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., IngémeI experts-conseils inc. et SDK et associés inc. afin qu'elles réalisent des projets de rénovation et de mise à niveau de bâtiments occupés par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). En 2013, une évaluation des besoins du SIM et des équipements actuels de la caserne de pompiers n° 41 a permis d'émettre des recommandations pour les travaux à exécuter à la phase 2.

Les architectes et ingénieurs en structure sont les même pour la phase 1 et 2. Le Service de la gestion et de la planification immobilière a fait deux appels d'offres publiques et ces firmes ont obtenu le plus haut pointage final dans les deux cas.

Les professionnels ont produit les plans et devis afin d'inclure la portée des travaux non complétés au contrat précédent. De plus, les sanitaires et le vestiaire sont désuets. La réfection complète de ces espaces est donc nécessaire. À cet effet, un appel d'offres a été lancé afin de réaliser l'ensemble de ces travaux.

L'appel d'offres public a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal La Presse le 2 avril 2014. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 30 avril 2014. Trois addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres voir tableau ci-bas.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2014-04-10	Clarification au plan d'architecture, mécanique et électrique
2	2014-04-17	Clarification au plan d'architecture
3	2014-04-23	Clarification au plan d'architecture

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville. Elles se sont déroulées du 7 au 11 avril 2014.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours.

La caserne a été construite en 1925, plusieurs travaux d'entretien et de rénovation ont été effectués depuis 89 ans. Les ouvriers de l'époque qui ont participé aux travaux d'entretien et de rénovations n'appliquaient pas les mêmes normes et règles de l'art qu'aujourd'hui. Il est très difficile de déterminer l'âge moyen des éléments à remplacer ou à moderniser.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0100 - 19 avril 2012 - Approuver un projet de convention par lequel Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., IngémeI experts-conseils inc. et SDK et associés inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation de plans et devis ainsi que la surveillance du chantier dans le cadre de la rénovation et la mise à niveau de bâtiments occupés par le Service de sécurité incendie de Montréal, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant, pour une somme maximale de 715 998,64 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 11-11800 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG10 0038 - 14 février 2010 - Autoriser une dépense additionnelle de 32 230,44 \$, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la caserne 41, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe Atwill-Morin (CG 09 0209) et autoriser un transfert de 40 000 \$ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents », majorant ainsi le montant total du contrat de 891 587,32 \$ à 963 817,76 \$, taxes incluses, incluant les contingences.

CG09 0209 - 18 juin 2009 - Octroyer un contrat à Groupe Atwill-Morin pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe à la caserne 41 (bâtiment 0295), située au 7405, avenue Champagneur - Dépense totale de 975 000 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5355 (11 soum.).

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu treize preneurs du cahier de charge sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe et six ont déposé leur soumission. Sur ces treize preneurs de cahier de charge, figure une association qui n'a pas les licences adéquates pour déposer une soumission. Les six entrepreneurs qui n'ont pas déposé de soumission n'avaient plus de disponibilité dans leur carnet de commandes pour l'échéancier demandé aux documents contractuels ou l'envergure des travaux était trop importante pour la taille de leur entreprise. Par conséquent, ils n'ont pas déposé de soumission.

Le présent dossier recommande d'accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc., soit le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41 ainsi que le réaménagement complet des sanitaires et du vestiaire.

Au présent contrat, les travaux consistent principalement à :

- restaurer la maçonnerie sur trois élévations de la caserne;
- remplacer les linteaux de fenêtres et portes désagrégés;
- réaménager les espaces sanitaire et vestiaire à l'étage.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévus de chantier.

JUSTIFICATION

Toutes les soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Groupe Axino Inc.	735 000,00	110 250,00	845 250,00
Procova Inc.	768 033,00	115 204,95	883 237,95
Groupe Unigesco	789 299,10	118 394,87	907 693,97
Frare et Gallant Ltée	818 914,04	122 837,11	941 751,15
Construction J. Raymond Inc.	850 321,91	127 548,29	977 870,20
Trempro Construction Inc.	923 228,41	138 484,26	1 061 712,67
Estimation des professionnels externes (\$)	934 889,20	140 233,38	1 075 122,58
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			936 252,66
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse x 100)			10,77%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (la plus haute conforme - la plus basse conforme)			216 462,67
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse) / la plus basse x 100)			25,61%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)			-229 872,58
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			-21,38%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)			37 987,95
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			4,49%

Note : tous les prix incluent les taxes.

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 1 075 122,58 \$ (incluant les contingences et les taxes). Cette différence correspond à 229 872,58 \$ (-21,38 %). Leur estimation était basée sur des travaux similaires au cours des deux dernières années en incluant une indexation pour l'inflation. Les coûts déposés par les soumissionnaires correspondent à la portée des travaux et la valeur actuelle du marché. Tel que mentionné dans leur lettre de recommandation en pièce jointe, le différentiel entre leur estimation et le plus bas soumissionnaire est causé par une baisse des coûts de la part de l'entrepreneur dans le chapitre 00 - Charges générales, le chapitre 01 - Clauses administratives et le chapitre 02 - Aménagement du terrain.

Le coût moyen des six soumissionnaires est de 936 252,66 \$ ce qui représente un écart de 10,77 % avec la plus basse soumission conforme. L'écart entre le plus haut et le plus bas soumissionnaire s'élève à 216 462,67 \$, soit 25,61 %. L'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission s'élève à 37 987,95 \$, soit 4,49 %.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Groupe Axino inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat à cette firme (voir le tableau d'analyse et de recommandation des professionnels en pièce jointe).

Groupe Axino inc, adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre

des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

Groupe Axino inc n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Groupe Axino inc. ne détient pas d'autorisation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 845 250,00 \$ incluant les contingences et les taxes.

De plus, un montant de 81 821,24 \$ (9,7 %) taxes incluses est prévu pour les incidences. Ce montant servira notamment à défrayer les coûts du contrôle des matériaux, expertises et de déménagement.

Le montant à autoriser totalise 927 071,25 \$, incluant les contingences, les incidences et les taxes.

Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du SIM.

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il y a un plan de gestion et d'élimination des déchets de construction.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est recommandé de procéder à la réfection de la maçonnerie sur les élévations de la caserne et tout particulièrement celles sur la rue Champagneur et Ogilvy. Les infiltrations d'eau ont causé des problèmes de fissuration et de bris de linteaux sur ces deux élévations. Il est préférable que les travaux de réfection de maçonnerie se réalisent en saison estivale plutôt qu'en saison hivernale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14024 - Mandat : 17230-2-001

Octroi du contrat au CG :	Juin 2014
Réalisation des travaux :	Juillet 2014 à novembre 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction (Julie CASTONGUAY)

Avis favorable avec commentaires :
Service de sécurité incendie de Montréal , Direction (Carole GUÉRIN)

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois M MATHIEU
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 872-5515
Télécop. : 514 280-3597

Danielle LAVIGNE, chef de section
Section gestion immobilière -
agglomération
Tél.: 514 872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-16

Carlos MANZONI
Chef de division - Gestion immobilière

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. ULYSSE
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification
immobilière

Tél : 514-872-5844
Approuvé le : 2014-05-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint
Services institutionnels

Tél : 514 872-2573
Approuvé le : 2014-05-22

Dossier # : 1141035006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (bâtiment 0295) - Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Afin d'assurer l'entretien de la caserne 41, le budget d'entretien devra être ajusté de 32 983,34 \$ en utilisant l'imputation budgétaire suivante : 2114-0010000-108107-09007-56508.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie CASTONGUAY
Conseillère en planification
Tél : 514 872-4481

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Johanne ROUILLARD
Chef de division
Tél : 514 872-9097
Division : Soutien et exploitation des immeubles.

Dossier # : 1141035006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (bâtiment 0295) - Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES**Intervention - volet immobilier**

Les murs de maçonnerie donnant sur les rues Champagneur et Ogilvy présentent des problèmes importants de maçonnerie. De plus, d'autres travaux sont inclus au projet afin de régler des problèmes de santé et sécurité dans les sanitaires et le vestiaire. Il est important d'entreprendre ces travaux durant la saison estivale. À noter que la caserne sera fermée pendant la durée des travaux, les casernes avoisinantes assureront le service.

Intervention - volet ressources financières

Les crédits sont prévus comme suit au PTI 2014-2016 du SIM.

Dépenses et crédits

Contrat (incl. taxes): 845 250,00 \$
Incidences (incl. taxes): 81 821,25 \$
Total dépense : 927 071,25 \$
Ristourne TPS : (40 316,21 \$)
Ristourne TVQ : (50 510,57 \$)
Total crédits : 836 244,47 \$

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Imputation aggro :

Projet : 62470 - Programme de protection des casernes et des bâtiments administratifs
Sous-projet : 1462470041 - Caserne 41 - Réfection de la façade
Sous-projet Simon : 152901

Requérant : Service de sécurité incendie de Montréal

Année 1 (2014)
836,0

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances pour l'obtention de crédits.

Information comptable (en dollars)

Provenance

Provenance agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013998-802600-01909-57201-000000-0000-115470-000000-98001	836 244,47	927 071.25

Imputation

Imputation agglo (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001-5013998-803200-02208-57201-000000-0000-152901-000000-21035 <i>AI-général-agglo – RCG 13-019 Protection des immeubles CG13 0421 - PTI-Sécurité incendie - Gest. des instal.-Séc. incendie – Travaux de construction – Caserne 41 – Réfection de la façade - Casernes de pompiers-Rénovation (D.V.25 ans)</i>	836 244,47	927 071,25

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carole GUÉRIN
Chef de section
Tél : (514) 872-8196

Hélène Maurice
Conseillère en gestion des ressources
financières
Tél. : (514) 872-6012

ENDOSSÉ PAR

Sylvie GIRARD
Chef de division
Tél : (514) 872-4711

Le : 2014-05-20

Division : Division des ressources financières

Dossier # : 1141035006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (bâtiment 0295) – Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses – Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du service:

- d'autoriser une dépense de 927 071,25 \$, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, comprenant tous les frais incidents.

Intervention comptable

Un engagement de gestion **no CC41035006** au montant de **836 244.47 \$** a été pris au compte suivant :

5001.5013998.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** au compte suivant :

5001.5013998.803200.02208.57201.000000.0000.152901.000000.21035.00000

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

ENDOSSÉ PAR


Le : 2014-05-20

Denis RAYMOND
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-4146


François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-5877
Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables

Dossier # : 1141035006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Groupe Axino inc. pour la réalisation de travaux de réfection de la façade de la caserne de pompiers n° 41, située au 7405 rue Champagneur dans l'arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension (bâtiment 0295) – Dépense totale de 927 071,25 \$, taxes incluses – Appel d'offres 5700 (6 soumissionnaires).

L'élévation avant de la caserne de pompier n° 41 :  [cas 41 - élévation.pdf](#)

Lettre de recommandation d'octroi de contrat :  [cas 41 - Lettre de recommandation.pdf](#)

Analyse des soumissions :  [cas 41 - analyse des soumissions.pdf](#)

Calcul du coût du projet et incidences :  [Cas 41 - octroi de contrat.pdf](#)

Preneurs du cahier de charge :  [cas 41 - Liste des commandes.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois M MATHIEU
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 872-5515
Télécop. : 514 280-3597

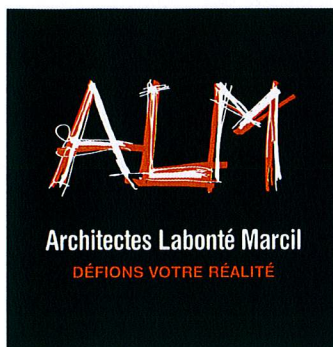
Danielle LAVIGNE, chef de section
Section gestion immobilière - agglomération
Tél.: 514 872-7977



CASERNE DE POMPIERS

N° 41

5405



Montréal, le 7 mai 2014

Ville de Montréal
Direction des stratégies et transactions immobilières
M. Jean-François Mathieu, gestionnaire immobilier
303, rue Notre-Dame est. 3e étage
Montréal, Québec

Projet: Caserne 41 - Réfection de la façade (0295)
Mandat :17230-2-001
Contrat travaux 14024

N/dossier : 2013-2034

Objet : Analyse des soumissions reçues (01-05-2014) -appel d'offres public 5700

Monsieur

Nous avons procédé à l'analyse des soumissions reçues le 01-05-2014 pour le projet du dossier 'Caserne 41 - Réfection de la façade (0295), Montréal.

Les soumissions reçues sont les suivantes :

	Total (t.t.i.)	Total - t.t.i. + contingences	
1	Groupe Axino Inc.	750 000,00\$	845 250,00\$
2	Procova Inc.	768 033,00\$	883 237,95\$
3	Groupe Unigesco Inc.	789 299,10\$	907 693,97\$
4	Frare et Gallant Ltée	818 914,14\$	941 751,15\$
5	Construction J. Raymond	850 321,91\$	977 870,20\$
6	Trempro Construction Inc.	923 228,41\$	1 061 712,67\$

Notre estimé budgétaire était de 934 889,20 \$ (t.t.i.) (1 075 122,58\$ \$ avec contingences de construction (15%))

Les éléments de notre analyse de ces soumission sont:

1. La compagnie **Groupe Axino inc.** est le plus bas soumissionnaire.



Projet : Caserne 41- Réfection de la façade
Contrat : 14024
Bâtiment : 0295
Soumission : 5700
N/dossier : 13-2034

ANALYSE DES SOUMISSIONS

2. Ce soumissionnaire a commis une erreur de transposition du total ventilé de sa soumission entre la page 3 de 12, et la page frontispice du Formulaire de soumission. Le résultat réel de sa soumission ventilé est de 750 000.00\$, alors qu'il a inscrit à la case A de la page frontispice du Formulaire un montant de 735 000.00\$.
3. Ceci entraîne une erreur dans le total, qui devrait se lire 862 500.00\$ plutôt que 845 250.00\$.
4. Cette erreur constitue une dérogation mineure, et ne le disqualifie pas. **Groupe Axino Inc.** demeure de toute façon le plus bas soumissionnaire.
5. Les autres éléments d'analyse de cette soumission sont conformes aux exigences des Documents de soumission.
 - Soumission signée
 - Autorisation de signature conforme
 - Cautionnement de soumission conforme (120 jours)
 - Lettre d'engagement conformes pour les cautionnements d'exécution et de gages, matériaux et main-d'œuvre.
 - License de construction.
 - Attestation de Revenu-Québec.
 - Déclaration relative aux conflits d'intérêts
6. Nous considérons donc la soumission de **Groupe Axino Inc.** conforme aux prescriptions des Documents de soumission.
7. Les autres soumissionnaires sont également conformes.
8. L'estimé des professionnels est de 1 075 122.58\$, avec taxes et contingences de construction.
9. Le montant de la soumission corrigée à 862 500\$ est inférieur de 212 622.58\$ au montant estimé par les professionnels, avec taxes et contingences. Ce montant se décompose principalement par :
 - i) Un écart de près de 120 000\$ au chapitres 00 (Charges générales) et 01 Conditions générales), entre l'estimé des professionnels (basé sur des pourcentages fixes) et le prix le plus bas soumissionnaire : ceci s'explique par la stratégie d'entreprise du soumissionnaire et correspond à sa compréhension quant à l'organisation du chantier et au choix de méthodes qui lui sont propres, dans une période de haute compétitivité dans la construction.

Projet : Caserne 41- Réfection de la façade
Contrat : 14024
Bâtiment : 0295
Soumission : 5700
N/dossier : 13-2034

ANALYSE DES SOUMISSIONS

- ii) Un écart de plus de 30 000\$ \$ au chapitre 02 (Aménagement du terrain) est constaté entre le prix des professionnels et le plus bas soumissionnaire. Ce différentiel s'explique selon nous par le fait que le soumissionnaire aurait plutôt inclus le démontage de la façade dans le chapitre 04 Maçonnerie.
 - iii) Un différentiel de 20 000\$ dans les chapitres 03 à 16 entre l'évaluation des professionnels et le plus bas soumissionnaire. Les écarts sont minimes et varient en plus ou moins.
 - iv) Un écart de 25 000\$ est dû au calcul à pourcentage des contingences de construction.
10. La moyenne des prix déposés par tous les soumissionnaires (816 000\$) est de 8.8% supérieure au plus bas soumissionnaire. Notre estimation est de 24.6% supérieure au montant de la plus basse soumission, mais de 14,5% supérieur à la moyenne des soumissionnaires.
11. Les quatre plus basses soumissions sont dans une fourchette de prix similaires (moins de 10% d'écart). C'est une excellente démonstration de la haute compétition constatée depuis six mois dans toutes les soumissions, due principalement à un ralentissement de l'économie et du nombre de projets en soumission et en construction.

En conclusion,

Le prix de **Groupe Axino inc.** est très compétitif,

Suite à l'examen des soumissions reçues pour les travaux de réfection de la maçonnerie à la Caserne 41, nous recommandons d'octroyer le contrat à la compagnie **Groupe Axino inc.** au montant de sa soumission corrigée, conformément aux documents de l'appel d'offre public no 5700.

En espérant le tout conforme à vos attentes, veuillez accepter nos salutations.

Veuillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL

Jean Marcil, MOAQ, MIRAC



Pièce jointe : Formulaire de la Ville de Montréal « Analyse des soumissions ».

c.c. M. Pascal Fortin, ing. IngémeL expert-conseils inc.
M. Stéphan Blais, ing. SDK



Contrat : 14024 Mandat : 17230-2-001 Bâtiment : 0295

Titre
Caserne 41 - Réfection de la façade

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Groupe Axino Inc.	845 250.00 \$	DÉROGATION MINEURE
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input checked="" type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input checked="" type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire : L'addition des prix ventilés par chapitre (page 3 de 12 du Formulaire de soumission- 750 000\$ plutôt que 735 000\$) donne un total de 862 500.00\$, qui est le vrai prix du soumissionnaire. Ceci devra être corrigé. Il demeure cependant le plus bas soumissionnaire.			
2	Procova inc.	883 237.95 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire : page 3/12 du formulaire de soumission contrat a prix forfaitaire/bordereau détaillé des travaux reçue après l'ouverture			
3	Groupe Unigesco inc.	907 693.97 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire :			

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Frare et Gallant Ltée	941 751.15 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire :			
5	Construction J. Raymond Inc.	977 870.20 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire :			
6	Trempro Construction Inc.	1 061 712.67 \$	CONFORME
DÉFAUT			
<input type="checkbox"/> soumission non signée <input type="checkbox"/> liste des addenda incomplète <input type="checkbox"/> garantie de soumission <input type="checkbox"/> licence de la Régie du bâtiment <input type="checkbox"/> attestation fiscale <input type="checkbox"/> erreur de calcul <input type="checkbox"/> montant non ventilé tel que prescrit <input type="checkbox"/> déclaration de liens d'affaires <input type="checkbox"/> déclaration de conflit d'intérêts <input type="checkbox"/> déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire			
<input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeure <input type="checkbox"/> mineure, corrigée par Ville <input type="checkbox"/> non conforme <input type="checkbox"/> majeur <input type="checkbox"/> mineur <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture <input type="checkbox"/> affirmative <input type="checkbox"/> manquante <input type="checkbox"/> reçue après l'ouverture			
Commentaire :			
+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	plus haute soumission \$	voir statistiques ci-après
conformes : 5 non conformes : en dérogation majeure : 1 en dérogation mineure :			

Signature

Firme : LES ARCHITECTES LABONTÉ MARCIL

Fonction : architecte associé nom : Jean Marcil, architecte

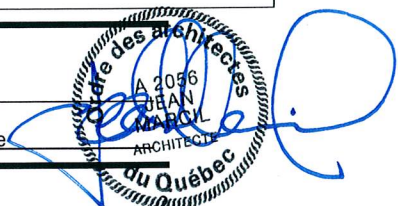


Tableau d'estimation interne des coûts du projet

Projet :	Réfection de façade à la caserne 41		Mandat : 17230-2-001		
Date :	01-mai-14		Contrat : 14024		
Étape :	octroi de contrat				
		Budget	TPS	TVQ	Total
			5,0%	9,975%	
Contrat :	%	\$			
		Travaux forfaitaires*			639 269,41
		Sous-total :	100,0%	639 269,41	31 963,47
		Contin. construction	15,0%	95 890,41	4 794,52
		Total - Contrat :		735 159,82	36 757,99
					73 332,19
					845 250,00
Incidences :					
					71 164,38
		Total - Incidences :	9,7%	71 164,38	3 558,22
					7 098,65
		Coût des travaux (Montant à autoriser)		806 324,20	40 316,21
					80 430,84
					927 071,25
Ristournes :					
	TPS	100,00%			40 316,21
	TVQ	62,8%			50 510,57
	Coût après rist. (Montant à emprunter)			806 324,20	0,00
					29 920,27
					836 244,47
Notes :					
	* prix déposé par le plus bas soumissionnaire				
	<u>Méthode d'estimation des contingences :</u> Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires ainsi qu'en considérant que les travaux sont effectués dans un bâtiment en partie existant.				
	<u>Rythme des déboursés :</u> Les travaux seront réalisés à 100% en 2014.				



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5700

Numéro de référence : 746518

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Caserne 41, réfection de la façade

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input type="checkbox"/> Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	Commande : (770966) 2014-04-03 14 h Transmission : 2014-04-03 14 h	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Construction PDN 2625 Boul. De Blois Laval, QC, H7E 1R3	Monsieur Pasquale De Novellis Téléphone : 450 664-4077 Télécopieur : 450 664-4077	Commande : (770438) 2014-04-02 19 h 32 Transmission : 2014-04-03 7 h 08	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 23 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Frare et Gallant 5530, Maurice Cullen Laval, QC, H7C2T3	Monsieur Jean-François Desgagnés Téléphone : 450 664-4590 Télécopieur : 450 664-4708	Commande : (769513) 2014-04-01 15 h 10 Transmission : 2014-04-01 15 h 10	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 11 -

			Courriel 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique	
<input type="checkbox"/>	Frare et Gallant 5530, Maurice Cullen Laval, QC, H7C2T3	Monsieur Jean-François Desgagnés Téléphone : 450 664-4590 Télécopieur : 450 664-4708	Commande : (773144) 2014-04-08 9 h 12 Transmission : 2014-04-08 9 h 12	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
<input type="checkbox"/>	Groupe Atwill-Morin 4293, rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Matthew Morin Téléphone : 514 931-7228 Télécopieur : 514 931-4751	Commande : (773297) 2014-04-08 10 h 37 Transmission : 2014-04-08 10 h 37	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Groupe Axino inc. 8600, Samuel-Hatt Chambly, QC, J3L 6W4	Monsieur Philippe Salicco Téléphone : 450 658-1888 Télécopieur : 450 658-1188	Commande : (768993) 2014-04-01 8 h 53 Transmission : 2014-04-01 11 h 01	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 27 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Groupe Unigesco 1185 Hickson Montréal, QC, H4G 2L6	Monsieur Jean-Sébastien Gariépy Téléphone : 514 360-	Commande : (775003) 2014-04-10 11 h 12 Transmission :	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-11 11 h 04 -

http://unigesco.ca	1509 Télécopieur : 438 800-2746	2014-04-10 14 h 40	Télécopie 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 28 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 14 h 10 - Télécopie 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 14 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> JRaymond Construction inc. 20 550 Chemin de la Côte Nord Mirabel, QC, J7J2B7	Madame Marie-Claude Doucet Téléphone : 450 430- 7366 Télécopieur :	Commande : (770464) 2014-04-03 7 h Transmission : 2014-04-03 8 h 42	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 25 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Les Entreprises Denpro Inc. 505 rue Fernand-Poitras Bureau 102 Terrebonne, QC, J6Y 1Y5 http://www.entreprisesden-pro.com	Madame Sylvie Bazinet Téléphone : 450 622- 1919 Télécopieur : 450 622-4949	Commande : (773497) 2014-04-08 13 h 09 Transmission : 2014-04-08 13 h 09	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 12 - Télécopie 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 24 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Télécopie 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 11 h 16 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> M.C. Rainville inc. 1018 rue des Tilleuls Marieville, QC, j3m 1s4	Monsieur Martin Rainville Téléphone : 514 265- 1734 Télécopieur : 450 460-1119	Commande : (769917) 2014-04-02 10 h 11 Transmission : 2014-04-02 17 h 33	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 12 - Télécopie 2311425 - Addenda 1

			(plan) 2014-04-10 20 h 27 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 11 h 17 - Télécopie 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)	
<input type="checkbox"/>	Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com	Monsieur Dan Dumitru Téléphone : 514 596- 0476 Télécopieur : 514 596-1045	Commande : (769595) 2014-04-01 16 h 08 Transmission : 2014-04-02 9 h 21	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 12 - Télécopie 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 22 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Télécopie 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668- 3393 Télécopieur :	Commande : (769456) 2014-04-01 14 h 37 Transmission : 2014-04-01 15 h 25	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 25 - Messagerie 2315966 - 5700-A2 2014-04-23 10 h 43 - Courriel 2315969 - 5700-A3 2014-04-23 10 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Saint-Denis Thompson Inc.. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6	Monsieur Estimateur St-Denis Téléphone : 514 523- 6162 Télécopieur : 514 528-1880	Commande : (769834) 2014-04-02 9 h 21 Transmission : 2014-04-02 14 h 30	2311424 - Addenda 1 (devis) 2014-04-10 20 h 11 - Courriel 2311425 - Addenda 1 (plan) 2014-04-10 20 h 26 -

Messagerie
 2315966 - 5700-A2
 2014-04-23 10 h 43 -
 Courriel
 2315969 - 5700-A3
 2014-04-23 10 h 44 -
 Courriel
 Mode privilégié (devis) :
 Courrier électronique
 Mode privilégié (plan) :
 Messagerie (Purolator)



Trempro Construction Inc.
 112 rue Industrielle #200
 Delson, QC, J5B 1W4

[Monsieur Tommy Tremblay](#)
 Téléphone : 514 903-5460
 Télécopieur : 514 903-5450

Commande : (770123)
 2014-04-02 13 h 29
Transmission :
 2014-04-02 21 h 54

2311424 - Addenda 1
 (devis)
 2014-04-10 20 h 11 -
 Courriel
 2311425 - Addenda 1
 (plan)
 2014-04-10 20 h 23 -
 Messagerie
 2315966 - 5700-A2
 2014-04-23 10 h 43 -
 Courriel
 2315969 - 5700-A3
 2014-04-23 10 h 44 -
 Courriel
 Mode privilégié (devis) :
 Courrier électronique
 Mode privilégié (plan) :
 Messagerie (Purolator)

© 2003-2014 Tous droits réservés



Dossier # : 1145322002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	PICQ 01/06-2: Projets de transport Plan de transport
Objet :	Approuver l'entente de principe entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB).

Il est recommandé :

1- d'approuver l'entente de principe entre la Ville de Montréal et l'Agence métropolitaine de transport (AMT), sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB).

2- d'autoriser le Maire et la greffière adjointe à signer ladite entente de principe, au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-07 09:39

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1145322002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	PICQ 01/06-2: Projets de transport Plan de transport
Objet :	Approuver l'entente de principe entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB).

CONTENU

CONTEXTE

L'AMT prévoit implanter un SRB comportant 21 stations sur un tronçon de 14 km de l'axe Pie-IX, entre la montée Saint-François à Laval et la rue Notre-Dame à Montréal. Ce corridor métropolitain de transport collectif par autobus, actuellement utilisé par 40 000 déplacements par jour, offre un potentiel de 70 000 déplacements par jour lorsque le service d'autobus sur le boulevard Pie-IX sera ultimement prolongé vers le centre-ville. Le SRB Pie-IX constitue une priorité de la Ville de Montréal, conformément au Plan de transport de 2008. La Ville souhaite l'implantation du premier SRB à Montréal sur le boulevard Pie-IX, un axe de 10 km qui traverse l'île du nord au sud en passant par quatre arrondissements, soit : Montréal-Nord, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, Rosemont - La Petite-Patrie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Sur le territoire montréalais, l'AMT et la Ville de Montréal ont convenu d'implanter le SRB Pie-IX dans le cadre d'un projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, un projet majeur qui comporte trois volets. Le volet **transport collectif** comprend la mise en place des voies réservées bidirectionnelles permanentes du SRB au centre du boulevard Pie-IX et la construction de 18 stations. Le volet **infrastructures municipales** comprend la mise à niveau des conduites d'aqueduc et d'égout, ainsi que la reconstruction de l'ensemble de la voirie (fondation, chaussée, trottoirs et terre-plein). Le volet **aménagement du domaine public** prévoit, selon les tronçons, l'élargissement des trottoirs ou la création d'un large terre-plein central et l'ajout de 500 arbres, afin d'améliorer les conditions de marche et la qualité de vie des riverains.

La mise en place du premier tronçon de SRB entre la culée sud du pont Pie-IX et la rue de Charleroi à Montréal-Nord, incluant la première station SRB Amos, est actuellement en cours, et ce, dans le cadre du projet de réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX entrepris par la Ville de Montréal, dont la mise en service est visée pour 2015. Au sud de la rue de Charleroi, le projet intégré SRB Pie-IX sera réalisé en deux phases. La phase initiale s'étendra entre les rues de Charleroi et Pierre-De-Coubertin, soit un tronçon de 8,8 km. Par la suite, la seconde phase se poursuivrait entre les rues Pierre-De-Coubertin et Notre-Dame, dans la mesure où des voies réservées pour autobus seront implantées sur la rue Notre-Dame afin d'offrir un lien direct vers le centre-ville.

La Ville et l'AMT ont entrepris les démarches pour la réalisation de la phase initiale du projet (tronçon de 8,8 km). À cet effet, une entente de principe entre les Parties (Ville et AMT) a été élaborée en vue d'établir les principes de répartition des responsabilités de financement, de gestion et de réalisation de cette première phase du projet. Le présent sommaire vise à entériner ladite entente de principe par la Ville de Montréal, sachant que le conseil d'administration de l'AMT a ratifié l'entente le 28 avril dernier. Compte tenu que certains éléments du dossier relèvent de la compétence du conseil d'agglomération, notamment les travaux sur le réseau de conduites principales et du fait qu'il s'agisse de travaux accessoires au SRB, donc de transport collectif. À cet effet, c'est le conseil d'agglomération qui est compétent pour approuver l'entente en vertu de l'article 57 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, et ce, même si d'autres éléments sont de la compétence du conseil municipal.

Voici l'ordonnancement des travaux et des étapes du projet intégré du SRB Pie-IX, dans lequel s'inscrit le présent dossier.

Étapes terminées :	Coût pour la Ville de Montréal (taxes incluses)	Date de début	Date de fin
- Avant-projet préliminaire (APP)	-	Décembre 2009	Septembre 2010
- Étude d'intégration urbaine du projet	-	Juin 2011	Novembre 2011
- Avant-projet définitif (APD)	340 000,00 \$	Juin 2012	Juin 2013
- Étude préliminaire d'Hydro-Québec (HQ)	168 506,90 \$ *	Fin 2013	Février 2014

* Ce montant sera remboursé entièrement par l'AMT.

Étape faisant l'objet du présent dossier :	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
- Entente de principe entre la Ville et l'AMT			

Étapes à venir :	Date de début prévue	Date de fin prévue
- Plans et devis des travaux d'Hydro-Québec	2014	2015
- Octroi du contrat de l'assistance à la maîtrise d'oeuvre (AMO)	2014	-
- Études complémentaires à l'APD	2013	2014
- Acquisitions des terrains et des servitudes	2014	2015

- Plans et devis du projet intégré du SRB Pie-IX	2014	2015
- Travaux préalables d'HQ / CSEM	2015	2016
- Travaux du projet intégré du SRB Pie-IX	2016	2020 (à préciser)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1139 - 16 décembre 2013 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Hydro-Québec pour la réalisation de l'étude technique préliminaire relative aux besoins électriques du projet intégré du SRB Pie-IX et au déplacement d'une partie d'une ligne électrique souterraine, pour une somme maximale de 168 506,90 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'engagement à cette fin.

CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

CE12 1683 - 10 octobre 2012 - Autoriser un virement budgétaire de 540 000 \$, en provenance du projet 39710 - Complexe Turcot vers le projet 75007 - SRB Pie-IX, pour préparer l'avant-projet définitif (APD) des travaux municipaux liés à la mise en place du SRB Pie-IX.

CG12 0104 - 19 avril 2012 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Solmatech inc., et Les Services exp inc., afin de réaliser des études de caractérisation environnementale et de suivi environnemental lors des travaux d'excavation des sols dans les chaussées qui seront réalisés par les services corporatifs ou les arrondissements.

CE10 1130 - 7 juillet 2010 - Autoriser une dépense de 133 802,72 \$, dans le cadre de l'entente-cadre avec la firme Tecsuit (CG08 0420), pour l'analyse de scénarios d'intégration urbaine du projet du SRB Pie-IX.

CG09 0069 - 2 avril 2009 - Retenir les services professionnels des firmes suivantes pour une somme totale de 6 000 000 \$: Consortium Desseau/Genipur (2 500 000 \$), Consortium CIMA+ (2 000 000 \$) et Consortium Roche/SM (1 500 000 \$) pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures, d'aqueducs secondaires ou principal, d'égout collecteur et de bassin de rétention incluant les travaux correctifs de voirie sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

CE06 1273 - 16 août 2006 - Donner un accord de principe sur le choix du concept de voies bidirectionnelles au centre en site propre pour autobus sur le boulevard Pie-IX. Demander à l'Agence métropolitaine de transport d'entreprendre les démarches pour le financement et la réalisation du projet.

DESCRIPTION

L'entente de principe des Parties a pour objectif d'établir les principes généraux de répartition des responsabilités de financement, de gestion et de réalisation des travaux du projet intégré du SRB-Pie-IX, et plus particulièrement des travaux en commun. Voici les points saillants de l'entente:

Partage des travaux

Afin de réaliser efficacement le projet intégré, les Parties s'entendent sur la catégorisation suivante des travaux :

A. Travaux préalables réalisés par la Ville

B. Travaux en commun de l'AMT et de la Ville

C. Travaux ultérieurs réalisés par l'AMT

Partage des coûts

La présente entente porte sur le tronçon entre la culée sud du pont Pie-IX et la rue Pierre-De-Coubertin. L'entente traite donc de la contribution de l'AMT au projet de réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX, ainsi que des travaux de la phase initiale du SRB entre les rues de Charleroi et Pierre-De-Coubertin.

L'AMT s'engage à payer la totalité des coûts des interventions requises pour déployer un SRB fonctionnel sur le boulevard Pie-IX. La Ville s'engage à payer la totalité des coûts de mise à niveau ou de modification des infrastructures municipales non requises pour l'implantation du SRB, ainsi que la totalité des coûts de bonification de l'aménagement de l'emprise du boulevard Pie-IX entre les stations du SRB. Toutefois, les deux Parties s'engagent à participer financièrement aux activités communes, tel que le maintien de la circulation pour tous les lots de travail, lors des travaux communs des Parties, ceci au prorata de leur contribution au coût des travaux en commun.

Sous réserve de l'approbation du projet par le gouvernement du Québec, l'engagement financier de l'AMT pour cette phase est de 190 M\$. Sous réserve du respect de l'AMT de ses obligations à la présente entente, l'engagement de la Ville, pour cette phase, est estimé à 100 M\$. Le tableau suivant présente les coûts du projet.

	AMT	Ville
Phase initiale (présente entente) Culée du pont Pie-IX - Pierre-De-Coubertin	190 M\$	100 M\$ **
Phase ultérieure Pierre-De-Coubertin - Notre-Dame	27 M\$	20 M\$
Tronçon montréalais (total des deux phases)	217 M\$	120 M\$
Tronçon lavallois	99 M\$	-
Total	316 M\$	-

** Ce montant exclut les coûts de 54 M\$ engagés par la Ville pour le projet de réaménagement du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX.

Gouvernance

Un comité directeur composé de représentants des deux Parties sera formé pour assurer la maîtrise d'ouvrage, ce qui permettra à chaque Partie de garder le contrôle sur les activités reliées à ses infrastructures. L'AMT agira à titre de maître d'œuvre des travaux en commun des Parties et des travaux ultérieurs de l'AMT.

Un bureau de projet conjoint composé de représentants, à temps plein, de la Ville et de l'AMT et relevant de l'AMT sera formé pour assurer la maîtrise d'œuvre. La Société de transport de Montréal (STM) aura un représentant au sein du bureau de projet. Ce bureau de projet aura pour responsabilité de mener à bien l'ensemble des activités du projet intégré, notamment la réalisation des plans et devis, et des travaux de construction. Il sera appuyé ponctuellement par les services de soutien de la Ville et de l'AMT et sera assisté d'une assistance à la maîtrise d'œuvre (AMO) qui sera mandatée conjointement par l'AMT et la Ville. Les ressources dédiées à temps plein au sein du bureau de projet seront

financées par les deux Parties au prorata de leur contribution au coût des travaux en commun.

Mode de réalisation – Gestion de projet

La réalisation du projet se fera en mode « gestion de projet », c'est-à-dire en excluant les modes « clé-en-main » ou « partenariat public-privé ».

Approvisionnement

La Ville se chargera du processus d'approvisionnement pour les travaux en commun, selon les règles d'adjudication de contrats applicables à la Ville et, le cas échéant, certaines règles plus strictes applicables à l'AMT.

Partage des risques et contrôle des coûts

Bien que l'AMT agisse à titre de maître d'œuvre des travaux en commun, les Parties conviennent de partager conjointement et solidairement les risques associés à la réalisation de ces travaux.

Les Parties conviennent de mettre en place, dans le cadre du bureau de projet, une procédure de contrôle des coûts pour s'assurer que le Projet se réalise à l'intérieur des budgets autorisés par chacune des Parties, incluant les contingences de travaux et marges de risques déjà prévues dans ces budgets. La procédure de contrôle des coûts comprendra une structure de découpage précise du budget en fonction des différentes activités du Projet. Cette procédure permettra d'informer les instances décisionnelles de chacune des Parties de l'évolution des dépenses par rapport au budget de chaque activité du Projet.

Dans le cas de prévisions de dépassement budgétaire, des mesures de redressement seront mises en place afin de respecter les enveloppes budgétaires autorisées par chaque Partie. Si malgré cette procédure de contrôle des coûts, des dépassements de coûts étaient nécessaires, ils seraient soumis pour approbation aux instances décisionnelles de chacune des Parties. Advenant une telle approbation des instances décisionnelles de chaque Partie, ces dépassements de coûts au-delà des contingences de travaux et marges de risques déjà prévues aux estimations de coûts du Projet, seront partagés au prorata de la contribution des Parties à chacun des lots de travail concernés.

Octroi des contrats

Les Contrats seront octroyés à la fois par la Ville et l'AMT pour les travaux communs. Ils lieront les trois parties, soit l'AMT, la Ville et les adjudicataires retenus.

Acquisitions des terrains et des servitudes

Le processus d'acquisitions des terrains et des servitudes requises pour le déploiement d'un SRB fonctionnel sera assumé financièrement par l'AMT et sera réalisé par la Ville, puisque cette dernière deviendra le propriétaire des terrains et servitudes acquis.

Communications publiques

Une équipe de communication conjointe sera mise en place au sein du bureau de projet. Cette équipe déploiera un plan conjoint de communication et d'interaction avec le public et coordonnera l'ensemble des activités de communications relatives au projet intégré.

Échéancier

Sous réserve de l'approbation du projet par le gouvernement du Québec, l'échéancier préliminaire du projet intégré prévoit l'élaboration des plans et devis en 2015 et le début des travaux en commun en 2016, dès l'obtention de l'autorisation du dossier d'affaires par le gouvernement du Québec. Dans le cadre de l'échéancier préliminaire, la durée visée du chantier des travaux en commun est de cinq ans. Cet échéancier préliminaire sera optimisé par le bureau de projet. La mise en service du SRB est prévue d'ici la fin de l'année 2020. Cependant, certains segments du SRB pourraient être partiellement mis en service avant cette date.

Démarches ultérieures

La Ville et l'AMT concluront d'autres ententes notamment :

- Entente détaillée sur le partage des travaux et des coûts
- Entente détaillée sur les acquisition des terrains et des servitudes
- Entente d'exploitation AMT – STM – STL
- Entente d'entretien AMT – Ville – STM

JUSTIFICATION

L'entente de principe permettra aux Parties de procéder à la mise en place du bureau de projet conjoint et à la sélection de l'AMO. Cela dans le but de poursuivre les étapes subséquentes du projet notamment la réalisation des plans et devis, et des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'entente de principe respecte les paramètres reçus de l'Administration de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La ratification de l'entente de principe est requise pour les prochaines activités du projet intégré du SRB Pie-IX. À défaut de sa signature, des retards seront occasionnés sur l'échéancier des activités subséquentes requises et donc sur l'échéancier global du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Puisqu'il s'agit d'une entente de principe, aucune opération de communication n'est prévue. Cependant, la signature de l'entente détaillée pourra faire l'objet d'une opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Études complémentaires à l'APD : 2013 - 2014
- Entente détaillée entre la Ville et l'AMT : 2014
- Acquisitions des terrains et des servitudes : 2014 - 2015
- Plans et devis du projet intégré du SRB Pie-IX : 2014 - 2015

- Travaux préalables d'HQ / CSEM : 2015 - 2016
- Travaux du projet intégré du SRB Pie-IX : à partir de 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel LE COLLETTER
Charge(e)projet-grand projet

Tél : 514-872-5760
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél :
Télécop. :

Le : 2014-05-01

514-872-3683

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude CARETTE
Directeur des transports
Tél : 514-872-6855
Approuvé le : 2014-05-02

Dossier # : 1145322002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Approuver l'entente de principe entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal sur le financement, la gestion et la réalisation du projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du système rapide par bus (SRB).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.



[SRB Pie-IX - Entente de principe VF_01.05.2014.docx](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-01

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ENTENTE DE PRINCIPE
SUR LE FINANCEMENT, LA GESTION ET LA RÉALISATION
D'UN PROJET INTÉGRÉ DE RECONSTRUCTION ET DE REQUALIFICATION
DU BOULEVARD PIE-IX COMPRENANT L'IMPLANTATION DE LA PORTION
MONTRÉLAISE D'UN SYSTÈME RAPIDE PAR BUS (SRB)

INTERVENUE

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par le maire monsieur Denis Coderre et par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu de la résolution _____ et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chap. C-19);

Ci-après appelée la «**Ville**»

ET

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT, personne morale dûment instituée, ayant son siège social au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 26^e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, agissant et représentée par monsieur Nicolas Girard, Président directeur-général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

Ci-après appelée l'«**AMT**»

(La Ville et l'AMT étant collectivement appelées les « **Parties** »)

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE l'AMT a pour mission de soutenir, développer, coordonner et promouvoir le transport collectif, et qu'à cet effet, elle a compétence pour déterminer des voies de circulation réservées pour promouvoir le transport collectif;

ATTENDU QUE l'AMT désire aménager un corridor métropolitain et implanter un système de transport rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (le « SRB ») à partir des stationnements incitatifs situés à Laval et ce, jusqu'à la rue Notre-Dame à Montréal;

ATTENDU QUE les voies réservées du boulevard Pie-IX sont de nature métropolitaine et relèvent de l'AMT en vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02) ;

ATTENDU QUE la gestion du boulevard Pie-IX relève de la Ville en vertu de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C 47.1);



ATTENDU QUE les infrastructures municipales du boulevard Pie-IX, notamment les réseaux souterrains et la voirie, doivent être mises à niveau avant la construction du SRB, afin d'éviter toute interruption majeure du futur service d'autobus;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent que le projet de SRB s'intègre harmonieusement au milieu traversé et permette la requalification du boulevard Pie-IX;

ATTENDU QUE, pour atteindre ces objectifs, les Parties ont élaboré conjointement un projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX, incluant la mise à niveau ou modification des infrastructures municipales, le déplacement des réseaux techniques urbains (RTU), la bonification de l'aménagement du domaine public et l'implantation de la portion d'un SRB sur un tronçon de 10 km du boulevard Pie-IX, depuis la culée sud du pont Pie-IX dans l'arrondissement Montréal-Nord jusqu'à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Ce projet a fait l'objet d'un avant-projet définitif (APD), en intégrant les conclusions de l'APD du SRB produit par l'AMT à celui des infrastructures municipales produit par la Ville.

ATTENDU QUE les quatre arrondissements traversés par le SRB, soit Montréal-Nord, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Rosemont-La Petite-Patrie, et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ont donné leur accord au concept défini à l'APD;

ATTENDU QUE les Parties ont un intérêt commun à réaliser ce projet et qu'elles conviennent de la nécessité d'intégrer et de réaliser conjointement leurs travaux pour en accélérer la réalisation et en réduire les coûts;

ATTENDU QUE la Ville réaménage actuellement le carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa, qui comprend notamment la construction d'ici 2015 des infrastructures pour un tronçon du SRB.

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent la nécessité d'une entente de principe établissant la répartition des responsabilités de financement, de gestion et de réalisation du projet, et plus particulièrement des travaux en commun des Parties;

ATTENDU QUE l'AMT doit respecter les règles et politiques reliées au Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (le « Programme d'aide ») et à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (la « Directive »);

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie à l'AMT.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

**ARTICLE 1
PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.



ARTICLE 2

OBJET

La présente entente a pour objet d'établir les principes généraux de répartition des responsabilités de financement, de gestion et de réalisation des travaux du projet, et plus particulièrement des travaux en commun des Parties, afin de permettre aux Parties de procéder rapidement avec la mise en place du bureau de projet conjoint et la sélection de l'assistance à la maîtrise d'œuvre (AMO) qui assistera le bureau de projet conjoint dans le cadre des travaux en commun des parties et des travaux ultérieurs de l'AMT.

Les Parties s'engagent à conclure une entente de collaboration plus élaborée qui respectera les principes généraux adoptés dans la présente entente et qui devra être approuvée par les instances décisionnelles compétentes de chacune des parties. Cette entente devra détailler notamment le partage détaillé des coûts et des travaux.

ARTICLE 3 – PORTÉE DU PROJET ET PARTAGE DES TRAVAUX

3.1 Portée du projet

L'APD élaboré par les Parties concerne toute la longueur du boulevard Pie-IX (10 km) à Montréal, soit entre la culée sud du pont Pie-IX et la rue Notre-Dame à Montréal. Les documents déposés par l'AMT au gouvernement du Québec pour l'autorisation du projet de SRB portent sur ce projet global sur le territoire montréalais, en plus de la portion lavalloise du projet.

La présente entente porte sur la phase initiale de ce projet global, soit un tronçon important de 8,8 km situé entre la culée sud du pont Pie-IX et la rue Pierre-De-Coubertin, permettant de relier le SRB à la station Pie-IX de la ligne verte du métro de Montréal. Le « Projet » auquel il est fait référence dans la présente entente concerne spécifiquement cette phase initiale du projet global.

3.2 Partage des travaux

Afin de réaliser efficacement le Projet, les parties s'entendent sur la catégorisation suivante des travaux :

- A. Travaux préalables réalisés par la Ville
- B. Travaux en commun de l'AMT et de la Ville
- C. Travaux ultérieurs réalisés par l'AMT

A. Travaux préalables réalisés par la Ville

Les travaux préalables suivants seront réalisés par la Ville, sous réserve de l'approbation des instances municipales compétentes, avant le début des travaux en commun :

- Réfection des chambres de vanne du réseau d'aqueduc principal là où requis sous le boulevard Pie-IX;
- Réhabilitation des conduites secondaires d'eau potable et d'égout là où requis sous le boulevard Pie-IX;
- Reconstruction des conduites d'eau potable et d'égout secondaire sous le boulevard Pie-IX, entre les rues Bélanger et Beaubien;



- Reconstruction des conduites d'eau potable et d'égout secondaire, sous le côté ouest du boulevard Pie-IX, entre la rue Jarry et la bretelle vers la rue Crémazie;
- Implantation de bancs d'essai pour tester les matériaux de chaussée et de marquage proposés pour le SRB.

Dans le cadre des travaux en cours de réaménagement du carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa à Montréal-Nord, la Ville terminera la reconstruction complète du boulevard Pie-IX entre la culée sud du pont Pie-IX et la rue de Charleroi, avant le début des travaux en commun. Ces travaux comprennent la construction par la Ville, pour le compte de l'AMT, d'un tronçon de 700 m de voies réservées centrales sur le boulevard Pie-IX, ainsi que la construction des infrastructures de la station Amos du SRB.

À la fin des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa, l'AMT s'engage à déployer, à ses frais, un projet-pilote qui permettra de valider les paramètres de l'implantation de la première station du SRB (station Amos - édicule pour service en direction sud). Le projet pilote permettra de valider la conception de l'édicule, la sécurité de l'ensemble des usagers et l'exploitation des voies réservées au centre du boulevard Pie-IX.

Par ailleurs, la Ville se réserve le droit de devancer le réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke avant la réalisation des travaux en commun, afin d'intégrer ce projet au réaménagement des rues adjacentes et de s'assurer que le chantier soit terminé avant mai 2017.

La Ville s'engage à ce que tous les ouvrages mis en place dans le cadre de ces travaux préalables soient compatibles avec la géométrie du projet intégré SRB.

B. Travaux en commun de l'AMT et de la Ville

L'AMT et la Ville s'engagent à réaliser en commun, au sens de l'article 29.5 de la *Loi sur les cités et villes*, les travaux suivants :

- Reconstruction des conduites secondaires d'eau potable et d'égout, là où requis, sur les tronçons non inclus dans les travaux préalables de la Ville;
- Déplacement des réseaux techniques urbains (RTU), là où requis;
- Aménagements pour maintenir, là où requis, l'accès aux chambres de vannes du réseau principal d'aqueduc tout en assurant la compatibilité avec la géométrie du SRB;
- Reconstruction complète de la voirie du boulevard Pie-IX, entre les rues de Charleroi et Pierre-De-Coubertin. La voirie comprend notamment les fondations, la chaussée, les trottoirs, les terre-pleins, les dispositifs d'éclairage, les feux de signalisation, la signalisation, le marquage et l'aménagement paysager;
- Mise en place de la voie réservée et de l'ensemble des infrastructures de voirie requises pour les stations SRB.

C. Travaux ultérieurs de l'AMT

L'AMT s'engage à réaliser et à financer les travaux suivants :

- Construction des édicules des stations SRB;
- Mise en place des systèmes de télécommunications requis pour l'exploitation du SRB.



ARTICLE 4 FINANCEMENT, PARTAGE DES COÛTS, RESSOURCES HUMAINES ET CONTRIBUTIONS DES PARTIES

4.1 Financement

Les Parties conviennent que le Projet sera financé conjointement par l'AMT et par la Ville.

Les engagements des Parties décrits dans cette entente de principe sont conditionnels à l'approbation du projet global par le gouvernement du Québec.

4.1.1 Financement de la contribution de l'AMT

Le financement de la contribution de l'AMT au Projet est soumis à la fois aux exigences de la Directive et à celles du Programme d'aide. L'AMT prévoit que sa contribution au Projet sera assumée à hauteur de 75 % par le ministère des Transports du Québec (MTQ), dans le cadre du Programme d'aide, alors que la différence sera assumée par le fonds d'immobilisation de l'AMT.

4.1.2 Financement de la contribution de la Ville

Le financement de la contribution de la Ville sera réalisé par le biais de son programme triennal d'immobilisation et de règlements d'emprunt contractés par la Ville. Un premier règlement d'emprunt de trente-trois-millions-quatre-cent-mille dollars (33 400 000 \$) pour ce Projet a déjà été autorisé par les autorités compétentes.

4.2 Partage des coûts du Projet

Les deux Parties s'engagent à participer financièrement au maintien de la circulation pour tous les lots de travail lors des travaux communs des Parties au prorata de leur contribution au coût des travaux en commun.

4.2.1 Engagements financiers de l'AMT

L'AMT s'engage à payer la totalité des coûts des interventions requises pour déployer un SRB fonctionnel sur le boulevard Pie-IX, y compris tous les coûts de mise à niveau ou de modification des infrastructures municipales de la Ville requise pour l'implantation du SRB et les coûts de déplacement des réseaux techniques urbains (RTU) requis pour le SRB. Les RTU désignent, de manière non limitative les infrastructures du réseau électrique de la Commission des services électriques (CSEM) et de Hydro-Québec, le réseau de gaz naturel, les réseaux de câblodistribution, de téléphonie et autres réseaux de communication et de diffusion et les composantes du système de gestion de la circulation. L'AMT assumera notamment tous les coûts de projet pour l'implantation des stations SRB et des systèmes de transport intelligents (STI) requis pour le SRB.

L'AMT s'engage notamment à rembourser les frais encourus par la Ville pour l'étude préliminaire réalisée par Hydro-Québec (151 236,19 \$), ainsi que les frais à encourir pour l'élaboration des plans et devis réalisés par Hydro-Québec pour les travaux électriques liés au SRB sur le territoire montréalais. De plus, l'AMT s'engage à rembourser notamment les frais à encourir par la Ville pour les plans et devis des travaux sur les RTU (CSEM, Gaz Métro et entreprises de télécommunications) liés spécifiquement au SRB. Les montants devront être remboursés au moment de la réception des factures.

Dans le cadre du projet de réaménagement du carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa, l'AMT s'engage à rembourser à la Ville la totalité des coûts relatifs aux travaux de construction des voies réservées centrales sur le boulevard Pie-IX, ainsi que celle des infrastructures de la station Amos du SRB. L'AMT remboursera à la Ville les coûts réels des travaux réalisés. À la fin de ces travaux, l'AMT s'engage à déployer, à ses frais, le projet pilote de la station Amos.

Dans l'éventualité où la Ville devancerait les travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke, l'AMT s'engage à rembourser à la Ville les éléments de ce projet relatifs au SRB.



4.2.2 Engagements financiers de la Ville

La Ville s'engage à payer la totalité des coûts de mise à niveau ou de modification des infrastructures municipales non requises pour l'implantation du SRB, ainsi que la totalité des coûts de bonification de l'aménagement du domaine public des tronçons du boulevard Pie-IX entre les stations du SRB.

La Ville s'engage à financer les travaux qu'elle réalisera préalables aux travaux en commun, à l'exception des éléments des projets de réaménagement des carrefours Pie-IX - Henri-Bourassa et Pie-IX - Sherbrooke qui concernent le SRB.

4.3 Partage des couts des ressources humaines affectées au Projet

4.3.1 Bureau de projet conjoint

Les Parties conviennent de mettre en place un bureau de projet conjoint pour assurer la maîtrise d'œuvre des travaux en commun. Ce bureau de projet, composé de représentants de l'AMT et de la Ville dédiés à temps plein, aura pour responsabilité de mener à bien l'ensemble des activités du Projet, notamment la réalisation des études complémentaires, des plans et devis, et des travaux de construction. Le bureau de projet comprendra notamment les employés de l'AMT et de la Ville qui auront pour mandat de coordonner la réalisation des différents lots de travaux. La composition du bureau de projet sera définie dans le cadre de l'entente détaillée à venir sur le Projet.

Les Parties conviennent que les ressources dédiées à temps plein au Projet au sein du bureau de projet seront financées par les deux Parties au prorata de leur contribution au cout des travaux en commun. Pour l'évaluation du cout des ressources humaines au sein du bureau de projet, les Parties conviennent d'utiliser les échelles et grilles salariales de l'AMT.

4.3.2 Services de soutien

Le bureau de projet conjoint sera appuyé ponctuellement par les services de soutien de la Ville et de l'AMT. La description des services de soutien sera définie dans le cadre de l'entente détaillée à venir sur le Projet. Les services de soutien comprendront notamment les ingénieurs de la Ville qui approuveront les plans des réseaux souterrains, de la voirie, des feux de circulation, etc.

Les Parties conviennent d'assumer à leurs frais respectifs les dépenses liées aux ressources humaines de services de soutien.

4.4 Contribution totale des Parties

4.4.1 Contribution totale de la Ville

Sous réserve de l'approbation du Projet par le gouvernement du Québec et du respect par l'AMT de l'ensemble de ses obligations prévues à la présente entente, l'engagement financier de la Ville pour la réalisation du Projet est estimé à cent millions de dollars (100 000 000 \$), en sus des investissements déjà autorisés par les instances municipales pour les trois projets suivants :

- Réaménagement du carrefour Pie-IX - Henri-Bourassa;
- Reconstruction des conduites d'eau potable et d'égout secondaire sous le boulevard Pie-IX, entre les rues Bélanger et Beaubien;
- Reconstruction des conduites d'eau potable et d'égout secondaire, sous le côté ouest du boulevard Pie-IX, entre la rue Jarry et la bretelle vers la rue Crémazie.

L'engagement financier de la Ville ne pourra pas excéder ce montant sans l'autorisation préalable des instances concernées.



Pour le tronçon entre les rues Pierre-de-Coubertin et Notre-Dame qui sera réalisé ultérieurement, les investissements de la Ville sont estimés à ce jour à vingt millions de dollars (20 000 000 \$).

4.4.2 Contribution totale de l'AMT

Sous réserve de l'approbation du projet de SRB par le gouvernement du Québec, l'engagement financier de l'AMT pour la réalisation du Projet est de cent-quatre-vingt-dix millions de dollars (190 000 000 \$).

À cet investissement pour le tronçon montréalais de la phase initiale, s'ajouteront quatre-vingt-dix-neuf millions de dollars (99 000 000 \$) pour la portion lavalloise du Projet et vingt-sept millions de dollars (27 000 000 \$) pour le tronçon ultérieur à Montréal entre les rues Pierre-De-Coubertin et Notre-Dame, pour un total présentement estimé à trois-cent-seize millions de dollars (316 000 000 \$) pour l'ensemble du SRB.

L'engagement financier de l'AMT ne pourra pas excéder ce montant sans l'autorisation préalable des instances concernées.

ARTICLE 5 GOUVERNANCE, MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MODE DE RÉALISATION

5.1 Gouvernance

Les Parties conviennent de mettre en place une structure de gouvernance des travaux en commun des Parties et des travaux ultérieurs de l'AMT.

Un comité directeur composé de représentants des deux Parties sera formé pour assurer la maîtrise d'ouvrage.

Les Parties conviennent que l'AMT agira à titre de maître d'œuvre des travaux en commun des Parties et des travaux ultérieurs de l'AMT. Un bureau de projet composé de représentants de la Ville et de l'AMT et relevant de l'AMT sera formé pour assurer la maîtrise d'œuvre. La Société de transport de Montréal (STM) aura un représentant au sein du bureau de projet. Le bureau de projet sera assisté d'une AMO qui sera mandatée conjointement par l'AMT et la Ville.

Les Parties conviennent que la structure de gouvernance mise en place permettra à chaque Partie de garder le contrôle sur les activités reliées à ses infrastructures, en leur assurant notamment:

- un suivi de la conception des ouvrages inclus au Projet (incluant la validation et l'acceptation des plans et devis), dans le respect des normes et exigences propres à chaque Partie;
- un suivi de la qualité des ouvrages mis en place durant les travaux, par le biais de mécanismes de surveillance des travaux compatibles avec les exigences propres à chaque Partie; et
- un suivi des coûts du Projet.

Les Parties conviennent d'établir conjointement un protocole de communication interne qui permettra un fonctionnement efficace du bureau de projet.

5.2 Assistance à la maîtrise d'œuvre

Les Parties conviennent que l'AMT préparera, en collaboration avec la Ville, le devis technique et les documents d'appel d'offres pour retenir l'AMO qui assistera le bureau de projet. Les Parties s'entendront sur le contenu de l'appel d'offres relatif à l'AMO. Le Comité de sélection qui évaluera les soumissions sera composé de représentants de la Ville, de l'AMT et du MTQ. Le contrat de



l'AMO devra être approuvé à la fois par les instances décisionnelles compétentes de la Ville et par le conseil d'administration de l'AMT, conformément aux règles d'octroi des contrats relatifs aux travaux en commun décrits à la section 6 de la présente entente.

Afin de répondre adéquatement aux besoins des Parties, le mandat de l'AMO sera structuré en deux grands volets. Le premier volet consistera en un mandat de base d'appui au bureau de projet, pour un montant forfaitaire. Le second volet permettra de réaliser différents mandats ponctuels précis qui pourraient être requis par l'une ou l'autre des Parties, sous la forme d'une entente-cadre à taux horaire pour les différents types d'employés requis pour appuyer le bureau de projet. Les mandats qui concernent spécifiquement les travaux en commun (notamment ceux liés au découpage en lots de travail), seront financés au prorata du coût des travaux en commun. Les mandats qui concernent spécifiquement les travaux ultérieurs de l'AMT seront financés entièrement par l'AMT.

L'AMO devra produire la reddition des comptes du Projet au maître d'ouvrage, soit, dans le cas du tronçon montréalais, au comité directeur sur lequel siègent à la fois l'AMT et la Ville.

5.3 Mode de réalisation

Sous réserve de l'approbation du dossier d'opportunité par le gouvernement du Québec, les Parties conviennent de réaliser le projet en mode « gestion de projet », c'est-à-dire en excluant les modes « clé-en-main » ou « partenariat public-privé ».

5.4 Démarches auprès des réseaux techniques urbains

Bien que les déplacements des RTU requis pour le Projet soient entièrement financés par l'AMT, la Ville s'engage à réaliser l'ensemble des démarches auprès des RTU pour la réalisation du Projet. L'implication de la Ville permettra de faire bénéficier l'AMT des ententes que la Ville a conclues, à titre de propriétaire de l'emprise du boulevard Pie-IX, avec les différents fournisseurs de RTU.

ARTICLE 6 APPROVISIONNEMENT

Les contrats à octroyer pour les travaux en commun (les « Contrats ») comprendront principalement les services professionnels pour l'AMO et la réalisation des plans et devis, la surveillance des travaux et les travaux de construction des tronçons montréalais du Projet, incluant ceux liés au déplacement des RTU.

6.1 Processus d'approvisionnement

Les Parties conviennent que la Ville sera en charge du processus d'approvisionnement pour les travaux en commun selon les règles d'adjudication de contrats applicables à la Ville et, le cas échéant, certaines règles plus strictes applicables à l'AMT, que les Parties prendront le soin de spécifier, mais qui ne devront en aucun cas avoir pour effet de ne pas respecter une règle applicable à la Ville. Les Parties s'entendront sur le contenu des documents d'appels d'offres publics pour les travaux en commun. Ces documents devront préciser que l'AMT agit à titre de maître d'œuvre et ils devront requérir des soumissionnaires sélectionnés de nommer l'AMT comme assuré additionnel et comme bénéficiaire de tout cautionnement, dans les mêmes termes que la Ville. Les documents d'appel d'offres devront par ailleurs préciser que la gestion des contrats sera réalisée par le bureau de projet. Les soumissions seront analysées par un comité de sélection conjoint composé de représentants de l'AMT et de la Ville.



6.2 Octroi des Contrats

Une fois le processus d'approvisionnement complété, les Contrats seront octroyés à la fois par la Ville et l'AMT, après approbation par les instances décisionnelles compétentes de la Ville et par le conseil d'administration de l'AMT.

Les Contrats lieront à la fois l'AMT, la Ville et les adjudicataires retenus.

ARTICLE 7 PARTAGE DES RISQUES ET RESPONSABILITÉ

7.1 Partage des risques et contrôle des coûts

Bien que l'AMT agisse à titre de maître d'œuvre des travaux en commun, les Parties conviennent de partager conjointement et solidairement les risques associés à la réalisation de ces travaux.

Les Parties conviennent de mettre en place, dans le cadre du bureau de projet, une procédure de contrôle des coûts pour s'assurer que le Projet se réalise à l'intérieur des budgets autorisés par chacune des Parties, incluant les contingences de travaux et marges de risques déjà prévues dans ces budgets. La procédure de contrôle des coûts comprendra une structure de découpage précise du budget en fonction des différentes activités du Projet. Cette procédure permettra d'informer les instances décisionnelles de chacune des Parties de l'évolution des dépenses par rapport au budget de chaque activité du Projet.

Dans le cas de prévisions de dépassements budgétaires, des mesures de redressement seront mises en place afin de respecter les enveloppes budgétaires autorisées par chaque Partie. Si malgré cette procédure de contrôle des coûts, des dépassements de coûts étaient nécessaires, ils seraient soumis pour approbation aux instances décisionnelles de chacune des Parties. Advenant une telle approbation des instances décisionnelles de chaque Partie, ces dépassements de coûts au-delà des contingences de travaux et marges de risques déjà prévues aux estimations de coûts du Projet, seront partagés au prorata de la contribution des Parties à chacun des lots de travail concernés.

7.2 Clauses de réciprocité mutuelle

La Ville est responsable de tous les dommages, pertes, coûts, dépenses, honoraires judiciaires et extrajudiciaires causés à l'AMT ou son personnel, ses préposés, ses mandataires, ses fournisseurs, ses prestataires de services et son entrepreneur retenus aux fins de la présente entente par elle, ses préposés, employés ou mandataires et résultant de toutes actions, procédures, réclamations ou demandes, de quelque nature que ce soit, en lien avec la présente entente, intentées contre l'AMT par quiconque, dans la mesure où ceux-ci résultent de toute faute, négligence, défaut d'information ou omission de la Ville relativement à ses obligations en vertu de la présente entente. La Ville s'engage, par la présente entente, à prendre fait et cause et, à tenir indemne l'AMT dans les circonstances décrites au présent paragraphe et acquitter tout règlement intervenu, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant, le cas échéant.

L'AMT est responsable de tous les dommages, pertes, coûts, dépenses, honoraires judiciaires et extrajudiciaires causés à la Ville ou son personnel, ses préposés, ses mandataires, ses fournisseurs, ses prestataires de services et son entrepreneur retenus aux fins de la présente entente par elle, ses préposés, employés ou mandataires et résultant de toutes actions, procédures, réclamations ou demandes, de quelque nature que ce soit, en lien avec la présente entente, intentées contre la Ville par quiconque, dans la mesure où ceux-ci résultent de toute faute, négligence, défaut d'information ou omission de l'AMT relativement à ses obligations en vertu de la présente entente. L'AMT s'engage, par la présente entente, à prendre fait et cause et, à tenir indemne la Ville dans les circonstances décrites au présent paragraphe et acquitter tout règlement intervenu, en capital, intérêts, frais et autres accessoires s'y rattachant, le cas échéant.



ARTICLE 8 – ACQUISITION DES TERRAINS ET SERVITUDES

Les Parties conviennent que le processus d'acquisitions des terrains et des servitudes dans le cadre du Projet sera réalisé par la Ville, puisqu'elle deviendra le propriétaire des terrains et servitudes acquis. Les Parties conviennent que les terrains et servitudes acquis pour le Projet feront partie de l'emprise municipale du boulevard Pie-IX.

L'AMT s'engage à financer l'ensemble des dépenses relatives à l'acquisition des terrains et des servitudes en lien avec les interventions nécessaires pour déployer un SRB fonctionnel sur le boulevard Pie-IX. Ces dépenses incluent les coûts d'acquisition et les démarches d'acquisition, les indemnités incluant les dommages aux propriétaires, et le cas échéant, aux locataires et aux occupants de bonne foi, les frais judiciaires et les frais d'intérêts.

Afin de permettre l'envoi des avis d'expropriation par la Ville, les Parties s'engagent à conclure une entente pour préciser les modalités de leur engagement respectif quant à l'acquisition des terrains et des servitudes requis pour le Projet. Cette entente précisera notamment la démarche privilégiée, les ressources internes ou externes à fournir, les modalités financières et le calendrier visé. Une telle entente devra respecter minimalement ce qui est prévu au présent article 8.

ARTICLE 9 – ÉCHÉANCIER

La Ville s'engage à faire preuve de diligence et à faire tout en son pouvoir, afin de poursuivre et de financer, sous réserve de l'approbation des instances municipales compétentes, la réalisation des travaux préalables d'ici le 31 décembre 2015, soit avant le début des travaux en commun. Cet engagement ne concerne pas le réaménagement du carrefour Pie-IX – Sherbrooke.

L'AMT s'engage à obtenir les fonds nécessaires et à déployer les efforts requis pour implanter le projet-pilote de la station SRB Amos avant le 31 décembre 2015.

Sous réserve de l'approbation des dossiers d'opportunité et d'affaires, ainsi que de la demande d'autorisation finale pour le financement du projet de SRB par le gouvernement du Québec, l'échéancier préliminaire du Projet prévoit l'élaboration des plans et devis en 2015 et le début des travaux en commun dès l'autorisation en 2016 du dossier d'affaires par le gouvernement du Québec. Dans le cadre de l'échéancier préliminaire, la durée visée du chantier des travaux en commun est de cinq ans. Cet échéancier préliminaire devra être optimisé par l'AMO et approuvé par les Parties avant le début des travaux en commun. Les Parties s'engagent à collaborer activement aux différentes étapes de conception et de réalisation du Projet afin d'assurer une mise en service du SRB d'ici la fin de l'année 2020. Certains segments du SRB pourraient être partiellement mis en service avant cette date.

ARTICLE 10 – COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Les Parties conviennent que le succès du Projet dépend notamment de la qualité des efforts d'acceptabilité sociale et de communications qu'ils déploieront afin d'informer et de tenir compte des préoccupations des usagers du boulevard Pie-IX, des usagers du transport collectif, des riverains, des commerçants et des employeurs du boulevard Pie-IX, ainsi que du grand public en général.



Pour rejoindre l'ensemble de ces clientèles, les Parties conviennent de déployer un plan conjoint d'interaction avec le public et de communication, comprenant trois volets adaptés à l'évolution du Projet dans le temps :

1. Phase d'acceptabilité sociale avant la réalisation des plans et devis
2. Communication de chantier durant les travaux
3. Plan de marketing relatif à la promotion du SRB et à la requalification du boulevard Pie-IX

Le SRB étant un service métropolitain, l'AMT s'engage à développer une image de marque du nouveau service et à le présenter à l'ensemble des partenaires.

Pour déployer ce plan conjoint d'interaction avec le public et de communication de façon coordonnée, les Parties conviennent de mettre en place une équipe de communication conjointe au sein du bureau de projet. Cette équipe coordonnera l'ensemble des activités de communications relatives au projet, incluant celles des organismes de transport collectif (Société de transport de Montréal, Société de transport de Laval, Urbis, etc.), ainsi que celles des RTU (Commission des services électriques de Montréal, Hydro-Québec, Gaz Métro, etc.).

Au sein de cette équipe intégrée au bureau de projet, les communications relatives au SRB seront coordonnées par l'AMT, alors que les communications avec les riverains et les comités de bon voisinage durant les travaux seront coordonnées par la Ville. Les commerçants et les employeurs feront l'objet d'une démarche particulière coordonnée par la Ville visant à minimiser les impacts du chantier sur leurs activités. Le partage des coûts des ressources humaines en communication sera conforme aux principes énoncés à la section 4.3 de la présente entente.

Un protocole de communication sera développé et conclu entre l'AMT et la Ville afin de définir toutes les modalités relatives aux communications (par exemple : utilisation des logos, gestion des relations médias, etc.)

ARTICLE 11 – DÉMARCHES ULTÉRIEURES

En sus des ententes à convenir ultérieurement déjà mentionnées, soit l'entente de collaboration sur le financement et la réalisation du Projet et l'entente sur les acquisitions de terrains et servitudes, les Parties conviennent que les trois démarches suivantes seront complétées.

11.1 Entente d'exploitation AMT – STM – STL

L'AMT s'engage à négocier avec la STM une entente sur l'exploitation du SRB pour établir les rôles et responsabilité de chacun des organismes quant à la définition du niveau de service d'autobus à offrir dans le corridor et quant aux différentes activités liées à l'exploitation du SRB. Cette entente devra être soumise pour approbation par les instances décisionnelles compétentes de l'AMT, de la STM et de la STL.

11.2 Entente d'entretien AMT – Ville – STM

L'AMT s'engage à négocier avec la Ville et la STM une entente sur l'entretien du boulevard Pie-IX intégrant le SRB. Cette entente établira les rôles et responsabilités de l'AMT, de la Ville (ce qui inclut les quatre arrondissements traversés par le Projet) et de la STM notamment l'entretien hivernal, l'entretien des plantations au centre du boulevard, le marquage au sol, la signalisation, l'éclairage, le nettoyage et balayage, l'entretien permanent de la chaussée et des



infrastructures du SRB. Cette entente devra être soumise pour approbation par les instances décisionnelles compétentes des Parties et de la STM.

11.3 Études complémentaires à l'APD

Les Parties s'engagent à réaliser conjointement les études complémentaires suivantes :

- Plan directeur de mobilier urbain, incluant tous les paramètres de l'éclairage
- Plan de signalisation routière, incluant la signalisation d'acheminement
- Plan de maintien de la circulation durant le chantier

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, chaque Partie s'engage à ne pas divulguer aux tiers l'information confidentielle de l'autre Partie, à ne pas la rendre publique ou accessible par quelque moyen ou quelque procédé que ce soit, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit -numérique ou analogique- et à ne pas l'utiliser à d'autres fins que l'exécution de la présente entente. L'information confidentielle concerne toute information relative au Projet et toute information transmise sous la forme écrite ou sous quelque autre forme que ce soit, portant la mention «confidentiel», ou «secret», et doit porter une date de divulgation. Lorsque transmise verbalement, l'Information confidentielle est confirmée dans un délai raisonnable par un écrit daté et portant la mention «confidentiel» ou «secret».

ARTICLE 13 MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les Parties et faire l'objet d'un avenant, lequel en fait alors partie intégrante.

ARTICLE 14 COMMUNICATIONS ET REPRÉSENTANTS

Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu de la présente entente, doit, pour être valide et lier les Parties, être donné par écrit au représentant identifié, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courriel, ou remis en mains propres ou par huissier aux coordonnées suivantes :

Avis à l'AMT :

Agence métropolitaine de transport
700, de la Gauchetière Ouest, 26^e étage
Montréal (Québec) H3M 5M2

À l'attention de son représentant, monsieur Michel Fortier, secrétaire général et vice-président - affaires corporatives et juridiques.



Avis à la Ville :

Ville de Montréal

275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134

Montréal (Québec) H2Y 1C6

À l'attention de son représentant, Directeur/trice du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

Si une des Parties change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais.

**ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES**

Cette entente est régie et interprétée en vertu des lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN TROIS (3) EXEMPLAIRES À L'ENDROIT ET À LA DATE INDQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE

VILLE DE MONTRÉAL

MONTRÉAL, le jour de 2014

Par : _____
Maire

Par : _____
Greffière adjointe

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

MONTRÉAL, le jour de 2014

Par : _____
Nicolas Girard Président Directeur-général





Dossier # : 1145035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales; autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est

Il est recommandé :

1. d'approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales; autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-23 17:09

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1145035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales; autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est

CONTENU

CONTEXTE

Le système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (dénommée ci-après «*SÉRAM* ») vise à remplacer les différents systèmes de radiocommunication vocale (opérés par les différents services au sein de l'agglomération de Montréal) par un système unique et commun à tous. Il pourra donc pourvoir aux besoins de radiocommunication vocale des différents services de sécurité publique qui œuvrent sur le territoire de l'agglomération de Montréal, à savoir le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et, accessoirement, les municipalités liées. Le *SÉRAM* est composé de trois (3) phases :

- **Phase # 1** : Elle consiste en l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un réseau de surface composé d'antennes, d'émetteurs et de récepteurs dispersés sur le territoire de l'agglomération de Montréal; de systèmes d'enregistrement (radio et téléphonique), de serveurs (gestion, chiffrement et de télésurveillance) et de consoles radio.
- **Phase # 2** : Elle consiste en l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateur (TDU) consistant en des radios mobiles; des radios portatives; des postes fixes; et des accessoires.
- **Phase # 3** : Réseau souterrain composé de points d'émission et de réception distribués sur l'ensemble du réseau du métro de Montréal.

Bien que le projet *SÉRAM* se compose de trois (03) phases distinctes, le présent sommaire décisionnel est lié directement à la phase # 2 (Volet terminaux d'utilisateurs (TDU)) et concerne spécifiquement le contrat (CG13 0239) octroyé à Motorola Solutions Canada inc. (ci-après «*Motorola*»). En effet, lors de l'appel d'offres public # 12-12217 qui a été lancé en octobre 2012, l'équipe du projet *SÉRAM* du Service des technologies de l'information avait

analysé, entre autres, les besoins des Villes liées en matière de TDU. Ces derniers ont été regroupés dans un seul lot, en l'occurrence le lot # 8. Dans sa soumission, Motorola (soumissionnaire unique) a été retenu pour l'ensemble des lots, incluant le lot # 8. Les coûts énoncés dans ce lot concernent :

- Les radios portatives, les radios mobiles et les postes fixes;
- Les accessoires des radios portatives, radios mobiles et des postes fixes;
- Le support 1er niveau avec deux options : 5 ans et 10 ans;
- La maintenance 2ième niveau avec deux options : 5 ans et 10 ans.

Par le présent sommaire décisionnel, le Service des technologies de l'information (STI) demande l'autorisation de signer une convention avec la Ville de Montréal-Est en vue de l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales aux frais de cette ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0239 - 20 juin 2013 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 \$, taxes incluses (Appel d'offres public 12-12217 – 1 soum.)

CG12 0208 - 21 juin 2012 - Accorder un contrat à CASSIDIAN communications Corp, pour l'acquisition, l'installation, la gestion et la maintenance d'un système évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 15 ans, pour une somme maximale de 42 547 281,73\$, taxes incluses - Appel d'offres public (# 11-11630) - (2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

L'objet de la présente entente est la fourniture (incluant la configuration et l'installation), par la Ville de Montréal à la Ville de Montréal-Est, de TDU et autres accessoires au catalogue soumis par Motorola, ainsi que la fourniture de services consistant au support et à la maintenance desdits TDU par ces derniers.

Les services offerts, par la Ville de Montréal, dans le cadre de la présente entente se résument comme suit :

- La Ville de Montréal s'engage, sur demande de la Ville de Montréal-Est, à acheter auprès de Motorola (conformément au Contrat en vigueur) le nombre de TDU et accessoires requis.
- La Ville de Montréal s'engage de plus, sur demande de la Ville de Montréal-Est, à souscrire auprès de Motorola (conformément au Contrat) les services de support de 1er niveau et de maintenance de 2e niveau prévus au lot # 8. Ces services pourront être pour un terme de cinq (5) ou dix (10) ans. Pour des raisons d'efficacité, la Ville de Montréal-Est sera autorisée à gérer lesdits services directement avec la firme Motorola.

Il est à noter que Motorola s'est engagé à offrir les biens et services du lot # 8 à l'ensemble des Villes liées, et cela, aux mêmes conditions que ceux fournis à la Ville de Montréal. Dans ce contexte, Motorola agirait avec lesdites Villes liées exactement comme si elle transigeait directement avec la Ville de Montréal, notamment, en respectant toutes les conditions de l'appel d'offres # 12-12217.

JUSTIFICATION

La présente entente permettra à la Ville de Montréal-Est de bénéficier du contrat de la Ville de Montréal et lui évitera de gérer un nouvel appel d'offres. De plus, la Ville de Montréal-Est bénéficiera automatiquement des avantages technologiques et économiques obtenus lors de l'appel d'offres public # 12-12217 sous la responsabilité de l'équipe de projet SÉRAM du STI.

Il est à préconiser, pour des motifs de sécurité publique et civile, que les villes liées adhèrent au réseau SÉRAM.

Il est à noter que la Ville de Montréal-Est a contribué aux coûts du réseau par sa quote-part des dépenses d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts des services visés par la présente entente seront requis sur une base «d'utilisateur payeur». La Ville de Montréal-Est devra payer les coûts des services facturés à la Ville de Montréal par Motorola pour les besoins de la Ville de Montréal-Est conformément aux conditions du Contrat. La Ville de Montréal-Est s'engage à payer les coûts des services à la Ville de Montréal dans les trente (30) jours de la réception d'une facture détaillée à cet effet. Cette dernière sera établie par la Section Revenus Divers (Division facturation /Direction Services partagées financiers/Service des fiances) de la Ville de Montréal sur la base des informations communiquées par l'équipe du projet SÉRAM. Tous les montants payables à la Ville de Montréal indiqués à la présente entente sont des montants avant taxes (TPS, TVQ). La Ville de Montréal-Est s'engage à payer lesdites taxes, ou toutes autres taxes applicables, requises par les autorités fiscales, le cas échéant. Les besoins de la Ville de Montréal-Est arrêtés conjointement avec l'équipe du projet SÉRAM en matière de TDU, support 1er niveau et maintenance 2ième niveau sont détaillés dans la pièce jointe au présent sommaire décisionnel. Ci-joint un résumé :

- Acquisition de radios portatives, radios mobiles et postes fixes : tenant compte des quantités requises, le montant s'élève à 70 198,56 \$, taxes incluses. Cette dépense sera assumée provisoirement à même le budget de fonctionnement du STI et sera remboursée en totalité par la Ville de Montréal-Est.
- Support 1er niveau avec l'option de cinq (05) ans : le montant annuel s'élève à 25 576,58 \$, avant taxes, payable par la Ville de Montréal-Est. Un contrat sur une période de cinq (05) ans sera signé entre la Ville de Montréal-Est et Motorola à cet effet, et
- Maintenance 2ième niveau avec l'option de cinq (05) ans : le montant annuel s'élève à 1 128,96 \$, avant taxes, payable par la Ville de Montréal-Est. Un contrat sur une période de cinq (05) ans sera signé entre la Ville de Montréal-Est et Motorola à cet effet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans l'objectif d'atteindre de bonnes pratiques de développement durable, le STI a mis en place des procédures facilitant la récupération, le recyclage et/ou la disposition d'équipement tombé en désuétude ou en fin de vie utile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas d'un refus, les impacts seront importants pour la Ville de Montréal-Est, à savoir :

- La non exploitation du réseau de surface (antennes, émetteurs et récepteurs) mis à la disposition de l'ensemble de l'agglomération (services centraux, arrondissements et

Villes liées) par la Ville de Montréal sans frais d'adhésion ni de redevances périodiques d'utilisation.

- L'impossibilité pour la Ville de Montréal-Est de bénéficier des avantages technologiques et économiques obtenus suite à l'appel d'offres # 12-12217 pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires alors que cette ville a contribué au coût du réseau de sécurité publique qui est une dépense d'agglomération.
- Les impacts liés à la gestion d'un éventuel appel d'offres (délai requis, devis, etc.) par la Ville de Montréal-Est.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication auprès des futurs utilisateurs accompagnera le déroulement du projet et se poursuivra tout au long des différentes étapes de réalisation, et ce, jusqu'à la mise en service et l'exploitation du nouveau système évolué de radiocommunication vocale (SÉRAM).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ci-joint le calendrier prévisionnel des étapes subséquentes :

- Approbation de la convention par le CG : 19 juin 2014;
- Virement de crédits et ouverture du bon de commande (TDU) : 3 juillet 2014;
- Commande des TDU auprès de Motorola : 4 juillet 2014;
- Livraison des TDU commandés : 4 août 2014;
- Programmation des TDU par Motorola : 15 août 2014
- Réception des TDU par la Ville de Montréal-Est : 18 août 2014;
- Facturation des TDU par le Service des finances : 25 août 2014;
- Acquiescement de la facture TDU par la Ville de Montréal-Est : 25 septembre 2014;
- Signature des contrats de support et de maintenance : août 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Gilles BOUCHARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Contrôleur de projets

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-02

Daniel TÊTU
Directeur du projet SÉRAM

Tél : 514 280-8521
Télécop. : 514 872-3964

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jocelyne BOURGET
Directrice par intérim

Tél : 514-872-7723
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1145035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales; autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation au service:

- D'approuver l'entente inter municipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales. D'autoriser une dépense à cette fin de 70 198,56\$ taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est;

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu que la dépense effectuée sera créditée en recouvrement de dépenses une fois les factures émises à la Ville de Montréal-Est.

Information budgétaire et comptable

Enregistrement au budget et à la dépense	
2101.0010000.110048.01303.57402.000000.0000.000000.000000.000000.00000	61 055,50\$
Services des technologies - Technologie- SÉRAM - Récupération villes liées - Achats de biens non capitalisés	(61 055,50
2101.0010000.110048.01303.65400.000000.0000.000000.055021.00000.00000	\$)
Services des technologies - Technologie- SÉRAM - Récupération villes liées - Recouvrement de dépenses - Ville de Montréal-Est	

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des ressources
financières
Tél : 872-0962

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières - C/E
Tél : 514 872-0985
Division : Opérations budgétaires et
comptables - PS Brennan 2

Dossier # : 1145035003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Réalisation de projets TI
Objet :	Approuver l'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal-Est et la Ville de Montréal pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales; autoriser, à cette fin, une dépense de 70 198,56 \$, taxes incluses, remboursable par la Ville de Montréal-Est

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention. Le conseil d'agglomération est compétent pour autoriser la conclusion de cette entente en vertu de l'article 19 (8) de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001).



[Entente Intermunicipale visée 23-05-2014.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-23

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

23 MAI 2014
Marc-André Gauthier
POUR
DIRECTEUR PRINCIPAL
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques
et de l'évaluation foncière

**ENTENTE INTERMUNICIPALE CONCERNANT L'ACQUISITION,
L'INSTALLATION ET LA MAINTENANCE DE TERMINAUX
D'UTILISATEURS DE RADIOCOMMUNICATIONS VOCALES PAR LA
VILLE DE MONTRÉAL**

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Michel Archambault, son Directeur du Service des technologies de l'information, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution de son conseil d'agglomération CG14 _____ ;

(ci-après nommée « **Ville de Montréal** »)

ET

VILLE DE BAIE-D'URFÉ, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 20 410 Lakeshore Road, Baie-D'Urfé, Québec, H9X 1P7, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE BEACONSFIELD, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 303 boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, H9W 4A7, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 5801, boulevard Cavendish, Côte-Saint-Luc, Québec, H4W 3C3, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

of

ET

VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 12 001, boulevard de Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, Québec, H9B 2A7, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE DORVAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 60, avenue Martin, Dorval, Québec, H9S 3R4, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE HAMPSTEAD, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 5569, chemin Queen-Mary, Hampstead, Québec, H3X 1W5, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE KIRKLAND, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 17 200, boulevard Hymus, Kirkland, Québec, H9J 3Y8, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE L'ÎLE-DORVAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 53061 CP Dorval, Île-Dorval, Québec, H9S 5W4, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE MONT-ROYAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 90, avenue Roosevelt, Ville de Mont-Royal, Québec, H3R 1Z5, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE MONTRÉAL-EST, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 11 370, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est, Québec, H1B 2W6, agissant et représentée par JOSEE GUY DIRECTRICE GENERALE, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal 201404-114 ;

ET

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 50, avenue Westminster Sud, Montréal-Ouest, Québec, H4X 1Y7, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE POINTE-CLAIRE, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 451, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire, Québec, H9R 3J3, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 109, rue Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue, Québec, H9X 1M2, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLAGE DE SENNEVILLE, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 35, chemin de Senneville, Senneville, Québec, H9X 1B8, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

ET

VILLE DE WESTMOUNT, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 4333, rue Sherbrooke Ouest, Westmount, Québec, H3Z 1E2, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil municipal _____ ;

(ci-après individuellement nommée la « **Ville liée** » et collectivement nommées les « **Villes liées** »)

ET, À TITRE D'INTERVENANTE,

MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires au 205 rue Viger Ouest, suite 100, Montréal, Québec, H2Z 1G2, agissant et représentée par John Petrou, son Directeur Strategic Projects, dûment autorisé (e) aux fins des présentes par la résolution de son conseil d'administration datée du 18 mars 2013 et le « project authorization » daté du 26 septembre 2013;

(ci-après nommée « **Motorola** »)

ATTENDU QUE l'implantation d'un système évolué de radiocommunication est présentement en cours sur le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après nommé le « **SÉRAM** »);

ATTENDU QUE dans le cadre du projet **SÉRAM**, la Ville de Montréal a lancé un appel d'offres (no. 12-12217) en octobre 2012 pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales (ci-après nommés les « **TDU** »);

ATTENDU QUE la firme Motorola a remporté ledit appel d'offres et que le contrat lui a été octroyé le 20 juin 2013 (ci-après nommé le « **Contrat** »);

ATTENDU QUE le Contrat prévoit la possibilité pour les Villes liées d'acquérir des TDU et autres accessoires du catalogue soumis par Motorola, et les services de support et de maintenance qui leurs sont reliés, ainsi que des accessoires du catalogue soumis par Motorola;

ATTENDU QU'en vertu du Contrat, Motorola s'en engagée à offrir les mêmes biens et services aux Villes liées qui signeraient la présente entente, et ce, aux même conditions que ceux fournis à la Ville de Montréal, Motorola s'étant engagée à agir avec ces Villes liées exactement comme si elle transigeait avec la Ville de Montréal en respectant notamment toutes les conditions de l'appel d'offres # 12-12217;

ATTENDU QUE les Villes liées assurent elle-même leurs besoins en matière de radiocommunication vocale;

ATTENDU QUE les Villes liées désirent acheter des TDU et autres accessoires prévus au Contrat en vue d'utiliser le **SÉRAM** et souhaitent également obtenir les services de support et de maintenance de la part de Motorola;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est disposée à acquérir auprès de Motorola les TDU et autres accessoires nécessaires pour permettre aux Villes liées d'utiliser le **SÉRAM** sur leurs propres territoires;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est également disposée à acquérir, pour une période de cinq (5) ou dix (10) ans, selon les besoins de chacune des Villes liées, les services de support et maintenance offerts par Motorola dans le cadre du Contrat;

ATTENDU QUE pour ce faire, il y a lieu de signer une entente intermunicipale;

ATTENDU QUE les Villes liées sont compétentes en matière de télécommunication sur leur propre territoire, elles ont donc la compétence requise pour conclure la présente entente;

ATTENDU QUE la conclusion de la présente est permise en vertu de l'article 12 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q. c.C-11.4) ainsi qu'en vertu des articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q.c. C-19) qui autorisent les municipalités à conclure ensemble des ententes relativement à tout ou partie d'un domaine de leurs compétences;

ATTENDU QUE les parties ont adopté chacune une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elles en ont mutuellement pris connaissance.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente comme ci-après récités au long. L'Annexe 1 (Contrat) fait partie de la présente entente sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement.

2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les termes suivants signifient :

- « **Contrat** » : les documents de l'appel d'offre # 12-12217 et la soumission de Motorola datée du 28 janvier 2013;
- « **Directeur** » : le Directeur du Service des technologies de l'information de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;
- « **Ville de Montréal** » : la Ville de Montréal, ses représentants, employés, mandataires et ayants droits.

3. OBJET

La présente entente a comme objet la fourniture, par la Ville de Montréal, aux Villes liées, de TDU et autres accessoires au catalogue soumis par Motorola, ainsi que la fourniture de services de support et de maintenance des dits TDU par la firme Motorola (ci-après collectivement nommés les « **Services** »).

Les parties conviennent et acceptent que les Services sont ceux prévus au Contrat et que les termes et conditions du Contrat s'appliquent aux parties et les régissent, en faisant les adaptations nécessaires.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente entente entre en vigueur à l'égard de chacune des Villes liées qui la signe, sans qu'il soit nécessaire que l'ensemble des Villes liées l'ait signée. La date d'entrée en vigueur de cette entente est réputée être le 1^{er} juin 2014, nonobstant la date effective de sa signature par une Ville liée, à moins qu'une autre date ne soit convenue entre la Ville de Montréal et une ou plusieurs Villes liées.

La présente entente prendra fin à l'égard de chacune des Villes liées lorsque tous les Services requis par une Ville liée donnée, lui auront été rendus (ci-après nommée la « **Durée** »), étant entendu que la Durée ne pourra, en aucun temps, excéder dix (10) ans.

5. SERVICES OFFERTS PAR LA VILLE

- 5.1 La Ville de Montréal s'engage, sur demande d'une Ville liée, à acheter auprès de Motorola conformément au Contrat le nombre de TDU et autres accessoires requis par chacune d'elles. Un tableau montrant le nombre de TDU et accessoires pouvant être acquis par chacune des Villes liées est joint à la présente entente comme Annexe 2. Les parties conviennent que les TDU ainsi que les autres accessoires lui seront livrés directement par Motorola.
- 5.2 La Ville de Montréal s'engage de plus, sur demande d'une Ville liée, à souscrire auprès de Motorola conformément au Contrat, pour chaque Ville liée qui lui en fera la demande, les services de support de niveau 1 et de maintenance de niveau 2 prévus au Contrat pour le Lot #8. Ces services pourront être contractés auprès de Motorola pour un terme de cinq (5) ou dix (10) ans, au choix de chacune des Villes liées, tel que stipulé au Contrat et la durée de ces services débutera à la date de livraison des TDU et de leurs accessoires.

6. OBLIGATIONS DES VILLES LIÉES

Les Villes liées reconnaissent que les obligations indiquées au présent article doivent être rencontrées afin de permettre à la Ville de Montréal de rendre les Services conformément aux termes et conditions de la présente entente. Conséquemment, chacune des Villes liées s'engage à ce qui suit :

- 6.1 Aviser par écrit le Directeur ou son représentant, avant le 20 juin 2023, du nombre de TDU requis.
- 6.2 Aviser par écrit le Directeur ou son représentant, avant le 20 juin 2023, de l'option de support et maintenance choisie pour les TDU, le cas échéant, à savoir d'une durée de cinq (5) ans ou de dix (10) ans, et ce pour les deux niveaux (1^{er} pour le support et 2^e pour la maintenance);
- 6.3 Aviser par écrit le Directeur ou son représentant, avant le 20 juin 2023, des accessoires requis prévus au catalogue de Motorola.

7. COÛTS DES SERVICES ET TAXES

- 7.1 Les coûts des Services visés par la présente entente seront répartis entre les Villes liées, et ce, sur une base «d'utilisateur payeur».
- 7.2 Chaque Ville liée devra payer à la Ville de Montréal, conformément à l'article 7.3 ci-après, le coût des Services facturés à la Ville de Montréal par Motorola pour les besoins de la Ville liée conformément aux conditions du Contrat.
- 7.3 Les Villes liées s'engagent à payer le coût des Services à la Ville de Montréal dans les trente (30) jours de la réception d'une facture détaillée à cet effet.
- 7.4 Tous les montants payables à la Ville de Montréal indiqués à la présente entente sont des montants avant taxes (TPS, TVQ). Les Villes liées s'engagent à payer les dites taxes, ou toutes autres taxes applicables, requises par les autorités fiscales, le cas échéant.

8. CONFIDENTIALITÉ

- 8.1 Tous les Services qui seront rendus en vertu de la présente entente ainsi que tous les renseignements, matériels ou documents communiqués par la Ville de Montréal aux Villes liées, leurs employés et représentants dans le cours de l'exécution des Services sont considérés confidentiels et ne peuvent en aucun cas être divulgués à un tiers sans le consentement écrit préalable de la Ville de Montréal.
- 8.2 Les parties s'engagent à ne pas divulguer les dispositions de la présente entente à un tiers, sauf si elles y sont tenues par la Loi.

9. RESPONSABILITÉ

- 9.1 La Ville de Montréal ne peut être tenue responsable de tout dommage, qu'elle qu'en soit la cause, pouvant découler, directement ou indirectement, de la fourniture des Services prévus à la présente entente aux Villes liées. Les Villes liées reconnaissent que leurs seuls recours se limitent à l'exercice des garanties qui seront fournies par Motorola sur les Services qui seront fournis aux Villes liées.
- 9.2 Les Villes liées conviennent et s'engagent à n'exercer aucun recours et à ne soumettre aucune réclamation contre la Ville de Montréal pour des dommages qu'elles pourraient subir et découlant directement ou indirectement, de la fourniture des Services prévus à la présente entente.
- 9.3 Les Villes liées tiendront la Ville de Montréal, ses représentants et employés, indemnes et à couvert à l'égard de toute réclamation, demande ou action en justice pouvant être intentée contre la Ville de Montréal et découlant de la présente entente.

10. RÉSILIATION

- 10.1 Une Ville liée peut se retirer de la présente entente en transmettant à la Ville de Montréal, une résolution de son conseil à cette fin.
- 10.2 La Ville de Montréal peut également cesser d'offrir les Services à l'égard d'une ou plusieurs Villes liées en transmettant à cette ou ces Villes liées, un avis écrit d'au moins six (6) mois à cet effet. Elle peut également, après un préavis de quinze (15) jours, mettre fin à la présente entente avec toute Ville liée qui ne respecterait pas ses obligations prévues aux présentes, notamment ses obligations de paiement telles que prévues à l'article 7.
- 10.3 Dans tous les cas, les Villes liées devront avoir acquitté tous les montants alors dus à la Ville de Montréal.

- 10.4 La résiliation de la présente entente ne libère pas les parties des obligations qui leurs sont imposées et qui, par leur nature, demeurent en vigueur à la suite d'une résiliation.

11. MODIFICATION

La présente entente peut être modifiée en tout temps avec l'accord de toutes les parties. Toutefois, lorsqu'une modification vise uniquement une Ville liée en particulier sans affecter les autres, la modification n'aura pas à être approuvée par les autres Villes liées.

12. CESSION

Les droits et obligations contenus dans la présente entente ne peuvent être cédés ou autrement aliénés, en tout ou en partie, sauf en cas d'autorisation écrite de la Ville de Montréal.

13. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente entente doit être soit livré de main à main à son destinataire ou transmis par télécopieur aux numéros suivants ou transmis par écrit aux adresses suivantes par messenger, par huissier ou par courrier recommandé, auquel cas l'avis sera réputé reçu le jour même dans le cas d'une livraison de main à main, le lendemain dans le cas d'une transmission par télécopieur ou dans les trois (3) jours de son envoi dans les autres cas :

VILLE DE MONTRÉAL

Att : Directeur du Service des technologies
de l'information

801, rue Brennan, 9^e étage
Montréal (Québec), H3C 0G4
Télécopieur : (514) 872-0414

VILLE DE BEACONSFIELD

Att : Directeur général

303 boulevard Beaconsfield
Beaconsfield (Québec), H9W 4A7
Télécopieur : _____

VILLE DE DOLLARD-DES ORMEAUX

Att : Directeur général

12 001, boulevard de Salaberry
Dollard-des-Ormeaux (Québec), H9B 2A7
Télécopieur : _____

VILLE DE HAMPSTEAD

Att : Directeur général

5569, chemin Queen-Mary
Hampstead (Québec), H3X 1W5
Télécopieur : _____

VILLE DE BAIE-D'URFÉ

Att : Directeur général

20 410 Lakeshore Road
Ville de Baie-D'Urfé (Québec), H9X 1P7
Télécopieur : _____

VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC

Att : Directeur général

5801, boulevard Cavendish
Côte-Saint-Luc (Québec), H4W 3C3
Télécopieur : _____

VILLE DE DORVAL

Att : Directeur général

60, avenue Martin
Dorval (Québec), H9S 3R4
Télécopieur : _____

VILLE DE KIRKLAND

Att : Directeur général

17 200 boulevard Hymus
Kirkland (Québec), H9J 3Y8
Télécopieur : _____

VILLE DE L'ÎLE-DORVAL

Att : Directeur général

53061 CP Dorval
Île-Dorval (Québec), H9S 5W4

Télécopieur : _____

VILLE DE MONTRÉAL-EST

Att : Directeur général

11 370, rue Notre-Dame Est
Montréal-Est (Québec), H1B 2W6

Télécopieur : 514 905 2007

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Att : Directeur général

451, boulevard Saint-Jean
Pointe-Claire (Québec), H9R 3J3
Télécopieur : _____

VILLAGE DE SENNEVILLE

Att : Directeur général

35, chemin de Senneville
Senneville (Québec), H9X 1B8
Télécopieur : _____

VILLE DE MONT-ROYAL

Att : Directeur général

90, avenue Roosevelt
Ville de Mont-Royal (Québec) H3R 1Z5
Télécopieur : _____

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Att : Directeur général

50, avenue Westminster Sud
Montréal-Ouest (Québec), H4X 1Y7
Télécopieur : _____

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Att : Directeur général

109, rue Sainte-Anne
Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec)
H9X 1M2

Télécopieur : _____

VILLE DE WESTMOUNT

Att : Directeur général

4333, rue Sherbrooke Ouest
Westmount (Québec), H3Z 1E2
Télécopieur : _____

14. LOIS APPLICABLES

La présente entente est régie par les lois applicables dans la province de Québec et toute procédure s'y rapportant doit être instituée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de 20 _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
M. Michel Archambault

Le ième jour de 20 _____

VILLE DE BAIE-D'URFÉ

Par: _____

Le ième jour de 20 _____

VILLE DE BEACONSFIELD

Par: _____

Le ième jour de 20 _____

VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC

Par: _____

Le ième jour de 20 _____

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE DORVAL

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE HAMPSTEAD

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE KIRKLAND

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE L'ÎLE-DORVAL

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE MONT-ROYAL

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE MONTRÉAL-EST

Par: Josee Gauthier

Le 22 ième jour de mai 20 14

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLAGE DE SENNEVILLE

Par: _____

Le _____ ième jour de _____ 20 _____

VILLE DE WESTMOUNT

Par: _____

INTERVENTION DE MOTOROLA

Je soussigné, _____, représentant dûment autorisé de **Motorola Solutions Canada inc.** reconnait et accepte les termes et conditions de la présente entente qui sont lui sont applicables.

Et j'ai signé, à Montréal, ce _____

MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC.

Par : _____

La présente entente a été approuvée par résolution du Conseil d'agglomération (CG14-_____)

ANNEXE 2
Ville de Montréal-Est

Coût des équipements (hors taxe)			
Description des biens et services	Quantité	Coût unitaire	Total
TDU			
Radio portative	15	744,57 \$	11 168,55 \$
Radio mobile	32	1 381,39 \$	37 804,48 \$
Poste fixe	1	1 553,22 \$	1 553,22 \$
Total TDU	48		50 526,25 \$
Accessoires			
Combiné haut-parleur/microphone à l'épaule	15	186,91 \$	2 803,65 \$
Chargeur multiple 120 VCA	3	264,35 \$	793,05 \$
Étui en cuir ordinaire	15	22,13	331,95 \$
Total accessoires	33		3 928,65 \$
Total (TDU + accessoires)	81		54 454,90 \$
Autres frais			
Livraison et installations			
Installations	33	186,43 \$	6 152,19 \$
Formation (nombre personnes à former par thème)			
Fonctionnement et utilisation des TDU	1	448,41 \$	448,41 \$
Total autres frais	34		6 600,60 \$
Total (TDU + accessoires + autres frais)	115		61 055,50 \$

RADIOS PORTATIVES - MOBILES - POSTES FIXES (Catalogue d'accessoires)			
Description des biens et services	Quantité	Coût unitaire	Total
Étui en cuir ordinaire	0	22,13	0,00 \$
Combiné haut-parleur/microphone à l'épaule	0	186,91	0,00 \$
Chargeur multiple 120 VCA	0	264,35	0,00 \$
Microphone ordinaire	0	40,05	0,00 \$
Haut-parleur externe	0	28,03	0,00 \$
Antennes	0	13,94	0,00 \$
Tête de contrôle intégrée	0	308,08	0,00 \$
Antenne extérieure pour poste fixe	0	247,86	0,00 \$
Antenne intérieure pour poste fixe	0	28,73	0,00 \$
Radio portative : catégorie SCA-p-1 (excluant les accessoires)	0	729,86	0,00 \$
Radio mobile : catégorie SCA-m-1 (excluant les accessoires)	0	909,21	0,00 \$
Radio mobile : catégorie SCA-m-2 (excluant les accessoires)	0	972,30	0,00 \$
Poste fixe : Catégorie MI-pl-1 (excluant les accessoires)	0	1 096,63	0,00 \$
Câblage additionnel:			
Coaxial Rf (LDF4-50A)	0	42,60	0,00 \$
Coaxial RF (RG-8)	0	32,86	0,00 \$
Câble de contrôle	0	352,47	0,00 \$
5 mètres de conduit	0	81,51	0,00 \$

RADIOS PORTATIVES - MOBILES - POSTES FIXES CONTRAT DE SUPPORT - 1er Niveau (5 ans)															
Référence	Année 1			Année 2			Année 3			Année 4			Année 5		
	Description des biens et services	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel
Entretien à l'atelier de l'Adjudicataire	50	485,83 \$	5 830,00 \$	50	495,56 \$	5 946,80 \$	50	506,46 \$	6 066,63 \$	50	516,57 \$	6 168,04 \$	50	525,68 \$	6 310,58 \$
Entretien chez l'utilisateur (prix forfaitaire)	8 / mois	1 483,23 \$	17 798,76 \$	8 / mois	1 512,89 \$	18 154,68 \$	8 / mois	1 543,15 \$	18 517,80 \$	8 / mois	1 574,02 \$	18 888,24 \$	8 / mois	1 605,50 \$	19 286,00 \$
COÛT TOTAL ANNUEL			23 628,76 \$			24 101,28 \$			24 692,33 \$			25 078,08 \$			25 576,58 \$
1) Prix par intervention additionnelle			267,12 \$			272,46 \$			277,91 \$			283,47 \$			289,14 \$

CONTRAT DE MAINTENANCE - 2e Niveau - 5 ans (incluant l'année de garantie du manufacturier)															
Référence	Année 1 (Garantie)			Année 2			Année 3			Année 4			Année 5		
	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total	Quantité	Coût mensuel	Total
Combiné haut-parleur/microphone à l'épaule	N/A	N/A	N/A	15	0,23	41,40	15	0,23	41,40	15	0,24	43,20	15	0,24	43,20
Chargeur multiple 120 VCA	N/A	N/A	N/A	3	0,23	6,28	3	0,23	6,28	3	0,24	6,64	3	0,24	6,64
Microphone ordinaire	N/A	N/A	N/A	32	0,23	88,32	32	0,23	88,32	32	0,24	92,16	32	0,24	92,16
Haut-parleur externe	N/A	N/A	N/A	32	0,23	88,32	32	0,23	88,32	32	0,24	92,16	32	0,24	92,16
Antennes	N/A	N/A	N/A	32	0,23	88,32	32	0,23	88,32	32	0,24	92,16	32	0,24	92,16
Tête de contrôle intégrée	N/A	N/A	N/A	32	0,23	88,32	32	0,23	88,32	32	0,24	92,16	32	0,24	92,16
Radio portative (excluant les accessoires)	N/A	N/A	N/A	15	1,16	208,80	15	1,18	212,40	15	1,20	216,00	15	1,23	221,40
Radio mobile (excluant les accessoires)	N/A	N/A	N/A	32	1,16	445,44	32	1,18	453,12	32	1,20	460,80	32	1,23	472,32
Poste fixe (excluant les accessoires)	N/A	N/A	N/A	1	1,16	13,62	1	1,18	14,16	1	1,20	14,40	1	1,23	14,76
COÛT TOTAL ANNUEL	N/A	N/A	N/A			1 071,12 \$			1 082,64 \$			1 111,60 \$			1 128,98 \$

DF

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE
DU CONSEIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL-EST

SÉANCE ORDINAIRE DU 23 AVRIL 2014

ENTENTE INTERMUNICIPALE CONCERNANT L'ACQUISITION, L'INSTALLATION ET LA MAINTENANCE DE TERMINAUX D'UTILISATEURS DE RADIOCOMMUNICATIONS VOCALES PAR LA VILLE DE MONTRÉAL DE 70 198,56 \$ TAXES INCLUSES - SUPPORT 1ERE ANNÉE 27 167,17 \$, TAXES INCLUSES

201404114

6.6

Considérant qu'à la séance ordinaire du 29 août 2012, la Ville de Montréal-Est a adopté une résolution à l'effet de signifier à la Ville de Montréal son intention de participer à la phase 2 du projet d'achat d'un système évolué de radiocommunications de l'agglomération de Montréal (CM-201208190);

Considérant que la Ville doit défrayer le coût d'achat des équipements de base s'élevant à 70 198,56 \$ taxes incluses;

Considérant que la Ville doit assumer les frais pour le contrat de support pour une période de cinq (5) ans pour un montant s'échelonnant de 27 167,17 \$ pour la première année à 29 406,67 \$, taxes incluses pour la cinquième année;

Considérant que la Ville doit assumer les frais de maintenance à partir de la deuxième année, et ce, jusqu'à la cinquième année, pour un montant s'échelonnant de 1231,52 \$ à 1298,02 \$ taxes incluses.

Il est proposé par madame la conseillère Anne St-Laurent,
Appuyé par madame la conseillère Françoise Lachapelle

Et résolu

D'approuver le projet d'Entente intermunicipale concernant l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs de radiocommunications vocales par la Ville de Montréal et d'autoriser le maire et la directrice générale à signer, au nom de la Ville, tout document utile au suivi des présentes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Certifié vrai extrait :

Le greffier,



Roch Sergerie, avocat

**Dossier # : 1141195002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Produits Shell Canada, l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, constitué du lot 1 251 244 du cadastre du Québec pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes, selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte de vente pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM;
2. d'autoriser un virement de crédits de 161 000 \$, pour l'année courante, en provenance du budget corporatif des dépenses générales d'administration 2014 au Service de la gestion et de la planification immobilière et au Service de police afin de permettre au Service de police d'occuper l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke;
3. de modifier la base budgétaire du SGPI et du SPVM, pour les années suivantes, si l'administration donne suite à la recommandation d'approuver l'achat de l'immeuble pour assurer le paiement des frais d'exploitation et les ajustements annuels prévus requis à la base budgétaire;
4. d'imputer cette dépense, après avoir effectué le virement budgétaire requis, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-06-05 16:06

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1141195002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des enquêtes spécialisées du Service de police de la Ville de Montréal (le « SPVM ») est actuellement localisé à la Place Versailles, située au 7275, rue Sherbrooke Est. Le SPVM occupe des locaux constitués d'espaces à bureaux totalisant 5 108,84 m² (54 991 pi²) depuis 1993, dont le bail échoira le 30 septembre 2017. Le nombre de personnes qui y travaillent est de ± 400. Le loyer annuel se chiffre à 1 022 643 \$ incluant 130 places de stationnement auquel s'ajoute un loyer annuel de 18 150 \$ pour 47 places de stationnement additionnelles.

Depuis, les méthodes de travail ont évolué, créant ainsi un besoin d'espace supplémentaire qui a d'abord été comblé par des agrandissements dans des locaux adjacents, en 1994 et 1995, puis par de nouvelles locations en 2007 et en 2009, pour les besoins notamment de l'équipe des crimes technologiques. Aujourd'hui, de plus grands espaces sont nécessaires de façon à regrouper toutes les unités en un même lieu et donner au SPVM l'agilité indispensable pour mener à bien sa mission.

Suite au rapport du vérificateur de la Ville de Montréal en 2012, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») étudie la possibilité de reloger les bureaux du SPVM. En effet, dans son rapport sur la sécurité publique, le vérificateur recommande d'héberger les bureaux du SPVM dans un édifice dédié uniquement à celui-ci. Ceci a pour but de sécuriser les activités qui s'y tiennent, de même que les citoyens qui fréquentent les espaces commerciaux adjacents à nos installations.

Le SPVM est également soumis régulièrement à des inspections du ministère de la Sécurité publique. Ce dernier a récemment procédé à une inspection des installations du SPVM à la Place Versailles et a émis une recommandation de même nature.

Par ailleurs, la cour municipale, installée en 2011 à la Place Versailles, génère un achalandage de clientèle qui n'est pas souhaitable à proximité des installations du SPVM. De

plus, le SPVM et la Ville de Montréal n'ont aucun droit de regard sur les locataires du complexe commercial adjacent aux locaux occupés par le SPVM. Il est donc impossible d'avoir une influence sur la mitigation des risques. Une telle situation rend les installations du SPVM vulnérables.

En conséquence, l'acquisition de l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est (l'« Immeuble ») permettrait au SPVM d'utiliser un site dédié exclusivement à ses activités. Le bâtiment est muni d'un système de sécurité adéquat et son emplacement permet de limiter les menaces envers les installations. L'Immeuble permet également de répondre aux besoins d'expansion et de rencontrer les objectifs recherchés tant au niveau opérationnel que financier.

Dans le cadre de l'acquisition de cet Immeuble, l'équipe de la Section anti terrorisme et mesures d'urgence (SAMU) en collaboration avec ses partenaires de la sécurité civile et de la santé publique conclut que les risques réels sont faibles face à l'environnement industrialisé composé d'usines chimiques, de raffineries et d'autres industries en lien avec des produits dangereux et que certaines mesures devront être mises en place par le SPVM dans l'Immeuble.

En outre, l'acquisition de cet Immeuble permettra à la Ville de rapatrier deux autres secteurs d'activité du SPVM : l'unité des crimes technologiques et la voûte des crimes majeurs. L'unité des crimes technologiques est présentement en location dans un édifice situé au 600, rue Fullum, où elle occupe une superficie de 5 174 pi². Le bail échoira le 4 février 2015 et le loyer annuel se chiffre à 68 731 \$. La voûte des crimes majeurs occupe une superficie de 903,95 m² (9 730 pi²). Enfin, l'acquisition au coût de 7 200 000 \$ inclut le mobilier de bureau d'une valeur de 800 000 \$ lequel avait été acquis neuf en 2008 au prix de 2 100 000 \$.

Selon le calendrier préliminaire, le SPVM déménagera au mois de juin 2015. Au préalable, le Service de la gestion et de la planification immobilière produira les plans et devis pour l'aménagement des locaux puis lancera un appel d'offres public pour la réalisation des travaux. En ce qui concerne les espaces loués de la partie résiduaire du bail de la Place Versailles, qui échoira en septembre 2017, ils serviront d'espaces tampons dans le cadre des travaux à l'Hôtel de Ville. En effet, selon le scénario privilégié, un service municipal logé présentement au 303, rue Notre-Dame Est sera déménagé à la Place Versailles afin de permettre la relocalisation temporaire dans ce lieu du personnel de l'Hôtel de Ville durant les travaux prévus à l'Hôtel de Ville. À la fin de ces travaux, la Ville libérera les lieux loués à la Place Versailles et au 600, rue Fullum. Par conséquent, la Ville économisera un montant annuel de 1 091 374 \$ excluant la TPS et la TVQ pour les trois baux.

De plus, en vertu du projet d'acte de vente, la Ville s'engage à faire, s'il y a lieu, un échange de terrains avec Produits Shell Canada afin que ce dernier puisse aménager une rue privée dans l'axe nord/sud de la partie est du terrain pour favoriser un développement immobilier des terrains situés au nord de l'Immeuble et d'avoir un deuxième accès par la rue Sherbrooke Est. L'échange proposé est montré sur le plan ci-joint. Cependant, l'échange de terrains se fera seulement si le prolongement du boulevard Joseph-Versailles, dans le cadre du prolongement du boulevard Rodolphe-Forget/avenue Bourget, en direction nord pour rejoindre le boulevard Métropolitain ne se réalise pas ou si ce prolongement se réalise, sans toutefois permettre au lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou à tout autre lot, pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci, d'avoir un accès direct au boulevard Joseph-Versailles pour rejoindre la rue Sherbrooke et l'autoroute 40. À ce jour, l'étude de faisabilité n'est pas complétée par le Service des infrastructures, voirie et transport. Cet échange de terrains obligera la Ville à réaménager le stationnement à ses frais. Également, la Ville accepte de consentir une servitude réelle et perpétuelle d'utilités publiques, le cas échéant, dans la partie nord de l'Immeuble sur demande, et ce, durant 20 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 1370 - Le 23 août 2012 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc. des espaces à bureaux situés au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de la police de la Ville de Montréal (SPVM), durant cinq ans, soit du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2017, pour un montant total de 6 058 359,44 \$, taxes incluses.

CG12 0296 - Le 23 août 2012 - Approuver la quatrième modification à l'entente de location d'espaces de stationnement par laquelle la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., pour une période de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 2012, 47 espaces de stationnement, pour les besoins de SPVM, pour un loyer total de 104 305,32 \$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Acquisition de l'Immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est, formé du lot 1 251 244 du cadastre du Québec, dans la municipalité de Montréal-Est, pour le prix de 7 200 000 \$, plus les taxes applicables (incluant le mobilier). Le terrain a une superficie de 61 947,2 m² (666 794 pi²) et le bâtiment a une superficie brute de plancher de 7 061,3 m² (76 007 pi²). À la suite du rapport du vérificateur de la Ville ainsi que celui des inspecteurs du ministère de la sécurité publique, le SGPI étudie la possibilité de relocaliser le SPVM. L'arrivée de cet Immeuble sur le marché représente une belle opportunité pour la Ville, notamment le prix et la qualité des aménagements existants, d'acquérir cet Immeuble de gré à gré pour relocaliser le SPVM.

JUSTIFICATION

La valeur foncière de l'Immeuble à l'exercice financier 2014-2016, dont le marché de référence est juillet 2012, est établie à 7 500 000 \$. La valeur marchande estimée par la Section de l'évaluation immobilière de la Ville, le 12 février 2014, oscille entre 7 000 000 \$ et 7 800 000 \$ excluant le mobilier.

Par ailleurs, le coût de construction de l'Immeuble par Produits Shell Canada en 2008 s'élevait à 22 000 000 \$.

En conséquence, Le Service de la gestion et de la planification immobilière soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La localisation du SPVM dans un bâtiment dédié uniquement à ses activités, et ce, à un coût inférieur qu'une construction ou une nouvelle location.
- L'Immeuble répond aux besoins du SPVM et elle s'en déclare satisfaite.
- L'Immeuble répond aux exigences du vérificateur général de la Ville ainsi qu'a ceux du ministère de la Sécurité publique.
- Le prix d'acquisition représente une opportunité pour la Ville d'acquérir un immeuble de cette qualité.
- La qualité des aménagements existants.
- La qualité et la quantité de mobilier inclus dans le prix de vente.
- Les vérifications diligentes réalisées sont satisfaisantes en regard de la qualité de sols, l'audit du bâtiment (architecture, mécanique, électricité et le système d'alarme d'incendie et intrusion) et le titre de propriété.

- Le Règlement d'urbanisme de la Ville de Montréal-Est permet l'usage projeté par le SPVM.
- Le site permet également d'accueillir d'autres fonctions municipales.
- La proximité de deux axes routiers principaux du grand Montréal, soit les autoroutes 40 et 25.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'étude financière en pièce jointe, l'acquisition de l'Immeuble s'avère rentable et résout plusieurs problèmes immobiliers identifiés à la Place Versailles. De plus, le nouvel Immeuble a une superficie supérieure de 26 %. La valeur actuelle nette (VAN) de l'Immeuble mentionnée dans le tableau ci-bas, soit 23,2 M\$ inclut le coût du bail à la Place Versailles, soit 4,1 M\$. En excluant cette somme, la VAN s'élève à 19,1 M\$.

VALEUR ACTUELLE NETTE - 20 ANS		
Location à la Place Versailles	Location de l'immeuble de Shell	Acquisition de l'Immeuble de Shell
18,4 M\$	39,2 M\$	23,2 M\$

DÉPENSES

Un montant de 161 000 \$ pour l'année 2014 et un montant de 732 000 \$ net de taxes pour l'année 2015 et suivantes sont requis pour assumer les coûts d'électricité, le déneigement, les coûts pour l'entretien et réparations, et la compensation de taxes foncières, et ce, à compter de la signature de l'acte de vente.

<u>Dépenses estimées</u>		
	2014	2015 et les années subséquentes
Électricité	76 000 \$	175 000 \$
Entretien, réparation et déneigement	40 000 \$	457 000 \$
Sécurité	10 000 \$	30 000 \$
Taxe foncière *	35 000 \$	70 000 \$
Total	161 000 \$	732 000 \$

* En vertu de l'article 205.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, l'Immeuble est assujéti à compensation de taxe en faveur de la Ville de Montréal-Est.

Le montant requis est prévu au PTI du Service de la gestion et planification immobilière pour cette acquisition.

À la suite du virement de 161 000 \$, les dépenses pour l'énergie seront assumées au budget de fonctionnement du SPVM. L'entretien et réparation, la sécurité et déneigement seront assumés au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière. Pour les années suivantes, si l'administration donne suite à la recommandation d'approuver l'achat de l'immeuble, la base budgétaire du SGPI et du SPVM doivent être modifiée pour assurer le paiement des frais d'exploitations et les ajustements budgétés annuels requis à la base budgétaire.

Pour financer le projet, un virement budgétaire sera fait à partir de deux sources. La première, le Programme de développement et d'implantation des écocentres. L'écocentre de Ville St-Laurent a été octroyé en 2014, mais les prévisions se répartissent de manière

différente soit 75 % de la dépense en 2015, plutôt que 5 % (prévision budget original) ce qui nous permet de dégager des budgets pour le présent projet.

Pour la seconde source de virement, la projection des dépenses pour le projet de rénovation du bâtiment de la cour municipale étant à la baisse, ceci nous permet de déplacer des budgets vers le projet d'acquisition cité en objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le bâtiment a obtenu la certification LEED Argent. Développée par le U.S. Green Building Council et lancée en 1998, la certification LEED est un programme de systèmes d'évaluation de projets de bâtiments durables, avec certification par une tierce partie. Ce programme volontaire fournit une approche pour concevoir, construire, gérer et évaluer les bâtiments à haute performance et s'applique à la grande majorité des types de projets, incluant les nouvelles constructions, l'aménagement de quartiers durables et les projets d'habitation. L'objectif est de diminuer les impacts négatifs de l'environnement bâti à travers un outil de transformation du marché.

Au Canada, LEED est géré par le Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa), qui adapte principalement les versions américaines au contexte local et au marché canadien, sous l'appellation LEED Canada. Les niveaux de certification sont LEED de base, argent, or et platine et fonctionnent par un système de points. Les avantages d'une certification LEED sont indéniables et la rentabilité est démontrée.

Ce bâtiment construit en 2008 rencontre les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, le Service de la gestion et de la planification immobilière ne sera pas en mesure de donner une suite favorable aux rapports du vérificateur général de la Ville ainsi qu'à celui du ministère de la Sécurité publique. Par ailleurs, l'Immeuble est situé dans la municipalité de Montréal-Est. Il ne fait pas partie du territoire de Montréal, mais il est inclus dans le territoire de l'agglomération. Le but de l'acquisition est de compétence de l'agglomération (Service de la Police). Conséquemment, la Ville peut acquérir l'Immeuble à cette fin.

De plus, l'engagement de Produits Shell Canada de vendre l'Immeuble à la Ville est valide jusqu'au 30 juin 2014. À défaut par l'instance décisionnelle de la Ville d'approuver l'acte de vente dans ce délai, la promesse de vente deviendra nulle et non avenue. Pour prolonger le délai, la Ville sera dans l'obligation de majorer le prix de vente d'un montant égal aux frais d'exploitation de l'Immeuble et les taxes municipales, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2014.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec la direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente et transfert des droits de propriété en 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Françoise TURGEON)

Avis favorable avec commentaires :
Service de police de Montréal , Direction des opérations - Activités de soutien (Érik VINCENT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction (Julie CASTONGUAY)

Avis favorable avec commentaires :
Service des infrastructures_voie et transports , Direction (Mélanie MICHAUD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxwell JUSTIN
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-3069
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Téléphone: 514 872-2125

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-09

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. Ulysse
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification immobilière

Tél : 514-872-5844
Approuvé le : 2014-05-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint

Tél : 514-872-2573
Approuvé le : 2014-05-27

Dossier # : 1141195002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Afin d'assurer la sécurité (alarme intrusion et incendie) et l'entretien du site à compter de la prise de possession de l'immeuble jusqu'à la fin de l'année 2014, un ajustement de 50 000,00 \$ devra être apporté au budget d'entretien. Pour les années subséquentes, le budget annuel devra être ajusté de 487 182,72 \$ afin d'assurer l'entretien du bâtiment en utilisant l'imputation budgétaire suivante : 2114-0010000-108107-09007-56508. Ce budget d'entretien n'inclut pas les services de gardiennage, de patrouille et d'énergie.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie CASTONGUAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-4481

Michel Lord
Chef de section soutien à l'exploitation et à la sécurité des immeubles
514-872-1186

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Pierre LÉVESQUE
Chef de section des travaux d'entretien à contrat
Tél : 514 872-4087

Pour Johanne Rouillard Chef de division soutien et exploitation

Division : Soutien et exploitation des immeubles.

Dossier # : 1141195002**Unité administrative responsable :**Service de la gestion et de la planification immobilière ,
Direction , Division évaluation et transactions immobilières ,
Section transactions immobilières**Objet :**

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service de police de la Ville de Montréal juge nécessaire de donner suite au présent dossier. La nature du travail des unités qui seront logées dans cet immeuble nécessite une grande discrétion et une indépendance totale. L'acquisition de l'immeuble par la Ville de Montréal nous permet notamment de répondre aux recommandations du vérificateur général et de l'inspectorat. De plus, ceci nous permet d'éviter toute situation qui pourrait survenir dans un immeuble en location tel qu'une vente à des individus peu recommandables.

L'immeuble permet de regrouper en un seul site des activités qui se tiennent actuellement dans plusieurs endroits. Il en résulte un gain de productivité et facilite la gestion par les responsables de ces unités. L'immeuble étant situé à proximité des grands axes routiers que sont les autoroutes 25 et 40 facilite le déplacement des enquêteurs et policiers en toutes circonstances. Les aménagements prévus permettront de mieux gérer les accès et la sécurité de nos installations névralgiques.

Finalement, la superficie du terrain permettra de répondre à tous nos besoins éventuels d'expansion ou d'optimisation de nos activités.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Érik VINCENT
Chef de section
Tél : 514-280-2947**ENDOSSÉ PAR**Didier DERAMOND
Directeur-adjoint
Tél : 514-280-2003
Division :

Le : 2014-05-15

Dossier # : 1141195002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances pour le PTI porte principalement sur l'imputation et le virement de crédits requis pour donner suite à la recommandation du service. Le coût maximal de cette acquisition, est de 8 278 200.00 \$, toutes taxes incluses, ou 7 467 170.40\$, net de ristournes de taxes.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous, après avoir opéré les virements budgétaires requis.

Le budget net requis à la réalisation du projet est prévu au PTI 2014-2016 du Service de la gestion et de la planification financière

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Provenance agglo :

Projet : 66196 - Programme de développement -d'implantation d'écocentres
 Sous-projet :1366190-015
 Sous-projet Simon : 140984
 Requérant : Service de la gestion et de la planification immobilière

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
6700.0				6 700.0

Projet : 66670 - Rénovation du bâtiment de la cour municipale
 Sous-projet :1166670-001

Sous-projet Simon : 133504

Requérant : Service de la gestion et de la planification immobilière

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
767.0				767.0

Imputation aggro :

Projet : 64020 Programme de développement-Immeuble du Service de Police

Sous-projet : 1464020 002 Police-Acquisition immeuble au 10 351 Sherbrooke est

Sous-projet Simon : 152981

Requérant : Service de la gestion et de la planification immobilière

Année 2014	Année 2015	Année 2016	Ult.	Total
7 467.0				7 467.0

Information comptable (en dollars)

Provenance

Provenance aggro (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5008009.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 08-009 Prog.dév.bâtiments.adm.,sport. et sécurité CG08 0081	2 713 734.84\$	3 008 480.93\$

	Crédits	Dépenses
5001.5013998.802600.01909.57201.000000. 0000.115470.000000.98001.00000 RCG 08-009 Prog.dév.bâtiments.adm.,sport. et sécurité CG08 0081	4 753 435.56\$	5 269 719.07\$

Un engagement de gestion **no C41195002** au montant de **7 467 170.40 \$** a été pris aux comptes de provenance.

Un virement de crédits sera fait suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération** aux comptes suivants :

Imputation

Imputation aggro (100%) :

	Crédits	Dépenses
5001.5008009.803403.02101.57401.000000. 0000.152981.000000.21040.00000	2 713 734.84\$	3008 480.93\$
5001.5013998.803403.02101.57401.000000. 0000.152981.000000.21040.0000 Activités policières . Achat de biens capitalisés. Police-	4 753 435.56\$	5 269 719.07\$

Acquisition immeuble au 10 351 Sherbrooke est .
Postes de police - Acquisition (D.V.25 ans)

Coûts d'opération du 10 351, rue Sherbrooke est.

L'avis du Service des finances pour le budget de fonctionnement porte principalement sur les éléments suivant de la recommandation du Service:

- d'autoriser un virement de crédits de 161 000 \$, pour l'année courante, en provenance du budget corporatif des dépenses générales d'administration 2014 au Service de la gestion et de la planification immobilière et au Service de police afin de permettre au Service de police d'occuper l'immeuble situé au 10 351, rue Sherbrooke;
- pour les années suivantes, si l'administration donne suite à la recommandation d'approuver l'achat de l'immeuble, les bases budgétaires du SGPI et du SPVM doivent être modifiées pour assurer le paiement des frais d'exploitation, Ci-dessous, les ajustements annuels requis à la base budgétaire.

(en milliers de \$)	2014	2015	2016	2017	2018 et ult.
Base budgétaire actuelle	1094	1116	1138	871	0
Loyer Versailles	9	9	9	7	0
Entretien	12	12	12	10	0
TAC	3	3	3	2	0
Sécurité					
Ajustement requis à la base budgétaire	161	732	747	762	777
Budget requis durant la phase de transition	1279	1872	1910	1651	777

En 2018, le budget requis pour la Place Versailles et le 600 Fullum ne seront plus requis, le budget nécessaire à la location ou à l'entretien de ces deux bâtiments sera entièrement retiré de la base budgétaire du SGPI et du Service de Police.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Information budgétaire et comptable

PROVENANCE

1001.0010000.200110.01819.66502.000000.0000.000000.000000.000000.00000 161 000.00\$

Un engagement de gestion no CC41195002 au montant de 161 000.00\$ a été inscrit au compte.

IMPUTATION

2114.0010000.105629.09007.55401.000000.0000.000000.000000.000000.00000 50 000.00\$

Travaux d'entretien à contrat - SPVM. - Entr.rép. - Immeubles et terrains

2114.0010000.105629.09007.65306.014706.0000.000000.055021-00000-00000 35

000.00\$

Charges pour les compétences d'agglomération - Immeubles corporatifs . Taxes municipales

2114.0010000.108174.09007.56306.000000.0000.000000.000000.000000.00000 76

000.00\$

Énergie et environnement - Énergie

Un virement de crédits sera fait aux comptes d'imputation suite à l'approbation de ce dossier par **le conseil d'agglomération**.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 872-0946
Co-auteur Denis Raymond 872 8533

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-26

Yves COURCHESNE
Directeur du service-finances et trésorier
Tél : 872-6630

Division : Service des finances

Dossier # : 1141195002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le Service des infrastructures, voirie et transport étudie présentement les besoins et concepts pour le prolongement du boulevard Rodolphe-Forget / Bourget en collaboration avec l'arrondissement d'Anjou et la ville de Montréal-Est.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mélanie MICHAUD
Ingénieure, chargée de projet
Tél : 514-872-5654

Jean Bertrand, chef de division
514-872-3130

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-22

Claude CARETTE
Directeur des transports
Tél : 514-872-6855

Division : Infrastructure_transport et de l'environnement, Direction des transports

Dossier # : 1141195002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01

SENS DE L'INTERVENTIONDocument(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation de Me Louise-Marie Bélanger, représentante de Produits Shell Canada, à l'effet qu'elle est d'accord avec ce projet d'acte et qu'elle s'engage à le signer dans sa forme actuelle sans aucune modification.

Le pouvoir d'acquérir l'immeuble visé relève quant à lui du conseil d'agglomération en vertu du 2^e paragraphe de l'article 17 et de l'alinéa a) du paragraphe 8^e de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ chapitre E-20.001).

[Projet d'acte version finale.doc](#)N/D 14-001491

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-22

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

L'AN DEUX MILLE QUATORZE

Le

DEVANT M^e **Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

PRODUITS SHELL CANADA, société en nom collectif de la province de l'Alberta, ayant son siège au 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4 et une place d'affaires au 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 200, Montréal, province de Québec, H3A 1L4, dont Shell Canada Limitée, société par actions, constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est l'associée directrice et Shell Canada OP Inc., société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est l'autre associée, toutes deux associées, ayant leur siège respectif au 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4, la société Produits Shell Canada ici représentée par Shell Canada Limitée, son associée directrice, elle-même dûment représentée aux présentes par Louise-Marie Bélanger, dûment autorisée aux termes des pouvoirs financiers d'entreprise formellement conférés aux dirigeants des sociétés tel qu'en fait foi le certificat du secrétaire adjoint de Shell Canada Limitée daté du _____, dont une copie conforme demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite représentante en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

E T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^{er}) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisée en vertu de la Charte et :

- a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et
- b) de la résolution numéro CG _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à _____

l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT - VENTE

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, un immeuble comprenant bâtiment, ouvrages et installations, nommément quoique sans restriction, toutes structures, améliorations fixes, mobilier et équipements situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, à Montréal-Est, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE ET UN MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (1 251 244)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtiment, ouvrages et installations dessus érigés portant le numéro 10 351, rue Sherbrooke Est, à Montréal-Est, province de Québec, H1B 1B3, circonstances et dépendances.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de Pétrolière McColl-Frontenac inc. aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Dominique GRAVEL, notaire, le seize (16) mai deux mille sept (2007), sous le numéro 4 396 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 14 232 062.

3. SERVITUDES

L'Immeuble est vendu avec et sous réserves de toutes les servitudes continues et discontinues, apparentes ou non apparentes, qui peuvent le grever ou dont il peut bénéficier.

4. GARANTIE

4.1 Cette vente est faite « telle quelle » avec garantie seulement quant aux titres et sans aucune autre garantie. Elle est aux risques et périls de la Ville, et de plus, sans garantie en ce qui concerne l'état et la qualité des sols et

de l'eau souterraine de l'Immeuble incluant la condition environnementale de l'Immeuble.

4.2 La Ville reconnaît expressément avoir procédé à un examen et à une vérification complète de l'Immeuble et s'en déclare satisfaite. La Ville déclare être un acquéreur compétent et invoque avoir eu recours à sa propre expertise et à celle de ses agents et de ses consultants à l'égard de la transaction envisagée par la présente entente et avoir procédé aux inspections et aux vérifications concernant l'Immeuble selon ce que la Ville a jugé nécessaire concernant l'achat de l'Immeuble, incluant, sans limites, les examens de titre ainsi que la condition physique et environnementale de l'Immeuble. La Ville déclare se fonder sur ses inspections et vérifications préalablement à la date des présentes aux fins de l'achat de l'Immeuble. La Ville déclare assumer, à la clôture de la transaction envisagée par les présentes, le risque de tout élément nuisible incluant, sans limiter, tout élément nuisible à la condition physique ou environnementale de l'Immeuble ou nuisible à la santé ou intégrité physique ou mentale de ses occupants et de la présence de toute substance dangereuse qui peut ou non avoir été révélée par les vérifications et inspections de la Ville ou dans toute documentation remise par le Vendeur à la Ville. La Ville reconnaît que le Vendeur n'a pas fait de représentations ou offert de garanties de quelque nature que ce soit, expresses, tacites, légales ou conventionnelles, incluant, sans limiter, toute garantie quant à la qualité de l'Immeuble. Notamment, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a pas fait de représentations ou offert de garanties de quelque nature que ce soit, quant à l'exhaustivité et l'exactitude de toute documentation remise par le Vendeur à la Ville.

4.3 Sans restreindre la portée générale des paragraphes précédents, la Ville reconnaît et accepte que :

i) Quant à la remise de tout document, communication, verbale ou écrite (collectivement appelés les « Rapports »), rendus disponibles par le Vendeur à la Ville en ce qui trait à la présente transaction, la Ville reconnaît :

A. Avoir reçu du Vendeur les rapports environnementaux ci-après, accompagnés de dénis de responsabilité :

1. « Réhabilitation du terrain situé au nord de la rue Sherbrooke, Travaux de réhabilitation environnementale Rapport Final », rédigé par ADS Associés Ltée, daté de février 1992 ;
2. « Terrain vacant # 44-0107 sis au lot 1 244 251, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, Québec, Surveillance des travaux de réhabilitation environnementale, N/Réf. : 045-P010861-0100-RE-0100-00 » rédigé par Dessau-Soprin Inc., daté du 28 février 2007 ;
3. « Caractérisation environnementale d'une partie du terrain situé au 10 351, Sherbrooke

Est, Montréal-Est, Québec » rédigé par Golder Associés Ltée, daté d'avril 2009 ; et

4. « Étude géotechnique et Caractérisation environnementale du nouveau complexe Sherbrooke Est, Montréal-Est », rédigé par Golder Associés Ltée, daté de juin 2006.

- B. que tous ces Rapports sont rendus disponibles par le Vendeur à la Ville à titre d'information seulement et afin d'aider la Ville à entreprendre ses propres études indépendantes et sa diligence raisonnable ;
- C. que toute information, garantie ou représentation, expresse, tacite ou autrement contenue dans ces Rapports, incluant toute garantie ou pertinence ou valeur pour tout usage ou besoin ou concernant toute condition de l'Immeuble, environnementale ou autre, ne devra pas être ou présumée être une garantie ou représentation, expresse, tacite, écrite ou verbale à la Ville de la part du Vendeur, de ses mandataires et (ou) de l'auteur de ces Rapports. La Ville ne devra pas s'y fonder à ce titre ;
- D. que tout vice, faute, fausse déclaration, omission ou erreur contenue dans les Rapports ne devra pas être invoquée ou utilisée par la Ville pour tenter quelque poursuite, faire la preuve de quelque cause d'action ou tout autre action semblable par la Ville contre le Vendeur, ses mandataires, et (ou) l'auteur des Rapports en ce qui a trait aux présentes ou tout aspect y afférent ; et
- E. que sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'information financière et tout *pro forma* y compris dans les Rapports ou autrement transmis par le Vendeur ou par ses mandataires à la Ville ne devront pas être considérés comme des représentations ou des garanties faites par le Vendeur à la Ville relativement à l'Immeuble. La Ville ne devra pas s'y fonder à ce titre.

- ii) le Vendeur n'aura aucune responsabilité ou obligation en ce qui concerne l'état, la qualité ou la condition dans, sur, ou de l'Immeuble, environnemental ou autre, qu'il soit connu ou non ou qu'il y ait connaissance présumée par le Vendeur, ses employés, agents, dirigeants ou administrateurs.

4.4 Par les présentes, la Ville renonce sans condition et irrévocablement à tout droit réel ou potentiel ou à toute réclamation concernant l'Immeuble ou tout sujet soulevé dans les paragraphes précédents, ainsi que tout autre aspect de la présente transaction que la Ville pourrait avoir contre le Vendeur, ses mandataires, consultants ou représentants quant à toute garantie, expresse ou tacite, de quelque nature que ce soit. Cette renonciation est

absolue, sans limite et comprend, mais non de façon limitative, une renonciation de toute garantie expresse, tacite, comprise dans le *Code civil du Québec*, de valeur précise pour un usage spécifique, de qualité marchande, d'occupation, de responsabilité et de réclamation de tout type, y compris, mais non de façon limitative, toute réclamation concernant un vice, qu'il puisse ou non être découvert, ou toute réclamation semblable. Sans restreindre la portée générale de ce qui suit, la Ville reconnaît expressément que le Vendeur n'est pas un vendeur professionnel tel que défini aux articles 1729 et 1733 du *Code civil du Québec*.

5. **POSSESSION**

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

6. **DOSSIER DE TITRES**

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche à la Ville relativement à l'Immeuble.

7. **DÉCLARATIONS DU VENDEUR**

Le Vendeur déclare que :

- a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;
- b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;
- c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception des servitudes suivantes, à savoir :

- servitudes pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport de l'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 1 096 094 et 1 096 237. Ces servitudes seront éteintes par le Vendeur conformément aux dispositions de l'article 10.1 des présentes ;

- servitude pour la construction, l'installation, l'usage, la réparation et la reconstruction de conduites souterraines et leurs accessoires publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 101 116, laquelle servitude sera radiée incessamment par Shell à ses frais; et

- servitude en faveur d'Hydro-Québec, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 056 584 ;

d) le certificat de localisation préparé par Rejean ARCHAMBAULT, arpenteur-géomètre, le dix-neuf (19) février deux mille treize (2013), sous le numéro 55 768 de ses minutes décrit l'état actuel de l'Immeuble et aucune modification n'a été apportée à l'Immeuble depuis cette date;

e) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et n'a pas l'intention de modifier cette résidence;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. La signature du présent acte et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune mesure ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque aux termes d'une loi applicable au Vendeur; et;

g) sont inclus dans le prix de vente le mobilier et tous les équipements laissés dans l'Immeuble à la signature des présentes. Le Vendeur garantit que ce mobilier et ces équipements lui appartiennent, qu'ils sont libres de toute dette.

8. ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

9. OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble « tel quel », dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés; et

c) Vérifier elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur;

10. EXTINCTION DES SERVITUDES

10.1 Le Vendeur, à titre de propriétaire du fonds dominant, renonce expressément aux servitudes suivantes :

- servitudes pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport de l'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 1 096 094 et 1 096 237.

Ces servitudes sont dès lors éteintes à compter des présentes, le tout conformément au 2^e alinéa de l'article 1191 du *Code civil du Québec*.

10.2 Relativement à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 101 116, Shell a obtenu du propriétaire du fonds servant la renonciation à cette servitude et procédera incessamment à sa publication au registre foncier, le tout à ses frais.

Il est convenu entre les Parties que la Ville disposera d'un délai de un (1) an, à compter de la date des présentes, pour effectuer des études de caractérisation environnementale à l'intérieur de l'assiette de cette servitude.

Si ces études révèlent la présence de contaminants dans les sols de l'assiette de servitude dont la concentration excède les valeurs limites pour un terrain utilisé à des fins industrielles et commerciales telles que prévues à l'annexe II du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains adopté en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ chapitre Q-2) ou tout Règlement devant y succéder et en vigueur au moment des études de caractérisation environnementale effectuées par la Ville (ci-après la « **Contamination** »), la Ville transmettra, à l'intérieur du délai précité, un avis à cet effet à Shell. Dans ce cas, Shell s'engage, dans un délai de un (1) an suivant la réception dudit avis, à procéder, à ses frais, à la réhabilitation environnementale de l'assiette de cette servitude en conformité avec les dispositions pertinentes de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ chapitre Q-2) ou toute loi devant y succéder relativement à une réhabilitation d'un terrain utilisé à des fins industrielles et commerciales et conformément au Plan de réhabilitation préparé par la Ville en consultation avec Shell et soumis par la Ville au Ministère du développement durable, de l'environnement et de lutte contre le changement climatique (« MDDELCC) et approuvé par ce dernier dans l'éventualité où une telle approbation était requise. À cet effet, la Ville donnera au Vendeur accès à l'Immeuble pour lui permettre de faire les travaux nécessaires. Suivant le parachèvement par Shell des travaux de réhabilitation environnementale prévus au présent paragraphe et la soumission par Shell à la Ville d'une étude de réhabilitation réalisée à ses frais et attestable par un expert habilité par le MDDELCC faisant état de l'absence de Contamination suite à ces travaux, la Ville accordera à Shell une quittance complète et finale de ses obligations créées aux termes du présent paragraphe 10.2.

Dans l'éventualité où ces études ne révèlent aucune Contamination ou à l'expiration du délai de un (1) an à compter de la date des présentes, Shell sera libérée de toute responsabilité relative à la réhabilitation

environnementale de l'assiette de cette servitude et à l'enlèvement de tout ouvrage conduit et/ou équipement ayant été installé en tréfonds de l'Immeuble. Dans ce cas, la Ville sera disposée à accorder à Shell une quittance complète et finale de ses obligations créées aux termes du présent paragraphe 10.2.

11. CLAUSE SPÉCIALE

11.1 Le Vendeur se réserve le droit pour une durée de vingt (20) ans à compter de la signature des présentes, de requérir, et la Ville s'engage à accorder, une servitude en faveur du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou de tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci, propriété du Vendeur ou de l'un de ses associés et adjacents à l'Immeuble et ce, aux fins de l'installation, du maintien et de l'usage d'équipements de services d'utilité publique. L'emplacement de cette servitude sera sis sur un espace de l'Immeuble libre de toute bâtisse, à être mutuellement convenu entre le Vendeur et la Ville et le fournisseur de services d'utilité publique concerné. Il est entendu que cette servitude devra être créée à un endroit où elle aura le moins d'impact sur l'usage de l'Immeuble. À cette fin, les Parties s'engagent à publier un acte de servitude à intervenir entre le Vendeur et la Ville et le fournisseur de services d'utilité publique contre l'Immeuble aux frais du Vendeur, et ce, dans les dix-huit (18) mois suivant la réception par la Ville d'une demande à cet effet. Nonobstant toute autre disposition de la présente vente, la Ville reconnaît que les droits accordés au Vendeur aux termes du présent paragraphe seront cessibles par le Vendeur à tout acquéreur du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou de tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci.

11.2 Le prolongement du boulevard Joseph-Versailles à partir de la rue Sherbrooke vers l'autoroute 40 est projeté par la Ville. Ce prolongement reliera la rue Sherbrooke à l'autoroute 40.

Toutefois, dans l'éventualité où ledit prolongement n'est pas aménagé par la Ville ou si ce prolongement est aménagé mais ne permet pas au lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci d'avoir un accès direct au boulevard Joseph-Versailles pour joindre la rue Sherbrooke et l'autoroute 40, le Vendeur pourra transmettre un avis à la Ville exigeant que la Ville lui rétrocède une partie de l'Immeuble d'une largeur de quarante mètres (40 m.) et d'une longueur approximative de deux cent quatre-vingt-six mètres et soixante-quinze centièmes (286,75 m.) à partir de la rue Sherbrooke et sise au long de la limite Est de l'Immeuble (ci-après la « **Propriété Ville** »). La Ville s'engage à rétrocéder ladite partie de l'Immeuble en considération toutefois de la cession par le Vendeur d'une partie du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci mesurant soixante et un mètre et cinq dixièmes (61,5 m.) par cent quatre-vingt-sept mètres (187 m.) et située le long de la limite Nord de l'Immeuble (ci-après la « **Propriété Shell** »). La Propriété Ville et la Propriété Shell sont montrées sur un plan préparé par Réjean Archambault, arpenteur-géomètre, en date du huit (8) février deux mille treize (2013) sous le numéro 55 768 de ses minutes (dossier P59934), lequel demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Le droit conféré au Vendeur aux termes du présent paragraphe devra être exercé par avis écrit donné à la Ville au plus tard vingt (20) ans suivant la signature des présentes. La Ville s'engage à ne construire aucun édifice ou autre installation sur la Propriété Ville à l'exception d'un stationnement, et ce, pendant toute la période susdite de vingt (20) ans à compter de la date des présentes.

Suite à la réception par la Ville de l'avis du Vendeur indiquant qu'il souhaite se prévaloir de son droit conféré aux termes du présent paragraphe et pourvu que le Vendeur ait rempli, le cas échéant, son obligation prévue à 10.2, ou ait reçu quittance de la Ville de son obligation prévue à 10.2, les Parties s'engagent à remplir les obligations ci-dessous énumérées dans les meilleurs délais, la Ville et Shell s'engageant à agir avec diligence et célérité:

- 1) Le Vendeur devra, à ses frais, procéder à la réhabilitation environnementale de la Propriété Shell de manière à ce que la condition des sols soit conforme au Plan de réhabilitation soumis par le Vendeur au MDDELCC et approuvé par le MDDELCC, et au moment de tout acte de transfert, ladite Propriété Shell sera conforme aux exigences et conditions du Plan approuvé;
- 2) Le Vendeur devra remettre à la Ville une copie tout rapport de caractérisation environnementale et de réhabilitation de la Propriété de Shell ainsi qu'une copie de l'avis de décontamination publié au registre foncier;
- 3) Le Vendeur devra compléter les travaux relatifs au sous-compteur, tel que mentionné à 11.3 ; et
- 4) La Ville devra procéder, à ses frais, aux opérations cadastrales requises pour la Propriété Ville et la Propriété Shell.

Au plus tard douze (12) mois suivant l'accomplissement de toutes ces obligations, la Ville s'engage à signer ledit acte d'échange.

L'acte d'échange sera effectué aux conditions suivantes :

- i) La cession de la Propriété Ville sera faite sans garantie légale et aux risques et périls du Vendeur;
- ii) La cession de la Propriété Shell sera faite sans garantie légale et aux risques et périls de la Ville;
- iii) Sans soulte;
- iv) Le Vendeur prendra la Propriété Ville dans l'état où elle se trouve;
- v) Le Vendeur devra s'engager à utiliser la Propriété Ville pour les fins exclusives de la réalisation d'un chemin privé ou public;
- vi) Le Vendeur devra accorder une servitude de passage en faveur de la Ville sur la Propriété Ville; et
- vii) La Ville assumera le coût des frais liés aux opérations cadastrales, à l'acte d'échange, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la

charge de la partie les ayant initiés.

11.3 Les Parties reconnaissent qu'un sous-compteur d'eau utilisé par le Vendeur pour sa consommation d'eau relativement à sa propriété adjacente est rattaché au compteur d'eau de l'Immeuble. Par contre, les factures sont séparées pour identifier les deux (2) utilisateurs. À compter de la clôture du présent acte de vente, chacun des Vendeur et de la Ville assumera la responsabilité de paiement des montants dus pour la consommation d'eau reliée à chacune de leur propriété respective. La lecture du sous-compteur sera effectuée par un représentant de la Ville de Montréal-Est exclusivement.

De plus, le Vendeur s'engage à ne plus utiliser ce sous-compteur d'eau, aussitôt les travaux de réhabilitation terminés sur sa propriété adjacente. Pour ce faire, le Vendeur s'engage à effectuer la disjonction du branchement d'eau domestique ainsi que celui de l'égout pluvial en murant et obturant ces conduites près des conduites principales à la limite nord de l'Immeuble, le tout tel qu'illustré sur le plan étant annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée. À cet effet, la Ville donnera au Vendeur accès à l'Immeuble pour lui permettre de faire les travaux nécessaires. Les frais pour enlever ledit compteur seront assumés par le Vendeur, le cas échéant.

12. RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Par ailleurs, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la présente vente.

13. PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **SEPT MILLIONS DEUX CENT MILLE DOLLARS (7 200 000,00 \$)**, que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

Les Parties conviennent de répartir le prix de vente comme suit :

Terrain :	4 000 000,00 \$
Bâtiment :	3 200 000,00 \$

14. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS

ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente **OU** donation **OU** cession est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur **OU** Donateur **OU** Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 137400032RT 0001;
T.V.Q. : 1086674439TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

15. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ chapitre C-19) et elle a remis une copie de cette politique au Vendeur.

16. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

17. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des

présentes qui conserveront tout leur effet.

18. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

- a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : PRODUITS SHELL CANADA;
- b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : la VILLE DE MONTRÉAL;
- c) le siège du cédant est au : 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4 et sa place d'affaires au : 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 200, Montréal, province de Québec, H3A 1L4;
- d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;
- e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal-Est;
- f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SEPT MILLIONS DEUX CENT MILLE DOLLARS (7 200 000,00 \$);
- g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SEPT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (7 500 000,00 \$)];
- h) le montant du droit de mutation est de : CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (178 500,00 \$);
- i) EXONÉRATION : le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;
- j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

PRODUITS SHELL CANADA, Société en nom collectif, par son associée directrice, Shell Canada Limitée

Par : Louise-Marie Bélanger

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

M^e Caroline BOILEAU, notaire

Dossier # : 1141195002

Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière ,
Direction , Division évaluation et transactions immobilières ,
Section transactions immobilières

Objet : Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada, un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le prix de 8 278 200 \$, incluant les taxes pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au SPVM. N/Réf. : 31H05-005-3977-01



Certificat de localisation.pdf5-3977-1A.pdf5-3977-1B.pdf5-3977-1C.pdf5-3977-1P.pdf



Échange de terrain SHELL.pdf Résultat - Service enquêteurs spécialisés - V.7 B.pdf



plan de la servitude 1 101 116.pdfRapport.pdf Inventaire meubles Shell.pdf



mobiliers Shell.pdf 14E054E révisée-Note.pdfShell-Annexe D.pdf



Lettre d'engagement de Shell a signer acte de vente et projet acte de vente final.pdf



Résumé de transaction immobilière 1141195002.docBoul. Joseph-Versailles.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxwell JUSTIN
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-3069
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Téléphone: 514 872-2125

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL-EST
CADASTRE : DU QUÉBEC
LOT (S) : 1 251 244**

DOSSIER : P59934

CERTIFICAT DE LOCALISATION

1. MANDAT

Je soussigné, Réjean Archambault, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer l'arpentage dans la Province de Québec, ai préparé le présent certificat de localisation à la demande de Produits Shell Canada.

2. DÉFINITION

Le certificat de localisation est un document en minute comportant un rapport et un plan, dans lequel l'arpenteur-géomètre exprime son opinion sur la situation et la condition actuelle d'un bien-fonds par rapport aux titres de propriété, au cadastre, ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter. Il ne peut être utilisé ou invoqué à des fins autres que celles auxquelles il est destiné. (L.R.Q., c.A-23, a.49, r.7, art. 2).

3. BUT

Le présent certificat de localisation est requis aux fins d'une opération immobilière (acte de translation de propriété et/ou d'hypothèque).

4. DATE DE LEVÉ

Le levé des lieux a été complété le 18 février 2013.

5. DATE DES RECHERCHES AU REGISTRE FONCIER

Les recherches au registre foncier ont été complétées le 7 février 2013.

6. DERNIER(S) TITRE(S) DE PROPRIÉTÉ PUBLIÉ(S)

J'ai pris connaissance, entre autres, d'un acte d'acquisition publié sous le numéro 14232062 dans lequel Produits Shell Canada a acquis l'emplacement décrit au présent certificat de localisation de Pétrolière Mc Coll-Frontenac inc.

7. DESCRIPTION DU BIEN-FONDS

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation se compose d'une seule parcelle étant le lot un million deux cent cinquante et un mille deux cent quarante-quatre (1 251 244), de figure irrégulière et bornée vers le nord-ouest par le lot 2 331 842, vers le nord-est par les lots 2 331 842 et 1 251 215, vers le sud-est par les lots 1 251 211 (rue Sherbrooke est) et 1 251 210 (rue Sherbrooke est), vers le sud-ouest par le lot 1 251 192; mesurant deux cent vingt-six mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (226,85 m) dans sa limite nord-ouest, deux cent quatre-vingt-six mètres et soixante-quinze centièmes (286,75 m) dans sa limite nord-est, successivement quatre mètres et trois centièmes (4,03 m) et deux cent vingt-quatre mètres et trente-six centièmes (224,36 m) dans sa limite sud-est, deux cent cinquante-neuf mètres et huit centièmes (259,08 m) dans sa limite sud-ouest et contenant une superficie de soixante et un mille neuf cent quarante-sept mètres carrés et deux dixièmes (61 947,2 m²).

8. HISTORIQUE CADASTRAL

Le lot 1 251 244 est issu du remplacement par rénovation cadastrale du lot 846 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles, publié le 5 février 1999.

Le lot 846 est issu du remplacement d'une partie des lots 76-910, 76, 77, publié le 24 décembre 1993.

Le lot 76-910 est issu de la subdivision d'une partie du lot 76, publié le 13 juin 1950.

Les lots 76-174 à 76-206, 76-208, 76-482, 76-507 à 76-549, 76-551 à 76-575 et une partie des lots 76-171, 76-172, 76-173, 76-207, 76-209, 76-310, 76-481, 76-483, 76-506, 76-550, 76-576, 76-577, 76-833 ont été annulés et cette annulation a été publiée le 13 juin 1950.

Les lots 76-171 à 76-209, 76-310, 76-481, 76-482, 76-483, 76-506 à 76-577, 76-833 sont issus de la subdivision d'une partie du lot 76, publiée le 1er avril 1911.

Les lots originaires 76 et 77 ont été publiés le 30 avril 1874.

9. CONCORDANCE DES DIMENSIONS ÉTABLIES PAR LE SOUSSIGNÉ

a) Avec le(s) dernier(s) titre(s) de propriété et le cadastre

Les dimensions apparaissant au(x) titre(s) de propriété et au cadastre concordent avec celles établies par le soussigné. Cependant, les dimensions apparaissant au cadastre d'avant la rénovation ne concordent pas avec celles-ci, parce que j'ai constaté un surplus de terrain. Ce surplus n'affecte pas les propriétés voisines. Le tableau suivant est une synthèse des dimensions concernant ledit emplacement.

LOT: 1 251 244

<i>Limites</i>	<i>Dimensions</i>			
	établies par le soussigné (m)	au(x) titre(s) de propriété (m)	cadastrales après rénovation (m)	cadastrales avant rénovation (m)
Nord-ouest	226,85	226,85	226,85	226,85
Nord-est	286,75	286,75	286,75	286,75
Sud-est	4,03	4,03	4,03	56,58
	224,36	224,36	224,36	171,79
Sud-ouest	259,08	259,08	259,08	259,08
Superficie	61947,2 m ²	61947,2 m ²	61947,2 m ²	61925,8 m ²

b) Avec l'occupation

L'occupation constatée ne concorde pas avec les dimensions établies par le soussigné parce que les clôtures nord-ouest et sud-ouest, dont l'appartenance reste à définir, ne sont pas situées sur les limites du périmètre reconstitué dudit emplacement. Par conséquent, il y a des empiètements tels que décrits à l'article onze (11) du présent certificat de localisation.

10. STRUCTURES, BÂTIMENTS ET DÉPENDANCES

Le bâtiment principal, érigé sur ledit emplacement, portant le numéro civique 10351, rue Sherbrooke est, est un bâtiment industriel de trois étages dont le revêtement extérieur est principalement de brique et d'aluminium avec un garage intégré. La forme et les dimensions de cette construction ainsi que les distances la localisant aux limites dudit emplacement sont montrées sur le plan accompagnant le présent certificat de localisation.

11. EMPIÈTEMENT(S) APPARENT(S)

a) Empiètement(s) apparent(s) exercé(s)

Compte tenu de la position de la clôture sud-ouest telle que mentionnée au paragraphe 9, l'occupation de la propriété sise sur l'emplacement décrit au présent certificat de localisation empiète sur le lot 1 251 192.

b) Empiètement(s) apparent(s) souffert(s)

Compte tenu de la position de la clôture nord-ouest telle que mentionnée au paragraphe 9, l'occupation de la propriété sise sur le lot 2 331 842 empiète sur l'emplacement décrit au présent certificat de localisation.

12. OUVERTURE(S)

(À une distance moindre que celle prévue par la Loi)

Les ouvertures des constructions sises sur l'emplacement décrit au présent certificat de localisation ainsi que celles sises sur les emplacements voisins, sont conformes aux exigences des articles 993 à 996 du Code civil du Québec.

13. MUR(S) MITOYEN(S)

Les murs des constructions sises sur l'emplacement décrit au présent certificat de localisation ne sont pas mitoyens.

14. SERVITUDE(S) APPARENTE(S)

Des poteaux, un hauban et une ligne de transmission aérienne longent les limites nord-ouest, sud-est et sud-ouest de l'emplacement décrit au présent certificat de localisation.

15. SERVITUDE(S) PUBLIÉE(S)

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation est affecté d'une servitude d'exploitation de réseaux en faveur d'Hydro-Québec, publiée sous le numéro 3056584. L'assiette de ladite servitude, d'une largeur de 3,57 mètres, est située le long de la limite nord-est dudit emplacement.

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation est affecté d'une servitude pour exploitation d'un pipeline, publiée sous le numéro 1101116. L'assiette de ladite servitude, d'une largeur de 7,62 mètres, traverse l'emplacement.

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation est affecté d'une servitude pour exploitation d'un pipeline, publiée sous le numéro 1096094. L'assiette de ladite servitude est située sur les lots 1 251 071 et 1 251 072.

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation est affecté d'une servitude pour exploitation d'un pipeline, publiée sous le numéro 1096237. L'assiette de ladite servitude est située sur une partie du lot 1 251 192.

16. BORNAGE

Il n'existe aucun procès-verbal de bornage publié comme tel au registre foncier du lot concernant l'emplacement décrit au présent certificat de localisation.

17. AVIS D'EXPROPRIATION, RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES

Il n'existe aucun avis de réserve pour fins publiques ou d'expropriation publié comme tel au registre foncier du lot concernant l'emplacement décrit au présent certificat de localisation.

18. RÉGLEMENTS MUNICIPAUX

Le bâtiment principal décrit au présent certificat de localisation est conforme aux exigences de la zone 51 du règlement de zonage en vigueur dans ladite municipalité, et ce, spécifiquement en regard du type de bâtiment autorisé et des marges de construction à respecter.

19. ZONE D'INONDATION ET PROTECTION RIVERAINE

a) en rapport avec la Convention Canada / Québec

L'emplacement décrit au présent certificat de localisation n'est pas situé à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

b) en rapport avec la Politique de protection des rives

L'emplacement décrit au présent certificat de localisation n'est pas situé à l'intérieur d'une bande de protection riveraine établie par le règlement municipal de zonage pris en vertu du décret concernant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, édictée par le décret no 1980-87 du 22 décembre 1987 et ses modifications subséquentes.

c) en rapport avec le règlement municipal de zonage

L'emplacement décrit au présent certificat de localisation n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

20. PATRIMOINE CULTUREL

a) Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., c.P-9.002)

Il n'existe aucun avis publié à l'index des immeubles de l'emplacement concerné mentionnant qu'un bâtiment érigé sur ledit emplacement est un bien patrimonial ou que ledit emplacement est situé en tout ou en partie à l'intérieur d'une aire de protection d'un immeuble patrimonial ou d'un site patrimonial.

b) Règlement municipal de zonage

L'immeuble décrit au présent certificat de localisation n'est pas répertorié comme possédant des statuts patrimoniaux par ladite municipalité.

21. LOI SUR LA RÉGIE DU LOGEMENT (L.R.Q.,c.R-8.1)

Le bâtiment principal ci-haut mentionné est un bâtiment industriel. Par conséquent, il n'est pas assujéti aux dispositions des articles 45 à 56 de la Loi sur la régie du logement (L.R.Q.,c.R-8.1).

22. LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES (L.R.Q.,c.P- 41.1)

L'emplacement faisant l'objet du présent certificat de localisation n'est pas inclus dans une aire permanente retenue aux fins de contrôle du territoire agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c.P-41.1).

23. LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE (L.R.C. 1985, c. A-2)

L'emplacement décrit au présent certificat de localisation n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C. 1985,c.A-2) et publié au bureau de la publicité des droits.

24. SYSTÈME DE MESURES

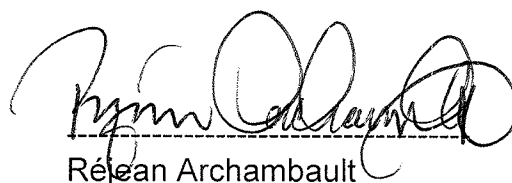
Les dimensions mentionnées dans ce document sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence 1 mètre = 3.28084 pieds pour convertir en mesures anglaises (M.A.).

25. CERTIFICATION

Je certifie que le présent certificat de localisation est conforme aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux ainsi qu'à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir. De plus, les éléments mentionnés aux paragraphes 1 à 23 du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation ont été vérifiés.

Le présent rapport et le plan ci-annexé font parties intégrantes du présent certificat de localisation préparé spécialement dans le but ci-haut mentionné; ils ne pourront être utilisés ou invoqués à une autre fin sans une autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné (L.R.Q., c.A-23, a.49, r.7, art. 11).

Fait et préparé à Montréal, le 19 février 2013, sous le numéro 55768 de mes minutes (Dossier P59934).



Réjean Archambault
Arpenteur-géomètre

Copie conforme à l'original

Émise le

.....
Arpenteur-géomètre

2 331 842

1 251 215

M=C=T=R=286,75

SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC #3056584

ÉVANT

ABRIBUS (1,48x1,83)

RUE SHERBROOKE EST
1 251 211

1 251 244
SM=SR=ST=61 947,2m²
SC=61 925,8m²

2 331 842

M=C=T=R=276,85

ENSEIGNE (1,71x0,10)

ENSEIGNE (1,71x0,10)

ENSEIGNE (1,71x0,10)

REGARD (AQUEDUC)

REGARD HYDRO-QUÉBEC

C=171,79
M=F=R=274,36

COLONNE

BÂTIMENT INDUSTRIEL
BRIQUE, ALUMINIUM,
TÔLE, AGRÉGAT,
BLOCS DE BÉTON
3 ÉTAGES
#CV:10351

1 ÉTAGE
GARAGE

GÉNÉRATRICE (5,43x2,04)

BOÎTE ÉLECTRIQUE

BOÎTE ÉLECTRIQUE

1 251 210

REGARD

SERVITUDE #1101116 POUR EXPLOITATION D'UN PIPELINE

M=C=T=R=259,08

1 251 192

N.B. SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES DIMENSIONS AU BÂTIMENT PRINCIPAL SONT MESURÉES AU REVÊTEMENT, LES DÉPENDANCES SONT MESURÉES AU REVÊTEMENT ET LES PISCINES AU BASSIN D'EAU. DE PLAN ANSI QU'LE RAPPORT L'ACCOMPAGNANT FONT PARTIES INTÉGRANTES DU PRÉSENT CERTIFICAT DE LOCALISATION, PRÉPARÉS POUR DES FINS DE VENTE ET/OU HYDROLOGIQUES. ILS NE DEVRAIENT PAS ÊTRE UTILISÉS OU INVOKÉS POUR D'AUTRES BUTS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUS-SIGNÉ.

LÉGENDE

- M= DIMENSION ÉTABLIE PAR LE SOUS-SIGNÉ
- C= DIMENSION CADASTRALE AVANT RENOVATION
- F= DIMENSION AU TITRE
- R= DIMENSION CADASTRALE APRÈS RENOVATION
- ⊕= BORNE-FONTAINE
- ⊙= LAMPADAIRE
- ⊖= HAUBAN
- ⊕= PÔTEAU ÉLECTRIQUE
- ⊖= MUR
- ⊖= CLÔTURE
- ⊖= LIMITE DE L'ASPHALTE
- ⊖= LIGNE DE TRANSMISSION AÉRIENNE
- ⊖= MUR DE SOUTÈNEMENT
- ⊖= BÉTON
- ⊖= PLYONE ÉLECTRIQUE
- ⊖= FEUX DE CIRCULATION

labre & associés
ARPENTEURS • GÉOMÈTRES INC.

LAVAL • BROSSARD • REPENTIGNY • ST-EUSTACHE
• MONTRÉAL •
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : (514) 642-2000

CERTIFICAT DE LOCALISATION

MONTRÉAL, LE 19 FÉVRIER 2013

CADASTRE: DU QUÉBEC

PAR: *Rejean Archambault*
REJEAN ARCHAMBAULT
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

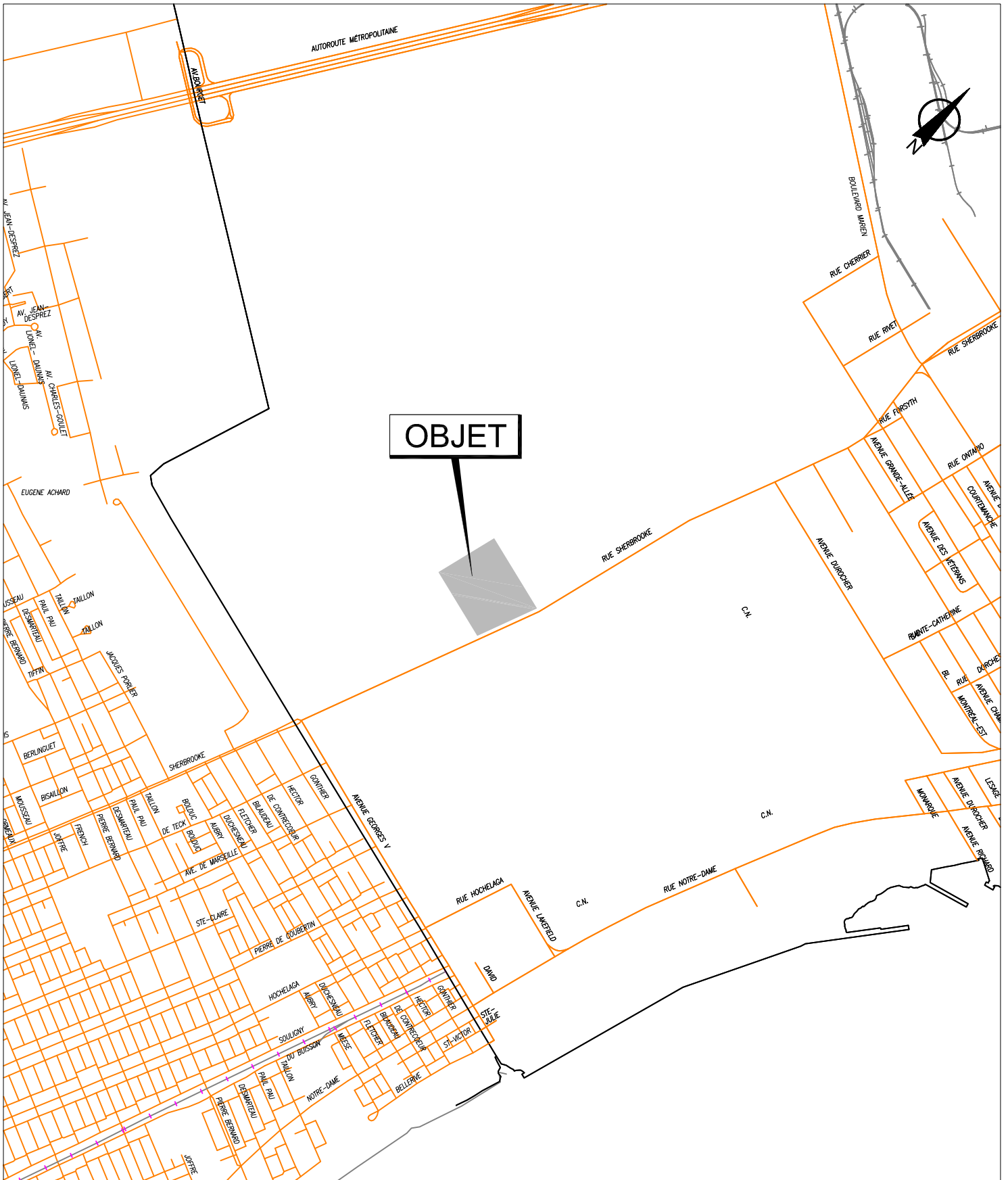
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL-EST

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL,
ÉMISE LE ... / ... / ...

LOT (S): 1 251 244

A.G.

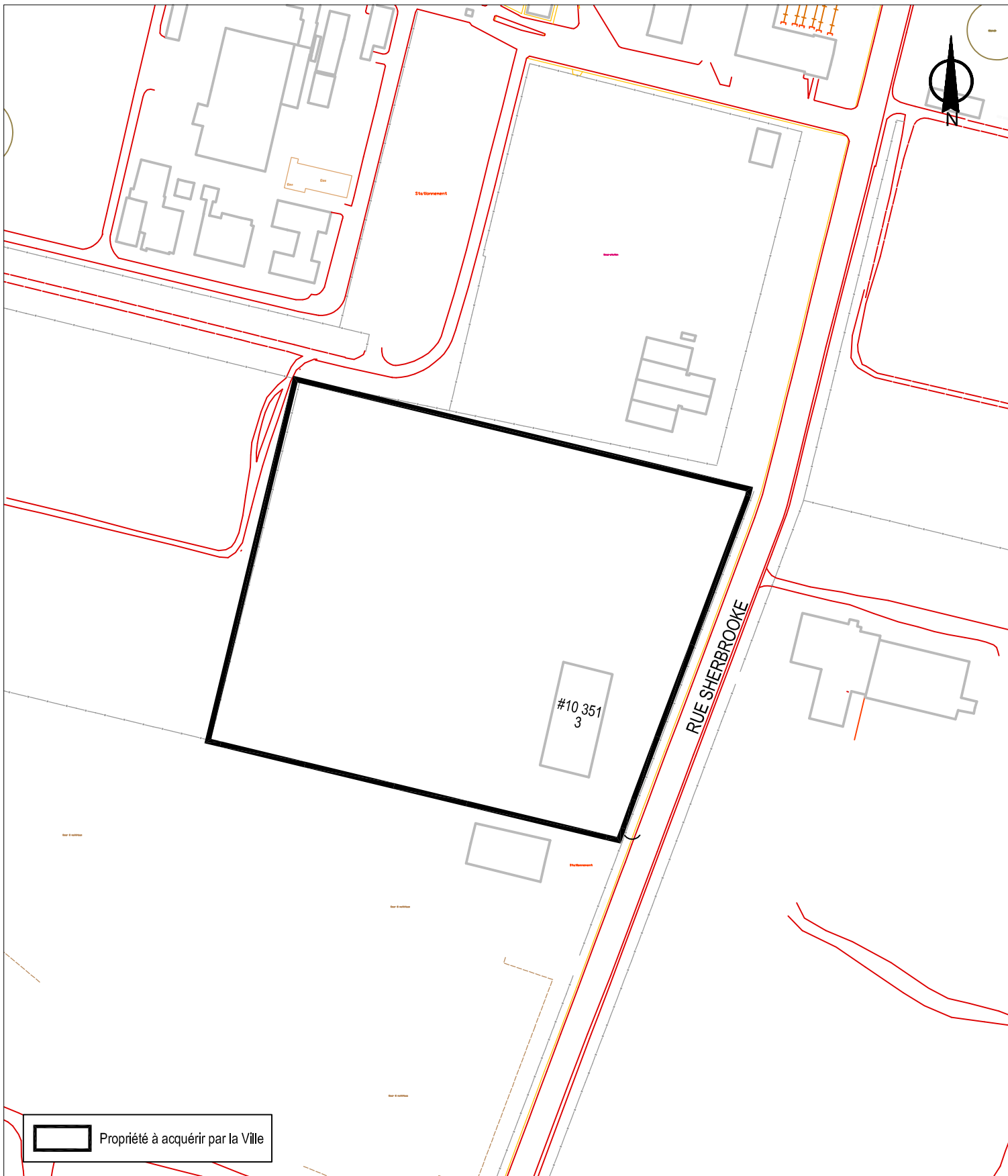
LEVÉ: 18 FÉVRIER 2013 ÉCHELLE: 1:500 (SI) DESSIN: P59934 MINUTE: 55768 DOSSIER: P59934



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
 ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
 DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
 DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
 SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Est

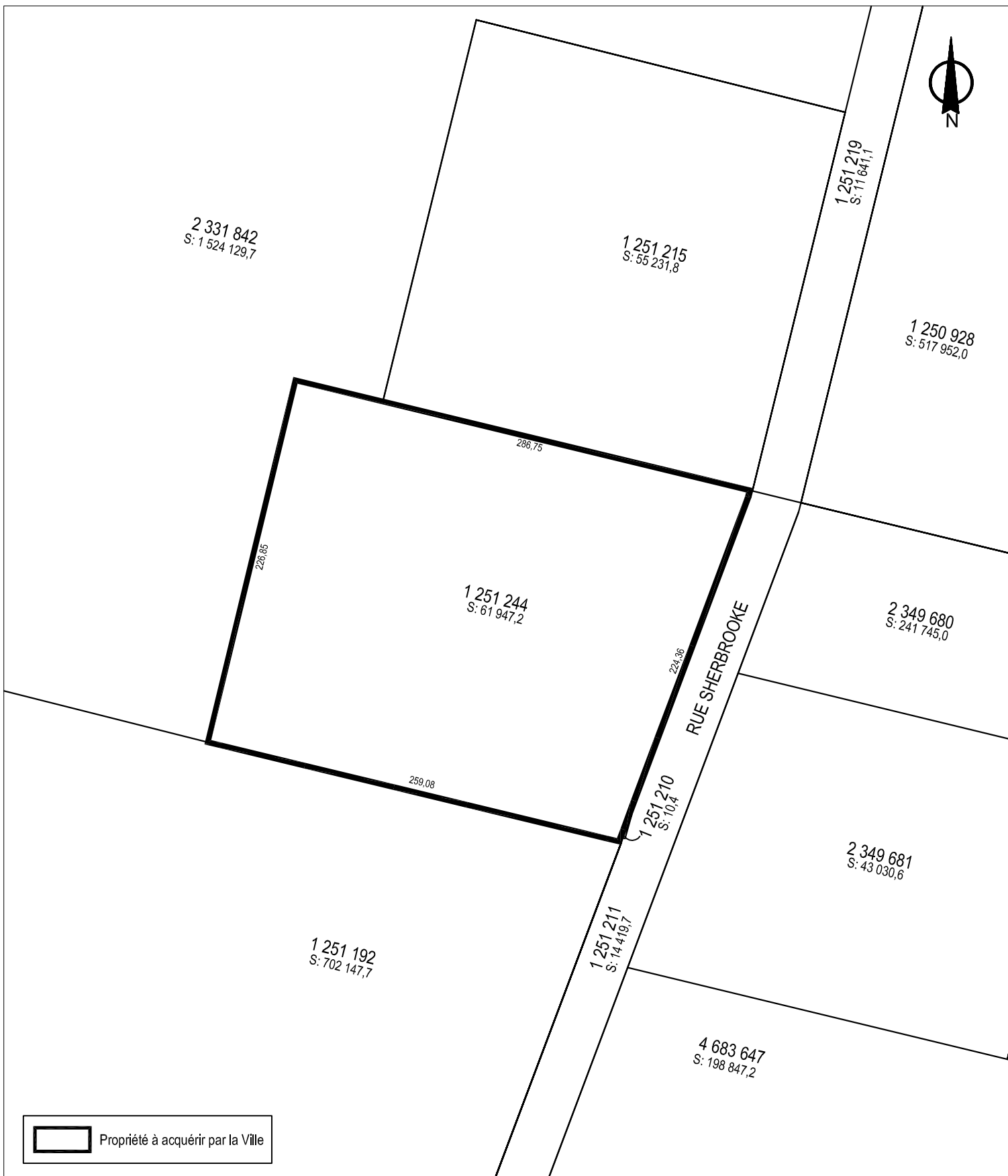
Plan A : plan de localisation
 Dossier : 31H12-005-3977-01
 Dessinateur : CL
 Échelle : -
 Date : 19-02-14



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Est

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-3977-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:3000
Date : 19-02-14



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
 ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
 DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
 DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
 SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Est

Plan C : plan de cadastre
 Dossier : 31H12-005-3977-01
 Dessinateur : CL
 Échelle : 1:3000
 Date : 19-02-14



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Montréal-Est

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-3977-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 19-02-14

ANALYSE FINANCIÈRE 20 ANS - SERVICE DES ENQUÊTEURS SPÉCIALISÉS DU SPVM
SOMMAIRE DES RÉSULTATS (MARS 2014)

DESCRIPTION	STATU QUO Location à Place Versailles 54 991 pi ²		SCÉNARIO 1 Location à l'immeuble Balmoral 60 000 pi ²		SCÉNARIO 2 Location au nouveau bâtiment de Shell 76 007 pi ²		SCÉNARIO 3 Achat un nouveau bâtiment de Shell 76 007 pi ² @ 7,2 M\$		SCÉNARIO 3A Achat un nouveau bâtiment de Shell (point d'injection pour les améliorations locatives) 76 007 pi ² @ 7,2 M\$	
	Valeur annualisée	Valeur actuelle nette	Valeur annualisée	Valeur actuelle nette	Valeur annualisée	Valeur actuelle nette	Valeur annualisée	Valeur actuelle nette	Valeur annualisée	Valeur actuelle nette
DÉBOURSÉS										
INVESTISSEMENTS										
Coût d'acquisition du terrain de Shell							328 998 \$	3 773 585 \$	328 998 \$	3 773 585 \$
Coût d'acquisition d'un bâtiment de Shell							263 199 \$	3 018 868 \$	263 199 \$	3 018 868 \$
Total (investissements)							592 197 \$	6 792 453 \$	592 197 \$	6 792 453 \$
Réserve structurale - bâtiment de Shell							79 454 \$	911 333 \$	79 454 \$	911 333 \$
Valeur résiduelle - bâtiment + terrain de Shell							(341 045 \$)	(3 911 755 \$)	(341 045 \$)	(3 911 755 \$)
Total (réserve structurale + valeur résiduelle)							(261 590 \$)	(3 000 422 \$)	(261 590 \$)	(3 000 422 \$)
FRAIS D'EXPLOITATION										
Nouveau bâtiment de Shell (76 007 pi ² x 8,85 \$/pi ²)							802 579 \$	9 205 514 \$	802 579 \$	9 205 514 \$
Total (frais d'exploitation)							802 579 \$	9 205 514 \$	802 579 \$	9 205 514 \$
FRAIS DE LOCATION										
Place Versailles										
Loyer de base	662 570 \$	7 599 631 \$	166 038 \$	1 904 439 \$	166 038 \$	1 904 439 \$	166 038 \$	1 904 439 \$	166 038 \$	1 904 439 \$ *
Frais d'exploitation	418 583 \$	4 801 112 \$	103 435 \$	1 186 395 \$	103 435 \$	1 186 395 \$	103 435 \$	1 186 395 \$	103 435 \$	1 186 395 \$
Taxe foncière (municipal + scolaire)	275 537 \$	3 160 393 \$	68 063 \$	780 679 \$	68 063 \$	780 679 \$	68 063 \$	780 679 \$	68 063 \$	780 679 \$
Coût de stationnement sécurisé	33 322 \$	382 196 \$	8 539 \$	97 946 \$	8 539 \$	97 946 \$	8 539 \$	97 946 \$	8 539 \$	97 946 \$
Coût de stationnement supplémentaire	70 137 \$	804 468 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Amélioration locative (travaux de sécurisation des lieux)	9 457 \$	108 467 \$	9 457 \$	108 467 \$	9 457 \$	108 467 \$	9 457 \$	108 467 \$	9 457 \$	108 467 \$
Amélioration locative (travaux à la 10 ^e année)	49 164 \$	563 910 \$								
Fullum										
Loyer de base	80 398 \$	922 155 \$	8 320 \$	95 426 \$	8 320 \$	95 426 \$	8 320 \$	95 426 \$	8 320 \$	95 426 \$
Amélioration locative (travaux à la 10 ^e année)	8 608 \$	98 735 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Nouvelle immeuble Balmoral										
Loyer de base			1 577 034 \$	18 088 451 \$						
Frais d'exploitation			786 048 \$	9 015 903 \$						
Taxe foncière (municipal + scolaire)			1 045 320 \$	11 989 735 \$						
Coût de stationnement			0 \$	0 \$						
Amélioration locative			343 499 \$	3 939 903 \$						
Nouveau bâtiment de Shell										
Loyer de base					1 251 479 \$	14 354 362 \$				
Frais d'exploitation					802 579 \$	9 205 514 \$				
Taxe foncière (municipal + scolaire)					533 239 \$	6 116 206 \$				
Coût de stationnement					0 \$	0 \$				
Amélioration locative					466 667 \$	5 352 638 \$				
Montant compensatoire de la taxe foncière - remboursement du montant à Montréal Est							466 667 \$	5 352 638 \$	409 846 \$	4 700 898 \$
							56 431 \$	647 258 \$	56 431 \$	647 258 \$
Total (frais de location)	1 607 776 \$	18 441 065 \$	3 760 219 \$	43 129 418 \$	3 062 283 \$	35 124 146 \$	531 418 \$	6 095 322 \$	474 596 \$	5 443 582 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS (INVESTISSEMENTS, EXPLOITATION ET LOCATION)	1 607 776 \$	18 441 065 \$	3 760 219 \$	43 129 418 \$	3 062 283 \$	35 124 146 \$	1 664 603 \$	19 092 867 \$	1 607 782 \$	18 441 128 \$
DÉBOURSÉS NETS	1 607 776 \$	18 441 065 \$	3 760 219 \$	43 129 418 \$	3 062 283 \$	35 124 146 \$	1 664 603 \$	19 092 867 \$	1 607 782 \$	18 441 128 \$

Montant taxes incluses	TAUX DE LOCATION (\$/pi ²)	
	2012 - 2015	2015 - 2017 et suivantes
Loyer de base	10,35 \$	10,92 \$
Frais d'exploitation	6,35 \$	6,93 \$
Taxes foncières (municipales + scolaires)	4,17 \$	4,56 \$
Frais de stationnement	41\$/mois/u (160 cases)	41\$/mois/u (160 cases)
TOTAL		
Amélioration locative 1 ^{ère} année (114\$/pi ²)	114 975,00 \$	
10 ^e année		758 875,80 \$

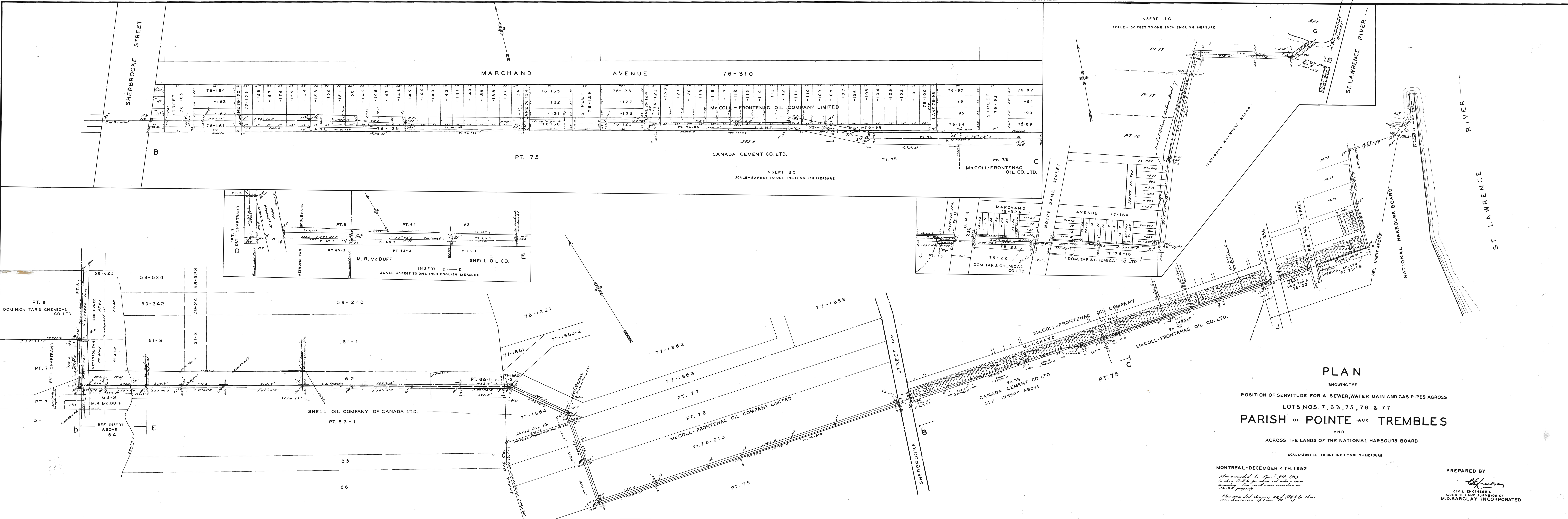
TAUX DE LOCATION (\$/pi ²)	
Montant taxes incluses	
Loyer de base	22,03 \$
Frais d'exploitation	10,98 \$
Taxes foncières (municipales + scolaires)	14,60 \$
Frais de stationnement	inclus dans le loyer
TOTAL FRAIS DE LOCATION	47,61 \$
Amélioration locative 1 ^{ère} année (53 \$/pi ²)	3 204 461,21 \$
10 ^e année	1 281 784,48 \$

TAUX DE LOCATION (\$/pi ²)	
Montant taxes incluses	
Loyer de base	13,80 \$
Frais d'exploitation	8,85 \$
Taxes foncières (municipales + scolaires)	5,88 \$
Frais de stationnement	inclus dans le loyer
TOTAL FRAIS DE LOCATION	28,53 \$
Amélioration locative 1 ^{ère} année (67 \$/pi ²)	5 100 000,00 \$
10 ^e année	804 825,00 \$

TAUX DE LOCATION (\$/pi ²)	
Montant taxes incluses	
Loyer de base	
Frais d'exploitation	8,85 \$
Taxes foncières (municipales + scolaires)	
Frais de stationnement	
Amélioration locative 1 ^{ère} année (67 \$/pi ²)	5 100 000,00 \$
10 ^e année	804 825,00 \$

TAUX DE LOCATION (\$/pi ²)	
Montant taxes incluses	
Loyer de base	
Frais d'exploitation	8,85 \$
Taxes foncières (municipales + scolaires)	
Frais de stationnement	
Amélioration locative 1 ^{ère} année (58 \$/pi ²)	4 400 912,47 \$
10 ^e année	804 825,00 \$

* Ces coûts ne sont pas comptabilisés dans l'analyse. La DSTI devrait louer, jusqu'à la fin du bail les locaux des enquêteurs à la Place Versailles qui seront utilisés par d'autres fonctions municipales (nouveaux besoins).



PLAN
 SHOWING THE
 POSITION OF SERVITUDE FOR A SEWER, WATER MAIN AND GAS PIPES ACROSS
 LOTS NOS. 7, 63, 75, 76 & 77
PARISH OF POINTE AUX TREMBLES
 AND
 ACROSS THE LANDS OF THE NATIONAL HARBOURS BOARD

SCALE-200 FEET TO ONE INCH ENGLISH MEASURE
 MONTREAL-DECEMBER 4TH, 1952
*Plan amended to April 9th 1953
 to show width of servitude and water cover
 correction of line from corner to corner as
 the call property*
*Plan amended January 22nd 1954 to show
 new dimension of line "M"*

PREPARED BY

 CIVIL ENGINEER
 QUEBEC LAND SURVEYOR OF
 M.D. BARCLAY INCORPORATED

RAPPORT ET OPINION SUR LES TITRES

OBJET

Examen de titres - Acquisition du lot 1 251 244 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal - immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est, à Montréal-Est.
Mandat : 14-0001, V/Dossier : 31H12-005-3977-01.

LOT(S)

Lot(s) : 1 251 244 du cadastre du Québec

(ci-après « l'Immeuble »)

Ville liée : Montréal-Est

PROPRIÉTAIRE(S)

PRODUITS SHELL CANADA

Adresse : 400 AVE 4th Avenue SW
Calgary Alberta T2P2H5 Canada

STATUT CORPORATIF

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 3349764152
Forme juridique : Société non constituée au Québec
Date d'immatriculation : 2000-12-27
Régime constitutif : **Société en nom collectif de la province de l'Alberta**

TITRE(S)

14 232 062 Acte de vente par Pétrolière McColl-Frontenac inc. à Produits Shell Canada, reçu par Me Dominique Gravel, notaire, le 16 mai 2007, sous le numéro 4 396 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 17 mai 2007, sous le numéro 14 232 062.

SERVITUDE(S)

1 096 094 Acte de servitude par Roland McDuff en faveur de McColl-Frontenac Oil Company Limited, reçu par Me Ernest A. Javet, notaire, le 17 septembre 1954, sous le numéro 103 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 30 septembre 1954, sous le numéro 1 096 094.

Pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport d'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz, avec tous les accessoires nécessaires.

Fonds servant : ptie sud-ouest des lots 66 et 68 (Ptie 2 331 842),

Fonds dominant : **lot 76-910, étant une partie de l'Immeuble.**

1 096 237 Acte de servitude par Canada Cement Company Limited en faveur de McColl-Frontenac Oil Company Limited, reçu par Me Herbert Bayne McLean, notaire, le 24 septembre 1954, sous le numéro 17 813 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 30 septembre 1954, sous le numéro 1 096 237.

Pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport d'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz.

Fonds servant : ptie nord-ouest triangulaire du lot 75 (Ptie 1 251 192)

Fonds dominant : **lot 76-910, étant une partie de l'Immeuble.**

1 101 116 Acte de servitude par McColl-Frontenac Oil Company Limited à Dominion Tar & Chemical Company, limited, reçu par Me Frederick Kirkland Stevenson, notaire, le 12 octobre 1954, sous le numéro 9 885 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 101 116.

Pour la construction, l'installation, l'usage, la réparation et la reconstruction de conduites souterraines et leurs accessoires, avec droit d'accès à pied et en véhicule sur le fonds servant ainsi que sur le terrain adjacent à celui-ci.

Fonds servant : **lisière de 7,62 m (25') longeant la limite sud-ouest de l'Immeuble**

Fonds dominant : lots 1 251 222, 1 251 858, 1 251 859, et 4 932 377 du cadastre du Québec, appartenant maintenant à Dow Chemical Canada ULC et le lot 4 932 376, appartenant à Praxair Canada inc. (Voir rubrique « REMARQUE »)

3 056 584 Acte de servitude par Texaco Canada inc. en faveur d'Hydro-Québec, reçu par Me David Whitney, notaire, le 29 février 1980, sous le numéro 15 571 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 056 584.

Pour une ligne de transport d'énergie électrique à haut ou faible voltage et des lignes de communication, y compris des pylônes et/ou poteaux avec les empattements nécessaires, les fils, câbles, contrepoids, tige d'ancrage, haubans et tous autres accessoires nécessaires ou utiles.

Fonds servant : **coin nord-est de l'Immeuble (voir certificat de localisation – emprise de 3,57 m)**

Fonds dominant : Réseau d'Hydro-Québec

HYPOTHÈQUE(S) ET AUTRE(S) CHARGE(S)

Aucune.

BAUX

Aucun.

DOMAINE PUBLIC / PARC INDUSTRIEL

Le domaine public ne s'applique pas pour ce type de dossier.
L'immeuble n'est pas situé dans un parc industriel.

CENTRE-VILLE / ARRONDISSEMENT HISTORIQUE DU VIEUX-MONTRÉAL / BIEN PATRIMONIAL

L'immeuble n'est pas situé à l'intérieur des limites du Centre-Ville.
L'immeuble n'est pas situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.
L'immeuble n'est pas un bien patrimonial.

ÉCOTERRITOIRE / ARRONDISSEMENT NATUREL / ZONE AGRICOLE

L'immeuble n'est pas situé à l'intérieur des limites d'un écoterritoire.
L'immeuble n'est pas situé à l'intérieur des limites d'un arrondissement naturel.
L'immeuble n'est pas situé dans une zone agricole

HISTORIQUE CADASTRAL

Le lot 1 251 244 a été établi le 5 février 1999. Il est issu du remplacement par la rénovation cadastrale du lot 846 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles qui avait été déposé le 24 décembre 1993.

Le lot 846 remplaçait une partie des lots 76-910, 76 et 77 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles.

Le lot 76-910 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles est issu de la subdivision du lot 76 du même cadastre et il a été déposé le 9 novembre 1950.

Les lots originaires 76 et 77 du cadastre de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles ont été déposés le 30 avril 1874.

REMARQUE(S)

Selon le certificat de localisation au dossier, il existe des empiétements apparents exercés et soufferts. De plus, il existe de légères différences entre les mesures apparaissant à l'ancien cadastre et celles du cadastre rénové. Selon l'arpenteur-géomètre, ces différences résultent d'un surplus de terrain.

Je ne peux confirmer l'emplacement exact de la servitude publiée sous le numéro 1 101 116. J'ai demandé le plan de l'acte, mais je ne l'ai pas encore reçu. S'il m'est impossible de l'obtenir, les arpenteurs de la Ville pourront assurément nous confirmer l'assiette de cette servitude. Le certificat de localisation au dossier situe cette assiette le long de la limite sud-ouest de l'immeuble. De plus, j'ai remarqué que cette servitude a été

annulée par Dow Chemical Canada inc. pour toute la portion au sud de la rue Sherbrooke. Cette servitude n'a peut-être plus de raison d'être.

Les servitudes publiées sous les numéros 1 096 094 et 1 096 237 n'ont que l'immeuble comme fonds dominant, il y aurait donc lieu de modifier le fonds dominant pour un autre immeuble appartenant au propriétaire ou encore d'annuler ces servitudes, si elles ne sont plus requises par celui-ci.

L'immeuble est situé à Montréal-Est. Il ne fait donc pas partie du territoire de la Ville de Montréal, mais il est inclus dans le territoire de l'agglomération. Si la Ville décide de l'acquérir, il faudra que le but de l'acquisition soit de la compétence de l'agglomération.

Ainsi, afin de déterminer la compétence, il y a lieu de connaître le but de cette acquisition.

PIÈCE(S) JOINTE(S)


- Index des immeubles
- Extrait du REQ

USAGE RESTRICTIF DE CE RAPPORT

Le présent rapport de titres a été fait uniquement pour le bénéfice de la Ville de Montréal. Tout usage qu'un tiers pourrait prétendre en faire nécessitera l'autorisation écrite du notaire soussigné.

Ces rapport et opinion sur les titres couvrent la période du 9 novembre 1950 au 2 avril 2014, date de mes dernières recherches au registre foncier.

Ce 3 avril 2014


Céline Dumais, notaire

Shell Canada Inc.		Appendix IV				
Inventory Breakdown						
Description	Supplier	P.O. #	Qty	Unit Cost	Total Original Cost	Year
Furniture and Installation	Herman Miller	50190215 004 OP	as per bid #: 067-07RG, & changes on p.o.	Total	\$ 1,233,077	2007
Chairs for cafeteria	Herman Miller	50214267002 OP	191	\$ 162	\$ 30,942	2008
Stools for cafeteria	"	"	22	\$ 238	\$ 5,236	"
Chairs for hall	"	"	60	\$ 214	\$ 12,840	"
Banquettes for health center	"	"	2	\$ 1,320	\$ 2,640	"
Tables for cafeteria terrace	"	"	12	\$ 183	\$ 2,200	"
Table for entrance	"	"	1	\$ 475	\$ 475	"
Table for entrance	"	"	1	\$ 428	\$ 428	"
Plan drawer modules	"	"	9	\$ 1,093	\$ 9,837	"
Delivery and installation	"	"			\$ 3,875	"
				Total	\$ 68,473	
Chairs, Sofas, Stools	Herman Miller	50208884 004 OP	bid:137/077 ref#E6024R1 of supplier. Breakdown:			2007
Mirra Chairs	"	"	183	\$ 590	\$ 108,090	"
	"	"	126	\$ 444	\$ 55,989	"
	"	"	34	\$ 669	\$ 22,772	"
	"	"	22	\$ 516	\$ 11,352	"
	"	"	75	\$ 380	\$ 28,550	"
	"	"	2	\$ 974	\$ 1,948	"
	"	"	1	\$ 435	\$ 435	"
Delivery and installation	"	"			\$ 8,860	"
Modifications	"	"	as per p.o.		\$ 4,946	"

Description	Supplier	P.O. #	Qty	Unit Cost	Total Original Cost	Year
Office Accessories	"	"	as per p.o.		\$ 17,922	"
Storage tower	"	"	1	\$ 925	\$ 925	"
Paper tray	"	"	5	\$ 17	\$ 86	"
Transport	"	"	as per p.o.		\$ 125	"
				Total	\$ 262,000	
Samsung TV 32"	Demoulin	50221504 001 OP	2	\$ 664	\$ 1,328	2008
Samsung TV 46"	"	"	4	\$ 1,825	\$ 7,300	"
Brackets for TV	"	"	4	\$ 80	\$ 320	"
Brackets for TV	"	"	2	\$ 35	\$ 70	"
ACL TV	"	"	2	\$ 799	\$ 1,598	"
Video access	"	"	1	\$ 60	\$ 60	"
Delivery	"	"	as per bid	\$ 70	\$ 70	
				Total	\$ 10,746	
Audio visual system	Olympic	50209165 001 OP	bid:104/07DD		\$ 72,602	2007
14" shelving unit	Prisma	50214277 002 OP	8	\$ 1,691	\$ 13,530	"
21" wide shelving units	"	"	1	\$ 1,945	\$ 1,945	"
Module - movable shelves	"	"	1		\$ 47,365	"
				Total	\$ 62,840	
Terrace Chairs	Dismo	50214261 000 OP	48	\$ 167	\$ 8,016	2008
Table (4 person)	Chego	50214249 004 OP	8	\$ 247	\$ 1,976	"
File cabinets (4 drawer)	"	"	64	\$ 597	\$ 38,208	"
File cabinets (5 drawer)	"	"	77	\$ 725	\$ 55,825	"
Book shelves	"	"	7	\$ 497	\$ 3,479	"
Contrepoids	"	"	134		\$ 3,367	"
36" file cabinets	"	"	bid:104/07DD		\$ 3,930	"
no description	"	"	as per p.o.		\$ 7,700	"
"	"	"	as per p.o.		\$ 7,653	"
"	"	"	as per p.o.		\$ 2,740	"
"	"	"	as per p.o.		\$ 3,489	"

Description	Supplier	P.O. #	Qty	Unit Cost	Total		Year
					Original Cost		
adjustments	"	"	as per p.o.		\$ 1,624		"
adjustments	"	"	12		\$ 2,200		"
no description	"	"	as per p.o.		\$ 3,707		"
				Total	\$ 135,898		
Window dressings etc.,	Jean L. Décor	50212475 000 OP	bid: 147/07DD		\$ 71,565		2008
Sofas (entrance)	Focus	50214273 001 OP		6	\$ 8,334		2008
Tables for cafeteria	"	"		39	\$ 13,728		"
Conference table (4 pers)	"	"		11	\$ 4,950		"
Conference table (6 pers)	"	"		1	\$ 440		"
Conference table (8 pers)	"	"		1	\$ 1,337		"
Conference table (10 pers)	"	"		4	\$ 7,960		"
Conference table (16 pers)	"	"		1	\$ 3,120		"
Conference tables retractable	"	"		22	\$ 10,560		"
Conference table (executive)	"	"		1	\$ 4,398		"
Table (centroide)	"	"		3	\$ 1,185		"
Computer tables	"	"		13	\$ 6,045		"
38" credenza	"	"		7	\$ 3,465		"
57" credenza	"	"		5	\$ 3,525		"
76" credenza	"	"		6	\$ 5,280		"
				Total	\$ 74,327		
Counters, tables, rollers etc.,	Équip de Rest. De L'Est	50180578 001 OP	bid#: 064/07R		\$ 9,866		2007
Pots (1 l pint) with lid	"	50251215 000 OP		1	\$ 215	\$ 215	2008
Sterno pots	"	"		2	\$ 70	\$ 140	"
Case of Sterno	"	"		1	\$ 90	\$ 90	"
extra labour	"	50263298 000 OP			\$ 1,245	\$ 1,245	"
Mixing Bowl	"	"		1	\$ 107	\$ 107	"
Equipment & installation	"	50177949 011 OP	bid#: 064/07R				

Description	Supplier	P.O. #	Qty	Unit Cost	Total Original Cost	Year
As per supplier bid of 10/05/07 provided			Breakdown:			
Blodgett marmite a vapeur	"	"	1		\$ 10,136	2007
Four Royal, cuisine, 6 ronds, gz	"	"	1		\$ 1,932	"
Autoclave a pression Cleveland	"	"	1		\$ 4,595	"
Autoclave support (incl. above)	"	"	1		\$ 155	"
Blodgett four a convection	"	"	2	\$ 3,982	\$ 7,964	"
Buffet table with 6 openings	"	"	1		\$ 2,125	"
Frymaster fryer	"	"	2	\$ 1,995	\$ 3,990	"
36" plaque a déjeuner thermo	"	"	1		\$ 1,652	"
Garland plaque a fire	"	"	1		\$ 3,075	"
support for Garland (incl. above)	"	"	2	\$ 695	\$ 1,390	"
48" sandwich table	"	"	1		\$ 2,273	"
Globe mixer 1/2 Hp	"	"	1		\$ 4,395	"
Jackson dishwasher	"	"	1		\$ 6,395	"
Washing set	"	"	1		\$ 3,754	"
Norbec cold room 18x11x7'	"	"	1		\$ 18,054	"
Norbec refrigerator room	"	"	1		\$ 7,690	"
grab & Go refrigerator	"	"	1		\$ 6,210	"
Coldmatic 2 door refrigerator	"	"	2	\$ 1,995	\$ 3,990	"
48" dessert refrigerator	"	"	1		\$ 6,580	"
Coldmatic refrigerator	"	"	2	\$ 1,995	\$ 3,990	"
Preparation table 60"	"	"	1		\$ 2,222	"
Service counter	"	"	1		\$ 3,076	"
Anti fog glass	"	"	1		\$ 1,481	"
lot of work tables (stainless)	"	"	1		\$ 997	"
2 ventilation hoods	"	"	1		\$ 3,760	"
stainless steel wall coverings	"	"	1		\$ 2,165	"
shelving	"	"	1		\$ 683	"
rolling carts	"	"	3	\$ 640	\$ 1,947	"
Service counter 12' x 30"	"	"	1		\$ 3,420	"

Description	Supplier	P.O. #	Qty	Unit Cost	Total Original Cost	Year
installation	"	"	1		\$ 650	"
as per supplier bid of 11/05/07	"	"	Breakdown:			
Hoche a farine	"	"	2	\$ 185	\$ 370	"
Hobart Slicer	"	"	1		\$ 2,695	"
rubbermaid carts	"	"	2	\$ 135	\$ 270	"
soup heater (4 sections)	"	"	1		\$ 1,445	"
wheels	"	"	1		\$ 100	"
additional equipment	"	"			\$ 9,866	"
plans	"	"			\$ 5,000	
fire protection equipment	"	"	bid#: 064/07R		\$ 3,165	2007
Bread grill (rotating)	"	"	1	\$ 1,395	\$ 1,395	"
Panini grill	"	"	1	\$ 595	\$ 595	"
additional equipment	"	"	as per p.o.		\$ 2,985	"
9" dinner plates	"	"	180		\$ 600	"
7" dinner plates	"	"	180		\$ 203	"
Rego soup bowl	"	"	120		\$ 230	"
Rego dessert bowl	"	"	108		\$ 83	"
8 ounce coffee mug	"	"	120		\$ 188	"
Excalibur Hi Ball	"	"	180		\$ 176	"
Stainless counter (rolling)	"	"	as per p.o.		\$ 1,975	"
Cemallere	"	"	as per p.o.		\$ 948	"
assorted utensils	"	"	as per p.o.		\$ 1,573	"
drain grill	"	"	1		\$ 365	"
				Total	\$ 164,636	
Lockers	Gym equipment - no p.o provided		total on site			
Stationary Bikes			3			
Universal Gym			1			
Tread mills			3			
				Total	n/a	
Grand Total					\$ 2,164,200	

Shell Canada Inc.		Appendix V	
Equipment Value Summary			
Supplier	General Description	Purchase Order	Original Cost
Herman Miller	Furniture	50190213004OP	\$ 1,233,077
Herman Miller	Furniture	50214267002OP	\$ 68,473
Herman Miller	Furniture	50208884004OP	\$ 262,000
Dumoulin	Televisions	50221504001OP	\$ 10,746
Olympic	Audio Visual	50209163001OP	\$ 72,602
Prisma	Furniture	50214277002OP	\$ 62,840
Dismo	Chairs	50214261000OP	\$ 8,016
Chergo	Furniture	50214249004OP	\$ 135,898
Jean L. Décor	Window dressings	50212475000OP	\$ 71,585
Focus	Furniture	50214273001OP	\$ 74,327
Equip De Rest de L'Est	Restaurant equipment Gym Equip & Lockers	50180578001OP etc.	\$ 164,636
Total			\$ 2,164,200



DSCF01



DSCF02



DSCF03



DSCF04



DSCF05



DSCF06



DSCF07



DSCF08



DSCF09



DSCF10



DSCF11



DSCF12



DSCF13



DSCF14



DSCF15



DSCF16



DSCF17



DSCF18



DSCF19



DSCF20



DSCF21



DSCF22



DSCF23



DSCF24



DSCF25



DSCF26



DSCF27



DSCF28



DSCF29



DSCF30



DSCF31



DSCF32



DSCF33



DSCF34



DSCF35



DSCF36



DSCF37



DSCF38



DSCF39



DSCF40



DSCF41



DSCF42



DSCF43



DSCF44



DSCF45



DSCF46



DSCF47



DSCF48



DSCF49



DSCF50



DSCF51



DSCF52



DSCF53



DSCF54



DSCF55



DSCF56



DSCF57



DSCF58



DSCF59

**La visite du bâtiment Shell au 10351, rue Sherbrooke Est
du 17 avril 2014**

Un échantillonnage de vérification a été fait sur de principales pièces de l'immeuble contenant du mobilier.

J'ai trouvé sur place des plans d'évacuation avec le mobilier que j'ai pris en photos et imprimés pour faire mon relevé. Voir répertoire

[S:\Strategies Immobilieres\USAGERS\Frédéric Paul\2014\20140417 - Relevé Shell](#)

Dans l'ensemble, tout ce qui se retrouve sur les plans est représentatif de ce que j'ai constaté sur place, à part quelques déplacements de chaises, de tables, de filières, etc. Le décompte est quasi semblable. L'aménagement de la cafétéria est différent du plan, la quantité de mobilier sur place est inférieure à celle indiquée sur les plans et sur la liste. Il n'y a plus de mobilier extérieur pour la terrasse. Les appareils de conditionnement physique indiqués sur la liste sont absents, mais les casiers sont toujours présents.

Dans la cuisine, tous les appareils sont présents. Pour le décompte de chaises, comme il y a plusieurs types, il est impossible de les reconnaître sur la liste. Les téléviseurs et projecteurs ainsi que leurs supports sont présents. Le lit dans la salle de premier soin est absent.

En résumé, ce qui était présent au départ ne semble pas avoir été changé. Les quantités de mobiliers varient par rapport à celles indiquées sur la liste fournie. Cette variation peut être expliquée par le fait que certains meubles aient été déplacés dans d'autres locaux, mais rien ne me semble avoir été sorti de l'immeuble. Dans la cafétéria principale, les fours à micro-ondes sont présents, même chose pour les autres petites cafétérias sur les étages : ils sont toujours présents.



Frédéric Paul
Agent technique en architecture
Section des stratégies immobilières



Gaétan Lefebvre
Chef de division
Division des stratégies et du développement durable
en immobilier

Service des infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction de l'environnement
Planification et suivi environnemental
801, rue Brennan, 8^e étage
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Note

Destinataire : Monsieur Maxwell Justin
Conseiller en immobilier
Division évaluation et transactions immobilières
Direction des stratégies et transactions immobilières
Service de la concertation des arrondissements et ressources matérielles

Expéditeur : Véronique Brissette, ing.

Date : Le 16 avril 2014

Objet : Lot 1 251 244 –10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est
Projet d'acquisition d'un immeuble
Considérations environnementales et recommandations
N/Réf. : 14E054E (révisée)

Contexte

La Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) projette d'acquérir un terrain et un bâtiment pour un usage futur par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Vous avez donc sollicité notre expertise afin d'obtenir nos recommandations sur l'état environnemental du terrain. Le terrain visé est le lot 1 251 244 dont la superficie est de 61 947 mètres carrés. Le bâtiment porte l'adresse civique 10 351, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est. L'emprise au sol du bâtiment et du vestiaire y étant rattaché est d'environ 2 600 mètres carrés. Le croquis joint à cette note montre la localisation du terrain et des bâtiments.

Résumé des données environnementales

Nous avons consulté les études suivantes que vous nous avez fournies :

1. ADS. *Travaux de réhabilitation environnementale – Réhabilitation du terrain situé au nord de la rue Sherbrooke*, Dossier no ESSO.069, Février 1992. N/Réf. : 14E054A.
2. Golder Associés Ltée. *Étude géotechnique et caractérisation environnementale du nouveau complexe rue Sherbrooke Est, Montréal-Est, Québec*. Dossier no : 06-1223-021. Juin 2006. N/Réf. : 14E054B.
3. Dessau. *Surveillance des travaux de réhabilitation environnementale – Terrain vacant #44-0107, sis au lot 1 251 244, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est*. Dossier no 045-P010861-0100-RE-0100-00, 28 février 2007. N/Réf. : 14E054C.

4. Golder Associés Ltée. *Caractérisation environnementale d'une partie du terrain situé au 10351, Sherbrooke Est à Montréal-Est, Québec*. Dossier no 08-1223-0091, Avril 2009. N/Réf. : 14E054D.

Selon ces études, le site a été utilisé comme dépôt pétrolier jusqu'au début des années 1980 par la raffinerie Texaco. Le site présentait six réservoirs hors-terre qui ont été démantelés vers 1985. La compagnie Pétroles Esso Canada (Esso) a acquis les effectifs de Texaco en 1990 et a pris la décision de réhabiliter le site à l'étude afin de le revendre rapidement. En 2007, Produits Shell Canada (Shell) en devient propriétaire et y construit un édifice principal pour y établir ses bureaux administratifs, un édifice connexe utilisé comme vestiaire, des stationnements et des chemins d'accès. Ces aménagements occupent environ la moitié de la superficie du terrain, l'autre moitié est recouverte de gravier et d'herbes. Le résumé des interventions effectuées lors de ces études est présenté ci-dessous.

Réhabilitation environnementale par ADS (1992) :

- Réhabilitation par excavation des sols et du roc fracturé sur environ 75% de la superficie du terrain (voir le plan extrait du rapport d'ADS en pièce jointe);
- les sols laissés en place respectent les critères d'usage commercial et industriel du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP). Le roc laissé en place ne présente aucune évidence de contamination;
- un merlon étanche (argileux) ancré au roc a été installé à la limite nord¹ du site afin d'éviter que les activités du dépôt pétrolier de l'époque, opéré par Shell, ne viennent contaminer le site réhabilité;
- une servitude avec des tuyaux de pipeline non utilisés longe la limite ouest du site. Des sols prélevés sous les tuyaux ont été analysés et aucune contamination n'a été répertoriée.

Caractérisation environnementale par Golder (2006) :

- Réalisation de quarante-six (46) sondages, un seul échantillon de sols présente un niveau de contamination supérieur aux critères du MDDEFP en hydrocarbures pétroliers C₁₀ à C₅₀ (sondage 14E054-TE-06-29 voir le croquis joint à cette note);
- L'eau souterraine échantillonnée respecte les critères de Résurgence dans les eaux de surface ou infiltration dans les égouts (RESIE) du MDDEFP ainsi que les normes du rejet à l'égout de la CMM. Aucune phase immiscible de produits pétroliers n'a été observée dans les neuf (9) puits d'observation installés;
- de l'eau irisée a été observée à la surface du roc dans les tranchées 14E054-TE-06-22A et 22B (limite sud) ainsi qu'à l'endroit de la tranchée contaminée 14E054-TE-06-29 (limite est);
- un relevé du niveau de roc indique que les points bas du roc sont localisés à l'endroit des tranchées 14E054-TE-06-22A et 22B ainsi que 14E054-TE-06-29, soit à l'endroit où de l'eau huileuse a été observée. Le roc se situerait à une profondeur variant entre la surface et 2,5 m environ.

¹ Suivant la convention selon laquelle la rue Sherbrooke est considérée dans un axe est-ouest

Réhabilitation environnementale par Dessau (2007) :

- Réhabilitation par excavation du secteur du sondage 14E054-TE-06-29 (le contour de l'excavation réalisée est présenté sur le croquis ci-joint);
- les échantillons de sols analysés provenant des parois et du fond de l'excavation ont présenté des niveaux de contamination inférieurs aux critères d'usage du MDDEFP.

Caractérisation environnementale par Golder (2009) :

- Caractérisation des sols à l'endroit des infrastructures prévues pour un agrandissement (bâtiment, stationnement et chemins d'accès);
- tous les échantillons de sols analysés sont classés inférieurs aux critères d'usage;
- les infrastructures prévues n'ont finalement pas été construites.

Outre les études fournies, nous avons consulté notre banque de données dont les orthophotos de 2003, 2005, 2007, 2009, 2011 et 2013. Selon ces photos aériennes, le site est vacant en 2003 et en 2005. En 2007, les fondations du bâtiment principal sont visibles. En 2009, les infrastructures actuelles sont visibles (bâtiments, stationnements et chemins) et le secteur nord-est présente des roulottes de chantier et de l'entreposage de matériaux (voir un extrait de cette orthophoto joint à la présente note). En 2011, les roulottes de chantier ne sont plus visibles et ce secteur est plutôt utilisé comme stationnement et pour l'entreposage de matériaux. En 2013, de l'entreposage est toujours visible. Le reste du site demeure inchangé depuis 2009.

La liste des avis inscrits au registre foncier a également été vérifiée auprès de la Ville de Montréal-Est, et aucun avis n'a été répertorié pour le terrain à l'étude. Toutefois, l'avis de contamination du terrain situé au nord du site (raffinerie Shell) a été consulté et selon ce document, l'eau souterraine aux limites de ce terrain respecte les critères RESIE du MDDEFP.

Selon le rapport sur les titres que vous nous avez transmis, le terrain supporte deux (2) servitudes en fonds servant, soit une servitude électrique en faveur d'Hydro-Québec située au nord-ouest du site et une servitude de pipeline en faveur de Dominion Tar & Chemical Company Ltd longeant la limite ouest du site. Ces servitudes sont indiquées sur le croquis ci-joint. Une servitude de pipeline en faveur de Trans-Northern Pipelines inc. (TNP) a déjà été présente au coin sud-est du terrain (voir le croquis). Cette servitude a été annulée en 2007 par TNP.

Finalement, une visite du site a été réalisée le 4 avril 2014 et, à ce moment, la surface était partiellement recouverte de neige. Des photos prises lors de la visite sont jointes au présent document. Le terrain est clôturé de sorte que plus de la moitié du site est inaccessible sans autorisation. Seuls le stationnement situé au sud-est du site et le secteur situé à l'avant du bâtiment ont pu être inspectés. La surface inspectée est aménagée par des aires de stationnement et de circulation asphaltées et par un aménagement paysager. Un petit amoncellement de débris de démolition a été observé dans le stationnement. Outre ces matériaux, le secteur inspecté ne présentait aucune évidence de contamination. Nous avons pu observer que la surface du secteur nord-est est recouverte de gravier et des herbes sont visibles au travers la neige. Par contre, il n'a pas été possible d'observer si des matériaux y étaient encore entreposés dû à la présence de neige et à la distance d'observation.

Interprétation des données environnementales

Rappelons que la réglementation en vigueur impose que pour des terrains où sont autorisés des usages industriels ou commerciaux, les teneurs en contaminants dans les sols doivent être inférieures aux normes de l'annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT). Les normes des annexes I et II du RPRT correspondent respectivement aux critères B et C de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* (Politique) du MDDEFP. Il est à noter que le critère générique A de la Politique est considéré comme étant le seuil à partir duquel des restrictions pourront être imposées dans le cas où des sols sont excavés.

Selon les données disponibles, les sols présents sur le site respectent les normes de l'annexe II du RPRT et l'eau souterraine respecte les normes RESIE du MDDEFP ainsi que les critères de rejet à l'égout de la CMM.

Étant donné qu'une activité industrielle listée à l'annexe III du RPRT a eu lieu sur le site, soit un dépôt pétrolier (SCIAN 41211), le terrain est soumis aux exigences de la section IV.2.1 de la Loi sur la qualité de l'Environnement (LQE). Ces exigences impliquent, entre autre, de soumettre au MDDEFP des études environnementales attestées par un expert au sens des dispositions de la LQE, lors d'un changement d'usage (article 31.53). Par exemple, dans le cas actuel, le site était occupé par des bureaux administratifs pour Shell et dans le cas où le SPVM l'utiliserait à des fins de bureaux pour leurs différentes unités, on pourrait alors considérer qu'il n'y aurait pas de changement d'usage au sens de la LQE et la Ville n'aurait alors aucun document à soumettre au MDDEFP. Toutefois, si, à titre d'exemple, la Ville décidait ultérieurement de convertir le site en cour de voirie, cette modification pourrait être considérée comme un changement d'usage et nécessiterait de soumettre les documents requis au MDDEFP.

De même, depuis le 12 janvier 2012, pour les terrains soumis aux dispositions de la LQE, si un changement d'usage est effectué, un avis de contamination doit être inscrit au registre dès que la teneur en contaminant du terrain dépasse les valeurs limites de l'annexe I du RPRT (critère B) même si le niveau de contamination ne dépasse pas les limites réglementaires pour l'usage du terrain. Ainsi, si la Ville décidait de faire un changement d'usage, comme par exemple la cour de voirie, un avis de contamination devrait être publié au registre foncier puisque les études démontrent que la teneur en contaminants de certains échantillons de sols est supérieure aux valeurs limites de l'annexe I du RPRT et ce, même si les teneurs en contaminants respectent les exigences pour l'usage de cour de voirie (critère C). Il est à noter que l'inscription d'un avis de contamination nécessite l'attestation par un expert d'un résumé des études environnementales.

Concernant les données de caractérisation disponibles, certains secteurs présentent une caractérisation exhaustive et sont donc bien représentés. Par contre, d'autres secteurs sont peu caractérisés et nécessiteraient une étude supplémentaire. Aussi, selon l'étude de 1992, une faille géologique naturelle d'orientation nord-sud et située dans le secteur nord-est du site (aucune localisation n'est précisée dans le rapport) a nécessité une excavation plus profonde dans le roc, et ce secteur pourrait encore représenter un chemin préférentiel de migration de la contamination par le roc. Nous sommes d'avis que cet aspect devrait être examiné dans une étude complémentaire.

Les servitudes ayant supporté le transport de produits pétroliers représentent une préoccupation environnementale. La caractérisation des sols réalisée en 1992 par ADS sous les tuyaux de pipeline longeant la limite ouest du terrain n'est pas exhaustive

(seulement deux (2) échantillons de sols sur une longueur d'environ 260 m) et a été effectuée il y a plus de 20 ans. De plus, ce corridor supporte également une activité listée à l'annexe III du RPRT (SCIAN 48699) et est donc soumis aux exigences de la LQE

Conclusion et recommandations

Les données actuelles nous indiquent que les sols présents sur le site sont acceptables pour l'usage prévu. Toutefois, selon les informations provenant des études, il existe encore un risque de contamination pour le site étant donné que dans le passé, il a été observé que la contamination s'est propagée par le roc fracturé et qu'il est possible que certains secteurs restreints non identifiés lors des études de caractérisation soient encore affectés par de la contamination contenue dans les anfractuosités du roc non excavé et qui peut être transportée par l'écoulement de l'eau souterraine.

Pour cette raison et considérant la grandeur du terrain, nous recommandons de réaliser une étude supplémentaire dans les secteurs moins bien représentés lors des études antérieures. Cette étude pourrait être réalisée à l'aide de sept (7) tranchées d'exploration et de trois (3) forages convertis en puits d'observation de l'eau souterraine. Ces sondages seraient localisés principalement dans la partie nord-est qui est moins caractérisée et qui représente des incertitudes environnementales (faille géologique naturelle et entreposage de matériaux) ainsi qu'aux endroits où le roc est au plus bas niveau sur le terrain. Les coûts pour la réalisation de ces travaux de caractérisation seraient de l'ordre de 20 000 \$ incluant les taxes et une contingence de 15 %.

L'état de la servitude de pipeline longeant la limite ouest ainsi que celle annulée au coin sud-est est inconnu. Il serait pertinent d'obtenir les documents concernant leur état (abandonné, conduites laissées en place, etc.) et d'en connaître leur qualité environnementale. Si ces documents ne sont pas disponibles, nous recommandons qu'une caractérisation exhaustive soit réalisée dans l'emprise ou à proximité de ces servitudes.

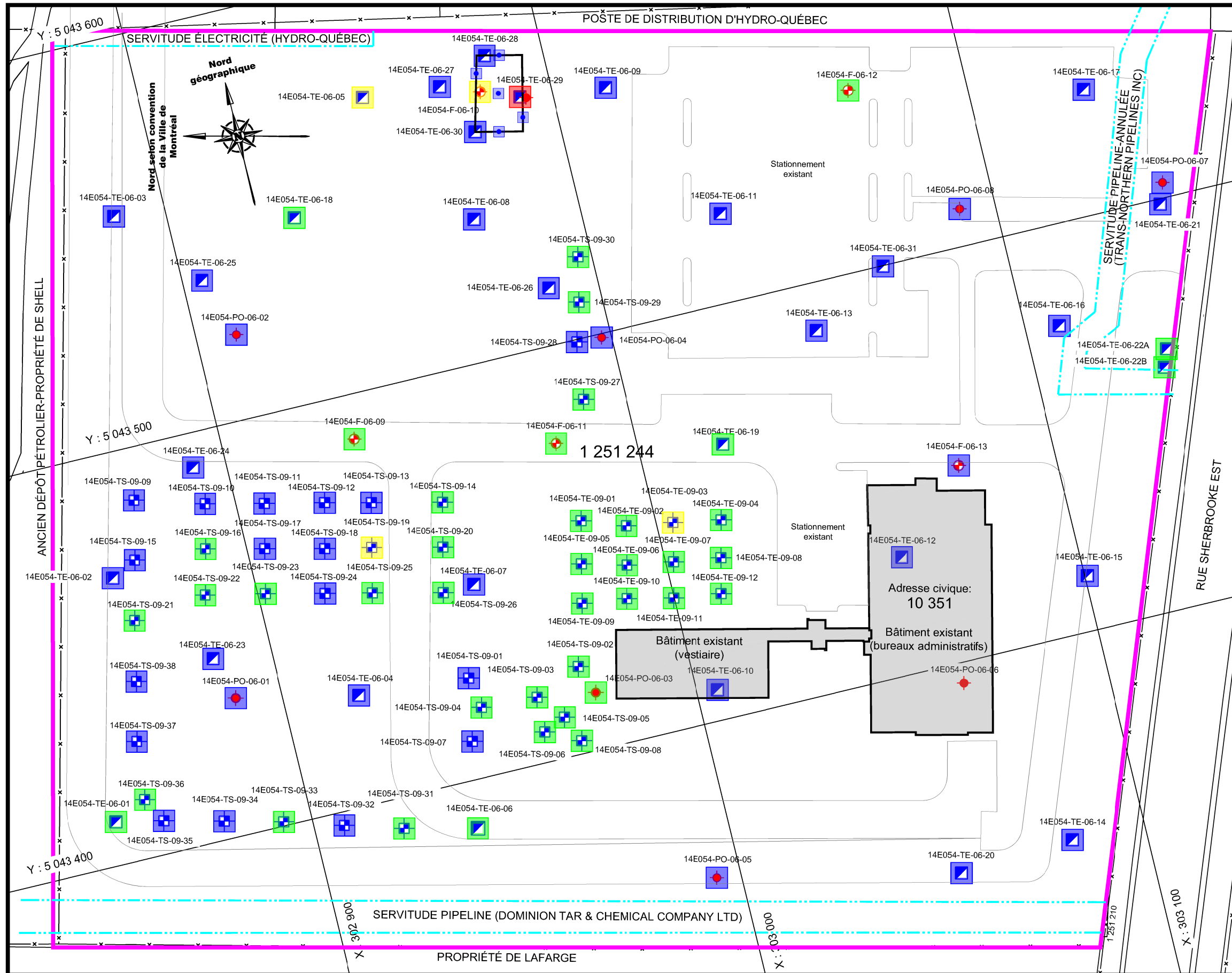
Également, nous vous recommandons d'inscrire dans l'acte de vente un article exigeant que le vendeur s'engage à annuler et radier la servitude de Dominion Tar & Chemical Company Limited. De plus, si les documents obtenus informent que des conduites sont présentes dans la servitude, nous vous recommandons d'ajouter à l'engagement du vendeur la réalisation du démantèlement des infrastructures et de nous fournir les études démontrant que les sols laissés en place dans ce corridor sont acceptables pour l'usage prévu du site.

En espérant que ces informations sauront répondre à vos questions, n'hésitez pas à nous contacter pour toute précision additionnelle.

Véronique Brissette, ing.
Téléphone : 514 280-4322
Courriel : veronique.brissette@ville.montreal.qc.ca

Josée Samson, ing., M.Sc.A.
Ingénieure de section

- p. j.
- Croquis de localisation
 - Extrait du rapport de réhabilitation de 1992 présentant la superficie des sols excavés
 - Extrait de l'orthophoto de 2009
 - Photos de la visite du site du 4 avril 2014



LÉGENDE

- 14E054-F-06-12 Forages existants, Golder, 2006
- 14E054-PO-06-07 Puits d'observation existants, Golder, 2006
- 14E054-TE-06-21 Tranchées d'exploration existantes, Golder, 2006
- 14E054-TS-06-09 Tranchées d'exploration existantes, Golder, 2009, (localisation approximative)
- Terrain à l'étude
- Réhabilitation environnementale et échantillons de parois et de fonds, Dessau-Soprin, 2007
- Localisation approximative des servitudes

Classification environnementale des sols selon les critères génériques du MDDEFP:

- Sols classés < A
- Sols classés A-B
- Sols classés B-C
- Sols classés > C

TITRE:
Projet d'acquisition d'un immeuble
10 351, rue Sherbrooke Est dans Montréal-Est
14E054

REQUÉRANT:
Direction des stratégies et
transactions immobilières

ÉCHELLE: 1 : 1 000

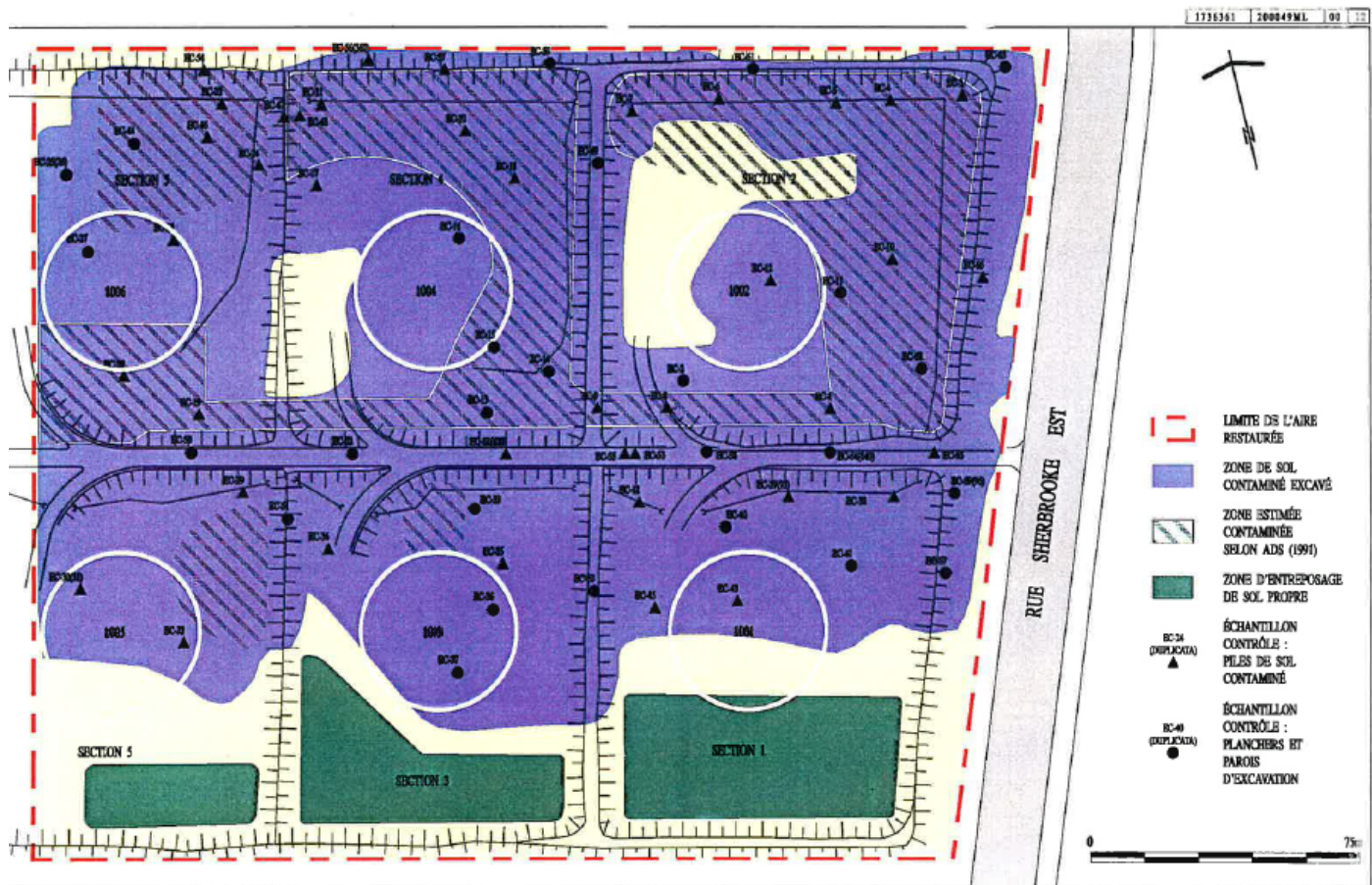
PRÉPARÉ PAR: Johanne Bolduc,
Technicienne en géomatique

DATE: Avril 2014



Service des infrastructures, du transport et de l'environnement
Direction de l'environnement
Division de la planification et du suivi environnemental

**Extrait du rapport de réhabilitation de 1992
Superficie des sols excavés**



**RÉHABILITATION DU TERRAIN SITUÉ AU NORD DE LA RUE SHERBROOKE
TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE**



DOSSIER 36-361	LOCALISATION DES ZONES DE SOL CONTAMINÉ EXCAVÉ ET DES ZONES D'ENTREPOSAGE DE SOL PROPRE	FIGURE 2-6
-------------------	--	---------------

Extrait de l'orthophoto de 2009



**Photos de la visite du site
4 avril 2014**



Débris de démolition et stationnement (vue vers le sud-est)



**Secteur nord-est non-accessible, recouvert de gravier et d'herbes
(vue vers le nord)**

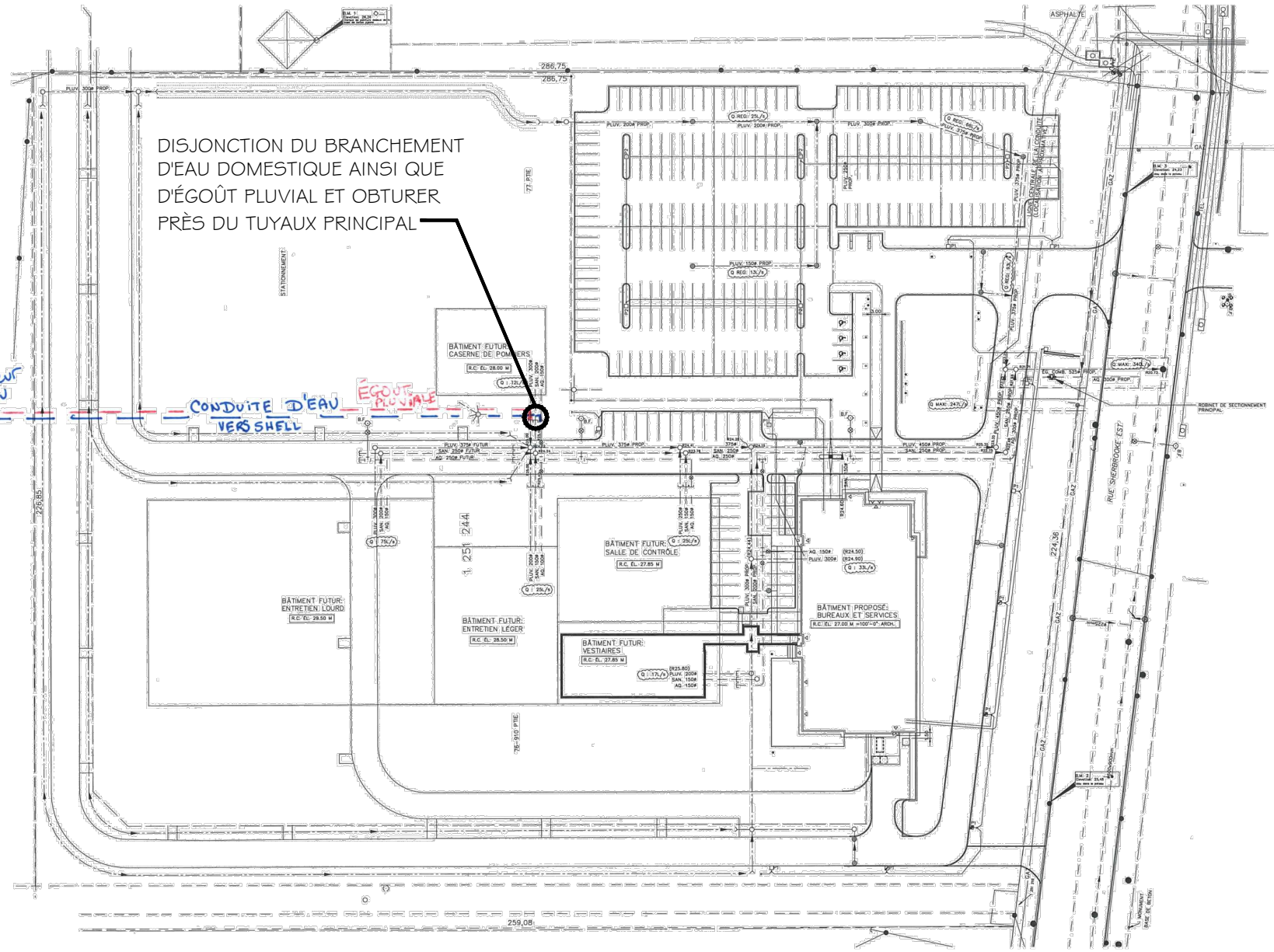
**Photos de la visite du site
4 avril 2014**



Bâtiment principal et chemin d'accès (vue vers l'est)



Secteur ouest non accessible et le bâtiment du vestiaire (vue vers le nord)



DISJONCTION DU BRANCHEMENT D'EAU DOMESTIQUE AINSI QUE D'ÉGOÛT PLUVIAL ET OBTURER PRÈS DU TUYAUX PRINCIPAL

- NOTES GÉNÉRALES:**
1. TOUTES LES TRAVAUX D'ÉGOÛT ET D'ÉLECTRICITÉ DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES DES DEVIS NORMAUX (BND 8809-300/2004 ET SELON LES DEVIS SPÉCIAUX).
 2. CONTACTER M. DANIEL VALENTI DE DIANE NORTHERN PRÉALABLEMENT AU 514-943-3701 AU MOINS 72 HEURES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
 3. PROJETS LIÉS: VÉRIFIER SES NUMÉROS CONTRENT LE MANUEL POSSIBLE DE MATÉRIELS RECYCLÉS.
 4. LES INFORMATIONS CONCERNANT LE SITE (PROVENEANT DU PLAN TOPOGRAPHIQUE PRÉPARÉ PAR "ARÉNAL", APPAREILLEUR GÉOMÈTRE, MOUITE 9055, DATE DU 28 NOV. 2006).
 5. LES MESURES ET LES ÉLEVATIONS MONTRÉES SUR CE PLAN SONT EN UNITÉS MÉTRIQUES.
 6. TOUTES LES GRANULATS DE FONDATIONS DOIVENT ÊTRE DE CATÉGORIE MUNICIPALE.
 7. L'ÉNONCÉMENT DOIT FAIRE L'OBJET DE TOUTES LES SERVICES EXISTANTS (MONTRES OU NON AU PLAN) PAR LES PROPRIÉTAIRES DE CES SERVICES, I.E. LOCALISATION, LONGUEUR, PROFONDEUR ET LES VOLUMES D'EAU SONT RÉVÉLÉS EN SURFACE DANS LE STATIONNEMENT ET LES FOSSES.
 8. LE RÉSEAU DE DRAINAGE EST CONÇU POUR ÉVAQUER À L'ÉGOUT MUNICIPAL UN DÉBIT MAXIMUM DE 25 L/S AU CAS D'UNE PLUIE DE RECOURS DE 50 ANS.
 9. LE TERRAIN AVANT L'ŒUVRE SUPERFICIE DE 2.50 M LE DÉBIT MAXIMUM REÇU À L'ÉGOUT EST DE 246 L/S.
 10. LA RÉGULATION DU DÉBIT EST EFFECTUÉE AU MOYEN DE CONDUITES DE DIAMÈTRES INFÉRIEURES ET LES VOLUMES D'EAU SONT RÉTENU EN SURFACE DANS LE STATIONNEMENT ET LES FOSSES.
 11. LA HAUTEUR DÉFINIE ENTRE LA COTE DE STATIONNEMENT EST INFÉRIEUR À 1.00 M.

LEGENDE

EXISTANT	PROPOSÉ
ACCOTTEMENT	ACCOTTEMENT
BARRIÈRE	BARRIÈRE
TROTTOIR	TROTTOIR
BORDURE	BORDURE
QUAI RUE	QUAI RUE
FOSSE	FOSSE
GLISSIERE	GLISSIERE
CULTURE	CULTURE
PAVAGE	PAVAGE
PONCEAU	PONCEAU
BONNE-FONTAINE	BONNE-FONTAINE
CHAMBRE DE VANNE	CHAMBRE DE VANNE
UNITE D'AMONT	UNITE D'AMONT
BRANCHEMENT D'EAU	BRANCHEMENT D'EAU
CONDUITE D'ADUQUEUC	CONDUITE D'ADUQUEUC
CONDUITE DE RECALCULANT	CONDUITE DE RECALCULANT
EGOUT COMBINÉ	EGOUT COMBINÉ
RESEAU	RESEAU
FUSIARE	FUSIARE
EGOUT PLUVIAL	EGOUT PLUVIAL
EGOUT SANITAIRE	EGOUT SANITAIRE
STATION DE POMPAGE	STATION DE POMPAGE
LAMPADAIRE	LAMPADAIRE
PANNEAU SIGNALISATION	PANNEAU SIGNALISATION
NOTEAU ELECTRIQUE	NOTEAU ELECTRIQUE
NOTEAU AVEC MAILLON	NOTEAU AVEC MAILLON
PURTE D'ACCES (ELECT./TEL.)	PURTE D'ACCES (ELECT./TEL.)
CABLE DE CONDUIT SOUTERRAIN EXISTANT	CABLE DE CONDUIT SOUTERRAIN EXISTANT
CABLE AEREN EXISTANT	CABLE AEREN EXISTANT
CONDUITE DE GAZ EXISTANTE	CONDUITE DE GAZ EXISTANTE
REPÈRE GÉODÉSIQUE	REPÈRE GÉODÉSIQUE
BONNE DE TERRAIN	BONNE DE TERRAIN
ÉLEVATION EXISTANTE	ÉLEVATION EXISTANTE
ÉLEVATION PROPOSÉE	ÉLEVATION PROPOSÉE
P: PAVAGE	P: PAVAGE
B: BORDURE DE BÉTON	B: BORDURE DE BÉTON
RI: RASER	RI: RASER
T: TROTTOIR	T: TROTTOIR
□: BSE FIN	□: BSE FIN
STATIONNEMENT POUR HANDICAPÉS	STATIONNEMENT POUR HANDICAPÉS
FORAGE GÉOTECHNIQUE	FORAGE GÉOTECHNIQUE
PUITS D'ÉCORCHATION	PUITS D'ÉCORCHATION
COURBE DE NIVEAU TERRAIN NATUREL	COURBE DE NIVEAU TERRAIN NATUREL
COURBE DE NIVEAU ÉLEVATION P.C.	COURBE DE NIVEAU ÉLEVATION P.C.

ANNEXE D

Produits Shell Canada
RAFFINERIE DE MONTRÉAL-EST

TITRE: NOUVEL ÉDIFICE ADMINISTRATIF (PHASE) PLAN D'AMÉNAGEMENT DU SITE

ÉCHELLE: 1:400

DESSEIN PAR: V. GARCEAU
DATE: 2006/11/06
VER: PAR: P.C.
DATE: 31/09/06

CONG. P.C.: 31009
DATE: 31/09/06
OPÉR.: OPÉRATEUR
DATE: 31/09/06
APP: P.C.
DATE: 31/09/06

UNITÉ: GEN
TYPE: VP
DESIGN NO: FC-00088
REV: 3

CLA EXPERTIS-CONSILS (114 888)

LES CONSULTANTS GENIPLUS (514 273-3147)

PMA (514) 273-3147

DIANE GENDRON architecte paysagiste

10364 Av. du Bazar-Centre Montréal H2C 2B7 Tel: 514-387-741 Fax: 514-387-5398

NOTRE DOSSIER: DE-1124

CONSTRUCTION CAG BEAULIEU INC. Entrepreneur Général
166 (468) 803-3588 Fax: (514) 833-3417

JULIEN

CONSULTANTS: 06172

REV.	DATE	DESCRIPTION	PAR	APP.	DESSIN NO	DESCRIPTION
03	2007/05/11	RELEVÉ TELÉQUE CONSTRUIT	JPL	PC		
02	2007/04/03	EMIS POUR CONSTRUCTION	V.G.	P.C.		
01	2007/02/28	EMIS POUR APPEL D'OFFRE	V.G.	P.C.		

ÉQUIPEMENTS/BÂTIMENTS: B=320

ÉCHELLE: 1:400

DESSEIN PAR: V. GARCEAU
DATE: 2006/11/06
VER: PAR: P.C.
DATE: 31/09/06



PRODUITS SHELL CANADA
400, boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 200
Montréal (Québec) H3A 1L4
Tél. : (514) 356-7000

Le 21 mai 2014

Par courriel

Monsieur Maxwell Justin
VILLE DE MONTRÉAL
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

mjustin@ville.montreal.qc.ca

OBJET : PROJET D'ACTE DE VENTE
PROPRIÉTÉ : 10351, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL-EST
(QUÉBEC) H1B 1B3
LOT # 1 251 244 DU CADASTRE DU QUÉBEC, CIRCONSCRIPTION
FONCIÈRE DE MONTRÉAL

Monsieur Justin,

Par la présente, nous avons révisé le projet d'acte de vente reçu le 21 mai 2014 de Me Caroline Boileau, notaire pour Ville de Montréal. Nous vous confirmons que Produits Shell Canada est disposée à signer l'acte de vente, tel que celui « initialé » à l'Annexe « A » des présentes, aussitôt que la Ville de Montréal aura obtenu le consentement de son conseil municipal, et ce, au plus tard le 25 juin 2014.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Justin, nos sincères salutations.

PRODUITS SHELL CANADA,
Par son associée directrice,
SHELL CANADA LIMITÉE

Louise-Marie Bélanger,
Secrétaire adjoint

c. c. P.O. Simard – Gestionnaire de portefeuilles
J. Beaudry – Technicienne juridique
J.M. Charland – courtier, Jones Lang Lasalle jeanmarc.charland@am.jll.com
C. Boileau – notaire Ville de Montréal caroline.boileau@ville.montreal.qc.ca

p. j.

MER_L_Ville_de_Montréal_re_Engagement_de_Shell_à_signer_l'acte_de_vente_2014-05-20.docx

L'AN DEUX MILLE QUATORZE

Le

DEVANT M^e **Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.**C O M P A R A I S S E N T :**

PRODUITS SHELL CANADA, société en nom collectif de la province de l'Alberta, ayant son siège au 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4 et une place d'affaires au 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 200, Montréal, province de Québec, H3A 1L4, dont Shell Canada Limitée, société par actions, constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est l'associée directrice et Shell Canada OP Inc., société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est l'autre associée, toutes deux associées, ayant leur siège respectif au 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4, la société Produits Shell Canada ici représentée par Shell Canada Limitée, son associée directrice, elle-même dûment représentée aux présentes par Louise-Marie Bélanger, dûment autorisée aux termes des pouvoirs financiers d'entreprise formellement conférés aux dirigeants des sociétés tel qu'en fait foi le certificat du secrétaire adjoint de Shell Canada Limitée daté du _____, dont une copie conforme demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite représentante en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »**E T :**

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^{er}) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisée en vertu de la Charte et :

- a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et
- b) de la résolution numéro CG _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour

identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT - VENTE

Le Vendeur vend à la Ville qui accepte, un immeuble comprenant bâtiment, ouvrages et installations, nommément quoique sans restriction, toutes structures, améliorations fixes, mobilier et équipements situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, à Montréal-Est, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE ET UN MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE (1 251 244)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec bâtiment, ouvrages et installations dessus érigés portant le numéro 10 351, rue Sherbrooke Est, à Montréal-Est, province de Québec, H1B 1B3, circonstances et dépendances.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de Pétrolière McColl-Frontenac inc. aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Dominique GRAVEL, notaire, le seize (16) mai deux mille sept (2007), sous le numéro 4 396 de ses minutes, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 14 232 062.

3. SERVITUDES

L'Immeuble est vendu avec et sous réserves de toutes les servitudes continues et discontinues, apparentes ou non apparentes, qui peuvent le grever ou dont il peut bénéficier.

4. GARANTIE

4.1 Cette vente est faite « telle quelle » avec garantie seulement quant aux titres et sans aucune autre garantie. Elle est aux risques et périls de la Ville, et de plus, sans garantie en ce qui concerne l'état et la qualité des sols et de l'eau souterraine de l'Immeuble incluant la condition environnementale de

l'Immeuble.

4.2 La Ville reconnaît expressément avoir procédé à un examen et à une vérification complète de l'Immeuble et s'en déclare satisfaite. La Ville déclare être un acquéreur compétent et invoque avoir eu recours à sa propre expertise et à celle de ses agents et de ses consultants à l'égard de la transaction envisagée par la présente entente et avoir procédé aux inspections et aux vérifications concernant l'Immeuble selon ce que la Ville a jugé nécessaire concernant l'achat de l'Immeuble, incluant, sans limites, les examens de titre ainsi que la condition physique et environnementale de l'Immeuble. La Ville déclare se fonder sur ses inspections et vérifications préalablement à la date des présentes aux fins de l'achat de l'Immeuble. La Ville déclare assumer, à la clôture de la transaction envisagée par les présentes, le risque de tout élément nuisible incluant, sans limiter, tout élément nuisible à la condition physique ou environnementale de l'Immeuble ou nuisible à la santé ou intégrité physique ou mentale de ses occupants et de la présence de toute substance dangereuse qui peut ou non avoir été révélée par les vérifications et inspections de la Ville ou dans toute documentation remise par le Vendeur à la Ville. La Ville reconnaît que le Vendeur n'a pas fait de représentations ou offert de garanties de quelque nature que ce soit, expresses, tacites, légales ou conventionnelles, incluant, sans limiter, toute garantie quant à la qualité de l'Immeuble. Notamment, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a pas fait de représentations ou offert de garanties de quelque nature que ce soit, quant à l'exhaustivité et l'exactitude de toute documentation remise par le Vendeur à la Ville.

4.3 Sans restreindre la portée générale des paragraphes précédents, la Ville reconnaît et accepte que :

i) Quant à la remise de tout document, communication, verbale ou écrite (collectivement appelés les « Rapports »), rendus disponibles par le Vendeur à la Ville en ce qui trait à la présente transaction, la Ville reconnaît :

A. Avoir reçu du Vendeur les rapports environnementaux ci-après, accompagnés de dénis de responsabilité :

1. « Réhabilitation du terrain situé au nord de la rue Sherbrooke, Travaux de réhabilitation environnementale Rapport Final », rédigé par ADS Associés Ltée, daté de février 1992 ;
2. « Terrain vacant # 44-0107 sis au lot 1 244 251, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, Québec, Surveillance des travaux de réhabilitation environnementale, N/Réf. : 045-P010861-0100-RE-0100-00 » rédigé par Dessau-Soprin Inc., daté du 28 février 2007 ;
3. « Caractérisation environnementale d'une partie du terrain situé au 10 351, Sherbrooke Est, Montréal-Est, Québec » rédigé par Golder Associés Ltée, daté d'avril 2009 ; et

4. « Étude géotechnique et Caractérisation environnementale du nouveau complexe Sherbrooke Est, Montréal-Est », rédigé par Golder Associés Ltée, daté de juin 2006.

- B. que tous ces Rapports sont rendus disponibles par le Vendeur à la Ville à titre d'information seulement et afin d'aider la Ville à entreprendre ses propres études indépendantes et sa diligence raisonnable ;
- C. que toute information, garantie ou représentation, expresse, tacite ou autrement contenue dans ces Rapports, incluant toute garantie ou pertinence ou valeur pour tout usage ou besoin ou concernant toute condition de l'Immeuble, environnementale ou autre, ne devra pas être ou présumée être une garantie ou représentation, expresse, tacite, écrite ou verbale à la Ville de la part du Vendeur, de ses mandataires et (ou) de l'auteur de ces Rapports. La Ville ne devra pas s'y fonder à ce titre ;
- D. que tout vice, faute, fausse déclaration, omission ou erreur contenue dans les Rapports ne devra pas être invoquée ou utilisée par la Ville pour tenter quelque poursuite, faire la preuve de quelque cause d'action ou tout autre action semblable par la Ville contre le Vendeur, ses mandataires, et (ou) l'auteur des Rapports en ce qui a trait aux présentes ou tout aspect y afférent ; et
- E. que sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'information financière et tout *pro forma* y compris dans les Rapports ou autrement transmis par le Vendeur ou par ses mandataires à la Ville ne devront pas être considérés comme des représentations ou des garanties faites par le Vendeur à la Ville relativement à l'Immeuble. La Ville ne devra pas s'y fonder à ce titre.

ii) Le Vendeur n'aura aucune responsabilité ou obligation en ce qui concerne l'état, la qualité ou la condition dans, sur, ou de l'Immeuble, environnemental ou autre, qu'il soit connu ou non ou qu'il y ait connaissance présumée par le Vendeur, ses employés, agents, dirigeants ou administrateurs.

4.4 Par les présentes, la Ville renonce sans condition et irrévocablement à tout droit réel ou potentiel ou à toute réclamation concernant l'Immeuble ou tout sujet soulevé dans les paragraphes précédents, ainsi que tout autre aspect de la présente transaction que la Ville pourrait avoir contre le Vendeur, ses mandataires, consultants ou représentants quant à toute garantie, expresse ou tacite, de quelque nature que ce soit. Cette renonciation est absolue, sans limite et comprend, mais non de façon limitative, une renonciation de toute garantie expresse, tacite, comprise dans le *Code civil du Québec*, de valeur précise pour un usage spécifique, de qualité marchande, d'occupation, de

responsabilité et de réclamation de tout type, y compris, mais non de façon limitative, toute réclamation concernant un vice, qu'il puisse ou non être découvert, ou toute réclamation semblable. Sans restreindre la portée générale de ce qui suit, la Ville reconnaît expressément que le Vendeur n'est pas un vendeur professionnel tel que défini aux articles 1729 et 1733 du *Code civil du Québec*.

5. POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

6. DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche à la Ville relativement à l'Immeuble.

7. DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur déclare que :

- a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;
- b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;
- c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception des servitudes suivantes, à savoir :

- servitudes pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport de l'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 1 096 094 et 1 096 237. Ces servitudes seront éteintes par le Vendeur conformément aux dispositions de l'article 10.1 des présentes ;

- servitude pour la construction, l'installation, l'usage, la réparation et la reconstruction de conduites souterraines et leurs accessoires publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 101 116, laquelle servitude sera radiée incessamment par Shell à ses frais; et

- servitude en faveur d'Hydro-Québec, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 056 584 ;

- d) le certificat de localisation préparé par Rejean ARCHAMBAULT, arpenteur-géomètre, le dix-neuf (19) février deux mille treize (2013), sous le numéro 55 768 de ses minutes décrit l'état actuel de l'Immeuble et aucune modification n'a été apportée à l'Immeuble depuis cette date;

e) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et n'a pas l'intention de modifier cette résidence;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. La signature du présent acte et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune mesure ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque aux termes d'une loi applicable au Vendeur; et;

g) sont inclus dans le prix de vente le mobilier et tous les équipements laissés dans l'Immeuble à la signature des présentes. Le Vendeur garantit que ce mobilier et ces équipements lui appartiennent, qu'ils sont libres de toute dette.

8. ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

9. OBLIGATIONS DE LA VILLE

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble « tel quel », dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés; et

c) Vérifier elle-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'elle entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur;

10. EXTINCTION DES SERVITUDES

10.1 Le Vendeur, à titre de propriétaire du fonds dominant, renonce expressément aux servitudes suivantes :

- servitudes pour l'installation, la construction, l'opération, le maintien, l'inspection, la modification, l'enlèvement, le



remplacement, l'amélioration et la réparation de conduites souterraines seulement, servant au transport de l'huile, de gaz naturels et autres liquides et gaz publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 1 096 094 et 1 096 237.

Ces servitudes sont dès lors éteintes à compter des présentes, le tout conformément au 2^e alinéa de l'article 1191 du *Code civil du Québec*.

10.2 Relativement à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 101 116, Shell a obtenu du propriétaire du fonds servant la renonciation à cette servitude et procédera incessamment à sa publication au registre foncier, le tout à ses frais.

Il est convenu entre les Parties que la Ville disposera d'un délai de un (1) an, à compter de la date des présentes, pour effectuer des études de caractérisation environnementale à l'intérieur de l'assiette de cette servitude.

Si ces études révèlent la présence de contaminants dans les sols de l'assiette de servitude dont la concentration excède les valeurs limites pour un terrain utilisé à des fins industrielles et commerciales telles que prévues à l'annexe II du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains adopté en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ chapitre Q-2) ou tout Règlement devant y succéder et en vigueur au moment des études de caractérisation environnementale effectuées par la Ville (ci-après la « **Contamination** »), la Ville transmettra, à l'intérieur du délai précité, un avis à cet effet à Shell. Dans ce cas, Shell s'engage, dans un délai de un (1) an suivant la réception dudit avis, à procéder, à ses frais, à la réhabilitation environnementale de l'assiette de cette servitude en conformité avec les dispositions pertinentes de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ chapitre Q-2) ou toute loi devant y succéder relativement à une réhabilitation d'un terrain utilisé à des fins industrielles et commerciales et conformément au Plan de réhabilitation préparé par la Ville en consultation avec Shell et soumis par la Ville au Ministère du développement durable, de l'environnement et de lutte contre le changement climatique (« MDDELCC ») et approuvé par ce dernier dans l'éventualité où une telle approbation était requise. À cet effet, la Ville donnera au Vendeur accès à l'Immeuble pour lui permettre de faire les travaux nécessaires. Suivant le parachèvement par Shell des travaux de réhabilitation environnementale prévus au présent paragraphe et la soumission par Shell à la Ville d'une étude de réhabilitation réalisée à ses frais et attestable par un expert habilité par le MDDELCC faisant état de l'absence de Contamination suite à ces travaux, la Ville accordera à Shell une quittance complète et finale de ses obligations créées aux termes du présent paragraphe 10.2.

Dans l'éventualité où ces études ne révèlent aucune Contamination ou à l'expiration du délai de un (1) an à compter de la date des présentes, Shell sera libérée de toute responsabilité relative à la réhabilitation environnementale de l'assiette de cette servitude et à l'enlèvement de tout ouvrage conduit et/ou équipement ayant été installé en tréfonds de l'Immeuble. Dans ce cas, la Ville sera disposée à accorder à Shell une quittance complète et finale de ses obligations créées aux termes du présent paragraphe 10.2.

11. CLAUSE SPÉCIALE

11.1 Le Vendeur se réserve le droit pour une durée de vingt (20) ans à compter de la signature des présentes, de requérir, et la Ville s'engage à accorder, une servitude en faveur du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou de tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci, propriété du Vendeur ou de l'un de ses associés et adjacents à l'Immeuble et ce, aux fins de l'installation, du maintien et de l'usage d'équipements de services d'utilité publique. L'emplacement de cette servitude sera sis sur un espace de l'Immeuble libre de toute bâtisse, à être mutuellement convenu entre le Vendeur et la Ville et le fournisseur de services d'utilité publique concerné. Il est entendu que cette servitude devra être créée à un endroit où elle aura le moins d'impact sur l'usage de l'Immeuble. À cette fin, les Parties s'engagent à publier un acte de servitude à intervenir entre le Vendeur et la Ville et le fournisseur de services d'utilité publique contre l'Immeuble aux frais du Vendeur, et ce, dans les dix-huit (18) mois suivant la réception par la Ville d'une demande à cet effet. Nonobstant toute autre disposition de la présente vente, la Ville reconnaît que les droits accordés au Vendeur aux termes du présent paragraphe seront cessibles par le Vendeur à tout acquéreur du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou de tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci.

11.2 Le prolongement du boulevard Joseph-Versailles à partir de la rue Sherbrooke vers l'autoroute 40 est projeté par la Ville. Ce prolongement reliera la rue Sherbrooke à l'autoroute 40.

Toutefois, dans l'éventualité où ledit prolongement n'est pas aménagé par la Ville ou si ce prolongement est aménagé mais ne permet pas au lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci d'avoir un accès direct au boulevard Joseph-Versailles pour joindre la rue Sherbrooke et l'autoroute 40, le Vendeur pourra transmettre un avis à la Ville exigeant que la Ville lui rétrocède une partie de l'Immeuble d'une largeur de quarante mètres (40 m.) et d'une longueur approximative de deux cent quatre-vingt-six mètres et soixante-quinze centièmes (286,75 m.) à partir de la rue Sherbrooke et sise au long de la limite Est de l'Immeuble (ci-après la « **Propriété Ville** »). La Ville s'engage à rétrocéder ladite partie de l'Immeuble en considération toutefois de la cession par le Vendeur d'une partie du lot 2 331 842 du cadastre du Québec et/ou tout lot pouvant résulter d'une subdivision de celui-ci mesurant soixante et un mètre et cinq dixièmes (61,5 m.) par cent quatre-vingt-sept mètres (187 m.) et située le long de la limite Nord de l'Immeuble (ci-après la « **Propriété Shell** »). La Propriété Ville et la Propriété Shell sont montrées sur un plan préparé par Réjean Archambault, arpenteur-géomètre, en date du huit (8) février deux mille treize (2013) sous le numéro 55 768 de ses minutes (dossier P59934), lequel demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Le droit conféré au Vendeur aux termes du présent paragraphe devra être exercé par avis écrit donné à la Ville au plus tard vingt (20) ans suivant la signature des présentes. La Ville s'engage à ne construire aucun édifice ou autre installation sur la Propriété Ville à l'exception d'un stationnement, et ce, pendant toute la période susdite de vingt (20) ans à compter de la date des présentes.

Suite à la réception par la Ville de l'avis du Vendeur indiquant qu'il souhaite se prévaloir de son droit conféré aux termes du présent paragraphe et pourvu que le Vendeur ait rempli, le cas échéant, son obligation prévue à 10.2, ou ait reçu quittance de la Ville de son obligation prévue à 10.2, les Parties s'engagent à remplir les obligations ci-dessous énumérées dans les meilleurs délais, la Ville et Shell s'engageant à agir avec diligence et célérité:

- 1) Le Vendeur devra, à ses frais, procéder à la réhabilitation environnementale de la Propriété Shell de manière à ce que la condition des sols soit conforme au Plan de réhabilitation soumis par le Vendeur au MDDELCC et approuvé par le MDDELCC, et au moment de tout acte de transfert, ladite Propriété Shell sera conforme aux exigences et conditions du Plan approuvé;
- 2) Le Vendeur devra remettre à la Ville une copie tout rapport de caractérisation environnementale et de réhabilitation de la Propriété de Shell ainsi qu'une copie de l'avis de décontamination publié au registre foncier;
- 3) Le Vendeur devra compléter les travaux relatifs au sous-compteur, tel que mentionné à 11.3 ; et
- 4) La Ville devra procéder, à ses frais, aux opérations cadastrales requises pour la Propriété Ville et la Propriété Shell.

Au plus tard douze (12) mois suivant l'accomplissement de toutes ces obligations, la Ville s'engage à signer ledit acte d'échange.

L'acte d'échange sera effectué aux conditions suivantes :

- i) La cession de la Propriété Ville sera faite sans garantie légale et aux risques et périls du Vendeur;
- ii) La cession de la Propriété Shell sera faite sans garantie légale et aux risques et périls de la Ville;
- iii) Sans soulte;
- iv) Le Vendeur prendra la Propriété Ville dans l'état où elle se trouve;
- v) Le Vendeur devra s'engager à utiliser la Propriété Ville pour les fins exclusives de la réalisation d'un chemin privé ou public;
- vi) Le Vendeur devra accorder une servitude de passage en faveur de la Ville sur la Propriété Ville; et
- vii) La Ville assumera le coût des frais reliés aux opérations cadastrales, à l'acte d'échange, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels ou commissions, de quelque nature que ce soit, seront à la charge de la partie les ayant initiés.

11.3 Les Parties reconnaissent qu'un sous-compteur d'eau utilisé par le Vendeur pour sa consommation d'eau relativement à sa propriété adjacente est rattaché au compteur d'eau de l'Immeuble. Par contre, les factures sont séparées pour identifier les deux (2) utilisateurs. À compter de la clôture du présent acte de vente, chacun des Vendeur et de la Ville assumera la responsabilité de paiement des montants dus pour la consommation d'eau reliée à chacune de leur propriété



respective. La lecture du sous-compteur sera effectuée par un représentant de la Ville de Montréal-Est exclusivement.

De plus, le Vendeur s'engage à ne plus utiliser ce sous-compteur d'eau, aussitôt les travaux de réhabilitation terminés sur sa propriété adjacente. Pour ce faire, le Vendeur s'engage à effectuer la disjonction du branchement d'eau domestique ainsi que celui de l'égout pluvial en murant et obturant ces conduites près des conduites principales à la limite nord de l'Immeuble, le tout tel qu'illustré sur le plan étant annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée. À cet effet, la Ville donnera au Vendeur accès à l'Immeuble pour lui permettre de faire les travaux nécessaires. Les frais pour enlever ledit compteur seront assumés par le Vendeur, le cas échéant.

12. RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Par ailleurs, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la présente vente.

13. PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **SEPT MILLIONS DEUX CENT MILLE DOLLARS (7 200 000,00 \$)**, que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

Les Parties conviennent de répartir le prix de vente comme suit :

Terrain :	4 000 000,00 \$
Bâtiment :	3 200 000,00 \$

14. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente **OU** donation **OU** cession est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur **OU**

Donateur **OU** Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 137400032RT 0001;
T.V.Q. : 1086674439TQ 0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

15. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ chapitre C-19) et elle a remis une copie de cette politique au Vendeur.

16. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

17. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

18. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

- a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : PRODUITS SHELL CANADA;
- b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : la VILLE DE

MONTRÉAL;

- c) le siège du cédant est au : 400, 4^e Avenue Sud-ouest, à Calgary, province de l'Alberta, T2P 0J4 et sa place d'affaires au : 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 200, Montréal, province de Québec, H3A 1L4;
- d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;
- e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal-Est;
- f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SEPT MILLIONS DEUX CENT MILLE DOLLARS (7 200 000,00 \$);
- g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SEPT MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (7 500 000,00 \$);
- h) le montant du droit de mutation est de : CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (178 500,00 \$);
- i) EXONÉRATION : le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;
- j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire comme suit :

PRODUITS SHELL CANADA, Société en nom collectif, par son associée directrice, Shell Canada Limitée

Par : Louise-Marie Bélanger

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

M^e Caroline BOILEAU, notaire

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1141195002 / Mandat 14-0001-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Acquisition de gré à gré
- Localisation : L'immeuble est situé au 10351, rue Sherbrooke Est, entre les avenues Georges V et Durocher, dans la municipalité de Montréal-Est.
- Lot : 1 251 244 du cadastre du Québec
- Superficie du terrain : 61 947,2 m² (666 794 pi²)
- Superficie du bâtiment : 7 061,3 m² (76 007 pi²)

Vendeur : Produits Shell Canada

Acquéreur : Ville de Montréal

Prix de vente : 7 200 000 \$ (1 019,64 \$/m² ou 94,73 \$/pi²)

Juste valeur marchande : Entre 7 000 000 \$ (991,32 \$/m² ou 92,10 \$/pi²) et 7 800 000 \$ (1 104,61 \$/m² ou 102,62 \$/pi²)

- En date du : 17 janvier 2014

Valeur au rôle foncier 2014 : 7 500 000 \$ (1 062,13 \$/m² ou 98,68 \$/pi²)

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Prix négocié incluant les mobiliers.

Préparé par :	INITIALES	DATE (JJ-MM-AA)
Maxwell Justin	Téléphone : 2-3069	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____



boul. Joseph-Versailles



Dossier # : 1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993

1. d'approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022, pour une dépense totale de 99 273,73 \$, incluant les taxes, et ce, aux clauses et conditions stipulées au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-06-05 16:10

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de quartier 20 (le « PDQ 20 ») du Service de police de la Ville de Montréal (le « SPVM ») occupe, depuis le 15 mars 2013, un local de 1 283,46 m² (13 815 pi²) au RDC et au 2^e étage de l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal. Il est nécessaire de modifier l'entente afin d'y ajouter les frais relatifs à l'éclairage et aux prises électriques.

Lors de la négociation du bail, il avait été entendu que les frais d'exploitation seraient inclus dans le loyer, à l'exception des frais relatifs à l'éclairage et aux prises électriques qui seraient payés directement par la Ville au fournisseur Hydro Québec. Cependant, lors de l'aménagement des locaux, il s'est avéré plus aisé et moins coûteux pour le locateur au niveau des travaux de faire les branchements dans un même panneau électrique, ce à quoi la Ville a donné son accord. Le locateur assume donc, depuis le début de l'entente, l'ensemble des frais relatifs à l'électricité, incluant ceux qui devaient être assumés par la Ville. Il est donc nécessaire de modifier le bail de façon rétroactive afin de refléter l'esprit de l'entente initiale et ainsi d'ajouter le montant des frais d'énergie au loyer actuel.

Comme il n'y avait pas entente sur le montant à ajouter au bail, il avait été décidé d'analyser la consommation réelle des occupants durant une année avant de procéder à la modification du bail.

Le bail original a été négocié de gré à gré avec le locateur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0110 - 12 avril 2012 - Approbation du bail, pour une superficie de 13 815 pi², pour une durée de 9 ans et pour un montant total de 7 405 980,40 \$ incluant les taxes.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du PDQ 20 du SPVM, pour un terme de 9 ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022.

JUSTIFICATION

Un montant additionnel à l'entente actuelle, de 0,65 \$/pi² pour les 5 premières années du bail et de 0,75 \$/pi² pour les 4 années suivantes, a été négocié afin de refléter le coût d'énergie supplémentaire à être assumé par le locateur. Ce montant négocié est basé sur l'analyse de la consommation réelle des occupants pour la première année du bail. Le locateur n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme les frais d'électricité et d'éclairage devaient initialement être assumés par la Ville, voici le montant à ajouter au loyer afin de transférer la responsabilité des ces frais au locateur.

Superficie 13 815 pi ²	Loyer additionnel 2013 (9,5 mois)	Loyer additionnel 2014 - 2017 (4 ans)	Loyer additionnel 2018 (1 an)	Loyer additionnel 2019 - 2021 (3 ans)	Loyer additionnel 2022 (2,5 mois)	Loyer additionnel total (9 ans)
Taux unitaire (pi ²)	0,65 \$	0,65 \$	0,73 \$	0,75 \$	0,75 \$	
Loyer total	7 108,97 \$	8 979,75 \$	10 073,44 \$	10 361,25 \$	2 158,59 \$	86 343,75 \$
TPS	355,45 \$	448,99 \$	503,67 \$	518,06 \$	107,93 \$	4 317,19 \$
TVQ	709,12 \$	895,73 \$	1 004,83 \$	1 033,53 \$	215,32 \$	8 612,79 \$
Loyer total incluant les taxes	8 173,54 \$	10 324,47 \$	11 581,93 \$	11 912,85 \$	2 481,84 \$	99 273,73 \$
Ristourne TPS	355,45 \$	448,99 \$	503,67 \$	518,06 \$	107,93 \$	4 317,19 \$
Ristourne TVQ (62,8 %)		562,52 \$	631,03 \$	649,06 \$	135,22 \$	5 408,83 \$
Loyer net	7 818,09 \$	9 312,96 \$	10 447,23 \$	10 745,72 \$	2 238,69 \$	89 547,71 \$

Pour les années 2013 à 2022, le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le SPVM à même son enveloppe budgétaire. Les sommes proviennent du budget de fonctionnement.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 99 273,73 \$. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la Politique de développement durable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 19 juin 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Érik VINCENT)

Avis favorable avec commentaires :
Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Réginald CINEAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-0685
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-03-24

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Nicole Rodier
Chef de section
Tél. : 514 872-8726

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel NADEAU
Directeur pour :
Jacques A. Ulysse

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint

Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification
immobilière

Tél : 514-872-5844
Approuvé le : 2014-06-05

Tél : 514-872-2573
Approuvé le : 2014-06-05

Dossier # : 1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le SPVM recommande d'approuver le présent sommaire décisionnel afin de respecter les engagements de la Ville de Montréal quant au bail visant à loger le poste de quartier 20.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Érik VINCENT
Chef de section
Tél : 514-280-2947

ENDOSSÉ PAR

Didier DERAMOND
Directeur-adjoint
Tél : 514-280-2003
Division :

Le : 2014-03-26

Dossier # : 1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Il est recommandé d'approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue un espace à bureaux dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal (Bâtiment 2993) pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, taxes incluses.

Pour 2013, les coûts de location sont inclus dans la facturation immobilière et sont suffisants pour permettre au SPVM de faire face à ses obligations contractuelles liées à l'occupation du bâtiment du PDQ 20. Pour 2014, ces coûts additionnels sont prévus au budget de fonctionnement. Les crédits requis dans le cadre de ce dossier seront également considérés lors de la confection des prochains budgets du SPVM. À noter que pour le présent bail, tous les frais accessoires sont inclus dans le loyer.

En vertu de la clause 3.1 du bail qui traite de sa durée, le bail initialement prévu du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013 couvre plutôt la période du 15 mars 2013 au 14 mars 2022 afin de tenir compte de la date d'occupation réelle.

Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

• Imputation comptable

LOYER			
1001.0010000.107152.02101.55201.014700.0000.000000.061519.00000.00000			
AF - Général - Agglomération, Budget régulier, Gestion des immeubles, Activités policières, Location - Immeubles et terrains, Location d'immeubles, 1434 Ste-Catherine Ouest			
Période	Montant avant taxes	Dépenses taxes incluses	Dépenses taxes nettes
2013 (9,5 mois)	7 108,97 \$	8 173,52 \$	7 818,09 \$
2014	8 979,75 \$	10 324,47 \$	9 312,96 \$
2015	8 979,75 \$	10 324,47 \$	9 312,96 \$
2016	8 979,75 \$	10 324,47 \$	9 312,96 \$
2017	8 979,75 \$	10 324,47 \$	9 312,96 \$
2018	10 073,44 \$	11 581,94 \$	10 447,24 \$
2019	10 361,25 \$	11 912,85 \$	10 745,73 \$
2020	10 361,25 \$	11 912,85 \$	10 745,73 \$
2021	10 361,25 \$	11 912,85 \$	10 745,73 \$
2022	2 158,59 \$	2 481,84 \$	2 238,69 \$
TOTAL	86 343,75 \$	99 273,73 \$	89 993,05 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Réginald CINEAS
 Conseiller en gestion des ressources
 financières
Tél : (514) 280-8531

ENDOSSÉ PAR

Manon LANDRY
 Chef de Service
 Service des ressources financières du SPVM
Tél : (514) 280-2518
Division :

Le : 2014-03-28

Dossier # : 1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993

SENS DE L'INTERVENTIONDocument(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet de bail ci-joint à intervenir entre Le 1434 Ste-Catherine inc. et la Ville de Montréal. Le service responsable a reçu la confirmation du représentant de Le 1434 Ste-Catherine inc. à l'effet qu'il approuve ce projet de bail et qu'il s'engage à le signer dans sa forme actuelle.



[1ère convention de modification bail-version finale 29-05-2014.pdf](#)

14-001173

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-29

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL



ENTRE

Le 1434 Ste-Catherine inc. corporation légalement constituée suivant la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 1440, Ste-Catherine Ouest, bureau 220, Montréal (Québec), agissant et représentée pour les fins des présentes par son président, monsieur Sam Benatar, dûment autorisé tel qu'il le déclare.

ci-après nommée le «Locateur»

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

ci-après nommée le «Locataire»

Le Locateur et le Locataire sont également collectivement désignés comme étant les « parties ».

ATTENDU QU'en vertu d'un bail intervenu le 19 avril 2012 (ci-après le « Bail »), le Locateur a loué au Locataire des espaces situés au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage de l'immeuble sis au 1434, Ste-Catherine Ouest, à Montréal, province de Québec, étant plus amplement définis au Bail comme étant les Lieux Loués.

ATTENDU QUE le Bail a été consenti pour un terme commençant le 1^{er} août 2012 et se terminant le 31 juillet 2021. Si le Bail débutait à une date différente à celle spécifiée, les parties ont convenu de se confirmer par écrit les nouvelles dates qui constitueront la première et la dernière journée du Bail.

ATTENDU QU'aux termes d'une lettre datée du 1^{er} mars 2013, le Locataire a confirmé au Locateur que la date de la première journée du Bail serait le 15 mars 2013 et la dernière journée du Bail, le 14 mars 2022. Ces nouvelles dates ont été approuvées par écrit par le Locateur le 1^{er} mars 2013.

ATTENDU QUE toutes les dates relatées dans le Bail seront ajustées en conséquence.

ATTENDU QUE le paragraphe du Bail prévoit que le Locataire prenne à sa charge et paie à Hydro-Québec à compter de la première journée du Bail, la dépense en électricité et en éclairage afférente aux Lieux Loués, à l'exception du chauffage et de la climatisation, le tout

selon le compteur exclusif aux Lieux Loués,

ATTENDU QUE le Locateur n'a pu effectuer les modifications aux installations électriques prévues au Bail permettant au Locataire d'obtenir un compteur électrique exclusif.

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entres autres choses, de modifier le loyer du Bail selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'il a remis une copie de cette politique au Locateur.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. PRÉAMBULE

1.1 Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du Bail. Tout mot ou expression portant une majuscule dans cette convention a le sens qui lui est donné dans le Bail à moins d'indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement.

2. MODIFICATIONS

2.1 Le paragraphe 3.1 du Bail est annulé et remplacé par ce qui suit :

« 3.1 Ce bail est consenti pour un terme commençant, après la période d'emménagement prévue à l'article 14.5, soit le 15 mars 2013 et se terminant le 14 mars 2022 (la « Durée »). »

2.2 Le paragraphe 5.3 du Bail est annulé.

2.2 Pour la Durée du Bail, le Locateur s'engage à assumer les frais d'énergie (chauffage, ventilation, climatisation, électricité, éclairage et autres).

2.3 Le paragraphe 4.16 est annulé et remplacé par ce qui suit :

« 4.16 assumer les frais d'exploitation ci-après mentionnés mais remboursés par le Locataire au Locateur, conformément aux conditions prévues à l'article 6.0
LOYER :

- assurances ;
- taxes municipales et scolaires ;
- énergie ;
- entretien et réparations intérieures et extérieures de l'Immeuble ;
- entretien et réparations des systèmes, équipements et accessoires de chauffage, ventilation, climatisation, plomberie et électricité desservant les Lieux Loués ;
- entretien et réparation du terrain, incluant le déneigement et l'aménagement paysager ;

- entretien ménager des aires communes et des Lieux Loués ;
- administration et gestion des activités immobilières (10% des frais d'exploitation excluant les taxes) ; »

2.4 Les paragraphes 6.1 à 6.4 du Bail sont annulés et remplacés par ce qui suit :

« 6.1 Le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel, de CINQ CENT TRENTE-NEUF MILLE CINQ CENT SOIXANTE-NEUF DOLLARS (539 569,00 \$) par des versements mensuels de QUARANTE-QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUATRE DOLLARS ET HUIT CENTS (44 964,08 \$), à compter de la première journée du bail, sujet à tout ajustement suite au mesurage effectué conformément à l'article 2 du présent bail et sujet aux ajustements prévus aux paragraphes 6.4., 6.5 et 6.6 du présent article. À ces montants s'ajoutent la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et, sous réserve des dispositions des articles 6.6 et 9.0 ci-après, sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Ce montant de loyer annuel, inclut tous les frais d'exploitation mentionnés à l'article 4.16, les taxes foncières, municipales, scolaires, le loyer pour les vingt-quatre (24) espaces de stationnement intérieurs et se compose des coûts unitaires annuels suivants, à savoir :

(a) Loyer de base au rez-de-chaussée plus	52,65 \$/pi ²
(b) Loyer de base au 1 ^{er} étage plus	19,90 \$/pi ²
(c) Stationnement (175\$/mois/espace)	2 100\$/année/espace

6.4 Ajustement annuel du loyer de base

Le loyer de base annuel pour la Durée sera fixé comme suit:

- 1) Pour la période du 15 mars 2013 au 14 mars 2018, le loyer de base pour les espaces au rez-de-chaussée sera de CINQUANTE-DEUX DOLLARS ET SOIXANTE-CINQ CENTS PAR PIED CARRÉ (52,65\$/pi²) de la Superficie Locative RC et le loyer de base pour les espaces au 1^{er} étage sera de DIX-NEUF DOLLARS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS PAR PIED CARRÉ (19,90\$/pi²) de la Superficie Locative 1^{er}.
- 2) Pour la période du 15 mars 2018 au 14 mars 2022, le loyer de base pour les espaces au rez-de-chaussée sera de CINQUANTE-CINQ DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE CENTS PAR PIED CARRÉ (55,75 \$/pi²) de la Superficie

Locative RC et le loyer de base pour les espaces au 1^{er} étage sera de VINGT-TROIS DOLLARS PAR PIED CARRÉ (23,00 \$/pi²) de la Superficie Locative 1^{er}. »

3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous réserve des dispositions et engagements de cette convention de modification, faisant partie intégrante du Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, demeurent inchangés et continuent de s'appliquer entre les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente première modification du Bail, en trois (3) exemplaires, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le Locateur : **Le 1434 Ste-Catherine inc.**

Le ____ jour du mois de _____ 2014

Par : _____

Sam Benatar, président

Le Locataire : **VILLE DE MONTRÉAL**

Le ____ jour du mois de _____ 2014

Par : _____

Colette Fraser, greffière adjointe

Ce bail a été approuvé le _____

Résolution no : _____

Dossier # : 1145840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver la première modification du bail par lequel la Ville loue du locateur, Le 1434 Sainte-Catherine inc., un espace à bureaux d'une superficie de 1 283,46 m ² dans l'immeuble situé au 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 20 du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de neuf ans, soit du 15 mars 2013 au 14 mars 2022. La dépense totale est de 99 273,73 \$, incluant les taxes. Bâtiment 2993



[résumé transaction immobilière.doc](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-0685
Télécop. : 514 872-8350

Nicole Rodier
Chef de section
Tél. : 514 872-8726

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1145840001

- **Description de la transaction :** Approuver la première convention de modification du bail du poste de quartier (PDQ 20).
- **Durée ;** Pour une période de 9 ans, du 15 mars 2013 au 14 mars 2022.
- **Type de transaction :** Location - Ville locataire à des fins de poste de police
- **Endroit :** Un espace à bureaux situé au 1434, rue Sainte Catherine Ouest.
- **Superficie des lieux loués :** 1 283,46 mètres carrés

Locateur : Le 1434 Sainte-Catherine inc

Locataire : Ville de Montréal

Recettes ou dépenses: 99 273,73 \$ pour le terme, incluant les taxes

Valeur locative : S. O.

Raison de la location Modifier l'entente afin d'y ajouter les frais relatifs à l'éclairage et aux prises électriques.

Préparé par :		INITIALES	DATE (JJ-MM-AA)
Mélanie Di Palma	Téléphone : 2-0685	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____



Dossier # : 1140634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Je recommande :

- d'approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villieray - Saint-Michel - Parc-Extension.

-d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 08:22

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1140634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Plan d'action en habitation 2010-2013
Objet :	Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme à but non lucratif LES HABITATIONS POPULAIRES DE PARC EXTENSION (HAPOPEX) a soumis à la Direction de l'habitation un projet immobilier totalisant 21 logements pour familles. Le projet sera situé sur le lot 2 246 883 soit au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Le projet est financé par des subventions du programme AccèsLogis de la SHQ et de la Ville de Montréal (CMM) couplées à un prêt d'une institution bancaire. Cependant, certains surcoûts se sont ajoutés aux coûts habituels de réalisation et le projet requiert ainsi une contribution financière supplémentaire, évaluée à un maximum de 159 000 \$.

Afin de combler ce manque de financement, et à la demande du conseil d'administration d'HAPOPEX, la Direction de l'habitation recommande d'utiliser le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables. Cette stratégie, adoptée en 2005, vise en priorité l'inclusion des logements sociaux et communautaires sur le site même des grands projets de développement résidentiel, ou hors site à proximité de ceux-ci. Cependant, lorsque les services corporatifs et d'arrondissement concernés conviennent que l'inclusion de ces logements sur le site ou à proximité n'est pas appropriée, le recours à une contribution financière versée par le promoteur constitue le moyen d'atteindre les objectifs poursuivis.

Un Fonds de contribution a été créé en 2011 afin de gérer les contributions reçues des promoteurs. Ces sommes peuvent être utilisées pour suppléer à un manque de financement lors de la réalisation de projets de logements sociaux et communautaires.

Le présent sommaire vise à autoriser le versement au projet Hapopex Presbytère Outremont d'une contribution financière de 159 000 \$ provenant du Fonds de contribution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0068 (27 février 2014) à l'effet de déposer le bilan sur le Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* en date du 31 décembre 2013.

CE12 0338 (14 mars 2012) à l'effet d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

CE05 (24 août 2005) à l'effet d'adopter la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

DESCRIPTION

Le projet Hapopex Presbytère Outremont se réalisera sur un terrain localisé sur l'avenue Outremont entre la rue St-Roch et l'avenue Ball dans l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Le presbytère barricadé qui s'y trouve actuellement doit être démoli.

Il s'agit d'un projet de 21 logements pour familles, soit 14 logements de 2 chambres à coucher, 6 logements de 3 chambres et 1 logement de 4 chambres. Le terrain sera loué à Hapopex par la Paroisse St-Roch en vertu d'un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans. Les coûts de réalisation s'élèvent à 4 M\$.

Parmi les éléments qui ont contribué à augmenter le coût de ce projet, notons les suivants :

- la démolition du presbytère qui doit tenir compte de la présence d'amiante et de moisissures;
- l'exigence de réaliser six places de stationnement en sous-sol;
- les mesures de protection à prévoir pour des arbres matures sur le site;
- l'absence d'économies d'échelle parce qu'il s'agit d'un petit projet (21 logements);
- les coûts d'exploitation, notamment le montant des taxes foncières, qui doivent tenir compte d'une augmentation importante de la valeur au rôle d'évaluation survenue entre l'engagement conditionnel et l'engagement définitif de la subvention, soit 30,6 %.

Les coûts du projet ainsi que le financement sont indiqués dans le tableau suivant.

Description	Montant
Coût de réalisation	4 058 708 \$
Sources de financement	
Programme AccèsLogis (SHQ)	1 592 100 \$
Programme Accès Logis (Ville de Montréal / CMM)	477 630 \$
Programme Novoclimat (Min. Ressources naturelles)	61 600 \$
Prêt hypothécaire	1 773 378 \$
Total du financement	3 904 708 \$
Écart	154 000 \$

JUSTIFICATION

Tel que précisé au dossier décisionnel 1123251001 (CE12 0338) concernant la création du Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion, des sommes provenant du Fonds peuvent être utilisées « pour compléter le montage financier de projets en élaboration ». La Direction de l'habitation est d'avis que l'utilisation d'une somme de 159 000 \$ provenant du Fonds de contribution pour le projet Hapopex Presbytère Outremont est justifiée en raison des facteurs ci-bas.

Par ailleurs, tel que montré dans le tableau ci-haut, l'analyse de la viabilité du projet indique actuellement un manque de 154 000 \$ dans le budget de réalisation du projet. Cependant, étant donné que cette somme était obtenue en utilisant le taux d'intérêt du mois d'avril et que ce taux pourrait être plus élevé au moment de l'approbation de l'engagement définitif de la subvention (en mai ou en juin), la Direction de l'habitation recommande d'octroyer une contribution maximum de 159 000 \$, ce qui représente le montant total disponible dans le Fonds de contribution pour l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Rappelons que ce montant représente la contribution maximale qui pourrait être accordée et, tel que prévu au projet de convention, il pourrait être revu à la baisse à la fin du chantier, soit au moment de la date d'ajustement des intérêts.

L'octroi de cette contribution se justifie en raison des éléments suivants :

- dès l'ouverture des soumissions pour la réalisation du projet et suite au constat que le budget proposé ne permettait pas de le viabiliser, l'ensemble des acteurs impliqués ont identifié et mis en oeuvre des solutions pour réduire les coûts et optimiser le projet. Les soumissions comportaient des prix séparés pour quelques items (par exemple les revêtements de planchers de qualités variées) ce qui a permis au groupe de choisir les options les moins coûteuses. Les plans et devis ont également été révisés, notamment en remplaçant la salle communautaire proposée (mais non subventionnée) par un logement de grande dimension, comprenant quatre chambres à coucher.
- la contribution additionnelle permettra, entre autres - de réduire les loyers afin qu'ils respectent les balises d'abordabilité prévues au programme AccèsLogis;
- le projet ne peut pas bénéficier d'une subvention complémentaire dans le cadre du Programme Rénovation Québec étant donné que le budget annuel alloué par la SHQ au volet « bonification des projets de logements sociaux et communautaires » est déjà épuisé pour l'année budgétaire en cours;
- le projet est inscrit à la programmation 2010 - 2013 de la Direction de l'habitation et a reçu confirmation de l'engagement conditionnel des subventions dans le cadre du programme AccèsLogis en octobre 2013;
- le projet répond à des priorités de l'Administration municipale (habitation sociale, rétention des familles) et permet de consolider le tissu urbain;

- le projet constitue une rare opportunité d'ajouter des logements à coût abordable destinés aux familles dans ce secteur dont les besoins à cet égard sont reconnus;
- l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc Extension est favorable à la réalisation du projet et à l'utilisation du Fonds de contribution pour aider à équilibrer le budget de réalisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dispose, pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension, des sommes requises pour venir en aide au projet Hapopex Presbytère Outremont. Le 31 mars 2014, le bilan du Fonds de contribution confirmait qu'un montant de 100 000 \$ avait été déposé par le promoteur du projet Le Castelneau dans le compte de l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc Extension portant ainsi le solde à 159 000 \$. Le tableau ci-après fait état des contributions reçues et des disponibilités financières du Fonds au 31 mars 2014. Un bilan de l'ensemble du Fonds de contribution se trouve aux pièces jointes de ce dossier.

<i>Villeray - St-Michel - Parc Extension</i>	
Sous-total - 31 décembre 2013	180 000 \$
Versement de contribution approuvé par CG en janvier 2014	
- Fraternité Michelloise (Villeray-St-Michel-Parc-extension)	(121 000) \$
Sous-total	59 000 \$
Contributions reçues en 2014	
- Le Castelneau mars 2014	100 000 \$
Solde	159 000 \$

La contribution additionnelle maximale de 159 000 \$ a été calculée pour générer des loyers équivalant à 95 % du loyer médian établi pour Montréal, ce qui est le barème maximum réglementaire pour l'ensemble des projets réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis. Le montant demandé pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts.

La contribution financière additionnelle maximale de 159 000 \$ sera remise sous forme de chèque qui devra être émis conjointement à Hapopex et à son prêteur hypothécaire, la Banque Nationale du Canada.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La démolition du presbytère barricadé pour permettre la réalisation de ce projet de 21 logements sociaux et communautaires destinés à des familles ayant des revenus faibles ou modestes contribuera à la consolidation de la trame urbaine ainsi que l'utilisation et l'optimisation des infrastructures municipales et installations communautaires déjà en place ou à proximité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet ne pourrait se réaliser sans la contribution de 159 000 \$ puisqu'il ne respecterait pas les paramètres de viabilité imposés par le programme AccèsLogis de la SHQ.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce

protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation, à la Ville et à la SHQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Engagement définitif du projet - D'ici juillet 2014

Mise en chantier - été 2014

Occupation - été 2015

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Alain BEAULIEU)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Pierre LACOSTE)

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (William Kronstrom RICHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julia DAVIES
Conseillère en aménagement, chef d'équipe

Tél : 872-9513

Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-06

Christian CHAMPAGNE
Cadre sur mandat(s), Chef de division,
Développement résidentiel

Tél : 514-872-4194

Télécop. : 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Danielle CÉCILE
Directrice - habitation
Tél : 514-872-3882
Approuvé le : 2014-05-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nancy SHOIRY
Directrice
Tél : 514-872-5216
Approuvé le : 2014-05-23

Dossier # : 1140634001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction
Objet :	Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur le volet budgétaire et financier inhérent à la recommandation suivante : d'approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

La création du Fonds a été approuvé par le comité exécutif à la séance du 14 mars 2012 (CE12 0338) et comporte deux comptes de dépôt corporatifs, dont l'un pour le logement social et communautaire (compétence d'agglomération) et l'autre aux fins du logement privé ou pour familles (compétence locale). Les sommes cumulées proviennent des contributions versées par divers promoteurs selon certaines modalités et en vue de se conformer à la Stratégie d'inclusion. Une comptabilité distincte est tenue par la Direction de l'habitation en vue de distinguer l'origine des contributions reçues par arrondissement et acheminées au Service des finances sur une base mensuelle.

Imputation:

Imputer la dépense comme suit :

	2014
1001.0000000.000000.00000.21197.0000.000000.000000.00000.00000	159 000.00\$
Contribution logement social	
Total des dépenses par année	

Une demande de paiement sera acheminée à la Division Gestion des paiements de la Direction des Services Partagés.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Conseiller en gestion des ressources
financières

Tél : 514 872-4232

Co-auteur Denis Raymond
Agent comptable 872 8533

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-13

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources
financières C/E

Tél : 514 872-0226

Division :

Dossier # : 1140634001

Unité administrative responsable :

Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction

Objet :

Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ce projet s'inscrit dans les grandes priorités du quartier Parc-Extension par l'apport de logements sociaux avec une typologie variée favorisant la venue de familles. Le projet a fait l'objet de longues négociations dans le but de satisfaire les exigences de notre Direction afin de s'assurer de rehausser la qualité de vie dans le quartier d'accueil. La qualité du projet repose notamment sur : la qualité des matériaux des revêtements extérieurs, le langage architectural adapté au site, les cases de stationnement (dont le ratio usuel a été réduit de moitié) qui sont aménagées en sous-sol et la protection des arbres matures existants. Par ces éléments, les aménagements préservent le verdissement présent sur le site et contribuent également à réduire l'effet des îlots de chaleur dans ce secteur.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alain BEAULIEU
Chef de Division urbanisme et services aux entreprises
Tél : 514-868-3512

ENDOSSÉ PAR

Benoit LACROIX
Directeur, Aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 868-3450
Division : Aménagement urbain et services aux entreprises

Le : 2014-05-08

Dossier # : 1140634001

Unité administrative responsable :

Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction

Objet :

Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

En vertu des articles 4 et 9 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* , la Ville de Montréal peut donner une subvention afin de favoriser le logement social puisque le développement de logements sociaux favorise également le développement économique. La convention régissant les termes et conditions de la subvention doit être approuvée par le conseil d'agglomération en vertu de l'article 19 (10) de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention ci-jointe.



[Convention - Habitations populaires Parc Extension.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

William Kronstrom RICHARD
Avocat
Tél : 514 872 2733

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Marie-Andrée SIMARD
Chef d'équipe et notaire
Tél : 514 872 8323
Division : Droit contractuel

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES HABITATIONS POPULAIRES DE PARC EXTENSION** personne morale, constituée sous l'autorité de la Loi sur les compagnies, Partie III, ayant sa place d'affaires au 16-8035 avenue Bloomfield, H3N 2H7 agissant et représentée par Delfino Campanile, président, et Bruno Dion, directeur, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 1 mai, 2014

ci-après appelée l' « **Organisme** »

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme, tel que ci-après défini, est admissible au Programme AccèsLogis et, en conséquence, aux subventions municipales prévues au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (nouveau programme);

ATTENDU QUE la réalisation de ce projet requiert une subvention additionnelle pour répondre aux critères de viabilité du Programme AccèsLogis;

ATTENDU QUE ce projet sera géré dans le cadre du Programme AccèsLogis quant à sa conception, sa réalisation et son exploitation;

ATTENDU QUE le 14 mars 2012, le comité exécutif a approuvé la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles (Résolution : CE12 0338);

ATTENDU QUE la Ville est disposée à verser une aide financière additionnelle à l'Organisme à même le budget du Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* ;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **OBJET**

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville verse une subvention additionnelle à l'Organisme pour réaliser le Projet dans le cadre du Programme AccèsLogis. L'Organisme s'engage à réaliser ce Projet en conformité avec les normes d'AccèsLogis et à respecter les conditions de la présente convention.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- | | | |
|-----|-------------------------------------|--|
| 2.1 | « Directeur »: | le Directeur de la Direction de l'habitation; |
| 2.2 | « Prêteur agréé »: | l'institution financière, la personne morale ou la société ayant consenti un prêt hypothécaire à l'Organisme pour la réalisation du Projet conformément aux conditions du Programme AccèsLogis; |
| 2.3 | « Loyer médian du marché » : | le loyer médian du marché reconnu, au sens de l'article 1 du Règlement; |
| 2.4 | « AccèsLogis »: | le Programme AccèsLogis pour la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif de la Société d'habitation du Québec, tel qu'administré par la Ville en vertu d'une entente approuvée par la résolution CM02 0587; |
| 2.5 | « Projet »: | le projet proposé par l'Organisme dans le cadre du Programme AccèsLogis, tel qu'accepté par les autorités compétentes, portant sur l'immeuble suivant:

- lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont; |
| 2.6 | « Règlement »: | le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif (nouveau programme) (02-102). |

ARTICLE 3 **INTERPRÉTATION**

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

Réaliser le Projet, au plus tard vingt-quatre (24) mois après la signature de la présente convention, en conformité avec le Programme AccèsLogis avec lequel l'Organisme déclare s'être familiarisé, sans qu'il soit nécessaire de l'annexer aux présentes.

4.2 Utilisation de la subvention

Appliquer la subvention reçue en vertu de la présente convention à la réduction du financement intérimaire du Projet ;

Autoriser, et autorise par la présente, le paiement de cette subvention conjointement à l'Organisme et au Prêteur agréé qui finance la réalisation du Projet.

4.3 Autorisation promotionnelle

Permettre à la Ville d'utiliser le Projet dans des plans de communications ou à des fins de relations publiques.

4.4 Respect des lois

Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, ainsi qu'aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

4.5 Aspects financiers

Remettre au Directeur et au vérificateur général de la Ville, dont l'adresse est le 1550 Metcalfe, bureau 1201, Montréal, (Québec), H2Y 1C6, dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration, une copie de ses états financiers vérifiés des coûts de réalisation du Projet et, sur demande, tout autre document ou pièce justificative, conformément à l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes ;

4.6 Responsabilité

Prendre fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention ou de l'exercice des droits en découlant et la tenir indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais. Le présent article s'applique également dans le cas de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Subvention

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations prévues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de cent cinquante-neuf mille dollars (159 000 \$). Toutefois, le versement de cette subvention ne doit pas avoir pour effet, au moment de finaliser le Projet, de réduire les loyers payables par les occupants de l'immeuble visé par le Projet, à moins de quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) du loyer médian du marché. Advenant ce cas, la subvention sera diminuée pour que les loyers du Projet soient ramenés à quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) du loyer médian du marché.

5.2 **Versement**

5.2.1 La subvention sera versée au plus tard soixante (60) jours après la fixation de la date d'ajustement des intérêts, selon les termes du Programme AccèsLogis.

5.2.2 Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler ce versement si la réalisation du Projet ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger de l'Organisme la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet.

ARTICLE 6 **DURÉE**

La présente convention prend effet à la date de signature des parties et prend fin, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque l'Organisme a complètement exécuté ses obligations, sauf quant aux obligations résultant des paragraphes 4.3, 4.4, 4.5 et 4.6 qui survivent à la présente convention.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

7.1 Il y a défaut :

- i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou
- ii) si l'Organisme vend, cède, transporte, hypothèque ou autrement aliène les immeubles faisant partie du Projet, sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Société d'habitation du Québec, tel que prescrit par le Programme AccèsLogis; ou
- iii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe ii) et iii) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 8

RÉSILIATION

- 8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. La Ville peut également, à sa discrétion, exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.
- 8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9 INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 11 RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 12 ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messenger.

La copie des états financiers qui doit être remise au Directeur en vertu de l'article 4.5 doit être envoyée à l'adresse suivante : 303 Notre-Dame est, Montréal, (Québec), H2Y 3Y8

ARTICLE 13 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 14

NON-RENONCIATION

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tels droit ou recours.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le
VILLE DE MONTRÉAL

Colette Fraser, greffière adjointe

**Les
Habitations Populaires de Parc-Extension**

Delfino Campinile, président

Bruno Dion, directeur

Cette convention a été approuvée par la
résolution _____.

Dossier # : 1140634001

Unité administrative responsable :

Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Direction

Objet :

Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal accorde une contribution financière maximale de 159 000 \$ provenant du « Fonds de contribution à la stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » pour la réalisation du projet de logements sociaux et communautaires de l'organisme à but non lucratif Les Habitations Populaires de Parc-Extension sur le lot 2 246 883 situé au 7735 avenue Outremont dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.



[Bilan par arrondissement -31 mars 2014.pdf](#)



[ResolutionPresOutremont-ville-NUM.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julia DAVIES
Conseillère en aménagement, chef d'équipe

Tél : 872-9513
Télécop. : 872-3883

Direction de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logement abordable

État de situation - 31 mars 2014

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	TOTAL
Volet Logement social et communautaire							
Solde au 31 décembre 2012	- \$	- \$	- \$	- \$	206 000 \$	80 000 \$	286 000 \$
Contributions versées durant l'année 2013							
- Jardins Millen	500 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	500 000 \$
- Nordelec	- \$	- \$	187 500 \$	- \$	- \$	- \$	187 500 \$
- Le Castelneau	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	100 000 \$	100 000 \$
- Projet Victoria/De Courtrai	- \$	41 250 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	41 250 \$
- Condos Rêves	- \$	200 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	200 000 \$
- Condos Luz	- \$	138 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	138 000 \$
- 3300 Cavendish	- \$	25 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	25 000 \$
- Condos Mä	- \$	140 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	140 000 \$
Sous-total - 31 décembre 2013	500 000 \$	544 250 \$	187 500 \$	- \$	206 000 \$	180 000 \$	1 617 750 \$
Versements de contribution à des groupes sociaux approuvés par CE/CM en janvier 2014							
- C. H. La montagne verte (Ville-Marie)	- \$	- \$	- \$	- \$	(175 000) \$	- \$	(175 000) \$
- Fraternité Michelloise (Villeray-St-Michel-Parc-extension)	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(121 000) \$	(121 000) \$
Sous-total	500 000 \$	544 250 \$	187 500 \$	- \$	31 000 \$	59 000 \$	1 321 750 \$
Contributions reçues en 2014							
- Nordelec - reçue le 23 janvier 2014	- \$	- \$	187 500 \$	- \$	- \$	- \$	187 500 \$
- Projet 21e Arrondissement - reçue le 13 février 2014	- \$	- \$	- \$	- \$	1 451 370 \$	- \$	1 451 370 \$
- Le Castelneau mars 2014	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	100 000 \$	100 000 \$
Solde réel du Volet Logement social et communautaire à ce jour	500 000 \$	544 250 \$	375 000 \$	- \$	1 482 370 \$	159 000 \$	3 060 620 \$
Volet Logement abordable privé et familles							
Solde au 31 décembre 2013	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Contributions versées durant l'année 2014							
- Anciens ateliers municipaux de Rosemont (CM14 0172)				260 000 \$			
Sous-total	- \$	- \$	- \$	260 000 \$	- \$	- \$	- \$
Solde réel du Volet Logement abordable privé et familles à ce jour	- \$	- \$	- \$	260 000 \$	- \$	- \$	- \$

Les Habitations Populaires de Parc Extension
(Hapopex)

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LES HABITATIONS POPULAIRES
DE PARC EXTENSION

Tenue, à Montréal le 1^{er} mai 2014

A LAQUELLE, Il y avait quorum,

Sur motion proposée par Stéphanie Rocher et secondée par Ibrahima Diop

Il est résolu ce qui suit :

Que monsieur Delfino CAMPANILE et Bruno DION soient mandatés par Les Habitations Populaires de Parc Extension à signer une convention de contribution additionnelle avec la Ville de Montréal pour le projet de construction de l'organisme.

Extrait certifié conforme, 1^{er} mai 2014

Delfino Campanile


Signature

BUREAU DE LA DIRECTION :

8035 Bloomfield #16
Montréal (Québec)
H3N 2H7

514-996-6004

www.hapopex.com



Dossier # : 1143220001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$ à Fondation de la Visite pour la réalisation du projet « La Fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles — X », pour l'année 2014, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013-2015 conclue entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-28 08:01

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1143220001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

En 2009, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale d'une durée de trois ans. Le budget de cette Entente fut de 24 M\$, soit 7 M\$ pour 2009, 8 M\$ pour 2010 et 9 M\$ pour 2011. Un avenant prolongeant cette entente d'un an, au montant de 9 M\$, a été signé au début de l'année 2012. À l'automne 2012, la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) ont signé une nouvelle entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité, octroyant ainsi à la Ville un soutien financier de 18 M\$ pour deux ans (2013 - 2014 et 2014 - 2015), soit 9 M\$ par année.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette entente doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement ainsi que soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications

stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale

- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté

L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes. De plus, seuls les organismes à but non lucratif et les personnes morales y sont admissibles. En ce qui a trait aux salaires, ils doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent également tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0072 du 21 mars 2013

Accorder un soutien financier non récurrent de 62 000 \$ à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles », pour l'année 2013, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal

CG12 0286 du 23 août 2012

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du Fonds d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ayant pour but de convenir des modalités administratives pour laquelle la ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 18 M\$ sur deux ans, soit 9 M\$ en 2013 - 2014 et 9 M\$ en 2014 - 2015, aux fins du financement au cours des années civiles 2013 et 2014 d'une Alliance de solidarité

CG12 0118 du 19 avril 2012

Accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 \$ à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles » dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2009 - 2011)

CG12 0016 du 26 janvier 2012

Approuver le projet d'avenant à l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale la prolongeant d'un an pour une contribution financière du ministère de 9 M\$

CG11 0150 du 19 mai 2011

Accorder un soutien financier de 55 000 \$ à Fondation de la Visite, pour le projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - VIII », dans le cadre de l'entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

CG10 0255 du 17 juin 2010

Approuver la proposition de répartition budgétaire des sommes résiduelles pour les années 2010 et 2011 de l'Entente de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal 2009 - 2010

CG09 0039 du 26 février 2009

Approuver le projet d'entente administrative entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal ayant pour but de convenir des modalités administratives en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour lequel le ministre a confié à la Ville la gestion d'une enveloppe de 24 M\$ pour les années 2009 - 2010 - 2011.

DESCRIPTION

La mission de Fondation de la Visite consiste à prévenir les abus et la négligence à l'égard des enfants en privilégiant une bonne relation parent-enfant et en s'assurant que chaque nouveau-né bénéficie d'un milieu familial accueillant et stimulant. L'organisme offre un service gratuit de soutien à domicile et d'accompagnement aux femmes enceintes et aux parents (mères et pères) de nouveau-nés des territoires visés par le projet. Trois objectifs guident son action préventive : briser l'isolement des familles d'ici et d'ailleurs, accroître les habiletés parentales et améliorer la relation parent-enfant. Mères et pères visiteurs effectuent des visites auprès des familles ciblées, qu'ils rencontrent au moins une fois par semaine, et les accompagnent vers les ressources institutionnelles, communautaires et municipales de leur quartier. Ces intervenants, non professionnels, sont disponibles en tout temps sept jours sur sept et peuvent ainsi répondre aux situations d'urgence. Ils parlent, entre autres, le français, l'anglais, le créole, l'espagnol, le mandarin ou l'arabe. Ainsi, en 2012 - 2013, 196 familles ont pu bénéficier de leurs services. Cette année, une nouvelle activité intitulée « Je fais de ma ville un jardin » s'ajoute au projet. En partenariat avec l'organisme Sentier Urbain, cette dernière vise à outiller les familles afin qu'elles puissent participer au verdissement de leurs logement, immeuble ou quartier en créant des jardins.

Fondation de la Visite travaille en partenariat avec les organismes du milieu et les cinq arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord.

Le projet financé dans le cadre de cette entente a quatre objectifs :

1. faire connaître aux familles les services et les ressources municipales existantes ainsi que leur faire découvrir les infrastructures culturelles et de loisirs de Montréal;
2. améliorer chez les familles la relation parent-enfant et favoriser l'engagement parental par le soutien d'une mère-visiteuse ou d'un père-visiteur, créant ainsi un lien d'attachement avec l'enfant;
3. briser l'isolement des familles d'ici et d'ailleurs en encourageant les relations interculturelles au travers des activités de regroupement et de loisirs;
4. favoriser l'égalité homme femme, stimuler et encourager les pères à s'investir dans les soins à apporter aux nouveau-nés.

L'octroi de cette subvention permettra à Fondation de la Visite de poursuivre :

- les visites à domiciles des mères et des pères-visiteurs : soutien, écoute, présence, répit une fois par semaine pour trente-neuf semaines, accompagnements aux services professionnels et de santé;
- l'accompagnement aux ressources municipales : grâce aux partenaires établis avec les responsables municipaux des arrondissements desservis, les familles reçoivent de l'information sur les services qui leur sont offerts. Elles connaissent et fréquentent davantage les lieux municipaux de leur quartier tels que la bibliothèque, la piscine, les centres des loisirs ou l'aréna;
- l'organisation d'activités interarrondissements.

JUSTIFICATION

Après analyse des résultats antérieurs et du présent projet, le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) recommande sa reconduction.

De façon générale, les familles desservies par ce projet vivent une précarité financière ainsi qu'un isolement social et affectif. Selon l'organisme, ce dernier point constitue le principal facteur concourant à la négligence envers les enfants. Il se traduit par un manque de soutien, une absence de réseau social et familial, une ignorance des ressources ou une réticence de la part des parents à les utiliser. De plus, la majorité des familles rejointes par Fondation de la Visite sont issues de communautés culturelles, dont bon nombre sont nouvellement arrivées au Québec. Pour elles, le choc des valeurs, l'adaptation au pays, les problèmes liés à la langue, la méconnaissance des façons de faire et des codes culturels de la société d'accueil exacerbent leur isolement. Les mères et les pères-visiteurs suppléent au réseau familial absent et deviennent des personnes-ressources de première ligne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier total demeure non récurrent et le budget alloué par l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité — anciennement intitulée Entente administrative de développement social, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville — MESS) 2009 — 2011 — est entièrement financé par le gouvernement du Québec. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

Fondation de la visite demande cette année un soutien financier supplémentaire de 3 000 \$ qui sera consacré à la réalisation de l'activité « Je fais de ma ville un jardin », nouveau volet de ce projet. Le tableau suivant illustre le soutien financier accordé les trois dernières années par la Ville à l'organisme pour le même projet.

Organisme	Montant accordé			Montant recommandé 2014	Projet	Soutien financier MESS p/r au projet global
	2011	2012	2013			
Fondation de la visite	55 000 \$	55 000 \$	62 000 \$	65 000 \$	La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X	11 %

Les crédits requis sont réservés par la demande d'achat 333390. Les versements seront effectués, conformément au projet de convention entre la Ville et l'organisme, de la manière suivante : 60 % au début du projet, 30 % suite au dépôt et à l'approbation d'un rapport d'étape et 10 % suite au dépôt et à l'approbation du rapport final.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet auquel se greffe un volet développement durable est un outil de prévention en ce qui a trait aux problématiques sociales. Il agit de manière significative sur l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur entourage, tout en répondant à l'un des quatre principes du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010 - 2015 qui vise une meilleure qualité de vie

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les mères et les pères-visiteurs, par le caractère naturel de leur intervention et en tant que « bons voisins », ont accès à des milieux généralement fermés aux professionnels de la santé et des services sociaux. Fondation de la Visite travaille activement à améliorer la qualité de vie des familles en difficultés et des nouveau-nés en leur offrant une présence régulière, une écoute non jugeante, des réponses à leurs questions, des conseils, des références et de l'accompagnement à des services professionnels, communautaires ou d'arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (en pièces jointes).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août 2014 présentation au comité exécutif
présentation au conseil municipal
présentation pour approbation au conseil d'agglomération

Le projet se termine le 31 décembre 2014. Il fera l'objet d'un suivi de la part du SDSS. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et final prévus à cet effet au projet de convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jerry BARTHELEMY)

Avis favorable avec commentaires :
Service de la diversité sociale et des sports , Direction (Mustapha TRARI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal CROZE
Conseillère en développement communautaire

Tél : (514) 872-7254
Télécop. : (514) 872-9848

ENDOSSÉ PAR

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514-872-1274
Télécop. : 514 872-9848

Le : 2014-05-16

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Johanne DEROME
Directrice

Tél : 514-868-5066
Approuvé le : 2014-05-26

Dossier # : 1143220001

Unité administrative responsable :

Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social

Objet :

Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le projet est conforme aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (MESS - Ville 2013-2015)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha TRARI
Conseiller en développement communautaire
Tél : 514 872-8052

ENDOSSÉ PAR

Patrice ALLARD
Chef de division
Tél : 5124 872-1714
Division :

Le : 2014-05-21

Dossier # : 1143220001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la Direction générale du Service de la Qualité Vie :

- D'accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal.
- D'approuver un projet de convention à cet effet.

Information budgétaire et comptable :

Nom de l'organisme	Imputation	2014
Fondation de la visite	AF-Général - Agglomération - Crédits associés à des revenus dédiés - Clientèle vulnérable - Famille et petite enfance - Développement social - Contribution à d'autres organismes - Autres organismes / Fondation de la visite - La fierté des familles dans leur quartier fier et un quartier fier de ses familles 1001.0014000.111208.05803.61900.016491. 0000.000984.000000.000000.000000	65 000,00 \$

Les crédits inhérents à ce dossier ont été réservés par la demande d'achat numéro 333390.

Ce soutien financier est non récurrent et la dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget PS-Brennan 2

Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-22

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières C/E

Tél : 514 872-0985

Division : Service des Finances - Opérations
budgétaires et Comptables PS-Brennan 2

Convention



[114 3220 001 - Convention Fondation de la Visite.doc](#)

Demande de soutien financier 2014 : Annexe A



[Fondation de la Visite - Demande SF 2014.pdf](#)

Protocole de communication : Annexe B



[Protocole de communication publique.doc](#)

**Convention conclue dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion
du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances
pour la solidarité entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
(« MESS ») et la Ville de Montréal (2013-2015)
114 3220 001**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Mme Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION DE LA VISITE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 11832, avenue Bellevois, Montréal, Québec, H1H 3G1 agissant et représentée par Mme Denise Landry, directrice générale, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration en date du 11 décembre 2013;

N° d'inscription TPS : 107391567RT0001
N° d'inscription TVQ : 1006483492DQ001
N° d'inscription d'organisme de charité : 107391567RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE la présente convention s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013–2015);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la mise en œuvre d'un projet d'intervention à cet égard;

ATTENDU QUE la Ville désire favoriser la réalisation de ce projet d'intervention;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **OBJET**

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à exécuter le projet d'intervention conformément à la présente convention et aux Annexes A et B qui en font partie intégrante.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « **Directeur** » : la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé;
- 2.2 « **Annexe A** » : le projet d'intervention préparé par l'Organisme et approuvé par le Directeur tel qu'il appert au formulaire de présentation joint aux présentes;
- 2.3 « **Annexe B** » : le protocole de communication publique conclu dans le cadre de l'*Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013–2015)*.

ARTICLE 3 **INTERPRÉTATION**

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme :

4.1 Réalisation du projet

Réalise son projet d'intervention en conformité avec les dispositions de la présente convention, des Annexes A et B et des directives du Directeur;

4.2 Rapports d'étape et final

Dépose, auprès du Directeur, les rapports d'étapes, le cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert,

tels, non limitativement, la ventilation des activités, l'utilisation des sommes allouées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;

4.3 **Autorisations et permis**

Obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 **Respect des lois**

Se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 **Promotion et publicité**

4.5.1 Met en évidence le partenariat conclu dans le cadre de l'*Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la Ville (2013–2015)* dans tous les documents, communications, rapports et activités entourant la promotion et la diffusion publique du projet d'intervention;

4.5.2 Respecte les termes et conditions du protocole de communication publique joint aux présentes à titre d'Annexe B, plus particulièrement en ce qui a trait à l'annonce publique du projet d'intervention;

4.6 **Aspects financiers**

4.6.1 Tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 Autorise le Directeur du Service des finances de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 Remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme. Pour les contributions financières de la Ville de cent mille dollars (100 000,00 \$) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au vérificateur général de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*;

- 4.6.4 Remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du projet d'intervention, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;
- 4.7 **Responsabilité**
- Prend fait et cause pour la Ville et le gouvernement du Québec dans toute poursuite dirigée contre ces derniers par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et les tient indemnes de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;
- 4.8 **Attestation**
- Fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières, attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

- 5.1 **Renouvellement**
- En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et aux annexes A et B, la Ville pourrait renouveler la présente convention pour une durée additionnelle maximale de deux (2) ans, suite à l'approbation, par le Directeur, du rapport d'étape déposé par l'Organisme et sous réserve de l'obtention des autorisations requises par les instances municipales compétentes en temps utile et du versement des crédits nécessaires par le MESS.
- 5.2 **Contribution financière**
- En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes A et B, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **SOIXANTE-CINQ MILLE dollars (65 000,00 \$)**.
- 5.3 **Versements**
- La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :
- 5.3.1 Soixante pourcent (60 %), soit un montant de trente-neuf mille dollars (39 000 \$), dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;
- 5.3.2 Trente pourcent (30 %), soit un montant de dix-neuf mille cinq cents dollars (19 500 \$), dans les trente (30) jours de l'approbation par le

Directeur d'un rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis avant le 31 octobre 2014;

- 5.3.3 le solde de dix pourcent (10 %), soit un montant de six mille cinq cents dollars (6 500 \$), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis avant le 31 janvier 2015.

5.4 **Annulation**

Le Directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités de l'Annexe A ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'Organisme dans le cadre de son projet d'intervention.

ARTICLE 6 **DÉONTOLOGIE**

- 6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'Annexe A, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

- 6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1 Il y a défaut :
- i) Si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
 - ii) Si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.
- 7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas

remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.
- 7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.
- 8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9 **INCESSIBILITÉ**

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par accident ou événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.
- 10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit

fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont une partie avisera l'autre, conformément au présent article.

Tout avis, qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention, doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messenger.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 8, le 31 décembre 2014.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

ANNEXE A

ANNEXE B

PROCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ (VILLE-MESS 2013-2014)

1. LE CONTEXTE

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires dans la mise en œuvre de cette entente.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Tous les projets réalisés dans le cadre de cette entente doivent faire l'objet d'une communication auprès du public et des clientèles concernées, à moins d'une entente à l'effet contraire entre les parties.

2.2 Afin d'assurer le partage de la visibilité entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ainsi que la cohérence de la visibilité gouvernementale et l'impact auprès du public, les partenaires de l'Alliance pour la solidarité conviennent du présent protocole de communication publique.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- Le titre du programme.
- La contribution financière des partenaires.
- La nature du projet.
- Les partenaires de l'Alliance (Ville de Montréal et gouvernement du Québec).

Dans le cas où des partenaires d'importance se joindraient au gouvernement du Québec et à la Ville de Montréal pour un projet donné, leur visibilité serait assurée selon leur implication, sur accord des deux parties de l'entente.

3. SIGNATURE COMMUNE

Tous les outils de communication relatifs à cette entente (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature

Alliance pour la solidarité

Logo Ville de Montréal

Logo Québec drapeau

Logo Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



LOGOS

4. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

4.1 Annonce publique

L'annonce des projets réalisés par les partenaires de cette entente est effectuée de façon conjointe par la Ville et le ou les ministères ou organismes concernés.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement et/ou par voie de communiqués de presse conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre les parties au moins dix jours avant la tenue de l'événement.

4.2 Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes et individus visés conformément à la clause de visibilité prévue au point 6. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature commune.

5. STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Certaines réalisations de l'Alliance pour la solidarité peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées nationales et internationales. À cet égard, les partenaires concernés conviennent d'accorder une attention particulière et des budgets spécifiques aux projets les plus prometteurs et de développer des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

6. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

6.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de cette entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. La Ville de Montréal est responsable d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elle signe avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente.

6.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :
Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été réalisé grâce au partenariat entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal et faire mention des partenaires.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le gouvernement et la Ville doit également être accompagnée de la signature commune.

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier la Ville et le ou les ministères concernés à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de *l'Alliance pour la solidarité* n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal.

Unité administrative responsable :

Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division du développement social

Objet :

Accorder un soutien financier non récurrent de 65 000 \$, pour l'année 2014, à Fondation de la Visite, pour la réalisation du projet « La fierté des familles dans leur quartier et un quartier fier de ses familles - X », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale 2013 - 2015 entre le ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet



Rapport final 2013 et annexe Fondation de la Visite - Rapport final 2013.pdf



Fondation de la Visite - Annexe rapport final 2013.pdf

- Résolution du conseil d'administration



Fondation de la Visite - Extrait du procès verbal 2014.pdf

- États financiers au 31 mars 2013



Fondation de la Visite - États financiers au 31 mars 2013.pdf



- Preuve d'assurance Fondation de la Visite - Preuve d'assurance.pdf



- Lettres patentes Fondation de la Visite - Lettres patentes.pdf



- État de renseignements Fondation de la Visite - Registraire des entreprises.pdf
Registraire des entreprises
- Tableau de suivi MESS avril 2014



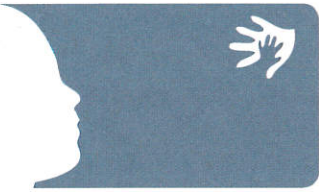
Tableau -Suivi \$ Entente Ville-MESS avril 2014.docx

Une version papier du rapport annuel des activités 2012-2013 se trouve au dossier.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal CROZE
Conseillère en développement communautaire

Tél : (514) 872-7254
Télécop. : (514) 872-9848



Fondation de la Visite

Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain

Montréal-Nord • Hochelaga-Maisonneuve • Notre-Dame-de-Grâce
Côte Saint-Luc/Hampstead • Bordeaux-Cartierville • Lachine/St-Pierre/Dorval

EXTRAIT du procès-verbal de la cent quatre-vingt-huitième réunion (ordinaire) du conseil d'administration de la Fondation de la Visite, tenue le 11 décembre 2013, à 16h30, au siège social de l'organisme, situé au 11 832 Bellevois, à Montréal. La réunion a été convoquée dans les délais prescrits par les règlements.

Contrat de Ville régional

RÉSOLUTION 188-CA-492

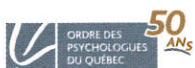
Concernant une demande de financement dans le cadre du contrat de Ville régional pour l'année 2014-2015

SUR PROPOSITION DE MME HÉLÈNE LEBLOND, APPUYÉE PAR MME JOCELYNE FOUQUET, IL EST RÉSOLU d'autoriser la directrice générale, Mme Denise Landry, à faire et à signer une demande de financement dans le cadre d'un contrat de Ville régional de l'année 2014-2015 pour un montant de 65,000 \$ afin de faire connaître les services et les installations dans les arrondissements, de briser leur isolement des familles d'ici et d'ailleurs et développer le sentiment d'appartenance à leur quartier et à la ville de Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Gisèle Ammara
Secrétaire

11 832, avenue Bellevois, Montréal (Québec), H1H 3G1 - Tél : 514-329-2800 - Fax : 514-329-4522 - delavisite@videotron.ca - www.delavisite.org



Prix de la santé et du bien-être psychologique
2012



Prix de la Paternité
Projet Relais-Pères
2011



Prix Égalité,
Familles immigrantes et Relais-Père
2011



Finaliste Prix québécois
de la Citoyenneté
2009



Prix de la Fondation
Marie-Vincent
2000 et 2007



Prix distinction
Centraide
2003



Prix d'excellence
en intervention sociale
2001



Prix d'excellence
Persillier-Lachapelle
2015

FONDATION DE LA VISITE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2013

FONDATION DE LA VISITE

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2013

Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3-4
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	5
Évolution des actifs nets	6
Résultats	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9-16
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	
VENTILATION DES PRODUITS	
Annexe A - Fonds publics	17
Annexe B - Fonds privés	18
Annexe C - Activités d'autofinancement et autres	18

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la
FONDATION DE LA VISITE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de FONDATION DE LA VISITE, qui comprennent les bilans au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de FONDATION DE LA VISITE au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à cette date, conformément aux Normes comptables canadienne pour les organismes sans but lucratif.

Gosselin & Associés inc.¹

GOSELIN & ASSOCIÉS INC.
Société des comptables professionnels agréés

Montréal, le 10 juin 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n^o A101673

FONDATION DE LA VISITE

BILAN

AU 31 MARS 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	270 502	257 723
Encaisse - Mandataire de fonds (note 11)	4 080	19 093
Créances (note 4)	23 890	17 289
Frais payés d'avance	2 575	2 403
	<u>301 047</u>	<u>296 508</u>
IMMOBILISATIONS (note 5)	<u>140 602</u>	<u>146 241</u>
	<u><u>441 649</u></u>	<u><u>442 749</u></u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 7)	100 016	105 493
Créditeurs - Mandataire de fonds (note 11)	1 297	16 093
Apports reportés (note 8)	177 934	151 081
Produits reportés - Mandataires de fonds (note 11)	2 783	3 000
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)	2 728	2 546
	<u>284 758</u>	<u>278 213</u>
DETTE À LONG TERME (note 9)	59 406	62 122
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS (note 10)	25 076	30 005
	<u>369 240</u>	<u>370 340</u>
ACTIFS NETS		
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	53 392	51 568
NON AFFECTÉS	19 017	20 841
	<u>72 409</u>	<u>72 409</u>
	<u><u>441 649</u></u>	<u><u>442 749</u></u>

BILAN D'OUVERTURE À LA DATE DE TRANSITION (note 13)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Kelana LeBeaud
Yu Chutt

présidente,
VICE PRESIDENT

FONDATION DE LA VISITE
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	2013		2012	
	Investis en immobili- lisations \$	Non Affectés \$	Total \$	Total \$
SOLDE AU DÉBUT	51 568	20 841	72 409	107 409
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(17 878)	17 878	-	(35 000)
Acquisition d'immobilisations	12 239	(12 239)	-	-
Versement en capital sur la dette à long terme	2 534	(2 534)	-	-
Apports reportés afférents aux immobilisations	4 929	(4 929)	-	-
SOLDE À LA FIN	53 392	19 017	72 409	72 409

FONDATION DE LA VISITE
RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
PRODUITS		
Fonds publics (annexe A)	586 607	567 892
Fonds privés (annexe B)	182 740	314 690
Activités d'autofinancement et autres (annexe C)	62 938	77 596
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	4 929	4 929
	<u>837 214</u>	<u>965 107</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	721 278	855 757
Frais de déplacement et de représentation	34 849	37 832
Frais de bureau, impression et courrier	10 772	11 499
Frais du local	7 048	7 822
Dépannage	-	6 000
Amortissement des immobilisations	17 878	17 624
Activités familles et Y'APP	12 449	21 281
Évaluation du service	5 547	5 547
Publicité et promotion	932	1 538
Honoraires professionnels	7 592	6 913
Guide d'implantation - Expérimentation	1 160	6 870
Téléphone	5 558	5 535
Intérêts sur la dette à long terme	4 420	4 591
Formation et documentation	3 952	5 787
Entretien et réparations	2 774	4 420
Frais financiers	1 005	1 091
	<u>837 214</u>	<u>1 000 107</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LES POSTES SUIVANTS	<u>-</u>	<u>(35 000)</u>
Activités gérées à titre de mandataire		
Produits	13 132	4 204
Charges	(13 132)	(4 204)
	<u>-</u>	<u>-</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>-</u>	<u>(35 000)</u>

FONDATION DE LA VISITE
FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Insuffisance des produits sur les charges	-	35 000
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des apports reportés	(4 929)	(4 929)
Amortissement des immobilisations	17 878	17 624
	<u>12 949</u>	<u>12 695</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Créances	(6 601)	10 109
Frais payés d'avance	(172)	325
Créditeurs	(5 477)	12 770
Apports reportés	26 853	(2 317)
Produits reportés	-	2 000
	<u>14 603</u>	<u>22 887</u>
ENTRÉES NETTES DE FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	27 552	582
ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS ET SORTIES NETTES DE FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	<u>(12 239)</u>	-
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME ET SORTIES NETTES DE FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	<u>(2 534)</u>	<u>(2 363)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	12 779	(1 781)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>257 723</u>	<u>259 504</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u><u>270 502</u></u>	<u><u>257 723</u></u>

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

FONDATION DE LA VISITE est un organisme à but non lucratif constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec le 24 mai 1988.

C'est un organisme de bienfaisance au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et il est exempté de l'impôt sur le revenu.

Il offre un service gratuit d'aide aux familles de nouveaux nés par le biais des mères-visiteuses, afin de prévenir l'abus et la négligence faits aux enfants.

Les objets pour lesquels l'organisme est constitué sont les suivants :

À des fins de charité, promouvoir et protéger la santé mentale auprès des familles de nouveaux-nés, issues d'ici incluant les familles immigrantes, et :

favoriser l'éducation des familles de nouveaux nés face à la violence et la négligence envers les enfants;

favoriser l'éducation de chacun des membres des familles de nouveaux nés quant au rôle qu'il doit jouer dès la naissance;

aider toutes les familles de nouveaux nés nécessiteuses en provenance de milieux socio-économiques défavorisés et leur apporter un support moral;

informer les familles de nouveaux nés des ressources institutionnelles et communautaires auxquelles elles peuvent avoir recours en cas de besoin.

Voir au recrutement, à l'orientation et à la supervision d'intervenants non professionnels;

Collaborer avec les organismes du milieu, ressources institutionnelles et communautaires, à promouvoir la santé mentale par la voie de bienfaisance et de charité;

Recevoir des dons, des legs et d'autres contributions à titre gratuit et utiliser les biens de l'organisme pour promouvoir les fins de l'organisme et subvenir à l'administration de l'organisme;

L'organisme sera exploité sans que ses membres en retirent un gain personnel et tout profit de celui-ci servira à des fins de charité;

L'organisme réservera des fonds à des donations reconnues au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu, article 110 (1) (a) et (b);

L'organisme ne pourra dispenser de l'enseignement, conformément à la Loi sur l'enseignement privé et aux règlements adoptés sous son autorité;

Les objets ne permettent cependant pas aux souscripteurs ou à leurs ayants droit de recouvrer sous quelque forme que soit, l'argent qu'ils auront versé à l'organisme.

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

2- ADOPTION DES NORMES COMPTABLES POUR LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF (NCOSBL)

Les présents états financiers sont les premiers états financiers dans lesquels l'organisme a appliqué les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ci-après appelées «NCOSBL».

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2013 ont été élaborés en fonction des principes comptables décrits et notamment les dispositions prévues au chapitre 1501 - Application initiale des normes pour les organismes sans but lucratif relative aux premiers adoptants de ce référentiel comptable.

L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur l'excédent des produits sur les charges de l'organisme pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, ni sur son actif net à la date de transition, soit le 1er avril 2011.

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports affectés à l'acquisition d'immobilisations sont reportés et constatés à titre de produits au même rythme que l'amortissement des immobilisations afférentes.

Activités d'autofinancement et autres

Les produits du bingo et d'autofinancement sont constatés lorsque les services sont rendus ou lorsque les événements ont eu lieu.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon la méthode d'amortissement linéaire et les durées indiquées ci-dessous :

	<u>Durées</u>
Bâtisse	20 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 1/3 ans
Système téléphonique	10 ans
Photocopieur	5 ans

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLE (suite)

Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût. Les actifs financiers évalués au coût se composent de l'encaisse de l'encaisse-mandataire de fonds et des créances. Les passifs financiers évalués au coût se composent des créditeurs, des créditeurs mandataires de fonds et de la dette.

La direction est d'avis que ces instruments n'exposent pas l'organisme à un risque significatif de liquidité, de crédit ou de marché.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes de l'encaisse.

4- CRÉANCES

	2013	2012
	\$	\$
Taxes à la consommation	10 426	9 438
Avances aux employés	1 786	-
Subventions		
Bingo - Lachine	4 542	5 523
Ministère de l'Immigration et de communauté culturelle	3 500	-
SIPPE Montréal-Nord Bonification des activités Papas	150	-
CSSS Lucille-Teasdale	1 104	828
Contrat de Ville - Arrondissement Lachine	2 382	-
Caisse populaire - Lachine	-	1 500
	23 890	17 289

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

5- IMMOBILISATIONS

Immeuble situé au 11 832 Bellevois à Montréal-Nord

	2013		2012	
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrain	31 987	-	31 987	31 987
Bâtisse	232 055	125 772	106 283	110 185
Mobilier de bureau	11 122	11 122	-	1
Matériel informatique	7 219	7 219	-	1
Système téléphonique	4 058	4 057	1	405
Photocopieur	6 657	4 326	2 331	3 662
	293 098	152 496	140 602	146 241

6- MARGE DE CRÉDIT ET LIMITE DE CRÉDIT

Au 31 mars 2013, l'organisme disposait d'une marge de crédit inutilisée d'un montant de 30 000 \$, renouvelable annuellement. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel majoré de 3 %.

En plus de la marge de crédit, l'organisme dispose de cartes de crédit qui sont assorties d'une limite totale de crédit de 4 000 \$. Au 31 mars 2013, un montant de 400 \$ est comptabilisé dans les fournisseurs et frais courus.

7- CRÉDITEURS

	2013	2012
	\$	\$
FONDATION DE LA VISITE		
Fournisseurs et frais courus	8 341	9 058
Salaires et vacances	76 458	78 649
Sommes dues à l'État	7 503	7 710
Contrat en cours	-	2 362
Dépôts - Équipements prêtés	7 714	7 714
	100 016	105 493
MANDATAIRE DE FONDS		
Fournisseurs et frais courus	1 297	16 093

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

8- APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement et des projets de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	Solde 31 mars 2012 \$	Encais- sements \$	Constatés à titre de produits \$	Solde 31 mars 2013 \$
FONDATION DE LA VISITE				
Fondation Lucie et André Chagnon				
- Projet Guide	99 762	-	10 129	89 633
Centraide - Coordo Guide d'implantation	16 908	-	-	16 908
Centraide - Père-visiteur	25 000	-	-	25 000
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles				
Programme d'appui à la diversité ethnoculturelle	1 488	35 000	35 965	523
Budget discrétionnaire des ministres	-	4 000	-	4 000
Ville de Montréal contrat de ville	-	78 822	74 442	4 380
	<u>143 158</u>	<u>117 822</u>	<u>120 536</u>	<u>140 444</u>
Revenus				
Bingo Lachine - Distribution	-	53 194	46 116	7 078
Subvention OSBL	-	14 534	11 109	3 425
	<u>-</u>	<u>67 728</u>	<u>57 225</u>	<u>10 503</u>
Dons				
Fondation T.R. Meighen	2 000	-	750	1 250
Soutien à l'action bénévole	-	5 300	4 000	1 300
Communautés religieuses	-	900	-	900
Entreprises	-	300	-	300
Autres - Fondations privées	5 923	23 237	5 923	23 237
	<u>7 923</u>	<u>29 737</u>	<u>10 673</u>	<u>26 987</u>
	<u>151 081</u>	<u>215 287</u>	<u>188 434</u>	<u>177 934</u>

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

8- APPORTS REPORTÉS (suite)	Solde 31 mars 2012	Encais- sements	Constatés à titre de produits	Solde 31 mars 2013
MANDATAIRE DE FONDS				
Subvention	\$	\$	\$	\$
Prix Relais-père	3 000	-	217	2 783

9- DETTE À LONG TERME	2013 \$	2012 \$
Emprunt pour la rénovation de la bâtisse, garanti par la bâtisse de valeur comptable (110 185 \$ en 2012), remboursements bimensuels de 267 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 7 %, échéant le 22 mars 2014	62 134	64 668
Portion échéant au cours du prochain exercice	2 728	2 546
	<u>59 406</u>	<u>62 122</u>
	\$	
2014	2 728	
2015	2 922	
2016	3 130	
2017	53 354	

10- APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports affectés ayant servi à la rénovation de la bâtisse et à l'achat d'équipement informatique. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2013 \$	2012 \$
Solde au début	30 005	34 934
Moins : amortissement des apports reportés	(4 929)	(4 929)
Solde à la fin	<u>25 076</u>	<u>30 005</u>

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

11- FONDATION DE LA VISITE : MANDATAIRES DE FONDS

Projet « Expressions parentales II » (EP II)

Ce projet n'a eu aucune activité au cours de l'exercice.

Projet « Table de concertation de la petite enfance de Montréal-Nord et Avenir d'enfants » (TCPE)

Au cours de l'exercice, la Fondation de la Visite a accepté d'être mandataire de fonds pour le projet "Table de concertation de la petite enfance de Montréal-Nord et Avenir d'enfants" réalisé conjointement avec plusieurs autres partenaires de Montréal-Nord.

Les variations de l'exercice sont décrites ci-dessous :

	TCPE	EP II	2012 Total
	\$	\$	\$
Solde au début	17 796	1 297	19 093
Déboursés	(15 013)	-	(15 013)
Solde à la fin	<u>2 783</u>	<u>1 297</u>	<u>4 080</u>

12- CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour faciliter la comparaison avec ceux de l'exercice courant.

FONDATION DE LA VISITE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2013

13- BILAN D'OUVERTURE À LA DATE DE TRANSITION

	1er avril 2011
	\$
ACTIF	
ACTIF À COURT TERME	
Encaisse	262 504
Encaisse- Mandataire de fonds	1 297
Créance	27 398
Frais payés d'avance	2 728
	293 927
IMMOBILISATIONS	163 865
	457 792
PASSIF	
PASSIF À COURT TERME	
Créditeurs	92 723
Créditeurs- Mandataires de fonds	1 297
Apports reportés	153 398
Produits reportés	1 000
Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	67 031
	315 449
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS	34 934
	350 383
ACTIFS NETS	
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	61 900
NON AFFECTÉS	45 509
	107 409
	457 792

FONDATION DE LA VISITE
VENTILATION DES PRODUITS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

ANNEXE A - FONDS PUBLICS

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal		
Programme de soutien aux organismes communautaires	79 349	62 841
Y'a personne de parfait	1 000	1 000
Programme en services intégrés en périnatalité et en petite enfance (ententes de services avec les CSSS)	162 739	148 410
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale, Emploi Québec - Subventions salariales - Volet expérience de travail	-	13 772
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles		
Programme d'appui à la diversité ethnoculturelle	35 965	33 512
Ministère de la Culture, Communication et Condition féminine	-	1 000
Ressources Humaines et Développement des compétences	-	8 000
Agence de la santé publique du Canada		
Programme d'action communautaire pour les enfants	214 484	183 779
Centres de santé et de services sociaux		
Contrats de services	14 628	14 352
Ville de Montréal		
Contrats de ville	74 442	83 226
Programme de soutien aux initiatives communautaires liées à la diversité ethnoculturelle	-	3 000
Gouvernement du Québec		
Budget discrétionnaire des ministres	-	12 000
Soutien à l'action bénévole	4 000	3 000
	<u>586 607</u>	<u>567 892</u>

FONDATION DE LA VISITE
VENTILATION DES PRODUITS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

ANNEXE B - FONDS PRIVÉS

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Fondation Lucie et André Chagnon	10 129	44 331
Avenir d'enfants - Histoire de famille	6 861	1 000
Centraide - Subvention régulière	125 000	125 000
Centraide - Coordo Guide d'implantation	-	8 092
Fondations privées	-	61 817
Fondation T.R. Meighen	750	-
Fondation Marcelle et Jean Coutu	25 000	50 000
L'Oeuvre Léger	15 000	15 000
Communautés religieuses	-	4 000
Entreprises	-	4 395
Individus	-	1 055
	<u>182 740</u>	<u>314 690</u>

ANNEXE C - ACTIVITÉS D'AUTOFINANCEMENT ET AUTRES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Bingo	60 989	73 864
Intérêts et divers	1 949	3 732
	<u>62 938</u>	<u>77 596</u>

LETTRES PATENTES
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38, a. 218)

Partie III

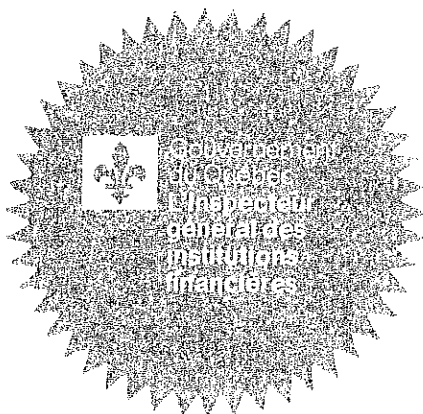
L'inspecteur général des institutions financières, sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, accorde les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

FONDATION DE LA WISITE

Données et scellées à Québec le 1988 05 24

et enregistrées le 1988 05 24

au libro C-1259 , folio 84



2553-1328

Jean-Louis Bevilacqua
Inspecteur général des institutions financières

[Signature]
Contresignataire

5 -- Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

1. A des fins de charité, promouvoir et protéger la santé mentale auprès des familles de nouveaux-nés, et;
 - a) favoriser l'éducation des familles de nouveaux-nés face à la violence et la négligence envers les enfants;
 - b) favoriser l'éducation de chacun des membres des familles de nouveaux-nés quant au rôle qu'il doit jouer dès la naissance;
 - c) aider toutes les familles de nouveaux-nés nécessiteuses en provenance de milieux socio-économiques défavorisés et leur apporter un support moral;
 - d) informer les familles de nouveaux-nés des ressources institutionnelles et communautaires auxquelles elles peuvent avoir recours en cas de besoin;
2. Voir au recrutement, à l'orientation et à la supervision d'intervenants non-professionnels;
3. Collaborer avec les organismes du milieu, ressources institutionnelles et communautaires, à promouvoir la santé mentale par la voie de bienfaisance et de charité;
4. Recevoir des dons, des legs et d'autres contributions à titre gratuit et utiliser les biens de la corporation pour promouvoir les fins de la corporation et subvenir à l'administration de la corporation
5. La corporation sera exploitée sans que ses membres en retirent un gain personnel et tout profit de celle-ci servira à des fins de charité;
6. La corporation réservera des fonds à des donations reconnues au sens de la Loi de l'impôt sur le Revenu, article 110 (1) (a) et (b);
7. La corporation ne pourra dispenser de l'enseignement, conformément à la Loi sur l'Enseignement privé et aux règlements adoptés sous son autorité;
8. Les objets ne permettent cependant pas aux souscripteurs ou à leurs ayants droit de recouvrer sous quelque forme que ce soit, l'argent qu'ils auront versé à la corporation.



Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2014-05-01 12:08:27

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1142063313
Nom	FONDATION DE LA VISITE

Adresse du domicile

Adresse	11832 av. Bellevois Montréal (Québec) H1H3G1 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	DENISE LANDRY
---------------------	---------------

Adresse	11832, AVE BELLEVOIS MONTRÉAL-NORD QC H1H3G1
---------	--

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-01-23
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-01-23
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1988-05-24 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Nombre de salariés au Québec
De 26 à 49

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom	LEBLOND, HÉLÈNE
Date du début de la charge	1999-06-15
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	1-4520 rue de Lombardie Brossard (Québec) J4Y0J7 Canada

Nom	LANDRY, DENISE
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	420A rue L'Espérance Laval (Québec) H7J1B8 Canada

Nom	AMMARA, GISÈLE
Date du début de la charge	2003-06-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse	154 rue Dufferin Hampstead (Québec) H3X2Y1 Canada

Nom	FOUQUET, JOCELYNE
Date du début de la charge	2006-06-13
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	4532 boul. Pierre-Le Gardeur Terrebonne (Québec) , J6V1K7 Canada

Nom	THIBAUT, ROLANDE
Date du début de la charge	2006-06-13
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	10321 av. Audoin Montréal (Québec) H1H5E3 Canada

Nom	JORG, CHANTAL
Date du début de la charge	2007-06-13
Date de fin de la charge	

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-08-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-08-23
Déclaration de mise à jour courante	2012-01-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-08-24
Déclaration annuelle 2010	2010-09-13
Déclaration annuelle 2009	2009-07-15
Déclaration annuelle 2008	2009-01-19
Lettres patentes supplémentaires	2008-09-04
Déclaration annuelle 2007	2007-12-07
Déclaration annuelle 2006	2006-11-08
Déclaration annuelle 2005	2006-02-20
Déclaration annuelle 2004	2004-11-22
Déclaration annuelle 2003	2003-11-10
Déclaration annuelle 2002	2002-12-10
Déclaration annuelle 2001	2001-09-24
Déclaration annuelle 2000	2000-11-24
Déclaration annuelle 1999	1999-11-22
Déclaration annuelle 1998	1998-11-11
Déclaration annuelle 1997	1997-11-14
Déclaration annuelle 1996	1997-02-10
Déclaration annuelle 1995	1996-02-20
Changement du nombre d'administrateurs	1995-10-23
Déclaration d'immatriculation	1995-01-23

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 1988-05-24

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
FONDATION DE LA VISITE		1988-05-24		En vigueur

Suivi budgétaire 2014

Répartition budgétaire de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité entre le MESS et la VILLE pour l'année 2014

Suivi Budgétaire au 30 Avril 2014

Description	Budget modifié	Engagement 2014	Dépense Réelles 2014	Total Eng + Dépenses	Soldes Disp 31-03-2014
Arrondissements	5 088 953,68	1 660 737,17	3 041 260,96	4 701 998,13	386 955,55 \$
Ville liées	136 984,00	25 813,10	15 400,40	41 213,50	95 770,50 \$
Direction D.D.S	23 569,47 \$	- \$	- \$	- \$	23 569,47 \$
Clientèles Vulnérables	1 655 773,24	674 493,23	296 021,79	970 515,02	685 258,22 \$
Fonds de solidarité sociale : Itinérance	385 000,00	877,50	34 122,50	35 000,00	350 000,00 \$
Fonds de solidarité sociale : Sécurité alimentaire	565 000,00	565 000,00	-	565 000,00	- \$
Fonds d'insertion socioprofessionnelle pour immigrants et jeunes.	638 000,00	148 000,00	490 000,00	638 000,00	- \$
Table des quartiers	491 400,00	-	65 520,00	65 520,00	425 880,00 \$
Developpement des connaissances et évaluation	425 837,13 \$	123 590,76 \$	(42 166,14) \$	81 424,62 \$	344 412,51 \$
Ressources humaines et administration	391 838,78 \$	38 000,00 \$	62 855,53 \$	100 855,53 \$	290 983,25 \$
Total Général	9 802 356,30 \$	3 236 511,76 \$	3 963 015,04 \$	7 199 526,80 \$	2 602 829,50 \$



Dossier # : 1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

Le Service de la culture recommande:
Au comité exécutif

1. D'autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15.
2. D'autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension.
3. D'autoriser le marquage, avec de la peinture soluble à l'eau, d'une ligne bleue sur la surface de la chaussée de tout le parcours du Marathon:

durant l'exécution des travaux de peinture :

- une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;
- la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation tel une ligne, une marque ou un signe au sol;

cette autorisation est valable du 10 septembre 2014 au 13 octobre 2014;

À l'expiration de la période visée, la peinture doit être enlevée;

Les organisateurs de cet événement sont responsables des présentes règles.

Au conseil d'agglomération

4. D'approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-06-03 16:17

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villieray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation « Le Festival de la Santé inc. » est légalement constituée depuis 1993 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes - Partie 2. Cette corporation utilise cinq autres dénominations sociales, notamment le Marathon Oasis de Montréal. En 2014, cette corporation organisera la 24e édition de son événement le 28 septembre. Dans la programmation 2014, il y a des épreuves de marche et de course à pied. Cet événement, qui attire l'élite internationale ainsi que les amateurs de ce sport, a également pour objectif de promouvoir la santé par l'activité physique et oriente sa programmation en fonction d'une participation familiale. Le parcours du Marathon totalise 42,195 km et est approuvé par les arrondissements concernés. L'événement est sanctionné par la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA) et le parcours est certifié par Athlétisme Canada selon les normes de l'IAAF/FAIMS. Le temps réalisé par les participants au Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal est accepté comme temps de qualification pour le Marathon de Boston. Suite aux événements survenus en 2013 lors du Marathon de Boston, les exigences en terme de sécurité sont revues annuellement par le SPVM et d'autres intervenants pertinents.

En septembre 2011, le Marathon Oasis de Montréal a annoncé qu'il était maintenant détenu par le Competitor Group, basé à San Diego (Californie), et intégrait ainsi le plus important réseau de course à pied au monde, le *Circuit Rock'n'Roll*. C'est donc à Montréal que s'est tenu le 23 septembre 2012 le premier événement de la *Rock'n'Roll Series* au Canada. En

décembre 2012, Competitor Group a été vendu à une autre firme de capitaux privée soit la société Calera Capital, qui possède des bureaux à San Francisco et à Boston. Les dirigeants actuels du Marathon de Montréal demeurent en poste. Les éléments propres à la signature des Marathons de Rock'n' Roll tels que plus d'animations, de divertissements et de zones d'encouragement le long du parcours seront maintenus tout en conservant l'intégrité de la course et son identité locale.

Par ailleurs, depuis son retour en 2003, le Marathon s'est associé à d'autres marathons canadiens ainsi qu'à des clubs de coureurs en France. Son alliance avec quatorze courses prestigieuses du Québec a mené à la mise sur pied du « Circuit provincial Sports Experts/Intersport », ce qui a permis la création du « P'tit Marathon Radio-Canada », désormais présent partout au Québec. En 2010, une autre collaboration d'envergure s'est nouée avec le programme « Étudiants dans la course », visant à renforcer l'estime de soi chez des jeunes par la pratique de la course à pied. Résultat, 24 000 inscriptions aux activités du Marathon Oasis de Montréal 2011, 27 000 en 2012, 32 000 en 2013 et 35 000 envisagées en 2014. L'édition 2013 du Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal affichait complet et devient le deuxième plus gros événement de course au Canada. L'intérêt que suscite toujours cet événement international ne se dément pas et le Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal est maintenant bien positionné sur l'échiquier mondial.

Les aléas du calendrier font qu'exceptionnellement cette année, les activités entourant les Journées de la culture et le Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal se dérouleront durant la même fin de semaine. En effet, les Journées de la culture se tiendront les 26-27 et 28 septembre et le Marathon prendra son départ en matinée le dimanche 28 septembre. Tirant profit de cette opportunité, les deux organisations mettront sur pied une collaboration inédite visant à maximiser les retombées et la participation du plus grand nombre de personnes à leurs activités respectives. Les deux promoteurs ont déjà convenu d'inscrire les spectacles dans le cadre des Journées de la culture et d'y ajouter d'autres activités. Le promoteur des Journées de la culture souhaite ainsi apporter une touche Rock 'n' Roll à ces journées foisonnantes d'activités. Par ailleurs, les organisations de ces deux événements travaillent déjà de concert pour déterminer l'ensemble des collaborations possibles en matière de publicité, de promotion ou d'activités conjointes. Il est, par exemple, acquis que les Journées de la culture tiendront un kiosque à l'exposition Marathon s'adressant à plus de 35 000 coureurs et citoyens. Au cours des prochaines semaines, les deux promoteurs exploreront toutes les potentialités que leur apporte cette collaboration inédite.

Les arrondissements suivants sont touchés par le parcours du Marathon: Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, Rosemont-La Petite Patrie et Villeray-St-Michel-Parc Extension de même que La Ronde et la Société du parc Jean-Drapeau. Les dérogations à la réglementation municipale seront présentées aux conseils d'arrondissements concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0234 - 20 juin 2013 - Approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc., pour l'année 2013, établissant les modalités et conditions de réalisation de l'événement « Marathon Oasis de Montréal », qui se tiendra le 22 septembre 2013.

CE13 0891 - 12 juin 2013 - Autoriser, à la demande du Festival de la Santé inc., la tenue de l'événement « Marathon Oasis de Montréal », le 22 septembre 2013, de 4 h 45 à 15 h 15 et autoriser la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension.

CE12 1505 - 12 septembre 2012 - Accorder un soutien financier total de 130 000 \$ à 18 organismes pour 18 événements dans le cadre du Programme de soutien aux événements

sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine en 2012.

CG12 0281 - 23 août 2012 - Approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc., pour l'année 2012, établissant les modalités et conditions de réalisation de l'événement « Marathon Oasis de Montréal », qui se tiendra le 23 septembre 2012.

CE12 0425 - 28 mars 2012 - Autoriser, à la demande du Festival de la Santé inc., la tenue de l'événement « Marathon Oasis de Montréal », le 23 septembre 2012, de 4 h 45 à 15 h 15 et autoriser la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension.

CE11 0383 - 23 mars 2011 - Autoriser, à la demande du Festival de la Santé inc., la tenue de l'événement « Marathon Oasis de Montréal » le 25 septembre 2011, de 5 h 45 à 15 h et autoriser la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, du Sud-Ouest, du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

CE10 0798 - 26 mai 2010 - Autoriser, à la demande du Festival de la Santé inc., la tenue de l'événement Marathon OASIS de Montréal le 5 septembre 2010, de 6 h à 15 h 15, et autoriser, au besoin, le parcours alternatif, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Sud-Ouest, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

CG09 0223 - 18 juin 2009 - Approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc. pour les années 2009, 2010 et 2011. Autoriser la tenue du Marathon Oasis de Montréal le 13 septembre 2009, de 6 h à 15 h. Autoriser la fermeture des rues dans les arrondissements du Sud-Ouest, de Ville-Marie, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

DESCRIPTION

Afin de réaliser un événement d'une telle ampleur sur le domaine public et obtenir une visibilité internationale, la Ville accorde depuis de nombreuses années un soutien technique et logistique. Ce soutien se définit entre autres par la coordination générale de l'événement auprès de chaque arrondissement interpellé par le parcours et les différents services de la ville impliqués. La Ville offre également son soutien via les effectifs provenant du service de police et de ses cols bleus, par le prêt de matériels divers tels que: barricades, électricité, scènes mobiles, tables à pique-nique, poubelles, etc. ainsi que par le traçage de la ligne bleue sur tout le parcours. La reconduction du protocole d'entente pour l'année 2014 montre la volonté de la Ville à accueillir le Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal sur son territoire. La Division des événements publics a toujours coordonné la réalisation de cet événement auprès des intervenants municipaux et péri-municipaux. Le parcours du Marathon totalise 42,195 km et est approuvé par les arrondissements concernés, les organismes de régie et les services publics.

Cet événement invite la population à pratiquer ou à s'entraîner régulièrement à la marche ou la course à pied. Plus précisément, les activités se répartissent comme suit : Marathon (42,195 km), demi-marathon (21 km), marche/course (5 et 10 km) et course (1 km) pour les enfants de 3 à 12 ans. Certaines épreuves (marathon et demi-marathon) s'adressent aussi à des coureurs d'élite mondiale (des coureurs en provenance d'une trentaine de pays, plus de 40 états américains et 10 provinces canadiennes en 2013). Le descriptif des activités et l'itinéraire des participants sont joints en annexe. Une animation est prévue à tous les 2 km sur le parcours. Près de 35 000 \$ en bourses seront distribués pour les épreuves du marathon, demi-marathon et 10 km. En après-midi, une programmation communautaire et accessible à tous gratuitement présentera des activités pour toute la famille au parc La Fontaine (spectacle, amuseurs publics, jeux animés, etc.).

L'engagement de l'organisme sera assujéti aux exigences précisées dans le protocole d'entente joint au présent sommaire.

JUSTIFICATION

Le projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le Festival de la Santé inc. établit les modalités et conditions de réalisation entre les deux parties. Ainsi, la Ville bénéficie d'une visibilité nationale et internationale. Toute la population est invitée à assister à l'événement, en encourageant les participants tout au long du parcours, et à participer aux activités parallèles. Cet événement sportif s'adresse à une clientèle de tout âge et encourage les saines habitudes de vie. Le présent protocole permettra de consolider le partenariat établi avec cet organisme depuis plus de 20 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'événement Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal se finance grâce à ses commanditaires, des subventions et les frais d'inscription. L'événement est appuyé d'un plan médiatique majeur d'une valeur de plus de 250 000 \$.

Le soutien logistique et technique offert par la Ville, par l'intermédiaire de la Division des événements publics, est évalué à environ 425 000 \$ pour l'ensemble des activités du Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal pour 2014. En 2013, une contribution financière de 15 000 \$, gérée par la Direction des sports, a été versée au Festival de la Santé dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine. Pour 2014, le promoteur bénéficiera de la même somme dans le même programme.

Le Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal soutient Tel-jeunes depuis 2003 et a remis à cette Fondation un chèque au montant de 32 000 \$ pour son édition 2013. Competitor Group a aussi effectué un don équivalent à 1,00 \$ par participant pour 2012 et 2013 à la Fédération québécoise d'athlétisme et au développement de l'athlétisme au Québec, dans le cadre du programme « Placements Sports ».

Cet événement est de compétence d'agglomération parce qu'il concerne un événement sportif d'envergure métropolitaine, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. En ce sens, le Festival de la Santé inc. encourage la pratique de saines habitudes de vie qu'il définit comme un choix agréable, sain, écologique, efficace et économique. L'organisme engage Consortium Écho-Logique pour assurer la gestion des matières recyclables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Offre une visibilité importante pour la Ville.

- Événement significatif dans le paysage festivalier.
- Nombre de participants très significatif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Festival de la Santé assure tous les aspects de communication et de relations publiques (publicité, marketing, outils promotionnels, média et média électronique:

info@marathondemontreal.com), relativement à sa programmation et aux différents services qui sont offerts aux citoyens de l'agglomération.

- Le Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal est présent dans les revues spécialisées telles que: Revue Kmag (Québec), revue sportive « Canadian Running » (Canada), revue sportive « Boston Marathon official program » (États-Unis), magazine sportif « Get out there » (Canada), magazine no 1 aux États-Unis « Runners World », l'agence internationale de voyages « Thomas Cook », etc.
- La grande majorité des réseaux sont toujours au rendez-vous lors de la rencontre de presse prévue quelques jours avant l'événement.
- La couverture médiatique lors de la présentation de l'événement a retenu l'intérêt de tous les médias parlés, écrits et télévisés. Étaient présents, en 2013, à la ligne de départ sur le pont Jacques-Cartier et durant la journée: TQS, SRC, TVA, RDS, RDI, LCN, CFCF, CTV, CBC ainsi que les radios et journaux.
- Le site Internet de l'événement est en lien avec celui de la Ville de Montréal.
- L'Annexe A « Communications et visibilité corporative », qui assure la visibilité de la Ville, est jointe au protocole d'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin: dépôt du cahier des charges et adoption du parcours et du protocole d'entente

Août: rencontre de sécurité

Septembre: montage, réalisation de l'événement et démontage

Novembre: rencontre de rétroaction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Ville-Marie , Direction des travaux publics (Guy CHARBONNEAU)

Avis favorable :

Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics (Michel JOBIN)

Avis favorable :

Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Johanne FRADETTE)

Avis favorable :

Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Soraya MIRANDA)

Avis favorable avec commentaires :

Le Plateau-Mont-Royal , Direction de la Culture_des sports_des loisirs_des parcs et du développement social (Louise-Hélène LEFEBVRE)

Avis favorable avec commentaires :

Sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification (Daniel GIRARD)

Avis favorable :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Nathalie VAILLANCOURT)

Avis favorable avec commentaires :
Qualité de vie , Direction des sports et de l'activité physique (Luc DENIS)

Avis favorable :
Eau , Direction de l'eau potable (Babak HERISCHI)

Avis favorable :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social (Daniel MOREAU)

Avis favorable :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction des transports (Sylvain CLOUTIER)

Avis favorable :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (Martin BOULIANNE)

Avis favorable avec commentaires :
Le Plateau-Mont-Royal , Direction des travaux publics (Gilbert BÉDARD)

Avis favorable :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des travaux publics (Martin SIMARD)

Avis favorable :
Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme (Gilles DUFORT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Colette HOULE
Agente de projets

Tél : 872-4058
Télécop. : 872-1505

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-22

Daniel BISSONNETTE
Directeur associé
Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Daniel BISSONNETTE
Directeur associé - cinéma festivals et événements

Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Aux frais du promoteur, les sites occupés par l'événement devront être remis dans leurs états initiaux, notamment en ce qui concerne l'aménagement et la propreté.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514 872-3725

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-23

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514 872-3725
Division :

Dossier # : 1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Étant donné qu'il s'agit d'un événement à caractère métropolitain, nous sommes d'avis à ce que le transport des barricades soit sous la responsabilité du promoteur ou de la Direction responsable des événements publics.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilbert BÉDARD
Directeur des travaux publics
Tél : 514 872-5984

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-06

Gilbert BÉDARD
Directeur des travaux publics
Tél : 514 872-5984
Division :

Dossier # : 1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Cet événement est soutenu via le Programme de soutien aux événements sportifs en vigueur à la Direction des sports et de l'activité physique. Le Marathon Oasis Rock'n'Roll de Montréal est en lien directe avec les objectifs de la démarche *Montréal physiquement active* présentement en cours

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luc DENIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-4722

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-28

Johanne DEROME
C/D Orientations, événements, équipements et pratique sportive - Direction des sports et de l'activité physique

Tél : 514-872-0035

Division : Service de la qualité de vie

Dossier # : 1141005005

Unité administrative responsable :	Service de la culture, Direction associée Cinéma-Festivals-Événements, Division des événements publics
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Règles concernant une rue fermée et concernant l'entretien des accès

Prévoir un corridor de circulation d'au moins 6 m de largeur sur une hauteur d'au moins 5 m, accessible en tout temps sans obstruction pour les véhicules d'urgence, et ce, en ligne droite.

Prévoir un accès d'au moins 1.5 mètre libre, visible et facilement accessible aux raccords pompier, bornes d'incendie, bornes d'alimentation pour le métro.

Prévoir du personnel de sécurité à chaque barrière lors de la fermeture de rue. Le responsable doit être posté en tout temps pour assurer son enlèvement afin de permettre le passage des unités du SIM. Aucun véhicule ne peut stationner devant lesdites barrières, rendant ainsi caduc le dispositif permettant le passage des unités en cas d'urgence.

Les issues de bâtiments

Les issues des bâtiments situés sur le lieu de l'événement ne doivent jamais être obstruées.

Risques spéciaux

Toute activité, production d'effets spéciaux, artiste du feu ou utilisation de pièces pyrotechniques doit faire l'objet d'une autorisation du SIM. De plus, une demande écrite doit être transmise au moins quinze jours avant la date d'utilisation prévue.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-23

Daniel GIRARD
Chef de section
Tél : 514-872-8429

Daniel GIRARD
chef de section
Tél : 514-872-8429
Division :

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements , Division des événements publics
Objet :	Autoriser, à la demande du Festival de la Santé Inc., la tenue de l'événement « Marathon et Demi-Marathon Oasis Rock 'n' Roll de Montréal » le 28 septembre 2014, de 4 h 45 à 15 h 15 / Autoriser, selon le parcours et l'horaire joint au sommaire, la fermeture des rues dans les arrondissements de Ville-Marie, Le Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension / Approuver à cette fin un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 425 000 \$.

Parcours officiel du Marathon Oasis et temps de passage :



[Parcours Marathon \(05-02-2014\).pdf](#)



[Tableau fermeture-réouverture de rues Marathon \(07-03-2014\).docx](#)



Programmation et horaire : [Programmation et horaire.pdf](#)

Avis du Service de police de la ville de Montréal :



[Avis Service de police de la ville de Montréal.pdf](#)



Avis de la Société de transport de Montréal : [Avis Société de transport de Montréal.pdf](#)



Avis d'Urgences-Santé : [Avis Urgences-Santé.pdf](#)

Avis de l'Agence de santé et des services sociaux :



[Avis Agence de santé et des services sociaux.pdf](#)



Avis du Ministère des transports du Québec : [Avis Ministère des transports du Québec.pdf](#)



Avis Police de Longueuil : [Avis Police de Longueuil.pdf](#)

Avis de la Sûreté du Québec - Poste autoroutier Cartier-Champlain :



[Avis Sûreté du Québec - poste autoroutier Cartier-Champlain.pdf](#)

Avis de la Sûreté du Québec Montréal Métro : [Avis Sûreté du Québec Montréal Métro.pdf](#)



Avis de la Société du parc Jean Drapeau : [Avis Société du parc Jean-Drapeau.pdf](#)



Avis de La Ronde : [Avis La Ronde.pdf](#)



Avis Société du Vieux-Port de Montréal : [Avis Société du Vieux-Port de Montréal.pdf](#)
Avis Partenariat du Quartier des Spectacles :



[Avis Partenariat du Quartier des Spectacles.pdf](#)

Avis de la Commission des services électriques de Montréal :



[Avis Commission des services électriques de Montréal.pdf](#)



Avis d'Hydro-Québec : [Avis Hydro-Québec.pdf](#)

Résolution du conseil d'administration du Marathon et lettres patentes :



[Résolution du conseil administration.pdf](#) [Lettres patentes.pdf](#)



Protocole d'entente: [Protocole d'entente signé par le promoteur.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Colette HOULE
Agente de projets

Tél : 872-4058
Télécop. : 872-1505



Dimanche 28 septembre 2014

PONT JACQUES-CARTIER
Fermé de 4h00 à 12h00

RUES DU PARCOURS
Fermées de 7h00 à 15h50

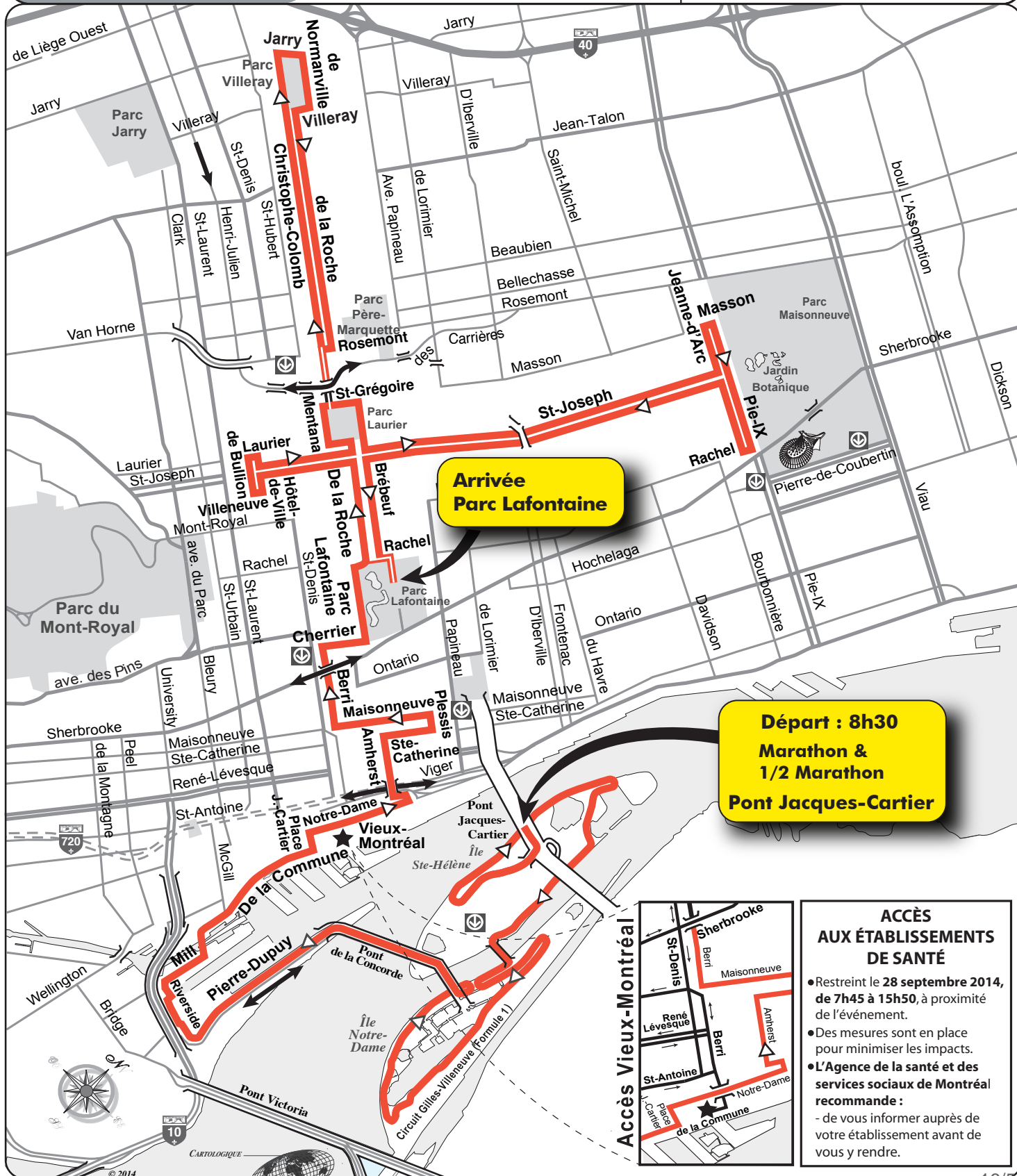
PARCOURS RUES FERMÉES

Rues fermées

CIRCULATION AUTOMOBILE

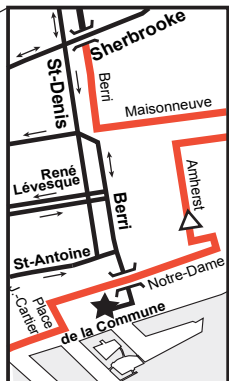
Permanente

Permanente



**Arrivée
Parc Lafontaine**

**Départ : 8h30
Marathon &
1/2 Marathon
Pont Jacques-Cartier**



**ACCÈS
AUX ÉTABLISSEMENTS
DE SANTÉ**

- Restreint le 28 septembre 2014, de 7h45 à 15h50, à proximité de l'événement.
- Des mesures sont en place pour minimiser les impacts.
- L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal recommande :
 - de vous informer auprès de votre établissement avant de vous y rendre.

PARCOURS OFFICIEL
MARATHON OASIS DE MONTRÉAL
ITINÉRAIRE DES PARTICIPANTS
Dimanche 28 septembre 2014

Fermeture

Ouverture

PONT JACQUES-CARTIER

Pont Jacques-Cartier et ses voies d'accès	4h00	12h00
---	------	-------

PARC JEAN-DRAPEAU ET LA RONDE

Chemin Tour de l'Île (du pont au chemin de Contour à la guérite du "stationnement de la Ronde") Île Ste-Hélène (PJD)	7h00	10h50
Ch. de Contour, Stationnement Cap-sur-Mer, Ch. des Montagnes russes jusqu'à guérite sécurité (barrière 12) Île St-Hélène (LA RONDE)	7h00	10h50
Ch. McDonald (barrière 12 au pont du Cosmos) Île Ste-Hélène (PJD)	7h00	10h50
Pont du Cosmos (du ch. McDonald au Ch. du Chenal Lemoyne) Île Notre-Dame (PJD)	7h00	10h50
Ch. du Chenal Lemoyne ouest (du pont du Cosmos au circuit Gilles Villeneuve) Île Notre-Dame (PJD)	7h00	11h40
Circuit Gilles Villeneuve, (du Ch. du Chenal Lemoyne au pont des Îles) Île Notre-Dame (PJD)	7h00	11h40

ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

Pont de la Concorde (piste cyclable) (de Île Notre-Dame circuit Gilles Villeneuve à Pierre Dupuy)	7h45	12h15
Pierre Dupuy (2 voies côté nord du pont de la Concorde à chemin des Moulins)	7h45	12h15
Chemin des Moulins (de Pierre-Dupuy à Riverside)	7h45	12h20
Riverside (de chemin des Moulins à Mill)	7h45	12h20
Mill (de Riverside à de la Commune)	7h45	12h30
De la Commune (de Mill à Place Jacques-Cartier, voie côté est)	7h45	12h40
Place Jacques-Cartier côté est (de de la Commune à Notre-Dame)	7h45	12h45
Notre-Dame (de Place Jacques-Cartier à Montcalm)	7h45	12h50
Montcalm (de Notre-Dame à St-Antoine)	7h45	12h55
St-Antoine (de Montcalm à Amherst)	7h45	12h55
Amherst (de St-Antoine à Ste-Catherine)	7h45	13h00
Ste-Catherine (de Amherst à Plessis)	7h45	13h05
Plessis (de Ste-Catherine à Maisonneuve)	7h45	13h05
Maisonneuve (de Plessis à Berri)	7h45	13h10
Berri côtés est et ouest (de Maisonneuve à Cherrier)	7h45	13h20

ARRONDISSEMENT PLATEAU MONT-ROYAL

Cherrier (de Berri à Parc Lafontaine)	7h45	13h25
Parc Lafontaine côté est (de Cherrier à Roy) : Départ 1 km	6h00	13h30
Parc Lafontaine côté est (de Roy à Rachel)	7h45	13h30
Rachel (de De La Roche à Calixa-Lavallée) : Arrivée	5h00	15h50
Émile-Duployé (de Rachel à Sherbrooke) : Autobus Dépôt des sacs	6h00	17h00
De La Roche (de Rachel à St-Joseph côté sud)	7h45	15h50
St-Joseph côté sud (de De La Roche à St-Denis)	7h45	14h30
St-Joseph côté sud (de St-Denis à Hôtel de Ville)	7h45	13h40
Hôtel de Ville (de St-Joseph à Villeneuve)	7h45	13h40
Villeneuve (de Hôtel de Ville à De Bullion)	7h45	13h40
De Bullion (de Villeneuve à Laurier)	7h45	13h40
Laurier (de De Bullion à Hôtel de Ville)	7h45	13h40
Hôtel de Ville (de Laurier à St-Joseph nord)	7h45	13h40
St-Joseph côté nord (de Hôtel de Ville à St-Denis)	7h45	13h40
St-Joseph côté nord (de St-Denis à De La Roche)	7h45	14h30
De la Roche (de St-Joseph à Laurier)	7h45	14h30
Laurier (de De la Roche à Mentana)	7h45	14h30
Mentana (de Laurier à St-Grégoire)	7h45	14h30
St-Grégoire (de Mentana à Christophe-Colomb)	7h45	14h30

ARRONDISSEMENT ROSEMONT-PETITE-PATRIE

Christophe-Colomb côté ouest (de St-Grégoire à Rosemont)	7h45	14h25
Christophe-Colomb (de Rosemont à Jean-Talon)	7h45	14h25

ARRONDISSEMENT VILLERAY-ST-MICHEL-PARC-EXTENSION

Christophe-Colomb (de Jean-Talon à Jarry)	7h45	14h25
Jarry (de Christophe-Colomb à Normandville)	7h45	14h25
Normandville (de Jarry à Villeray)	7h45	14h25
Villeray (de Normandville à De la Roche)	7h45	14h25
De la Roche (de Villeray à Jean-Talon)	7h45	14h25

ARRONDISSEMENT ROSEMONT-PETITE-PATRIE

De la Roche (de Jean-Talon à Rosemont)	7h45	14h25
Rosemont (de De la Roche à Christophe-Colomb)	7h45	14h25
Christophe-Colomb côté est (de Rosemont à St-Grégoire)	7h45	14h25

ARRONDISSEMENT PLATEAU MONT-ROYAL

St-Grégoire (de Christophe-Colomb à De Brébeuf)	7h45	14h30
De Brébeuf (de St-Grégoire à St-Joseph nord) : Départ 10 km	6h00	14h30
St-Joseph nord (de De Brébeuf à d'Iberville)	7h45	15h40

ARRONDISSEMENT ROSEMONT-PETITE-PATRIE

St-Joseph côté nord (de d'Iberville à Jeanne d'Arc)	7h45	15h40
Jeanne d'Arc (de St-Joseph à Masson)	7h45	15h15
Masson (de Jeanne d'Arc à Pie IX côté ouest)	7h45	15h15
Pie IX côté ouest (de Masson à Mont-Royal)	7h45	15h15
Pie IX côté ouest (de Mont-Royal à Rachel/Sherbrooke) : Départ 5 km	5h00	15h15
Pie IX côté est (de Sherbrooke à Mont-Royal) : Départ 5 km	6h00	9h00
Pie IX côté est (de Mont-Royal à Dandurand) : Départ 5 km	7h45	9h00
Rachel (de Pie IX à Jeanne d'Arc) : Départ 5 km	6h00	15h15
Jeanne d'Arc (de Rachel à St-Joseph côté sud)	7h45	15h15
St-Joseph côté sud (de Jeanne d'Arc à d'Iberville)	7h45	15h40

ARRONDISSEMENT PLATEAU MONT-ROYAL

St-Joseph côté sud (de d'Iberville à de Brébeuf)	7h45	15h40
De Brébeuf (de St-Joseph à Rachel)	7h45	15h50
Rachel (de de Brébeuf à Calixa-Lavallée) : Arrivée	5h00	15h50
Calixa-Lavallée (de Rachel au parc Lafontaine) (vendredi 26 sept.)	7h30	21h00
Calixa-Lavallée (de Sherbrooke au parc Lafontaine)	5h00	18h00

24^e édition



DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2014

PROGRAMMATION ET HORAIRE

La vingt-quatrième édition du Marathon OASIS de Montréal sera présentée le dimanche 28 septembre 2014 dans les rues de Montréal, fermées à toute circulation automobile. La tradition sera maintenue avec un départ sur le pont Jacques-Cartier. Tous les coureurs convergeront vers le parc Lafontaine, site d'arrivée de toutes les épreuves.

Le succès de la dernière présentation de l'événement a dépassé toutes attentes avec une participation record de plus de 30 000 participants. L'édition 2013 du Marathon Oasis de Montréal affichait complet et devient le deuxième plus gros événement de course au Canada. L'intérêt que suscite toujours cet événement populaire ne se dément pas. Le Marathon Oasis de Montréal est maintenant bien positionné sur l'échiquier mondial où trente-sept (37) pays étaient représentés à l'événement lors de la dernière édition.

Le Marathon Oasis de Montréal fait partie de la série Rock'n' Roll Marathon, qui présente 32 épreuves en Amérique et en Europe. Une particularité de la série Rock'n' Roll Marathon est d'offrir aux coureurs une animation musicale sur le parcours à tous les 2 km approximativement. Vingt-deux (22) animations musicales seront réparties sur le parcours. Également, un grand spectacle sera présenté en début d'après-midi au parc Lafontaine.

Le Marathon OASIS de Montréal offre un « happening » familial où l'on pratique l'activité de son choix, soit la marche ou la course. Le Marathon Oasis de Montréal offre une programmation variée, soit un marathon, un demi-marathon et un 10 km course. Une épreuve de 5 km et une épreuve de 1 km pour les enfants (3 à 11 ans) seront également de la programmation. Un maximum de 35 000 inscriptions sera accepté.

En après-midi, une programmation communautaire et accessible à tous gratuitement présentera des activités pour toute la famille (spectacle, amuseurs publics, jeux animés, etc.).

EXPO MARATHON

L'Expo-Marathon est un autre volet important de l'événement. Présentée à l'occasion du Marathon Oasis de Montréal, l'Expo-Marathon aura l'infrastructure pour accueillir plus de 70 exposants reliés à l'activité physique et à la santé. L'Expo-Marathon se tiendra les 26 et 27 septembre 2014 à la Place Bonaventure, reconnue comme l'un des centres d'exposition par excellence à Montréal. L'Expo-Marathon accueille des milliers de coureurs et accompagnateurs en provenance des cinq continents. Plus de 37 000 visiteurs se sont présentés à l'Expo-Marathon en 2013. Un grand nombre de visiteurs proviennent de la région de Montréal et de partout au Québec. L'Expo-Marathon est accessible à tous gratuitement et tous les participants inscrits à une épreuve doivent s'y présenter pour récupérer les items du participant (dossard, puce électronique, information, etc.).

MARATHON OASIS DE MONTRÉAL DEMI-MARATHON

Le parcours du marathon emprunté, l'an dernier, possède une certification nationale, nous comptons, par le fait même, emprunter ce même parcours pour la prochaine édition. Les commentaires positifs reçus des coureurs sur l'appréciation du parcours nous incitent à présenter le même trajet que l'an dernier.

Le Marathon OASIS de Montréal, l'épreuve maîtresse de l'événement, sera présenté sur une distance de 42,195 km. De plus, les coureurs de fond auront l'opportunité de participer au demi-marathon d'une distance de 21,0975 km.

Un montant de 35 000 \$ en bourses sera distribué pour les épreuves du marathon et du demi-marathon. La tradition sera maintenue et le départ du marathon et du demi-marathon se donnera sur le pont Jacques-Cartier pour se terminer au parc Lafontaine. Plusieurs athlètes internationaux sont attendus au Marathon OASIS de Montréal.

Le Marathon OASIS de Montréal est sanctionné par la Fédération québécoise d'athlétisme (FQA) et le temps réalisé au Marathon OASIS de Montréal est accepté comme temps de qualification pour le marathon de Boston. Le parcours du marathon est certifié par Athlétisme Canada selon les normes de l'IAAF/AIMS.

Le départ du marathon et du demi-marathon sera donné à 8h30 et les premiers marathoniens sont attendus vers 10h43 au parc Lafontaine tandis que les coureurs du demi-marathon devraient franchir la ligne d'arrivée vers 9h40.

LE 5 KM SPORTS EXPERTS

Cette marche/course de 5 km est accessible à tous dans une ambiance de fête.

Le parcours empruntera les 5 derniers kilomètres du parcours, avec le départ prévu à 8h35 à l'intersection des rues Rachel et Pie IX (parc Marie-Victorin) et le dernier participant devrait franchir la ligne d'arrivée vers 10h00. Près de mille (1000) étudiants (12 à 15 ans) sont attendus parmi les participants, au départ de cette activité.

LE 10 KM (MARCHE ET COURSE)

Cette marche et course populaire, véritable "happening" est un élément important de ce Marathon. Grand départ au parc Laurier, les participants parcourront 10 km dans les rues de Montréal pour terminer au parc Lafontaine, endroit par excellence pour un grand rassemblement. Le départ sera donné à 8h45 et l'arrivée des premiers coureurs est prévue vers 9h20 tandis que les derniers marcheurs sont attendus vers 11h15.

LE P'TIT MARATHON

Le Marathon est fier de présenter pour une septième année : Le P'tit Marathon, une course de 1 km qui s'adresse aux enfants âgés de 3 à 11 ans. Le départ sera donné sur l'avenue Parc Lafontaine au nord de la rue Cherrier à 8h30 et les derniers participants franchiront la ligne d'arrivée vers 9h00. Trois mille (3000) enfants sont attendus pour cette populaire activité.

RAVITAILLEMENT

À compter de 8h45, tous les participants pourront se rafraîchir au ravitaillement où différents produits (jus, eau, etc.) leur seront offerts. Cette activité se tiendra à l'aire de ravitaillement sur le site du parc Lafontaine.

ACTIVITÉS CULTURELLES

Durant toute la journée, le Marathon présentera au parc Lafontaine une programmation d'activités populaires. Plusieurs animations seront présentées sur la scène Oasis créant une ambiance de fête foraine à ce grand rendez-vous de la santé. Un grand spectacle sera présenté en début d'après-midi sur la scène Oasis.

HORAIRE
LE MARATHON OASIS DE MONTRÉAL
Dimanche 28 septembre 2014

- 8 h 30 : Animation au parc Lafontaine
(Clowns, amuseurs publics, jeux gonflables, etc.)
- 8 h 30 : Départ du P'tit Marathon 1 km
Avenue Parc Lafontaine au nord de la rue Cherrier (Parc Lafontaine)
- 8 h 30 : Départ du Marathon et du Demi-marathon Oasis de Montréal
Pont Jacques-Cartier
- 8 h 35 : Départ du 5 km Sports Experts (marche/course)
Intersection des rues Rachel et Pie IX (parc Marie-Victorin)
- 8 h 45 : Départ du 10 km (marche / course)
Intersection des rues Laurier et Brébeuf (parc Laurier)
- 11 h 45 : Cérémonie protocolaire au parc Lafontaine
à - Marathon
12 h 30 - Demi-marathon
- 12h30 - Spectacle populaire (parc Lafontaine)
à
14h00
- 16 h 00 : Fin des activités

N.B. : Le site d'arrivée de toutes les activités sera le parc Lafontaine



RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Letellier Hugo

A :

VDM_HOULE Colette

2014-02-06 08:13

Cc :

"Dea Martin", "Sawaya Imad", "Mandjee Raz", "Dagneau Michel"

Masquer les détails

De : "Letellier Hugo" <Hugo.Letellier@spvm.qc.ca>

A : "VDM_HOULE Colette" <choule@ville.montreal.qc.ca> ,

Cc : "Dea Martin" <Martin.Dea@spvm.qc.ca> , "Sawaya Imad"

<Imad.Sawaya@spvm.qc.ca> , "Mandjee Raz" <Raz.Mandjee@spvm.qc.ca> , "Dagneau Michel" <Michel.Dagneau@spvm.qc.ca>

Bon matin Colette,

C'est sans grande surprise que je t'annonce que nous n'avons pas de problème avec le parcours. On s'ajustera si l'arrivée des coureurs se fait au métro Longueuil.

Bonne journée!

Hugo Letellier

Sergent - Conseiller / Matricule 4601

Section Service d'ordre - Gendarmerie / Enquêtes

Division de la planification opérationnelle

Direction des opérations - Développement des processus d'innovation et des pratiques opérationnelles



RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Evenements Spéciaux

A :

'choule@ville.montreal.qc.ca'

2014-02-21 12:00

Masquer les détails

De : Evenements Spéciaux <evenementsspeciaux@stm.info>

A : "'choule@ville.montreal.qc.ca'" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

2 Attachments



Parcours Marathon (05-02-2014).pdf Tableau fermeture-réouverture de rues Marathon (05-02-2014).docx

Bonjour Colette

Voici mes commentaires concernant le parcours du Marathon de Montréal 2014

Compte tenu que le parcours du Marathon est identique à celui de l'année dernière, ce sera les mêmes impacts pour le réseau des autobus de la STM.

En ce qui concerne le réseau du métro, je réitère la position de la STM qui a été exprimé lors de la rencontre de rétro-action de l'édition 2013 de prioriser la station de métro Longueuil pour assurer la sécurité et la fluidité des usagés au lieu de la station Papineau pour le point de départ sur le pont Jacques-Cartier. La station Papineau n'a pas la capacité de recevoir ce nombre élevé d'usagés dans un court laps de temps. De plus, compte tenu du nombre toujours grandissant de participants au Marathon de Montréal, les impacts d'achalandage sont importants sur le réseau du métro. Par conséquent, la STM doit assurer la sécurité et l'intégrité des usagés.

Merci

Bonne journée

DANIEL CÔTÉ

Chef d'opérations

Évènements spéciaux

Division Logistique et soutien opérationnels

(514) 280-5893

(514) 236-6584 (cell)

daniel.cote.co@stm.info



MOUVEMENT COLLECTIF 

Direction des opérations

Le 12 février 2014

Madame Colette Houle
Agente de projets
Division des événements publics
Courriel: choule@ville.montreal.qc.ca

OBJET: Événement: Marathon Oasis, édition 2014

Madame,

La présente est pour vous informer que la Corporation d'urgences-santé est en accord avec le parcours proposé pour le Marathon Oasis, édition 2014, qui se déroulera le 28 septembre prochain.

Par contre, avec les travaux permettant de relier certains bâtiments pour la construction du nouveau C.H.U.M., le promoteur, en accord avec les services policiers, devra permettre le passage des gens voulant accéder à l'hôpital St-Luc, de l'est vers l'ouest, par René-Lévesque.

Par contre, comme par les années passées, aucun délai ne sera toléré concernant nos interventions, qu'elles soient en mode urgent ou non. Nous devons être aptes à traverser le parcours en tout temps.

Nous vous rappelons que le Service des incendies de Montréal agit comme premiers répondants. Il est donc possible que plusieurs unités multiservices se déploient pour une même intervention.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations sincères.

Louis Legault,
Chef aux opérations
Événements spéciaux et mesures d'urgence
Direction des opérations

c.c.: Patrick Liard, chef de division opérationnel
Benoit Garneau, chef de division services spécialisés
Monique Lamarre, agence de la santé et des services sociaux



RE CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Monique_Lamarre A : choule
Cc : louis.legault, Michel_Garceau

2014-02-06 16:05

	Colette HOULE	CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanc
	Monique_Lamarre	Bonjour madame Houle, Voici la cartographie des établissements de s

3 pièces jointes



Marathon_2014.pdf



Parcours Marathon (05-02-2014).pdf



Tableau fermeture-réouverture de rues Marathon (05-02-2014).docx

Bonjour madame Houle,

Voici la cartographie des établissements de santé touchés par cet événement pour septembre 2014.

(See attached file: Marathon_2014.pdf)

Étant donné que le parcours est identique à celui de l'an passé, mes commentaires seront sensiblement les mêmes soit:

Quelques établissements de santé se situent directement ou à proximité de ce parcours . À cet effet, nous vous faisons part de nos **préoccupations** :

- Les ambulanciers doivent pouvoir accéder rapidement à la salle d'urgence des hôpitaux **Notre-Dame, Saint-Luc et Jean-Talon** , et ce, pour chaque transport. De plus, les professionnels ou les fournisseurs qui sont appelés d'urgence (inhalothérapie, chirurgie, banque de sang, etc) doivent, eux aussi, pouvoir accéder rapidement à ces lieux, car chaque seconde compte lors d'une intervention d'urgence.
- Les personnes qui auront à se déplacer (dans un véhicule non identifié) vers les salles d'urgence touchées par ces deux parcours, auront besoin d'être guidées et/ou accompagnées.
- Les employés travaillant dans les établissements situés à proximité des deux parcours risquent d'éprouver des difficultés à se rendre à temps au lieu de travail; ce qui risque de nuire à la

continuité de certains services.

- Les familles des usagers hospitalisés ou hébergés doivent pouvoir visiter leur proche sans trop de désagréments.

Suggestions :

À la lumière des éléments qui précèdent, il est important d'identifier et de mettre en place toutes les mesures nécessaires permettant d'assurer l'accessibilité aux établissements de santé, en plus de minimiser les impacts sur le personnel et la clientèle. Par ailleurs, des mécanismes de communication devront être définis, afin d'informer adéquatement et suffisamment à l'avance les personnes concernées.

Par souci d'améliorer la gestion des risques, il serait pertinent que le promoteur prévoit les mesures d'urgence à déployer advenant des conditions météorologiques extrêmes et/ou imprévisibles. De plus, il devra prendre les moyens nécessaires pour assurer une prise en charge adéquate des premiers secours aux personnes incommodées et blessées au cours de cet événement.

Nous demeurons disponibles pour toute information complémentaire et pour collaborer avec tous les partenaires concernés.

N'hésitez pas à communiquer avec moi, au besoin.

Cordialement .

Monique Lamarre

Adjointe aux Mesures d'urgence

Coordination régionale des mesures d'urgence et sécurité civile, Mission Santé

Direction générale

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

3725, rue Saint-Denis

Montréal (Québec) H2X 3L9

Tél.: 514 286-6500, poste 5657

Télécopieur: 514 286-5681

monique_lamarre@ssss.gouv.qc.ca

<http://www.santemontreal.qc.ca>

☛ choule@ville.montreal.qc.ca



TR: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Ste-Marie, Maurice

A :

Houle, Colette (VdeM/SQV/DCP/DEP)

2014-02-06 15:47

Cc :

"Chauvin, Michel", "Amhis, Lounas", "Sebaihi,Samira", "Boumala, Fadila"

Masquer les détails

De : "Ste-Marie, Maurice" <Maurice.Ste-Marie@mtq.gouv.qc.ca>

A : "Houle, Colette (VdeM/SQV/DCP/DEP)" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Cc : "Chauvin, Michel" <Michel.Chauvin@mtq.gouv.qc.ca>, "Amhis, Lounas" <Lounas.Amhis@mtq.gouv.qc.ca>, "Sebaihi,Samira" <samira.Sebaihi@mtq.gouv.qc.ca>, "Boumala, Fadila" <Fadila.Boumala@mtq.gouv.qc.ca>

2 Attachments



Parcours Marathon (05-02-2014).pdf Tableau fermeture-réouverture de rues Marathon (05-02-2014).docx

Bonjour Colette,

À première vue, je ne vois pas de difficultés pour le parcours.

Les détours pour les fermetures sur St-Antoine est et Viger ouest à la hauteur de Ahmerst resteront à valider avec le SPVM.

On se reparle à mon retour de vacances.

Bonne fin de journée.

Maurice Ste-Marie

Analyste en circulation

Service de l'exploitation du réseau (SER)

Direction de l'Île-de-Montréal (DIM)

Ministère des Transports (MTQ)

500 boul. René-Lévesque Ouest, C.P. 5

Montréal (Qc) H2Z 1W7

Téléphone 514-873-7781 (3354) Télécopieur 514-864-3867

Courriel: maurice.ste-marie@mtq.gouv.qc.ca

**Ce courriel est confidentiel et ne s'adresse qu'à son destinataire.
S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et**



RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Pion, Sonia

A :

'choule@ville.montreal.qc.ca'

2014-02-06 08:49

Masquer les détails

De : "Pion, Sonia" <Sonia.Pion@ville.longueuil.qc.ca>

A : "'choule@ville.montreal.qc.ca'" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Bonjour Mme Houle,

Je n'ai pas d'objection à ce parcours.

Bonne journée,



Service de police
AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

Sonia Pion

Agent

Planification opérationnelle et événements majeurs
Coordination des opérations

699, boul. Curé-Poirier O.
Longueuil (Québec) J4J 2J1

Téléphone : 450 463-7100, poste 2688
Télécopieur : 450 646-8497

NOS VALEURS

Service – Professionnalisme – Respect – Intégrité – Loyauté www.longueuil.ca



RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28
septembre 2014

Cardinal,France

A :

'choule@ville.montreal.qc.ca'

2014-02-12 10:52

Masquer les détails

De : "Cardinal,France" <france.cardinal@surete.qc.ca>

A : "'choule@ville.montreal.qc.ca'" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Aucun problème pour nous.

Bonne journée

France Cardinal, sergent
Adjointe au responsable de poste

Poste autoroutier Cartier-Champlain

District de la Montérégie

Sûreté du Québec

Téléphone:(450) 442-1035

Télécopie: (450) 442-8505



RE: 2e RAPPEL - CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal»,
dimanche 28 septembre 2014

Couture, Steve

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-03-10 10:49

Masquer les détails

De : "Couture, Steve" <steve.couture@surete.qc.ca>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Bonjour

Aucun problème pour nous.

Steve Couture
Superviseur de relève
Poste Autoroutier Montréal
(514) 341-4411 tél
(514) 341-5983 fax
steve.couture@surete.qc.ca



RE: RAPPEL - CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal»,
dimanche 28 septembre 2014

Sylvain Boissonneault

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-02-28 16:19

Masquer les détails

De : Sylvain Boissonneault <sboissonneault@parcjeandrapeau.com>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Bonjour Madame Houle,

De notre côté, tout semble beau tant au niveau du parcours que des heures.

Aux plaisirs,

Sylvain Boissonneault | Superviseur | Sécurité et gestion des accès | 514 872-9010

Parc Jean-Drapeau | Cellulaire | 514 518-3243

Pavillon du Canada | 1 circuit Gilles-Villeneuve | Montréal QC | H3C 1A9 | Canada

www.parcjeandrapeau.com



RE: 3e RAPPEL - CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal»,
dimanche 28 septembre 2014

Frederic Boulva

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-03-13 11:09

Masquer les détails

De : Frederic Boulva <fBoulva@sftp.com>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Il nous convient merci

Frédéric

Frédéric Boulva

Directeur Opérations, Sécurité, Spectacles et Feux

Park Operations, Security and Entertainment director

Tél : (514) 397-2000 poste 2601 | Fax : (514) 397-7759

Courriel: fboulva@sftp.com

Site web : www.laronde.com / www.internationaldesfeuxloto-quebec.com

Suivre La Ronde sur :





RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28
septembre 2014

Benoît Renaud

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-02-25 15:33

Masquer les détails

De : Benoît Renaud <brenaud@vieuxportdemontreal.com>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Bonjour Colette

Vraiment désolé, j'ai oublié de te répondre dans les délais demandés.

Heureusement, de notre côté nous n'avons pas de revendications à faire, nous sommes capables de nous accommoder du tracé proposé comme en 2013.

Merci, au plaisir!



RE: CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal», dimanche 28 septembre 2014

Julie Champagne

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-02-06 13:18

Cc :

Renée Lebel

Masquer les détails

De : Julie Champagne <julie.champagne@quartierdesspectacles.com>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca> ,

Cc : Renée Lebel <renee.lebel@quartierdesspectacles.com>

Bonjour Colette,

Aucun problème de notre côté !

Merci beaucoup,

Julie

Julie Champagne

Chef coordonnatrice logistique

PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES

1435 rue Saint-Alexandre | Bureau 500

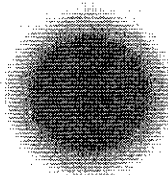
Montréal (Qc) Canada H3A 2G4

T 514-879-0009 # 256 | F 514-879-1105

julie.champagne@quartierdesspectacles.com

[Site Internet](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Blogue](#)

♻️ **SVP, pensez à l'environnement avant d'imprimer ce message.**



**QUARTIER
DES SPECTACLES
MONTREAL**



RE: RAPPEL - CONSULTATION sur le parcours du «Marathon Oasis de Montréal»,

dimanche 28 septembre 2014

Mircea Poptean

A :

choule@ville.montreal.qc.ca

2014-03-03 08:04

Cc :

Robert Gauthier

Masquer les détails

De : Mircea Poptean <MPoptean@CSEM.QC.CA>

A : "choule@ville.montreal.qc.ca" <choule@ville.montreal.qc.ca>,

Cc : Robert Gauthier <RGauthier@CSEM.QC.CA>

Bonjour Madame,

J'ai reçu l'échéancier de nos travaux sur le trajet du Marathon et je suis en mesure de vous rassurer que pendant l'évènement la CSEM n'aura pas des travaux en déroulement.

Meilleurs salutations.



**Commission des services
électriques de Montréal**

Mircea Poptean, Chargé de recherches

Division Gestion de projets

Tél. 514-384-6840 poste224

Télec.514-384-7298

Courriel mpopitean@csem.qc.ca

75, rue de Port-Royal est, Bureau 610

Montréal, Québec, H3L 3T1



RE: RAPPEL - Sommaire décisionnel sur le Marathon de Montréal, dimanche 28 septembre 2014

Fodil, Ouali

A :
choule

2014-04-11 08:48

Masquer les détails

De : "Fodil, Ouali" <Fodil.Ouali@hydro.qc.ca>

A : <choule@ville.montreal.qc.ca>

2 Attachments



pixel.gif hq_logo.gif

Bonjour Madame Houle,

Il n'y a, pour l'heure, pas d'objections précises. Volontairement, nous ne planifions pas d'interventions les week-end. Évidemment, en cas d'urgence, nous vous demanderons de faciliter le passage à nos équipes dûment identifiées. Au plaisir et Bon succès!



Ouali Fodil

Conseiller Relations avec le milieu - Montréal

Direction Affaires régionales et collectivités

Téléphone : 514 385-8888, poste 8131

Courriel : fodil.ouali@hydro.qc.ca

www.hydroquebec.com

**COPIE CERTIFIÉE
D'UNE RÉOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Projet de l'événement "Festival de la Santé inc & Marathon Oasis de Montréal"

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA CORPORATION
«FESTIVAL DE LA SANTÉ INC., TEL QUE SPÉCIFIÉ SUR LES LETTRES PATENTES »

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU de mandater et de désigner monsieur **Mario Blain** comme signataire autorisé à signer tout engagement relatif au projet de l'événement le « Festival de la Santé inc. & Marathon Oasis de Montréal » avec la Ville de Montréal.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME de la résolution 28 adoptée à l'unanimité à une réunion du conseil d'administration dûment constituée le 8^e jour de janvier 2014.

SIGNÉ à Montréal, ce 8^e jour de janvier 2014.



Josh Furlow
Administrateur



Industry Canada Industrie Canada
Canada Loi sur les
Corporations Act corporations canadiennes

C A N A D A

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES

Emises à

LES TOURNÉES SANTÉ ET BEL ÂGE INC.

Le ministre de l'Industrie, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les corporations canadiennes, par les présentes change le nom de la corporation de LES TOURNÉES SANTÉ ET BEL ÂGE INC. en celui de Le Festival de la Santé Inc. tel que prévu dans le RÈGLEMENT NO 1995-1 de ladite corporation, dont une copie est annexée aux présentes comme partie intégrante.

Date des Lettres Patentes Supplémentaires -
Le 1er août 1995

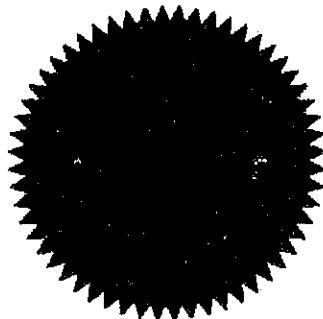
Octroyées sous le sceau officiel du ministre de l'Industrie.

pour le ministre de l'Industrie

ENREGISTRÉES le 2 août 1995

Film 703 Document 10

Cl. Clemons
Sous-registraire général du Canada



Canada



Industry and Science Canada
Canada
Corporations Act

Industria et Sciences
Canada
Loi sur les
corporations canadiennes

C A N A D A

LETTRES PATENTES

ATTENDU qu'une demande a été présentée en vue de constituer en corporation une corporation sous le nom de

LES TOURNÉES SANTÉ ET BEL ÂGE INC.

PAR CONSÉQUENT le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les corporations canadiennes constitue les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir membres de la corporation, en corporation et corps politique, conformément aux dispositions de ladite Loi. Une copie de ladite demande est jointe aux présentes et en fait partie.

Date des Lettres Patentes - le 30 septembre 1993

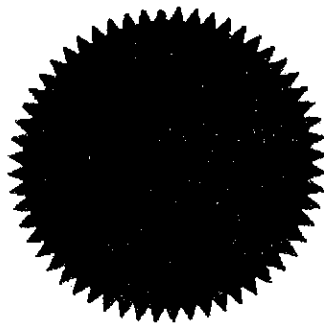
DONNÉS sous le sceau d'office du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

pour le ministre de l'Industrie,
des Sciences et de la Technologie

ENREGISTRÉES le 1^{er} octobre 1993

Film 688 Document 4

Secrétaire général du Canada



Canada

PROTOCOLE D'ENTENTE – SOUTIEN TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par madame Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **FESTIVAL DE LA SANTÉ INC.**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est au 992 rue Joliette, Longueuil, Québec, J4K 4V9, agissant et représentée par M. Mario Blain, coordonnateur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 8^e jour de janvier 2014;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal, le 28 septembre 2014, le « Marathon de Montréal » (ci-après appelé l' « Événement »);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment en accordant un soutien technique et logistique;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Responsable** » : le Directeur de la Direction de la culture et du patrimoine ou son représentant dûment autorisé de la Division des événements publics;
- 1.2 « **Site** » : les rues, les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville;

1.3 « **Annexe A** » : le plan de visibilité;

1.4 « **Annexe B** » : obligations particulières reliées à la présentation de l'Événement.

Le préambule et les Annexes A et B font partie intégrante du présent protocole. Le texte du présent Protocole prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

- 2.1 sous réserve du paragraphe 2.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents;
- 2.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire; dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, étant entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;
- 2.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;
- 2.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics;

ARTICLE 3 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

- 3.1.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément au présent protocole et à ses Annexes;
- 3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;
- 3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement;

- 3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les trois jours suivant la fin de l'Événement;
- 3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);
- 3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que ces dommages ont été établis par la Ville;
- 3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagement requis trois mois avant la présentation de l'Événement;
- 3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;
- 3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, par exemple : en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement ») et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;
- 3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résident, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);
- 3.11 se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;
- 3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;
- 3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;
- 3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;
- 3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée du Protocole;

- 3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'événement;
- 3.17 mettre en application un plan de visibilité approuvé par le Responsable conformément à l'annexe A qui fait partie intégrante du présent protocole;
- 3.18 transmettre au Responsable, trente (30) jours ouvrables après l'Événement, un bilan financier et un rapport d'activités incluant notamment la revue de presse, les bénéfices ou les retombées de l'événement. Le rapport d'activité devra également indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente.

ARTICLE 4 **DÉFAUT**

- 4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :
 - 4.1.1 Si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 4.1.2 S'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 4.1.3 S'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations prises aux termes des articles 3.1 à 3.18 du présent protocole.
- 4.2 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.1.3, la Ville peut, à son entière discrétion résilier le présent protocole sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier le présent protocole, à son entière discrétion.
- 4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.1.4, le Protocole est résilié de plein droit.

ARTICLE 5 **RÉSILIATION**

- 5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier le présent protocole.
- 5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

- 6.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;
- 6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre du présent protocole.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

- 7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.
- 7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de 5 millions de dollars pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et cet avenant.
- 7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :
 - 7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville;
 - 7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'événement à l'endroit indiqué par le Responsable.
- 7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

- 8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci.
- L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.
- 8.2 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse, dans le district judiciaire de Montréal, dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.
- 8.3 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.
- 8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.
- 8.5 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDICUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^o jour de 2014

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 4^o jour de avril 2014

FESTIVAL DE LA SANTÉ INC

Par :  _____
Mario Blain, coordonnateur général

Ce protocole d'entente a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal,
le^e jour de 2014 (Résolution).

ANNEXE A

Plan de visibilité de la Ville

1. Normes d'utilisation du logo de la Ville de Montréal

- 1.1 Placer le logo de la Ville de Montréal sur tous les outils de communication produits pour le projet ou l'événement soutenu.
- 1.2 Respecter l'application des normes du logo de la Ville de Montréal.

Pour télécharger les différents formats du logo de la Ville de Montréal : ville.montreal.qc.ca/logo

2. Dossiers de presse - Lancement

Inclure un communiqué de la Ville de Montréal dans la pochette de presse

- 2.1 **21 jours** avant la conférence de presse, adresser les demandes de communiqués:

Il est important de préciser la date de réception souhaitée du communiqué, le nombre d'exemplaires requis et si une version anglaise est requise

- 2.2 Mentionner le partenariat avec la Ville de Montréal dans le communiqué officiel du projet ou de l'événement. Le libellé peut prendre l'une des formes suivantes :
 - o *Ce projet est réalisé grâce au soutien financier de la Ville de Montréal;*
 - o *Ce projet bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal.*

3. Messages officiels de la mairie

- 3.1 Réserver une page pour un message du maire dans le catalogue ou le cahier de programmation de l'événement, s'il y a lieu.
- 3.2 La demande de message doit être adressée **30 jours** avant publication.

Il est important de transmettre les informations relatives à la programmation, préciser la date de réception souhaitée du message ainsi que les spécifications techniques selon lesquelles ce message doit être acheminé

4. Mention du soutien de la Ville de Montréal par le promoteur de l'événement

- 4.1 Mentionner, lors d'activités publiques, que l'événement est rendu possible grâce à la participation de la Ville de Montréal.
- 4.2 Remercier la Ville de Montréal pour son soutien à la réalisation de l'événement lors d'entrevues médiatiques et d'événements de presse (lorsque possible).
- 4.3 Ajouter la Ville de Montréal, et/ou son logo, sur le panneau de remerciements des partenaires lors des événements médiatiques et promotionnels.

4.4 Positionner stratégiquement le logo de la Ville de Montréal lors des événements de presse.

5 Publicité

5.1 Mentionner le partenariat avec la Ville de Montréal dans les publicités (radio – télévision – Internet – médias écrits - etc.).

5.2 Placer le logo de la Ville de Montréal sur toutes les publicités imprimées et visuelles (les normes d'utilisation du logo doivent être respectées, voir point 1).

5.3 Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville de Montréal (ville.montreal.qc.ca/culture) sur le site Internet de l'événement.

5.4 Faire approuver les publicités avant toute impression ou diffusion.

6 Présence de la Ville de Montréal à l'inauguration

6.1 Inviter élus et représentants de la Ville de Montréal aux activités importantes de l'événement (conférence de presse, lancement, etc.) et ce, **au minimum 15 jours ouvrables avant l'événement**.

6.2 Prévoir au scénario de l'événement une brève allocution de l'élu(e) (si pertinent) et en faire la demande lors de l'invitation.

7 Normes d'écriture de la Ville de Montréal

7.1 Les outils de communication doivent obligatoirement être en français.

7.2 Désigner « Ville de Montréal » en français lorsque l'expression réfère à l'administration municipale (la personne morale), même dans des documents produits en d'autres langues.

7.3 Employer les noms des voies de circulation en français conformément aux règles de la toponymie.

8 Photographies

8.1 Remettre quelques photographies de l'événement à la Ville de Montréal, libres de droits par licence (document ci-joint), qui pourront être utilisées pour la promotion de l'événement, dans les outils imprimés de la Ville ainsi que sur ses sites Internet tel qu'indiqué au protocole de soutien financier que vous avez signé avec la Ville.

Pour télécharger les licences de crédits photos : ville.montreal.qc.ca/culture/photos

ANNEXE B

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES RELIÉES À LA PRÉSENTATION DE L'ÉVÉNEMENT QUI DOIVENT ÊTRE ACCOMPLIES PAR L'ORGANISME

- ⇒ Accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résidant, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);
- ⇒ Installer des panneaux d'avis de fermeture de rue, de chaque côté des rues, sur tout le parcours;
- ⇒ Faire paraître dans les journaux locaux de tous les arrondissements touchés par le parcours et les grands quotidiens le trajet et les heures de fermeture de rues;
- ⇒ Offrir un service téléphonique pour répondre aux citoyens afin de les aider dans la planification de leur déplacement le samedi et le dimanche;
- ⇒ Présenter un scénario de gestion des bénévoles (formation, horaire, positionnement, tâches, etc.);
- ⇒ Présenter un plan de mesures médicales révisé qui tient compte de la croissance du nombre de participants.



Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 14-13587 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer la dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-06-04 14:28

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION **Dossier # :1145921001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter ces conduites, en coordination avec les travaux d'utilités publiques. Le projet se réalisera en deux phases :

- **Phase 1 :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre les rues De Bleury et Mansfield
 - Lot 1 : Rue Sainte-Catherine
 - Lot 2 : Pourtour du Square Phillips
- **Phase 2 et ultérieures :** Tronçon de la rue Sainte-Catherine entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater

Occasion unique pour des décennies à venir, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest offre l'opportunité d'améliorer l'aménagement et la fonctionnalité de la rue pour qu'elle réponde mieux aux besoins de ses usagers. La Ville souhaite profiter de ces travaux d'infrastructures importants pour offrir aux Montréalais un aménagement de qualité. Afin de réaliser ce projet, la Direction des transports retient les services de professionnels en ingénierie et en aménagement urbain pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux.

Un appel d'offres public a été lancé le 2 avril 2014. La période de soumission était de 21 jours et se terminait le 23 avril 2014.

La durée de validité des soumissions est de deux cent dix (210) jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Durant l'appel d'offres, il y a eu émission de six (6) addenda

afin de corriger certaines erreurs et de répondre aux questions des potentiels soumissionnaires.

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	2014-04-04	Correction de l'article 6.1.5 des clauses administratives particulières et du bordereau de soumission
2	2014-04-08	Ajustements faits: suppression des critères éliminatoires, suppression de l'augmentation de 2 % par an des taux horaires, correction d'un paragraphe de l'article 8 des clauses administratives particulières et correction du bordereau de soumission
3	2014-04-09	Correction d'une erreur de date de lancement de l'appel d'offres inscrite dans les documents administratifs
4	2014-04-11	Ajout d'une catégorie de professionnels intermédiaires (Annexe A.2), ajout d'une page optionnelle pour présenter les sous-traitants, réponse aux questions des preneurs de soumission
5	2014-04-15	Réponse aux questions des preneurs de soumission
6	2014-04-17	Réponse aux questions des preneurs de soumission

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0824 - 28 mai 2014 - D'approuver un projet de convention par lequel Les Consultants S.M. inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser une étude technique de la fonctionnalité et des impacts en transport de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 123 491,27 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13241 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG14 0122 - 27 mars 2014 - D'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Acertys inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise en oeuvre d'une démarche d'interaction avec le public dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour une somme maximale de 266 569,54 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 13-13242 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CE14 0438 - 26 mars 2014 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services d'une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis ainsi que les services d'assistance technique durant les travaux dans le cadre du grand projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

CE14 0350 - 12 mars 2014 - D'autoriser une appropriation de crédits de 4 396 631 \$ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et environnement) pour le projet d'infrastructures et de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest afin de réaliser des études, des expertises et l'avant projet préliminaire en vue d'obtenir l'autorisation de passer en phase plans et devis pour le projet qui sera imputable au PTI, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE13 1799 - 11 décembre 2013 - D'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour

les services professionnels en planification participative des projets et en concertation dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest, et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi du contrat pour retenir les services de professionnels en ingénierie (ingénieurs civils, ingénieurs en électricité, ingénieurs en circulation, etc.) et en aménagement urbain (urbanistes et/ou architectes et/ou architectes du paysage) pour réaliser l'avant-projet, les plans et devis, et offrir une assistance technique pendant les travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest phase 1.

L'objet de ce mandat est de concevoir l'aménagement urbain ainsi que les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest, depuis la rue De Bleury, jusqu'à la rue Mansfield (phase 1).

L'avant-projet préliminaire consiste à compléter les études techniques requises, afin de prendre en considération les besoins identifiés lors des séances publiques de consultation et lors des ateliers avec les parties prenantes pour l'élaboration de 3 scénarios. Ces 3 scénarios élaborés seront présentés et soumis pour consultation aux participants des ateliers pour un choix du scénario préconisé par l'Administration municipale.

L'élaboration du scénario retenu fera partie de l'avant-projet définitif. Suite à cette démarche, les plans et devis seront amorcés par la suite, dans le but de passer à la phase construction.

Les travaux prévus consistent principalement, sans s'y limiter, en

- La reconstruction d'une conduite d'aqueduc principal de 600 mm de diamètre, incluant les chambres;
- L'abandon d'une conduite d'aqueduc principal de 600 mm de diamètre;
- La reconstruction de deux conduites d'aqueducs secondaires de 150 mm et 300 mm;
- La reconstruction et l'agrandissement d'un égout secondaire en brique;
- La réhabilitation du collecteur principal d'égout;
- L'aménagement urbain de la rue Sainte-Catherine Ouest;
- L'intégration de principes et d'équipements pour créer un environnement « intelligent »;
- Et tous les autres travaux requis et nécessaires à la réalisation du projet.

Le présent mandat comprend toutes les activités requises pour élaborer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest. Il comprend sans s'y limiter :

- L'analyse des informations fournies;
- Les relevés de terrain complémentaires le cas échéant;
- La réalisation des documents de consultation pour toute étude complémentaire ou pour toute prestation externe nécessaire le cas échéant;
- La réalisation de l'avant-projet préliminaire (phase1);
- La réalisation de l'avant-projet définitif (phase1);
- La participation à des séances d'analyse de risques du projet;
- La réalisation des plans et devis (préliminaires et définitifs), incluant les documents d'appel d'offres pour la réalisation des travaux de la phase 1-lot 1 dans un premier temps;
- La réalisation des plans et devis (préliminaires et définitifs), incluant les documents d'appel d'offres pour la réalisation des travaux de la phase 1-lot 2 par la suite;

- L'inclusion à l'appel d'offres de plans et devis des partenaires de la Ville propriétaires des réseaux techniques urbains tels que la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Bell, etc.;
- L'assistance technique durant l'appel d'offres;
- L'assistance technique durant les travaux;
- La réalisation des plans finaux « tels que construits » (TQC);
- La gestion documentaire du mandat;
- La reddition de compte du mandat (rapports d'avancement, livrables, etc.).

Le mandat inclut également la coordination avec les différents intervenants et les autres projets à proximité, ainsi que toutes tâches nécessaires à l'élaboration du projet. La Ville de Montréal insiste notamment sur l'importance de la coordination qu'aura à assurer le mandataire, entre les prestations d'ingénierie pour les infrastructures souterraines, et les prestations d'architecture, d'architecture du paysage, d'urbanisme ou autre discipline pour l'aménagement urbain.

En plus des services mentionnés précédemment, le mandataire sera appelé à effectuer des services complémentaires. Ces services incluent notamment la préparation de documents pour des présentations à diverses parties prenantes du dossier, des recherches documentaires, etc.

Toutes les étapes du projet seront réalisées en conformité avec le concept de ville intelligente. D'ailleurs, les innovations technologiques feront partie intégrante du devis et les professionnels retenus auront à élaborer sur l'aspect ville intelligente.

Échéancier:

Au niveau de la planification, l'échéancier contractuel de réalisation du présent mandat est présenté dans le tableau ci-après (voir sections " calendrier et étapes subséquentes"). Cependant, du point de vue du projet, la planification est la suivante : réalisation de l'avant-projet préliminaire en 2014 (lots 1 et 2); réalisation de l'avant-projet définitif (lots 1 et 2) et des plans et devis du lot 1 en 2015; construction du lot 1 et plans et devis du lot 2 en 2016.

Pour le lot 2, les délais seront précisés ultérieurement et établis conjointement par la Ville et le mandataire.

Le mode de rémunération est à taux horaire. Les montants horaires sont payés sur présentation mensuelle du relevé d'honoraires et de déboursés de l'adjudicataire, eu égard à l'avancement du mandat.

JUSTIFICATION

Vingt quatre (24) firmes ont pris le cahier des charges et six (6) ont déposé des soumissions, soit 25%. Sur les six (6) soumissions, trois (3) soumissions ont été jugées non conformes par le comité de sélection, car elles n'ont pas obtenu le pointage intérimaire minimum de 70 %.

Le contrat à octroyer vise des services professionnels à la suite d'un système d'évaluation à deux (2) enveloppes.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de WSP Canada. Le tableau ci-dessous présente les soumissionnaires conformes ainsi que leur note finale.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)

WSP Canada	79,3%	0,341	3 791 661,99 \$	568 749,30 \$	4 360 411,29 \$
Les Services exp inc.	83,3%	0,336	3 960 938,48 \$	594 140,77 \$	4 555 079,25 \$
Les Consultants S.M. inc.	78,0%	0,332	3 849 702,76 \$	577 455,41 \$	4 427 158,17 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne			3 961 852,24 \$	594 277,84 \$	4 556 130,08 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (\$) (l'adjudicataire - estimation)					- 195 718,79 \$
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100					-4,3%
Écart entre celui ayant obtenu la 2 ^{ème} note finale et l'adjudicataire (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire)					194 667,96 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2 ^{ème} note finale et l'adjudicataire (%) ((2 ^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire x 100					4,5%

Le prix de base comprend les honoraires professionnels et les déboursés admissibles. Les déboursés, qui étaient inscrits au bordereau de soumission, représentent 10% des honoraires professionnels. La contingence n'était pas inscrite au bordereau de soumission, elle représente 15% du prix de base.

Les honoraires, incluant les déboursés, avaient été évalués à 3 961 852,24 \$ (incluant les taxes). On constate que le montant de l'adjudicataire est d'environ 4,3% inférieur à l'estimation interne. La dernière estimation a été basée sur le bordereau de soumission élaboré et sur les tarifs horaires du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs et du décret pour les services professionnels fournis au gouvernement par des architectes. À noter que le montant de l'adjudicataire est d'environ 4,9% inférieur à l'estimation interne présentée dans le sommaire décisionnel d'autorisation de lancement d'un appel d'offres (#1146428002).

WSP Canada assure les services professionnels en ingénierie et la coordination du mandat, et s'est adjoint les services de Daoust Lestage pour les services professionnels en aménagement urbain.

Dans le cadre de ce contrat, ces entreprises n'avaient pas besoin d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Cependant, les deux entreprises possèdent une telle autorisation obtenue précédemment.

Soulignons que, tout au long de sa prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total des dépenses est de 4 360 411,29 \$ (taxes, déboursés et contingences incluses).

La source de financement pourrait différer en fonction de l'avancement de la prestation de services professionnels. À titre indicatif, on estime que la dépense sera répartie sur plusieurs années, environ comme suit:

Budget de fonctionnement 2014	536 670,92 \$
PTI 2015	2 318 433,43 \$

PTI 2016	1 082 634,68 \$
PTI ultérieurs	422 672,26 \$

Une dépense de 536 670.92\$ est prévues au BF de la Direction des transports provenant de la réserve du fonds de voirie aggro qui a été attribuée au projet de la rue Sainte-Catherine Ouest pour la réalisation de l'avant-projet préliminaire.

Par la suite afin de passer à l'étape d'avant-projet définitif, plans et devis ainsi que l'assistance technique durant les travaux, une dépense au montant de 3 401 068,11\$ est prévues au PTI 2014-2016 et une dépense de 422 672,26\$ aux PTI ultérieurs. Actuellement, il est prévu d'assumer cette dépense selon la répartition suivante:

Programme fonds de l'eau: 28%
Programme PRR: 25%
Projet Sainte-Catherine: 47%

Le tableau suivant détaille les dépenses:

		SERVICE DE L'EAU					
		DEP	DGSRE		DEEU	PRR	DT
Total Projet		Aqueduc principal	Aqueduc secondaire	Égout secondaire	Égout collecteur		
BF 2014	536 670,92 \$	-	-	-	-	-	536 670,92 \$
PTI 2015	2 318 433,43 \$	194 748,41 \$	249 927,12 \$	74 653,56 \$	129 832,27 \$	579 608,36 \$	1 089 663,71 \$
PTI 2016	1 082 634,68 \$	90 941,31 \$	116 708,02 \$	34 860,84 \$	60 627,54 \$	270 658,67 \$	508 838,30 \$
PTI Ultérieurs	422 672,26 \$	35 504,47 \$	45 564,07 \$	13 610,05 \$	23 669,65 \$	105 668,06 \$	198 655,96 \$
TOTAL	4 360 411,29 \$	321 194,19 \$	412 199,21 \$	123 124,44 \$	214 129,46 \$	955 935,09 \$	2 333 828,89 \$

Par contre, il est envisagé queles budgets relatifs au projet PTI 2015-2017 soient consolidés et entièrement imputés a la Direction des transports pour le projet de la rue Sainte-Catherine. Cette information est à convenir lors de l'adoption du PTI 2015-2017

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux qui découleront des services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest contribueront à:

- pratiquer une gestion responsable des ressources;
- remplacer des sections de conduites qui présentent des fuites majeures;
- l'effort de renouveler 1% du réseau d'aqueduc par année.

Le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest valorisera les déplacements actifs et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'octroi de ce contrat aurait un impact négatif important sur la capacité de la Ville à compléter l'avant-projet et les plans et devis du projet de la rue Sainte-Catherine

Ouest selon la planification initiale. La date visée pour l'octroi du contrat objet du présent appel d'offres est le dernier conseil d'agglomération avant la relâche estivale des instances décisionnelles. Le retard serait donc au minimum de 2 mois.

Dans un calendrier de réalisation de projet en mode accéléré, les travaux de la rue Sainte-Catherine Ouest seraient directement retardés, incluant les travaux de remplacement et de réhabilitation des conduites souterraines. La livraison du projet pour les dates attendues serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service des Communication, il n'y aura pas d'opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les échéances prévues pour l'octroi du contrat ainsi que la réalisation du projet Sainte-Catherine Ouest sont les suivantes :

Octroi du contrat des services professionnels	19 juin 2014
Avant-projet préliminaire	2014
Avant-projet définitif lot (lot 1 et lot 2)	2015
Conception des plans et devis et processus d'octroi du contrat de construction (lot 1)	2015-2016
Assistance technique durant les travaux / Construction lot 1	2016-2017
Conception des plans et devis et processus d'octroi de contrat - lot 2	2016-2017
Assistance technique durant les travaux / Construction lot 2	2018-2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Avis favorable avec commentaires :
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Sylvain VILLENEUVE)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction des travaux publics (Michel RIOUX)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Stéphane BROSSAULT)

Avis favorable :
Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées (André LEMIEUX)

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'eau , Direction de l'eau potable (Jean-François DUBUC)

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Thi Xuan Mai NHAN)

Avis favorable :

Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (Maude M BÉLANGER)

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (Nathalie LANGLAIS)

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'eau , Direction de l'eau potable (Leilatou DANKASSOUA)

Avis favorable avec commentaires :

Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées (Sophie GASCON)

Avis favorable :

Service de l'eau , Direction (Alain DUBUC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Romain BONIFAY
Ingenieur - Chargé de planification

Tél : 514-872-6095
Télécop. : 514-872-6478

Christiane RAIL
Chargée de projet - grands projets
514 872- 4854

Isabelle Lebrun
Responsable du projet
514 872-4685

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Anne BOIVIN
CHEF DE DIVISION

Tél : 514-872-2936
Télécop. : 872-6478

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514-872-6855

Approuvé le : 2014-06-04

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Appel d'offres public no : 14-13587

Titre : Services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

- **Date de lancement** : 2 avril 2014
- **Date d'ouverture** : 23 avril 2014

- Preneurs du cahier des charges (24):

AECOM Consultants Inc.
Affleck de la Riva architectes
Arup Canada Inc.
Atelier CT
AXOR Experts Conseils Inc.
BC2 Groupe Conseil Inc.
Beaudoin Hurens
Cima + S.E.N.C.
Claude Cormier et Associés
Daoust Lestage
Dessau inc.
Éclairage Public
Groupe IBI/DAA inc.
SNC-Lavalin inc.
Les Consultants S.M. inc.
Les Services exp inc.
Macogep inc.
Provencher Roy Urbanisme

Réalisations inc.
Régis Côté et associés, architectes
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
Rousseau Lefebvre
Tetra Tech QI inc.
WSP Canada inc.

- Soumissionnaires (6)

AECOM Consultants Inc.
Cima + S.E.N.C.
SNC-Lavalin inc.
Les Consultants S.M. inc.
Les Services exp inc.
WSP Canada inc.

- Analyse des soumissions :

Les six (6) soumissions ont été jugées recevables et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation.

- Rencontre du comité de sélection:

Le 5 mai 2014, au 801 Brennan, Montréal, à 9h.

- Grille dévaluation :



[Ttableau 14-13587.pdf](#)

-Résultat de l'évaluation :

L'offre de la firme AECOM Consultants Inc., l'offre de la firme Cima + S.E.N.C. et l'offre de la firme SNC-Lavalin inc. n'ayant pas obtenu le pointage intérimaire minimal requis de 70% ont été déclarées non conforme et rejetées.

L'offre de la firme WSP Canada inc. qui a obtenue la plus haute note de pointage final, en fonction des critères de sélection préétablis dans l'appel d'offres, est retenue pour recommandation par le comité de sélection.

Adjudicataire recommandé :

Retenir les services professionnels de la firme WSP Canada inc. pour le projet cité en titre, et ce, pour un montant de 3 791 661,99 \$ incluant toutes les taxes applicables conformément aux documents de l'appel d'offres 14-13587.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Pierre GATINEAU
c/d

Tél : 514-872-0349

Division : approvisionnement en biens et services

14-13587 - SERVICES PROFESSIONNELS D'INGÉNIERIE ET D'AMÉNAGEMENT URBAIN POUR LA CONCEPTION DU PROJET DE LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

	Présentation de l'offre	Compréhension du mandat et de la problématique	Méthodologie proposée	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat	Qualification et expérience du chargé de projet	Pointage intermédiaire total	Prix	Pointage final		Comité	
FIRME	5%	10%	10%	20%	30%	25%	100%	\$		Rang	Date	
AECOM Consultants Inc.	3,25	7,00	6,25	13,25	18,25	19,75	67,8			Non conforme	Heure	5-05-2014
CIMA+ S.E.N.C.	3,50	7,75	6,75	12,75	18,50	19,00	68,3			Non conforme	Lieu	9h
Les Consultants S.M. inc.	4,75	7,75	7,25	16,00	22,25	20,00	78,0	3 849 702,76 \$	0,332	3		801 Brennan salle 6104
Les Services exp inc.	4,75	9,00	8,25	15,25	24,75	21,25	83,3	3 960 938,48 \$	0,336	2		
SNC-Lavalin inc.	2,75	5,75	5,75	13,25	17,00	18,25	62,8			Non conforme		
WSPCanada	4,75	7,25	7,00	16,00	22,50	21,75	79,3	3 791 661,99 \$	0,341	1		
0							-		0,000			
0							-		0,000			
0							-		0,000			
0							-		0,000			
Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau											

Multiplicateur d'ajustement
10000

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La DGSRE est favorable à l'octroi d'un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Au niveau des infrastructures secondaires d'aqueduc et d'égout, la dépense de 535 323,65 \$ taxes incluses soit un coût net de 482 877,06 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 pour la portion 2014-2016 et est priorisée au PTI 2015-2017 pour la portion 2017 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 386 301,65 \$ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). L'emprunt net de 96 575,41 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Stéphane BROSSAULT
Chef de division**Tél :** (514) 872-4791**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2014-06-03

Dominique DEVEAU
Directrice - gestion stratégique des réseaux d'eau**Tél :** (514) 872-4023**Division :**

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La Direction de l'eau potable (DEP) est favorable à l'octroi d'un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin. Le projet touchant aux infrastructures d'eau potable principales, la DEP assumera approximativement 30% du financement requis par le Service de l'eau.

Tout au long du développement de cet important projet, la DEP désire être informée et mise à contribution dans l'élaboration des concepts et la vérification des plans et devis avant le lancement des divers appel-d'offres pour travaux, et ce en lien avec son champs de responsabilité, soit les conduites d'eau principales.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jean-François DUBUC
Chef de section - Conduites principales
Tél : 872-4647

ENDOSSÉ PAR

Babak HERISCHI
Directeur
Tél : 872-3411
Division : Direction de l'eau potable

Le : 2014-06-02

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 535 323,65 \$ taxes incluses soit un coût net de 482 877,06 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 pour la portion 2014-2016 et est priorisée au PTI 2015-2017 pour la portion 2017 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 386 301,65 \$ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec). L'emprunt net de 96 575,41 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé, le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	483
Subvention: part Ville de Montréal	386
Emprunt net	97

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués.

Information budgétaire

Imputation aggro :

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
 Sous-projet : 0855120026 Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf_AQ
 Sous-projet SIMON : 121707
 Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
188	87	34	0	309

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 0855120926 Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf EG
Sous-projet SIMON : 139931
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
68	31	12	0	111

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1451201860 Union, de Cathcart à Sainte-Catherine - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 153303
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
6	3	1	0	10

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1451201960 Cathcart, de Union à du Square-Phillips - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 153305
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
6	3	1	0	10

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1451202060 Square-Phillips, de Place Phillips à Sainte-Catherine - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 153307
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
12	5	2	0	19

Projet : 55120 Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout
Sous-projet : 1451202160 Place Phillips, de René-Lévesque à du Square-Phillips - serv prof AQ
Sous-projet SIMON : 153309
Requérant : Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

2015	2016	2017	Ult.	Total
15	6	3	0	24

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances.

Information comptable

Provenance

5030.5010024.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation

Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf_AQ

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.121707.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	121707	0855120026	309 041,32 \$	342 607,15 \$	342 607,15 \$

Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf EG

5030.5010024.802705.04161.54301.000000.0000.139931.000000.12010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	139931	0855120926	111 061,73 \$	123 124,44 \$	123 124,44 \$

Union, de Cathcart à Sainte-Catherine - serv prof AQ

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153303.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	153303	1451201860	9 657,54 \$	10 706,47 \$	10 706,47 \$

Cathcart, de Union à du Square-Phillips - serv prof AQ

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153305.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	153305	1451201960	9 657,54 \$	10 706,47 \$	10 706,47 \$

du Square-Phillips, de Place Phillips à Sainte-Catherine - serv prof AQ

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153307.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	153307	1451202060	19 315,09 \$	21 412,95 \$	21 412,95 \$

Place Phillips, de René-Lévesque à du Square-Phillips - serv prof AQ

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153309.000000.13020.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
55120	153309	1451202160	24 143,84 \$	26 766,17 \$	26 766,17 \$

Total	Crédits	Contrat	Dépenses
	482 877,06 \$	535 323,65 \$	535 323,65 \$

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du Centre-Ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources
financières

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-03

Marie JUTRAS
Chef de division -Administration

Tél : 514-280-6736

Tél : 514 872-4598
Division : Service de l'eau

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 321 194,19 \$, taxes incluses, soit un coût net de 289 726,24 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour les portions 2015 et 2016. En qui a trait à la dépense en 2017, elle sera assumée au PTI 2015-2017. Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 231 780,99 \$ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec). L'emprunt net de 57 945,25 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	290
Subventions: part Ville de Montréal	232
Emprunt net	58

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués.

Information budgétaire

Provenance aggro:

Projet : 58026 Mise à niveau des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs .
 Sous-projet : 0858026047 LA-Réfection al. Élect. & génératrices (incl. réservoirs diesel) REQUP2 TECQ
 Sous-projet SIMON : 120008

Requérant : Direction de l'eau potable

2015	2016	Ult.	Total
0	82	0	82

Imputation aggro:

Projet : 56088 Programme de réhabilitation des conduites d'eau.

Sous-projet : 1456088023 Sainte-Catherine ouest, de Bleury à Mansfield, SP, TECQ

Sous-projet SIMON : 153355

Requérant : Direction de l'eau potable

2015	2016	Ult.	Total
176	82	32	290

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances.

Information comptable

Provenance

5030.5009030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation

5030.5009030.802706.04121.54301.000000.0000.153355.000000.13010.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
56088	153355	1456088023	289 726,24	321 194,19 \$	321 194,19 \$

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources
financières

Tél : 2-2648

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-03

Marie JUTRAS
Chef de division - Administration

Tél : 2-4598

Division : Service de l'eau

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La dépense de 214 129,46 \$, taxes incluses, soit un coût net de 193 150,83 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2014-2016 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau pour les portions 2015 et 2016. La dépense 2017 sera priorisée au PTI 2015-2017.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 154 520,66 \$ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec). L'emprunt net de 38 630,17 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

En résumé le financement de ce projet est le suivant :

(en milliers \$)	Total
Investissements nets	193
Subventions: part ville de Montréal	154
Emprunt net	39

Les montants des subventions sont des montants anticipés. Dans le cas où ces subventions ne seraient pas reçues, les montants équivalents devront être dégagés à même l'enveloppe globale du Service de l'eau et les virements budgétaires requis devront être effectués.

Information budgétaire

Imputation aggro:

Projet : 53010 Programme de rénovation majeure des réseaux d'égout et de collecteurs
 Sous-projet : 1453010102 SProf.-Projet Ste-Catherine Ouest (phase 1) Bleury à Mainsfield
 Sous-projet SIMON : 153352
 Requérant : Direction de l'épuration des eaux usées

2014	2015	2016	Ult.	Total

0	117	55	21	193
---	-----	----	----	-----

Nous attestons que le présent dossier n'est pas conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et nécessite une intervention du Service des finances.

Information comptable

Provenance

5030.5009030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000

Imputation

5030. 5009030.802707.04161.54301.000000.0000.153352.000000.12030.00000

Projet	SIMON	Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépenses
53010	153352	1453010102	193 150,83\$	214 129,46\$	214 129,46\$

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sophie GASCON
 Conseiller en gestion des ressources
 financières
Tél : 514-280-6614

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-03

Marie JUTRAS
 Chef de division
 Administration- Service de l'eau
Tél : 872-4598
Division : Service de l'eau

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

- d'accorder aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc., un contrat d'un montant de 4 360 411.29 \$, taxes incluses pour les services mentionnés dans l'objet du sommaire.

Budget de fonctionnement

Les crédits pour cette dépense de 536 670,92\$ incluant les taxes, soit 484 092,34\$ net de taxes, sont prévus dans le budget de fonctionnement de la Direction des transports provenant de la réserve du fonds de voirie agglo qui a été attribuée au projet Sainte-Catherine. L'engagement DT45921001 a été pris à cette fin. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier 2014 du budget de fonctionnement de la Ville de Montréal.

Imputation budgétaire et comptable

Imputation:

	2014
1040.0013000.103282.03003.54301.014201.0000.000000.000000.000000.000000	
Entité : AF - Fonds de voirie - Agglomération	
Activité: Transport - Soutien tech. et fonct.	
Centre de responsabilité : Ste Catherine - affectation res.voirie agglo	484 092,34 \$
Objet : Hon.prof. scientifiques et de génie	
Ss-objet Hon.prof. scientifiques et de génie	

Budget d'immobilisation PTI

Information budgétaire (en milliers de dollars)

Le montant total de la dépense s'élève à 4 360 411.29 \$ incluant les taxes. **La portion assumée par la Direction des Infrastructures est de 955 935.09 \$ taxes incluses et par la**

Direction des Transports est de 1 797 157.97 \$. La différence de la dépense est assumée par le Service de l'eau, soit un montant de 1 070 647.31 \$ taxes incluses et le budget de fonctionnement de la Direction des Transports, soit un montant de 536 670.92 \$

En ce qui concerne la portion financée par le SIVT, le budget requis pour faire suite à cette dépense est prévu au PTI 2014-2016 de la Direction des Infrastructures et de la Direction des Transports, et se présente comme suit

Imputation - Agglo

55845 - Programme de réfection d'artères

Projet Investi: 55845 - Programme de réfection d'artères
 Sous-projet Investi: 1455845-040 Trav.de conception, plans & devis, assistance - Serv.prof.-Firmes WSP
 Projet Simon : 153245
 Requérant : Direction des infrastructures

2014	2015	2016	ult.	Total
	523	244	95	862

75015 - Réaménagement de la rue Ste-Catherine Ouest(De Bleury - Mansfield)

Projet Investi: 75015 Réaménagement de la rue Ste-Catherine Ouest(De Bleury - Mansfield)
 Sous-projet Investi: 1475015-001 Trav.de conception, plans & devis, assistance - Serv.prof.-Firmes WSP
 Projet Simon : 152521
 Requérant : Direction des transports

2014	2015	2016	ult.	Total
	983	459	179	1 621

GRAND TOTAL

	1 506	703	274	2 483
--	--------------	------------	------------	--------------

Concernant la portion du Service de l'eau la dépense de 965 754,13\$, net de taxes se répartit comme suit de 2014 à 2017:

Projet	Sous-projet	2014	2015	2016	ultérieur	Total
55120	0855120-026	0	188	87	34	309
55120	0855120-926	0	68	31	12	111
55120	1451201-860	0	6	3	1	10
55120	1451201-960	0	6	3	1	10
55120	1451202-060	0	12	5	2	19
55120	1451202-160	0	15	6	3	24
56088	1456088-023	0	176	82	32	290
53010	1453010-102	0	117	55	21	193
Total	Total	0	588	272	106	966

Une portion de cette dépense est admissible à une subvention estimée à 772 603,30 \$ du programme de la TECQ, l'emprunt net serait alors de 193 150,83 \$ à la charge de l'agglomération. Advenant le cas que ce financement ne se concrétise pas, les montants nécessaires devront être pris à même l'enveloppe budgétaire du Service de l'eau.

Pour les années 2015, 2016 et 2017, le Service de l'eau potable devra s'assurer de prioriser les montants requis lors de la confection des budgets PTI ultérieurs.

Cette dépense, selon les informations énoncées au sommaire décisionnel, est conforme à la

politique de capitalisation de la Ville de Montréal et sera imputée conformément aux informations financières indiquées ci-dessous :

Information comptable (en dollars)

Provenance Agglo (100%)

	Crédits	Dépenses
5001.5006003.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Règlement RCG 06-003 Réfection routière	862 280.47 \$	955 935.09 \$
	Crédits	Dépenses
5001.5012019.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Règlement RCG 12-019 Travaux infrastructures, aménagement domaine public	1 621 087.29 \$	1 797 157.97 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Règlement RCG 10-024 Mise aux normes des équip., traitement eau potable et usées	482 877.06 \$	535 323.65 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5009030.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 Règlement RCG 09-030 Mise aux normes des équip., traitement eau potable et usées	482 877.07 \$	535 323.65 \$
Total provenance	3 449 121.89 \$	3 823 740.36 \$

Un engagement de gestion no **CC45921001** au montant de **3 449 121.89 \$** est inscrit aux comptes de provenances.

Imputation Agglo (100%)

Projet 55845 - Programme de réfection d'artères

	Crédits	Dépenses
5001.5006003.802702.03107.54301.000000.0000.153245.000000.17020.00000 Trav.de conception, plans & devis, assistance - Serv.prof.- Firmes WSP	862 280.47 \$	955 935.09 \$

Projet 75015 - Réaménagement de la rue Ste-Catherine Ouest(De Bleury - Mansfield)

	Crédits	Dépenses
5001.5012019.802701.03107.54301.000000.0000.152521.000000.17020.00000 Trav.de conception, plans & devis, assistance - Serv.prof.- Firmes WSP	1 621 087.29 \$	1 797 157.97 \$

Projet 55120 - Arr. Ville-Marie - prog de renouv. des réseaux d'aqueduc et d'égout

	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.121707.000000.13020.00000 Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf_AQ	309 041.32 \$	342 607.15 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802705.04161.54301.000000.0000.139931.000000.12010.00000 Ste-Catherine, de Mansfield à Bleury - servProf EG	111 061.73 \$	123 124.44 \$
	Crédits	Dépenses

5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153303.000000.13020.00000 Union, de Cathcart à Sainte-Catherine - serv prof AQ	9 657.54 \$	10 706.47 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153305.000000.13020.00000 Cathcart, de Union à du Square-Phillips - serv prof AQ	9 657.54 \$	10 706.47 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153307.000000.13020.00000 du Square-Phillips, de Place Phillips à Sainte-Catherine - serv prof AQ	19 315.09 \$	21 412.95 \$
	Crédits	Dépenses
5030.5010024.802705.04121.54301.000000.0000.153309.000000.13020.00000 Place Phillips, de René-Lévesque à du Square-Phillips - serv prof AQ	24 143.84 \$	26 766.17 \$
	Crédits	Dépenses
Total projet 55120	482 877.06 \$	535 323.65 \$

Projet 53010 - Programme de rénovation majeure des réseaux d'égout et de collecteurs

	Crédits	Dépenses
5030.5009030.802707.04161.54301.000000.0000.153352.000000.12030.00000 Serv.Prof. - projet Ste-Catherine ouest (phase 1) bleury à Mainsfield	193 150.83 \$	214 129.46 \$

Projet 56088 - Programme de réhabilitation des conduites d'eau

	Crédits	Dépenses
5030.5009030.802706.04121.54301.000000.0000.153355.000000.13010.00000 Sainte-Catherine ouest, de Bleury à Mansfield, SP, TECQ	289 726.24 \$	321 194.19 \$

Total imputation	3 449 121.89 \$	3 823 740.36 \$
-------------------------	------------------------	------------------------

Le virement de crédits sera fait aux comptes d'imputations suite à l'approbation de ce dossier par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'aménagement du domaine public dans le territoire du centre ville qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Xuan Mai NHAN
Préposée au budget - PS- Brennan 1
Tél : (514) 872-2889

Co-signataire
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Finances PS Brennan

1

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-04

Oana BAICESCU-PETIT
Conseillère) en gestion des ressources financières
Tél : (514) 872- 2813

(514) 868-3837

David Marcaurelle
Conseiller budgétaire
514-872-4529

Division : Opérations.budg.et Comptables - PS-
Brennan 1

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ce contrat de services professionnels en aménagement urbain et ingénierie a pour objectif d'améliorer la qualité des aménagements pour en faire une expérience urbaine unique. La rue Sainte-Catherine est l'artère commerciale emblématique de Montréal, il s'agit d'une formidable opportunité afin de consolider son pouvoir attractif pour les prochaines décennies. Le mandat devra permettre de réaliser un projet d'aménagement public de qualité et structurant pour le centre-ville.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain VILLENEUVE
chef de division urbanisme

Tél : 514 872-4410

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Marc LABELLE
Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2698

Division :

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Le modèle de convention de la banque de documents juridiques qui avait été joint aux documents d'appel d'offres a été modifié pour y apporter certains ajustements rendus nécessaires en raison de la nature des services à rendre, qui seront fournis essentiellement par des ingénieurs et des urbanistes. Ainsi, l'architecte a été supprimé des parties figurant au modèle de convention joint aux documents d'appel d'offres et l'architecte-paysagiste a été remplacé par un urbaniste. Les adaptations nécessaires ont été apportées au texte de la convention.

Par ailleurs, l'article 14.1 du modèle de convention joint aux documents d'appel d'offres a été modifié pour préciser que le Contractant renonce à ses droits moraux à l'égard des documents réalisés dans le cadre de la convention, le tout en conformité avec ce qui était déjà prévu aux documents d'appel d'offres, notamment à l'article 14 des clauses administratives particulières.

Finalement, l'article 9 a été précisé pour indiquer le montant total des honoraires payables pour des services supplémentaires qui seraient requis par la Ville, le cas échéant.

Notre intervention vise à confirmer que la convention ainsi modifiée et à être signée entre la Ville, WSP Canada inc. et Daoust Lestage Inc. est substantiellement conforme au modèle joint aux documents d'appel d'offres, conformément à l'article 24.1 des Instructions aux soumissionnaires.

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant, sous réserve toutefois des annexes (i.e. le devis descriptif relatif au projet, l'offre de services du Contractant et la répartition des coûts de services), qui ne font pas l'objet de notre intervention:



Convention_finale.docx

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 872-6876

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-27

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de l'équipe du droit contractuel
Tél : 872-2363
Division :

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA « VILLE »

ET : **WSP CANADA INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René Lévesque Ouest – 16^{ème} étage, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant et représentée par Martin Hétu, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 22 avril 2014;

N° d'inscription T.P.S. : 140150269 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1017504041 TQ0001

CI-APRÈS APPELÉE L' « INGÉNIEUR »

ET : **DAOUST LESTAGE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 3575, boulevard Saint-Laurent, bureau 602, Montréal, Québec, H2X 2T7, agissant et représentée par Réal Lestage, urbaniste, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : _____
N° d'inscription T.V.Q. : _____

CI-APRÈS APPELÉE L' « URBANISTE »

COLLECTIVEMENT APPELÉS LE « CONTRACTANT »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des transports ou son représentant dûment autorisé;
- 1.2 « **Coordonnateur** » : l'ingénieur, qui assume la coordination des plans, du cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;
- 1.3 « **Ingénieur** » : un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie conseil;

- 1.4 « **Projet** » : projet de la rue Sainte-Catherine Ouest – Phase 1;
- 1.5 « **Urbaniste** » un membre en règle de l'ordre des urbanistes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cette association qui, dans la pratique privée, exerce cette profession;
- 1.6 « **Annexe 1** » : le devis descriptif pour services professionnels, en date du 2 avril 2014, relatif au Projet;
- 1.7 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 23 avril 2014;
- 1.8 « **Annexe 3** » : la répartition des coûts de services.

ARTICLE 2 **OBJET**

- 2.1 La Ville retient les services de L'Urbaniste et de l'Ingénieur qui s'engagent à réaliser le Projet conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3. L'annexe 3 est jointe aux présentes, tandis que les annexes 1 et 2 en font partie intégrante sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement.
- 2.2 WSP Canada Inc. s'engage en outre à agir comme Coordonnateur.
- 2.3 Sous réserve de la responsabilité solidaire stipulée aux articles 2118 à 2121 du *Code civil du Québec*, le fait de mentionner collectivement les Ingénieurs, dans le cas où plusieurs firmes sont impliquées, ne doit pas être interprété comme obligeant l'une des firmes d'ingénieurs à fournir les services d'ingénieurs de l'autre firme.

ARTICLE 3 **INTERPRÉTATION**

- 3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.2 Le texte de l'Annexe 3 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.
- 3.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4 **DURÉE**

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque l'Urbaniste et l'Ingénieur ont complètement exécuté leurs services, ceux-ci demeurant tenus au respect de leurs autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

- 5.1 assurer à l'Urbaniste et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur;
- 5.2 remettre au Coordonnateur les documents, relevés, plans, tel que prévu à l'Annexe 1, l'Urbaniste et l'Ingénieur devant s'assurer de leur exactitude et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;
- 5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par l'Urbaniste et l'Ingénieur.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

- 6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;
- 6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique;

L'Urbaniste et l'Ingénieur s'engagent à :

- 6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;
- 6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;
- 6.5 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui leur sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;
- 6.6 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;
- 6.7 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui leur sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit du Directeur;
- 6.8 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

- 6.9 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction des ouvrages ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins de un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;
- 6.10 fournir, à leurs frais, sur support informatique (disques compacts) les plans, le cahier des charges et les rapports selon les spécifications de l'Annexe 1;
- 6.11 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation des présentes;
- 6.12 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et tout autre document nécessaire;
- 6.13 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;
- 6.14 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains, l'Urbaniste et l'Ingénieur étant responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;
- 6.15 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des véhicules et le déplacement des piétons lors des travaux;
- 6.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;
- 6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié;
- 6.18 assumer leurs frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;
- 6.19 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;
- 6.20 dans le cas où la Ville les a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation de l'ouvrage découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;
- 6.21 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;
- 6.22 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

- 7.1 coordonner l'exécution de la convention;
- 7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée quant à l'application de la convention et des Annexes;
- 7.3 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes;
- 7.4 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux, recherches et rapports, aux frais de ces derniers;
- 7.5 exiger de l'Urbaniste et de l'Ingénieur qu'ils reprennent, en tout ou en partie, à leurs frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux tel que prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8
HONORAIRES

- 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Urbaniste et l'Ingénieur, la Ville s'engage à verser un montant maximal de quatre millions trois cent soixante mille quatre cent onze dollars et vingt-neuf cents (4 360 411,29 \$) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les imprévus, s'il y a lieu.
- 8.2 Cette somme est payable suivant la répartition des coûts établie figurant à l'Annexe 3.
- 8.3 Aucun paiement d'honoraires versé à l'Urbaniste et à l'Ingénieur ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par ceux-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.
- 8.4 Aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste ou à l'Ingénieur pour les services qu'ils pourraient avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services. À titre d'exemple, et pour plus de clarté, aucuns honoraires ne seront versés à l'Urbaniste pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Ingénieur, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services, et inversement, aucuns honoraires ne seront versés à l'Ingénieur pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission de l'Urbaniste, de son personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

- 9.1 Si la Ville requiert de l'Urbaniste ou de l'Ingénieur des services supplémentaires, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 2 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.
- 9.2 La somme ainsi fixée inclut les dépenses de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).
- 9.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur ne doivent entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.
- 9.4 La Ville ne versera à l'Urbaniste et à l'Ingénieur aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.
- 9.5 Le montant total d'honoraires payables pour l'ensemble des services supplémentaires requis dans le cadre de la présente convention, le cas échéant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale de cinq cent soixante-huit mille sept cent quarante-neuf dollars et trois cents (568 749.03 \$), incluant TPS et TVQ. Cette somme est incluse dans le montant total d'honoraires prévu à l'article 8.1 de la présente convention.

ARTICLE 10
MODALITÉS DE PAIEMENT

- 10.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leurs comptes et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.
- 10.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de WSP Canada Inc. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Urbaniste et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Urbaniste et de l'Ingénieur. L'Urbaniste et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.
- 10.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent soumettre leurs comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que leurs services auront été rendus.
- 10.4 Les comptes doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription de l'Urbaniste et de l'Ingénieur attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.
- 10.5 Tout compte présenté par le Coordonnateur au nom de l'Urbaniste et de l'Ingénieur doit être accompagné de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, il sera retourné au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 11
ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

- 11.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, l'Urbaniste et l'Ingénieur seront payés pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.
- 11.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne touche qu'un des signataires, les prescriptions du présent article ne concerne que ce dernier et n'implique en rien les autres signataires.
- 11.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.
- 11.4 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.
- 11.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit ni à l'Urbaniste ni à l'Ingénieur à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.
- 11.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 12
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 13
ASSURANCES

- 13.1 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent démontrer individuellement qu'ils sont assurés, en matière de responsabilité civile générale et de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Pour l'Urbaniste, les polices d'assurance doivent comporter une protection d'au moins :

- 13.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.2 un million de dollars (1 000 000,00 \$) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour l'Ingénieur, les polices d'assurance concernant chaque firme doivent comporter une protection d'au moins :

13.1.3 deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; et

13.1.4 deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, l'Urbaniste et l'Ingénieur doivent remettre à la Ville une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, l'Urbaniste et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par l'Urbaniste et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

13.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais de l'Urbaniste et de l'Ingénieur à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

13.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

13.4 La Ville doit être désignée comme coassurée de l'Urbaniste et de l'Ingénieur sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 14 **DROITS D'AUTEUR**

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, l'Urbaniste et l'Ingénieur :

14.1 cèdent à la Ville tous leurs droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renoncent à leurs droits moraux à l'égard de ceux-ci;

14.2 garantissent la Ville qu'ils sont les uniques propriétaires ou les usagers autorisés des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

14.3 s'engagent à obtenir de tous leurs sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont ils se servent aux fins d'exécuter la présente convention;

- 14.4 tiennent la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engagent à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 15 **RÉSILIATION**

- 15.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.
- 15.2 L'Urbaniste et l'Ingénieur doivent alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.
- 15.3 L'Urbaniste et l'Ingénieur n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 16 **CONDITIONS GÉNÉRALES**

16.1 VÉRIFICATION

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux de l'Urbaniste et de l'Ingénieur et ces derniers doivent prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

16.2 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

16.3 AYANTS DROIT

La présente convention lie les ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

16.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Si une modification aux termes de cette présente convention ne concerne les travaux réalisés que par un seul signataire, la Ville conviendra par écrit de la modification avec ce dernier sans que les autres signataires soient impliqués.

16.5 VALIDITÉ

Dossier # : 1145921001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division des grands projets 3
Objet :	Accorder un contrat pour les services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain aux firmes WSP Canada Inc. et Daoust Lestage Inc. pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 4 360 411,29 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-13587 (6 soumissions, 3 conformes) / Approuver un projet de convention à cette fin.



[140402 AO_13587-dao-final.pdf](#)



[140404 AO-14-13587-add-N1.pdf](#)



[140408 AO-14-13587-add-N2.pdf](#)



[140409 AO-14-13587-add-N3.pdf](#)



[140411 AO-14-13587-add-N4.pdf](#)



[140415 AO-14-13587-add-N5-v3.pdf](#)



[140417 AO-14-13587-add-N6.pdf](#)



[140508 Offre P14-11131-79 v2.pdf](#)



[140505 AO14-13587 PRIX WSP.pdf](#)



[2014-05-09 Décision AMF DLinc.pdf](#)



[Autorisation AMF 20140204.pdf](#)


RESPONSABLE DU DOSSIER

Romain BONIFAY
Ingenieur - Chargé de planification

Tél : 514-872-6095
Télécop. : 514-872-6478

Christiane RAIL
Chargée de projet - grands projets
514 872- 4854

Isabelle Lebrun
Responsable du projet
514 872-4685

Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	 Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS N° 14-13587
---	--	--

S.P - Services professionnels d'ingénierie et d'aménagement urbain pour la conception du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

Description	
Montant de la proposition - Services en ingénierie	<u>2 015 200,00\$</u>
Montant de la proposition - Services en aménagement urbain	<u>1 282 614,30\$</u>
SOUS-TOTAL - Services en ingénierie et en aménagement urbain	<u>3 297 814,30\$</u>
Taxe sur les produits et services (5 %) :	<u>164 890,72\$</u>
Taxe de vente provinciale (9,975 %) :	<u>328 956,98\$</u>
TOTAL :	<u><u>3 791 661,99\$</u></u>


Informations complémentaires

NOTE - La Ville de Montréal décidera à l'adjudication du contrat du montant de l'enveloppe pour imprévus qui sera affectée à ce contrat.

Veillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission	Identification du soumissionnaire Nom de la compagnie WSP Canada Inc.			
	Adresse 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16e étage			
	Ville Montréal	Code postal H3H 1P9	Téléphone 514 340-0046	Télécopieur 514 340-1337
	Nom de la personne responsable (en majuscules) MARTIN HÉTU, ing., DESS			
	Signature du responsable 	Date Jour 23	Mois avril	Année 2014


Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

<p>Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4</p>	 Montréal SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS N° 14-13587
---	--	--

ANNEXE A .1 – Honoraires des services en ingénierie

Section A - Rémunération à taux horaire				
Sous-section 1				
Avant-projet préliminaire, Avant-projet définitif et Plans & devis et services durant l'appel d'Offres				
Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire (\$), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total (\$) (A x B)
Chargé de projet (15 ans et plus)	650	95,00\$	133,50 \$	61 750,00 \$
Responsable de discipline (15 ans et plus)	1800	90,00\$	133,50 \$	162 000,00
Ingénieur sénior (10 ans et plus)	4000	85,00\$	116,55 \$	340 000,00 \$
Ingénieur intermédiaire (5 à 10 ans)	4600	70,00\$	104,05 \$	322 000,00 \$
Ingénieur junior (0 à 5 ans)	1200	55,00\$	85,45 \$	66 000,00 \$
Technicien senior (10 à 15 ans)	5500	65,00\$	80,00 \$	357 500,00 \$
Technicien intermédiaire (5 à 10 ans)	3800	40,00\$	67,75 \$	152 000,00 \$
Personnel auxiliaire (s. o.)	500	30,00\$	46,25 \$	15 000,00 \$
Sous-total des honoraires - Sous-section 1				1 476 250,00 \$
Sous-section 2				
Assistance technique durant les travaux				
Chargé de projet (15 ans et plus)	150	95,00\$	133,50 \$	14 250,00 \$
Responsable de discipline (15 ans et plus)	300	90,00\$	133,50\$	27 000,00
Ingénieur sénior (10 ans et plus),	1500	85,00\$	116,55 \$	127 500,00 \$
Ingénieur intermédiaire (5 à 10 ans)	500	70,00\$	104,05 \$	35 000,00 \$
Technicien senior (10 à 15 ans)	800	65,00\$	80,00 \$	52 000,00 \$
Sous-total des honoraires - Sous-section 2				255 750,00 \$
Sous-section 3 Services complémentaires				
Enveloppe pour expertises complémentaires (incluant Ville intelligente)				100 000,00\$
Sous-total des honoraires - Sous-section 3				100 000,00\$
Sous-total des honoraires - Section A (sous-section 1, 2 et 3)				1 832 000,00 \$
Section B – Déboursés admissibles				
Déboursés admissibles (10 % du total de la section A)				183 200,00 \$
Sous-total des déboursés admissibles – Section B				183 200,00 \$
Sous-total des honoraires et déboursés admissibles – Section A et B				2 015 200,00 \$
Total - Honoraires des services en ingénierie				2 015 200,00 \$

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2».

<p>Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles Direction de l'approvisionnement 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4</p>	 Montréal SECTION IV FORMULAIRE DE SOUMISSION Bordereau de soumission	APPEL D'OFFRES PUBLIC SERVICES PROFESSIONNELS N° 14-13587
---	---	--

ANNEXE A .2 – Honoraires des services en aménagement urbain

Section A - Rémunération à taux horaire				
Sous-section 1				
Avant-projet préliminaire, Avant-projet définitif et Plans & devis et services durant l'appel d'Offres				
Catégorie d'employés	Heures prévisionnelles (A)	Taux horaire (\$), incluant majoration fixée par la firme (B)	Taux maximum (C)	Total (\$) (A x B)
Responsable discipline aménagement (15 ans et plus)	1600	102,00 \$	120,00 \$	163 200,00 \$
Professionnel sénior (10 ans et plus)	3000	80,75 \$	95,00 \$	242 250,00 \$
Professionnel intermédiaire (5 à 10 ans)	1850	72,25 \$	85,00 \$	133 662,50 \$
Technicien (3 à 10 ans)	5600	55,00 \$	60,00 \$	308 000,00 \$
Personnel auxiliaire	400	38,25 \$	45,00 \$	15 300,00 \$
Sous-total des honoraires - Sous-section 1				862 412,50 \$
Sous-section 2				
Services durant la construction				
Responsable discipline aménagement (15 ans et plus)	389	102,00 \$	120,00 \$	39 678,00 \$
Professionnel sénior (10 ans et plus)	550	80,75 \$	95,00 \$	44 412,50 \$
Professionnel intermédiaire (5 à 10 ans)	360	72,25 \$	85,00 \$	26 010,00 \$
Technicien (3 à 10 ans)	1700	55,00 \$	60,00 \$	93 500,00 \$
Sous-total des honoraires - Sous-section 2				203 600,50 \$
Sous-section 3				
Enveloppe pour services complémentaires				100 000,00 \$
Sous-total des honoraires - Sous-section 3				100 000,00 \$
Sous-total des honoraires - Section A (sous-section 1, 2 et 3)				1 166 013,00 \$
Section B – Déboursés admissibles				
Déboursés admissibles (10 % du total de la section A)				116 601,30 \$
Sous-total des honoraires et déboursés admissibles – Section A et B				1 282 614,30 \$
Total - Honoraires des services en aménagement urbain				1 282 614,30 \$

Les quantités mentionnées sont fournies à titre indicatif seulement

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Le 9 mai 2014

DAOUST LESTAGE INC.
A/S MONSIEUR RÉAL LESTAGE
3575, SAINT-LAURENT, BUREAU 602
MONTRÉAL (QC) H2X 2T7

N° de décision : 2014-CPSM-1028118

N° de client : 3000167122

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). DAOUST LESTAGE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 mai 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec, le 4 février 2014

WSP Canada inc.
À l'attention de : Me Louis-Martin Richer
1600, boulevard René-Lévesque Ouest, 16^e étage
Montréal (Québec) H3H 1P9

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n°2014-CPSM-0007 n° d'identification de l'Autorité : 2700018263

Maître,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ANDRÉ SIMARD ET ASSOCIÉS
- AQUAPRAXIS
- ASA BIOGAZ
- BRISSETTE, SAMSON
- CELLMAG
- CONSULTANTS SANS-TRANCHÉE WSA
- CONSUMAJ ESTRIE
- CONTRÔLE DES EAUX GESTEAU
- COUTU, LAMOUREUX & ASSOCIÉS
- DDH ENVIRONNEMENT
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- DOUCET & ASSOCIÉS CONSEILS (QUÉBEC)
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- ENVIROTEL 3000
- EXPERTS-CONSEILS STRON
- FORTIER, FRANKLIN, LEGAULT
- G.B.G.M.

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

- GENIVAR
- GENIVAR GPM
- GENIVAR GROUPE CONSEIL
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE CONSEIL GÉNIVAR
- GROUPE CONSEIL GESCO
- GROUPE CONSEIL GESCO TECHNO-PLANS
- GROUPE CONSEIL ROBERT MALOUIN
- GROUPE CONSEIL SARENHES
- GROUPE CONSEIL SOLIVAR
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE GLD
- GROUPE OPTIVERT
- GROUPE-CONSEIL GÉVESCO
- GROUPE-ENVIRONNEMENT SHOONER
- HYTECH GROUPE CONSEIL
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS DUPUIS, CÔTÉ
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- MARTONI, CYR ET ASSOCIÉS
- MUNICOR
- NAGECO
- NOVE ENVIRONNEMENT
- PROGEMES
- PROGEMES CONSULTANTS
- RAYMOND DESMARAIS & ASSOCIÉS
- STRON CONSULTANT
- TERRA EXPERTS CONSEILS
- VIZSTUDIO
- WSA TRENCHLESS CONSULTANTS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). WSP Canada inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,



Eric Stevenson



Dossier # : 1143741001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

ATTENDU QU'il y a lieu d'assurer la continuité des activités exercées actuellement par les conseils d'arrondissement en regard des éléments à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

VU l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);

À l'assemblée du 2014, il est résolu :

De déléguer, pour une période de 18 mois à compter du 1er juillet 2014, les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

- i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
- ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté;

d) l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans le secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville et délimité à l'annexe du décret, à l'exception de ceux liés à des travaux dans le territoire visé par le programme particulier d'urbanisme

Quartier des spectacles - secteur Place-des-arts, introduit à la Partie IV du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) par le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047-65).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2014-04-22 10:52

Signataire :

Benoit DAGENAIS

Directeur principal et Avocat en chef
Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction principale

IDENTIFICATION

Dossier # :1143741001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2006, il est prévu que le conseil de la ville exerce les droits, pouvoirs et obligations exercés par les conseils d'arrondissement le 31 décembre 2005 en ce qui concerne certains équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).

Le 27 novembre 2008, le conseil d'agglomération adoptait une nouvelle résolution à cet effet, de manière à tenir compte des nombreux éléments retranchés de l'annexe du décret par le projet de loi 22 (Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal, 2008 chapitre 19).

La résolution du 27 novembre 2008 (CG08 0599) prévoit la délégation de certains droits, pouvoirs et obligations pour la période allant du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2009. Il en est de même pour la résolution similaire du conseil de la ville (CM08 1019).

À nouveau, pour les années 2010 et 2011, le conseil de la ville et le conseil d'agglomération ont adopté les résolutions requises afin de maintenir le mode de gestion prévalant depuis 2006 (CM09 1048, CG09 0514, CG10 0079, CG10 0205, CM10 0952 et CG10 0459).

Pour l'année 2012, une résolution du conseil de la ville a été adoptée pour prolonger la durée de la délégation au 31 décembre 2012 (CM11 1032).

Quant à la résolution similaire du conseil d'agglomération, le sommaire décisionnel (1114235001) proposait également de prolonger la durée de la délégation pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2012, mais lors de l'adoption au conseil d'agglomération, une modification a été apportée à la proposition, laquelle modification a eu pour effet de limiter la prolongation de la durée de la délégation au 30 juin 2012 seulement (CM11 0979 et CG11 0458). Un nouveau sommaire décisionnel (1124235001) a donc été préparé au printemps 2012 afin de prolonger la délégation jusqu'au 31 décembre 2012 (CM12 0372 et CG12 0155).

Pour les années 2013 et 2014, le conseil de la ville et le conseil d'agglomération ont adopté les résolutions requises afin de maintenir le mode de gestion jusqu'au 30 juin 2013 (CM12 1112, CM12 1085 et CG12 0491), puis ensuite jusqu'au 30 juin 2014 (CM13 0593, CM13 0550 et CG13 0244).

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la continuité des opérations selon les mêmes modalités, la résolution du conseil d'agglomération ainsi que la résolution similaire du conseil de la ville doivent être adoptées pour prolonger la durée de la délégation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0593 (17 juin 2013) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235003).

CM13 0550 (17 juin 2013) et CG13 0244 (20 juin 2013) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235004).

CM12 1112 (17 décembre 2012) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235004).

CM12 1085 (17 décembre 2012) et CG 12 0491 (20 décembre 2012) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235003).

CM12 0372 et CG12 0155 (17 mai 2012) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1124235001).

CM11 0979 et CG11 0458 (22 décembre 2011) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). - Modification apportée lors de l'adoption au conseil d'agglomération : "de modifier la proposition principale afin de remplacer la date de fin de prolongation de la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs prévue au 31 décembre 2012, par celle du 30 juin 2012" (GDD : 1114235001).

CM11 1032 (19 décembre 2011) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2012, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1114235002).

CG10 0459 (16 décembre 2010) visant à prolonger, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation au conseil de la ville de Montréal, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923008).

CM10 0952 (14 décembre 2010) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923007).

CG10 0205 (20 mai 2010) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923002).

CG10 0079 (25 février 2010) visant la délégation, jusqu'au 30 juin 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923001).

CG09 0514 (17 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 28 février 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923002).

CM09 1048 (15 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923005).

CG08 0599 et CM08 1019 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1082923004).

CG07-0412 et CM07-0693 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430001).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 30 juin 2014.

À cette fin, il est proposé d'adopter une nouvelle résolution ayant pour effet d'accepter la délégation des compétences suivantes jusqu'au 31 décembre 2015 :

Les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

- i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
- ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté;

d) l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans le secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville et délimité à l'annexe du décret, à l'exception de ceux liés à des travaux dans le territoire visé par le programme particulier d'urbanisme Quartier des spectacles - secteur Place-des-arts, introduit à la Partie IV du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) par le Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047-65).

Les compétences qui s'avèreraient ainsi déléguées sont les mêmes que celles qui étaient visées par les résolutions au même effet, applicables pour l'année 2009 (résolutions CM08 1019 et CG08 0599), pour l'année 2010 (CM09 1048, CG09 0514, CG10 0079 et CG10 0205), pour l'année 2011 (CM10 0952 et CG10 0459), pour l'année 2012 (CM11 0979, CG11 0458, CM12 0372 et CG12 0155), pour les six premiers mois de l'année 2013 (CM12 1085, CG 12 0491 et CM12 1112) ainsi que du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014 (CM13 0593, CG13 0244 et CM13 0550).

JUSTIFICATION

Cette modification est justifiée pour assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 30 juin 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La délégation de ces droits, pouvoirs et obligations est prise en considération aux fins de la préparation du budget. Cette délégation n'a, par ailleurs, aucun impact quant à l'imputation des dépenses liées à l'exercice des activités qui y sont liées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Qualité de vie , Direction (Sylvain DANSEREAU)

Avis favorable :
Infrastructures_transport et de l'environnement , Direction (Marc BLANCHET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne GÉNÉREUX
Avocat(e) 1

Tél : 514-872-8594

Véronique Belpaire
Avocate chef de division
514-872-4222

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-04-07

Philippe GAGNIER
Directeur des Affaires civiles

Tél : 514-872-7017

Télécop. :



Dossier # : 1142622002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et d'implantation de deux lignes souterraines à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et d'implantation de deux lignes souterraines à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec;
2. d'autoriser le greffier à transmettre l'avis à cet effet au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles en vertu de l'article 152 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, et à titre d'information au répondant d'Hydro-Québec.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 08:06

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur principal
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1142622002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et d'implantation de deux lignes souterraines à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le 16 mai 2014, dans une lettre adressée au maire de Montréal, la sous-ministre du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), responsable d'Hydro-Québec (H-Q), a signifié un avis d'intervention au conseil d'agglomération concernant un projet d'H-Q ayant un impact significatif sur l'aménagement du territoire.

À la lettre susmentionnée du MERN était également jointe une fiche technique comportant, entre autres, une description de la nature et de l'objet de l'intervention projetée, ainsi que les motifs. La consultation des documents disponibles sur Internet, dont celui intitulé *Reconstruction du poste de De Lorimier à 315-25 kV et lignes souterraines à 315 kV, Information sur la solution retenue, hiver 2012-2013*, a permis de compléter la prise d'informations requises aux fins du présent sommaire décisionnel.

Rappelons que l'avis de la Ville n'est pas un avis d'opportunité, en ce sens qu'il ne constitue pas une approbation finale du projet d'H-Q ni une caution partielle ou complète à son égard. Le présent avis porte sur la conformité du projet, à savoir si ce dernier, tel que soumis dans ses grandes lignes dans le document joint à la lettre du 28 novembre 2013, c'est-à-dire le concept mis de l'avant par H-Q à ce jour, est conforme ou non aux objectifs du schéma d'aménagement. Entre d'autres mots, il s'agit de déterminer si les dispositions du schéma d'aménagement permettent ou non la réalisation du projet tel qu'actuellement envisagé par H-Q.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

La très grande majorité du projet se situe sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Une partie de l'ensemble du projet se situe sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest. Le projet soumis par H-Q consiste à reconstruire le poste De Lorimier situé près

du pont Jacques-Cartier. En fait, il s'agit de construire sur la propriété d'H-Q, dans la partie vacante située juste à côté du poste De Lorimier actuel, le nouveau poste à 315-25 kV. Également, la mise en place de deux lignes d'alimentation souterraines à 315 kV d'environ 7 kilomètres est prévue afin de raccorder le poste projeté au poste Viger situé près du pont Victoria sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, le tout aux fins de raccordement au réseau. Le bâtiment existant du poste De Lorimier serait conservé et abriterait quelques équipements à 120 kV nécessaires au maintien de l'alimentation du réseau de transport à 120 kV. Le démantèlement ultime des équipements s'y retrouvant est prévu pour 2021. Brièvement, les deux lignes souterraines seraient implantées, entre autres, dans l'axe du boulevard René-Lévesque et de la rue University vers le sud. Par la suite, l'une poursuivrait son trajet dans l'axe des rues Saint-Antoine, de la Montagne et Bridge jusqu'au poste Viger, tandis que l'autre poursuivrait son trajet notamment dans l'axe de l'autoroute Bonaventure, de la rue Wellington vers l'ouest jusqu'à l'axe de la rue Peel et de l'autoroute 10 jusqu'au poste Viger.

Les motifs évoqués par H-Q pour ce projet sont de répondre aux besoins liés à la croissance de la demande d'électricité et à la pérennité de ses installations dans la partie est du centre-ville de Montréal. Construit en 1950, le poste De Lorimier atteindra bientôt la limite de sa capacité. La majorité des appareils importants qui s'y trouvent ont plus de 60 ans et doivent être remplacés. Les lignes souterraines à 120 kV qui alimentent le poste sont également vieillissantes et plusieurs n'ont plus la capacité suffisante pour répondre à la croissance de la demande, d'où le souhait d'H-Q de construire deux nouvelles lignes souterraines à 315 kV.

JUSTIFICATION

L'analyse de conformité du projet d'H-Q s'effectue à partir des prescriptions du schéma d'aménagement actuel de l'agglomération de Montréal qui est constitué de celui de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), en vigueur depuis le 31 décembre 1987. Selon les prescriptions du dossier cartographique du schéma d'aménagement portant sur les grandes affectations du sol et densités d'occupation, les diverses composantes du projet envisagé se situent à l'intérieur d'aires d'affectation « Industrie I », « Habitation » ou « Mixte », selon le cas. Selon le tableau des occupations du sol permises par aire d'affectation du schéma d'aménagement, les « autres emprises publiques » y sont autorisées. De fait, ce type d'occupation du sol comprend à titre non limitatif les lignes de transport d'énergie et les immeubles destinés à des fins d'utilité publique qui ont des superficies moins importantes que les « grandes emprises publiques » tels que l'aéroport et les principales gares de triage. Le projet d'H-Q est donc conforme à cet égard.

Relativement aux prescriptions du schéma d'aménagement portant sur les densités d'occupation, le projet de reconstruction du poste De Lorimier se situe à l'intérieur d'une aire de densité ayant un coefficient d'occupation du sol (COS) moyen minimal de 0,5 et un COS moyen maximal de 4. Toutefois, elles ne s'appliquent pas à la catégorie d'occupation du sol « autres emprises publiques » qui englobe le nouveau poste et les lignes électriques. Les prescriptions de densité ne s'appliquent pas à ce type d'infrastructures linéaires, d'où la conformité de cet aspect du projet, ses composantes n'y étant pas assujetties.

Par ailleurs, il est à noter que le schéma d'aménagement ne contient aucune orientation en ce qui concerne le transport d'énergie ni aucune disposition particulière qui pourraient imposer des contraintes à l'aménagement de lignes électriques. Au surplus, le schéma d'aménagement ne comporte aucune disposition au document complémentaire régissant le démantèlement d'infrastructures existantes en vue de leur reconstruction sur des emprises déjà existantes. Quant aux informations cartographiques se trouvant sur la carte 16 intitulée *Réseaux de transport d'énergie, de câblodistribution et de télécommunications*, elles illustrent entre autres l'emplacement des postes De Lorimier et Viger et la ligne souterraine de transport d'H-Q reliant ces deux postes. Le projet d'H-Q n'y est pas spécifiquement indiqué, mais vu le caractère indicatif de cette carte et les informations

textuelles qui y sont associées, cet aspect du schéma d'aménagement n'empêche nullement la réalisation du projet tel qu'envisagé par H-Q.

Conséquemment, compte tenu des motifs susmentionnés, l'ensemble du projet, tel que soumis par H-Q, est jugé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement, puisqu'il ne contrevient à aucune de ses dispositions, c'est-à-dire ni aux objectifs du schéma d'aménagement ni aux dispositions du document complémentaire. Relativement au règlement de contrôle intérimaire de l'ex-CUM (règlement 65, tel que modifié), rappelons que celui-ci a été abrogé en 1995, d'où son inapplication dans ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement approximatif estimé par H-Q : 216,7 M\$, soit 158,8 M\$ pour le poste et 57,9 M\$ pour les lignes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sur la base des documents reçus, H-Q souhaite amorcer la réalisation du projet à l'hiver 2014-2015 et terminer à l'été 2017. La mise en service du poste est prévue à l'automne 2017. Par conséquent, la non-transmission de l'avis de conformité du conseil d'agglomération dans les meilleurs délais pourrait retarder l'avancement du traitement du dossier au détriment du respect de l'échéancier envisagé du projet par H-Q.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier vu sa nature.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier de l'avis au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, et à titre d'information au répondant d'H-Q.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme

Tél : 514-872-4185
Approuvé le : 2014-05-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Nancy SHOIRY
Directrice - Service de la mise en valeur du
territoire

Tél : 514-872-5216
Approuvé le : 2014-05-20

Dossier # : 1142622002

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et d'implantation de deux lignes souterraines à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec



M. Coderre Agglomération de Mtl.pdf



Pièces jointes - fiches techniques.pdf



TR_RE Très important - Demandes avis intervention - Fleur et.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

La sous-ministre

Le 16 mai 2014

Monsieur Denis Coderre
Président du conseil
Agglomération de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.100
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Président,

Hydro-Québec souhaite construire les installations suivantes qui sont situées en tout ou en partie sur le territoire de la communauté métropolitaine de Montréal :

- 1) Un poste de transformation électrique 315-25 kV (poste Fleury) en partie sur le site actuel du poste 120-25-12 kV sur le territoire de la ville de Montréal, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.
- 2) Un nouveau poste De Lorimier à 315-25 kV sur le terrain actuel du poste 120-12 kV et deux lignes souterraines à 315 kV d'environ 7 km sur le territoire de la ville de Montréal.

Le plan métropolitain d'aménagement et de développement du territoire de l'agglomération étant en vigueur, je vous transmets, conformément à l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un avis d'intervention pour ces projets. À cet effet, je joins à la présente une copie de la fiche technique de chacun de ces projets.

Je souhaite que ces renseignements vous permettent de m'acheminer un avis de conformité de ces projets aux dispositions du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la communauté métropolitaine de Montréal dans les meilleurs délais.

... verso

C'est le 23 avril 2014 que le ministère des Ressources naturelles est devenu le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Le Ministère a fait le choix d'écouler les inventaires de papeterie portant l'ancienne signature ministérielle, afin de réduire les coûts et d'éviter le gaspillage.

5700, 4^e Avenue Ouest, A-301
Québec (Québec) G1H 6R1
Téléphone : 418 627-6370
Télécopieur : 418 643-1443

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments
les meilleurs.

La sous-ministre,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'C' followed by a horizontal line and a vertical line at the end.

Christyne Tremblay

p. j. Deux fiches techniques

FICHE TECHNIQUE

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Avis d'intervention (art. 151)

1. Identification

Nom des organismes touchés : Communauté métropolitaine de Montréal
Agglomération de Montréal

Ministère ou mandataire : Hydro-Québec

Nom du projet : Poste Fleury à 315-25 kV

2. Description

Nature de l'intervention projetée : Hydro-Québec doit construire un poste de transformation électrique 315-25 kV en partie sur le site actuel du poste 120-25-12 kV sur le territoire de la ville de Montréal, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Justification : Le projet est requis afin d'assurer la pérennité du réseau dans le territoire desservi. Le futur poste à 315 kV remplacera à terme l'actuel poste Fleury à 120 kV en 2024.

Échéancier sommaire : La construction du poste débute en 2014. Sa mise en service est prévue en 2017.

Localisation envisagée : Le poste est situé sur le territoire de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville. Voir la carte localisation du poste dans le bulletin Information - consultation de septembre 2012.

Investissement approximatif : 91,7 M\$

Document disponible : HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE, Poste Fleury à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV, Information - consultation, Septembre 2012.

3. Répondants du ministère ou du mandataire

Noms : Jacques Trépanier, Gérant de projets Postes

Adresse : 855, rue Sainte-Catherine Est, 19^e étage

Téléphone : 514 840-3000, poste 4892

FICHE TECHNIQUE

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Avis d'intervention (art. 151)

1. Identification

Nom des organismes touchés : Communauté métropolitaine de Montréal
Agglomération de Montréal

Ministère ou mandataire : Hydro-Québec

Nom du projet : Reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et lignes souterraines à 315 kV

2. Description

Nature de l'intervention projetée : Le projet consiste en la reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV sur le terrain actuel du poste à 120-12 kV et la construction de deux lignes souterraines à 315 kV d'environ 7 km sur le territoire de la Ville Montréal.

Justification : La capacité du poste De Lorimier à 120-12 kV sera dépassée en 2017 et la majeure partie de ses équipements atteindront sous peu la fin de leur vie utile. Le projet vise à augmenter la capacité de ce poste et renouveler les équipements en conséquence. Il s'insère dans le contexte de l'évolution du réseau de transport de la partie est du centre-ville de Montréal.

Échéancier sommaire : Autorisations gouvernementales : Automne 2014
Construction : Hiver 2014-2015 – été 2017
Mise en service : Automne 2017

Localisation envisagée : Sur le territoire de la ville de Montréal. Le poste sera localisé dans l'arrondissement Ville-Marie. Les lignes seront quant à elles situées dans les arrondissements Ville-Marie et Le Sud-Ouest.
Voir cartes dans le bulletin d'information sur la solution retenue.

Investissement approximatif : 216,7 M \$, soit 158,8 M\$ pour le poste et 57,9 M\$ pour les lignes.

Document disponible : Bulletin Information sur la solution retenue – Hiver 2012-2013

3. Répondants du ministère ou du mandataire

Noms : Jacques Trépanier
Gérant de projets – Postes

Adresse : 855, rue Sainte-Catherine Est, 19^e étage

Téléphone : 514 840-3000, poste 4892



TR: RE : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier

Couture, Julie A : clairemorissette

2014-05-20 09:25

Cc : Julie.Grignon, "Caron, Marie-Claude [3]"

Historique : Ce message a été transféré.

[pièce jointe "Pièces jointes - fiches techniques.pdf" supprimée par Claire MORISSETTE/MONTREAL]
[pièce jointe "M. Coderre Agglomération de Mtl.pdf" supprimée par Claire MORISSETTE/MONTREAL]
[Bonjour madame Morissette,](#)

[Vous trouverez ci-joint une version électronique de l'avis d'intervention transmis vendredi dernier.](#)

[N'hésitez pas à nous contacter pour toute question. En vous remerciant de votre collaboration. Mes salutations,](#)

Julie Couture
Conseillère autorisations gouvernementales
Hydro-Québec Équipement et services partagés
855, Sainte-Catherine Est, 4e étage, Montréal (Qc), H2L 4P5
Tél. (514) 840-3000, poste 5182 ☐
Courriel : couture.julie@hydro.qc.ca

De : Julie.Vezina@mrn.gouv.qc.ca [mailto:Julie.Vezina@mrn.gouv.qc.ca] De la part de
Julie.Grignon@mrn.gouv.qc.ca
Envoyé : mardi 20 mai 2014 09:00
À : Caron, Marie-Claude [3]
Cc : Couture, Julie
Objet : RE : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier

[Bonjour Mme Caron,](#)
[Comme convenu avec Mme Grignon, vous trouverez ci-joint la lettre signée par Mme Christyne Tremblay.](#)
[L'original suivra pas courrier.](#)

[Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.](#)

[Meilleures salutations,](#)

[Julie Vézina pour Julie Grignon](#)
[Direction générale de l'électricité](#)
[Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles](#)
[5700, 4e Avenue Ouest, bureau A-402](#)
[Québec \(Québec\) G1H 6R1](#)
[Téléphone : 418 627-6386, poste 8352](#)

-----Message d'origine-----

De : Caron, Marie-Claude [3] [mailto:Caron.Marie-Claude.3@hydro.qc.ca]
Envoyé : 16 mai 2014 10:10
À : Grignon, Julie (DGE)
Cc : Nazon, Philippe (DGPR); Couture, Julie; "Pageot, Hervé"
Objet : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier
Importance : Haute

Bonjour Madame Grignon,

Le 5 décembre 2013, Hydro-Québec a fait parvenir au MRN une demande d'avis d'intervention pour les dossiers suivants:

- Ligne Pierre-Le Gardeur-St-Sulpice à 120 kV(CMM et 2 MRC);
- Poste Fleury à 315-25 kV (CMM et Agglomération);
- Poste Blainville à 315-25 kV (CMM et MRC);
- Poste DeLorimier à 315-25 kV et ligne souterraine à 315 kV (CMM et agglomération).

Conformément à la pratique interne, Hydro-Québec a fait parvenir en parallèle des lettres de demandes d'avis de conformité aux organismes concernés le 6 décembre 2013. De ces demandes, deux ont été transmises à l'Agglomération de Montréal, pour les projets Fleury 15 kV et De Lorimier.

Des avis d'intervention ont par la suite été transmis par le MRN aux organismes vers la fin du mois de janvier 2014. Or, il appert aujourd'hui que l'agglomération de Montréal n'a reçu aucun avis autre que la correspondance d'HQ du 6 décembre. L'agglomération exige que l'avis soit transmis au plus tard le 20 mai prochain afin que la résolution puisse être adoptée à la prochaine séance du conseil le 19 juin 2014. Tout avis reçu après le 20 mai a pour effet de reporter l'adoption des avis de conformité au mois d'août, ce qui ne peut être acceptable compte tenu des délais associés à ces projets.

Considérant ces éléments, nous vous saurions gré de bien vouloir procéder aux démarches requises afin que les avis d'intervention qui n'ont pas été transmis le soient d'ici le 20 mai prochain.

Aux fins de compréhension, nous incluons en pièces jointes à ce message les projets d'avis transmis au MRN pour les deux projets (agglomération Montréal, datés du 28 novembre 2013) ainsi que copie des lettres de demande transmises directement par HQ le 6 décembre dernier à l'agglomération de Montréal.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente et vous remercions de votre aimable collaboration.

Marie-Claude Caron

Conseillère autorisations gouvernementales
Hydro-Québec Équipement, 855 rue Sainte-Catherine Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2L 4P5
Tél. 514 840-3000 poste 3346
Cell. 438 862-1963
Télé. 514 840-5825 Courriel caron.marie-claude.3@hydro.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : CETTE COMMUNICATION EST CONFIDENTIELLE ET NE S'ADRESSE QU'À L'USAGE EXCLUSIF DES DESTINATAIRES INDIQUÉS CI-DESSUS. SI VOUS N'ÊTES PAS UN DESTINATAIRE INDIQUÉ, VEUILLEZ EN AVERTIR L'EXPÉDITEUR. TOUTE AUTRE DIFFUSION DE CETTE COMMUNICATION EST INTERDITE.



Dossier # : 1142622001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de construction du poste Fleury à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de construction du poste Fleury à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec;
2. d'autoriser le greffier à transmettre l'avis à cet effet au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles en vertu de l'article 152 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, et à titre d'information au répondant d'Hydro-Québec.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 08:06

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur principal
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction

IDENTIFICATION **Dossier # :1142622001**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de construction du poste Fleury à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le 16 mai 2014, dans une lettre adressée au maire de Montréal, la sous-ministre du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), responsable d'Hydro-Québec (H-Q), a signifié un avis d'intervention au conseil d'agglomération concernant un projet d'H-Q ayant un impact significatif sur l'aménagement du territoire.

À la lettre susmentionnée du MERN était également jointe une fiche technique comportant, entre autres, une description de la nature et de l'objet de l'intervention projetée, ainsi que les motifs. La consultation des documents disponibles sur Internet, dont celui intitulé *Poste Fleury à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV, Information - consultation, septembre 2012*, a permis de compléter la prise d'informations requises aux fins du présent sommaire décisionnel.

Rappelons que l'avis de la Ville n'est pas un avis d'opportunité, en ce sens qu'il ne constitue pas une approbation finale du projet d'H-Q ni une caution partielle ou complète à son égard. Le présent avis porte sur la conformité du projet, à savoir si ce dernier, tel que soumis dans ses grandes lignes dans le document joint à la lettre du 28 novembre 2013, c'est-à-dire le concept mis de l'avant par H-Q à ce jour, est conforme ou non aux objectifs du schéma d'aménagement. Entre d'autres mots, il s'agit de déterminer si les dispositions du schéma d'aménagement permettent ou non la réalisation du projet tel qu'actuellement envisagé par H-Q.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

L'ensemble du projet envisagé d'H-Q se situe sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le projet soumis par H-Q consiste à construire un nouveau poste de transformation à 315-25 kV en grande partie sur le terrain de l'actuel poste Fleury situé à l'angle nord-est de la voie ferrée du Canadien Pacifique et de la rue de Port-Royal Ouest. Ce

nouveau poste impliquera l'acquisition de terrains d'une superficie d'environ 9 000 mètres carrés. Le démantèlement du poste existant est prévu en 2024.

Également, une nouvelle ligne d'alimentation à 315 kV est projetée dans l'emprise de la ligne existante sur une distance de trois kilomètres entre le nouveau poste Fleury et le poste Charland situé à l'est de l'avenue Christophe-Colomb, entre les rues de Port-Royal Est et de Louvain. Cette nouvelle ligne biterne (deux circuits) sera supportée par des pylônes tubulaires au nombre de neuf sans compter ceux qui se trouveront dans les postes. La construction du nouveau poste Fleury nécessitera une réorganisation des lignes existantes à proximité ainsi que l'ajout d'un bâtiment qui abritera les nouveaux équipements à 25 kV et la salle de commande. La ligne actuelle à 120 kV, comportant 22 pylônes, sera vraisemblablement démantelée avant les travaux de construction.

Les motifs évoqués par H-Q pour ce projet sont de répondre à la demande croissante d'électricité et de permettre d'assurer la pérennité du réseau par le remplacement des équipements existants. Ainsi, le nouveau poste de transformation à 315-25 kV et la nouvelle ligne à 315 kV relieront le poste Fleury au réseau à 315 kV de l'est de Montréal, via le poste Charland.

JUSTIFICATION

L'analyse de conformité du projet d'H-Q s'effectue à partir des prescriptions du schéma d'aménagement actuel de l'agglomération de Montréal qui est constitué de celui de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), en vigueur depuis le 31 décembre 1987. Selon les prescriptions du dossier cartographique du schéma d'aménagement portant sur les grandes affectations du sol et densités d'occupation, les diverses composantes du projet envisagé se situent à l'intérieur d'aires d'affectation « Industrie I » et « Habitation ». Selon le tableau des occupations du sol permises par aire d'affectation du schéma d'aménagement, les « autres emprises publiques » y sont autorisées. De fait, ce type d'occupation du sol comprend à titre non limitatif les lignes de transport d'énergie et les immeubles destinés à des fins d'utilité publique qui ont des superficies moins importantes que les « grandes emprises publiques » tels que l'aéroport et les principales gares de triage. Le projet d'H-Q est donc conforme à cet égard.

Relativement aux prescriptions du schéma d'aménagement portant sur les densités d'occupation, le projet se situe à l'intérieur de deux aires de densité ayant un coefficient d'occupation du sol moyen minimal de 0,1 et un COS moyen maximal de 2 pour l'une et 3 pour l'autre. Toutefois, elles ne s'appliquent pas à la catégorie d'occupation du sol « autres emprises publiques » qui englobe le nouveau poste et les lignes électriques. Les prescriptions de densité ne s'appliquent pas à ce type d'infrastructures linéaires, d'où la conformité de cet aspect du projet, ses composantes n'y étant pas assujetties.

Par ailleurs, il est à noter que le schéma d'aménagement ne contient aucune orientation en ce qui concerne le transport d'énergie ni aucune disposition particulière qui pourraient imposer des contraintes à l'aménagement de lignes électriques. Au surplus, le schéma d'aménagement ne comporte aucune disposition au document complémentaire régissant le démantèlement d'infrastructures existantes en vue de leur reconstruction sur des emprises déjà existantes. Quant aux informations cartographiques se trouvant sur la carte 16 intitulée *Réseaux de transport d'énergie, de câblodistribution et de télécommunications*, elles illustrent entre autres l'emplacement des postes Fleury et Charland et le corridor aérien reliant ces deux postes. Le projet d'H-Q n'y est pas spécifiquement indiqué, mais vu le caractère indicatif de cette carte et les informations textuelles qui y sont associées, cet aspect du schéma d'aménagement n'empêche nullement la réalisation du projet tel qu'envisagé par H-Q.

Conséquemment, compte tenu des motifs susmentionnés, l'ensemble du projet, tel que soumis par H-Q, est jugé conforme aux objectifs du schéma d'aménagement, puisqu'il ne contrevient à aucune de ses dispositions, c'est-à-dire ni aux objectifs du schéma

d'aménagement ni aux dispositions du document complémentaire. Relativement au règlement de contrôle intérimaire de l'ex-CUM (règlement 65, tel que modifié), rappelons que celui-ci a été abrogé en 1995, d'où son inapplication dans ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement approximatif estimé par H-Q : 91,7 M\$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sur la base des documents reçus, H-Q souhaite que la construction du poste débute à l'automne 2014 dans l'optique que sa mise en service s'effectue en 2017. Par conséquent, la non-transmission de l'avis de conformité du conseil d'agglomération dans les meilleurs délais pourrait retarder l'avancement du traitement du dossier au détriment du respect de l'échéancier envisagé du projet par H-Q.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier vu sa nature.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier de l'avis au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, et à titre d'information au répondant d'H-Q.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

Le : 2014-05-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme

Tél : 514-872-4185

Approuvé le : 2014-05-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Nancy SHOIRY
Directrice - Service de la mise en valeur du
territoire

Tél : 514-872-5216

Approuvé le : 2014-05-20

Dossier # : 1142622001

Unité administrative responsable : Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine

Objet : Approuver la conformité au schéma d'aménagement du projet de construction du poste Fleury à 315-25 kV et d'une ligne d'alimentation à 315 kV à Montréal soumis par Hydro-Québec



M. Coderre Agglomération de Mtl.pdf



Pièces jointes - fiches techniques.pdf



TR RE Très important - Demandes avis intervention - Fleur et.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

La sous-ministre

Le 16 mai 2014

Monsieur Denis Coderre
Président du conseil
Agglomération de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.100
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Président,

Hydro-Québec souhaite construire les installations suivantes qui sont situées en tout ou en partie sur le territoire de la communauté métropolitaine de Montréal :

- 1) Un poste de transformation électrique 315-25 kV (poste Fleury) en partie sur le site actuel du poste 120-25-12 kV sur le territoire de la ville de Montréal, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.
- 2) Un nouveau poste De Lorimier à 315-25 kV sur le terrain actuel du poste 120-12 kV et deux lignes souterraines à 315 kV d'environ 7 km sur le territoire de la ville de Montréal.

Le plan métropolitain d'aménagement et de développement du territoire de l'agglomération étant en vigueur, je vous transmets, conformément à l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un avis d'intervention pour ces projets. À cet effet, je joins à la présente une copie de la fiche technique de chacun de ces projets.

Je souhaite que ces renseignements vous permettent de m'acheminer un avis de conformité de ces projets aux dispositions du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la communauté métropolitaine de Montréal dans les meilleurs délais.

... verso

C'est le 23 avril 2014 que le ministère des Ressources naturelles est devenu le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. Le Ministère a fait le choix d'écouler les inventaires de papeterie portant l'ancienne signature ministérielle, afin de réduire les coûts et d'éviter le gaspillage.

5700, 4^e Avenue Ouest, A-301
Québec (Québec) G1H 6R1
Téléphone : 418 627-6370
Télécopieur : 418 643-1443

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments
les meilleurs.

La sous-ministre,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'C' followed by a horizontal line and a vertical line at the end.

Christyne Tremblay

p. j. Deux fiches techniques

FICHE TECHNIQUE

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Avis d'intervention (art. 151)

1. Identification

Nom des organismes touchés : Communauté métropolitaine de Montréal
Agglomération de Montréal

Ministère ou mandataire : Hydro-Québec

Nom du projet : Poste Fleury à 315-25 kV

2. Description

Nature de l'intervention projetée : Hydro-Québec doit construire un poste de transformation électrique 315-25 kV en partie sur le site actuel du poste 120-25-12 kV sur le territoire de la ville de Montréal, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Justification : Le projet est requis afin d'assurer la pérennité du réseau dans le territoire desservi. Le futur poste à 315 kV remplacera à terme l'actuel poste Fleury à 120 kV en 2024.

Échéancier sommaire : La construction du poste débute en 2014. Sa mise en service est prévue en 2017.

Localisation envisagée : Le poste est situé sur le territoire de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville. Voir la carte localisation du poste dans le bulletin Information - consultation de septembre 2012.

Investissement approximatif : 91,7 M\$

Document disponible : HYDRO-QUÉBEC TRANSÉNERGIE, Poste Fleury à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV, Information - consultation, Septembre 2012.

3. Répondants du ministère ou du mandataire

Noms : Jacques Trépanier, Gérant de projets Postes

Adresse : 855, rue Sainte-Catherine Est, 19^e étage

Téléphone : 514 840-3000, poste 4892

FICHE TECHNIQUE

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Avis d'intervention (art. 151)

1. Identification

Nom des organismes touchés : Communauté métropolitaine de Montréal
Agglomération de Montréal

Ministère ou mandataire : Hydro-Québec

Nom du projet : Reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV et lignes souterraines à 315 kV

2. Description

Nature de l'intervention projetée : Le projet consiste en la reconstruction du poste De Lorimier à 315-25 kV sur le terrain actuel du poste à 120-12 kV et la construction de deux lignes souterraines à 315 kV d'environ 7 km sur le territoire de la Ville Montréal.

Justification : La capacité du poste De Lorimier à 120-12 kV sera dépassée en 2017 et la majeure partie de ses équipements atteindront sous peu la fin de leur vie utile. Le projet vise à augmenter la capacité de ce poste et renouveler les équipements en conséquence. Il s'insère dans le contexte de l'évolution du réseau de transport de la partie est du centre-ville de Montréal.

Échéancier sommaire : Autorisations gouvernementales : Automne 2014
Construction : Hiver 2014-2015 – été 2017
Mise en service : Automne 2017

Localisation envisagée : Sur le territoire de la ville de Montréal. Le poste sera localisé dans l'arrondissement Ville-Marie. Les lignes seront quant à elles situées dans les arrondissements Ville-Marie et Le Sud-Ouest.
Voir cartes dans le bulletin d'information sur la solution retenue.

Investissement approximatif : 216,7 M \$, soit 158,8 M\$ pour le poste et 57,9 M\$ pour les lignes.

Document disponible : Bulletin Information sur la solution retenue – Hiver 2012-2013

3. Répondants du ministère ou du mandataire

Noms : Jacques Trépanier
Gérant de projets – Postes

Adresse : 855, rue Sainte-Catherine Est, 19^e étage

Téléphone : 514 840-3000, poste 4892



TR: RE : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier

Couture, Julie A : clairemorissette

2014-05-20 09:25

Cc : Julie.Grignon, "Caron, Marie-Claude [3]"

Historique : Ce message a été transféré.

[pièce jointe "Pièces jointes - fiches techniques.pdf" supprimée par Claire MORISSETTE/MONTREAL]
[pièce jointe "M. Coderre Agglomération de Mtl.pdf" supprimée par Claire MORISSETTE/MONTREAL]
[Bonjour madame Morissette,](#)

[Vous trouverez ci-joint une version électronique de l'avis d'intervention transmis vendredi dernier.](#)

[N'hésitez pas à nous contacter pour toute question. En vous remerciant de votre collaboration. Mes salutations,](#)

Julie Couture
Conseillère autorisations gouvernementales
Hydro-Québec Équipement et services partagés
855, Sainte-Catherine Est, 4e étage, Montréal (Qc), H2L 4P5
Tél. (514) 840-3000, poste 5182 ☐
Courriel : couture.julie@hydro.qc.ca

De : Julie.Vezina@mrn.gouv.qc.ca [mailto:Julie.Vezina@mrn.gouv.qc.ca] De la part de
Julie.Grignon@mrn.gouv.qc.ca
Envoyé : mardi 20 mai 2014 09:00
À : Caron, Marie-Claude [3]
Cc : Couture, Julie
Objet : RE : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier

[Bonjour Mme Caron,](#)
[Comme convenu avec Mme Grignon, vous trouverez ci-joint la lettre signée par Mme Christyne Tremblay.](#)
[L'original suivra pas courrier.](#)

[Si vous avez des questions, n'hésitez pas à me contacter.](#)

[Meilleures salutations,](#)

[Julie Vézina pour Julie Grignon](#)
[Direction générale de l'électricité](#)
[Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles](#)
[5700, 4e Avenue Ouest, bureau A-402](#)
[Québec \(Québec\) G1H 6R1](#)
[Téléphone : 418 627-6386, poste 8352](#)

-----Message d'origine-----

De : Caron, Marie-Claude [3] [mailto:Caron.Marie-Claude.3@hydro.qc.ca]
Envoyé : 16 mai 2014 10:10
À : Grignon, Julie (DGE)
Cc : Nazon, Philippe (DGPR); Couture, Julie; "Pageot, Hervé"
Objet : Très important - Demandes avis intervention - Fleur et DeLorimier
Importance : Haute

Bonjour Madame Grignon,

Le 5 décembre 2013, Hydro-Québec a fait parvenir au MRN une demande d'avis d'intervention pour les dossiers suivants:

- Ligne Pierre-Le Gardeur-St-Sulpice à 120 kV(CMM et 2 MRC);
- Poste Fleury à 315-25 kV (CMM et Agglomération);
- Poste Blainville à 315-25 kV (CMM et MRC);
- Poste DeLorimier à 315-25 kV et ligne souterraine à 315 kV (CMM et agglomération).

Conformément à la pratique interne, Hydro-Québec a fait parvenir en parallèle des lettres de demandes d'avis de conformité aux organismes concernés le 6 décembre 2013. De ces demandes, deux ont été transmises à l'Agglomération de Montréal, pour les projets Fleury 15 kV et De Lorimier.

Des avis d'intervention ont par la suite été transmis par le MRN aux organismes vers la fin du mois de janvier 2014. Or, il appert aujourd'hui que l'agglomération de Montréal n'a reçu aucun avis autre que la correspondance d'HQ du 6 décembre. L'agglomération exige que l'avis soit transmis au plus tard le 20 mai prochain afin que la résolution puisse être adoptée à la prochaine séance du conseil le 19 juin 2014. Tout avis reçu après le 20 mai a pour effet de reporter l'adoption des avis de conformité au mois d'août, ce qui ne peut être acceptable compte tenu des délais associés à ces projets.

Considérant ces éléments, nous vous saurions gré de bien vouloir procéder aux démarches requises afin que les avis d'intervention qui n'ont pas été transmis le soient d'ici le 20 mai prochain.

Aux fins de compréhension, nous incluons en pièces jointes à ce message les projets d'avis transmis au MRN pour les deux projets (agglomération Montréal, datés du 28 novembre 2013) ainsi que copie des lettres de demande transmises directement par HQ le 6 décembre dernier à l'agglomération de Montréal.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente et vous remercions de votre aimable collaboration.

Marie-Claude Caron

Conseillère autorisations gouvernementales
Hydro-Québec Équipement, 855 rue Sainte-Catherine Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2L 4P5
Tél. 514 840-3000 poste 3346
Cell. 438 862-1963
Télé. 514 840-5825 Courriel caron.marie-claude.3@hydro.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : CETTE COMMUNICATION EST CONFIDENTIELLE ET NE S'ADRESSE QU'À L'USAGE EXCLUSIF DES DESTINATAIRES INDIQUÉS CI-DESSUS. SI VOUS N'ÊTES PAS UN DESTINATAIRE INDIQUÉ, VEUILLEZ EN AVERTIR L'EXPÉDITEUR. TOUTE AUTRE DIFFUSION DE CETTE COMMUNICATION EST INTERDITE.



Dossier # : 1146665001

Unité administrative responsable :	Service de l'évaluation foncière , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Évaluation municipale
Projet :	-
Objet :	Reporter au 1er novembre 2014 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multirésidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014. / Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 15 février 2015 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014.

D'autoriser le report au 1er novembre 2014 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multi résidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014. / Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, d'autoriser le report au 15 février 2015 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-23 09:39

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1146665001

Unité administrative responsable :	Service de l'évaluation foncière , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Évaluation municipale
Projet :	-
Objet :	Reporter au 1er novembre 2014 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision multirésidentielles et non résidentielles égales ou supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014. / Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 15 février 2015 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2014 à l'encontre des rôles triennaux 2014.

CONTENU

CONTEXTE

Bilan des demandes de révisions reçues

Le 30 avril dernier correspondait à l'échéance pour le dépôt d'une demande de révision à l'encontre des valeurs déposées aux rôles triennaux 2014-15-16

L'annexe I présente, pour chacune des municipalités et pour chacun des arrondissements, le nombre de demandes de révision reçues à l'encontre desdits rôles. À l'annexe 2, on retrouve les demandes de révision pour les immeubles non résidentiels dont la valeur est supérieure à 100 M\$.

Au plan historique, le tableau ci-dessous trace l'évolution des contestations depuis l'introduction des rôles triennaux en 1989.

On constate que le nombre de contestations est en croissance constante depuis 2004 et se chiffre à 7 668 pour le rôle 2014. Cependant, le niveau relatif de contestations à l'encontre des rôles triennaux 2014 est du même ordre que celui observé au cours des derniers rôles soit de l'ordre de 6.8% des valeurs.

**HISTORIQUE DES CONTESTATIONS
À L'ENCONTRE DES RÔLES FONCIERS**

RÔLES TRIENNAUX/ QUADRIENNAUX	CONTESTATIONS¹		VALEURS TOTALES AU RÔLE ('000 M\$)	VALEURS CONTESTÉES/ VALEURS AU RÔLE (%)
	NOMBRE	VALEUR ('000 M\$)		

1989-1990-1991	12 795	17,4	95,6	18,2
1992-1993-1994	35 280	30,0	117,4	25,6
1995-1996-1997	11 869	17,1	106,4	16,1
2001-2002-2003	5 073	6,6	101,7	6,5
2004-2005-2006	4 068	8,0	129,3	6,2
2007-2008-2009-2010	5 320	12,1	187,6	6,4
2011-2012-2013	6804	16,5	242,1	6,8
2014-2015-2016	7668	20,3	296,6	6,8

¹ Les contestations portent soit sur les plaintes foncières, soit sur les demandes de révision foncières. Les données des rôles triennaux 2014 sont en date du 16 mai 2014.

Report du délai de traitement des demandes de révision

La Loi sur la fiscalité municipale prévoit, à l'article 138.3, que toute demande de révision déposée avant le 1er mai qui suit l'entrée en vigueur du rôle doit faire l'objet d'une réponse par l'évaluateur au plus tard le 1er septembre suivant. Ainsi, sur le territoire de l'agglomération de Montréal, toute demande de révision déposée avant le 1er mai 2014, doit faire l'objet d'une réponse de la part de l'évaluateur avant le 1er septembre 2014.

Cette même loi prévoit également, à l'alinéa 4 de l'article 138.3, ce qui suit:

"L'organisme municipal responsable de l'évaluation peut, avant le 15 août de l'année qui suit l'entrée en vigueur du rôle, reporter l'échéance du 1er septembre prévue au deuxième alinéa au 1er novembre suivant ou, dans le cas où la municipalité locale y consent, à une date pouvant aller jusqu'au 1er avril suivant."

À la lumière du volume de demandes de révision déposées à l'encontre des rôles triennaux 2014-15-16 (7668), il convient de se prévaloir de ces dispositions et de soumettre au Conseil d'agglomération une demande de report partiel pour la transmission de la réponse de l'évaluateur à une demande de révision déposée avant le 1er mai 2014.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG07 0260 - 21 juin 2007 - Reporter au 1er novembre 2007 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles, inférieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2007 à l'encontre des rôles quadriennaux 2007-08-09-10. Sous réserve du consentement de la municipalité locale visée, reporter au 1er février 2008 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles, supérieures à 5M\$, déposées avant le 1er mai 2007 à l'encontre des rôles quadriennaux 2007-08-09-10.

CG11 0223 - 22 juin 2011 - Reporter au 1er novembre 2011 l'échéance accordée à l'évaluateur pour répondre aux demandes de révision non résidentielles déposées avant le 3 mai 2011 à l'encontre des rôles triennaux 2011-12-13.

DESCRIPTION

Compte tenu de la croissance du volume de demandes de révision observée et des effectifs du Service de l'évaluation foncière, il est nécessaire, comme par le passé, de prolonger le délai pour la transmission de la réponse de l'évaluateur pour certaines demandes de révision. La recommandation consiste à étaler les délais de réponse aux demandes de révision selon le calendrier suivant:

- 1er septembre 2014 (délai standard prévu à la loi) : Petits immeubles résidentiels
- 1er novembre 2014: Immeubles multi résidentiels et les immeubles non résidentiels dont la valeur est égale ou supérieure à 5M\$
- 15 février 2015: Autres immeubles non résidentiels dont la valeur est inférieure à 5M\$

Le scénario proposé est détaillé dans le tableau ci-dessous:

Date de réponse	Catégorie	Montréal		Agglomération		Valeur contestée	%
		Nbre	Valeur contestée	Nbre	%		
1 sept. 2014	Petits Immeubles résidentiels	3 990	2 463 466 700 \$	4 889	64%	3 296 119 900 \$	16%
1 nov. 2014	Immeubles multirésidentiels et non résidentiels = ou > 5M\$	721	11 884 186 708 \$	868	11%	14 493 619 900 \$	71%
15 févr. 2015	Non résidentiels < 5M\$	1 718	2 184 682 200 \$	1 911	25%	2 523 766 800 \$	12%
	Total	6 429	16 532 335 608 \$	7 668	100%	20 313 506 600 \$	100%

Nonobstant le report proposé pour le traitement des demandes de révision non résidentielles, il va de soi que les réponses de l'évaluateur seront transmises au fur et à mesure de la conclusion à l'égard de chacune des demandes de révision.

JUSTIFICATION

Les délais additionnels proposés pour certaines demandes de révision sont requis compte tenu du volume de demandes de révision reçues, qui sont en croissance par rapport aux rôles précédents, des effectifs du Service de l'évaluation foncière et de la charge de travail qui est particulièrement importante, le nombre et la valeur des permis à traiter étant historiquement élevée.

Le calendrier proposé a les bénéfices suivants:

- Étale dans le temps la charge de travail liée aux demandes de révision et permet d'assurer le traitement du fort volume de permis dont le traitement est requis au cours de l'année 2014.
- Assure un traitement rapide des demandes de révision déposées par les propriétaires des petits immeubles résidentiels (64% du nombre de demandes de révision).
- Traite dans un délai relativement court les demandes relatives aux immeubles d'envergure (plus de 70% des valeurs contestées) en réduisant les intérêts sur les remboursements de taxes à payer par la Ville.
- Accorde un délai supplémentaire pour réunir l'information requise pour traiter les immeubles non résidentiels divers, dont l'impact en termes de valeur est moins important (25% du nombre mais 12% des valeurs).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À défaut d'un délai additionnel pour le traitement des demandes de révision non résidentielles, le processus de révision administrative devrait être accéléré, et par conséquent, l'analyse de la plainte demeurerait préliminaire. Ce faisant, le demandeur pourrait être amené à déposer une requête devant le Tribunal administratif du Québec, l'obligeant ainsi à entreprendre une démarche judiciaire. Pour les municipalités, une correction de valeur retardée se traduira en des remboursements accrus en intérêts.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Conformément au dernier alinéa de l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, le Tribunal administratif du Québec et les demandeurs devront être prévenus du report de l'échéance du 1er septembre 2014 au 1er novembre 2014 ou au 15 février 2015 selon les cas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Compte tenu de l'article 138.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, il est primordial que la proposition de report ait été adoptée avant le 15 août 2014, tant par le Conseil d'agglomération que par les municipalités visées par l'échéance du 15 février 2015. Il est important de souligner que le report de l'échéance du 1er septembre au 1er novembre 2014 n'exige l'approbation que du Conseil d'agglomération. Pour le report au 15 février 2015 applicable aux demandes de révision inférieures à 5M\$, le consentement des municipalités locales, le cas échéant, est requis. Pour cette raison, le présent sommaire décisionnel a été parallèlement et simultanément acheminé aux municipalités locales de façon à s'assurer d'obtenir l'ensemble des approbations avant le 15 août 2014.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LAWS
Secrétaire de direction

ENDOSSÉ PAR

Bernard COTÉ
Directeur par intérim et Évaluateur de la Ville

Le : 2014-05-22

Tél : 514 280-3800
Télécop. : 514 280-3899

Tél : 514-280-3803
Télécop. : 514 280-3899

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Bernard COTÉ
Directeur par intérim et évaluateur de la Ville

Tél : 514-280-3803

Approuvé le : 2014-05-22

ANNEXE 1

Nombre de demandes de révision par villes et arrondissements / Rôles 2014

Corpo	Résidentiel		Non résidentiel		Total	
	Nombre	Valeur contestée	Nombre	Valeur contestée	Nombre	Valeur contestée
2 - Baie D'Urfé	5	5 537 600	14	75 862 000	19	81 399 600
3 - Beaconsfield	62	68 531 500	3	4 156 000	65	72 687 500
4 - Côte St-Luc	175	220 047 700	8	54 822 100	183	274 869 800
5 - Dollard-Des-Ormeaux	68	73 820 600	24	56 570 100	92	130 390 700
6 - Dorval	30	27 487 400	74	392 574 700	104	420 062 100
7 - Hampstead	82	89 152 200	0	0	82	89 152 200
10 - Kirkland	30	19 677 500	21	268 041 500	51	287 719 000
13 - Mont-Royal	144	182 601 400	29	414 585 600	173	597 187 000
14 - Montréal-Est	2	587 500	22	239 857 100	24	240 444 600
15 - Montréal-Ouest	56	37 603 800	1	1 470 700	57	39 074 500
20 - Pointe-Claire	75	175 276 100	46	740 988 000	121	916 264 100
22 - Senneville	16	11 255 200	3	28 333 600	19	39 588 800
23 - Sainte-Anne-de-Bellevue	27	19 223 900	11	25 467 700	38	44 691 600
29 - Westmount	179	455 010 500	32	92 629 000	211	547 639 500
Villes liées	951	1 385 812 900	288	2 395 358 100	1 239	3 781 171 000
5 - Outremont	208	298 443 600	11	25 867 700	219	324 311 300
9 - Anjou	45	96 871 900	43	585 042 700	88	681 914 600
12 - Verdun	206	179 770 000	46	93 718 600	252	273 488 600
14 - St-Léonard	57	151 085 800	53	206 871 700	110	357 957 500
15 - St-Laurent	218	227 540 500	189	1 167 589 300	407	1 395 129 800
16 - Mtl-Nord	53	35 336 900	52	124 494 900	105	159 831 800
17 - LaSalle	107	185 504 500	51	478 447 800	158	663 952 300
19 - Ville-Marie	413	1 039 972 700	592	4 840 609 000	1 005	5 880 581 700
20 - Sud-Ouest	318	242 322 000	104	478 895 600	422	721 217 600

Corpo	Résidentiel		Non résidentiel		Total	
	Nombre	Valeur contestée	Nombre	Valeur contestée	Nombre	Valeur contestée
21 - Plateau Mont-Royal	637	572 495 300	249	675 976 600	886	1 248 471 900
22 - Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	231	151 342 800	65	429 745 400	296	581 088 200
23 - Ahuntsic/Cartierville	222	167 766 200	100	777 658 100	322	945 424 300
24 - Rosemont/Petite-Patrie	329	228 464 100	147	244 383 800	476	472 847 900
25 - Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	231	151 898 300	143	324 769 800	374	476 668 100
27 - Lachine	135	63 845 600	51	268 929 300	186	332 774 900
31 - Pierrefonds/Roxboro	184	117 888 900	27	70 943 800	211	188 832 700
32 - L'Île-Bizard/Sainte-Geneviève	66	50 882 200	9	20 116 800	75	70 999 000
33 - Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	140	206 891 800	79	320 025 400	219	526 917 200
34 - Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	503	756 951 600	115	472 974 600	618	1 229 926 200
Ville de Montréal	4 303	4 925 274 700	2 126	11 607 060 900	6 429	16 532 335 600
Total	5 254	6 311 087 600	2 414	14 002 419 000	7 668	20 313 506 600

ANNEXE 2

Immeubles en contestation aux rôles 2014 dont la valeur est supérieure à 100M\$

Nom immeuble	Valeur aux rôles
LE CAMBRIDGE	102 000 000 \$
NORTEL NETWORKS	102 450 000 \$
DOMINION SQUARE BLDG.	113 000 000 \$
CARREFOUR INDUSTRIEL-ALLIANCE	115 000 000 \$
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	117 839 600 \$
LOTO-QUÉBEC	122 200 000 \$
OACI	154 042 000 \$
BANQUE NATIONALE	185 900 000 \$
CARREFOUR ANGRIGNON	212 000 000 \$
CASINO DE MONTRÉAL	229 659 000 \$
CENTRE D'ACHATS ROCKLAND	258 000 000 \$
LE MARCHÉ CENTRAL	305 000 000 \$
LES GALERIES D'ANJOU	369 800 000 \$
FAIRVIEW	456 000 000 \$
COMPLEXE DESJARDINS	702 000 000 \$
	3 544 890 600 \$



Dossier # : 1146101004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 et cautionner les obligations de la SPJD découlant des ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, pour l'achat des droits afférents à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

Il est recommandé :
Au comité exécutif :

1. de prendre connaissance des trois ententes finales relatives au maintien de la tenue du Grand Prix du Canada à Montréal produit par Formula One Administration Ltd. pour une durée de dix (10) ans, soit du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2024 ;
2. d'autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer ces ententes finales pour la tenue du Grand Prix du Canada, de 2015 à 2024 et ce, dans une forme substantiellement conforme à celle des ententes jointes au présent dossier et, quant à l'entente entre les bailleurs de fonds, sous réserve de l'obtention d'un décret d'exclusion conformément à la Loi sur le ministère du conseil exécutif ;

Au conseil d'agglomération :

3. d'autoriser le versement à la SPJD d'un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement durant dix ans, soit de 2015 à 2024 inclusivement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel ;
4. de cautionner irrévocablement, en faveur de FOWC et Groupe de course Octane Inc. toutes les obligations que la SPJD a contractées envers ces dernières aux termes de ces ententes, et ce, tant et aussi longtemps que ces ententes demeurent en

vigueur, et d'autoriser l'assistante-greffière de la Ville à signer la lettre de cautionnement à cet effet jointe au présent dossier.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-06-11 11:51

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



Dossier # : 1146101004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau ("SPJD") à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 et cautionner les obligations de la SPJD découlant des ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, pour l'achat des droits afférents à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

Le directeur général de la Société du parc Jean-Drapeau recommande :

Au comité exécutif :

1. de prendre connaissance des trois ententes finales relatives au maintien de la tenue du Grand Prix du Canada à Montréal produit par Formula One Administration Ltd. pour une durée de dix (10) ans, soit du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2024 ;
2. d'autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer ces ententes finales pour la tenue du Grand Prix du Canada, de 2015 à 2024 et ce, dans une forme substantiellement conforme à celle des ententes jointes au présent dossier et, quant à l'entente entre les bailleurs de fonds, sous réserve de l'obtention d'un décret d'exclusion conformément à la Loi sur le ministère du conseil exécutif ;

Au conseil d'agglomération :

3. d'autoriser le versement à la SPJD d'un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement durant dix ans, soit de 2015 à 2024 inclusivement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel ;
4. de cautionner irrévocablement, en faveur de FOWC et Groupe de course Octane Inc. toutes les obligations que la SPJD a contractées envers ces dernières aux termes de

ces ententes, et ce, tant et aussi longtemps que ces ententes demeurent en vigueur, et d'autoriser l'assistante-greffière de la Ville à signer la lettre de cautionnement à cet effet jointe au présent dossier.

Signé par Daniel - Ext BLIER **Le** 2014-06-11 10:10

Signataire :

Daniel - Ext BLIER

Directeur général
Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

IDENTIFICATION

Dossier # :1146101004

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau ("SPJD") à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 et cautionner les obligations de la SPJD découlant des ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, pour l'achat des droits afférents à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Jean-Drapeau accueille la course automobile Grand Prix du Canada sur le circuit Gilles-Villeneuve depuis 1978.

La SPJD, agissant en tant que mandataire de la Ville de Montréal, gère, pour la tenue de cette compétition, les trois ententes signées le 27 novembre 2009 pour le retour du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une période de cinq (ans), soit du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014.

Les négociations en cours depuis l'été 2012 afin d'assurer le renouvellement des ententes pour le maintien de l'épreuve Formule 1 à Montréal sont complétées. Les quatre bailleurs de fonds concernés, soit la Ville de Montréal, par le biais de la Société du parc Jean-Drapeau, le gouvernement du Québec, par le biais de Tourisme Québec, le gouvernement du Canada, par le biais de l'Agence de Développement Économique du Canada (DEC) ainsi que l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal, par le biais de Tourisme Montréal, continueront de participer au financement de l'événement.

Par conséquent, il y a lieu d'entériner le renouvellement des trois ententes afférentes pour une période de dix (10) ans, de 2015 à 2024, pour le maintien de la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal et de cautionner les obligations de la SPJD à cet égard.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0112 - 25 avril 2013

Accorder un soutien financier à la Société du Parc Jean-Drapeau au montant de 1 M\$ annuellement pour les années 2013 et 2014, tel que prévu à l'entente CG09 0474, aux fins de l'achat des droits pour la tenue du Grand Prix du Canada dans le cadre du protocole

d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la Stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.

CE09 2002 - 27 novembre 2009, CM09 1019 - 1 décembre 2009 et CG09 0474 - 3 décembre 2009

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau ("SPJD") à signer les trois ententes permettant le retour du Grand Prix du Canada à Montréal, pour une durée de cinq (5) ans, soit du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014 et cautionner les obligations de la SPJD découlant de ces ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 M\$ annuellement pour l'achat des droits pour la tenue du GPF1.

CM09 0949 - 21 septembre 2009 et CG09 0433 - 24 septembre 2009

Cautionner les obligations de la SPJD découlant de l'entente de principe en négociation relativement au retour du Grand Prix du Canada à Montréal.

CE09 1746 - 17 septembre 2009

Prendre acte des principaux paramètres d'une entente en négociation relativement au retour du Grand Prix du Canada à Montréal produit par Formula One Administration Ltd (FOA), pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014, renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans sur entente des parties. Autoriser la SPJD à signer une entente de principe, conforme aux paramètres énoncés au présent dossier, avec la FOA pour la tenue du Grand Prix du Canada, pour les années 2010 à 2014. Recommander au conseil d'agglomération de cautionner les obligations de la SPJD découlant de l'entente de principe.

CE09 1216 - 2 juillet 2009

Mandater la SPJD pour acquérir, au nom de la Ville de Montréal, des équipements et des installations du Grand Prix du Canada pour un montant de 1 523 812,50 \$ taxes incluses, permettant la tenue de courses de Formule 1, et de lui en confier la pleine gestion. Rembourser la SPJD sur présentation des pièces justificatives.

CE06 1620 - 27 septembre 2006

Prendre connaissance de l'entente inhérente au renouvellement, pour une durée de cinq ans, soit du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2011, du bail relatif à la tenue du Grand Prix du Canada produit par la société en commandite Groupe Motorisé International (GMI). Confirmer le pouvoir de la SPJD de convenir d'un calendrier optimal d'utilisation du circuit Gilles-Villeneuve, ainsi que des installations et des équipements connexes.

DESCRIPTION

Les trois ordres de gouvernement, notamment le gouvernement du Québec, par le biais de Tourisme Québec, le gouvernement du Canada, par le biais de l'Agence de Développement Économique du Canada (DEC) ainsi que l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal, par le biais de Tourisme Montréal et la Ville de Montréal, par le biais de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD), ont convenu de conclure une entente avec Formula One World Championship Limited (FOWC) pour le maintien du Grand Prix du Canada à Montréal, sur le circuit Gilles-Villeneuve du parc Jean-Drapeau, pour la période de 2015 à 2024. La SPJD est au coeur de cette transaction qui fait l'objet de trois ententes distinctes, notamment :

1- Un protocole d'entente entre la Société du parc Jean-Drapeau et les trois bailleurs de fonds, soit le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal, qui apporteront leur soutien financier de 15 964 691,87 \$ sur un montant total de 17 105 027 \$ (Québec 4/15, Canada 5/15, Tourisme Mtl 5/15) à la SPJD à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, afin que celle-ci puisse remplir ses obligations en vertu de l'entente de financement et qu'elle puisse effectuer les

paiements tel que prévu à l'entente de financement. Le versement annuel de la Ville de Montréal équivalant à la quote-part de la SPJD sera égal à 1/15^e du montant payable à FOWC, soit 1 140 335,13 \$, à partir de 2015, avec une indexation de 2 % de cette contribution.

2- Une entente de financement entre la Société du parc Jean-Drapeau et Formula One World Championship Limited (FOWC) régissant les modalités de versement de la somme annuelle de 17 105 027 \$ à partir de 2015 entre la SPJD et FOWC. Cette somme sera assujettie à une indexation annuelle de 2 % à partir de 2016 et jusqu'en 2025. L'entente prévoit qu'il y aura compensation par FOWC pour le montant investi par la SPJD dans le circuit (ie : engagement maximal de 30M\$ en vertu du bail) si l'Entente de financement est résiliée pour une cause sous le contrôle raisonnable de FOWC. En pareil cas, la SPJD ne pourra toutefois pas utiliser les infrastructures pendant l'année de la compensation, ni pendant les 4 années suivantes, sans pour autant aller au-delà de l'année 2021.

3- Une convention de bail entre la Société du parc Jean-Drapeau et Groupe de course Octane inc., pour la location du circuit Gilles-Villeneuve (400 000 \$), avec une indexation annuelle de 2 % et des équipements (440 000 \$) aux seules fins d'organiser et de produire l'événement. Les obligations monétaires de Groupe de course Octane inc. aux termes dudit bail font l'objet d'un cautionnement de la part de FOWC. Cette entente inclut aussi les travaux d'amélioration du circuit Gilles-Villeneuve, pour un montant maximum de 30 M\$ pour la rénovation des garages, de la tour de contrôle et de l'hôpital de la piste d'ici 2017, et un loyer annuel additionnel (redevances) garanti de 3 950 077 \$ à partir de 2015 avec des indexations annuelles. Une fois les travaux complétés pour les garages, le loyer pour la location du circuit sera majoré pour atteindre 750 000 \$ par année, avec une indexation annuelle de 2 %. Par contre, il n'y aura plus de loyer afférent aux équipements, lesquels ne seront plus nécessaires, compte tenu des améliorations apportées au circuit. Le promoteur Octane s'est engagé à investir 3 M\$ en équipements dont il conservera la propriété. Cependant, advenant que FOWC ou un promoteur désigné par elle remplace Octane en cas de défaut de ce dernier, cet engagement devient caduque.

Ces ententes sont d'une durée de 10 ans. La convention de bail prévoit une période de renouvellement de 5 ans, après négociation entre les parties.

Par ailleurs, dans l'entente de financement, la SPJD bénéficie d'un droit de résiliation, notamment si la course n'était pas incluse au calendrier de la FIA, si elle ne se tenait pas dans la première moitié du mois de juin, si le Championnat cessait d'exister ou encore si le Championnat de Formule 1 de la FIA ne constituait plus l'événement capital de course automobile sur monoplace à roues à découvert.

JUSTIFICATION

Cette nouvelle entente s'inscrit dans la lignée des efforts consentis par la Ville de Montréal pour continuer de présenter sur son territoire cet événement international majeur qui a lieu à Montréal, sur le circuit Gilles-Villeneuve du parc Jean-Drapeau, depuis 35 ans. La SPJD administre, exploite et développe au parc Jean-Drapeau des activités et des événements à caractère récréatif, sportif, culturel et touristique. Elle offre également un soutien opérationnel aux promoteurs d'événements.

Le présent dossier vise à autoriser la SPJD à signer les ententes définitives permettant le renouvellement du Grand Prix de Formule 1 du Canada pour une période de 10 ans, de 2015 à 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

1- Protocole d'entente entre les "bailleurs de fonds"

* Le gouvernement du Québec, par le biais de Tourisme Québec, le gouvernement du Canada, par le biais de l'Agence de Développement Économique du Canada (DEC) ainsi que l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal, par le biais de Tourisme Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD).

* Les "bailleurs de fonds" verseront à la SPJD une somme égale au 14/15e du montant de l'entente, soit 15 964 691,87 \$ à partir de 2015, avec une indexation de 2 %. Par ailleurs, ils bénéficieront de leur quote-part respective (Québec 7,95%, Canada 14,62%, Tourisme Montréal 31,34%) d'une redevance égale à 30,5 % des revenus sur la vente des billets individuels (le solde de cette redevance (46,09%) allant au remboursement partiel des investissements de la SPJD dans le circuit), de laquelle la SPJD aura déduit auparavant les sommes requises pour financer temporairement les retenues d'impôt, le cas échéant.

* Comme pour le précédent protocole, les gouvernements provincial et fédéral ont exigé qu'une disposition, prévoyant que leur engagement financier respectif soit sujet à la disponibilité des crédits alors requis d'année en année, se retrouve au protocole. Cette disposition est obligatoire pour le respect des normes gouvernementales en semblable matière bien que, pratiquement, jamais invoquée (cela prendrait des circonstances tout à fait exceptionnelles). Il s'agit donc d'une clause standard à toute entente similaire. Quoique cette hypothèse soit davantage théorique, advenant que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, en application de cette disposition, diminuent leur quote-part ou que ceux-ci informent la Société que le programme prévu pour financer le GPF1 est annulé, la Ville de Montréal devra verser au parc Jean-Drapeau le manque à gagner afin de lui permettre de payer à FOWC la somme prévue dans l'entente de financement entre la SPJD et FOWC.

* La Ville de Montréal devra payer à la SPJD un montant annuel de 1 140 335,13 \$ à partir de 2015, avec une indexation de 2 % ou l'équivalent au 1/15e du montant global de l'entente établi à 17 105 027 \$ par an à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement, et ce, durant dix ans, soit de 2015 à 2024 inclusivement.

Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

2- Entente de financement entre la SPJD et FOWC

* La SPJD versera un maximum de 17 105 027 \$ par an à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement, à FOWC, pour la tenue du Grand Prix du Canada à Montréal.

3- Bail entre la SPJD et Groupe de course Octane inc.

* Conformément aux termes de la convention de location du circuit Gilles-Villeneuve conclue entre la SPJD et Groupe de course Octane inc., un loyer de 400 000 \$ par année sera versé à la SPJD, avec une indexation annuelle de 2 %. Une fois les travaux d'amélioration des garages terminés, le loyer sera majoré à 750 000 \$ par année avec une indexation annuelle de 2 %.

* De plus, Groupe de course Octane inc. versera à la SPJD un montant de 440 000 \$ par année jusqu'en 2017, année qui marquera la fin des travaux d'amélioration des garages, pour la location de tous les équipements nécessaires à la tenue d'une course de F1.

* La SPJD recevra de plus un loyer annuel additionnel égal à 30,5 % à partir de 2015, des revenus provenant de la vente de tous les billets individuels, lequel sera ultimement versé

aux bailleurs de fonds, au prorata de leur participation. Ce loyer annuel additionnel inclut maintenant une clause avec une garantie d'un minimum de 3 950 077 \$ à partir de 2015 avec des indexations annuelles au seuil et au pourcentage pour atteindre 33 % en 2024.

* La SPJD conservera la quote-part de la Ville de Montréal, afin de couvrir les frais d'entretien et de maintien de l'actif, les coûts d'énergie, les coûts liés à la préparation d'un rapport annuel et les frais de gestion inhérents à cet événement international.

* FOWC cautionne les obligations monétaires d'Octane, à l'exception du loyer additionnel, où Octane ne garantit pas le minimum décrit ci-haut mais plutôt un montant de redevances fixé en fonction de montants réels de revenus, comme dans le passé. Le pourcentage des revenus demeure le même.

Par ailleurs, cette entente stipule que la Société s'engage à maintenir en tout temps le circuit conforme aux exigences de la FIA pour la tenue de la course (pavage du circuit ou toute autre demande de travaux, de modification ou de correction), à condition cependant que les travaux requis ne nécessitent pas d'investissements substantiels de la part de la SPJD. Dans l'éventualité où des travaux étaient requis pour se conformer aux exigences de la FIA, la SPJD procéderait alors à l'élaboration de programmes fonctionnels et techniques ainsi qu'à la production de plans et devis, afin de soumettre les estimations d'investissements à la Ville de Montréal, laquelle est responsable, à même le programme triennal d'immobilisations, du financement des travaux relatifs à la protection et au développement du parc Jean-Drapeau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement des ententes du Grand prix de Formule 1 du Canada à Montréal continuera d'assurer à Montréal une visibilité importante sur la scène internationale, en plus de garantir à la Ville des retombées économiques et touristiques de l'ordre de 90 M\$ (source : Tourisme Montréal) lors de la tenue de l'événement, ainsi que d'assurer des revenus additionnels à la SPJD pour lui permettre de poursuivre son développement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse et conférence de presse pour l'annonce de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des trois ententes, selon les paramètres convenus:

- 1) le protocole d'entente entre les "bailleurs de fonds" que sont la Ville de Montréal, par le biais de la Société du parc Jean-Drapeau, le gouvernement du Québec, par le biais de Tourisme Québec, le gouvernement du Canada, par le biais de l'Agence de Développement Économique du Canada (DEC) ainsi que l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal, par le biais de Tourisme Montréal pour recueillir la somme de 17 105 027 \$ par an à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement qui sera versée à FOWC;
- 2) l'entente de financement entre la SPJD et FOWC pour le paiement d'une somme de 17 105 027 \$ par an à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement, à ces dernières aux fins de la tenue du Grand Prix;
- 3) la convention de bail entre la SPJD et Groupe de course Octane inc. afin de fixer les modalités pour la location du circuit Gilles-Villeneuve et des équipements nécessaires à la tenue de la course, ainsi que pour la réalisation des travaux d'amélioration du circuit Gilles-

Villeneuve pour un montant maximum de 30 M\$ d'ici 2017.

Le texte de ces trois ententes se trouve en pièce jointe au présent sommaire.

Début: 2015-01-01 **Fin:** 2024-12-31

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Obtention du décret d'exclusion, conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, permettant à la SPJD de signer le protocole d'entente entre les "bailleurs de fonds" impliquant le gouvernement fédéral.

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Francine LEBOEUF)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mario - Ext DE FANTI
Directeur Finances et TI

Tél : 872-7326

Télécop. : 872-7359

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-04

Daniel - Ext BLIER
Directeur général

Tél :

514 872-5574

Télécop. :

514 872-7359

Dossier # : 1146101004**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

Objet :

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau ("SPJD") à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 et cautionner les obligations de la SPJD découlant des ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, pour l'achat des droits afférents à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation du directeur général de la Société du parc Jean-Drapeau :

2- d'autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à signer ces ententes finales pour la tenue du Grand Prix du Canada, de 2015 à 2024 et ce, dans une forme substantiellement conforme à celle des ententes jointes au présent dossier et, quant à l'entente entre les bailleurs de fonds, sous réserve de l'obtention d'un décret d'exclusion conformément à la Loi sur le ministère du conseil exécutif;

3- d'autoriser le versement à la SPJD d'un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation de 2 % annuellement durant dix ans, soit de 2015 à 2024 inclusivement, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

4- de cautionner irrévocablement, en faveur de FOWC et Groupe de course Octane Inc. toutes les obligations que la SPJD a contractées envers ces dernières aux termes de ces ententes, et ce, tant et aussi longtemps que ces ententes demeurent en vigueur, et d'autoriser la greffière-adjointe de la Ville à signer la lettre de cautionnement à cet effet jointe au présent dossier.

L'approbation de ce dossier amène les conséquences financières suivantes:

1. Versement à la SPJD de la quote-part annuelle de la Ville dans le protocole des bailleurs :

Pour les années 2015 à 2017, les sommes seront financées par l'entente de l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 de 175 M\$.

En effet, le Grand Prix du Canada est un projet déjà inscrit à la programmation du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 (CG12 0369).

Cette programmation, adoptée par le conseil d'agglomération le 27 septembre 2012, prévoit présentement de 2013 à 2017 le versement d'une contribution annuelle de 1 M\$ pour la réalisation de ce projet.

Les écarts entre les contributions prévues à la nouvelle entente et celles inscrites à la programmation pour les années 2015 à 2017, seront inscrits à la programmation pour donner suite à l'approbation de ce dossier.

Il est à noter que suite de ces ajustements, la surprogrammation à l'entente s'établira à 17,2 M\$, en hausse de 0,5 M\$. Cette somme devra être résorbée d'ici le 31 décembre 2017, soit par le retrait de contributions pour des projets inscrits à la programmation qui ne se réaliseront pas, soit par des ajustements à la contribution prévus de certains d'entre eux.

PROVENANCE / IMPUTATION

Revenus additionnels (100% agglomération)	2015	2016	2017
1001.0014000.105620.06501.46370.016990.0000.000000.058151	1 140 335,13 \$	1 163 141,83 \$	1 186 404,67 \$

Dépenses additionnelles (100% agglomération)	2015	2016	2017
1001.0014000.105620.06501.61900.016491.0000.000000.058151	1 140 335,13 \$	1 163 141,83 \$	1 186 404,67 \$

Pour les années 2018 à 2024, la contribution de la Ville à la SPJD sera ajustée selon le protocole d'entente des bailleurs de fonds, la provenance de fonds sera déterminée étant donné que l'entente 175 M\$ se termine en 2017.

PROVENANCE / IMPUTATION

Dépenses (100% agglomération)	Ajustement de la dotation
2018	1 210 132,76 \$
2019	1 234 335,42 \$
2020	1 259 022,13 \$
2021	1 284 202,57 \$
2022	1 309 886,62 \$
2023	1 336 084,35 \$
2024	1 362 806,04 \$

Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

2. Cautionnement des obligations de SPJD en faveur de FOWC et Groupe de course Octane Inc :

Ces obligations exigent entre autres un investissement maximal de 30 M\$. L'Administration doit ainsi inclure cet investissement dans son prochain PTI 2015-2017.

3. Quote-part de la Ville dans le partage du loyer annuel additionnel :

La SPJD indique dans le sommaire décisionnel qu'elle « conservera la quote-part de la Ville de Montréal, afin de couvrir les frais d'entretien et de maintien de l'actif, les coûts d'énergie, les coûts reliés à la préparation d'un rapport annuel et les frais de gestion inhérents à cet événement international.

Le Service des finances est d'avis que la Ville devrait se réserver le droit de revoir le niveau de sa contribution à la SPJD, selon l'évolution des coûts d'exploitation, des revenus de loyer de base de cette dernière ainsi que sa part du loyer annuel additionnel.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources
financières - chef d'équipe
Tél : 514 872-0985

Co-signataire
Roger Verreault
Conseiller économique
Tél : 514 872-8018

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-06-11

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des Finances

Dossier # : 1146101004**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

Objet :

Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau ("SPJD") à signer les trois ententes de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, pour une durée de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 et cautionner les obligations de la SPJD découlant des ententes. Verser à la SPJD un montant de 1 140 335,13 \$ annuellement à partir de 2015, avec une indexation annuelle de 2 %, pour l'achat des droits afférents à la tenue du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Les 3 conventions à être signées par la SPJD ont été préparées par la firme d'avocats Norton Rose Fulbright.

Quant au cautionnement prévu au présent sommaire, nous confirmons que la ville peut, par une décision du conseil d'agglomération, cautionner les obligations de la SPJD contractées aux termes de ces trois protocoles et, à cet effet, nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le projet de lettre de cautionnement joint à la présente intervention.

[Cautionnement Ville de Montréal.doc](#)**NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)****RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Olivier TACHÉ
Avocat**Tél :** 514-872-6886**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2014-06-10

Philippe GAGNIER
Directeur des affaires civiles et Avocat en chef adjoint**Tél :** 514-872-6851**Division :**

**FORMULA ONE WORLD
CHAMPIONSHIP LIMITED**

6, Princes Gate
Knightsbridge
Londres, SW7 1QJ
Royaume-Uni

GROUPE DE COURSE OCTANE INC.

3333, boulevard du Souvenir
Bureau 333
Laval (Québec)
H7V 1X1

Objet: Cautionnement de la Ville de Montréal

Mesdames, Messieurs,

Par les présentes, la Ville de Montréal cautionne :

- (a) en faveur de Formula One World Championship Limited (ci-après « **Formula One** »), toutes et chacune des obligations incombant à Société du Parc Jean-Drapeau (« **SPJD** ») aux termes de l'Entente de financement / Funding Agreement (l'« **Entente** »), intervenue en date du ● 2014 entre SPJD et Formula One, et ce, uniquement en cas de défaut de SPJD en vertu de l'Entente; et
- (b) en faveur de Groupe de course Octane Inc. (« **Octane** ») et de Formula One, toutes et chacune des obligations incombant à SPJD aux termes de l'Entente de bail concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve (le « **Bail** ») intervenue en date du ● 2014 entre SPJD et Octane, avec l'intervention de Formula One, et ce, uniquement en cas de défaut de SPJD en vertu du Bail.

La Ville de Montréal renonce aux bénéfices de discussion, de division, de même qu'à la subrogation aux droits de Formula One ou d'Octane, tant que ceux-ci n'auront pas reçu le montant intégral, final et définitif de leurs réclamations contre SPJD.

Le cautionnement envisagé aux présentes constitue un cautionnement continu et demeure pleinement en vigueur jusqu'à l'exécution ou paiement intégral, final et définitif des obligations cautionnées.

Les obligations de la Ville de Montréal aux présentes ne seront pas réduites ou limitées et la Ville de Montréal ne sera pas libérée de ses obligations aux présentes pour quelque raison que ce soit (notamment en raison de tout report de paiements ou d'exécution ou tout exercice, décision ne pas exercer, défaut d'exercer, délai dans l'exercice, renonciation à l'exercice ou abstention d'exercer tout droit, recours ou pouvoir, à la disposition de Formula One ou d'Octane), autrement que par le paiement intégral, final et définitif des obligations cautionnées.

L'exécution des présentes par la Ville de Montréal a été expressément autorisée par l'adoption de la résolution du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal numéro CG●●, en date du ●, dont copie est jointe aux présentes pour confirmation.

Le présent cautionnement est régi et interprété selon les lois en vigueur dans la province de Québec, excluant cependant ses règles de conflit de lois. Les tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, Québec, auront juridiction exclusive à l'égard de tout différend découlant du présent cautionnement ou se rapportant à celui-ci.

Le présent cautionnement remplace tout autre cautionnement consenti antérieurement par la soussignée en faveur de Formula One et Octane.

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Nom :
Titre :

PROTOCOLE D'ENTENTE intervenu en la Ville de Montréal, Province de Québec, prenant effet le ● 2014.

ENTRE : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale constituée en vertu de la *Charte de la ville de Montréal*, L.R.Q., c. C-11.4, ayant son siège au 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec), H3C 1A9;

(ci-après désignée « **SPJD** »)

ET : **LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**, représenté par la ministre du Tourisme, agissant par madame Louise Pagé, en sa qualité de sous-ministre (ci-après désigné « **Québec** ») et par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques;

ET : **L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC**, agissant par ●, en sa qualité de ●;

(ci-après désignée « **Canada** »)

ET : **L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL INC.**, personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, L.R.Q., C. c-38, ayant son siège au 1555, rue Peel, bureau 600, Montréal (Québec), H3A 3L8, faisant affaires sous le nom **TOURISME MONTRÉAL**;

(ci-après désigné « **Tourisme Montréal** »)

(chacun de Québec, Canada et Tourisme Montréal étant désigné comme un « **Bailleur de fonds** », et ensemble comme les « **Bailleurs de fonds** »)

(chacun de la SPJD, de Québec, Canada et Tourisme Montréal étant désigné comme une « **Partie** », et ensemble comme les « **Parties** »)

ATTENDU QUE les Bailleurs de fonds ont conclu le 27 novembre 2009 un protocole d'entente (le « **Protocole d'entente existant** ») en vertu duquel ils ont convenus d'apporter leur soutien financier à la SPJD afin que celle-ci puisse remplir ses obligations à l'égard de la présentation pour les saisons 2010 à 2014 du Grand Prix du Canada de Formule Un (le « **Grand Prix du Canada** ») en vertu d'une entente de financement intervenue le 27 novembre 2009 avec Formula One Administration Limited et Formula One World Championship Limited (« **FOWC** »), qui ensemble détenaient alors les droits exclusifs d'exploiter le Championnat (tel que défini ci-bas) (l'« **Entente de financement existante** »), et d'un bail intervenu le même jour avec Groupe de

Course Octane inc. (« **Octane** »), entité chargée d'organiser le Grand Prix du Canada, concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve (le « **Bail existant** »);

ATTENDU QUE la SPJD se propose de conclure avec FOWC, maintenant seule détentrice des droits exclusifs d'exploiter le Championnat, une nouvelle entente visant à garantir, par le biais d'un engagement de financement de la part de la SPJD, l'ajout de Montréal sur le calendrier du Championnat et par conséquent la tenue sur le circuit Gilles-Villeneuve à Montréal, pour les années 2015 à 2024 inclusivement, du Grand Prix du Canada comptant pour le Championnat (collectivement, les « **Événements** », chacun des Événements constituant un « **Événement** »), un projet de ladite entente étant joint en Annexe A au présent protocole (l'« **Entente de financement** »);

ATTENDU QU'afin de permettre la présentation des Événements, la SPJD se propose aussi de conclure avec Octane une nouvelle convention de bail concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve, à laquelle interviendra FOWC afin de cautionner les obligations d'Octane, un projet de ladite convention étant joint en Annexe B au présent protocole (le « **Bail** »);

ATTENDU QUE le présent protocole, l'Entente de financement et le Bail ne s'appliqueront qu'aux Événements qui seront présentés au cours de la période de 2015 à 2024, le Protocole d'entente existant, l'Entente de financement existante ainsi que le Bail existant s'appliquant à la présentation du Grand Prix du Canada avant cette période;

ATTENDU QU'en vertu de l'Entente de financement, la SPJD doit verser à FOWC un montant annuel pour chaque Événement, lesquels sont d'un maximum de dix-sept millions cent cinq mille vingt-sept dollars (17 105 027 \$) pour l'année 2015 et majorés annuellement de deux pourcent (2%) par la suite pour la durée du terme de l'Entente de financement (ce montant annuel étant ci-après les « **Frais FOWC** »), lesdits Frais FOWC étant les seuls Coûts admissibles autorisés à un versement des Bailleurs de fonds;

ATTENDU QUE la SPJD doit verser annuellement à FOWC les Frais FOWC en deux versements égaux (les « **Paiements** »);

ATTENDU QUE les Bailleurs de fonds ont convenus d'accorder ensemble un financement représentant quatorze quinzièmes (14/15) des Coûts admissibles autorisés et que la SPJD assume elle-même un quinzième (1/15) des Coûts admissibles autorisés;

ATTENDU QUE les Bailleurs de fonds désirent, sujet aux termes et conditions indiqués ci-après, apporter leur soutien financier à la SPJD de telle sorte que celle-ci puisse acquitter les Frais FOWC et ainsi remplir ses obligations en ce qui concerne le paiement des Frais FOWC en vertu de l'Entente de financement;

ATTENDU QUE les Bailleurs de fonds apporteront leur appui financier à la SPJD puisque la tenue du Grand Prix du Canada à Montréal génère des retombées pour la collectivité. Les résultats de ce financement seront mesurés par le nombre d'Événements tenus et le nombre de touristes hors-Québec attirés par chacun de ceux-ci;

ATTENDU QUE le Canada effectue la présente contribution financière en vertu des modalités du [Programme de développement économique du Québec (PDEQ)] [Note : à confirmer] et

que dans la gestion du présent Protocole la SPJD mettra à sa disposition les informations requises en vertu de ce programme;

ATTENDU QUE le présent protocole constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de cette loi, pour être valide, une entente intergouvernementale canadienne doit être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes;

ATTENDU QUE la SPJD est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30) et qu'en vertu de l'article 3.11 de cette même loi, la SPJD doit obtenir l'autorisation préalable du gouvernement avant de conclure le présent protocole;

ATTENDU QUE Tourisme Montréal est un organisme public au sens de l'article 3.6.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30) et qu'en vertu de l'article 3.12 de cette même loi, Tourisme Montréal doit obtenir l'autorisation préalable écrite du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes avant de conclure le présent protocole;

ATTENDU QUE le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes a autorisé Tourisme Montréal à conclure le présent protocole en vertu de l'arrêté ministériel ● signé le ● 2012;

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec, par le biais du décret ● du ● 2012, a approuvé le présent protocole et autorise la SPJD à le conclure;

IL EST EN CONSÉQUENCE CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT :

1. Définitions

- 1.1 « **Année financière du gouvernement du Canada** » : signifie la période qui débute le 1^{er} avril d'une année civile et se termine le 31 mars de l'année suivante;
- 1.2 « **Bail** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.3 « **Bail existant** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.4 « **Championnat** » signifie le championnat mondial de Formule Un de la Fédération internationale de l'automobile (FIA);
- 1.5 « **Coûts admissibles autorisés** » signifie les seuls coûts admissibles à un financement des Bailleurs de fonds dans le cadre du Protocole, ces coûts étant constitués des seuls Frais FOWC;
- 1.6 « **Détentrice des droits exclusifs** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.7 « **Entente de financement** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.8 « **Entente de financement existante** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;

- 1.9 « **Événements** » et « **Événement** » ont le sens qui leur est attribué dans le préambule;
- 1.10 « **Frais FOWC** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.10 « **Intérêt** » signifie les sommes qui s'ajoutent à tout montant dû par la SPJD à un ou aux Bailleurs de fonds de la façon prévue au *Règlement sur les intérêts et les frais administratifs* (DORS/96-188), ou à toute autre loi ou règlement du Québec de nature équivalente applicable aux présentes, le cas échéant.
- 1.11 « **Loyer annuel additionnel** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 9.3 du Bail;
- 1.12 « **Montant reporté** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 1.18;
- 1.13 « **Paiements** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.14 « **Premier versement** » signifie une somme représentant 60% des Coûts admissibles autorisés;
- 1.15 « **Protocole d'entente existant** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;
- 1.16 « **Quotes-parts** » signifie les quotes-parts de chacun des Bailleurs de fonds dans le cadre du financement versé à la SPJD afin d'acquitter les Frais FOWC et qui sont identifiées comme telles à l'Annexe C, et « **Quote-part** » signifie n'importe laquelle de celles-ci;
- 1.17 « **Quotes-parts ajustées** » signifie les quotes-parts ajustées de chacun des Bailleurs de fonds dans le cadre du paiement des Redevances et qui sont identifiées comme telles à l'Annexe D, et « **Quote-part ajustée** » signifie n'importe laquelle de celles-ci;
- 1.18 « **Redevances** » signifie, pour une année donnée, un montant égal à:
- (a) tout montant payable à la SPJD au cours de cette année à titre de Loyer annuel additionnel calculé en conformité avec le Bail (excluant toute TPS et TVQ, le cas échéant); plus
 - (b) tout montant payé ou remboursé par FOWC à la SPJD en vertu de l'Entente de financement, le cas échéant (incluant toute somme payée ou remboursée par FOWC par le biais de déductions par la SPJD des versements effectués par celle-ci lors de l'année en question en vertu du paragraphe 4.1 de l'Entente de financement, le cas échéant) dans la mesure où ce montant n'a pas déjà été inclus dans le calcul des Redevances pour une année antérieure, mais excluant, pour fins de précisions, un montant égal au moindre de (i) les montants prévus au paragraphe [10.2(c)] de l'Entente de financement, et (ii) la portion non-amortie à cette date des investissements faits par la SPJD conformément au paragraphe 6.3 du Bail, lequel montant pourra être conservé, le cas échéant, en entier par la SPJD; moins
 - (c) tout montant versé ou à verser à des tiers (autre que FOWC) par la SPJD à l'égard de l'année en question ou de toute année antérieure (dans la mesure où, dans le cas d'une année antérieure, ce montant n'a pas déjà été inclus dans le calcul des Redevances

pour cette année antérieure) conformément aux dispositions de l'Entente de financement, le cas échéant; moins

(d) tout Montant reporté, le cas échéant,

étant entendu que dans l'éventualité où ce montant est négatif, les Redevances seront de zéro dollar (0\$) pour l'année donnée et ledit montant négatif (le « **Montant reporté** ») sera reporté et inclus dans le calcul des Redevances de l'année suivante;

- 1.19 « **Second versement** » signifie 40% des Coûts admissibles autorisés;
- 1.20 « **TPS** » signifie la taxe sur les produits et services, établie en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*, L.R.C., 1985, ch. E-15;
- 1.21 « **TVQ** » signifie la taxe de vente du Québec, établie en vertu de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, L.R.Q., c. T-0.1;
- 1.22 « **Terme** » a le sens qui lui est attribué à l'article 4; et,
- 1.23 « **Versements** » signifie les sommes versées par les Bailleurs de fonds lors du Premier et du Second versement.

2. Obligations des Bailleurs de fonds

- 2.1 Sujet aux dispositions des présentes, et plus particulièrement sous réserve des dispositions du paragraphe 3.14, chaque Bailleur de fonds s'engage, à la hauteur de sa Quote-part, à verser à la SPJD un financement devant lui servir à acquitter, en totalité et à échéance, les Coûts admissibles autorisés, étant entendu, pour plus de certitude, qu'en aucune circonstance un Bailleur de fonds sera tenu à verser un financement à la SPJD pour une année donnée un montant excédant sa Quote-part des Coûts admissibles autorisés, et que toute somme versée par Québec ou Canada ne pourra être utilisée que pour l'acquittement des Coûts admissibles autorisés.
- 2.2 Sujet aux dispositions des présentes, et plus particulièrement sous réserves des dispositions du paragraphe 3.1, les Bailleurs de fonds conviennent de verser le financement des Coûts admissibles autorisés à la SPJD de la façon suivante :
 - 2.2.1 Au plus tard quinze (15) jours avant la date d'échéance du versement prévu au sous-paragraphe 4.1(a) de l'Entente de financement, chacun des Bailleurs de fonds verse sa Quote-part du Premier versement à la SPJD;
 - 2.2.2 Au plus tard quinze (15) jours avant la date d'échéance du versement prévu au sous-paragraphe 4.1(b) de l'Entente de financement, chacun des Bailleurs de fonds verse une somme égale à (i) sa Quote-part du Second versement, moins (ii) sa Quote-part ajustée des Redevances, s'il en est.

À titre de précision, la portion des Coûts admissibles non couverte par les fonds versés par les Bailleurs de fonds en vertu des sous-paragraphe 2.2.1 et 2.2.2, respectivement, sera assumée par la SPJD.

- 2.3 Dans l'éventualité où, pour une année donnée les Redevances sont équivalentes au montant correspondant au Second versement ou excédent celui-ci, alors aucun paiement par les Bailleurs de fonds ne sera dû en vertu du sous-paragraphe 2.2.2 pour l'année en question et la SPJD remettra à chacun des Bailleurs de fonds sa Quote-part ajustée des Redevances excédantes, le cas échéant.
- 2.4 Toute somme due par la SPJD à un Bailleur de fonds en vertu du paragraphe 2.3 devra être remise à ce Bailleur de fonds dans les trente (30) jours après la date maximale prévue pour le second versement au sous-paragraphe 2.2.2. Après ce délai de trente (30) jours, ces sommes porteront Intérêt.
- 2.5 Sur demande, la SPJD doit rembourser immédiatement aux Bailleurs de fonds les sommes versées en vertu des présentes qui :
- a) portent sur des coûts admissibles autorisés qu'elle n'a pas encore engagés, si les sommes ainsi avancées, de l'avis des Bailleurs de fonds, ne sont pas justifiées par une preuve satisfaisante;
 - b) n'ont pas été dépensées dans le cadre d'un Événement; ou
 - c) ont été versées sur la base de coûts qui sont non admissibles ou non autorisés dans le cadre des présentes.

Ces sommes sont dues et exigibles et porteront Intérêt.

- 2.6 La SPJD reconnaît que la somme maximale disponible à un financement du Canada afin de lui permettre d'acquitter les Coûts admissibles autorisés pour chacune des années financière du gouvernement du Canada est inscrite dans le tableau joint à l'Annexe E et qu'aucun montant ne sera versé au cours d'une année financière autre que celle qui y est énoncée.
- 2.7 La SPJD reconnaît que nonobstant toute obligation du Canada en vertu du présent Protocole, aucune obligation de verser le financement ou parties de celui-ci à la SPJD n'existe pour le Canada si, pendant un exercice financier, lors duquel un versement est exigible par la SPJD, le Parlement du Canada n'a pas adopté une loi de crédit accordant à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec des fonds suffisants lui permettant de spécifiquement remplir toutes ses obligations en vertu de toute entente engageant les fonds des programmes de l'Agence pour l'exercice financier du gouvernement du Canada en question.
- 2.8 La SPJD reconnaît que le Canada peut, à sa discrétion, annuler ou diminuer la quote-part du financement prévu au Protocole, en raison d'une modification du crédit annuel, réel ou anticipé de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ou d'une décision en matière de dépense de nature parlementaire ayant une incidence sur un ou plusieurs programmes de cette Agence.
- 2.9 La SPJD reconnaît qu'en vertu de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001, a. 21), un engagement financier ne peut être pris par Québec et n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de

cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris et que de plus, l'exécution des obligations découlant d'un engagement financier, dans une année financière subséquente à celle où il est pris, est subordonnée à l'existence, sur un crédit, d'un solde disponible suffisant pour imputer la dépense qui en découle.

- 2.10 Les Bailleurs de fonds s'engagent à coordonner leurs efforts afin de rapporter et partager entre eux et avec la SPJD le nombre de touristes hors-Québec attirés pour chaque Événement.

3. Obligations de la SPJD

- 3.1 Afin d'obtenir le financement prévu au présent Protocole, la SPJD s'engage à fournir, au moins un (1) mois avant les échéanciers prévus au sous-paragraphe 2.2.1 et 2.2.2, à chacun des Bailleurs de fonds qui en fait la demande, tout document qu'il peut raisonnablement exiger, pour effectuer le Premier et le Second Versement.

À cet égard, la SPJD s'engage à fournir au Canada une réclamation des Coûts admissibles autorisés qui ont été engagés et facturés. Celle-ci doit être documentée à la satisfaction du Canada et être complétée et signée par la SPJD et accompagnée de toute information qui peut lui être demandée en autant qu'elle soit accessible au Canada en vertu du présent Protocole.

- 3.2 La SPJD s'engage à signer l'Entente de financement et le Bail substantiellement dans la forme prévue en Annexe A et en Annexe B ou, dans le cas contraire, à obtenir l'approbation des Bailleurs de fonds avant de consentir à tout changement significatif aux projets contenus en Annexe A et B.
- 3.3 La SPJD s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin de respecter toutes ses obligations découlant de l'Entente de financement et du Bail et voir à la bonne mise en œuvre de ceux-ci. La SPJD ne pourra en aucun cas consentir à une modification substantielle de ces ententes sans le consentement préalable des Bailleurs de fonds.
- 3.4 La SPJD s'engage à octroyer à Québec et à Canada le bénéfice et l'usage exclusifs des espaces publicitaires gratuits dont elle bénéficiera en vertu du Bail, étant entendu que l'espace situé dans ce qui est connu comme étant la « Courbe du Québec » sera attribué à Québec et l'autre, à Canada. Outre cet espace publicitaire, la SPJD et les Bailleurs de fonds s'engagent à convenir d'un plan de visibilité pour l'annonce et les communications relativement au présent Protocole.
- 3.5 La SPJD s'engage à aviser sans délai les Bailleurs de fonds de tout fait ou événement susceptible de compromettre les Événements ou d'en affecter la nature, la portée, l'échéancier et les coûts. La SPJD s'engage aussi à ne poser aucun geste susceptible d'avoir les mêmes effets.
- 3.6 La SPJD s'engage à tenir les Bailleurs de fonds régulièrement informés de l'exécution de l'Entente de financement et du Bail, notamment en ce qui a trait à l'exécution par FOWC et Octane de leurs obligations en découlant et aux Paiements, et à fournir sans frais tous les documents sous son contrôle ou qu'elle est en droit d'avoir en vertu de l'Entente de

financement ou du Bail qui pourraient raisonnablement être requis par un Bailleur de fonds de temps à autre au cours du Terme.

- 3.7 La SPJD s'engage à tenir des livres comptables en bonne et due forme, selon les pratiques commerciales et les principes comptables généralement reconnus. Les livres comptables doivent inclure les originaux de l'ensemble des factures, pièces justificatives et reçus en lien avec les Événements, les Coûts admissibles autorisés, les Redevances et son utilisation des Versements.
- 3.8 La SPJD doit conserver ses livres, dossiers, registres comptables et autres documents originaux en lien avec les Événements, les Coûts admissibles autorisés, les Redevances et son utilisation des Versements.
- 3.9 La SPJD doit fournir à chacun des Bailleurs de fonds qui en fait la demande, sans frais, sans délai et dans la forme demandée toute information sous son contrôle qu'elle est libre de partager en lien avec les Événements, les Coûts admissibles autorisés, les Redevances et son utilisation des Versements.
- 3.10 Sans limiter la généralité de ce qui précède, la SPJD s'engage à fournir à chacun des Bailleurs de fonds, sur demande, sans frais et en tout temps, sous réserve cependant des dispositions du Bail, l'accès au site des Événements, à ses locaux, livres, dossiers, registres et documents sous son contrôle qu'elle est libre de partager en lien avec les Événements, les Coûts admissibles autorisés, les Redevances et son utilisation des Versements, où qu'ils se trouvent, afin de permettre aux Bailleurs de fonds d'effectuer toute vérification. Sur demande par un ou des Bailleurs de fonds, la SPJD doit fournir sans frais une copie des documents demandés.
- 3.11 La SPJD déclare que l'aide financière reçue aux fins de l'acquittement des Coûts admissibles autorisés provient en totalité de financement public. La SPJD reconnaît qu'elle ne peut recevoir d'autres aides publiques ou aides financières aux fins de l'acquittement des Coûts admissibles autorisés. Si la SPJD reçoit une nouvelle aide publique ou autre aide financière aux fins de l'acquittement des Coûts admissibles autorisés, la SPJD reconnaît que le Canada pourra réduire sa Quote-Part du financement d'un montant équivalent à toute nouvelle aide publique ou aide financière reçue. En conséquence, si des sommes ont été payées en trop, elles devront être remboursées dans les trente (30) jours d'un avis à cet effet du Canada. La SPJD paiera de l'Intérêt sur les paiements en souffrance à partir de l'expiration de ce délai.
- 3.12 La SPJD doit présenter aux Bailleurs de fonds, dans les *(Insérer le délai)* suivant la fin de chacune de ses années financières, une copie de ses états financiers annuels. Sur demande d'un Bailleur de fonds, la SPJD s'engage à produire des états financiers annuels vérifiés **[par le vérificateur de la ville de Montréal] [Note : à confirmer]** et, le cas échéant, la SPJD s'engage à les fournir aux Bailleurs de fonds. Sur demande d'un Bailleur de fonds, la SPJD doit, le cas échéant, présenter des états financiers intérimaires.
- 3.13 Les versements par Québec découlant de l'exécution du présent Protocole peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, détient tous les pouvoirs prévus à la *Loi sur les commissions d'enquête* (L.R.Q., c. C-37), dont celui de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge

utiles à cette vérification. Dans toute la mesure qui serait requise pour rendre cette loi opposable à la SPJD, celle-ci consent à s'y soumettre comme si ses dispositions étaient incluses au présent protocole. Il en est de même du Vérificateur général, lequel exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par la *Loi sur le Vérificateur général*, L.R.Q., c V-5.01.

- 3.14 La SPJD s'engage à signer avec tout Bailleur de fonds en faisant la demande une entente complémentaire à l'égard des sommes devant lui être remises par ledit Bailleur de fonds en vertu des présentes, visant notamment à préciser les conditions du financement, les modalités de versement de la contribution et les exigences du Bailleur de fonds relatives à la reddition de compte, le tout dans une forme et teneur mutuellement acceptables, étant entendu qu'en cas de contradiction entre le présent protocole et une telle entente, la priorité sera donnée au présent protocole.

4. Terme

- 4.1 Le présent protocole prendra effet dès sa signature par toutes les Parties et se terminera douze (12) mois après la fin de l'Entente de financement (le « **Terme** »). Il est convenu cependant, pour fins de précision, que le présent protocole ne sera applicable qu'aux Événements, et que le Protocole d'entente existant continuera à s'appliquer à la présentation du Grand Prix du Canada pour la période 2010 à 2014.
- 4.2 Dans l'éventualité où une somme est reçue par la SPJD à titre de remboursement des Frais FOWC payés par la SPJD en vertu de l'Entente de financement pour un Événement n'ayant pas eu lieu, la SPJD remettra alors à chacun des Bailleurs de fonds sa Quote-part respective de cette somme.
- 4.3 Dans l'éventualité où la SPJD reçoit, après le dernier versement effectué en vertu du sous-paragraphe 2.2.2 des présentes (incluant après l'échéance du Terme), des sommes (les « **Sommes reçues** ») à titre de remboursement de sommes incluses dans le calcul des Redevances conformément au paragraphe 1.18(c) pendant le Terme, la SPJD remettra alors à chaque Bailleur de fonds, dans les trente (30) jours suivant réception des Sommes reçues, sa Quote-part ajustée respective de la différence, s'il en est, entre (a) les Sommes reçues, et (b) tout Montant reporté pour la dernière année du Terme. Ces sommes sont dues et exigibles et porteront Intérêt.

5. Défaits et recours

- 5.1 Les événements suivants sont constitutifs d'un défaut :
- a) la SPJD a, directement ou par l'entremise de ses représentants, fait une déclaration ou une représentation fausse ou trompeuse à un ou aux Bailleurs de fonds dans le cadre des présentes ou de toute autre entente conclue entre la SPJD et tout Bailleur de fonds;
 - b) la SPJD n'a pas respecté une modalité, un engagement, une condition ou une obligation essentiel prévu dans toute demande d'aide financière auprès d'un ou des Bailleurs de fonds ou la SPJD n'a pas respecté une modalité, un engagement, une condition ou une obligation contenu au présent Protocole;

- c) la SPJD a pris des engagements contractuels déterminants avant la signature de l'Entente de financement ou du Bail;
 - d) de l'avis d'un ou des Bailleurs de fonds, un Événement pour lequel un versement a été effectué n'a pas été de calibre mondial.
- 5.2 S'il y a défaut, un ou les Bailleurs de fonds peuvent, sur simple avis, séparément ou ensemble et sans préjudice à tout autre droit :
- a) résilier les présentes, réduire leur contribution, en suspendre le versement pour une durée indéterminée, et exiger le remboursement immédiat, avec Intérêt, de la partie de la contribution versée par les Bailleurs de fonds pour un Événement;
 - b) exiger toutes les garanties et les sûretés qu'ils jugeront appropriées afin de garantir leur créance actuelle ou potentielle, et la SPJD s'engage à exécuter à ses frais dans les 30 jours de la demande tous les documents à cet effet.
- 5.3 Le non-exercice d'un des droits prévus au paragraphe précédent, ne doit pas être interprété comme une renonciation d'un ou des Bailleurs de fonds à exercer un droit, ni comme une acceptation implicite de la part de ces derniers de la situation qui cause le défaut.

6. **Indemnisation**

- 6.1 La SPJD, en tout temps, à la demande d'un ou de plusieurs Bailleurs de fonds, doit prendre fait et cause et doit tenir chacun des Bailleurs de fonds, et dans le cas du Canada, ses préposés et mandataires tels que définis aux termes de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif L.R.C., 1985, ch. C-50, indemne et à couvert de tous frais ou dommages-intérêts ou de toute réclamation, demande, perte, action, poursuite ou autre procédure intentée ou pouvant être intentée par qui que ce soit, concernant, entre autres, des blessures ou le décès d'une personne ainsi que la perte d'un bien ou des dommages pouvant être ou avoir prétendument été causés au Bailleur de fonds, découlant de tout acte, toute conduite ou toute omission de la SPJD, d'un ou de plusieurs Bailleurs de fonds, de la Détentrices des droits exclusifs, du locataire du Bail, de leurs administrateurs, de leurs dirigeants, de leurs employés, préposés ou mandataires, de leurs entrepreneurs, de leurs bénévoles ou de toute autre personne qui pourrait se trouver sur le circuit Gilles-Villeneuve, relativement et dans le cadre du présent protocole, de l'Entente de financement, du Bail, de tous contrats conclus par la SPJD qu'ils soient de prêt, de location, de location-acquisition ou de tout autre contrat relié aux Événements, ou lors de la réalisation des Événements. Cette obligation de la SPJD subsistera après l'expiration ou la résiliation du présent protocole pour toute cause ou événement ayant pris naissance avant son expiration ou sa résiliation.
- 6.2 À moins qu'il n'ait été causé directement par la faute intentionnelle ou la faute lourde d'un ou plusieurs Bailleur de fonds, et dans le cas du Canada, ses préposés et mandataires tels que définis aux termes de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif L.R.C., 1985, ch. C-50, agissant dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur emploi, chaque Bailleur de fonds n'est nullement responsable du dommage ou du préjudice, autre que corporel ou moral, quelle qu'en soit la nature, incluant, mais sans

limiter la généralité de ce qui précède, dans le cas où SPJD contracterait un emprunt, s'engagerait dans un contrat de location-acquisition ou signerait un autre contrat à long terme, les pertes financières occasionnées par la réalisation des Événements ou liées de quelque façon que ce soit aux Événements ou de l'exécution ou l'inexécution du présent protocole, qui pourrait être subi par la SPJD, l'un de ses employés, préposés, mandataires ou bénévoles, ou par toute personne dont il peut être tenu responsable, tout comme chaque Bailleur de fonds n'est nullement responsable du dommage, préjudice ou perte à des biens appartenant au, ou étant sous le contrôle ou la garde de la SPJD, l'un de ses employés, préposés, mandataires ou bénévoles, ou à toute personne dont il peut être tenu responsable, lorsque ces biens sont situés sur le circuit Gilles-Villeneuve ou environnant celui-ci dans le cadre de l'exercice des droits consentis par le présent protocole.

La SPJD accepte la limitation de responsabilité de chacun des Bailleurs de fonds et renonce, à l'égard de ce qui précède, à toute réclamation qu'elle peut avoir ou toute demande en justice qu'elle peut tenter contre un ou plusieurs des Bailleurs de fonds, et dans le cas du Canada, ses préposés et mandataires tels que définis aux termes de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif L.R.C., 1985, ch. C-50, agissant dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur emploi, ou contre toute personne dont un ou plusieurs des Bailleurs de fonds peut ou peuvent être tenu(s) responsable.

Dans le cas d'un dommage ou d'un préjudice causé directement par la faute intentionnelle ou la faute lourde d'un ou plusieurs des Bailleurs de fonds, le ou les autres Bailleurs de fonds n'auront aucune obligation ou responsabilité, ni conjointe ni solidaire entre eux, envers la SPJD.

- 6.3 Le présent protocole est une entente de contribution et dans aucun cas il ne peut être interprété comme étant un contrat de prestation de services, de louage de services ou d'emploi. Aucune disposition du présent protocole ne crée une responsabilité, un engagement ou une obligation pour un ou plusieurs Bailleurs de fonds et conséquemment on ne pourrait prétendre une responsabilité, un engagement ou une obligation conjointe ou solidaire entre eux envers la SPJD.

7. Autres dispositions

- 7.1 La SPJD reconnaît que les contributions respectives des Bailleurs de fonds ne constituent pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise ou une relation de mandataires entre la SPJD et un ou plusieurs Bailleurs de fonds, et ce, pour quelque fin que ce soit. Pour cette raison, la SPJD s'engage à ne pas se présenter comme étant un mandataire, un partenaire, un agent ou un représentant des Bailleurs de fonds.
- 7.2 Tout montant dû à Canada en vertu des présentes est une créance due à Sa Majesté la Reine du chef du Canada.
- 7.3 Toute modification du présent protocole doit être faite par écrit et signée par le représentant autorisé pour ce faire de chacune des parties. La modification du protocole entre en vigueur à la date indiquée dans l'écrit qui la constate et fait partie intégrante du présent contrat dès cet instant. Lorsqu'aucune date d'entrée en vigueur n'est prévue, la modification entre en vigueur le jour de l'apposition de la dernière signature des parties.

7.4 Éthique

- 7.4.1 La SPJD confirme qu'aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat ou de l'Assemblée nationale du Québec n'est partie au Protocole, au Bail ou à l'Entente de financement, qu'il n'en tire pas parti et n'en retire aucun avantage auquel le grand public n'aurait pas droit.
- 7.4.2 La SPJD confirme qu'aucun ancien titulaire d'une charge publique au gouvernement du Canada ou fonctionnaire visé par la *Loi sur les conflits d'intérêts*, le Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou le Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne tire directement ou indirectement avantage du Protocole, du Bail ou de l'Entente de financement ou que s'il tire un avantage, il le fait en conformité avec ces dispositions législatives et codes. Il en va de même avec les anciens titulaires d'une charge publique du Québec qui doivent répondre aux critères du *Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique* (c.F-3.1.1r.0.3). Dans l'éventualité où ces loi, politique, code ou règlement devaient être abrogés ou modifiés, la confirmation de la SPJD devra être en lien avec tout autre code, règlement ou loi en vigueur au Canada et au Québec de nature équivalente et applicable à cet ancien titulaire.

7.5 La SPJD s'engage à :

- a) déclarer aux Bailleurs de fonds le nom de toute personne ou de tout organisme qu'il utilise à titre de lobbyiste, et à s'assurer qu'ils connaissent et se soumettent à la *Loi sur le lobbying* et à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (L.R.Q., chapitre T-11.011);
- b) ne pas payer à quiconque, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels ou proportionnels à l'aide financière obtenue, notamment, pour des services liés à la représentation, la sollicitation et la négociation d'aide financière du gouvernement du Canada;

7.6 Les droits et obligations découlant du présent protocole ne peuvent faire l'objet d'une cession, totale ou partielle, sans le consentement préalable et écrit de toutes les autres parties.

7.7 Chacune des parties confirme que le présent Protocole, de même que les informations qui y sont contenues peuvent être rendues publiques. Cependant, chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer à quiconque les informations obtenues dans le cadre de la gestion de celui-ci sauf si :

- 7.7.1 elle a préalablement obtenu le consentement explicite écrit de toutes les autres parties;
- 7.7.2 les informations peuvent être divulguées en vertu d'une législation, d'une politique ou d'une autorité applicable à l'une des parties; ou

7.7.3 les informations sont pertinentes à une poursuite ou une défense en lien avec l'exécution du présent Protocole.

Cet engagement de confidentialité ne s'applique pas à l'information qui est déjà connue de temps à autre du public en général.

7.8 Tout avis devant être donné en vertu du présent protocole ou relativement à celui-ci sera considéré comme étant légalement donné, s'il est signifié personnellement au destinataire ou envoyé par courrier recommandé ou télécopieur aux adresses suivantes :

Dans le cas d'un avis à la SPJD :

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Pavillon du Canada
1, circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec) H3C 1A9

Télécopieur : 514-872-7359

À l'attention du directeur général

Dans le cas d'un avis à Canada :

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

3340, Boulevard de l'Assomption
Montréal (Qc) H1N 3S4

Télécopieur: 514-496-0874

À l'attention de Marie-José Reid,
Directrice, Île-de-Montréal

Dans le cas d'un avis à Québec :

LA MINISTRE DU TOURISME

900, boulevard René-Lévesque Est
4e étage
Québec (Québec) G1R 2B5

Télécopieur : 418-528-8948

À l'attention de la sous-ministre

Dans le cas d'un avis à Tourisme Montréal:

L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU TOURISME DU GRAND MONTRÉAL

1555 rue Peel, bureau 600
Montréal (Québec) H3A 3L8

Télécopieur : 514-864-3838

À l'attention du président

ou à tout autre endroit que l'une ou l'autre des parties aura fait connaître aux autres parties, et ce, par avis écrit donné de la façon ci-haut prévue.

7.9 Toute entente antérieure relativement à l'objet du présent protocole qui n'est pas reproduite au présent protocole, qu'elle soit écrite ou verbale, est réputée nulle et sans effet.

7.10 Ce protocole peut être signé en divers exemplaires, tous ces exemplaires constituant à toutes fins un seul et unique protocole, même si les parties n'ont pas signé le même

exemplaire. Les parties conviennent que des copies signées du présent protocole peuvent être livrées par télécopieur ou par un mode de livraison similaire (incluant par courriel) et que les signatures figurant sur les copies ainsi livrées lieront les parties comme si des copies revêtues de signatures originales avaient été livrées; chacune des parties aux présentes s'engage à livrer dès que possible suivant la date des présentes quatre (4) exemplaires originaux du présent protocole, tous ces exemplaires constituant un seul et unique protocole.

- 7.11 Toute référence dans le présent protocole à des dollars (\$) est une référence à des dollars canadiens.
- 7.12 Le présent protocole sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la Province de Québec. Les parties reconnaissent la juridiction exclusive des tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, Québec, à l'égard de tout différend découlant du présent protocole ou se rapportant à celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent protocole à la date et à l'endroit ci-haut mentionnés.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Par : _____
Nom :
Fonction :

Par : _____
Nom:
Fonction :

LA MINISTRE DU TOURISME

**LE MINISTRE RESPONSABLE DES
AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES ET DE LA
FRANCOPHONIE CANADIENNE**

Par : _____
Nom:
Fonction :

Par : _____
Nom:
Fonction :

**L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR
LES RÉGIONS DU QUÉBEC**

**L'OFFICE DES CONGRÈS ET DU
TOURISME DU GRAND MONTRÉAL**

Par : _____
Nom :
Fonction :

Par : _____
Nom :
Fonction :

Par : _____
Nom :
Fonction :

ANNEXE A

Projet de l'Entente de financement

Voir ci-joint.

ANNEXE B

Projet de la Convention de bail

Voir ci-joint.

ANNEXE C

Quotes-parts

Bailleur de fonds	Quote-part
Québec	4/15
Canada	5/15
Tourisme Montréal	5/15

ANNEXE D

Quotes-parts ajustées

Bailleur de fonds	Quote-part
Québec	7,95%
Canada	14,62%
Tourisme Montréal	31,34%

ANNEXE E

Somme maximale des Coûts admissibles autorisés pour le Canada

Année financière du gouvernement du Canada	Versement maximal total du Canada
2015-2016	5 701 105.50 \$
2016-2017	5 815 127.61 \$
2017-2018	5 931 430.16 \$
2018-2019	6 050 058.76 \$
2019-2020	6 171 059.94 \$
2020-2021	6 294 481.14 \$
2021-2022	6 420 370.76 \$
2022-2023	6 548 778.18 \$
2023-2024	6 679 753.74 \$
2024-2025	6 813 348.82 \$
Total	62 425 514.61 \$

DATÉE

DU • JUIN 2014

ENTRE

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

ET

FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED

ENTENTE DE FINANCEMENT

**relative au
FORMULA 1 GRAND PRIX^{MC} DU CANADA (*CANADIAN GRAND PRIX^{MC}*)**

**en tant qu'étape du
CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE UN DE LA FIA (FIA FORMULA ONE WORLD
CHAMPIONSHIP^{MC})**

Formula One World Championship Limited

6 Princes Gate
Londres SW7 1QJ
Tél. : 020 7584 6668
Télec. : 020 7581 1649
Service juridique interne

LA PRÉSENTE ENTENTE DE FINANCEMENT est intervenue à Montréal (Québec) et à Londres (Angleterre) le • juin 2014.

ENTRE :

- 1) **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale existant en vertu des lois du Québec, ayant son siège social au 1, Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) Canada H3C 1A9 (*Bailleur de fonds*)

ET

- 2) **FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP LIMITED**, personne morale constituée en vertu des lois de l'Angleterre et du Pays de Galles dont le numéro d'enregistrement est le 4174493, ayant son siège social au 6 Princes Gate, Knightsbridge, Londres, Royaume-Uni, SW7 1QJ (*FOWC*)

ATTENDU QUE :

- A) La FIA a accordé à FOWC le droit exclusif d'exploiter commercialement le Championnat, tous les Événements de Formule Un et les Marques partout dans le monde et dans tous les médias.
- B) Le Bailleur de fonds, Formula One Administration Limited (*FOA*), et FOWC ont signé une entente de financement le 27 novembre 2009 (*Entente initiale*) aux termes de laquelle, entre autres, FOA et FOWC avaient convenu d'inscrire l'Événement au calendrier du Championnat soumis à la FIA chaque année à des fins d'approbation pour les années 2010 à 2014, inclusivement, et de déployer tous les efforts raisonnables pour obtenir l'inscription de l'Événement au calendrier du Championnat pour les années susmentionnées.
- C) Le Bailleur de fonds a accepté de fournir à FOWC un financement en contrepartie des engagements donnés par celle-ci aux termes de la présente entente relativement à l'organisation et à la présentation du Formula 1 Grand Prix du Canada (*Canadian Grand Prix*) en tant qu'étape du Championnat du monde de Formule Un de la FIA pour les années 2015 à 2024, inclusivement.
- D) Le comité exécutif de la Ville de Montréal a approuvé au moyen d'une résolution datée du • 2014 la signature par le Bailleur de fonds de la présente Entente et du Bail relatif au Circuit et a recommandé au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal d'approuver l'octroi d'un cautionnement écrit à l'égard de toutes les obligations du Bailleur de fonds aux termes de cette Entente et du Bail relatif au Circuit selon le modèle prévu à l'Annexe 1 (*Cautionnement*) en remplacement de la lettre de cautionnement livrée en ce jour par la Ville de Montréal à FOWC et au Promoteur en vertu du Bail relatif au Circuit.

IL EST CONVENU COMME SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

- 1.1. Dans la présente Entente (sauf si le contexte exige une interprétation différente ou à moins d'indication contraire), les termes définis à l'Annexe 2 ont le sens qui leur est attribué dans cette annexe.

Interprétation

1.2. Dans la présente Entente (sauf si le contexte exige une interprétation différente) :

- a) les rubriques des articles et des annexes ne sont insérés qu'à des fins de commodité et n'ont aucune incidence sur l'interprétation de celle-ci;
- b) à moins d'indication contraire, un renvoi à un préambule, à un article ou à une annexe est un renvoi à un préambule ou à un article ou à une annexe de la présente Entente;
- c) un renvoi à la présente Entente ou à un autre document comprend toute modification ou tout remplacement de l'un ou l'autre;
- d) un renvoi à une loi ou à une disposition législative comprend un renvoi à ce qui suit :
 - i) cette loi ou cette disposition législative dans sa version consolidée, modifiée, adoptée de nouveau ou remplacée à l'occasion par une loi ou une disposition législative;
 - ii) une mesure législative subordonnée adoptée en vertu de cette loi ou de cette disposition législative; et
- e) les mots singuliers incluent le pluriel, et l'inverse, et l'utilisation d'un genre inclut tous les genres;
- f) un renvoi à une personne comprend un renvoi à une personne physique, une entreprise, une société de personnes, une société, une société par actions, une association, une organisation, un gouvernement, une autorité, un État, une fondation ou une fiducie (dans chaque cas qu'il s'agisse d'une personne morale distincte ou non);
- g) un renvoi à une personne comprend un renvoi à ses exécuteurs testamentaires, successeurs (y compris par novation) et ayants droit;
- h) si une période de temps est spécifiée et court à partir d'un jour précis ou du jour où un acte ou un événement se produit, celle-ci est calculée en excluant ce jour;
- i) des renvois à des documents écrits comprennent toute méthode de reproduction de mots dans une forme lisible et non transitoire;
- j) en ce qui concerne toute question dont il est stipulé qu'elle est assujettie à l'approbation ou au consentement d'une personne, à moins d'indication contraire, cette approbation ou ce consentement peut être donné ou refusé par cette personne agissant à son gré, et les termes « **approuver** », « **approbation** » et « **consentir** » et « **consentement** » sont interprétés en conséquence;
- k) les termes **notamment** ou **y compris** signifient y compris sans limitation ou sous réserve de la généralité de toute description, définition, phrase ou de tout terme le

précédant, et le terme « *inclure* » et ses dérivés sont interprétés conformément à cette définition;

- l) dans l'interprétation de la présente Entente, aucune règle d'interprétation ne s'appliquera au désavantage d'une Partie sur le fondement que celle-ci a suggéré cette Entente ou une partie de celle-ci;
- m) les annexes de la présente Entente font partie intégrante de la présente Entente et s'appliquent comme si elles étaient entièrement intégrées à la présente Entente et tout renvoi à la présente Entente comprend les annexes.

2. DÉBUT ET DURÉE

- 2.1. La durée de la présente Entente (*Durée*) va de la date de sa signature par la dernière des Parties à la signer au 31 décembre 2024, à moins d'une résiliation anticipée faite selon ses modalités. Pour éviter tout doute, la présente Entente ne s'applique qu'aux Événements inscrits au calendrier du Championnat pour les années civiles 2015 à 2024, inclusivement.
- 2.2. Les Parties conviennent que la durée de la présente Entente indiquée à l'article 2.1 ci-dessus peut être renouvelée pour une période additionnelle de cinq (5) ans, la date d'expiration étant fixée au 31 décembre 2029, conformément aux modalités et conditions qui seront négociées entre les Parties agissant raisonnablement et avec diligence, et les Parties conviennent d'amorcer ces négociations au plus tard en janvier 2024 dans le but de conclure une entente avant l'Événement devant avoir lieu en 2024.

3. OBLIGATIONS DU DÉTENTEUR DES DROITS COMMERCIAUX RELATIFS À LA F1

- 3.1. FOWC :
 - a) déclare au Bailleur de fonds que par le truchement d'une entente avec FOWC, la FIA est tenue, sous réserve des lois, règles et règlements applicables de toute autorité compétente, de faire en sorte qu'un Événement pour lequel un contrat valide de promotion de course a été conclu avec FOWC soit inscrit au Calendrier, à la condition que cet Événement soit conforme aux Règlements de la FIA applicables (soit le Code Sportif International de la FIA qui s'applique à tous les sports automobiles internationaux ainsi que les règlements techniques et sportifs du Championnat, le tout tel qu'il est affiché de temps à autre sur le site Fia.com), à moins que la FIA ne décide, à son gré exclusif, agissant en conformité avec les Règlements de la FIA, après avoir consulté FOWC et donné au Promoteur concerné un préavis raisonnable pour remédier au manquement et que ce dernier ait omis de le faire, que le Promoteur concerné contrevient aux Règlements de la FIA ou qu'un manquement antérieur de sa part est considéré tellement sérieux par la FIA que cette dernière juge à son gré exclusif, qu'il serait inapproprié d'inscrire un événement au Calendrier pour une ou plusieurs années; et
 - b) s'engage à ne pas renoncer à l'exécution des obligations susmentionnées de la FIA envers FOWC à l'égard de l'Événement et à prendre des mesures raisonnables pour les faire exécuter.

- 3.2. FOWC déclare également au Bailleur de fonds ce qui suit :
- a) FOWC (et ses Sociétés affiliées) ont signé des ententes exécutoires avec la FIA aux termes desquelles FOWC s'est vu accorder une licence exclusive lui permettant d'exploiter tous les droits commerciaux se rapportant au Championnat du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2110; et
 - b) FOWC (et ses Sociétés affiliées) ont signé des ententes exécutoires avec les concurrents actuels de la Formule Un concernant leur participation au Championnat de 2013 à 2020.
- 3.3. Sous réserve des modalités de la présente Entente, FOWC accepte de faire ce qui suit :
- a) inscrire pour chacune des années allant de 2015 à 2024, inclusivement, l'Événement au calendrier du Championnat que FOWC élabore et soumet à la FIA chaque année à des fins d'approbation; et
 - b) déployer tous les efforts raisonnables pour obtenir l'inscription de l'Événement au calendrier du Championnat approuvé par la FIA (***Calendrier du Championnat***) pour chacune des années allant de 2015 à 2024, inclusivement.
- 3.4. FOWC fournira au Bailleur de fonds, sans frais et dans les quinze (15) jours qui suivront la tenue d'un Événement, au moins vingt (20) photos en couleurs à haute résolution prises sur le vif (en format électronique) et trente (30) secondes d'enregistrement vidéo à haute résolution de cet Événement, dont la course principale. Le Bailleur de fonds n'utilisera ces images et cet enregistrement vidéo que pour promouvoir ses activités et emplacements, mais toutes les utilisations qu'il se propose d'en faire doivent d'abord être approuvées par FOWC et le Bailleur de fonds doit conclure et respecter un contrat de licence avec FOWC à des conditions dont aura convenu cette dernière.

4. OBLIGATIONS DU BAILLEUR DE FONDS

- 4.1. Sous réserve des modalités de la présente Entente, le Bailleur de fonds accepte de payer à FOWC, en dollars canadiens, un montant annuel pour chaque année civile allant de 2015 à 2024, inclusivement, égal au montant indiqué ci-dessous (chacun de ces montants annuels étant un ***montant du paiement***) :
- a) pour l'année 2015, le montant de dix-sept millions cent cinq mille vingt-sept dollars canadiens (17 105 027 \$ CA), déduction faite de toutes les taxes; et
 - b) pour chaque année ultérieure comprise dans la Durée, le montant du paiement pour l'année antérieure (avant taxes) majoré annuellement de deux pour cent (2 %), déduction faite de toutes les taxes.
- 4.2. Le montant du paiement est payable de la manière indiquée à l'article 5 et, pour chaque année civile de la Durée, à compter de 2015, ce montant est exigible comme suit :
- a) un premier paiement d'un montant égal à cinquante pour cent (50 %) du montant du paiement pour l'année civile pertinente au plus tard trente (30) jours avant la date prévue de l'Événement pour cette année civile; et

- b) un deuxième paiement d'un montant égal à cinquante pour cent (50 %) du montant du paiement pour l'année civile pertinente dans les vingt (20) jours suivant la livraison au Bailleur de fonds du relevé certifié dont il est question à l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit; toutefois si le montant payable aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit pour la même année n'a pas été payé au Bailleur de fonds à cette date, le Bailleur de fonds peut alors effectuer le paiement aux termes du présent alinéa 4.2.b) comme suit :
 - i) d'abord, en opérant compensation du montant le moins élevé parmi les suivants :
 - A) le Loyer annuel additionnel (au sens défini dans le Bail relatif au Circuit) payable aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit pour la même année; et
 - B) la Partie cautionnée du Loyer annuel additionnel (au sens défini dans le Bail relatif au Circuit) pour cette année-là,à l'encontre du montant équivalent de ce deuxième paiement, puis
 - ii) en versant tout solde de la façon indiquée à l'article 5.1.

4.3. Toute opération de compensation aux termes du sous-alinéa 4.2(b)(i) constituera le règlement intégral de l'obligation du locataire (et de FOWC selon son cautionnement limité aux termes du Bail relatif au Circuit) de payer ce montant aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit. Lorsque ce montant aura fait l'objet d'une opération de compensation, FOWC sera entièrement subrogée dans les droits du Bailleur de fonds à l'encontre du locataire aux termes du Bail relatif au Circuit d'exiger le paiement de ce montant aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit.

4.4. Sous réserve des modalités de la présente Entente, le Bailleur de fonds s'engage au profit de FOWC à effectuer les réparations et les améliorations indiquées à l'article 6.3 du Bail relatif au Circuit conformément aux modalités qui y sont indiquées et sous réserve de celles-ci.

5. PAIEMENTS

5.1. Les montants payables aux termes de la présente Entente seront versés en dollars canadiens par virement direct (au frais de la partie expéditrice) de fonds libérés dans le compte bancaire désigné de la partie destinataire, libres et quittes de toutes les déductions et retenues de quelque nature que ce soit, à l'exception unique de ce qui est prévu aux présentes.

5.2. FOWC, si le Bailleur de fonds, agissant raisonnablement, le lui demande, collaborera avec le Bailleur de fonds pour obtenir de toute autorité fiscale compétente une dispense permettant au Bailleur de fonds de ne pas faire les déductions ou les retenues qu'il estime devoir faire en conformité, réelle ou intentionnelle, avec les lois applicables. FOWC n'est pas tenue de fournir des renseignements qu'elle considère confidentiels ou sensibles du point de vue commercial eu égard à cette collaboration, et si FOWC accepte de divulguer ces renseignements, cette divulgation est assujettie au respect, par les destinataires de ces renseignements, des engagements en matière de confidentialité que FOWC prescrit, la

législation sur l'accès à l'information ou toute autre législation ne devant pas avoir préséance sur de tels engagements. Tous les frais de tiers de FOWC associés à cette collaboration, y compris les honoraires et les frais de conseillers tiers, seront remboursés immédiatement par le Bailleur de fonds à FOWC sur présentation de factures à cet effet.

Si aucune renonciation n'est obtenue et que des déductions ou des retenues sont faites par le Bailleur de fonds sur tous montants payables à FOWC par le Bailleur de fonds en conformité, réelle ou intentionnelle, avec les lois applicables, ce dernier paiera immédiatement à FOWC le montant additionnel nécessaire pour qu'une fois la déduction ou la retenue faite, FOWC ait le même montant qu'elle aurait reçu en l'absence d'une telle déduction ou retenue. Pour plus de certitude, une telle majoration au titre de la retenue applicable au paiement indiqué à l'alinéa 4.2.b) s'appliquera au montant entier de la tranche de cinquante pour cent (50 %) du Montant du paiement pour l'année civile pertinente.

Le Bailleur de fonds donnera un avis écrit à FOWC (*Avis de retenue*) l'informant du montant (*Montant remis*) de i) toutes les sommes ainsi déduites ou retenues et remises aux autorités fiscales par le Bailleur de fonds et/ou, selon le cas, de ii) toutes sommes (à l'exclusion des intérêts et des pénalités, s'il y a lieu) payées aux autorités fiscales par le Bailleur de fonds à l'égard ou au titre des déductions ou retenues qui auraient dû être faites sur tout montant payé ou crédité aux termes des présentes par le Bailleur de fonds à FOWC et qui n'ont pas été faites au moment où ces montants ont été payés ou crédités à FOWC.

Dans la mesure où FOWC a ou pourrait avoir le droit de recevoir, selon les lois applicables (y compris toute convention fiscale applicable), un remboursement d'un Montant remis des autorités fiscales auxquelles ce Montant remis a été remis et/ou de réclamer un crédit, une réduction des impôts exigibles ou toute autre forme d'allègement fiscal au titre d'un Montant remis, applicable aux impôts et taxes payables au Canada, FOWC demandera et fera de son mieux pour obtenir ce remboursement et pour obtenir ce crédit, cette réduction des impôts exigibles ou autre forme d'allègement fiscal le plus rapidement possible et dans toute la mesure de ce qui est possible. FOWC remboursera au Bailleur de fonds un montant égal au montant du remboursement, du crédit, de la réduction des impôts exigibles ou autre forme d'allègement jusqu'à concurrence de ce Montant remis, plus les intérêts, s'il y a lieu, qui sont réellement reçus par FOWC ou qui lui sont crédités, par les autorités fiscales compétentes à l'égard de ce remboursement, de ce crédit, de cette réduction des impôts exigibles ou autre forme d'allègement dans les quinze (15) jours suivant la réception par FOWC du remboursement applicable ou suivant la date à laquelle FOWC reçoit un avis de cotisation ou une autre confirmation initiale semblable des autorités fiscales compétentes indiquant que le crédit, la réduction des impôts exigibles ou autre forme d'allègement, selon le cas, est disponible. FOWC avisera le Bailleur de fonds par écrit qu'elle a reçu ce remboursement, ce crédit, cette réduction des impôts exigibles ou autre forme d'allègement sans tarder après avoir reçu ceux-ci. À des fins de précisions, tout remboursement qui serait par ailleurs payé à FOWC que celle-ci ne reçoit pas par suite d'une compensation, d'une réduction, d'une saisie, d'une faillite, d'une mise sous séquestre ou d'une autre raison semblable sera réputé avoir été reçu par celle-ci à la date à laquelle ce remboursement lui aurait par ailleurs été dû. FOWC fournira au Bailleur de fonds la preuve satisfaisante, ou au gré et aux frais de FOWC, fera en sorte qu'un cabinet comptable canadien reconnu au pays confirme par écrit au Bailleur de fonds, que FOWC a demandé un tel remboursement ou réclamé un tel crédit, une telle réduction des impôts exigibles ou autre forme

d'allégement conformément au présent article, et ce, au plus tard à la dernière des deux dates suivantes à tomber, à savoir i) cinq (5) jours avant la date d'exigibilité du prochain paiement prévu à l'alinéa 4.2.a), ou ii) si une exigence légale s'applique à FOWC selon laquelle elle doit produire une déclaration de revenus pour l'année au cours de laquelle le Montant remis a été retenu ou déduit par le Bailleur de fonds, le 30 juin de l'année suivant l'année où le Montant remis a été retenu ou déduit par le Bailleur de fonds.

Sans limiter les obligations de FOWC prévues dans cet article 5.2, FOWC cède par les présentes, dans la mesure permise par la loi, au Bailleur de fonds tous droits que FOWC aura à l'égard de tout remboursement d'un Montant remis (incluant tout intérêt payable par l'autorité fiscale). FOWC ne sera pas en défaut aux termes des présentes si le remboursement lui est directement émis (mais sans limiter son obligation de payer ce montant au Bailleur de fonds). Si un tel remboursement est versé directement par les autorités fiscales compétentes au Bailleur de fonds, ce dernier en avisera sans tarder FOWC, par écrit.

Dans la mesure où FOWC n'a pas le droit de recevoir, selon les lois applicables, un remboursement de la totalité ou d'une partie d'un Montant remis des autorités fiscales auxquelles ce Montant remis a été remis et/ou de réclamer un crédit, un remboursement des impôts exigibles ou autre forme d'allégement fiscal au titre de la totalité ou d'une partie d'un Montant remis applicable aux impôts et taxes payables au Canada, alors, pourvu que le Bailleur de fonds ait retenu ce montant en conformité, réelle ou intentionnelle, avec toute loi applicable qui ne s'applique pas qu'à FOWC ou qu'aux courses automobiles, FOWC devra rembourser ce Montant remis au Bailleur de fonds au plus tard à la première des deux dates suivantes, à savoir i) la date d'exigibilité du prochain paiement prévu à l'alinéa 4.2.a), ou ii) douze (12) mois suivant la réception par FOWC de l'Avis de retenue applicable, étant entendu que le Bailleur de fonds aura le droit, dans la mesure où cela s'applique, de déduire de tout paiement qu'il doit faire aux termes de l'article 4.2 relativement à tout Événement postérieur, ce Montant remis jusqu'à son paiement intégral.

Pour les besoins du présent article 5.2, FOWC est réputée avoir droit à un remboursement ou au crédit complet au Canada au titre de tout montant qui pourrait être retenu par le Bailleur de fonds en conformité, réelle ou intentionnelle, avec le paragraphe 105(1) du *Règlement de l'impôt sur le revenu* (Canada) ou de l'article 1015R8 au *Règlement sur les impôts* (Québec).

Le Bailleur de fonds peut, si FOWC ne remplit pas ses obligations prévues par le présent article 5.2 concernant un Montant remis et en plus de tout autre droit dont il pourrait disposer aux termes des présentes, déduire de tout paiement qu'il doit faire aux termes de l'article 4.2 relativement à tout Événement postérieur toutes sommes qui lui sont dues par FOWC à l'égard du Montant remis jusqu'à son paiement intégral.

- 5.3. Tous les montants exigibles aux termes de la présente Entente sont indiqués dans les présentes sans tenir compte des taxes de vente, taxes sur les produits et services, taxes sur la valeur ajoutée ou taxes semblables.
- 5.4. Tous les montants payables aux termes de la présente Entente seront payés sans compensation (sauf comme il est indiqué à l'alinéa 4.2 b) et à l'article 5.2) ou demande reconventionnelle, qu'elle découle de la loi ou de l'equity, et (qu'il s'agisse du capital, des intérêts, des frais ou de tout autre élément) seront payés en entier sans déduction ou

retenue (sauf s'il s'agit d'un montant entièrement majoré conformément à l'article 5.2) relativement à toute taxe ou tout impôt, droit, prélèvement ou toute charge de nature semblable, actuel ou futur (ainsi que toute pénalité, amende, surcharge et tout intérêt s'y rapportant), toute déduction fondée sur le contrôle des devises ou autres.

- 5.5. Si une Partie omet de payer un montant exigible aux termes de la présente Entente à la date d'exigibilité applicable aux termes de cette Entente, la partie destinataire aura le droit, mais non l'obligation, d'imputer des intérêts sur ce montant en souffrance, payables par la Partie en défaut sur demande, de la date d'exigibilité jusqu'à la date du paiement effectif, après ainsi qu'avant un jugement, au taux de 12 % par année. Ces intérêts courent quotidiennement et sont composés mensuellement.
- 5.6. Rien dans le présent article 5 ne doit être lu ou interprété comme une renonciation de quelque nature que ce soit par une Partie à l'égard des obligations d'une autre Partie aux termes de la présente Entente. Le paiement des intérêts s'ajoutera à tous les autres recours qu'une Partie peut exercer relativement à un manquement aux termes de la présente Entente et ne les remplace pas.

6. NON-PAIEMENT

- 6.1. Malgré toute autre disposition de la présente Entente (y compris l'article 12), le Bailleur de fonds n'a aucune obligation d'effectuer les paiements prévus à l'article 4.1 à l'égard d'un Événement si :
 - a) l'Événement n'est pas inclus dans le Calendrier du Championnat pour l'année en question pour un motif qui ne découle pas directement d'un acte ou d'une omission du Bailleur de fonds ou d'une Entité gouvernementale qui n'est pas autorisé aux termes de la présente Entente ou du Bail relatif au Circuit;
 - b) l'Événement est annulé ou reporté :
 - i) avant le Début de l'Événement pour quelque raison que ce soit ne découlant pas directement d'un acte ou d'une omission du Bailleur de fonds ou d'une Entité gouvernementale qui n'est pas autorisé aux termes de la présente Entente ou du Bail relatif au Circuit et qui est expressément lié à la présente Entente, au Bail relatif au Circuit ou à l'Événement; ou
 - ii) à compter du Début de l'Événement, pour quelque raison que ce soit découlant directement d'un acte ou d'une omission de FOWC ou du Promoteur qui n'est pas autorisé aux termes de la présente Entente ou du Bail relatif au Circuit.
- 6.2. Si le Bailleur de fonds a effectué le premier paiement à l'égard de cet Événement avant une annulation ou un report décrit à l'article 6.1, FOWC remboursera immédiatement, en entier, sans tarder sur réception d'un Avis à ce sujet, au Bailleur de fonds tous les montants payés aux termes de l'article 4.1 relativement à cet Événement de même que tout Montant remis (autre qu'un Montant remis non remboursable) sur ces montants. Pour plus de certitude, si l'Événement est annulé ou reporté à compter du Début de l'Événement ou après celui-ci pour une raison qui n'est pas directement attribuable à une action ou à une omission de FOWC ou du Promoteur qui n'est pas autorisée aux termes

de la présente Entente ou du Bail relatif au Circuit, le Bailleur de fonds demeurera tenu d'effectuer les paiements prévus à l'article 4.1.

7. GARANTIES ET ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

7.1. Chaque Partie déclare à l'autre Partie, s'engage envers elle et lui garantit ce qui suit :

- a) elle a le pouvoir de conclure et d'exécuter la présente Entente et les opérations qui y sont envisagées, et elle a pris toutes les mesures nécessaires pour en autoriser la conclusion et l'exécution;
- b) la conclusion et l'exécution par les Parties de la présente Entente et les opérations qui y sont envisagées ne contreviennent à aucune loi ni à aucun règlement qui s'y applique ni à ses documents constitutifs ou tout document qui la lient ou qui lient ses actifs;
- c) toutes les autorisations qu'elle requiert relativement à la conclusion et à l'exécution de la présente Entente ont été obtenues ou mises en vigueur (selon le cas) et sont entièrement en vigueur, FOWC déclarant en outre qu'elle détient les droits, les permis et les autorisations exclusifs requis pour présenter ou pour accorder à des tiers le droit de présenter une étape du Championnat et que ces droits, permis et autorisations ne font l'objet, à la connaissance de FOWC, d'aucune réclamation, contestation, plainte ou poursuite, en cours ou éventuelle, par qui que ce soit; et
- d) elle déploiera des efforts raisonnables pour respecter et exécuter ses obligations aux termes des présentes et pour s'assurer que toutes les déclarations qu'elle fait et garanties qu'elle donne aux présentes demeurent véridiques et exactes en tout temps.

8. MARQUES

8.1. Malgré toute autre disposition de la présente Entente, le Bailleur de fonds reconnaît que les Marques sont, en ce qui a trait à la relation entre FOWC et le Bailleur de fonds, la propriété exclusive de FOWC et de ses Sociétés affiliées, et que le Bailleur de fonds n'a acquis et n'acquerra aucun droit de propriété, titre ou intérêt à l'égard des Marques (ou de la cote d'estime qui s'y rattache) en raison de la présente Entente.

9. DROITS DE RÉSILIATION DE FOWC

9.1. À tout moment pendant ou après la réalisation de l'un ou l'autre des événements indiqués ci-dessous (chacun étant un *Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds*), FOWC disposera des droits établis à l'article 9.2 :

- a) le Bailleur de fonds omet de payer en entier tout montant dû aux termes de la présente Entente à la date d'exigibilité applicable, et ce montant demeure impayé dix (10) jours après l'Avis de ce défaut; toutefois, si le paiement de la totalité ou d'une partie de ce montant fait l'objet d'un différend, le Bailleur de fonds ne sera pas en défaut tant qu'il n'y aura pas eu résolution complète et finale de ce différend et que le montant en litige demeure impayé dans les délais requis par

les modalités de cette résolution (le montant qui ne fait pas l'objet du différend devant être payé conformément à la présente Entente);

- b) le Bailleur de fonds commet un Manquement important à l'égard de la présente Entente qui n'est pas corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception par celui-ci d'un Avis de FOWC à ce sujet;
- c) la résiliation du Bail relatif au Circuit pour quelque raison que ce soit (y compris un Manquement important à l'égard du Bail relatif au Circuit qui n'est pas corrigé dans la période prévue à cet effet dans ce bail et qui permet au locataire de résilier le Bail relatif au Circuit) autre que par suite d'un manquement du locataire aux termes de ce bail ou relativement à un tel manquement;
- d) le Cautionnement n'a pas été accordé avant le 31 décembre 2014 ou, s'il l'a été, il est résilié ou réduit avant l'expiration de la Durée;
- e) toute déclaration ou tout énoncé fait ou toute garantie donnée (ou réputé ou reconnu avoir été fait ou donnée) par le Bailleur de fonds dans la présente Entente ou qui est contenu dans une attestation fournie aux termes de la présente Entente ou relativement à celle-ci s'avère faux ou inexact à tout égard important ou cesse d'être juste et exact à un égard important à tout moment pendant la Durée; ou
- f) la Date de livraison des paddocks n'intervient pas à temps pour l'Événement devant être tenue en 2017.

9.2. À tout moment après la survenance d'un Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds, FOWC pourra, au moyen d'un Avis au Bailleur de fonds, déclarer qu'un Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds a eu lieu, auquel cas FOWC aura le droit, exerçable à son gré et sans porter atteinte aux autres droits ou recours de FOWC :

- a) de résilier la présente Entente immédiatement sans pénalité et sans porter atteinte aux autres droits de FOWC aux termes de la présente Entente ou en vertu des lois applicables; et
- b) dans la mesure où ce Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds n'était pas et n'est pas raisonnablement indépendant de la volonté du Bailleur de fonds (excluant l'incapacité financière), de déclarer deux fois le montant payable aux termes de l'article 4.1 relativement à l'Événement devant avoir lieu pendant l'année au cours de laquelle le Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds s'est produit moins tout montant reçu par FOWC ou porté à son crédit, le cas échéant, relativement à cet Événement aux termes de l'article 4.2 pour cette année en vertu des présentes, immédiatement du et payable à FOWC par le Bailleur de fonds avec tous les intérêts. Pour plus de certitude, la résiliation du Bail relatif au Circuit en raison du choix exercé par le Bailleur de fonds de ne pas faire d'investissements substantiels pour rendre le Circuit conforme aux Exigences de la FIA (au sens défini dans le Bail relatif au Circuit) dans les circonstances décrites dans le deuxième paragraphe de l'article 6.2 du Bail relatif au Circuit ne sera pas considérée comme relevant de la volonté raisonnable du Bailleur de fonds aux fins du présent article.

Sans qu'il soit porté atteinte aux autres droits et recours de FOWC, y compris aux termes du présent article 9.2, FOWC se réserve le droit de suspendre l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente en tout temps si une partie quelconque des montants payables par le Bailleur de fonds à FOWC ne sont pas réglés entièrement à la date de leur exigibilité, et ce, jusqu'à ce que tous les montants dus à FOWC soient réglés en entier. Une telle suspension par FOWC de l'exécution de ses obligations ne constituera pas un manquement au contrat ni un défaut de la part de FOWC, et le Bailleur de fonds n'aura droit à aucun rabais ni remboursement d'un montant quelconque s'il est incapable d'exercer ses droits aux termes des présentes au cours de cette période de suspension.

10. DROITS DE RÉSILIATION DU BAILLEUR DE FONDS

- 10.1. À tout moment pendant ou après la réalisation des événements indiqués ci-dessous (chacun étant un *Cas de résiliation attribuable à FOWC*), le Bailleur de fonds disposera des droits établis à l'article 10.2 :
- a) l'Événement n'est pas inclus au Calendrier du Championnat pour les années 2015 à 2024, inclusivement;
 - b) la date prévue de la course du Formula 1 Grand Prix du Canada (*Canadian Grand Prix*) ne tombe pas un Jour de course déterminé;
 - c) l'Événement n'a pas lieu au cours d'une année donnée pour quelque raison que ce soit ne découlant pas directement de l'action ou de l'omission du Bailleur de fonds ou d'une Entité gouvernementale qui n'est pas autorisée aux termes de la présente Entente et qui est expressément liée à la présente Entente, au Bail relatif au Circuit ou à l'Événement, étant entendu que si l'Événement est remis ou annulé à compter du Début de l'Événement pour quelque raison ne découlant pas directement de l'action ou de l'omission de FOWC ou du Promoteur qui n'est pas autorisée aux termes de la présente Entente ou du Bail relatif au Circuit, l'Événement sera réputé avoir été tenu pour l'année en question;
 - d) le Championnat cesse d'exister;
 - e) il survient un changement dans le Bloc de contrôle dans FOWC (ou de ses ayants droit autorisés) en faveur d'une Personne sous restrictions;
 - f) le Championnat cesse d'être l'événement capital de course automobile pour monoplaces à roues à découvert;
 - g) FOWC omet de payer en entier des montants dus aux termes de la présente Entente à la date d'exigibilité applicable et ces montants demeurent impayés dix (10) jours après un Avis à ce sujet; toutefois, si le paiement de la totalité ou d'une partie de ce montant fait l'objet d'un différend, FOWC ne sera pas en défaut tant qu'il n'y aura pas eu résolution complète et finale de ce différend et que le montant en litige demeure impayé dans les délais requis par les modalités de cette résolution (le montant qui ne fait pas l'objet du différend devant être payé conformément à la présente Entente);

- h) FOWC commet un Manquement important à l'égard de la présente Entente qui n'est pas corrigé dans les trente (30) jours suivant la réception par celle-ci d'un Avis du Bailleur de fonds à ce sujet;
 - i) la résiliation du Bail relatif au Circuit pour quelque motif que ce soit (y compris un Manquement important à l'égard du Bail relatif au Circuit qui n'est pas corrigé dans la période prévue à cet effet et qui permet au bailleur aux termes de ce bail de résilier le Bail relatif au Circuit) autre que par suite d'un manquement du bailleur aux termes de ce bail ou relativement à un tel manquement; toutefois, si FOWC a omis d'exercer ses droits de substitution aux termes de l'article 19.4 du Bail relatif au Circuit ou de signer un nouveau bail conformément à l'article 19.5 de ce document ou, si FOWC a exercé ses droits de substitution aux termes du Bail relatif au Circuit, le bailleur conserve le droit de résilier le Bail relatif au Circuit; ou
 - j) toute déclaration ou tout énoncé fait ou toute garantie donnée (ou réputé ou reconnu avoir été fait ou donnée) par FOWC dans la présente Entente ou qui est contenu dans une attestation fournie aux termes de la présente Entente ou relativement à celle-ci s'avère faux ou inexact à tout égard important ou cesse d'être juste et exact à un égard important à tout moment pendant la Durée.
- 10.2. À tout moment après la survenance d'un Cas de résiliation attribuable à FOWC, le Bailleur de fonds peut, au moyen d'un Avis écrit à FOWC, déclarer qu'un Cas de résiliation attribuable à FOWC a eu lieu, auquel cas le Bailleur de fonds aura le droit, exerçable à son gré et sans porter atteinte aux autres droits ou recours du Bailleur de fonds :
- a) de résilier la présente Entente immédiatement sans pénalité et sans porter atteinte aux autres droits du Bailleur de fonds aux termes de la présente Entente ou en vertu des lois applicables; et
 - b) d'exiger le paiement immédiat de tout Montant remis (autre qu'un Montant remis non remboursable) s'il n'a pas déjà été payé au Bailleur de fonds, lequel doit être payé immédiatement par FOWC sur demande écrite à cet effet; et
 - c) dans la mesure où ce Cas de résiliation attribuable à FOWC n'était pas et n'est pas raisonnablement indépendant de la volonté de FOWC ou de ses Sociétés affiliées, de déclarer un montant immédiatement payable par FOWC équivalent à ce qui suit :
 - i) la somme du double de la Partie cautionnée du Loyer annuel additionnel (au sens défini dans le Bail relatif au Circuit) pour le dernier Événement tenu avant le Cas de résiliation attribuable à FOWC, moins tout montant reçu, le cas échéant, par le Bailleur de fonds ou porté à son crédit pour cet Événement aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit (y compris le paiement par FOWC de ce montant aux termes de tout cautionnement accordé par elle); et
 - ii) le montant, s'il en est, indiqué à l'Annexe 3,

étant entendu que chacune des circonstances suivantes sera réputée aux fins des présentes relever de la volonté raisonnable de FOWC :

- iii) la FIA manque à ses obligations envers FOWC et ses Sociétés affiliées décrites à l'alinéa 3.1.a) d'inscrire l'Événement au Calendrier du Championnat et FOWC omet de respecter l'engagement qu'elle a pris aux termes de l'article 3.1.b) de ne pas renoncer à l'exécution des obligations de la FIA envers FOWC à l'égard de l'Événement et de prendre des mesures raisonnables pour les faire exécuter;
- iv) FOWC choisit de ne pas conclure, ni de faire conclure, par une Personne désignée par elle, un nouveau bail relatif au circuit dans les circonstances décrites à l'article 19.5 du Bail relatif au Circuit.

Pour plus de certitude, la résiliation du Bail relatif au Circuit dans les circonstances décrites dans le deuxième paragraphe de l'article 6.2 ou dans le paragraphe 10.4 du Bail relatif au Circuit ne sera pas considérée comme relevant de la volonté raisonnable de FOWC aux fins du présent article (FOWC n'ayant aucune obligation d'engager les dépenses dont il est fait mention à l'article 6.2 du Bail relatif au Circuit).

- 10.3. Si FOWC paie le montant indiqué au sous-alinéa 10.2.c)ii), ni le Bailleur de fonds ni ses Sociétés affiliées ne pourront alors utiliser, ni permettre à une Personne d'utiliser, les Travaux du Bailleur (au sens défini dans le Bail relatif au Circuit) jusqu'après la date à laquelle aurait été tenu l'Événement dont il est question au point 5 de l'Annexe 3.
- 10.4. Malgré toute disposition qui précède, advenant un Cas de résiliation attribuable à FOWC aux termes des alinéas 10.1 e), f), h) ou j) à un moment où l'Événement a été définitivement inclus au Calendrier du Championnat pour une année donnée, à moins que ce Cas de résiliation attribuable à FOWC empêcherait le Promoteur de tenir cet Événement pour l'année en question, le Bailleur de fonds ne pourra pas résilier le Bail relatif au Circuit tant que l'Événement n'aura pas été tenu pour l'année en question; toutefois, dans ces circonstances, le Promoteur ne sera pas tenu de payer le montant dû aux termes de l'article 10.2 du Bail relatif au Circuit.

11. SURVIE EN DÉPIT D'UNE RÉSILIATION

- 11.1. Les dispositions des articles 5.1 (Paiements), 8 (Marques), 13 (Confidentialité), 15 (Responsabilité), 16 (Frais) et 19 (Loi applicable et juridiction) continueront de s'appliquer malgré la résiliation ou l'expiration de la présente Entente.

12. FORCE MAJEURE

- 12.1. Une Partie ne sera pas responsable, en totalité ou en partie, de l'inexécution ou d'un retard dans l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente si ce retard est attribuable à un Cas de force majeure. Si une Partie est touchée par un Cas de force majeure qui affecte ou empêche l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente, dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire après le début du Cas de force majeure, la Partie touchée par ce Cas de force majeure (*Partie touchée*) avisera l'autre Partie du cas, de l'événement ou de la circonstance invoqué, de la date à laquelle ce cas, cet événement ou cette circonstance a débuté, de l'effet réel et prévu du Cas de force

majeure sur la capacité de la Partie touchée d'exécuter ses obligations aux termes de la présente Entente et du moment auquel la Partie touchée prévoit que le Cas de force majeure prendra fin.

- 12.2. La Partie touchée déploiera tous les efforts raisonnables pour minimiser les effets du Cas de force majeure sur l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente et fournira des rapports écrits tous les trente (30) jours à l'autre Partie sur ses progrès à ce sujet et fournira les renseignements se rapportant au Cas de force majeure et à ses effets que l'autre Partie peut raisonnablement demander.
- 12.3. Immédiatement après la fin du Cas de force majeure, la Partie touchée avisera l'autre Partie par écrit que le Cas de force majeure a pris fin et reprendra l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente.
- 12.4. Aux fins de la présente Entente, un **Cas de force majeure** désigne, relativement à une Partie touchée, un acte, un événement ou une circonstance, comprenant ce qui suit :
 - a) des catastrophes naturelles, dont un incendie, une inondation, un tremblement de terre, une tempête de vent ou un autre désastre naturel;
 - b) les actes d'un gouvernement ou d'une autorité gouvernementale (autre que conformément à la présente Entente ou au Cautionnement), y compris le refus d'accorder un permis ou un consentement ou la révocation de celui-ci autre que tout refus ou toute révocation par la FIA, pourvu que la raison de ce refus ou de cette révocation ne soit pas attribuable à la Partie alléguant un Cas de force majeure (qui, en ce qui concerne FOWC, sera réputé comprendre le Promoteur et, en ce qui concerne le Bailleur de fonds, une Entité gouvernementale);
 - c) une panne d'électricité, une panne de lignes de télécommunications ou une défaillance ou une panne d'usine, de machinerie ou de véhicules exploités par un tiers;
 - d) un vol, un dommage volontaire, une grève, un lockout ou une mesure industrielle de quelque nature que ce soit, autre que par des employés de la Partie touchée ou de ses fournisseurs ou sous-traitants;
 - e) une guerre, un conflit armé, des attaques terroristes, une guerre civile, une explosion, une contamination nucléaire, chimique ou biologique;
 - f) un retard ou une panne de transport qui empêche quatre équipes ou plus qui doivent compétitionner dans le cadre de l'Événement de participer; et
 - g) un état d'urgence (déclaré ou imminent) touchant un Événement ou tout événement ou circonstance qui met en péril ou menace la sûreté ou la sécurité d'un concurrent (ou d'une personne qui y est associée) ou d'un représentant de la FIA, y compris de la violence publique, du désordre public ou une démonstration publique (réel ou imminent).

qui, ou dont la conséquence :

- a) est raisonnablement indépendant de la volonté de la Partie touchée;

- b) n'aurait pas pu être empêché, prévenu, évité ou corrigé par la Partie touchée prenant des mesures raisonnables, engageant des dépenses raisonnables ou utilisant d'autres ressources ou moyens;
 - c) n'a aucunement été causé, ni en totalité ni en partie, par le défaut d'un tiers engagé par la Partie touchée, y compris un fournisseur ou un sous-traitant, ou auquel ce défaut n'a pas contribué;
 - d) rend l'exécution des obligations aux termes de la présente Entente par la Partie touchée impossible, et non simplement onéreuse ou non rentable; et
 - e) n'est pas causé par l'insolvabilité de la Partie touchée ou par tout autre manque de fonds de la Partie touchée ou auquel cette insolvabilité n'a pas contribué.
- 12.5. L'incapacité financière de la Partie touchée ne sera pas considérée comme un Cas de force majeure.
- 12.6. Pour éviter tout doute, la Durée ne sera en aucun cas prolongée par suite d'un Cas de force majeure.

13. CONFIDENTIALITÉ

- 13.1. Les Parties acceptent et s'engagent l'une envers l'autre à déployer toutes les mesures possibles pour tenir confidentiels, et ne divulguent à personne par un acte ou une omission et n'utiliseront pas ni n'exploiteront commercialement à leurs propres fins, dans le cas de l'engagement par FOWC, des Renseignements confidentiels du Bailleur de fonds ou des Entités gouvernementales, et dans le cas de l'engagement du Bailleur de fonds, des Renseignements confidentiels de FOWC ou du Promoteur, autrement que comme suit : a) à leurs dirigeants, employés, avocats, auditeurs, prêteurs ou autres conseillers professionnels réglementés respectifs; ou b) aux personnes qui sont visées par un accord mutuel conclu par écrit; ou c) dans la mesure de ce qui est nécessaire pour permettre à cette Partie d'exercer adéquatement ses droits aux termes de la présente Entente ou d'exécuter ses obligations aux termes de la présente Entente; ou d) dans la mesure requise pour obtenir l'approbation du comité exécutif et du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal ou e) par la loi applicable (y compris la législation sur l'accès à l'information) ou par les règlements d'une bourse ou d'une autorité réglementaire ou d'un gouvernement ou d'un corps administratif ou conformément à une ordonnance d'un tribunal ou d'autres autorités ou tribunaux compétents, pourvu que, dans toutes les circonstances sauf celles qui sont décrites aux points d) et e), la Partie qui fait la divulgation stipulera et prendra toutes les mesures raisonnables pour s'assurer qu'un destinataire susmentionné des Renseignements confidentiels respecte, observe et protège l'information divulguée à titre de renseignements confidentiels.
- 13.2. Aux fins de l'article 13, les Renseignements confidentiels comprennent toute information exclusive d'une Partie qui est expressément marquée comme confidentielle; toutefois, les Renseignements confidentiels ne comprennent pas, et les obligations de confidentialité aux termes de la présente Entente ne visent pas, toute information qui :
- a) était déjà en la possession légitime d'une Partie ou d'un destinataire susmentionné ou était autrement légitimement à la disposition de cette Partie ou

de tous destinataires susmentionnés sur une base non confidentielle avant sa divulgation à cette Partie ou à tout destinataire susmentionné par la Partie qui divulgue l'information;

- b) devient à la disposition d'une Partie ou d'un destinataire susmentionné sur une base non confidentielle à partir d'une source (autre qu'une Entité gouvernementale), autre que la Partie qui divulgue l'information, qui est légalement habilitée à faire cette divulgation;
- c) est élaborée de manière indépendante par une Partie ou un destinataire susmentionné; ou
- d) est reconnue par écrit par les Parties comme n'étant pas confidentielle ou pouvant être divulguée.

13.3. Si une Partie est tenue, dans des circonstances décrites à l'alinéa 13.1d) ou e), de divulguer des Renseignements confidentiels d'une autre Partie, elle donnera à cette autre Partie un Avis, selon ce qui est possible dans les circonstances, de cette divulgation.

14. CESSION

14.1. Tous les droits conférés dans la présente Entente sont rattachées aux Parties et celles-ci ne peuvent vendre, céder, sous-céder, imputer, aliéner au moyen d'une déclaration de fiducie ou autrement (ou prétendre vendre, céder, sous-céder, imputer, aliéner au moyen d'une déclaration de fiducie ou autrement) des droits conférés aux présentes (qu'ils le soient de façon effective ou légale) à un tiers, sauf avec le consentement préalable écrit de l'autre Partie, lequel consentement ne peut être déraisonnablement refusé.

15. RESPONSABILITÉ

15.1. Aucune Partie n'engagera quelque responsabilité que ce soit (extracontractuelle, contractuelle ou autrement) pour une perte de profits, d'économies prévues, d'affaires, de temps ou de cote d'estime ou pour toute perte ou de tout dommage consécutif ou indirect lié à la présente Entente.

15.2. La responsabilité maximale totale de FOWC à l'égard de toute perte ou tous dommages relativement à la présente Entente pendant toute la Durée ne dépassera en aucun cas la partie des paiements effectivement reçus par FOWC aux termes des présentes.

16. FRAIS

16.1. Chaque Partie sera responsable de ses propres frais liés à la négociation, à la préparation, à la signature et à la mise en œuvre par elle-même de la présente Entente et de chacun des documents dont il est question aux présentes.

17. AVIS

17.1. Un avis, une approbation, un consentement ou une autre communication donné aux termes de la présente Entente ou relativement à celle-ci (*Avis*) doit être fait par écrit et :

- a) doit être déposé à l'adresse du destinataire ou envoyé par télécopieur au numéro de télécopieur du destinataire, dans chaque cas indiqué au présent article 17, et il doit être marqué à l'attention de la personne indiquée, ou à toute autre adresse ou numéro de télécopieur de la personne, et/ou à l'attention d'une autre personne que la partie pertinente peut préciser à l'occasion au moyen d'un Avis écrit conformément au présent article 17.
- b) Les détails pertinents de chaque partie à la date de la présente Entente sont les suivants :

À FOWC :

Adresse: Formula One World Championship Limited à l'adresse indiquée à la première page de la présente Entente

À l'attention du « *Head of Legal Department* »

Télécopieur : (+44) 20 7581 1649

Courriel : swoodwardhill@fomltd.com

Au Bailleur de fonds :

Adresse : Société du Parc Jean-Drapeau à l'adresse indiquée à la première page de la présente Entente

À l'attention du directeur général

Télécopieur : 514 872-7359

- 17.2. En l'absence de preuve de réception antérieure, tout Avis prendra effet à compter du moment auquel il est réputé avoir été reçu conformément à l'article 17.3.
- 17.3. Sous réserve de l'article 17.4, un Avis est réputé avoir été reçu :
 - a) s'il s'agit d'un Avis déposé à l'adresse du destinataire, au moment de sa livraison à cette adresse; et
 - b) s'il s'agit d'une télécopie, à la production d'un rapport de transmission du télécopieur à partir duquel la télécopie a été envoyée, qui indique que la télécopie a été envoyée intégralement au numéro de télécopieur du destinataire, pourvu qu'une copie de confirmation de cette télécopie ait été envoyée par la poste conformément à l'article 17.1 dans les 24 heures suivant cet envoi.
- 17.4. Un Avis reçu ou réputé avoir été reçu conformément à l'article 17.3 un jour qui n'est pas un Jour ouvrable ou après 17 h (heure locale) un Jour ouvrable sera réputé avoir été reçu le Jour ouvrable suivant.
- 17.5. Chaque Partie s'engage à aviser l'autre Partie au moyen d'un Avis signifié conformément au présent article 17 si l'adresse indiquée aux présentes n'est plus valide pour l'envoi d'Avis.

18. MODIFICATION ET RENONCIATION

- 18.1. Aucune modification à la présente Entente n'entrera en vigueur à moins d'être faite par écrit et signée par toutes les Parties.
- 18.2. Aucune renonciation à toute modalité, disposition ou condition de la présente Entente n'entrera en vigueur, à moins d'être faite par écrit et signée par la Partie renonciatrice.
- 18.3. Aucun retard ou omission ou défaut d'exercer un droit ou un recours prévu aux présentes n'équivaudra à une renonciation à ce droit ou à tout autre droit ou recours prévu aux présentes ou ne sera réputé constituer une renonciation à un tel droit ou recours, et l'exercice partiel d'un droit ou d'un recours n'empêche pas tout autre exercice de ce droit ou de ce recours ou l'exercice d'un autre droit ou recours. Chacun de ces droits ou recours peut être exercé lorsqu'il est jugé opportun de le faire par la Partie qui l'exerce, et chaque Partie peut continuer à exiger l'exercice complet et à la lettre, par l'autre, de la présente Entente dans son ensemble.
- 18.4. La renonciation à l'égard d'une modalité, disposition ou condition de la présente Entente ou d'une ordonnance aux termes de la présente Entente à tout moment ne constituera pas une renonciation à ce qui suit :
 - a) une autre modalité, disposition ou condition de la présente Entente; ou
 - b) les modalités, dispositions ou conditions de la présente Entente dans l'avenir.

19. LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

- 19.1. La présente Entente doit être régie et interprétée selon les lois applicables de la province de Québec, excluant cependant ses règles de conflits de lois. Dans la mesure où il s'applique au Bailleur de fonds, celui-ci renonce au droit qu'il pourrait avoir en vertu du deuxième paragraphe de l'article 1672 du Code civil du Québec de refuser que soit opérée la compensation à son encontre aux termes de la présente Entente.
- 19.2. Chacune des Parties accepte que les tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, au Québec, auront la compétence exclusive pour régler tout différend pouvant survenir relativement à la présente Entente, et chaque Partie se soumet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux et renonce irrévocablement à tout droit qu'elle peut avoir de s'opposer à la tenue d'une instance devant ces tribunaux ou à invoquer l'incompétence de ces tribunaux.
- 19.3. La présente Entente a été rédigée et signée par les Parties en français et en anglais et ces deux versions sont opposables aux Parties. S'il y a divergence ou contradiction entre l'un ou l'autre des articles de ces deux versions, la priorité sera donnée à la version de l'article qui traduit le mieux l'intention et la volonté des Parties quant à la conclusion de la présente Entente. S'il est impossible de déterminer quelle version traduit le mieux l'intention et la volonté des Parties, la version française de l'article en cause prévaudra.

20. RESPECT DES PRINCIPES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- 20.1. FOWC et le Bailleur de fonds s'engagent l'un envers l'autre à faire ce qui suit :

- a) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées se conformeront aux lois et règlements applicables en matière de corruption (*Lois contre la corruption*);
- b) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées feront de leur mieux pour appliquer les principes de lutte contre la corruption (jointes à la présente Entente en tant qu'Annexe 4) ou le contenu de ceux-ci, et toute modification convenue s'y rapportant;
- c) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées s'abstiendront d'offrir, de promettre, de payer ou d'accorder un avantage financier ou autre :
 - i) à une personne dans le but de l'inciter à exercer indûment une fonction ou une activité se rapportant à une entreprise ou organisation, l'emploi d'une personne ou une fonction publique; ou
 - ii) à un agent public afin d'influencer indûment ce dernier relativement à l'obtention d'un marché ou d'un avantage commercial;
- d) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées maintiendront des procédures conçues pour éviter qu'une personne qui fournit des services pour eux ou pour leur compte n'entreprenne les activités décrites à l'alinéa 20.1 c) en vue d'obtenir ou de conserver un marché ou un avantage commercial pour eux;
- e) lorsque chacun ainsi que ses Sociétés affiliées ont des liens avec un agent public et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que ces liens influencent l'exécution de leurs obligations aux termes de la présente Entente ou l'exercice par l'agent public de ses fonctions, chacun ainsi que ses Sociétés affiliées prendront sans délai toutes les mesures raisonnables nécessaires et/ou demandées par l'autre partie agissant raisonnablement afin que ces liens ne donnent pas lieu à des conflits d'intérêts ou à des manquements aux Lois contre la corruption et informeront l'autre partie des mesures prises; et
- f) chacun fera rapport par écrit à l'autre partie de tout manquement aux alinéas 20.1 a) à e) ayant trait à la présente Entente.

20.2. Aux fins du présent article 20 :

- a) *avantage financier ou autre* désigne toute chose de valeur, y compris des sommes d'argent.
- b) *agent public* désigne i) une personne, qu'elle soit élue ou nommée, dans toute branche d'un gouvernement national, local ou municipal; ii) un représentant de parti politique ou un candidat à une fonction publique; iii) un fonctionnaire qui exerce une fonction publique pour un organisme public ou une entreprise publique; ou iv) un fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique.

21. ASSURANCE

21.1. Par les présentes, FOWC confirme au Bailleur de fonds que selon le contrat de promotion de course qu'elle a conclu avec le Promoteur, ce dernier est tenu de souscrire une

assurance dans le cadre de l'Événement auprès d'un tiers assureur prévoyant des événements et des limites de garantie conformes aux exigences en matière d'assurance que FOWC impose aux promoteurs d'autres courses inscrites au Calendrier du Championnat et que la FIA doit juger acceptables.

22. DIVERS

- 22.1. Rien dans la présente Entente ne vise à établir ni ne sera réputé établir une société de personnes ou une coentreprise entre l'une ou l'autre des Parties, faire d'une Partie l'agent d'une autre Partie, ni autoriser une Partie à prendre ou à conclure des engagements pour une autre Partie ou pour son compte.
- 22.2. Les Parties n'entendent pas conférer un avantage à un tiers (autre que le Promoteur, où cela est spécifiquement mentionné dans les présentes) et n'entendent pas qu'un tiers ait le droit de faire appliquer la présente Entente.
- 22.3. Chaque Partie, à ses frais, doit déployer tous les efforts raisonnables pour faire en sorte que tout tiers nécessaire signe sans tarder les documents et pose les gestes qui peuvent être raisonnablement requis pour donner plein effet à la présente Entente.
- 22.4. La présente Entente constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties relativement à l'objet des présentes et remplace et annule tout projet, engagement et toute entente, déclaration, garantie et disposition antérieurs de quelque nature que ce soit, écrit ou verbal, lié à cet objet. Pour plus de certitude, aucune disposition des présentes ne sera réputée avoir résilié l'Entente initiale ni avoir modifié celle-ci d'une manière quelconque. Chaque partie reconnaît qu'elle n'a pas conclu la présente Entente sur la foi de quelque déclaration ou garantie autre que celles contenues dans la présente Entente et, ayant négocié et conclu librement la présente Entente, accepte qu'elle n'aura aucun recours à l'égard de toute autre déclaration ou garantie; toutefois, rien dans le présent article ne devra avoir l'effet de limiter ou d'exclure toute responsabilité pour fraude.
- 22.5. Si une disposition de la présente Entente devait être partiellement ou totalement sans effet, invalide, illégale ou inexécutoire à tout égard en vertu d'une loi, les autres dispositions demeureront intactes.
- 22.6. La présente Entente peut être signée en plusieurs exemplaires. Une page de signature d'un exemplaire de la présente Entente signée par une Partie et envoyée par télécopieur ou transmise par voie électronique soit en fichier TIFF ou en format PDF sera traitée comme un original, sera pleinement exécutoire et en vigueur, et les Parties renoncent à tous droits qu'elles pourraient avoir de s'objecter à un tel traitement.

(Les signatures sont à la page suivante.)

ANNEXE 1

Modèle de cautionnement

Voir pièce jointe.

ANNEXE 2

Définitions

Avis a le sens qui lui est attribué à l'article 17.1; et **aviser** doit être interprété en conséquence;

Bail relatif au Circuit désigne le bail relatif au Circuit qui doit être octroyé par le Bailleur de fonds au Promoteur et garanti par FOWC dans la mesure limitée qui y est stipulée selon le modèle prévu à l'Annexe 5;

Bloc de contrôle désigne, relativement à FOWC :

- a) la propriété ou le contrôle (direct ou indirect) des actions du capital de FOWC conférant plus de 50 pour cent des droits de vote pouvant être exercés aux assemblées générales à l'égard de la totalité ou de la quasi-totalité des questions soumises; et/ou
- b) le droit de nommer ou de destituer des administrateurs du conseil d'administration de FOWC détenant la majorité des droits de vote pouvant être exercés aux réunions du conseil d'administration à l'égard de la totalité ou de la quasi-totalité des questions soumises;

Calendrier du Championnat a le sens qui lui est attribué à l'alinéa 3.3.b);

Cas de force majeure a le sens qui lui est attribué à l'article 12.4;

Cas de résiliation attribuable au Bailleur de fonds a le sens qui lui est attribué à l'article 9.1;

Cas de résiliation attribuable à FOWC a le sens qui lui est attribué à l'article 10.1;

Cautionnement a le sens qui lui est attribué dans le préambule;

Championnat désigne le Championnat du monde de Formule Un de la FIA (y compris toute partie ou tout aspect de celui-ci);

Circuit désigne le Circuit Gilles-Villeneuve de l'Île Notre-Dame, à Montréal;

Date de livraison des paddocks a le sens qui lui est attribué dans le Bail relatif au Circuit;

Début de l'Événement désigne le début des inspections officielles le jeudi précédant la course principale de l'événement, et au moins douze (12) voitures participant au Championnat pour l'année en question sont présentes et prennent part à l'inspection;

Durée a le sens qui lui est attribué à l'article 2.1;

Entente initiale a le sens qui lui est attribué dans le préambule;

Entités gouvernementales désigne la Ville de Montréal, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, et « **Entité gouvernementale** » désigne l'un ou l'autre de ceux-ci;

Événement désigne, pour une année donnée, la course du Formula 1 Grand Prix du Canada (*Grand Prix du Canada*) devant avoir lieu un Jour de course déterminé et qui compte pour le Championnat, y compris tous les événements et essais libres et toutes les séances de qualification et les courses secondaires devant

avoir lieu sur le Circuit à compter du jeudi précédant la course et s'y rapportant ou en faisant partie, et **Événements** désigne la totalité ou plus d'une de ces activités;

Événement de Formule Un désigne toute course automobile qui est prise en compte dans le Championnat et qui, aux fins de cette définition, comprendra des séances de qualification, des essais libres et le Formula 1 Grand Prix même;

FIA désigne la *Fédération Internationale de l'Automobile*;

FOA a le sens qui lui est attribué dans le préambule;

Jour de course déterminé désigne un dimanche tombant dans les quinze (15) premiers jours du mois de juin d'une année donnée.

Jour ouvrable désigne un Journée qui n'est pas un samedi, un dimanche ou un jour de vacances bancaires ou un jour férié en Angleterre ou au Québec;

Manquement important, en ce qui a trait à une entente, désigne tout manquement à l'égard d'une modalité ou d'une condition d'une telle entente, en ce qui concerne une telle entente, qui est fondamental et préjudiciable par sa nature et son sujet;

Marques désigne les noms et les marques associés au Championnat et/ou aux Événements, y compris F1 FORMULA 1 (& dessin), F1 FIA FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP (& dessin), F1 (& dessin), le dessin « Sweeping Curves », FIA FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP, FORMULA ONE WORLD CHAMPIONSHIP, FORMULA 1, FORMULA 1 CANADIAN GRAND PRIX, CANADIAN GRAND PRIX et leurs versions dans une autre langue que l'anglais, F1 et GRAND PRIX, toute autre expression ou logo officiel lié à la Formule Un et/ou au Championnat, selon ce qui est Avisé, à l'occasion, au Bailleur de fonds par FOWC, et le terme **Marque** désigne de l'un ou l'autre de ceux-ci;

Montant remis a le sens qui lui est attribué à l'article 5.2;

Montant remis non remboursable désigne un Montant remis retenu par le Bailleur de fonds en conformité, réelle ou intentionnelle, avec une loi applicable qui ne s'applique qu'à FOWC ou aux événements de course automobile;

Partie touchée a le sens qui lui est attribué à l'article 12.1;

Parties désigne les parties à la présente Entente et **Partie** désigne l'une ou l'autre, selon le contexte;

Personne sous restrictions désigne :

- a) une personne ou entité :
 - i) faisant partie, au moment en question, de la liste intitulée « *Financial Sanctions (Current Regimes and the Consolidated List of Financial Sanctions Targets)* » de la Bank of England ou de la liste intitulée « *OFAC Country Sanctions Programs and the Specially Designated National List* » du département du Trésor des États-Unis; ou
 - ii) contre laquelle une Entité gouvernementale a imposé des sanctions;
- ou encore une entité dans laquelle une telle personne ou un groupe composé de telles personnes détient une participation significative; ou

- b) une personne :
- i) ayant été condamnée pour un acte criminel au cours des cinq dernières années (ou un acte semblable dans tout territoire pertinent); ou
 - ii) sous enquête d'un gouvernement ou d'une agence gouvernementale par rapport à une fraude, à du blanchiment d'argent, à du racket ou à des activités terroristes;
 - ii) ayant à tout moment au cours de la période de cinq ans précédant le changement pertinent d'un Bloc de contrôle dans FOWC fait faillite,
- ou encore une entité dans laquelle une telle personne ou un groupe composé de telles personnes détient une participation significative; ou
- c) une personne qui est ou qui a déjà été, à tout moment dans les cinq années précédant la date du changement applicable du Bloc de contrôle, membre du cabinet ou du conseil ou du comité exécutif d'une Entité gouvernementale, représentant élu au sein d'une Entité gouvernementale, membre du Sénat du Canada, ou un fonctionnaire au sein d'une Entité gouvernementale, ou encore d'une entité dans laquelle une telle personne ou un groupe composé de telles personnes détient une participation importante.

Promoteur désigne Groupe de course Octane Inc. ou toute autre personne que FOWC choisit pour organiser et tenir l'Événement et que le Bailleur de fonds accepte (une telle approbation ne devant pas être déraisonnablement refusée) ou, si FOWC exerce [**ses droits de substitution**] aux termes du Bail relatif au Circuit, FOWC ou ses Sociétés affiliées;

Renseignements confidentiels a le sens qui lui est attribué à l'article 13.2;

Société affiliée désigne, en ce qui concerne une entité, ses filiales et autres entités liées, ses actionnaires ou les actionnaires et entités liées de ses actionnaires.

ANNEXE 3

Paievements additionnels de FOWC à l'égard de certains Cas de résiliation attribuables à FOWC

Événement	Montant
1) Tous les Événements jusqu'à l'année (inclusivement) au cours de laquelle survient la Date de livraison des paddocks, mais au plus tard au moment de la tenue de l'Événement devant avoir lieu en 2017 (« Événement de référence »).	Le moins élevé des montants suivants : a) les montants réellement engagés par le Bailleur de fonds relativement aux Travaux du Bailleur <u>moins</u> le montant payable par FOWC aux termes de l'article 10.2.c)i); ou b) vingt-deux millions de dollars (22 000 000 \$ CA)
2) Pour l'Événement qui suit immédiatement l'année dans laquelle se produit l'Événement de référence	Le moins élevé des montants suivants : a) les montants réellement engagés par le Bailleur de fonds relativement aux Travaux du Bailleur <u>moins</u> le montant payable par FOWC aux termes de l'article 10.2.c)i); ou b) dix-sept millions de dollars (17 000 000 \$ CA)
3) Pour le deuxième Événement qui suit l'année dans laquelle se produit l'Événement de référence	Le moins élevé des montants suivants : a) les montants réellement engagés par le Bailleur de fonds relativement aux Travaux du Bailleur <u>moins</u> le montant payable par FOWC aux termes de l'article 10.2.c)i); ou b) douze millions de dollars (12 000 000 \$ CA)
4) Pour le troisième Événement qui suit l'année dans laquelle se produit l'Événement de référence	Le moins élevé des montants suivants : a) les montants réellement engagés par le Bailleur de fonds relativement aux Travaux du Bailleur <u>moins</u> le montant payable par FOWC aux termes de l'article 10.2.c)i); ou b) sept millions de dollars (7 000 000 \$ CA)
5) Pour le quatrième Événement qui suit l'année dans laquelle se produit l'Événement de référence	Le moins élevé des montants suivants : a) les montants réellement engagés par le Bailleur de fonds relativement aux Travaux du Bailleur <u>moins</u> le montant payable par FOWC aux termes de l'article 10.2.c)i); ou b) deux millions de dollars (2 000 000 \$ CA)
6) En tout temps par la suite	Zéro dollar (0 \$ CA)

ANNEXE 4

Principes de lutte contre la corruption de Formula One Group

Introduction

Le Formula One Group s'engage à exercer ses activités d'une manière éthique. Les principes de lutte contre la corruption correspondent aux comportements et aux principes requis pour appuyer cet engagement, et nous exigeons de tous les tiers avec qui nous faisons affaire qu'ils agissent dans le respect de ces principes en tout temps.

Les principes de lutte contre la corruption

Les principes de lutte contre la corruption du Formula One Group s'établissent comme suit :

- a) Il est interdit d'offrir ou de recevoir des pots-de-vin.
- b) Il est interdit de faire un paiement inapproprié à un fonctionnaire en vue de garantir l'exécution d'une fonction officielle de nature courante (*paiement de facilitation*).
- c) La valeur des marques d'hospitalité et des cadeaux d'entreprise pouvant être offerts ou reçus fait l'objet de limites appropriées.
- d) Une attention particulière doit être accordée aux relations avec un agent étranger qui i) occupe une fonction au sein d'une branche quelconque d'un gouvernement, ii) exerce une fonction publique pour un organisme public ou une entreprise publique; ou iii) agit comme fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique (*agent public étranger*). Toutes ces relations doivent être appropriées et respecter la loi.
- e) Les dons de bienfaisance et les contributions politiques ne doivent jamais servir à camoufler des pots-de-vin.
- f) Tout conflit d'intérêts réel ou apparent entre des intérêts privés et l'exercice des fonctions pour Formula One Group doit être divulgué sans délai.
- g) Aucune fraude, aucun vol ni aucune déclaration fausse ou trompeuse ne seront tolérés.

ANNEXE 5

Modèle du Bail relatif au Circuit

Voir pièce jointe.

**CONVENTION DE BAIL CONCERNANT
LA LOCATION DU CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE**

ENTRE

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

ET

**GROUPE DE COURSE OCTANE INC./
OCTANE RACING GROUP INC.**

• juin 2014

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	1
1. PRÉAMBULE	2
2. DÉFINITIONS	2
3. OBJET DU BAIL	6
4. BIENS ET LIEUX LOUÉS	6
4.1 LIEUX LOUÉS.....	6
4.2 AIRES D'ENTREPOSAGE.....	7
4.3 BUREAUX ADMINISTRATIFS	7
4.4 BILLETTERIE	8
4.5 ÉQUIPEMENTS DU BAILLEUR.....	8
4.6 LOYER ANNUEL À L'ÉGARD DES ÉQUIPEMENTS.....	8
5. AUTRES ÉQUIPEMENTS	8
6. ACCEPTATION ET ÉTAT DES LIEUX LOUÉS	9
6.1 CONDITION D'ORIGINE.....	9
6.2 CONFORMITÉ DU CIRCUIT AUX EXIGENCES DE LA FIA	9
6.3 RÉPARATIONS ET AMÉLIORATIONS FAITES PAR LE BAILLEUR.....	9
6.4 TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU LOCATAIRE	10
6.5 PROPRIÉTÉ	11
7. USAGE DES LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATAIRE	11
7.1 GÉNÉRALITÉS.....	11
7.2 CIRCUIT	11
7.3 AIRES D'ENTREPOSAGE.....	11
7.4 BUREAUX ADMINISTRATIFS	12
7.5 ENLÈVEMENT DES BIENS ET ÉQUIPEMENTS.....	12
7.6 CASINO DE MONTRÉAL.....	12
8. UTILISATION DES LIEUX LOUÉS PAR LE BAILLEUR	12
9. DURÉE DU BAIL	13
9.1 DURÉE	13
9.2 RENOUVELLEMENT.....	13
9.3 PROLONGATION D'UNE PÉRIODE DE LOCATION	13
9.4 ACCÈS AUX AIRES D'ENTREPOSAGE.....	13
9.5 RECONDUCTION TACITE INTERDITE	13
9.6 TENUE DE L'ÉVÉNEMENT.....	13
10. LOYER	14
10.1 LOYER ANNUEL POUR LES LIEUX LOUÉS	14
10.2 LOYER ANNUEL ADDITIONNEL	14
10.3 PAIEMENT DU LOYER ANNUEL DE BASE	15
10.4 TAXES	15
10.5 COMPENSATION ET INTÉRÊT.....	15
10.6 AUTRES CHARGES ET SERVICES.....	16
10.7 STATIONNEMENT MIS À LA DISPOSITION DU LOCATAIRE.....	16
11. AUTRES OBLIGATIONS DU LOCATAIRE	16
11.1 RESPONSABILITÉ DE L'ÉVÉNEMENT	16
11.2 GESTIONNAIRE DE SITE	17
11.3 LOGO ET AFFICHAGE.....	17

11.4	SUSPENSION DE CERTAINES OBLIGATIONS INCOMBANT AU LOCATAIRE	18
11.5	NETTOYAGE ET ENTRETIEN	18
12.	EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION	18
12.1	RESPONSABILITÉS DU LOCATAIRE	18
12.2	PROCÉDURE D'INSPECTION	18
12.3	RESPONSABILITÉ DU BAILLEUR.....	19
12.4	MONTAGE ET DÉMONTAGE DU SITE	19
13.	CESSION, SOUS-LOCATION ET MANDATAIRE.....	19
14.	APPROBATION REQUISE ET RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS.....	20
15.	SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES LIEUX LOUÉS.....	21
16.	CIRCULATION SUR LE SITE DE L'ÎLE NOTRE-DAME.....	21
17.	NON-RESPONSABILITÉ DU BAILLEUR	21
18.	ENVIRONNEMENT	22
19.	DÉFAUT	22
19.1	MOTIFS	22
19.2	PROCÉDURE	23
19.3	ENLÈVEMENT DES BIENS DU LOCATAIRE SUR LES LIEUX LOUÉS.....	23
19.4	REMPLACEMENT DU LOCATAIRE À LA SUITE D'UN AVIS DE DÉFAUT DU BAILLEUR	24
19.5	REMPLACEMENT DU LOCATAIRE SUIVANT LA RÉSILIATION DE L'ENTENTE	25
19.6	RÉSILIATION ANTICIPÉE	25
19.7	SUSPENSION	25
19.8	RESPONSABILITÉ	25
20.	ASSURANCES.....	25
20.1	ASSURANCES DU LOCATAIRE À L'ÉGARD DES LIEUX LOUÉS	25
20.2	ASSURANCES DU LOCATAIRE À L'ÉGARD DES AUTRES UTILISATIONS DES LIEUX LOUÉS	26
20.3	ASSURANCES DU LOCATAIRE À L'ÉGARD DES BUREAUX ADMINISTRATIFS	27
20.4	ASSURANCES DU LOCATAIRE À L'ÉGARD DES ÉQUIPEMENTS	27
20.5	MISES À JOUR.....	28
20.6	CONDITIONS DES POLICES D'ASSURANCE	28
20.7	RESPECT DES POLICES D'ASSURANCE	28
21.	ORGANISATION DE SPECTACLES	28
22.	PUBLICATION DU BAIL.....	29
23.	COMMUNICATIONS.....	29
24.	CAUTIONNEMENT LIMITÉ.....	30
25.	INTERPRÉTATION	31
25.1	INDÉPENDANCE DES CLAUSES	31
25.2	LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION.....	31
25.3	GENRE	31
25.4	LANGUE.....	31
25.5	DEVISE	31

26. CONFIDENTIALITÉ	32
27. ANNEXES	33
28. EXEMPLAIRES	33
29. RESPECT DES PRINCIPES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	33
29.1 LE BAILLEUR, LE LOCATAIRE ET FOWC S'ENGAGENT CHACUN L'UN ENVERS L'AUTRE À FAIRE CE QUI SUIT :.....	33
29.2 AUX FINS DU PRÉSENT ARTICLE 29 :	34

ANNEXES

- Annexe 2.1 - Montant de révision du loyer additionnel
- Annexe 2.2 - Loyer annuel excédentaire
- Annexe 2.3 - Loyer additionnel minimum
- Annexe 4 - Plan du Circuit Gilles-Villeneuve
- Annexe 4.1 - Liste des exclusions
- Annexe 4.5 - Équipements du Bailleur
- Annexe 6.3 - Travaux du Bailleur
- Annexe 6.4 - Travaux d'amélioration du Locataire
- Annexe 7.6 - Article 12 du contrat de vente entre
la Ville de Montréal et Casiloc Inc. (1995) et
l'amendement signé les 22 et 23 octobre 2009
- Annexe 8 - Principes de lutte contre la corruption de Formula One Group

CONVENTION DE BAIL

concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve

ENTRE : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale existant en vertu des lois du Québec, ayant son siège social au pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9,

ci-après nommée le « **Bailleur** »

ET : **GROUPE DE COURSE OCTANE INC./OCTANE RACING GROUP INC.**, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), ayant son siège social au 2170, avenue Pierre-Dupuy, bureau 100, Montréal (Québec) H3C 3R4,

ci-après nommée le « **Locataire** ».

LESQUELS, préalablement à la conclusion d'un bail concernant notamment la location du circuit Gilles-Villeneuve à des fins de courses automobiles, **DÉCLARENT CE QUI SUIT :**

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Bailleur gère pour la Ville de Montréal le parc Jean-Drapeau composé de l'île Ste-Hélène et l'île Notre-Dame et sur lequel est situé le circuit de course automobile Gilles-Villeneuve;

ATTENDU QUE le Locataire et le Bailleur ont signé une convention de bail datée du 27 novembre 2009 aux termes de laquelle le Locataire a loué du Bailleur ledit circuit de course, entre autres, afin que puisse y être présenté le Formula 1 Grand Prix du Canada à compter de 2010, et ce, jusqu'en 2014 (le « **Bail initial** »);

ATTENDU QUE le Locataire désire louer de nouveau ledit circuit de course afin que puisse y être présenté le Formula 1 Grand Prix du Canada pour les années 2015 à 2024, inclusivement;

et finalement,

ATTENDU QUE les parties conviennent de fixer les conditions et modalités de la location du circuit Gilles-Villeneuve telles que ci-après déterminées.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie de la présente convention de bail.

2. DÉFINITIONS

Dans le présent bail, les mots, termes et expressions qui suivent ont la signification qui leur est ici attribuée :

« Aires d'entreposage »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 4.2;
« Avis de défaut du Bailleur »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Avis de défaut du Locataire »	le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Avis de novation »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.4;
« Avis de résiliation »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Bail initial »	a le sens qui lui est donné dans le préambule;
« Bailleur »	désigne la Société du Parc Jean-Drapeau;
« Bureaux administratifs »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 4.3;
« Calendrier du Championnat »	désigne le calendrier des étapes du Championnat préparé chaque année par la FIA;
« Championnat »	désigne le Championnat du monde de Formule Un de la FIA (y compris toute partie ou tout aspect de celui-ci);
« Changement »	a le sens qui lui est donné à l'article 14;
« Circuit »	désigne le circuit de course automobile Gilles-Villeneuve et les installations connexes décrites plus en détail et surlignées en bleu dans le plan joint aux présentes à l' <u>Annexe 4</u> ;
« Contrat Casiloc »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 7.6;

« Date de livraison des paddocks »	désigne la date à laquelle les paddocks devant faire l'objet de travaux d'amélioration dans le cadre des Travaux du Bailleur (y compris les améliorations aux Lieux loués devant servir au Formula One Paddock Club™) pourront être utilisés dans le cadre de la tenue d'un Événement;
« Défaut monétaire »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Défaut non monétaire »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Défaut non remédié »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.2;
« Durée de l'Événement »	désigne la période commençant à 0 h 01 le samedi de la fin de semaine qui précède le Jour de course déterminé et se terminant à 23 h 59 le lundi qui suit immédiatement le Jour de course déterminé;
« Entente de financement »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 11.4;
« Équipements »	a le sens qui lui est donné au paragraphe 4.5;
« Événement »	désigne, pour une année donnée, la course du Formula 1 Grand Prix du Canada (<i>Canadian Grand Prix</i>) devant avoir lieu un Jour de course déterminé et qui compte pour le Championnat, y compris tous les essais libres et toutes les séances de qualification et les courses secondaires ainsi que d'autres événements connexes devant se dérouler sur les Lieux loués pendant une Période d'exclusivité et s'y rapportant ou en faisant partie, et les « Événements » désignent la totalité ou plus d'une de ces activités;
« Exigences de la FIA »	désigne les exigences de la FIA devant être respectées pour qu'un circuit puisse tenir une course qui sera prise en compte pour le Championnat, ainsi qu'il est indiqué dans les Règlements de la F1. Tout rapport de fin de course fourni par la FIA après la tenue d'un Événement sera considéré comme faisant partie des Exigences de la FIA dans la mesure où il renfermera des cas de non-conformité aux Règlements de la F1;
« FIA »	signifie la Fédération Internationale de l'Automobile;
« FOWC »	désigne Formula One World Championship Limited;

- « **Jour de course déterminé** » désigne un dimanche tombant dans les quinze (15) premiers jours du mois de juin d'une année donnée;
- « **Lieux loués** » a le sens qui lui est donné à l'article 4;
- « **Locataire** » désigne Groupe de Course Octane Inc./Octane Racing Group Inc.;
- « **Locataire de remplacement** » a le sens qui lui est donné au paragraphe 19.4;
- « **Loyer additionnel excédentaire** » désigne le résultat de $(A - B) \times C$, où :
- A = le Revenu brut tiré de la vente de billets pour un Événement donné
- B = les rabais de gros et les commissions d'agence raisonnables et habituels qui s'appliquent à l'égard des billets et entrent dans le calcul du Revenu brut tiré de la vente de billets
- C = le pourcentage pertinent relativement à cet Événement ainsi qu'il est indiqué à l'Annexe 2.1;
- « **Loyer additionnel minimum** » désigne, pour la période menant jusqu'à la première année inclusivement du premier Événement suivant la Date de livraison des paddocks, la somme de 3 950 077 \$ et pour chaque année ultérieure pendant la durée de la présente convention de bail, le montant indiqué pour l'année en question à l'Annexe 2.3;
- « **Loyer annuel additionnel** » désigne, à l'égard d'un Événement, la somme (a) du Loyer additionnel minimum et (b) du Loyer additionnel excédentaire applicable à l'Événement;
- « **Loyer annuel de base** » a le sens qui lui est donné au paragraphe 10.1;
- « **Montant de révision du loyer additionnel** » désigne, à l'égard d'un Événement, le montant indiqué à l'Annexe 2.1 en regard de l'année au cours de laquelle l'Événement a lieu;
- « **Montant maximal** » a le sens qui lui est donné au paragraphe 6.3;

- « Obligations de paiement cautionnées »** a le sens qui lui est donné à l'article 24;
- « Partie cautionnée du Loyer annuel additionnel »** a le sens qui lui est donné à l'article 24;
- « Période de location »** désigne la période commençant le 1^{er} avril et se terminant vingt (20) jours ouvrables après l'Événement de chaque année pour la durée du bail;
- « Période d'exclusivité »** désigne la période commençant à 0 h 01 le jeudi précédant le Jour de course déterminé et se terminant à 23 h 59 le Jour de course déterminé;
- « Personne »** toute personne physique ou morale, compagnie, corporation, société ou fiduciaire;
- « Règlements de la F1 »** désigne le Code Sportif International de la FIA, les Règlements sportifs de la Formule Un et les Règlements techniques de la Formule Un, en leur version modifiée de temps à autre, la version actuelle étant disponible à l'adresse suivante :
- [//www.fia.com/sport/regulations?ff\[0\]=field_regulation_category%3A82;](http://www.fia.com/sport/regulations?ff[0]=field_regulation_category%3A82)
- « Renseignements confidentiels »** a le sens qui lui est donné à l'article 26;
- « Revenu brut tiré de la vente de billets »** désigne, à l'égard d'un Événement, le montant facturé à une Personne et acquitté par elle pour des billets d'admission générale et des billets dans les tribunes (*grandstand*) émis pour permettre d'assister à toute partie de l'Événement, à partir de tout endroit sur les Lieux loués, mais en excluant les retours en échange desquels une note de crédit a été émise ou des remboursements (pourvu que ces retours ou remboursements ou la perte de revenus qui en découle ne fassent pas l'objet d'une police d'assurance ou d'une autre source d'indemnisation ou de dédommagement), des taxes de vente et des taxes d'accises applicables (y compris la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec) et tous autres impôts, droits et prélèvements et autres taxes qui, en vertu de la loi, s'ajoutent au droit d'entrée.

Pour éviter tout doute, la valeur des billets donnés par le Locataire à ses fournisseurs et aux commanditaires de l'Événement ainsi que le produit de la vente du Formula One Paddock Club™, de loges corporatives ou de services d'hospitalité ne seront pas inclus aux fins du calcul du Revenu brut tiré de la vente de billets;

« **Société affiliée** »

désigne, en ce qui concerne une entité, ses filiales et autres entités liées, ses actionnaires ou les actionnaires et autres filiales et entités liées de ses actionnaires;

« **Travaux d'amélioration du Locataire** »

a le sens qui lui est donné au paragraphe 6.4;

« **Travaux du Bailleur** »

a le sens qui lui est donné au paragraphe 6.3.

3. **OBJET DU BAIL**

Par les présentes, le Bailleur loue au Locataire, qui les accepte, les biens et lieux plus amplement décrits à l'article 4 des présentes (collectivement, les « **Lieux loués** ») ainsi que les équipements décrits à l'article 4 des présentes aux seules fins d'organiser et de produire l'Événement.

Le Locataire s'engage à transmettre au Bailleur pour chacun des Événements un avis écrit confirmant que l'Événement a été inscrit au Calendrier du Championnat et la date de cet Événement, et ce, dans les quinze (15) jours suivant l'annonce par la FIA du Calendrier du Championnat.

4. **BIENS ET LIEUX LOUÉS**

Les biens ci-après décrits et désignés sont loués au Locataire aux termes et modalités du présent bail.

4.1 **Lieux loués**

Les lieux loués aux termes des présentes se composent des biens situés sur l'île Notre-Dame, en la Ville de Montréal, tel qu'il est plus amplement illustré au plan joint aux présentes comme Annexe 4, soit le terrain et tous les biens et les infrastructures inclus à l'intérieur de la ligne rouge audit plan, y compris le Circuit, qui ne sont pas exclus à l'Annexe 4, le tout comme il peut être modifié ou remplacé par le Bailleur de temps à autre, agissant raisonnablement, après consultation du Locataire pour tenir compte de tous changements apportés à l'île Notre-Dame, étant entendu que ces changements ne doivent pas avoir d'incidence défavorable importante sur le présent bail, l'accès au Circuit et aux Aires d'entreposage, les Périodes de location, l'utilisation exclusive des Lieux loués par le Locataire pendant la Durée d'un Événement ou la présentation de l'Événement.

À moins d'indication contraire dans le présent bail, le Locataire pourra utiliser les Lieux loués de façon non exclusive et y avoir accès pendant les Périodes de location, lorsqu'il doit procéder au

montage des installations nécessaires à la présentation de l'Événement, à la présentation de l'Événement et au démontage desdites installations.

L'accès aux Lieux loués sera contrôlé par le Locataire pendant la Durée de l'Événement, étant entendu que ce dernier doit pendant ce temps en autoriser l'accès aux employés, fournisseurs et visiteurs du Bailleur ainsi qu'aux autres usagers habituels qui seront identifiés par écrit au préalable par le Bailleur (y compris, pour plus de précision, les employés, fournisseurs et visiteurs de ces usagers habituels), ainsi qu'aux Concurrents (au sens défini dans les Règlements de la F1), la FIA, FOWC et ses Société affiliées ainsi que ses entrepreneurs et titulaires de licences, de même que leur personnel respectif pendant la Durée de l'Événement. Nonobstant ce qui précède, le Locataire bénéficiera de l'usage exclusif des Lieux loués pendant la Période d'exclusivité, et l'accès aux usagers habituels sera alors limité aux employés du Bailleur qui doivent se trouver sur les Lieux loués pendant la présentation de l'Événement, selon ce qu'auront convenu le Bailleur et le Locataire, agissant raisonnablement. L'accès aux Lieux loués sera permis aux autres usagers réguliers du parc Jean-Drapeau à l'extérieur de la Durée de l'Événement.

En aucun temps au cours de la durée du bail, y compris pendant la Période de location et la Durée de l'Événement, le Locataire n'aura accès aux terrains, aux bâtiments et aux infrastructures exclus des Lieux loués selon l'Annexe 4 ni ne pourra les utiliser.

Le Locataire reconnaît que le Bailleur a l'intention d'effectuer des travaux de construction sur une partie de l'île Notre-Dame, étant entendu que le Bailleur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial pour que ces travaux de construction n'aient pas d'incidence défavorable importante sur le présent bail, l'accès au Circuit et aux Aires d'entreposage, les Périodes de location, l'utilisation exclusive des Lieux loués par le Locataire pendant une Durée de l'Événement ou la présentation de l'Événement.

4.2 Aires d'entreposage

Le Locataire utilisera de façon non exclusive les portions du garage situé près de la tour de contrôle accessibles par les portes 29 à 40 (ou la superficie équivalente de 10 000 pieds carrés se trouvant dans la partie des paddocks rénovés par suite des Travaux du Bailleur) et y aura accès à longueur d'année pendant la durée du présent bail selon les besoins raisonnables du Locataire à l'endroit indiqué de temps à autre par le Bailleur et sous réserve de toute modification ou de tout remplacement de celles-ci aux termes des Travaux du Bailleur.

Ces biens et lieux sont ci-devant et ci-après parfois désignés comme étant les « **Aires d'entreposage** », étant entendu que, sous réserve du paragraphe 6.3, le Bailleur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial pour que les Aires d'entreposage résultant des Travaux du Bailleur ne soient en aucun cas inférieures, sur le plan de la taille et de la qualité, à celles utilisées par le Locataire avant les Travaux du Bailleur.

4.3 Bureaux administratifs

Le Locataire peut également utiliser, de façon exclusive au cours de chaque Période de location pendant la durée du bail, les bureaux administratifs situés dans la tour de contrôle et les garages y

attenants ainsi que toute modification ou tout remplacement de ceux-ci aux termes des Travaux du Bailleur.

Ces biens et lieux sont ci-devant et ci-après parfois désignés comme étant les « **Bureaux administratifs** », étant entendu que, sous réserve du paragraphe 6.3, le Bailleur déploiera des efforts raisonnables sur le plan commercial pour que les Bureaux administratifs résultant des Travaux du Bailleur ne soient en aucun cas inférieurs, sur le plan de la taille et de la qualité, à ceux utilisés par le Locataire avant les Travaux du Bailleur.

4.4 Billetterie

Le Bailleur fournit également, sans frais additionnels, sous réserve de leur disponibilité pendant les travaux de construction mentionnés au paragraphe 4.1 au cours desquels des solutions de remplacement comparables seront offertes par le Bailleur, des espaces nécessaires aux fins de billetterie sur l'île Sainte-Hélène à proximité de la station de métro Jean-Drapeau, ceux-ci ne faisant pas partie cependant des Lieux loués.

4.5 Équipements du Bailleur

Les équipements énumérés à l'Annexe 4.5 (ci-après les « **Équipements** ») seront mis à la disposition du Locataire (afin d'éviter toute ambiguïté, il est expressément entendu que les Équipements ne font pas partie des Lieux loués) pour chaque Événement présenté avant la Date de livraison des paddocks. Pour plus de certitude, le Bailleur ne sera pas responsable du montage et du démontage des Équipements, lesquels seront à la charge du Locataire.

Au début de chacune des Périodes de location applicables, le Bailleur s'engage à ses frais à ce que les Équipements soient en bon état de fonctionnement et d'entretien pour que le Locataire puisse procéder au montage de ceux-ci en vue de l'Événement, exception faite des dommages et de l'usure causés par l'utilisation antérieure de ces Équipements par le Locataire, qui seront à la charge du Locataire.

4.6 Loyer annuel à l'égard des Équipements

Pour chaque Événement présenté avant la Date de livraison des paddocks, le Locataire accepte de payer au Bailleur, à titre de loyer annuel pour la location des Équipements, la somme de quatre cent quarante mille dollars (440 000 \$) (plus la TPS et/ou la TVQ applicable, ou d'autres taxes similaires d'application générale). Ce loyer au titre des Équipements pour les années concernées sera payable au même moment et de la même façon que le Loyer annuel de base conformément au paragraphe 10.3.

5. AUTRES ÉQUIPEMENTS

Le Locataire pourra, de façon autonome et à son entière discrétion, prendre ses propres arrangements pour louer ou autrement bénéficier d'équipements additionnels pouvant être apportés sur les Lieux loués pour la production et la tenue des Événements.

Au moins trente (30) jours avant chaque Période de location, le Bailleur et le Locataire, agissant raisonnablement, doivent collaborer de bonne foi à l'élaboration d'un plan raisonnablement détaillé précisant les installations et équipements devant être démontés et ceux qui doivent

demeurer sur les lieux entre les Périodes de location, le tout conformément aux pratiques antérieures, à moins qu'une solution de rechange ne soit proposée par le Bailleur qui n'entraîne pas une augmentation globale des coûts d'exploitation du Locataire.

6. ACCEPTATION ET ÉTAT DES LIEUX LOUÉS

6.1 Condition d'origine

Sous réserve de l'article 12, au moment de la prise de possession des Lieux loués par le Locataire au début de chaque Période de location, ceux-ci devront être en bonne condition et dans un bon état d'entretien.

6.2 Conformité du Circuit aux Exigences de la FIA

Le Bailleur s'engage à maintenir en tout temps le Circuit conforme aux Exigences de la FIA pour la tenue des Événements, y compris en ce qui concerne le pavage, dont le Bailleur sera responsable, telles que ces Exigences de la FIA sont établies et applicables de temps à autre pendant la durée du présent bail, le Bailleur étant tenu de prendre les mesures nécessaires pour être tenu informé des Exigences de la FIA et s'assurer que le Circuit s'y conforme, et de procéder de façon diligente à satisfaire toute demande de modification, de correction, de travaux ou autre faite par la FIA en rapport au Circuit. Les parties reconnaissent que le Circuit est conforme aux Exigences de la FIA à la date du présent bail.

Si, à un moment ou à un autre pendant la durée du présent bail, les Exigences de la FIA devaient être modifiées, de telle sorte à requérir de la part du Bailleur un investissement substantiel pour rendre le Circuit conforme à ces Exigences de la FIA, le Bailleur pourra alors, à son entière discrétion, envoyer un avis écrit au Locataire dans les soixante (60) jours suivant la date à laquelle il aura été avisé d'une non-conformité du Circuit en rapport aux Exigences de la FIA ou de toute annonce de la FIA quant à l'adoption de nouvelles Exigences de la FIA, selon le cas, par lequel avis le Bailleur avisera le Locataire qu'il ne procédera pas à un tel investissement, et, par souci de clarté, cette décision ne constitue pas un cas de défaut aux termes du présent bail. Le Locataire devra alors, dans les dix (10) jours de la réception d'un tel avis venant du Bailleur, envoyer à son tour un nouvel avis écrit au Bailleur lui indiquant, à son entière discrétion, (i) qu'il assumera lui-même, sans compensation, la totalité de l'investissement substantiel requis pour rendre le Circuit conforme aux Exigences de la FIA ou (ii) qu'il met fin au bail avec effet à la première Période de location à laquelle s'appliqueront ces Exigences de la FIA, étant entendu que le Bailleur pourra toujours faire échec à une telle résiliation du bail par le Locataire en assumant lui-même la totalité de l'investissement substantiel requis pour rendre le Circuit conforme aux Exigences de la FIA, auquel cas le Bailleur devra en aviser par écrit le Locataire dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception par le Bailleur de l'avis du Locataire susmentionné.

6.3 Réparations et améliorations faites par le Bailleur

Le Bailleur s'engage par les présentes, sous réserve des modalités des présentes, à effectuer et à livrer, à ses frais, les travaux décrits à l'Annexe 6.3 (les « **Travaux du Bailleur** »), ces travaux devant être conformes aux exigences prévues par les Règlements de la F1 et essentiellement achevés (tel que l'atteste par écrit l'architecte du Bailleur au profit de ce dernier et du Locataire) en temps voulu aux fins d'une inspection finale par la FIA (dans la mesure applicable) au plus

tard au début de la Période de location pour l'année 2017, étant entendu qu'il est de l'intention du Bailleur que la Date de livraison des paddocks tombe avant le début de la Période de location pour l'année 2016.

Les Travaux du Bailleur seront effectués dans l'ordre de priorité indiqué à l'Annexe 6.3. Ces Travaux du Bailleur sont sous réserve de la satisfaction du Locataire, agissant raisonnablement, qui sera consulté avant que soit amorcée chaque phase des Travaux du Bailleur. À cet égard, le Bailleur déploiera tous les efforts raisonnables sur le plan commercial pour veiller à ce que tous les travaux entrepris après la présentation d'un Événement soient achevés à temps pour la présentation de l'Événement suivant, à défaut de quoi il devra s'assurer que la réalisation de ces travaux n'ait pas d'incidence importante sur la présentation d'un Événement. Le Locataire sera avisé si une partie quelconque des Travaux du Bailleur ne peut être achevée dès que le Bailleur en a connaissance.

Malgré toute disposition contraire dans les présentes, en aucun cas le Bailleur ne sera-t-il tenu de consacrer plus de trente millions de dollars (30 000 000 \$) (le « **Montant maximal** ») aux Travaux du Bailleur, y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède et uniquement par souci de clarté, les études provisoires s'y rapportant, tous les frais administratifs du Bailleur en découlant (y compris en ce qui a trait aux appels d'offres ou à tout autre processus d'adjudication de contrats municipaux) et les taxes de vente applicables (autres que la taxe de vente provinciale du Québec et les autres taxes entièrement remboursables au Bailleur (le cas échéant), lesquels n'entreront pas dans le calcul du Montant maximal). Le Bailleur et le Locataire collaboreront de bonne foi pour établir les spécifications de chacun des travaux compris dans les Travaux du Bailleur en vue d'effectuer le plus de travaux possible sans dépasser le Montant maximal. Il est entendu que les coûts directement attribuables aux spécifications exigées par le Bailleur ou la Ville de Montréal pour qu'une composante quelconque des Travaux du Bailleur puisse être utilisée autrement que pour la présentation d'un Événement ne seront pas pris en compte aux fins de déterminer si le Montant maximal a été atteint ou dépassé. Dans l'éventualité où le Bailleur a des motifs raisonnables de croire qu'il ne pourra effectuer et mener à terme une partie quelconque des travaux compris dans les Travaux du Bailleur conformément aux spécifications établies avec le Locataire sans que le montant dépensé par le Bailleur à cet égard ne dépasse, globalement, le Montant maximal, le Bailleur sera, à défaut de conclure une entente satisfaisante avec le Locataire et FOWC (étant entendu que ni le Locataire ni FOWC ne seront tenus d'en arriver à une telle entente) concernant un éventuel dépassement des coûts relativement à ces travaux ou en l'absence de spécifications de rechange possibles, libéré de son obligation d'effectuer ces travaux, et, par souci de clarté, cette situation ne constitue pas un cas de défaut aux termes du présent bail.

6.4 Travaux d'amélioration du Locataire

Le Locataire s'engage par les présentes, sous réserve des modalités des présentes, à effectuer et à livrer, à ses frais, les améliorations apportées au Circuit décrites à l'Annexe 6.4 (les « **Travaux d'amélioration du Locataire** ») au plus tard à la Date de livraison des paddocks et à maintenir en bon état celui-ci par la suite. Le détail des améliorations apportées par le Locataire, qui doivent répondre aux Exigences de la FIA, doit être soumis au Bailleur à des fins d'approbation au moins trente (30) jours avant que des travaux soient entrepris par le Locataire sur les Lieux loués, cette approbation ne pouvant être refusée ou retardée sans motif raisonnable.

6.5 Propriété

Le Bailleur conserve la propriété des Travaux du Bailleur conformément au paragraphe 6.3, et le Locataire conserve la propriété des Travaux d'amélioration du Locataire conformément au paragraphe 6.4.

7. USAGE DES LIEUX LOUÉS PAR LE LOCATAIRE

7.1 Généralités

Le Locataire devra utiliser les Lieux loués afin de tenir les Événements et pourra exploiter avec complète exclusivité tous les droits connexes et bénéficier de tous les revenus reliés à ces activités dont ceux générés par :

- (i) la vente de billets;
- (ii) les permis relatifs aux films ainsi qu'à tout enregistrement audio/audiovisuel en direct ou en reprise de toutes transmissions par l'entremise de tous médias (actuels et développés dans le futur);
- (iii) toute commandite ou accréditation de fournisseur officiel;
- (iv) l'installation et l'affichage publicitaire ainsi que toutes structures qui y sont reliées dont les affiches, les drapeaux, les bannières et inscriptions diverses situés sur les Lieux loués, et le Bailleur s'engage à ne pas autoriser (dans la mesure permise par la loi) quiconque à installer ou afficher sur l'île Notre-Dame et l'île Ste-Hélène du matériel publicitaire ou autre qui aurait pour effet de discréditer l'Événement;
- (v) l'usage du nom des Lieux loués ainsi que tous logos qui y sont reliés lorsqu'utilisés en relation avec les Événements, incluant tout produit, service ou matériel promotionnel;
- (vi) l'opération des concessions (incluant la fourniture de boissons, de nourriture et de biens);
- (vii) la fourniture et la vente d'hospitalité;
- (viii) d'exposition et de présentation;
- (ix) la production et la vente d'articles souvenirs (incluant le programme officiel); et
- (x) toutes autres activités commerciales reliées aux Événements.

7.2 Circuit

Le Circuit devra être utilisé exclusivement pour la présentation des Événements.

7.3 Aires d'entreposage

Les Aires d'entreposage ne devront être utilisées que pour y entreposer des biens liés à la tenue des Événements.

Le Bailleur conserve la faculté de refuser l'entreposage de certains biens s'il juge que les biens à être entreposés constituent un risque pour la santé, la sécurité ou l'environnement.

7.4 Bureaux administratifs

Les Bureaux administratifs ne devront être utilisés qu'à l'égard des Événements.

7.5 Enlèvement des biens et équipements

À la fin de chaque Période de location, le Locataire enlèvera l'ensemble de ses biens et de ses équipements des Lieux loués, sauf dans la mesure permise aux termes de l'article 5 ou du paragraphe 9.3.

7.6 Casino de Montréal

Le Locataire reconnaît avoir pris connaissance de l'article 12 du contrat de vente entre la Ville de Montréal et Casiloc Inc. passé en 1995 (tel qu'amendé de temps à autre, le « **Contrat Casiloc** »), lequel article est joint aux présentes comme Annexe 7.6. Il s'engage à respecter cet article et à prendre toutes les mesures appropriées pour remédier à toute entrave d'accès au Casino de Montréal causée par ses activités et pour garantir un accès ininterrompu au Casino en tout temps, y compris pendant la Durée de l'Événement. Le Locataire doit tenir le Bailleur et la Ville de Montréal quittes et indemnes à cet égard.

De plus, le Contrat Casiloc a été amendé de façon à prévoir expressément la possibilité de tenir deux événements de course par année sur le Circuit, dont spécifiquement les Événements produits par le Locataire, ledit amendement étant joint aux présentes en Annexe 7.6. Le Bailleur confirme par les présentes que la signature du présent bail et la tenue des Événements sont permises par les dispositions du Contrat Casiloc et le Bailleur s'engage à ne pas permettre la présentation d'une autre course motorisée qui aurait pour effet de violer les dispositions du Contrat Casiloc. Il s'engage de plus, sur demande à cet effet du Locataire, à déployer ses meilleurs efforts pour que la Ville de Montréal prenne les mesures raisonnables nécessaires pour faire respecter ses droits découlant de l'article 12 du Contrat Casiloc.

8. UTILISATION DES LIEUX LOUÉS PAR LE BAILLEUR

En dehors de la Durée de l'Événement, le Bailleur utilisera les Lieux loués à n'importe quelles fins et comme il l'entend, parallèlement aux droits dont dispose le Locataire, sous réserve des modalités des présentes, d'avoir accès aux Lieux loués pour monter et démonter les équipements et les installations nécessaires à la tenue de l'Événement, et sous réserve des droits du Locataire aux termes du présent bail.

Le Bailleur s'engage par les présentes à ne pas utiliser le Circuit, ni à permettre qu'il soit utilisé, pour la présentation d'une course motorisée (impliquant des automobiles, des motocyclettes ou tout autre véhicule motorisé) entre le 1^{er} avril et le 31 juillet d'une année donnée et, en dehors de cette période, sous réserve d'une entente avec le Locataire, agissant raisonnablement, régissant l'utilisation des biens et des équipements de ce dernier sur les Lieux loués, selon le cas.

9. DURÉE DU BAIL

9.1 Durée

Le présent bail est valide pour la période commençant à la date des présentes et se terminant le 31 décembre 2024, sauf en cas de résiliation anticipée telle que prévue aux présentes. Pour plus de certitude, même si la durée du présent bail commence à la date de celui-ci, le bail relatif aux biens meubles et immeubles aux termes des présentes commence en 2015, étant entendu que les modalités du Bail initial continuent de s'appliquer jusqu'à l'expiration de ce dernier le 31 décembre 2014.

9.2 Renouvellement

Les parties conviennent que la durée du présent bail stipulée au paragraphe 9.1 ci-avant pourra être renouvelée pour une période additionnelle de cinq (5) ans, ce qui repoussera la date d'expiration au 31 décembre 2029, le tout selon des termes et conditions à être négociés entre les parties agissant raisonnablement et avec diligence, et les parties s'engagent à débiter ces dites négociations au plus tard en janvier 2024 dans le but d'en arriver à une entente avant l'Événement devant avoir lieu en 2024.

9.3 Prolongation d'une Période de location

Il est expressément convenu entre les parties que si, pendant la Période de location pour une année donnée, plus de temps est requis par le Locataire pour réaliser les activités décrites au présent article, les parties s'engagent à coopérer et à travailler en étroite collaboration et de bonne foi afin de prolonger la Période de location tout en minimisant, dans la mesure du possible, les inconvénients causés aux usagers et activités du parc Jean-Drapeau.

À ce sujet, il est entendu que des travaux d'assemblage, identifiés et approuvés par écrit par les parties, pourraient être réalisés pendant la période du printemps, avant le début d'une Période de location. De plus, le Locataire pourra, dans la mesure où il obtient l'approbation écrite préalable du Bailleur, laisser sur les Lieux loués à l'expiration de chacune des Périodes de location certains équipements ou installations qui n'encombreront pas les Lieux loués hors des Périodes de location ni n'interféreront avec l'usage de ceux-ci.

9.4 Accès aux aires d'entreposage

Nonobstant toute autre disposition des présentes, le Locataire peut accéder en tout temps aux Aires d'entreposage, et ainsi pourra en avoir l'usage à l'année pour toute la durée du présent bail.

9.5 Reconduction tacite interdite

Nonobstant l'article 1879 du *Code civil du Québec*, le Locataire ne pourra occuper les Lieux loués à l'échéance du présent bail, lequel ne peut être reconduit tacitement.

9.6 Tenue de l'Événement

Pour chacune des Périodes de location, l'Événement se déroulera un Jour de course déterminé.

10. LOYER

10.1 Loyer annuel pour les Lieux loués

Le Locataire convient de payer au Bailleur, à titre de loyer annuel pour la location des Lieux loués, pour chaque année civile allant de 2015 à 2024, inclusivement, le montant indiqué ci-dessous (le « **Loyer annuel de base** ») :

- (i) pour chaque Événement présenté avant la Date de livraison des paddocks, et sous réserve du paragraphe 6.3, la somme de quatre cent mille dollars (400 000 \$);
- (ii) pour le premier Événement qui suit immédiatement la Date de livraison des paddocks, la somme de sept cent cinquante mille dollars (750 000 \$); et
- (iii) pour chaque année ultérieure pendant la durée du présent bail, le Loyer annuel de base montant applicable à l'année antérieure (avant taxes) majoré annuellement de deux pour cent (2 %).

10.2 Loyer annuel additionnel

Le Locataire s'engage à verser annuellement au Bailleur le Loyer annuel additionnel selon les dispositions et modalités suivantes :

- (i) Au plus tard le quatre-vingt-dixième (90^e) jour suivant l'Événement, le Locataire remettra au Bailleur (a) des statistiques générales indiquant les régions géographiques d'origine des acheteurs de billets pour cet Événement et (b) un relevé certifié indiquant le Loyer annuel additionnel pour cet Événement, ainsi que des documents justificatifs raisonnables. Le versement du Loyer annuel additionnel (plus toute TPS et/ou TVQ (ou autre taxe d'application générale similaire) applicable) sera effectué en dollars canadiens par virement direct (aux frais du Locataire) de fonds libérés dans le compte bancaire désigné du Bailleur, libres et quittes de toutes les déductions et retenues de quelque nature que ce soit, à l'exception unique de ce qui est requis par la loi, le tout dans les vingt (20) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura remis au Bailleur le relevé susmentionné.
- (ii) Le Bailleur aura le droit, à ses frais, à compter de 2015, sur remise d'un préavis d'au moins sept (7) jours au Locataire, de désigner un comptable agréé indépendant (sauf un auquel le Locataire s'oppose raisonnablement) qui aura accès pendant les heures de travail habituelles aux livres et registres du Locataire et/ou de FOWC et/ou de leurs Sociétés affiliées respectives, dont il aurait besoin pour vérifier le calcul du Loyer annuel additionnel pour l'Événement précédent. Ce comptable ne divulguera pas au Bailleur d'informations liées aux affaires du Locataire et/ou de FOWC (ou de leurs Sociétés affiliées respectives), sauf ce qui est nécessaire pour informer le Bailleur du calcul du Loyer annuel additionnel. Le Bailleur aura le droit de vérifier les livres et registres du Locataire et/ou de FOWC et/ou de leurs Sociétés affiliées respectives pertinentes, comme il est prévu ci-dessus, au plus une fois par année civile relativement à l'Événement applicable à cette année.

Les Personnes dont les livres et registres doivent être vérifiés conformément à ce qui précède peuvent exiger pour qu'un comptable ait accès à leurs livres et registres que ce comptable signe une entente de confidentialité raisonnable conforme aux modalités du présent article et aux autres modalités standard ou habituelles contenues dans une entente de confidentialité, et qui seront à la satisfaction du Locataire, agissant raisonnablement.

10.3 Paiement du loyer annuel de base

Le Loyer annuel de base sera payé de la façon suivante :

- (i) une somme correspondant à la moitié (1/2) du Loyer annuel de base (plus toute TPS et/ou TVQ (ou autre taxe d'application générale similaire) applicable) doit être payée, au plus tard, le premier jour de chaque Période de location; et
- (ii) le solde du Loyer annuel de base (plus toute TPS et/ou TVQ (ou autre taxe d'application générale similaire) applicable) doit être payé, au plus tard, dix (10) jours avant la tenue d'un Événement.

10.4 Taxes

Le Loyer annuel de base sera réduit, pour une Période de location donnée et jusqu'à concurrence du montant total du loyer annuel pour cette Période de location, d'un montant égal à toutes taxes, charges ou tous autres droits de quelque nature que ce soit payés par le Locataire pendant une Période de location (A) en rapport aux Lieux loués ou (B) en rapport à l'utilisation par le Locataire des Lieux loués et résultant spécifiquement de la nature particulière des Lieux loués ou de l'Événement, incluant notamment, mais sans limitation et dans tous les cas, l'ensemble des taxes municipales et scolaires, les taxes d'affaires et taxes d'améliorations locales, les taxes d'usage, taxes d'amusement ou les taxes sur la vente des billets, à l'exception cependant de tout montant de TPS et/ou TVQ que le Locataire devra acquitter ou percevoir dans le cadre de ses activités, de même que de toute taxe, toute charge ou tout droit auquel le Locataire pourrait être assujéti dans la mesure où il est en droit d'obtenir un crédit ou un remboursement, lesquels ne seront pas déduits du Loyer annuel de base. S'il advenait que le total de telles taxes pour une Période de location soit supérieur au Loyer annuel de base, le Locataire pourrait aviser le Bailleur qu'il met fin au présent bail en transmettant au Bailleur un avis écrit à cet effet, sans pénalité ni délai. Dans la mesure où le Loyer annuel de base pour ladite Période de location aura été payé au complet par le Locataire avant le paiement par celui-ci de ces taxes, le Bailleur devra rembourser le trop-perçu au Locataire dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par le Bailleur des pièces justificatives pertinentes.

Pour plus de certitude, il est entendu que le Loyer annuel de base ne sera en aucun cas réduit en raison, ou pour autrement tenir compte, de l'impôt sur le revenu du Locataire, de toute taxe sur le capital du Locataire ou de toute taxe, toute charge ou tout droit auquel le Locataire pourrait être assujéti à l'égard de ses employés ou autrement en raison de son statut d'employeur.

10.5 Compensation et intérêt

Toute somme due à une partie par l'autre partie en vertu des présentes sera payée sans réduction ni compensation et tout solde impayé portera intérêt mensuellement, à compter de l'échéance, à un taux d'intérêt de douze pour cent (12 %), calculé sur une base annuelle.

10.6 Autres charges et services

Le Locataire est responsable de payer, pour son utilisation, tous les coûts des services publics, eau, gaz, téléphone ou autres, consommés dans les Lieux loués, de même que pour tout service additionnel requis par le Locataire au Bailleur par bon de commande.

Nonobstant ce qui précède, le Bailleur sera responsable de fournir l'électricité au Locataire (y compris pour le système de climatisation et de régulation du climat dans la tour de contrôle et là où de tels systèmes sont déjà installés dans les Équipements loués) et d'assumer en conséquence tous les coûts liés à l'installation des connexions (incluant le filage) requises pour l'utilisation de l'électricité fournie au Locataire, y inclus les coûts de l'équipement et de la main-d'œuvre relativement à tout raccordement afin de rendre disponible lesdits services électriques, le tout tel que fourni ou assumé par le Bailleur aux termes du Bail initial, étant cependant entendu que le Locataire sera responsable d'assumer lui-même les coûts additionnels des équipements électriques (dont notamment les génératrices) qui pourraient être requis en raison de besoins spéciaux du Locataire en lien avec son utilisation des Lieux loués. En contrepartie de la fourniture de l'électricité, le Locataire met à la disposition du Bailleur une loge corporative (cependant pas le Formula One Paddock Club™) pouvant accueillir cinquante (50) personnes chaque jour de l'Événement, mais uniquement pour les invités du Bailleur ou de la Ville de Montréal qui assistent gratuitement à l'Événement, à un endroit à déterminer par le Locataire pour chaque Événement et situé entre la tour de contrôle et les virages numéros 1 et 2, incluant les fournitures et services habituels. Le Locataire remettra au Bailleur toute la documentation, les laissez-passer et les billets requis au moins 10 jours avant la tenue de l'Événement. Le Bailleur convient et reconnaît qu'il ne doit être affiché dans cette loge corporative aucune marque commerciale, aucun logo ni aucune publicité de quelque nature que ce soit, sauf dans la mesure où le Locataire et FOWC, à leur gré, ont donné leur approbation par écrit ou sauf indication contraire de leur part, également signifiée par écrit.

Le coût des charges et des services mentionnés au présent article doit être justifié par facture ou toute pièce justificative adéquate.

10.7 Stationnement mis à la disposition du Locataire

Pendant une Période de location, le Locataire aura accès aux Lieux loués et se verra accorder des permis de stationnement pour certaines aires de stationnement désignées sur l'île Notre-Dame (sauf pour ce qui est des véhicules de service qui pourront être garés plus près des zones de travail, au besoin), selon ce qui est estimé comme étant raisonnablement nécessaire aux fins de l'exercice de ses activités, y compris celles de ses fournisseurs, et ce, sans frais additionnels. Le Locataire doit s'assurer que l'utilisation par ses employés, visiteurs et fournisseurs du stationnement sur les Lieux loués en dehors de la Période d'exclusivité n'entrave pas l'utilisation des Lieux loués par d'autres usagers.

11. AUTRES OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

11.1 Responsabilité de l'Événement

Le Locataire est entièrement responsable de l'organisation et de la production de l'Événement, y compris l'embauche et la rémunération de la main-d'œuvre nécessaire, à l'exonération complète du Bailleur.

Le Locataire devra, au moins quinze (15) jours avant le commencement d'un Événement, coordonner la préparation et l'adoption par toutes les autorités publiques compétentes, d'un plan d'urgence pour chaque Événement, y compris les mesures d'évacuation d'urgence. Le Locataire tiendra le Bailleur informé du processus et des approbations obtenues. Les employés du Locataire devront être formés adéquatement aux fins de l'exécution du plan d'urgence et de l'évacuation du public au besoin.

Le Locataire devra également, au moins cinq (5) jours ouvrables avant la Durée de l'Événement, livrer au Bailleur des copies de toutes les attestations (dont celles provenant d'un ingénieur) obtenues par lui ou par ses fournisseurs à l'égard des installations temporaires dans la mesure où elles sont requises en vertu des lois applicables.

11.2 Gestionnaire de site

Le Locataire désignera un gestionnaire de site afin qu'il agisse à titre de représentant du Locataire auprès du Bailleur aux fins de la coordination des différents travaux et activités liés à l'Événement sur les Lieux loués.

11.3 Logo et affichage

Le Locataire s'engage à utiliser et à afficher le logo du parc Jean-Drapeau et/ou le logo de la Ville de Montréal, selon les directives du Bailleur, dans toutes ses imprimeries et publicités (exclusion faite des articles de promotion) qui sont produites en série, lorsqu'il y est question de l'Événement, sans frais supplémentaires ni autres redevances, et il devra faire usage de ces logos dans le respect des spécifications graphiques fournies par le Bailleur, étant entendu que le Bailleur fournira ces logos à l'avance au Locataire. Le Locataire devra également fournir, sans frais, une page complète de publicité à l'intention du Bailleur et/ou de la Ville de Montréal dans le programme officiel du Locataire pour un Événement (étant entendu que le Locataire peut refuser de donner son approbation pour tout message portant atteinte à la cote d'estime (*goodwill*) ou contraire à tout message de commanditaires commerciaux de l'Événement, d'équipes ou à d'autres publicités à l'occasion de l'Événement). Il est convenu que le présent article ne s'applique pas à tous autres articles promotionnels ou toutes marchandises.

Le Locataire doit aussi déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour s'assurer que, dans la mesure du possible, toute mention par lui du Formula 1 Grand Prix du Canada ou du Grand Prix du Canada, que ce soit en français ou en anglais, indique le fait qu'il a lieu à Montréal, le tout sous réserve des conditions relatives aux licences de marques en vigueur relativement à la présentation d'un Événement.

Le Locataire fournira ou fera en sorte que soient fournis au Bailleur deux panneaux-réclame pour le Circuit (chacun mesurant au moins 5 m x 1 m) sans frais à chaque Événement, y compris un situé à l'endroit connu sous le nom de « courbe du Québec » (coin 14) lors de l'Événement de 2013, et l'autre à un endroit à être convenu, affichant de la publicité de nature non commerciale ou un message approuvé par FOWC (étant entendu que FOWC peut refuser de donner son approbation pour tout message portant atteinte à la cote d'estime (*goodwill*) ou contraire à tout message de commanditaires commerciaux de l'Événement, d'équipes ou à d'autres publicités à l'occasion de l'Événement).

Le Bailleur s'engage à ce qu'aucun logo ou aucune marque commerciale ne soit inclus ou associé pendant l'Événement avec le nom du Circuit ou tout immeuble utilisé pour la présentation des Événements et que le Circuit, son nom ou le terrain sur lequel il est construit ne sera pas commandité de quelque manière que ce soit pendant l'Événement autrement que tel qu'autorisé par FOWC.

11.4 Suspension de certaines obligations incombant au Locataire

Si pendant la durée du présent bail le Locataire reçoit un avis écrit de FOWC à l'effet que pour n'importe lequel des Événements, celle-ci n'a pas reçu du Bailleur les paiements convenus conformément à l'entente de financement conclue ce même jour entre le Bailleur et FOWC (l'« **Entente de financement** »), ou encore si le Bailleur a mis fin à ou suspendu l'exécution de ses obligations prévues à l'Entente de financement pour n'importe lequel des Événements de telle sorte que les montants prévus à cette entente ne seront pas versés à FOWC par le Bailleur, alors le Locataire sera relevé, pour l'Événement en cause, et ce jusqu'à ce que soient effectués lesdits paiements convenus à l'Entente de financement, le cas échéant, de l'obligation de verser au Bailleur le Loyer annuel additionnel prévue au paragraphe 10.2, et des obligations du Locataire prévues au paragraphe 11.3, le tout étant entendu que si le Bailleur conteste de bonne foi le bien-fondé de la position de FOWC ayant permis à celle-ci de transmettre ledit avis écrit au Locataire, alors les obligations du Locataire au sens des paragraphes 10.2 et 11.3 devront être réévaluées selon une entente à ce sujet à être convenue entre le Bailleur et FOWC, ou encore selon ce que pourra imposer un tribunal ayant juridiction saisi du dossier.

11.5 Nettoyage et entretien

Le Locataire est responsable, à ses propres frais, de garder les Lieux loués propres et en bon état pendant et après la Durée de l'Événement.

12. EXPLOITATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION

12.1 Responsabilités du Locataire

Le Locataire est responsable de remettre les Lieux loués et les Équipements au Bailleur en bon état d'entretien et de réparation à la fin de chaque Période de location dans le cas du Circuit et des Bureaux administratifs, à la fin de chaque Période de location applicable dans le cas des Équipements et à l'échéance du bail dans le cas des Aires d'entreposage. Le Bailleur s'engage par les présentes à obtenir des engagements similaires, et à tout événement non moins onéreux, de la part de tout autre locataire du Circuit.

12.2 Procédure d'inspection

Avant, pendant et après chaque Période de location, le Bailleur et le Locataire doivent procéder à des inspections périodiques des Lieux loués et, le cas échéant, des Équipements afin de s'assurer de leur état et d'être en mesure de déterminer la cause de tout dommage constaté aux Lieux loués ou aux Équipements.

Si des dommages aux Lieux loués ou aux Équipements sont constatés par l'une ou l'autre partie, un avis écrit faisant état des dommages ainsi découverts est transmis à l'autre partie. Si les dommages découverts ont été causés par ou sont le fait du Locataire, de ses employés, mandataires ou autres tiers autorisés sous contrôle du Locataire, ce dernier doit procéder à ses

frais à la réparation des dommages susdits. Si les dommages découverts ont été causés par ou sont le fait du Bailleur, de ses employés, mandataires ou autres tiers autorisés sous contrôle du Bailleur ou encore tout autre locataire du Circuit, le Bailleur devra procéder à ses frais à la réparation des dommages susdits ou voir à ce que ceux-ci soient réparés, selon le cas.

Dans le cas où il est déterminé que les dommages relèvent de la responsabilité du Locataire, de ses employés, mandataires ou autres tiers autorisés sous contrôle du Locataire, ce dernier doit procéder à leur réparation le plus rapidement possible afin de permettre la tenue de tout événement devant avoir lieu sur ou dans les Lieux loués, ou autrement dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la réception de l'avis susmentionné. Si le Locataire ne s'exécute pas dans le délai imparti, le Bailleur peut alors procéder à la réparation des dommages et facturer au Locataire le coût des travaux ainsi réalisés. Le Locataire doit rembourser le Bailleur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de la facture à cet effet.

Par ailleurs, si un dommage survient pendant une Période de location et que ce dommage a été causé ou est le fait du Bailleur, de ses employés, mandataires ou autres tiers autorisés sous son contrôle, le Bailleur doit procéder aux réparations requises le plus rapidement possible afin de permettre la tenue de l'Événement et Lieux loués et les Équipements devront être remis dans l'état où ils étaient avant le dommage. Si les réparations requises ne sont pas dûment effectuées, le Locataire peut alors y procéder lui-même. En ce cas, le Locataire facture au Bailleur les travaux ainsi réalisés. Le Bailleur doit rembourser le Locataire dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de la facture à cet effet.

En aucun temps, le paiement d'une réparation par une partie ne peut constituer une admission de responsabilité par cette partie.

12.3 Responsabilité du Bailleur

Nonobstant le paragraphe 12.1 précédent, si le Circuit est endommagé en dehors d'une Période de location ou en raison de faits ou événements qui ne peuvent être imputés au Locataire, le Bailleur s'engage à procéder aux réparations nécessaires afin de rétablir la conformité du Circuit aux exigences de la FIA pour la tenue des Événements applicables lors de la présentation du plus récent Événement, étant de plus précisé que ces réparations doivent être réalisées à temps pour la tenue de tout Événement selon le calendrier.

12.4 Montage et démontage du site

Le Locataire s'engage à collaborer étroitement avec le Bailleur afin de minimiser, autant que possible, les inconvénients du montage et du démontage des installations sur les Lieux loués pour les autres usagers et activités du parc Jean-Drapeau.

Notamment, le Locataire s'engage à respecter les demandes que le Bailleur pourrait lui faire, de temps à autre, pour assurer la quiétude et la sécurité des autres usagers et activités du parc Jean-Drapeau durant le jour.

13. **CESSION, SOUS-LOCATION ET MANDATAIRE**

Le Locataire ne pourra, directement ou indirectement, en tout ou en partie, céder ou sous-louer ses droits dans le bail ou les Lieux loués, étant par ailleurs entendu que le Locataire pourra, sans

que quelque autorisation du Bailleur ne soit requise, consentir à des sous-locations ou concessions dans le cadre usuel d'un Événement dans la mesure où le Bailleur en est avisé par écrit au préalable.

Le changement de contrôle, direct ou indirect, du Locataire constituera un cas de cession en vertu des présentes, étant cependant entendu qu'un tel changement de contrôle effectué en faveur d'une Société affiliée au Locataire et dont François Dumontier demeure l'actionnaire majoritaire et/ou de contrôle de même qu'administrateur, sera autorisé et ne nécessitera aucun consentement préalable, à charge pour le Locataire de transmettre à ses frais un préavis écrit de dix (10) jours au Bailleur et à FOWC avisant de ce transfert et confirmant le respect de ces critères.

Nonobstant toute mention à l'effet contraire, le Bailleur reconnaît que le Locataire pourra en tout temps céder tous ses droits dans le présent bail en faveur de FOWC, si celle-ci y consent, auquel cas le Locataire sera alors complètement libéré des obligations lui incombant aux termes des présentes qui naissent à compter de la date de cette cession, sauf en cas de remplacement du Locataire à la suite d'un avis de défaut du Bailleur auquel cas le Locataire demeure solidairement lié.

S'il advenait que les dispositions du paragraphe 19.4 trouvent application (remplacement du Locataire suite à un Avis de défaut du Bailleur), le Locataire de remplacement pourra céder le bail ou sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, mais seulement à une Personne mentionnée aux paragraphes 19.4(i), 19.4(ii) ou 19.4(iii), avec le consentement exprès et préalable du Bailleur qui ne pourra le retenir sans motif raisonnable, et le Bailleur reconnaît qu'une telle cession ou sous-location sera consentie en faveur d'une Personne qui a été impliquée dans la tenue de l'organisation de l'Événement entre 2003 et 2008.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, si le Locataire de remplacement est une Personne mentionnée aux paragraphes 19.4(i) ou 19.4(ii), alors ledit Locataire de remplacement pourra procéder aux changements de contrôle tels que ceux-ci sont permis conformément à l'Entente de financement.

14. **APPROBATION REQUISE ET RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS**

Le Locataire ne pourra apporter ou faire apporter aucune amélioration, aucun changement ni faire aucune impense de nature permanente aux Lieux loués (un « **Changement** ») sans avoir obtenu, au préalable, le consentement écrit du Bailleur, qui ne pourra le retenir indûment dans le cas du Circuit, si ce Changement est requis pour respecter les normes et spécifications nécessaires au maintien de l'accréditation du Circuit pour la tenue de l'Événement, et ce, sans limiter les dispositions de l'article 6 des présentes.

Dans tous les cas où un Changement est approuvé par le Bailleur, ce Changement doit être fait dans le respect des lois et règlements applicables, en respectant la vocation ainsi que l'usage des Lieux loués. Le Locataire doit obtenir, à ses frais, les autorisations ou permis requis des autorités compétentes.

Toute amélioration, tout changement ou toute impense attaché à demeure aux Lieux loués (biens immeubles) deviendront, sans compensation, la propriété du Bailleur et seront remis en bon état d'entretien et réparation comme le reste des Lieux loués à l'échéance du présent bail.

15. SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES LIEUX LOUÉS

Le Bailleur, ses agents et représentants peuvent avoir en tout temps accès aux Lieux loués afin de vérifier leur état. Sauf en cas d'urgence, le Bailleur avertit le Locataire, au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, de telles visites. L'accès aux espaces extérieurs du Circuit peut avoir lieu sans préavis, sous réserve des modalités et contrôles nécessaires à la sécurité.

Le Bailleur doit avoir accès en tout temps aux installations ou espaces enclavés à l'intérieur des Lieux loués et aux installations ou espaces spécifiquement exclus des Lieux loués selon l'Annexe 4 des présentes, sauf pendant la Durée de l'Événement lorsque l'accès du Bailleur est limité aux cas d'urgence.

16. CIRCULATION SUR LE SITE DE L'ÎLE NOTRE-DAME

Le Bailleur permet au Locataire, ainsi qu'aux Personnes autorisées par ce dernier, d'accéder aux Lieux loués, pendant toute Période de location, et, à cette fin, d'emprunter les voies suivantes :

- (i) la passerelle du Cosmos, sur une base exclusive pendant la Durée de l'Événement (sous réserve des droits d'accès décrits au paragraphe 4.1) et sur une base non exclusive pendant le reste de la Période de location; et
- (ii) le pont des Îles, le pont du Casino et le chemin Macdonald, sur une base non exclusive,

étant entendu que le Locataire est responsable de la sécurité des voies (ou portions de celles-ci) réservées exclusivement à l'usage du Locataire et des Personnes autorisées par celui-ci pendant la période où elles sont utilisées sur une base exclusive.

Le Bailleur aidera le Locataire à identifier les autorisations requises auprès des autorités responsables du pont Victoria pouvant lui permettre un accès audit pont Victoria pendant l'Événement, pour les urgences, les visiteurs accrédités (à savoir ministres, maire, V.I.P.) ainsi que pour toute autre Personne autorisée par le Locataire.

En tout temps, le Locataire doit respecter les règles du *Code de la sécurité routière* (LRQ, c C-24.2).

Le Locataire, pour lui-même et ses cessionnaires, sous-locataires ou mandataires, de même que pour toute Personne sous son contrôle, s'engage à agir avec précaution et à assurer la sécurité de tous et chacun des usagers du parc Jean-Drapeau (piétons, cyclistes, etc.).

17. NON-RESPONSABILITÉ DU BAILLEUR

Le Bailleur ne peut être tenu responsable pour toute perte, dommages aux biens ou aux Personnes survenant sur les Lieux loués ou découlant des activités du Locataire, à moins que le dommage ne résulte de la négligence grave ou de l'inconduite intentionnelle du Bailleur.

Le Locataire doit indemniser et tenir le Bailleur quitte et indemne de toute réclamation ou poursuite à cet égard.

Également, le Bailleur ne peut être tenu responsable de toute interruption de services, eau, aqueduc, électricité ou autre, ni pour le fait de toute autre Personne, occupant ou visiteur sur le parc Jean-Drapeau, ni de tout dommage causé aux Lieux loués ou aux biens du Locataire par tout événement, force majeure, ou Personnes, sauf si les dommages sont le résultat d'une négligence grossière ou faute intentionnelle du Bailleur.

Le Locataire ne peut être tenu responsable pour tout dommage causé à une Personne ou à un bien par l'effet d'un bien appartenant au Bailleur qui est sous le contrôle ou la garde de celui-ci entre les Périodes de location, à moins que le dommage ne résulte de la négligence ou de la faute du Locataire ou d'un acte d'un bien ou des équipements du Locataire ou sous le contrôle ou la garde de celui-ci.

18. ENVIRONNEMENT

Le Locataire s'engage également à assurer le traitement optimal des matières résiduelles.

19. DÉFAUT

19.1 Motifs

19.1.1 Le Locataire sera en défaut si :

- (i) il omet ou néglige de payer, lorsque dû au Bailleur, le loyer ou tout montant qu'il est tenu de payer au Bailleur aux termes des présentes; toutefois, si le paiement de la totalité ou d'une partie de ce montant fait l'objet d'un différend, le Locataire ne sera pas en défaut tant qu'il n'y aura pas eu résolution complète et finale de ce différend et que le montant en litige demeure impayé dans les délais requis par les modalités de cette résolution (le montant qui ne fait pas l'objet du différend devant être payé conformément au présent bail);
- (ii) il est ou devient insolvable ou fait faillite ou tente de se mettre sous la protection de toute loi relative aux débiteurs insolvable ou si un séquestre ou un syndic ou un administrateur pour les créanciers, prend possession d'éléments d'actif du Locataire;
- (iii) en tout ou en partie, il cède le bail ou sous-loue les Lieux loués autrement que de la façon prévue aux présentes;
- (iv) il ne prend pas possession des Lieux loués, aux dates convenues, ou les laisse vacants pendant une Période de location; ou
- (v) il ne se conforme pas à l'une ou l'autre disposition du présent bail.

19.1.2 Le Bailleur sera en défaut si :

- (i) il ne délivre pas les Lieux loués conformément aux dispositions du présent bail; ou
- (ii) il ne se conforme pas à l'une ou l'autre disposition du présent bail.

19.2 Procédure

Lorsqu'il constate ou considère que le Locataire est en situation de défaut, le Bailleur peut, à ses seules discrétion et prérogative, envoyer au Locataire un avis (l'« **Avis de défaut du Bailleur** »), dénonçant le défaut et l'enjoignant d'y remédier dans un délai de dix (10) jours, pour les défauts pouvant être corrigés par le paiement d'une somme d'argent (un « **Défaut monétaire** »), ou de quinze (15) jours pour tout autre défaut (un « **Défaut non monétaire** »), étant cependant convenu que si le Locataire entreprend et poursuit diligemment de corriger le Défaut non monétaire ainsi dénoncé dans la période susdite de quinze (15) jours, le Locataire disposera d'un délai additionnel raisonnable pour compléter la correction dudit défaut.

Si le Locataire ne corrige pas tout défaut à l'intérieur du délai imparti dans l'Avis de défaut du Bailleur ou s'il s'agit d'un défaut auquel il ne peut être remédié, le cas échéant (dans les deux cas, un « **Défaut non remédié** »), le Bailleur peut, à ses seules discrétion et prérogative, transmettre au Locataire un avis de résiliation (ci-après l'« **Avis de résiliation** ») et prendre possession des Lieux loués à la date précisée dans l'Avis de résiliation, étant entendu que ladite résiliation du bail ne pourra prendre effet qu'à compter de l'expiration d'un délai de dix (10) jours suivant la date d'envoi de l'Avis de résiliation, le tout sous réserve des droits du Bailleur pour tous dommages subis.

Lorsqu'il constate ou considère que le Bailleur est en situation de défaut, le Locataire peut, à ses seules discrétion et prérogative, envoyer au Bailleur un avis dénonçant le défaut et l'enjoignant d'y remédier dans un délai de dix (10) jours, pour les Défauts monétaires ou de quinze (15) jours pour tout Défaut non monétaire, étant cependant convenu que si le Bailleur entreprend et poursuit diligemment de corriger le Défaut non monétaire ainsi dénoncé dans la période susdite de quinze (15) jours, le Bailleur disposera d'un délai additionnel raisonnable pour compléter la correction dudit défaut. Si le Bailleur ne corrige pas tout défaut à l'intérieur du délai imparti dans l'avis de défaut transmis par le Locataire (l'« **Avis de défaut du Locataire** ») ou s'il s'agit d'un défaut auquel il ne peut être remédié, le cas échéant, le Locataire peut, à ses seules discrétion et prérogative, transmettre au Bailleur un avis de résiliation, le tout sous réserve des droits du Locataire pour tous dommages-intérêts subis.

Le Bailleur et/ou le Locataire, selon le cas, s'engagent promptement à aviser FOWC de la survenance d'une situation de défaut en vertu du présent article ainsi qu'à lui transmettre copie de tout Avis de défaut du Bailleur, de tout Avis de défaut du Locataire et de tout Avis de résiliation.

19.3 Enlèvement des biens du Locataire sur les Lieux loués

Si le Locataire maintient son occupation des Lieux loués au-delà de la résiliation du bail (à moins qu'il en ait le droit aux termes d'un nouveau bail), le Bailleur peut, à ses seules discrétion et prérogative, transmettre au Locataire un avis lui enjoignant de libérer complètement les Lieux loués dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception dudit avis.

À défaut, pour le Locataire, de respecter le délai imparti, il devra payer une indemnité quotidienne correspondant à 0,37 % du Loyer annuel de base alors applicable pour toute journée ou partie de journée d'occupation non permise des Lieux loués, le tout sous réserve de tous les droits et recours du Bailleur.

19.4 Remplacement du Locataire à la suite d'un Avis de défaut du Bailleur

Dans les dix (10) jours de la réception d'un Avis de défaut du Bailleur dans le cas d'un Défaut monétaire, et dans les quinze (15) jours de la réception d'un Avis de défaut du Bailleur dans le cas d'un Défaut non monétaire, FOWC pourra transmettre au Bailleur un avis (l'« **Avis de novation** ») selon lequel il réglera le ou les cas de défaut invoqué(s) par le Bailleur dans les délais prévus pour ce faire à l'article 19.2 (lesquels seront calculés à partir de la réception de l'Avis de novation) et selon lequel il requiert que tous les droits et obligations du Locataire en vertu du présent bail (tel que modifié de temps à autre) ainsi que toute documentation auxiliaire ou reliée audit bail et signée par le Bailleur et le Locataire soient cédés à une des Personnes nommées ci-après (« **Locataire de remplacement** »), tel qu'identifié par FOWC à son choix :

- (i) FOWC; ou
- (ii) une Société affiliée à FOWC; ou
- (iii) une tierce Personne identifiée par FOWC avec l'autorisation expresse et préalable du Bailleur, qui ne pourra la retenir sans motif raisonnable.

étant convenu que dans l'éventualité de l'application des paragraphes (ii) ou (iii) ci-dessus, FOWC demeurera caution des Obligations de paiement cautionnées du Locataire de remplacement, tel que stipulé à l'article 24.

Si FOWC remédie à un Cas de défaut non remédié aux termes du présent article, elle sera alors subrogée dans les droits du Bailleur à l'encontre du Locataire quant à ce Cas de défaut non remédié jusqu'à concurrence et sous réserve des limites énoncées à l'article 24 des présentes. Nonobstant toute mention à l'effet contraire, dans l'éventualité où le Bailleur transmet au Locataire un Avis de résiliation à la suite d'un Avis de défaut du Bailleur, FOWC disposera d'un délai additionnel de dix (10) jours suivant la date d'envoi de l'Avis de résiliation pour transmettre au Bailleur un Avis de novation.

Il est convenu que dans l'éventualité où le cas de défaut reproché au Locataire est un Défaut monétaire, l'Avis de novation devra être accompagné du paiement intégral des sommes réclamées par le Bailleur du Locataire à cette date, à défaut de quoi un tel avis sera présumé ne pas avoir été transmis, le tout sujet aux droits de FOWC de payer lesdites sommes réclamées sous protêt et d'être remboursé par le Bailleur, en tout ou en partie, advenant une contestation de bonne foi par FOWC à laquelle il serait donné droit.

Sous réserve que le ou les cas de Défaut(s) non monétaires invoqué(s) par le Bailleur soit (soient) réglé(s) tel que prévu plus haut, le Bailleur reconnaît et consent à ce que tous les droits et obligations du Locataire en vertu du présent bail (tel que modifié de temps à autre) ainsi que toute documentation auxiliaire ou reliée audit bail et signée par le Bailleur et le Locataire soient automatiquement transférés et cédés en faveur du Locataire de remplacement et ce, en date effective à la date de transmission de l'Avis de novation, le tout ayant pour effet de substituer le Locataire de remplacement au Locataire depuis cette date. Nonobstant ce qui précède, le Bailleur et le Locataire (ainsi que FOWC à titre de caution des obligations du Locataire à l'égard des Obligations de paiement cautionnées) continueront d'être liés en vertu du bail eu égard à tous engagements courus jusqu'à la date de l'Avis de novation, les dispositions du présent article 19.4 ne limitant d'aucune façon les engagements de FOWC à titre de caution. Advenant un tel

transfert, les parties s'engagent à collaborer entre elles de façon à conclure et signer tout autre entente, acte ou document afin de donner plein effet au transfert des droits du Locataire en faveur du Locataire de remplacement.

19.5 Remplacement du Locataire suivant la résiliation de l'entente

Il est entendu qu'advenant la résiliation de l'entente entre le Locataire et FOWC ou l'une ou l'autre de ses Sociétés affiliées à l'égard de la promotion, de l'organisation et/ou de la présentation des Événements, ou advenant que FOWC choisisse de ne pas exercer ses droits d'envoyer un Avis de novation et de remplacer le Locataire conformément à l'article 19.4, le cas échéant, FOWC et le Bailleur devront entamer de bonne foi des discussions en vue de la signature d'un nouveau bail entre, d'une part, FOWC, l'une ou l'autre de ses Sociétés affiliées ou une tierce Personne désignée par FOWC avec l'autorisation préalable expresse du Bailleur, laquelle ne peut être refusée sans motif valable, et, d'autre part, le Bailleur à l'égard des Lieux loués. Ce nouveau bail sera établi dans la même forme que le présent bail (à l'exception de l'article 6.4, qui serait omis du nouveau bail) et comportera les modifications raisonnables pouvant être demandées par le locataire proposé aux termes de celui-ci compte tenu des circonstances et que le Bailleur jugera acceptables.

19.6 Résiliation anticipée

Dans l'éventualité où l'Entente de financement est résiliée ou annulée avant l'expiration du terme du présent bail ou de tout renouvellement de celui-ci, pour quelque raison que ce soit, l'une ou l'autre des parties aux présentes ou encore FOWC pourra mettre fin immédiatement au présent bail sans pénalité ni recours contre l'autre partie.

19.7 Suspension

Les parties conviennent que dans la mesure où l'Événement n'est pas inclus sur le Calendrier du Championnat pour une année donnée, le présent bail sera automatiquement suspendu pour cette année donnée, sous réserve des droits des parties en vertu du paragraphe 19.6, dans la mesure applicable, et sans pour autant prolonger la durée du présent bail. Le cas échéant, le Bailleur et le Locataire, agissant raisonnablement, devront alors convenir des conditions de l'utilisation par le Locataire des Aires d'entreposage pendant la suspension du présent bail, à défaut de quoi cette utilisation devra aussi cesser pendant ladite suspension.

19.8 Responsabilité

Aucune partie au présent bail n'engagera quelque responsabilité que ce soit (extracontractuelle, contractuelle ou autrement) pour une perte de profits, d'économies prévues, d'affaires, de temps ou de cote d'estime (*goodwill*) ou pour toute perte ou de tout dommage consécutif ou indirect liés au présent bail.

20. ASSURANCES

20.1 Assurances du Locataire à l'égard des Lieux loués

En tout temps pendant une Période de location, le Locataire doit obtenir et maintenir, à ses frais, en son nom :

- (i) une assurance responsabilité civile générale d'un montant d'au moins vingt-sept millions cinq cent mille dollars (27 500 000 \$) ou tout autre montant de couverture raisonnable et justifié pouvant être demandé par écrit par le Bailleur (ce qui peut comprendre une augmentation raisonnable à la suite de Travaux du Bailleur) pour chaque événement de sinistre isolé et couvrant tout dommage corporel, incluant le décès, ainsi que les dommages à la propriété d'autrui engendrés par les activités du Locataire ou de son utilisation ou occupation des Lieux loués;
- (ii) une assurance tous risques avec couverture supplémentaire, couvrant, entre autres, les risques d'incendie, de fuite des gicleurs et d'autres dispositifs de protection contre les incendies, à l'égard des biens meubles et des effets mobiliers, pour un montant suffisant pour couvrir le coût de remplacement des biens meubles et effets mobiliers du Locataire, de l'inventaire et les marchandises du Locataire, les travaux du Locataire, de son équipement commercial, l'ameublement, toutes les modifications, décorations, aménagements, accessoires et améliorations ou impenses apportées ou installées dans les Lieux loués par le Locataire, contre tels risques et pour les montants pour lesquels ils sont normalement assurés selon les circonstances par les locataires prudents, dans des circonstances semblables, y compris, mais sans restriction, contre le feu et le vol; et
- (iii) une assurance contre les dommages causés aux Lieux loués par le feu et autres risques couvrant la pleine valeur de remplacement de tous bâtiments et structures faisant partie des Lieux loués.

20.2 Assurances du Locataire à l'égard des Autres utilisations des Lieux loués

En tout temps pendant la durée du présent bail, le Locataire doit obtenir et maintenir, à ses frais, en son nom :

- (i) une assurance contre la responsabilité générale couvrant les blessures et le décès ainsi que les dommages à la propriété d'autrui engendrés par les activités du Locataire dans les Lieux loués en dehors d'une Période de location pour un montant d'au moins onze millions de dollars (11 000 000 \$) ou tout autre montant de couverture raisonnable et justifié pouvant être demandé par écrit par le Bailleur (ce qui peut comprendre une augmentation raisonnable à la suite de Travaux du Bailleur) pour chaque événement de sinistre isolé;
- (ii) une assurance tous risques avec couverture supplémentaire, couvrant, entre autres, les risques d'incendie, de fuite des gicleurs et d'autres dispositifs de protection contre les incendies, à l'égard des biens meubles et des effets mobiliers, pour un montant suffisant pour couvrir le coût de remplacement des biens meubles et effets mobiliers du Locataire, de l'inventaire et les marchandises du Locataire, les travaux du Locataire, de son équipement commercial, l'ameublement, toutes les modifications, décorations, aménagements, accessoires et améliorations apportées ou installées dans les Lieux loués par le Locataire, contre tels risques et pour les montants pour lesquels ils sont normalement assurés selon les circonstances par

les locataires prudents, dans des circonstances semblables, y compris, mais sans restriction, contre le feu et le vol; et

- (iii) une assurance contre les dommages causés aux Lieux loués par le feu et autres risques couvrant la pleine valeur de remplacement de tous bâtiments et structures faisant partie des Lieux loués.

20.3 Assurances du Locataire à l'égard des Bureaux administratifs

En tout temps pendant une Période de location, le Locataire doit obtenir et maintenir, à ses frais, en son nom :

- (i) une assurance responsabilité civile générale d'un montant d'au moins trois millions de dollars (3 000 000 \$) ou tout autre montant de couverture raisonnable et justifié pouvant être demandé par écrit par le Bailleur (ce qui peut comprendre une augmentation raisonnable à la suite de Travaux du Bailleur) pour chaque événement de sinistre isolé et couvrant tout dommage corporel, incluant le décès, ainsi que les dommages à la propriété d'autrui engendrés par les activités du Locataire ou de son utilisation ou occupation des Bureaux administratifs;
- (ii) une assurance tous risques avec couverture supplémentaire, couvrant, entre autres, les risques d'incendie, de fuite des gicleurs et d'autres dispositifs de protection contre les incendies, à l'égard des biens meubles et des effets mobiliers, pour un montant suffisant pour couvrir le coût de remplacement des biens meubles et effets mobiliers du Locataire, de l'inventaire et les marchandises du Locataire, les travaux du Locataire, de son équipement commercial, l'ameublement, toutes les modifications, décorations, aménagements, accessoires et améliorations ou impenses apportées ou installées dans les Bureaux administratifs par le Locataire, contre tels risques et pour les montants pour lesquels ils sont normalement assurés selon les circonstances par les locataires prudents, dans des circonstances semblables, y compris, mais sans restriction, contre le feu et le vol; et
- (iii) une assurance contre les dommages causés aux Bureaux administratifs par le feu et autres risques couvrant la pleine valeur de remplacement de tous bâtiments et structures faisant partie des Lieux loués.

20.4 Assurances du Locataire à l'égard des Équipements

En tout temps pendant les Périodes de location applicables, le Locataire doit obtenir et maintenir, à ses frais, en son nom :

- (i) une assurance responsabilité civile générale d'un montant d'au moins trois millions de dollars (3 000 000 \$) ou tout autre montant de couverture raisonnable et justifié pouvant être demandé par écrit par le Bailleur (ce qui peut comprendre une augmentation raisonnable à la suite de Travaux du Bailleur) pour chaque événement de sinistre isolé et couvrant tout dommage corporel, incluant le décès, ainsi que les dommages à la propriété d'autrui engendrés par les activités du Locataire ou de son utilisation des Équipements; et

- (ii) une assurance contre les dommages causés aux Équipements par le feu et autres risques couvrant la pleine valeur de remplacement de tous bâtiments et structures faisant partie des Lieux loués.

20.5 Mises à jour

Les couvertures d'assurance requises doivent, à la demande du Bailleur, être modifiées de façon à être conformes à toute norme exigée par tout organisme règlementant l'Événement.

20.6 Conditions des polices d'assurance

Toutes les polices d'assurance du Locataire doivent nommer le Bailleur, la Ville de Montréal et toute autre Personne que le Bailleur peut désigner, comme assuré additionnel, selon ses intérêts.

Chaque assurance contre la responsabilité générale doit contenir une clause de disjonction d'intérêts ou de responsabilité croisée entre le Bailleur et le Locataire.

Toutes les autres polices auxquelles il est fait référence ci-dessus doivent également contenir une clause de renonciation subrogatoire des droits que les assureurs du Locataire ou du Bailleur pourraient avoir contre le Bailleur ou le Locataire et les Personnes sous le contrôle et la responsabilité du Bailleur ou du Locataire.

Le Locataire doit fournir au Bailleur des certificats de toutes les polices d'assurance auxquelles il doit souscrire conformément aux présentes, accompagnés d'une description raisonnable des exclusions et conditions s'y rapportant de la part de l'assureur ou du courtier en assurances du Locataire, de même que toutes les confirmations reçues par le Locataire de FOWC ou de l'une ou l'autre de ses Sociétés affiliées selon lesquelles ces polices d'assurance sont jugées acceptables par la FIA, le cas échéant.

20.7 Respect des polices d'assurance

Le Locataire s'engage par les présentes à respecter l'ensemble des modalités et conditions figurant dans toutes les polices d'assurance maintenues en vigueur aux termes des présentes, et à s'y conformer en tout temps, ainsi qu'à veiller à ce que toutes les déclarations faites aux assureurs aux termes de ces polices soient véridiques à tout moment pertinent.

21. ORGANISATION DE SPECTACLES

Le cas échéant, le Locataire doit aviser le Bailleur du fait qu'il désire présenter un spectacle dans le cadre d'un Événement.

Le Bailleur assigne alors les ressources nécessaires (syndicat IATSE) pour la tenue dudit spectacle selon les besoins spécifiés par le Locataire, et le Locataire utilise ces ressources dans le respect des dispositions de la convention collective.

Le Bailleur transmet au Locataire une facture représentant les coûts afférents et le Locataire doit rembourser le Bailleur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception d'une facture à cet effet accompagnée de pièces justificatives.

22. PUBLICATION DU BAIL

Le Locataire peut faire publier, à ses frais, un sommaire du présent bail au registre foncier concerné.

23. COMMUNICATIONS

Tout avis devant être donné en vertu des présentes ou relatif au bail sera considéré comme étant légalement donné, s'il est signifié personnellement au destinataire ou envoyé par courrier recommandé ou télécopieur aux adresses suivantes :

Dans le cas d'un avis au Bailleur :

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Pavillon du Canada
1, circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec) H3C 1A9

Télécopieur : 514 872-7359

À l'attention du directeur général

Dans le cas d'un avis à FOWC :

**a/s de FORMULA ONE WORLD
CHAMPIONSHIP LIMITED**

6 Princes Gate
Knightsbridge, Londres,
Royaume-Uni, SW7 1QJ

Télécopieur : (+44) 20 7581 1649

À l'attention du *Head of the Legal Department*

Dans le cas d'un avis au Locataire :

**GRUPE DE COURSE OCTANE INC./
OCTANE RACING GROUP INC.**

2170, avenue Pierre-Dupuy, bureau 100
Montréal (Québec) H3C 3R4

Télécopieur : 514 350-0007

À l'attention de M. François Dumontier

Avec copie à :

BCF

1100, boulevard René-Lévesque Ouest,
25^e étage, Montréal (Québec) H3B 5C9

Télécopieur : 514 397-8515

À l'attention de M. André Ryan

ou à tout autre endroit que l'une ou l'autre des parties aura fait connaître à l'autre partie, et ce, par avis écrit donné de la façon ci-haut prévue.

24. CAUTIONNEMENT LIMITÉ

FOWC cautionne par les présentes (« **Obligations de paiement cautionnées** ») en faveur du Bailleur chacune des obligations incombant au Locataire de payer au Bailleur :

- i) le Loyer de base indiqué à l'article 10.1 (moins toute réduction stipulée à l'article 6.3) et le loyer pour la location des Équipements indiqué à l'article 4.6; et
- ii) le Loyer annuel additionnel indiqué à l'article 10.2; toutefois, le montant de Loyer annuel additionnel cautionné aux termes des présentes sera calculé en faisant abstraction du concept de Loyer additionnel minimum (c'est-à-dire que pour chaque Événement, il sera calculé comme étant le résultat du Revenu brut tiré de la vente de billets pour l'Événement en question multiplié par le pourcentage applicable indiqué dans la colonne D de l'Annexe 2.2) (« **Partie cautionnée du Loyer annuel additionnel** »).

Si le Locataire est en défaut de paiement du Loyer annuel additionnel pour un Événement, le Bailleur pourra déduire, jusqu'à concurrence de la Partie cautionnée du Loyer annuel additionnel (sans la dépasser), la somme représentant ce Loyer annuel additionnel du montant équivalent que doit le Bailleur à FOWC à l'égard de cet Événement aux termes de l'alinéa 4.2.(b) de l'Entente de financement. Les Obligations de paiement cautionnées seront exécutées à raison du montant ainsi déduit.

S'il est déterminé que la TPS ou la TVQ (ou une autre taxe de vente remboursable) est applicable à tout montant payable par FOWC au Bailleur aux termes du présent cautionnement, alors le paiement pourra, au choix de FOWC, être prolongé d'un délai pouvant atteindre soixante (60) jours afin que celle-ci puisse s'inscrire en vertu de la législation sur la taxe de vente applicable en vue de réclamer un crédit de taxe sur les intrants. Le cas échéant, le Bailleur peut choisir de reporter la date de paiement de la somme qu'il doit à FOWC en vertu du paragraphe 4.2(b) de l'Entente de financement d'un nombre de jours équivalents.

Pour plus de certitude, les seules obligations du Locataire cautionnées par FOWC aux termes des présentes sont les Obligations de paiement cautionnées. FOWC n'est pas responsable de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, de l'exécution par le Locataire des obligations incombant à celui-ci envers le Bailleur aux termes du présent bail ou de toute autre entente ou convention, autre que le Bail initial. Aucune Obligation de paiement cautionnée ne peut être majorée et aucune modification ne peut être apportée au bail sans le consentement écrit préalable de FOWC.

FOWC renonce par les présentes aux bénéfices de discussion et de division, de même qu'à la subrogation aux droits du Bailleur, tant que celui-ci n'aura pas reçu le montant intégral, final et définitif de sa réclamation contre le Locataire, ces renonciations valant seulement dans la mesure où de telles renonciations ont aussi été consenties par la Ville de Montréal dans tout cautionnement de la Ville de Montréal en faveur de FOWC et du Locataire en vigueur de temps à autre. Lorsque le Bailleur aura reçu le montant intégral et définitif de ses réclamations contre le Locataire, FOWC sera intégralement subrogée dans les réclamations du Bailleur contre le Locataire si FOWC a réglé ces réclamations au moyen du présent cautionnement ou autrement.

Le cautionnement envisagé aux présentes constitue un cautionnement continu et demeure pleinement en vigueur jusqu'à l'exécution ou paiement intégral, final et définitif des Obligations de paiement cautionnées.

Les obligations de FOWC aux présentes ne seront pas réduites ou limitées et FOWC ne sera pas libérée de ses obligations au présent cautionnement pour quelque raison que ce soit (notamment en raison de tout report de paiements ou d'exécution ou tout exercice, décision ne pas exercer, défaut d'exercer, délai dans l'exercice, renonciation à l'exercice ou abstention d'exercer tout droit, recours ou pouvoir, à la disposition du Bailleur), autrement que par le paiement intégral, final et définitif des Obligations de paiement cautionnées.

25. INTERPRÉTATION

25.1 Indépendance des clauses

Toutes les clauses contenues au présent bail sont indépendantes les unes des autres et la nullité d'une ou de certaines d'entre elles ne sauraient entraîner la nullité de la totalité de la convention. Chacune des clauses non invalidées continue de produire ses effets.

25.2 Lois applicables et juridiction

Le présent bail doit être régi et interprété selon les lois en vigueur dans la province de Québec, excluant cependant ses règles de conflit de lois.

Chacune des parties aux présentes accepte que les tribunaux siégeant dans le district judiciaire de Montréal, au Québec, auront la compétence exclusive pour régler tout différend pouvant survenir relativement au présent bail, et chaque partie se soumet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux et renonce irrévocablement à tout droit qu'elle peut avoir de s'opposer à la tenue d'une instance devant ces tribunaux ou à invoquer l'incompétence de ces tribunaux.

25.3 Genre

Le présent bail doit être lu en y faisant les changements de genre (masculin/féminin) et de nombre (singulier/pluriel) tel que requis par le contexte.

25.4 Langue

Le présent bail a été rédigé et signé par les parties en français et en anglais et ces deux versions sont opposables aux parties. S'il y a divergence ou contradiction entre l'un ou l'autre des articles de ces deux versions, la priorité est donnée à la version de l'article qui traduit le mieux l'intention et la volonté des parties relativement à la conclusion du présent bail. S'il est impossible de déterminer la version traduisant le mieux l'intention et la volonté des parties, la version française de l'article en cause prévaudra.

25.5 Devise

Toute référence aux présentes à des dollars (\$) est une référence à des dollars canadiens.

26. CONFIDENTIALITÉ

Les parties acceptent et s'engagent l'une envers l'autre à déployer toutes les mesures possibles pour tenir confidentiels, et ne divulgueront à Personne par un acte ou une omission et n'utiliseront pas ni n'exploiteront commercialement à leurs propres fins, des Renseignements confidentiels du Bailleur, du Locataire ou de FOWC, autrement que comme suit : (a) à leurs dirigeants, employés, avocats, vérificateurs, prêteurs ou autres conseillers professionnels réglementés respectifs; ou (b) aux Personnes qui sont visées par un accord mutuel conclu par écrit; ou (c) dans la mesure de ce qui est nécessaire pour permettre à une partie d'exercer adéquatement ses droits aux termes du présent bail ou d'exécuter ses obligations aux termes du présent bail; ou (d) dans la mesure requise pour obtenir l'approbation du conseil d'administration du Bailleur ainsi que du comité exécutif et du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal ou (e) par la loi applicable (y compris la législation sur l'accès à l'information) ou par les règlements d'une bourse ou d'une autorité réglementaire ou d'un gouvernement ou d'un corps administratif ou conformément à une ordonnance d'un tribunal ou d'autres autorités ou tribunaux compétents, pourvu que, dans toutes les circonstances sauf celles qui sont décrites aux points (d) et (e), la partie qui fait la divulgation stipulera et prendra toutes les mesures raisonnables pour s'assurer qu'un destinataire susmentionné des Renseignements confidentiels respecte, observe et protège l'information divulguée à titre de renseignements confidentiels.

Aux fins du présent article, l'expression « **Renseignements confidentiels** » comprend toute information exclusive d'une partie qui est expressément marquée comme confidentielle; toutefois, les Renseignements confidentiels ne comprennent pas, et les obligations de confidentialité aux termes du présent bail et ne visent pas, toute information qui :

- (i) était déjà en la possession légitime d'une partie ou d'un destinataire susmentionné ou était autrement légitimement à la disposition de cette partie ou de tous destinataires susmentionnés sur une base non confidentielle avant sa divulgation à cette partie ou à tout destinataire susmentionné par la partie qui divulgue l'information;
- (ii) devient à la disposition d'une partie ou d'un destinataire susmentionné sur une base non confidentielle à partir d'une source (autre qu'une entité gouvernementale), autre que la partie qui divulgue l'information, qui est légalement habilitée à faire cette divulgation;
- (iii) est élaborée de manière indépendante par une partie ou un destinataire susmentionné; ou
- (iv) est reconnue par écrit par les parties comme n'étant pas confidentielle ou pouvant être divulguée.

Si une partie est tenue, dans des circonstances décrites aux points (d) ou (e) du premier paragraphe du présent article, de divulguer des Renseignements confidentiels d'une autre partie, elle donnera à cette autre partie un avis en ce sens, selon ce qui est possible dans les circonstances, de cette divulgation.

27. ANNEXES

Tous les documents, résolutions et *addenda* annexés aux présentes en constituent les annexes et en font partie.

28. EXEMPLAIRES

Le présent bail peut être signé en divers exemplaires, tous ces exemplaires constituant à toutes fins un seul et unique bail, même si le Locataire et le Bailleur n'ont pas signé le même exemplaire. Les parties conviennent que des copies signées du présent bail peuvent être livrées par télécopieur ou par un mode de livraison similaire (incluant par courriel) et que les signatures figurant sur les copies ainsi livrées lieront les parties comme si des copies revêtues de signatures originales avaient été livrées; chacune des parties aux présentes s'engage à livrer à l'autre partie une copie du présent bail revêtue de signatures originales dès qu'elle en recevra la demande.

29. RESPECT DES PRINCIPES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

29.1 Le Bailleur, le Locataire et FOWC s'engagent chacun l'un envers l'autre à faire ce qui suit :

- (i) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées se conformeront aux lois et règlements applicables en matière de corruption (***Lois contre la corruption***);
- (ii) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées feront de leur mieux pour appliquer les principes de lutte contre la corruption (joint à la présente Entente en tant qu'Annexe 8) ou le contenu de ceux-ci, et toute modification convenue s'y rapportant;
- (iii) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées s'abstiendront d'offrir, de promettre, de payer ou d'accorder un avantage financier ou autre :
 - (i) à une personne dans le but de l'inciter à exercer indûment une fonction ou une activité se rapportant à une entreprise ou organisation, l'emploi d'une personne ou une fonction publique; ou
 - (ii) à un agent public afin d'influencer indûment ce dernier relativement à l'obtention d'un marché ou d'un avantage commercial;
- (iv) chacun ainsi que ses Sociétés affiliées maintiendront des procédures conçues pour éviter qu'une personne qui fournit des services pour eux ou pour leur compte n'entreprenne les activités décrites à l'alinéa 29.1 (iii) en vue d'obtenir ou de conserver un marché ou un avantage commercial pour eux;
- (v) lorsque chacun ainsi que ses Sociétés affiliées ont des liens avec un agent public et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que ces liens influencent l'exécution de leurs obligations aux termes de la présente Entente ou l'exercice par l'agent public de ses fonctions, chacun ainsi que ses Sociétés affiliées prendront sans délai toutes les mesures raisonnables nécessaires et/ou demandées par l'autre partie agissant raisonnablement afin que ces liens ne donnent pas lieu à

des conflits d'intérêts ou à des manquements aux Lois contre la corruption et informeront l'autre partie des mesures prises;

- (vi) chacun fera rapport par écrit à l'autre partie de tout manquement aux alinéas 29.1 (i) à (v) ayant trait à la présente Entente.

29.2 Aux fins du présent article 29 :

- (i) ***avantage financier ou autre*** désigne toute chose de valeur, y compris des sommes d'argent.
- (ii) ***agent public*** désigne (i) une personne, qu'elle soit élue ou nommée, dans toute branche d'un gouvernement national, local ou municipal; (ii) un représentant de parti politique ou un candidat à une fonction publique; (iii) un fonctionnaire qui exerce une fonction publique pour un organisme public ou une entreprise publique; ou (iv) un fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique.

[les signatures suivent sur la page suivante]

ET LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL ET À LONDRES, ce ____^e jour
de _____ 2014.

BAILLEUR SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Témoïn

Par : _____

Nom :

Titre :

Par : _____

Nom :

Titre :

**LOCATAIRE GROUPE DE COURSE OCTANE INC./
OCTANE RACING GROUP INC.**

Témoïn

Par : _____

Nom :

Titre :

**CAUTION LIMITÉE FORMULA ONE WORLD
CHAMPIONSHIP LIMITED**

Témoïn

Par : _____

Nom :

Titre :

Par : _____

Nom :

Titre :

ANNEXE 2.1
MONTANT DE RÉVISION DU LOYER ADDITIONNEL

Année	Montant
2015	17 105 027 \$
2016	17 447 127,54 \$
2017	17 796 070,09 \$
2018	18 151 991,49 \$
2019	18 515 031,32 \$
2020	18 885 331,95 \$
2021	19 263 038,59 \$
2022	19 648 299,36 \$
2023	20 041 265,35 \$
2024	20 442 090,66 \$

ANNEXE 2.2
LOYER ANNUEL EXCÉDENTAIRE

A	B	C	D
Année	Pour la tranche du Revenu brut tiré de la vente de billets se situant entre zéro et le Revenu tiré du Loyer additionnel minimum	Pour la tranche du Revenu brut tiré de la vente de billets se situant entre le Revenu tiré du Loyer additionnel minimum et le Montant de révision du loyer additionnel	Pour la tranche du Revenu brut tiré de la vente de billets qui est égale ou supérieure au Montant de révision du loyer additionnel
2015	0 %	15,25 %	30,5 %
2016	0 %	15,25 %	30,5 %
2017	0 %	15,5 %	31 %
2018	0 %	15,5 %	31 %
2019	0 %	15,75 %	31,5 %
2020	0 %	15,75 %	31,5 %
2021	0 %	16 %	32 %
2022	0 %	16 %	32 %
2023	0 %	16,25 %	32,5 %
2024	0 %	16,5 %	33 %

Pour les fins de la présente Annexe 2.2, le « **Revenu tiré du Loyer additionnel minimum** » désigne, à l'égard d'un Événement, le chiffre obtenu en divisant (a) le Loyer additionnel minimum applicable à cet Événement par (b) le pourcentage indiqué à la colonne D ci-dessus se rapportant à cet Événement.

À titre indicatif seulement, et en prenant comme exemple l'année 2019,

si :

(a) la Date de livraison des paddocks tombe en **2016**, et

(b) que le Revenu brut tiré de la vente de billets pour l'Événement présenté en 2019 s'élève à **19 000 000 \$**,

alors :

(c) le Loyer additionnel minimum correspondant à l'Événement présenté en 2019 sera de **4 197 159,35 \$** (selon l'Annexe 2.3)

(d) le Revenu tiré du Loyer additionnel minimum correspondant à l'Événement présenté en 2019 sera de **13 324 315,40 \$** (c.-à-d. : $4\,197\,159,35 \$ \div 31,5 \%$); et

(e) le Montant de révision du loyer additionnel correspondant à l'Événement présenté en 2019 sera de **18 515 031,32 \$** (selon l'Annexe 2.1),

Et le Loyer additionnel excédentaire pour l'année 2019 serait donc égal à **970 302,89 \$**, soit la somme de ce qui suit :

y) le montant payable pour cette année-là indiqué à la colonne C ci-dessus : **817 537,76 \$** ($5\,190\,715,92 \$ \times 15,75 \%$); et

z) le montant payable pour cette année-là indiqué à la colonne D ci-dessus : **152 765,13 \$** ($484\,968,68 \$ \times 31,5 \%$).

ANNEXE 2.3
LOYER ADDITIONNEL MINIMUM

Année	Montant
Pour l'année qui suit immédiatement celle au cours de laquelle tombe la Date de livraison des paddocks (cette dernière année étant appelée l' Année de livraison)	4 034 178,54 \$
Pour la deuxième année qui suit l'Année de livraison	4 114 862,11 \$
Pour la troisième année qui suit l'Année de livraison	4 197 159,35 \$
Pour la quatrième année qui suit l'Année de livraison	4 281 102,54 \$
Pour la cinquième année qui suit l'Année de livraison	4 366 724,59 \$
Pour la sixième année qui suit l'Année de livraison	4 454 059,08 \$
Pour la septième année qui suit l'Année de livraison	4 543 140,26 \$
Pour la neuvième année, le cas échéant, qui suit l'Année de livraison	4 634 003,07 \$
Pour la dixième année, le cas échéant, qui suit l'Année de livraison	4 726 683,13 \$

ANNEXE 4
PLAN DU CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE

Voir ci-joint.

ANNEXE 4.1 LISTE DES EXCLUSIONS

Les Lieux loués comprennent la région se trouvant sur l'île Notre-Dame, tel qu'il est illustré au plan à l'Annexe 4, à l'exclusion des installations et espaces suivants, qui sont spécifiquement exclus des Lieux loués :

- Pont des Îles;
- Pont du Casino;
- Passerelle du Cosmos;
- Pont de l'Expo-Express;
- Casino de Montréal et les installations et espaces y afférents, tels que cédés par la Ville de Montréal à Casiloc Inc., aux tenues du contrat de vente intervenu entre ces parties en 1995;
- Chalet de la Plage;
- Terrasse du Lac;
- Pavillon des services;
- Pavillon du Canada;
- Salle La Toundra
- Pavillon de la Jamaïque;
- Pavillon de la Tunisie;
- Serres situées à proximité des pavillons du Canada et de la Tunisie;
- Sous-stations électriques et les stations de pompage;
- Archidôme et cour de services;
- Quatre espaces clôturés, de superficies différentes, situés à l'arrière des hangars du Bassin olympique;
- Les espaces pour hangars du Bassin olympique (sauf le hangar n° 1 normalement utilisé par le Bailleur qui peut être utilisé par le Locataire pendant la Durée de l'Événement);
- Tour d'arrivée du Bassin olympique;

- Stationnement administratif du Bassin olympique (13 places);
- Bureaux administratifs du Bassin olympique;
- Trois espaces de concessions dans les GPGT;
- Jardin des Floralies (espace floral);
- Dôme d'entreposage blanc situé à l'arrière des hangars du Bassin olympique;
- Abris d'entreposage gris situé à l'arrière des hangars du Bassin olympique;
- Atelier PJD et locaux adjacents;
- Concession casse-croûte et bar laitier (chez Tommy)
- Site du Consortium écologique;
- Quartier des athlètes du Bassin olympique; et
- Toutes nouvelles installations pouvant être ajoutées sur l'île Notre-Dame de temps à autre, sauf si elles font partie des Travaux du Bailleur.

ANNEXE 4.5
ÉQUIPEMENTS DU BAILLEUR

ÉQUIPEMENTS PADDOCK

	Quantité
Tente hospitalité Paddock	
Structure 16' x 16'	11
Vinyle de contour gris	
Vitre en façade	
Portes doubles	
Portes simples	
Rack d'entreposage	
Roulotte Cab-Son	
Roulotte Cab-Son de type 1	10
Roulotte Cab-Son de type 2	10
Escaliers	12
Éclairage	12
Divers	
Mur de verre (pare-vue)	1
Ancrage pour bâtiment et dalles	1
Équipements - toilette / cuisine (inclus dans roulotte Tresec)	
Cuisines (inclus dans les 12 roul. Tresec)	
Poêle	12
Hotte	12
Table de travail en acier inoxydable (2 X R)	24
Feuille d'acier inoxydable	12
Cloisons de toilettes (3 X R)	36
Toilettes (inclus dans roulotte Tresec)	12
Toilette crane	
Urinoir crane	
Flush valve Delta	
Lavabo de salle de bains	
Robinets	
Évier de cuisine	
Chauffe-eau	
Tuyauterie	
Comptoir moulé (2 X R)	24
Distributeur à savon (2 X R)	24

Enseigne homme / femme (2 X R)	24
Distributeur à papier (2 X R)	24
Miroir (2 X R)	24
Distributeur à papier de toilette (3 X R)	38
Électricité (inclus dans roulotte Tresec)	12
Installation électrique	
Panneau	
Disjoncteurs	
Boîtes connecteurs	

ÉQUIPEMENTS MÉDIA

	Quantité
Tables de stainless	
30" x 6'	4
30" x 10'	35
30" x 10'	28
36" x 12'	24
36" x 12'	2
Patte de tables (en réparation)	372
Boîtier de connexion	186
Structure de plancher	1
Tower	
Divers	
Présentoir en plastique	175
Signalisation	1
Roulottes Cab-Son	
Roulotte Cab-Son de type 1	2
Roulotte Cab-Son de type 2	2

AUTRES ÉQUIPEMENTS

	Quantité
Plateforme	
Plateforme de béton / bois bassin	1
Structure d'acier	1
Tour	
Tour d'écrans géants 4 faces / épingle	1
Bureau modulaire	
Roulottes Tresec (12 X 36) Cuisine / toilette	12
Roulottes Tresec (12 X 36) Standard	7
	5
	24
Roulottes des cabines de commentateurs	6
Équipement divers	
Treillis avec cadre - 4 X 8'	480
Toiles grises (loge Élite)	1
Toilettes mobiles (petite roulotte)	2
Latimat (bassin de récupération de produits toxiques)	1
Supports TV - pour 28 po	68
Supports TV - pour 20 po	65
Tuyaux alimentation bleu	900
Décorations loges (tissus)	1
Clôtures blanches en bois	855
Podium	1
Sections de casiers (anciens casiers)	3
Dalles d'acier recouvert de bois (8' x 40')	36
Dalles d'acier recouvert de bois (8' x 40')	16
Tente média	
1) Structure	
a) Cheverons (rafter) en un morceau	
b) Couronnes (crowns) de système 40'	
c) Pattes de système 40' : 8'6" de haut	
d) Plaques d'ancrage spéciales pour système de murs rigides	
e) Sections de 15' et 10'	
f) Combinaison murs rigides amovibles de vitre trempée et panneaux de PVC Sintra	

- i) Vitre trempée 5mm teintée bronze
 - (1) 15 sections de 15' côtés (avant)
 - (2) 2 sections de 10' côtés (avant)
- ii) Panneaux de PVC Sintra blancs
 - (1) 25 sections de 10' gable ends
 - (2) 15 sections de 15' côtés (arrière)
 - (3) 2 sections de 10' côtés (arrière)
- iii) Portes vitrées avec teinte bronze
- iv) Aucunes ``*gable rail brackets sur les pattes de gable end*``
- v) Pattes sans ouvertures dans les bouts

2) Dimensions

- a) 49' 11 ½ " largeur à l'intérieur des plaques d'ancrage
- b) 245' longueur (15x sections de 15' et 2x sections de 10')
- c) Hauteur des pattes : 8'6"

ANNEXE 6.3
TRAVAUX DU BAILLEUR

	<u>Description</u>
1.	Travaux d'amélioration des paddocks*
2.	Travaux d'amélioration de la tour de contrôle*
3.	Travaux d'amélioration de l'hôpital du circuit*

**Selon la proposition D de la présentation du Locataire datée du 25 mars 2013 et jointe aux présentes à titre de pièce A*

PIÈCE A RELATIVE À L'ANNEXE 6.3

Voir ci-joint

ANNEXE 6.4
TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU LOCATAIRE

	<u>Description</u>
1.	Murs et barrières de béton (8 222 pieds linéaires)
2.	Barrières de pneus (T10, T13a, T13b, rechange)
3.	Clôture pare-débris (12 455 pieds linéaires)
4.	Autres (c.-à-d. : passerelles, podium, gouttières)

ANNEXE 7.6
ARTICLE 12 DU CONTRAT DE VENTE ENTRE
LA VILLE DE MONTRÉAL ET CASILOC INC. (1995) ET
L'AMENDEMENT SIGNÉ LES 22 ET 23 OCTOBRE 2009

Voir ci-joint.

ANNEXE 8

PRINCIPES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DE FORMULA ONE GROUP

Introduction

Le Formula One Group s'engage à exercer ses activités d'une manière éthique. Les principes de lutte contre la corruption correspondent aux comportements et aux principes requis pour appuyer cet engagement, et nous exigeons de tous les tiers avec qui nous faisons affaire qu'ils agissent dans le respect de ces principes en tout temps.

Les principes de lutte contre la corruption

Les principes de lutte contre la corruption du Formula One Group s'établissent comme suit :

- (a) Il est interdit d'offrir ou de recevoir des pots-de-vin.
- (b) Il est interdit de faire un paiement inapproprié à un fonctionnaire en vue de garantir l'exécution d'une fonction officielle de nature courante (*paiement de facilitation*).
- (c) La valeur des marques d'hospitalité et des cadeaux d'entreprise pouvant être offerts ou reçus fait l'objet de limites appropriées.
- (d) Une attention particulière doit être accordée aux relations avec un agent étranger qui (i) occupe une fonction au sein d'une branche quelconque d'un gouvernement, (ii) exerce une fonction publique pour un organisme public ou une entreprise publique; ou (iii) agit comme fonctionnaire ou agent d'une organisation internationale publique (*agent public étranger*). Toutes ces relations doivent être appropriées et respecter la loi.
- (e) Les dons de bienfaisance et les contributions politiques ne doivent jamais servir à camoufler des pots-de-vin.
- (f) Tout conflit d'intérêts réel ou apparent entre des intérêts privés et l'exercice des fonctions pour Formula One Group doit être divulgué sans délai.
- (g) Aucune fraude, aucun vol ni aucune déclaration fausse ou trompeuse ne seront tolérés.



Dossier # : 1145075002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) ».

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-20 12:36

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1145075002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (ci-après nommé "le règlement") est complété par les 4 annexes suivantes:

Annexe A : Liste des activités d'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout déléguées;

Annexe B : Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées;

Annexe C : Guide d'entretien pour les activités déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

Annexe D : Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération.

Lorsqu'une activité d'entretien pour un ouvrage ou poste de pompage est déléguée aux villes liées, elle apparaît à l'annexe A du règlement et est définie dans l'annexe C; cependant, l'ouvrage sur lequel cet entretien est réalisé ne doit pas figurer à la *Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées* (annexe B) du règlement de délégation. De même, dans le but d'uniformiser les coûts à rembourser aux villes liées pour les équipements et véhicules qu'elles utilisent dans la réalisation des travaux d'entretien et de réparation des ouvrages d'agglomération, une grille tarifaire est incluse au règlement en tant qu'annexe D.

Le comité technique, composé de cinq membres de la Ville de Montréal et de quatre des autres municipalités liées, dont l'un des rôles est d'analyser les demandes de modification au règlement de délégation, recommande l'adoption des modifications proposées au règlement de délégation RCG 05-002 afin d'y refléter les changements apportés à la

délégation de l'entretien des ouvrages, en fonction des opérations courantes, ainsi qu'à la grille tarifaire des équipements et véhicules.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0429 - 26 septembre 2013 - Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe B révision 4A datée du 15 juillet 2013 en remplacement de l'annexe B révision 3 du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées);
CG12 0319 - 23 août 2012 - Modifier le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D);

CG10 0085 - 25 février 2010 - Adoption d'un règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe A révision 2, de l'annexe B révision 3 et de l'annexe C révision 2 datées du 16 juin 2009 en remplacement de l'annexe A révision 1, de l'annexe B révision 2 et de l'annexe C révision 1 du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées);

CG08 0660 - 18 décembre 2008 - Adoption d'un règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe A révision 1, l'annexe B révision 2 et l'annexe C révision 1 datées du 19 juin 2008 en remplacement de l'annexe A, de l'annexe B révision 1 et de l'annexe C du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées);

CG08 0041 - 31 janvier 2008 - Adoption de l'annexe B révision 1 datée du 22 février 2007 en remplacement de l'annexe B du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002);

CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

DESCRIPTION

A. Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées (annexe B)

L'annexe B « révision 5 » datée du 16 décembre 2013, insérée en pièce jointe, reflète les modifications énoncées ci-dessous et remplacera l'annexe B « révision 4A » en vigueur actuellement au règlement RCG 05-002.

Ajout de 4 éléments de compétence d'agglomération non délégués à une municipalité liée:

Les éléments de compétence d'agglomération suivants sont ajoutés à la liste puisque, suite au transfert du personnel de l'usine de filtration de Dorval à Montréal, l'entretien de ces stations de pompage d'eaux usées relevant de l'agglomération, est assumé par la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU) depuis le 1er janvier 2014:

1. Station de pompage Saint-Charles (#1 de Dorval) située au 96, avenue Saint-Charles (réf. #50 de l'annexe B, rév.5)
Usage: station de pompage (égout);
2. Station de pompage Dawson (#2 de Dorval) située au 775, avenue Dawson (réf. #51 de

l'annexe B, rév.5)

Usage: station de pompage (égout);

3. Station de pompage Neptune (#4 de Dorval) située au 2090, rue Bord-du-Lac (réf. #52 de l'annexe B, rév.5)

Usage: station de pompage (égout);

4. Station de pompage Thorncrest Circle (#7 de Dorval) située au 1480, avenue Dawson (réf. #53 de l'annexe B, rév.5)

Usage: station de pompage (égout);

B. Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération (annexe D)

Les équipements et les tarifs qui apparaissent à la grille tarifaire en vigueur actuellement au règlement RCG 05-002 sont les mêmes que ceux du règlement sur les tarifs de 2010. La nouvelle grille proposée par le comité technique tient compte d'une indexation de l'IPC de la région de Montréal pour les années 2011 à 2014. Il est en conséquence requis d'adopter l'annexe D « révision 1 » datée du 15 avril 2014, telle qu'insérée en pièce jointe, afin de refléter les usages et les prix du marché.

À noter que la grille tarifaire proposée s'applique à compter du 1er janvier 2014.

JUSTIFICATION

La révision des annexes B et D du règlement de délégation RCG 05-002, telle que recommandée par le comité technique, permet de refléter la réalité opérationnelle qui prévaut pour l'entretien standard des ouvrages d'agglomération et permet d'uniformiser les montants à rembourser aux municipalités pour l'utilisation des équipements et véhicules qu'elles utilisent dans la réalisation des travaux d'entretien et de réparation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Fonds de l'eau, par son budget dédié à l'agglomération, rembourse aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout, incluant les coûts pour les équipements et véhicules utilisés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Mise à jour du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement et de ses annexes aux arrondissements et villes liées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Eau , Direction de l'épuration des eaux usées (Patrice LANGEVIN)

Avis favorable :

Pierrefonds-Roxboro , Direction des travaux publics (Sylvain MARCOUX)

Avis favorable :

Ville-Marie , Direction des travaux publics (Claude DUBOIS)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Avis favorable :

Eau , Direction de l'eau potable (Babak HERISCHI)

Avis favorable :

Ville de Mont-Royal , Direction (Ava L. COUCH)

Avis favorable :

Ville de Pointe-Claire , Direction (Daniel MCDUFF)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179

Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944

Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SÉGUIN
Directeur

Tél : 514 872-4076

Approuvé le : 2014-05-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514-280-4260

Approuvé le : 2014-05-16

Dossier # : 1145075002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion durable de l'eau_des mesures corporatives et d'urgences
Objet :	Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES



Voir le document suivant: [Règlement mod. règl. RCG 05-002 \(29 avril final\).doc](#)



[Annexe B - révision 5.pdf](#)[Annexe D - révision 1.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-29

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL
D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE L'ENTRETIEN DU RÉSEAU
PRINCIPAL D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT AUX MUNICIPALITÉS LIÉES (RCG
05-002)**

VU l'article 47 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001) ;

À l'assemblée du _____ 2014, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) est modifié par le remplacement de l'annexe B par le document joint en annexe 1 au présent règlement.
2. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'annexe D par le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1

ANNEXE B : LISTE DES OUVRAGES ET STATIONS DE POMPAGE DE L'AGGLOMÉRATION NE FAISANT PAS L'OBJET DE LA DÉLÉGATION AUX MUNICIPALITÉS LIÉES (révision 5, le 16 décembre 2013)

ANNEXE 2

ANNEXE D : GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION (révision 1, le 15 avril 2014)

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1145075002

ANNEXE B

LISTE DES OUVRAGES ET STATIONS DE POMPAGE DE L'AGGLOMÉRATION NE FAISANT PAS L'OBJET DE LA DÉLÉGATION AUX MUNICIPALITÉS LIÉES

Tous les ouvrages d'interception construits par l'ex-Communauté urbaine de Montréal dans le cadre du programme d'assainissement des eaux usées du Québec relèvent du conseil d'agglomération et ne sont pas visées par la délégation. Ces ouvrages d'interception comprennent en majorité des structures souterraines mais également des édicules en surface ainsi que les armoires en surface de contrôle et d'alimentation électrique.

No	Nom ouvrage	Adresse	Ville liée	Arrondissement	Usage principal
1	STATION DE POMPAGE C-D-N		Montréal	VILLE-MARIE	Station de pompage (aqueduc)
2	STATION DE POMPAGE DES CEDRES (BAS)		Montréal	VILLE-MARIE	Station de pompage (aqueduc)
3	STATION DE POMPAGE MCTAVISH (RÉSERVOIR)		Montréal	VILLE-MARIE	Station de pompage (aqueduc)
4	STATION DE POMPAGE LAMBERT-CLOSSE		Montréal	VILLE-MARIE	Station de pompage (aqueduc)
5	STATION DE POMPAGE CEDRE (HAUT)		Montréal	VILLE-MARIE	Station de pompage (aqueduc)
6	CHAMBRE DE VANNES ST-AMBROISE		Montréal	SUD-OUEST	Chambre de vannes (aqueduc)
7	USINE DE FILTRATION ATWATER		Montréal	VERDUN	Usine de production
8	STATION DU DRAIN DES FILTRES		Montréal	VERDUN	Station de pompage (aqueduc)
9	RESERVOIR ROSEMONT		Montréal	ROSEMONT/PETITE-PATRIE	Station de pompage (aqueduc)
10	STATION DE POMPAGE ET VANNES DE CHÂTEAUFORT		Montréal	C-D-N / N-D-G	Station de pompage et vannes (aqueduc)
11	CENTRE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE		Dorval		Usine de production
12	POSTE DE CHLORATION		Dorval		Aqueduc
13	POSTE DE SURPRESSION		Dorval		Station de pompage (aqueduc)
14	RÉSERVOIR D'EAU AVRO		Dorval		Réservoir / tour d'eau
15	RÉSERVOIR D'EAU CÔTE VERTU		Dorval		Réservoir / tour d'eau
16	CHAMBRE DE CHLORE		Dorval		Aqueduc
17	STATION DE POMPAGE VINCENT-D'INDY		Montréal	OUTREMONT	Station de pompage (aqueduc)
18	CHAMBRE DE VANNES VINCENT D'INDY		Montréal	OUTREMONT	Chambre de vannes (aqueduc)
19	USINE DE TRAITEMENT DES EAUX		Pointe-Claire		Usine de production
20	USINE DE FILTRATION PIERREFONDS		Montréal	PFDS / ROX	Usine de production
21	STATION DE POMPAGE ET RÉSERVOIR ST-CHARLES		Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (aqueduc)
22	RÉSERVOIR D'EAU - SUNNYBROOK		Montréal	PFDS / ROX	Réservoir / tour d'eau
23	CHAMBRE DE VANNES LACHINE (32E)		Montréal	LACHINE	Chambre de vannes (aqueduc)
24	CHAMBRE DE VANNES LACHINE (27E)		Montréal	LACHINE	Chambre de vannes (aqueduc)
25	USINE DE FILTRATION		Montréal	LACHINE	Usine de production

No	Nom ouvrage	Adresse	Ville liée	Arrondissement	Usage principal
26	USINE DE FILTRATION CHARLES-J. DES BAILLETS		Montréal	LASALLE	Usine de production
27	CHAMBRE DE VANNES LA SALLE (PRISE D'EAU)		Montréal	LASALLE	Chambre de vannes (aqueduc)
28	RESERVOIR DU SOMMET		Montréal	VILLE-MARIE	Réservoir / tour d'eau
29	RESERVOIR DE LA MONTAGNE		Montréal	VILLE-MARIE	Réservoir / tour d'eau
30	STATION DE POMPAGE		Montréal-Est		Station de pompage (aqueduc)
31	INSTALLATION DE SENNEVILLE		Senneville		Aqueduc
32	POSTE DE RECHLORATION (utilisation estivale)		Montréal	R-D-P / P-A-T	Aqueduc
33	CHAMBRE DE VANNE		Pointe-Claire		Aqueduc
34	CHÂTEAU D'EAU		Pointe-Claire		Aqueduc
35	RÉSERVOIR PRINCIPAL		Pointe-Claire		Réservoir / tour d'eau
36	ENTRÉE CHAMBRE D'AQUEDUC		Montréal-Ouest		Aqueduc
37	STATION DE POMPAGE SUMMIT CIRCLE		Westmount		Station de pompage (aqueduc)
38	STATION ÉPURATION BOUT DE ÎLE, BÂT. ADM.	12001, Maurice-Duplessis	Montréal	R-D-P / P-A-T	Station d'épuration (égout)
39	STATION DE POMPAGE ROSE (LOT 28)	145, Rose	Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (égout)
40	STATION DE POMPAGE DU LOT 67	11817, Riverdale	Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (égout)
41	STATION DE POMPAGE DU LOT 153		Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (égout)
42	STATION DE POMPAGE DU LOT 198		Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (égout)
43	STAT. POMPAGE L'ANSE-À-L'ORME (CAP ST-JACQUES)	21283, Gouin O.	Montréal	PFDS / ROX	Station de pompage (égout)
44	STATION DE POMPAGE LAVIGNE	4799, Gouin E.	Montréal	AHUNTSIC/CARTIERVILLE	Station de pompage (égout)
45	STATION DE POMPAGE FRANCON	3630, Legendre E.	Montréal	VILLERAY/SAINT-MICHEL	Station de pompage (égout)
46	STATION DE POMPAGE RHÉAUME	11, Rhéaume	Montréal	VERDUN	Station de pompage (égout)
47	STATION DE POMPAGE SANITAIRE I.D.S.	1800, Chemin du Golf	Montréal	VERDUN	Station de pompage (égout)
48	STATION DE POMPAGE MARIEN/HENRI-BOURRASSA	10500, H.-Bourrassa E. (sous viaduc)	Montréal-Est		Station de pompage (égout pluvial)
49	STATION DE POMPAGE ST-RÉGIS		Dorval		Station de pompage (égout)
50	STATION DE POMPAGE ST-CHARLES (#1 de Dorval)	96, Saint-Charles	Dorval		Station de pompage (égout)
51	STATION DE POMPAGE DAWSON (#2 de Dorval)	775, Dawson	Dorval		Station de pompage (égout)
52	STATION DE POMPAGE NEPTUNE (#4 de Dorval)	2090, Bord-du-Lac	Dorval		Station de pompage (égout)
53	STATION DE POMPAGE THORNCREST CIRCLE (#7 de Dorval)	1480, Dawson (coin Dawson et Thorncrest Circle)	Dorval		Station de pompage (égout)
54	STATION DE POMPAGE LAKESIDE	74, Bord-du-Lac - Lakeshore	Pointe-Claire		Station de pompage (égout)
55	STATION DE POMPAGE VICTORIA (face au #3277)	246, Bord du Lac - Lakeshore	Pointe-Claire		Station de pompage (égout)
56	STATION DE POMPAGE SPRING GARDEN	401, Spring-Garden	Dollard-des-Ormeaux		Station de pompage (égout)
57	CHAMBRE DE VANNES DU TROP-PLEIN ROCKFIELD	70, Saint-Joseph	Montréal	LACHINE	Chambre de vannes du trop-plein (égout)
58	CHAMBRE DE VANNES DU LAC SAINT-LOUIS	S./Victoria, prol. Notre-Dame vers O. (croisement des 2 chemins de fer)	Montréal	LACHINE	Chambre de vannes (égout)

No	Nom ouvrage	Adresse	Ville liée	Arrondissement	Usage principal
59	CHAMBRE DE VANNES DE COURCELLE	4681, Saint-Ambroise	Montréal	SUD-OUEST	Chambre de vannes (égout)
60	CHAMBRE DE VANNES DU LAC CENTENNIAL	(à l'extrémité E. du lac)	Dollard-des-Ormeaux		Chambre de vannes (égout pluvial)
61	CHAMBRE DE DÉGRILLAGE SHEVCHENKO	1000, Shevchenko	Montréal	LASALLE	Chambre de dégrillage (égout)
62	BASSIN DE RÉTENTION 89È AVENUE	11190, Gouin E.	Montréal	R-D-P / P-A-T	Bassin de rétention (égout)
63	BASSIN DE RÉTENTION RODOLPHE-FORGET	Rodolphe-Forget, S./Perras	Montréal	R-D-P / P-A-T	Bassin de rétention (égout)
64	BASSIN DE RÉTENTION CHARLES-RENARD	8107, Perras	Montréal	R-D-P / P-A-T	Bassin de rétention (égout)
65	BASSIN DE RÉTENTION GILFORD	Gilford, entre Cartier et Chabot	Montréal	ROSEMONT/PETITE-PATRIE	Bassin de rétention (égout)
66	BASSIN DE RÉTENTION MONT-ROYAL	Intersection Mont-Royal/Saint-Michel	Montréal	VILLERAY/SAINT-MICHEL	Bassin de rétention (égout)
67	BASSIN DE RÉTENTION TROP-PLEIN MERCIER et STATION DE POMPAGE	8700, Bellerive (S./Notre-Dame)	Montréal	MERCIER / HOCHELAGA / MAISONNEUVE	Bassin de rétention (égout)
68	CHAMBRE DE VANNES DU BASSIN DE RÉTENTION TROP-PLEIN MERCIER	2800, Pierre-Tétreault (S./Sainte-Claire)	Montréal	MERCIER / HOCHELAGA / MAISONNEUVE	Chambre de vannes du bassin de rétention (égout)
69	BASSIN RÉTENTION et STATION POMPAGE CHESTER	6985, Avenue de Chester	Montréal	C-D-N / N-D-G	Bassin de rétention (égout)
70	BASSIN DE RÉTENTION et STATION DE POMPAGE GEORGES-ÉTIENNE CARTIER		Montréal	SUD-OUEST	Bassin de rétention (égout)
71	BASSIN DE RÉTENTION CARILLON		Montréal	SUD-OUEST	Bassin de rétention (égout)
72	BASSIN DE RÉTENTION SAINTE-MARIE		Montréal	SUD-OUEST	Bassin de rétention (égout)
73	BASSIN DE RÉTENTION 71È AVENUE	Perras, E./71e Avenue	Montréal	R-D-P / P-A-T	Bassin de rétention (égout)
74	BASSIN DE RÉTENTION AMHERST	Amherst, entre N-Dame et St-Antoine	Montréal	VILLE-MARIE	Bassin de rétention (égout)
75	BASSIN RÉTENTION et CHAMBRE DE VANNES STINSON	31, Stinson	Montréal	SAINT-LAURENT	Bassin de rétention (égout)
76	CHAMBRE DE VANNES HODGE DU BASSIN DE RÉTENTION STINSON	125, Stinson	Montréal	SAINT-LAURENT	Chambre de vannes du bassin de rétention (égout)

Révision 5, le 16 décembre 2013

ANNEXE D
GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION

Tarif horaire des équipements (comité technique)

Base tarif 2014

Classe	Nom de l'équipement	Taux horaire
128A	Camionnette 4 roues - 8 cylindres - 4 portes	18,01
129	Camionnette tracteur 4 roues - 8 cylindres - 2 portes	18,36
134	Auto compacte - 4 cylindres	9,58
151	Auto C.E.	24,56
178A	Fourgonnette - 8 cylindres	13,08
178B	Fourgonnette vitrée - avec passagers	13,60
211A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV	11,47
212A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV – 6 passagers	12,02
217A	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV – régulier	19,46
217B	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - régulier 115 V	22,34
217C	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - h.h.	23,20
224	Camion 10001 à 14000 lbs PBV - B.B. - 6 passagers	24,47
227E	Fourgon 10001 à 14000 lbs PBV - patrouille	34,86
234	Camion 14001 à 16500 lbs - 6 passagers	22,23
237B	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - 115 V	34,86
237C	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - h.h.	34,86
247	Camion 16501 à 19500 lbs PBV - B.F.	22,96
283A	Camion 30001 à 33000 lbs PBV - B.B.	43,24
286	Camion 30001 lbs PBV et plus, grue, treuil	56,07
293	Camion 33000 lbs PBV et plus, B.B.	52,82
296	Camion 33000 lbs PBV et plus, grue légère	62,21
299	Camion tracteur, 33000 lbs PBV et plus	47,73
309	Camion écuereur d'égout	97,63
319	Camion vide-puisard (Vector)	65,66
387	Unité mobile d'entretien mécanique	56,62
414	Tracteur sur roues 65 à 100 H.P.	26,60
433	Chargeur sur roues 1 à 1 1/2 v.c.	37,33
435	Chargeur sur roues 2 à 2 1/2 v.c.	56,93
439	Chargeur sur roues 7 v.c.	247,30
451A	Excavatrice sur roues	49,25
451B	Excavatrice avec marteau piqueur	94,66
478A	Profileuse à asphalte - 24000 lbs	153,24

Classe	Nom de l'équipement	Taux horaire
481B	Rouleau motorisé - (moins de 2 tonnes) B vibreur	11,27
484	Rouleau motorisé - 6 à 8 tonnes	38,66
538	Balai aspirateur 2 à 5 v.c.	71,02
548	Chariot élévateur à fourche 7001 à 8000 lbs	39,16
549	Chariot élévateur à fourche 8001 à 10000 lbs	45,27
557	Grue automotrice 7 tonnes	62,18
559	Grue automotrice de plus de 20 tonnes	127,49
603	Opérateur de vanne remorqué, motorisé	28,20
614	Opérateur de valve remorqué	7,23
644	Génératrice 5 KW à projecteurs remorquée	11,67
645C	Génératrice 15 KW remorquée	20,78
645E	Génératrice 150 KW remorquée	89,29
645F	Génératrice 280 KW remorquée	106,91
646	Génératrice à souder remorquée	13,23
654	Pompe centrifuge 4" remorquée	9,22
661	Compresseur 100 à 199 PCM remorqué	13,62
753	Fardier 4 à 6 tonnes	4,85
755	Fardier 8 à 10 tonnes	8,42
759B	Fardier 50 tonnes	42,29
760B	Roulotte de 20 à 40 pieds	16,49
760E	Remorque à chlorination	15,62
761	Roulotte de chantier	6,23
763B	Semi-remorque, benne basculante	36,72
815	Scie à béton	22,81
843	Génératrice 2 à 3 KW portative	4,35
845B	Génératrice 15 KW portative	18,17
852	Pompe 2" centrifuge portative	3,20
853	Pompe 2" diaphragme portative	3,20
860	Compresseur petite capacité portatif	3,02
861	Compresseur 100 à 199 PCM fixe	12,26



Dossier # : 1140865003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption d'un règlement d'emprunt de 100 000 000 \$ pour le financement de travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées, incluant les immeubles, de compétence de l'agglomération.

Il est recommandé:

d'adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 \$ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées» relevant de la compétence du conseil d'agglomération sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 08:20

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION **Dossier # :1140865003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption d'un règlement d'emprunt de 100 000 000 \$ pour le financement de travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées, incluant les immeubles, de compétence de l'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation, de réfection et de mise à niveau de ses infrastructures de l'eau tant au regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. La réglementation gouvernementale concernant la santé publique et l'environnement jumelée à l'état des infrastructures sont à l'origine de ce gigantesque chantier qui s'échelonne sur de nombreuses années.

Afin d'aider les municipalités à se conformer à ces directives et à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements fédéral et provincial ont mis en place plusieurs programmes de subventions dont le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) ou le tout récent Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0361 - 27 octobre 2011 (Règlement RCG 11-022) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 \$ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des usines de production et des systèmes de distribution de l'eau potable relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

CG09 0051 - 26 février 2009 (Règlement RCG 09-003) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 \$ pour la réalisation de travaux visant la mise à niveau et la mise aux normes des infrastructures et des équipements utilisés dans le cadre de la collecte et du traitement des eaux usées de l'Île de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent règlement autorise un emprunt d'une valeur de 100 000 000 \$ pour financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte

et d'épuration des eaux usées qui sont de compétence d'agglomération. Notamment, il pourra financer des travaux de construction, de réfection et de mise aux normes de bâtiments utilisés dans le cadre des activités du Service de l'eau, tel que le projet de construction d'un nouveau bâtiment - atelier sur le site du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater. Il permettra également de financer tout autre projet d'immobilisation relatif à l'eau potable ou aux eaux usées, qui est de compétence d'agglomération. En plus des travaux, cet emprunt couvrira également les frais et honoraires d'étude et de conception, la confection des plans et devis, la surveillance des travaux ainsi que les dépenses incidentes et contingentes s'y rapportant. Ce règlement permettra le financement de projets pouvant bénéficier, s'il y a lieu, de subventions.

Les infrastructures visées par ce règlement relèvent de la compétence de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

JUSTIFICATION

Ce règlement d'emprunt est rendu nécessaire pour les raisons suivantes :

1. Des octrois de contrats sont prévus dès le printemps 2015 dans le cadre du projet de construction d'un bâtiment - atelier sur le site de l'usine de production d'eau potable Atwater. Actuellement, nous ne disposons d'aucun règlement d'emprunt pouvant financer un projet de cette nature. La plupart des règlements d'emprunt de l'agglomération comportent des clauses de financement par quote-part ou visent des infrastructures particulières, d'où le besoin un règlement d'emprunt de portée plus générale pouvant englober un tel projet de construction.

2. Les règlements d'emprunt RCG 09-003 et RCG 11-022 qui sont de type "portée globale", comme le règlement qui fait l'objet du présent dossier, sont déjà bien entamés et le PTI 2014-2016 du Service de l'eau prévoit une augmentation appréciable du niveau des travaux de compétence d'agglomération passant de 263 M\$ en 2014 à 339 M\$ en 2016.

No Règlement	Montants autorisés	Soldes disponibles
Règl. RCG 09-003	50,0 M \$	22,1 M \$
Règl. RCG 11-022	100,0 M \$	71,1 M \$
Total :	177,1 M \$	93,7 M \$

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra au Service de l'eau de procéder aux octrois de contrats et de réaliser avec efficacité sa programmation.

Compte tenu de ce qui précède et sachant que le cycle d'approbation - municipal et gouvernemental - d'un règlement d'emprunt s'étend sur plusieurs mois, nous considérons essentiel d'adopter dès maintenant ce nouveau règlement d'emprunt.

Les travaux couverts par le règlement d'emprunt, assureront le bon fonctionnement des usines, des réseaux et des équipements connexes qui sont nécessaires, désuets, endommagés ou qui ont atteint la fin de leur cycle de vie utile. Ils permettront ainsi de se conformer aux directives environnementales et de santé publique. Ainsi, le Service de l'eau pourra assurer la pérennité de ses installations et la permanence de ses opérations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Requis par le Service de l'eau, ce règlement permettra de financer des projets d'acquisition ou de renouvellement des infrastructures nécessaires aux activités de production et

distribution de l'eau potable ainsi que de collecte et d'épuration des eaux usées qui sont de compétence d'agglomération. Certains de ces projets pourront bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Assurer le financement des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de construction et de réhabilitation des systèmes de production et distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées de l'agglomération de Montréal, tout en profitant des subventions disponibles;

- Assurer le maintien d'usines de production d'eau potable et d'épuration des eaux usées qui sont fiables et qui rencontrent les normes en matière environnementale et de santé publique ;
- Économiser l'eau potable et traiter efficacement les eaux usées ;
- Permettre la conformité aux normes gouvernementales concernant la qualité de l'eau potable, l'environnement et la santé publique ;
- Minimiser la fréquence et la durée des interventions sur les équipements afin d'optimiser leur disponibilité et de limiter la croissance des coûts d'entretien.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Jacques P TREMBLAY)

Avis favorable :

Service de l'eau , Direction (Lise NOLIN)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources
financières - Chef d'équipe

Tél : 514-872-6538
Télécop. : 872-8827

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-09

Marie JUTRAS
Chef de division - ressources financières
Service de l'Eau

Tél : 514-872-4598
Télécop. : 872-8827

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice

Tél : 514-280-4260
Approuvé le : 2014-05-20

Dossier # : 1140865003**Unité administrative responsable :** Service de l'eau , Direction**Objet :** Adoption d'un règlement d'emprunt de 100 000 000 \$ pour le financement de travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées, incluant les immeubles, de compétence de l'agglomération.**SENS DE L'INTERVENTION**

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

- D'adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 \$ afin de financer des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées» relevant de la compétence du conseil d'agglomération sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire.

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMROT):

Dépenses

5030.5014XXX.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 100 000 000 \$

Emprunt à long terme

5030.5014XXX.802600.01909.49200.000000.0000.115470.000000.98001.00000 (100 000 000 \$)

Le présent règlement d'emprunt à "portée globale" vise le financement des infrastructures de production et distribution de l'eau potable ainsi que du traitement des eaux usées. Les projets financés à même ce règlement sont de compétence d'agglomération et certains pourront être admissibles à différents programmes de subventions (PIQM, FCCQ, PRIMEAU). Les modalités de remboursement sont expliquées dans l'intervention des Affaires juridiques.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le PTI 2014-2016 de l'agglomération prévoit des dépenses de 263,2 M\$, 322,8 M\$ et 339,3 M\$ pour les années 2014, 2015 et 2016 respectivement.

Les précédents règlements d'emprunt RCG 09-003 et RCG 11-022 de type "portée globale" disposent d'un solde respectif de 22,1 M\$ et 71,1 M\$ en date du 16 mai 2014.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction des opérations budgétaires et
comptables
PS Corporatif
Tél : 514-872-4146

Co-auteur
David Marcaurette
Conseiller budgétaire
514-872-4529

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Marc LACHANCE
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 514-872-5877

Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables

Dossier # : 1140865003

Unité administrative responsable :

Service de l'eau , Direction

Objet :

Adoption d'un règlement d'emprunt de 100 000 000 \$ pour le financement de travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable ainsi que des systèmes de collecte et d'épuration des eaux usées, incluant les immeubles, de compétence de l'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

ci-joint, un projet de règlement:



[AML- 1140865003 Travaux généraux eau agglo 201405016 V-2.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-16

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0136
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 100 000 000 \$ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE, DE MISE AUX NORMES, DE RECONSTRUCTION ET DE RÉHABILITATION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE ET DE COLLECTE ET D'ÉPURATION DES EAUX USÉES

Vu les articles 19 et 25 à 28 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 100 000 000 \$ est autorisé pour le financement des travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et d'épuration des eaux usées, incluant les immeubles, relevant de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal.
2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.



Dossier # : 1140379001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division des ressources financières et immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations, un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que des pièces et accessoires nécessaires à leur entretien ».

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000\$ pour l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-21 08:37

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1140379001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division des ressources financières et immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations, un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que des pièces et accessoires nécessaires à leur entretien ».

CONTENU

CONTEXTE

Dans l'accomplissement de sa mission, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) fournit aux employés des équipements spécialisés en sécurité incendie. Parmi ces équipements, on retrouve l'appareil de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) lors du combat des incendies et les détecteurs à gaz.

Le SIM doit se conformer aux différentes lois et normes régissant les différents équipements, dont la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.S.S.T.) et les normes du National Fire Protection Association (NFPA).

Le financement des acquisitions futures d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie nécessite l'adoption d'un règlement d'emprunt.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0704 - 7 mai 2014 - d'autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour l'entretien et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CG14 0159 - 27 mars 2014 - d'ajuster certains budgets d'immobilisations relevant du conseil d'agglomération afin d'ajouter à la programmation 4 nouveaux projets suite au réaménagement budgétaire au PTI 2014-2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 15 000 000 \$ afin de permettre l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et le conseil d'agglomération du règlement d'emprunt permettra le financement pour la réalisation de ces acquisitions d'équipements spécialisés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.
Ce règlement d'emprunt permettra au SIM de financer l'acquisition de nouveaux appareils respiratoires autonomes pour lequel des crédits de 10 M\$ ont été virés au PTI 2014 du service, suite aux modifications apportées au programme triennal d'investissement 2014-2016 du conseil d'agglomération, en mars dernier (CG14 0159).

Le règlement pourra également servir au financement d'acquisitions futures pour d'autres équipements spécialisés au SIM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet d'acquisition vise à pratiquer une gestion responsable des ressources en permettant le maintien en service des équipements de protection ayant ainsi un effet direct sur la longévité de ceux-ci.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le SIM, en tant qu'employeur, a l'obligation de fournir à tous ses employés pompiers des équipements sécuritaires, en bon état de marche et conformes aux normes en vigueur afin de leur permettre d'accomplir leur travail de façon sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'agglomération;
Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'agglomération;
Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
Octroi de contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Denis RAYMOND)

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne DAGHER
CONSEILLÈRE EN GESTION DES RESSOURCES
FINANCIÈRES

Tél : 514 872-4346
Télécop. : 514-8727507

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Sylvie GIRARD
Chef de division ressources financières

Tél : 514 872-4711
Télécop. : 514 872-7507

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

François SIM MASSÉ
Directeur

Tél : 514 872-3761
Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1140379001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division des ressources financières et immobilières
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations, un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que des pièces et accessoires nécessaires à leur entretien ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation du service:

1. D'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000\$ pour l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien.

De par ce règlement d'emprunt, le Service de sécurité incendie (SIM) pourra notamment financer l'acquisition de nouveaux appareils respiratoires autonomes pour lequel des crédits de 10 M\$ ont été virés au PTI 2014 du service, suite aux modifications apportées au programme triennal d'investissement 2014-2016 du conseil d'agglomération, en mars dernier (CG14 0159). Le règlement pourra également servir au financement d'acquisitions futures pour d'autres équipements spécialisés au SIM.

Le virement de crédits ci-dessous sera fait suite à l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT):

Dépenses

5001.5014XXX.802600.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000 15 000 000 \$

Emprunt à long terme

5001.5014XXX.802600.01909.49200.000000.0000.115470.000000.98001.00000 (15 000 000 \$)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis RAYMOND
Agent comptable
Tél : 514-872-8533

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-20

Patrice DOR
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-5896
Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables

Dossier # : 1140379001

Unité administrative responsable : Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division des ressources financières et immobilières

Objet : Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations, un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie ainsi que des pièces et accessoires nécessaires à leur entretien ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES



Ci-joint un projet de règlement: [AG-1140379001-équipement sécurité incendie.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0232

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 15 000 000 \$ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS POUR LA SÉCURITÉ INCENDIE AINSI QUE DES PIÈCES ET ACCESSOIRES NÉCESSAIRES À LEUR ENTRETIEN

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 15 000 000 \$ est autorisé afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la sécurité incendie, notamment des appareils de protection respiratoire isolants autonomes (APRIA) et des détecteurs à gaz, ainsi que des pièces et accessoires nécessaires à leur entretien.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.



Dossier # : 1144240001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».

Il est recommandé :

1. de donner un avis de motion annonçant qu'un règlement autorisant l'occupation du domaine public relativement à l'implantation d'une conduite de gaz naturel souterraine dans le parc-nature du Bois-de-Liesse sera adopté;
2. d'adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération de Montréal autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel souterraine dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2014-05-21 09:57

Signataire :

Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1144240001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_ verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».

CONTENU

CONTEXTE

En 2015, le ministère des Transports du Québec (MTQ) doit procéder à des travaux de réfection du tablier du pont Bisson de l'autoroute A-13 situé au-dessus de la rivière des Prairies. Une conduite de gaz haute pression, desservant l'île de Montréal, est fixée sous le tablier de ce pont. Afin que le MTQ puisse réaliser ses travaux, celui-ci a demandé à Gaz Métro de retirer et de déplacer sa conduite actuellement suspendue à la dalle du pont.

Conséquemment, Gaz Métro propose de localiser la conduite en forage directionnel sous la rivière des Prairies, à l'est du pont Bisson et de l'autoroute 13. Ce projet a été approuvé par la Régie de l'Énergie, le 5 août 2013. Dans sa partie terrestre, la nouvelle conduite sera située à la limite ouest du lot 1 898 888 appartenant à la Ville de Montréal dans le parc-nature du Bois-de-Liesse (voir pièces jointes). Gaz Métro possède déjà une servitude sur une partie du lot 1 898 888, créée aux termes des actes signés et publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous les numéros 3 526 895 et 3 577 267. Cette servitude entre Gaz Métro et la Communauté urbaine de Montréal, signée le 23 octobre 1984, ne correspond toutefois plus au nouveau tracé proposé.

Gaz Métro doit obtenir l'ensemble des approbations afin de débiter les travaux le plus tôt possible en 2014. À cet effet, afin d'accélérer les démarches, en décembre 2013, Gaz Métro a transmis à la Direction des grands parcs et du verdissement (aujourd'hui Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR)) une option de servitude pour lui permettre de débiter les travaux rapidement; la servitude légale complète devant être établie une fois les travaux terminés.

Le parc-nature du Bois-de-Liesse fait partie de l'écoterritoire de la Coulée verte du ruisseau Bertrand. Or, depuis l'adoption du décret gouvernemental 1229-2005, le 8 décembre 2005, pris en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, les immeubles municipaux localisés dans les écoterritoires et considérés immeubles d'intérêt collectif, ne peuvent être aliénés. Pour être aliéné, un tel immeuble doit faire l'objet d'un règlement modifiant l'annexe du Décret, afin de l'exclure de l'écoterritoire concerné. Ce règlement doit être adopté par le Conseil d'agglomération et approuvé par le

ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

Pour accélérer les démarches, Gaz Métro a donc demandé à l'agglomération de procéder plutôt à l'adoption d'un règlement autorisant l'occupation du domaine public relativement à l'implantation de cette conduite de gaz naturel souterraine dans le parc-nature du Bois-de-Liesse. Il importe de préciser que les conditions prévues à la clause 1 de l'entente annexée au règlement 14-016 intitulé «Règlement sur l'occupation du domaine public aux fins d'un réseau de gaz» ne s'appliquent pas en l'espèce puisqu'il s'agit de travaux effectués à la demande du MTQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le projet de règlement élaboré vise d'abord à permettre à Gaz Métro d'occuper, de façon permanente, une partie du lot 1 898 888 dans le parc-nature du Bois-de-Liesse.

Les emplacements permanents sont deux parties souterraines :

- un corridor linéaire de 1 906 mètres carrés situé entre la rivière des Prairies et le boulevard Gouin, à la limite ouest du lot 1 898 888 dans le parc-nature du Bois-de-Liesse (voir plan de l'occupation du domaine public, parcelle « A » en pièces jointes);
- un lit d'anodes et ses composantes d'une superficie de 197 mètres carrés sous le stationnement existant du parc-nature du Bois-de-Liesse (voir plan de l'occupation du domaine public, parcelle « A » en pièces jointes).

Les droits et obligations de Gaz Métro pour l'occupation permanente d'une partie du lot 1 898 888 sont décrits à l'entente à être signée par la Ville de Montréal Gaz Métro à l'annexe 1 du règlement (voir intervention de la Direction des affaires civiles - Droit contractuel). Par cette permission, Gaz Métro aura donc le droit d'effectuer les travaux de réparation, d'entretien et de remplacement de ses équipements. Gaz Métro devra entretenir et maintenir ses équipements en bon état, lesquels devront être étanches et sécuritaires pour l'environnement. Quant à la Ville de Montréal, elle pourra continuer d'effectuer les travaux réguliers d'entretien de ses aménagements dans le parc-nature.

Le projet de règlement précise également que Gaz Métro est autorisée à occuper, de manière temporaire, une partie du lot 1 898 888 aux fins de l'exécution des travaux d'installation de la conduite de gaz naturel souterraine et du lit d'anodes. Pour les travaux d'implantation de la conduite de gaz souterraine, la zone des travaux est limitée aux parcelles « A », « B » et « C » tel qu'indiqué sur le plan d'occupation du domaine public en pièces jointes. Les conditions d'occupation temporaire du terrain sont établies dans une entente à être signée par la Ville de Montréal et Gaz Métro à l'annexe 2 du projet de règlement (voir intervention de la Direction des affaires civiles - Droit contractuel). L'entente entrera en vigueur au moment de l'adoption du règlement et prendra fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées. La durée des travaux prévue par Gaz métro est d'environ trois mois.

JUSTIFICATION

Compte tenu des délais impartis à ce projet, afin de permettre à Gaz Métro de débiter les travaux en août 2014 et pour permettre au MTQ d'entreprendre la réfection du pont Bisson en 2015, il y a donc lieu que la Ville adopte le règlement autorisant Gaz Métro à occuper de

façon permanente et temporaire (dans une période donnée) une partie du lot 1 898 888 dans le parc-nature du Bois-de-Liesse.

La partie de terrain occupée en permanence par Gaz Métro a très peu d'impact sur le parc-nature. Elle se trouve en bordure du chemin d'accès au parc et est implantée à 40 mètres sous le lit de la rivière des Prairies. La Ville de Montréal pourra donc continuer ses activités d'entretien régulier du chemin d'accès, du stationnement, des sentiers ainsi que des milieux naturels (plantation, éradication, élagage, etc.).

Une compensation est demandée à Gaz Métro pour la perte de revenus nets (2 500 \$) liée à la gestion et l'exploitation du stationnement du secteur de la Péninsule dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ainsi que pour la perte de revenus relativement à la diminution de l'achalandage du stationnement de la maison Pitfield. Un montant compensatoire de 8 400 \$ est aussi demandé à Gaz Métro pour les inconvénients qu'occasionneront les travaux notamment quant à la suspension des activités offertes aux usagers par le partenaire du SGPVMR, le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement (GUÊPE). Enfin, un tarif annuel de 11, 040.75\$ (indexé annuellement) est demandé à Gaz Métro pour l'occupation permanente de la conduite de gaz naturel souterraine d'une superficie de 2 103 mètres carrés sur une partie du lot 1 898 888 dans le parc-nature du Bois-de-Liesse.

Lorsque les travaux seront complétés, Gaz Métro remettra à leur état d'origine l'ensemble des lieux occupés pendant les travaux. Le cas échéant, les milieux naturels seront restaurés, afin que ceux-ci reprennent les caractéristiques floristiques actuelles. Le plan de restauration devra être approuvé par le SGPVMR.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble des mesures d'atténuation des impacts sur le milieu naturel de ce projet a été intégré à l'entente entre la Ville de Montréal et Gaz Métro de manière à assurer une protection accrue de l'environnement conformément au plan de développement durable de la collectivité montréalaise.

Pour toute la durée des travaux, un surveillant des travaux de Gaz Métro sera en tout temps sur le site du chantier pour s'assurer que les clauses environnementales du protocole soient respectées. Un comité de coordination sera aussi créé pour toute la durée des travaux. Ce comité sera composé d'un représentant de Gaz Métro et d'un représentant du SGPVMR. Avant le début des travaux, Gaz Métro devra installer des clôtures pour protéger le milieu humide à proximité des zones de travaux. Pour minimiser les impacts du bruit sur la faune ailée, Gaz Métro recouvrira d'une toile les clôtures ceinturant le chantier. Il devra prendre les mesures nécessaires pour limiter l'orniérage et la compaction des sols.

Gaz Métro a l'obligation de protéger les arbres et arbustes susceptibles d'être affectés par les travaux jusqu'à la fin du chantier. À moins de 21 jours avant le début des travaux, une rencontre du Comité de coordination devra être tenue à l'intérieur de la zone de travaux afin de prendre connaissance du secteur où les arbres et arbustes sont susceptibles d'être affectés par les travaux. S'il était nécessaire d'abattre des arbres et des arbustes, 15 jours avant le début des travaux, Gaz Métro devra déposer au SGPVMR le plan d'abattage pour approbation. Pour le remplacement des arbres et arbustes ayant été affectés, Gaz Métro devra compenser la biomasse perdue et ce, afin de respecter le plan d'action de développement durable 2010-2015 visant l'augmentation de la canopée sur le territoire

montréalais. Le plan d'abattage ayant été transmis, le SGPVMR pourra calculer, à l'aide d'un logiciel spécifique à cette fin, le nombre et les espèces d'arbres et arbustes à planter pour compenser cette perte de biomasse. Ce calcul sera remis à Gaz Métro lors de l'approbation du plan d'abattage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette autorisation, Gaz Métro ne pourra pas débiter ses travaux pour déplacer sa conduite de gaz haute pression sous le pont Bisson servant à alimenter l'île de Montréal. Ce déplacement a été rendu nécessaire à cause des travaux de réfection du tablier du pont Bisson qui seront entamés en 2014 par le ministère des Transports.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement autorisant l'occupation du domaine public - 21 août 2014
Signature de l'entente - semaine du 26 août 2014
Début des travaux - semaine du 26 août 2014

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DELISLE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DESJARDINS
Conseillère en aménagement

Tél : 514-868-4500
Télécop. : 514 872-1458

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-14

Véronique ANGERS
c/s développement et partenariats - grands parcs

Tél : 514-872-6746
Télécop. : 514-872-1458

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Carole PAQUETTE

Directrice

Tél : 514-868-3883

Approuvé le : 2014-05-20

Dossier # : 1144240001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Règlement ci-joint. Les annexes font l'objet d'une intervention distincte.



[règl. occupation domaine public 16-5-2014.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DELISLE
avocate
Tél : 514 872-1436

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Véronique BELPAIRE
avocate chef de division
Tél : 514 872-3832
Division :

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 14-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AUX
FINS D'UNE CONDUITE DE GAZ NATUREL DANS LE PARC-NATURE DU
BOIS-DE-LIESSE**

Vu le paragraphe 3° de l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11-4, 2003);

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001, 2004);

À l'assemblée du XXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. La Société en commandite Gaz Métro est autorisée à occuper de manière permanente le domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel ainsi que d'un lit d'anodes sur des parties souterraines du lot 1 898 888 dans le parc-nature du Bois-de-Liesse sur le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Cette occupation doit respecter les termes et conditions prévus à l'entente jointe en annexe 1 au présent règlement.

2. La Société en commandite Gaz Métro est autorisée à occuper de manière temporaire le domaine public aux fins de l'exécution des travaux d'implantation de la conduite de gaz naturel souterraine ainsi que d'un lit d'anodes sur des parties souterraines du lot 1 898 888 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le parc-nature du Bois-de-Liesse sur le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

L'occupation doit respecter les termes et conditions prévus à l'entente jointe en annexe 2 au présent règlement.

3. Si la Société en commandite Gaz Métro contrevient au présent règlement ou à ses annexes, elle commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 46.1 du

Règlement du conseil de la ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1).

4. Les dispositions du Règlement du conseil de la ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1) non incompatibles avec le présent règlement s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Malgré le premier alinéa, le permis mentionné à l'article 4 du Règlement du conseil de la ville sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1) n'est pas requis et en conséquence, toute mention relative à un permis d'occupation dans ce règlement doit s'entendre, aux fins de l'application du présent règlement, comme étant une référence à une autorisation d'occupation donnée en vertu du présent règlement.

ANNEXE 1

ENTENTE ET CONDITIONS D'OCCUPATION PERMANENTE DU DOMAINE PUBLIC AUX FINS D'UNE CONDUITE DE GAZ NATUREL DANS LE PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE

ANNEXE 2

ENTENTE ET CONDITIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'IMPLANTATION D'UNE CONDUITE DE GAZ NATUREL EN FORAGE DIRECTIONNEL DANS LE PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans XX le XX 2014.

GDD 1144240001

Dossier # : 1144240001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat

Objet : Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons les annexes 1 et 2 donnant suite à la recommandation du service.



[Annexe 1 Version finale 20-05-2014.pdf](#)[Annexe 2 Version finale 20-05-2014.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-20

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel



ANNEXE 1

ENTENTE SUR LES CONDITIONS D'OCCUPATION PERMANENTE DU DOMAINE PUBLIC AUX FINS D'UNE CONDUITE DE GAZ NATUREL SOUTERRAINE DANS LE PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE

Intervenue à Montréal le _____ 2014.

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO, société en commandite légalement constituée ayant son siège au 1717, rue du Havre, Montréal, province de Québec, H2K 2X3, agissant aux présentes par son associée commanditée Gaz Métro inc. ayant son siège à la même adresse, représentée par ses officiers dûment autorisés tel qu'ils le déclarent.

Ci-après « **Gaz Métro** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le 1^{er} janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) (ci-après la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte et résolutions suivantes :

- a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et
- b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●.

Ci-après la « **Ville** »

Gaz Métro et la Ville sont également collectivement désignées comme les « **Parties** ».

LESQUELLES conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

- 1.1 « **Autorité compétente** » : le chef de section – entretien section centre, de la division de la gestion de l'entretien et des opérations des grands parcs du Service des grands

parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville;

1.2 « **Emplacement** » :

Trois parties souterraines du lot 1 898 888 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le parc-nature du Bois-de-Liesse, décrites comme suit :

- a) une première partie d'une superficie de 1 904,1 mètres carrés, sous une partie d'un chemin d'accès et du parc-nature du Bois-de-Liesse;
- b) une seconde partie d'une superficie de 900 mètres carrés (soit 150 mètres de long, 6 mètres de large et 2,5 mètres de profond) sous le stationnement du parc-nature; et
- c) une troisième partie d'une superficie de 47 mètres carrés reliant la première partie à la seconde partie.

Lesquelles parties sont identifiées en rose sur le plan de localisation joint comme annexe A;

1.3 « **Équipements** » :

une conduite de gaz naturel, un lit d'anodes, y compris tous autres appareils, accessoires, composantes et pièces nécessaires pour la transmission et la distribution du gaz naturel, comme montrés à l'annexe D.

1.4 « **Règlement** » :

Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse.

ARTICLE 2

CONDITIONS D'AUTORISATION

2.1 L'autorisation d'occupation permanente du domaine public accordée à Gaz Métro par le Règlement doit se limiter à l'Emplacement et respecter les exigences des présentes.

2.2 L'autorisation inclut également le droit pour Gaz Métro de circuler sur l'Emplacement, d'y accéder et d'en sortir en tout temps à pied ou en véhicule;

2.3 L'Emplacement étant déjà aménagé à des fins de stationnement, de chemin d'accès, de sentiers et de parc-nature boisé, la Ville se réserve notamment le droit d'entretenir, de réparer, de remplacer, de reconstruire, de déplacer, de maintenir et d'exploiter ses aménagements à son gré. Toutefois, la Ville s'engage, avant le début des travaux, à transmettre un préavis de dix (10) jours à Gaz Métro au cours duquel Gaz Métro sera invitée à faire des recommandations à la Ville, et ce afin de prévenir tout dommage aux Équipements et assurer la santé et la sécurité publique,

ARTICLE 3 **DURÉE**

3.1 L'autorisation d'occupation du domaine public est permanente.

3.2 La perte totale, l'enlèvement ou la destruction, de quelque façon que ce soit, des Équipements mettra automatiquement fin aux droits consentis par la présente autorisation.

3.3 Lorsque l'enlèvement est fait par Gaz Métro, celui-ci doit donner un préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours à l'Autorité compétente.

3.4 La Ville se réserve le droit, en tout temps, d'exiger l'enlèvement, l'abandon, le déplacement, la relocalisation ou la modification, aux frais de Gaz Métro, des Équipements, en cas de non-respect des obligations de Gaz Métro créées aux termes des présentes ou si jugé nécessaire, dans l'intérêt public, par l'Autorité compétente. À cet effet, un avis de cent quatre-vingts (180) jours doit être donné à Gaz Métro, à l'expiration duquel la présente autorisation d'occupation du domaine public prendra automatiquement fin.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE GAZ MÉTRO**

L'occupation du domaine public est conditionnelle à ce qui suit:

4.1 Gaz Métro assume, pour toute la durée de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'entière responsabilité de tout dommage pouvant résulter de l'installation, de l'existence, de l'entretien ou de l'usage qui est fait des Équipements dans le domaine public, qu'il s'agisse de dommages aux personnes ou aux biens publics ou privés ainsi que ceux, pouvant être causés par ses employés ou ses entrepreneurs. À cet égard, Gaz Métro tiendra la Ville indemne, prendra fait et cause et la défendra contre toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, toute action qui pourrait lui être intentée et toute condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre la Ville, y compris les frais et accessoires.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, Gaz Métro, ses successeurs ou représentants, tiendront la Ville indemne de tout dommage causé aux Équipements par la Ville, ses employés ou ses entrepreneurs, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de ces derniers.

4.2 Gaz Métro contracte et maintient, pendant toute la durée de l'autorisation d'occuper le domaine public, une police d'assurance responsabilité civile au montant de quinze millions de dollars (15 000 000,00\$) par personne et par événement, pour blessures corporelles, décès et dommage matériels. Cette assurance responsabilité doit contenir un avenant désignant la Ville comme assurée additionnelle pour tout sinistre ayant trait à l'occupation du domaine public et doit préciser qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un préavis écrit de trente (30) jours adressé à l'Autorité compétente. Elle doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation du domaine public par les Équipements et le montant doit en être indexé tous les cinq (5) ans selon la variation de l'indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels (IPCBNR) enregistrement numéro 2317, publié par Statistiques Canada ou tout organisme le remplaçant. L'année de base pour calculer la variation susdite au moment de chaque indexation quinquennale sera le second trimestre de l'année 2014. Gaz Métro devra fournir à l'Autorité compétente, sur demande, la preuve qu'elle se conforme aux exigences du présent paragraphe.

4.3 Dans les trois (3) mois suivant l'installation des Équipements sur le domaine public, Gaz Métro remet à l'Autorité compétente 3 copies d'un plan dûment signées par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec montrant les Équipements tels que construits ainsi que trois (3) copies d'une description technique dûment signées par un arpenteur-géomètre membre de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec montrant le site de l'occupation avec ses dimensions et sa superficie.

4.4 Gaz Métro entretient et maintient en bon état les Équipements, lesquels devront être étanches et sécuritaires pour l'environnement.

4.5 Gaz Métro paie le prix fixé par l'article 7.

ARTICLE 5

TRAVAUX

5.1 Quinze (15) jours avant le début de tous travaux de réparation, d'entretien et de remplacement des Équipements, Gaz Métro soumette à l'Autorité compétente les documents suivants :

- a) le plan préliminaire des travaux;
- b) le plan élaborant les mesures de protection pour les arbres susceptibles d'être affectés par les travaux;
- c) le plan d'abattage;
- d) le plan de remise en état des lieux;
- e) le calendrier d'exécution des travaux; et

- f) un certificat d'assurance prouvant que Gaz Métro détient l'assurance-responsabilité requise et exigée conformément à l'article 4.2 de la présente entente.

Ces documents devront être approuvés par l'Autorité compétente préalablement à l'exécution desdits travaux. Néanmoins, il est entendu entre les Parties qu'aucune approbation ne sera requise pour toute réparation urgente nécessitant une intervention immédiate de Gaz Métro. En ce cas, un avis sera transmis à cet effet par Gaz Métro dans les dix (10) jours de l'intervention et les documents y afférents seront transmis dès que possible.

Toute modification aux Équipements est exécutée par Gaz Métro à ses frais.

5.2 Dans les soixante (60) jours suivant la fin des travaux, Gaz Métro enlève de l'Emplacement tout débris et surplus d'excavation résultant des travaux effectués et le remet en état selon le plan de remise en état des lieux prévu à l'article 5.1 d). Toutefois, dans l'éventualité où certains travaux de remise en état ne pourraient pas être complétés dans le délai précité, compte tenu de la période hivernale, notamment la plantation de végétaux, Gaz Métro devra compléter la remise en état de l'Emplacement dans un délai de trente (30) jours suivant la période de dégel fixé annuellement par le Ministère des Transport applicable au territoire montréalais.

Il est entendu que la remise en état inclut notamment :

5.2.1 L'enlèvement des membranes ou autres matériaux de protection, l'enlèvement des fondations granulaires, l'enlèvement des pierres de grandes et moyennes dimensions, les opérations de décompactage des sols ;

5.2.2 La réinstallation de tous les éléments de signalisation du domaine public ayant été déplacés lors de la réalisation des travaux et la remise en état du chemin d'accès au stationnement, du stationnement, du sentier multifonctionnel et des surfaces gazonnées affectées par la réalisation des travaux conformément aux exigences de l'annexe C. Ces travaux devront être préalablement approuvés par l'Autorité compétente ;

5.2.3 Le remplacement des arbres ou arbustes du domaine public ayant été affectés par la réalisation des travaux, conformément au plan visé à l'article 5.1 d).

5.3 Gaz Métro compense la biomasse perdue à l'occasion de ses travaux selon le calcul établi par la Ville, selon le plan visé à l'article 5.1 c) à l'aide d'un logiciel établi à cette fin, du nombre et des espèces d'arbres et arbustes à planter pour compenser cette perte de biomasse. À titre indicatif, le tableau de l'annexe B, fait état du nombre d'arbres à planter pour le remplacement de la biomasse perdue, si tous les arbres et arbustes se trouvant dans l'Emplacement devaient être abattus. Ce calcul sera remis à Gaz Métro lors de l'approbation du plan d'abattage par l'Autorité compétente.

ARTICLE 6
PROPRIÉTÉ DES ÉQUIPEMENTS

6.1 Malgré les présomptions établies par les articles 955 et 957 du *Code civil du Québec* (ci-après le « C.c.Q. ») et malgré toutes les dispositions à l'effet contraire contenues aux articles 958, 959 et 961 du C.c.Q., la Ville n'acquiert pas les Équipements par accession et elle ne sera aucunement tenue, à quelque moment que ce soit, de payer à Gaz Métro quelque somme que ce soit à titre d'indemnité pour les impenses utiles, nécessaires ou agréables relativement aux Équipements, lesquels sont, pour les fins de la présente entente, réputés appartenir à Gaz Métro.

ARTICLE 7
PRIX

7.1 Le prix annuel payable par Gaz Métro à l'Autorité compétente est de onze mille quarante dollars et soixante-quinze cents (11 040,75\$) plus les taxes applicables. Le prix annuel sera réajusté à chaque année en fonction du taux de variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC), tel que publié par Statistiques Canada le troisième mois précédant le paiement du tarif,

7.2 Pour la première année de l'occupation, Gaz Métro doit, préalablement à l'installation des Équipements, payer à l'Autorité compétente le prix annuel fixé à l'article 7.1 ajusté, le cas échéant, conformément à l'article 7.4, Pour les exercices financiers subséquents, le prix devra être payé annuellement à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du Règlement.

7.3 Pour l'application du présent article, l'occupation prend fin lorsque les Équipements sont enlevés du domaine public et que la remise en état des lieux est complété à la satisfaction de l'Autorité compétente. Jusqu'à ce que tels travaux soient complétés, Gaz Métro est tenu au paiement du prix exigible en vertu de 7.1.

7.4 Le prix pour l'occupation est, s'il y a lieu, rajusté en fonction du nombre de jours d'occupation effective durant l'exercice financier en cours. Lorsque l'occupation prend fin, l'Autorité compétente peut, sans préjudice à ses autres droits et recours, le cas échéant, déduire des sommes à remettre à Gaz Métro en vertu du présent article, les coûts pour effectuer les travaux prévus à 12.2.

ARTICLE 8
RENONCIATION

8.1 Si Gaz Métro est d'une quelconque manière troublé dans son occupation du domaine public, il n'aura aucun recours contre la Ville, Gaz Métro y renonçant expressément.

ARTICLE 9
MODIFICATIONS DES OUVRAGES

9.1 La Ville se réserve le droit, en tout temps, d'exiger la modification des ouvrages temporaires et permanents occupant le domaine public, si elle le juge nécessaire dans l'intérêt public. À cet effet, un avis de 30 jours est donné par la Ville à Gaz Métro. La Ville se réserve toutefois le droit d'exiger, en cas d'urgence et dans des circonstances mettant en péril la santé ou la sécurité publiques, toute modification jugée appropriée, et ce, à l'intérieur de tout délai justifié par l'urgence de la situation.

ARTICLE 10
TAXES

10.1 Gaz Metro devra, le cas échéant, payer toutes les taxes foncières, générales et spéciales pour fins municipales et scolaires qui pourraient être imposées sur l'Emplacement et sur les Équipements et toutes les autres taxes qui pourraient être imposées par la loi et les règlements.

ARTICLE 11
RESPECT DES LOIS, DE RÈGLEMENTS ET POLITIQUES

11.1 Gaz Métro doit se conformer, à ses frais, aux lois et règlements municipaux applicables sur l'Emplacement la Zone des travaux.

ARTICLE 12
FIN DE L'OCCUPATION

12.2 À la date prévue pour la fin d'occupation, Gaz Métro doit avoir enlevé tous les Équipements de l'Emplacement et avoir remis les lieux dans leur état initial. Il doit, dès la fin de ces travaux, aviser l'Autorité compétente. Les coûts reliés à l'enlèvement des Équipements et à la remise en état des lieux sont à la charge de Gaz Métro.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente comme suit :

À Montréal, le _____ 2014.

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO

Par : _____

Et par : _____

À Montréal, le _____ 2014.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A — plan de localisation

ANNEXE B — nombre d'arbres à planter pour le remplacement de la biomasse perdue

ANNEXES C — exigences

ANNEXE D — Équipements

ANNEXE A
Plan de localisation



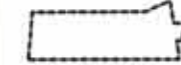
**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**



Projet de Gaz Métro
Occupation du domaine public

Projet de relocation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

Aire de travail temporaire située à plus de 200 mètres de la rivière des Prairies



- Parcelle A :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire permanente d'occupation du domaine public
- Parcelle B :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public
- Parcelle C :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Accès sporadique au sentier du parc-nature
- Parcelle MTQ :**
Lot 1 902 675 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public ministère des Transports du Québec

- Limites du parc-nature
- Limites de lots
- Sentier multifonctionnel
- Ruisseaux
- Fossés



Montréal

Direction des grands parcs
et du verdissement
Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 02/02

ANNEXE B

Nombre d'arbres à planter pour le remplacement de la biomasse perdue



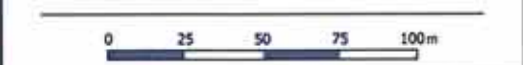
**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**

Projet de Gaz Métro
Herpétofaune

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro
- Limites des arrondissements
- Limites du parc-nature
- Sentier multifonctionnel
- Limites des parcs locaux
- Ruisseaux
- Fossés

- Herpétofaune - 2007**
- Couleuvre brune
 - Couleuvre rayée
 - Grenouille léopard
 - Grenouille verte
 - Ousouron
 - Rainette crucifère
 - Salamandre à points bleus
 - Tortue à oreilles rouges
 - Tortue géographique
 - Tortue peinte
- Herpétofaune - 2000**
- ◆ Couleuvre brune
 - ◆ Couleuvre rayée
 - ◆ Crapaud d'Amérique
 - ◆ Grenouille des bois
 - ◆ Grenouille léopard
 - ◆ Grenouille verte
 - ◆ Ououaron
 - ◆ Necture tacheté
 - ◆ Tortue géographique
 - ◆ Tortue à oreilles rouges
 - ◆ Tortue peinte
 - ◆ Salamandre à points bleus



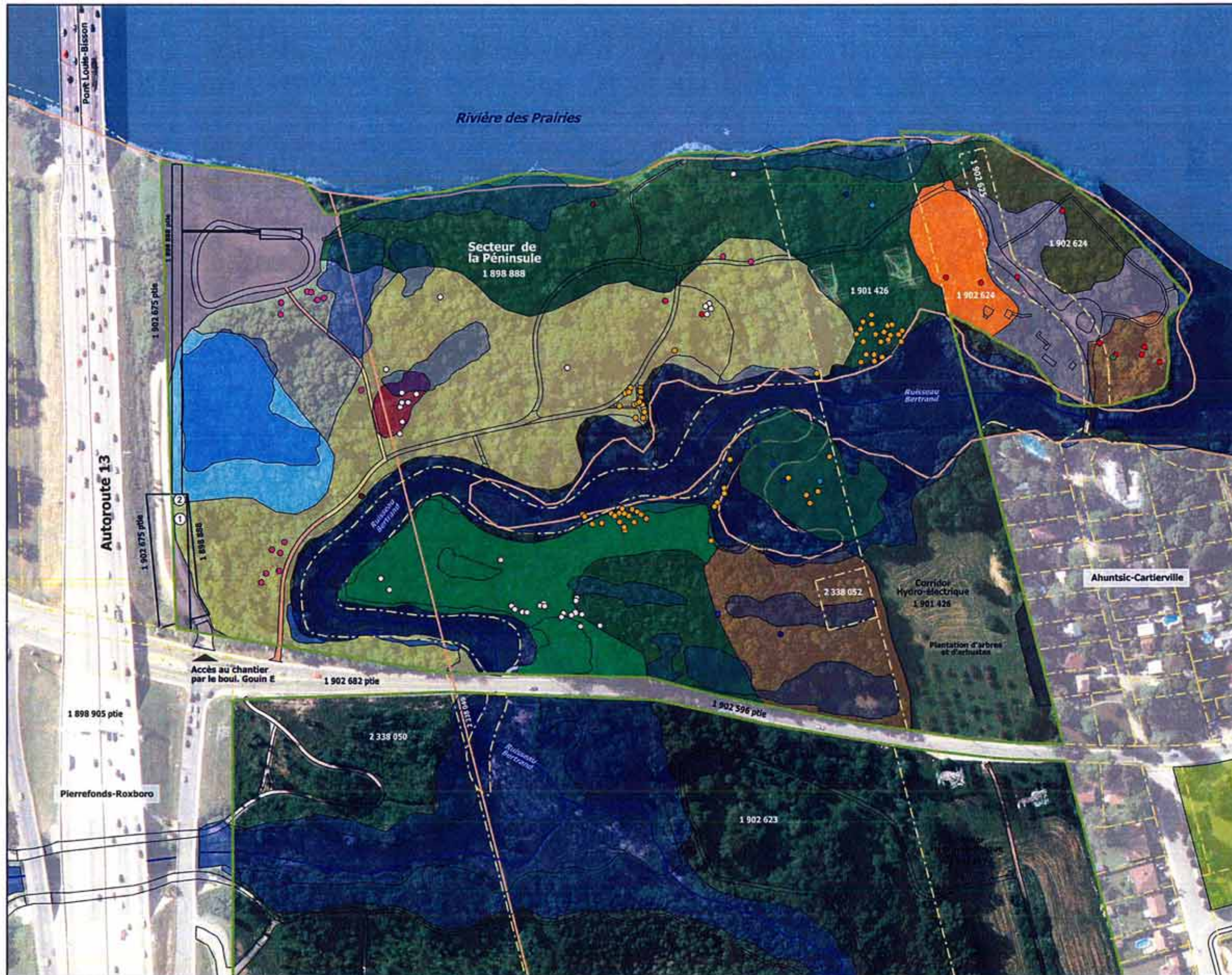
Montréal

Direction des grands parcs
et du verdissement

Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 01/03



**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**

Projet de Gaz Métro
Communautés végétales

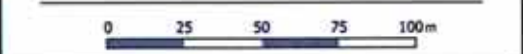
Projet de relocation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro
- Limites des arrondissements
- Limites du parc-nature
- Sentier multifonctionnel
- Limites des parcs locaux
- Ruisseaux
- Fossés

- Communautés végétales - 2012**
- Aire aménagée
 - Aire anthropique
 - Plantation d'arbres et d'arbustes
 - Chêne rouge
 - Érablière sucrière à tilleul d'Amérique
 - Frnaie de Pennsylvanie
 - Friche à saule pétiolé
 - Milieu humide
 - Noyeraie noire
 - Ornaie d'Amérique à frêne de Pennsylvanie
 - Peupleraie deltoïde à frêne de Pennsylvanie
 - Peupleraie deltoïde sur site loameux
 - Tilleraie à caryer cordiforme

- Plantes à statut précaire - 2012**
- Acer nigrum
 - Apocynum androsaemifolium
 - Carya ovata
 - Celtis occidentalis
 - Juglans cinerea
 - Matteuccia struthiopteris
 - Sanguinaria canadensis
 - Staphylea trifolia
 - Trillium grandiflorum
 - Uvularia grandiflora

Codes	Type de milieu	Superficie SIS-MATIS	Superficie environnement actuelle	%	Superficie potentielle à réhabiliter
1	Noyeraie noire	2 7158 ha	0 0292 ha	1 4%	0 0292 ha
2	Ornaie d'Amérique à frêne de pennsylvanie	0 7857ha	0 0052 ha	0 7%	0 0052 ha



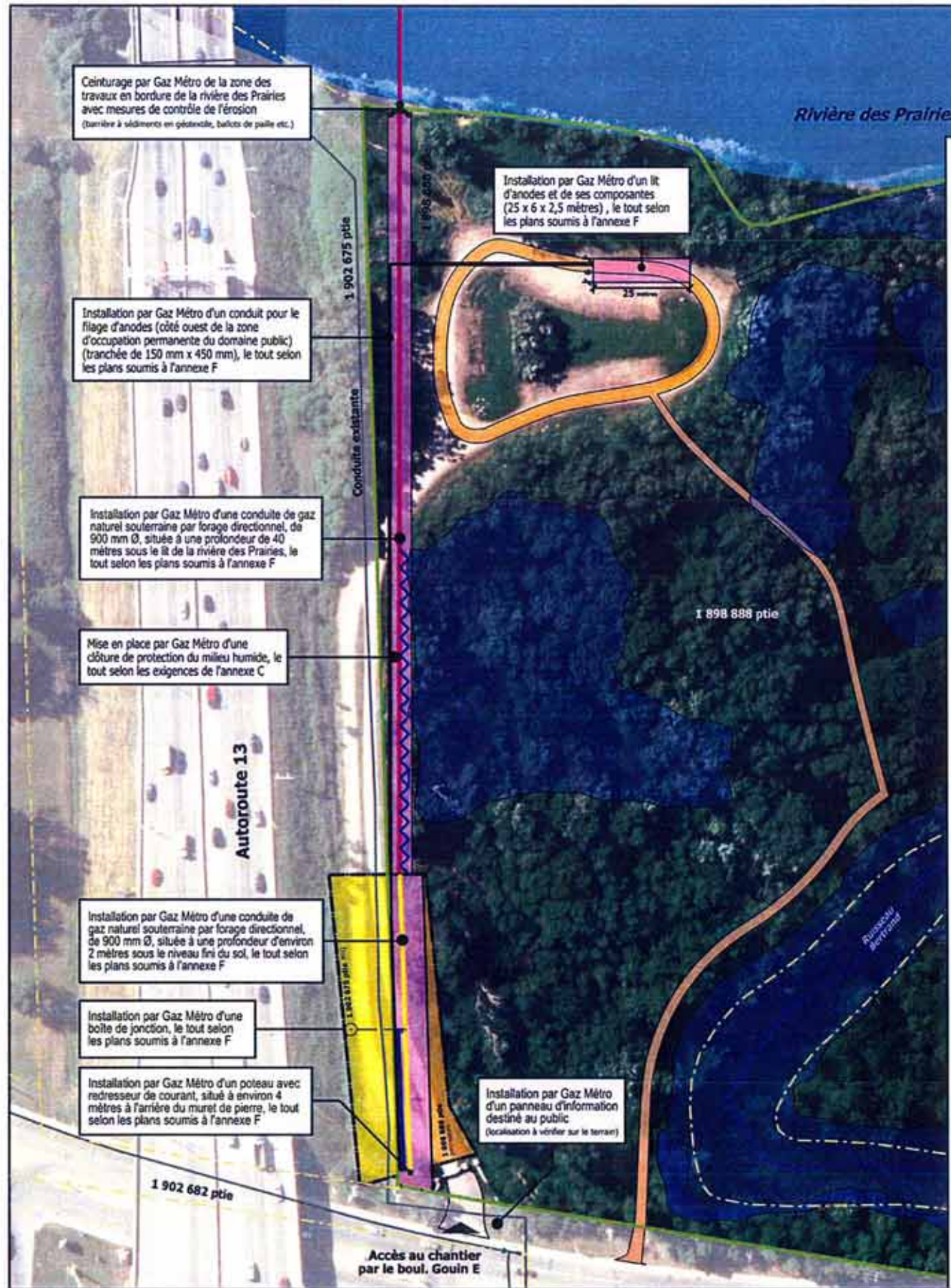
Montreal

Direction des grands parcs
et du verdissement

Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 02/03



Ceinturage par Gaz Métro de la zone des travaux en bordure de la rivière des Prairies avec mesures de contrôle de l'érosion (barrière à sédiments en géotextile, balles de paille etc.)

Installation par Gaz Métro d'un lit d'anodes et de ses composantes (25 x 6 x 2,5 mètres), le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Installation par Gaz Métro d'un conduit pour le filage d'anodes (côté ouest de la zone d'occupation permanente du domaine public) (tranchée de 150 mm x 450 mm), le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Installation par Gaz Métro d'une conduite de gaz naturel souterraine par forage directionnel, de 900 mm Ø, située à une profondeur de 40 mètres sous le lit de la rivière des Prairies, le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Mise en place par Gaz Métro d'une clôture de protection du milieu humide, le tout selon les exigences de l'annexe C

Installation par Gaz Métro d'une conduite de gaz naturel souterraine par forage directionnel, de 900 mm Ø, située à une profondeur d'environ 2 mètres sous le niveau fini du sol, le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Installation par Gaz Métro d'une boîte de jonction, le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Installation par Gaz Métro d'un poteau avec redresseur de courant, situé à environ 4 mètres à l'arrière du muret de pierre, le tout selon les plans soumis à l'annexe F

Installation par Gaz Métro d'un panneau d'information destiné au public (localisation à vérifier sur le terrain)

Accès au chantier par le boul. Gouin E

Rivière des Prairies

Autoroute 13

1 898 888 ptie

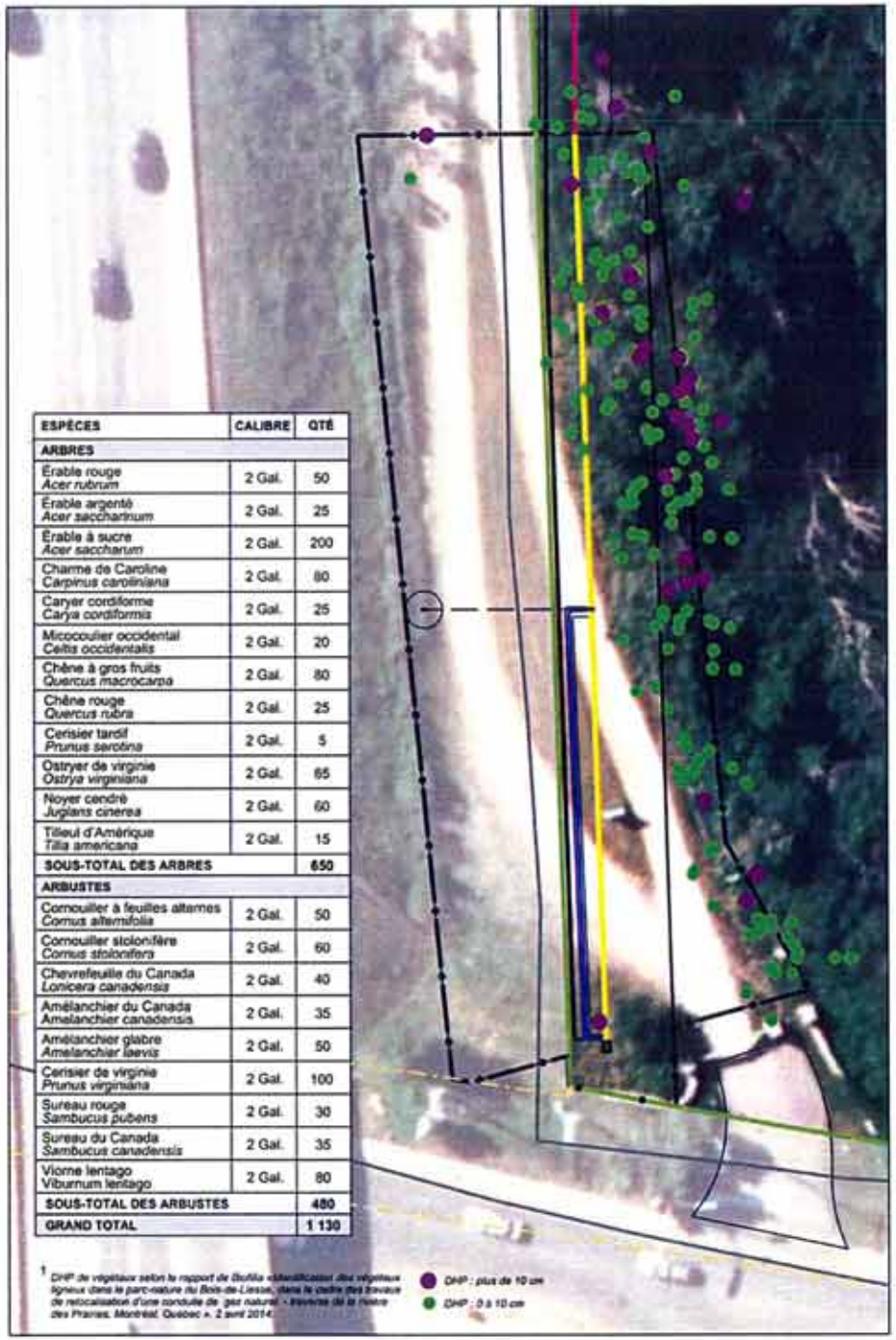
1 902 682 ptie

1 902 675 ptie

1 898 888

1 902 675 ptie

1 902 682



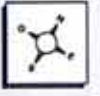
ESPECES	CALIBRE	QTE
ARBRES		
Érable rouge <i>Acer rubrum</i>	2 Gal.	50
Érable argenté <i>Acer saccharinum</i>	2 Gal.	25
Érable à sucre <i>Acer saccharum</i>	2 Gal.	200
Charme de Caroline <i>Carpinus caroliniana</i>	2 Gal.	80
Caryer cordiforme <i>Carya cordiformis</i>	2 Gal.	25
Micocoulier occidental <i>Celtis occidentalis</i>	2 Gal.	20
Chêne à gros fruits <i>Quercus macrocarpa</i>	2 Gal.	80
Chêne rouge <i>Quercus rubra</i>	2 Gal.	25
Cerisier tardif <i>Prunus serotina</i>	2 Gal.	5
Ostryer de virginie <i>Ostrya virginiana</i>	2 Gal.	65
Noyer cendré <i>Juglans cinerea</i>	2 Gal.	60
Tilleul d'Amérique <i>Tilia americana</i>	2 Gal.	15
SOUS-TOTAL DES ARBRES		650
ARBUSTES		
Cornouiller à feuilles alternées <i>Cornus alternifolia</i>	2 Gal.	50
Cornouiller stolonifère <i>Cornus stolonifera</i>	2 Gal.	60
Chevrefeuille du Canada <i>Lonicera canadensis</i>	2 Gal.	40
Amélanchier du Canada <i>Amelanchier canadensis</i>	2 Gal.	35
Amélanchier glabre <i>Amelanchier laevis</i>	2 Gal.	50
Cerisier de virginie <i>Prunus virginiana</i>	2 Gal.	100
Sureau rouge <i>Sambucus pubens</i>	2 Gal.	30
Sureau du Canada <i>Sambucus canadensis</i>	2 Gal.	35
Viorne lentago <i>Viburnum lentago</i>	2 Gal.	80
SOUS-TOTAL DES ARBUSTES		480
GRAND TOTAL		1 130

¹ DNP de végétaux selon le rapport de l'Institut canadien des ressources végétales signifié dans le parc-nature du Bois-de-Liesse, dans le cadre des travaux de réinstallation d'une conduite de gaz naturel - Projets de la Rivière des Prairies, Montréal, Québec A-2 avril 2014.

REPLACEMENT DE LA BIOMASSE pouvant être perdue à la suite des travaux

- Superficie potentiellement affectée par les travaux : 2 560 m²
- Nombre de végétaux (arbres et arbustes) : 177
- Facteur de remplacement de la biomasse : 15 ans
- Perte de biomasse potentielle : 41 956,7 kg (en fonction du dnp de l'ensemble des végétaux compris dans la zone de travaux)¹
- Biomasse perdue remplacée par : 39 213,4 kg

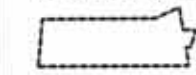
PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE



Projet de Gaz Métro Interventions projetées et remplacement de biomasse

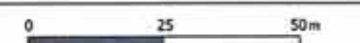
Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

Aire de travail temporaire située à plus de 200 mètres de la rivière des Prairies



- Parcelle A :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire permanente d'occupation du domaine public
- Parcelle B :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public
- Parcelle C :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Accès sporadique au sentier du parc-nature
- Parcelle MTQ :**
Lot 1 902 675 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public ministère des Transports du Québec

- Limites du parc-nature
- Limites de lots
- Sentier multifonctionnel
- Ruisseaux
- Fossés



Montreal
Direction des grands parcs et du verdissement
Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement
Auteur : Roxanne Lessard, M. Env. architecte paysagiste
Avril 2014
plan 03/03

ANNEXES C

Exigences

**AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES, GARANTIES ET
PROTECTION ENVIRONNEMENTALE**
CLAUSES TECHNIQUES

1. MESURES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

- 1.1 Pour empêcher le déversement des matériaux vers le milieu humide ou le littoral, tous les matériaux granulaires ou particuliers doivent être placés dans un site plat, sur un géotextile hydrofuge et doivent pouvoir être recouvert d'un plastique imperméable en cas de pluies et lors de l'absence des ouvriers sur le chantier. L'installation des aires d'entreposage devra être préalablement approuvée par l'Autorité compétente, qui pourra demander en tout temps un ajustement à cette dite zone d'entreposage.

Tout au long des travaux, un filtre composé d'une membrane géotextile doit être installé en aval des travaux, de part et d'autre du milieu humide, pour empêcher les particules en suspension de s'étaler et de créer un impact sur la faune.

- 1.2 L'entrepreneur est responsable de la fourniture de tous les matériaux, de l'outillage, de l'équipement et de la main d'œuvre requis pour compléter les travaux.

Les outils doivent être propres et affûtés pendant toute la durée des travaux arboricoles. Il est interdit d'utiliser des outils qui écrasent ou déchirent l'écorce. Les outils doivent être désinfectés par trempage ou par pulvérisation d'une solution désinfectante. Dans le cas de travaux sur des arbres malades, les outils doivent être désinfectés avant chaque coupe.

La machinerie devra toujours être en bon état, afin d'éviter tout déversement d'huile ou d'autres produits pouvant causer des dommages à l'environnement.

2. AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES

Les plans de l'annexe B visant la protection du milieu environnemental ont déjà été transmis à Gaz Métro.

2.1 Apports de matériaux de remblai

Advenant la nécessité d'apport de matériaux de remblai dans la Zone des travaux, Gaz Métro doit identifier la provenance des matériaux d'emprunt, fournir des échantillons de terre et leurs analyses chimiques pour fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.2 Apports de terre de culture

Advenant la nécessité d'apport de terre de culture dans la Zone des travaux, Gaz Métro doit identifier les sources d'approvisionnement des terres de culture, fournir des échantillons et les analyses chimiques de la terre de culture no 1 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbres et ensemencement) et de la terre de culture no 2 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbustes et des plantes herbacées) aux fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.3 Travaux de gazonnement

Advenant la nécessité de travaux de mise en place de gazon en plaques dans les Zone des travaux, Gaz Métro doit exécuter les travaux avec du gazon en plaque adaptées aux conditions locales et approuvées, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.4 Fourniture de végétaux, travaux de plantation et protection contre les rongeurs

Gaz Métro doit réaliser des plantations avec des espèces indigènes, adaptées aux conditions locales de chaque site. Il est entendu que les sources d'approvisionnement des végétaux et la qualité ce ceux-ci doivent être approuvées, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

Il est entendu que l'Autorité compétente identifiera les zones de plantation et fournira à Gaz Métro les types, les quantités et le calibre des végétaux en fonction de l'inventaire réalisé conjointement avant le début des travaux.

Il est entendu que la densité de plantation des végétaux est fixée à une distance de 1 à 1,5 mètre du centre d'un plant au centre de l'autre plant.

Gaz Métro devra installer une spirale de plastique autour des arbres nouvellement plantés pour les protéger contre les rongeurs.

2.5 Travaux de remise en état du chemin d'accès au stationnement, du stationnement et du sentier

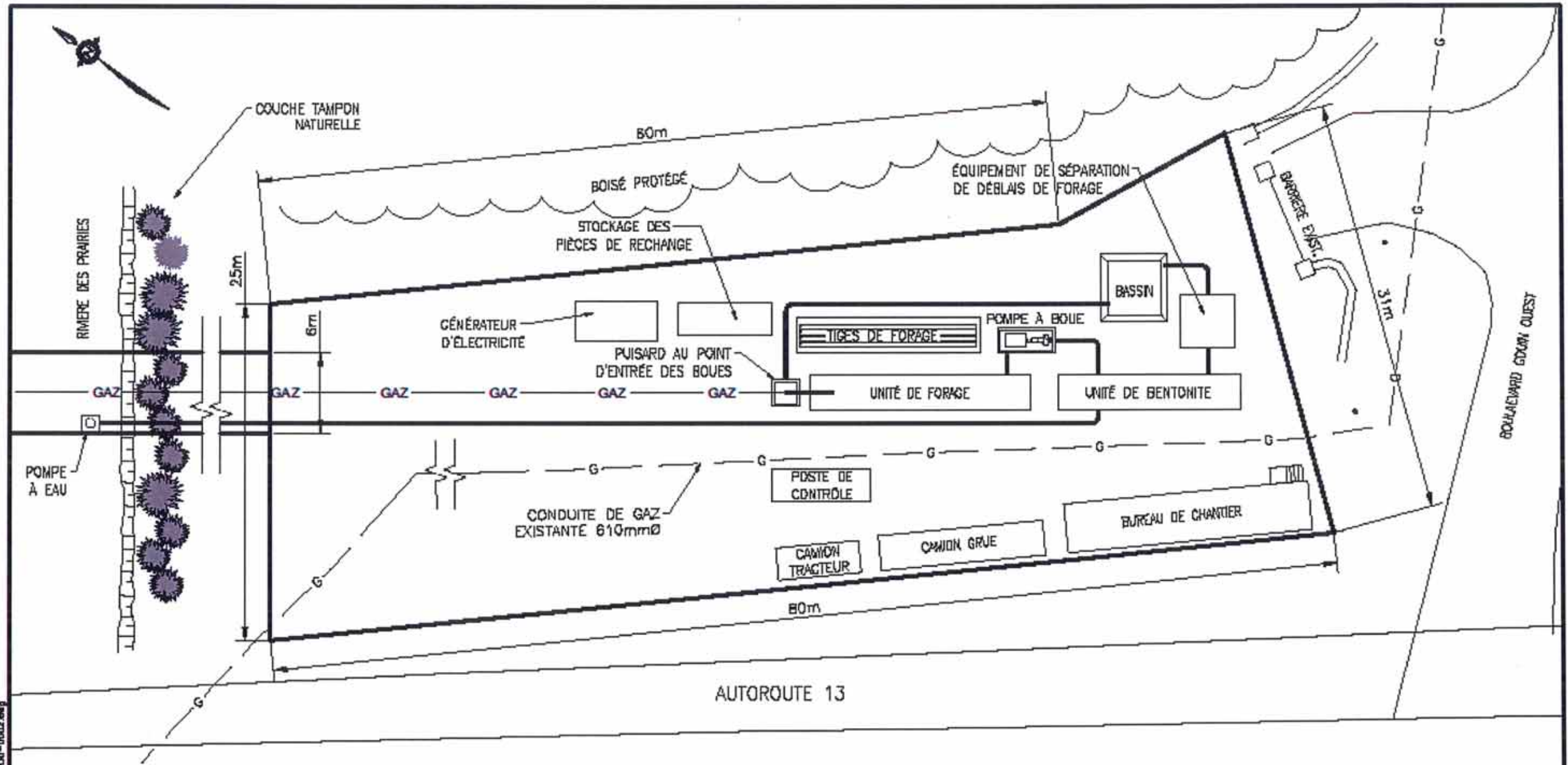
Il est entendu que Gaz Métro doit procéder à la remise en état du chemin d'accès au stationnement, du stationnement et du sentier d'accès au parc-nature selon les spécifications données par l'Autorité compétente, notamment en ce qui a trait au type et à la méthode d'installation du revêtement de pierre concassée.

3. GARANTIE

3.1 Gaz Métro doit garantir les végétaux pour une période minimale d'un (1) an après la fin des travaux de remise en état.

3.2 Il est entendu que Gaz Métro doit procéder au remplacement des végétaux n'ayant pas survécus à l'intérieur de la période de garantie.

ANNEXE D
Équipements



VUE EN PLAN
P.A.E

**NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION**

DERNIÈRE SAUVEGARDE: 2013/11/10 - 1:50pm
 CHEM: \\s1\04\Bureau\Desautels\614801-0000-0002.dwg

No	REV	DATE	BUT DE L'ÉMISSION	No	DESCRIPTION DE LA RÉVISION	DATE	*	**
3	00	2013/11/20	ÉNIS POUR INFORMATION					
2	FE	2013/11/11	ÉNIS POUR COMMENTAIRE CLIENT					
1	FA	2013/11/08	ÉNIS POUR COMMENTAIRE INTERNE	-				
REGISTRE D'ÉMISSION DU DESSIN					REGISTRE DES RÉVISIONS * CONÇU ** APPROUVÉ			

SNC-LABLIN 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) Canada H2Z 1Z3	CONÇU G. LANGLOIS	PROJET FORAGE HDD PONT LOUIS-BISSON
	DESSINÉ T. CACCIOLA	TITRE AIRE DE TRAVAIL TYPE FORAGE DIRIGÉ POINT D'ENTRÉE
CLIENT la vie en bleu	VÉRIFIÉ N.-A. CLOUTIER	No PROJET 614801
	APPROUVÉ G. LANGLOIS	SUBDIVISION 0000
	DATE 2013-11-11	SÉRIE 4P, DD
ÉCHELLE P.A.E.		RÉV. 0002 00



ANNEXE 2

ENTENTE SUR LES CONDITIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE CONDUITE DE GAZ NATUREL SOUTERRAINE DANS LE PARC- NATURE DU BOIS-DE-LIESSE

Intervenue à Montréal le _____ 2014.

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO, société en commandite légalement constituée ayant son siège au 1717, rue du Havre, à Montréal, province de Québec, H2K 2X3 représentée par _____, ses officiers dûment autorisés tel qu'ils le déclarent.

Ci-après nommée « **Gaz Métro** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le 1^{er} janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) (ci-après la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte et résolutions suivantes :

- a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et
- b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Gaz Métro et la Ville sont également collectivement désignées comme les « **Parties** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE Gaz Métro est un distributeur de gaz naturel détenant le droit exclusif de distribuer du gaz naturel sur un certain territoire, dont le territoire de la Ville;

ATTENDU QUE Gaz Métro doit enlever la conduite de gaz naturel sous le pont Bisson compte tenu des travaux de réfection du tablier du pont qui seront réalisés par le ministère des Transports du Québec (MTQ) en 2015;

ATTENDU que Gaz Métro désire installer une nouvelle conduite de gaz naturel souterraine en forage directionnel sur une partie du lot 1 898 888 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie intégrante du parc-nature du Bois-de-Liesse, le tout tel qu'indiqué sur le plan joint aux présentes comme annexe A;

ATTENDU QUE le lot 1 898 888 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal fait partie du domaine public de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville consent à ce que Gaz Métro procède aux travaux d'installation de cette conduite de gaz naturel souterraine, d'un lit d'anodes et ses composantes dans les limites du parc-nature du Bois-de-Liesse y compris l'installation de tous autres appareils, accessoires et pièces nécessaires, à certaines conditions;

ATTENDU QUE l'occupation du domaine public est régie par les articles 67 et 67.1 de la Charte;

ATTENDU QUE la Ville peut, en vertu de l'article 84 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, chapitre R-6.01) négocier une entente avec un distributeur gazier sur les conditions d'installation du réseau gazier sur le territoire de la Ville.

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent la nécessité d'établir les différentes modalités d'opération liées à l'exécution des travaux incluant, entre autres, la sécurisation du site, la communication d'informations aux citoyens, les mesures de restauration du milieu environnemental, la remise en état du terrain et l'application de mesures compensatoires.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS**

- 1.1. « **Autorité compétente** » : le chef de section – entretien section centre, de la division de la gestion de l'entretien et des opérations des grands parcs du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville;
- 1.3 « **Équipements** » : une conduite de gaz naturel souterraine, un lit d'anodes y compris tous autres appareils, accessoires, composantes et pièces nécessaires pour la transmission et la distribution du gaz naturel;
- 1.4 « **GUEPE** » : Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement;

- 1.5 « **Lit d'anodes** » : consiste en des barres de métal, localisées en souterrain, à l'écart de la conduite de gaz et captant la corrosion à la place de la conduite;
- 1.6 « **MDDELCC** » : Ministère du développement durable, de l'environnement et lutte contre le changement climatique;
- 1.7 « **Règlement** » : Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse.
- 1.8 « **Zone des travaux** » Des parties du lot 1 898 888 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le parc-nature du Bois-de-Liesse, utilisées pour les travaux d'installation des Équipements et limitées aux parcelles « A », « B » et « C » telles qu'identifiées sur le plan de l'annexe A de la présente entente.

ARTICLE 2 CONDITION

- 2.1 L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public accordée à Gaz Métro par le Règlement doit se limiter à la Zone des travaux et respecter les exigences des présentes.

ARTICLE 3 DURÉE

- 3.1 L'autorisation d'occupation du domaine public est temporaire et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées.
- 3.2 La durée des travaux prévue par Gaz Métro est d'environ trois (3) mois.
- 3.3 À défaut de respecter cet échéancier, Gaz Métro s'engage à aviser l'Autorité compétente dans les meilleurs délais pour convenir d'un nouvel échéancier.

ARTICLE 4 DÉSIGNATION DE LA ZONE DE TRAVAUX

- 4.1 L'accès au chantier, la circulation de la machinerie et des véhicules, ainsi que les aires d'entreposage de la machinerie et de matériaux seront limités à la Zone de travaux.

Néanmoins, les Parties conviennent que Gaz Métro ne pourra utiliser la Parcelle « C » qu'une fois par jour. L'accès à cette parcelle et son utilisation sont sujets au respect des conditions suivantes, à savoir :

- la camionnette utilisée devra être munie de gyrophares ;
- elle ne devra pas dépasser une vitesse de 20 km/hre ;
- un signaleur devra être présent devant le véhicule afin de pouvoir prévenir les usagers du parc;
- aucun entreposage de la machinerie et de matériaux ne pourra être effectué sur cette parcelle.

ARTICLE 5 **TRAVAUX**

5.1 De façon non limitative, les travaux consisteront aux interventions suivantes, à savoir :

- Le tirage, l'installation de la conduite de gaz naturel et l'implantation du Lit d'anodes (de 25 mètres de longueur par 6 mètres de largeur et d'une profondeur de 2,5 mètres) et de ses composantes sous le stationnement existant. Ce Lit d'anodes sera localisé à environ 50 mètres à l'est du tracé de la conduite de gaz naturel, tel qu'illustré en rose à l'annexe A de la présente entente;
- L'aménagement d'une aire de travail temporaire à plus de 200 mètres de la rivière des Prairies, devant comprendre plusieurs équipements (bureau de chantier, camions de poste de contrôle, unité de bentonite, bassin étanche, pompe de boue, équipements de confinement des boues de forage, trousse de récupération des hydrocarbures, unité de forage, tiges de forage, pièces de rechange, générateur d'électricité, puisard) tel qu'illustrés aux plans des annexes D et E des présentes ;
- Le ceinturage de la Zone des travaux en bordure de la rivière des Prairies avec des mesures de contrôle de l'érosion (barrière à sédiments en géotextile et ballot de paille, etc.) conformément aux exigences du MDDELCC ;
- Le forage et l'alésage du tunnel de la conduite de gaz naturel d'un diamètre de 900 mm, situé à une profondeur de 40 mètres sous le niveau du roc de la rivière des Prairies, tel qu'illustré aux annexes B et F de la présente entente ;
- Le cas échéant, la gestion de la bentonite et des résidus de forage sur le site, tous les résidus excédentaires devant être évacués hors site et disposés dans un site autorisé par le MDDELCC ;
- Le cas échéant, le brûlage des gaz résiduels de la conduite désaffectée ;
- Le cas échéant, le scellage des extrémités du segment de la conduite désaffectée;
- La protection et la restauration du milieu environnemental de même que la remise en état de l'ensemble des terrains affectés par la réalisation des travaux dans le domaine public tel que prévu aux présentes ;

- Tous autres travaux connexes.

ARTICLE 6 OBLIGATIONS DE GAZ MÉTRO

L'occupation temporaire du domaine public est conditionnelle à ce qui suit :

- 6.1 Gaz Métro assume, pour toute la durée de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'entière responsabilité de tout dommage causé dans le cours ou à l'occasion de l'exécution et durant la durée de travaux, qu'il s'agisse de dommages aux personnes ou aux biens publics ou privés ainsi que ceux pouvant être causés par ses employés ou ses entrepreneurs. À cet égard, Gaz Métro tiendra la Ville indemne, prendra fait et cause et la défendra contre toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, toute action qui pourrait lui être intentée et toute condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre la Ville, y compris les frais et accessoires.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, Gaz Métro, ses successeurs ou représentants, tiendront la Ville indemne de tout dommage causé aux Équipements par la Ville, ses employés ou ses entrepreneurs, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de ces derniers.

- 6.2 Compte tenu des travaux liés à l'installation des Équipements, Gaz Métro s'engage à protéger les milieux naturels situés à l'intérieur des limites de l'écoterritoire de la coulée verte du Ruisseau Bertrand et à y minimiser ses interventions dans la mesure du possible.
- 6.3 Gaz Métro doit prendre les mesures nécessaires pour limiter l'orniérage et la compaction des sols, à l'intérieur de la Zone de travaux, selon les techniques disponibles et approuvées par les Parties.
- 6.4 Gaz Métro doit donner à l'Autorité compétente un préavis minimum de trente (30) jours avant le début des travaux décrits à l'article 5 de la présente entente.
- 6.5 Au moins vingt et un (21) jours avant le début des travaux, une rencontre entre l'Autorité compétente et Gaz Métro doit être tenue à l'intérieur de la Zone des travaux afin de prendre connaissance du secteur où les arbres et arbustes sont susceptibles d'être affectés par les travaux.
- 6.6 Au moins quinze (15) jours avant le début des travaux, Gaz Métro doit soumettre à l'Autorité compétente:

6.6.1 Un plan identifiant :

6.6.1.1 le calibre et les espèces d'arbres et d'arbustes à protéger et élaborant les mesures de protection proposées; et

6.6.1.2 le calibre et les espèces d'arbres et d'arbustes que Gaz Métro devra abattre afin de permettre la réalisation des travaux;

Dans un délai de cinq (5) jours suivant la réception dudit plan, l'Autorité compétente donnera son approbation ou émettra ses commentaires, le cas échéant.

6.6.2 Un inventaire des nids d'oiseaux, situés dans les arbres ou arbustes devant être abattus afin de valider la limite de la Zone des travaux;

- 6.7 Conformément au plan visé à l'article 6.6.1 et aux commentaires émis par l'Autorité compétente, le cas échéant, Gaz Métro doit, avant le début des travaux, installer les mesures de protection autour des arbres et des arbustes identifiés et les maintenir en place jusqu'à la fin des travaux.
- 6.8 Au moins quinze (15) avant le début des travaux, Gaz Métro doit soumettre à l'Autorité compétente un certificat d'assurance prouvant que Gaz Métro détient une assurance-responsabilité au montant de quinze millions de dollars (15 000 000,00\$) par personne et par événement, pour blessures corporelles, décès et dommage matériels. Cette assurance responsabilité doit contenir un avenant désignant la Ville comme assurée additionnelle pour tout sinistre ayant trait à l'occupation du domaine public et doit préciser qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un préavis écrit de trente (30) jours adressé à l'Autorité compétente.
- 6.9 Avant le début des travaux, Gaz Métro doit installer des clôtures de protection solides, stables et recouvertes d'une toile anti-bruit au périmètre de la Zone des travaux, excluant les aires de circulation (le sentier multifonctionnel et le chemin d'accès au stationnement) ainsi qu'à la bordure du milieu humide, tel qu'illustré à l'annexe B de la présente entente. Ces clôtures doivent être préalablement approuvées par l'Autorité compétente et maintenues en place jusqu'à la fin des travaux.
- 6.10 Avant le début des travaux, Gaz Métro doit prouver à l'Autorité compétente qu'une somme de huit mille quatre cents dollars (8 400,00\$) a été remis à GUEPE, pour la perte de revenus nets liée à la perturbation des activités d'animation réalisées par ce dernier dans le parc-nature Bois-de-Liesse.
- 6.11 Pendant toute la durée des travaux, Gaz Métro doit s'assurer qu'il n'y ait aucune circulation et aucun entreposage de matériaux à l'intérieur des aires de protection des arbres et arbustes.
- 6.12 Pendant toute la durée des travaux, un surveillant des travaux de Gaz Métro doit être présent en tout temps dans la Zone des travaux afin de s'assurer que l'entrepreneur respecte les clauses des présentes.

- 6.13 Dans l'éventualité où Gaz Métro prévoit effectuer le brûlage des gaz de la conduite désaffectée dans la Zone de travaux, ce dernier s'engage à aviser l'Autorité compétente de l'emplacement exact prévu à cette fin, et ce, au moins quinze (15) jours avant le début des travaux et à obtenir toutes les autorisations requises.
- 6.14 Au moins quinze (15) jours avant le début des travaux, Gaz Métro avisera le public de la nature et la durée desdits travaux au moyen d'un avis publié dans un journal local de son choix et fournira à l'Autorité compétente le fichier électronique de cet avis.

De plus, pendant toute la durée des travaux, Gaz Métro doit installer et maintenir, pendant toute la durée des travaux, un panneau informant le public de la nature des travaux, selon les modalités suivantes :

- Un panneau d'information, de dimensions approuvées par l'Autorité compétente, devant être installé à l'endroit indiqué au plan de l'annexe B ;
- Gaz Métro doit inscrire sur le panneau ses coordonnées de référence afin que le public puisse obtenir l'information relative aux travaux sous sa responsabilité.

ARTICLE 7

REMISE EN ÉTAT DES LIEUX ET RESTAURATION

DU MILIEU ENVIRONNEMENTAL

- 7.1 Dans un délai de soixante (60) jours suivant la fin des travaux, Gaz Métro s'engage à remettre à leur état d'origine la Zone de travaux. Toutefois, dans l'éventualité où certains travaux de remise en état ne pourraient pas être complétés dans le délai précité, compte tenu de la période hivernale, notamment la plantation de végétaux, Gaz Métro devra compléter la remise en état de la Zone des travaux dans un délai de trente (30) jours suivant la période de dégel fixé annuellement par le Ministère des Transport applicable au territoire montréalais.

Il est entendu que la remise en état inclue notamment :

7.1.1 L'enlèvement des membranes ou autres matériaux de protection, l'enlèvement des fondations granulaires, l'enlèvement des pierres de grandes et moyennes dimensions, les opérations de décompactage des sols ;

7.1.2 La réinstallation de tous les éléments de signalisation du domaine public ayant été déplacés lors de la réalisation des travaux et à remettre en état le chemin d'accès au stationnement, le stationnement, le sentier multifonctionnel et les surfaces gazonnées affectées par la réalisation des travaux conformément aux exigences de l'annexe C. Ces travaux devront être préalablement approuvés par l'Autorité compétente ;

- 7.1.3 Le remplacement des arbres ou arbustes du domaine public ayant été affectés par la réalisation des travaux décrits à l'article 5.
- 7.2 Gaz Métro compense la biomasse perdue à l'occasion de ses travaux selon le calcul établi par la Ville, selon le plan visé à l'article 6.6.1, à l'aide d'un logiciel établi à cette fin, du nombre et des espèces d'arbres et arbustes à planter pour compenser cette perte de biomasse. À titre indicatif, le tableau de l'annexe B, fait état du nombre d'arbres à planter pour le remplacement de la biomasse perdue, si tous les arbres et arbustes se trouvant dans l'Emplacement devaient être abattus. Ce calcul sera remis à Gaz Métro lors de l'approbation du plan d'abattage par l'Autorité compétente.
- 7.3 La remise en état des lieux doit être effectuée selon les exigences de l'annexe C de la présente entente.

ARTICLE 8 **PRIX**

- 8.1 Gaz Métro s'engage à remettre à l'Autorité compétente, une somme de deux mille cinq cents dollars (2 500,00\$) pour la perte de revenus nets liée à la gestion et l'exploitation du stationnement du secteur de la Péninsule et pour perte de revenus nets liée à une diminution de l'achalandage du stationnement de la maison Pitfield du parc-nature du Bois-de-Liesse, considérant la durée des travaux spécifiée à l'article 3.2 des présentes.

ARTICLE 9 **MODALITÉS FINANCIÈRES**

- 9.1. Gaz Métro assumera la totalité des coûts liés à son occupation ainsi qu'à l'installation des Équipements sur le domaine public.

ARTICLE 10 **RESPECT DES LOIS, DE RÈGLEMENTS ET POLITIQUES**

- 10.1 Gaz Métro doit se conformer, à ses frais, aux lois et règlements municipaux applicables dans la Zone des travaux
- 10.2 Dans l'éventualité où un certificat d'autorisation du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs est requis pour l'installation des Équipements dans le domaine public, l'Autorité compétente s'engage à collaborer et à fournir tous les documents requis afin de permettre à Gaz Métro de l'obtenir, dans les meilleurs délais. Gaz Métro convient qu'elle ne tiendra en aucun cas la Ville responsable des inconvénients que ces exigences pourraient lui causer.

ARTICLE 11 **CESSION**

11.1 Les droits et les obligations contenus dans la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie.

ARTICLE 12
RENONCIATION

12.1 Gaz Métro peut renoncer à la présente occupation temporaire du domaine public, en tout temps avant le début des travaux, en adressant un avis écrit à l'Autorité compétente.

ARTICLE 13
MODIFICATION

13.1 Toute modification du contenu des présentes doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les Parties et faire l'objet d'un avenant et d'une modification réglementaire par la Ville.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé à Montréal, ce _____ jour
d'_____ 2014.

GAZ MÉTRO

par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

par :

Colette Fraser
Greffière adjointe

LISTE DES ANNEXES

Annexe A – Plan de localisation des travaux et occupation du domaine public

Annexe B – Plans du milieu environnemental et interventions prévues par Gaz Métro

Annexe C – Aménagement des ouvrages et garanties

Annexe D – Plan d’arpentage soumis par Gaz Métro

Annexe E – Disposition des équipements dans l’aire de travail

Annexe F – Plans techniques soumis par Gaz Métro

**Annexe A – Plan de localisation des travaux
et occupation du domaine public**

CB



**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**

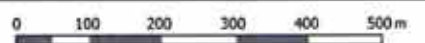


**Projet de Gaz Métro
Localisation des travaux**

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro
- Limites des arrondissements
- Limites du parc-nature
- Sentier multifonctionnel
- Limites des parcs locaux
- Ruisseaux
- Fossés

- Bâtiments d'intérêt patrimonial**
- | | |
|-----------------------|----------------------|
| 1 Maison Pitfield | 4 Maison du Ruisseau |
| 2 Maison du jardinier | 5 Bureau GUEPE |
| 3 Maison du gardien | 6 Accueil des Champs |



Agrandissement

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel souterraine par forage directionnel

Conduite de 900 mm Ø, située à une profondeur de 40 mètres sous le lit de la rivière des Prairies

Accès au chantier par le pont Bisson

Montréal

Direction des grands parcs et du verdissement
Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env. architecte paysagiste
Avril 2014
plan 01/02



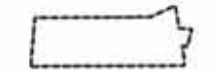
**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSÉ**



**Projet de Gaz Métro
Occupation du domaine public**

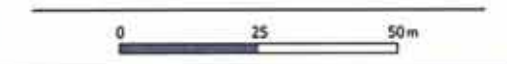
**Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel
localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature**

Aire de travail temporaire située à plus
de 200 mètres de la rivière des Prairies



- Parcelle A :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire permanente d'occupation du domaine public
- Parcelle B :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public
- Parcelle C :**
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Accès sporadique au sentier
du parc-nature
- Parcelle MTQ :**
Lot 1 902 675 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public
ministère des Transports du Québec

- Limites du parc-nature
- Limites de lots
- Sentier multifonctionnel
- Ruisseaux
- Fossés



Montréal

Direction des grands parcs
et du verdissement
Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Eriv.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 02/02

**Annexe B – Plans du milieu environnemental
et interventions prévues par Gaz Métro**

CB



**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**

**Projet de Gaz Métro
Herpétofaune**

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro █
- Limites des arrondissements —
- Limites du parc-nature —
- Sentier multifonctionnel ~
- Limites des parcs locaux █
- Ruisseaux —
- Fossés —

- Herpétofaune - 2007**
- Couleuvre brune
 - Couleuvre rayée
 - Grenouille léopard
 - Grenouille verte
 - Ouagouaron
 - Rainette crucifère
 - Salamandre à points bleus
 - Tortue à oreilles rouges
 - Tortue géographique
 - Tortue peinte

- Herpétofaune - 2000**
- ◆ Couleuvre brune
 - ◆ Couleuvre rayée
 - ◆ Crapaud d'Amérique
 - ◆ Grenouille des bois
 - ◆ Grenouille léopard
 - ◆ Grenouille verte
 - ◆ Ouagouaron
 - ◆ Necture tacheté
 - ◆ Tortue géographique
 - ◆ Tortue à oreilles rouges
 - ◆ Tortue peinte
 - ◆ Salamandre à points bleus



Montréal
 Direction des grands parcs
 et du verdissement
 Section - Planification et contrôle des projets
 Division - Bureau de projets d'aménagement
 Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
 architecte paysagiste
 Avril 2014
 plan 01/03

PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSÉ



Projet de Gaz Métro
Communautés végétales

Projet de relocation d'une conduite de gaz naturel
localisée sous le Pont Blisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro
- Limites des arrondissements
- Limites du parc-nature
- Sentier multifonctionnel
- Limites des parcs locaux
- Ruisseaux Fossés

Communautés végétales - 2012

- Aire aménagée
- Aire anthropique
- Plantation d'arbres et d'arbustes
- Chênaie rouge
- Érablière sucrière à tilleul d'Amérique
- Frênaie de Pennsylvanie
- Friche à saule pétiolé
- Milieu humide
- Noyeraie noire
- Ormaie d'Amérique à frêne de Pennsylvanie
- Peupleraie deltaïde à frêne de Pennsylvanie
- Peupleraie deltaïde sur site loameux
- Tilleriaie à caryer cordiforme

Plantes à statut précaire - 2012

- Acer nigrum
- Apocynum androsaemifolium
- Carya ovata
- Celtis occidentalis
- Juglans cinerea
- Matteucia struthiopteris
- Sanguinaria canadensis
- Staphylea trifolia
- Trillium grandiflorum
- Uvularia grandiflora

Codes	Type de milieu	Superficie par milieu	Superficie arrondissement	%	Superficie arrondissement
①	Noyeraie noire	2 719 ha	0,0282 ha	1,4%	0,0282 ha
②	Ormaie d'Amérique à frêne de Pennsylvanie	0,7837 ha	0,0082 ha	0,7%	0,0082 ha



Montréal
 Direction des grands parcs
 et du verdissement
 Section - Planification et contrôle des projets
 Division - Bureau de projets d'aménagement
 Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
 architecte paysagiste
 Avril 2014
 plan 02/03



**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**



Projet de Gaz Météo
Interventions projetées et remplacement de biomasse

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

Aire de travail temporaire située à plus de 200 mètres de la rivière des Prairies



Parcelle A :
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire permanente d'occupation du domaine public

Parcelle B :
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public

Parcelle C :
Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Accès sporadique au sentier du parc-nature

Parcelle MTQ :
Lot 1 902 675 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public ministère des Transports du Québec

Limites du parc-nature
Limites de lots
Sentier multifonctionnel
Ruisseaux Fossés

0 25 50 m



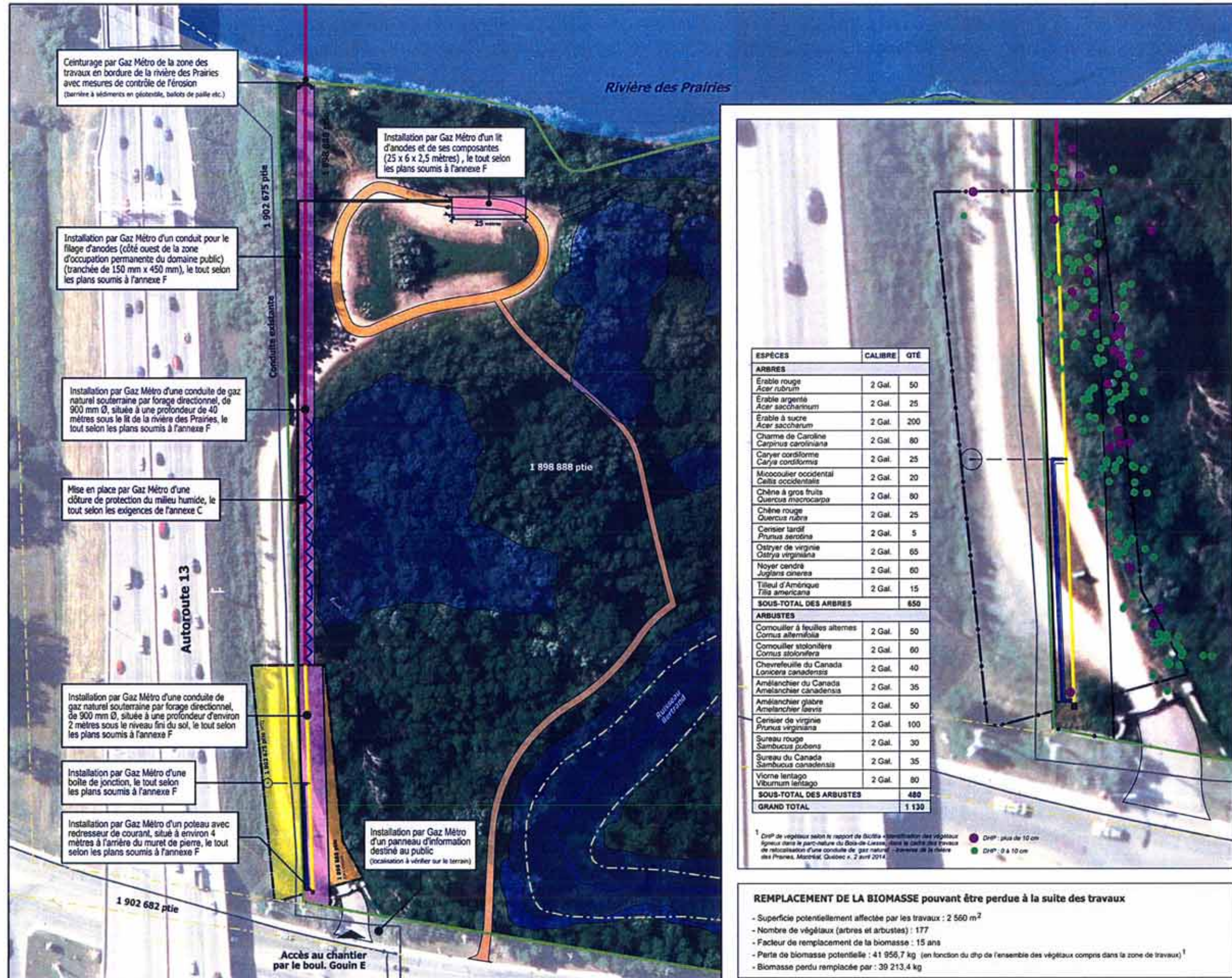
Montreal

Direction des grands parcs
et du verdissement

Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 03/03



Annexe C – Aménagement des ouvrages et garanties

CB

AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES, GARANTIES ET PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

CLAUSES TECHNIQUES

1. MESURES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

- 1.1 Pour empêcher le déversement des matériaux vers le milieu humide ou le littoral, tous les matériaux granulaires ou particuliers doivent être placés dans un site plat, sur un géotextile hydrofuge et doivent pouvoir être recouvert d'un plastique imperméable en cas de pluies et lors de l'absence des ouvriers sur le chantier. L'installation des aires d'entreposage devra être préalablement approuvée par l'Autorité compétente, qui pourra demander en tout temps un ajustement à cette dite zone d'entreposage.

Tout au long des travaux, un filtre composé d'une membrane géotextile doit être installé en aval des travaux, de part et d'autre du milieu humide, pour empêcher les particules en suspension de s'étaler et de créer un impact sur la faune.

- 1.2 L'entrepreneur est responsable de la fourniture de tous les matériaux, de l'outillage, de l'équipement et de la main d'œuvre requis pour compléter les travaux.

Les outils doivent être propres et affûtés pendant toute la durée des travaux arboricoles. Il est interdit d'utiliser des outils qui écrasent ou déchirent l'écorce. Les outils doivent être désinfectés par trempage ou par pulvérisation d'une solution désinfectante. Dans le cas de travaux sur des arbres malades, les outils doivent être désinfectés avant chaque coupe.

La machinerie devra toujours être en bon état, afin d'éviter tout déversement d'huile ou d'autres produits pouvant causer des dommages à l'environnement.

2. AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES

Les plans de l'annexe B visant la protection du milieu environnemental ont déjà été transmis à Gaz Métro.

2.1 Apports de matériaux de remblai

Advenant la nécessité d'apport de matériaux de remblai dans la Zone des travaux, Gaz Métro doit identifier la provenance des matériaux d'emprunt, fournir des échantillons de terre et leurs analyses chimiques pour fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.2 Apports de terre de culture

Advenant la nécessité d'apport de terre de culture dans la Zone des travaux, Gaz Métro doit identifier les sources d'approvisionnement des terres de culture, fournir des échantillons et les analyses chimiques de la terre de culture no 1 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbres et ensemencement) et de la terre de culture no 2 (Mélange Ville de Montréal pour la plantation des arbustes et des plantes herbacées) aux fins d'approbation, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.3 Travaux de gazonnement

Advenant la nécessité de travaux de mise en place de gazon en plaques dans les Zone des travaux, Gaz Métro doit exécuter les travaux avec du gazon en plaque adaptées aux conditions locales et approuvées, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

2.4 Fourniture de végétaux, travaux de plantation et protection contre les rongeurs

Gaz Métro doit réaliser des plantations avec des espèces indigènes, adaptées aux conditions locales de chaque site. Il est entendu que les sources d'approvisionnement des végétaux et la qualité ce ceux-ci doivent être approuvées, dans les cinq (5) jours, par l'Autorité compétente.

Il est entendu que l'Autorité compétente identifiera les zones de plantation et fournira à Gaz Métro les types, les quantités et le calibre des végétaux en fonction de l'inventaire réalisé conjointement avant le début des travaux.

Il est entendu que la densité de plantation des végétaux est fixée à une distance de 1 à 1,5 mètre du centre d'un plant au centre de l'autre plant.

Gaz Métro devra installer une spirale de plastique autour des arbres nouvellement plantés pour les protéger contre les rongeurs.

2.5 Travaux de remise en état du chemin d'accès au stationnement, du stationnement et du sentier

Il est entendu que Gaz Métro doit procéder à la remise en état du chemin d'accès au stationnement, du stationnement et du sentier d'accès au parc-nature selon les spécifications données par l'Autorité compétente, notamment en ce qui a trait au type et à la méthode d'installation du revêtement de pierre concassée.

3. GARANTIE

- 3.1 Gaz Métro doit garantir les végétaux pour une période minimale d'un (1) an après la fin des travaux de remise en état.
- 3.2 Il est entendu que Gaz Métro doit procéder au remplacement des végétaux n'ayant pas survécus à l'intérieur de la période de garantie.

CB

Annexe D – Plan d’arpentage soumis par Gaz Métro

CB

80

DATE: 18 271 NORD: 12 132 DOSSIER: 4122
 CHANTI: 11000
 MAINTENANT: SITE DE TRAVAIL ET VILLE DE MONTRÉAL
 PROJET: BOULEVARD LEVESQUE ET RIVERIE DES PRAIRIES
 CHANTIER: BOULEVARD LEVESQUE
 VOT: 1400
 PLAN: 1400-1400-1400
 Date: 18 271

PLAN DE LOCALISATION

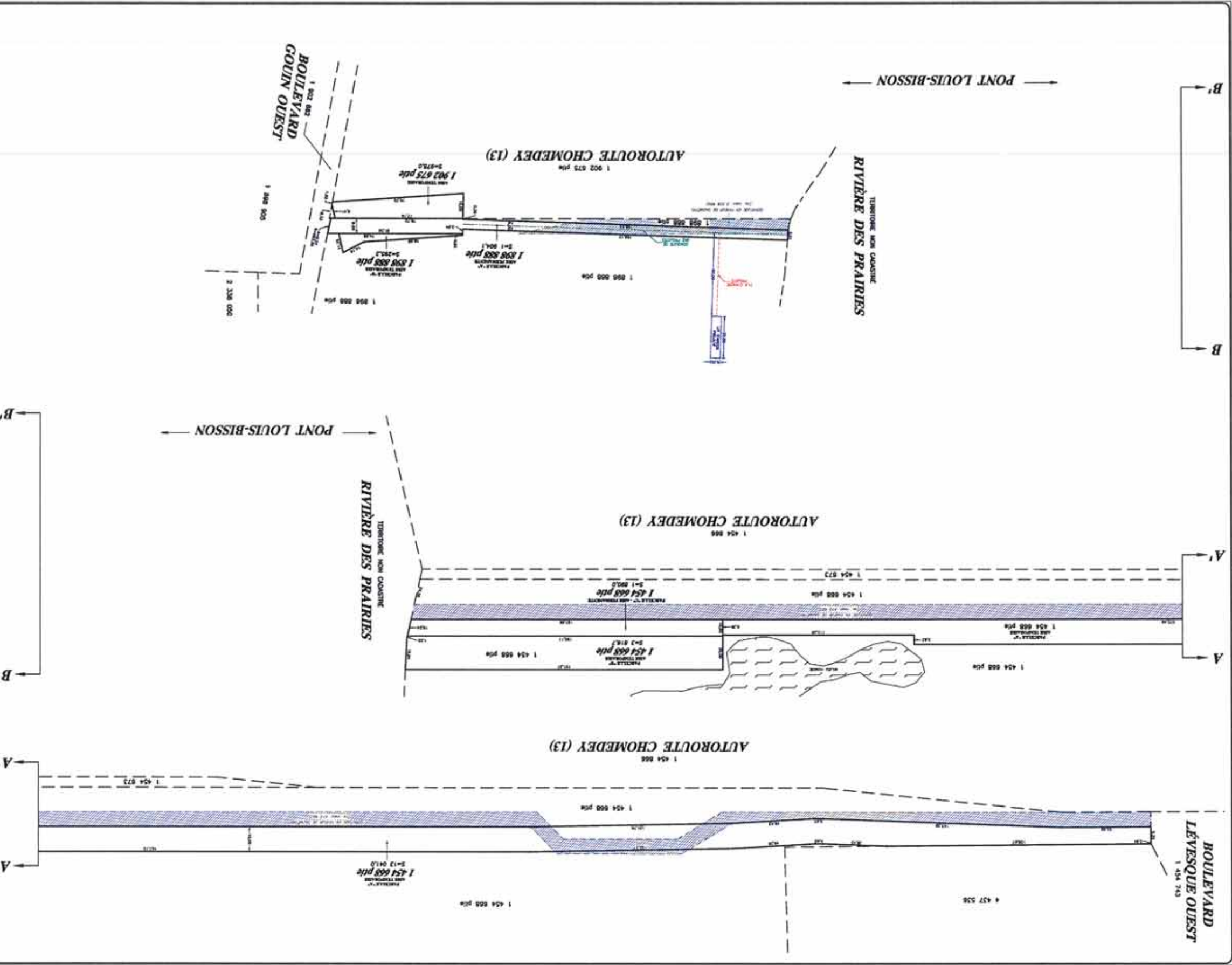


Le service technique est en mesure de vous offrir des plans et des documents en format PDF.
 V/S NON-CLASSÉ



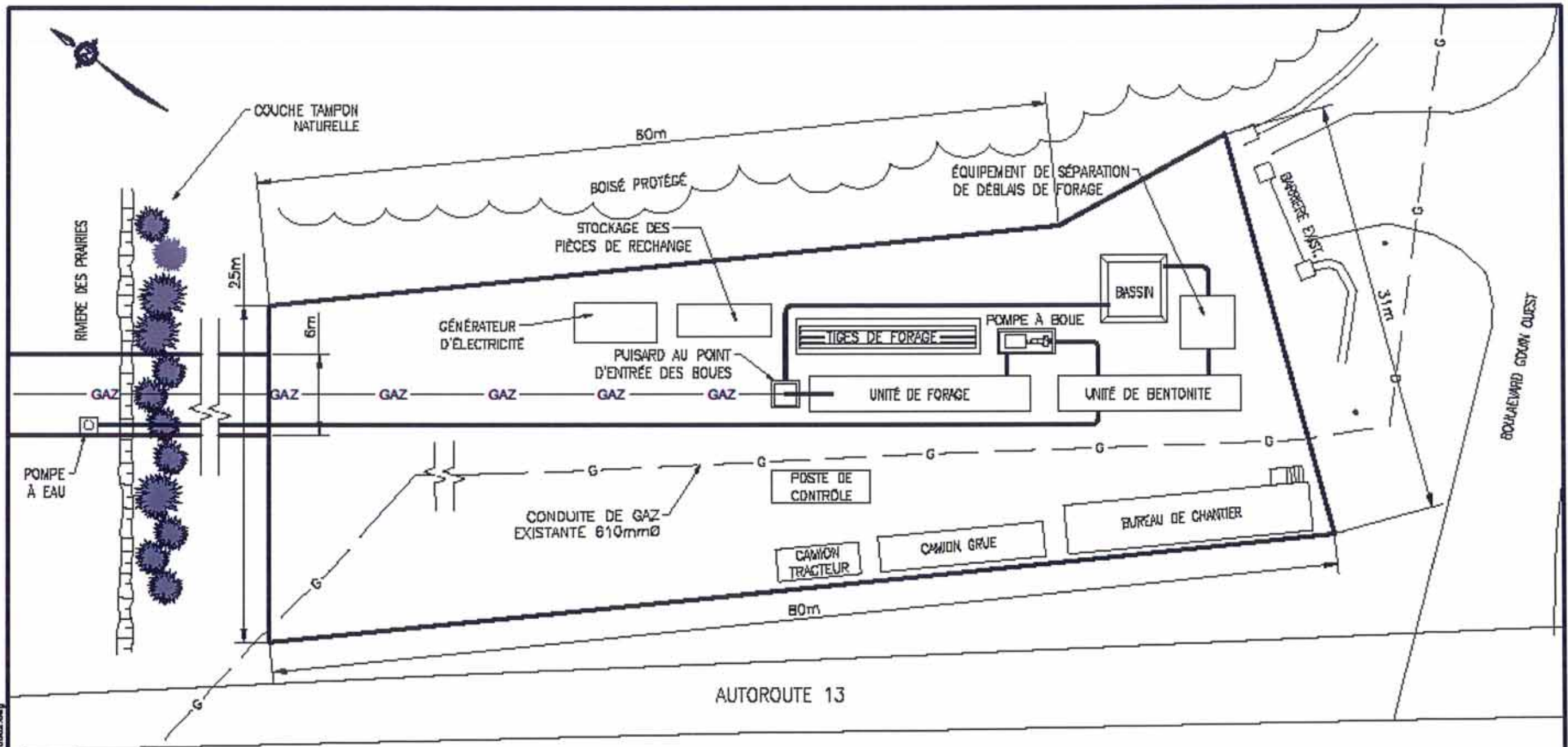
Le plan de localisation est en mesure de vous offrir des plans et des documents en format PDF.
 NUTRIS

N°	REVISIONS	DATE



Annexe E – Disposition des équipements dans l'aire de travail

CB



VUE EN PLAN
P.A.E

**NE PAS UTILISER
POUR CONSTRUCTION**

DERNIÈRE SAUVEGARDE: 2013/11/10 - 15:50pm
 CHEM: W:\01\01\BIBLIA\BIBLIA\0114801-0000-4F00-0002.dwg

No	DATE (a/m/a)	BUT DE L'ÉMISSION	No	DESCRIPTION DE LA RÉVISION	DATE (a/m/a)	*	**
3	00	2013/11/20		ÉVIS POUR INFORMATION			
2	PE	2013/11/11		ÉVIS POUR COMMENTAIRE CLIENT			
1	PA	2013/11/08		ÉVIS POUR COMMENTAIRE INTERNE			

REGISTRE D'ÉMISSION DU DESSIN

No	DATE (a/m/a)	BUT DE L'ÉMISSION	No	DESCRIPTION DE LA RÉVISION	DATE (a/m/a)	*	**

REGISTRE DES RÉVISIONS * CONÇU ** APPROUVÉ

SCHEM PROFESSIONNEL

SNC-LABALIN

SNC-LABALIN
455, boul. Paré-Lafontaine Ouest
Montréal (Québec)
Carré 182 123

CLIENT

GazMétro
la vie en bleu

CONÇU	G. LANGLOIS
DESSINÉ	T. CACCIELA
VÉRIFIÉ	N.-A. CLOUTIER
APPROUVÉ	G. LANGLOIS
DATE	2013-11-11
ÉCHELLE	P.A.E.

PROJET	FORAGE HDD PONT LOUIS-BISSON				
TITRE	AIRE DE TRAVAIL TYPE FORAGE DIRIGÉ POINT D'ENTRÉE				
No PROJET	SUBDIVISION	SHEET	SERIE	FOLI	
614801	0000	4P, DC	0002	00	

Annexe F – Plans techniques soumis par Gaz Métro

CB

Dossier # : 1144240001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , Section développement et partenariat
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du domaine public aux fins d'une conduite de gaz naturel dans le parc-nature du Bois-de-Liesse ».



[Annexe A Plan BDL Règlement Gaz Métro Plan de localisation \(1\).pdf](#)



[Annexe A Plan BDL Règlement Gaz Métro Occupation domaine public \(2\).pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DESJARDINS
Conseillère en aménagement

Tél : 514-868-4500
Télécop. : 514 872-1458

PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE



Projet de Gaz Métro Localisation des travaux

Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature

- Zone générale des travaux Gaz Métro
- Limites des arrondissements
- Limites du parc-nature
- Sentier multifonctionnel
- Limites des parcs locaux
- Ruisseaux
- Fossés

- Bâtiments d'intérêt patrimonial**
- | | |
|-----------------------|----------------------|
| 1 Maison Pitfield | 4 Maison du Ruisseau |
| 2 Maison du jardinier | 5 Bureau GUEPE |
| 3 Maison du gardien | 6 Accueil des Champs |



Montréal

Direction des grands parcs
et du verdissement

Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'am nement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 01/02



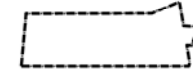
**PARC-NATURE
DU BOIS-DE-LIESSE**



**Projet de Gaz Métro
Occupation du domaine public**

**Projet de relocalisation d'une conduite de gaz naturel
localisée sous le Pont Bisson dans le parc-nature**

Aire de travail temporaire située à plus
de 200 mètres de la rivière des Prairies



Parcelle A :

Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire permanente d'occupation du domaine public



Parcelle B :

Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public



Parcelle C :

Parc-nature : lot 1 898 888 ptie
Accès sporadique au sentier
du parc-nature



Parcelle MTQ :

Lot 1 902 675 ptie
Aire temporaire d'occupation du domaine public
ministère des Transports du Québec



Limites du parc-nature



Limites de lots



Sentier multifonctionnel



Ruisseaux



Fossés



0 25 50 m



Montréal

Direction des grands parcs
et du verdissement

Section - Planification et contrôle des projets
Division - Bureau de projets d'aménagement

Auteur : Roxanne Lessard, M. Env.
architecte paysagiste

Avril 2014
plan 02/02





Dossier # : 1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, le lot 1 155 549 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies -Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 68,6 m².

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2014-05-30 11:33

Signataire :

Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, les propriétaires du 3594, 40^e Avenue ont entamé des démarches auprès de la Ville de Montréal pour acquérir un résidu de terrain.

Cependant, le terrain concerné est localisé dans l'écoterritoire de la trame verte de l'Est. Suivant l'article 37 du Décret d'agglomération (1229-2005, 8 décembre 2005) et son annexe, les écoterritoires sont des équipements d'intérêt collectif. De ce fait, la Ville de Montréal, qui est propriétaire de ces équipements ne peut les aliéner. L'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) stipule que le conseil d'agglomération peut, par règlement, modifier la liste des équipements d'intérêt collectif. Alors, la Ville ne peut aliéner les terrains privés ou publics situés à l'intérieur des écoterritoires à moins que ceux-ci soient retranchés de la liste des équipements d'intérêt collectif.

Bien que la Direction des grands parcs et du verdissement (la « DGPV ») discute actuellement avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « MAMOT ») relativement à l'exclusion en bloc de plusieurs propriétés municipales de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est, la DGPV est favorable à l'exclusion prévue au présent sommaire.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière souhaite, en collaboration avec l'Arrondissement et les services concernés, extraire de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est, le lot 1 155 549 du cadastre du Québec destiné aux fins d'assemblage par le propriétaire riverain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

La Ville de Montréal est propriétaire d'un résidu de terrain situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39^e Avenue et la 40^e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Quand l'exclusion de ce résidu de terrain sera réalisée, la Ville pourra le vendre aux propriétaires de la résidence située au 3594, 40^e Avenue à Mme Karine Béliveau-White et M. Robert Doiron, lesquels ont manifesté leur intérêt d'acquérir ce terrain, à des fins d'assemblage, pour régulariser les titres de leur propriété. Il est à noter que ce résidu peut être mis en valeur seulement qu'en étant assemblé à la propriété des requérants.

Le terrain à exclure de l'écoterritoire est illustré par une zone hachurée sur les plans B et C ci-joints. Il est constitué par le lot 1 155 549 du cadastre du Québec, d'une superficie de 68,6 m², lequel est borné au sud-est par le lot 1 155 534, au nord-est par le boulevard Henri-Bourassa et au sud par le lot 4 122 307 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière recommande de retirer ce terrain de l'écoterritoire pour les motifs suivants :

- Le terrain retiré de la liste des équipements d'intérêt collectif n'a aucune valeur sur le plan écologique.
- La DGPV et l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles ont été consultés et ont respectivement émis un avis favorable à cette opération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a pas lieu d'obtenir une intervention du Service des finances puisque, selon l'article 37 du Décret, la gestion des équipements, infrastructures, et activités (énumérées à l'annexe du Décret), le financement des dépenses qui y sont liées et l'utilisation des revenus qu'ils produisent ne s'appliquent pas aux écoterritoires. Dans ce cas, la gestion est assumée par la municipalité liée sur le territoire où est situé l'écoterritoire. Le lot retranché est sans valeur écologique et ne fait pas partie d'un parc. De plus, aucune condition ou modalité n'est prévue au règlement afin d'assurer la transition puisque l'immeuble n'a pas été financé par des revenus d'agglomération.

Le retrait de ce lot de l'écoterritoire n'entraîne aucune dépense pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le terrain concerné par la présente exclusion n'a pas de valeur écologique et se situe à l'extérieur de la zone de conservation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le terrain ne fait pas l'objet d'un règlement d'exclusion de l'écoterritoire, la Ville ne peut pas l'aliéner.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise à ce stade.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation de ce retrait par le conseil d'agglomération et par le MAMOT;
2. Approbation du projet d'acte de vente;
3. Signature de l'acte de vente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (Sabin TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :

Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction (Christiane DESJARDINS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Avis favorable avec commentaires :

Service des infrastructures_voirie et transports , Direction (Daniel BROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-15

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Michel NADEAU
Directeur, pour :
Jacques A. Ulysse
Directeur par intérim
Service de la gestion et de la planification
immobilière

Tél : 514-872-5844

Approuvé le : 2014-05-21

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jacques A. ULYSSE
Directeur général adjoint

Tél : 514-872-2573

Approuvé le : 2014-05-21

Dossier # : 1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la géomatique n'a pas d'objection au retrait de la trame verte de l'Est du lot 1 155 549. Ce lot fait partie du domaine public de la Ville et devra en être distrait lors de la vente de celui-ci. De plus une servitude pour utilités publiques devra être conservée afin de protéger les installations de télécommunication et de transport d'énergie électrique.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BROUSSEAU
Chef de section géomatique
Tél : 514-872-4036

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-29

Luc LÉVESQUE
Chef de division géomatique
Tél : 514-872-4659
Division : Division de la Géomatique

Dossier # : 1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Depuis 2008, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et le Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal (SGPVMR) ont travaillé ensemble pour identifier tous les terrains de propriété municipale à l'intérieur des écoterritoires devant être conservés dans le domaine immobilier de la Ville de Montréal, compte tenu de leur valeur écologique et ceux, n'ayant aucun intérêt écologique, pouvant être exclus et susceptibles d'être aliénés. Ainsi certains stationnements, certaines ruelles et autres terrains résiduels, sans aucun intérêt écologique, sont susceptibles d'être aliénés par la Ville de Montréal. À l'issue de ce travail, la SGPI devait adopter un règlement d'exclusion en bloc des propriétés municipales sans intérêt écologique dans les écoterritoires afin de rationaliser les démarches administratives. Ce règlement n'étant pas encore terminé, la SGPI doit continuer de procéder à la pièce à certaines exclusions nécessaires. D'ailleurs, à cet effet, le SGPI et le SGPVMR ont récemment exposé aux représentants du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) l'urgence et les raisons de ces exclusions qui exigent leur approbation.

Le lot 1 155 549 n'ayant aucune valeur écologique, il avait déjà été identifié dans la liste de l'ensemble des propriétés municipales à exclure des écoterritoires et pour lesquels le CE a donné son accord de principe en juin 2013 (CE 13 0888).

[lot 1 155 549 - trame verte.pdf](#)**NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**

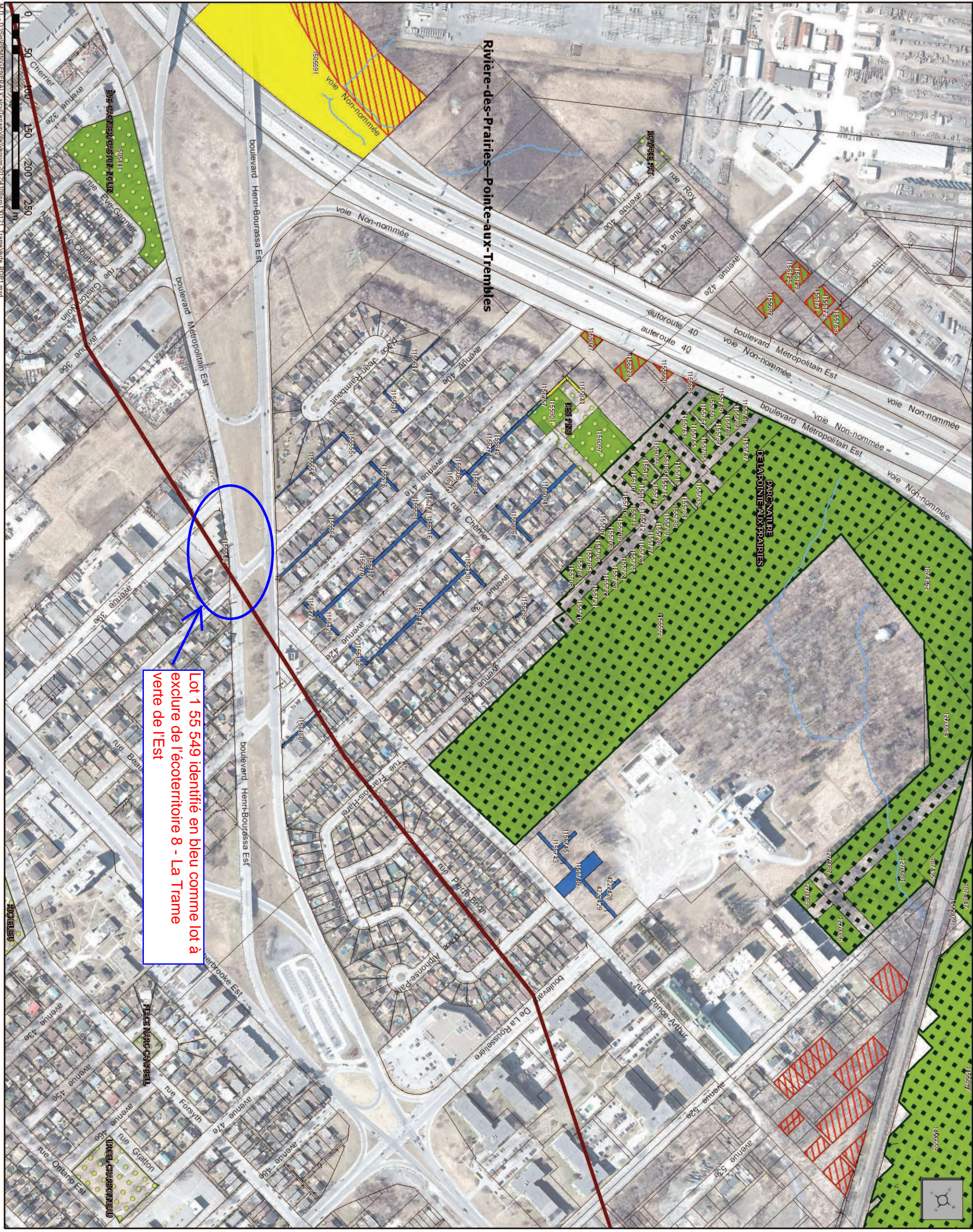
RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christiane DESJARDINS
Conseillère en aménagement
Tél : 868-4500

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-27

Daniel HODDER
Chef de division
Tél : 872-1712
Division : Stratégies, programmes et politiques



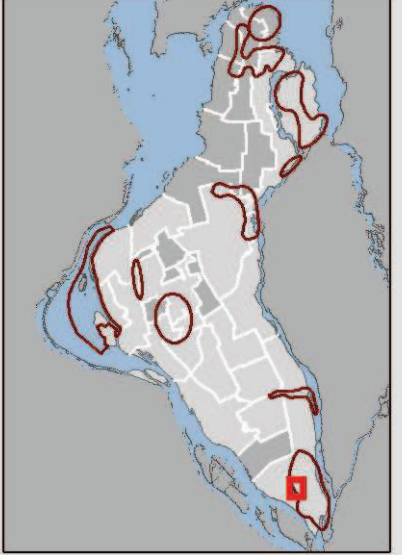
Lot 1 55 549 identifié en bleu comme lot à exclure de l'écoterritoire 8 - La Trame verte de l'Est

Programmes de conservation et d'exclusion des terrains municipaux dans les écoterritoires

Écoterritoire 8 - La trame verte de l'Est (arrondissement RDP-PAT - agrandissement #5)
 Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels

- lot à maintenir dans l'écoterritoire
- lot devant faire l'objet d'une opération cadastrale pour une action de conservation et/ou une exclusion
- lot à exclure de l'écoterritoire
- partie de lot à exclure de l'écoterritoire
- action à prendre pour la conservation sur un lot ou une partie de lot
- écoterritoire
- grand parc
- parc local
- cadastre
- limite municipale
- cours d'eau

Orthophotos : © Communauté métropolitaine de Montréal, 2009



Dossier # : 1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

SENS DE L'INTERVENTIONDocument(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le règlement donnant suite à la recommandation du service. Il est essentiel que le conseil municipal adopte une résolution pour manifester son accord, sous réserve de l'adoption par le conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe I du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) », eu égard aux effets découlant de l'entrée en vigueur de ce règlement, le tout conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 116 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001).

[projet de règlement-version finale 28-05-2014.pdf](#)14-001586

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTIONCaroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2014-05-29

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG _____



**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION MODIFIANT
L'ANNEXE DU DÉCRET CONCERNANT L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
(1229-2005, 8 décembre 2005)**

ATTENDU que la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est propriétaire du lot 1 155 549 du cadastre du Québec (ci-après le « **Terrain 1** »);

ATTENDU que le Terrain 1 est situé dans l'écoterritoire de la trame verte de l'Est;

ATTENDU que madame Karine BÉLIVEAU-WHITE et monsieur Robert DOIRON sont propriétaires d'un immeuble situé au 3594, 40^e Avenue, à Montréal, province de Québec connu est désigné comme étant le lot numéro 1 155 534 du cadastre du Québec (le « **Terrain 2** »);

ATTENDU que madame Karine BÉLIVEAU-WHITE et monsieur Robert DOIRON désirent acquérir de la Ville le Terrain 1 afin de régulariser leurs titres de propriété;

ATTENDU que, suivant la signature de l'acte de vente, le Terrain 1 sera assemblé au Terrain 2;

ATTENDU que l'écoterritoire de la trame verte de l'Est est un équipement d'intérêt collectif au sens de l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (le « **Décret** »);

ATTENDU qu'en vertu de cette disposition, la municipalité propriétaire d'un immeuble d'intérêt collectif ne peut l'aliéner;

ATTENDU que le conseil d'agglomération souhaite favoriser la protection de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est mais que le Terrain, bien que situé dans cet écoterritoire, n'a aucune valeur sur le plan écologique;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'exclure expressément le Terrain de la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif jointe à l'annexe du Décret afin que la Ville puisse consentir des droits valides à l'occasion des différentes transactions immobilières envisagées;

VU l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre « Les écoterritoires suivants : » de l'Annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) est modifié par l'ajout du sous-sous-paragraphe suivant au sous-paragraphe 8° :

n) du lot 1 155 549 du cadastre du Québec;

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

N° dossier : 1144386004

Dossier # : 1144386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de la trame verte de l'Est, à des fins résidentielles, un résidu de terrain, d'une superficie de 68,6 m ² , situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39e Avenue et la 40e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5379-07

RÉSUMÉ DE TRANSACTION IMMOBILIÈRE



Résumé de transaction immobilière 12-0362.doc

PLANS A - B - C et P



5-5379-7A.pdf5-5379-7B.pdf5-5379-7C.pdf5-5379-7P.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

Denis Sauvé
Chef de section
Tél. : 514 872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1144386004 / Mandat n° 12-0362-T

Description de la transaction :

- **Type de transaction :** Exclusion du terrain de l'écoterritoire par le règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)
- **Localisation :** Résidu de terrain situé au sud-est du boulevard Henri-Bourassa entre la 39^e Avenue et la 40^e Avenue dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- **Lot :** 1 155 549 du cadastre du Québec
- **Superficie :** 68,6 m² (738 pi²)
- **Zonage :** Habitation
- **Particularités :** Le lot décrit ci-dessus fait partie de la trame verte de l'Est. Dans un prochain sommaire ce résidu de terrain sera vendu au propriétaire riverain à des fins d'assemblage.

Acheteur : Ne s'applique pas

Prix de vente: Ne s'applique pas

Valeur marchande : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier: Ne s'applique pas

Valeur aux livres : Ne s'applique pas - domaine public

Raison du prix de vente : Ne s'applique pas

Préparé par :

Jocelyne Boulanger Téléphone : 2-2009

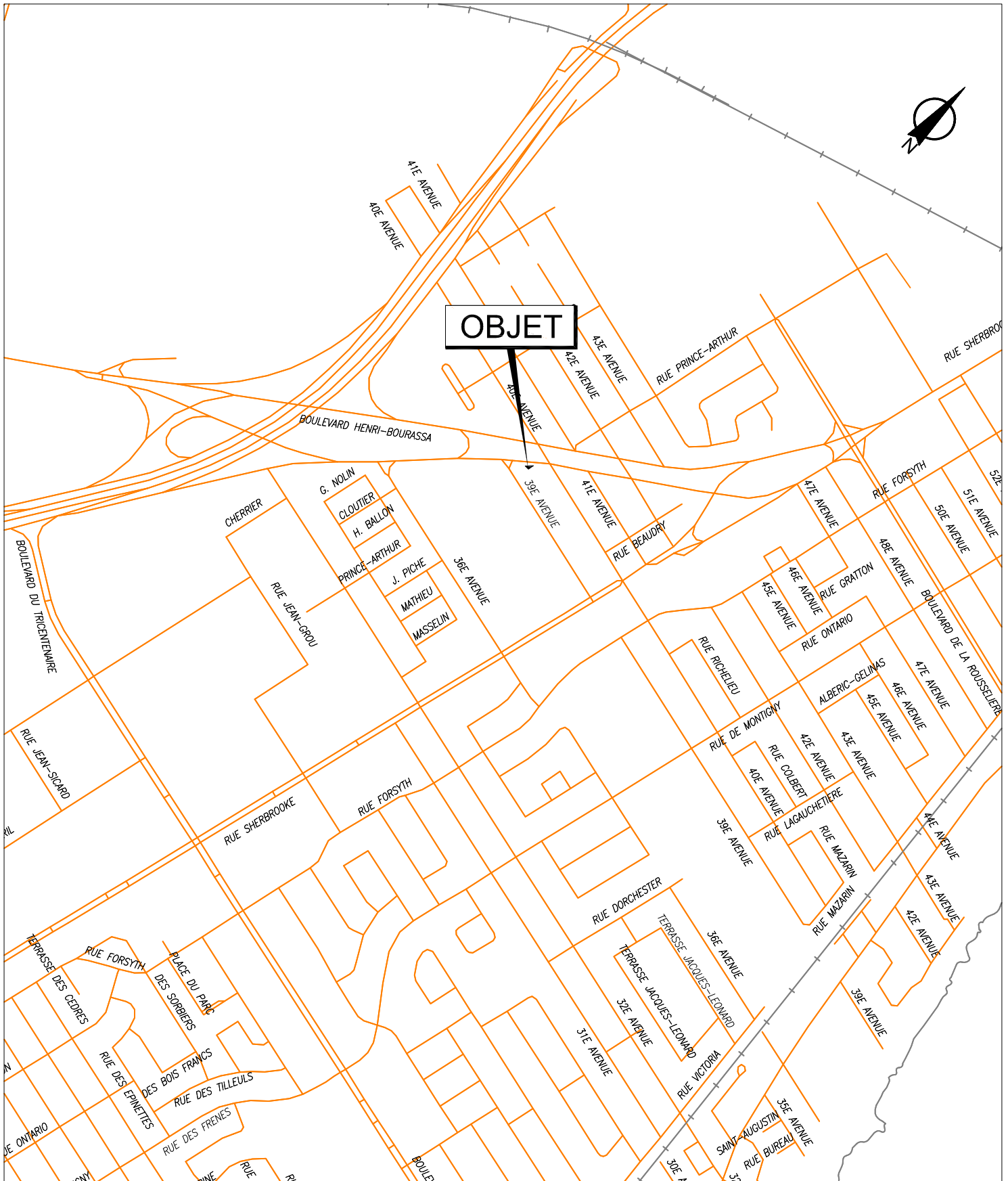
Denis Sauvé Téléphone : 2-2125

Sylvie Desjardins Téléphone : 2-5493

Michel Nadeau Téléphone : 2-5844

INITIALES

**DATE
(JJ-MM-AA)**

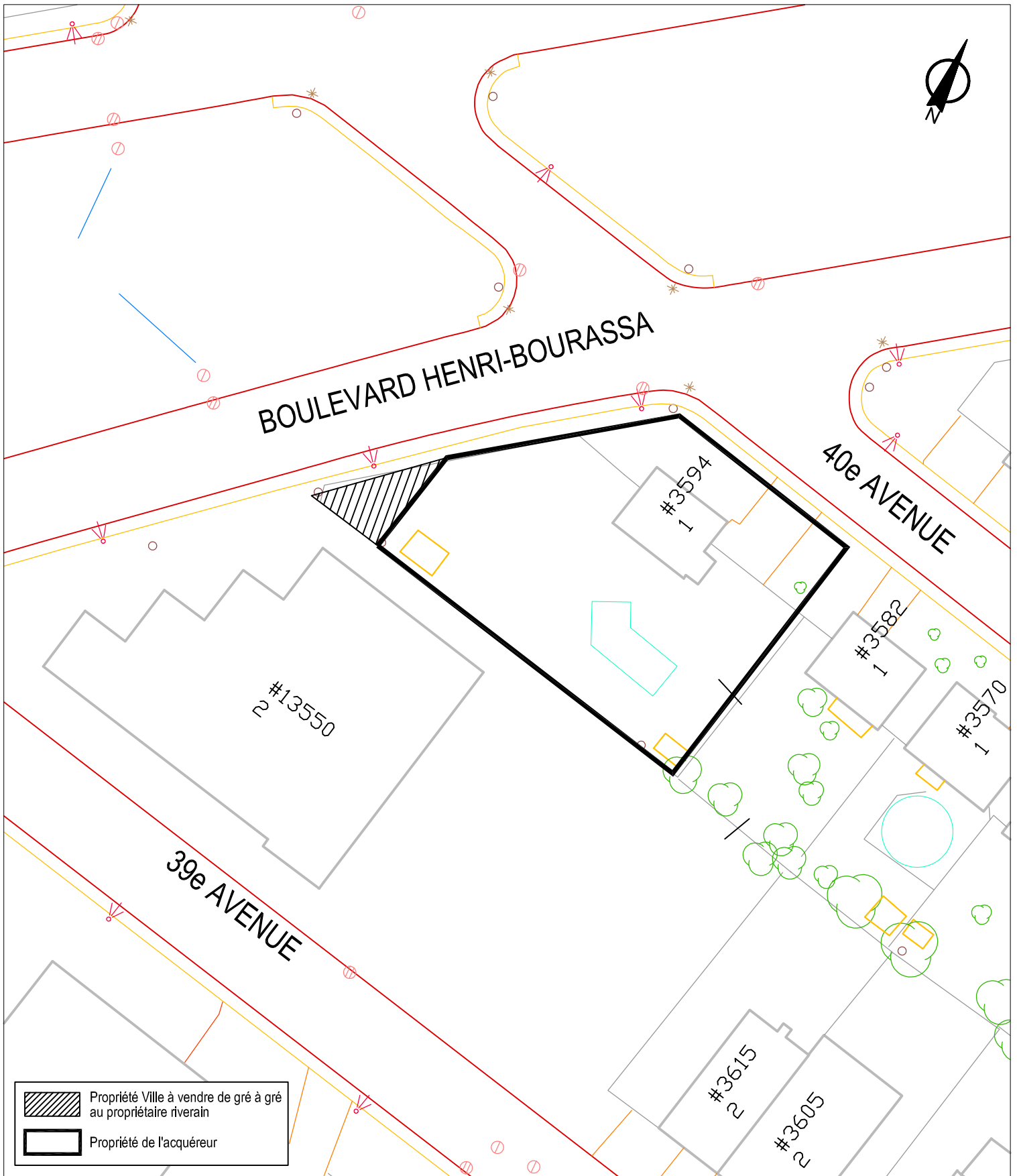


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
 ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
 DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
 DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
 SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
 Pointe-aux-Trembles



Plan A : plan de localisation
 Dossier : 31H12-005-5379-07
 Dessinateur : CL
 Échelle : -
 Date : 29-05-13



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
 ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
 DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
 DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
 SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
 Pointe-aux-Trembles



Plan B : plan de l'utilisation du sol
 Dossier : 31H12-005-5379-07
 Dessinateur : CL
 Échelle : 1:600
 Date : 29-05-13



BOULEVARD HENRI-BOURASSA

1 156 164
S: 53 493,1
PC-01309

1 155 545
S: 125,8

1 155 549
S: 68,6

40e AVENUE
1 155 535
S: 3 596,9

1 155 534
S: 1 374,6

1 155 533
S: 127,1

1 155 386
S: 487,7

1 155 385
S: 487,7

4 122 307
S: 2 507,0



39e AVENUE
1 270 104
S: 5 896,5

1 155 532
S: 364,9

4 122 306
S: 1 135,5

1 154 952
S: 697,5

1 154 951
S: 697,5

-  Propriété Ville à vendre de gré à gré au propriétaire riverain
-  Propriété de l'acquéreur

SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles



Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-5379-07
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 29-05-13



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-5379-07
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 30-05-13



Dossier # : 1141477003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division de la géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement RCG 14-003 - Règlement sur les tarifs de l'Agglomération de Montréal (exercice financier 2014) » afin de permettre la libération de certaines données géomatiques.

D'adopter, conformément aux articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) et l'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001); le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement 14-003 sur les tarifs (exercice financier 2014) afin de permettre la libération de certaines données géomatiques.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-27 13:22

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1141477003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de la géomatique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement RCG 14-003 - Règlement sur les tarifs de l'Agglomération de Montréal (exercice financier 2014) » afin de permettre la libération de certaines données géomatiques.

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 octobre 2011, par sa résolution CE11 1708, le comité exécutif de la Ville de Montréal approuvait les recommandations du Groupe de Travail sur les données ouvertes (GTDO) portant sur l'ouverture des données à la Ville de Montréal.

Les principales orientations proposées dans le rapport du groupe de travail étaient les suivantes:

- Promouvoir l'ouverture des données et gérer le changement;
- Appliquer les dix principes-guides de la libération des données;
- Faire évoluer la licence ouverte d'utilisation et de responsabilité;
- Gérer le Portail des données ouvertes;
- Offrir des dispositifs centrés sur les utilisateurs;
- Gérer l'ouverture des données et en assumer le leadership;
- Mettre en place une cellule de veille orientée en gestion du capital numérique.

Or, certaines données géomatiques font encore l'objet de tarif, selon le Règlement 14-006 - Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014).

Afin de permettre la libération des données géomatiques suivantes:

- La cartographie de base,
 - La maquette virtuelle de l'Île de Montréal,
 - Le modèle numérique de terrain (MNT),
 - Les photographies aériennes appartenant à la Ville de Montréal,
- il y aurait lieu d'abroger certains articles du règlement sur les tarifs concernant celles-ci.

Le dossier répond à l'axe 1 des principes fondateurs du Bureau de la ville intelligente et

numérique: collecter, valoriser et rendre accessible les données publiques détenues par la Ville. (numéro de dossier 1143570004)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0102 (27 février 2014) Adoption - Règlement sur les tarifs de l'agglomération (exercice financier 2014) (numéro de dossier 1131614002)

CG13 0052 (28 février 2013) Prendre connaissance du bilan sur l'ouverture des données à la Ville de Montréal, en adopter les recommandations, adopter une nouvelle licence d'utilisation des données ouvertes, adopter la politique de l'ouverture des données ouvertes à la Ville de Montréal et autoriser l'acquisition des droits annuels d'utilisation, ainsi que les budgets requis pour l'implantation et l'exploitation de la plate-forme de services Socrata au montant de 152 000 \$ en bonifiant l'enveloppe budgétaire du Service des technologies de l'information en conséquence. (numéro de dossier 1120149001)

DESCRIPTION

Les articles 70, 1e, 71, 72 ,73 et 74 de la section II, « Publications de la Ville, plans et affiches » sont à abroger.

Voici leur teneur actuelle :

70. Pour la fourniture des feuillets de cartographie numérique, il sera perçu :

1° cartographie de base :

a) 1 à 5 feuillets (1 : 1000) 225,00 \$

b) 6 à 20 feuillets 210,00 \$

c) 21 à 50 feuillets 190,00 \$

d) 51 à 100 feuillets 175,00 \$

e) 101 à 300 feuillets 160,00 \$

f) 301 feuillets et plus 140,00 \$

g) feuillet de toute l'île de Montréal 113 950,00 \$

71. Pour la fourniture d'une maquette virtuelle de l'île de Montréal incluant les bâtiments en 3D et un modèle numérique de terrains (DTM), il sera perçu :

1° par kilomètre carré : 600,00 \$

2° pour l'île de Montréal : 180 000,00 \$

72. Pour la fourniture d'une maquette virtuelle de l'île de Montréal incluant un modèle numérique de terrains (DTM) il sera perçu :

1° par kilomètre carré : 215,00 \$

2° pour l'île de Montréal : 65 000,00 \$

73. Pour la fourniture d'une maquette virtuelle de l'île de Montréal incluant les bâtiments en 3D, il sera perçu :

1° par kilomètre carré : 430,00 \$

2° pour l'île de Montréal : 130 000,00 \$

74. Pour la fourniture d'une photo aérienne existante, appartenant à la Ville de Montréal, il sera perçu :

17,00 \$

N.B. le 2e de l'article 70, qui concerne le plan cadastral est à conserver. Ces données ne feront pas l'objet de libération compte tenu qu'elles ne sont pas d'intérêt général et que leur diffusion est restreinte aux arpenteurs-géomètres par son caractère hautement technique et relevant de la profession de l'arpenteur-géomètre.

JUSTIFICATION

Il est nécessaire d'établir le dialogue entre les producteurs, les utilisateurs et les innovateurs en matière de données ouvertes afin que cette communauté élargie de collaborateurs contribue à faire de la Ville une organisation apprenante.

À moyenne et à longue échéance, la Ville de Montréal devra modifier de façon importante la gestion de son capital numérique, notamment au niveau des méthodes de travail utilisées dans le cycle de gestion des données et des métadonnées, de même qu'au niveau des architectures technologiques et sémantiques de l'information.

Ultimement, l'ouverture des données remplacera la fermeture qui a trop souvent caractérisé la culture organisationnelle. Une utilisation pertinente des technologies de l'information et des communications est certainement un levier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La modification réglementaire n'aura aucune incidence financière pour l'agglomération dans la mesure où aucun revenu n'a été perçu par l'agglomération lors des derniers exercices budgétaires.

En ce qui concerne, la maquette virtuelle de Montréal, aucun revenu n'a été à proprement dit encaissé concernant cette donnée. Celle-ci a été distribuée à l'extérieur des services de la Ville dans le cadre d'entente de partenariat avec la Ville dans le cadre de projet particulier. Elle a été confectionnée à l'origine en 2003 dans le cadre du projet Montréal 2025.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement d'agglomération n'est pas modifié, les données géomatiques de la cartographie de base, de la maquette virtuelle de l'Île de Montréal, du modèle numérique de terrain (MNT) et les photographies aériennes appartenant à la Ville de Montréal ne pourront être libérées sans frais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Avis favorable avec commentaires :

Service des finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Damien LE HENANFF)

Avis favorable :

Service des technologies de l'information , Direction (Martin LEFEBVRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel BROUSSEAU
C/s geomatique

Tél : 514-872-4036
Télécop. : 514 872-0145

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-21

Luc LÉVESQUE
Chef de division

Tél : 514-872-4659
Télécop. : 514 872-0145

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Chantal AYLWIN
Directrice infrastructures

Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2014-05-21

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Marc BLANCHET
Directeur général adjoint

Tél : 514-872-9466
Approuvé le : 2014-05-27

Dossier # : 1141477003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division de la géomatique
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement RCG 14-003 - Règlement sur les tarifs de l'Agglomération de Montréal (exercice financier 2014) » afin de permettre la libération de certaines données géomatiques.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'abrogation des articles 70-1, 71, 72, 73 et 74 du règlement RCG 14-003 sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2014) sera sans incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal. En effet, aucun revenu de compétence d'agglomération n'est actuellement prévu dans le budget de fonctionnement 2014 et aucun réel n'a été comptabilisé lors des derniers exercices.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Damien LE HENANFF
Conseiller budgétaire
Service des Finances
Direction des opérations budgétaires et comptables
Point de service Brennan 1
Tél : (514) 872-2857

ENDOSSÉ PAR

Jacques BERNIER
Chef de division

Le : 2014-05-15

Tél : (514) 872- 3417
Division : Service des Finances
Direction des opérations budgétaires et comptables
Point de service Brennan 1

Dossier # : 1141477003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voie et transports , Direction , Division de la géomatique
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement RCG 14-003 - Règlement sur les tarifs de l'Agglomération de Montréal (exercice financier 2014) » afin de permettre la libération de certaines données géomatiques.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES



Ci-joint un projet de règlement: [AG - règ. modifiant le règlement sur les tarifs 2014.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0232

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-30

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE
L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2014) (RCG
14-003) AFIN DE PERMETTRE LA LIBÉRATION DE CERTAINES DONNÉES
GÉOMATIQUES**

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2014) (RCG 14-003) est modifié par la suppression du paragraphe 1° de l'article 70 et par l'abrogation des articles 71 à 74.
2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

GDD1141477003



Dossier # : 1146659001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.

Il est recommandé:
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) », afin d'y ajouter des tronçons du boulevard Maurice-Duplessis, entre le boulevard Rivière-des-Prairies et la rue Olivier-Lejeune dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et de la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2014-04-11 08:55

Signataire :

Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

IDENTIFICATION

Dossier # :1146659001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur le boulevard Maurice-Duplessis, entre le boulevard de la Rivière-des-Prairies et à la rue Olivier-Lejeune dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, et sur la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Les projets consistent en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications sur les tronçons de rues mentionnés ci-dessus.

Le projet de la rue Saint-Patrick fait partie des dossiers autorisés par le comité exécutif dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km) intervenue entre la Ville et Hydro-Québec (voir sommaire décisionnel 1120810001). Le secteur du boulevard Maurice-Duplessis n'en fait pas partie.

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces, puisque les subventions aux commerces sont

considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CE12 1027 (1120810001) : Approuver la programmation relative à des travaux de construction et d'enfouissement dans le cadre de l'entente 83-89 (volet 10 km);
Résolution CM 13 0352 (1120443019) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Saint-Baptiste et des rues Bellerive, Notre-Dame Est et Sainte-Anne (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles);

Résolution CM 13 0141 (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles);

Résolution CG12 0374 (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont - La Petite-Patrie);

Résolution CM12 0861 (1111984010) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève);

Résolution CM11 0381 (1114642004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles);

Résolutions CM09 0695 et CM10 0800 (1093809001 et 1103809002) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal)

Résolutions CM07 0695 et CE08 2188 (1073261004 et 1083261006) : Adopter un règlement modifiant R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure le projet d'enfouissement des fils sur les rues aux abords de la Maison Saint-Gabriel (Sud-Ouest);

Résolution CM05 0138 (1043093003) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure la partie de la rue de l'Église (Verdun).

DESCRIPTION

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur des tronçons du boulevard Maurice-Duplessis, entre le boulevard Rivière-des-Prairies et la rue Olivier-Lejeune dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et sur la rue Saint-Patrick, entre les rues d'Argenson et Shearer dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Ces projets visent plusieurs branchements privés. Certains de ces branchements visent des bâtiments résidentiels ou mixtes qui sont traités dans le sommaire numéro 1146659002 qui n'est de que compétence municipale selon le règlement S-6.01.

JUSTIFICATION

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces concernés dans les projets de conversion.

Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets pour, à toute fins utiles, assurer que ce projet se fasse à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour les raccordements est de :

- 38 000 \$, toutes taxes incluses, pour le projet Maurice-Duplessis;
- 87 800 \$, toutes taxes incluses, pour le projet Saint-Patrick;

Et n'est pas capitalisable. Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.

Provenance :

Les budgets pour le projet Saint-Patrick sont prévus au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif.

Imputation : Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif, et la Direction des Finances indiquera les comptes d'imputation à leur intervention.

Les budgets pour le projet Maurice-Duplessis sont prévus par la Direction des transports du service des infrastructures, transport et environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image de leur secteur respectif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. sont prévus être complétés au cours de l'année 2014.

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Le propriétaire sera avisé qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023. Les propriétaires devront présenter leur demande de subvention avant le 30 Juin 2015.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Infrastructures transport et de l'environnement , Direction des transports (Yves CHAMBERLAND)

Avis favorable avec commentaires :

Finances , Direction Opérations budgétaires et comptables (Normand GRAVELINE)

Avis favorable avec commentaires :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Catherine DELISLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Chef de division

Tél : 514 384-6840

Télécop. : 5143847298

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-01-16

Serge A BOILEAU
Président

Tél :

Télécop. :

514-384-6840

514 384-7298

Dossier # : 1146659001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur les éléments suivants de la recommandation de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) :

- d'adopter un projet de règlement modifiant le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les projets des parties du boulevard Maurice -Duplessis et de la rue Saint- Patrick;
- d'autoriser une dépense de 125 800 \$ pour financer les subventions qui seront versées aux résidant-propriétaires visés par les projets du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick;
- d'autoriser un virement budgétaire de 87 800 \$ en provenance du budget des dépenses communes dédiées spécifiquement aux subventions liées au projet Saint- Patrick, conformément à l'entente 83/89 avec Hydro- Québec portant sur les travaux de construction et d'enfouissement des réseaux câblés sur une distance résiduelle de 7,8 kilomètres;
- d'autoriser une dépense de 38 000 \$ relativement aux subventions pour le raccordement des bâtiments commerciaux et industriels du projet Maurice-Duplessis, financée par la Direction des transports du Service des infrastructures, transport et environnement (SITE);

Les crédits de 87 800 \$ (*taxes incluses*) pour le projet Saint- Patrick est conforme à l'entente 83/89 avec Hydro-Québec pour les subventions relatives au projet résiduel de 7,8 km. Ce projet est confirmé par la résolution du comité exécutif CE12 1027 du 20 juin 2012. Ces crédits de 87 800 \$ proviendront d'un budget prévu aux dépenses communes spécifiquement pour les subventions dédiées à ce projet de 7,8 km de l'entente 83/89 avec Hydro-Québec.

Puisque le projet de 38 000 \$ (*taxes incluses*) pour la rue Maurice- Duplessis ne fait pas partie de l'entente de 7,8 km avec Hydro- Québec, le SITE affirme qu'il financera cette dépense à même son budget de fonctionnement.

Notons que le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération (RCG 09-023) sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains

bâtiments. Ainsi, les subventions accordées aux commerces ou industries sont considérées comme étant une aide financière aux entreprises, qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces dépenses n'ont aucune incidence sur le cadre financier de la Ville pour l'année 2014.

Information budgétaire et comptable

Provenance :

1001.0010000.200213.01819.66590.000000.0000.000000.000000. 87 800 \$
Dépenses communes d'agglomération - réservé pour le programme d'élimination des poteaux (PEP)

Imputation :

1001.0010000.100820.06303.66503.016637.0000.000000.053000 87 800 \$
Montant locale - PEP - Subventions : Programmes d'aide et de subventions

Direction des Transports (SITE)

Les crédits de 38 000 \$ sont prévus au budget de fonctionnement de la Direction des transports (SITE) et ont été réservés au système financier SIMON par l'engagement de gestion DT46659001 au compte d'imputation suivant :

Imputation:

	2014
1050.0010000.103168.03003.66503.016637.0.0.0.0.0.	
Entité : AF - Fonds du transport - Agglomération Centre de responsabilité : Plan de transport - Agglo Activité : Transport - Dir. Et admin. - À répartir Objet : Programmes d'aide et de subventions	38 000,00 \$

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Normand GRAVELINE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5900

Co-signataire
Oana Baicescu-Petit
Conseillère en gestion des ressources
financières
Opérations.budg.et Comptables Point De
Service- Brennan 1
Tél: 514-872-2813

Vérifié par:

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-11

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : 514-872-8440

André Leclerc
Conseiller(ere) en gestion des ressources
financières - C/E
Tél: 514-872-4136

Division : Direction des opérations
budgétaires et comptables - Corporatifs

Dossier # : 1146659001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, par l'adoption de la résolution CM12 0560 la Ville a présenté une demande d'inscription au programme «Enfouissement des réseaux câblés sur des voies publique », d'Hydro-Québec, cette demande a été acceptée.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves CHAMBERLAND
ing, chargé de planification
Tél : 514 872-6425

ENDOSSÉ PAR

Alain TRUDEAU
chef de division
Tél : 514 872-3683
Division : Transport

Le : 2014-01-23

Dossier # : 1146659001

Unité administrative responsable :

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Objet :

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement et son annexe.



[ANNEXE 1 RCG 09-023.doc](#)[Règlement mod RCG 09-023.doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DELISLE
avocate
Tél : 514 872-1436

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-03-07

Annie GERBEAU
avocat chef de division
Tél : 514 872-0232
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 09-023-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par l'ajout, après l'article 5.3, des articles suivants :

« **5.4** Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Maurice-Duplessis, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe F, selon les modalités particulières suivantes :

- 1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe F en regard de chacun des bâtiments visés;
- 2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;
- 3° le comité exécutif peut, par ordonnance :
 - a) modifier les montants prévus à l'annexe F;
 - b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.5 Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, sur les rues Saint-Patrick, Charlevoix et Island, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe G, selon les modalités particulières suivantes :

- 1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe G en regard de chacun des bâtiments visés;
- 2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;
- 3° le comité exécutif peut, par ordonnance :
 - a) modifier les montants prévus à l'annexe G;
 - b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, à la suite de l'annexe E, des annexes F et G jointes en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1

ANNEXE F – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS

ANNEXE G – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-PATRICK

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

RCG 09-023-X/2

GDD : 1146659001

ANNEXE 1

« ANNEXE F

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR
DU BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-
PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

N° Civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
9750	Maurice-Duplessis	38 000,00 \$

ANNEXE G

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE
LA RUE SAINT-PATRICK, ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST

N° Civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
1361	Charlevoix	1 100,00 \$
1364	Charlevoix	3 700,00 \$
2100-2122	Saint-Patrick (avec 1370, rue Island)	14 700,00 \$
2155-2175	Saint-Patrick	25 400,00 \$
2308A	Saint-Patrick	2 100,00 \$
2308	Saint-Patrick	1 800,00 \$
2318	Saint-Patrick	1 100,00 \$
2328	Saint-Patrick	2 700,00 \$
2348-2350	Saint-Patrick	8 200,00 \$
2471-2475	Saint-Patrick	12 800,00 \$
2500	Saint-Patrick	1 100,00 \$
2512-2536	Saint-Patrick	5 500,00 \$
2534	Saint-Patrick	1 100,00 \$
2560	Saint-Patrick	2 100,00 \$
2566	Saint-Patrick	1 300,00 \$
2600-2602	Saint-Patrick	3 100,00 \$
TOTAL		87 800,00\$

»

GDD : 1146659001

Dossier # : 1146659001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick.



Modifications RCG 09-023 - janvier 2014.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Chef de division

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 5143847298

Modification du règlement RCG 09-023

- 1.** Le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par l'ajout, après l'article 5.3, des articles suivants :

« **5.4** Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Maurice-Duplessis, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe F, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe F en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
- b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.5. Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement du Sud-Ouest, sur la rue Saint-Patrick et à des rues transversales à cette dernière (rues du Canal, Charlevoix et des Seigneurs) spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe G, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe G en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 30 juin 2015 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
- b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

- 2.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe E, des annexes F et G jointes en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE F

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES

NO CIVIQUE	RUE	Montant maximal de la subvention
9750	boul. Maurice-Duplessis	38 000,00 \$

ANNEXE G

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE SAINT-PATRICK, ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

NO CIVIQUE	RUE	Montant maximal de la subvention
1361	Charlevoix	1 100,00 \$
1364	Charlevoix	3 700,00 \$
2100-22	Saint-Patrick (avec 1370, rue Island)	14 700,00 \$
2155-75	Saint-Patrick	25 400,00 \$
2308A	Saint-Patrick	2 100,00 \$
2308	Saint-Patrick	1 800,00 \$
2318	Saint-Patrick	1 100,00 \$
2328	Saint-Patrick	2 700,00 \$
2348-50	Saint-Patrick	8 200,00 \$
2471-75	Saint-Patrick	12 800,00 \$
2500	Saint-Patrick	1 100,00 \$

2512-36	Saint-Patrick	5 500,00 \$
2534	Saint-Patrick	1 100,00 \$
2560	Saint-Patrick	2 100,00 \$
2566	Saint-Patrick	1 300,00 \$
2600-02	Saint-Patrick	3 100,00 \$

*f:\planification\pla0700-5 autres règlements\pla0700-5.3 règlements subventions\rcg
09-023\modifications rcg 09-023 - janvier 2014.doc*



Dossier # : 1144501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, un terrain situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, d'une superficie de 24,2 m ² . N/Réf. : 31H12-005-0528-05

Il est recommandé :

- d'adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, d'une superficie de 24,2 m².

Signé par Michel NADEAU **Le** 2014-05-02 13:34

Signataire :

Michel NADEAU

Directeur
Concertation des arrondissements et ressources matérielles , Direction des
stratégies et transactions immobilières

IDENTIFICATION

Dossier # :1144501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, un terrain situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, d'une superficie de 24,2 m ² . N/Réf. : 31H12-005-0528-05

CONTENU

CONTEXTE

Le terrain concerné est localisé dans l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro. Selon l'article 37 du Décret d'agglomération (1229-2005, 8 décembre 2005) et son annexe, les écoterritoires sont des équipements d'intérêt collectif. De ce fait, la Ville de Montréal, qui est propriétaire de ces équipements ne peut les aliéner. L'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) stipule que le conseil d'agglomération peut, par règlement, modifier la liste des équipements d'intérêt collectif. Certains terrains peuvent donc être retirés de la liste des équipements d'intérêt collectif.

Bien que la Division stratégies et développement durable en immobilier (la « Stratégie ») discute actuellement avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (le « MAMROT ») relativement à l'exclusion en bloc de plusieurs propriétés municipales des écoterritoires, elle est favorable à l'exclusion prévue au présent sommaire. Étant donné qu'aucun échéancier précis n'a été convenu, à ce jour, entre la Stratégie et le MAMROT pour compléter cette exclusion en bloc, laquelle requiert l'approbation de plusieurs intervenants municipaux, et afin de ne pas retarder une transaction d'échange de terrains avec le citoyen qui veut régulariser les limites actuelles de son terrain, il est requis de faire approuver le présent règlement d'exclusion par les autorités municipales. D'autres demandes d'exclusion sont d'ailleurs actuellement en cours d'approbation auprès du MAMROT, ayant reçu l'approbation du conseil d'agglomération. À noter que la Direction des grands parcs et du verdissement (la « DGPV ») a confirmé que le terrain concerné par la présente exclusion n'a pas de valeur écologique et se situe à l'extérieur de la zone de conservation. Enfin, la transaction d'échange qui pourra éventuellement être complétée avec le citoyen permettra à la Ville de régulariser les limites de la rue située à l'arrière du bâtiment sis au 11951 rue Pavillon.

L'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro est favorable à céder à Mme Georgia Nikoloulia,

le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en échange duquel Mme Georgia Nikoloulia cède à la Ville, le lot 5 088 437 du même cadastre et circonscription foncière, tel qu'illustré, à titre indicatif, par une trame hachurée sur les plans B et C ci-joints.

Ceci étant exposé, la Direction des stratégies et des transactions immobilières (la « DSTI ») souhaite, en collaboration avec l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro et les services concernés, exclure de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, à exclure de l'écoterritoire, a une superficie de 24,2 m², tel qu'illustré sur les plans ci-joints.

JUSTIFICATION

La DSTI recommande de retirer ce terrain de l'écoterritoire pour les motifs suivants :

- Le terrain ainsi retiré de la liste des équipements d'intérêt collectif n'a aucune valeur sur le plan écologique.

- Une promesse d'échange par lequel la Ville cède à Mme Georgia Nikoloulia, le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, d'une superficie de 24,2 m² en échange duquel Mme Georgia Nikoloulia cède à la Ville, le lot 5 088 437 du cadastre du Québec, d'une superficie de 9 m², a été signée le 20 janvier 2013.

- La DGPV et l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro ont été consultés et ont respectivement émis un avis favorable à cette opération.

Lors de la demande d'intervention à l'équipe de droit contractuel, pour procéder à la vérification de l'acte d'échange, il a été constaté que le terrain visé était situé dans un écoterritoire. Or, à la signature de la promesse, la vérification de l'écoterritoire a été omise dû à la localisation du terrain qui était situé loin d'une zone de conservation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a pas lieu d'obtenir une intervention du Service des finances puisque, selon l'article 37 du Décret, la gestion des équipements, infrastructures, et activités (énumérées à l'annexe du Décret), le financement des dépenses qui y sont liées et l'utilisation des revenus qu'ils produisent ne s'appliquent pas aux écoterritoires. Dans ce cas, la gestion est assumée par la municipalité liée sur le territoire où est situé l'écoterritoire. Le lot retranché est sans valeur écologique et ne fait pas partie d'un parc. De plus, aucune condition ou modalité n'est prévue au règlement afin d'assurer la transition puisque l'immeuble n'a pas été financé par des revenus d'agglomération.

Le retrait de ce lot de l'écoterritoire n'entraîne aucune dépense pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le terrain concerné par la présente exclusion n'a pas de valeur écologique et se situe à l'extérieur de la zone de conservation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le terrain ne fait pas l'objet d'un règlement d'exclusion de l'écoterritoire, la Ville ne peut pas l'aliéner.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. approbation de ce retrait par le conseil d'agglomération;
2. approbation de ce retrait par le MAMROT;
3. approbation du projet d'acte d'échange;
4. signature de l'acte d'échange.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :

Pierrefonds-Roxboro , Direction du bureau d'arrondissement (Suzanne CORBEIL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Avis favorable avec commentaires :

Qualité de vie , Direction des grands parcs et du verdissement (Christiane DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LEFORT
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2149

Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél.: 514 872-2125

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-03-04

Sylvie DESJARDINS
Chef de division

Tél : 514 872-5493

Télécop. : 514 872-8350

Dossier # : 1144501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, un terrain situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, d'une superficie de 24,2 m ² . N/Réf. : 31H12-005-0528-05

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Depuis 2008, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) et la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) ont travaillé ensemble pour identifier tous les terrains de propriété municipale à l'intérieur des écoterritoires devant être conservés dans le domaine immobilier de la Ville de Montréal compte tenu de leur valeur écologique et ceux, n'ayant aucune valeur écologique pouvant être exclus et susceptibles d'être aliénés. Les résultats de ce travail ont été présentés au Comité exécutif le 12 juin 2013. Celui-ci a donné «son accord de principe aux orientations proposées pour les écoterritoires afin que la Direction des grands parcs et du verdissement puisse entreprendre la mise en oeuvre de son programme de conservation de 150 hectares de terrains municipaux présentant un intérêt écologique et que, par la même occasion, la Direction des stratégies et transactions immobilières puisse enclencher les démarches formelles pour disposer des 48 hectares de terrains municipaux n'ayant aucun intérêt écologique.»

Conséquemment, il était donc prévu que la DSTI élabore le règlement modifiant l'annexe du Décret d'agglomération de Montréal afin d'exclure les 48 hectares de terrains municipaux sans intérêt écologique des écoterritoires incluant le lot 5 088 439 faisant l'objet de la présente demande d'exclusion. Le règlement d'exclusion global n'étant pas terminé, la DSTI doit encore procéder à la pièce aux exclusions nécessaires. Par ailleurs, il importe de préciser que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT) s'oppose de plus en plus à cette façon de faire et tarde à approuver les règlements d'exclusion des terrains municipaux des écoterritoires. Il souhaite que la Ville de Montréal puisse lui présenter rapidement le règlement visant à retirer, l'ensemble des propriétés montréalaise n'ayant pas de valeur écologique, des écoterritoires.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christiane DESJARDINS
Conseillère en aménagement
Tél : 868-4500

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-11

Daniel HODDER
Chef de division
Tél : 872-1712
Division : Stratégies, programmes et politiques

Dossier # : 1144501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, un terrain situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, d'une superficie de 24,2 m ² . N/Réf. : 31H12-005-0528-05

SENS DE L'INTERVENTIONDocument(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le règlement donnant suite à la recommandation du service. Il est essentiel que le conseil municipal adopte une résolution pour manifester son accord, sous réserve de l'adoption par le conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) », eu égard aux effets découlant de l'entrée en vigueur de ce règlement, le tout conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 116 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).



[Projet final de règlement.pdf](#)
14-000765

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

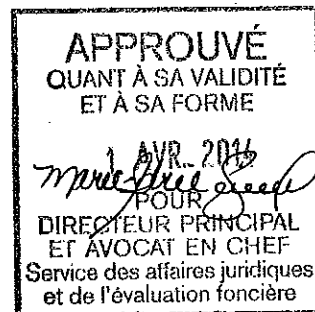
RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-07

Marie-Andrée SIMARD
chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel



**RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION MODIFIANT
L'ANNEXE DU DÉCRET CONCERNANT L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL
(1229-2005, 8 décembre 2005)**

ATTENDU que la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est propriétaire du lot 5 088 439 du cadastre du Québec (ci-après le « **Terrain 1** »);

ATTENDU que Madame Georgia Nikoloulia est propriétaire du lot 5 088 437 du cadastre du Québec (ci-après le « **Terrain 2** »);

ATTENDU que les Terrains 1 et 2 sont situés dans l'écoterritoire les rapides du Cheval-Blanc;

ATTENDU que Madame Georgia Nikoloulia et la Ville désirent s'échanger les Terrains 1 et 2 susmentionnés;

ATTENDU que suivant la signature de l'acte d'échange, le Terrain 1 sera assemblé à la propriété de Madame Georgia Nikoloulia, soit le lot 5 088 436 du cadastre du Québec;

ATTENDU que l'écoterritoire les rapides du Cheval-Blanc est un équipement d'intérêt collectif au sens de l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (le « **Décret** »);

ATTENDU qu'en vertu de cette disposition, la municipalité propriétaire d'un immeuble d'intérêt collectif ne peut l'aliéner;

ATTENDU que le conseil d'agglomération souhaite favoriser la protection de l'écoterritoire les rapides du Cheval-Blanc mais que le Terrain 1, bien que situé dans cet écoterritoire, n'a aucune valeur sur le plan écologique;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'exclure expressément le Terrain 1 de la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif jointe à l'annexe du Décret afin que la Ville puisse consentir des droits valides à l'occasion des différentes transactions immobilières envisagées;

VU l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe 4 du titre « Les écoterritoires suivants : » de l'Annexe 1 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) est remplacé par le suivant:

« les rapides du Cheval-Blanc, à l'exception :

- a) des lots 1 170 731, 1 170 759, 3 093 109, 3 093 114, 3 093 115 et 3 093 312 du cadastre du Québec;
- b) du lot 5 088 439 du cadastre du Québec. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

N° dossier : 1144501003

Dossier # : 1144501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) » pour retirer de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc, à des fins résidentielles, un terrain situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, dans l'arrondissement de Pierrefonds - Roxboro, d'une superficie de 24,2 m ² . N/Réf. : 31H12-005-0528-05



Résumé de transaction : [Résumé de transaction.doc](#)



Plans : [5-0528-5A.pdf](#)[5-0528-5B.pdf](#)[5-0528-5C.pdf](#)



L'écoterritoire des rapides du cheval blanc : [Les rapides du cheval blanc.pdf](#)



[Localisation du terrain.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LEFORT
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2149
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ
Chef de section
Tél.: 514 872-2125

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1144501003

Description de la transaction :

- **Endroit :** Emplacement situé au nord de la rue de Savoie, à l'est de la rue Pavillon, connu comme étant le lot 5 088 439 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Pierrefonds – Roxboro.
- **Superficie :** 24,2 m² (260 pi²)
- **Zonage :** Résidentiel
- **Particularité :** Le lot décrit ci-dessus fait partie de l'écoterritoire, Les rapides du Cheval Blanc.
- **Type de transaction :** Règlement d'exclusion de l'écoterritoire

Vendeur : Ne s'applique pas

Acquéreur : Ne s'applique pas

Prix de vente : Ne s'applique pas

Juste valeur marchande : Ne s'applique pas

➤ **En date du :** Ne s'applique pas

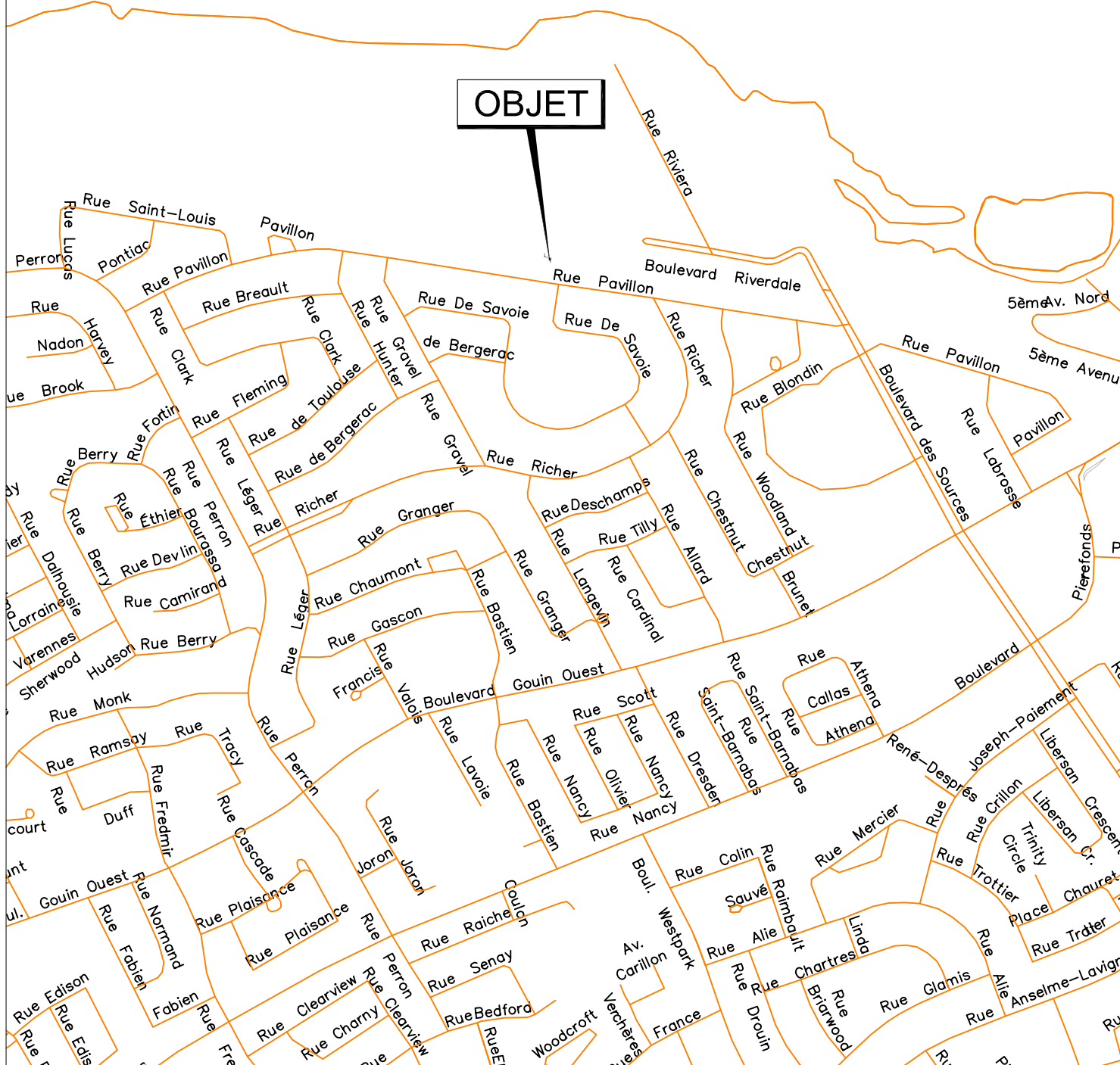
Valeur au rôle foncier : Ne s'applique pas

Raison : Une promesse d'échange d'immeubles, entre Mme Georgia Nikoloulia et la Ville de Montréal a été signée le 20 janvier 2013.

Préparé par :		INITIALES	DATE (JJ-MM-AA)
Catherine Lefort	Téléphone : 2-2149	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Sylvie Desjardins	Téléphone : 2-5493	_____	_____
Michel Nadeau	Téléphone : 2-5844	_____	_____



OBJET

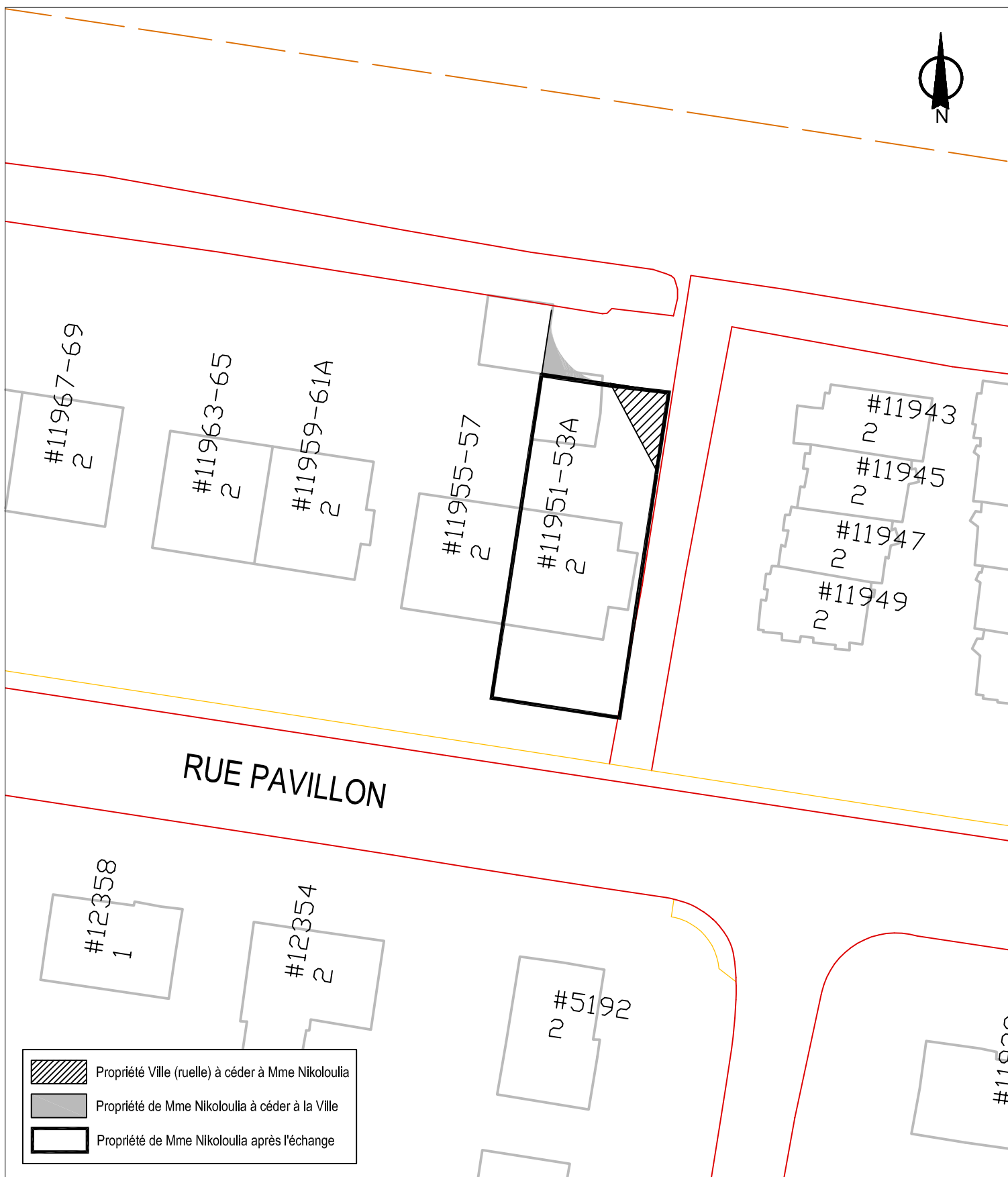


SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Pierrefonds-Roxboro



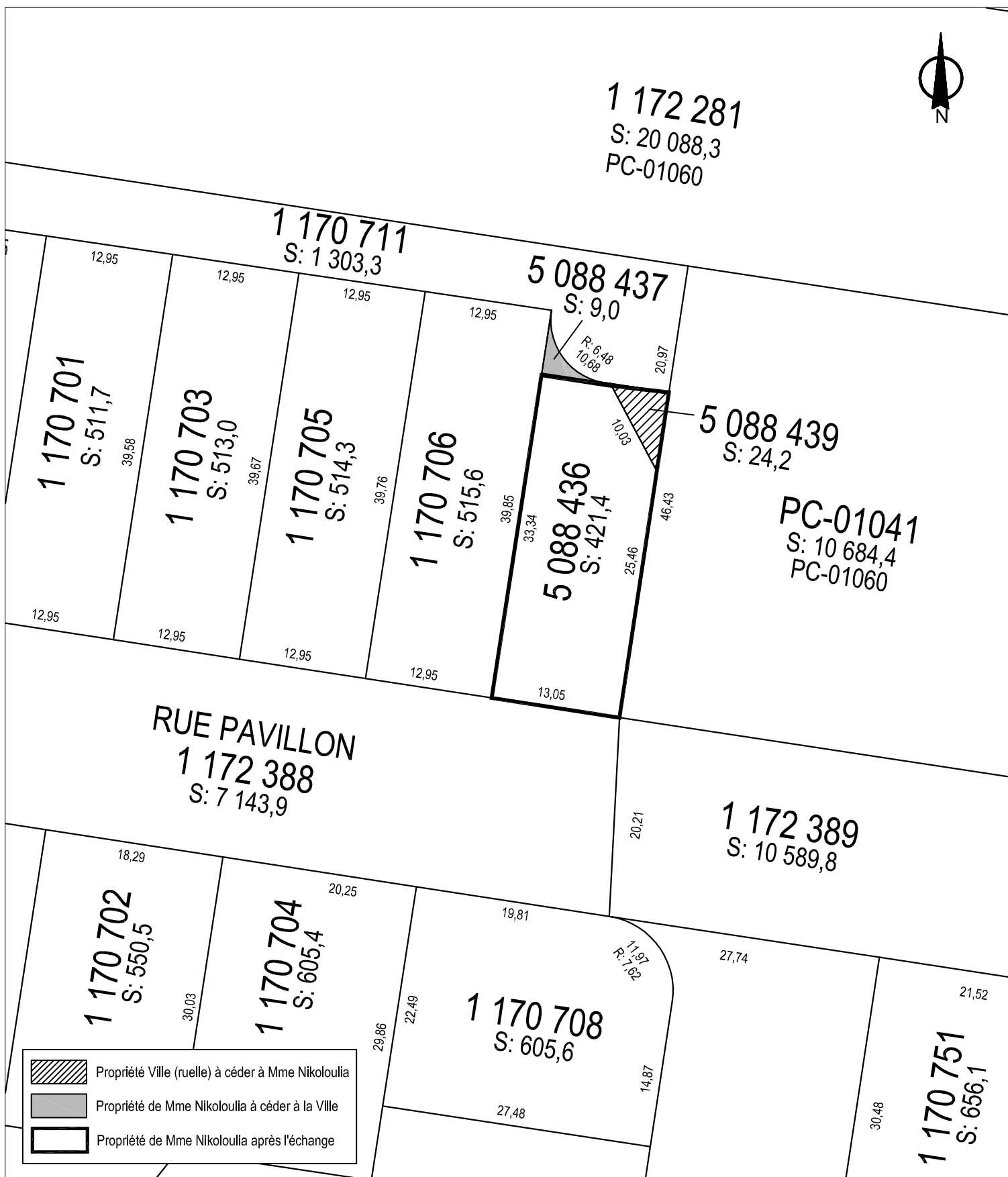
Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0528-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 11-06-13



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIÈRES

Pierrefonds-Roxboro
Montréal 

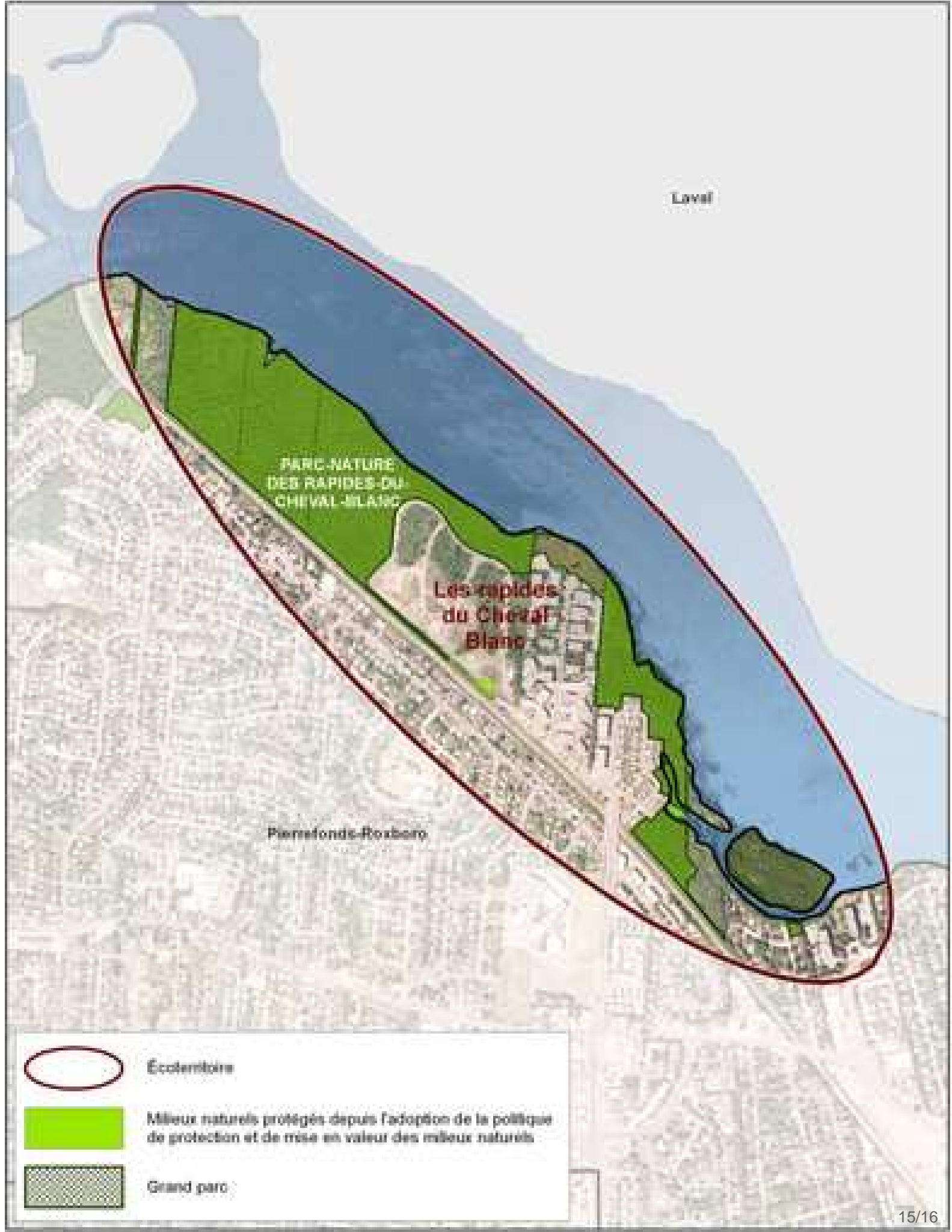
Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0528-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:500
Date : 11-06-13



SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS
ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
DIRECTION DES STRATÉGIES ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION ÉVALUATION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS
SECTION TRANSACTIONS ET SERVICES IMMOBILIERS

Pierrefonds-Roxboro
Montréal 

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0528-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:500
Date : 11-06-13



Laval

PARC NATUREL
DES RAPIDES DU
CHEVAL-BLANC

Les rapides
du Cheval
Blanc

Pierrefonds-Roxboro



Écoterritoire



Mieux naturels protégés depuis l'adoption de la politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels



Grand parc





Dossier # : 1143843008

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Planification stratégique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2014) (RCG 14-005).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-13 08:41

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1143843008

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Planification stratégique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. En vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération peut, par règlement assujéti au droit d'opposition, prévoir les modalités de l'établissement et du paiement des quotes-parts.

À sa séance du 20 février dernier, le conseil d'agglomération a adopté le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014), RCG14-005, qui fixait les modalités de paiement des quotes-parts.

Le règlement proposé dans le GDD 1143843009 fixera de façon définitive les quotes-parts pour l'exercice 2014. Son adoption rend nécessaires certaines modifications de concordance au RCG14-005.

Le présent règlement vise à apporter les modifications de concordance nécessaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0053 – 20 février 2014 – Résolution établissant la quote-part générale provisoire et d'autres quotes-parts provisoires (exercice financier 2014);

CG14 0104 – 20 février 2014 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014), RCG14-005;

CG12 0498 – 20 décembre 2012 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2013), RCG12-028;

CG11 0470 – 22 décembre 2011 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2012), RCG11-026;

CG10 0488 – 21 décembre 2010 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts les municipalités liées (exercice financier de 2011) RCG 10-026;

CG10 0031 – 28 janvier 2010 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2010); RCG 10-004;

CG08 0673 – 18 décembre 2008 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2009); RCG 08-51.

DESCRIPTION

Le règlement RCG14-005 fixait les modalités de paiement des quotes-parts pour 2014, dont celles pour les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal estimatif de 2014. Ces quotes-parts étaient fixées par la résolution CG14 0053, adoptée par le conseil d'agglomération le 29 janvier dernier.

Le règlement proposé dans le GDD 1143843009 fixera de façon définitive les quotes-parts pour l'exercice 2014. En conséquence, les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal seront facturées en vertu de ce nouveau règlement, et non plus en vertu de la résolution CG14 0053.

Le présent règlement vise à apporter les modifications de concordance nécessaires, en remplaçant les références à la résolution CG14 0053 dans le règlement RCG14-005 par des références au Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014) proposé dans le GDD 1134843009.

JUSTIFICATION

L'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations permet au conseil d'agglomération de prévoir, par règlement, les modalités du paiement des quotes-parts par les municipalités liées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie RAULT
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514 872-8507
Télécop. : 514 872-7795

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Sylvain GOUIN
Directeur - Planification stratégique

Tél : 514 872-3219
Télécop. : 514 872-7795

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier adjoint

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2014-05-12

Dossier # : 1143843008

Unité administrative responsable : Service des finances , Direction Planification stratégique , -

Objet : Adopter un Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ci-joint un projet de règlement:



[1143843008 Règ. modifiant règ.modalités paiement QP 2014 .doc](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0232

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES MODALITÉS DE PAIEMENT DES QUOTES-PARTS PAR LES MUNICIPALITÉS LIÉES (EXERCICE FINANCIER 2014) (RCG 14-005)

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008 (AM-2008, (2008) 140 G.O II, 5967A) concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi (ci-après désigné l'« arrêté »);

Vu le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014) (RCG 14-XXX);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2014) (RCG 14-005) est modifié :

1° par le remplacement de la définition de « potentiel fiscal de 2014 » par la suivante :

« le potentiel fiscal pour l'exercice de 2014 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles qui sont prescrites par l'arrêté et modifiées conformément à l'article 2 du Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014) »;

2° par le remplacement de la définition de « potentiel fiscal estimatif » par la suivante :

« le potentiel fiscal estimatif tel que défini dans la Résolution établissant la quote-part générale provisoire et d'autres quotes-parts provisoires (exercice financier de 2014) (CG14 0053) ».

2. Le premier alinéa de l'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement de sa première phrase par la suivante : « À la suite de l'entrée en vigueur du Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014), un ajustement des quotes-parts est calculé. ».

3. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « la résolution du conseil d'agglomération établissant les quotes-parts est adoptée » par les mots « le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014) entre en vigueur ».

4. L'article 6 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « cette résolution est adoptée » par les mots « le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014) entre en vigueur »;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « la résolution du conseil d'agglomération établissant les quotes-parts » par les mots « l'entrée en vigueur de ce règlement ».

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2014.

GDD1143843008

Conformément aux articles 115.1 et 118.96 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.



Dossier # : 1143843009

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Planification stratégique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-13 08:40

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1143843009

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction Planification stratégique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Comme règle générale, on prévoit dans cette loi que « les dépenses d'agglomération sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles que prescrit l'arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008, (ci-après « l'Arrêté », AM-2008, (2008) 140 G.O II, 5967 A) ».

Le potentiel fiscal est donc le critère de répartition qui s'applique par défaut à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.

À sa séance du 20 février 2014, le conseil d'agglomération a adopté la Résolution établissant la quote-part générale provisoire et d'autres quotes-parts provisoires (exercice financier 2014) - CG14 0053. Celle-ci fixait de façon provisoire les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal.

Le présent règlement vise à établir les quotes-parts définitives pour l'exercice 2014. Dans ce règlement, deux modifications aux règles de calcul prévues par l'Arrêté sont proposées :

- la prise en compte des contestations d'évaluation relatives à l'Arboretum Morgan dans l'établissement du potentiel fiscal du village de Senneville,
- la fixation des pourcentages appliqués aux valeurs foncières de certains immeubles non imposables dans l'établissement de la richesse foncière uniformisée afin de fixer des quotes-parts définitives.

Le règlement proposé vise à pouvoir fixer les quotes-parts définitives et établir les ajustements nécessaires à temps pour qu'ils puissent s'appliquer au deuxième versement, qui est payable le 2 juillet prochain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0053 – 20 février 2014 – Résolution établissant la quote-part générale provisoire et d'autres quotes-parts provisoires (exercice financier 2014);
CG12 0456 – 13 décembre 2012 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2013);
CG11 0416 – 16 décembre 2011 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2012);
CG10 0026 – 26 janvier 2010 – Résolution ayant pour effet d'établir la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2010);
CG10 0478 – 17 décembre 2010 – Résolution ayant pour effet d'établir la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2011);
CG08 0619 – 11 décembre 2008 – Résolution ayant pour effet d'établir la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2009).

DESCRIPTION

Une contestation d'évaluation foncière importante

Une contestation d'évaluation foncière dans le village de Senneville a eu pour effet de diminuer les valeurs foncières de 20,9 M\$, soit un peu plus de 5 % des valeurs totales du rôle d'évaluation foncière de la municipalité.

Toutefois, en raison de la date à laquelle furent émis les certificats par l'évaluateur, les règles de calcul de l'Arrêté font en sorte que cette diminution n'a aucun effet sur le potentiel fiscal du village de Senneville aux fins du calcul des quotes-parts d'agglomération. De plus, ceci n'aurait jamais été corrigé dans le temps; le potentiel fiscal de Senneville n'aurait jamais été ajusté.

Le présent règlement vise à modifier légèrement les règles de calcul prévues par l'Arrêté pour le potentiel fiscal 2014 de l'agglomération. Cette modification permettra de reconnaître la diminution du potentiel fiscal de Senneville dans le cadre du calcul des quotes-parts d'agglomération pour l'exercice 2014, en raison de l'importance relative et permanente de cette modification sur l'assiette foncière de la municipalité.

Exceptionnellement en 2014, des quotes-parts provisoires

Exceptionnellement dans le budget de 2014, les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal furent déterminées de façon provisoire.

Au moment de l'adoption du budget 2014, le ministre n'avait pas encore donné son avis pour fixer les pourcentages appliqués aux valeurs foncières de certains immeubles non imposables dans l'établissement de la richesse foncière uniformisée 2014. Lors d'un dépôt de rôle d'évaluation foncière, cette donnée est nécessaire dans le calcul du potentiel fiscal d'agglomération. Ainsi, les quotes-parts au budget furent basées sur un potentiel fiscal estimé de 2014. Il était prévu qu'elles seraient ajustées, à la baisse ou à la hausse, lorsque le ministre aurait donné son avis.

Les ajustements découlant d'une modification de ces pourcentages ont peu d'impact sur le potentiel fiscal puisque d'une part, ils varient habituellement faiblement entre les taux provisoires et finaux et d'autre part, ils ne s'appliquent qu'à une faible portion de l'assiette foncière.

Le deuxième versement des quotes-parts est prévu le 2 juillet 2014. Afin de permettre d'effectuer les ajustements nécessaires sur le deuxième versement des quotes-parts, le règlement fixe les pourcentages qui seront utilisés dans le calcul du potentiel fiscal définitif pour 2014.

Ces pourcentages seront fixés selon les taux provisoires qui avaient été publiés sur le site du Ministère :

- 96,5 % pour les immeubles des réseaux supérieurs de la santé et de l'éducation (cégeps, universités),
- 84,4 % pour les écoles primaires,
- 71,3 % pour les autres immeubles du réseau primaire-secondaire.

Par ailleurs, des discussions récentes avec les représentants du MAMROT nous permettent de croire que le ministre émettra au cours de l'été 2014 un avis dans la Gazette officielle du Québec afin de fixer ces pourcentages. Ces pourcentages devraient être fixés au même niveau que ceux prévus dans le Règlement proposé dans ce dossier.

JUSTIFICATION

Le règlement proposé vise à établir les quotes-parts 2014 de façon définitive, à temps pour appliquer les ajustements au deuxième versement, payable le 2 juillet prochain.

Le règlement proposé vise également à tenir compte de la diminution du potentiel fiscal de Senneville, causée par la contestation d'évaluation qui n'était pas prise en considération par les règles de calcul de l'Arrêté. Le village de Senneville voit ainsi sa facture de quotes-parts réduire de près de 200 000 \$ pour l'exercice 2014. Cet effet est récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le village de Senneville voit ainsi sa facture de quotes-parts réduire d'un peu plus de 5 % pour l'exercice 2014. Les autres municipalités de l'agglomération voient leurs quotes-parts basées sur le potentiel fiscal varier légèrement.

Le tableau suivant présente, par ville liée, la somme des quotes-parts basées sur le potentiel fiscal, provisoires et définitives, ainsi que l'effet de l'ajustement sur le total de ces quotes-parts.

Quotes-parts basées sur le potentiel fiscal, définitives et provisoires

Par ville	Quotes-parts provisoires basées sur le potentiel fiscal	Quotes-parts définitives basées sur le potentiel fiscal	Écart	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(%)
Ville de Montréal	1 689 294,6	1 689 402,9	108,3	0,01 %
Villes reconstituées	387 490,7	387 382,4	(108,3)	(0,03 %)
Baie d'Urfé	10 987,9	10 990,8	2,9	0,03 %
Beaconsfield	19 284,9	19 288,4	3,5	0,02 %
Côte-Saint-Luc	26 736,1	26 739,4	3,3	0,01 %
Dollard-des-Ormeaux	37 909,6	37 918,4	8,8	0,02 %
Dorval	69 489,7	69 512,3	22,6	0,03 %
Hampstead	9 546,9	9 549,9	3,0	0,03 %
L'Ile-Dorval	49,5	49,5	0,0	0,04 %
Kirkland	29 094,8	29 104,5	9,7	0,03 %
Mont-Royal	43 112,6	43 125,5	12,9	0,03 %

Montréal-Est		16 765,0	16 771,4	6,4	0,04 %
Montréal-Ouest		5 034,7	5 035,3	0,6	0,01 %
Pointe-Claire		57 229,7	57 243,8	14,2	0,02 %
Senneville		3 548,1	3 353,8	(194,3)	(5,48 %)
Sainte-Anne-de-Bellevue		9 514,2	9 509,7	(4,5)	(0,05 %)
Westmount		49 187,2	49 189,6	2,4	0,00 %
Agglomération		2 076 785,3	2 076 785,3	0,0	0,00 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie RAULT
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514-872-8507
Télécop. : 514 872-7795

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Sylvain GOUIN
Directeur - Planification stratégique

Tél : 514 872 3219
Télécop. : 514 872-7795

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Jacques MARLEAU
Directeur principal par intérim et trésorier
adjoint

Tél : 514 872-6630

Approuvé le : 2014-05-12

Dossier # : 1143843009

Unité administrative responsable : Service des finances , Direction Planification stratégique , -

Objet : Adopter le Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014)

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES



Ci-joint un projet de règlement: [1143843009 Règlement QP v 2 final 29 mai.pdf](#)

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-0232

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-08

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-0232
Division :

Article 42.04

Adoption du Règlement établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2014)

Veillez remplacer par celle-ci la version du règlement qui vous a été distribuée pour avis de motion à l'assemblée du conseil d'agglomération du 29 mai 2014.



VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET D'AUTRES QUOTES-PARTS (EXERCICE FINANCIER DE 2014)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté de la ministre des affaires municipales et des Régions en date du 26 novembre 2008 (AM-2008, (2008) 140 G.O II, 5967A) concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi (ci-après désigné l'« arrêté »);

Attendu la Résolution établissant la quote-part générale provisoire et d'autres quotes-parts provisoires (exercice financier 2014) (CG14 0053);

Attendu que, pour l'exercice financier de 2014, les pourcentages appliqués aux valeurs foncières de certains immeubles non imposables dans l'établissement de la richesse foncière uniformisée n'ont pas, à ce jour, été fixés par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire en vertu de l'article 261.3.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Attendu que les règles visant à l'établissement du potentiel fiscal prévues à l'arrêté font en sorte qu'une modification apportée à un rôle d'évaluation foncière n'est pas prise en compte lorsqu'une telle modification est effectuée après le dépôt du rôle subséquent;

Attendu que de telles modifications ont été apportées au rôle 2011-2013 du Village de Senneville, aux unités d'évaluation 22-F20103600, 22-F30100600 et 22-F30101500 par les certificats 22-11-F000132, 22-11-F000130 et 22-11-F000131, tous les trois émis en date du 4 novembre 2013;

Attendu que la baisse de la valeur foncière des unités d'évaluation 22-F20103600, 22-F30100600 et 22-F30101500 représente une diminution de plus de 5 % du total des valeurs foncières inscrites au rôle 2011-2013 du Village de Senneville et que cette diminution n'est pas reflétée au potentiel fiscal prévu à l'arrêté;

Attendu que la valeur des unités d'évaluation 22-F20103600, 22-F30100600 et 22-F30101500 a aussi été revue à la baisse au rôle 2014-2016 du Village de Senneville mais que les règles prévues à l'arrêté prévoient que l'évolution de la valeur foncière d'une

unité d'évaluation générée par le dépôt d'un nouveau rôle d'évaluation foncière n'est pas prise en compte dans l'établissement du potentiel fiscal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« LFM » : la Loi sur la fiscalité municipale RLRQ, c. F-2.1;

« MAMROT » : le ministère des Affaires municipales, des Régions et l'Occupation du territoire;

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2014 » : le potentiel fiscal pour l'exercice de 2014 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles qui sont prescrites par l'arrêté et modifiées conformément à l'article 2 du présent règlement;

2. Les règles visant à l'établissement du potentiel fiscal des municipalités liées aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération pour tout exercice postérieur à celui de 2010, prévues au chapitre III de l'arrêté, sont modifiées comme suit :

1° aux fins de l'établissement du potentiel fiscal de référence la veille du dépôt du rôle 2014-2016 et aux fins de l'établissement du potentiel fiscal de référence pour le premier exercice d'application du rôle 2014-2016, les pourcentages prévus au paragraphe 2° de l'article 9 et au paragraphe 2° de l'article 12 de l'arrêté, sont ceux appliqués aux valeurs foncières de certains immeubles non imposables estimés par le MAMROT aux fins de la confection du budget de l'exercice financier de 2013 soit :

a) 96,5 %, à l'égard des immeubles visés à l'un ou l'autre des deuxième et troisième alinéas de l'article 255 de la LFM;

b) 84,4 %, à l'égard de ceux, parmi les immeubles visés au quatrième alinéa de l'article 255 de la LFM, qui sont majoritairement utilisés à des fins d'enseignement primaire, l'éducation préscolaire étant assimilée à un tel enseignement;

c) 71,3 %, à l'égard des autres immeubles visés au quatrième alinéa de l'article 255 de la LFM;

2° aux fins de l'établissement du potentiel fiscal de référence la veille du dépôt du rôle 2014-2016, les valeurs foncières mentionnées au paragraphe 3° de l'article 9 de l'arrêté sont ajustées pour tenir compte des certificats de modification du rôle 2011-2013 du Village de Senneville suivants : 22-11-F000132, 22-11-F000130 et 22-11-F000131, tous trois émis le 4 novembre 2013.

3. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal de 2014 :

- 1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;
- 2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;
- 3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité pour la répartition de ces dépenses.

4. Les quotes-parts établies conformément à l'article 3 sont présentées à l'annexe A.

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2014 à l'exception de son article 2 qui s'applique aux fins de tout exercice financier à compter de celui de 2014.

ANNEXE A
Quotes-parts par villes liées

GDD 1143843009

Conformément aux articles 115.1 et 118.96 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

ANNEXE A
 QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

Villes liées	Quote-part générale et Quote-part pour le service de l'eau	Quote-part premiers répondants
Montréal	81,343 %	82,408 %
Municipalités reconstituées		
Baie-D'Urfé	0,529 %	0,536 %
Beaconsfield	0,929 %	0,941 %
Côte-Saint-Luc	1,292 %	
Dollard-Des-Ormeaux	1,826 %	1,850 %
Dorval	3,347 %	3,391 %
Hampstead	0,460 %	0,466 %
L'Île-Dorval	0,002 %	0,002 %
Kirkland	1,401 %	1,420 %
Mont-Royal	2,076 %	2,104 %
Montréal-Est	0,808 %	0,818 %
Montréal-Ouest	0,242 %	0,246 %
Pointe-Claire	2,756 %	2,792 %
Senneville	0,161 %	0,164 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,458 %	0,464 %
Westmount	2,368 %	2,399 %
Total – municipalités reconstituées	18,657 %	17,592 %
Agglomération de Montréal	100 %	100 %



Dossier # : 1144297002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé_mieux-être et développement organisationnel , Division du développement organisationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période.

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'approuver la prolongation du prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada pour la période du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015;
2. de maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période;
3. d'autoriser le Directeur-adjoint du Service de police de la Ville de Montréal à signer tout document relatif à ce prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal;
4. d'imputer les revenus et dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-15 08:02

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1144297002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé_mieux-être et développement organisationnel , Division du développement organisationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période.

CONTENU

CONTEXTE

Interpol est la plus grande organisation de police au monde avec 190 pays membres. Son rôle principal est d'aider les services chargés de l'application de la loi du monde entier à lutter contre la criminalité et le terrorisme transnationaux sous toutes leurs formes. Leur infrastructure de pointe, qui apporte un appui technique et opérationnel aide à relever les défis de plus en plus nombreux de la lutte à la criminalité au 21e siècle. Interpol est le principal relais pour tous les services de police canadiens qui doivent obtenir de l'aide à l'extérieur du Canada dans des affaires criminelles.

Le Bureau central national (BCN) fournit aux services de police canadiens, des services de coordination et d'assistance dans les domaines suivants : poursuite des enquêtes criminelles à l'étranger, établissement rapide de rapports avec des services de police à l'étranger et avec des agents de liaison et transmission des demandes d'information en lien avec des enquêtes dans les bureaux centraux nationaux d'autres pays.

Le Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) occupe des locaux à la Direction générale de la GRC et constitue une section de la Police internationale de la GRC. Il est constitué de membres réguliers, de membres civils et d'employés de la fonction publique de la GRC ainsi que de policiers détachés de services de police canadiens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0336 - 28 septembre 2011 : autoriser le protocole d'entente d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada.

CE10 2006 - 8 décembre 2010 : autoriser le prêt de service d'un policier au BCNIO de la GRC pour la période du 1er juillet 2010 au 30 juin 2012 avec une année d'option.

DESCRIPTION

Interpol ne mène pas d'enquêtes criminelles, mais facilite la coopération transfrontalière entre les services de police et sollicite l'aide des pays membres lorsqu'une enquête criminelle est menée sur leur territoire.

La coopération entre le BCNIO de la GRC et le SPVM est essentielle afin d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités. Le SPVM y collabore d'ailleurs depuis plus de 15 ans. Chaque fois que le SPVM transige avec Interpol, il le fait par l'entremise de l'officier de liaison et vice versa. L'officier de liaison à Interpol échange avec la Division du renseignement plusieurs informations annuellement, sans compter les demandes des autres unités du Service des enquêtes spécialisées.

Ainsi, Interpol désire renouveler le prêt de service du policier pour une période de deux ans.

JUSTIFICATION

Le policier prêté à BCNIO est à la fois stratégique et indispensable compte tenu du nombre considérable de demandes de renseignements relatives aux vols de véhicules, aux vols d'objets d'art, à la pornographie juvénile, au trafic de drogues et aux demandes d'extradition. De plus, considérant une collaboration de plus de 15 ans avec Interpol et considérant que parmi les services de police canadiens actuellement partenaires, on compte le Service de police régional d'Halifax, la Sûreté du Québec et la Police provinciale de l'Ontario, la présence d'un représentant du SPVM est primordiale et incontournable pour disposer d'un accès privilégié au système mondial de communication policière sécurisée d'Interpol.

Ce policier permet d'accroître le profil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au niveau de la communauté policière nationale et internationale. Également, ce partenariat entre le SPVM et le BCNIO de la GRC permet de fournir les services essentiels à la communauté policière afin d'optimiser l'effort international au combat de la criminalité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada remboursera un montant de 200 000\$, plus toutes taxes applicables, pour la période du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015. En effet, le bureau central national d'Interpol-Ottawa remboursera un montant fixe de 100,000\$ par année. Ce revenu est établi selon le protocole d'entente et non selon le coût réel du policier prêté.

De plus, il est à noter que la prestation de travail ne sera pas remboursée en totalité étant donné que les dépenses sont supérieures au remboursement maximum accordé par la Gendarmerie Royale du Canada. Ainsi, le SPVM devra assumer un montant de 9 387 \$ pour l'année 2013 (11 octobre au 31 décembre 2013), de 46 526 \$ pour 2014 et de 38 481\$ pour la période du 1er janvier au 11 octobre 2015.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :

Police , Direction des opérations - Activités de soutien (Pascale DUPUIS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Affaires juridiques et évaluation foncière , Direction des affaires civiles (Jennifer NAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOURBONNAIS
Conseiller en ressources humaines

Tél : 514-280-2521

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-10

Didier DERAMOND
Directeur adjoint - Activités de soutien aux opérations

Tél :

514-280-2003

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc PARENT
Directeur

Tél : 514-280-2005

Approuvé le : 2014-05-07

Dossier # : 1144297002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé_mieux-être et développement organisationnel , Division du développement organisationnel
Objet :	Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

**Le Service des ressources financières du SPVM, a pris connaissance du dossier et est favorable à donner suite à la recommandation.
EFFECTIF**

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) fournit de façon régulière 1 Lieutenant au bureau central national d'Interpol-Ottawa . Puisque ce prêt est la continuité de ce service, aucune embauche additionnelle n'est nécessaire.

REVENUS

Le Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada remboursera un montant de 200 000\$, plus toutes taxes applicables, pour la période du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015. En effet, le bureau central national d'Interpol-Ottawa remboursera un montant fixe de 100,000\$ par année. Ce revenu est établi selon le protocole d'entente et non selon le coût réel du policier prêté.

DÉPENSES

Les crédits budgétaires de dépenses et de revenus, nécessaires au bon fonctionnement du projet, sont déjà prévus au budget d'opération du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM).

FISCALITÉ

Selon les règles fiscales applicables, ce prêt de service est assujéti à la TPS et à la TVQ. Le Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada rembourse à la Ville de Montréal la totalité de la facture incluant les taxes applicables.



Le détail des imputations comptables se retrouve dans le fichier ci-joint. [GDD 1144297002.xls](#)

	11 octobre 2013 au 31 décembre 2013	1 janvier au 31 déc 2014	1er janvier au 11 octobre 2015	Total
Revenus	- \$	- \$	- \$	
Dépenses				
Masse salariale	31 579 \$	146 526 \$	116 289 \$	294 394 \$
Biens et services	- \$	- \$	- \$	
Total des biens et services	31 579 \$	146 526 \$	116 289 \$	294 394 \$
Remboursement maximum	22 192 \$	100 000 \$	77 808 \$	200 000 \$
Écart remboursement maximum / dépenses totales	(9 387) \$	(46 526) \$	(38 481) \$	(94 394) \$

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, la prestation de travail ne sera pas remboursée en totalité étant donné que les dépenses sont supérieures au remboursement maximum accordé par la Gendarmerie Royale du Canada. Ainsi, le SPVM devra assumer un montant de 9 387 \$ pour l'année 2013 (11 octobre au 31 décembre 2013), de 46 526 \$ pour 2014 et de 38 481\$ pour la période du 1er janvier au 11 octobre 2015.

“Nous attestons que le présent dossier respecte les critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire # 22 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances”.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique/Service de police, art. 19, paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pascale DUPUIS
Conseiller(ere) en gestion des ressources
financières
Tél : (514) 280-2943

ENDOSSÉ PAR

Mathieu PERRIER
Chef d'équipe

Le : 2014-05-06

Tél : (514) 242-3789

Division : Service des ressources financières

Service des ressources financières

Lieutenant

Bureau central National d'Interpol-Ottawa (BCNIO)

GDD 1144297002

DÉPENSES

	11 octobre 2013 au 31 décembre 2013	1 janvier au 31 déc 2014	1er janvier au 11 octobre 2015
Nombre de jours	81	365	284
Nombre d'heures	405	1825	1420
Taux standard annuel	99,444.25 \$	101,962.75 \$	104,002.01 \$
Allocation annuelle vêtement	2,170.00 \$	2,225.00 \$	2,269.50 \$

	C/R	Entité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	2013	2014	2015			
Salaire												
Lieutenant	107117	02101	51100	092202	9951	000036	22,068 \$	101,963 \$	80,922 \$			
Sous total Salaire							22,068 \$	101,963 \$	80,922 \$			
Avantages policiers	107117	02101	51200	096902	9951	000036	8.36%	1,845 \$	8.25%	8,412 \$	8.25%	6,676 \$
Cotisations policiers	107117	02101	52100	096902	9951	000036	32.46%	7,163 \$	33.18%	33,831 \$	33.18%	26,850 \$
Sous total avantages et cotisations								9,008 \$	42,243 \$	33,526 \$		
Total Salaire, avantages et cotisations								31,076 \$	144,206 \$	114,448 \$		
Masse salariale - autres												
Allocations vestimentaires	107117	2101	51401	092208	9951	000036		482 \$		2,225 \$		1,766 \$
Cotisations allocations vestimentaires	107117	2101	52100	096902	9951	000036	4.26%	21 \$	4.26%	95 \$	4.26%	75 \$
Total Masse salariale - autres								503 \$	2,320 \$	1,841 \$		
Total des dépenses								31,579 \$	146,526 \$	116,289 \$		

REVENUS

	C/R	Entité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	2013	2014	2015
Total des revenus	107117	2101	44801	12616	0000	000036	22,192 \$	100,000 \$	77,808 \$
Écart des revenus - dépenses							-9,387 \$	-46,526 \$	-38,481 \$

Total 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015

200,000 \$

	11 octobre 2013 au 31 décembre 2013	1 janvier au 31 déc 2014	1er janvier au 11 octobre 2015	Total
Revenus	- \$	- \$	- \$	
Dépenses				
Masse salariale	31,579 \$	146,526 \$	116,289 \$	294,394 \$
Biens et services	- \$	- \$	- \$	
Total des biens et services	31,579 \$	146,526 \$	116,289 \$	294,394 \$
Remboursement maximum	22,192 \$	100,000 \$	77,808 \$	200,000 \$
Écart remboursement maximum / dépenses totales	(9,387) \$	(46,526) \$	(38,481) \$	(94,394) \$

Dossier # : 1144297002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé_mieux-être et développement organisationnel , Division du développement organisationnel
Objet :	Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette entente est visée par l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30) qui prévoit l'autorisation préalable du gouvernement du Québec. Toutefois, en vertu de l'article 3.13 de cette même loi, le gouvernement du Québec a adopté un décret (A.C. 831-76 modifié par l'A.C. 2106-79) qui exclut de l'application de cette loi les ententes conclues entre une corporation municipale et le gouvernement du Canada, l'un de ses ministères ou organismes lorsque ces ententes constituent des actes de gestion courante pour le louage de personnel.

La Ville de Montréal assume une partie du salaire de cet employé, ce qui constitue une subvention au sens des articles 90 à 92 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1). Cette subvention a une valeur qui excède 50 000\$. Par conséquent, il s'agit d'une matière relevant de la compétence du conseil d'agglomération en vertu de l'article 19, paragraphe 8, sous-paragraphe a) de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c E-20.001).

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jennifer NAULT
Avocate
Tél : 514-868-5054

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-17

Véronique BELPAIRE
Avocate chef d'équipe
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

Dossier # : 1144297002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé_mieux-être et développement organisationnel , Division du développement organisationnel
Objet :	Autoriser la prolongation d'un prêt de service d'un policier au Bureau central national d'Interpol-Ottawa (BCNIO) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015 et maintenir l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste pour la même période.



Renouvellement Interpol (2013-2015)x.pdfInterpol - 2011-2013.pdf



Délégation de pouvoirs.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOURBONNAIS
Conseiller en ressources humaines

Tél : 514-280-2521

Télécop. :

ADDENDUM
AU
PROTOCOLE D'ENTENTE
CONCLU ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL
REPRÉSENTÉE PAR LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM)

ET

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC)

CONCERNANT
LE DÉTACHEMENT DU

[REDACTED]

AUPRÈS
DU BUREAU CENTRAL NATIONAL D'INTERPOL – OTTAWA

- **ATTENDU** qu'un protocole d'entente concernant le détachement du Lieutenant [REDACTED] a été signé par le SPVM le 25 juillet 2011 et par la GRC le 13 juillet 2011;
- **ATTENDU** que ce protocole d'entente a été approuvé par le conseil d'agglomération le 28 septembre 2011 et conformément l'article 16.1 de ce protocole, est entré en vigueur le 11 octobre 2011, soit dans les soixante (60) jours suivant l'approbation du document, date à laquelle le Lieutenant [REDACTED] a débuté ses fonctions auprès du bureau central national d'Interpol-Ottawa;
- **ATTENDU** que ce protocole d'entente demeure en vigueur jusqu'au 11 octobre 2013;
- **ATTENDU** que la GRC et le SPVM ont exprimé le désir de prolonger la durée de ce protocole d'entente pour une période supplémentaire de deux (2) ans, soit du 11 octobre 2013 au 11 octobre 2015;

IL EST CONVENU QUE :

1. La durée du protocole d'entente est par le présent addendum prolongée jusqu'au **11 octobre 2015** selon les mêmes conditions qui y sont stipulées, sous réserves des changements qui suivent.
2. L'article 2.1 du protocole d'entente sera modifié par le suivant :

« La présente entente est conclue au nom de la Ville de Montréal représentée par le directeur-adjoint Bruno Pasquini du SPVM conformément à une résolution du comité exécutif de la Ville et par

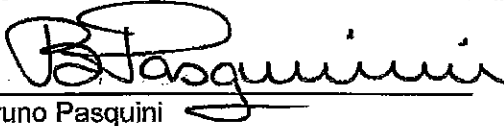
le surintendant principal Eric Slinn de la GRC en vertu de l'article 5 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (Loi sur la GRC) »

3. L'article 15.1 du protocole d'entente sera modifié par le suivant :

« Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente entente sont :

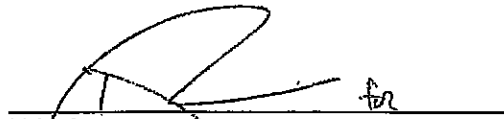
Pour le SPVM	Pour la GRC
Inspecteur-chef Charles Mailloux Service de police de la ville de Montréal 7275, Sherbrooke Est, 6 ^e étage Montréal (Québec) H1N 1E9	Inspecteur Glenn Martindale Directeur INTERPOL Services de la police internationale 1200, promenade Vanier Ottawa (Ontario) K1A 0R2

Signé à Montréal, le 3 octobre 2013



Bruno Pasquini
Directeur-adjoint
Direction des opérations, Service à la communauté Gendarmerie/Enquêtes
SPVM

Signé à Ottawa, le 27 septembre 2013



Eric Slinn,
Surintendant principal
Directeur général des services de soutiens de la police fédérale
GRC

(Protégé "A")

ENTENTE DE DÉTACHEMENT

ENTRE

LA VILLE DE MONTREAL

REPRÉSENTÉE PAR

LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ET

SA MAJESTE LA REINE DU CHEF DU CANADA,

REPRESENTÉE PAR

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

CONCERNANT LE DETACHEMENT DE

LIEUTENANT MARTIN LEGAULT

AUPRES DE

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA BUREAU
CENTRAL NATIONAL D'INTERPOL- OTTAWA (BCNIO)

1. BUT

1.1 Le but de la présente entente de détachement (entente) est d'énoncer les droits et les obligations du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à l'égard du détachement de lieutenant Martin Legault auprès du Bureau Central National d'INTERPOL-Ottawa (BCNIO) de la GRC.

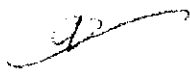
1.2 Les objectifs de la présente entente sont les suivants :

- accroître le profil du SPVM au niveau de la communauté policière nationale et internationale
- en partenariat le SPVM et Interpol Ottawa fourniront les services essentiels la communauté policière afin d'optimiser l'effort internationale au combat de la criminalité.

2. AUTORISATION

2.1 La présente entente est conclue au nom de la Ville de Montréal représentée par le directeur-adjoint Pierre Brochet du SPVM conformément à une résolution du comité exécutif de la Ville et par le surintendant principale Barbara Fleury de la GRC en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (Loi sur la GRC)*.

3. STATUT DE L'EMPLOYE(E) EN DETACHEMENT

3.1 L'employé en détachement sera affecté temporairement auprès du BCNIO de la GRC dans les 60 jours suivant l'approbation de ce document et ce, pour une période de 2 ans. 

3.2 L'employé en détachement demeurera membre du SPVM pendant la période de détachement et, à ce titre, aura droit à son salaire régulier (y compris pour les heures supplémentaires) et aux autres avantages prévus à sa convention collective qui ne sont pas autrement prévus dans la présente entente.

3.3 L'employé en détachement ne deviendra pas un membre, ni un employé de la GRC et reprendra son poste au sein du SPVM au terme de la période de détachement.

4. FONCTIONS DE L'EMPLOYE(E) EN DETACHEMENT

4.1 L'employé en détachement devra s'acquitter de toutes les fonctions nécessaires afin de réaliser les objectifs de la présente entente, conformément aux principes prévus aux politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada et de la GRC. L'employé en détachement remplira, sans s'y limiter, les fonctions suivantes:

- Les fonctions spécifiques sont énoncées à l'annexe "A" et l'annexe "B" qui fait partie intégrante du présent protocole d'entente.

4.2 La GRC assurera la supervision de l'employé en détachement et aura le pouvoir de formuler à son intention et en des termes précis les directives jugées raisonnables et nécessaires aux fins de la réalisation des objectifs de la présente entente. Le BCNIO de la GRC approuvera au préalable les heures supplémentaires que l'employé en détachement sera appelé à effectuer.

4.3 L'employé en détachement continuera de se conformer aux exigences de la Loi sur la police de la province du Québec pendant la période de détachement. Le SPVM demeurera habilité à prendre des mesures disciplinaires à l'égard de l'employé en détachement.

4.4 La GRC veillera à offrir à l'employé en détachement toute formation spécialisée dont il aura besoin afin d'exécuter les fonctions propres aux activités du BCNIO de la GRC. Le SPVM veillera à ce que l'employé en détachement obtienne la formation requise et demeure au fait, au besoin, de la formation en matière de maniement d'armes à feu, de dispositifs de frappe, de vaporisateurs de défense, d'armes à impulsion et de tout autres outils et procédures dont l'utilisation est approuvée par le SPVM.

5. CONGÉS ET RAPPORTS D'ÉVALUATION

5.1 L'employé en détachement pourra prendre des congés de maladie pendant la période de détachement conformément aux conditions de travail applicables au SPVM. Les demandes de congés seront présentées au BCNIO qui est gère par la GRC, immédiatement après le congé.

5.2 L'employé en détachement pourra prendre des congés annuels et tout autre congé accumulé au cours de la période de détachement, conformément aux conditions de travail applicables au SPVM. Les demandes de congés seront présentées au préalable au BCNIO qui est gère par la GRC et seront approuvées sous réserve des besoins opérationnels.

- 5.3 La GRC remettra au SPVM a tous les six (6) mois un rapport des congés pris, le cas échéant, par l'employé en détachement.
- 5.4 La GRC remettra au SPVM et à l'employé en détachement à tous les six (6) mois un rapport d'évaluation du rendement de l'employé en détachement. La GRC donnera à l'employé en détachement l'occasion d'examiner le rapport et de formuler des commentaires avant que celui-ci ne soit transmis au SPVM.
- 5.5. L'horaire de travail est adapte aux besoins du BCNIO, tout en respectant l'horaire de travail 21-14-35 (vingt et un jours de travail et quatorze jours de congé dans une période de trente-cinq jours).

6. SOUTIEN ADMINISTRATIF ET EQUIPEMENT

- 6.1 La GRC fournira a l'employé en détachement les services de soutien administratif dont il aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions conformément à la présente entente, notamment :
- un espace de travail
 - des meubles de bureau
 - équipement nécessaire afin de remplir efficacement ses fonctions
 - un stationnement a proximité raisonnable du lieu de travail.
- 6.2 La GRC permettra à l'employé en détachement de conduire des véhicules à moteur dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qu'il loue, aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente entente, aux conditions suivantes :
- L'employé en détachement devra être titulaire d'un permis requis pour conduire de tels véhicules dans la province du Québec; et
 - L'employé en détachement devra se conformer aux principes prévus politiques et procédures applicables du gouvernement du Canada et de la GRC.

7. DISPOSITIONS FINANCIERES

- 7.1 La Ville continuera d'être tenue de verser à l'employé(e) en détachement, pendant la période de détachement, son taux de paie régulier y compris les heures supplémentaires. La GRC remboursera à la Ville la somme de 100,000\$ par année pour l'employé(e) en détachement, qui s'est acquitté de ses fonctions conformément à la présente entente, ou pendant un congé approuvé.

À chaque trimestre de l'année civile, la Ville enverra une facture de 25 000 \$ à la GRC, par l'intermédiaire du Bureau national d'INTERPOL situé au 1200, promenade Vanier à Ottawa (Ontario) K1A 0R2. Chaque facture sera payable dans les 30 jours suivant sa réception.

- 7.2 La GRC sera chargée, pendant la période de détachement, d'acquitter les dépenses de l'employé en détachement qui sont liées au travail et qui sont admissibles, tels les frais de formation, de transport, de logement, de repas et les frais accessoires requis qui sont engagés pendant la période de détachement, conformément aux principes prévus politiques et aux procédures du gouvernement du Canada et de la GRC.

- 7.3 Si le directeur du BCNIO exige que le membre détaché fasse des heures supplémentaires, conformément à la directive sur les heures supplémentaires de la GRC prévue dans le manuel d'administration, le paiement des heures supplémentaires est la responsabilité de la GRC. Le membre détaché doit remplir la formule de demande de rémunération applicable de la Ville et la remettre au directeur du BCNIO sans délai. Si ce dernier confirme et autorise la demande, la formule sera transmise à la Ville, qui facture la GRC. La facture doit être payée dans les prochains 30 jours.

- 7.4 Si le directeur du BCNIO exige que le membre détaché remplisse des fonctions d'un niveau de classification supérieur, à titre intérimaire, conformément à la directive sur le solde de suppléance de la GRC prévue dans le manuel d'administration, le paiement de la solde de suppléance est la responsabilité de la GRC. Le membre détaché doit remplir la formule de rémunération applicable de la Ville et la remettre au directeur du BCNIO sans délai. Si ce dernier confirme et autorise la demande, la formule sera transmise à la Ville, qui facture la GRC. La facture doit être payée dans les prochains 30 jours.

8. INDEMNISATION

- 8.1 La Ville demeurera responsable à l'égard de toute réclamation se rapportant à une blessure que l'employé en détachement peut subir, à une invalidité dont il peut être atteint, ou à son décès survenu dans le cadre de l'exécution de ses fonctions conformément à la présente entente.
- 8.2 La GRC dégagera la Ville et l'employé en détachement de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demandes, causes d'action, actions, instances ou enquêtes résultant du comportement de l'employé en détachement ou causés par celui-ci dans le cadre de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente entente, à condition que l'employé en détachement ait agi de façon honnête et sans malice et qu'il ait répondu aux attentes raisonnables de la GRC.
- 8.3 La GRC ne dégagera pas la Ville ni l'employé en détachement de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demandes, causes d'action, actions, instances ou enquêtes résultant du comportement de l'employé en détachement ou causés par celui-ci si l'employé en détachement a outrepassé ses fonctions aux termes de la présente entente, a agi de façon malhonnête ou avec malice, ou n'a pas répondu aux attentes raisonnables de la GRC.
- 8.4 La GRC peut prendre des mesures en vue de recouvrer les fonds auprès de la SPVM ou de la personne détachée pour toute perte ou tout dommage causé au véhicule automobile dont le gouvernement du Canada est le propriétaire ou le locataire, qui découle d'une utilisation négligente de la part de la personne détachée ou du fait que cette dernière ne s'est pas acquittée de ses fonctions au titre du présent accord.

9. AVIS D'INCIDENTS

- 9.1 Le SPVM ou la GRC doit immédiatement informer l'autre corps de police de tous les renseignements pertinents concernant des incidents qui mettent en cause la personne détachée ou qui sont survenus dans le cadre du présent accord et qui pourraient donner lieu à des réclamations (y compris les réclamations de tiers, les demandes entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), de demandes, de causes d'action, d'actions, de poursuites ou d'enquêtes. Le corps de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit consulter l'autre corps de police, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le corps de police chargé d'enquêter sur de tels incidents ou de les gérer doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour empêcher que ne surviennent d'autres incidents.

- 9.2 Le SPVM ou la GRC doit immédiatement informer l'autre corps de police, en vertu de la loi applicable en matière d'accès à l'information ou sur la protection des renseignements personnels, ou encore, toute autre autorité légitime, de toute demande d'information ou de documents dans le cadre du présent accord. Le corps de police chargé de gérer ce type de demande doit consulter l'autre corps de police, et celui-ci doit offrir de l'aide. Le corps de police chargé de gérer ce type de demande doit s'efforcer de protéger l'information ou les documents de manière à ce qu'ils ne soient divulgués que dans la mesure permise par la loi.

10. SECURITE

- 10.1 L'employé en détachement pourra être assujéti à un processus d'enquête de sécurité si celui-ci était jugé nécessaire aux fins de l'exécution de ses fonctions aux termes de la présente entente. L'employé en détachement devra se conformer aux exigences requises en matière d'enquête de sécurité pendant toute la période de détachement.
- 10.2 L'employé en détachement devra se conformer en tout temps aux principes prévus aux politiques et procédures du gouvernement du Canada et de la GRC en matière de sécurité. La GRC informera l'employé en détachement des exigences en matière de sécurité à son arrivée et lui en fera un compte rendu à son départ.

11. CARACTERE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS ET DES DOCUMENTS

- 11.1 La personne détachée :

- doit, en tout temps, protéger la confidentialité de l'information ou des documents qui sont classifiés ou confidentiels ou encore, qui contiennent des renseignements personnels divulgués suivant le présent accord;
- ne doit divulguer cette information ou ces documents que pour s'acquitter de ses fonctions;
- doit remettre lesdits documents à la GRC à la fin de son détachement.

La personne détachée ne doit divulguer ladite information ou lesdits documents à aucune personne ou organisation (y compris le SPVM), sauf si elle a préalablement obtenu par écrit le consentement exprès de la GRC ou si la loi l'exige. La personne détachée doit, dans la mesure du possible, donner un préavis à la GRC avant de divulguer ce qui est exigé par la loi.

11.2 Le SPVM et la GRC veillent à ce que la collecte, la divulgation, la conservation et le retrait de l'information ou de documents en application du présent accord soient effectués conformément à tous les règlements, lois, politiques et procédures en vigueur. Plus précisément, le SPVM et la GRC doivent prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires :

- pour protéger en tout temps la confidentialité de l'information ou des documents qui sont classifiés ou confidentiels ou encore, qui contiennent des renseignements personnels divulgués suivant le présent accord;
- pour préserver l'intégrité de ladite information ou desdits documents avec le bon niveau de classification de sécurité;
- pour inscrire sur l'information ou les documents la cote de sécurité appropriée et les conserver dans un environnement sécurisé;
- pour se prémunir contre toute divulgation accidentelle ou utilisation illicite de l'information ou des documents en question.

Le SPVM ou la GRC ne doit pas divulguer ladite information ou lesdits documents à aucune personne ou organisation, sauf si elle a préalablement obtenu par écrit le consentement exprès de l'autre corps de police ou si la loi l'exige. Le SPVM ou la GRC doit, dans la mesure du possible, donner un préavis à l'autre corps de police avant de divulguer ce qui est exigé par la loi.

12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Toute propriété intellectuelle développée dans le cadre de la présente entente sera la propriété du gouvernement du Canada.

13. SUIVI

13.1 Les représentants du SPVM et de la GRC se rencontreront à tous les douze (12) mois afin d'examiner et d'évaluer son application et son efficacité.

14. RÈGLEMENT DES DIFFERENDS

14.1 Les représentants du SPVM et de la GRC se consulteront en cas de différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente entente et tenteront de bonne foi de résoudre la difficulté.

15. **REPRÉSENTANTS**

15.1 Les représentants du SPVM et de la GRC pour les besoins de la présente entente sont :

<p>Pour le SPVM:</p> <p>Daniel Rousseau Inspecteur- Service de la vigie des pratiques policières Service de police de la ville de Montréal 1441, rue Saint-Urbain, 5e étage Montréal, Québec H2X 2M6</p>	<p>Pour la GRC:</p> <p>Inspecteur Robert Resch Directeur INTERPOL Services de la police internationale 1200, promenade Vanier Ottawa, Ontario, K1A 0R2</p>
--	--

16. **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 16.1 La présente entente entrera en vigueur dans les 60 jours suivant l'approbation de ce document et ce, pour une période de 2 ans.
- 16.2 La Ville et (ou) la GRC pourront résilier la présente entente pour n'importe quelle raison, à n'importe quel moment, sur avis écrit de dix (10) jours à l'autre force policière.
- 16.3 La présente entente pourra être modifiée sur consentement écrit mutuel de la GRC et de la Ville.
- 16.4 Aucune disposition de la présente entente ne devra être interprétée comme remplaçant ou modifiant quelque obligation que ce soit à laquelle la Ville et (ou) la GRC est (ont) tenue(s) ou dont elle(s) doive(nt) s'acquitter en droit.
- 16.5 La présente entente devra être interprétée conformément aux lois de la province de Québec et à toutes les lois fédérales applicables.

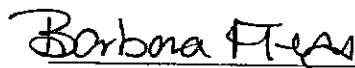
17. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

17.1 La présente entente constitue l'intégralité de L'entente intervenue entre la Ville et la GRC et a préséance sur toutes communications, négociations ou ententes antérieures, écrites ou verbales, concernant la présente entente.

EN FOI DE QUOI, la présente entente a été signée par les représentants autorisés de la Ville et de la GRC :

SIGNATURES:

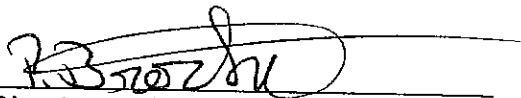
Pour la GRC:



Surintendant principale Barbara Fleury
Directeur général des services de la police internationale

Date: 13 juillet 2011

Pour la Ville:



Directeur-adjoint Pierre Brochet
Direction des opérations,
Service de police de la Ville de Montréal pour et au nom de la Ville de Montréal

Date: 25/07/11

(Protégé "A")

ATTESTATION DE L'EMPLOYÉ EN DETACHEMENT

J'AI LU et compris les modalités de la présente entente.



Lieutenant Martin Legault
Membre détaché

Date: 2011-07-20

ANNEXE A"

Description Sommaire du Poste

Sous la supervision générale du chef de la Criminalité, donner suite aux demandes transmises par les services de police canadiens, les cent quatre vingt-huit (188) pays membres de l'INTERPOL et les services gouvernementaux, et remplir d'autres fonctions opérationnelles et administratives au besoin.

Description des Fonctions du Membre Détaché

Lieutenant Martin Legault remplira les fonctions suivants mais sans s'y limiter:

1. Réviser, analyser, traiter, coordonner et contrôler chaque demande transmise par les services de police canadiens, les ministères du gouvernement canadien, les cent quatre vingt-huit (188) pays membres de l'Interpol de même que les services de police étrangers (non membres de l'INTERPOL), déterminer les mesures à prendre et fournir toute l'assistance requise en vue de s'assurer que toutes les enquêtes voulues sont menées au Canada et à l'étranger;
2. Coordonner les demandes d'extradition de criminels entre le Canada et d'autres pays et prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'obtenir les meilleurs résultats possibles de la manière la plus rapide et la plus professionnelle;
3. Contrôler l'extradition des étrangers qui ont été accusés d'un délit criminel au Canada et prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les autres pays en sont informés;
4. Rédiger les circulaires suivants de l'Interpol pour fins de distribution aux pays membres d'Interpol;
 - A) ROUGE: Pour fins d'extradition
 - B) BLEU: Pour les mandats locaux ou l'extradition n'est pas susceptible d'être demandée ou pour les personnes qu'on ne peut extrader, les personnes recherchées, la confirmation de l'identité d'un criminel, etc.
 - C) VERT: Les criminels internationaux, les terroristes, etc.
 - D) NOIR: Les corps non identifiés.
 - E) MODUS OPERANDI et divers autres circulaires
5. Remplir d'autres fonctions administratives et opérationnelles.

6. Intégration de la *Politique de gestion contractuelle* de la *Ville de Montréal* dans les appels d'offres, les règlements de concours et les contrats de gré à gré

I Dans les appels d'offres (avis aux soumissionnaires) :

La *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* (ci-après nommée « *Politique* ») s'applique au présent appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire déclare qu'il a pris connaissance de la *Politique*, laquelle est jointe à l'annexe B, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la *Politique* comme si ces affirmations étaient reproduites au long dans sa soumission et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la *Politique*.

II Dans les règlements de concours d'architecture ou de design :

La *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* (ci-après nommée « *Politique* ») s'applique au présent concours en faisant les adaptations nécessaires.

En déposant sa candidature, le concurrent déclare qu'il a pris connaissance de la *Politique*, laquelle est jointe à l'annexe B, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la *Politique* comme si ces affirmations étaient reproduites au long dans son dossier de candidature et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la *Politique*.

III Dans les contrats de gré à gré :

ATTENDU QUE la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* (ci-après nommée « *Politique* ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires ;

ATTENDU QUE les règles établies dans la *Politique*, laquelle est jointe à l'Annexe B, ont été respectées dans le cadre de la conclusion de la présente convention ;

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Le Contractant déclare qu'il a pris connaissance de la *Politique*, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la *Politique* comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la *Politique*.

Annexe B

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Adoptée le 16 décembre 2010

CONTEXTE

L'Assemblée nationale a introduit de nouvelles dispositions à la Loi sur les cités et villes. L'article 573.3.1.2 de cette dernière Loi oblige désormais les municipalités à se doter d'une politique de gestion contractuelle applicable à tout contrat.

La présente politique a pour objectif de répondre aux obligations de l'article 573.3.1.2 de la Loi précitée et elle contient diverses mesures liées aux sept catégories qui y sont prévues.

PORTÉE

Cette politique s'applique à tous les élus, au personnel de cabinet et à l'ensemble des intervenants impliqués dans toute démarche conduisant à la conclusion d'un contrat, notamment, d'acquisition de biens, de services, de services professionnels et d'exécution de travaux lors de leur octroi et pendant leur gestion.

Cette politique doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous les contrats de la Ville pour en assurer le respect. Dans la présente politique « intervenant » comprend :

- les employés municipaux;
- les sous-traitants et les consultants;
- les soumissionnaires;
- les adjudicataires de contrats;
- les fournisseurs ou
- tout autre cocontractant de la Ville.

En tout temps, la Ville peut effectuer des vérifications et demander de l'information complémentaire afin de s'assurer du respect de ladite politique.

PRINCIPES

La présente politique de gestion contractuelle renforce les principes de saine concurrence, d'efficience, d'éthique, de transparence et d'équité.

OBJECTIFS

Par la présente politique de gestion contractuelle, la Ville de Montréal réitère son engagement à :

- acquérir des biens, des services et des travaux de construction de qualité, en temps et lieu désirés, selon les quantités requises, le tout au coût le plus avantageux possible et en conformité avec la loi et les principes d'une saine gestion;

- transiger avec des fournisseurs de biens, de services et de travaux de construction compétents et performants en leur assurant un traitement équitable et respectueux des règles d'éthique;
- prévenir toute situation telle que trafic d'influence, intimidation, corruption, collusion ou conflit d'intérêts susceptible d'entacher ou d'entraver l'efficacité et l'intégrité du processus d'approvisionnement et d'octroi de contrats.

MESURES

1. Assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission

1.1 Déclaration des liens personnels ou d'affaires

Tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique qui apprend qu'un des soumissionnaires, une personne qui lui est associée, un membre de son conseil d'administration ou l'un de ses actionnaires lui est apparenté ou entretient avec lui des liens personnels ou d'affaires, doit avertir sans délai le secrétaire de ce comité de sélection ou de ce comité technique.

1.2 Confidentialité du processus

Chaque membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux dossiers évalués, à la composition des comités, aux délibérations et aux recommandations formulées. Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent déclarer tout conflit d'intérêts et signer le formulaire intitulé *Engagement solennel des membres*.

La Ville considère comme confidentielles les informations concernant la composition de ses comités de sélection et de ses comités techniques.

1.3 Communications des soumissionnaires ou d'un lobbyiste avec un représentant de la Ville de Montréal Pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat), toute communication doit obligatoirement s'effectuer seulement avec la personne responsable de cet appel d'offres désignée aux documents d'appel d'offres. Si une communication, visant l'appel d'offres, a lieu pendant cette période avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres ou si cette communication avec le responsable de l'appel d'offres vise à influencer celui-ci quant à cet appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission du soumissionnaire visé par telle communication.

Si une communication, visant l'appel d'offres, avec une personne autre que le responsable de l'appel d'offres est néanmoins découverte pendant l'exécution d'un contrat, la Ville se réserve

le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue aux clauses sur la prévention de la collusion et de la fraude intégrées dans tous les appels d'offres de la Ville, incluant la résiliation de ce contrat, et ce, sans préjudice des autres droits et recours de cette dernière contre son cocontractant.

2. Favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres

2.1 Confidentialité

La Ville de Montréal s'engage à préserver le caractère confidentiel du contenu des soumissions sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Tout employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

2.2 Infractions passées et admissibilité

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire lui-même;
- un de ses dirigeants ou administrateurs ou dans le cas d'une société, un associé;
- un des employés du soumissionnaire qui serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une entreprise qui lui est liée, un des dirigeants ou un de ses administrateurs ou, le cas échéant, un associé de celle-ci;
- un de ses sous-traitants ou consultants ;

n'a, au cours des cinq (5) ans précédant le présent appel d'offres, été déclarée coupable sur le territoire du Québec de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autres actes de même nature, ou tenue responsable de tels actes, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat.

Si l'un des actes mentionnés précédemment peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non conforme et par conséquent, rejetée. De plus, le soumissionnaire accepte d'être écarté de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans à compter de la date de sa soumission.

Si une telle décision finale est découverte ou rendue après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la résiliation du contrat visé et ce, sans préjudice des autres droits et recours de celle-ci contre son cocontractant.

2.3 Pot-de-vin

En déposant sa soumission, le soumissionnaire accepte d'être écarté de tout appel d'offres pendant cinq (5) ans, à compter de la date de la soumission, s'il est découvert qu'une décision finale d'un tribunal, fait état que l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- le soumissionnaire lui-même;
- un de ses dirigeants ou administrateurs ou dans le cas d'une société, un associé;
- un des employés du soumissionnaire;
- un de ses sous-traitants ou consultants ;

a soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet en fonction sur le territoire du Québec dans les cinq (5) ans précédant l'appel d'offres. Si un tel acte peut être reproché au soumissionnaire ou à l'une ou l'autre des personnes précitées, sa soumission est déclarée non-conforme et rejetée.

Si une telle décision finale est découverte ou rendue après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la résiliation du contrat visé et ce, sans préjudice des autres droits et recours de celle-ci contre son cocontractant.

3. Assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi

3.1 Déclaration relative aux communications d'influence – contrats de gré à gré

La personne qui contracte avec la Ville doit déclarer dans son contrat que si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention dudit contrat, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du commissaire au Lobbyisme.

3.2 Déclaration relative aux communications d'influence – appels d'offres sur invitation ou publics

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission (entre le lancement de l'appel d'offres et l'octroi du contrat). Toute affirmation solennelle inexacte entraîne le rejet de la soumission.

Si telle communication est néanmoins découverte après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la résiliation du contrat et ce, sans préjudice de ses autres droits et recours contre son cocontractant.

Dans les deux cas, la Ville transmet les informations en sa possession au Commissaire au lobbyisme afin que ce dernier mène une enquête.

3.3 Collaboration aux enquêtes

Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doivent collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant

à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes.

4. Prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption :

4.1 Obtention des documents d'appels d'offres¹

Les soumissionnaires doivent se procurer les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

4.2 Visite des lieux et rencontre d'information

Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

¹ À partir du 1er avril 2011, tous les documents relatifs aux appels d'offres de 100 000 \$ et plus devront obligatoirement être obtenus par le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Les appels d'offres de moins de 100 000 \$ seront quant à eux disponibles aux bureaux désignés par les unités d'affaires concernées.

4.3 Non-collusion

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, que les personnes suivantes :

- le soumissionnaire lui-même;
- un de ses dirigeants ou administrateurs ou dans le cas d'une société, un associé;
- un des employés du soumissionnaire qui serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
- une entreprise qui lui est liée, un des dirigeants ou un de ses administrateurs ou, le cas échéant, un associé de celle-ci;

ont établi cette soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou conclu un arrangement avec un concurrent (tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire) quant aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission, ou de présenter une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres. Si la Ville découvre que cette affirmation est inexacte, elle déclare sa soumission non conforme et doit la rejeter.

De même, si elle découvre pendant l'exécution du contrat que l'affirmation solennelle de l'adjudicataire était inexacte, de l'aveu de l'adjudicataire, ou si telle collusion ou arrangement est reconnu à l'occasion d'une décision par un tribunal, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la

résiliation de ce contrat, et ce, sans préjudice des droits et recours de celle-ci contre son cocontractant.

5. Prévenir les situations de conflits d'intérêts

5.1 Règles après emploi

La Ville soumet l'ensemble de ses cadres à des règles d'éthique après emploi de telle sorte qu'un cadre ne puisse pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures lors d'une cessation d'emploi.

5.2 Guides de conduite

Tout employé de la Ville de Montréal a le devoir de se comporter conformément aux règles édictées dans le *Guide de conduite à l'égard des valeurs de l'organisation destiné aux employés de la Ville de Montréal*.

De même, tout élu doit se conformer au *Guide de conduite des élus*.

5.3 Ligne éthique de la Ville de Montréal

Tout élu, tout membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville peut signaler, au moyen de la ligne éthique de la Ville de Montréal, tout acte répréhensible appréhendé ou commis par une personne ou un groupe de personnes dans sa relation avec la Ville ou une société paramunicipale.

6. Prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte

6.1 Interdiction de retenir les services d'une personne ayant participé à l'élaboration des appels d'offres

En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement et s'engage à ce qu'aucune des personnes suivantes :

- le soumissionnaire lui-même;
- un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou dans le cas d'une société, un associé;
- un de ses sous-traitants ou consultants;

- une entreprise qui lui est liée ou un de ses administrateurs, ou un de ses sous-traitants ou consultants;

n'embauche dans les douze (12) mois suivant l'appel d'offres une personne qui a accompagné la Ville dans son élaboration à quelque fin que ce soit.

S'il est découvert pendant l'exécution du contrat que son affirmation solennelle à titre de soumissionnaire était inexacte ou qu'il ne respecte pas les engagements prévus, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la résiliation de ce contrat, et ce, sans préjudice de ses droits et recours contre son cocontractant.

6.2 Déclaration de liens d'affaires

Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appels d'offres comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres. En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

S'il devient adjudicataire du contrat, le soumissionnaire s'engage de plus, pendant la durée du contrat, à informer la Ville de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien. Si l'adjudicataire ne se conforme pas à cette exigence, la Ville se réserve le droit d'appliquer, à sa seule discrétion, toute sanction prévue dans ses documents d'appel d'offres, incluant la résiliation de ce contrat, et ce, sans préjudice de ses droits et recours contre son cocontractant.

7. Encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat

7.1 Modification à un contrat

Une modification à un contrat doit être documentée et être approuvée par les instances qui ont approuvé le contrat original. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

7.2 Imprévus à un contrat

Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

7.3 Dépassement des crédits

(Protégé "A")

Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances.

RESPONSABILITÉ DE L'APPLICATION

L'application de la présente politique est sous la responsabilité du Directeur général de la Ville de Montréal.



Dossier # : 1142678007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du bureau d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

IL EST RECOMMANDÉ :
DE demander au conseil d'agglomération :

DE nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque à titre de membres du conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

Signé par Pierre WINNER **Le** 2014-05-05 16:06

Signataire : Pierre WINNER

Directeur d'arrondissement intérimaire
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement



Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 mai 2014

Résolution: CA14 210208

Nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun. (1142678007

Il est proposé par la conseillère Manon Gauthier

appuyé par le conseiller Pierre L'Heureux

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

DE demander au conseil d'agglomération :

DE nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque à titre de membres du conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

51.01 1142678007

Jean-François PARENTEAU

Maire d'arrondissement

Caroline FISETTE

Directrice du bureau d'arrondissement et
secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 28 mai 2014

IDENTIFICATION

Dossier # :1142678007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du bureau d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'agglomération désire procéder à la nomination de membres pour siéger au sein du conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun. Le conseil d'arrondissement doit donc adopter une résolution en ce sens et la soumettre au conseil d'agglomération pour considération et adoption.

Le conseil d'arrondissement a adopté les résolutions suivantes précédemment :

CA14 210063 - Nommer un membre pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CA13 210439 - 3 décembre 2013 - Nommer deux membres pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CA12 210514 - 4 décembre 2012 - Remplacement d'un membre pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CA09 210480 - 1^{er} décembre 2009 - Nommer deux membres du conseil d'arrondissement pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CA04 210225 - 4 mai 2004 - Mandater le Centre local de développement de Verdun comme CLD sur le territoire de l'arrondissement de Verdun et la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises pour déposer pour approbation une recommandation concernant la représentation au conseil d'administration du CLD;

CA03 210091 - 1^{er} avril 2003 - Mandater le CLD en tant qu'organisme sur le territoire de l'arrondissement de Verdun pour soutenir le développement économique local et pour offrir les services de soutien à l'entrepreneuriat;

Protocoles d'entente entre la Ville, le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et selon le cas, le Centre local de développement Anjou/Montréal-Nord, le Centre local

de développement LaSalle, Le Centre local de développement Les 3 Monts (Mont-Royal/Outremont/Westmount), le Centre local de développement de Verdun.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0112 - 27 février 2014 - Nomination de madame Marie-Eve Brunet au conseil de développement local (CLD) de Verdun;

CG14 0034 - 30 janvier 2014 - Nommer monsieur Pierre L'Heureux et madame Francine Lefebvre pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CG12 0091 - 22 mars 2012 - Remplacement de monsieur Gilles Baril, membre au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun, par madame Louise Hébert;

CG10 0467 - 16 décembre 2010 - Remplacement de madame Nicole Lemire, membre au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun, par madame Annick Diop;

CG10 0056 - 4 février 2010 - Nominations de madame Ginette Marotte et monsieur Alain Tassé au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun;

CG06 0134 - 30 mars 2006 - Nominations de messieurs André Desmarais et Jacques Gendron au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun (CLD);

CG06 0086 - 2 février 2006 - Nommer madame Josée Lavigueur et monsieur Alain Tassé pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun à compter du 1^{er} janvier 2006;

DESCRIPTION

Le CLD a modifié ses règlements généraux portant ainsi le nombre des membres à 9. Il est donc opportun de procéder à la nomination de trois nouveaux membres, soient mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque à titre de membres du conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

JUSTIFICATION

La Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a confié au conseil d'agglomération la désignation des CLD sur le territoire ainsi que les membres du conseil d'administration de ces organismes

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS
ADMINISTRATIFS**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Développement économique , Direction (Alain MARTEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel DAIGNEAULT
Chef de division

Tél : 514 765-7275
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-25

Caroline FISETTE
Directrice
du bureau d'arrondissement et secrétaire
d'arrondissement

Tél : 514-765-7078
Télécop. : 514 765-7006

Dossier # : 1142678007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction du bureau d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement
Objet :	Nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Les centres locaux de développement (CLD) relèvent de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal (réf. : Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., 2004 ch. 29, art 19, 11°c)). La Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., c M-30.01) (loi sur le MDEIE) interpelle le conseil d'agglomération de Montréal notamment sur le développement économique local et les CLD. En vertu de la Loi, le conseil d'agglomération désigne les CLD qu'il souhaite voir opérer sur le territoire ainsi que les membres du conseil d'administration de ces organismes.

Le 20 juin 2013, le conseil d'agglomération approuvait le projet de convention entre la Ville de Montréal et le CLD Verdun (CG13 0217 / GDD 1134588028).

En vertu de l'article 94 de la loi sur le MDEIE, « le conseil d'administration d'un centre local de développement comprend des élus municipaux, des personnes issues notamment du milieu des affaires et de l'économie sociale ainsi que, sans droit de vote, le député de l'Assemblée nationale de toute circonscription sur le territoire de laquelle le centre local de développement a compétence. Le conseil comprend également, sans droit de vote, les personnes suivantes :

- 1° le responsable du centre local de développement;
- 2° le directeur d'un centre local d'emploi».

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Alain MARTEL
Conseiller en planification - Chef d'équipe
Tél : 514 872-8508

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-04-30

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division
Tél : 514.872.9696

Division : Division du développement économique et des initiatives stratégiques

Dossier # : 1142678007

Unité administrative responsable : Arrondissement Verdun , Direction du bureau d'arrondissement , Secrétariat d'arrondissement

Objet : Nommer mesdames Véronique Tremblay et Anne-Marie Charron ainsi que monsieur Martin Bourque pour siéger au conseil d'administration du Centre local de développement de Verdun.



Règlement généraux avril 2014.docx CV Veronique Tremblay-av2014.docx



Liste des membres CLD Verdun 11022014.docMARTIN BOURQUE.pdfAM CHARRON.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel DAIGNEAULT
Chef de division

Tél : 514 765-7275
Télécop. :

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE VERDUN

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX ENTÉRINÉS LORS DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE PROJET AMENDÉ Avril 2013

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Dénomination sociale

Cet organisme porte la dénomination sociale de :

« CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE VERDUN »;

et sera ci-après décrit comme le « CLD de Verdun ».

Article 2 : Statut

2.1) Le CLD de Verdun est un organisme à but non-lucratif constitué le 9 mars 1999 par lettres patentes, en vertu de la Partie III de la *Loi sur les Compagnies*.

2.2) Le ou vers le 19 mars 1999, le CLD de Verdun a été agréé par la Ministre d'État aux Affaires Municipales et à la Métropole en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les ministères des Régions*.

Article 3 : Lois applicables

Les activités du CLD de Verdun sont régies par :

- a) ses lettres patentes, les dispositions pertinentes de la *Loi sur les compagnies*, les amendements qui pourront y être apportés de temps à autre, ainsi que par tous les règlements adoptés en vertu de ladite loi;
- b) le présent règlement et ses annexes, ainsi que par toutes modifications qui pourraient leur être apportées de temps à autre;
- c) les dispositions pertinentes de la *Loi sur le Ministère des Régions*, les amendements qui pourront y être apportés de temps à autre, ainsi que par tous les règlements adoptés en vertu de ladite loi;
- d) l'entente de gestion et ses annexes concluent le ou vers le 29 mars 1999 avec la Ministre d'État aux Affaires Municipales et à la Métropole et la Municipalité de Verdun, ainsi que par toutes modifications qui pourraient leur être apportées de temps à autre.

Article 4 : Siège social

Le siège social du CLD de Verdun est établi au 3782, rue Wellington en la ville de Montréal, arrondissement de Verdun ou à tel autre endroit en ladite municipalité que le Conseil d'administration pourra, de temps à autre, déterminer.

Article 5 : Territoire d'intervention

Le CLD de Verdun exerce ses activités sur le territoire de l'arrondissement de Verdun.

Article 6 : Mission

6.1) Le CLD de Verdun a principalement pour mission:

a) de susciter et de soutenir l'essor économique, culturel et social dans son territoire d'intervention;

b) offrir, le cas échéant en partenariat avec d'autres personnes ou organismes notamment du secteur privé, un ensemble de services de première ligne aux entreprises, notamment par leur regroupement ou leur coordination et assurer leur financement;

c) élaborer et réaliser un PALÉE, conformément à l'Annexe IV de l'entente entre le Ville de Montréal et le CLD de Verdun, et une programmation annuelle (budget et activités) selon les formulaires prescrits par la Ville; ce PALÉE et cette programmation annuelle doivent être approuvés par le conseil d'arrondissement et l'Organisme s'engage à les respecter;

d) élaborer, en tenant compte des orientations, stratégies et objectifs nationaux et régionaux, une stratégie de développement de l'entrepreneuriat, y compris l'entrepreneuriat de l'économie sociale;

e) agir en tant qu'organisme consultatif auprès du CLE de son territoire;

6.2) En conformité avec les dispositions législatives le régissant, le CLD de Verdun pourra assumer de temps à autre, toute autre responsabilité issue et/ou reliée à sa mission tel que décrit à l'article 6.1).

Article 7 : Les instances décisionnelles

7.1) Le CLD de Verdun est doté de trois (3) instances décisionnelles comportant les pouvoirs et agissant dans les limites établies par les lois applicables, ses lettres patentes et par le présent règlement;

7.2) Ces instances décisionnelles sont :

a) L'assemblée générale des membres;

b) Le conseil d'administration;

c) Le comité exécutif.

CHAPITRE II : LES MEMBRES

Article 8 : Catégorie de membres

Le CLD de Verdun est composé de deux (2) catégories de membres, à savoir les « membres en règle » et les « membres d'office ».

Article 9 : Membres en règle

9.1) Le conseil d'agglomération de Montréal nomme, par résolution, les membres en règle du CLD de Verdun.

9.2) Les membres en règle jouissent à ce titre de tous les droits et pouvoirs qui leur sont conférés par le présent règlement, notamment celui d'assister et de participer aux assemblées des membres et d'y voter selon les modalités prévues au présent règlement.

Article 10 : Membre d'office

10.1) Est membre d'office du CLD de Verdun, toute personne physique occupant une fonction dont la loi et/ou le présent règlement statue qu'il fait partie d'office des membres du CLD de Verdun, sujet à ce qu'il se qualifie et maintienne en tout temps cette qualification.

10.2) Les membres d'office jouissent à ce titre de tous les droits et pouvoirs qui leur sont conférés par le présent règlement, notamment celui d'assister et de participer aux différentes instances du CLD de Verdun;

10.3) Toutefois, les membres d'office n'ont pas le droit de vote, que se soit à l'assemblée des membres, au conseil d'administration ou au comité exécutif;

10.4) Les membres d'office du CLD de Verdun sont les personnes suivantes :

- a) le directeur du CLD de Verdun;
- b) Le directeur du Centre Local d'Emploi (CLE) Verdun (module Emploi-Québec);
- c) Le député à l'Assemblée nationale pour le comté de Verdun ou son représentant dûment autorisé.

Article 11 : Démission

Tout membre en règle peut démissionner en adressant un avis écrit à cet effet au secrétaire du CLD de Verdun.

Article 12 : Suspension ou radiation

12.1) L'arrondissement de Verdun peut par résolution, suspendre pour la période qu'il détermine ou encore radier définitivement tout membre en règle qui enfreint l'une ou l'autre des dispositions des règlements du CLD de Verdun ou dont la conduite ou les activités sont jugées par l'arrondissement Verdun néfastes et/ou nuisibles aux objectifs poursuivis par le CLD de Verdun.

CHAPITRE III: L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES

Article 13 : Assemblée générale annuelle

13.1) L'assemblée générale annuelle des membres a lieu à l'endroit, à la date et à l'heure prévue par le conseil d'administration, au plus tard dans les cent vingt (120) jours suivant la fin de l'exercice financier du CLD de Verdun.

13.2) Lors de l'assemblée générale annuelle, les membres en règle présents et dûment représentés par leur délégué officiel, ont les pouvoirs de :

- a) recevoir et adopter le rapport annuel d'activités et les états financiers du CLD de Verdun;
- b) délibérer sur les rapports qui lui sont présentés et décider de leur adoption;
- c) nommer les vérificateurs externes des états financiers du CLD de Verdun;
- d) entériner les actes posés par le conseil d'administration;
- e) traiter de façon générale, toute autre question qui pourrait alors être soumise aux membres par le conseil d'administration du CLD de Verdun.

CHAPITRE IV : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 14 : Composition

14.1) Le conseil d'administration du CLD de Verdun se compose de neuf (9) « administrateurs » nommés par l'arrondissement Verdun et des trois (3) membres d'office tel que défini à l'article 9 du présent règlement.

14.2) Les administrateurs ont le droit de voter lors des assemblées du conseil d'administration, alors que les membres d'office ne peuvent le faire.

Article 15 : Démission

Cesse de faire partie du conseil d'administration et d'occuper sa fonction, tout administrateur qui :

- a) informe par écrit le secrétaire du conseil d'administration de sa démission;
- b) perd sa qualité d'administrateur aux termes du présent règlement;
- c) néglige d'assister à trois (3) assemblées consécutives sans motif valable.

Article 16 : Vacance

S'il survient une vacance au sein du conseil d'administration, le directeur du CLD de Verdun en informe par écrit l'arrondissement Verdun et lui demande de le remplacer.

Article 17 : Rémunération et indemnisation

Les administrateurs ne sont pas rémunérés pour les activités relevant de leurs fonctions au conseil d'administration. Cependant, les frais encourus pour accomplir lesdites activités peuvent être remboursés sur approbation du conseil d'administration.

Article 18 : Assurance responsabilité

Le CLD de Verdun doit maintenir en vigueur une police d'assurance responsabilité couvrant les responsabilités du CLD de Verdun ainsi qu'une police d'assurance protégeant les administrateurs dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 19 : Les assemblées du conseil d'administration

19.1) Les administrateurs et les membres d'office du CLD de Verdun se réunissent en assemblée aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire mais au moins quatre (4) fois durant l'exercice financier.

19.2) Les assemblées du conseil d'administration sont convoquées soit par le président, soit par le secrétaire sur instructions du président ou soit sur demande écrite d'au moins vingt-cinq pour cent (25%) des administrateurs du CLD de Verdun.

19.3) Les assemblées du conseil d'administration sont tenues au siège social du CLD de Verdun ou à tout autre endroit que le conseil d'administration déterminera.

Article 20 : Avis de convocation

20.1) Toute assemblée du conseil d'administration pourra être convoquée par avis écrit d'au moins sept (7) jours francs précédant la tenue de ladite assemblée.

20.2) L'avis de convocation de l'assemblée du conseil d'administration doit être adressé aux administrateurs et aux membres d'office et doit indiquer la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée.

20.3) En cas d'urgence, le président du conseil d'administration ou en cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, le vice-président du conseil d'administration, pourra convoquer une assemblée du conseil d'administration par avis écrit d'au moins vingt-quatre (24) heures précédant la tenue de ladite assemblée.

20.4) Dans tous les cas, l'avis de convocation d'une réunion du conseil d'administration doit être accompagné d'un ordre du jour ainsi que d'une copie du procès-verbal de la dernière assemblée du conseil d'administration.

20.5) L'omission accidentelle de faire parvenir l'avis de convocation d'une assemblée du conseil d'administration à un ou quelques administrateurs ou membres d'office ou la non-réception de l'avis par

un ou quelques administrateurs ou membres d'office, n'a pas pour effet de rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée.

20.6) La présence d'un administrateur ou d'un membre d'office à une assemblée du conseil d'administration, couvre, quant à elle ou lui, le défaut d'avis de convocation.

20.7) L'assemblée du conseil d'administration tenue immédiatement après l'assemblée générale annuelle des membres du CLD de Verdun est tenue sans avis de convocation.

Article 21 : Quorum

Le quorum de l'assemblée du conseil d'administration est fixé à cinquante pour cent (50%) des administrateurs en fonction, excluant donc dudit calcul, les vacances au conseil d'administration.

Article 22 : Modalités du vote

22.1) Toutes les questions soumises à une assemblée du conseil d'administration seront tranchées par la majorité simple (50% + 1) des voix validement exprimées des administrateurs présents.

22.2) Les résolutions déjà adoptées par le conseil d'administration peuvent être retirées ou modifiées avec l'approbation des deux tiers (2/3) des administrateurs présents.

22.3) À moins qu'un vote par scrutin secret ne soit demandé par au moins un (1) administrateur, le vote est pris à main levée.

22.4) Un administrateur qui est en conflit d'intérêts sur une question débattue au sein du conseil d'administration doit le révéler et s'abstenir de voter.

CHAPITRE V : LE COMITÉ EXÉCUTIF

Article 23 : Composition

23.1) Le comité exécutif sera formé du « président », du « vice-président », du « secrétaire » et du « trésorier », c'est-à-dire les « officiers » du CLD de Verdun, et des quatre (4) membres d'office tel que défini à l'article 10 du présent règlement.

23.2) Les officiers ont le droit de voter lors des assemblées du comité exécutif, alors que les membres d'office ne peuvent le faire.

Article 24 : Élection

Le conseil d'administration doit, à sa première assemblée suivant l'assemblée générale annuelle des membres et par la suite lorsque les circonstances l'exigent, élire ou nommer, parmi les administrateurs siégeant au conseil d'administration, les officiers du CLD de Verdun.

Article 25 : Durée du mandat

Sujet à ce qu'il conserve sa qualification de membre du conseil d'administration telle qu'établie précédemment, chaque officier sera en fonction à compter de son élection jusqu'à la première assemblée du conseil d'administration suivant la prochaine assemblée générale annuelle des membres ou jusqu'à ce que son successeur soit élu ou nommé.

Article 26 : Démission et destitution

26.1) Tout officier peut démissionner en tout temps en remettant sa démission par écrit au président ou au secrétaire ou lors d'une assemblée du conseil d'administration.

26.2) Tout officier est sujet à destitution par un vote de la majorité des membres du conseil d'administration.

Article 27 : Vacance

Toute vacance au comité exécutif peut être comblée en tout temps par le conseil d'administration.

Article 28 : Fonctions et pouvoirs

28.1) Le comité exécutif a l'autorité et exerce tous les pouvoirs du conseil d'administration du CLD de Verdun, sauf les pouvoirs qui, en vertu de la loi, doivent être exercés par le conseil d'administration ainsi que ceux expressément réservés au conseil d'administration dans les lettres patentes ou dans le présent règlement ou encore, les pouvoirs que le conseil d'administration peut de temps à autre s'attribuer.

28.2) Sans limiter la généralité de ce qui précède, le comité exécutif exerce notamment les pouvoirs suivants:

- a) mettre en œuvre et exécuter les décisions du conseil d'administration;
- b) fixer la date et le lieu des assemblées régulières du conseil d'administration et de l'assemblée générale annuelle des membres ainsi que l'ordre du jour;
- c) assurer la gestion des affaires courantes du CLD de Verdun et prendre toutes mesures nécessaires entre les réunions du conseil d'administration, moyennant l'approbation du conseil d'administration subséquente;
- d) étudier les prévisions budgétaires et les soumettre au conseil d'administration;
- e) étudier les politiques d'orientation et de développement et faire des recommandations au conseil d'administration.

28.3) Le comité exécutif fait rapport de ses activités à chaque assemblée du conseil d'administration.

28.4) Le conseil d'administration a le pouvoir de ratifier les décisions prises par le comité exécutif.

Article 29 : Assemblées du conseil exécutif

29.1) Les membres du comité exécutif du CLD de Verdun se réunissent en assemblée aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire.

29.2) Les assemblées du comité exécutif sont convoquées soit par le président, soit par le secrétaire, sur instructions du président.

29.3) Les assemblées du comité exécutif sont tenues, au siège social du CLD de Verdun ou à tout autre endroit que le comité exécutif déterminera.

Article 30 : Avis de convocation

30.1) Toute assemblée du comité exécutif pourra être convoquée par avis écrit d'au moins deux (2) jours francs précédant ladite assemblée.

30.2) L'avis de convocation doit être adressé aux officiers et aux membres d'office, et doit indiquer la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée.

30.3) L'avis de convocation doit être accompagné d'un ordre du jour ainsi que d'une copie du procès-verbal de la dernière assemblée du comité exécutif.

30.4) L'omission accidentelle de faire parvenir l'avis de convocation d'une assemblée du comité exécutif à un ou quelques officiers ou membres d'office ou la non-réception d'un avis par un ou quelques officiers ou membres d'office, n'a pas pour effet de rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée.

30.5) La présence d'un officier ou d'un membre d'office à une assemblée du comité exécutif couvre, quant elle ou lui, le défaut d'avis de convocation.

30.6) L'assemblée du comité exécutif tenue immédiatement après l'assemblée du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale annuelle des membres du CLD de Verdun peut être tenue sans avis de convocation.

Article 31 : Quorum

Le quorum du comité exécutif est fixé à trois (3) officiers.

Article 32 : Modalités du vote

32.1) Toutes les questions soumises à une assemblée du conseil exécutif seront tranchées par la majorité simple (50% + 1) des voix validement exprimées.

32.2) Un officier qui est en conflit d'intérêts sur une question débattue au sein du comité exécutif doit le révéler et s'abstenir de voter.

CHAPITRE VI : LES OFFICIERS

Article 33 : Le président

- 33.1) Le président préside toutes les assemblées du conseil d'administration et du comité exécutif.
- 33.2) Il signe tous les documents qui requièrent sa signature pour devenir des documents officiels du CLD de Verdun.
- 33.3) Il représente le CLD de Verdun et agit à titre de porte-parole.

Article 34 : Le vice-président

Le vice-président assiste le président ou, en son absence, le remplace, et dans tel cas, assume les pouvoirs et obligations du président.

Article 35 : Le secrétaire

- 35.1) Le secrétaire a généralement la charge d'envoyer les avis de convocation, qu'ils soient pour les assemblées des membres, les assemblées du conseil d'administration et/ou les assemblées du comité exécutif.
- 35.2) Le secrétaire assiste aux assemblées du conseil d'administration et du Comité exécutif, et a la responsabilité de préparer et/ou à superviser la préparation et la rédaction des procès-verbaux desdites assemblées.
- 35.3) Le secrétaire a la garde des registres des procès-verbaux des assemblées des membres, du conseil d'administration, du comité exécutif, des comités permanents ou spéciaux du CLD de Verdun, ainsi que tous les autres registres corporatifs.
- 35.4) Le secrétaire remplit toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la loi, par le présent règlement ou par le conseil d'administration.

Article 36 : Le trésorier

- 36.1) Le trésorier a la charge et la garde des fonds du CLD de Verdun ainsi que des livres comptables.
- 36.2) Le trésorier doit tenir et/ou faire tenir, un relevé précis de l'actif et du passif du CLD de Verdun, des recettes et déboursés du CLD de Verdun et tous les livres appropriés à cette fin.
- 36.3) Le trésorier complète et/ou fait compléter tous les rapports financiers exigés par la loi.
- 36.4) Le trésorier remplit toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la loi, par le présent règlement ou par le conseil d'administration.

CHAPITRE VII: LES COMITÉS CONSULTATIFS

Article 37 : Catégories

Le Conseil d'administration du CLD de Verdun peut créer deux (2) catégories de comités consultatifs :

- a) Les comités permanents notamment le « Fonds local d'investissement », le « Fonds d'économie sociale », et le « Fonds jeunes promoteurs »;
- b) Les comités spéciaux.

Articles 38 : Mandat

38.1) Les mandats de ces comités sont déterminés par le conseil d'administration et révisés annuellement.

38.2) Les membres de ces comités sont choisis parmi les administrateurs du conseil d'administration ainsi que toutes personnes extérieures du conseil, choisi par ce dernier au besoin.

Article 39 : Formation

Lors de la première assemblée du conseil d'administration suivant l'assemblée générale annuelle, les administrateurs nomment les présidents des comités permanents, alors que les comités spéciaux sont et/ou seront créés au besoin en cours de mandat.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 40 : Exercice financier

L'exercice financier du CLD de Verdun se termine le trente et un (31) mars de chaque année.

Article 41 : Vérification

41.1) Les livres et états financiers du CLD de Verdun sont vérifiés chaque année, aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice financier, par le(s) vérificateur(s) nommé(s) à cette fin.

41.2) Le rapport des vérificateurs doit être soumis aux membres en règle, en même temps que les états financiers, lors de l'assemblée générale annuelle.

Article 42 : Vérificateur

42.1) Lors de chaque assemblée générale annuelle, les membres en règle nomment les vérificateurs des comptes du CLD de Verdun,

42.2) Les vérificateurs restent en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

42.3) Le conseil d'administration pourra combler toute vacance qui se produit fortuitement au poste de vérificateur.

42.4) Aucun administrateur ou membre d'office du CLD de Verdun ou toute personne qui est son associée ne pourra agir comme vérificateur du CLD de Verdun.

Article 43 : Dissolution

Advenant la dissolution du CLD de Verdun ou la cessation de ses activités, le CLD de Verdun convient de transférer, après paiement des dettes et extinction du passif, ses biens et son actif à un organisme approuvé par le Ministre d'État aux Affaires Municipales et à la Métropole et l'arrondissement Verdun, ville de Montréal.

Article 44 : Modification des règlements

Toute proposition de modification des règlements du CLD de Verdun doit être transmise aux membres en règle avec l'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle et être approuvée par le vote d'au moins les deux tiers (2/3) des membres en règles présents.

Article 45 : Entrée en vigueur

Le présent règlement trouvera son application à compter du 8 mai 2014.

Curriculum vitae

Véronique Tremblay

Spécialités: développement des affaires, ventes, édition, communications, relations publiques.

Forces : relationnelle, excellent sens des affaires, organisatrice.

Créative, polyvalente, capacité d'adaptation supérieure, écoute active, analyse rapide, stratège, réaliste, orientée vers l'action, habile négociatrice, ouverture d'esprit. Aime œuvrer dans un environnement créatif

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

TC Média

2014

Directrice des ventes, Solutions Marketing Local

- Gère l'équipe de représentants publicitaires
- Forme les représentants sur la multitude de produits numériques et traditionnels
- Crée des liens d'affaires avec la communauté

Emplois en Santé (outils de recrutement web/papier)

2012-13

Éditrice et Entrepreneur

- Géré le contenu, les ventes, la production et la distribution.
- Étudié les besoins des clients et des usagers,
- Dynamisé le concept et les produits (publications et sites web)

Réalisations :

- **Redressé une entreprise**
- **Actualisé des outils de recrutement pour les actualiser dans le but de les ramener à leur pleine rentabilité.**

RBC Dominion Valeurs Mobilières

2011

Agent au Développement des Affaires

- Moderniser l'image et les outils de communication.
- Élargi le réseau de clients

Ambiance et événements

2008-2011

Propriétaire d'une agence d'artistes

- Exposé et vendu des œuvres d'artistes peu connus
 - Organisé avec succès des vernissages et anniversaires
 - Fait évaluer des œuvres de peintres consacrés pour revente
 - Géré des projets de décoration intérieur-extérieur de lieux publics
- Réalisation :**
- **Augmenté le chiffre d'affaires d'un restaurant dans la période de Noël 2010**

Magazine Vie et Santé

2000-2007

Éditrice et entrepreneure

- Dirigé les ventes, le contenu, la distribution et la production.
 - Adressé des demandes de subventions
 - Promu le magazine dans des salons commerciaux spécialisés
 - Responsable de l'administration et de la collection de comptes payables
 - Bâti une équipe des ventes et de rédacteurs pigistes.
 - Mis sur pied des concours et promotions
 - Collaboré étroitement avec des artistes
- Réalisations :**
- **Redressé un magazine en réorientant le contenu pour la clientèle-cible dans une période où deux concurrents cessaient de publier.**
 - **Créé un produit-phare en santé naturelle.**

Magazine Québec Entreprise

1996-2000

Responsable des projets spéciaux et représentante, publicité nationale

- Développé des outils de vente
 - Vendu des profils d'entreprise
 - Représenté le magazine dans des événements promotionnels
 - Administré et collecté les comptes payables
 - Créé des dossiers spéciaux(technologie et exportation)
- Réalisation :**
- **Recruter de nouveaux annonceurs nationaux et locaux**

TC Transcontinental (Groupe Constructo)

1993-96

Directrice des ventes

- Développé les ventes en modifiant et en ajoutant des publications.

- Dirigé une équipe de 10 représentants, géré 6 publications et des dizaines de cahiers spéciaux.
 - Sélectionné et implanté un logiciel de gestion de ventes.
 - Organisé des outils de planification budgétaire pour les ventes.
 - Organisé des séminaires de ventes pour les représentants
- Réalisations :**
- **Dépassé les objectifs de ventes dans une période de crise.**
 - **Doublé le taux de satisfaction des clients sans frais supplémentaires.**

Power Corporation (Journal La Tribune)

1990-93

Directrice-adjointe aux ventes (1992-93)

Représentante (1990-91)

Embauchée comme représentante, j'ai été promue rapidement après avoir augmenté de façon importante les investissements de plusieurs clients...les budgets investis par certains clients.

- développé des concepts de produits publicitaires
 - cogéré plus de 60 représentants syndiqués. Travaillé en équipe avec succès.
 - exercé un leadership au sein de l'équipe
- Réalisations**
- **Mis sur pied un service de télémarketing**
 - **Produit 50 nouveaux cahiers thématiques en un an**

FORMATION

Conférences, forums et séminaires dont :

- Forum des idées pour le Québec
- Conférence La technologie dans notre quotidien
- Midis-conférences de l'APGP
- Habilités de communication
- PGAVL Vente et approche au client
- Gestion des ventes et personnalités

Formation académique

- Cours en gestion (Université de Sherbrooke)

- Baccalauréat en psychologie (Université de Sherbrooke)

FONDATIONS ET BÉNÉVOLAT

Activités de 2009 à maintenant

Co-présidente et administrateur, Fondation École primaire IDS

- Élaboration du plan stratégique et du plan d'activités.
- Collecte de dons auprès des entreprises de l'Île-des-Sœurs,
- Organisation de la campagne de financement annuelle et d'évènement bénéfiques : concert de Noël, cabane à sucre,

Présidente Conseil d'Établissement, École Primaire de l'IDS.

Coordonnatrice, Expo-Sciences de l'école primaire de l'IDS.

- Recrutement des bénévoles,
- Production des outils d'évaluation,
- Collecte de prix de participation,
- Production de la documentation,
- Aménagement des lieux

Déléguée au Comité de parents-sud et au comité central, Commission scolaire Marguerite-bourgeois.

Coordonnatrice des commandites, Championnat canadien tennis junior.

Membre du Comité Organisateur, Challenge Tennis des Entreprises RONA,

Organisation de l'évènement et recherche de commandite.

Bénévole : Fondation Bougeons-don.

Membre active du comité Besoin d'une École IDS.

Références sur demande

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION CLD VERDUN

MEMBRES VOTANTS

<p>Comité exécutif : Président Monsieur Jean-Marc Crête Conseiller Commission scolaire Marguerite Bourgeoys 1043, rue Willibrod Verdun (Qc) H4G 2V1 Institutionnel</p>		<p>Comité exécutif : trésorier Monsieur André Desmarais Aéroportvoyage 3767, rue Wellington Verdun (Qc) H4G 1V1 Affaires et commerces</p>
<p>Comité exécutif : vice président Monsieur Jacques Gendron Pharmacie Jean Coutu 2000, boul. René Lévesque Verdun (QC) H3E 1Z7 Affaires et commerces</p>		<p>Comité exécutif : secrétaire Madame Louise Hébert Directrice du bureau d'arrondissement Arrondissement de Verdun 4555, rue de Verdun Verdun (Qc) H4G 1M4 Municipal</p>
<p>Madame Francine Lefebvre Coordonatrice Concertation en développement social De Verdun (CDSV) Communautaire</p>		<p>Monsieur Alain Laroche Commissaire au développement local Forum économique de Verdun 3617, rue Wellington Verdun (Qc) H4G 1T9 Affaires et commerces</p>
<p>Monsieur Pierre L'heureux Conseiller d'arrondissement 4555, rue de Verdun Verdun (Qc) H4G 1M4 Élu municipal</p>		

MEMBRES NON VOTANTS

<p>Monsieur Sylvain Gagné Directeur Centre local d'emploi Québec 1055, rue Galt Verdun (Qc) H4G 2R1</p>		<p>Monsieur Marc Cloutier Directeur Centre local de développement 4400 boul Lasalle Verdun (Qc) H4G 2A8</p>
<p>Monsieur Michel L'Heureux Attaché politique de M. J.François Gauthrin Député de Verdun 411, rue Wellington bur 301 Verdun (Qc) H4G 4V1</p>		

MARTIN BOURQUE

OBJECTIFS

Je désire créer la beauté autour de moi. Et pour se faire, j'ai choisi de restaurer le patrimoine bâti. Pour chaque immeuble sur lequel je travaille, mon objectif est de rendre au bâtiment son harmonie architecturale d'origine. Et ce, en respectant les plus hauts standards environnementaux afin de minimiser notre impact sur la planète et pour ainsi laisser nos enfants et nos petits enfants admirer encore longtemps les chefs-d'œuvre bâti par nos ancêtres.

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

2007 - Aujourd'hui

Construction Cogito inc.

Montréal

www.cogito.ca

Président

- Gérer une entreprise spécialisée en restauration de maçonnerie employant une dizaine de personnes à temps plein
- Orchestrer le marketing, la vente, la gestion des travaux et la gestion de la main-d'œuvre.
- Construire et promouvoir l'immobilier écologique via le projet Cartier Vert visant l'obtention de la certification LEED Platine. (www.cartiervert.com)

Réalisations

- Augmentation annuelle des ventes depuis 2007 = 115%
- Augmentation annuelle de la masse salariale depuis 2007 = 111%
- Obtention de la première certification LEED Platine canadienne pour un multi-logement privé (projet Cartier Vert)
- Obtention de la première certification québécoise de l'industrie de la construction par Recyc-Québec
- Développement d'un programme unique de communication WEB intégrant un site WEB, un blogue, un site Facebook et une page Twitter

2003-2007

L.M. Sauvé et Restauration Atwill-Morin

Montréal

Maçon

- Tailler et scier différents éléments de maçonnerie
- Applique du mortier, du ciment ou tout autre adhésif
- Tirer les joints des pièces de maçonnerie

- Ériger divers types de murs, de fondations, de cloisons, de cheminées, de foyers et de fours

Réalisations

- Restauration du siège social à Montréal de Bell Canada
- Restauration du Cœur des Sciences de l'UQAM
- Restauration de l'Église Unie Saint-James

ENGAGEMENT SOCIAL & ENTREPRENEURIAL

2010 - Aujourd'hui Groupement des Chefs d'Entreprise du Québec Montréal

Participant actif au raconte de mon groupe de chefs

- Partager des expériences vécues, dans un esprit d'entraide, pour mieux réussir

2011 Invitation à l'école Le Chantier Laval

Rencontre avec les étudiants du D.E.P. en briquetage – maçonnerie

- Expliquer aux étudiants la réalité des conditions de travail dans l'industrie de la construction
- Faire prendre conscience des opportunités de carrière extraordinaire qui sont présentes en maçonnerie

2011 Mission commerciale Rendez-vous du bâtiment à énergie positive Lyon
communiqués.gouv.qc.ca/gouv.qc/communiqués/GPQF/Fevrier2011/09/c9192.html

Mission commerciale - Les Offices jeunesse internationaux du Québec

- Établir des contacts avec des entrepreneurs québécois dans le secteur de la construction durable
- Rencontrer des entrepreneurs internationaux spécialisés en construction écologique

2011 Mission commerciale EcoBuild Londres
<http://www.ecobuild.co.uk/>

Mission commerciale organisée par Carrefour Québec International

- Établir des contacts avec des entrepreneurs québécois et européens dans le secteur de la construction durable
- Participer à des ateliers de formation de pointe en rénovation durable.

PRIX ET RECONNAISSANCES PUBLIQUES

2008 Bourse Jeune Entrepreneur Montréal

Gagnant

- Bourse offerte par le CLD de Verdun
- Lauréat d'une bourse de 5 000 \$ pour le démarrage de Construction Cogito inc.

- | | | |
|--------------------------|---|----------|
| 2008
Gagnant | Concours québécois en entrepreneuriat | Montréal |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Gagnant de la division Sud – Ouest de l'île de Montréal | |
| 2010
Finaliste | Concours UNIO | Montréal |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Catégorie entreprise de service de 10 employés et moins | |

CONFÉRENCES ET INTERVENTIONS DANS LES MÉDIAS

Conférences

- BOURQUE, Martin. *Le parcours d'un jeune ouvrier devenu entrepreneur*, Midi Motivation, Verdun, 2010.
- BOURQUE, Martin et Yves LANGEVIN. *Construction écologique : Les défis d'un projet innovateur*, Conseil canadien du bâtiment durable, Montréal, décembre 2011.

Interventions dans les médias

- BOURQUE, Martin. *La brique : un matériau écologique pour la construction*, Émission radiophonique Éco-Logis, CIBL 101.5, Montréal, juin 2010.
- BOURQUE, Martin. *La construction écologique en Europe*, Émission radiophonique, Éco-Logis, CIBL 101.5, Montréal, juin 2011.

VISIBILITÉS DANS LES MÉDIAS

Articles dans les revues spécialisées

- LESSARD, Martin. « Il pleut dans les toilettes ! » dans *Les bâtisseurs de la Montérégie*, Association de la construction du Québec – Région Montérégie (ACQ), hiver 2010, pages 10 à 11.
- DUMOULIN, Lucie. « Ressusciter un triplex : Rénover pour obtenir la certification LEED Platine, c'est possible ! » dans *La maison du 21^{ème} siècle*, Montréal, automne 2011, pages 70 à 72.
- LEGAULT, Louise. « Rénovation LEED Platine pour le Cartier Vert » dans *Québec habitation*, Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (APCHQ), Anjou, février – mars 2012, page 30.

Articles de journaux

- GAUTHIER, Alexandre. « Verdun rafle quatre prix au gala de l'entrepreneurship » dans *Le Messager de Verdun*, Verdun, 20 avril 2008.
- Auteur inconnu. « Concours québécois en entrepreneurship : on s'inscrit ! » dans *Sud – Ouest Affaires*, Montréal, janvier 2009, page 12.

- LUSSIER, Pierre. « Martin Bourque a trouvé sa voie dans la maçonnerie » dans *Le Messager de Verdun*, Verdun, 26 février 2010.
- Auteur inconnu. « Midi Motivation » dans *Le Messager de Verdun*, Verdun, 27 mai 2010.
- MARCOUX, Aude-Marie. « Des PME montréalaises adoptent le développement durable », dans *Vision durable*, Transcontinental, 28 septembre 2010.
- BOULANGER, Pierre. « Les finalistes UNIO 2010 enfin dévoilés ! » dans *Le Messager de Verdun*, Verdun, novembre 2010.
- THIBODEAU, Carole. « Innovations pour un triplex centenaire » dans *La Presse*, Montréal, 05 décembre 2011, section Maison, page 14.
- THIBODEAU, Carole. « Une thermopompe futée » dans *La Presse*, Montréal, 05 décembre 2011, section Maison, page 14.

FORMATION

2008 SAJE Montréal-Métro Montréal

Formations spécialisées en entrepreneuriat

- Attestation de spécialisation professionnelle « lancement d'une entreprise »
- Attestation de spécialisation professionnelle « techniques de vente »

2002-2006 École des Métiers de la Construction Montréal

Formations spécialisées en briquetage - maçonnerie

- Diplôme d'études professionnelles (DEP) en briquetage-maçonnerie (2002)
- Formation de spécialisation « fabrication et modification de foyers » (2004)
- Formation de spécialisation « restauration d'une enveloppe de pierre » (2005)
- Formation de spécialisation « mortier de restauration spécialisé » (2005)
- Formation de spécialisation « rénovation du patrimoine bâti résidentiel » (2005)
- Attestation de spécialisation professionnelle en restauration de maçonnerie (2006)

1998-2001 Cégep de Sherbrooke Sherbrooke

Formation générale

- DEC Techniques en informatique (non-complété)

CENTRES D'INTÉRÊTS

Architecture, histoire et développement durable.

mai 2012

720

11 Québec • H4H 2R2

ogito.ca

page 4

CURRICULUM VITAE

1. Coordonnées personnelles

Anne-Marie Charron

Bilinguisme fonctionnel et connaissance de la langue espagnole

2. Profil professionnel

Plus de 13 ans d'expérience professionnelle dont 5 ans comme gestionnaire en communication-marketing. Ces dernières années m'ont permis, entre autres, d'approfondir certains aspects tels que la gestion événementielle, les commandites, les publications, le développement des affaires, le service à la clientèle, la gestion des ressources humaines et m'ont également permis de développer les habiletés professionnelles suivantes :

- Stratégie de communication
- Organisation et planification
- Animation d'événements
- Sens de la clientèle et sens des affaires
- Capacité d'adaptation et ouverture aux changements
- Sens éthique
- Autonomie et rigueur
- Détermination pour l'excellence
- Excellentes aptitudes à la communication et aux relations interpersonnelles
- Leadership
- Capacité de coacher
- Pensée multidisciplinaire

3. Expérience de travail

2012- ... **Directrice des communications, Caisse Desjardins de Verdun**

Responsabilités

- Coordonner et superviser le programme Expérience membre – service à la clientèle
- Participer aux activités de représentation de la Caisse dans un contexte de développement des affaires
- Appuyer les gestionnaires dans la mise en œuvre et la communication des projets organisationnels
- Participer aux travaux de la planification stratégique de la Caisse et ses communications
- Planifier, organiser, diriger le développement des outils de communications de la Caisse

Réalisations

- Augmentation significative du taux de satisfaction de la clientèle passant de 63% à 75% (19^e rang au 3^e rang en un an)
- Anime un groupe de travail Expérience Membre
- Référencement pour un volume d'affaires conclu de plus 750K en 1 an
- Collabore, influence et assure la mise en place de l'Espace Distinction
- Veille au succès de l'événement Vie de femme de Verdun
- Co-présidente d'honneur du l'Omniium Bruno Fortin
- Approchée par plus d'un organisme pour siéger à leur conseil d'administration

4. Études

2008-2010	Certificat en supervision HEC Montréal, Québec
2002-2005	Baccalauréat en communication, option relations publiques Université du Québec à Montréal (UQAM) Montréal, Québec
1998-2002	Techniques administratives, option marketing Collège Édouard-Montpetit Longueuil, Québec
1993-1998	DES, DESI, CPCESOB, École d'Éducation Internationale (EEI) St-Hubert, Québec

5. Implication

2012-...	Conseil d'administration du Centre de pédiatrie sociale en communauté
2010-...	Conseil d'administration du Théâtre Desjardins
2009-2013	Comité Vie de femme



Dossier # : 1142402002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Recommander au ministre de la Sécurité publique de nommer Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif et présidente de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant sur le Conseil permanent sur les services policiers du Québec - mandat d'une durée maximale de deux ans.

Il est recommandé au Conseil d'agglomération:
De recommander au ministre de la Sécurité publique de nomme Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif et présidente de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant sur le Conseil permanent sur les services policiers du Québec, mandat d'une durée maximale de deux ans.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2014-05-13 13:25

Signataire :

Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1142402002

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Recommander au ministre de la Sécurité publique de nommer Mme Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif et présidente de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant sur le Conseil permanent sur les services policiers du Québec - mandat d'une durée maximale de deux ans.

CONTENU

CONTEXTE

En 2008, le gouvernement du Québec créait le Conseil permanent sur les services policiers au Québec dont les fonctions et pouvoirs sont:

- de conseiller le ministre de la sécurité publique sur toute question relative aux services policiers du Québec ainsi que sur toute question que celui-ci lui soumet;
- de donner des avis au ministre entre autres, sur:
 - l'orientation des services policiers en fonction des priorités du domaine, notamment l'évolution, l'organisation, la distribution de ces services et les moyens de mieux les harmoniser;
 - les coûts des services policiers au Québec
 - l'évolution et l'adaptation des services policiers au Québec face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité;
 - les problématiques des services policiers eu égard aux besoins prioritaires de la population;

Ce conseil permanent est composé de 19 membres, dont 15 ont droit de vote aux assemblées, lesquels sont issus des catégories suivantes: élus municipaux, services policiers et syndicats représentant les policiers.

Les membres du Conseil ayant droit de vote sont nommés par le ministre de la Sécurité publique, sur recommandation et après consultation des organisations représentatives du milieu. À ce sujet, la direction du Service de police de la Ville de Montréal est représentée par M. Bruno Pasquini, directeur adjoint, chef de la Direction des opérations, Gendarmerie/enquêtes, et membre votant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0048 - 28 février 2013 - Recommander au ministre de la Sécurité publique de nommer M. Christian G. Dubois, membre du comité exécutif et président de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant au sein du Conseil permanent sur les services policiers du Québec.

CG12 0308 - 23 août 2012 - Recommander au ministre de la Sécurité publique de renouveler le mandat de M. Claude Trudel, membre du comité exécutif et président de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant au sein du Conseil permanent sur les services policiers au Québec

CG10 0123 -25 mars 2010 - Recommander au ministre de la Sécurité publique de nommer M. Claude Trudel, membre du comité exécutif et président de la Commission de la sécurité publique, à titre de représentant de la Ville de Montréal et de membre votant au sein du Conseil permanent sur les services policiers au Québec.

DESCRIPTION

Le 18 novembre 2013, Madame Anie Samson, vice-présidente du comité exécutif a été nommée Présidente de la Commission de la sécurité publique. Il est donc recommandé aux autorités du Comité exécutif, Conseil municipal et du Conseil d'agglomération de la désigner à titre de membre votant représentant la Ville de Montréal au sein du Conseil permanent sur les services policiers du Québec. La durée du mandat étant d'un maximum de deux ans.

JUSTIFICATION

Conformément aux articles 303.5 et 303.8 de la Loi sur la police, la Ville de Montréal doit désigner un représentant pour siéger sur le Conseil des services policiers du Québec pour un mandat d'une durée de deux ans

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francine CHOMETON
Chef de section / soutien général

Tél : 280-8528
Télécop. : 280-2008

ENDOSSÉ PAR

Le : 2014-05-07

Sylvain LEMAY
Assistant-directeur, Chef de cabinet du
directeur du service de police

Tél : 514-280-2602
Télécop. : 514-280-2008

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc PARENT
Directeur

Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2014-05-13



Dossier # : 1141179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Maria Tutino, mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, comme membre du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île.

Il est recommandé d'approuver la nomination de madame Maria Tutino, mairesse la la Ville de Baie-D'Urfé, comme membre votant du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île.

Signé par Marc BLANCHET **Le** 2014-05-16 13:04

Signataire :

Marc BLANCHET

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1141179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Maria Tutino, mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, comme membre du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île.

CONTENU

CONTEXTE

Le 11 février dernier, le conseil municipal de la Ville de Baie-D'Urfé a résolu de nommer la mairesse, madame Maria Tutino, comme membre votant au conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île et de transmettre une copie de cette résolution au conseil d'agglomération de la Ville de Montréal. Il y a maintenant lieu de recommander au conseil d'agglomération d'approuver cette nomination pour siéger au conseil d'administration du CLD de l'Ouest-de-l'Île.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2014-02-045 (11 février 2014) Nomination de la mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, madame Maria Tutino, à titre d'élu, comme membre votant au conseil d'administration du CLD de l'Ouest-de-l'Île et transmission d'une copie de la présente résolution au Centre CLD de l'Ouest-de-l'Île, aux instances qui en font partie, à la Ville de Montréal et au conseil d'agglomération.
CG13 0328 (29 août 2013) Approbation du nouveau protocole d'entente entre la Ville de Montréal et le CLD de l'Ouest-de-l'Île, pour les années 2012-2013 à 2014-2015, définissant les rôles et les responsabilités de la Ville et de l'organisme CLD en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat.

DESCRIPTION

Approuver la nomination de madame Maria Tutino, mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, au sein du conseil d'administration du CLD de l'Ouest-de-l'Île.

JUSTIFICATION

Les centres locaux de développement relèvent de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal (réf. : Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., 2004 ch. 29, art 19, 11°c)).
La Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

(L.R.Q., c M-30.01) (loi sur le MDEIE) interpelle le conseil d'agglomération de Montréal notamment sur le développement économique local et les CLD. En vertu de la Loi, le conseil d'agglomération désigne les CLD qu'il souhaite voir opérer sur le territoire ainsi que les membres du conseil d'administration de ces organismes. Le 29 août 2013, le conseil d'agglomération approuvait le projet de convention entre la Ville de Montréal et le CLD de l'Ouest-de-l'Île.

Conformément à l'article 94 de la loi sur le MDEIE, « le conseil d'administration d'un centre local de développement comprend des élus municipaux, des personnes issues notamment du milieu des affaires et de l'économie sociale ainsi que, sans droit de vote, le député de l'Assemblée nationale de toute circonscription sur le territoire de laquelle le centre local de développement a compétence. Le conseil comprend également, sans droit de vote, les personnes suivantes :

1° le responsable du centre local de développement;

2° le directeur d'un centre local d'emploi ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en planification - Chef d'équipe

Tél : 872-8508
Télécop. : 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2014-05-09

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division

Tél : 514-872-9696
Télécop. : 514-872-6249

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nancy SHOIRY
Directrice par intérim - Service du
développement économique

Tél :
Approuvé le : 2014-05-16

Dossier # : 1141179002

Unité administrative responsable :

Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques

Objet :

Approuver la nomination de madame Maria Tutino, mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé, comme membre du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île.



[Résolution - Baie-D'Urfé.pdf](#) [CA CLD Ouest-de-L'île - 1141179002.pdf](#)

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en planification - Chef d'équipe

Tél : 872-8508

Télécop. : 872-6249



Baie-D'Urfé

Service du Greffe
Town Clerk Department

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Baie-D'Urfé tenue conformément à la loi, au lieu ordinaire des délibérations, à l'hôtel de ville sis au 20410, chemin Lakeshore, Baie-D'Urfé (Québec), le mardi 11 février 2014 à 19 h 30.

Nomination de la mairesse, M^{me} Maria Tutino, au conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) de l'Ouest-de-l'Île.

ATTENDU QUE le conseil d'administration d'un centre local de développement comprend des élus municipaux, des personnes issues du milieu des affaires et de l'économie sociale;

2014-02-045 PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Chuck Colomb, appuyé par le conseiller Michel Beauchamp et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** de nommer la mairesse, M^{me} Maria Tutino, à titre d' élu, membre votant au conseil d'administration du CLD de l'Ouest-de-l'Île et de transmettre copie de la présente résolution au Centre CLD de l'Ouest-de-l'Île, aux instances qui en font partie, à la Ville de Montréal et au conseil d'agglomération.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Nathalie Hadida
Directrice générale et greffière

Représentants des municipalités

Edgar Rouleau (Secrétaire)
Francis Deroo
Maria Tutino
Bill Mc Murchie
Monique Worth

Maire de la Cité de Dorval
Maire de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
Mairesse de la Ville de Baie d'Urfé
Maire de la Ville de Pointe-Claire
Mairesse de l'Arrondissement de Pierrefonds-
Roxboro

Représentants de la Chambre de Commerce

Antoinette Scarano
J. David Pecho

Commission Scolaire Lester B. Pearson
Firme Hussey & Pecho

Représentants du secteur Affaires

Roger Morin (Président)
André Laparé
George Cierniak
Robert Eiser
Vacant

Roger Morin CA
André Laparé, conseiller en gestion
Canirr Inc.
Aliments E.D. Foods
Vacant

Représentants du secteur communautaire et économie sociale

Joanne Despatis
Natalie Chapman

Table de quartier du Nord-Ouest de l'Île de Montréal
AOIHI- WIAIH

Représentant du secteur coopératif

Maxime Arsenault

Desjardins – Centre financier de l'Ouest de
Montréal

Représentants du secteur Institutionnel

Christian Roy
Sonia Lalonde

CEGEP Gérald-Godin
Commission Scolaire Marguerite-Bourgeois

Représentant du secteur des travailleurs

Marc Brunet

Employé syndiqué au CSSS de l'Ouest-de-l'Île

Représentants du secteur des résidents

Keith Henderson (Vice-président)

Exogene Services

Rob Fairbairn

Delta Pharma Inc.

Jean-René Paquette

Avocats-Conseil Miljours Paquette

Membres d'office

Yolande James

Députée de Nelligan

Geoffrey Kelley

Député de Jacques-Cartier

Pierre Marsan

Député de Robert-Baldwin

François Ouimet

Député de Marquette

Line Roussin

Directrice Centre local d'emploi de l'Ouest-de-l'Île

David Pollock

Maire de la Ville de Beaconsfield

John W. Meaney

Maire de la Ville de Kirkland

Edward Janiszewski

Maire de la Ville de Dollard-des-Ormeaux

George McLeish

Maire du Village de Senneville

Richard Bélanger

Maire de l'Arrondissement Île-Bizard-Sainte-Geneviève

Nicolas Roy

Directeur général du CLD